
THE UNIVERSITY OF MICHIGAN
LIBRARIES
THE UNIVERSITY OF MICHIGAN
ARTES SCIENTIA VERITAS
1817








Zur Schweizerischen Kirchen- und Kultusgeschichte.

Der Verleger erlaubt sich auch bei dieser Gelegenheit auf Werke aufmerksam zu machen, die gewiß verdienen in jeder theologischen und historischen, namentlich vaterländischen Bibliothek eingereiht zu werden. Es sind dieß:

Die

evangelische Gemeinde von Locarno,

ihre Auswanderung nach Zürich

und ihre weitern Schicksale.

Ein Beitrag

zur Geschichte der Schweiz im 16ten Jahrhundert nach bisher meist unbenutzten handschriftlichen Quellen

von **F. Meyer.**

2 Bde. 62 Bogen gr. 8⁰ broch. Preis: Rthlr 4. 15 Ngr. oder fl. 7. 12 kr.

Sogleich nach Herausgabe fand das Werk auch die gerechte Anerkennung Unter vielen äußerst günstigen Recensionen spricht sich eine unter andern so aus: „Einsender dieser Worte hat den ersten Band obengenannter historischer Arbeit nicht nur selbst mit dem gespanntesten Interesse gelesen, sondern fühlt sich auch ohne irgendwelche äußere Aufforderung bewogen, Freunden der Geschichte überhaupt, namentlich Freunden der Kirchengeschichte vorliegendes Werk dringend anzuempfehlen. Der erste Grund zu dieser Empfehlung ist, abgesehen von der allgemeinen Würdigkeit dieser Arbeit, die gründliche Beleuchtung der reformatorischen Regungen in Italien. — Was hierüber der gelehrte Thomas M'Crie in seiner Geschichte der Fortschritte und Unterdrückung der Reformation in Italien ꝛc. geschrieben, hat F. Meyer bereichernd vervollständigt und monographisch ausgeführt."

Joh. Jak. Heß,

Doctor der Theologie und Antistes der Zürcherischen Kirche.

Skizze

seines Lebens und seiner Ansichten

mit einem

Auszuge aus seiner ungedruckten Auslegung der Apokalypse

von

Dr. Heinr. Escher,

Professor in Zürich.

9 Bogen 8⁰ broch. Preis: 18 Ngr. oder fl. 1.

S. Höhr in Zürich.

Archiv

für

iweizerische Geschichte

herausgegeben

auf Veranstaltung

der

ieinen geschichtforschenden Gesellschaft

der

Schweiz.

Achter Band.

Zürich,

S. Höhr.

1851.

Druck von J. J. Ulrich.

PROCÈS-VERBAL

DE LA

SIXIÈME RÉUNION DE LA SOCIÉTÉ SUISSE D'HISTOIRE

TENUE A MORAT LE 1 AOUT 1850.

Présidence de Mr. le Prof. Vulliemin de Lausanne.

Il n'est pas fait lecture du procès-verbal de la dernière séance, vu qu'il a été imprimé dans les archives.

Monsieur *G. de Wyss* occupe au bureau la place de Vice-président, en remplacement de Monsieur le Prof. *Hottinger*.

La Société procède à l'élection de membres honoraires et effectifs.

Sont nommés *membres honoraires* : Messieurs *Rafn*, secrétaire de la société royale des Antiquaires du Nord, à Copenhague, *Hildebrand*, secrétaire de l'Academie royale des Belles-Lettres, de l'Histoire et des Antiquités, à Stockholm, *de Muralt*, membre de plusieurs sociétés savantes, à St. Petersbourg, *Cortüm*, professeur d'histoire, à Heidelberg, *Ranke*, professeur d'histoire à l'Université de Berlin, *Paul Joseph Schafarik*, à Prague, *d'Effinger*, ancien chargé d'affaires de la Confédération Suisse à Vienne, *Stählin*, Oberstudien-Rath, à Stuttgard, *Louis Cibrario*, chevalier, de l'Academie royale de Turin, *Menabréa*, chevalier, à Chambéry, *John-Yonge Akerman*, secrétaire de la société royale des Antiquaires d'Angleterre, à Londres, *Gaschard*, Archiviste d'état, à Bruxelles, *Guérard*, de l'Institut, à Paris, *Henri Bordier*, membre de la commission de rédaction de la bibliothèque de l'Ecole des Chartes, à Paris, *Guyot*, professeur, à Cambridge (État de Massachussets), *Bandelier*, ancien membre du gouvernement de Berne, Highlands (Etats-Unis), et *Matile*,

professeur, ancien membre du grand-conseil de Neuchâtel, au Etats-Unis.

Sont nommés *membres effectifs:* Messieurs *de Sinner*, pro fesseur, à Lucerne, *J. Gunther*, avocat à Weinfelden, *Aug Fallet*, Dr. en philos. à Courtelary, *Adolphe Huber*, Juge Paix, à Montillier près Morat, et *Gaillet*, instituteur, à Nyo

Messieurs *de Miéville*, ancien conseiller d'etat, à Yverdo *Em. Fréd. de Jenner*, de Grandson, à Berne, *Perrier-Landere* à Fribourg, *Rilliet- de Constant*, colonel, à Genève, *Favro Coune*, licencié en théologie, au Château d'Oex, *Jaq. Car* étudiant en théologie, à Lausanne, *Oscar Hurt-Binet*, à Nyo *Gustave de Bonstetten*, à Berne, *Antoine Engelhardt*, avocat notaire, à Morat, *Xavier Kohler*, professeur, à Porrentru *J. J. Chaponière*, Dr. en médecine, à Genève, et *Xavier Ila phonse Tornare*, ancien religieux de St. Urbain, à Bulles, leur qualité de membres de sociétés historiques cantonal sont inscrits, d'après leur demande, sur la liste des memb effectifs de la Société Suisse d'histoire.

Monsieur *le Président* rappelle dans son allocution que société a été fondée, il y a neuf ans, autour de Monsieur *Ze weger*, qui nous accompagne de tout son intérêt, mais que l'a retient loin de nous. Le double but de notre société est d'a profondir l'histoire de la patrie et de rapprocher les Suis par une étude commune. C'est dans l'intention de répondre ce but que la Société romande a été convoquée en même tem et dans le même lieu que la Société Suisse. — Quant à m moyens d'existence, des dons ont été faits par les gouverneme mais ces moyens doivent se trouver avant tout dans l'inté apporté à notre but par les sociétaires. Dans les monarchi la protection vient d'en haut; chez nous, il doit en être auti ment. Vouloir ne réunir que des savants et des hommes sp ciaux serait un préjugé. Nous devons chercher à nous ratt cher tous ceux qui s'intéressent à l'histoire suisse, de manière trouver nos ressources en nous, et à jeter de profondes racine ce n'est qu'ainsi que la société aura en elle de la vie et l'avenir. — Monsieur *le Président* donne la lecture de l'ordre dujo

et du programme du comité de réception de Morat, qui témoigne des sympathies que la société a rencontrées chez les autorités et le public de la ville; le programme propose, pour l'après midi, une promenade sur le champ de bataille et au château de Villars, à $7^1/_2$ heures aura lieu un concert à l'hôtel de ville, et ensuite une promenade aux flambeaux sur le lac. — Monsieur *d'Olleyres*, prévenu de notre réunion, accueillera à Avenches les membres de la société qui désireraient visiter le musée et les ruines de l'antique cité.

La société est entrée en échange de publications avec la société royale des antiquaires du nord, la société d'histoire de France, l'académie royale de Bruxelles, et la société archéologique et numismatique de St. Pétersbourg.

Monsieur le Président annonce que le gouvernement de Fribourg vient de faire un don de cent francs à la société.

Les comptes, déposés sur le bureau, ont été approuvés par la commission d'examen. Des remerciments sont votés à Monsieur *le Caissier*.

Le catalogue de la bibliothèque de la société a été envoyé par Monsieur *Rod. Wyss*, à qui l'on vote des remerciments.

Les rapports des sociétés cantonales seront remis à la commission de publication.

Monsieur le professeur *Kopp* a émis le vœu qu'une *Gazette historique* fût publiée, afin de faire connaître les écrits rélatifs à l'histoire et à l'archéologie. Elle paraîtrait à époques régulières, rendrait compte des publications, sans entrer toutefois dans des appréciations critiques, et ferait connaître tout ce qui peut servir à l'étude de l'histoire. — Le vœu est accueilli et renvoyé avec recommandation à la commission de publication, qui jugera de la possibilité de la mise à exécution.

Monsieur le président *Vulliemin* lit un mémoire sur l'Etablissement monarchique de Pierre de Savoie dans l'Helvétie occidentale, au milieu du 13e siècle.

On entend le rapport de Monsieur *G. de Wyss* sur la commission de publication, et celui de Monsieur *de Mohr* sur la

commission du régeste. — La présentation de Monsieur *Fr Forel*, comme membre de la commission du régeste, est agréée

Monsieur *G. de Wyss* lit un travail sur l'Etablissement d
Christianisme dans l'Helvétie romaine.

Monsieur *Fetscherin*, ancien conseiller d'état, communiqu
divers fragments de la biographie qu'il écrit sur Henzi.

Indépendemment des envois faits directement aux archives et consignés dans le catalogue, Monsieur *le Président* en an nonce de nouveaux, qui sont déposés sur le bureau. Ce sont Die Schweizergeschichte (Fortsetzung von 1840 bis 1850), vo *Joseph Propst*, Basel 1850; — Le premier No. du Journal, *le Alpes*, rédigé par Monsier *Gabriel Mortiller* de Genève; — Ar chiv für die Geschichte der Republik Graubünden von *Th. von Mohr*, Chur 1850; — Einladung zur Subscription auf eine Biblio graphie der Schweizergeschichte von *von Sinner*. — La copi de la chronique fribourgeoise de Stern, contemporain des vain queurs de Morat, manuscrit des archives de la ville de Morat est déposée momentanément sur le bureau par Monsieur le Dr *Engelhardt*. Monsieur *Engelhardt* soumet en outre à l'exame de la société une cassette contenant plusieurs monnaies romaines et du Moyen-âge, ainsi que des bracelets en bronze et en verr découverts dans une tombe antique, non loin de Morat.

La société procède à l'élection d'un Président pour l'anné prochaine (1850—1851), et nomme au premier tour de scruti Monsieur *Th. von Mohr*, à Coire.

Après la nomination de Monsieur le professeur *Vulliemin* la place restée vacante dans le comité, la séance est levée.

Berichte der Kantonalgesellschaften.

---

1) *Zürich.*

Bericht der historischen Gesellschaft in Zürich, erstattet Namens derselben von Herrn G. von Wyss. 1849—1850.

Tit.

Im Herbste vorigen Jahres hatten wir die Ehre, der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz einen Bericht über die Thätigkeit unseres Vereins zu erstatten. Einen Zeitraum von zwei Jahren umfassend, konnte derselbe eine grössere Reihe von Arbeiten aufzählen, die unserer Gesellschaft vorgelegt worden, und mochte sich daher ohne Bedenken den übrigen Berichten kantonaler Vereine anschliessen, die — zum Theil ebenfalls längere Zeiträume begreifend — im sechsten Bande Ihres Archives vereinigt sind.

Nicht so gut wird es uns im gegenwärtigen Augenblicke. Indem wir Ihrer Einladung zu neuer Berichterstattung folgen, können wir hiebei nur des verflossenen Winterhalbjahres 18⁴⁹/₅₀ gedenken, (im Sommer pflegt unsere Gesellschaft sich nicht zu besammeln), das aus mancherlei zufälligen Gründen weniger fruchtbar für uns war, als die vorhergehenden Jahre. Mehrere unserer thätigen Mitglieder sahen sich diessmal verhindert, ihre fortdauernde Theilnahme an der Gesellschaft durch Arbeiten zu bezeugen und die Zusammenkünfte konnten weniger regelmässig stattfinden. Anderweitige Beschäftigungen nahmen Kräfte und Zeit zum Nachtheile unseres Kreises in Anspruch.

Indessen sind wir doch nicht ohne unterrichtende und werthvolle Vorträge geblieben, durch welche wir uns an mehr als einem Vereinsabende erfreut sahen. Sie werden das aus der nachstehenden kurzen Uebersicht der Mittheilungen ersehen, die in unserer Gesellschaft stattfanden.

Dem Gebiete der Zürcherischen und der neuern Schweizergeschichte waren drei Arbeiten gewidmet, die wir Herrn Professor Dr. Hottinger zu verdanken haben. In einem lebendigen Vortrage schilderte er uns die zürcherische Reform vom Jahre 1713, dieses seltene Beispiel einer glücklich und zur Befriedigung aller, uneigennützig Betheiligter durchgeführten Staatsveränderung im Schoosse einer städtischen Demokratie. Die Mässigung, welche damals von den hervorragendsten Magistraten wie von den Häuptern einer aufgeregten Bürgerschaft beobachtet wurde, der wohlthätige Einfluss, den in letzterer Stellung vorzüglich der berühmte Scheuchzer übte, der friedliche und doch bedeutende und erfolgreiche Ausgang jener ganzen Bewegung liess diese Mittheilung dem Zuhörer ebenso erfreulich werden durch ihren Inhalt, als die Darstellungsweise ergriff und ansprach. Zwei andere, nicht weniger anziehende Vorträge desselben Mitgliedes der Gesellschaft waren aus der Biographie des seligen Escher von der Linth gewählt, die Herr Professor Dr. Hottinger bearbeitet. Durch vielfache Mittheilungen aus den Tagebüchern des Verstorbenen und seinem Briefwechsel mit Freunden und Zeitgenossen, sowie durch die Erinnerungen an ihn und seine Zeit, die in den Kreisen unserer Vaterstadt noch so lebendig sind, erhielten diese Vorträge ganz besondern Reiz.

Auf die älteste Zeit der Landesgeschichte bezog sich eine Arbeit des Referenten, ein Versuch, die Beschaffenheit der römischen Provinz Helvetien in den ersten drei Jahrhunderten unserer Zeitrechnung, ihre Verfassung und städtischen Einrichtungen darzustellen.

In das Gebiet der allgemeinen Geschichte führten uns Mittheilungen der Herren Professor Dr. Heinrich Vögelin und A. Scheuchzer. Ersterer behandelte einen Abschnitt der Reformationsepoche, indem er aus der Geschichte Kaiser Karls V. und den jüngst veröffentlichten Briefen und Akten desselben vorzugsweise Dasjenige heraushob, was auf die Verhältnisse der Schweiz zum Reiche und den übrigen auswärtigen Staaten sowie auf die dort vorherrschenden Anschauungen der schweizeri-

schen Ereignisse Bezug hat und hierüber bemerkenswerthe Aufschlüsse gibt. Herrn Scheuchzer verdanken wir eine Darstellung der Geschichte des assyrischen Reiches, die durch litterarhistorische Notizen über die Quellen der ältesten orientalischen Geschichte und Nachweise über die gegenseitigen Beziehungen der Profanschriftsteller und der heiligen Schrift ein allgemein ansprechendes Interesse erhielt. Diese letztgenannte Arbeit ist seither als besondere Schrift im Drucke erschienen.

Diess Tit. ist der einfache Bericht, den wir Ihnen vorlegen können. Ist er diessmal kürzer ausgefallen, so schreiben Sie diess nicht einem Mangel an Freude und Trieb für historische Studien in unserer Vaterstadt zu. Unsere Gesellschaft bildet nicht in demselben Masse, wie anderwärts ähnliche Vereine pflegen, den Mittelpunkt aller Bestrebungen auf dem Felde geschichtlicher Arbeit; manche löbliche Thätigkeit auf demselben fällt nicht in ihren Bereich. Darum entsprosst auch in ihrer unmittelbaren Nähe manch rühmliches Zeugniss wissenschaftlichen Sinnes und Strebens im Gebiete der vaterländischen Geschichte, dessen sich unsere Gesellschaft für Zürich freuen kann, ohne sich ein Verdienst dabei zueignen zu dürfen.

Zürich, im Juli 1850.

---

2) Basel.

Bericht der historischen Gesellschaft in Basel an den Vorstand der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz, erstattet durch Herrn Theophil Burckhardt d. Z. Schreiber der Gesellschaft.

Tit.

Die geschichtforschende Gesellschaft in Basel gibt sich die Ehre, Ihnen einen kurzen Bericht mitzutheilen über ihre Thätigkeit in den zwei letztverflossenen Semestern (October 1848 bis März 1849 und October 1849 bis März 1850). Dieselbe bestand vorzüglich in den Vorträgen, welche im Schoosse der Gesellschaft gehalten wurden und an welche sich jedesmal eine Besprechung über den behandelten Gegenstand oder über einzelne Punkte desselben anschloss.

Wir führen zuerst diejenigen Vorträge an, welche schw
zerische Gegenstände behandelten.

Herr *Dr. Fechter* berichtete über *die Anstalten zur Un stützung der Hülflosen während des Mittelalters in Basel,* nämI über die Spitäler der Gotteshäuser für Kranke, Aussätz· Pilger und über die Stiftungen zur Linderung der Armuth das Bild einer grossartigen Wohlthätigkeit auf Antrieb ı unter Leitung der Kirche — ein wichtiger und durchaus ne Beitrag zur Sittengeschichte unserer Stadt. Der Aufsatz w in den Beiträgen unserer Gesellschaft abgedruckt werden.

Herr *Prof. Dr. Jak. Burckhardt* theilte die *Relation des A drea Cardoino über Genf von Jahre* 1621 mit, welche seitd im 6ten Bande des Archives für schweizerische Geschichte schienen ist.

Herr *Pfarrer Cherbuin,* in einem Vortrage über *Orthodo und Pietismus der schweizerisch-reformirten Kirche im* 17. ı 18. *Jahrhundert,* stellte den Kampf dar zwischen dem erst renden Calvinismus und Symbolzwange und dem frisch im wahren religiösen Bedürfnisse wurzelnden freien Lel des Pietismus, der auch am Ende den starren Dogmenzw vom Throne stürzte, und führte dann den Einfluss des ne religiösen Lebens besonders in Beziehung auf die Bildung ı Predigtweise der Geistlichen aus.

Herr *Joh. Rud. Burckhardt J. U. D.* behandelte den *Bürg meister Hans Balthasar Burckhardt von Basel*, geb. 1642, g 1722, einen der Vermittler des Aarauerfriedens von 1712, (gedruckt im 6ten Bande des schweiz. Archivs) — und (*Generalkapitän Don Emanuel de Burckhardt,* 1744—1820, in neapolitanischen Diensten sowohl in Organisirung der Arı als auch in Führung von Kommando's gegen die Franzosen o gegen revolutionäre Bewegungen sich um seinen unglücklicl Hof so verdient machte, dass er 1802 zum Statthalter von S lien ernannt wurde, und nach der Restitution des Hofes Neapel zum Generalkapitän des Königreiches Neapel.

Das Alterthum war besonders stark vertreten.

Herr *Dr. Roth* unterwarf die *Hypothese des Herzogs von M*

chester, die von Prof. Ebrard dem deutschen Publikum zuerst zugeführt wurde, nach welcher Nebukadnezar, der Zerstörer Jerusalems, dieselbe Person wäre mit dem berühmten Cyrus, der Wiederhersteller der Juden hingegen nur ein persischer Satrap zu Babylon unter Darius Ochus, einer scharfen und erschöpfenden Kritik, indem er nachweist, wie diese Hypothese theils auf einseitiger Behandlung der biblischen Nachrichten, vornämlich aber auf Nichtbeachtung der profanen Ueberlieferung beruht.

Derselbe Verfasser, in einem umfassenden Aufsatze über das Leben und die Schriften des *Ter. Varro*, stellte diesen Mann dar als ersten Gelehrten Roms, der, mitten im Leben stehend und an den Kämpfen des Pompejus und Cäsar als Feldherr thätig Antheil nehmend, zugleich alle Felder der Wissenschaft beherrschte, ihren gesammten Stoff sammelte und verarbeitete, so dass dieselbe in ihm als einem römischen Aristoteles sich noch konzentrirte, bevor sie sich zersplitterte. — Es war eine Darstellung, wie sie nur aus den gründlichsten Nachforschungen über Varro's zahlreiche aber zum grössten Theile nicht mehr vorhandene Schriften und aus scharfsinniger Combination der historischen Nachrichten hervorgehen konnte, eine Würdigung Varro's, wie sie demselben selbst im Alterthume noch nicht zu Theil geworden ist.

Herr *Dr. J. J. Bachofen* gab in ausführlicher Beschreibung ein höchst lebendiges und anziehendes Bild des *westlichen Mittelitaliens*, der Wiege des römischen Weltreiches. Von der geographischen Beschaffenheit und der Kulturfähigkeit des Landes fiel dabei mancherlei Licht auf den Charakter des alten Volkes, welches bestimmt war, die Welt zu erobern.

In einem 2ten Vortrage über die *Geschichte Latiums bis zu Albas Fall* suchte derselbe Verfasser, gestützt auf religiöse Tradition und auf die Volksanschauung auch der spätern Römer, der troischen Abstammung unumstössliche historische Geltung zu sichern.

Herr *Prof. Gerlach* behandelte ebenfalls *die ältesten Sagen der Latiner*, und, indem er die Begriffe der mythischen Gestal-

ten, besonders des Janus und des Saturnus, wie sie sich in der römischen Vorstellung entwickelt hatten, darlegte, warf er Licht auf die historische Entwicklung des alten Latiums. — Beide Herren Verfasser in strenger Opposition gegen die zerstörende neuere Kritik. — Die Abhandlung des letztern ist in weiterer Ausführung mitgetheilt in der Einladungsschrift zur Promotionsfeier des Pädagogiums 1850.

Herr *Dr. Streuber* theilte aus einer von ihm bearbeiteten grössern Geschichtsdarstellung den Abschnitt mit über *die Belagerung von Korinth durch die Römer und die Schlacht bei den Hundsköpfen*.

Herr *Prof. Wilh. Vischer*, in einem Vortrage über *Centralisation und Föderation im griechischen Staatsleben*, verfolgte durch die ganze griechische Geschichte das Streben nach Selbständigkeit für die einzelnen Staatsglieder im Kampfe mit dem Streben nach Einigung der nebeneinanderstehenden Einzeltheile — ein Kampf, der, weil er nie zu befriedigendem Abschluss und Gleichgewicht kommt, mit dem Verluste der Freiheit endigt. — (abgedruckt als Einladungsschrift zur Promotion des Pädagogiums 1849).

Herr *Prof. Stähelin* gab ein Referat über *das Buch Josua der Samaritaner*, das, zur Zeit der Blüthe Cairo's daselbst abgefasst, dazu dienen sollte, die religiöse Tradition der immer mehr aussterbenden samaritanischen Gemeinde in Aegypten zu fixiren — ein samaritanisches Heldenbuch, mit den abenteuerlichsten Sagen über Josua Eli, Nebukadnezar, Alexander den Grossen etc., welche verflochten sind mit den Ueberlieferungen der Bibel. Der einzige Codex von 1584 ist 1848 zum ersten Male im Druck erschienen.

Herr *Prof. Joh. Georg Müller* theilte in Anschluss an seine frühern Vorträge über mexikanische Religion seine Forschungen mit über *die Verehrung des grossen Geistes bei den nordamerikanischen Indianern*. Der grosse Geist als Schöpfer, Herr des Lebens und Sonnengott wurde von dem Verfasser als das eine Element nachgewiesen, welches dem südlichen Naturkulte angehört, und das sich mit dem nördlichen Elemente des Geister-

glaubens, der ein Fetischdienst ist, zu einem vielgestaltigen Polytheismus verschmilzt. (Gedruckt in »Studien und Kritik.«)

Herr *Prof. W. Wackernagel* entwickelte *die Geschichte der deutschen Epik vom 12—15. Jahrhundert* und zeigte, wie neben den Sagenliedern, die durch die ganze mittelhochdeutsche Zeit hindurch vom Volke gesungen wurden, in den ersten 3 Vierteln des 12. Jahrhunderts die Epik der Geistlichen entstanden, wie aus dieser im letzten Viertel die Epik der Fahrenden als Epopöie sich entwickelte, die dann gegen Ende des Jahrhunderts einerseits zum Kunstepos der Höfe, andrerseits zur volksmässigen Epik sich fortbildete. Zur gereimten Erzählung abgeschwächt gestaltete sich die Epik zum Romane des 14. und 15. Jahrhunderts, neben welchem die volksmässige Epik von den Fahrenden fortgeführt zur Bänkelsängerei herabsank. Unter den verschiedenen Rubriken der epischen Gedichte unterwarf dann der Verfasser diejenigen Gedichte einer besondern Betrachtung, welche byzantinisch-palästinische Stoffe behandeln und bisher in den Litteraturgeschichten nicht als besondere Rubrik aufgeführt worden sind.

Herr *Rektor Dr. Heussler* behandelte *A. H. Franke als Erzieher*, und stellte denselben dar, wie er durch Hinweisung auf strenges Bibelstudium, Erbaulichkeit und Catechisation und durch strenge Disziplin unter den Studierenden das theologische Studium zu regeneriren suchte, und wie er in dem von ihm glaubensmuthig gestifteten und geleiteten Waisenhause durch Erziehung zahlloser Zöglinge, durch Bildung einer grossen Zahl Lehrer und durch Anbahnung einer realistischen Richtung Unberechenbares leistete für den Aufschwung des Erziehungswesens.

Herr *C. F. Zimmermann V. D. M.* stellte Untersuchungen an über das *Vaticinium Lehninense*, welches zu verschiedenen Zeiten und wiederum in den letzten Jahren der politischen Bewegung in Deutschland Aufsehen erregt hat durch seine Weissagungen über das hohenzollerische Fürstenhaus. Er charakterisierte die verschiedenen Erklärungen, Traditionen, Hypothesen und Handschriften und schloss auf eine Abfassung durch einen

frommen Katholiken zu Anfang des 17. Jahrhunderts, als Fortsetzung eines schon früher dagewesenen Vaticinium's.

Herr *Prof. F. Fischer*, in einem Vortrage über *Begriff und Werth der Philosophie der Geschichte*, verfolgte die Geschichte der Geschichtsphilosophie bis auf Herder und Isaak Iselin zurück, und entwickelte dann als wahres Resultat der Geschichte den Inbegriff errungener Kultur, zu deren Förderung in allen Zweigen jedes Volk seine Mission hat, die periodische Entwicklung der Kulturideen in organischer Reihenfolge, die Entwicklung der Intelligenz und Moral. Die grossen Individuen haben dabei eine bedingte, nicht durchaus bedingende Stellung.

Oeffentlich vor gemischter Zuhörerschaft wurde nur einmal im Namen der historischen Gesellschaft ein Vortrag gehalten, da von andrer Seite her dem Wunsche des Publikums entgegengekommen wurde. Diesen einen Vortrag hielt Herr *Dr. Streuber* am Jahrestage der französischen Februarrevolution. Der Gegenstand war: *Die ersten Barrikaden zu Paris*, bekannt unter dem Namen la journée des barricades, deren Opfer die im Dienste des Königs Heinrich III stehenden Schweizer zu Paris wurden.

Ferner haben wir noch zu berichten, dass die Gesellschaft einen 4. Band »Beiträge zur vaterländischen Geschichte« veranstaltet hat, welcher in wenig Wochen in der Schweighauserschen Buchhandlung die Presse verlassen wird.

Einen wichtigen Zuwachs historischer Quellen erhielten wir durch die Bemühungen unseres verehrten Ehrenmitgliedes, *Herrn Bibliothekar's Pfeiffer* in Stuttgart, welcher die in Böhmer's Fontes fehlenden Stellen der Annales Colmarienses aus der Urschrift copirte und unsrer Gesellschaft als Geschenk zusandte.

Die Gesellschaft war in Correspondenz mit vielen historischen Gesellschaften der Schweiz, Deutschlands und Frankreichs.

Die Zahl der ordentlichen Mitglieder, welche sich zum Mitarbeiten verpflichtet haben, ist dermalen 33, die der correspondirenden 16, Ehrenmitglieder 14.

Basel, im Juli 1850.

3) *Graubünden,*

Bericht über die Verhandlungen der geschichtsforschenden Gesellschaft von Graubünden, vom 9. Nov. 1849 bis 26. April 1850, erstattet durch Herrn Anton Sprecher von Bernegg, Aktuar der Gesellschaft.

Tit.

Die am 1. August d. J. zu Murten abermals zusammentretende allgemeine geschichtsforschende Gesellschaft der Schweiz ist die Veranlassung, dass auch wir, die rhätische Societät, der Aufforderung des Wohllöbl. Präsidiums der allgemeinen Gesellschaft Folge leisten und Nachricht geben von dem Wenigen, was im Fache der engern vaterländischen Geschichte von einigen Mitgliedern unseres Vereines geleistet worden ist.

Zu den jeden ersten Freitag des Monats abgehaltenen abendlichen Sitzungen der Gesellschaft fanden sich die hier anwesenden Vereinsmitglieder meistens zahlreich ein. Nachdem in der ersten Versammlung der Herr Präsident Rektor Peter Kaiser die anwesenden Herren eingeladen und aufgefordert hatte, im Interesse vaterländischer Historie grössere oder kleinere Abhandlungen über diese oder jene Epoche der an Stoff so reichen politischen Begebenheiten in »gmeinen 3 Pündt« auszuarbeiten und vorzutragen, so hatten sich einige Mitglieder zu Vorträgen ihrer Ausarbeitungen bewegen lassen.

In einer der ersten Sitzungen dieses Winterhalbjahres wurde durch Herrn Landvogt Vincenz von Planta ein Auszug aus der selbst aufgesetzten Chronik eines einfachen Landmannes im Dorfe Ems über die Ereignisse des Aufstandes der Oberhalbsteiner Landleute und einiger anderer Gemeinden zur Einführung der sog. alten Verfassung am 4. Januar 1814 — mitgetheilt, die durch ihre naive schlichte Darstellungsart in halb deutschem halb welschem Styl allgemeines Interesse und Heiterkeit erregte.

In der nämlichen Sitzung wurde auch das Vorwort zur Uebersetzung von Campells Historia Rhætica (aus dem lateinischen Original ins Deutsche übersetzt), enthaltend die Biographie des Autors, durch Herrn P. Conradin von Mohr ausgearbeitet, vorgetragen unter Verdankung für diese interessante ge-

schichtliche Einleitung in das grössere Werk des gründlichs
aller Geschichtsforscher Bündens.

In der folgenden Versammlung theilte Herr Präsident K
ser dem zahlreich versammelten Kreis der Zuhörer in kur
Umrissen das Leben, Wirken und Sterben des Hochwürdi
Abtes zu St. Luzi, Theodulus Schlegel, mit. Dieser Prälat w
am Vincenzentag Anno 1529 zu Chur öffentlich hingericht
Diese historische Mittheilung ist dadurch höchst verdankenswer
dass sie sehr interessante, bisanhin den meisten Freunden
Geschichte ganz unbekannte Aufschlüsse über diese Factio
Periode Bündens giebt.

Ein zweiter Vortrag am selben Abend von Herrn Stadtv
Th. von Mohr führte die Zuhörer um zirka 60 Jahre früher
dem Einfall der Oesterreicher, welchen sie im Frühjahr 1467
das Engadin und Münsterthal unternommen hatten, zurück.
Merkwürdigerweise erwähnen keine der spätern Historiker
ses Vorfalles, der aus 3 Briefen, die Namens des ganzen Engadi
und Münstertbales an Bischof, Capitel und ganze Bürgersc
der Stadt Chur gerichtet sind, erhellt, und worin die hart v
Feinde Bedrängten aufs dringendste um schleunige Hülfe fleh
Neun Jahre später (Brief von Egen Mohr dat. fettan Dinstag
der alten Fastnacht Anno 1476 an den Hochw. Bischof Ortli
wurde abermals mit einem Einfall der Montafuner vom W
göw her gedroht, welcher indessen durch die Bemühungen
Bischofes Ortlieb von Brandis glücklich abgewendet wurde.

Eine der nächsten Sitzungen brachte dem Verein eine
schichtliche Arbeit des Herrn Pfarrer Christian Immanuel K
zu Peist über »den Vorsizstreit des löbl. Obern Bundes mit d
Gotteshausbunde in den Jahren 1549—1550.« — Dieser et
undankbare Stoff wurde vom Herrn Verfasser aufs geschickte
benutzt, den Zuhörern darin aufs anschaulichste ein Bild va
ländischer Rangstreitigkeiten zu zeigen.

In drei folgenden Sitzungen wurde dem Verein und vie
andern Freunden bündnerischer Geschichte von Herrn Landv
Vincenz von Planta durch Vortrag seiner geschichtlichen D
stellung der Revolutionsjahre von 1796—1799 im Mai in Bün

und namentlich der heldenmüthigen Vertheidigung der Landleute von Dissentis, Tawetsch und Medels gegen die hereinbrechenden Franzosen — höchst genussreiche Abende bereitet. Den Stoff zu diesem historischen Gemälde gab die Correspondenz der damaligen Führer der verschiedenen Parteien (von Tscharner mit Sprecher und Planta in Paris), woraus manche bis dato unbekannt gebliebene Aufschlüsse über den Verlauf der Begebenheiten erhellte.

Die Bibliothek des Vereines ward indessen theils durch Schenkungen von Freunden und Vereinsmitgliedern, theils durch auswärtige Vereine und durch einige wenige Ankäufe vermehrt.

Durch das Beispiel des antiquarisch schweizerischen Vereines in Zürich angeregt, beschlosen einige Vereinsmitglieder als Freunde der Heraldik eine ähnliche Zusammenstellung von Sigillkopien und Wappen, wie diejenige des obenerwähnten Vereines ist, — anzulegen, — nicht zweifelnd, dass die Benutzung unserer an alten Urkunden und Dokumenten so reichen rhätischen Archive genügende Ausbeute dazu liefern werde, um auch in diesem Fache mit Zeit und Weile eine anschauliche Uebersicht der Entwickelung, Fortschritte, Blüthe und Verfall rhätischer Wappenkunde zu geben, damit zugleich verbindend eine Repräsentanz rhätischer Geschlechter, sowohl der alten längst erloschenen Dynasten und Herren, als auch des jüngern Adels, angesehener Bürgerfamilien etc. bis auf die jüngste Zeit.

Dieser kurze Bericht möge genügen um Ihnen Tit. zu zeigen, dass wir *Dahinten* nicht ganz zurückgeblieben sind, und wenn nicht viel doch etwas geleistet haben, um das Interesse an heimathlicher Geschichte zu beleben und wach zu halten.

Chur, 29. Juli 1850.

---

4) *Fribourg.*

Rapport sur les études de la Société d'histoire de Fribourg, communiqué au nom du comité par Monsieur A. Daguet, professeur.

Les Etudes historiques n'ont jamais été tout-à-fait négligées parmi nous, témoin Guillimann, Fontaine, le Curé Girard, et plus récemment Engelhard et Berchtold. Mais elles n'y ont jamais excité non plus l'intérêt puissant qui s'y attache dans plusieurs Cantons. La période que nous venons de traverser de 1845 à 1850, période révolutionnaire, n'a pas été de nature à relever ces études.

Dans notre pays d'ailleurs on n'a pas su jusqu'ici et on ne saura pas de longtemps, à ce qu'il paraît, séparer la Science de la Politique. Pourtant aux plus mauvais jours, la Muse de l'histoire a conservé chez nous quelques adeptes opiniâtres qui n'ont pas permis à la raffale politique d'éteindre tout-à-fait sa lampe merveilleuse et consolatrice.

Comme un petit sanctuaire, la Société d'histoire a gardé le feu sacré et jeté quelques étincelles.

C'est de ces manifestations malheureusement trop peu nombreuses de notre vie intellectuelle que j'ai à rendre compte aujourd'hui devant l'assemblée fédérale des Recherches historiques.

Le 3e Cahier des Archives de la Société d'histoire a paru chez l'imprimeur Piller dans le format ordinaire grand in-8° (p. 253—378). Il contient: I. une partie documentale, la suite des visites pastorales de l'Evêque de Lausanne Georges de Saluces au XVe siècle ou Etat des campagnes dans le Canton de Fribourg au XVe siècle (253—331). II. Un Essai historique sur l'abbaye de St. Jean de Cerlier (331 — 371). III. Des *Miscellanea Paternacensia* (p. 372—378).

Cette publication est due essentiellement aux soins de M. Meyer, Curé de St. Jean, bibliothécaire cantonal à Fribourg et alors président de la Société cantonale. L'Essai historique sur Cerlier est du Père rédemptoriste Schmid, aujourd'hui établi à Carouge.

Un 4ième Cahier des Archives est sous presse. Il renferme:

I. La suite des visites pastorales de Georges de Saluces dans les églises de Neuchâtel et de Soleure qui appartenaient au Diocèse Lausanne.

II. Des extraits du *Bürgerbuch* ou Livre des familles bourgeoisiales de Fribourg.

III. Un fragment de littérature latine par un auteur Fribourgois d'un XVe siècle.

IV. Une étude sur les sorcières distincte de celles qui ont paru dans l'Emulation, journal littéraire et historique publié à Fribourg de 1841 à 43.

V. Un Essai d'une bibliographie historique du Canton de Fribourg par M. L. de Sinner.

Ces diverses publications, sauf la première qui est de M. Meyer, ont pour auteur ou éditeur le président actuel de la Société d'histoire, M. le chancelier Berchtold.

En dehors de la Société d'histoire, mais sous ses auspices et avec la coopération de ses membres, ont paru:

I. La Chronique allemande et rimée de Johann Lenz bourgeois et instituteur de Fribourg, sur la guerre de Souabe avec une courte préface de M. le Curé Meyer (Der Schwabenkrieg besungen etc.). Cet ouvrage, resté inconnu aux érudits qui ont dressé l'inventaire de notre bibliographie nationale, a vu le jour chez Orell et Füssli par la munificence éclairée de l'un des membres de la Société d'histoire, M. Diesbach de Courgevaud. Il forme un bel in-8° de 169 pages.

II. Une Notice historique sur la Chambre des Scholarques de la ville de Fribourg par feu le Chanoine Fontaine publiée et continuée par M. le Chancelier Berchtold, avec une notice biographique par ce dernier, du prêtre érudit et bienfaisant qui a fondé notre Musée, enrichi nos bibliothèques et fourni tant de matériaux précieux pour l'histoire cantonale et la Recueil diplomatique de M. Werro. Parmi les pièces justificatives dont M. Berchtold a accompagné cette publication toute récente, figure un document important pour l'histoire de nos luttes politico-religieuses ; c'est un mémoire de 28 pages adressé

en 1829 à l'Evêque Pierre Tobie Yenny par M. Fontaine,
le plus âgé des dignitaires du diocèse pour demander le
du P. Girard. Ces notices et les pièces justificatives fo
un beau volume in-8° de 145 pages édité par l'impr
Piller 1850.

Il paraîtra prochainement chez Galley, imprimeur, l
mier volume d'un *Manuel d'histoire Suisse* par M. Alex
Daguet. Chargé par le dicastère de l'Instruction publiq
publier une nouvelle édition de Zschokke appropriée au
de Fribourg, M. Daguet n'a pu se résoudre à laisser su
cet ouvrage tel quel; il n'a conservé que les plus beau
sages et y a ajouté de nombreux détails dont quelque
puisés aux sources originales, sur les institutions, les m
l'histoire littéraire. L'ouvrage entier aura deux volumes d
de 200 pages chacun. Le premier s'arrête à la Réform
M. Daguet prépare aussi une biographie du P. Girard de
à accompagner la publication des souvenirs *inédits* de cet i
moine et pédagogue.

Tout-à-fait en dehors de la Société d'histoire et sans a
coopération de sa part, il a été publié dans le Canton
ques opuscules et brochures de nature semi-historique et
tique, relatives aux évènements du Sonderbund. L'auteur
de ces brochures, M. le Colonel Perrier connu dans le
littéraire par un ouvrage intitulé: *la Syrie sous Méhémet A*
membre de la Société d'histoire.

Depuis 1848 la société n'a eu que quelques réunions
peu animées, assez peu intéressantes. Une question
l'ordre du jour dans une de ses séances: »Fribourg a
jamais été ville libre et impériale« n'a pas encore reçu
lution satisfaisante. M. Berchtold a lu quelques extrai
3° volume qu'il prépare sur l'histoire cantonale; M. le C
Daguet a lu quelques pages d'un travail intitulé: Notice
châteaux des bord de la Sarine. Quelques documents i
ont été communiqués.

Une proposition a été faite à la fois au sein de la s
d'histoire et de la société Economique ou d'utilité publi

dant à fondre ces deux sociétés. Une Commission nommée pour liger un Projet de réunion ne s'est pas encore acquittée de tâche.

Fribourg, 20 Juillet 1850.

---

5) *Genève.*

pte rendu des travaux de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève pendant les années 1845 *à* 1850*, présenté à la Société générale d'histoire de la Suisse, réunie à Morat le* 1 *Aout* 1850.

Monsieur le Président de la société générale d'histoire de Suisse a bien voulu réclamer de la Société d'Histoire et rchéologie de Genéve un rapport sur ses travaux. Par suite diverses circonstances le dernier résumé de ce genre que s ayons envoyé date déja de 1845. Nous devons en conquence jeter un rapide coup d'œil sur l'activité de notre ciété durant les cinq années qui viennent de s'écouler afin de mpléter en ce qui nous concerne les comptes rendus des vaux qui ont été présentés aux diverses Sociétés cantonales t que la Société centrale publie dans les *Archives de l'Histoire Suisse.*

Depuis 1845 la Société de Genève, qui compte maintenant inquante deux membres ordinaires a tenu trente deux séances. lle a dès cette même époque achevé la publication du 4e volume de ses *Mémoires et Documents* et ajouté à cette collection trois uveaux volumes; en autre plusieurs des travaux de ses membres ont été publiés à part ou dans d'autres recueils.

Dans l'exposé qui va suivre il s'agit moins de donner un talogue complet des communications qui lui ont été faites et i sont consignées dans les procès-verbaux de ses séances que diquer les objets principaux sur lesquels s'est portée l'acti- des membres et les résultats les plus positifs qui ont été enus.

Chapitre I. *Histoire étrangère.*

La plupart des travaux ont eu pour but essentiel d'éclairer l'étude des monuments, des actes authentiques et des docu-

ments contemporains, l'histoire de Genève et des contrées environnantes. Néanmoins notre Société loin d'exclure aucune branche des sciences historiques accueille volontiers les communications qui lui sont faites sur l'histoire des nations étrangères.

C'est ainsi que plus d'une fois l'attention de la Société a été transportée des rives du Léman jusqu'aux lointaines contrées de l'Orient. M. *Paul Chaix*, professeur de géographie, au retour d'un voyage en Egypte, a fait plusieurs communications sur les monuments qu'il y a observés et dont il a rapporté les plans. [1]) Il a entretenu la société des antiquités des îles de Malte et de Goze qu'il a également visitées et retracé l'état des découvertes faites récemment en Syrie, en particulier dans les ruines de Ninivé.

M. *Cramer* a analysé l'histoire de la conquête de la Mésopotamie par les Arabes due à Elwakedi, cadi de Bagdad, sous le règne d'Aroun al Raschid et dont une traduction allemande a été récemment publiée à Hamburg. [2])

M. *Frédéric Soret* a lu plusieurs mémoires de numismatique orientale notamment sur les monnaies arabes au type sassanide [3]), sur les monnaies Koufiques, [4]) sur celles frappées sous la dynastie des Khan Houlagou, sur les dinars ou marabotins d'Aboubeker fils d'Omar, premier prince de la dynastie Almoravide en Espagne, sur les monnaies plus récentes de l'Empereur Schah Jehan et même sur celles contemporains d'Abd-el-Kader. Il a su y découvrir des renseignements sur l'histoire et les institutions des peuples orientaux et a constaté ainsi le respect que les Arabes, dans leurs premières conquêtes, conservaient pour la nationalité et même pour la réligion des vaincus.

---

[1]) M. Chaix a consigné les principaux faits observés durant son voyage dans une série de *Lettres des bord du Nil*, publiées dans la *Bibliothèque universelle de Genève*. 4e Série. Vet. VI.

[2]) Le travail de M. *Cramer* a paru dans la *Bibl. univ. de Genève* Aout 1850.

[3]) Mémoires et Documents. V. p. 97—110.

[4]) Mém. V. p. 111—126.

En passant à une époque plus moderne et à un pays plus rapproché du nôtre par ses mœurs et sa civilisation, nous devons mentionner deux lectures de M. *Merle d'Aubigné* destinées à retracer d'après la correspondance originale de Cromwell le caractère et les principaux actes de la vie de ce personnage, à l'absoudre de l'accusation d'hypocrisie si souvent formulée contre lui et à relever le mobile réligieux et nationale qui le faisait agir. Elles font parti de l'ouvrage publié par M. Merle sous le titre de: *Le protecteur ou la République d'Angleterre aux jours de Cromwell.* [5])

Chapitre II. *Histoire nationale.*

Section I. Partie historique proprement dite.

Les diverses périodes de notre histoire nationale ont fourni leur contingent aux travaux de la Société, mais dans des proportions très inégales.

Avant de les esquisser, mentionnons le classement fait par M. *F. Soret* des objets antiques relatifs à Genève et déposés au Musée académique. Cette série, quoique peu considérable, présente cependant un véritable intérêt pour l'étude du passé de notre patrie. — Quoique le pays ne soit pas riche en antiquités, néanmoins on trouve fréquemment en fouillant la terre, des vieilles monnaies, des armes rouillés, des meubles de destinations diverses, des tombes d'une époque reculée etc. Le bouleversement du sol des fortifications a fait ressortir plusieurs de ces objets: à diverses reprises, on en a entretenu la Société.

§. 1. *Epoque celtique.*

M. *Blavignac* a décrit quelques blocs de pierre qui paraissent avoir été destinées au culte druidique, que l'on retrouve dans nos environs. [6]) L'un de ces monuments, appelée la *Pierre aux Dames* porte des figures humaines grossièrement sculptées. Une autre la *Pierre aux Fées* est un dolmen ou sanctuaire.

Le *même* a, d'après une pierre gravée, décrit la *brail*, vêtement national des anciens Helvětiens.

---

[5]) Un vol. in 8. Paris 1848.

[6]) Mémoires. V. p. 401—406 avec deux planches.

§. 11. *Epoque romaine.*

La domination romaine a laissé après elle plus de vestiges que les époques antérieures.

M. *Blavignac* a trouvé à Annemasse, à Corsier, à Landecy, à Nernier, à Nangy, des débris de constructions romaines, de fragments de tuiles, de poteries antiques, des cubes de mosaïques, des monnaies romaines etc., enfin tous les vestiges d stations gallo-romaines. Plusieurs membres de la Société ont recherché sur place l'assiette probable de la voie qui condui de Genève à *Bautas* sur une distance de 25 milles romains Ils ont rencontré dans la vallée de *Bornes* derrière Salève un route pavée construite pour le commerce du sel de la Savoie mais que l'on croit avoir succédé à l'antique voie romaine. O est certain d'être sur celle-ci lorsque le chemin vous amène près le prieuré de Dingy St. Clair, à un endroit où la montagn qui surplombe le Fier a été entaillée pour laisser passer la rout et où on lit sur le rocher cette inscription fort bien conservée

L. TINCIVS
PACVLVS
PERVIVM FECIT

On entre dans la vallée d'Alex, et on en ressort au Sud pou aboutir au bord du lac d'Annecy à Menthon ou à Talloires l'une de ces deux localités et probablement la dernière qu offre des antiquités romaines doit être le *Bautas* de l'itinérair d'Antonin et non Annecy, comme on l'a cru jusqu'à ce jour.

M. *Blavignac* a signalé plusieurs pierres sculptées et fragments d'architecture romaine et a cherché, d'après leur styl et leur proportions de reconnaitre les édifices auxquels ont appartenu ces debris [7]).

M. *Edouard Mallet* a fait connaitre plusieurs inscriptions romaines inédites, entr'autres celle-ci trouvée à Gex:

STATIO
MILITVM.

Elle est importante malgré sa brièveté, puisqu'elle constate

---

[7]) Mémoires V. p. 88—94 avec 3 planches.

l'existence d'une poste militaire et d'une route, dans cette localité, au pied de l'un des principaux passages du Jura.

Quand on songe au nombre relativement considérable des inscriptions découvertes dans notre pays, on ne peut que s'associer au vœu fréquemment émis par la Société de voir un ami des études historiques, combinant les données fournies par ces inscriptions avec les résultats obtenus par les travaux modernes sur les municipalités gallo-romaines, esquisser le tableau de Genève sous la domination de Rome.

§. 3. *Epoque Burgundionne.*

L'inscription dite de *Gondebaud* que la démolition de l'arcade du Bourg de Four où elle était enchassée, a permis de mieux lire, a fourni à M. Mallet, en la rapprochant d'un passage d'une notice contemporaine, des renseignements sur les travaux d'agrandissement exécutés à Genève, par les ordres et aux frais du célèbre roi des *Burgundions* [1]).

M. *Næff* a consacré une notice à Avitus, Evêque de Vienne, prélat et homme de lettres qui a exercé une grande influence sur les règnes de Gondebaud et de Sigismond [2]).

§. 4. *Epoque imperio-episcopale.*

A. *Chartes en général.* L'époque qui commence à l'extinction de la dynastie de Bourgogne Transjurane et s'étend jusqu'à la Réformation, offre pour Genève une existence analogue à celle des seigneuries et communautés environnantes mais qui néanmoins est bien distincte. — Durant cette période les chartes deviennent de plus en plus abondantes. Elles livrent, à qui sait les scruter, de nombreux renseignements sur les institutions publiques, la condition des terres et des personnes, le droit, l'économie politique et l'organisation sociale du Moyen-Age. Mettre ces chartes à la portée des amis de l'histoire en les publiant dans leur intégrité, et en les accompagnant de sommaires analytiques et de notes explicatives, tel est le point de départ des travaux à entreprendre sur cette base authentique.

---

[1]) Mémoires IV. p. 305—310 et planche.

[2]) Biblioth. univ. de Genève. Mars 1849.

œuvre laborieuse et modeste mais féconde dans ses résultats.
C'est sur ce plan que M. *Ed. Mallet*, après avoir transcrit dans les archives de Genève, de Turin, de Lausanne etc. la plupart des chartes rélatives à l'histoire de Genève, en a publié dans les divers volumes de notre recueil [10]) un nombre considérable.
Elles commencent par un acte du 10e siècle et deviennent fréquentes au treizième. Les actes recueillis par M. Mallet lui ont permis de traiter d'une manière plus approfondie qu'on n'avait pu faire jusqu'ici, des institutions ou des faits essentiels pour l'histoire de Genève à cette époque.

B. *Election des évêques.* M. *Mallet* s'est d'abord attaché à étudier l'autorité épiscopale à sa naissance en recherchant ce qui touche à l'élection des évêques de Genève: c'est dans le fait, étudier la loi de la succession au principat de cette ville. Après avoir, dans son 1er mémoire [11]) montré cette élection attribuée en principe au concours du clergé et du peuple, plus tard confiée au Chapitre seul, puis revendiquée par la cour de Rome et devenant entre ces deux pouvoirs un fréquent sujet de querelles, il a dans un second mémoire [12]) raconté la manière dont le duc de Savoie, Amédée VIII devenu Pape, sous le nom de Felix V, se reserva l'exercice direct de l'autorité épiscopale de Genève: comment ayant fait sa paix avec son compétiteur il assura sa survivance sur le siège Genevois à son petit-fils, Louis de Savoie, encore enfant, comment à la mort de ce jeune prince l'influence Savoisienne parvint à lui substituer un autre enfant, son frère cadet Jean Louis de Savoie.
M. Mallet expose ensuite les longs débats qui s'élévèrent après la mort de cet évêque, l'inutile élection d'Urbain de Chevron, protégé des Suisses, l'installation passagère de Jean de Compeys, l'élu du Pape, qui fait fabriquer à Rome une fausse

---

10) Tome I. partie 2. p. 1—160, tome II. part. 2. p. 1—55, tome IV. part. 2. p. 1—114 et *passim* comme pièces justificatives des mémoires.

11) Mémoires II. p. 104—182.

12) Mémoires IV. p. 127—269.

taille d'or et la victoire définitive du parti de Savoie qui parvint à intrôniser à Genève un troisième petit-fils d'Amédée, Jean Louis de Savoie.

C. *Pouvoir de la maison de Savoie.* Quelle a été l'origine, quels ont été les développements du pouvoir que la maison de Savoie a exercé long-temps à Genève et qui, modeste à son origine, avait fini par aboutir à une domination presque absolue. Telle est la question qui se présentait naturellement à l'esprit de M. Mallet et dont il a fait l'objet d'une seconde série de mémoires. Il reconnait à ce pouvoir d'une maison étrangère trois caractères assez distincts, marquant trois phases tranchées dans son développement. Cette maison commence par se substituer temporairement à la famille indigène des comtes genevois, jouit à titre de créancier engagiste de ses biens et droits dans Genève et cherche en outre à se faire le protecteur des citoyens, le promoteur de leurs libertés et franchises. Elle se fait céder ensuite, à titre d'inféodation, l'office judiciaire du vidomnat et s'efforce d'obtenir la cession légale des droits de seigneurie et de justice, attributs de la souveraineté. — Enfin, l'extension de la puissance ducale, accrue par la domination d'une série d'évêques de cette maison, consolide son pouvoir de fait, sans lui faire acquérir cependant une base légale. Dans la première partie de ses recherches [15]) M. Mallet expose la situation politique de Genève, au commencement du 13ᵉ siècle, les droits respectifs de l'évêque et du comte genevois, et les premiers rapports avec le Comte de Savoie. Il retrace la série des guerres et des traités qui mettent dans Genève la maison de Maurienne à la place de celles des Genevois et augmentent la puissance de celle-là au préjudice de celle-ci. Au nombre des documents inédits auxquels a puisé l'auteur de ce mémoire, on remarque les comptes des Châtelains de Genève, qui jettent beaucoup de jour sur la condition des personnes à cette époque.

D. *Détails sur le Moyen-Age.* — M. *Mallet* a recherché la

---

15) *Mémoires* VII. p. 177—290.

date précise d'un douement précieux pour notre histoire, l'en quête ouverte contre un évêque que l'on a cru jusqu'ici être Pierre de Sassons; il a démontré qu'elle avait été instruite contre Aymon de Grandson et devait être rapportée à l'an 122[illegible] et non à 1219 ainsi qu'on l'avait supposé [14]).

Le *même* a étudié les mesures, les monnaies et la valeur des choses, à Genève, au 13e siècle et démontré que la livre genevoise identique à la lausannaise avait successivement valu

en 1190	fr.	26. 07 c.
1216	-	24. 27 -
1222	-	20. 85 -
1283	-	19. 63 -

et que le pouvoir de l'argent était alors quadruple de ce qu'il est à présent pour les objets de première nécessité: tandis que pour les choses d'agrément ou de luxe, cette proportion arrive à 10, 20 et même 40 [15]).

Le même a montré que le titre légal auquel les orfèvres devaient travailler l'argent en 1128 était de 11½ deniers de fin soit 23/24.

E. *Epoque d'émancipation.* — Il existe, sur l'époque d'émancipation politique qui a précédé immédiatement la Réforme (époque dont un de nos compatriotes, M. *Pictet de Sergy*, vient de faire avec talent le sujet de drames nationaux) [16]) un document contemporain très précieux: c'est le journal dans lequel le Syndic Balard, durant les années 1525 à 1531 inscrivait chaque soir les évènements qui se passaient dans Genève et les réflexions qu'ils lui suggéraient. Cette chronique, la première digne de ce nom que l'historien puisse consulter, a été transcrite par les soins de M. le Docteur *J. J. Chaponnière*, qui a également extrait des registres publics tous les passages propres à en compléter ou à en corroborer le témoignage. L'exiguité des ressources de la Société lui en a fait seule ajourner la publication

---

14) Mémoires VII. p. 347—351.

15) Mémoires VII. p. 329—334.

16) Les Eidgnots ou Genéve sauvée. Un vol. 8. Genève 1850.

§. 5. *La République de Genève.*

A. *Réformation.* L'établissement de la Réformation, en [illegible] la destinée nationale de Genève a contribué à déterminer [illegible] position en Europe. C'est la grande époque de notre histoire. Son intérêt s'étend au delà de nos frontières. Bien souvent nos archives et notre bibliothèque sont visités par des savants venus d'Angleterre, d'Allemagne, de France ou des autres cantons de la Suisse, y chercher des documents sur cette époque mémorable. En présence de cette activité au dehors, les efforts partis du soin de la Société de Genève paraissent peu considérables. Espérons cependant que bientôt la face principale, l'élément réligieux se trouvera éclairé dans la partie encore inédite de la grande *Histoire de la Réformation* de notre confrère M. *Merle d'Aubigné*. Quant à la lutte des partis politiques dans Genève, à cette même époque, nous voudrions la voir exposée avec cette netteté et cette hauteur de vues que M. *Rilliet de Candolle* a montré naguères dans l'épisode du procès de Servet [17].

L'attention de la Société a été attirée sur plusieurs points spéciaux de ce grand drame de la Réforme, notamment sur quelques hommes qui y ont joué un rôle.

Au premier rang de ces hommes, nous devons mentionner le prieur de St. Victor, François de Bonnivard, qui, martyr de l'indépendance politique, champion de l'établissement calviniste qu'il a défendu la plume à la main contre le parti des Libertins, sert à personnifier l'histoire de Genève durant la première moitié du 16ᵉ siècle. M. *Chaponnière* a retracé, d'aprés les sources les plus authentiques, cette vie aventureuse, en la dégageant à la fois des fables de la poésie et des exagérations de l'esprit de parti. Il a passé en revue ses nombreux écrits, au moins aussi remarquables au point de vue littéraire que sous le rapport historique [18]. Le double intérêt avait engagé

[17]) Le travail de M. Rilliet a paru dans le Tome III des Mémoires, p. 1—125.

[18]) Mémoires IV. p. 137—245.

M. Chaponnière et quelques autres amis de lettres à entreprendre la publication des principaux ouvrages du prisonnier de Chillon. Si ce projet n'a pu se réaliser dans son ensemble du moins lui devons nous la publication de deux opuscules inédit de Bonivard: le *Traité de l'ancienne et de la nouvelle police*, curieux monument de la lutte des partis à Genève, qui a paru dans le 5e volume de nos Mémoires [19]) — et l'*Advis et devis des langues*, traité de philologie composé en 1563. Il a été publié dans la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes* [20]) par les soins de M. *H. L. Bordier* ancien élève de cette école, notre compatriote et notre associé, qui a toujours coopéré avec zèle au progrès des études historiques rélatives à Genève. Nous lui devons aussi une biographie de Bonnivard, qui a fait connaître en France au double point de vue historique et littéraire, l'un des prosateurs du 16e siècle qui méritaient cet honneur [21]).

M. *Théophile Heyer* nous a communiqué une notice sur la vie de l'allemand Jean Kléberg, celui dont un quartier de notre ville a conservé le nom [22]) et auquel Lyon vient d'élever un monument. Les lettres de Kléberg au Conseil de Genève et à Besançon Hugues révèlent la noblesse de son caractère et son dévouement pour Genève. Luthérien, Kléberg a consacré une partie de ses forces et de sa fortune au service de Calvinistes et de Catholiques, grand exemple à une époque qui ne se piquait guères de tolérance.

M. *Soret* a raconté l'origine et le développement des Bourses fondées à Genève, pour soutenir les protestants qui y affluaient des diverses contrées de l'Europe.

La déstinée des églises réformées du Pays de Gex, depuis l'incorporation de cette contrée à la France en 1601, a fait l'objet d'un travail étendu de MM. *Naef* et *Claparède*. Ils y racontent les persécutions dont ces églises furent victimes et qui

---

19) p. 369—490.

20) Tome X. p. 190 et 339. Imprimé à part. Paris 1849.

21) Bibliothèque de l'Ecole des Chartes. Tom. VII. p. 385—[illegible].

22) Les Bergues.

précédèrent en quelque sorte à la révocation de l'Edit de Nantes.

Enfin l'influence de Genève sur les églises d'Angleterre et l'Ecosse a été plus d'une fois signalée dans le sein de notre société [23])

B. *Histoire intérieure.* L'histoire littéraire de Genève, ses luttes politiques, les détails sur sa vie intérieure sont autant de sujets dignes de l'attention de notre Société, quelquefois même de celle des étrangers. S'agit-il en effet d'hommes dont la place est marquée dans l'histoire générale de l'humanité, alors tout intéresse. C'est ainsi qu'après avoir lu ce que M. le Baron de Grenus a écrit sur le lieu de naissance de J. J. Rousseau, nous avons entendu les communications de M. *Heyer* au sujet des endroits où notre illustre compatriote a successivement habité à Genève ainsi que sur ses rapports de parenté ; de M. *Gaussen* sur plusieurs de ses lettres inédites [24]); de M. *Mallet* sur le procès d'Emile à Genève et la réhabilitation de Rousseau.

Nous avons reçu communication de beaucoup de mémoires, de correspondances, de documents particuliers rélatifs aux événements de notre histoire, et aux hommes qui ont illustré notre pays. Nous serions heureux d'être le point central, auquel aboutiraient de pareils manuscrits. Les *Notices biographiques* publiées en 1849 par M. le Baron de Grenus sur plusieurs membres de sa famille [25]), montrent combien de renseignements précieux peuvent se rencontrer dans un recueil de ce genre et quel secours ils offrent à ceux qui voudront écrire notre histoire, en la dégageant des vues systématiques de l'esprit de parti.

---

[23]) L'on trouve sur ce sujet des faits intéressants dans l'ouvrage que vient de publier M. *Merle d'Aubigné* sous le titre de: *Trois siècles de luttes en Ecosse ou deux rois et deux royaumes.* Paris 1850. Un vol. 12.

[24]) Mémoires. V. p. 360.

[25]) Notices biographiques sur MM. Jacques, Théodore, Pierre, Gabriel et Jean Louis Grenus successivent citoyens de Genève dès 1620 à 1782 accompagnées d'anciennes anecdotes somptuaires et de matériaux inédits, rélatifs aux troubles politiques de 1737 et à J. J. Rousseau etc. Genève 1849. Un vol. gr.-in-8.

C. *Histoire locale.* M. l'ancien sécrétaire d'Etat *Le Fort* a lu une curieuse notice sur la maison construite pour les Résidents de France à Genève, et qui devint plus tard l'Hôtel de la Préfecture du Léman puis le Musée Académique.

M. *Elisée Coutau* nous a communiqué le grand et laborieux travail qu'il a fait sur l'histoire de la commune de Plainpalais, banlieue de Genève.

D. *Epoque contemporaine.* L'époque contemporaine a trouvé aussi place dans nos séances. M. *Albert Rilliet de Candolle* nous a communiqué deux chapitres détachés de son *Histoire de la Réstauration de la République de Genève*[26]; l'un retrace les négociations du congrès de Vienne relatives à Genève, l'autre la situation de notre ville pendant les Cent-jours. M. Rilliet ayant eu à sa disposition un grand nombre de documents inédits, spécialement les papiers de M. Pictet de Rochemont et de M. Ami Lullin a pu reproduire avec toute sa vérité et toute sa couleur cette partie si remarquable de nos annales. L'intérêt de ces lectures était augmenté par la présence de plusieurs anciens magistrats qui, ayant pris part à ces évènements, se sont plu à témoigner de la parfaite exactitude de ces récits et à remercier l'écrivain qui venait de raviver leurs souvenirs.

Section II. Partie spéciale.

Nous venons d'esquisser les travaux qui ont éclairé l'histoire politique et réligieuse de Genève. Il nous reste à signaler des études qui, se rapportant à des faces spéciales de l'activité humaine, s'étendent sur le cours presqu'entier de l'existence de notre pays. Nous voulons parler des recherches héraldiques et numismatiques, de l'histoire de l'architecture et de celle des Beaux-Arts en général.

§. 1. *Héraldique.*

S'il y a un intérêt historique à étudier les armoiries de familles, cet intérêt augmente dès qu'il s'agit des armoiries d'une communauté politique. Leur origine, leurs modifications

---

26) Genève 1840 un vol. 8. Gruaz éditeur.

successives sont souvent comme l'emblème de la vie de la cité ou de l'état. C'est d'après ce point de vue que M. Blavignac a consacré un travail étendu à l'*Armorial genevois* qu'il a illustré de planches nombreuses et d'une admirable exécution [27]). Il suit d'âge en âge, dans leurs divers éléments constitutifs, les armoires et les insignes de Genève: il les étudie sur les monuments, sur les peintures, sur les sceaux, sur les monnaies, sur les publications officielles. Il examine ensuite les couleurs, les livrées et les bannières de la République, ces vieux étendards qui parurent avec honneur dans la guerre avec la Savoie et sur le champ de Vilmergen. Il poursuite cette étude héraldique à l'égard des familles des Evêques, et de maisons souveraines qui ont joué un rôle dans la vie politique de Genève, comme celle de Genevois, de Savoie, de Gex. Un catalogue de médailles relatives à l'histoire de Genève, offre aussi un ensemble de renseignements curieux.

§. 2. *Numismatique.*

Outre le chapitre de l'*Armorial*, dans lequel M. Blavignac décrit au point de vue du type les diverses monnaies épiscopales et celles de Genève indépendante nous devons mentionner quelques notices destinées à éclairer des points spéciaux de numismatique et à recueillir les renseignements qu'ils fournissent sur notre histoire. C'est ainsi que M. *Mallet* a fait observer que les deniers genevois marqués du nom de l'Evêque Conrad et trouvés à Rome dans l'église St. Paul, servaient à prouver que sous le dernier roi de la Bourgogne transjurane, dans le premier quart du onzième siècle les évêques de Genève avaient le droit de monnayage indépendant [28]). Ce fait a été confirmé par la découverte d'un denier de l'évêque Algodus de la même époque, faite par M. *Blavignac* dans la riche collection de M. le Dr. Coindet.

M. *Blavignac* a fait l'énumération des monnaies du 15e siècle

27) Mémoires VI. p. 163—382; VII. p. 17—170. avec 47 planches. Tiré à part avec planches en couleur.

28) Mémoires V. p. 355—359.

trouvées dans le trésor de Feigères: elles lui ont fourni quelques types inédits [29]).

M. *Soret* a expliqué avec sagacité les légendes d'un gros de Louis de Savoie, de la fin du 13e siècle [30]).

§. 3. *Architectonique.*

L'histoire de l'architecture a beaucoup occupé M. Blavignac. En examinant les phases de l'art chrétien, il a prouvé que l'on devait assigner aux monuments de la Suisse romande une place plus importante que celle qui leur était ordinairement accordée. Les églises de Romainmotier et de Payerne, la chapelle des Allinges, toutes très anciennes, offrent de précieux vestiges du développement de l'art dans nos contrées.

Le *même* membre a découvert sous des badigeonnages, de curieuses fresques dans l'église de St. Gervais et dans la chapelle des Macchabées. Mais c'est surtout la Cathédrale de St Pierre qui a fait l'objet des investigations de M. *Blavignac*. Description architecturale [31]), recherches historiques [32]), restauration moderne des stalles [33]), sculptures symboliques démontrant l'usage que les prêtres chrétiens (qui ont été à une certaine époque les architectes des églises) ont fait des superstitions payennes en les transformant [34]), il a étudié tous ces points et la Société le voit avec plaisir appelé en ce moment à diriger dans cette même cathédrale, soit des explorations souterraines, soit des travaux de réparation.

Le *même* a décrit les cimetières de Genève et de St. Gervais [35]).

---

29) Mémoires VI. p. 153—162. Addition: VII. p. 13—16.

30) Revue numismatique pour 1850.

31) Mémoires IV. p. 101—122 avec planche.

32) Mémoires VI. p. 95—141.

33) Mémoires VI. p. 142—152 avec 2 planches.

34) Lettre à M. L. Vulliemin sur un ancien cimetière trouvé à Bérolles, dans le canton de Vaud; sur la classification de l'entrelacs et sur l'adoption par l'école chrétienne de l'imagerie payenne; Mémoires VII. p. 1—12 avec 4 planches.

35) Mémoires VII. p. 170—176 avec 2 planches.

§. 4. *Beaux-arts.*

Recueil de renseignements sur la culture des beaux-arts à Genève: tel est le titre trop modeste, sous lequel M. l'ancien premier syndic Rigaud a consigné dans une série de mémoires [36]) des recherches nombreuses et approfondies. Après avoir signalé les rares monuments d'art que nous ont laissé les époques celtique et romaine et la période épiscopale, il montre l'influence défavorable exercée sur la culture des beaux-arts à Genève, par la Réforme et par le rigorisme des ordonnances somptuaires. Il fait assister ses lecteurs au réveil des arts du dessin employés d'ordinaire comme instrument de notre industrie ou cultivés par des Genevois à l'étranger. Il raconte la vie des artistes célèbres que Genève a produits au 17e et 18e siècles, Petitot, Arlaud, Liotard, Dassier etc. Il passe ensuite à la première école genevoise de peinture qui remonte à la dernière partie du 18e siècle et dans laquelle se distinguent St. Ours, de la Rive, Töpffer, Massot. Il arrive enfin à la brillante école genevoise qui s'est développée depuis la Restauration et expose le remarquable mouvement imprimé chez nous aux beaux-arts pendant les trente dernières années. Des notices spéciales sont consacrées à chacun des représentants de l'art à Genève, sauf pour les artistes vivants sur lesquels on ne saurait porter un jugement définitif.

Nous avons étendu le nombre des sociétés analogues à la nôtre avec lesquelles nous sommes en rapports d'échange: nous pouvons citer entr'autres la Société historique des cinq Cantons, la Société archéologique de St. Pétersburg, celle des antiquaires de l'Ouest.

Ici s'arrête notre compte rendu. Trop bref pour signaler tous les faits acquis à notre histoire nationale, il peut paraitre trop long en raison de la place qu'il accorde à ce qui est bien

---

[36]) Mém. IV. p. 17 — 68 avec 2 planches; V. p. 1—87, VI. p. 1—34 et p. 383 — 469.

plus efforts partiels que travaux d'ensemble et de durée. M
il est utile, nous le pensons de jeter de temps en temps
regard en arrière, non pour s'applaudir de ce qui a été f
mais pour solliciter la sympathie des amis du pays, et exc
le zèle, par l'examen comparatif des résultats obtenus et
lacunes subsistantes.

Genève, 25 Juillet 1850.

ABHANDLUNGEN.



I.

MÉMOIRES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE DES ROYAUMES DE PROVENCE ET DE BOURGOGNE-JURANE.

PAR

Mr. FRÉD. DE GINGINS-LA-SARRA
PRÉSIDENT HONORAIRE DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE LA SUISSE ROMANDE,
ET MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE SUISSE.

CONTINUATION.

3.

LOUIS, FILS DE BOSON, ROI DE PROVENCE ET D'ITALIE, ET EMPEREUR.

A la mort de Boson, Louis, son fils unique, était encore dans la plus tendre enfance[1]), et son âge aurait pu remettre en question l'existence même du nouveau royaume fondé par son père, si la reine Hermengarde, sa mère, n'était pas parvenue par son habileté et par l'énergie peu commune de son âme virile à préserver ce royal enfant des dangers dont il était entouré, et à lui conserver le trône où l'appelait sa naissance aussi bien que l'affection des prélats, des grands et du peuple pour la mémoire du dernier roi.

Hermengarde, forte de cet assentiment et du respect qu'inspirait généralement son extraction impériale et royale, se saisit

---

[1]) Ann. Fuldenses, ad ann. 887: „Mortuo Bosone, parvulus erat ei s, de filia Hludovici Italici regis.“ (*Pertz*, mon. german. t. I. p. 404.)

gouvernement de l'état fondé par son mari. Elle fut active
ıt secondée dans cette tâche difficile par Aurélien, archevê
de Lyon, et par Bernoin qui venait de succéder à Otramn
le siège métropolitain et primatial de Vienne[1]). Elle trouv
outre un appui non moins puissant que sincère dans la per
ne de Richard, comte d'Autun, son beau-frère, qui, visan
même à se rendre indépendant dans la Bourgogne Eduenne
considérant le démembrement de la monarchie carlienn
ıme un fait prochain et inévitable, n'hésita pas à se décla
le protecteur naturel de Louis, son neveu[2]).

L'empereur Charles-le-Gros était le seul prince de la dy
tie régnante qui fût en position de contester les droits d
de Boson à l'héritage paternel. Hermengarde prit la réso
on de prévenir toute opposition de la part de ce monarqu
ıitieux, quoique débonnaire, par une démarche hardie, mai
t elle était d'autant mieux fondée à se promettre un heureu
cès qu'elle avait une parfaite connaissance de ses disposition
es intrigues qui menaçaient déjà sa couronne chancelante[3])
reine de Provence était d'ailleurs sa propre nièce, pa
nère l'impératrice douairière Engilberge, soeur de Charles
ros[4]).

Dès le mois de mai ou de juin qui suivit la mort de Boson
euve, accompagnée de son fils Louis, se rendit auprès d
pereur alors à Kirchheim en Alsace. Elle lui présenta l'en
royal en implorant pour lui sa protection. La haine don
les-le-Gros avait poursuivi le père pendant toute sa vie
t fait place, depuis sa mort, à des sentiments de bienveil
e pour le fils. L'empereur se trouvait lui-même privé d

---

[1]) L'archevêque de Vienne, Otramne, mourut le 15 Septembre 887
horier, état polit. du Dauphiné t. I. p. 243.)

[2]) *Concilium Valentinense*, anno 890. „Maxime inclyti Richardi D
ılta juvamine.“ (Ap. D. Bouquet t. IX. p. 315.)

[3]) Vide ann. Fuldenses, ad ann. 887. *l. c.*

[4]) Diplômes de Charles-le-Gros de l'an 887. „Dilectissima *soro*
a *Angilberga Imperatrix.*“ „Dilectam *neptem* nostram *Herminga*
(Muratori, antiq. ital. t. I. p. 565 et 919.)

postérité légitime[6]); l'héritier du royaume de Provence était, par sa mère, son plus proche parent et son héritier suivant l'ordre de la loi naturelle[7]). On dit même que Charles-le-Gros avait été averti en songe de remettre l'empire au fils d'Hermengarde et de Boson, auquel la couronne impériale appartenait par droit d'héritage, comme petit-fils de l'empereur Louis II[8]), descendant en ligne directe de Charlemagne son bisaïeul.

Ce songe, vrai ou supposé[9]), montre quelles étaient les dispositions de l'empereur, et prouve en même temps la confusion qui régnait alors dans les idées sur les règles qui concernaient la succession à la couronne. Il faut cependant reconnaître que le petit-fils de l'empereur Louis II, roi d'Italie, réunissait dans sa personne tous les droits héréditaires de la branche aînée de la dynastie carlienne, issue de l'empereur Lothaire[10]) la quelle avait été injustement dépouillée par les deux autres branches des états échus à cet empereur par le traité de Verdun. Quant à la branche cadette issue de Charles-le-Chauve, elle subsistait

---

[6]) Il eut d'une concubine un fils nommé Bernard auquel il destinait une portion de son héritage. Ce fils fut plus tard tué par les partisans d'Arnoul, roi de Germanie, fils naturel de Carloman. (*Ann. Mettenses* ad ann. 887, ap. Bouquet t. VIII. p. 68.)

[7])

Louis-le-Débonnaire, Emper.
- Lothaire I. Emper.
  - Louis II. Emper. et roi d'Italie.
    - Hermengarde, nièce de Charles.
      - Louis III. dit l'Aveugle.
- Louis, roi de Germanie.
  - Charles-le-Gros. Emper.

[8]) *Alberici Chron:* „Precipientibus mihi quod imperialem redderem potestatem puero *Ludovico*, cui jure debebatur hereditario, quia fuerat genitus ex Imperatoris Ludovici filia Ermengarde et Bosone regulo.“ (Ap. *D. Bouquet* t. IX. p. 60.)

[9]) Charles-le-Gros était sujet aux hallucinations. (*Ann. Fuldenses,* ad ann. 873.)

[10]) Diplôme de *Louis*, roi de Provence, en faveur de l'abbaye de Tournus, anno 896. „Ludovicus rex . . . . . . pro remedio animæ genitoris mei *Bosonis* et genitricis meæ *Ermengardis*, nec non avi mei *Ludovici Imperatoris*.“ — *D. Bouquet* t. IX. p. 677.

à la vérité dans la personne de Charles-*le-Simple*, âgé alors de huit ans[11]). Mais on a déjà dit que la naissance de ce fils posthume de Louis-le-Bégue était entachée de certaines irrégularités qui l'avaient fait écarter du trône après la mort de ses deux frères Louis et Carloman. D'ailleurs sa légitimité était mise en doute par les souverains de la branche germanique[12])

Dans ces conjonctures, toutes plus ou moins favorables Hermengarde fut reçue par l'empereur son oncle avec autant d'égards que de bienveillance. Charles fut touché de cette marque de déférence d'une princesse aussi distinguée par son grand courage que par le sang de quatre empereurs qui coulait dans ses veines. Il combla tous les vœux de la reine en adoptant le jeune Louis comme son fils[13]). En attendant il lui conféra publiquement le titre de *roi* à la charge d'un simple hommage envers l'empire, et il lui permit de retourner en Provence et de régner sur ce royaume sous la régence de sa mère[14]).

Dans ces entrefaites les grands vassaux de la couronne et les peuples de la Provence étaient restés en suspens sur l'issue du voyage entrepris par leur reine pour obtenir de l'empereur l'investiture du royaume en faveur du fils de Boson. En attendant on data les chartes de l'époque de la mort de ce roi On citera comme exemple un jugement rendu par Thibaut

---

[11]) *Charles*, fils posthume de Louis-le-Bégue était parent de Charles-le-Gros du *second* au *troisième* degré dans la ligne *agnatique*, tandis que *Louis* fils d'Hermengarde l'était au 2e. degré dans la ligne *cognatique*.

[12]) Frodoardi, hist. Remensis. lib. IV. cap. 5: „Audierat Arnulf regi dictum fuisse quod hic *Karolus* filius Ludovici non fuerit . . . . (Ap. D. Bouquet t. VIII. p. 159.)

[13]) *Ann. Fuldenses*, ad ann. 887. „Mortuo Bosone, parvulus erat ei filius de filia Hludovici Italici regis, quem Imperator, ad villam Kircheim venientem, honorifice suscepit ad hominem et sibi quasi *adoptivum filium* eum injunxit.“ (D. Bouquet t. VIII. p. 50.)

[14]) Concil. Valentinense, ann. 890. „Ludovicus Bosonis filius . . . cui Carolus imperator jam *regiam dignitatem* concesserat.“ (*D. Bouquet* t. IX. p. 315.)

comte d'Arles, proche parent de la reine Hermengarde[15]), lequel est daté du mois de *Juin*, *l'an premier après la mort de Boson*, *Charles Empereur régnant*[16]), formule qui ne préjugeait en aucune façon le résultat de la question pendante.

Suivant les idées alors dominantes, l'Empereur était réputé le suzerain naturel des rois et des royaumes fondés dans les limites de l'empire d'Occident[17]). En sorte que l'espèce de vasselage nominal imposé par Charles-le-Gros à son fils adoptif, n'avait rien d'humiliant pour la couronne de Provence[18]). Cet hommage prêté par le jeune Louis devint cependant le premier fondement des prétentions que les empereurs teutoniques formèrent par la suite sur la mouvance du royaume d'Arles ou de Provence[19]).

L'heureux retour d'Hermengarde et du jeune roi, son fils, dans leurs états[20]) dissipa tous les doutes qui s'étaient élevés pendant leur absence et rassura tous les esprits. Dès ce moment Louis fut généralement reconnu dans le royaume de Provence et dans les provinces de la Bourgogne que son père avait gouvernées[21]). Mais les évènements graves qui suivirent

---

15) Thibaut, mari de *Berthe*, fille du roi Lothaire-le-Jeune et par conséquent cousine-germaine d'Hermengarde.

16) Charte *inédite* des archives de *Cluny*, cotée *Liasse I. No. 7.* „*Datum die sabato, mense Junio, anno primo post obitum Bosonis et regnante Karolo Imperatore.* (Ms. du *B. de Zurlauben*, bibl. d'Arau en Suisse).

17) Voir la lettre du pape Jean VIII. No. 197: „Si romanum sumpseritis imperium omnia regna (vobis) subjecta existent.“ — (*Concil. Coll.* ed. *Coletti* t. XI. col. 125.)

18) *Eudès* et *Charles-le-Simple* firent hommage de leur couronne à l'Empereur Arnoul. (*Ann. Fuldenses*, contin. ad ann. 888 et 894, apud. Pertz script. t. I.)

19) Vide *Godefr. Viterbiensis.*

20) On voit par un diplôme de l'empereur daté du 11. Août 887 que ce retour avait déjà eu lieu depuis quelques semaines. (*Muratori*, Antiq. Ital. t. I. p. 919.)

21) On le prouve par un jugement solennel rendu à *Varennes* (Saône et Loire) l'an 890, Indict. VIII. par la reine *Hermengarde* comme tutrice et régente de son fils *Louis*, *fils de Boson* contre son vassal Bernard, en présence de *Richard, Comte d'Autun* et de plusieurs prélats



presqu'immédiatement ce retour à Vienne de la reine régente obli gèrent celle-ci à attendre des temps plus propices pour inaugurer solennellement la royauté de son fils. En attendant Hermengarde continua à tenir d'une main ferme les rênes de l'Etat.

On a parlé dans le mémoire précédent des immenses propriétés territoriales que l'impératrice douairière, veuve de Louis II, possédait en Italie. Ces propriétés étaient de deux sortes; les unes lui appartenaient en propre, les autres à titre de bénéfices de la couronne[23]). D'un autre côté sa fille Hermengarde possédait des domaines importants tant en Italie qu'en Provence et même en France[24]), lesquels provenaient soit de dons qui lui avaient été faits par l'empereur son père[25]), soit de la libéralité de ses oncles Lothaire[26]) et Charles-le-Chauve. Ces possessions se trouvaient exposées depuis quelques années aux dilapidations des factions qui déchiraient la Gaule et l'Italie et auxquelles la faiblesse ou l'absence de l'empereur laissait le champ libre[27]).

Dans sa récente entrevue avec son oncle, à Kirchheim

---

et comtes du royaume de Provence. (*D. Plancher*, hist. de Bourgogne t. I. pr. p. XIX.) Les auteurs du *Gallia Christiana*, t. IV. p. 878, ont répondu aux objections élevées contre la date que nous donnons à ce document. — Le copiste ayant mis, sans intervalle, le chiffre de l'indiction à la suite de celui de l'année courante, il en a fait DCCCXC[VIII], au lieu de DCCCXC. qui répond à l'indiction VIII.

22) *Ibidem.*

23) Diplôme de Charles-le-Gros, anno 887. „Res quas a suo D et Conjuge *Ludovico* imperatore adquisivit, ... et per instrumenta Chartarum adquisierat . . . . *proprietario jure*, vel *jure beneficiario* . . .“

24) Diplôme de Charles-le-Gros de 887: „tam in *Italia* quam *Burgundia* vel *Francia*.“ (*Muratori*, l. c. t. I. p. 919.)

25) *Ibidem.* — „Proprietates et familias quas divæ memoriæ *Ludovicus* Augustus *genitor* ipsius ad proprietatem illi contulit.“ (supra.)

26) Diplôme du roi Lothaire de l'an 866. (*Muratori*, l. c. l. VI. 81.)

27) Diplôme de Charles-le-Gros, anno 887. „Cum dilectissima *soror* nostra *Angilberga* imperatrix . . . . nobis significasset, quod quidam homines illi adhuc contradicerent partem ex rebus suis. (*Muratori*, l. c. t. I. p. 565.)

Charles-le-Gros avait promis à la reine de Provence d'user de son autorité souveraine pour lui faire rendre ainsi qu'à l'impératrice, sa mère, toutes leurs propriétés dans quelque lieu de l'empire qu'elles fussent situées[28]). Après son retour à Vienne, Hermengarde dépêcha vers l'empereur à *Lustenau*, en Souabe, son *fidèle*, Winigis[29]), pour lui rappeler sa promesse, tandis que de son côté, sa mère Engilberge lui envoyait dans le même but l'abbé Gisulfe[30]) son médecin. Charles fit droit à leur juste demande par deux bulles impériales datées de la maison royale sus-mentionnée du 11 d'août 887[31]). L'une de ces bulles concerne l'impératrice Engilberge, à laquelle l'empereur assura la pleine jouissance de toutes ses propriétés et l'entière liberté d'en disposer à son gré suivant la teneur des chartes émanées des souverains, ses prédécesseurs[32]). L'autre bulle donnée en faveur de la reine Hermengarde, restitua et confirma à celle-ci, et après elle, à son fils Louis et à ses filles, tous ses domaines tant en Provence et en Bourgogne qu'en France et en Italie avec pleine autorité et toute puissance sur les habitants *(familias)* de ces domaines[33]). Ce document nous apprend en outre que Hermengarde avait donné au roi Boson son mari plusieurs filles[34]), quoique l'histoire ne fasse mention que d'Ingelberge,

---

28) Diplôme de Charles-le-Gros de 887. — „Sicut ei (neptis nostræ Hermingardæ) de proprietatibus suis, filiique sui, (apud) *Kircheim* perdonavimus, ita nostro præcepto stabilitum fore censeremus. (Ibidem, p. 919.)

29) „Ad nos *Winigisum*, fidelem suum, direxit ....“ *(Ibidem.)*

30) „Angilberga imperatrix, *Gisulfum*, venerabilem abbatem et *medicum* ad nostram direxisset perspicuitatem. (*Ubi supra*, p. 565.)

31) *Muratori*, l. c. t. I. p. 565 et 919.

32) „Nostræ complacuit benignitati secundum quod illi (Angilbergæ imperatrici) concessa et confirmata sunt, hoc nostro præcepto rursum confirmare. (*Ibidem*, p. 565.)

33) Diplôme de Charles-le-Gros, daté de *Lustenau*, 11 Août 887. — Integerrime restituimus et confirmamus universas proprietates et familias, ... in quocumque loco legali ordine et hereditario jure, ... cum rerum et familiarum potestate.“ (*ubi supra*, p. 919.)

34) „Hermingardæ filioque suo Ludovico, *nepoti* scilicet nostro, et

femme de Guillaume-le-Pieux, duc d'Aquitaine. C'est ainsi qu'avant même de devenir roi, Louis, fils de Boson, se trouvait appelé à recueillir la succession des deux plus riches princesses de l'empire d'occident[35]).

L'adoption de l'héritier du royaume de Provence et la réintégration de sa mère et de son aïeule dans leurs possessions patrimoniales furent à peu près les derniers actes accomplis par l'empereur Charles-le-Gros avant la catastrophe qui le priva de la couronne et presqu'en même temps de la vie. Déconsidéré dans la France occidentale depuis qu'il avait acheté la paix par un traité honteux avec les Normands, supplanté dans la Germanie par Arnoul, duc de Bavière, fils naturel de son frère Carloman, incapable de réprimer l'audace des grands vassaux qui se disputaient les lambeaux du royaume d'Italie, le successeur de Charlemagne dépossédé dans la fameuse assemblée de Tribur au mois de novembre ou de décembre 887, mourut le 13 janvier suivant au monastère de *Reichenau* en Souabe, abandonné de tous et réduit à la plus humiliante pauvreté[36]). Sa mort fut le signal de la dislocation générale des divers royaumes qui pour la dernière fois s'étaient trouvés réunis dans ses mains débiles[37]).

Arnoul se substitua à son vieux oncle Charles-le-Gros en Germanie et dans la France cisrhénane jusqu'à la Meuse et à l'Escaut[38]). Eudes ou Odon, comte de Paris, qui de même que

---

sororibus ejus . . . . .« — „Neptæ nostræ, filioque suo, et *filiabus* dilectissimis nostris.« (*Ibidem.*)

[35]) Il est bon de rappeler ici que les domaines de son aïeule Engilberge étaient principalement situés dans le *Piémont* limitrophe du royaume de Provence et s'étendaient de là jusqu'aux environs du *Lac Majeur* et dans les territoire de *Parme*, de *Plaisance* et de *Guastala*. (Voir *Muratori* l. c. t. I et VI. passim).

[36]) *Ann. Fuldensium cont. altera* anno 887. Ap. D. Bouquet, t. VIII. p. 51.

[37]) *Ibidem* ad ann. 888: Multi reguli in Europa ex regno Karoli excrevere. (*supra.*)

[38]) *Ibidem*, ad ann. 888 et 891, (*supra*, p. 51 et 53.)

son père Robert-le-Fort, s'était acquis une haute renommée en combattant les Normands, fut élu à Compiègne roi de Neustrie, entre la Loire et la Meuse[39]). Rainulfe, comte de Poitiers et duc d'Aquitaine, fils du duc Bernard qui avait été mis au ban de l'Eglise et de l'Etat au concile de Troyes (anno 878), prit le titre de roi dans ce duché auquel il joignit la Septimanie[40]). Enfin Rodolfe, gouverneur du pays situé entre le mont Jura et les Alpes pennines pour l'empereur Charles-le-Gros[41]), ayant assemblé à l'abbaye de St. Maurice (en Valais) plusieurs vassaux de la couronne et quelques prélats du pays, se posa lui-même sur la tête le diadème vermoulu des anciens rois Burgondes et se déclara souverain indépendant.

Dans le même temps les peuples de la péninsule italique se donnaient pour rois, les uns, Bérenger, duc de Frioul, et les autres Gui, fils de Lambert, duc de Spolète[42]). Le panégyriste contemporain du premier compare à la guerre des Atrides la lutte mortelle qui s'engagea entre ces deux puissants rivaux[43]), contre lesquels s'élevèrent bientôt de nouveaux compétiteurs qui livrèrent l'Italie à toutes les horreurs de l'anarchie intérieure et de l'invasion étrangère. Parmi ces prétendants, les uns[44]) revendiquaient la couronne impériale comme issus

---

[39]) Décembre 887; *Ibidem:* „Odo, filius Roberti, usque ad Ligerim fluvium provinciam sibi in usum usurpavit" (*ubi supra*, ad ann. 888. — *Pagi, critica in Baron*, ad hunc annum.)

[40]) *Hermani Contr. Chr.* ad ann. 888. „Ramnolfus regium nomen ..... invasere." D. Bouquet. VIII. p. 247. n. *d.*

[41]) „Rodulfus, filius Conradi, nepos Hugonis abbatis, qui provinciam inter Juram et alpes penninas occupat apud *S. Mauricium* coronam sibi imposuit, regemque se appellari jussit." (*Reginonis Chron.* ad ann. 888. ap. *Pertz*, ss. t. I. p. 598.)

[42]) „Igitur quædam Italici populi Berengarium, filium Everhardi, qui ducatum Forojulianorum tenebat, regem sibi statuunt, quædam Widonem, filium Lantperti ducem Spolitanorum æque regia dignitate sublimandum decernunt." (*Ibidem.*)

[43]) Anonymus, *de laudibus Berengarii* lib. I. (*Ibid.* p. 108). — *Ann. Vedastenses* ad ann. 888. (*Ibid.* p. 68.)

[44]) Comme *Arnoul*, *Bérenger* et *Louis*, fils de Boson.

du sang de Charlemagne, en invoquant le principe de l'hérédité monarchique: les autres en appelèrent au contraire à l'élection, soit au suffrage libre ou contraint[45]) des évêques et des grands du pays.

Eudès, qui fut le premier roi de la troisième race, ne du son élévation qu'à ses exploits guerriers et à ses grandes qualités personnelles[46]). Il fut couronné au préjudice de Charles le-Simple[47]), seul rejeton mâle du rameau neustrien de la race carlienne, qui se vit délaissé une seconde fois sous prétexte de sa grande jeunesse, même par les prélats et les grands qui le tenaient pour fils légitime de Louis-le-Bégue[48]). Quant au duc de Spolète, que Foulques, archevêque de Rheims, son parent avait appelé en France pour l'opposer à Eudes[49]), il prétendait avoir les mêmes droits au titre de roi que ceux qui, naguères ses égaux, avaient pris a couronne avant lui[50]).

D'un autre côté, Arnoul, roi de Germanie et de Lotharingie, qui se considérait comme le successeur du dernier empereur, son oncle, prétendait exercer, comme lui, la suprématie sur les rois et les peuples de la France occidentale et méridionale et même de l'Italie[51]). Il avait à sa disposition toute

---

45) Savoir *Eudès, Rodolfe, Guy* et *Rainulfe*. — *Ann. Vedast.* ad ann. 888. „Odo, rex Francorum, qui suo nolebant se subdi dominatui .... terroribus sibi sociare festinabat." (*Ibid.* p. 87.)

46) *Ann. Mettenses* ad ann. 888. „........ Odonem .... virum strenuum cui præ ceteris formæ pulchritudo et proceritas corporis et virium sapientiæque magnitudo inerat." (*Bouquet,* VIII. 68.)

47) Vide *Pagi,* critica in Baron, ad ann. 888. No. 1.

48) Lettre de *Foulques,* archev. de Rheims, au roi Arnoul. (*Frodoardi,* hist. Rhemensis, ap. Bouquet, t. VIII. p. 158.)

49) *Ann. Vedastini,* ad ann. 888. (*Ibid.* p. 86.)

50) „*De laudibus Berengarii,* lib. I. ...... quid referam ...... *Rodulfus* ... *Oddo* ..... mei (Widonis) similes notique sodales ...." (*ubi supra.*)

51) *Ann. Fuldens.* contin. altera, ad ann. 888. (*Bouquet* t. VIII. p. 51.)

les belliqueuses nations transrhénanes[52]) pour soutenir cette prétention par les armes. Eudes, Rodolfe et Bérenger jugèrent plus prudent de se concilier par une feinte soumissiôn l'amitié de ce redoutable concurrent que de soutenir contre lui une lutte trop inégale[53]).

La reine Hermengarde qui au milieu de ce bouleversement général s'était maintenue avec peine dans le gouvernement du royaume de Provence[54]), jugea prudent de suivre l'exemple de ces rois de nouvelle création. Au moi de Mai 890, elle se rendit à la maison royale de Forchheim en Souabe, où le roi Arnoul accueillit l'illustre veuve avec tous les honneurs dûs à l'héritière des empereurs d'Occident. Celle-ci offrit en revanche de riches présents au roi de Germanie, qui non seulement confirma la royauté de son fils Louis[55]), mais consentit, en outre, à envoyer des commissaires pour assister au couronnement de ce jeune prince comme roi de Provence[56]).

Pendant ce temps Bernoin, archevêque de Vienne, s'était rendu de la part de la reine régente à Rome[57]) pour faire con-

---

52) „Bajavariorum, Orientales Francos, Saxones, Duringos, Alamanos . . . . .“ (*ubi supra.*)

53) Ann. Fuld. c. a: „Wormatiam *Odo* veniens ad regem . . . .; *Rodulfus* ad urbem Radasponam, sponte sua ad regem pervenit . . . . *Berengarius* . . . . oppido Tarentino regi se presentavit. (*Ibidem*, p. 51—52.)

54) Charte du comte *Theutbert* en faveur de *Bernoin*, archev. de Vienne, de l'an 889 environ. — „Pro anima . . . . . magnificæ reginæ dominæ meæ Irmingardis filiique ejus Hludovico Domino et seniori meo.“ (*D'Acherii*, spicil. t. XII. p. 143.)

55) *Ann. Fuldenses* ad ann. 890. „Mense *mayo*, apud *Forscheim*; ibi ad eum (Arnulfum) filia Ludovici Italici regis vidua Bosonis tyranni magnis cum muneribus veniens, honorifice suscepta, ac ad propria remissa est.“ (*Bouquet*, VIII. 51. — *Mabillon*. Ann. Bened. t. III. p. 274.)

56) *Concil. Valentinense*, ann. 892. „Arnulfus per suos legatos . . . . in omnibus comprobatur.“ (*Bouquet*, VIII. 315.)

57) *Ibidem*. — Anno ab incarnat. 890. Ind. VIII: — „Bernoinus Viennensis Archiepiscopus . . . . pro generalibus totius regni necessitatibus, sedem adiens apostolicam . . . .“ (*ubi supra.*)

naître au pape Etienne V, la triste situation où se trouvait le royaume depuis la mort de l'empereur Charles-le-Gros. Il exposa au pontife romain que ce funeste événement et les bouleversements qui l'avaient suivi, en retardant le couronnement du fils de Boson adopté par l'empereur défunt, compromettait journellement la tranquillité du pays, où l'absence d'un pouvoir constitué assez fort pour reprimer la licence du peuple et l'insubordination des seigneurs encourageait la rébellion et favorisait en même temps les entreprises des hordes payennes auxquelles on ne pouvait opposer qu'une résistance insuffisante[58]).

Effectivement, après avoir consolidé son pouvoir en Neustrie, le roi Eudes s'était rendu maître de l'Aquitaine, et après avoir contraint Rainulfe à le reconnaître comme son suzerain[59]), il s'était avancé vers le Rhône cherchant à attirer dans son parti les grands et le peuple de la Provence[60]). Mais il fut arrêté dans son dessein par les progrès des Normands, qui, remontant le bassin de la Loire jusque dans l'Auvergne[61]), forcèrent le roi des Français à tourner ses armes contre eux[62]). D'un autre côté, les Sarrasins débarqués dans le golfe de Fréjus, ravageaient les côtes de la Provence et menaçaient de réduire ses riches campagnes en un vaste désert[63]).

---

58) *Ibidem.* — « De perturbatione hujus regni retulit, quo modo post Karoli imperatoris obitum, sine rege et principe existens, valde undique afflictaretur, non modo ab incolis, sed etiam a Paganis.“ (*ubi supra.*)

59) *Ann. Vedastini* ad ann. 889. — Apud D. Bouquet, t. VIII. p. 88.

60) *Richerii* histor. lib. I. cap. 7 „Odo rex, ... ex Provincia . . . . . . Arelatenses ac Arausicanos milites habuit.“ (Edit. *Guadet.* Paris 1845, t. I. p. 20.)

61) „Arvernicum pagum (rex) ingreditur
Huc jam hostes advenerant.“ (*Ibidem, ubi supra.*)

62) Suivant *Richer*, l. c. Eudes aurait battu les Normands sur les bords de *l'Allier*, en 889 ou 890; mais les autres historiens du même temps ne parlent pas de cette bataille.

63) Concil. Valentinense, anno 890. „Ex una parte *Nordmanni* cuncta devastantes, ex alia parte *Sarraceni* Provinciam depopulantes, terram in solitudinem redigebant.“ (*ubi supra.*) — *Luitprandi* hist. lib. I. cap. I.

Emu par le tableau de ces calamités trop réelles, le pape écrivit à tous les archevêques et évêques de la Gaule transalpine, les exhortant à s'entendre afin de rémédier à ces maux et à réunir tous leurs suffrages pour proclamer Louis, petit-fils de l'empereur Louis, qu'il leur désigna expressément comme le plus digne de ceindre la couronne de Provence, portée naguères par son aïeul de glorieuse mémoire[64]. Sur cette invitation pressante du pape, l'archevêque Bernoin en qualité de primat de la Gaule Viennoise, convoqua à Valence sur le Rhône une assemblée générale de prélats où se trouvèrent les métropolitains de Vienne, de Lyon, d'Arles et d'Embrum, accompagnés des évêques leurs suffragants[65]. Bernoin fit à l'assemblée un rapport circonstancié de sa mission à Rome, et donna lecture de la lettre du pape qui enjoignait aux prélats de procéder à l'élection de Louis, fils de Boson[66]. On examina ensuit es'il était réellement dans l'intérêt de l'Eglise comme de l'Etat de choisir pour roi ce jeune prince qui, sorti de race impériale, donnait de grandes espérances par son naturel heureux et ses inclinations bienfaisantes[67]. »On considéra que si son âge ne lui permettait pas encore de repousser par lui-même les attaques des barbares, il était entouré de princes expérimentés et vaillants pour y pourvoir à sa place, tels que l'illustre et excellent duc

---

64) Concil. Valentinense, anno 890. „D. Stephanus apostolicus .... tam verbis quam scriptis generaliter ad omnes Galliarum Cisalpinarum tam archiepiscopos quam et antistites directis, suo sanctissimo commonuit hortatu ut unanimes atque concordes omnes in Ludovico nepote quondam Ludovici gloriosissimi imperatoris consentientes, hunc super populum Dei regem constituerent. *(ubi supra.)*

65) *Ibidem.* — „Simul convenimus in civitatem Valentiam, Domnus scilicet Aurelianus *Lugdunensis* sedis archiepiscopus; Rostagnus urbis *Arelatensis* archiepiscopus; Arnaldus *Ebrodunensis* archiepiscopus; Bernoinus *Viennensis* archiepiscopus ..... cum aliis compluribus coepiscopis.“ *(ubi supra.)*

66) *Ibidem.* — „Monita D. apostolici, cujus scripta præ manibus habebantur.“ — *(ubi supra.)*

67) *Ibidem.* — „Ille qui ex prosapia imperiali prodiens, bonæ puer indolis jam coalescebat.“ *(ubi supra.)*

Richard, son oncle et le protecteur de son enfance[68]), sans compter sa mère, la reine Hermengarde, douée d'une sagesse et d'une prudence incomparables[69]); leurs conseils, non plus que ceux des évêques du royaume ne lui manqueront en aucune occasion.«

L'assemblée de Valence considéra en outre que le prince, recommandé à son suffrage par le pape Etienne, avait éte adopté comme fils et investi de la dignité royale par l'empereur Charles-le-Gros, ainsi que par le roi Arnoul, son successeur présomptif à l'empire vacant, et que ce dernier, venait de donner de rechef son adhésion solennelle à l'élection de ce prince par l'entremise de ses envoyés l'évêque Réoculfe et le comte Bérald, chargés de lui remettre le sceptre et les autres insignes de la royauté[70]). En conséquence les prélats et les seigneurs réunis en congrès *(conventus)*, remplis de confiance dans ce concert de volontés et dans les lumières du St. Siège, interprête visible des desseins de la Providence, élurent d'une voix unanime le prince Louis, fils de Boson, pour leur roi et résolurent de le sacrer en lui communiquant l'onction royale[71]).

Le sacre de ce jeune roi parait avoir réellement eu lieu à la suite de cette assemblée au commencement du mois de septembre de l'année 890[72]), aux acclamations d'un grand concours

---

68) *Ibidem.* — „Maxime inclyti *Richardi* Ducis eximiique principis fulta juvamine.« *(ubi supra.)*

69) *Ibidem.* — „Quin etiam *D. Hirmengardis* gloriosissimæ reginæ .... insita sibi auctissima atque profundissima a Deo prudentia.« *(ubi supra.)*

70) *Ibid.* — „...... cui *Carolus* imperator jam regiam concesserat dignitatem, et *Arnulfus* qui successor ejus extitit, per suum sceptrum, perque suos legatos, *Reoculfum* episcopum, et *Bertaldum* comitem, fautor regni, autorque in omnibus esse comprobatur.« *(ubi supra.)*

71) *Ibid.* — „*Ludovicum*, excellentissimi *Bosonis* regis filium elegimus atque in *regem* ungendum decrevimus. *(ubi supra.)*

72) L'acte de l'élection de Louis au concile de Valence, ne porte point la date du mois et du jour où elle eut lieu. Mais seulement celle de l'année 890, avec l'indiction VIII, cette 8e. indiction expirant au

de peuple accouru des divers points du royaume dans la ville de Valence pour assister à cette cérémonie[73]).

Il faut convenir que l'inauguration d'un roi fut rarement appuyée par des motifs plus légitimes et entourée de formes plus solennelles et plus régulières que celle de Louis, surtout si l'on compare les motifs allégués et le concours de toutes les volontés qui y présida avec la manière sommaire dont les autres princes contemporains furent intronisés sur les ruines de la monarchie carlovingienne[74]). Quoiqu'il en soit, Louis, fils de Boson, fut appelé *(vocatus)* au trône par sa naissance tant du côté paternel que du côté maternel, et élu *(electus)* par les grands et le peuple de la Bourgogne allobrogique et de la Provence qui en même temps proclamèrent de nouveau leur indépendance nationale[75]).

Avant l'élection de Valence, on avait daté les actes publics »*de la mort de Boson, Charles empereur régnant*«[76]). Quelques historiens modernes en ont conclu, mal à propos, que Charles-le-Gros avait été reconnu dans le Viennois en qualité de roi de France ou de Neustrie[77]), tandis que la formule ci-dessus

---

24 Sept., suivant le mode suivi par l'Eglise romaine; on peut en induire que cette élection eut lieu dans les premiers jours de ce mois. (vide *Böhmers Regesten*).

73) *Ibid.* — „Communi omnes in jam dictam civitatem advenientes consensu, hanc fieri decrevimus conscriptionem.“ *(ubi supra.)*

74) Pendant que *Guy*, duc de Spolète, recevait la couronne de Neustrie de Geilon évêque de Langres, Gauthier archevêque de Sens la donnait à *Eudes*, comte de Paris; ces divers concurrents ne s'appuyaient que sur des fractions plus ou moins faibles de la nation. (*Ann. Mettenses* ad ann. 888. l. c.)

75) *Ann. Mettenses* ad ann. 888. „Post mortem [Karoli Imperatoris] regna in partes resolvuntur, et unum quodque de suis visceribus regem sibi creari disponit.“ *Ann. Fuldenses* ad hunc annum. „Hludovicus filius Bosonis Provinciam prout rex habere proposuit (sibi).“ D. Bouquet t. VIII. p. 51—74.)

76) Voyez plus haut.

77) Entr'autres *Don Plancher*, hist. de Bourgogne, t. I. p. 165. № XXIV, qui prétend „que depuis la prise de Vienne (882) cette

suppose, suivant nous, que le trône de Provence était considé[illegible]
comme vacant et que le nom de Charles ne figurait dans [illegible]
actes qu'à titre d'empereur d'occident. Mais à partir du co[illegible]
ronnement de Louis on data les chartes de l'année de son él[illegible]
tion[78]), et il fut généralement reconnu comme roi dans tout [illegible]
royaume de Provence.

Les actes de l'assemblée des prélats et des grands tenu[illegible]
Valence en 890 n'étant parvenus jusqu'à nous que mutilé[illegible]
incomplets[79]), ne fournissent que des notions générales sur l'é[illegible]
due du royaume de Provence. Quatre métropolitains, s[illegible]
les archevêques de Lyon, de Vienne, d'Embrun et d'Arles,
rent part avec plusieurs évêques, leurs suffragants[80]), à l'in[illegible]
ration du roi Louis d'où l'on devrait pouvoir conclure qu[illegible]
royaume embrassait dans leur totalité tous les territoire[illegible]
fermés dans ces quatre provinces ecclésiastiques. Mais
conclusion serait trop absolue et même inexacte. Les d[illegible]
états fondés presque simultanément sur les débris de la m[illegible]
chie carlienne[81]), n'acquirent des limites fixes qu'après
consolidation ce qui n'eut lieu qu'au bout de quelques an[illegible]
et au prix de transactions ou de luttes plus ou moins [illegible]
entre les états limitrophes.

---

ville ainsi que le Viennois (le Dauphiné) étaient toujours restés à l[illegible]
France«, ce qui est inexact comme on l'a démontré dans le mémoir[illegible]
qui traite du règne de Boson.

78) „Actum Viennæ publice in mense februario anno in quo voc[illegible]
tus et electus est a nobilibus principibus regionis illius Ludovicus
Indictione IX, (891 n. St.), apud *D. Bouquet* t. VIII. p. 51. No. 6). „D[illegible]
anno IV. vocato atque electo Ludovico rege a principibus et magn[illegible]
bus terræ.« VI. Non. Decembris anno 893. (*Dacherii spicil.* t. [illegible]
p. 139.)

79) Il est dit dans le corps de l'acte: „*Omnes hanc regiam scriptionem, manibus propriis subscripsimus.*« (D. Bouquet. IX. p
— 316). Mais ces signatures manquent totalement.

80) „Cum aliis compluribus coepiscopis.« (*Ibidem*).

81) On en compta cinq en-deçà des Alpes, — *Germanie*, *Lo*[illegible]
France, *Bourgogne-Jurane* et *Provence*, et même six en co[illegible]
l'Aquitaine qui forma un duché indépendant.

Le développement du royaume de Provence se trouva limité d'un côté par le duché d'Aquitaine au couchant, et de autre par le nouveau royaume de Bourgogne-Jurane fondé par s Rodolfiens. Au nord il se prolongeait des deux côtés de la Saône dans la Bourgogne Eduenne, qui reconnaissait, en partie, la suprématie des rois de la France Neustrienne et les bornes de es deux souverainetés rivales furent longtemps disputées et restèrent indécises pendant près d'un siècle [32]).

Si l'on voulait s'en rapporter au diplôme de Louis daté de année 892, par lequel il accorde à Aurélien, archevêque de Lyon, la confirmation des privilèges et des biens temporels de son église métropolitaine [33]), le jeune roi de Provence aurait eu la prétention d'étendre sa souveraineté non seulement dans tout le ressort du diocèse de Lyon [34]), mais en outre dans les comtés ou *pagi* de Mâcon, de Châlons, de Beaune, d'Autun et de Semur en Brionnais, sur la rive droite de la Saône, et dans les comtés de Port et de Scoding ou de St. Claude qui sont sur la rive gauche [35]). Cette prétention était appuyée par l'archevêque de Lyon, métropolitain des évêques de Châlons, de Langres et d'Autun. Mais elle échoua devant la puissance du roi Eudes qui avait pris les devants et rangé ces évêques sous

---

[32]) (Voyez *D. Plancher*, hist. de Bourgogne t. I. aux preuves XVI, XVII et XVIII.) et *Frodoardi Chr.* ad ann. 924. ap. *D. Bou*-t. VIII. p. 181.

) Diplôme de Louis, roi de Provence, daté de Lyon, ann. 892. D. *Bouquet*, t. IX. p. 674.)

Le diocèse de Lyon comprenait avant 1742: le *Lyonnais* propre-dit, le *Forez* et le *Beaujolais* en partie sur la rive droite de la , et sur la rive gauche le pays de *Dombes*, la *Bresse* et une par-*Bugey* (Nantua) et même du comté de Bourgogne; l'abbaye de étant située *in territorio Lugdunensi* en 895. (*Gaspard*, *hist. de* p. 112.)

Voyez le diplôme de Louis de 892, cité plus haut: — »Con-as ecclesiæ beatissimi stephani Lugdunensis . . . . ecclesias villas-las in pago *Lugdunensi*, *Scutiacensi*, *Brionnensi*, *Augustudunensi*, *si*, *Cavillonensi*, *Portuensi*, *Bassiniacensi*, *etc.* (*ubi supra.*)

son autorité[86]). Le duc Richard, lui-même, quoiqu'oppos l'agrandissement de la dynastie angevine, s'était vu contra de reconnaître la suprématie de cette nouvelle dynastie p conserver les comtés et les bénéfices ecclésiastiques qu'il p sédait dans la Bourgogne Eduenne[87]). Sa soumission à la c ronne de Neustrie n'alla pas, cependant, jusqu'à forfaire protection qu'il accordait au roi de Provence, et à trahi confiance des peuples qui lui avaient déféré la co-régenc royaume pendant la minorité du jeune monarque[88]).

Au printemps de l'année 890 lorsque Hermengarde, v de Boson, traversa la Bourgogne pour se rendre à Forchh auprès du roi Arnoul[89]), accompagnée de son fils Louis et d suite nombreuse de seigneurs provençaux, elle séjourna d un lieu appelé Varennas, situé près de l'abbaye de Charl fondée jadis par Boson, dans le diocèse de Mâcon[90]). La re de Provence eut en ce lieu une entrevue avec le duc Rich son beau-frère, et elle y tint une cour plénière où Bernard vassal fut condamné à restituer à Bernon, abbé de Gigny petit monastère de Baume qu'il s'était injustement appropri

---

86) Voyez plusieurs diplômes du roi *Eudes* des années 889, 890, ap. Bouquet, t. IX. No. X, XI, XV, et XVIII. p. 448—456, et *l de Tournus de Chifflet. passim.*

87) Richard, comte d'Autun, et abbé laïque de St^e^.-Colombe Sens, avait reconnu le roi Eudes, comme le prouve une charte de roi donnée en faveur de ce monastère, „*consentiente reverentissimo mite et abbate Richardo*“, anno 891. (D. Bouquet, t. IX. p. 457). M comme on le dira bientôt, il fut un des premiers à se déclarer ens contre la dynastie angevine en faveur de Charles-le-Simple. (*Ibid* t. VIII. p. 90.)

88) Voyez plus haut l'assemblée de Valence anno 890.

89) *Vide supra* D. Bouquet, t. VIII. p. 51.

90) Voyez *Gaspart*, hist. de Gigny, p. 4—7. Il y a trois local de ce nom en Bourgogne: *Varennes-Sur-Dun* en Charolais (dépt. l'Allier); *Varennes-le-Grand* entre Châlons-sur-Saône et Mâcon; *rennes-le-Sauveur* près de Gigny (dépt. du Jura) qui dépendait a du Lyonnais).

91) Notice d'un jugement rendu par la reine Hermengarde assi

Ce document sert à montrer la bonne intelligence qui régnait entre le duc Richard et sa belle-soeur, la reine de Provence. C'est à ce prince qu'elle dut plus tard le recouvrement du comté de Mâcon, enlevé dix ans auparavant au roi Boson son mari par les fils de Louis-le-Bégue [92]).

Ce comté avait été réuni au marquisat d'Auvergne en faveur de Bernard II, duc d'Aquitaine, dont nous avons rapporté la mort tragique dans le mémoire précédent. Guillaume-le-Pieux, fils et successeur de Bernard, fut dépouillé d'une partie de ses honneurs et entr'autres du comté de Mâcon par le roi Eudes pour avoir pris parti contre lui en faveur de Rainulfe, duc d'Aquitaine [93]). Raculfe, nommé comte de Mâcon, tint les assises dans cette ville (en 889 environ) où l'on datait les actes publics du règne du roi Eudes [94]).

Lorsque Charles-le-Simple eut été proclamé roi de Neustrie par la faction opposée à la dynastie angevine (janv. 893), le duc Richard fut un des premiers à se déclarer pour ce nouveau roi, à peine âgé de 14 ans, qui s'était réfugié dans la Bourgogne Éduenne; Eudes s'avança contre lui [95]) jusqu'à Chalons-sur-Saône, et remporta sur son compétiteur, près de cette ville, une victoire qui força Charles à chercher un asyle hors du royaume [96]). Le vainqueur se retira en Aquitaine en laissant au duc Robert, son frère, le gouvernement de la Bourgogne infé-

---

de Richardus, gloriosus comes et cuncti principes Ludovici filii Bosonis, actum Varennas. Indict. VIII. l. c. anno 890. — (Bouquet, t. IX. p. 663.)

92) Anno 880. Voir D. Bouquet. VIII. 35.

93) Guillaume s'étant reconcilié avec Eudes, celui-ci lui rendit ses honneurs sauf les comtés de *Bourges* et de *Mâcon*. (Voyez *l'art de vérif. les dates* t. II. p. 351), voir aussi *D. Bouquet,* t. VIII. p. 25, 9 et 92.

94) Cum resideret *D. Raculfus, vocatus comes in civitate Matisconensi in Mallo publico* (anno circa 889). *Actum est hoc*, *regnante Odone rege.*

95) Eudes et Robert, se trouvaient à *Châlons-sur-Saône* le 28 Mai 893. (*Bouquet*, t. IX. p. 461.)

96) D. Bouquet, t. VIII. p. 73 et 90.

rieure[97]). Pendant la longue lutte engagée entre ces deı vaux, on se servait en Bourgogne, particulièrement da Mâconnais, pour dater les chartes de la formule suiv »Deux rois savoir Eudes et Charles se disputant le royaum

Après la mort du premier (898), Richard, comte d'A fut rétabli dans le gouvernement du duché de Bourgogn Charles-le-Simple, qui régna seul en Neustrie et en Aquitai Il usa de son crédit sur l'esprit du jeune roi pour faire res à la couronne de Provence la ville et le comté de Mâcon l renfermait dans sa circonscription géographique plusieur claves dépendantes du comté limitrophe de Lyon[100]). Quo en soit, le gouvernement du comté de Mâcon fut donné comte nommé Leutalde, qui tenait ses assises dans la de Mâcon en l'année 907 et datait les actes publics du de Louis, roi de Provence[101]). Leutalde eut pour succe dans le comté de Mâcon Guillaume-le-Jeune, neveu de laume-le-Pieux, duc d'Aquitaine[102]) et fondateur du célèbr

---

97) Diplôme du roi Eudes donné en faveur *d'Adalger*, é d'Autun, *fratris nostri Roberti marchionis consilio*. Sans date. (*D. quet*, t. IX. p. 456.) L'évêque Adalger, mourut vers la fin de l'a (Gall, christ. nova, t. IV. p. 369.)

98) *D. Plancher* hist. de Bourgogne, t. I. aux preuves p. No. 22.

99) Diplômes du roi Charles-le-Simple de l'année 900, donı faveur des églises de St.-Martin et de St.-Nazaire d'Autun *ad de tionem* RICHARDIS *illustris comitis et dilecti Marchionis nostri*. (*D* quet, t. IX. p. 485—486.)

100) Diplôme de *Louis*, roi de Provence, en date de Vieı l'an 900: „*res de comitatu Lugdunensi conjacentes in comitatu conensi, villam Chevineas, v. Caprineas* (Chevagny-la-Chivrière, dissem. et canton de Mâcon). (Ap. D. Bouquet, t. IX. p. 680.)

101) *Actum Matiscono*, ANTE LEUTALDUM COMITEM, data die Sa nonas octobris, anno VII regnante LUDOVICO *imperatore filio B* (Art de vérif. les dates, t. II. p. 485.)

102) Charte inédite du chartulaire de Cluny (côté B., p. 12. No. de l'an 926. „*Residente D. Willelmo juniore, comite Matisconi, pos) quondam D. Willelmi senioris, presente D. Bernone* († anno 927)....“ (*Ex Schedis mss. D. P. de Rivas*).

nastère de Cluny dans le Mâconnais. Il reste à expliquer comment ce comté était rentré sous la domination directe des comtes ou margraves d'Auvergne[103]).

La reine Hermengarde dont la prudence consommée ne négligeait aucune occasion de procurer à son fils de nouveaux appuis, avait habilement profité de la mésintelligence qui s'était élevée entre Guillaume, duc d'Aquitaine, et le roi Eudes[104]) pour se réconcilier avec le premier et effacer les traces de l'inimitié mortelle qui avait existé entre le roi, son mari, et le margrave Bernard d'Auvergne, père de Guillaume. Ingelberge, fille aînée de Boson et d'Hermengarde, fut le gage de cette réconciliation des deux familles. Elle épousa, vers l'an 897, Guillaume, dit le Pieux[105]). Le comté de Mâcon où ce dernier possédait des domaines importants, et entr'autres, la terre de Cluny[106]), fut rendu au duc d'Aquitaine, qui donna à son neveu Guillaume, fils de sa soeur Adelinde, le gouvernement de ce comté[107]). En même temps, Raculfe, ci-devant comte de Mâcon sous le roi Eudes, fut rétabli dans son emploi civil avec le titre de vicomte. Raoul ayant été élu roi des Français par les grands de la Bourgogne Eduenne (anno 923) s'empara de Mâcon[108]), dont il donna le gouvernement à Alberic de Nar-

103) Guillaume-le-Jeune (comte de Mâcon) souscrivit la charte de fondation de Cluny, datée de *Bourges*, anno 910, *regnante Karolo rege*. (D. Bouquet, t. IX. p. 709—711.)

104) Guillaume, duc d'Aquitaine, s'était déclaré de nouveau contre Eudes pour Charles-le-Simple en 893. (D. Bouquet, t. VIII. p. 90.)

105) Charte de Guillaume, duc d'Aquitaine, pour le monastère de *Mozac* de anno 912: „*pro remedio animæ meæ . . . sed et Ludovici (sic) Imperatoris, et sororis ejus dilectæ conjugis meæ Ingilbergæ. Mabillon, ann. bened. t. III. p.* 342). — *Ingelberge* souscrivit une charte du duc Guillaume, son mari, en date de l'an 898. (*D. Bouquet* IX. 708.)

106) Cluny lui avait été donné par *sa soeur Æva* ou Eve en 893. (*D. Plancher*, *t.* I. pr. p. XIX.)

107) Guillaume-le-Jeune, duc d'Aquitaine, *comte de Mâcon*, mourut le 16 décembre 926. (Art. de vérif. les dates, III, p. 352.)

108) Voyez Frodoardi chron., ad annum 924. (Ap. *D. Bouquet*, t. VIII. p. 20.)

bonne[109]), qui avait épousé la fille unique du vicomte Racu[illegible]
Alberic, père de Leutalde II, devint le premier comte hér[illegible]
taire de Mâcon[110]).

L'union intime des deux dynasties de Provence et d'Aq[illegible]
taine jadis rivales était une oeuvre d'autant plus digne de
sollicitude de la reine Hermengarde que leurs états se tr[illegible]
vaient limitrophes sur toute la zône de pays qui se prolo[illegible]
du nord au sud depuis Ambierle[111]) dans le Lyonnais jusqu'[illegible]
bouches du Rhône. Il résulte, en effet, des chartes éman[illegible]
de Louis, fils de Boson, et des actes publics datés de son rè[illegible]
que sa domination s'étendait à la droite du Rhône, sur le F[illegible]
rez[112]) et le Vivarais[113]), confinant à l'Auvergne et au Vel[illegible]
qui dépendaient du duché d'Aquitaine, ainsi que sur l'Usè[illegible]
que la rivière du Gard séparait de la marche de Gothie [illegible]
Septimanie[114]). Quant aux actes qui démontrent la plénitude

---

109) Voyez le *livre enchaîné de St. Vincent de Mâcon* et diverses chartes *d'Alberic*, comte de Mâcon des années 930 et 931, datées du règne de *Rodolfe* ou *Raoul* roi des Français, compétiteur de Charles-le-Simple. (*Guillaume*, hist. des sires de Salins, t. I. pr. p. 2—5.)

110) Ce qu'on vient de dire des comtes de Mâcon peut servir à rectifier la liste de ces comtes, rapportée d'une manière incomplète par les écrivains bourguignons et les auteurs *de l'art de vérifier les dates* (t. II. p. 485.)

111) Diplôme de Louis, empereur et roi de Provence, en date de Vienne, onno 902. „Quoniam *Willelmus, inclytus dux et marchio* nostram excellentiam postulavit quatenus fidelibus nostris B. et T. concederemus abbatiam *Amberta* nominatam, *de comitatu Lugdunensi, in pago Rhodanensi*, (de Roanne, etc.). (*D. Bouquet*, t. IX. p. 681.)

112) Charte *d'Alwalo*, archevêque de Lyon pour l'abbaye de *Savigny* en Forez. *Data anno VI. Ludovici Imperatoris, i. e. anno 907.* (*Mabillon*, ann. bened. t. III. p. 304.)

113) *D. Vaissette*, hist. de Langued. t. II. p. 28. Le Haut-Vivarais (*pagus* ou *vicaria Annonacensis*) dépendait du diocèse de Vienne. (*Charvet*, hist. de Vienne).

114) Diplôme de *Louis, roi de Provence*, pour l'évêché d'Usez (*Ucetiæ*) de l'an 896, (apud *D. Bouquet*, t. IX. p. 678). Donation faite à l'abbaye de Cluny datée *d'Usèz*, l'an XVI. du règne de *Louis*. (*arch. de Cluny*).

du pouvoir exercé par Louis, dit l'Aveugle, sur la totalité du Lyonnais, du Dauphiné et de la Provence, c'est-à-dire dans les villes et les territoires ecclésiastiques *(pagi)* ou civils *(comitatus)* renfermés entre le Rhône, les Alpes et la mer[115]), ils sont assez nombreux et trop connus pour qu'il soit nécessaire de les rapporter ici[116]).

Il est moins facile de déterminer les limites de l'état formé par les Bosonides du côte du Nord-Est, dans les Alpes savoisiennes, où il confinait au petit royaume fondé par Rodolfe I. dans la Transjurane. Les rapports entre les souverains de ces deux nouveaux états limitrophes créés presqu'en même temps, ne paraissent pas avoir été d'une nature tout-à-fait pacifique au moins dans les commencements de leur existence. L'archevêque de Tarantaise ne se trouve point parmi les métropolitains qui siégèrent à l'assemblée de Valence en 890[117]). Par contre l'évêque de Maurienne, Guillaume I., assista en 898 au sâcre de Rainfroi, archevêque de Vienne, auquel le roi Louis présida lui même entouré des prélats et des dignitaires de ses états[118]). Il faut en conclure que la Maurienne ainsi que la vallée de Suze en Piémont dépendaient du royaume de Provence pour le civil comme pour le spirituel. D'ailleurs on sait que les grandes

---

115) *Il faut* y comprendre les territoires situés sur la rive droite du Rhône, qui dépendaient des évêchès de *Vienne* de *Valence, d'Avignon* et *d'Arles*. — (Voyez *Gall. Christ. nov.* t. 1. et *D. Vaissette* l. c. t. II. p. 49.)

116) Voyez D. Bouquet, t. IX. *Diplomata Ludovici, regis Provinciæ*, p. 674 à 688. Nous citerons seulement la charte de ce monarque en faveur *d'Isaac, évêque de Grenoble*, de l'an 894 auquel il confirme toutes les possessions de son église situées „*in pago Viennensi vel Lugdunensi atque in Provincia seu in quibuscumque locis regni nostri.*“ (Ibid. p. 675.)

117) *Teutrand* qui siégea au synode de *Mantaille* en 879 était mort en 885 *(Gall. Christ.* t. XII.) et les actes d'Ammizo I. son successeur ne sont pas connus.

118) Sâcre de Rainfroi archev. de Vienne. — „*Willelmus St. Mauriennensis* ecclesiæ Ep. — . . . . jubente Ludovico glorioso rege, et Seniore meo . . . .“ *(Chorier Etat polit.* t. II. p. 227—233.)

vallées des Alpes Cottiennes restèrent constamment fidèles à la dynastie de Boson[119]). Quant à l'évêché de Genève, on se rappelle les démêlés auxquels l'élection *d'Optandus* avait donné lieu entre les adversaires et les partisans de Boson, soit entre le pape Jean VIII et Otramne, archevêque de Vienne, métropolitain de l'Eglise de Genève[120]), démêlés où il s'agissait réellement de savoir si la ville et le diocèse de ce nom feraient partie du royaume de Provence ou resteraient à la Transjurane[121]). Les chartes nous apprennent que la cité de Genève et les districts qui bordent les rives méridionales du Léman jusqu'aux *Usses*[122]), faisaient partie des états de Rodolfe I. en 891 et plus tard. Le Genevois *(pagus Genevensis)* était alors gouverné par un comte Manassès dont les chartes sont datées des années du règne de ce nouveau roi de Bourgogne[123]). Cependant la partie du diocèse de Genève qui occupe la vallée d'Annecy, depuis *les Bornes* jusqu'au col de *Tamié*, était revendiquée par la couronne de Provence, de même que la Savoie *propre* qui appartenait à l'évêché de Grenoble[124]).

Le Lyonnais *(pagus Lugdunensis)*, appartenant au royaume de Provence, s'étendait au IXe. et X^e. siècles sur une grande partie des cantons de la Haute-Bourgogne, renfermés entre le

---

119) La dernière charte connue du roi Boson fut donnée en faveur *d'Asmond*, évêque de Maurienne et de Suze. (D. Bouquet, t. IX. p. 672.)

120) *Propter dissensionem Bosonis* (regis) voyez les lettres de ce pape dans la coll. générale des Conciles (Edit. *Coleti)*, t. XI. col. 196 et 205.)

121) A l'époque de ces démêlés, la Transjurane était gouvernée par le comte Rodolfe au nom de l'empereur Charles-le-Gros.

122) Torrent qui prend sa source dans *les Bornes*, qui coule de l'est à l'ouest passe sous le pont de Frangy et tombe dans le Rhône au dessus de Seissel.

123) Donation faite à l'église de Lausanne par le comte *Manassès* de la terre de Montigni près d'Evian en Genevois (*villa Mustiniaco in page Genevensi*). *Act. Lausannæ anno III, regnante D. nostro Rodulfo rege* qui confirma cette donation, anno 899 ou 903. Zapf, monum. anecd. hist. German, p. 25. No. III. — Ibidem, p. 45.

124) Voyez *Besson*, Hist. Ecclesiast. de Savoie, p. 309.

Rhône, la Saône, la Seille et le mont Jura[125]). Les archevêques de Lyon étaient les supérieurs spirituels et temporels des abbayes de St.-Claude dans le Jura[126]), de Nantua, d'Ambrouy et de St.-Rambert en Bugey, ainsi que des territoires immédiats de ces abbayes[127]). Le bas Bugey ou le diocèse de Belley *(pagus v. comitatus Bellicensis)*, dépendait pour le spirituel de l'archevêque métropolitain de Besançon[128]). Il s'étendait à l'orient sur la rive gauche du Rhône dans quelques cantons de la Savoie et du Viennois[129]). Au nord il confinait au pays des Equestres *(pagus Equestricus)* ou de Gex, dépendant de la Transjurane[130]). Le comté de Belley avait déjà appartenu au royaume de Provence, formé sous le roi Charles-le-Jeune, auquel son père Lothaire avait cédé ce territoire avec la Tarantaise en 858[131]). Il fit partie des provinces dont l'empereur Charles-le-Gros, laissa le gouvernement à son neveu Louis, fils de Boson, qui possédait ce comté en 892[132]).

---

125) Voyez la carte géogr. de la province ecclés. de Lyon, *Gallia Christ. Nova*, t. IV. *Louhans, Gigny et St. Claude* étaient *in pago Lugdunensi.* L'étendue du diocèse de Lyon est restée la même jusqu'au 18e. siècle.

126) *Gall. Christ. nova*, t. IV. p. 247. Charte datée de l'an VIII du règne de Louis, roi de Provence, anno 897. *(Ibidem.)*

127) *Gall. Christ.* t. IV. p. 217, 254 et 270. Charte *d'Aurélien*, archev. de Lyon pour *Nantua*, de l'an 891. (*Mabillon*, Ann. Benedict. t. III. p. 690.)

128) *Dunod*, hist. de l'église de Besançon t. I. p. 2. — *Guichenon*, hist. de Bresse et de Bugey, II part. p. 20.

129) *Guichenon*, hist. de Bresse pr. p. 180.

130) Ce *pagus* Transjurain comprenait le *pays de Gex*, (dépt. de l'Ain) et le *district de Nyon*, (canton de Vaud en Suisse) qui lui est contigu.

131) *Ann. Bertin.* ad hunc annum: (D. Bouquet, t. VIII. p. 72). Diplôme de *Charles-le-Jeune*, en faveur de *Rémi*, archev. de Lyon de l'an 861. „Eidem præsuli concedimus .... *in comitatu Bellicensi*, in diversis locis. *(Ibidem*, t. VIII. p. 398.)

132) Diplôme de Louis, roi de Provence, pour l'archev. de Lyon, de l'an 892: „*Vicum Ambariacum atque Beliacum.*“ (D. Bouquet, t. IX. p. 674.)

Les contrées dont on vient de parler donnèrent lieu d'un conflit entre les souverains des deux nouveaux éta trophes. Il parait qu'après avoir pris le titre de roi Rodolfe I. profitant du désordre général qui suivit la n Charles-le-Gros, avait d'abord cherché à étendre sa dom d'un côté dans la Savoie et de l'autre sur le revers occ du mont Jura [133]. Il fut secondé dans cette entrepri Théodoric, archevêque de Besançon, qui après avoir pris l'élection de Boson au synode de Mantaille, s'était plus t claré pour Rodolfe qui l'avait fait archichancelier du n royaume de Bourgogne-Jurane [134]. Il est probable que l' de Belley suivit le même parti que son métropolitain [135] tains actes du temps prouvent qu'au commencement de so Rodolfe I. fut reconnu comme souverain dans la Haut gogne [136], où il fit quelques donations aux églises [137].

La guerre ayant bientôt éclaté entre ce nouveau Bourgogne et Arnoul, successeur de Charles-le-Gros, q tendait réduire le premier à la condition de roi vassal, le allemand pénétra en armes dans la Transjurane et con Rodolfe à abandonner ses conquêtes pour chercher un dans les hautes montagnes [138].

---

133) *Ann. Mettenses*, ad ann. 888, ap. D. Bouquet, t. VIII

134) Voyez le diplôme de Rodolfe I. en date du mois de j (*D. Bouquet*, t. IX. p. 691.)

135) Le siège de Belley était alors occupé par *Adalbaldus*, *Guichenon*, l. c. p. 20.)

136) Charte du prêtre *Pharulfus* donnée „*pro anima Rodulfi* actum *Vesuntica* civitate, publice, III nonas Februarii, anno *nante Domino Rodulfo rege*. (Dunod, hist. du comté de Bou t. II. p. 592.)

137) Ce fut alors qu'il fit à l'abbé *Bernon* une première de la *Celle de Baume* dont il est parlé dans la charte de la rei mengarde en date de *Varenne*, anno 890, rapportée plus haut la bulle du pape Formose en faveur de Gigny de l'an 895, que Rodolfe réitéra en 904, après avoir recouvré le pays où nastère était situé. (*Gaspard*, hist. de Gigny, p. 621, 623, 62

138) *Reginonis Chron.* ad ann. 894, apud *Pertz*, *Monum.* t. I. p. 606.

La reine Hermengarde voulut profiter de l'échéc éprouvé par ce voisin entreprenant pour prendre sur lui une revanche. Elle se rendit au mois de juin de la même année à Lauresheim[139]), au-delà du Rhin, où le roi Arnoul se reposait de sa dernière campagne, et en obtint, pour son fils Louis, la cession de quelques cités avec leurs territoires qu'il venait de reprendre à Rodolfe. Ces villes sont, selon toute apparence, celles de Genève et de Belley, auxquelles il faut peut-être ajouter Moutiers en Tarantaise. L'historien contemporain qui parle de ce second voyage de la reine de Provence à la cour d'Arnoul, ajoute que la cession de ces villes fut vaine et resta sans effet, parceque Louis ne put jamais parvenir à les arracher des mains de ceux qui tenaient le parti de Rodolfe[140]); ce qui paraît exact par rapport à Genève et à la Tarentaise qui continuèrent à faire partie de la Transjurane[141]). Mais en ce qui concerne le comté de Belley et les territoires voisins du Jura, ils furent réunis de nouveau au royaume de Provence. Adalbald, évêque de Belley, assista à l'assemblée des prélats et des grands de ce royaume réunis à Vienne en 898 par le roi Louis, pour donner un successeur à l'archevêque Bernoin dans la personne de Rainfroi[142]). Dans ce document, souscrit par les prélats, l'évêque de Belley se dit sujet du roi de Provence[143]). Ce roi était également reconnu comme souverain dans les territoires de St.-Claude et de Nantua en Bugey[144]).

---

139) Reginonis Chron. ad ann. 894. „..... Cum ad Laurisheim, isdem (*Arnulfus*) princeps venisset, *Ludovico* filio Bosonis matre *Hirmingarde* interveniente, quasdam civitates cum adjacentibus pagis, quas *Rodulfus* tenebat, dedit.“ (*Pertz*, l. c.)

140) *Ibidem*. — „Sed hoc ei in vacuum cessit, quia eas nulla modo de potestate Rodulfi eripere prævaluit.“

141) Diplôme de Rodolfe I. confirmant les donations faites dans le *comté de Genève* par le comte Manassès. *Dat. anno XII. mense maji*, i. e. anno 899. *Zupf*, mon. t. I. p. 45.

142) Voir *Chorier*, état polit. du Dauphiné, t. II. p. 227 et suivants.

143) *Ibidem*. — „Adalbaldus, ecclesiæ Bellicensis (episcopus) rogante Ludovico glorioso rege *seniore meo*, subscripsi.“

144) Charte de Bernard, abbé de St.-Claude datée *anno VIII. Lu-*

Au surplus, les commencements du règne de Rodolfe I., comme celui de Boson, ne furent qu'une lutte opiniâtre qu'il soutint avec plus ou moins de bonheur contre l'empereur Arnoul et son fils naturel Zwentibold, créé roi de Lotharingie[145]. Après leur mort[146], les irruptions des hordes sarrasines qui se cantonnèrent dans les montagnes du Dauphiné, de la Provence et de la Savoie[147], suspendirent, de ce côté, toutes les contestations élevées entre les deux états limitrophes et engagèrent leurs souverains respectifs à s'unir au contraire pour résister aux déprédations de ces pirates redoutés.

Louis, fils de Boson, ainsi que la plupart des souverains de ces temps reculés, prenait simplement le titre de roi, *rex*, sans désignation du royaume sur lequel il régnait[148]. Cependant dans un diplôme daté de Lyon de l'année 892, son chancelier le qualifie de »roi de BOURGOGNE et de PROVENCE«[149]. La première qualification se rapporte au Lyonnais et aux territoires de la Bourgogne cis-Jurane renfermés entre le Rhône et la Saône, qui dépendaient de cette province ecclésiastique[150]. La seconde comprenait le Dauphiné et la Provence, formant le

---

dovici regis. Item de *Bertrand*, abbée de Nantua, anno 891. — (*Gall. Christ.* t. IV. p. 246 et 217.)

145) *Ann. Mettenses*, ad ann. 888. »Omnibus diebus vitæ suæ Arnulfus et Zwentiboldus, filius ejus, Rodulfum, persecuti sunt.« *D. Bouquet*, t. VIII. p. 68.)

146) L'empereur Arnoul mourut le 8 décembre 899, et Zwentibold suivit son père dans la tombe le 13 août de l'année suivante. (*Böhmer's Regesta Karolingor.*)

147) On lit déjà dans les actes du concile de Valence, anno 890. »*Sarraceni Provinciam depopulantes.*« (D. Bouquet, t. IX. p. 315.)

148) Voyez *D. Bouquet*. t. IX. p. 674.

149) Diplôme de Louis: »Actum Lugduni anno 892 regnante domino nostro Ludovico in *Burgundia* seu *Provincia*. (*Ibidem*, p. 675.) Dans la basse latinité la conjonction *seu* est souvent copulative ou équivalante au mot *et*. (Voy. *Ducange*, Gloss.)

150) Voyez la chron. de *Réginon:* »Boso a *Provincia* egreditur, *Burgundiam* occupare nititur, et *Lugdunum* ingressus . . . . ab ejus-

royaume de ce nom, à faveur de Charles, fils cadet de l'empereur Lothaire. Leurs contemporains qui donnent à Louis le titre de roi de ence[151]) se servent de l'expression de roi de Bourgogne en parlant de Rodolfe[152]).

On a remarqué que Louis de Boson, était encore enfant lorsqu'il fut élu et cou à Valence en 890[153]). C'est par cela que les prélats et ends du royaume le laissèrent sous la tutelle du duc Richa on oncle paternel et de la reine Hermengarde, qui, comme l'a vu, gouvernait l'état sous le nom de son fils[154]). Auréli archevêque de Lyon, fut chargé sous le titre d'institutur (didalus) de former le coeur et l'esprit du jeune prince, t il para qu'il s'acquitta de cette tâche de manière à se concier en me temps l'affection de son élève et la reconnaissancdu pays[155] Après la mort d'Aurélien, décédé en 895, cet eploi fut repli par l'archevêque Alwalon, son successeur ausiège métrnolitain de Lyon[156]). Par compensation, les haut fonctions archichancelier du royaume furent successiveme occupées pr les archevêques

---

dem urbis metropolitano in regem per *Burgundiæ regnum* inungitur." *Pertz, monum. germ.*, t. I. ss. p. 9.)

151) *Chron. Virdunensis:* „Sucssit (Bosoni in *regno Provinciæ*) *Ludovicus* filius ejus. (*D. Bouquet*, VIII. p. 286). Cet Etat porte le même nom de *regnum Provinciæ*, dans un Diplôme de l'empereur Charles-le-Gros de l'an 887. (*Chiffl.* hist. de Tournus, p. 259). Une bulle du pape Calixte II de 1119 quae *Boson* et son fils de *reges Viennæ*. (Dacherii, spicileg. t. VI. p.7.)

152) „*Rodulfus rex Jurensis.*" Frordi Chron. Virdunensis, apud *D. Bouquet*, t. VIII. p. 190—290.)

153) *Conventus Valentin.* „. . . . . *bon indolis puer Ludovicus,* filius Bosonis." (Ibidem, t. IX. p. 315.)

154) *Chron. Virdunensis* ad ann. 891. successit in regno Provinciæ Ludovicus, adhuc juvenis, auctoritate Pa Stephane *sub tutoribus Richardo Duce et regina* (Hermengarda). Ibidem, t. VIII. 286.)

155) *Diploma Ludovici regis* d. d. anno 89. „pro sincerissimo Aureliani *Didascali* nostri obsequio." (*D. Bouquet* t. IX. p. 674.)

156) *Gall. christ. nova*, t. IV. p. 68.

Au surplus, les commencements du règne de Rodolfe I., co celui de Boson, ne furent qu'une lutte opiniâtre qu'il soutint plus ou moins de bonheur contre l'empereur Arnoul et son naturel Zwentibold, créé roi de Lotharingie[145]. Après mort[146], les irruptions des hordes sarrasines qui se cantonné dans les montagnes du Dauphiné, de la Provence et de la voie[147], suspendirent, de ce côté, toutes les contestations vées entre les deux états limitrophes et engagèrent leurs so rains respectifs à s'unir au contraire pour résister aux dépr tions de ces pirates redoutés.

Louis, fils de Boson, ainsi que la plupart des souve de ces temps reculés, prenait simplement le titre de roi, sans désignation du royaume sur lequel il régnait[148]. Ce dant dans un diplôme daté de Lyon de l'année 892, son c celier le qualifie de »roi de BOURGOGNE et de PROVENCE La première qualification se rapporte au Lyonnais et aux t toires de la Bourgogne cis-Jurane renfermés entre le Rhô la Saône, qui dépendaient de cette province ecclésiastiqu La seconde comprenait le Dauphiné et la Provence, forma

---

dovici regis. Item de *Bertrand*, abbée de Nantua, anno 891. — (*Christ.* t. IV. p. 246 et 217.)

145) *Ann. Mettenses*, ad ann. 888. „Omnibus diebus vitæ sua nulfus et Zwentiboldus, filius ejus, Rodulfum, persecuti sunt.“ *D. quet*, t. VIII. p. 68.)

146) L'empereur Arnoul mourut le 8 décembre 899, et Zwent suivit son père dans la tombe le 13 août de l'année suivante. *mer's Regesta Karolingor.*)

147) On lit déjà dans les actes du concile de Valence, anno „*Sarraceni Provinciam depopulantes.*“ (D. Bouquet, t. IX. p. 31

148) Voyez *D. Bouquet*. t. IX. p. 674.

149) Diplôme de Louis: „Actum Lugduni anno 892 regnante d nostro Ludovico in *Burgundia* seu *Provincia*. (*Ibidem*, p. 675.) la basse latinité la conjonction *seu* est souvent copulative ou éq lante au mot *et*. (Voy. *Ducange*, Gloss.)

150) Voyez la chron. de *Réginon:* „Boso a *Provincia* egre *Burgundiam* occupare nititur, et *Lugdunum* ingressus . . . . ab

royaume de ce nom, à faveur de Charles, fils cadet de l'empereur Lothaire. Les auteurs contemporains qui donnent à Louis le titre de roi de Provence[151]) se servent de l'expression de roi de Bourgogne en parlant de Rodolfe[152]).

On a remarqué que Louis fils de Boson, était encore enfant lorsqu'il fut élu et couronné à Valence en 890[153]). C'est pour cela que les prélats et les grands du royaume le laissèrent sous la tutelle du duc Richard son oncle paternel et de la reine Hermengarde, qui, comme on l'a vu, gouvernait l'état sous le nom de son fils[154]). Aurélien archevêque de Lyon, fut chargé sous le titre d'instituteur (didascalus) de former le coeur et l'esprit du jeune prince, et il paraît qu'il s'acquitta de cette tâche de manière à se concier en même temps l'affection de son élève et la reconnaissance du pays[155]). Après la mort d'Aurélien, décédé en 895, cet emploi fut rempli par l'archevêque Alwalon, son successeur au siège métropolitain de Lyon[156]). Par compensation, les hautes fonctions d'archichancelier du royaume furent successivement occupées par les archevêques

---

dem urbis metropolitano in regem per Burgundiæ regnum inungitur.« (Pertz, monum. germ., t. I. ss. p. 4.)

151) *Chron. Virdunensis:* „Successit (Bosoni in *regno Provinciæ*) *Ludovicus* filius ejus. (*D. Bouquet*, VIII. p. 286). Cet Etat porte le même nom de *regnum Provinciæ*, dans un Diplôme de l'empereur Charles-le-Gros de l'an 887. (*Chiffl.* hist. de Tournus, p. 259). Une bulle du pape Calixte II de 1119 qualifie *Boson* et son fils de *reges Viennæ*. (Dacherii, spicileg. t. VI. p. 7.)

152) „*Rodulfus rex Jurensis.*« Froardi Chron. Virdunensis, apud *D. Bouquet*, t. VIII. p. 190—290.)

153) *Conventus Valentin.* „. . . . . *boni indolis puer Ludovicus*, filius Bosonis.« (Ibidem, t. IX. p. 315.)

154) *Chron. Virdunensis* ad ann. 891. successit in regno Provinciæ Ludovicus, adhuc juvenis, auctoritate Papæ Stephane *sub tutoribus Richardo Duce et regina* (Hermengarda). Ibidem, t. VIII. 286.)

155) *Diploma Ludovici regis* d. d. anno 89. „pro sincerissimo Aureliani *Didascali* nostri obsequio.« (*D. Bouquet* t. IX. p. 674.)

156) *Gall. christ. nova*, t. IV. p. 68.

La subdivision des anciens comtés carlovingiens en g
vernements de moindre étendue ne parait pas cependant a
été poussée plus loin sous la domination des Bosonides. A c
époque le royaume de Provence comprenait *trente-un diocèse*
territoires épiscopaux[168]). Le nombre des territoires dynasti
portant dans les chartes contemporaines le titre de *comit*
comté, n'est toutefois que de *vingt-cinq*[169]), ce qui semble
traire à ce que nous avons dit plus haut. Mais d'un autre c
certains comtés dont l'existence ne saurait guère être mise
doute[170]), ne sont pas nommés, comme tels, dans les do
ments qui nous ont été conservés; d'un autre côté on tro
que le souverain de l'Etat confiait parfois à un seul comt
gouvernement de plusieurs comtés à la fois[171]). Dans ce
nier cas quelques districts de moindre étendue perdirent le
de *comitatus* et tombèrent au rang de simples *pagi* ou viguer

Le royaume de Louis, fils de Boson, renfermait une
taine au moins de ces territoires civils nommés *pagi*[172]), qu
ministraient des officiers inférieurs subordonnés aux com
Dans ce nombre n'étaient point compris les *fiscs* ou grands
maines royaux, ni les terres bénéficiaires affranchies (*immu*
de la juridiction des comtes[173]).

On n'y comprenait pas non plus certaines contrées inc

Erleius Vice-comes, illustris Bosonis (Viennensis) comitis. (*D'A
rii spicil.* t. XII. p. 154.)

168) Non compris les évêchés de *Mâcon* et de *Genève* dont la
session était contestée par les états limitrophes.

169) Voyez le tableau des *comtés* dynastiques dressé par Mr.
rard dans l'ouvrage cité plus haut. p. 156 et suiv.

170) Par ex.: *Arles* porté dans la liste des *duchés* par Mr. Gué
n'est pas mis dans celle des comtés.

171) „*Milo*, comes *Aptensis*, *Glannacensis* et *Senacensis* comitatu
anno 853. (*Gall. Christ. nov.* t. I. *Instr.* p. 74.)

172) Le tableau de ces *pagi* avec leurs subdivisions se trouve
l'ouvrage de Mr. *Guérard*, cité plus haut. p. 144 et suiv.

173) Tel était le territoire de la Ville-Urbane (*Immunitas villæ
banæ*) près de Lyon. (Dipl. de Louis, roi de Provence de 892,
D. Bouquet, IX. 674) et d'autres moins connus.

laissées en dehors de l'administration publique ou domaniale, et ne formant pas de juridictions particulières[174]). De même que dans tous les états comprenant des plaines et de hautes montagnes, le royaume de Bourgogne et de Provence renfermait au 10. siècle un grand nombre de régions désertes et abandonnées où la culture et la civilisation ne pénétrèrent que beaucoup plus tard[175]).

Il n'entrait pas dans notre plan de tracer la topographie des divers pays formant le royaume des Bosonides. Nous avons dû nous borner à donner ici des indications générales puisées aux sources les plus authentiques et les plus connues du IX. et X. siècles. Mais nous dirons quelques mots des dignitaires et des grands vassaux de la couronne de Provence qui eurent la principale part au gouvernement de l'Etat sous le règne de Louis, quelques-uns de ces personnages ayant conquis dans l'état un pouvoir dont il importe de faire connaître l'origine.

On a parlé dans le mémoire précédent d'un comte Lorrain nommé Thibaut, qui était venu chercher un refuge dans les états du roi Boson, son proche parent[176]). Thibaut parait avoir gouverné pendant quelques années le duché d'Arles[177]), et être mort avant l'an 890, après avoir été marié deux fois. Sa pre-

---

174) Voyez *Guérard*, l. c. p. 73.

175) Tels étaient alors l'île de *Camargue;* les plaines de la *Crau,* ainsi que la plupart des terres appelées *adjacentes* et *bausenques,* dans la Basse Provence. Les vallées de *Barcelonette,* de *Sault, (vallis Saltus),* et de *St.-Jale (Bodonensis)* dans la Haute-Provence: Le *Champsaur, l'Oisans,* le *Trièves,* le *Vercors* et la *Matesine* dans le Haut-Dauphiné: Les solitudes de la *grande Chartreuse (eremus Charthusiæ)* et de *l'Entremont* dans le *Grésivaudan.* Les *Bauges (eremus,* vel *saltus Bogarum)* dans la Haute-Savoie et plusieurs autres cantons de moindre étendue. (Voyez *H. Bouche, hist. de Provence* et *Aymar Rivallii de Allobrogibus;* édition Alf. de Terrebasse, Viennæ 1844) *passim.*

176) *Théobald* ou *Thibaud* était fils de *Hugbert,* duc de la Transjurane, oncle maternel de Boson. (Voy. *Bouquet,* t. VIII. p. 81.)

177) Les modernes donnent à Thibaut le titre de *Comte d'Arles* ou de Provence, mais sans en apporter aucune preuve. (*Bouche, hist. de Provence* t. I. p. 733.)

mière femme est inconnue; il en eut plusieurs enfants, et entre autres Boson, comte d'Avignon, et plus tard marquis de Toscane[178]). La seconde femme de Thibaut fut Berthe, fille du roi Lothaire et de Waldrade, non moins célèbre dans les fastes du 10. siècle que sa mère dans ceux du 9. Elle lui donna Hugues, successivement comte de Vienne, duc de Provence et roi d'Italie[179]). Après la mort du comte Thibaut, Berthe s'était remariée à Adalbert II, surnommé *le Riche*, margrave de Toscane[180]), auquel son père le duc Adalbert I avait légué ses prétentions sur certains districts de la Provence que le roi Boson lui avait enlevés[181]). Hugues fils de Thibaut et de Berthe de Lorraine parait déjà avec le titre de comte *(comes)* dans les actes de l'élection de l'archevêque Rainfroi en 898[182]). Ce prince qui était issu par sa mère du sang royal des Carliens et qui bientôt fut appelé à de plus hautes destinées, fera le sujet d'un mémoire particulier qui devra prendre place à la suite de celui-ci[183]).

Dans la première période du règne de Louis, le comte Theutbert qui assistait à l'assemblée de Varennes parait avoir eu la principale part à la confiance du jeune roi de

---

178) Boson est appelé *frater ex eodem patre* de Hugues roi d'Italie, remarque qui montre qu'ils n'étaient pas nés de la même mère. (*Liutprand, hist. lib.* III. cap. 13. *Bouquet,* t. VIII. p. 143.)

179) *Hugues* nomme *Theobaldus* son père et *Berthe* sa mère dans une charte de l'an 924 environ. — (*D. Bouquet,* t. IX. p. 689.)

180) *Liutprandi,* hist. lib. II. cap. 10. *ibid.* p. 135.

181) Voyez la lettre du pape Jean VIII à Boson. (*Ibidem,* t. IX. p. 180). Le mariage du margrave Adalbert avec une *parente* de Louis, roi de Provence avait probablement le recouvrement de ces domaines pour objet.

182) *S. Ugo Comes.* Il était certainement comte de *Vienne* puisqu'il souscrivit seul entre tous les comtes, et en tête des autres laïques les actes de cette élection. (Ap. *Chorier.* Et. polit. t. II. p. 282.) On en rapportera d'ailleurs d'autres preuves.

183) Voir le même, No. 5.

le Provence et de la régente sa mère; il la devait à son dévouement sans bornes pour le roi Boson, et à l'énergie avec laquelle il avait soutenu les droits de son fils[184]). Après avoir gouverné pendant près de quinze ans le comté de Viennois, il céda ce gouvernement au comte Hugues et reçut en échange celui du comté d'Apt[185]), et successivement ceux d'Avignon[186]) et de Marseille qu'il administrait à la fois[187]). Il décéda vers l'an 910 après avoir donné à l'église de St.-Maurice de Vienne la terre de Mantaille qu'il tenait de la munificence du roi Boson. L'archevêque Bernoin lui en laissa la jouissance viagère et y ajouta celle des terres de Genissieux et d'Epaone ou d'Albon qui appartenaient à son église[188]), en réservant à

---

[184]) Donation faite à l'Eglise de Vienne et à l'archev. Bernoin du bourg de Mantaille anno 896 environ. „...... Ego *Theutbertus comes* ..... villam *Mantulam* [quam] gloriosissimus rex *Boso* piissimus senior meus præcepto magnitudinis suæ mihi quondam contulerat ad possidendum ....“ pro anima regis *Bosonis*, ac inclytæ uxoris ejus magnificæ reginæ dominæ meæ *Irmingardis*, præstantissimoque filio ejus, *Hludovico*, domino et seniori meo mihi quoque et uxori meæ prædictam villam a rectoribus Ecclesiæ Viennensis possideri volo, seclusis heredibus meis.“ (*D'Acherii spicil.* t. XII. p. 143.)

[185]) Dipl. de Louis-l'Aveugle, empereur et roi de Provence, de l'an 896: „Fidelis noster *Teutbertus*, illustris *comes*, ipsius comitatus (*aptensis*“). (*D. Bouquet*, t. IX. p. 676.)

[186]) Item pour l'Eglise *d'Usez*, anno 903. „*Teutbertus*, comes et *Valo*, vir strenuus postulaverunt .... curtem *Fretus* in comitatu Avinionensi.“ (*Ibidem*, p. 682.)

[187]) *Item* pour St.-Victor de Marseille, anno 904. „*Teutbertus comes* postulaverat *Fiscum Pinum* in comitatu *Massiliensi* ..... cum *terra comitali*.“ (Ibid. p. 682.)

[188]) Charte de l'archev. de Vienne *Bernoin* mort le 21 janv. 898: *Bernuinus* St. Viennensis ecclesiæ archiep. .... quia nobilissimo comite *Teutberto* ... ego jure beneficiario (eidem) villam *Mantulam* concesso; et insuper aliam villam ecclesiæ nostræ nomine *Ebaonem* sive *Fertiliacum*; insuper etiam *Geniciacum* villam .... quamdiu ipse comes *Teutbertus* et uxor ejus carne vixerint. (Ap. *D'Acherii spicil.*

celle-ci un cens annuel et à charge par le bénéficier de relever les églises de ces localités qui avaient été ruinées pendant les dernières guerres.

Parmi les dignitaires laïques du royaume de Provence qui figurent dans les chartes de Louis, nous pouvons encore citer *Adalelme*, comte de Valence et son fils Boson [189]), *Bertmund*, comte d'Usez, et les comtes *Liutfrid*, *Vigo*, *Ratterius* et *Ragenard* dont la plupart assistaient déjà à l'assemblée de Varennes en 889 [190]). D'autres seront mentionnés en temps et lieu dans le mémoire concernant le duc Hugues. Quoique l'hérédité des bénéfices et même celle des offices existât déjà *en fait*, cependant ils étaient encore révocables *en droit*, et plutôt viagers que successifs. Le possesseur d'un bénéfice concédé par la couronne ne pouvait le transmettre à ses héritiers ou en disposer autrement qu'en vertu d'une concession nouvelle et expresse du souverain. Ainsi par exemple Louis, roi de Provence, confirmant au comte Adalelme et à la comtesse Rotlinde, sa femme, les prérogatives et les biens dont ils jouissaient par concession des rois Charles et Boson, ses prédécesseurs, leur accorda par un nouveau diplôme daté de l'an 903, la faculté d'en disposer librement comme de leurs biens propres [191]). On observe d'ailleurs que la distinction entre les concessions royales faites à titre bénéficiaire *(jure beneficiario)*, et à titre successif subsistait en-

---

t. XII. p. 146). Ces localités sont situées dans les cantons de Moras et de Romans, départ. de la Drôme.

189) Ou de Die. Il intervint avec son fils *Boson* dans une restitution faite à l'Eglise de Valence en 912 par le duc Hugues et le comte Boson, frère de ce dernier. (*Chorier*, *Etat. polit.* t. II. p. 142—147.)

190) *D. Bouquet*, t. IX. p. 663.

191) Dipl. de Louis emper. et roi de Provence, en faveur du comte Adalelme de l'an 903. „Gratissimo fideli nostro *Adalelmo* comiti et nobilissimæ ejus conjugi *Rotlindi* . . . . . omnia præcepta quæ divæ memoriæ *Karolus* seu et piissimus rex genitor noster *Boso* et nos in diversis locis concessimus . . . . et liceat eis ad libitum, ... dare, vendere, vel hæredibus suis relinquere.“ (Extrait du Cartulaire de St. Maurice de Vienne, f°. 78 par *J. P. de Rivas*. 1742).

core dans toute sa force. C'est ainsi que le même souverain voulant récompenser la fidélité de *Bérillon*, vicomte de Vienne, proche parent de Hugues, comte de cette ville[192]), en gratifiant le premier des terres fiscales de Chavannay et de Ponsas situées au dessous de Vienne sur la rive droite du Rhône, dit expressément que cette concession est faite à titre héréditaire *(jure hereditario)*[193]). Quant aux offices, c'est-à-dire aux pouvoirs locaux *(honores)* attribués aux ducs comtes et autres dignitaires de la couronne l'histoire du IX. et X. siècle montre qu'ils étaient encore révocables, si ce n'est à l'égard du rang que ces titres dynastiques conféraient aux titulaires dans l'Etât, au moins en ce qui concerne l'exercice des pouvoirs et des fonctions publiques qui y étaient ordinairement attachés[194]).

Avec le 10. siècle s'ouvrit pour le jeune roi de Provence une nouvelle période de haute fortune, bientôt suivie de cruels revers. Depuis la mort de l'empereur Charles-le-Gros, l'Italie n'avait pas cessé pendant douze ans d'être déchirée par plusieurs compétiteurs qui, les armes à la main, se disputaient la couronne impériale et royale dans la péninsule[195]). Bérenger, duc de Frioul, petit-fils par sa mère Gisèle, de l'empereur Louis-le-Débonnaire, et Guido, duc de Spolète, son rival, s'étaient l'un et l'autre fait proclamer rois d'Italie à Pavie, pres-

---

[192]) *Bérillon* avait épousé *Ermengarde*, parente de Hugues.

[193]) Diplôme de Louis III, empereur, en date de *Vienne*, XV. *Kalend. Maii* (17 avril) ann. D. incarn. DCCCCII. (902): „De rebus fisci nostri, villas *Pontianam* et *Cabannacum* in pago Viennensi .... irrevocabili fideli nostro *Beriloni vice comiti* largitione nostra concederemus .... *jure hæreditario* ...... absque alicujus repetitione vel contradictione." (*Cartul. de Vienne*, f. 77, 78. — *Charvet*, l. c. p. 240, 241). Ce diplome est de l'année 903, car il faut lire ann. TERTIO *imperii*, au lieu de *et jam imperii* qui n'a aucun sens.

[194]) Voyez *Richeri historia* (Edit. de Paris, in-8°. 1845. lib. I. cap. 34. lib. II. cap. 39. lib. III. c. 13—14. et *l'introd.* de Mr. *Guadet*, p. 59—61.)

[195]) Voyez Muratori, ann. d'Ital. ad annos 888, 889. Leo, hist. d'Ital. (Hambourg 1829. lib. III. cap. 1.)

que dans la même année[196]). Le dernier, ainsi que son fils Lambert, encore enfant, avaient même reçu la couronne impériale à Rome des mains des papes Etienne V et Formose[197]). Arnoul, roi de Germanie, que Bérenger avait appelé en Italie pour combattre Guido, après avoir réduit l'un à la qualité de roi vassal et dépouillé l'autre de sa couronne, s'était emparé de Rome et du trône impérial après la mort de Guido[198]). Lambert que ce dernier avait associé à l'empire se rompit le col à la chasse, après avoir régné deux ans sous la tutèle de l'impératrice Agiltrude, sa mère[199]). Enfin l'empereur Arnoul, lui-même, qui depuis son couronnement à Rome n'avait fait que languir en Allemagne, succomba le 8 décembre 899 à la cruelle maladie dont il était atteint depuis trois ans[200]).

Bérenger se vit ainsi pendant quelque temps sans concurrent au trône d'Italie, mais ce repos ne fut pas long. Comme le dit l'historien Liutprand de Pavie, les grands de l'Italie qui tout en se révoltant contre la domination étrangère, ne supportaient qu'avec une jalouse impatience l'élévation de ceux qui naguère étaient leurs égaux, avaient, depuis la mort de Lambert, fait des démarches secrètes et réitérées auprès de Louis roi de Provence[201]), pour le presser de passer les Alpes et de

---

196) Le *premier* au mois de janvier 888 et le *second* au mois de février de l'année suivante. (*Ibidem.*)

197) *Muratori* ann. ad ann. 891 et 892.

198) L'empereur Guido mourut en 894. *Arnoul* fut couronné empereur à Rome en avril 896. (*Ibidem. ad hos annos.*)

199) *Lambert*, fils de Guido, périt en 898 sans avoir été marié. (*Ibidem*).

200) *Ann. Fuldenses* ad ann. 900. — *Ann. Bertin.* ad ann. 899. — Ap. *D. Bouquet*, VIII. p. 59—76. — *Arnoul* ne laisait qu'un fils en bas âge *Louis*, dit *l'enfant*, qui mourut le 20 août 911. (*Böhmers Regest. Caroling.* p. 109.)

201) *Regino*, in chronico ad ann. 896 et 898, ap. *Pertz*, t. I. p. 607, 608. — Le savant *Muratori* (*ad hos annos*) relève les erreurs de Réginon qui confond les invitations faites à Louis, fils de Boson, avec la venue de celui-ci en Italie: on doit supposer qu'un intervalle plus ou

se réunir à eux pour chasser Bérenger du trône de Lombardie où il ne se maintenait que par la violence[202]). Ils faisaient entendre à ce jeune roi qu'étant petit-fils par sa mère Hermengarde de l'empereur Louis II, leur dernier souverain légitime, personne n'avait à la couronne impériale et royale d'Italie des droits plus prochains et plus réels que lui[203]).

A la tête du parti opposé à Bérenger se trouvait en premier lieu Adalbert, son propre gendre, époux de sa fille ainée Gisèle[204]). Ce seigneur, fils d'Anscaire, frère puiné de l'empereur Guido, était gouverneur *(marchio)* des marches d'Ivrée et de Turin[205]) et maître par conséquent des passages des Alpes communiquants avec le royaume de Provence — Adalbert II, dit le *riche*, *(dives)* duc ou margrave de Toscane, marié à la célèbre Berthe de Lorraine, proche parente de la dynastie provençale[206]), se réunit bientôt aux mécontents »qui voulaient

---

moins long s'écoula avant que Louis fût en mesure d'opérer une descente dans la péninsule.

[202]) *Liutprandi* hist. lib. II. cap. 10: „Italienses pene omnes Ludovicum (filium Bosonis) nuntiis directis invitant ut ad se veniat, regnumque Berengario auferat, sibi obtineat.« (*D. Bouquet*, t. VIII. p. 135.)

[203]) *Muratori*, ann. ad ann. 899. — C'est ce que démontre d'ailleurs le tableau suivant.

Louis-le-Débonnaire, Emper.

1. lit. Lothaire I. Emper. — 2. lit. Gisèle.

Louis II. Emper. et roi d'Italie. — Bérenger I. duc de Frioul et puis roi d'Italie.

Hermengarde.

Louis, roi de Provence.

[204]) *Liutprandi* hist. lib. II. cap. 30. (*ubi supra.*)

[205]) Diplôme de Louis III (empereur) en date de *Verceil*, 1. mai 902. „*Adalbertus marchio*, filius quondam *Anscharii*.« *Monum. hist. patr. Torino.* t. I. Carlar. p. 103. — *Terraneo* (pars II. p. 268) suppose que le père d'Adalbert est la même personne que le *marquis Anscaire*, frère de Guido.

[206]) *Liutprandi* hist. lib. II. cap. 10. (ubi supra, p. 36). „*Berthe* fille de Lothaire II était par conséquent cousine germaine d'Hermengarde, mère de Louis, roi de Provence.«

toujours avoir deux maitres pour les dominer l'un par l'autre «[207]). L'adhésion du margrave de Toscane ouvrait à Louis les ports de l'Etrurie et la route maritime de Provence au coeur de l'Italie. On doit supposer en outre que la cour pontificale de Rome, n'était pas étrangère au plan formé par les princes laïques contre Bérenger[208]).

Les papes considéraient l'empire comme vacant et dataient leurs bulles des années écoulées depuis la mort de l'empereur Lambert[209]).

Des intérêts majeurs quoique d'un ordre privé, venaient appuyer de tout leur poids les sollicitations des margraves et des seigneurs italiens. L'impératrice Engilberge, mère d'Hermengarde et aïeule de Louis, roi de Provence, était morte dans l'abbaye de St.-Sixte de Plaisance vers l'an 890[210]), laissant à la reine douairière de Provence, le gouvernement de cette riche abbaye qu'elle avait fondée et dotée de biens immenses, situés dans diverses contrées de la Haute-Italie[211]). Par son testament, Engilberge avait institué sa fille unique Hermengarde, héritière universelle de toutes ses propriétés en Italie[212]), et la faculté d'en disposer librement lui avait été garantie par tous les sou-

---

207) *Liutprandi* hist. lib. I. cap. 10. „Semper Italienses geminis uti dominis volunt, quatenus alterum alterius terrore coerceant.“ (*D. Bouquet*, t. VIII. p. 133.)

208) Voyez *Muratori*, ann. d'Ital. ad ann. 900 et 901.

209) Bulle du pape *Benoit IV.* datée „*anno secundo post obitum Lamberti imperatoris Augusti. Indict. III.* i. e. anno 900. (*Labbe concil, ed. Coleti.* t. XI. col. 711—713.)

210) Un document de l'an 890 rapporté par *Muratori* (*Antiq. Ital. Dissert.* VII. t. I. p. 376.) nous apprend que la reine *Hermengarde* avait, déjà à cette date, succédé à sa mère comme *abbesse*, (non professe) de ce monastère.

211) En 874 (*Muratori, Ann.* ad hunc annum); nous en avons fait mention dans le mémoire précédent.

212) Testament de l'impératrice *Angilberga*, datée de son abbaye de *St.-Julia de Brescia*, mars 877. „Si *Ermengarda*, unica mea filia, religiosa veste induerit, ipsa provisionem eiusdem loci (*S. Sixti in Placentia*) mea vice suscepit etc. (*Muratori, ann. d'Ital. ad hunc ann.*)

verains qui s'étaient succédé dans la péninsule jusqu'à Bérenger inclusivement[213]). Il s'agissait donc pour Louis de conquérir une couronne portée par son aïeul et, en même temps, de recueillir l'opulent héritage de sa mère. L'entreprise se présentait sous un jour d'autant plus favorable qu'elle ne compromettait en rien la sûreté du royaume de Provence, borné à l'ouest par les états de Guillaume-le-Pieux, duc d'Aquitaine, beau frère de Louis, au nord, par le duché de Bourgogne où dominait son oncle, le duc Richard-le-Justicier. Du côté de la Transjurane il avait pour voisin le roi Rodolfe I. avec lequel il venait de contracter une alliance dont on parlera tout-à-l'heure et qui, d'ailleurs, était l'adversaire déclaré de Bérenger[214]).

Dans ces entrefaites les Hongrois avaient profité d'une guerre entre les Allemands et les peuples slaves de la Moravie pour fondre par le Frioul sur la Vénétie[215]). Le roi Bérenger marcha au devant d'eux avec une puissante armée, les arrêta sur les bords de la Brenta et leur livra le 24 Septembre 899 une bataille meurtrière dans laquelle il fut battu et où l'armée chrétienne fut détruite ou dispersée par les infidèles, qui se répandirent comme un fléau dévastateur dans les riches plaines de la Lombardie[216]). Cette défaite fit perdre à Bérenger la confiance des populations lombardes qui rejetèrent sur lui tous les malheurs de l'invasion hongroise, et le rendit de plus en plus odieux aux princes de l'Italie qui tous, ou presque tous,

---

213) Diplôme du roi *Bérenger I.* de l'an 888. (*Muratori*, *antiq. Ital.* t. VI. p. 345.)

214) Rodolfe I. avait fourni à *Guido* des gens de guerre pour combattre *Bérenger* d'abord et ensuite *Arnoul*. (*Muratori*, ann. d'Ital. ad ann. 889 et 894.)

215) *Muratori* ann. ad ann. 899.

216) *Liutprandi Antapod.* lib. II. cap. 13, 14 et 15, ap. *Pertz*, ss. t. III. p. 290—291. — *Muratori*, ann. d'Ital. ad ann. 899. — Voir aussi *St. Marc*, *hist. d'Italie* qui prouve que cette bataille fut livrée à la date ci-dessus et non pas l'année suivante comme le disent les Annalistes de Fulde.

appelèrent le roi de Provence comme un libérateur[217]). Alors Louis n'hésita plus; il convoqua autour de lui ses fidèles, et leur fit connaître les invitations réitérées des prélats et des seigneurs transalpins qui le pressaient de faire valoir ses droits au trône d'Ausonie[218]). Il leur montra les Alpes dégarnies de neiges dont les défilés leur ouvraient un passage rapide dans les plaines luxuriantes de l'Italie si voisines de leurs propres campagnes[219]), Bérenger abandonné des siens, fuyant à l'approche de son armée, et les dépouilles de cet ennemi vaincu devenant la récompense des vainqueurs[220]). Les guerriers provençaux répondirent par acclamation à la voix de leur jeune roi en promettant de le suivre partout où il voudrait les conduire.

Louis ayant rassemblé ses gens de guerre, passa le mont Genièvre au mois d'août ou de septembre de l'an 900[221]), et s'avança d'abord jusqu'à Suze qui faisait partie de ses états. La ville de Turin démantelée depuis trois ans par les ordres de l'évêque

---

217) *Liutprandi* Antapod. lib. II. cap. 36. (l. c. p. 295). „Rex Berengarius gravis est visus. Unde factum est ut consulto Adalberto (Tuscorum) marchione, ceteri Italienses principes, propter *Hludovicum*, ut adveniret, transmitterent.“ (*Muratori* Ann. ad ann. 899—901.)

218) Carmen panegyr. lib. IV.

„Hic (Ludovicus) dudum Ausonium cupidus regnasse per arvum;
Sed vetuit fortuna . . . .“

(D. Bouquet, t. VIII. p. 125). Le panégyriste parait confondre ici Louis avec Boson son père qui avait régné dans l'Ausonie, comme duc de Pavie ou vice-roi d'Italie.

219) Carmen panegyr. Berengarii. lib. IV. „Modo quia (Ludovicus) nuntia votis Accipit, extemplo sociis ad tecta vocatis Regia, inquit . . . . este parati, Prædulcesque petamus agros, nam rure vocamur Vicino Italiæ . . . .“ (*ubi supra.*)

220) *Ibidem.* „. . . . . vires huc forte superbas Dum tulero, propriis discedet (Berengarius) ductor ab oris.“ (*ubi supra.*)

221) On a un diplôme de ce prince daté de *Vienne* de l'an DCCCC de *l'Incarnation*, (prise du 25 mars) avec *l'indiction II.* (finissant au 24 de septembre) le mois et le jour ne sont pas indiqués. (*D. Bouquet*, t. IX. p. 680.)

pour punir les habitants d'une rébellion[222]) ne pouvait arrêter la marche des Provençaux qui arrivèrent aux portes de Pavie sans avoir rencontré aucune résistance sérieuse. Bérenger, qui le 8 de juillet, siégeait encore en souverain dans cette capitale du royaume d'Italie[223]) n'avait point attendu l'ennemi, et soit qu'il se sentit trop inférieur en forces pour courir la chance d'une bataille, soit, comme le prétend son panégyriste anonyme, qu'il fût réellement atteint d'une fièvre quarte[224]), il s'était précipitamment retiré jusqu'à Vérone[225]).

Louis de Provence fit son entrée à Pavie dans les premiers jours du mois d'octobre[226]), au milieu d'un grand concours d'évêques, de princes, de comtes et d'autres personnes de toute condition qui à l'unanimité l'élurent et le proclamèrent roi d'Italie[227]). Parmi les grands qui assistèrent à cette cérémonie imposante, on remarque d'abord le riche margrave de Toscane Adalbert II; ensuite le gouverneur de la Lombardie, Sigefroi comte du sacré palais, et plusieurs autres grands seigneurs[228]). Les écrivains du temps s'accordent à dire que presque tous les princes Italiens abandonnèrent le parti de Béren-

---

222) *Muratori* ann. ad ann. 897.

223) Diplôme de Bérenger I. daté *Papia Civitate, octavo Idus Julii, Ind. tertia, anno ejusdem regni decimo tertio,* qui correspond à l'an 900 et non à 901, comme le porte par erreur la copie. (Vidimus du mois de mars anno 901. Ind. IV. *Hist. patria. monum.* t. I. p. 89.)

224) *Carmen panegyr. Berengarii.* lib. IV. „Nec (Berengarius) poterat tendere bellum, Hostibus . . . . quartanam patiens.“ (*Ibidem,* p. 125—126.)

225) *Liutprandi* Antapod. lib. II. cap. 37. — *Pertz,* monum. germ. ss. t. III. p. 295.)

226) Diplôme de Louis, roi de Provence, daté de *Pavie* du 12 *octobre* 900, l'an *premier* de son règne *en Italie.* (*Muratori, antiq. Ital.* t. I. p. 581.)

227) Même diplôme: „Venientibus vobis Papiam in sacro Palatio, ibique *electione, et* omnipotentis Dei dispensatione, in nobis, ab omnibus *episcopis,* marchionibus, comitibus cunctisque item majoris inferiorisque *personæ* ordinibus facto etc. (*Ibidem.*)

228) *Ibidem.*

ger pour suivre la fortune du jeune roi de Provence[229]), dont la vaillante armée pouvait préserver le royaume d'une nouvelle attaque des Hongrois et qui par sa magnificence et sa générosité leur présageait un règne plus doux et plus prospère[230]).

De Pavie Louis vint à Plaisance, où il confirma à l'évêque de Reggio les possessions et les privilèges de son église[231]). Après avoir rallié sous ses enseignes les guerriers lombards et toscans[232]), le nouveau roi d'Italie marcha directement sur Vérone où son compétiteur s'était enfermé[233]). Les chroniqueurs du nord, souvent mal informés des évènements qui s'accomplissaient dans le midi, parlent de plusieurs sanglants combats (*plurima congressiones*) livrés entre Louis et Bérenger, où ce dernier aurait été battu et mis en fuite par le premier[234]). Mais les historiens de l'Italie disent simplement que Bérenger, chassé de Vérone, se réfugia en Bavière, abandonnant le royaume à son heureux rival[235]).

---

229) *Liutprandi Antapod.* lib. II. cap. 37: „Videns Berengarius quod Hludovicus tam ab Italiensium, quam a Tuscorum susciperetur principibus, Veronam profectus est.» (*Pertz*, l. c.)

230) Interea Ludovicus ovat, regnumque fatigat Fastibus, ac sibi met blanditur honores. Hoste velut necto, spoliis potiatur opimis. (*Carm. panegyr.* l. c.)

231) Diplôme de Louis III, roi d'Italie et de Provence, en faveur de l'évêque de Reggio „*Data pridie Kalend. Novembris* (31 octobre) a. d. 900. Ind. IV. ann. Ludovici regis, *in Italia* 1°., actum *Placentiæ.*« (*Muratori* ann. ad hunc annum.)

232) *Liutpr. Antap.* lib. II. cap. 37. „Hludovicus eum (Berengarium) cum Italiensibus persequi non desistens . . . .« (*Pertz*, l. c.)

233) *Bérenger* était encore à Vérone le 20 octobre 900. (*Muratori* ann. ad. hunc annum.)

234) *Reginon. chron.* ad ann. 898 (sed male): — „Inter Ludovicum et Berengarium in Italia plurimæ congressiones fiunt; . . . . . novissime Ludovicus Berengarium fugat, etc. (ap. *Pertz, l. c.* t. I. p. 608). Nous suivrons ici la chronologie de l'exact et savant *Muratori* (*ann. d'Ital. ann. 900 et suiv.*) qui observe que les historiens de l'Italie ne font aucune mention des batailles dont parle Réginon.

235) *Liutprandi Antap.* lib. II. — „Verona illum (Berengarium) ex-

Pendant cette expédition, le pape Jean IX, qui naguère avait entretenu avec le roi Bérenger des rapports plus ou moins intimes[236]), était mort, et le siége pontifical se trouva vacant[237]). Cet évènement suspendit la marche triomphante de Louis vers Rome: il s'était déjà avancé jusqu'à Bologne[238]), où il dut attendre l'issue du conclave réuni pour élire un nouveau pontife. Le choix du sacré collège tomba sur un romain de race noble qui prit le nom de Benoit IV, et qui s'en montra digne par ses vertus et son savoir[239]). Aucun engagement antérieur ne liait la politique du nouveau pape en ce qui regardait l'élection du futur empereur, et en plaçant la couronne impériale sur le jeune front du roi Louis afin de réunir dans les mêmes mains toutes les forces de la Provence et de l'Italie, ce pontife se proposait sans doute d'assurer à la péninsule des moyens plus énergiques pour résister aux attaques des Hongrois et des Sarrasins qui devenaient de jour en jour plus redoutables[240]).

Louis fit son entrée à Rome vers la fin de janvier ou au commencement du mois suivant[241]). Il y reçut l'onction sacrée

---

pulit, totumque sibi regnum viriliter subjugavit.« (*Pertz*, l. c. t. III.)

236) *Epist. Johannis papæ IX.* d. d. anno 899. (*Concil. coll.* t. IX. p. 669.)

237) Le 30 novembre 900 suivant *l'Art de vérifier les dates*, in-fol. p. 268.

238) Diplôme de Louis III. *Actum Bolonia XIX. Kal. februarii* (19 janvier), *anno Inc. D.* 900. (901 n. st.) *Indict. IV. anno* 1°. regnante Hludowico gloriosissimo rege in Italia. (*Muratori, antiq. Ital.* t. II. p. 285.)

239) Suivant les auteurs de *l'Art de vérif. les dates*, Benoit IV fut élu au mois de décembre de l'an 900. (*Ibid.* p. 269.)

240) Voyez *Muratorii Ann. d'Ital.* ad ann. 901. — Les Sarrasins établis sur le Garigliano près de Gaëte ne cessaient de menacer Rome; ils avaient tout récemment ravagé les côtes de Gènes et s'étaient déjà répandus dans la Provence.

241) „Venientibus nobis Romam ad sanctissimum et coangelicum patrem nostrum D. Benedictum Papam, etc.“ (*Muratori. Antiq. d'Ital.* t. I. p. 49.)

et la couronne impériale des mains du pape Benoit IV, au milieu de février en l'an 901 (n. st.). L'époque de son couronnement est attestée par un document promulgué à la même date dans le palais impérial du Vatican où le nouvel élu porte les titres d'EMPEREUR et d'AUGUSTE[242]). Aussitôt qu'il eut été revêtu de la dignité impériale, Louis, suivant les traces de ses prédécesseurs nouvellement promus à cette dignité, prit immédiatement possession du pouvoir suprême, en faisant, dans Rome même, plusieurs actes publics d'autorité, siégeant sur son tribunal à la droite du pape, entouré des évêques, des grands et du peuple assemblés à cet effet devant les portes du sacré palais[243]).

L'empereur se trouvait encore à Rome le 2 mars[244]), mais il en repartit bientôt après pour revenir à Pavie où il était de retour le 11 du même mois[245]). En traversant la Toscane, Louis s'était arrêté à Lucques, résidence ordinaire de Berthe, sa pa-

---

242) Jugement rendu par Louis III empereur et roi d'Italie a Rome: „*Anno primo Imperii D. Ludovici, mense februario, Ind. IV. Dum D. Ludovicus S. Imperator Augustus a regali dignitate Romam ad summum imperialis culminis apicem per. S. ac B. summi Pontificis et universalis Papæ D. Benedicti dexteram advenisset; atque cum eodem. Rev. patre cum ss. Romanis seu Italicis episcopis atque regni sui ducibus et comitibus ceterisque principibus etc. in palatio, quod est fundatum juxta basilica B. petri principis apostolorum, pariter cum eodem summo Pontifice in judicio residisset, etc.*“ (*Muratori, ann. d'Ital.* ad ann. 901.)

243) Vide supra, et ejusdem Ludovici III. diploma, d. d. *Romæ, VI Idus Martii (2 Mars) Anno D. 901. Indict. IV. Anno D. Ludovici Imperatoris Augusti primo.* — „Le sceau attaché à ce diplôme représente le buste de l'empereur vêtu de la pourpre romaine, autour duquel on lit“: HLUDOVICUS GRA: DI: IMPER: AUG: (*Muratori. Ant. Ital.* t. I. p. 49.)

244) *Vide supra.*

245) Diplôme de Louis III empereur en faveur de l'abbaye des nonnes de St.-Théodate de Pavie. *Dat. V. Idus Martii, anno D. Hludovici Imperatoris primo*, per *Indict. IV.* (901. n. st.) *actum Papiæ palatio.* (*Muratori. Antiq. Ital.* t. I. p. 365.)

reale, femme du riche margrave Adalbert II, sur lequel elle exerçait un pouvoir presque absolu[246]). L'empereur fut reçu par les deux époux avec une pompe et une magnificence qui convenait plutôt à la cour d'un souverain qu'à celle d'un vassal. »Cet Adalbert (dit-il) devrait plutôt s'appeler roi que »margrave, il ne lui manque que ce titre pour être mon »égal«[247]). Ces paroles imprudentes, prononcées par l'empereur dans l'intimité de sa cour, parvinrent aux oreilles de Berthe et froissèrent son orgueil de princesse Carlienne. Elle en conserva un ressentiment qui eut une influence funeste sur la destinée de Louis en particulier, et de l'Italie en général[248]). Cependant elle dissimula son dépit et le margrave Adalbert, son mari, suivit l'empereur à Pavie[249]).

De son côté Louis ne crut pas prudent d'augmenter le pouvoir du margrave de Toscane en lui conférant de nouvelles dignités. La faveur du nouvel empereur se porta principalement sur le comte Sigefroi, gouverneur de Milan, qu'il créa comte palatin ou majordome du sacré palais[250]). Cette dignité était la seconde de l'état, et l'autorité de celui qui en était investi

246) Voyez *Liutprand hist.* lib. II. cap. 10. ap. D. Bouquet t. VIII. p. 135—136. Cet écrivain qui suivant la remarque de *Muratori* ne dit pas un mot du couronnement de l'empereur à Rome, fait voyager l'empereur de Pavie à Lucques et de Lucques à Vérone, ce qui est au moins invraisemblable. Il est plus naturel d'admettre qu'il se détourna de sa route pour visiter Lucques en revenant de Rome.

247) *Liutprandi*, l. c. „Hic rex potius quam marchio poterat ap- „pellari: in nullo quippe mihi est inferior nisi solum modo nomine.“ (Ap. *D. Bouquet*, t. VII. p. 136.)

248) *Liutprandi*, l. c. „Quod Bertha, ut erat mulier non incallida, audiens, non solum virum suum ..... sed etiam cæteros Italiæ principes, ei (Ludovici) infideles effecit.“ *(Ibidem.)*

249) Voyez le diplôme de Louis daté de Pavie 11 mars: „Adalbertus, inclytus marchio, etc.; nostri dilectissimi consiliarii .... adeuntes.“ *(ubi supra.)*

250) *Sigefredus comes palatii et comes comitatus Mediolanensis, anno imperii D. Ludovici* III Indict. V, mense septembr. Actum Mediolano. (*Muratori, Ant. Ital.* t. I. p. 717.)

s'étendait non seulement sur le royaume de Lombardie, en outre dans les marches de Trévise et de Frioul et dai duchés de Spolète et de Toscane[251]). C'est pourquoi le mar Adalbert qui convoitait peut-être cette grande charge, ne donna pas à l'empereur de l'avoir conférée à un autre lui[252]). La charge non moins importante d'archichanceli royaume et de l'empire fut également donnée à un préla lien, savoir à Léotard, évêque de Côme[253]).

Plusieurs seigneurs provençaux avaient accompagné au des Alpes leur jeune roi, soit comme chefs militaires des pes provençales, soit comme conseillers du souverain. chartes du temps nomment particulièrement les comtes Adal Leufroy, Ratier et Arlulfe[254]). Néanmoins il ne parait pa l'empereur Louis ait suivi l'exemple, assez commun dan temps-là, d'enrichir les étrangers qui l'avaient suivi en lie au préjudice des nationaux[255]). Ce fut en Provence qu signa à ses fidèles les recompenses que méritaient leurs ces[256]). Maître de toute l'Italie où il se voyait universell reconnu comme roi et comme empereur, il pensa n'avoir d'ennemis à combattre, licencia les milices lombardes et

---

251) *Ibidem*, p. 354.

252) *Leo*, hist. d'Ital. t. I. p. 393, qui prétend que l'empereur donna au comte Sigefroi le gouvernement de la marche de Vér du Frioul; mais *Muratori* n'en dit rien.

253) Voir le diplôme du 11 mars 901, cité plus haut. *Arnulf*, ou prélat provençal, était son chancelier ordinaire.

254) *Adalelmus* comes, *Raterius* Comes et dilectis *consiliariis* n (*Muratori*, Ant. Ital. t. I. p. 583). — „*Luitfredus* inclytus come *Arlulfus* comes, nostri dilectissimi fideles." (*Ibidem*, t. II. p. 207.

255) Le panégyriste anonyme de Bérenger accuse Louis d'avo pouillé les habitants des cités pour enrichir ses soldats. (*C panegyr. lib. IV. l. c. p.* 126). Mais rien ne prouve la vérité de assertion.

256) Diplôme de l'empereur Louis III roi de Provence, par l il accorde au *comte Adalelme* l'hérédité des bénéfices qu'il ten lui et du roi Boson, son père. Daté de Vienne du *mois de Juin* 9 *la troisième année* de son empire. (*Cartul. de Vienne*, f°. 78.)

voya dans leurs foyers les guerriers provençaux[257]). Leur longue absence avait sans doute encouragé les entreprises audacieuses des Maures ou Sarrasins d'Espagne. Ces pirates, débarqués depuis quelque temps dans le golfe de St.-Tropès, s'étaient retranchés dans les ravins de la Garde-Frainet, d'où ils répandaient la terreur dans toutes les contrées environnantes[258]). Les comtes Hugues de Vienne et Teutbert d'Avignon avaient été chargés, pendant l'absence de leur souverain, du gouvernement et de la défense du royaume de Provence. Mais au lieu de réunir les forces qui leur restaient pour contenir ces hordes pillardes et les empêcher de recevoir des renforts de leurs coréligionnaires[259]), ces deux chefs rivaux se disputaient le pouvoir les armes à la main et appelaient tour à tour à leur aide les bandes payennes pour s'exclure mutuellement[260]). Ainsi tandis que Louis triomphait en Italie, la Provence se trouvait livrée au double fléau de la guerre civile et des déprédations des Sarrasins: c'était plus qu'il n'en fallait pour engager l'empereur à hâter son retour dans ses domaines paternels.

Après avoir reçu la couronne impériale à Rome, Louis,

---

257) *Reginon. Chron.* „Ludovicus .... cernens nullum sibi resistere aut posse, aut audere, ultra quam oportebat de securitate præsumens ..... absoluto exercitu ....“ (Ap. *Pertz*, ss. t. I. p. 610). Reginon résume ici sous l'an 905 tout ce qui s'était passé en Italie depuis l'an 900.

258) *Liutprand. Antapod.* lib. II. cap. 43. „Saraceni qui FRAXINETUM inhabitabant, post labefactionem Provincialium, etc.“ (*Pertz, ss. t. III.* p. 296.)

259) *Ibidem, lib. I. cap.* 1—4. (l. c. p. 275.) Les incursions des Sarrasins en Provence et sur les côtes de Ligurie auraient déjà commencé en 891 env. et continué dès lors avec plus ou moins de succès dans les premières années du 10. siècle. Les villes de *Albenga,* de St.-Remo, de *Nice, d'Antibes* et de *Frejus* furent saccagées, (anno 900—916). — On assure même que ces pirates étendirent leurs courses jusqu'à la cité d'Arles. (*Gioffredi Alpi Marit,* p. 285—286 et 291.)

260) *Liutprandi Antap.* lib. I. cap. 4. „Interea Provincialium, quæ his gens erat vicinior, invidia coepit inter sese dissidere. Sed quia pars partem.... satis sibi facere non poterant, hos Saracenos in auxilium vocat. (Ap. *Pertz,* l. c. p. 275.)

comme on l'a vu, était revenu à Pavie au mois de mars (a°.
et avait fixé le siège ordinaire de son gouvernement (
cette ancienne capitale des rois Lombards[261]). Pendant prè
dixhuit mois que dura son premier séjour dans la pé
sule, il visita les principales villes et les provinces
royaume[262]), et partout sa présence fut marquée par de g
des libéralités faites aux églises et aux monastères, et p
restitution des biens dont ces établissement religieux av
été dépouillés par les factions qui, depuis un quart de si
s'étaient disputé le pouvoir dans les provinces[263]). Ces
gesses se faisaient aux dépends des domaines du fisc
dans des proportions souvent excessives, et principalemen
faveur des évêques[264]).

La péninsule parait avoir joui comparativement d'une gr
tranquillité pendant cette période brillante, quoique trop co
du règne de Louis. Mais ce calme apparent par lequel
cherchait à inspirer à l'empereur une fausse sécurité, masc
de perfides complots dont les effets ne tardèrent pas à éc
au grand jour. Béranger réfugié en Bavière auprès de Louis
dit l'Enfant, roi de Germanie[265]), son parent, entretenait
intelligences avec Adalbert, margrave d'Ivrée, qui s'étai
crètement réconcilié avec son beau-père, lequel n'ayant

---

261) Voyez *Böhmer, Regesta Karolor.* p. 138.

262) *Liutprandi Antap.* lib. II. cap. 38. „Hludovicus . . . . . cir
circa videret Italiam." (l. c.) On a un diplôme de lui daté de *Ve*
X. Kalend. Junii (23 mai) a. d. 901. Ind. IV. anno *primo* imper
Ludovico imperatore in Italia. (Ughelli Ital. sacra. t. IV. p. 422.)

263) Voir les diplômes de Louis III, empereur et roi d'Italie,
les collections de Muratori, d'Ughelli et autres aux endroits cités
Mr. *Böhmer, regesta Karolorum,* p. 137—139.

264) Diplôme de Louis III empereur, *dat. XIV Julii* (alii J
anno 901. *Ind. IV. anno imperii Ludovici Imper. in Italia primo;*
Ticini, par lequel il concède à l'évêque *d'Asti* 3 fiscs royaux
entre la *Stura* et le *Tanaro*, comprenant plus de 130 milles *juger*
terres cultivables. (*Hist. Patr. Monum.* t. I. Cartar. col. 100.)

265) *Reginon Chron.* „Berengarius qui in Bajoaria . . . . . . e
bat . . . ." (Ap. *Pertz,* l. c. p. 610.)

l'enfant mâle pouvait léguer à son gendre ou aux fils de celui-ci, si ce n'est la couronne d'Italie[266]), au moins son duché de Frioul. Adalbert d'Ivrée servit à Bérenger d'intermédiaire pour négocier son rappel d'un côté avec Sigefroi, comte de Milan et majordome de l'empereur[267]), et de l'autre avec le margrave de Toscane, ou plutôt avec Berthe, femme de ce dernier qui acheva d'ébranler la fidélité douteuse de son mari. La défection de ce prince non moins avide que puissant[268]), ne pouvait manquer d'entrainer celle des autres grands vassaux du royaume[269]), qui ne supportaient qu'avec impatience qu'un empereur jeune, actif, et victorieux posât des limites à leur autorité. Ils espéraient au contraire jouir d'une indépendance absolue sous un roi fugitif et réduit pour rentrer dans ses états à subir toutes les conditions qu'il leur plairait de lui imposer[270]).

---

[266]) *Bérenger* II, fils *d'Adelbert* d'Ivrée et de *Gisèle* fille ainée de Bérenger I, parvint effectivement au trône d'Italie en 950. (*Muratori Ann.* ad hunc ann.)

[267]) La défection du comte *Sigefroi* est prouvée par un *plaict* qu'il présida à *Plaisance* au mois de *janvier*, indict. VI. (anno 903) sous les yeux du roi Bérenger lui-même qui lui conserva la charge de préfet du palais et le fit *comte de Plaisance*. (*Muratori, Ant. Ital.* t. I. p. 367.)

[268]) *Ibidem.* „Fecerat sibi Berengarius, *plurimis conlatis muneribus, Adalbertum,* Tuscorum præpotentissimum marchionem, sibi fidelem, etc.“ (l. c.)

[269]) *Liutprandi Antap.* lib. II. cap. 39. „Bertha .... non solum virum suum ab ejus fidelitate amovit, verum etiam cæteros Italiæ principes ei (Ludovico) effecit infideles.“ (l. c.) Nous suivons en général l'ordre adopté par *Muratori* pour la chronologie des faits confusément rapportés par *Liutprand*.

[270]) On a deux chartes de *Bérenger* de l'an 901, l'une de *Pavie* du 8 *juillet*, l'autre de *Vérone* du 23 *août*. Le savant *Muratori* (*Ann. ad ann.* 901) a fait voir que la première était réellement de l'an 900. Quant à la seconde datée de Vérone, nous ferons remarquer que *l'archichancelier Vitalis* qui souscrivit la charte (ap *Murat. Ant. Ital. t. II.* p. 741, occupait cette charge en 897 (*Ibid. p.* 97.) et était déjà remplacé en 900 par l'évêque *Ardingus*. (*Ughelli, Ital. sacr. V.* 725.) qui

C'est ainsi qu'au milieu de son triomphe et d'une paix trompeuse Louis se trouvait, sans s'en douter, enveloppé d'ennemis qui conjuraient sa perte, et qui le tenaient déjà comme prisonnier dans sa capitale, lorsque Bérenger bien informé par ses partisans du succès de leurs trames secrètes parut de nouveau en Italie, vers la fin de juin de l'an 902 à la tête d'une armée de mercenaires recrutés dans la Bavière et les états limitrophes[271]). Dans cette situation critique autant que périlleuse, le jeune empereur, trahi à son tour comme Bérenger l'avait été deux ans auparavant, dût, comme celui-ci, abandonner le trône d'Italie à son concurrent.

L'historien Liutprand raconte que l'empereur Louis, apprenant que Bérenger s'avançait contre lui avec des forces supérieures, et n'ayant lui-même à lui opposer qu'un petit nombre de guerriers fidèles, se vit contraint pour obtenir la liberté de se retirer en Provence, de capituler et de promettre par serment à son ennemi de ne jamais revenir en Italie[272]). Quoiqu'une telle promesse, faite dans de pareilles circonstances, n'ait rien qui choque la vraisemblance, néanmoins on ne doit l'admettre qu'avec réserve puisque le seul garant que nous ayons de ce récit convient lui-même qu'il n'en parle que par oui-dire[273]).

Louis dominait encore pleinement à Pavie le douze de mai

---

remplissait encore ces fonctions en 910. (*Muratori, Ant. t. II.* p. 245). On en conclut que Bérenger ne rentra point en Italie pendant l'année 901.

271) Réginon chron. „(Berengarius) .... qui in Bajoaria exulabat ...... contractis undique copiis ....“ (*ubi supra.*)

272) *Liutprandi Antapod*, lib. II. cap. 35. „Cum Ludovicus Berengario sibi obviam venienti magnas adesse copias, sibi vero cerneret parvas, jure jurando ei hoc terrore compulsus promisit, ut si se tunc dimitteret ..... amplius in Italiam non veniret.“

273) *Liutprand* dit qu'il a écrit les trois premiers livres de son histoire „*a gravissimis viris audita.*“ (*Pertz monit. in Luitpr. opera. Ibid.* p. 265). Le *panégyriste anonyme* de Bérenger faisant allusion à cette première déconfiture de Louis de Provence ne parle pas de cette promesse, il dit simplement: *vetuit fortuna*, la fortune lui fut contraire.

de l'année 902[274]). On conservait même dans les archives épiscopales de Luques un document de cette année qui fait voir que le 29 du même mois[275]) il était encore reconnu comme souverain dans cette cité principale du duché de Toscane. D'un autre côté il est certain que dès avant le 17 juillet de la même année, Bérenger était rentré dans la cité royale de Pavie, d'où il data plusieurs diplômes qui montrent qu'il avait déjà repris possession du royaume d'Italie[276]).

Le titre d'Empereur des Romains qui élevait le titulaire au-dessus de tous les rois de l'occident[277]), n'était point nécessairement lié à la possession du royaume d'Italie. Louis, III[e] du nom n'était pas le premier qui, dépossédé de ce royaume, eût continué de porter la couronne impériale et d'être reconnu comme empereur par les peuples de l'occident[278]).

Que sa retraite ait eu lieu à la suite d'un compromis ou d'une bataille perdue, son retour en Provence n'en fut pas moins un bienfait pour cette contrée troublée par des discordes

---

274) Diploma Ludovici Imperat. dat. *IV idus maii* (12 mai) *anno D. DCCCCII. Ind. V. Anno imperii ejus in Italia II. Actum Papiæ.* (*Ughelli, Ital. sacr.* t. IV. p. 586.)

275) *Muratori* (*Annal. ad hunc annum*) cite une charte datée *de Lucques, IV. Kalend. Junii* (29 mai) *anno secundo imperii Ludovici. Ind. V.* anno 902.)

276) Dipl. Berengarii regis, *d. d. XVI. Kal. Augusti. a. d. incarn. DCCCCII, regni Berengarii piissimi regis XV. Actum palatio Ticinensi, quod est caput regni nostri in Dei nom. feliciter, amen.* (*Muratori, Ant. Ital.* t. I. p. 779.)

277) Lettre du pape Jean VIII à Louis roi de Bavière de l'an 879. „*Si sumpseritis romanum imperium, omnia vobis regna subjecta existent.*“ (D. Bouquet, t. VIII. p. 185, epist. 42.)

278) Ainsi, par ex., quoique l'empereur *Arnoul* ait daté quelques-unes de ses chartes de son règne en Italie, il ne parait pas qu'il ait été élu ou proclamé roi d'Italie, soit après, soit avant son couronnement à Rome en 896. Bérenger et Lambert s'étaient partagé la possession réelle du royaume et le premier avait été obligé de faire hommage de sa couronne à l'empereur Arnoul. (*Muratori* ad ann. 894 et 896. - *H. Leo* hist. d'Ital. (*en allem.* t. I. p. 290.)

intestines et désolée par les pirateries des Maures ou Sarrasi
qui se maintenaient dans leurs repaires inaccessibles de la Gard
Frainet[279]). Le premier effet salutaire de la présence de Lo
dans ses états fut de rétablir l'ordre dans les provinces et
ramener la concorde entre les grands vassaux dont les di
sions causaient la ruine du pays. Il y réussit, comme il p
rait par plusieurs documents de la même année et des de
suivantes, où l'on voit ces mêmes vassaux réunis de fait et d'i
tention autour de la personne de leur jeune souverain[280]).

Vers la fin de l'automne qui suivit son retour en Pr
vence, l'empereur Louis reçut à Vienne Guillaume, duc d'Aq
taine et margrave d'Auvergne, son beau-frère, accompagné
la princesse Ingelberge sa soeur, mariée au duc[281]). La p
sence à la cour de Vienne de ce prince si renommé par
puissance et sa haute piété, atteste que l'échec que Louis
nait d'éprouver en Italie, n'avait point altéré ses bons rappo
avec les états voisins[282]). Il se pourrait que cette réunion d
deux familles souveraines de Provence et d'Aquitaine eût
lieu à l'occasion du mariage du jeune empereur dont on p
lera en son lieu, et qui parait dater de la même époque e
viron.

---

279) *Chron. Novaliciense*, lib. IV. cap. 26. anno 900 ad 906, ap
Pertz, ss. t. VII. p. 108.

280) Diplôme de Louis III, empereur et roi de Provence, do
en faveur du comte *Adalelme* à la prière des comtes *Hugues*, *Leitf*
et *Teutbert* et des archevêques *Rostaing* et *Rainfroi*, ses *fidèles*. »I
tum Viennæ, VIII. Idus Junii anno d. DCCCCIII. Ind. VI. anno
tio imperante D. Hludovico gloriosissimo imperatore augusto in
nomine feliciter. (*Ex Chart. Eccl. Viennensi*, f°. 78 inter Schedul. D
R. de Rivas.)

281) Diploma Ludovici III. Imperat. Dat. *Viennæ, III Idus Nove*
bris, A. D. DCCCCII. Ind. V, anno II imperante D. Ludovico Imp
»Quoniam Willelmus *inclytus* dux et marchio nostram adiens exc
lentiam.« (*D. Bouquet*, t. IX. p. 681.)

282) Le diplôme ci-dessus contient la donation de l'abbaye *d'A*
bierle dans le comté de Lyon près du bourg de Roanne à *Bernard*
Teutbert sur la demande du duc *Guillaume*. (*ubi supra.*)

Diverses chartes datées de Lyon, de Vienne et d'Arles, montrent que depuis le mois de juillet de l'année 902 jusqu'à la fin du mois d'octobre 904[283]), l'empereur Louis séjourna dans ses domaines paternels en deçà des Alpes sans faire aucune tentative pour rentrer en Italie[284]). Mais la suite des évènements fait voir que loin de renoncer à ses prétentions, il s'occupa au contraire à faire des préparatifs pour saisir le moment favorable de reconquérir ce royaume: l'inconstance des seigneurs Italiens lui avait fait perdre ce pays, la même versatilité pouvait d'un moment à l'autre les ramener à son parti[285]).

Dans ces entrefaites Bérenger cherchait à affermir sa puissance dans la Haute-Italie par des moyens qui devaient tôt ou tard lui aliéner de nouveau la confiance des peuples. Pour contenir dans la soumission les magnats qui avaient favorisé son retour, il avait eu recours à la terreur qu'inspirait aux Italiens le voisinage des Hongrois qui ravageaient le Frioul[286]).

---

[283]) Voyez divers dipl. de Louis III empereur et roi de Provence publiés par *D. Bouquet*, t. VIII. p. 415—416, No. 1 et 2. (attribués mal-à-propos à *Louis II*, ayeul de celui-ci) et t. IX, p. 681 à 682. No. 10, 11 et 12, et les diplômes inédits du même cités ci-devant.

[284]) *Muratori Ann.* aux ann. 903 et 904.

[285]) On doit toujours avoir devant les yeux les paroles de *Liutprand: „semper Italienses geminis uti dominis volunt.“* (Hist. l. I. c. 10). (Antap. lib. I. cap. 32). C'est la clef de toute l'histoire de l'Italie au Xe siècle.

[286]) *Liutpr. hist.* lib. II. cap. II. *Antap.* c. 42. „Hungariorum *interea* rabies .... per Italiam *nullis resistentibus*, dilatatur.“ (Apud *Pertz*, s. s. t. III. p. 296). — *Muratori* met cette seconde expédition des Hongrois sous l'an 906 (*Ann. d'Ital. ad hunc annum*). C. a. d. postérieurement à la catastrophe de Vérone. Mais le mot INTERRA dont se sert Liutprand dans le passage ci-dessus montre que l'irruption des Hongrois dont il parle ici est *antérieure* à cette catastrophe arrivée au mois de Juillet 905 et différente de la première irruption de l'année 899 ou 900 qu'il avait déjà rapportée dans les *chap. 4 et 5 du livre II. de son hist.* D'ailleurs les *Annales Beneventani* placent la *seconde* invasion hongroise sous l'an 904 et les *annales d'Einsiedlen* sous l'an 901 et

Au lieu de les repousser au-delà des frontières du royaume, i pactisa avec les barbares qui profitèrent de cette alliance cou pable pour pousser de nouveau leurs brigandages jusques Modène et Reggio [287]). Bérenger chercha vainement à se réha biliter dans l'opinion de ses sujets en faisant de grandes lar gesses aux églises et aux monastères qui avaient le plus souf fert des dernières incursions des Hongrois [288]). Le margrave de Toscane et les seigneurs qui subissaient son ascendant, alar més de l'accroissement de puissance du roi Bérenger, et crai gnant pour la conservation de la leur [289]), se décidèrent à pro fiter du mécontentement soulevé par la politique oppressive d celui-ci, pour relever le parti de l'empereur et le rappeler en Italie [290]).

Le pape Christophe et son successeur immédiat Serge III dataient leurs bulles des années de l'empire de Louis de Pro

---

l'obcæcationem de Louis de Provence sous l'année suivante. (*Pertz* l. c. p. 175 et 140.)

287) *Ibidem.* „Verum quia Berengarius firmiter suos milites fideles habere non poterat, *amicos sibi Hungarios fecerat.*

288) Diplômes du roi Bérenger I en faveur de l'évêque de *Reggi du 4 janv.* 904. (*Muratori, Ant. Ital.* t. VI. p. 199); de l'évêque de *Modène du 1 juillet de la même année* (*Ughelli, It. sacr.* t. II. p. 102) Il semble évident que les désastres dont il est parlé dans ces charte dataient seulement de l'année précédente (903), car s'ils eussent eu lieu pendant l'irruption hongroise de l'an 900, ces prélats se seraient adres sés à l'empereur Louis dominant alors en Italie, pour en obtenir des indemnités et ils n'auraient pas attendu pour cela le retour du roi Bérenger.

289) *Liutprand. hist.* lib. II. cap. 10. *Antapod.* cap. 35. „Hludo vicus . . . expulsus . . . (cap. 36) modica vero temporis transcursa inter capedine, rex Berengarius Adalberto gravis est visus.“ (*Pertz,* l. c p. 295.)

290) *Ibidem.* — „Unde factum est, ut consulto Adalberto marchione ceteri Italienses principes propter eundem *Hludovicum,* ut adveneril transmitterent . .“ — Liutprand parle ici de la seconde campagne de Louis puisqu'il mentionne les *promesses* vraies ou supposées que ce lui ci aurait faites à Bérenger avant de repasser en Provence en 902

vence[291]) dont il paraît qu'ils appuyaient le parti, avec l'archevêque André de Milan, les évêques de Côme, et de Plaisance ainsi que l'archevêque de Ravenne[292]). La princesse Berthe de Toscane, et son fils du premier lit, Hugues, comte de Vienne, furent les intermédiaires de la correspondance secrète que les mécontents de l'Italie entretinrent pendant cet intervalle avec l'empereur[293]), qui sans doute suivait avec toute l'ardeur de son âge et de son ambition les progrès de la nouvelle trame ourdie en sa faveur dans la péninsule[294]).

Après avoir rassemblé en deçà des Alpes une armée nombreuse et aguerrie, Louis de Provence franchit pour la deuxième fois cette barrière à la fin de l'automne de l'an 904 ou au commencement du printemps de l'année suivante[295]), et occupa sans résistance les principales villes du Piémont et de la Lombardie,

---

291) Bulla Christophori Papæ. Dat. *Roma*. Ind. VII. (anno 904. Muratori) VII Kal. Januarii imperante domino nostro piissimo Augusto Ludovico, a Deo coronato Imperatore sanctissimo. (Concil. Coll. ed. Coleti, t. XI. col. 721, cum Indict. XI.). — *Muratori* (Ant. Ital. t. I. p. 781) cite une charte datée de Ravenne de la 2e année du pontificat du pape Serge III et de la 5e de l'empire de Louis, du mois de juillet 905.

292) *Muratori. Ant. Ital.* Dissert. XIV. t. I. p. 781 et 782, qui à la page 773, cite un *placitum* de l'archevêque de *Milan*, daté anno Imperii D. Ludovici. Imperat. V. mense Julii. Ind. VIII. (anno 905.)

293) *Liutprand. hist.* lib. II. cap. 10. *Antapod.* cap. 36. l. c. „Cui Bertha conjux sua (*Adalberti Marchionis*), regis (*tunc comitis Hugonis*) mater, non modice fomitem ministrabat.“

294) *Ibidem.* „Hludovicus cupiditate regnandi, jurisjurandi oblitus. . . .“ (l. c.)

295) *Muratori Ann. d'Ital., ad hunc ann.* Louis était encore à Vienne le 31 octobre de l'an 904. (*D. Bouquet*, t. VIII. p. 415.) et dès lors on ne trouve aucun acte émané de ce souverain qui puisse décider la question de savoir s'il passa les Alpes à la fin de cette année ou seulement au commencement de l'année suivante. D'un autre côté une charte de l'évêque d'Asti datée du règne de Bérenger indiquerait que celui-ci dominait encore dans le Piémont au mois de mars 905. (Hist. Patr. Monum. Chart. t. I. p. 111.

telles que Pavie, Milan, Côme et Plaisance[296]) la cité de Milan fut confiée avec le titre de mis impérial à Rainfroi, archevêque de Vienne, qui souverain, laissant le gouvernement de son arcl taing, son coadjuteur[297]). L'évêque Isaac de comte Adalelme dont on a parlé et d'autres seig çaux accompagnaient également l'empereur[298]) d. velle expédition qui s'annonçait sous les plus heu pour lui. Louis s'était arrêté à Pavie où il se tr le 4 juin[299]), attendant peut-être que les vassaux de guerre du margrave Adalbert de Toscane eusse propre armée pour poursuivre les premiers succès son compétiteur. On ne peut admettre, comme l' rien Luitprand, que l'empereur qui campait à Pa rendu de là à Lucques pour se diriger ensuite sur parcourant ainsi les deux côtés d'un vaste triangle,

---

296) Voyez *Muratori. Ant. Ital. Dissert.* 14., t. I. p. 78

297) *Ibidem*, p. 773. „*Raginfredus missus D. Impera* tionné ici paraît être le même personnage que *Ragamfred* de Vienne qualifié de *sacri Palatii nostri notariorum summ* née 903. (*Charvet*. Egl. de Vienne, p. 241. No a.)

298) Diplôme de Louis III, donné à Pavie le 4 juin sence de „*Isaac Gratianopolit. episcopus* et *Adalelmus incl* nostri conciliarii.“ (*Muratori*, l. c. p. 785.)

299) Diplome de l'empereur Louis III, par lequel il don baye de *S. M. Theodata* de Pavie, une propriété située dans toire de *Marengo* (près d'Alexandrie). Dat. *pridie nonas junias a Ind.* VIII, anno V. *Imper. D. Ludovico Imperatore in Italia.* *Papiæ*. (Ap. *Muratori*. *Ant. Ital.* t. I. p. 785.)

300) Liutprandi. — Antapod. l. II. c. 38 et 39. „Hludovicus exiens *Papia*, proficiscitur *Lucam*, . . . unde Tuscia rediens V pergeret.“ (*Pertz*, l. c. p. 295). — *Muratori Ann. ad ann.* 904, fait remarquer que *Liutprand* auquel on est d'ailleurs si red pour l'hist. de l'Ital. au Xe siècle, l'a cependant fort emb lée pour les temps qui précédèrent sa naissance, et qu'il est n saire de recourir aux chartes pour rectifier l'ordre des faits rapporte.

suivre la route qui conduit directement de la première à la dernière de ces villes lombardes. Il faut donc s'en tenir à ce que dit le panégyriste anonyme de Bérenger qui fait entendre que ce dernier n'opposa qu'une faible résistance à la marche victorieuse de son adversaire sur Vérone[301]), par ce qu'il se trouvait malade d'une fièvre quarte[302]).

Quoi qu'il en soit, à l'approche de l'armée ennemie, Bérenger s'était retiré de sa personne dans les montagnes du Vicentin, vers les sources de la Brenta[303]), laissant à ses lieutenants le soin de défendre Vérone. Le roi s'étant mis lui-même à l'écart[304]), Louis s'avança rapidement avec son armée au travers de la Lombardie et arriva devant Vérone vers la fin du mois de juin.

Cette antique cité illustrée par le séjour du grand Théodoric et des rois Lombards est traversée par l'Adige qui la partage en deux portions inégales, communiquant entr'elles par un magnifique pont en marbre. La portion située du côté du nord sur la rive gauche du fleuve est d'un accès difficile et formait comme une citadelle, couronnée elle-même par une ancienne basilique dédiée à l'apôtre St.-Pierre[305]). La ville basse située sur la rive droite ouvrit ses portes aux assiégeants, jugeant toute défense impossible; le capitaine Jean Braccacurta qui commandait pour le roi Bérenger dans la ville haute se

---

[301]) *Carmen panegyr.* lib. IV. ap. D. Bouquet, t. VIII. p. 126. „*Infaustus Veronæ etiam contendit ad arcem.*"

[302]) *Ibidem.* Quartanam patiens, nec tendere bellum (poterat) hostibus. *(supra.)*

[303]) Diplôme du roi Bérenger daté *in valle Pruviniano* (ROVIANA) en date du 26 mai 905 portant donation de la Villa *Canciagum* (ASIAGO, chef-lieu de sept communes dans le Vicentin, alors dépendant de la marche de Vérone). *(Muratori, Ant. Ital. t. I. p.* 1017.*)*

[304]) *Reginon. chr.* „Anno D. Incarn. 905. Hludovicus, filius Bosonis .... Berengarium (iterum) de Italia expulit. (*Pertz,* t. I. p. 610.)

[305]) *Liutprandi.* — *Antapod.* lib. II. c. 40. (*Pertz,* l. c. p. 295.)

laissa corrompre et livra la citadelle à l'empereur[306]), qui fix
sa résidence dans ce castel élevé où l'air était plus pur et d'o
son regard dominait sur toute l'étendue des vastes plaines d
Véronais[307]).

Le triomphe de Louis paraissait complet[308]), et le bru
s'était répandu que son rival avait succombé à la maladie do
on le disait atteint[309]). Entièrement rassuré par ce faux brui
il disloqua son armée dans les campagnes environnantes, et n
s'occupa plus que de la distribution des dépouilles enlevées
son ennemi mort ou fugitif. Les capitaines se relâchèrent
leur surveillance et les portes de Vèrone restèrent ouver
comme en temps de paix[310]). Cependant Bérenger qui, p
mieux assurer sa fuite, avait lui-même fait répandre le b
de sa mort[311]), entretenait des relations clandestines avec l'
que Adelhard qui lui était resté dévoué, ainsi que beau
d'habitants de la ville habitués au gouvernement ferme
bienfaisant de leur ancien maître[312]). Pendant qu'il entret
l'empereur dans une sécurité trompeuse, le perfide prélat

---

306) Ce capitaine nommé *Johannes Curtum Femorale* ou *Br*
curta, en francais *Courteheuse*, fut plus tard puni de sa félonie
Bérenger qui le fit mourir et confisqua ses biens qu'il donna au
nastère de *St.-Zénon* de Vérone. (*Muratori, Ann. d'Ital.* ad ann.

307) *Liutprandi, ubi supra:* „Ubi propter ecclesiæ amœnitatem
que munitionem Hludovicus manebat."

308) *Ibidem.* — „Hludovicus . . . . . . Veronam degeret, nihil
tans, nihilque mali suspicans . ." (*ubi supra.*) *Reginon chron.* ann
— „Ludovicus cernens nullum sibi resistere aut posse aut audere
tra quam oportebat de securitate præsumens." (*Pertz*, t. I. p. 61
309) *Carmen panegyr.* lib. IV. „Sustulit ipsum fama Berenga
lethi discrimina passum." (Pertz, t. IV. p. 207.)

310) *Carmen panegyr. ubi supra. Reginon. chr.:* „Hludovicus ea
pacis et quietis sunt coepit cogitare. — Absoluto itaque exercitu,
perpaucis Veronam (castrum) ingressus est, adhortante Adalhar
præfate urbis episcopo." (*ubi supra.*)

311) *Carmen panegyr. ubi supra.*

312) *Reginon Chr.* l. c. „Cives qui partibus ejus favebant."

certait secrètement avec Bérenger les moyens de surprendre Louis dans la citadelle[313]).

Guéri de sa fièvre par l'air pur des montagnes, le rusé Bérenger quitta furtivement sa retraite et accompagné d'une troupe hardie et bien armée de partisans, il s'approcha, à l'insu de Louis, des murs de Vérone dont les conjurés lui ouvrirent les portes[314]) dans la nuit du 20 au 21 du mois de juillet[315]).

L'empereur fut réveillé au point du jour par le retentissement des clameurs et des trépignements d'une masse de gens qui traversaient le pont de l'Adige pour surprendre la citadelle[316]). Frappé d'étonnement Louis s'enquit aussitôt de la cause de ce grand mouvement qu'il prit pour une insurrection populaire. On venait à peine de l'informer de l'imminence du danger que déjà l'ennemi se précipitait dans le castel, et l'empereur n'eut que le temps de chercher un asile dans le sanctuaire inviolable de la basilique de St.-Pierre[317]). Cependant l'un des conjurés connaissait sa retraite et il voulut sauver la

---

[313]) Cependant Reginon n'accuse pas formellement l'évêque Adelhard et dit: „*Cives hoc Berengario cum festinatione notum fecerunt.*“ (*ubi supra*). Mais plus haut il fait entendre que l'évêque avait tendu un piège à l'empereur en l'engageant à ne conserver autour de lui qu'une garde très-peu nombreuse, *cum perpaucis Veronam ingressus est, adhortante Adalardo Episcopo.* (supra.)

[314]) *Reginon. Chron.* ad hunc ann. — „Ille (Berengarius) nil moratus exactis undique copiis, Veronam pervenit. Si quidem cives qui partibus ejus favebant, portas civitatis ei aperientes . . . . (*ubi supra*). *Liutprandi*, l. c. „Berengarius noctu civitatem ingressus.“ (*ubi supra.*)

[315]) *Reginon* dit: „In mense augusto hæc nuntiatio regi facta est“ (l. c.) Mais *Muratori* (*Ann. ad hunc ann.*) fait voir que la surprise de Vérone eut lieu *XII Kalend. Augusti*, soit le 21 *juillet* 905.

[316]) *Liutprandi hist. l. c.* „Berengarius . . . . . clam Hludovico suis cum militibus pontem pertransiens in ipso aurore crepusculo hunc usque advenit.“ (*ubi supra.*)

[317]) *Ibidem.* — „Hludovicus qui clamore strepituque excitatus, sciscitatusque quid esset, in ecclesiam fugit.“

vie au malheureux prince[318]); mais craignant qu'il ne fût couvert et massacré par les satellites du roi qui le cherchai partout, il crut prévenir cet attentat sacrilège en faisant un pel à la clémence de Bérenger[319]). Il se présenta devant et rappelant à sa mémoire ces paroles de l'Evangéliste (Luc VI. »*soyez miséricordieux comme votre père est miséricordieux*, et il lui avoua qu'il connaissait la retraite de l'empereur, e supplia de respecter la vie de son prisonnier[320]). »Crois lui répondit le roi en faisant, allusion a sa parenté Louis, «que je sois assez insensé pour répandre le sang »lustre qui coule dans mes propres veines«[321]). Sur c assurance équivoque, Louis de Provence fut amené de Bérenger, qui, sans pitié pour la jeunesse de sa victime pour le caractère sacré que l'onction impériale avait impr sur son auguste front, ordonna qu'on lui crevât les yeux et accorda ensuite la liberté de se retirer en Provence[322]). C ainsi, dit un annaliste contemporain, que Louis fut privé une trahison et une surprise, non seulement d'un royau mais encore de la vue, à la fleur de son âge et au milieu

---

318) *Ibidem.* „. . . . . nullus eum, præter Berengarii militum un ubi esset, agnovit, qui misericordia motus, noluit hunc prodere, sed cela

319) Ibidem: „Timens vero isdem, ne ab aliis repertus proder vitaque multaretur, Berengarium adit, eumque ita convenit.“

320) *Ibidem.*

321) *Carmen panegyr.* lib IV. l. c. „. . . . . . crimina capto ne c ferte viro (Ludovico), generis quia sanguine pollet etc.“

322) Nous avons puisé les détails de la catastrophe de Vérone d le *panégyrique de Bérenger*, lib. IV. et dans l'histoire de *Liutpra* (*lib. II. cap.* 11.) qui présentent quelques variantes peu importan Ainsi le panégyriste anonyme prétend que l'attentat qui priva Lo de la vue eut lieu *à l'insu de Bérenger;* par contre Liutprand dit le roi donna l'ordre exprès: „*Oculos sibi auferre non solum ju sed compello.*“ Ce qui est confirmé par *Reginon* (*ad hunc ann.*) en termes: „*Berengarius . . . .* (*Ludovicum*) *dolo cepit et captum lum bus privavit.*“ (*Pertz, l. c.*). — *Sigonius* (*de regn. Ital. lib. VI.*) aj que Bérenger força Louis *à abdiquer* la couronne d'Italie: c'est sible, mais les écrivains originaux n'en disent rien.

plus brillant succès, tandis que Bérenger dont l'ambition avait depuis quelques années ensanglanté le sol de l'Italie, et éprouvé plusieurs défaites, remonta inopinément sur son trône par un attentat dont la barbarie ternit à jamais la gloire de son triomphe définitif[323]).

L'infortuné Louis rendu aux soins de quelques-uns de ses plus fidèles serviteurs, fut incontinent ramené en Provence malgré l'état de souffrances cruelles où le plongeait le traitement qui venait de lui être infligé[324]).

En apprenant la catastrophe de Vérone, l'armée provençale s'était débandée et avait pris au travers des montagnes diverses routes pour regagner ses foyers. Elle fut poursuivie et décimée au passage des Alpes par les troupes d'Adalbert, margrave d'Ivrée[325]). La triste mission d'achever la défaite de cette armée rompue à laquelle il venait, trois mois auparavant, de frayer le chemin de l'Italie, lui avait sans doute été donnée par le roi, son beau-père. Quoiqu'il en soit, il parait que le triomphe de Bérenger ne fut pas immédiatement suivi de la soumission de l'Italie, car ce prince se tint pendant longtemps sur les bords du lac de Garda[326]), et ne s'approcha de Pavie que vers la mi-juin de l'année suivante[327]). L'impuis-

---

323) Vide *Reginon Chron.* ad ann. 905. (Ap. *Pertz,* t. I. p. 611.)

324) Son retour en Provence est attesté par un diplôme daté de Vienne, *VII. Kal. Novembris anno V. Imperii d. n. Ludovici Augusti,* c. à. d. du 26 octobre 905. (et non pas 906, comme le disent *Charvet* l. c. p. 246, ni 904 comme le portent les *regestes de M. Böhmer*). Ap. D. *Bouquet,* t. VIII. p. 416. qui l'attribue mal à propos à l'empereur Louis II.

325) *Carmen panegyr.* lib. IV. „Nuntius at postquam sociorum ala-[illegible] aures (Ludovicum), lumine cassum, fugiunt inopes, passimque [illegible]..... Nec removere viros cessat..... fortis Adalbertus qui Appenninicolas (*Penninicolas*) turmas elicit.“ *(ubi supra.)*

326) Voyez divers diplômes de Bérenger datés de *Tulles* et de *Pe-[illegible]* sur le lac de Garde du 31 juillet au 3 août 905. (*Muratori Ann. d'Ital.* ad hunc ann.)

327) Diplôme de Bérenger daté *d'Olonna* près de Pavie du mois de

sance où il avait réduit Louis de Provence, n'empêcha pas le princes italiens de lui susciter plus tard de nouveaux concurrents qu'il ne put vaincre qu'en appelant à son aide les bande féroces des Hongrois auxquelles il ouvrit de nouveau les portes de l'Italie[328]), crime de lèse-nation qui fut promptement vengé par la mort tragique de ce vieux monarque assassiné par l'un des siens à Vérone, dans les mêmes lieux, où dix-sept ans auparavant il avait condamné son concurrent vaincu et prisonnier à être privé de la lumière du jour[329]).

Après le couronnement de Louis comme roi de Provence en 890, la reine Hermengarde, veuve de Boson, s'était retirée en Italie, soit pour gouverner les domaines immenses qu'elle venait d'hériter de l'impératrice Engilberge[330]), soit pour achever dans une pieuse retraite une vie remplie de vicissitudes et de fatigues, en prenant le voile dans l'abbaye de *St.-Sixte* et de la *Résurrection* fondée dans la ville de Plaisance par sa auguste mère. Sa retraite dans ce monastère fut marquée par le don qu'Hermengarde lui fit des vastes domaines qui ont form[é] depuis la principauté de Guastalla dans le territoire de Reg[gio]. Cette donation est datée de Plaisance même le 30 novembre 890[331])

---

juin 906. (*Muratori. Ant. Ital.* t. III. p. 7.) et non pas 905, com[me] l'indique Mr. *Böhmer*. (*Regest. Karol.* p. 126.)

[328]) Voyez *Muratori Ann. d'Ital.* ad ann. 922, 924.

[329]) *Ibidem* ad ann. 924. — Bérenger mourut assassiné dans l'ég[lise] de Vérone au mois de mars de cette année par un de ses famili[ers] nommé Flambert, en même temps que les Hongrois saccageaient [la] cité de Pavie.

[330]) Par son testament l'impératrice Engilberge avait ordonné q[ue] „si *Ermengarda* unica mea filia religiosa veste induerit ipsa provision[em] ejusdem loci (s. Sixti et Fabiani xenodochii infra urbis Placentinæ) m[eo] vice suscipiat..... pariter cum abbatissa, quæ tunc fuerit.... ger[at]. Post ipsius autem Ermengardæ transitum, filia ejus si fuerit in ip[so] monasterio, (decedante abbatissa quæ pro tempore fuerit) ipsa succ[e]dat et similiter de aliis quæ de ipsa linea filiæ meæ.... fieri volum[us]. (Ex *Campii* hist. Placentina, lib. VII. *Muratori* Ann. ad ann. 877.)

[331]) Donation faite au monastère de *St-Sixte* de Plaisance de [la] terre royale de *Guastalla* par „*Irmengarda, deo devota, filia bone me*

sous le règne de Guido, roi, puis empereur d'Italie, avec lequel elle parait avoir vécu en bons termes.

Le destin lui refusa la joie de voir la couronne de Charlemagne ceindre le front juvénile de son fils, mais par contre il lui épargna la douleur d'être témoin de ses désastres, et de la catastrophe qui, à la fleur de son âge, plongea ce malheureux prince dans l'obscurité du tombeau. La veuve de Boson, fille et mère des empereurs d'occidents, devenue simple religieuse à Plaisance[332]), était décédée depuis peu de temps lorsque Louis de Provence effectua sa première conquête de l'Italie, au mois de septembre 900. C'est ce qui semble résulter d'un diplôme de ce monarque daté de Bologne du 19 janvier de l'année suivante[333]) par lequel il confirma à l'abbaye de la Resurrection de Plaisance le don de la seigneurie de Guastalla, fait naguère par sa mère Hermengarde à ce monastère. L'empereur ayant été forcé en 902 d'abandonner l'Italie et de repasser en Provence, recueillit pieusement les restes mortels de

---

...tris Ludovici Imperatoris, qui professa sum vivere ex natione mea lege salica monasterio S. S. *Sisti et Fabiani* qui fundatum est intra civitate *Placentia* quas quidem augusta *Angilberga*, olim Imperatrix, *genitrix mea*, a fundamento edificavit. *Data pridie Kalend. Decembr.* (30 nov.) *anno D.* Guidonis *regis tertio, Indict. XI.* idest *anno Chr. DCCCXC. Actum Placentia.* (Ap. *Muratori. Ant. Ital.* t. I. p. 367). La 1. année du règne de Guido est prise depuis son couronnement à Langres en 888.

332) Quoique propriétaire de cette abbaye à titre de *bénéfice*, Hermengarde ne se qualifiait point d'abbesse, mais simplement *deo devota* ou religieuse; l'abbesse *professe* ou canonique, vivant alors, se nommait Adalburga ou *Adalburga. (ubi supra.)*

333) Dipl. Ludovici regis, Actum *Bolonia* •*XIV. Kalend Februarii, an. Incarn. D. DCCCC. Ind. IV. anno primo regni* (sui) *in Italia:* „..... pro anima *Avi* nostri *Hludovici* et *aviæ* nostræ *Angilbergæ* et genitricis (Irmengardæ) *nostræ.*“ (Apud *Muratori*, Ant. Ital. t. II. 205). Ce diplôme ayant été concédé à la prière de *l'évêque* de *Concordia* et non à celle d'Hermengarde, c'est une indice que celle-ci ne vivait plus alors même que la charte ci-dessus ne l'exprime pas positivement.

sa mère, les ramena à Vienne et les fit placer dans la cathéd
de St.-Maurice, à côté de ceux du roi Boson, son père[334])

Louis, auquel les contemporains donnent, depuis le désa
de Vérone, le surnom *d'Orbus*, ou l'Aveugle, ayant été ram
à Vienne par l'archevêque Rainfroi, l'évêque Isaac de Gren
et le comte Adalelme, ses conseillers les plus intimes et
plus fidèles, fixa dans cette antique et forte cité sa réside
ordinaire[335]). Grâce à sa jeunesse et à la force de sa const
tion, l'infortuné monarque se rétablit assez promptement
cruel supplice que ses ennemis lui avaient fait souffrir. Dè
mois d'octobre de la même année, il put reprendre la direct
générale des affaires de son royaume[336]).

Le respect traditionnel des peuples pour le sang de Cha
magne et pour le caractère auguste que le pontife romain
avait imprimé en donnant à Louis l'onction et la couronne
périale, ainsi que leur sympathie pour des infortunes non m
tées, lui conservèrent pendant toute la durée de sa vie le t
et la dignité d'empereur[337]), quoique cette dignité ne fût de
nue pour lui que le vain simulacre d'une puissance déchue.

---

334) Diplôme de Louis III, empereur, daté de Vienne, 26 oct.
restituant la terre de Fours, (*villa Fornis*) à l'église de St.-Mau
de Vienne, „*pro levamine et memoria genitorum nostrorum, qua*
corpora in eadem matre ecclesia fore noscuntur HUMATA." (*D. Bouq*
t. VIII. p. 416.)

335) *Frodoardi Chron.* ad ann. 931. (Apud D. Bouquet, t. VI
p. 186.)

336) Voyez le diplôme de Louis daté de Vienne, 26 octobre 9
(*supr.*) Les auteurs de l'art de vérifier les dates t. II. p. 428 pens
„que Louis ne fut pas tellement privé de la vue qu'il ne pût enc
tracer quelques lettres, se fondant sur ce qu'on a plusieurs diplô
de cet empereur de date postérieure, portant ces mots: „*manu prop*
subtus firmavimus." (Bouquet, t. IX. p. 686). Mais on sait que
souverains se servaient en guise de signature, d'une espèce de g
portant un *monogramme*, appliqué au bas de la charte; ce qui n'
geait nullement l'usage de la vue. L'un des derniers diplômes de L
se termine comme suit: — „*Et* . . . . . *monogrammate proprii nom*
subter firmavimus." — (Bouquet, l. c. p. 687.)

337) Voyez les diplômes et chartes de Louis III empereur, d

Pendant plus de dix années, la cour de Rome elle-même fusa de défaire son propre ouvrage et de combler les voeux ients du roi Bérenger qui aspirait à la couronne impériale ccident[338]). Mais enfin le pape Jean X. qui occupait alors chaire de St.-Pierre, réduit ainsi que le peuple de Rome à plus grande pauvreté par les dévastations des Maures établis r le Garigliano, dut céder à la nécessité en offrant la couronne impériale à Bérenger pour obtenir de lui qu'il délivrât patrimoine de St.-Pierre de la présence des pirates[339]). Le i s'étant effectivement rendu à Rome à la tête d'une grosse mée, y reçut des mains du pape l'épée et la couronne de Charlemagne le jour de pâques de l'an 916[340]).

Le règne de Louis, soit comme empereur, soit comme roi de Provence, se divise en deux périodes fort distinctes. La première qui fut marquée par d'éclatants triomphes suivis de cruels revers commence à l'élection de Valence et se prolonge jusqu'à la catastrophe de Vérone en 905. Pendant la seconde période qui s'étend jusques à sa mort, ce monarque conserva tous les attributs de la puissance royale; mais son état de cécité absolue l'obligea de déléguer l'exercice de son autorité aux principaux dignitaires de sa couronne. Cette autorité fut d'abord partagée entre Hugues, comte de Vienne, son proche parent, et le comte Theutbert, qui gouvernait les marches d'Avignon et de Provence[341]), et dont nous avons parlé. Après la mort

---

Bouquet, t. IX. p. 674 et suiv. — On trouve au chartulaire de l'abbaye de Savigny en Lyonnais une charte, sous le No. 24 de l'archevêque *Ratbaldo* de Lyon, souscrite par les évêques *Franco* de Genève, *Valo* d'Autun, *Gérald* de Macon, et *Agrinus* de Langres datée anno 907, anno VII. *Imperii D. Ludovici Imperatoris Augusti. (Bibl. publ. de Lyon.)*

[338]) *Muratori*, Ann. d'Ital. ad ann. 910. Le *panégyriste* de Bérenger dit que celui-ci n'avait pas voulu employer la force pour obtenir du pape la couronne impériale.

[339]) *Carm. panegyr.* lib. IV. (ap. *Pertz*, l. c.)

[340]) *Muratori* ann. ad ann. 916. — (*Ibidem.*)

[341]) Dipl. de Louis III, empereur et roi de Provence pour l'église d'Avignon de l'an 909: „Adeuntes serenitatem nostræ eximiæ potes-

de ce dernier (vers l'an 910) Hugues demeura seul depositai du gouvernement effectif de l'Etat sous le nom de Louis-l'Aveugl qui le créa DUC et MARQUIS et lui confia le commandem général de la Provence et la défense du royaume[342]).

Le prince se montra digne de l'autorité dont la confis de son souverain l'avait revêtu, en maintenant les sujets royaume dans l'obéissance et en refoulant sans relâche les des sarrasines dans leurs retraites du golfe de Grimaud[343]). est vrai qu'on lui reproche, non sans quelque fondement, d'a laissé subsister sur le sol de la Provence cette colonie de p tes, dont le nombre grossissait de jour en jour[344]). Cont de ce côté, ceux-ci se jetèrent avec d'autant plus de furie le Piémont et dans les Hautes-Alpes, où ils commirent d'aff ravages[345]). On suppose que le but de cette tactique d'accroître son pouvoir en se rendant de plus en plus néces dans l'Etat.

Hugues, comte ou duc des Provençaux, comme l'app un historien contemporain[346]), gouverna effectivement le royau sans rencontrer d'émule jusqu'à l'année 926, où il fut à tour appelé à occuper le trône d'Italie[347]). Mais en s'é gnant de la Provence pour aller prendre possession de la c

---

tatis, quidam spectabilis vir et *propinquus noster*, HUGO comes, si etiam THEUTBERTUS (comes) fidelis noster, etc.“ (Ap. *D. Bouq* t. IX. p. 684.)

342) Dipl. de Louis III pour les églises d'Avignon et de Val de l'an 911—912. „ad deprecationem inclyti *Ducis* et *Marchionis* n *Hugonis*.“ (*Ibidem*, p. 685.)

343) Voyez *H. Bouche*, hist. de *Provence*, t. I. p. 784.

344) *Liutprandi* hist. lib. II. cap. 11 et 12 ad ann. 906—913. (*Per* l. c. ss. t. III. p. 296.)

345) *Ibidem*. — *Chron. Novaliciense*, lib. V. ap. *Pertz*, ss. t. V p. 110 et suiv. — *Gioffredi* Alpi Marit, l. c. p. 285—286.

346) *Liutprandi hist.* lib. III. cap. 3. „Hugo Potentissimus et pientissimus Provincialium Comes.“ (*Pertz*, ss. t. III. p. 305.)

347) *Ibidem*. — *Frodoardi Chron.* ad ann. 926.

ronne qui lui était offerte, il laissa son frère, le comte Boson, en possession du crédit dont lui-même avait joui auprès de Louis-l'Aveugle, ainsi que de l'autorité qu'il avait exercée pendant plus de 20 ans dans le royaume[348]). On a lieu de penser cependant que l'empereur avait fait une espèce d'accommodement avec le duc Hugues et le comte Boson, ses cousins issus de germains, et qu'en leur abandonnant le gouvernement de la Provence, il s'était réservé celui du Viennois et du Lyonnais, au moins en ce qui concerne la disposition des domaines de la couronne[349]).

Les historiens modernes sont fort partagés sur l'époque de la mort de l'empereur Louis-l'Aveugle. Les uns pensent que sa vie ne se prolongea pas au-delà de l'an 924[350]), tandis que d'autres soutiennent qu'il vivait encore en l'année 934[351]). Ces deux dates paraissent toutefois également erronées. Il est vrai qu'aucun historien contemporain, aucun monument funèbre, ni aucun nécrologue à nous connu, ne mentionne le décès de ce souverain qui termina sa carrière dans la retraite et l'inaction forcée où l'avaient réduit sa cécité et sa mauvaise fortune. Il est certain qu'il vivait encore à la date du 26 août 928[352]).

---

348) Diplômes de Louis III. Empereur et roi de Provence, anno 911 et 920. „Hugo dux et gloriosus comes, nec non *Boso* (comes) frater suus.“ (Ap. Bouquet, t. IX. p. 685). „Boso venerabilis comes nosterque propinquus.“ (Ibid. p. 686.)

349) On remarque, par exemple, que l'Empereur dispose de certains biens situés dans ces deux provinces sans l'intervention du duc Hugues ou de Boson. (*D. Bouquet*, t. IX. p. 687—688, No. XX—XXI.)

350) *Bouche*, hist. de Provence, t. I. p. 783. — *D. Vaissette*, hist. de Languedoc, t. II. p. 532.

351) *Gall. Christ.* nov. ed. t. I. p. 642. *Pagi Crit.* ad ann. 911. No. 6. Il est vrai qu'on trouve dans le chartul. de Savigny (*cité plus haut*) une charte sous le No. 14. datée de la XXIX. *année de l'empire de Louis.* Mais dans cette charte ainsi que dans celles que rapporte le Gall. Christ. on a compté probablement les années de son règne depuis l'an 890, date de son élection à Valence, et non pas depuis son couronnement à Rome en 901.

352) *Charvet.* (hist. de l'église de Vienne p. 251) cite deux chartes

D'autre part, on a deux chartes de Hugues, roi d'Italie, doi l'une est datée de VIENNE du 12 novembre de l'an 928[353]), (l'autre de Valence du 28 du même mois et de la même année[354] Or l'histoire nous apprend que le retour soudain de ce roi d'It lie, n'avait pas d'autre but que de s'emparer du royaume d Provence, au préjudice de l'héritier naturel de ce royaume[355] Ces documents prouvent donc que Louis-l'Aveugle mourut ent le 26 août et le 12 novembre, et selon toute apparence da le courant du mois de septembre de l'année 928[356]). Il éta encore dans toute la force de l'âge viril et ne pouvait pas avo atteint la cinquantaine, puis que le roi Boson son père n'ava épousé la princesse Hermengarde, sa mère, qu'en l'année 87 On a remarqué d'ailleurs que Louis n'était probablement pa encore né à l'époque de la prise de Vienne en 882[357]). La mo prématurée de cet empereur fut sans doute hâtée par ses ma heurs et par les soucis que devait lui causer l'avenir précai du prince Charles, son fils et son successeur éventuel au trôn de Provence, dont le sort n'était point encore assuré et qu laissait privé de tout appui naturel et entouré d'ennemis q convoitaient son héritage[358]).

On a parlé du mariage de l'empereur Louis qui parait avo

---

du chartul. de l'Eglise de St-Maurice datées du VII des Kalend. (septembre *de la 28. année de l'empire de Louis.*

353) Charte de Hugues, roi d'Italie, data *Viennæ, pridie Idus n* vembris ann. D. Inc. 928. (Ap. *D. Bouquet*, t. IX. p. 690.)

354) Charte du même en faveur du monastère de *Romans-sur-Isèr* Dat. VII. Kal. decembris anno D. Inc. 928 regni *d. Hugonis* regis *tert* (in Italia) Indict. prima. Actum Valentia. (Chartul. de St.-Pierre (Romans. f. 38.)

355) *Frodoardi chron.* ad ann. 928. (Ap. *D. Bouquet*, t. VIII. p. 18

356) On doit supposer qu'il s'écoula un laps de temps de quelqu semaines entre la mort de Louis et l'arrivée à Vienne du roi Hugu qui se trouvait en Italie lorsqu'il en reçut la nouvelle.

357) Voyez le mémoire précédent.

358) Les intrigues qui écartèrent ce jeune prince du trône sera développées dans le mémoire suivant.

eu lieu dans l'intervalle des deux expéditions de ce monarque en Italie, c'est-à-dire entre les années 902 et 905[359]). Sur la foi d'un écrivain anglais du 13. siècle, on a prétendu qu'il avait épousé une fille d'Edouard l'Ancien, roi d'Angleterre, nommée *Egine*[360]), soeur d'Odgive ou Edgive, femme de Charles-le-Simple[361]). Mais cette alliance n'est fondée que sur une confusion de noms, comme l'a démontré un savant bénédictin du siècle passé[362]). Suivant un acte du chartulaire de l'Eglise de St.-Maurice de Vienne, de l'an 914, la femme de Louis-l'Aveugle se nommait *Ædila*, *Adeleth* ou *Adelaïde*[363]). Si cette princesse n'est pas mentionnée plus souvent dans les diplômes de l'empereur, son mari, c'est apparemment parce que les événements avaient empêché qu'elle ne fût couronnée comme reine et bien moins encore comme impératrice[364]). Il s'agit maintenant de découvrir à quelle famille cette reine appartenait, et pour cela nous sommes obligés d'anticiper de quelques années sur la génération suivante.

Conrad-le-Pacifique, fils et successeur de Rodolphe II, qui réunit le royaume de Provence à celui de Bourgogne-Jurane, donne dans plusieurs chartes non suspectes le titre de *con-*

---

359) C'est aussi l'opinion de *Charvet*, l. c. p. 251.

360) *Chorier* qui, le premier, a fait cette supposition (*Hist. génér. du Dauphiné*, t. I. p. 716), dit que cette princesse anglaise fut mariée à Louis en 923 ou 924 et ajoute qu'elle fut la mère du prince Charles, lequel à cette même date avait déjà atteint l'âge de majorité; cet anachronisme suffit pour réfuter l'erreur de cet historien.

361) *Willelmus Malmesbur*, hist. lib. II. cap. 6. „Tertiam sortitus est Ludovicus Aquitanorum princeps, de genere Caroli magni superstes.“

362) *Adila* ou Adèle, troisième fille d'Edouard dont parle le chroniqueur anglais, épousa réellement *Ebolus* ou Ebles, comte de Poitiers et duc d'Aquitaine (voy. *D. Vaissette*, hist. de Languedoc, t. I. p. 728.)

363) Charte du chartul. de St.-Maurice de Vienne, f⁰. 79, mentionnée par *Charvet*, *l. c. p.* 250.

364) Le IX. et le X. siècles nous montrent plusieurs femmes légitimes de souverains qui ne furent point couronnées quoiqu'elles portassent le titre de reine: on citera comme exemple *Adelaïde*, seconde femme de *Louis-le-Bègue*, et mère de *Charles-le-Simple*.

sanguineus ou cousin germain au prince Charles surnommé Constantin, fils de l'empereur Louis-l'Aveugle[365]). Cette proche parenté ne pouvait venir que du côté maternel, vu qu'aucun lien de consanguinité n'existait à ce degré entre Louis-l'Aveugle et Rodolfe II. père de Conrad, qui d'ailleurs avait pour mère la célèbre Berthe de Souabe[366]). On doit admettre par conséquent que la mère du prince Charles était fille de Rodolfe I., roi de Bourgogne-Jurane, et soeur de Rodolfe II[367]).

Cette alliance était d'autant plus naturelle que, les deux royaumes de Provence et de Bourgogne étant limitrophes, elle devenait le gage de la paix et de l'union entre les deux états et leurs souverains, comme le mariage d'Ingelberge, soeur de Louis avec le duc Guillaume-le-Pieux, l'était devenu entre la Provence et l'Aquitaine. D'autres circonstances viennent à l'appui des probabilités de cette alliance matrimoniale. Le nom d'Adeleth ou Adelaïde était fort usité et devint même célèbre dans la dynastie rodolfienne[368]). L'Empereur Louis, père du prince Charles, eut un second fils auquel on donna au baptême le nom de Rodolfe, son aïeul maternel[369]). Ainsi, jusqu'à preuve

---

365) Diplôme de Conrad, roi de Bourgogne-Jurane, en date de l'an 943. „Notum sit . . . . . quod *Carolus Consanguineus noster*, etc.“ (Ap. D. Bouquet, t. IX. p. 696). Item du même roi portant: „*Karolus comes consanguineus noster* etc.“ Dat. XV. Kal. Junii anno ab Incarn. D. DCCCCXLIII. Anno VI. regnante D. *Conrado* piissimo rege (sic), indict. prima). (Extrait de l'original aux archives de *l'abbaye de Cluny*. Coll. dipl. de *J. P. de Rivaz*, No. 51.)

366) Voyez le testament de la reine Berthe de l'an 962, dans D. *Bouquet*, t. IX. p. 667.

367) Rodolfe I.

Rodolfe II.	Adelaïde épouse de Louis l'Aveugle, empereur.
Conrad le Pacifique.	Charles prince de Vienne.

368) Ainsi l'on trouve *Adelaïde*, soeur de Rodolfe I, femme de *Richard-le-Justicier*, duc de Bourgogne; puis la célèbre *Adelaïde*, fille de Rodolfe II, et femme de l'empereur Othon-le-Grand.

369) Testament *d'Adelaïde*, veuve du duc Richard-le-Justicier de

contraire, nous admettrons que la femme de Louis-l'Aveugle, mère de Charles-Constantin et de Rodolfe, était propre fille de Rodolfe I, roi de Bourgogne Transjurane.

On a lieu de croire que cette reine survécut à l'empereur, son époux, et qu'après la mort de celui-ci en 928, les persécutions de Hugues, roi d'Italie, qui s'etait rendu maître du royaume de Provence, l'obligèrent, ainsi que Rodolfe, son fils puiné, à se réfugier auprès de la comtesse Adelaïde, veuve du duc Richard, sa tante maternelle et dont le mari était en même temps grand-oncle paternel de son fils[370]). Parmi les membres des deux familles qui souscrivirent le testament de cette comtesse daté de l'an 929, on voit paraître une fille de Rodolfe I, nièce de la testatrice, nommée *Juditha*[371]), nom qui rappelle celui *d'Adeleth*, donné à la femme de Louis dans le chartulaire de Vienne où l'on pourrait bien avoir mis un nom pour l'autre. Ce qui appuie cette conjecture, c'est qu'immédiatement après avoir mentionné cette princesse, la charte nomme Rodolfe, fils puîné de Louis[372]) qui ne survécut pas longtemps à l'empereur son père.

Indépendamment de ces deux fils appelés Charles et Rodolfe, dont on vient de parler, l'empereur Louis parait en avoir

---

l'an 929, souscrit par (Bouquet, t. IX. p. 693). Rodulfus *filius Ludovici Imperatoris.* Or au X. siècle il n'y eut qu'un seul empereur de ce nom, savoir Louis fils de Boson.

370) Voici le tableau de cette double parenté.

Conrad Comte de Paris. — N. N. (*mater.*)

Rodolfe I. roi 888. Adelaïde = Richard duc de Bourgogne. Boson roi 879.

Adelaïde épouse de Louis III. — Louis III Empereur.

Charles Constantin. Rodolfe.

371) Testament d'Adelaïde, *ubi supra.* „*S. Judithæ filiæ Rodulfi regis.*"

372) *Ibidem.* — „*S. Rodulfi filii Ludovici Imperatoris.*" Dès lors il n'est plus parlé de ce jeune prince dans l'histoire.

eu un troisième nommé *Geilinus* ou *Geilin*[373]), qu'on retrouve au milieu du Xe. siècle comme comte de Valence et de Die[374]). Le haut rang que ces rejetons de la dynastie des Bosonides, occupèrent sous le gouvernement des Rodolfiens, semble une nouvelle preuve de l'étroite alliance contractée entre ces deux familles souveraines. On ignore du reste si Louis eut des filles, et l'histoire ainsi que les documents contemporains ne fournissent que très-peu de renseignements sur la famille et sur la dernière période de la vie de ce souverain.

Louis-l'Aveugle fut en butte, comme son père, à l'envie et à la jalousie de ses concurrents. Le meilleur éloge que l'on puisse faire de c'est de remarquer que ses ennemis eux-mêmes ne disent point de mal de lui, à l'exception cependant du *panégyriste* anonyme de *Bérenger* qui fait entendre »que les moeurs du roi des Provençaux n'étaient pas irréprochables«[375]); mais Liutprand qui d'ailleurs fait un tableau si scandaleux de la corruption et des vices de son temps, ne reproche à Louis que les défauts inhérents à la fougue de son âge, à savoir trop de témérité et de présomption dans ses entreprises et trop peu de prévoyance dans leur exécution[376]). Il était encore dans tout l'éclat de la jeunesse et de sa mâle beauté, quand il entreprit pour la seconde fois la conquête de l'Italie. On assure qu'intimidés par le feu de son regard et la force athlétique de ses

---

373) Diplôme de Conrad-le-Pacifique de l'an 943, cité plus haut, souscrit par *Geilin*. »*Geilinus filius Ludovici presens fuit.*« (D. Bouquet, t. IX. p. 696, qui a lu *Gunicus*). D'autres ont lu *Gimio*. (*Scheidius Orig. Guelficæ*, t. II. p. 128). (Selon *Mr. de Rivas* l'original porterait *Ainricus*.)

374) Diplôme du même de l'an 956, ou plutôt 976. (Ap. *D. Bouquet*, t. IX. p. 697.)

375) Carm. panegyr. Berengarii, lib. IV. »....... Moribus temnendus Ludovicus erat.« (D. Bouquet, t. VIII. p. 125 et note *b*). Le témoignage de ce poëte, adulateur de son rival, est fort suspect.

376) *Liutprandi* hist. lib. II. cap. 11. ».... Nihil hæsitans, nihilque mali suspicans.« (*l. c.* p. 136.)

membres, ses bourreaux impitoyables furent obligés de le lier[377]) pour lui infliger le supplice qui devait le priver à jamais de voir la lumière du soleil. Tous les actes de Louis-l'Aveugle, doué par la nature d'un heureux caractère[378]), portent l'empreinte de sa générosité, de sa piété envers les églises et d'une justice égale envers les faibles comme à l'égard des plus puissants[379]) seigneurs du royaume. Aucune des chartes de ce prince ne renferme des indices d'un esprit soupçonneux ou tyrannique. La plupart concernent des donations gratuites ou des restitutions de possessions injustement enlevées à leurs légitimes propriétaires[380]). Mais dans la seconde période de son règne, sa bonté dégénère en faiblesse; il laisse prendre aux Hugonides, ses parents, un ascendant qui devient fatal à sa postérité, comme on l'expliquera dans le mémoire suivant.

4.

CHARLES CONSTANTIN

PRINCE DE VIENNE.

Charles, fils ainé de l'empereur Louis-l'Aveugle, roi de Provence, nâquit selon toute apparence en 904 ou 905[1]). Flo-

---

377) *Carmen panegyr.* lib. IV. »..... pulchros adimant oculos.« (l. c. p. 126.)

378) » *Bonæ indolis.*« (*concil. Valentinense*, l. c.)

379) Ainsi par exemple il porta en faveur de l'Eglise de Valence en 912 un jugement remarquable contre le comte Hugues, duc et marquis de Provence, son proche parent. (*Chorier. Etat polit.* t. II. p. 142.)

380) Vide *Bouquet*, t. IX. p. 674 et suiv.

1) *Charvet*, l. c. p. 252 croit que Louis ne se maria qu'après son aveuglement et que son fils *Charles* nâquit seulement en 906. Mais dès l'an 923 ou 924, ce jeune prince partagea l'autorité avec l'empereur son père, ce qui suppose qu'il avait au moins 18 ans. *Chorier, hist. générale du Dauphiné t. I. p.* 716, ayant supposé le mariage de Louis-

doard et les historiens qui l'ont suivi, donnent à ce prince le surnom de *Constantinus*[2]), quoique ce surnom ne se rencontre dans aucune charte qui le concerne. On suppose qu'il lui fut imposé par ces chroniqueurs pour le distinguer des autres princes français du même nom, qui vécurent comme lui dans le Xe. siècle[3]), à moins que ce prénom ne soit une allusion à son origine royale, et aux prétentions que cette origine pouvait faire naître en lui. Les espérances les plus brillantes et les plus légitimes entourèrent son berceau qu'ombrageaient plusieurs couronnes, et qu'enveloppaient les plis du manteau impérial. Mais non seulement Charles ne succéda point à son père sur le trône fondé par le roi Boson, son aïeul, il se vit encore frustré, au profit des ennemis de sa race, des vastes domaines héréditaires qui auraient dû lui appartenir en Italie, du chef de sa grand'-mère la reine Hermengarde[4]), et en outre, dépouillé par un parent non moins avide que puissant d'une partie de son patrimoine dans le royaume de Provence.

---

l'Aveugle avec Egine d'Angleterre qui ne pouvait avoir eu lieu que vers l'an 923 ou 924, est obligé de retarder la naissance de Charles-Constantin jusqu'en 924 ou 925. Mais on va voir, que ce jeune prince était déjà comte de Vienne à cette dernière date, et nous avons prouvé que l'empereur Louis, son père, était déjà marié en 914.

[2]) Frodoardi Chron. ad ann. 931: „KAROLUS CONSTANTINUS *Ludovici Orbi filius.*" (D. Bouquet, t. VIII. p. 186.)

[3]) *Charles-le-Simple*, mort en 929, *Charles* de Lorraine, fils puîné de Louis-d'Outre-mer, né en 953.

[4]) Après que Louis l'Aveugle eut été forcé d'abandonner l'Italie à son rival, Bérenger s'empara des possessions de l'impératrice Engilberge et de sa fille la reine Hermengarde, au mépris des garanties qu'il avait données à la première depuis son couronnement comme roi d'Italie. (*Muratori. Ant. Ital.* t. VI. p. 345). Il disposa entr'autres des abbayes de *S. Julia* de Brescia et de *St-Sixte* de *Plaisance* en faveur de *Berthe* sa seconde fille. (Voyez diplômes de l'empereur *Bérenger* du 12 mai 916. (*Böhmer's Regest. Karol.* No. 1354, et la charte de confirmation de Rodolfe II, roi d'Italie de l'an 924. (*Muratori. Ant. Ital.* t. II. p. 41.)

Lorsque ce jeune prince eut atteint l'âge de 18 ou 19 ans, l'empereur son père lui donna part au gouvernement du royaume, autant que le lui permit l'ambition jalouse du duc Hugues et de sa famille[5]). Celui-ci ayant été appelé en 926 au trône d'Italie, Louis se trouva plus libre d'agir suivant ses inclinations paternelles et investit solennellement son fils Charles du titre et du gouvernement de la ville et du comté de Vienne. C'est ce que prouve clairement un diplôme de cet empereur en date de Vienne du 25 novembre de l'an 927, par lequel ce souverain restitua à l'église de St.-Maurice de Vienne, soit à l'archevêque Sobon, coadjuteur d'Alexandre, la terre de *Cirisin*, dans le comté de Vienne[6]), laquelle avait été, mal-à-propos, réunie au domaine bénéficiaire des comtes de Viennois »..... *in comitali usu redactam*«, restitution qui eut lieu avec le consentement du prince Charles en qualité de comte de Viennois[7]).

Divers actes d'une date postérieure qui concernent ce prince ou qui émanent de lui-même, nous font voir que l'apanage qui lui avait été constitué par l'empereur, son père, comprenait, outre la ville de Vienne et le comté de ce nom, plusieurs territoires dépendants des comtés limitrophes de Tulins et de Salmorenc, situés en partie dans le diocèse de Grenoble. On doit se rappeler que les documents en question ne mentionnent que

---

[5]) Diplôme inédit de l'empereur Louis III en faveur d'un nommé *Bonus* (ou *Bonettus*), son vassal, octroyé à la recommandation de son fils Charles, »affectissimus filius noster KAROLUS« nostram suppliciter expetiit excellentiam, etc. .. Actum *Vienne* publice. a. d. incarnationis DCCCCXXIV, nonas Junii. Imperii D. nostri Ludovici anno XXIII. (Ex *autographo* in Archiv. Cluniacensibus die 23 nov. 1762. — (s.) *J. P. de Rivas*.)

[6]) *Cirisin*, près de St.-Symphorien d'Ozon, (arrondissem. de Vienne-Nord, Isère.)

[7]) Diplôme de l'empereur Louis III portant restitution à l'église de Vienne de la terre de CIRISIACUM *villam* du consentement de »*dilectus filius noster* KAROLUS COMES.« Datum ... *Vienne* publice. VIII. Kalend. Januarii (25 nov.) anno XXVII. Imperii D. Hludovici Augusti (i. e. anno 927). (Chartul. de Vienne, coté A. f°. 76 ex D. *J. P. de Rivas*, *Charvet*, l. c. p. 251. fragments.)

les minimes portions des domaines qui en furent détach au profit des églises et des monastères[8]; mais, comme de r son, ces documents ne disent rien des vastes possessions ten toriales qui continuèrent à faire partie de l'apanage du prin Charles. Les historiens du X[e]. siècle, qui, rarement du res et comme en passant, font mention de ce fils de Louis-l'Aveugl lui donnent le titre de *Viennæ princeps* ou prince de Vienn soit à cause de son extraction royale[9]), soit en raison de l' tendue de ses domaines patrimoniaux[10]).

On a vu qu'en apprenant la mort de l'Empereur Loui l'Aveugle (anno 928), le roi Hugues était revenu précipita ment en Provence pour s'emparer du royaume, et pour écarter le prince Charles, héritier naturel du trône occupé p son père et par son aïeul[11]). Depuis plusieurs années, Hugue comme duc des Provençaux, et les principaux membres de famille s'étaient emparés, sous le nom de Louis, de tous pouvoirs de l'Etat. Boson avait remplacé son frère, devenu d'Italie, dans le gouvernement de la Provence proprement d et le siège archiépiscopal d'Arles, était occupé par Manas son neveu[12]). Ratburne, cousin de Hugues, avait succédé à

---

[8]) A savoir d'un côté les territoires de *Ternay*, de *Communay* de *Cirisin* vers le Rhône, et de l'autre ceux de *St.-Genis*, sur le Guye au nord, de *Chatonnay*, de *la Côte St.-André* et de *Bressieu* au su lesquels se trouvaient répartis d. les trois divisions dynastiques Viennois (Département actuel de l'Isère) (*Art de vérif. les dates*, t. I p. 429.)

[9]) *Frodoardi Chron.* ad ann. 951 (apud D. Bouquet, t. VIII. p. »KAROLUS Constantinus Viennæ civitatis PRINCEPS, ... ex re genere natus.« (*Richeri* hist. lib. II. cap. 98. Ed. *Guadet*, t. I. p. 27

[10]) Ce prince, dans les actes de donation aux églises, répète so vent que ces dons ont fait partie de son patrimoine »*allodum meum* (*Arch. de Cluny.*)

[11]) Vide *Frodoardi* Chr. ad ann. 928). »Heribertus comes . . . proficiscitur in Burgundiam *obviam Hugoni Italiæ regi.*« (Ap. *D. Bo quet*, t. VIII. p. 186.)

[12]) *Gallia Christ.* nov. ed. t. I. p. 548. Il avait succédé vers l'an 9 à l'archevêque *Rostaing* dont on a parlé.

Bérillon, comme vicomte de Vienne. Enfin Sobbon, second
e ce dernier[43]), grand-prévôt de l'église de Vienne, venait
: nommé par le crédit des Hugonides coadjuteur de l'ar-
èque Alexandre, que son grand âge empêchait de prendre
au gouvernement de l'église et de l'état, et de soutenir
ement les prétentions légitimes du fils de son souverain
-aimé[44]).

Ces circonstances trop peu remarquées par quelques histo-
s modernes[45]), expliquent la nécessité où se trouva le prince
arles de céder à la puissance du roi Hugues et à l'ascendant
ercé dans toutes les parties du royaume de Provence par les
réatures de ce dernier. Dépouillé de son patrimoine et ex-
ulsé de Vienne par ceux qui, par reconnaissance, devaient se
ontrer les protecteurs de sa jeunesse, Charles-Constantin
chercha un asyle et un appui auprès de Raoul, roi des Français,
fils de son grand-oncle, le duc Richard-le-Justicier[46]).

Diverses complications politiques empêchèrent Raoul de
prendre, pour le moment, la défense de son neveu contre le
roi Hugues. Celui-ci avait mis dans ses intérêts Herbert, comte
le Vermandois, en lui donnant pour son fils Eudes, la princi-
uté de Vienne qu'il venait d'enlever à Charles-Constantin[47]).

---

43) *Baluze*, hist. d'Auvergne, t. II. p. 478.

44) *Charvet*, hist. de l'Eglise de Vienne p. 248—251. — L'archevê-
Alexandre fut le dernier *archichancelier* de Louis-l'Aveugle dans
yaume de Provence.

45) Elles répondent aux savants auteurs de *l'art de vérifier les da-*
(t. II. p. 429) qui s'étonnent du peu de sympathie manifesté par
rovençaux pour le fils de Louis-l'Aveugle.

46) Frères utérins

Boson roi de Provence, *Richard* duc de Bourgogne,
| |
uis-l'Aveugle, Empereur. *Raoul*, roi de France, anno 923.
|
les-Constantin, prince de Vienne.

47) *Frodoardi Chron.* ad ann. 928. „Hugo rex (Italiæ) habens
quium cum Rodulfo (Francorum rege) dedit *Heriberto comiti*
incipem Viennensem, vice filii sui Odonis.“ (*D. Bouquet*, t. VIII.
86.)

Le comte de Vermandois tenait dans ses mains le sort de Charles-le-Simple, compétiteur de Raoul au trône de Neustrie et il venait de faire sa paix avec ce dernier[18]) qui n'osa pas risquer une nouvelle rupture, en s'opposant au don que le roi Hugues venait de faire à Herbert. Au surplus, cette cession resta sans effet; Eudes de Vermandois ne posséda point le comté de Vienne, qui resta, pendant deux ou trois ans, entre les mains de l'usurpateur ou plutôt de l'archevêque et des vicomtes de Vienne qui avaient reconnu Hugues comme leur souverain[19]).

En attendant Charles-Constantin, âgé alors de 24 ou 25 ans, jaloux de signaler sa force et son courage, accompagna le roi Raoul, son parent, dans ses expéditions contre les Normands qui ravageaient l'Aquitaine, (anno 929 et 930)[20]). Le jeune prince se fit remarquer au milieu des plus vieux guerriers par son intrépidité et par ses succès, principalement dans une grande bataille livrée aux environs de Limoges, où ces pirates furent taillés en pièces[21]). C'est ainsi que le fils de Louis-l'Aveugle prouva qu'il était digne de monter sur le trône dont il fut écarté par la fatalité et par l'ambition de ses proches.

Le roi Hugues qui était retourné en Italie au commencement de l'année 929[22]), était retenu dans ce royaume par ses démêlés avec les ducs de Toscane, ses frères utérins, par le désir de se rendre maître du gouvernement de Rome, et par

---

18) *Richeri* hist. lib. I. cap. 54. (Ed. *Guadet*, t. I. p. 102.)

19) Depuis les deux chartes du roi Hugues en date de *Vienne* et de *Valence* des 12 et 25 nov. 928 rapportées ci-dessus, on ne trouve aucun document propre à nous faire connaître le sort de la ville de Vienne pendant les années 929 et 930.

20) *Richeri*, hist. lib. I. c. 56—57 et lib. II. cap. 98. (Ed. *Guadet*, t. I. p. 105, 106 et 270.)

21) *Ibidem*, lib. II. cap. 98. „*Karolus Constantinus* .... qui in superioribus piratarum tumultibus felici congressu *insignis multotiens enituit*.“ (loc. cit. t. I. p. 270.)

22) Hugues était de retour à *Pavie* le 12 mars 929. (Archiv. pour l'histoire de l'Allemagne mérid. t. V. p. 324. (*Böhmer's Regest. Karol.* p. 180.)

une conspiration suivie d'un soulèvement des principaux habitants de Pavie[23]). D'un autre côté Raoul, roi des Français, débarrassé de son concurrent par la mort de Charles-le-Simple[24]), s'était de nouveau brouillé avec le comte de Vermandois, auquel Hugues avait donné la principauté de Viennois[25]).

Après la défaite des Normands dans l'Aquitaine, le roi Raoul, en licenciant son armée[26]), avait permis à Charles-Constantin de rassembler un corps de volontaires avec lequel ce jeune prince se porta à l'improviste sur la ville de Vienne, où il parait qu'il entra vers la fin de l'année 930, en profitant de l'absence et des embarras du roi Hugues, qui ne revint en Provence que sur la fin de sa vie. Dans ces entrefaites le roi Raoul s'était rendu dans la Bourgogne Eduenne[27]). Ayant appris le succès du coup de main tenté par le prince Charles, il vint à Vienne au commencement de l'an 931, soit pour affermir par sa présence dans cette cité l'autorité précaire de son neveu, soit, comme l'assure un historien contemporain, pour contraindre celui-ci à se déclarer son vassal[28]). Ce monarque qui venait de soumettre les princes de l'Aquitaine, tendait, à ce qu'il parait, à détacher du royaume de Provence les provinces Lyonnaises et Viennoises pour les réunir à sa couronne[29]). Charles-Constantin, de son côté, sentait le besoin de se donner un appui contre les persécutions des Hugonides et principalement contre le comte Boson qui gouvernait la Provence sous le nom du roi Hugues, son frère. Il dut se rendre à la nécessité en

---

[23]) Voyez *Liutprandi hist.* lib. II. cap. 12 et 13 (D. Bouquet, t. VIII. p. 142 et 143) et *Muratori* Ann. d'Ital. ad ann. 929, 930, 931.

[24]) A Perrone, le 7 oct. 929.

[25]) *Richeri*, l. c. p. 106.

[26]) *Ibidem.*

[27]) *Frodoardi* Chron. ad ann. 930. l. c.

[28]) *Frodoardi, Chron.* ad ann. 931. „Rodulfus, Viennam profectus, Karolo Constantino, Ludovici orbi filio, qui eam tenebat, subjectionem pollicitante, revertitur Turonem. (D. Bouquet, VIII. p. 186.)

[29]) *Ibidem*, ad ann. 930. *Richeri*, hist. l. c. p. 106.

se donnant au roi Raoul[30]), qui satisfait de la soumission n
minale du prince de Vienne, s'en fut à Tours rendre grâce
tombeau de St.-Martin des succès qu'il venait d'obtenir[31]).

Sur ces entrefaites Hugues, roi d'Italie, découvrait
complot tramé par les princes italiens pour le chasser du trô
de Lombardie et pour rappeler Rodolfe II, roi de Bourgog
Jurane, qui l'avait occupé avant lui[32]), et qui déjà faisait
préparatifs pour répondre à ce nouvel appel[33]).

Hugues se hâta de déjouer ce complot en traitant secrètem
avec ce dangereux concurrent, auquel il céda ses prétenti
à la souveraineté du royaume de Provence, tandis qu'en échan
Rodolfe renonça en sa faveur à tous ses droits sur l'Italie
On développera dans le mémoire suivant les effets de cette i
portante transaction qui ajouta aux difficultés de la positi
des enfants de Louis-l'Aveugle, et ravit au prince Charles
peu d'espoir qu'il pouvait avoir conservé jusqu'alors de parve
au trône que son père avait laissé vacant[35]).

---

30) *Frodoard* seul garant que nous ayons du fait qu'il rapporte d'
leurs en termes laconiques et obscurs, n'explique point en quoi consi
la soumission de Charles-Constantin. *Richer* qui du reste n'en dit ri
nous fournit quelques lumières à cet égard en parlant de Loup, duc
comte des Gascons indépendants lequel s'engagea à servir le roi Rao
la guerre: „*Lupus regi militaturus occurrit ac provinciæ procuratione r
dita, rex libenter* (ei) *reddidit et a se principari concessit.*" *Richeri
l. I. cap.* 64. — On remarque effectivement que le roi Raoul en fais
dans une charte postérieure l'énumération des différents royaumes réu
à sa couronne, ne nomme ni la Provence, ni aucune des provinces
dépendaient de ce royaume. (Vide *Bouquet,* t. IX. p. 573.)

31) *Raoul* était effectivement rendu à *Tours,* le 24 du mois
mars de sa même année 931. (*ubi supra.*)

32) Dès l'an 922 à 926. (*Muratori* Ann. ad hunc annum).
dolfe II avait succédé en 912 à son père Rodolfe I.

33) *Liutprandi* hist. lib. IV. cap. 13. ap. D. Bouquet, t. VIII. p. 1

34) Ce célèbre traité est rapporté en peu de mots par *Liutpr*
(*hist. lib. IV. cap.* 13.) qui alors était attaché comme *Choriste* au
Hugues.

35) Le *P. Pagy. Crit. in Baron.* rapporte ce traité à l'année 9
mais *Muratori, Ann. d'Ital.,* fait voir qu'il eut lieu seulement en 9

Rodolfe par suite de ce traité occupa aussitôt les provinces situées entre la Savoie, le Rhône et l'Isère, qui confinaient à la Transjurane. Il parait même qu'il s'empara des forts qui dominent la cité de Vienne, et qu'il obligea Charles-Constantin à lui remettre cette ville et à se retirer dans les domaines qu'il possédait à l'intérieur. Quoiqu'il en soit, Raoul, qui se trouvait alors en Bourgogne[36]), apprenant ce qui venait de se passer au préjudice des droits qu'il croyait avoir acquis sur Vienne, se porta inopinément sur cette ville qui lui fut livrée par ceux qui en avaient la garde[37]). L'annaliste qui mentionne brièvement ce fait, ne nous dit point si ceux qui livrèrent la place au roi des Français, appartenaient à Rodolfe, ou si, comme il est plus probable, c'étaient des partisans du prince Charles[38]). Les documents du temps ne fournissent d'ailleurs aucun éclaircissement à cet égard.

Ce qui semble plus certain, c'est que les deux rois se disputèrent pendant deux ans la possession de Vienne, qui fut prise et reprise tour-à-tour par leurs partisans respectifs[39]). Mais enfin dans une entrevue qu'ils eurent avec Henri l'Oiseleur, roi de Germanie, en 935, Raoul, roi des Français, et Rodolfe II, roi

---

36) Le roi Raoul venant de la maison royale *d'Attigny-sur-l'Aisne* où il était encore le 18 décembre 933, se trouva à *Autun* le 23 du même mois, d'où il a pu arriver devant Vienne dans les derniers jours de la même année, ou au commencement de la suivante.

37) *Frodoardi Chron.* ad ann. 933. «Vienna Rodulfo (Francorum) regi, tradentibus eam his, qui eam tenebant, deditur.« (*D. Bouquet*, t. VIII. p. 188.)

38) Les savants auteurs de *l'Art de vérifier les dates* supposent, quoique sans preuves, que Charles-Constantin ayant *mécontenté* Raoul, celui-ci reprit Vienne à son neveu. (*t. II. p.* 429. *Art. Rois de Bourgogne.*)

39) Nous n'avons pas besoin d'avertir le lecteur que tout ce que dit à ce sujet Mr. Mermet (*hist. de la ville de Vienne, p.* 291 *et suiv.*), n'est fondé que sur la supposition absolument fausse, que Raoul, roi des Français et Rodolfe II, roi de Transjurane, sont une seule et même personne, supposition empruntée d'ailleurs aux mémoire de l'abbé de Mermilton, auquel on ne s'arrêtera pas davantage.

des Transjurains, son cousin-germain, firent entr'eux un traité d'amitié[40]) dont une des conditions parait avoir été, que la Province Viennoise resterait unie à la Bourgogne-Jurane, mais que la ville et la principauté de Vienne seraient rendues à Charles-Constantin.

Du moment qu'on admet avec nous que ce prince était né d'une fille de Rodolfe Ier[41]), on comprend que Charles ayant été relevé par ce traité du serment de fidélité qu'il avait dû prêter au roi Raoul[42]), n'eut aucune peine à reconnaître ensuite la souveraineté de la dynastie transjurane dans la personne de son oncle maternel Rodolfe II.

L'hommage prêté à cette nouvelle dynastie par le prince de Vienne, fut bientôt suivi de la mort de Rodolfe, qui laissa son fils aîné Conrad âgé de 13 ou 14 ans[43]), et par conséquent incapable de gouverner ses états par lui-même. Cet évènement fournit au roi Hugues un nouvel aliment à son ambition insatiable. Aussitôt qu'il en fut informé, il franchit les Alpes Pennines, et parut à l'improviste dans la Transjurane où il conclut les fiançailles de son fils Lothaire avec Adelaïde, fille de Rodolfe II, et se trouvant veuf lui-même, il épousa, dit-on, Berthe veuve du dernier roi de Bourgogne[44]), et mère de Conrad à

---

40) *Frodoardi Chron.* ad ann. 935. „*Rex* (Rodulfus) [illegible] ejus (Henrici I. regis germ.) properat colloquium ubi etiam *Rod[ulfus] rex Jurensis* interfuit, pactaque inter ipsos amicitia . . .“ (*D. Bouquet* t. VIII. p. 190.)

41) Voir le mémoire précédent concernant Louis-l'Aveugle.

42) On sait que Raoul décéda le 15 janvier 936, peu de mois après l'entrevue dont on vient de parler. D'ailleurs Charles-Constantin avait prêté hommage non à la couronne de Neustrie qui retourna bientôt aux Carlovingiens, mais au roi Raoul personnellement, comme son proche parent du côté paternel.

43) Rodolfe II décéda le 11 juillet 937. (Obituaire de Mersebourg en Saxe). Il n'avait épousé Berthe de Souabe qu'en 921. (Liutprand hist. lib. II. c. 16. l. c.), et celle-ci fut mère de Conrad.

44) Liutprandi hist. lib. IV. cap. 6. — *Diplôme de Hugues*, roi d'Italie daté, de *Curte Columbaria in Burgundia*, 12 décembre 937. (*Scheidius*, orig. Guelf. t. II. p. 141.)

d'Adelaïde. Ce double mariage avait évidemment pour but de s'emparer, sous le nom du jeune Conrad, du gouvernement de la Transjurane, et avant tout d'enlever à ce dernier les provinces allobrogiques qu'il avait naguères cédées à son père Rodolfe[45]) en échange de ses prétentions sur l'Italie. Charles-Constantin se voyait ainsi à la veille d'être chassé une seconde fois de sa principauté de Vienne par son ennemi le plus déclaré.

Cependant Hugues n'atteignit point le but qu'il s'était proposé. Conrad trouva un protecteur aussi puissant que redouté dans la personne *d'Otton*, fils et successeur d'Henri I[er], roi de Germanie. Il fit enlever le jeune roi de Bourgogne et le retint pendant quelques années à sa suite et sous tutèle[46]). Dans l'intervalle les états de Conrad furent administrés par la reine Berthe[47]), sa mère, assistée du prince Hugues, son oncle, frère puîné de Rodolfe II. sous le règne duquel il remplissait la charge éminente de comte-palatin du royaume[48]). Conrad fut généralement reconnu comme souverain, d'abord dans les provinces de Lyon[49]) et de Vienne[50]), et un peu plus tard dans la Pro-

---

[45]) C'est-à-dire les provinces Lyonnaises et Viennoises; voir ci-dessus à l'année 933.

[46]) *Frodoardi* Chr. ad ann. 940. „Otto, habens secum *Conradum, filium Rodulfi*, regis Jurensis quem jamdudum .... retinebat.“ (*Bouquet*, VIII. p. 194.)

[47]) Comme l'affirment les plus anciennes traditions de la Suisse romande.

[48]) Voyez le testament d'Adelaïde, veuve de Richard, duc de Bourgogne de l'an 929. (*Bouquet*, t. IX. p. 693.)

[49]) Pour ce qui concerne le *Lyonnais*, voyez les preuves dans notre *Essai sur la souver. du Lyonnais au* X. *siècle*. (Revue du Lyonnais, t. II. p. 353 et suiv.)

[50]) Pour le *Viennois* on citera: 1) Une charte *inédite* du cartulaire de *Romans-sur-Isère*, f°. 115, datée „*die Martis mense Augusti, anno primo regnante Conrado rege.*“ (*Ex Riv. Diplom. Burgund.* No. 41.) 2) Une charte du chartul. de Vienne f°. 44, rapportée par *Charvet* l. c. p. 251. datée „4 *Kal. octobr. anno* SECUNDO *regn. Conradi regis.*“ Anno 938 vel 939.)

vence elle-même[51]). L'histoire, d'accord sur ce point avec les chartes du temps, fait voir en outre que le prince Charles-Constantin resta en possession de la ville de Vienne et des domaines de son patrimoine situés dans le ressort de la province ecclésiastique de ce nom.

Louis IV, dit *d'Outre-mer*, roi des Français, qu'un parti nombreux et puissant avait appelé au trône après la mort de Raoul[52]), dans la pensée de gouverner l'Etat sous l'ombre de ce roi adolescent, se vit bientôt abandonné lorsqu'il voulut exercer le pouvoir par lui-même[53]). Après avoir été battu et mis en fuite par ses adversaires dans la Champagne[54]), il vint accompagné seulement d'un ou deux comtes, demander un asile à Vienne au prince Charles-Constantin, qui accueillit le roi fugitif avec tous les égards dûs à la majesté de son rang et à son malheur[55]). Plusieurs seigneurs de l'Aquitaine vinrent le trouver dans cette ville, et après quelques semaines de repos Louis se rendit avec eux dans l'Auvergne[56]), et sur les bords de la Loire pour reformer une armée.

Des historiens modernes d'un grand poids, jaloux de soutenir les prétendus droits de la couronne de France sur les provinces de la rive gauche de la Saône et du Rhône, appelées naguère *terres d'empire*, veulent voir autre chose qu'un acte d'hospitalité dans la réception faite à Vienne à Louis-d'Outre-

---

51) Voyez *Gallia Christ. nova*, t. I, passim.

52) Anno 936 (Bouquet, t. VIII. p. 322). Louis IV était fils de Charles-le-Simple et d'Edgive d'Angleterre, (voyez *Richeri, hist.* lib. II. cap. IV et suiv.) éd. *Guadet*, t. I. p. 126.)

53) *Richeri hist.* lib. II. cap. 6. l. c. p. 130.

54) *Ibidem*, cap. 26. l. c. p. 161. Cette défaite eut lieu dans l'automne de l'année 941. Le roi se réfugia d'abord à l'abbaye de *Tournus* (8 nov. même année, voy. *D. Bouquet, t. IX. p.* 593.)

55) *Frodoardi Chr.* ad ann. 941. — „Ludovicus rex a CAROLO-CONSTANTINO in VIENNA recipitur. (D. Bouquet, t. VIII. 195.)

56) *Ibidem.* Louis se trouvait le 5 décembre 941 au monastère de *Chanteuge.* (D. Bouquet, t. IX. p. 594.)

ner par le prince Charles[57]). Mais la manière dont s'exprime l'annaliste contemporain qui rapporte ce fait, ne permet pas de considérer cette réception comme le renouvellement de l'hommage que ce prince avait prêté au roi Raoul[58]).

Le séjour de Louis-d'Outre-mer à Vienne fut, d'ailleurs, suivi de près par le retour de Conrad, roi de Bourgogne-Jurane et de Provence dans ses états[59]). Dès le mois de mars de l'an 943, ce jeune souverain siégeait à Vienne ou dans les maisons royales des environs (*in pago Viennensi)*. Entouré des archevêques de Lyon et de Vienne, de plusieurs évêques ainsi que des comtes et des autres grands vassaux de la couronne[60]), il administrait publiquement la justice à ses nouveaux sujets. Une députation des religieux de Cluny se présenta à son tribunal et se plaignit à Conrad, que le prince Charles, comte de Vienne, contestait à leur monastère la propriété de certains domaines, situés dans le Viennois, qu'Ingelbert, frère de l'archevêque Sobbon leur avait légués par testament[61]). Ces domaines avaient été donnés autrefois à ce même Ingelbert, fils du vicomte Bérillon

---

[57]) *Voyez D. Vaissette*, hist. de Languedoc, (t. II. p. 63 et note XII. p. 551.)

[58]) *Frodoard* (ann. 933) parlant de la prise de Vienne par le roi Raoul s'exprime ainsi: „*Vienna Rodulfo regi* ..... DEDITUR.“ Ici (ann. 941) le même dit simplement: „*Rex* (Ludovicus) *in Vienna* RECIPITUR, le roi fut accueilli dans Vienne.

[59]) Savoir dans l'automne de l'an 942 au plus tard, comme le démontre une charte de *Ratburne*, vicomte de Vienne, datée du 1 oct. de cette année, *approuvée* et *scellée* par le roi Conrad. (*Cartul. de Cluny*, coté A, f°. 89. No. 17 ex *Rivas.)*

[60]) Diplôme de Conrad, roi de Bourgogne daté. „V. *Kal. Aprilis* (28 mars) (ex autographo), anno VI regnante domno *Chuonrado* piissimo rege.“ (Apud *D. Bouquet*, t. IX. p. 696, *ubi male ponitur V. Kalend. Julii)*. D'autres chartes du même roi font correspondre la 6. année du règne de Conrad avec l'année 943. (l. c.)

[61]) Voir la donation *d'Ingelbert* à Cluny, datée de l'an 942, dans *Baluze*, *hist. d'Auvergne*, t. II. p. 479. Ces domaines étaient situés sur la rive gauche du Rhône à *Ternay*, *Communay*, etc., entre Vienne et Lyon.

par l'empereur Louis[62]), père de Charles, auquel cette première donation pouvait n'être pas parfaitement connue et qui d'ailleurs n'avait probablement pas lieu de se louer de ce seigneur, partisan zêlé du roi Hugues, auquel sa famille était alliée. Quoiqu'il en soit, le prince Charles, reconnaissant lui-même que son opposition était mal fondée, y renonça et confirma la donation d'Ingelbert, en présence du roi qui ordonna qu'il en fût donné acte aux religieux de Cluny[63]).

Il ne parait pas néanmoins que ce jugement rendu contre lui ait privé le prince Charles des bonnes grâces de son souverain, puisque peu de jours, après à la recommandation de ce même prince, le roi Conrad donna à son chapelain *Herméréus*, à titre de bénéfice ecclésiastique, la chapelle de St.-Genis d'Aouste dans le Viennois[64]), qui faisait partie des domaines, que Charles-Constantin possédait comme comte de Vienne, dans ce quartier limitrophe de la Savoie et du Bugey.

Il est à remarquer en premier lieu que dans les deux chartes qu'on vient de rapporter, le roi Conrad affecte d'appeler Charles, son consanguin, *consanguineus*, adjectif qui dans le sens général veut dire issu de même sang, mais qui dans la

---

62) Voyez cette donation de l'empereur Louis III dans Bouquet, t. IX. p. 687 sous l'an 923.

63) „Notum sit ..... qualiter dei famuli ex Cluniaco monasterio, in presentiam nostram, *in pago Viennense*, proclamaverunt se quod Carolus *Consanguineus noster* illorum res quas Ingelbertus etc. ...... tradidit ..... injuste contendebat; ille autem ut audivit non se recte tenere, presentialiter dimisit omnem querelam, ... et illico ipsas cartas quas Ingelbertus fecerat, corroboravit, et in manu regis confirmavit. (*D. Bouquet*, t. *IX*. p. 696.)

64) Charte par laquelle le roi Conrad donne au chapelain Herméréus, la chapelle de St.-Genis (arrondissem. de La Tour du Pin, Isère) *situm in territorio Viennensi* „à la prière de Karolus Comes *consanguineus noster*.“ *Datum XV. Kal. Junii anno ab Incarnat. Domini. DCCCCXLIII. Anno VI. regnante Dom. nostro Conrado piissimo rege, Indictione prima.* (*Autograph. in archiv. Abb. Cluniacensis*) anno 1762. (Apogr. ex D. *J. P. de Rivas*, coll. diplom.)

basse latinité signifie ordinairement cousin-germain[65]). Cette parenté ne peut s'expliquer du côté paternel, ainsi qu'on l'a fait voir dans le mémoire précédent; elle provenait par conséquent du côté maternel: or la famille de Berthe de Souabe, mère de Conrad étant bien connue, il faut admettre que Charles-Constantin était allié à la maison régnante de Bourgogne-Jurane par sa mère Adelaïde[66]).

La seconde de ces chartes, ainsi que plusieurs autres que nous rapporterons successivement, où le prince Charles porte le titre de *comes*, comte[67]), supposent qu'il avait été maintenu par le roi Conrad dans la possession des bénéfices et de la dignité *(honores)* de comte de Viennois[68]), qui lui avait été conférée par l'empereur Louis son père au plus tard en 926. Ce prince figure en outre sous ce titre dans un grand plaît tenu à Lyon ou dans les environs au mois de mars, la VII[e]. année du règne de Conrad, par le comte ou margrave Hugues II, nommé plus haut[69]), où ce dernier, siégeant au nom du roi,

---

[65]) Le mot *consanguineus* est employé tantôt pour *patrueles*, enfants de deux frères; tantôt pour *amitini*, enfans du frère et de la soeur: c'est en ce dernier sens qu'il faut l'entendre ici.

[66]) Dans deux diplômes de la même année 943, le roi Conrad appelle également *consanguineus noster*, son cousin germain Hugues II, comte de Bresse ou de Lyon, lequel était fils de Hugues I, comte du palais de Bourgogne et frère puîné de Rodolfe II, dont on a parlé plus haut. (Voy. *D. Bouquet*, t. IX. p. 696.) et le *Testament d'Adelaïde de Bourgogne* de l'an 929. — *Ibidem*, p. 693.)

[67]) Diplôme du roi Conrad du 18 mai 943 cité plus haut. — „Conradus rex . . . . quicquid in mihi commisso regno juste ac recte agere videatur, confirmare valeamur: quapropter notum sit omnibus . . . qualiter Karolus Comes consanguineusque noster . . . . etc. *(ubi supra.)*

[68]) Il est d'ailleurs de règle que le dignitaire qui intervient directement dans une concession faite par le souverain, était comte ou dynaste du territoire où les biens octroyés se trouvaient situés, or il est dit dans la charte en question que St.-Genis „*capella in honorem sancti Genisii*“ est située *in territorio* Viennensi. *(ubi supra.)*

[69]) C'est mal à propos que les modernes (*art de vérif. les dates*, *t. II. p.* 481) confondent le margrave Hugues dont il est ici question,

jugea un procès entre Adémar, vicomte de Lyon et les re gieux de Cluny, assisté des comtes Charles de Viennois, Gu laume de Forez et Léotalde de Mâcon[70]).

On n'a jamais élevé aucun doute sur l'identité de ce com Charles, consanguin du roi Conrad, avec Charles-Constanti fils de l'empereur Louis-l'Aveugle dont il est souvent parlé da les historiens contemporains, tels que Frodoard et Rich Néanmoins cette question n'a pas encore été examinée de m nière à dissiper toutes les objections qu'on pourrait faire à c égard. Nous avons vu figurer ce prince sous le nom de *Kar lus Comes, filius noster*, dans une charte de l'empereur Lou son père, en date de l'année 927[71]). Plus tard ce même com Charles parait dans l'histoire sous la dénomination de *Karol Constantinus Viennæ princeps* en 931[72]). Puis il est mention avec le titre de *Karolus Comes in pago Viennensi* dans plusieu chartes du règne de Conrad des années 943[73]) à 963. Enfin l historiens cités tout-à-l'heure en parlent de nouveau sous l'

---

avec Hugues, dit *le Noir*, fils de *Richard-le-Justicier*. Le premier, va sal des rois Transjurains, était cousin-germain de *Conrad-le-Pacifiq* tandis que le dernier, vassal des rois de France, était cousin-germa de Rodolfe II. père de Conrad.

Conrad Comte de Paris.

Adelaïde épouse de Richard, duc de Bourgogne. — Rodolfe I. roi de Bourgogne.

Hugues le Noir duc de Bourgogne. — Rodolfe II roi — Hugues Comte palatin Bourgogne-Jurane.

Conrad roi de Bourgogne. — Hugues II comte et marquis de Bresse.

[70]) *Placitum Hugonis comitis et marchionis quo Ademarus vicec mes Lugdunensis, villam Thosciacum* dimittit monasterio *Cluniacen* in presentia *Leotaldi comitis*, Karoli Comitis, *Willelmi comitis*, et Dat. *V. Kal. Aprilis (28 mars) anno VII. regnante Conrado rege* (i. ann. 944. *Autogr.* in arch. Abb. Cluniacensi anno 1762). *Apogr.* in co dipl. *J. P. de Rivas.*

[71]) *Vide supra*, et apud *Charvet* l. c. p. 251.

[72]) *Frodoardi Chron. ad ann.* 931. (Bouquet, t. VIII. p. 186.)

[73]) Vide *supra* ad hunc annum et ap. *D. Bouquet*, t. IX. p. 696.

961 en l'appelant *Karolus Constantinus, Viennæ civitatis princeps*[74]). Dans ces divers documents qui tous appartiennent à la même portion du X°. siècle, CHARLES parait constamment sous ce nom baptismal, tantôt avec le surnom de *Constantinus*, tantôt sans ce surnom, mais toujours comme comte ou prince en Viennois, où nous le voyons faire divers actes d'autorité ou de propriété, soit à Vienne même, soit dans le territoire de cette cité métropolitaine. Ainsi, à moins de se refuser à l'évidence des chartes et des annales contemporaines, il faut tenir pour certain que Charles, comte en Viennois, cousin du roi Conrad, et Charles-Constantin, fils de Louis-l'Aveugle, sont réellement le même personnage historique.

Cependant la guerre civile continuait en Neustrie, entre les *Capétiens* ayant à leur tête Hugues-le-Grand, duc de France, et Louis-d'Outre-mer que le premier retenait depuis plus d'une année dans une dure captivité[75]). L'infortuné monarque n'avait même été relâché qu'à la condition de céder à l'usurpateur de son patrimoine la seule ville forte qui tenait encore pour lui[76]). Dans ce dénuement extrême, le roi des Français avait imploré l'assistance de son beau-frère, Otton-le-Grand, roi des Germains[77]), et celle du roi de Bourgogne-Jurane et de Provence[78]). Après avoir quitté les Alpes au mois d'août ou de septembre 946

---

74) *Frodoardi Chron.* ad hunc ann. — *Ibidem*, t. VIII. p. 207. — *Richeri*, hist. lib. II. cap. 98. l. c. p. 271.)

75) *Frodoardi Chron.* ad ann. 946. (Bouquet, VIII. p. 200). — *Richeri hist.* lib. II. cap. 51. l. c.

76) La forteresse de *Laon* où la reine Gerberge soeur d'Otton-le-Grand, et femme de Louis-d'Outre-mer s'était enfermée (*Ibidem*). Le domaine royal des Carlovingiens était alors réduit au mince territoire renfermé entre *l'Oise*, la *Marne* et la *Meuse*.

77) *Frodoardi chron.* ad ann. 946. l. c.

78) *Richeri hist.* lib. II. cap. 53. „(Ludovicus, rex francorum) Ottoni regi per legatos etc. Nec minus et ab rege Genaunorum *Conrado* copias petit, et accepit." (l. c. p. 204). Le nom de Genauni donné ici aux habitants de la Transjurane, pourrait être une altération de celui de *Gennabum, Januba* ou *Gennava*, donné par les anciens à la ville de

avec des forces considérables, Conrad hâtait sa marche vers la Belgique au secours de Louis[79]), lorsqu'il rencontra le roi Otton, qui de son côté avait passé le Rhin, et s'avançait dans la même direction à la tête d'une puissante armée[80]). On a lieu de penser que le prince Charles qui naguère avait donné à Louis des preuves non équivoques de ses sympathies et de son zèle[81]), prit une part active à l'expédition entreprise par Conrad, son propre souverain, pour remettre le roi des Français en possession de ses Etats[82]).

Sur ces entrefaites, d'autres ennemis bien plus prochains et plus dangereux menaçaient ses propres domaines d'une ruine totale. Nous voulons parler des Sarrasins cantonnés depuis près d'un demi siècle dans les gorges des Alpes maritimes. On a vu dans le mémoire qui précède celui-ci[83]), pourquoi, dans le temps où Hugues gouvernait le royaume sous le nom de Louis-l'Aveugle, ce duc des Provençaux avait toléré la présence de ces hordes malfaisantes dans les gorges de la Haute-Provence. Depuis lors (anno 926) elles n'avaient pas cessé de recevoir des renforts de leurs corréligionnaires, les Maures de l'Espagne et de l'Afrique[84]), et en peu d'années toutes les hauteurs de la chaine des Alpes depuis le Garde Frainet dans le golfe de St. Tropès *(Fraxinetum)*, jusqu'au mont-Maure *(Montem Maurum)* près de Gap[85]), furent couronnées d'enceintes fortifiées, recelant les produits de leurs rapines. De ces repaires

---

79) *Ibidem*, lib. II. cap. 54. p. 207. „Chunradus qui tunc ab Alpibus egressus, cum multa expeditione, Ludovico succurrere accelerabat."

80) „Otto rex cum exercitum per Belgicam duceret, obviat regi Conrado." *(Ibidem.)*

81) Anno 941, vide supra.

82) Plus tard en 951, Charles-Constantin soutint de nouveau personnellement la cause de Louis-d'Outre-mer. (*Frodoardi chron.* ad hunc ann.)

83) Voyez le mémoire No. 3. sur *Louis-l'Aveugle*, anno 923—926.

84) Voyez *Reinaud*, *Invasions des Sarrasins en France*, p. 159.

85) *Liutprandi* hist. libr. II. cap. 11 et libr. V. cap. 5—7. (Apud *Bouquet*, t. VIII. p. 136—149.)

élevés et presqu'inexpugnables, ces pirates exerçaient librement leurs affreux brigandages, d'un côté dans la Ligurie et le Piémont[86]), et de l'autre dans la Basse-Provence, où la terreur qu'ils inspiraient, paralysait toute résistance[87]). Le comte Boson, auquel Hugues, son frère, avait remis le gouvernement général de la Provence, en allant prendre la couronne à Pavie, avait été appelé en 931 en Italie par ce monarque qui l'investit du duché de Toscane[88]). Manassès, archevêque d'Arles, neveu de Hugues et de Boson I. avait remplacé ce dernier dans son gouvernement en-deçà des Alpes. Mais ce prélat ambitieux et avide quitta son siège en 935 pour aller gouverner les marches de Vérone et de Trente[89]). Les contrées maritimes se trouvèrent ainsi abandonnées sans défense aux déprédations des pirates qui se virent bientôt seuls maîtres du pays, à l'exception de quelques villes fortifiées et des châteaux où le peuple et les seigneurs s'étaient réfugiés[90]).

Pendant la minorité de Conrad qui n'avait pas encore été reconnu des Provençaux, c'est-à-dire vers l'an 942, le roi Hugues avait entrepris pour la seconde fois d'expulser les Sarrazins de leur citadelle de Frainet[91]). Mais au moment où cette entreprise allait être couronnée d'un plein succès, et où ces hordes de pillards, cernés dans leurs repaires, ne pouvaient plus lui échapper ni par terre, ni par mer[92]), Hugues apprit

---

86) *Liutprandi* hist. l. II. cap. 11. l. c. — *Chron. Novalicienses*, passim.

87) Entre les années 916 à 940. Les villes de *Fréjus*, *Toulon*, *Marseille*, *Aix*, *Gap* et *Embrun* furent prises et saccagées par les Sarrasins. (*Reinaud*, l. c. p. 161—176.)

88) *Muratori* Ann. d'Ital. ad hunc annum.

89) *Ibidem*, ad hunc annum.

90) *Liutprandi hist.* lib. II. cap. 11. „Tantus (Sarracenorum) timor invaserat universos (Provincialium populos), ut nullus esset, qui horum præsentiam nisi forte tutissimis præstolaretur in locis, etc. (*D. Bouquet*, VIII. 127.)

91) *Frodoardi Chr.* ad ann. 942. „*Rex* Hugo Sarracenos de *Fraxinido* eorum munitione disperdere conabatur. (*Ibidem*, p. 195.)

92) *Liutprandi hist.* lib. V. cap. 7. (*D. Bouquet*, t. VIII. p. 149.)

que Bérenger II, son compétiteur à la couronne, qui s'éta retiré en Allemagne, se disposait à rentrer en armes en Itali pour lui disputer la possession de ce royaume[93]). Alors n songeant plus qu'à sa propre conservation; il traita avec le Sarrasins et maintint ceux-ci dans toutes leurs positions, à l seule condition de fermer à son rival tous les passages des A pes conduisant en Lombardie[94]).

Ce pacte scandaleux ne fit qu'accroître l'audace des Sarra sins. Jusqu'alors leurs brigandages étaient restés plus ou moin circonscrits dans les provinces maritimes; mais depuis ce mo ment ces hommes de proie se répandirent dans l'intérieur de terres sur toutes les contrées voisines de la chaîne des Alpe depuis le mont Genèvre jusqu'au mont Saint-Bernard et dan les Grisons où ils avaient déjà paru précédemment[95]). De nom breuses colonies sarrasines occupèrent les gorges élevées d Briançon et d'Oulx[96]), la Maurienne, la Tarantaise, ainsi qu la vallée de l'Isère et le plateau des Bauges en Savoie[97]). Dan le même temps ces hordes payennes se rendirent maîtresses d la fertile vallée du Graisivaudan et saccagèrent la ville de Gre noble. L'évêque, suivi de son clergé, emportant avec lui le reliques des saints et les trésors de son église[98]) dut se retire vers le Rhône au bourg de St.-Donat dans le Viennois-Vale

---

93) *Bérenger II*, margrave d'Ivrée, sollicitait contre Hugues l protection et les armes d'Otton, roi de Germanie et de Hermann, du d'Alémannie ou de Souabe. (*Liutprandi*, l. c. cap. 4 et 5.)

94) *Liutprandi*, l. c. cap. 7. *Ibidem*, p. 149.

95) Vide *Frodoardi Chron.* ad ann. 936, 939 et 940. (*D. Bouque* t. VIII. p. 191, 193, 194). — *Rey.* Domination sarrasine sur la montagn du Grand-St.-Bernard. (Mém. de la société des Antiq. de France 184 t. VIII. p. 9 et suiv.)

96) *Cartul. Ulciensis.* Turcin 1753. p. X et suiv.

97) Voyez *Reinaud*, *Invasions sarrasines*, seconde partie, *passim* L'abbé *Bonnefoy:* Du séjour des Sarrasins en Savoie, dans les Mém de la société des Antiq. de France 1846. t. VIII. p. 239 et suiv.

98) Ce doit être l'évêque *Alcher*, successeur d'Isaac et qui assist en 944 au synode de Tournus. (*Chifflet*, hist. de Tournus, p. 128.)

nois[99]). Le bourg de Salmorenc ou Sermorens (près de Voiron) hef-lieu du comté dynastique de même nom, naguère aussi opuleux que célèbre par ses comices provinciaux, fut détruit ne se releva plus[100]).

Les vastes propriétés domaniales que Charles-Constantin rait dans ce comté, soit dans la région supérieure du Vienois, depuis la côte St-André jusqu'à St.-Genis sur le Guyer, prouvèrent le même sort, et la population des districts conaant à la Savoie et au Graisivaudan fut détruite par les Maus, ou se dispersa dans les terres voisines du Rhône[101]). Déossédé par ces barbares de la plus grande partie de son paimoine, le prince Charles chercha dans le tumulte des armes es compensations à la mauvaise fortune qui le poursuivait.

Dans le même temps Hugues, roi d'Italie, mourut en Proence, où son compétiteur, Bérenger II, l'avait contraint de hercher un refuge[102]). Sa mort délivra le prince Charles de on ennemi le plus ancien et le plus irréconciliable. Hugues aissait un fils nommé Lothaire, associé au trône d'Italie par on père auquel il ne survécut que deux ou trois ans. D'Adeaïde de Bourgogne, soeur du roi Conrad, Lothaire n'avait eu u'une fille nommée Emma[103]), ensorte que la descendance légiime des Hugonides se trouva éteinte dans les mâles à la seconde

---

99) Inscription de l'Eglise de St.-Donat portant le millésime de 954. *Reynaud Invas. Sarrasines*, p. 181.)

100) Cet ancien bourg a été remplacé plus tard par la ville de Tomox, chef-lieu du canton de ce nom. *(Isère)*.

101) Charte *d'Isarne*, évêque de Grenoble, successeur d'Alcher vers l'an 950, où on lit: „*Post destructionem Paganorum* (anno 967) ..... *paucos invenit habitatores in predicto episcopatu Gratianopolitano* ...“ (*Chorier*, *Etat. polit.* t. II. p. 69.)

102) Hugues de Provence, roi d'Italie, mourut au monastère de St.-Pierre (*Mont-Majour*) d'Arles le 12 avril 947. (*Muratori. Ant. Ital.* ad hunc ann.). — (*Hon. Bouche*, hist. de Provence, t. I. p. 795.)

103) Lothaire, fils de Hugues, roi d'Italie, mourut en 950, ne laissant qu'un fille nommée *Emma* qui épousa ensuite *Lothaire*, roi de France, fils de Louis-d'Outre-mer. (*Muratori* Ann. ad hunc ann.)

génération. Conrad-le-Pacifique fut alors généralement recoi comme souverain depuis l'Isère jusqu'à la mer de Proven ainsi qu'il l'était déjà dans le Viennois et le Lyonnais[104]).

Après la paix conclue (950) sur la Marne entre Louis d'Out mer et Hugues-le-Grand, duc de la France Neustrienne[105]), roi rassembla une armée pour contraindre les Aquitains à connaître son autorité et à recevoir pour leur duc, Guillau de Poitiers, dit *Tête d'Etoupe,* auquel il avait donné le g vernement de cette province au préjudice des héritiers de R mond-Pons, prince d'Aquitaine, qui venait de mourir[106]). P dant que Louis était campé avec son armée aux environs Mâcon[107]), »Charles-Constantin, prince de la ville de Vienn vint le trouver et lui offrit ses services[108]). C'était, dit l'his rien contemporain qui rapporte ce fait, un prince de race roy que les vicissitudes politiques et les fatigues de la guerre avai vieilli avant le temps[109]); mais il rachetait cette vieillesse a cipée par sa haute expérience et par la renommée de ses s cès contre les pirates[110]). Louis accueillit avec empressem les services du prince Charles, qui, suivant l'usage du tem se déclara son homme et lui engagea sa foi par serment[111]).

---

[104]) Vide *Böhmer. Regest. Karolor.* p. 142—143.

[105]) *Frodoardi* Chr. ad ann. 950. (Ap. D. Bouquet, t. VIII. p. 2

[106]) Voyez *Richeri, hist.* lib. II. cap. 39 (anno 944) et c. 98, ann. 951). Ce que dit cet historien confirme l'opinion de *D. Vaisse* (*hist. de Languedoc,* t. II. p. 85) sur cette expédition du roi des Fr çais dont *Frodoard* n'indique pas le motif.

[107]) *Richeri* hist. lib. II. cap. 98. „Cum (rex) in agro Matiscon sium castra figeret, etc.“ (l. c. t. I. p. 270.)

[108]) *Ibidem.* — „Occurrit ei (*regi Ludovici*) KAROLUS-CONSTANTI Viennæ civitatis princeps.“ etc. *Frodoardi Chron.* ad ann. 951. I „KAROLUS-CONSTANTINUS Viennæ princeps . . . . ad eum veniens . . . e

[109]) *Richeri, l. c.* „Hic (princeps) ex regio genere natus . . . . grandevus et multis bellorum casibus attritus.“ *Grandevus* parait si fier ici un homme de grande stature.

[110]) *Ibidem.* — „Hic . . . . . in piratarum tumultibus felici congre insignis multoties enituit.“

[111]) *Ibidem.* — „Karolus Constantinus ejusdem (regis Ludovici) e

Au premier aspect il semblerait que la démarche de Charles-Constantin fût une défection et même une félonie à l'égard du roi Conrad, son souverain légitime. Mais en considérant les moeurs du siècle et les exemples analogues qu'il présente, cette démarche paraîtra fort naturelle. Conrad, roi de Bourgogne-Jurane et de Provence était lui-même l'allié du roi des Français, à la délivrance duquel il avait contribué peu d'années auparavant[112]). Létalde, comte de Mâcon, que *Richer* appelle *princeps Urbis Vesontii*, prince de la cité de Besançon, se trouvait au camp de Louis d'Outre-mer en même temps que le prince de Vienne[113]). Il se déclara également l'homme du roi des Français, quoiqu'il fût vassal du roi de Bourgogne-Jurane pour les domaines qu'il tenait dans ce royaume[114]). Mais l'historien contemporain qu'on vient de citer, explique ce qu'il faut entendre par cette espèce d'allégeance; elle consistait principalement dans le service militaire[115]), sans préjuger aucune question de souveraineté territoriale, et sans entraîner, par conséquent, aucune forfaiture[116]). Le prince de Vienne et le comte Létalde s'enga-

---

citur fidem jurejurando pactus." Le mot *pactus*, employé ici par Richer suppose plutôt un traité d'alliance fait entre le roi et le prince de Vienne qu'un acte de soumission de la part de ce dernier.

112) Anno 946. (*vide supra.*)

113) *Richeri hist.* lib. II. cap. 98. l. c. „*Letaldus*, ejusdem (*Vesontii*) urbis *princeps.*"

114) Charte de *Létalde*, comte de Mâcon de l'an 943: „Nos *Leutaldus* comes et uxor mea . . . Berta, donamus alodum nostrum *in comitatu Lugdunensi*. Data mense Martio anno VI. *rege* CONRADO regnante, qui de eadem donatione præceptum jussit fieri et sigillo suo insigniri. (Cartul. de Cluny, coté A, f°. 88. No. 14. ex Rivaz. coll. dipl.)

115) *Richeri hist. l. c.* „*Letaldus* . . . princeps ad ejus (Ludovici regis) *militiam* sacramento transit." *Ibidem*. lib. III. c. 11. „*Fidem pro militia.*"

116) Cela est si vrai qu'on a une charte du comte *Létalde* datée de Besançon anno 951, Indictione IX, regnante CONRADO rege anno XV. (*Guillaume* hist. de Salins, t. I. pr. p. 8.) c. a. d. pendant le séjour que le roi Louis fit dans cette cité (voyez *Richeri*, l. c.). D'autres chartes de Létalde sont datées, tantôt des années du règne de *Louis IV*

gèrent l'un et l'autre, à faire la guerre pour le roi Louis; telle est suivant nous la conclusion à tirer de ce récit.

L'entrée de l'armée royale en Aquitaine fut retardée par les premières atteintes d'une longue maladie du roi Louis, qui obligé de laisser le soin de cette expédition à ses lieutenants se retira à Besançon[117]), où le comte Létalde lui donna une hospitalité généreuse[118]). Pendant ce temps la Septimanie et l'Aquitaine étaient en proie à un fléau non moins funeste qu'imprévu et qui peut bien avoir été la cause secrète de la brusque retraite de l'armée royale en Bourgogne[119]). Les Hongrois que Bérenger II avait attirés en Lombardie pour les opposer à Otton-le-Grand, son concurrent à la couronne d'Italie[120]), franchirent la chaine des Alpes maritimes au printemps de l'année 951, et traversant rapidement la Provence, ils s'étaient jetés dans le Languedoc où ils se livrèrent pendant tout l'été au meurtre et au brigandage le plus atroce. Gorgés de butin, ces barbares repassèrent les Alpes et regagnèrent leurs foyers[121]).

On doit supposer que les princes dont les domaines étaient menacés par cette invasion subite ne restèrent pas inactifs et

---

et de *Lothaire*, son successeur, tantôt de celui de *Conrad*, suivant les divers états que ces chartes concernaient. (Voyez Guillaume, l. c.)

117) *Frodoardi* Chron. ad ann. 951. Bouquet, VIII. p. 207. — *Richeri* hist. lib. II. cap. 98. l. c. „Willelmo Aquitanorum principe..., jussa regalia data.... rex in Urbem *Vesontium*... transit."

118) *Richeri*, l. c. cap. 99.

119) *Richeri*, l. c. cap. 99. „Cum (rex) ægritudine pressus, militaria curare non posset, Dux (Hugo) adeo jussus, exercitum reducit." *Richer* dissimule volontiers les circonstances peu glorieuses pour la mémoire de Louis.

120) *Liutprandi* hist. lib. V. cap. 15. (Ap. *Pertz*, s. s. t. III. p. 337.

121) *Frodoardi* Chr. ad ann. 951. „Hungari, ab Italia, transcensis Alpibus Aquitaniam ingressi sunt..... multis hanc regionem rapinis et internecionibus attriverunt. Sicque per Italiam reversi sunt in terram suam." (Bouquet, VIII. 207). *Richer* ne dit rien de cette invasion qui cependant coïncide avec l'expédition projetée du roi en Aquitaine.

présence de ce péril, et que parmi eux le duc Guillaume de Poitiers et le prince Charles-Constantin donnèrent de nouveau des preuves de leur énergie et de leur courage, en repoussant des frontières de leurs territoires les attaques furieuses de l'ennemi. Quoiqu'il en soit, après le départ des Hongrois, le prince de Vienne alla rejoindre en Bourgogne le roi Louis d'Outre-mer, que la fièvre y retenait encore[122]). C'est probablement sur les bords de la Saône où il rencontra le roi[123]) que Charles-Constantin fit stipuler une charte datée du mois de janvier 952, par laquelle ce prince donna à l'abbaye de Cluny la terre de *Communay*, située dans le comté de Vienne près du Rhône, avec tous les fonds et les serfs dépendants de cette terre patrimoniale *(allodus meus)*[124]). Ces domaines confinaient à ceux que cette célèbre abbaye possédait déjà à Ternay, par suite de la donation d'Engelbert, fils de Bérillon, vicomte de Vienne, et de la renonciation du prince Charles de l'année 943 dont on a parlé. Au pied de la donation de la terre de Communay, à la suite de la signature du donateur, se trouve celle du comte Létalde[125]), qui, par conséquent était présent, ainsi que le roi Louis lui-même qui l'approuva et ordonna qu'on y apposât son sceau royal[126]).

---

122) *Richeri* hist. lib. II. cap. 99. l. c. p. 273.

123) *Ibidem*, cap. 100. „Cum (rex) jam *Burgundiæ extrema* attingeret, etc. *Frodoardi* Chr. ad ann. 951. (i. e. ineunte januario anni 952.)

124) Donation faite par Charles, comte de Vienne à l'abbaye de Cluny, anno 952. „Ego, Carolus comes, dono de rebus juris mei .... Cluniaco monasterio ...... hoc est allodus meus et villa in *pago Viennense*, quæ vocatur Communiacus cum ecclesiis, etc.... pro remedio animæ meæ atque salute animarum genitorum meorum et propinquorum ... ea ratione ut dum advixero, teneam et possideam ...... sub censum 12 solidos etc. (*Cartul. de Cluny*, côté A, f°. 90. No. 18, ex Rivaz, *Coll. dipl.*)

125) „Signa Caroli *Comitis; Leutaldi comitis*, etc.“ *Ibidem.*

126) „*Data in mense januarii regnante Ludovico rege anno XVI qui de eadem donatione præceptum jussit fieri et sigillo suo insigniri.*“ — *Ibidem.* — On sait que la célèbre abbaye de Cluny était située dans

Le roi Louis d'Outre-mer étant rétabli quitta la Bourgogne pour retourner en France, accompagné du comte Létalde qui s'etait acquis la confiance de ce monarque par les soins qu'il lui avait prodigués pendant sa longue maladie[127]). Quoique l'historien qui rapporte ces détails ne fasse pas mention du prince Charles, il est très-vraisemblable que celui-ci suivit le roi, à l'exemple de Létalde auquel il parait avoir été attaché par des liens de parenté[128]), aussi bien que par la conformité de leurs tendances politiques. Le prince de Vienne s'était d'ailleurs engagé à combattre pour le roi des Français, contre ses ennemis intérieurs et extérieurs. Or Louis était appelé de rechef à prendre les armes pour réduire à l'obéissance Hugues-le-Grand, duc de la France Neustrienne, auquel la maladie du roi avait fourni l'occasion d'empiéter de nouveau sur l'autorité souveraine[129]).

Une nouvelle et formidable irruption des Hongrois, qui, cette fois, s'étendit depuis le Rhin jusqu'aux bords du Rhône, rappela le prince Charles à la défense de ses propres foyers, dans l'année même où la mort prématurée de Louis déliait le prince de Vienne des serments qu'il avait prêtés à ce roi des Français[130]). Profitant des troubles intérieurs qui divisaient l'Allemagne[131]), les Hongrois, conduits par les ennemis du roi Otton des bords

---

le Mâconnais, qui dépendait de la couronne de France; ce qui explique l'intervention du roi Louis dans la donation faite à cette abbaye par le prince Charles.

[127]) *Richeri*, lib. II. cap. 99. l. c. „Rex, post corporis reparationem cum Letoldo principe in Franciam redit.“

[128]) Effectivement on trouve dans les cartulaires de Cluny des chartes de *Létalde*, souscrites par le prince *Charles*, et réciproquement des actes de *Charles*, souscrits par le comte *Létalde*.

[129]) Vide *Frodoardi Chron.* ad ann. 951, 952. (*D. Bouquet*, t. VIII. p. 207—208.)

[130]) Louis IV, roi des Français, mourut à Rheims le 9 septembre 954, âgé de trente trois ans. (*Bouquet*, sur Frodoard, t. VIII. p. 209.)

[131]) Il s'agit ici de la révolte de *Ludolfe*, et du duc *Conrad*, le premier, fils, et l'autre, gendre du roi Otton-le-Grand. Voir *Frodoardi* Chron. ad ann. 953 et 954. (Apud D. Bouquet, t. VIII. p. 208—209.)

du Danube aux bords du Rhin, avaient franchi ce fleuve pendant le carême de l'année 954[132]). Après avoir saccagé la Lorraine, l'Alsace et la Haute-Bourgogne, ils se répandirent dans la Transjurane et sur les bords du Rhône, cherchant à se frayer un passage au travers des Alpes pour retourner chez eux par l'Italie. Mais tous les passages de cette chaine étaient occupés par les Sarrasins[133]). Les deux peuples payens dont l'un venait de l'orient et l'autre de l'occident se rencontrèrent dans ces hautes régions, comme deux nuées dans l'espace. Tandis qu'ils étaient aux prises les uns avec les autres, les Chrétiens, reprenant courage, tombèrent sur eux et en détruisirent un grand nombre[134]). Les Hongrois, quoique fort maltraités, parvinrent cependant à se frayer un passage et à gagner le versant opposé des Alpes.

L'annaliste de St.-Gall, qui est entré dans quelques détails plus ou moins vraisemblables sur cette rencontre des Hongrois avec les Sarrasins[135]), vante l'adresse et le courage du roi Conrad qui s'était mis à la tête des milices chrétiennes de ses états pour tailler en pièces ces hordes étrangères. Mais il ne nomme point les chefs qui combattirent sous les ordres de leur jeune roi. Il est permis de supposer que les princes et les seigneurs du royaume qui par leur rang et par le voisinage de leurs possessions, étaient appelés des premiers à se ranger sous la bannière royale de St.-Maurice, patron des Allobroges aussi bien

---

132) *Reginonis Chron continuat.* ad hunc annum: „Ungarii, ducentibus inimicis regis in quadragesima Rheno transito, etc.“ (Ap. *Pertz*, ss. t. II. p. 623.)

133) Vide *Frodoardi* Chr. ad ann. 951 et 954. (Apud *D. Bouquet*, t. VIII. p. 207—209.)

134) *Ekkehardi Casus St. Galli*, cap. V. „Nullo discrimine trucidentur Sarracenus et Ungar.“ (*Pertz*, ss. t. II. p. 110.)

135) Suivant les traditions du pays et les conjectures de Mr. Reynaud (*Invasions des Sarrasins*, *p.* 183—184), cet évènement aurait eu lieu dans la Savoie occupée alors par les Sarrasins. *Frodoardi Chr.* ad ann. 951: „*Sarraceni meatum Alpium obsident.* (*Bouquet*, t. VIII. p. 207.)

que des Transjurains[136]) prirent une part active à ce fait d'armes. Parmi ceux-ci, nous pouvons compter, sans trop hasarder, le prince Charles-Constantin qui avait déjà donné des preuves éclatantes de son expérience et de sa valeur dans des entreprises semblables[137]). Il est au moins certain que peu de temps après cette invasion des Hongrois ce prince résidait avec toute sa famille dans le Viennois où il s'occupait de l'administration de ses domaines patrimoniaux[138]). On a remarqué que les diplômes de l'empereur Louis-l'Aveugle, non plus que ceux du roi Conrad, ne donnent à Charles-Constantin que le simple titre de COMES, et que celui-ci n'en prenait pas d'autre dans les actes publics souscrits de sa propre main[139]). D'un autre côté les historiens contemporains le qualifient constamment de PRINCE DE VIENNE[140]), titre qui à la vérité était plutôt honorifique que dynastique, mais qui indique assez clairement que ce prince était considéré comme souverain indépendant de cette ville métropolitaine et de son territoire sous réserve de la suprématie royale[141]). Lorsque ce prince fut investi, à titre d'apanage, de

---

136) *Ekkehardus*, l. c. — „Ipse vero (rex CONRADUS), Deo et *S. Mauricio*, in cujus ense et lancea pugnabat, etc." — St.-Maurice était le patron de l'Eglise métropolitaine de Vienne comme aussi de celle de St.-Maurice d'Agaune en Valais.

137) *Richeri hist.* lib. II. cap. 98. l. c. p. 271. — Cet historien appartenait à la génération suivante, et en faisant mention (anno 951) de Charles-Constantin, il est probable qu'il résume sous la même date ses différents exploits contre les payens.

138) Voyez *l'Art de vérifier les Dates*, t. II. p. 429—430. *Don Clemencet* n'a consacré que quelques lignes à l'histoire aventureuse de Charles-Constantin; c'est à quoi nous avons tâché de suppléer dans ce mémoire.

139) Voir plus haut les chartes des années 927, 943, 944 et 952.

140) „*Viennæ civitatis princeps.*" *Frodoardi Chron. passim.* et *Richeri*, hist. lib. II. cap. 98. Ce dernier donne en même temps au comte Létalde le titre de *Vesontii urbis princeps*, prince de Besançon. (*Ibidem.*)

141) *Richer.* lib. II. c. 39, parlant de Reymond, duc ou prince de Gothie, dit: „*Rex administrationem ei dedit . . . . . ac principari constituit.*"

la ville et du comté de Vienne par son père[142]), l'administration civile et militaire de cette cité et de sa banlieue se trouvait par le fait, entre les mains des VICOMTES de Vienne, issus de la race de Bérillon, élevé à cette charge par la protection toute puissante du duc Hugues, son parent, sous le règne de l'empereur Louis-l'Aveugle[143]).

Le vicomte Bérillon avait eu pour successeur son fils Ratburne, partisan zélé, comme son frère, l'archevêque Sobon, du roi Hugues dont il était le représentant dans le Viennois[144]). Il est très-vraisemblable que ce vicomte avait été contraint de se reconaître le vassal du prince Charles-Constantin, lorsque Raoul, roi des Français, vint à Vienne en 931, pour recevoir lui-même l'hommage de ce prince[145]). Ratburne fut néanmoins confirmé dans son office de vicomte et dans la possession des prérogatives et des bénéfices héréditaires qui y étaient attachés par le roi Conrad dès les premières années de son règne[146]). Ce nouveau roi de Provence était obligé de ménager les partisans du roi Hugues, devenu l'époux de Berthe, sa mère, et le beau-père d'Adélaïde, sa soeur, aussi bien que le prince Charles, son cousin germain, et il parait avoir tenu la balance égale entre ces deux races rivales qui se disputaient le pouvoir dans la ville de Vienne et se partageaient la possession du territoire environnant[147]).

Tel était dans cette province l'état des partis, lorsque vers

---

142) Anno 927. *Vide supra.*

143) Diplôme de Louis-l'Aveugle de l'an 902 (ou 903). *Charvet,* l. c. p. 240.

144) Charte de Hugues, comte de Vienne, de l'an 912, sóuscrite par *Ratburnus Vicecomes.* (*Charvet,* l. c. p. 249). Charte de Ratburne, vicomte de Vienne, de l'an 942. (*Mabillon,* Ann. Bened. t. III. p. 458.)

145) *Vide supra ad hunc annum.*

146) Vide *Mabillon,* Ann. ad ann. 942. loco supra citato.

147) Voyez ci-devant le jugement rendu par le roi Conrad en 943 entre le *comte Charles* et l'abbaye de Cluny au sujet de l'héritage *d'Engelbert,* frère de Ratburne et de l'archevêque Sobon. *D. Bouquet,* t. IX. p. 696.)

l'an 960 environ, Conrad roi de Bourgogne et de Provence jugea à propos de transférer sa résidence ordinaire des bords du lac Léman dans la cité de Vienne, où il fixa le siège principal de son gouvernement[148]). Cette translation parait avoir été suivie d'un changement marqué dans la nature des pouvoirs exercés jusqu'alors par le prince de Vienne dans cette cité, changement qui eut une grande influence sur le sort de sa royale postérité, dont l'éclat fut obscurci par celui de la dynastie rodolphine.

En devenant la demeure habituelle du souverain et de sa cour, l'ancienne capitale du royaume de Provence recouvra le lustre qu'elle avait perdu depuis la mort de Louis-l'Aveugle[149]). Mais en même temps le commandement supérieur de la ville de Vienne, la garde des châteaux forts et des palais renfermés dans sa vaste enceinte, passèrent des mains du prince de Vienne dans celles du comte Palatin *(comes palatii regis)*, représentant direct de la personne du souverain[150]). Ce changement important eut lieu de plein droit, en vertu de la prérogative royale[151]), et sans qu'on puisse le considérer comme une disgrâce du prince Charles. Il eut néanmoins pour effet de restreindre le pouvoir que ce prince n'avait partagé jusqu'alors qu'avec l'archevêque[152]). Depuis ce moment les comtes héréditaires de Vienne n'occupèrent plus que le second rang dans le

---

148) Vide *Böhmers Regest. Karol.* p. 142 et sequ.

149) De ville *comtale*, comme Valence etc., Vienne redevint *cité royale*, comme elle l'avait été sous Boson et Louis, son fils.

150) Sous le roi Conrad en 943, cette haute charge était occupée par un seigneur Transjurain, nommé Ulric, „*Odolricus comes palatii.*" (*D. Bouquet*, t. IX. p. 696.)

151) Ce droit souverain est rappelé dans une bulle de l'empereur Frédéric I. de l'an 1153. „*Præfatæ enim* (civitas Vienna) *regiæ Cathedræ . . . . . nullum præter nos debet habere possessorem, quandiu adsumus.*" (*Bourchenu*, mém. pour l'hist. du Dauphiné, p. 140, *ex registro Delph. Pilati*).

152) Les domaines de l'Eglise archiépiscopale de Vienne étaient affranchis *(immunes)* de la juridiction ordinaire des comtes de Vienne, en vertu de la charte d'immunité octroyée par l'empereur Louis-l'Aveugle à l'archevêque Rainfroi, en 904. (*D. Bouquet*, t. VIII. p. 415.)

gouvernement de la cité et de son ressort immédiat; leur autorité se trouva, par le fait, réduite à l'exercice de la juridiction seigneuriale sur leurs propres vassaux (*homines de potestate comitali*) et dans certains quartiers de la ville et de ses faubourgs[153]). Au X. siècle elle renfermait dans ses anciennes murailles plusieurs palais[154]) qui reçurent différentes destinations. L'empereur Louis-l'Aveugle avait habité de préference le palais de Saint-André, contigu au monastère inferieur de ce nom[155]). Il y a toute apparence que ce palais fut compris dans l'apanage que cet empereur constitua au prince Charles, son fils. Un fait qui est plus certain et qui vient à l'appui de cette conjecture, c'est que Hugues, depuis roi d'Italie, n'étant encore que comte de Vienne, bâtit hors des murs de la ville dans le faubourg de Fuissins qui lui appartenait, un palais et un monastère[156]), qui subsistèrent sous le nom de St.-Pierre-des-Vignes[157]).

---

153) Dans un document plus moderne, du 13. siècle, il est dit que „*Comites Viennenses habent juridictionem Viennæ super homines qui morantur penes eos comites et in rebus eorum.*“ (*Bourchenu de Valbonnais*, mém. pour l'hist. du Dauphiné, p. 28.)

154) On en comptait cinq, savoir: 1) *Castellum civitatis* vel *superior* alias *Pupetum;* le Château de PIPET sur la colline de ce nom. 2) *Domus vel Palatium ad Canales;* le palais des CANAUX dans la moyenne ville. Aujourd'hui le théâtre. 3) Le *palatium St.-Andreæ* près de l'abbaye de St.-André-le-Bas et des bords de la Gère. 4) *Palatium St.-Petri inter vineas* dans le faubourg de *Fuissins*, sur l'emplacement actuel de la recette générale. 5) Enfin *Palatium publicum*, le *Forum*, le palais de Justice, autrement dit *Notre-Dame de Vie*, aujourd'hui le Musée. (Voir *Rivallii*, de Allobrog. — *Chorier*, Antiq. de Vienne. — *Mermet*, hist. de Vienne, *passim*.)

155) Dipl. de l'empereur Louis III de l'an 912. „Dum resideret domnus ac gloriosus Ludovicus, imperator Aug. apud Viennam in *palatio beati Andreæ* apostoli, etc. (Apud *Chorier*, état polit. t. II. p. 142.)“

156) Charte de *Hugo, comes et marchio* de l'an 924 env. „Monasterium in propriis juris mei prædiis, *Sancti Petri*, secus muros Viennæ civitatis, etc. (*D. Bouquet*, t. IX. p. 689.)

157) *Palatium apud templum St-Petri inter vineas.* Il appartenait au XIII siècle au comte de Vienne-Mâcon. (*Rivallii de Allobrog.* p. 435.)

Quoiqu'il en soit, le château de Pipet *(castellum civitatis)*, qui dominait toute la cité et le palais des Canaux *(palatium vel domus ad Canales)*[158]) devinrent la demeure du roi Conrad et de son successeur[159]). En même temps les métairies et les terres *(villæ, curtes regiæ)* que le fisc possédait dans l'ancienne enceinte de la ville romaine et dans un rayon de cinq à six lieues à l'entour, affectées à l'entretien du souverain et de sa maison, furent incorporées à la mense royale sous le titre de comté palatin, *(comitatus fisci)* de Vienne, et placé sous l'administration directe du comte du palais[160]), dont la dotation fut en partie assignée sur les revenus de ce comté fiscal[161]).

Le partage de l'autorité dans la ville de Vienne et du territoire de l'ancien comté carlovingien de ce nom entre plusieurs comtes, remonterait donc déjà au règne du roi Conrad-le-Pacifique. Il y eut dès lors dans cette ville deux comtes, qui retinrent l'un et l'autre le nom de VIENNE, savoir le COMTE PALATIN ou supérieur et le COMTE DYNASTIQUE ou inférieur[162]), sans compter

---

158) C'est-à-dire qui était bâti sur la voie romaine, *Canalis*. (Voir *Du Cange*, h. v.)

159) Donation de Rodolfe III fils et successeur du roi Conrad à l'Eglise de Vienne de l'an 1023: „*Castellum civitatis* quod dicunt *Pipet* et *mansiones ad Canales* (ex Epitaph.). (Ap. *Scheidius Orig. Guelfici*, t. II. p. 157—167.)

160) Ibidem. „Castellum .... palatium cum omnibus appendiciis suis infra civitatem et extra [quæ erant de fisco regali (ex Epitaph. Rodulfi regis)] ..... et quicquid nostro usui ... per manus ministeriorum nostrorum (palatii) ...... solvantur.“ Cet établissement remontait évidemment au règne de Conrad, père de Rodolfe.

161) C'est ce comté fiscal (*viennensis comitatus*) que Rodolfe III donna en 1023 à l'archevêché de Vienne. (*Ibidem.*)

162) On lit dans le REGISTRE DELPHINAL fait du commandement de Louis XI. par *Matth. Thomassin*, anno 1456, f⁰. 209. „Tradunt scripturæ antiquæ quod in dicto regno Viennæ erant DUO COMITES videlicet Dux Burgundiæ qui erat *maior* (i. e. *palatinus*) *comes*, et *alius comitatus* spectabat ad primogenitum illorum de Vienna. Isti duo comites erant DOMINI temporales dictæ CIVITATIS VIENNÆ. (*Biblioth. publ.* de Grenoble).

les VICOMTES de Vienne dont on parlera ailleurs. Il paraîtrait même que ce partage subsistait encore au moment de la réunion de Vienne et du Dauphiné à la couronne de France, c'est-à-dire au milieu du XIV. siècle[163]).

Sous l'empire du nouvel ordre de choses établi par le roi Conrad dans la ville de Vienne, le prince Charles se retira dans l'intérieur du pays sur les terres de son apanage, où son autorité n'était point contestée. C'est ce que nous apprennent deux chartes de ce prince[164]), par lesquelles il confirme les ventes faites par quelques-uns de ses vassaux *(servientes)* à un chanoine de St.-Maurice de Vienne, nommé Vuarnier, de divers fonds consistant en courtils ou meix et vignes situées en Viennois *(in pago Viennense)*, dans le canton *(ager)* du Revantin au midi de la ville de Vienne[165]). Ces chartes, de même que les précédentes, montrent clairement que le prince Charles exerçait réellement dans la portion du Viennois qui lui avait été donnée en apanage par l'empereur Louis, son père, les pouvoirs publics attribués aux comtes dynastiques ou bénéficiaires du pays *(comites pagorum)* et que ces pouvoirs avaient été confirmés en sa faveur par le roi Conrad, sous l'autorité duquel les actes susmentionnés furent accomplis[166]). Les domaines héréditaires, com-

163) L'archevêque Jean de Poitiers associa le Dauphin Louis (XI.) à la juridiction de Vienne en 1450. (*Rivallii de Allobrog.* p. 522.)

164) Ces deux chartes importantes dont nous avons la copie sous les yeux, sont rapportées en substance par les auteurs de *l'art de vérifier les dates*, t. II. p. 430 de l'Ed. in-fol.

165) *Ibidem.* — „*In pago Viennensi, in agro Repentinis, in villa Brociano superiore.*" On trouve en Viennois deux localités auxquelles on peut rapporter ce nom, savoir *Bressin* sur le Rhône, dans la commune de *Revantin* (Canton de Vienne sud, Dépt. de l'Isère), et le village de *Brezins*, dans la plaine élevée de la *Côte St.-André*. Guichenon (hist. gén. de Savoie, t. I. p. 166.) croyait que *Brociano* répondait à *Bressieu*, chef-lieu d'une ancienne baronnie du Viennois.

166) Titres non inventoriés des archives de Cluny, acte daté du XIV des Kalendes de Juin (18 mai) de l'an 960 environ. — „Ego Karolus comes qui *potestatem* habeo de prædictis servientibus et de rebus illorum...... Si quis vero contra hanc venditionem venire et eam in-

posant cet apanage, étaient, à ce qu'il parait, disséminés dans le Haut-Viennois[167]), c'est-à-dire dans les anciens comtés dynastiques de Vienne et de Salmorenc. Ils formèrent une principauté *patrimoniale*, qui semble avoir retenu le dernier de ces noms géographiques sous lequel on la trouve mentionnée dans des chartes du XI. et du XII. siècle[168]). Cependant le prince Charles continua, suivant l'usage, à s'intituler *comes* ou com[illegible] sans y joindre le nom de son comté[169]). Il est à remarquer outre que le titre de comes dont il se contenta, était considé[illegible] dans le royaume de Bourgogne ou de Provence comme égal en dignité celui de prince ou de duc qui n'était point u[illegible] dans ce royaume au X. et au XI. siècle[170]).

On avait cru pendant longtemps que Charles-Const[illegible] était décédé sans postérité légitime[171]), mais à la fin du XVII s[illegible] on découvrit dans les archives de Cluny les chartes don[illegible] a parlé tout-à-l'heure[172]), lesquelles nous apprennent qu[illegible]

---

fringere voluerit .... sit culpabilis et componat tantum, etc. Reg[illegible] domino *Chuonrado* rege." (Apogr. ap. *J. P. de Rivaz*, coll. dipl.[illegible]

167) Selon Math. Thomassin, l'ancien Viennois se divisait en [illegible] et *bas*, séparés par la grande route tranversale appelée le *chemi*[illegible] *St.-Martin*, tendant dès Voiron au Rhône par le plateau de la [illegible] St.-André et le bassin de la Valloire. *Regist. Delphin.* f°. 137.

168) Le comté de Salmorenc (*comitatus Salmoriacensis*) compr[illegible] encore au XI siècle *vingt-deux* mandements à chateaux renferman[illegible] grand nombre de paroisses dont l'archevêque de Vienne et l'évêqu[illegible] Grenoble se disputaient le gouvernement spirituel. (Voir *Chorier*, [illegible] polit. t. II. p. 109.)

169) On sait que les chartes n'indiquent que très-rarement à [illegible] époque le nom du district (*comitatus*) gouverné par tel ou tel c[illegible] dynastique ou bénéficiaire: on est reduit ordinairement à suppl[illegible] ce défaut par des inductions puisées dans la charte elle-même.

170) Voyez *Thietmari Chron.* lib. VII. „In his partibus nullus catur *comes*, nisi is qui *Ducis* honorem possidet." (Ap. *Pertz*, ss. t. p. 846.)

171) Voir *Chorier*, hist. génér. du Dauphiné, t. I. p. 734 pu[illegible] en 1661. Il rectifia cette opinion dans son *Abrégé* publié en 1674. p[illegible]

172) Ce fut le savant *Du Bouchet*, auteur de l'hist. génér. [illegible] maison de France qui les découvrit le premier et les communi[illegible]

prince était marié et qu'il avait au moins deux fils qui alors étaient déjà en âge de prendre part aux actes émanés de la volonté de leur père. Cependant il restait quelqu'incertitude sur les noms propres marqués dans la charte la plus importante pour la solution de cette question controversée[173]). Le savant auteur de l'histoire du martyre de la légion Thébéenne, P. de Rivaz, qui en 1762 explora avec soin les archives de l'abbaye de Cluny, y retrouva *l'original* de ce document, enfoui parmi les titres *non inventoriés* de ces archives. Il lut distinctement au bas de la charte principale: *Signum* Karoli *Comitis qui hanc donationem fieri et firmare rogavit, signum* Theutbergæ, *comitissæ, signa* Rikardi *et* Huperti *filiorum suorum*[174]). La charte porte pour date le XIV des Kal. de Juin (18 mai), *regnante Conrado rege serenissimo*[175]), sans indiquer le nombre des années écoulées de ce règne; mais on supplée aisément à ce défaut par une autre charte des mêmes archives, également souscrite par le comte Charles et son fils Richard et qui est datée du mois d'avril de la *vingt-troisième* année du règne de Conrad, qui répond à l'an 961[176]). C'est la confirmation d'une première vente faite à titre de précaire au chanoine *Vuarnier*, par un nommé *Othmar* et sa femme *Béliarde*, également sujets du comte, de certains fonds situés dans la même localité *(in pago Viennense, in villa Brociano)*. D'après ces circonstances

---

Chorier (*Abrégé l. c.*) et à *Guichenon* (l. c. t. I. p. 166). Cependant ces chartes sont restées jusqu'à présent inédites.

173) Il s'agissait de savoir si le second fils du comte Charles était nommé dans la charte *Rupertus* ou *Hupertus*. — (Comparez *Chorier* et *Guichenon* aux endroit cités).

174) Notes et Coll. Diplomatiques de M. *J. P. de Rivaz*, de St.-Maurice en Valais, conservées dans sa famille. *(manuscrit)*

175) La leçon ci-dessus de M. de Rivaz a été confirmée depuis lors par les auteurs de *l'Art de vérifier les dates*, (t. II. p. 430.)

176) Voir *l'Art de vérif. les dates*, l. c. Notre copie porte: „*Signum Karoli Comitis et filii ejus* Ricardi *qui consenserunt. Data die sabbato, mense Aprilis, anno XXIII. regnante Conrado rege.*“ (Apud *P. de Rivaz, excerpta*).

on ne peut guère se tromper en admettant que la charte doi la date nous manque est ou de la même année ou de l'anné suivante, la première acquisition du chanoine de Vienne ayai probablement été bientôt suivie de celle du terrain contigu po sédé par le nommé Rotbold[177].

On ignore à quelle famille appartenait Thiberge, femme d comte Charles. Mais on ne peut s'empêcher de faire un ra prochement entre le nom qu'elle portait et celui de *Theutber* ou Thiberge, troisième femme d'Engelbert, fils de Bérillon, comte de Vienne[178]. Engelbert n'avait épousé cette derni femme que depuis quelques mois lorsqu'il mourut en 942 et le mariage de sa jeune veuve avec le prince Charles ex querait comment ce dernier avait pu se trouver en positio contester à l'abbaye de Cluny les donations que le pre mari de Thiberge avait faites à cette célèbre abbaye avant mort[180]. Quoiqu'il en soit de cette conjecture, le titre de *co tissa* attribué à Thiberge, femme de Charles-Constantin, supp qu'elle était d'une naissance élevée, ce titre n'étant point do alors aux personnes nées dans les rangs inférieurs et enc moins aux concubines.

Le prince Charles entretint des rapports fréquents et i mes, soit avec le comte Hugues', margrave de Bresse et go verneur de Lyon, cousin-germain du roi Conrad[181]), soit av

177) En effet la charte du 18 mai indique pour confins des fon cédés par Rotbold, . . . *terminatur in uno latere terra Vuarnerii.* El est donc postérieure à celle du mois d'avril 961.

178) Donation *d'Engelbert,* de *Theutberge* et de *Théobald,* fils du pre mier, datée du *mercredi* jour des *Kalendes de mars, l'an IV. du ro Conrad,* c. a. d. en 942. (Cartul. de l'Eglise de Vienne, f°. 18, e *P. de Rivaz*).

179) Les noms des deux premières femmes d'Engelbert, sav *Emelde* et *Noniane,* sont indiqués dans une charte fort altérée de l'a née 941, publiée par *Baluze,* hist. d'Auvergne, t. II. p. 478.

180) Voyez le jugement du roi Conrad de l'an 943, dont on a par ci-dessus.

181) Voir *D. Bouquet,* t. IX. p. 695. Diplôme du roi Conrad d l'an 943.

Létalde, comte de Mâcon et gouverneur de Besançon dont on a parlé. Ces rapports paraissent avoir été fondés sur des alliances matrimoniales dont les circonstances ne nous sont pas connues[182]).

L'époque de la mort de Charles-Constantin, prince de Vienne et comte de Salmorenc, est incertaine; on assure qu'il vivait encore en 963[183]). Le temps de son décès coïnciderait par conséquent avec celui des premières tentatives faites pour expulser les Sarrasins de la vallée du Graisivaudan. On doit se souvenir que ceux-ci occupaient depuis plus d'un quart de siècle les passages les plus fréquentés des Alpes occidentales, que les évêques de Grenoble, inquiétés par le voisinage de ces peuples, avaient transféré leur résidence dans leur prieuré de St.-Donat en Viennois[184]), et que les domaines du prince Charles, situés dans le comté de Salmorenc, étaient occupés par les Maures du Graisivaudan[185]).

L'évêque Isarne qui depuis quelques années avait succédé à Alcher dans le gouvernement de l'eglise de St.-Donat ou de Grenoble, profita vers l'an 965 de l'exaspération croissante des populations exposées au brigandage des Maures pour organiser contr'eux une nouvelle croisade[186]). Quoique ce prélat fut l'âme de cette entreprise, il ne put l'exécuter qu'avec l'aide et le concours des principaux seigneurs et des hommes d'armes du

---

[182]) Plait tenu par *Hugues*, comte et marquis, contre *Adhemar*, vicomte de Lyon, en faveur de l'abbaye de Cluny, le 28 mars 944 (*an. VII Conradi regis*); „presentibus *Leutaldo comite, Carolo comite* etc." (Cartul. de Cluny, coté A. f°. 17. No. 36.)

[183]) *Chorier*, abrégé de l'hist. du Dauphiné, t. I. p. 198.

[184]) Voir *Reynaud*, Invasions des Sarrasins, p. 180 et sequ. Inscription de St.-Donat de l'an 954, ratifiée. „*Quum a Mauris habitanda urbs Gratianopolis esset*, etc."

[185]) *Vide supra.*

[186]) Isarnus episcopus . . . . . terram (Gratianopolitanam) abstraxerit a gente pagana. (*Chorier*, Etat polit. t. II. p. 69, ex *Chartul. St.-Hugonis*).

pays[187]), tels que le prince Charles et ses fils, le vicomte Ra burne de Vienne et d'autres guerriers habitués à combatt contre les infidèles. L'expédition réussit: après plusieurs att ques successives et réitérées, les Sarrasins furent chassés de environs de Grenoble et de la vallée du Graisivaudan[188]), refoulés dans les gorges de la Maurienne et de la Tarantaise où ils se maintinrent encore pendant longtemps.

Ces premiers succès obtenus contre les Maures ont coûter la vie à un assez grand nombre de chefs et de sold chrétiens. Il est permis de supposer que le prince Charles, de plus de soixante ans, fut une des plus nobles victimes cette première croisade, soit qu'il ait péri en combattant co les infidèles, soit qu'il ait succombé après la victoire au tigues de la campagne. Il est au moins certain que de cette époque ce prince ne parait plus ni dans l'histoire, ni d les chartes contemporaines. On peut en dire autant de son ainé Richard qui semble avoir éprouvé le même sort, à m qu'il n'ait été conduit par quelque circonstance inconnue à brasser l'état écclésiastique[189]). Il parait, en tout cas, qu dernier mourut sans enfants légitimes, et que ce fut pa comte HUPERT, second fils du prince Charles-Constantin qu postérité du roi Boson se perpétua dans le Viennois. Il es moins certain que dans les vingt dernières années du gou nement de Conrad-le-Pacifique, et sous le règne de Rodolfe son fils, on trouve dans la province ecclésiastique de Vien une succession de comtes héréditaires, affectant les noms

---

187) Isarnus .... (ad destructionem paganorum) collegit nobil mediocres, etc. (*Ibidem.*)

188) „Post destructionem paganorum consolata erat Gratiapolit terra.“ (*Ibidem*). La plus ancienne charte stipulée par l'évêque Isarn après avoir repris possession de son siège, est datée de la 31. année règne de Conrad, soit de l'an 968. (*Salvaing, usage des fiefs*, 2. ed. p.

189) Parmi les dignitaires de l'Eglise de Vienne, on trouv l'archevêque Thibaut, vers l'an 970, un haut-doyen, nommé abbé de St.-Chef en Viennois. (*Charvet*, hist. de l'égl. de p. 257.)

mbert et d'*Amédé*, appartenants à la même famille dynastique, quelle tenait le premier rang à la cour des rois de Bourgogne, partageait le gouvernement immédiat du Viennois et des pays oisins avec les comtes de Graisivaudan ou d'Albon et les vicomtes de Vienne.

Il est à peine nécessaire avant de terminer cette étude sur Charles-Constantin, de relever l'erreur de Richer, moine de Reims, historien du X. siècle qui dit que »ce prince était de race royale, mais que sa généalogie depuis le trisaïeul de son grand-père, n'offrait que des concubines«[190]). Chacun sait que Charles-Constantin était fils de l'empereur Louis-l'Aveugle[191]), et conséquemment petit fils de la reine Hermengarde, femme légitime du roi Boson, ensorte que l'assertion de Richer se trouve démentie, dès le deuxième degré de la ligne ascendante. Ajoutons que si le prince Charles avait eu pour mère une concubine de l'empereur Louis, le roi Conrad ne l'aurait pas appelé *consanguineus noster*, notre cousin[192]). Evidemment Richer était mal informé[193]), ou prévenu contre les Bosonides, comme la plupart des historiens dévoués soit aux Carlovingiens, soit aux Capétiens. Néanmoins il est forcé de rendre hommage à son courage et à ses succès contre les pirates[194]). Frustré dans sa jeunesse de l'espoir de succéder à son père sur le trône de Provence, et dépouillé, en partie, de son patrimoine par les Hugonides, réduit ensuite à subir la suprématie de la dynastie

---

[190]) *Richeri hist.* lib. II. cap. 98. „Karolus Constantinus Viennæ civitatis princeps . . . . . . ex regio genere natus erat, sed *concubinali* stemmate usque ad tritavum sordebat.“ (Edit de M. Guadet, t. I. p. 271.)

[191]) *Frodoardi chron.* ad ann. 931. „Karolus Constantinus Ludovici orbi filius.“ (D. Bouquet, t. VIII. p. 176.)

[192]) *D. Bouquet*, t. IX. p. 696.

[193]) Comme quand il dit (lib. I. cap. 4) que *Charles-le-Simple* était *fils du roi Carloman*.

[194]) *Richeri*, lib. II. cap. 98. „Multis bellorum casibus sæpissime [illegible] et qui in . . . . piratarum tumultibus felici congressu insignis [illegible] enituit.“ (*Ibidem*, t. I. p. 271.)

Transjurane, qui ne lui accorda son appui qu'à la condition de renoncer implicitement à tous les droits qu'il pouvait avoir à la couronne, la destinée du prince Charles-Constantin présente une certaine analogie, avec celle de la branche cadette des Carlovingiens, issue de Bernard, roi d'Italie, privé de la vue par l'empereur Louis Ier, son propre oncle, et dont les descendants tombèrent au IX. et X. siècle au rang de simples comtes de Vermandois et de seigneurs de Péronne[195]). Ces vicissitudes tenaient à la confusion des temps, à l'absence des loix destinées à régler la succession des couronnes et à l'incertitude qui régnait alors sur l'hérédité des bénéfices et des grands fiefs.

---

[195]) Voyer *l'Art de vérif. les dates*, t. II. p. 700.

LES BOSONIDES.

Richard,
Comte, titré de „*Villarum regiarum provisorem*“, anno 796.

Richard II. *(fratres)* **Beuves** *(Buvinus)*,

Comte en Austrasie, *Missus dominicus*, anno 825. Gr.-Maître du Palais d'Aix-la-Chapelle anno 839. † avant 842.

Comte d'Ardennes anno 842, † vers 865. 1r Mari de N. N. (Soeur de la reine Thiedberge).

BOSON,
Comte de Vienne, 870.
Duc de Lombardie, 876.
Élù Roi de Provence, 879.
† 11 Janvier 887.
épouse Hermengarde, (fille unique de Louis II, Empereur et roi d'Italie) morte vers 900.

Richilde,
2e femme de l'Empereur Charles-le-Chauve.

Louis, dit l'Aveugle: Roi de Provence 890, et d'Italie 900: Empereur 901. † 928.
épouse Adéla, (fille de Rodolfe II. roi de Bourgogne-Jurane).

Ingelberge,
épouse de Guillaume le Pieux, Duc d'Aquitaine, 897.

Une ou plusieurs filles non nommées.

Charles,
(Surnommé *Constantin*).
Comte et Prince de Vienne, 927—961.
† vers 965.
uxor Thiedberga, 943.

Rodolfe,
appelé
filius Ludovici Imperatoris.
anno 927.

Richard,
viv. 961.

Humbert *(Hupertus)*,
viv. 961. — Comte en Viennois 971—975
Souche présumée de la royale Maison de Savoie.

II.

Ueber die Gründung der fürstlichen Hausmacht Peters von Savoyen im westlichen Helvetien, in der Mitte des dreizehnten Jahrhunderts.

Von

L. VULLIEMIN.

Präsident d. Schweiz. geschichtsforschenden Gesellschaft.

Aus dem Französischen übersetzt von J. Schulthess.

Meine Herren!

Von der Entstehung unserer Gesellschaft an war es Sitte, dass das Mitglied, dem die Ehre zu Theil geworden, als Vorstand die Verhandlungen zu leiten, an Sie über einen der Schweizergeschichte entnommenen Stoff eine Anrede hielt. Obwohl ich, in Ihrem und in meinem Interesse, bei diesem Anlasse manchem aus Ihrer Mitte, dem ich mit Ihnen mit Vergnügen zuhören würde, gerne das Wort abgetreten hätte, so glaubte ich doch von der einmal angenommenen Sitte nicht abgehen zu dürfen. Das verflossene Jahr hat Ihnen unser theuergeschätzte und hochverehrte Präsident, Herr Hottinger, die Aufgabe der Schweiz, wie sie aus der Geschichte derselben hervorgeht, dargestellt; ich dachte einen Augenblick daran, einen Gegenstand Ihnen vorzulegen, der denjenigen, welchen er behandelt hat, ergänzt hätte, und nachzuforschen, welche Rolle unserm Vaterlande, als Glied des europäischen Staatenkörpers, zukomme; allein die Besorgniss, theils vielleicht aus dem Kreise, den Sie sich vorgezeichnet haben, herauszutreten, theils eine schwierige Materie behandeln zu müssen, in einer Zeit, wo das Gesprochene gar

leicht Anwendung auf die gegenwärtigen Verhältnisse gefunden hätte, hat mich bewogen für heute auf einen Gegenstand zu verzichten, über welchen ich vielmehr wünschte, den Mann, den wir Alle so hoch achten, Herrn Hottinger, später einmal in diesem Kreise sprechen zu hören, jedenfalls gewiss mit grösserer Berechtigung als wenn ich es thun würde. Ueberzeugt, wie viel uns daran gelegen sein muss, von dem Gebiete uns fern zu halten, auf welchem die politischen Fragen sich gerade jetzt bewegen, und den Saal, der uns vereinigt, ausschliesslich nur den historischen Studien, so wie allem, was die Bande des Wohlwollens unter uns enger zu schliessen geeignet ist, zu öffnen, glaubte ich Sie von den Fragen der Gegenwart lieber auf das ruhigere Gebiet der Vergangenheit zurückführen zu sollen. Ich bitte Sie daher, mir zu gestatten, Ihre Aufmerksamkeit für einige Augenblicke auf die Bildung eines Staates im Westen der Schweiz zur Zeit des Verfalls der Feudalherrschaft in der Mitte des dreizehnten Jahrhunderts, zu lenken.

1.

Sie wissen, m. H., dass in den ersten Jahren dieses Jahrhunderts, nach dem Tode des letzten der Zähringer, die Lehensherrn des westlichen Helvetien, jeder in den Gränzen seines Gebietes, sich als unabhängig betrachteten. Kaum anerkannten sie über sich den fernen Namen des Kaisers; — und nur ein halbes Jahrhundert später hatten sie alle vor Peter von Savoyen sich gebeugt, ja beinahe wären die zahlreichen mannigfaltigen Herrschaften, welche in diesem Lande sich bewegten, in die Einheit einer Monarchie völlig untergegangen. Ich möchte mit Ihnen erforschen, wie eine solche Umwandlung hat zu Stande gebracht werden können.

Die Bewegung, welche gegen das Ende der Kreuzzüge alle Schichten der europäischen Bevölkerungen ergriff, die gemeine Tendenz derselben, sich um einen Monarchen, wie um eine schirmende Macht, zu einem Staatenkörper zu bilden, das Sinken der Lehensaristokratie vor dieser grossgewordenen Macht, der Aufschwung der Gemeinen (communes) und ihr Bund mit dem neuen Königthum ist eine Ihnen bekannte Thatsache.

issen, dass diese Bewegung sich in unserm Vaterlande wie
i dem übrigen Europa fühlbar machte; dass dieselbe, schon
m zwölften Jahrhundert mit dem Aufgehen kleinerer Herrschaf-
en in grössere begann, und dass im dreizehnten zwei gräf-
iche Familien, die von Habsburg und Savoyen, die eine im
alemannischen, die andere im burgundischen Helvetien, auf
den Trümmern der Feudalherrschaften mächtige Staaten zu grün-
den strebten. Diese merkwürdige Bewegung möchte ich in der
Geschichte eines der beiden Namen verfolgen, in denen sie wie
personifizirt ist. Ich werde zu zeigen versuchen, wie die Um-
bildung des burgundischen Helvetien in Einen Staatenkörper
nahe daran war, sich zu vollziehen, und wie daselbst, in einem
Zeitalter voll jugendlicher Kraft, Peter von Savoyen gewaltet.

2.

Ich sehe, m. H., die Schwierigkeit meiner Aufgabe ein.
Leichter möchte es sein, eine Epopee zu schreiben, deren Held
Peter wäre, als, so ferne von dem Zeitalter, in dem er gelebt
hat, die Thatsachen, aus denen seine Geschichte besteht,
zu einem geschichtlichen Ganzen zu verflechten. Peter gehört
jenen Zeiten an, wo der menschliche Geist kaum anfängt, aus
den Regionen des Wunderbaren hervorzubrechen, in welchen
die Kindheit der Völker so gerne weilt; wo die Ereignisse noch
von dem magischen Dufte der Legende und der Poesie umhüllt
sind. Nicht im Stande, was in diesen Zeitaltern historische
Wahrheit ist, richtig zu unterscheiden, haben unsere Geschicht-
schreiber grösstentheils, ohne lange Prüfung, ihre Berichte aus
legendenartigen Quellen geschöpft. Indessen hatte uns schon
das, im Jahre 1837 vorgenommene Studium der königlichen Ar-
chive von Turin und der Aktenstücke, welche dieselben über
unsern Gegenstand enthielten, das Bild des kleinen Carolus
Magnus in einem neuen Lichte gezeigt, als Herr Cibrario, diese
Aktenstücke in der Hand, zuerst die Geschichte des Grafen
Peter aus dem Gebiete des Wunderbaren auf einen weniger un-
sichern Boden herabführte[1]). Nach ihm hat Herr Oberst Wur-

[1]) Herr Baron von Gingins hat von der Arbeit des Herrn Cibrario
in der Revue suisse, V. 257, einen Auszug gegeben.

stemberger, mit gewissenhafter Sorgfalt, die Materialien zu einer vollständigen Geschichte des Fürsten, des zweiten Gründers von Bern, gesammelt. Er hat diess mit hellem Blicke, männlichem, kräftigem Geiste und gründlicher Kenntniss des Mittelalters gethan. Sein noch ungedrucktes Werk, mit welchem der historische Verein der romanischen Schweiz bald die Sammlung seiner Denkschriften zu bereichern hofft, wird ohne Zweifel einen Zeitraum, der für Herrn Wurstemberger der Gegenstand eines langjährigen beharrlichen Studiums war, bedeutend aufhellen. Jedoch würden wir mit Unrecht selbst von Herrn Wurstemberger Antwort auf zahlreiche Fragen erwarten, deren Lösung bei der sparsamen Helle der Urkunden und dem schwankenden Lichte der Tradition unmöglich zu finden ist. Wenn der Geschichtsforscher die Berichte der Chronikschreiber mit den Urkunden verglichen uud so gesichtet hat, findet er noch eine grosse Anzahl Erzählungen vor sich, die er weder mit vollem Zutrauen aufnehmen, noch ganz verwerfen darf. Er darf nicht als gewisse Thatsachen annehmen, was nur durch jene unbestimmten Sagen verbürgt wird, die in dem Laufe von Jahrhunderten die Gestalt bekommen haben, in denen wir sie besitzen. Er darf sie ebenso wenig verwerfen, wenn er nicht den Vorwurf auf sich laden will, sein Ohr einem Rückhall alter Zeiten zu verschliessen, der, ob er auch die Stimme der Vergangenheit nur verworren wieder gibt, darum nicht desto weniger ihr wahrster und treuester Ausdruck ist. Jedoch wird er, indem er demselben in seiner Darstellung Platz einräumt, sie sorgfältig von den aus authentischen Quellen geschöpften Thatsachen unterscheiden, und stets den Leser in Stand setzen, selbst über den Grad der Glaubwürdigkeit seiner Berichte urtheilen zu können.

3.

Ohne zu dem noch in Dunkel gehüllten Ursprung des Hauses Savoyen zurückzusteigen, bemerken wir nur, dass gleich von den ersten Zeiten an, da die Fürsten dieses Hauses von la Maurienne, ihrer Wiege, herabzogen, um sich auf beiden Seiten der Alpen auszubreiten, man sie einen angebornen Muth, eine gewandte Politik und kaltblütige Einsicht der Vortheile,

die ihnen ihre Lage darbot, entwickeln sah. Meister der Bergpässe, werden sie von Päpsten, Kaisern und Königen geachtet. Im Anfange des dreizehnten Jahrhunderts ist der Hof Thomas des Ersten von Savoyen schon hochberühmt als Schule der Ritter- und Heldentugenden. Weise, tapfer, grossmüthig, sieht Thomas um seinen Thron acht Söhne und zwei Töchter erblühn, die alle in einem gewissen Grade die Aufmerksamkeit ihrer Zeitgenossen auf sich gezogen haben. Die ältere seiner Töchter, Margaretha, hatte Hartmann geheirathet, in unsern Geschichtbüchern Hartmann der Aeltere genannt, den letzten der Grafen von Kyburg. Die jüngere, Beatrix, Gemahlin des Grafen der Provence, war bestimmt vier Töchtern das Leben zu geben, welche auf vier der ersten Throne Europas steigen und das Geblüt der Grafen von Savoyen mit demjenigen der ersten herrschenden Häuser der Christenheit vermischen sollten. Leonore, die älteste der vier Schwestern, sollte sich mit Heinrich III. von England verbinden, Margaretha mit Ludvig IX. von Frankreich, Beatrix mit Carl von Anjou, den sie auf den Thron von Neapel brachte, und Sanchie mit Richard von Cornwallis, der sie zur kaiserlichen Würde erhob. Von den Söhnen des Thomas sollte der älteste, Amadeus, das Zepter nach ihm tragen. Die meisten der andern waren der Kirche geweiht worden; Wilhelm wurde Bischof von Valencia und Lüttich, Philipp Erzbischof von Lyon, Bonifaz Erzbischof von Canterbury und Primas von England. – Peter war, wie sie, dazu bestimmt, die Mitra zu tragen, zugleich aber der Politik des Hauses Savoyen zu dienen.

Graf von Maurienne, Tarentaise und Savoyen, Fürst von Susa und einem grossen Theile von Piemont, im Besitze des Chablais und des Thales von Aosta, richtete Thomas seine Blicke zugleich auf Italien und auf die schönen Gegenden, die sich im Halbkreis um den Leman ausbreiten. Während des Kampfes der Zähringer gegen den Adel des burgundischen Helvetien hatte er in diesen Gegenden schon die Grundlagen einer neuen Macht gelegt. Bundesgenosse des Herrn in diesem Kriege, hatte er unter ihnen sich eine Partei gebildet, und im Frieden, zum Lohne für seine Dazwischenkunft, die Stadt Moudon sich ab-

treten lassen. Dieser erste Erwerb der Fürsten von Savoy im Waadtlande verdient bemerkt zu werden. Moudon gränz nicht unmittelbar an ihr Gebiet. Dieses Städtchen liegt am Au laufe des Jorat, am Eingange der fruchtbaren von der Broie b wässerten Ebene, im Mittelpunkte der Länder, die sie zu e obern trachteten. Einmal im Besitze dieses Punktes, handel es sich einerseits darum, die günstige Stimmung der savoyisch Partei unter dem Adel und in den Städten zu unterhalten; ande seits die unabhängigen Sitze von Genf, Lausanne und Sitt sich zu unterwerfen, und die Bischöfe dieser Diozesen in d Verhältniss von Unterthanen zu bringen. Drei Mittel boten si dar, um in Lausanne und Genf zu diesem Ziele zu gelange ein Mal sich die Rechte der Schultheissen und Vizdome in d Mauern dieser Städte übertragen zu lassen, dann aber, si zu Schutzherren der aufstrebenden Bürgerschaften aufzuwerfe und endlich, dahin zu wirken, die jüngern Söhne des Haus Savoyen auf die Bischofsitze zu erheben. Zu diesem dreifach Zwecke hatte Thomas zwei seiner Söhne, Peter und Thoma unter die Stiftsherren von Lausanne aufnehmen lassen. Sch war Peter zwei Jahre lang während der Zwischenzeit, welc auf den Tod des Bischofs Wilhelm von Ecublens folgte, (12 —1231) Verweser des Bisthums gewesen. Bei dem Tode Th mas I. vereinigte er mit dem Titel eines Probstes (prévô von Lausanne den eines Probstes der Kirche von Aosta und d Domkirche von Genf.

Aber Peter, nach seiner Gemüthsart, konnte unmöglich a der Bahn bleiben, auf welche die Politik seines Vaters ihn g stellt hatte. Auch war dieser kaum verschieden, so legte d junge Fürst das Priestergewand ab, betrat kühn die weltlich Laufbahn und gründete, als ersten Schritt, durch eine Verbi dung mit der Erbin eines gefürchteten Hauses seine persönlich Macht[2]). Der Ebene, worin Genf liegt, gegenüber öffnet sic ein breites tiefes Thal, dem ein stolz auf den Feldern von Co

---

[2]) Im Jahre 1233.

damine [3]) emporragendes Schloss den Namen Faucigny (oder Fossigny) gegeben; weiter aber theilt sich dieses Thal in zwei Alpenschluchten, deren eine, von dem Goffre durchrauscht, am Fusse des Halbkreises, den die Schneeberge von Tenneverge bilden, an der Gränze des Wallis sich schliesst; die andere, wilder als die erste, unter den hohen Gipfeln und in dem ewigen Eise des Mont-Blanc, lange Zeit Montagne-maudite geheissen, sich verliert, und deren Seiten für unersteiglich gehalten wurden bis zu dem Tage, da auf den Fussstapfen von Saussure Europa diese Orte zum jährlichen Ziel der Wanderschaft gemacht hat. Diese Thäler wurden damals von einer Familie mächtiger Barone beherrscht, welche Lausanne Einen, Genf zwei Bischöfe, und Lyon einen Erzbischof gegeben hatte. Aymon, der letzte dieser Herren hatte drei Töchter. Nachdem er die beiden ältern an die Herren von Gex und Thoire-Villars verheirathet hatte, gab er die Hand der dritten, Agnes, dem Peter von Savoyen, und setzte — besiegt durch das geistige Uebergewicht, welches dieser Fürst über alle seine Umgebungen übte, sein Streben nach Macht mit dem seines von ihm hochgeschätzten Eidams vermischend — ihn zu seinem Erben ein.

Sobald Peter sich durch diese Verbindung den Besitz einer wilden mit starken Schlössern besetzten und von unerschrockenen Männern bevölkerten Gegend gesichert, wandte er sich gegen seinen Bruder Amadeus, der so eben den savoyischen Thron bestiegen, und verlangte von ihm seinen Antheil an dem väterlichen Erbe. Die Sitte der ersten barbarischen Könige,

---

[3]) Campus domini. Man sucht immer noch nach dem Sinne des Wortes Condamine, das sich überall in den burgundischen Landen wieder findet. Wir halten die Deutung, welche wir geben, für die natürlichste, anerkennend gleichwohl, dass das Wort, in gewissen Gegenden, ein gemeinsames Eigenthum (co-propriété) zweier Herren bezeichnen konnte. Immer liegt die Condamine entweder in der Nachbarschaft der herrschaftlichen Wohnung, oder auf dem fruchtbarsten und urbarsten Boden der Nachbarschaft. Wir schliessen daraus, dass sie das Land des Herrn war (la terre du domaine), das, welches bei den salischen Franken zur *Sala* gehört und salisches Land hiess.

das Reich wie ein gewöhnliches Erbgut unter ihre Söhn
theilen, hatte einem neuen, durch eine verständigere Po
angerathenen Brauche Platz gemacht. Das Recht des älte
Sohnes, auf den Thron des Vaters zu steigen, ward anerka
wenigstens wenn sein Arm stark genug war, das Zepter in
merfort stürmischen Zeiten zu halten; aber seine Brüder, v
sie nicht in die Kirche eingetreten, waren gewohnt, irgend
Provinz als Apanage zu erhalten. In einem Jahrhundert,
die königliche Macht noch nirgends recht befestigt war, lie
die apanagirten Fürsten, obgleich sie gerne sich unabhä
stellten, gleichwohl die Majestät der Krone auf Gegen
strahlen, wo ihr eigenes Ansehen noch Widerstand fand;
gewöhnten dieselben an Unterwürfigkeit, und bereiteten so
Verschmelzung der Glieder in den grössern Staatenkörper
welche später erfolgen sollte. Auf die herrschende Gewohn
sich stützend, hatte sich Peter mit Aymon, einem seiner
der, verbunden, um das Chablais und das Thal Aosta als A
nage zu erhalten. Bereits hatten die beiden Brüder zu
Waffen gegriffen, und rüsteten sich schon, den St. Bernar
übersteigen, als die andern Brüder ihre Vermittlung anbo
und in dieser Sache als Schiedsrichter angenommen wur
Aymon erlangte das Chablais, Peter mehrere Schlösser in B
und der Umgegend von Genf; der Rückfall der so abgetrete
Lehen an das Haus von Savoyen wurde ausdrücklich vorbehalte

Aber indem der Graf Amé seinem Bruder Aymon das C
blais abtrat, hatte er es in der Wirklichkeit dem Peter gegel
Durch ein flechtenartiges Uebel geschwächt, das ihn nie
geschlagen und schwermüthig machte, überliess Aymon a
seinem Bruder und liess sich ganz von ihm leiten. Peter ko
nun seine Thätigkeit in dieser Provinz entfalten, welche
dem Gipfel des St. Bernard längs der Rhone sich erstrec
und die beiden Ufer des Leman umfasste, nördlich bis
Veveyse, südlich bis zur Arve. Die Römer hatten diese

[4]) Den 23. Juli 1234. — Invent. de Savoie *mezzo I.* — Die Urku
steht in Datto, Storia dei principi d'Achaia *Probat. III.*

berisch schönen Ufer Caput laci, genannt, und aus diesem, allmälig verdorbenen Namen war der Name Chablais entstanden, mit dem man die Gegend bezeichnete. Gross-Chablais lag dem See entlang, das kleine, auch die Provinz Agaune genannt, in den Alpenschluchten von St. Moriz und Martinach. Man weiss nicht bestimmt, wie das Haus Savoyen seine Herrschaft über diese Gaue ausgedehnt hatte; nichts desto weniger hält man gemeiniglich dafür, dass es dieselben als Lohn für den Durchpass erhielt, den es dem Kaiser Heinrich IV. gestattete, als er allein, ohne Gefolge, über die Alpen zog, um sich dem Papste Gregor zu Füssen zu werfen, und die Ausdrücke des Chronikschreibers Lambert von Aschaffenburg, auf denen diese Annahme beruht, lassen allerdings keine natürlichere Auslegung zu. Ganz gewiss sind die Grafen von Savoyen im zwölften Jahrhundert Herren des Chablais. Aber vor ihnen hatten die Bischöfe von Sitten, auf eine Schenkung des Kaisers Conrads des Saliers vom Jahre 1024 sich gründend[5]), von zahlreichen Lehen Besitz genommen, welche auf beiden Ufern der Rhone und an dem des See's lagen, unter anderm das Lehen von Chatelard oder Montreux. Als die Fürsten von Savoyen die Festungswerke von Chillon erweitern, anerkennen sie, den Boden von den Fürst-Bischöfen von Wallis als Lehen zu tragen. Allein im ganzen Thale durchkreuzten sich die Rechte des Bischofs und die des Grafen. Hier war dieser jenem, dort jener diesem lehenspflichtig. Dienstleute (hommes liges) des Grafen hatten Lehen vom Bischof, und umgekehrt. Diese Durchkreuzung der zweierlei Gerichtsbarkeiten musste um so eher häufigen Zwist veranlassen, da die Grafen einen grossen Werth darauf setzten, Herren eines Bergpasses, eines der Thore Italiens zu werden. Auch waren wirklich die Feindseligkeiten, welche von dem Augenblicke an, da die Grafen in dem Lande Fuss gefasst, begonnen hatten, nur durch Waffenstillstände von kurzer Dauer unterbrochen worden. Auch im Jahr 1224 und 1233[6]) noch geschlos-

---

[5]) Sie fand statt in Vevey. *Bibici.*

[6]) Der Bischof gab seine Lehensmiliz in den Dienst des Grafen vom Gipfel des Mont-Joux bis zur l'Eau-froide, und verpflichtete sich, ihm

sene Friedensverträge hatten den Wiederausbruch des Streites nicht hindern können. Unter solchen Verhältnissen hatte Peter den Besitz des Chablais zu erlangen gesucht. Sobald er da Meister war, liess er seinen Bruder Aymon ganz den frommen Uebungen sich hingeben und an dem äussersten Ende des See's, einem damals sehr besuchten Orte, das Hospital von Villeneuve de Chillion stiften, er selbst aber sann darauf, das Land mit festen militärischen Werken zu decken. Er erbaute darin, im Laufe weniger Jahre, mehrere starke Burgen: die von Martinach, am Eingange des St. Bernhardspasses, die von Evian, welche das südliche Ufer des See's, das Schloss Chillon, das den See beherrschen sollte und zugleich die Strasse am nördlichen Ufer öffne oder schlösse. Etwas später errichtete er noch, unweit von Vivis, la Tour, ehmals la tour de Vevey genannt, später von seinem Namen la tour de Pierre oder de Peilz.

4.

Durch den Bau dieser starken Festen zeigte Peter offenbar, dass er in diesen Gegenden die Politik seines Vaters fortzusetzen willens war. Er lebte zu einer Zeit, wo die Völker die, sich der Feudalherrschaft zu entziehen suchten, dem anhingen, der ihnen Unterstützung verhiess; er verstand sein Jahrhundert, und besass die Eigenschaften, die ihn tüchtig machten, auf jedem Schauplatze, wie er immer sein mochte, auf dem er aufzutreten berufen war, eine Rolle zu spielen. Man schildert ihn uns stolz, kühn und furchtbar wie ein Löwe, so tapfer (preux), dass man ihn den zweiten Karl den Grossen nannte; er wusste, heisst es, sich so zu halten, dass er viele Leute sich unterwerfen musste (mettre à subjection moultz de gens)[7]. Weise, klug, leutselig, reich an glücklichen Einfällen und feinen einnehmenden Worten, die von der Lebendigkeit seines Geistes und dem

mit aller Macht zu dienen, in dem Falle, dass irgend ein mächtiger Herr (der Kaiser oder ein kaiserlicher Stellvertreter?) es versuchen sollte, sich des Schlosses Chillon zu bemächtigen. Arch. de cour à Turin, Tratt. Vales. paquet 2.

[7]) Chr. de Savoie, dans les Monum. hist. patriæ, folio 146.

Adel seiner Seele zeugten, gewann er alsobald Aller Herzen. Er verband mit den ritterlichen Tugenden den Scharfblick eines Feldherrn und eines Staatsmanns. Bald trat er an die Spitze der savoyischen Partei im Waatland, und suchte nun, durch diese gestärkt, die Mittel, sich zum Herrn der zwei bedeutendsten Städte des Landes, von Lausanne und Genf, zu machen.

Zuerst wandte er sich gegen Genf. Von den drei in dieser Stadt bestehenden Gewalten, dem Bischof, der Gemeine und dem Grafen, schonte er die erste, gewann die zweite und griff die dritte an. Der Graf von Genf (du Genevois) wider den er alte Beschwerden hatte, war genöthigt, den Beistand des Grafen Amé von Savoyen, als Oberherrn der kriegführenden Parteien, anzuflehen. Amé verurtheilte ihn, 20,000 Mark Silber (eine Million Franken, jetziger Währung) als Schadenersatz zu bezahlen, und als Pfand das Schloss Arlod zu überliefern, in jener wilden Gegend gelegen, wo die Rhone, nicht mehr schiffbar, mitten durch tiefe Abgründe fliesst und für einige Zeit in dem Schlunde sich verliert, den sie sich selbst gehöhlt hat[5]).

Nach diesem Erfolge wandte sich Peter gegen Lausanne. Der Bischof dieser Stadt, müde den Krummstab inmitten einer durch Parteiungen verdorbenen und zerrissenen Stadt weiter zu führen, war in Rom gewesen, um seine Stelle in die Hände des Pabstes niederzulegen, den 15. Julius 1239. Er liess im Kapitel die Feudal- und savoyische Partei einander feindselig gegenüber zurück. Die Savoyischen, auf Anstiftung Peters, wählten Philipp, seinen Bruder, die Gegenpartei stellte demselben Johann von Cossonay entgegen. Die Wahl fand am Tage vor Ostern statt; am Tage nachher, am Ostertage selbst (1240), füllten sich die beiden Städte, aus denen damals Lausanne bestand, mit Waffenleuten. Die Cité (der obere Theil der Stadt) wurde zuerst von einer Truppe, die Aymon von Faucigny, Peters Schwiegervater, herbeigeführt hatte, besetzt. Aymon rechtfertigte seine

---

[5]) Mallet, du pouvoir de la maison de Savoie dans Genève. *Mém. de la société d'histoire de Genève*, IV. 205.

Dazwischenkunft vermöge seines Titels als Schirmvogt der Kirche, und er hatte diesen Titel, den er von den Kyburgern, Erben der Zähringer, erworben, in der That getragen; allein der Bischof Wilhelm von Ecublens hatte die Schirmvogtei um den Preis von 320 Mark Silber losgekauft, und die Urkunde, welche den bischöflichen Sitz von Lausanne für immer von jeder weltlichen Abhängigkeit befreien sollte, durch den Erzbischof von Besançon bestätigen lassen[9]). Der Baron von Faucigny beharrte nicht desto minder auf seinem Rechte, die in dem Bisthum gestörte Ordnung wieder herzustellen. Jede der beiden Städte, die Cité wie le Bourg war von Mauern umgeben, welche der Bach Flon schied. Aymon bemächtigte sich der Brücken und befestigte die höher gelegenen Punkte. Seine Gegner verschanzten sich ihrerseits auf der Anhöhe des Bourg. Die Feindseligkeiten begannen im Thal, mit Flamme und Schwert. Plötzlich, während der dunkeln Nacht, bricht Feuer aus, greift verwüstend mehr und mehr um sich, bis die ganze Stadt vom Brande verzehrt war, die Cité ausgenommen, welche nur mit grosser Mühe gerettet werden konnte. Einen Augenblick unterbrach der Schrecken den Kampf. Aber bald begann er auf den rauchenden Trümmern der Wohnungen wieder. Täglich erhielten beide Parteien Verstärkung. Tausend Mann von Bern und Freiburg nahmen um das Schlösschen Chable, Saint-Maire gegenüber, eine Stellung ein. Bald stand das ganze Land unter Waffen. Die von Wufflens, Grandson, Champvent erhoben sich für Savoyen. Die von Cossonay, Gruyère, Fruence, Estavayer, die grössere Zahl der Herren des Landes waffneten sich zur Vertheidigung der Unabhängigkeit ihrer Lehen. Diese allgemeine Schilderhebung nöthigte Peter, Lausanne seinem Gegner zu überlassen. Der Krieg dauerte, nach der Weise jener Zeit, von Burg zu

---

[9]) Im Jahr 1226 hatte der Bischof das Volk und die Geistlichkeit zusammen berufen, und zuerst in der Hauptkirche, dann unter freiem Himmel in der Ebene von Ecublens, vor einer grossen Volksversammlung, jeden in den Kirchenbann gethan, der so vermessen wäre, die Schirmvogtei unter irgend einem Vorwand wieder zu veräussern.

burg, zwischen den einzelnen Herren fort. Da waren es rasche Züge, deren Zweck *le gast* oder die Beute war, plötzliche Einfälle, meist schlecht beobachtete Waffenstillstände, tägliche Gefechte, nie eine entscheidende Schlacht. So setzten die Feindseligkeiten sich fort, als Peter diesen Kriegschauplatz verliess, um sich nach England zu begeben, wohin ihn seine Nichte, die Königin Leonore, rief; überzeugt, auf der Reise, die er unternehmen sollte, Mittel zu finden, bei der Rückkehr seine Feinde auf eine ernsthaftere und entscheidendere Weise zu bekriegen.

5.

Der Einzug des Fürsten von Savoyen in London war ein Triumphzug; die Stadt als zu einem öffentlichen Feste geschmückt. Die Bürger, wie an einer Prozession, in ihren schönsten Kleidern, die wohlhabendern zu Pferd, der König an ihrer Spitze, zogen dem edeln Fremdling entgegen. Peter war damals freilich noch blosser Edelmann, jüngerer Sohn einer Grafenfamilie, aber sein Ruf galt ihm für eine Krone. Da er noch nicht zum Ritter geschlagen war, so wollte ihm der König mit eigener Hand den Orden der Ritterschaft ertheilen, und wählte zu dieser Handlung den St. Bernardstag, den 5. Januar 1241. Der Hof wurde nach Westminster zusammen berufen; die Bürger eingeladen, sich in grosser Gala bei dem Feste einzufinden, bei ein Schilling Busse für die Zuwiderhandelnden. Diese Trunkenheit der Freude von Seite des Königs machte, dass Peter von Savoyen für einen Augenblick seine gewohnte Klugheit vergass. Unbekannt mit den Sitten des Landes, in welches er so eben gekommen, so auch mit der wie angebornen Abneigung der Inselbewohner gegen die Fremden, bat er den König, seinen Neffen, ein Turnier anzuordnen, in welchem die Herren aus Savoyen und aus der Waadt, die ihn begleitet hatten, sich mit den Söhnen Englands messen könnten, bis man wisse, wem die Palme der Tapferkeit gebühre. Der König, diesen Vorschlag genehmigend, wählte Northampton zum Schauplatze des Turniers und den 14. April zum Kampftage. Mittlerweile aber empörten sich die Gemüther, die Entrüstung des Volkes wurde laut, und Heinrich III. in Gegenwart der zwei gegnerischen Logen, ein

blutiges Kampfspiel besorgend, sah den Fehler, den er begangen, ein, und liess kund thun, das Turnier finde nicht statt. Peter seinerseits säumte nicht ein augenblickliches Vergessen durch eine edle und zugleich schlichte Handlungsweise wieder gut zu machen. Er hatte nichts von dem französischen Stolze. Die englischen Chronikschreiber selbst, wie gross auch ihre Gereiztheit gegen die von Heinrich III. mit zu grossem Wohlwollen aufgenommenen Fremdlinge sein mochte, sprechen nur mit Hochachtung von Peter. Ja das Volk fasste eine solche Zuneigung für den Oheim des Königs, dass bei einem Auflaufe die Anwesenheit Peters, sein ehrfurchtgebietendes Aeussere und einige Worte aus seinem Munde hinreichten, die Empörung der Gemüther zu stillen. Aber besonders von Seite des Königs ward Peter der Gegenstand hoher Gunst. Heinrich öffnete ihm nicht allein seinen Schatz, sondern ertheilte ihm den Rang eines Pair des Königreiches, ernannte ihn zum Grafen von Richmond[10]), schenkte ihm dazu noch zahlreiche Ritterwohnungen, und setzte ihn über mehrere Schlösser, unter anderm über das von Dover. Bonifaz, Peters Bruder, wurde auf den erzbischöflichen Sitz von Canterbury und zur Würde eines Primas des Reiches erhoben. Bald hiess es, der König unternehme nichts ohne den Rath seines Oheims. Zu so hohem Glücke war Peter in kurzer Zeit in England gestiegen, als die Kunde von den Fortschritten des an den Ufern des Leman entbrannten Krieges ihn in diese Lande zurückrief, und er daselbst wieder auftrat im Besitze der Mittel, den Kampf mit neuer Aussicht auf Erfolg[11]) wieder zu beginnen.

6.

Der im westlichen Helvetien entsponnene Krieg hatte nach den Berichten der savoyischen und deutschen Chroniken wäh-

---

[10]) In Yorkshire. Der König Johann hatte nach dem Morde seines Neffen Arthur die Grafschaft Richmond an die Krone zurückgezogen. Die Urkunde der Schenkung an Peter ist vom 6. Mai 1241.

[11]) Rymer, Foedera, Rotuli etc. — Mathieu, Paris — M. Wurstemberger.

rend der Abwesenheit Peters einen andern Charakter angenommen und zugleich eine grosse Ausdehnung gewonnen. Die Feinde des Hauses Savoyen hatten sich an die Statthalter des Kaisers in Ober-Deutschland gewendet und so viel bei ihnen ausgewirkt, dass sie die Rechte des Reiches auf das Thal Aosta und das Chablais, nicht unwichtige Provinzen, deren Abtretung bestritten werden mochte, geltend machten[12]. Den Moment benutzend, da Peter obwol in Fehde mit dem Bischof von Lausanne, im Auslande war, indess auch der Graf Amé seinerseits sich durch die Belagerung von Turin in Italien zurückgehalten sah, waren diese Reichsstatthalter dazwischen getreten. Ein kaiserlicher Feldhauptmann hatte sich an der Spitze eines kleinen Heeres gezeigt. Wie auch dieser Hauptmann geheissen haben mag, — die savoyischen Chroniken nennen ihn Eberhard von Nidau —, er war über den See gefahren, und hatte, zur Zeit der Heimkehr Peters von Savoyen mit seinen Leuten schon Gross-Chablais besetzt und bei Evian auf einem Felsenpass, genannt le Bret[13]), eine Stellung eingenommen, die den See und den Weg nach Genf beherrscht. Zur selben Zeit waren alle alten Feinde Peters ins Feld gezogen. Der Graf von Genf hatte die Waffen ergriffen. Die Walliser, an ihrer Spitze ihr kriegerischer Bischof Landry, waren in zwei Kriegshaufen getheilt: die einen hatten den St. Bernhard überstiegen[14]), um sich im Thal Aosta auszubreiten, die andern Klein-Chablais in Besitz genommen. Auf die Nachricht dieser

---

12) Sie hielten dafür, sagen die Chronikschreiber, dass mit dem Tode des Grafen von Aymon, der keine Nachkommen hinterliess, diese Länder an das Reich zurückfielen. Die Chroniken sind hier unsere Hauptquelle, jedoch werfen die Urkunden einiges Licht auf diese dunklen Verhältnisse. Wir führen als Beispiel das Breve des 4. Mai 1246 an, in welchem der Pabst Innocenz IV. die Staaten Aymons in Faucigny unter seinen Schutz nimmt, zur Belohnung für seine Dienste *wider den Kaiser*, und das vom 18. August, welches ihm verspricht, weder er noch die Seinigen sollen je mit dem Bannfluche belegt werden. Peter war nicht, wie Amé, in die kaiserliche Partei getreten.

13) Oder *le Brot*, oder auch le Pas de Genève.

14) Le mont Jovet.

Waffenerhebung schloss Amé mit der Stadt Turin unver Friede, und zog, diese Stadt ganz unabhängig zurücklass mit Eile in das Thal Aosta, welches die Walliser nun räum Er stieg, ihnen nahe folgend, nach Martinach hinab, w Peter von Savoyen erwartete.

Peter hatte seinerseits ein Heer ausgehoben, an de Spitze, nachdem er vorerst dem Grafen von Genf Einstel der Feindselligkeiten geboten [15]), er bis Evian vorgerückt Den Reichstruppen und den Wallisern gegenüber angelangt, auf dem Bret sich gelagert, hatte er einen Theil seiner L entsandt, welche, das Val d'Abondance erklimmend und d das Thal Morgin wieder in die Ebene hinabsteigend, den F im Rücken überfielen. Von beiden Seiten auf einmal ange fen, wichen die Reichsvölker bis nach Port-Valais. Da s man noch einen einzeln stehenden Hügel, dem von Saint- phon in der Ebene der Rhone ähnlich, und darauf noch Ue reste alter Befestigungen; da diese Felsen den Fliehenden e Anhalt darboten, sammelten sie sich wieder auf die Sti ihres Anführers. Auf beiden Seiten geschahen, der Chr zufolge, Wunder der Tapferkeit. Doch wichen am Ende Walliser. Von ihnen verlassen, erlag auch der kaiserl Hauptmann und viele Edle. Die Flucht wurde allgemein, Peter, den Flüchtigen auf den Fussstapfen nachdringend, einigte sich in Martinach mit dem Graf Amé. Beide zogen sod auf Sitten zu. Die Walliser stritten auf den Wällen dieser St wie sie es immer gethan, wenn sie ihre Volksfreiheiten ihren Glauben in Gefahr glaubten. Es wurden Sturmleitern gelegt. Schon war man im Begriff zu stürmen, als der Bisc in vollständiger Waffenrüstung, aus den Thoren hinausstü und durch einen wüthenden Ausfall die Stürmenden nöthi den Wallbruch zu verlassen. Was wurde aus ihm? Fiel e Kampfe? Nur so viel weiss man, dass er von dieser Stu an nie mehr gesehen ward. Der Kampf verlängerte sich,

---

15) Bis Allerheiligen den 26. August 1242. Die Beschaffenheit des trags rückt sein Datum vor, nicht nach den Sieg Peters über die Walli

eine Abtheilung der Savoyer, die Stadt von einem neuen Punkte angreifend, innert die Mauern vorgedrungen war. Da floh alles. Sitten wurde erstürmt. Hierauf verfolgte Peter seinen Sieg, griff eine Burg nach der andern an[16]), zerstreute den Feind überall, wo er sich wieder sammeln wollte, und drang in stetem Kampfe bis nahe zu dem Schnee der Furka vor, bis zum Ursprung der Rhone, also die Bezwingung des Wallis vollendend[17]).

7.

Doch nicht das Wallis, welche er einige Monate später in die Hände eines neuen Bischofs zurückgab, sollte der Preis dieses raschen Feldzugs sein. Die wirkliche und dauernde Frucht der Eroberung des Wallis war diejenige des Waadtlandes. Bis zu dem Siege, den er so eben davon getragen, hatten seine Waffen an den Ufern des Leman keinen entscheidenden Vortheil errungen. Der Krieg hatte unnützerweise das Ufer[18]) wie die innere Landschaft verheert, vergeblich hatte sich Aymon von Faucigny, das Schwert in der Hand, neuerdings in Lausanne gezeigt. Aber alles wurde anders von dem Tage an, da Peter, als Sieger an den Ufern der Rhone, am Gestade des Sees erschien. Da liessen seine Feinde, einer nach dem andern, die Waffen sinken. Zuerst beugte sich der Bischof von Lausanne,

[16]) Unter andern die von Blandrate, welche mit Gewalt genommen wurde, wie auch die schweizerischen und walliser Sagen erzählen.

[17]) Als sich das Volk der obern Thäler an einem Orte gesammelt hatte, welcher den Durchpass sperrte, machte man es wie am Bret und es gelang vor- und rückwärts dem Feinde sich aufzustellen. „Alors frappèrent en dur estoc tellement que quasi tous les Allemands et Valaisans y moururent et là furent déconfyz. Et passa oultre Monseigneur Pierre jusqu'au bout du Valais, où saut le fleuve du Rone. Et signora long temps les Vallésans, et les tint tant qu'il les remit au bon saint homme l'évêque, comme sujets de l'Eglise.“ Pingon meldet uns, dass dieser Bischof ein Valperga war; der aber, weil vom Feindè eingesetzt, nicht in das Verzeichniss der Bischöfe von Wallis aufgenommen worden ist, wo auf Landry sofort Boson von Gradetsch, gewählt 1243, folgt.

[18]) Um diesen Verheerungen zu entgehen, gründeten die Bewohner von Saint-Prex den gleichnamigen Flecken und befestigten ihn.

und schloss den 29. Mai 1244 zu Evian einen besondern F
den. Er trat seine Ansprüche auf Romont ab, welche Phi
von Savoyen, zu der Zeit da er den bestrittenen Titel e
Bischofs von Lausanne trug, seinem Bruder Peter gesch
hatte. Er überliess alles Gebiet zwischen den beiden Gl
und alles was er von Wilhelm von Estavayer erworben. P
gab ihm das im Krieg eroberte Schloss Lucens zurück,
unter der Bedingung, dass ihm selbst und seinen Nachkom
dasselbe offen stehe[19]). Mit der Unterzeichnung dieses Ve
ges, der nur ihn zu berühren schien, unterzeichnete der Bis
in der That die Verzichtleistung des waadtländischen Adels
seine Unabhängigkeit; indem er denselben im Stich liess, ü
lieferte er ihn einem Herrn. Von diesem Augenblick an
zog sich, langsam, allmälig, aber beharrlich verfolgt, wäh
der zwanzig folgenden Jahre die Unterwerfung der Herren und
Städte der Waadt unter einen neuen Oberlehensherrn (suzer
Zur Zeit des Friedens von Evian besass Peter von Savoyen
Moudon, welches ihm der Graf Amé abgetreten, Romont, du
die Schenkung von Philipp, und die Schirmvogtei der Pri
von Payerne, die ihm der Fürst Stephan während des Kri
übertragen hatte[20]). Am Tage der Friedensunterzeichnung se
huldigte ihm zuerst Humbert von Cossonay. Vierzig Tage na
her bog der Graf von Gruyères, von dem Range eines Ol
lehensherrn zu dem eines Vasallen heruntersteigend, in Rom
das Knie vor Peter von Savoyen. Die Wufflens, die Frue
die Saint-Martin, die Estavayer folgten dem gegebenen Beis
Wie es in diesen Zeiten bei vielen Herrn der Fall war, h
der Herr von Bioley viele Schulden; er verkaufte dem P
seine Burg Bioley sowohl als die Dörfer Orzens, Oppens
Correvon. Immerfort neue Unterwerfungen. Peter verreist
der nach England; er bringt den grössten Theil seiner Ja
dort zu, und doch wird indessen sich sein Gebiet fortwähr

---

[19]) Capré. Historische Abhandlung über die Kammer (la cham
der Grafen von Savoyen.

[20]) Uebereinkunft des 3. Julius 1240.

durch Erwerb erweitern. Es wird sich mit den Städten und Schlössern des Waadtlandes verhalten, wie mit jenen Kügelchen (molécules), die, eben noch sich abstossend, unter der Hand des Chemikers, wie durch eine neue Kraft angezogen, schnell in Einen Körper sich zusammenballen. Die Huldigungsurkunden weichen in ihrer Form von einander ab. Einige sind das Ergebniss eines Verkaufs[21]). Andere verrathen eine mehr oder weniger verdeckte Nöthigung. Zuweilen beraubt Peter den Vater, um einen seiner Söhne zu belehnen. Zuweilen erklärt sein neuer Vasall ganz aus freiem Willen zu handeln, »frei von jeder Furcht, von jeder List, von jeder Gewalt«, und doch folgen auf diese Ausdrücke einer loyalen Ergebenheit Pfandbestimmungen und andere strenge Bedingungen, welche den, der die Huldigung leistet, nie binden, und keine Gegenseitigkeit bezeugen. Nie die Rede vom Kaiser. Indem Peter von Anselm von Billens ein festes Haus in Romont empfängt, und ihm dasselbe durch einen Revers wieder zurückgibt, anerkennt er keinerlei Ansprüche auf die Besitzungen dieses Herrn ausser der Stadt zu besitzen[22]); »jedoch, fügt er bei, sind die Strafen gegen die Räuber, Verräther, Mörder und Störer des öffentlichen Friedens, deren Verbrechen todeswürdig ist, und wenn der Fall uns betrifft, vorbehalten.« Das hiess offen erklären, Er sei da an Kaisers Statt, und sehe in Helvetien nur den Himmel allein über seinem Haupte.

Indessen blieb noch mancher Widerstand zu besiegen. Am hartnäckigsten war derjenige der Bischöfe des Landes und der Grafen von Genf. Das Haus Savoyen griff zwar in Genf und Lausanne mehr und mehr um sich. In Folge eines neuen Krieges, den Peter im Jahr 1250 gegen den Grafen von Genf führte, begnügte derselbe sich nicht damit, zu der Schuld, die schon auf seinem Gegner lastete, noch 10,000 Mark hinzuzufügen, sondern er liess sich zudem, als Pfand, das Schloss Genf abtreten,

---

21) In einigen dieser Urkunden ist die Zahlung in guten livres sterlines, d. h. in englischen Sterling stipulirt.

22) Urkunde von 1248.

nebst allem was der Graf in der Stadt, und in dem Gebiete, das sich von der Arve bis zur Dranse, von la Cluse de Genève bis zur Brücke Barges sich erstreckt; er nahm nur die Besitzungen des Grafen in der Waadt aus. Zehn Jahre später, als der Graf geglaubt hatte, die Unruhen in England, welche Peter in diesem Königreiche zurückhalten zu sollen schienen, benutzen zu können, um noch eine Schilderhebung zu versuchen, eilte Peter, an der Spitze einer Schaar englischer Edelleute und Bogenschützen herbei, fiel über seinen alten Feind her, legte ihm eine neue Schuld auf, und nahm als Pfand alles, was der Graf jenseits der Rhone, von Seyssel bis Lausanne besass. Zugleich warf er sich zum Schirmherrn der Gemeine Genf auf und nahm sie unter seine besondere Obhut (garde). Hierauf einem Waldstrome gleich ins Wallis stürzend, wo der Bischof sich geregt, hatte er diesen bald genöthigt, um Frieden zu bitten. Schiedsrichter bestimmten den Lauf der Morge als Gränze der beiden Staaten. In Folge dieser Siege, empfing Peter zu Chillon die Huldigung der Herrn der obern Thäler des Oberlandes, der Strätlingen, Kiens, Frutigen, Wyssenburg; sie verpflichteten sich, ihm gegen alle und jeden zu dienen, ihre Schlösser zu öffnen und ihre ganze Kriegsmacht zu seiner Verfügung zu halten. Es genügte dem Peter nicht, Wallis bis zur Ohnmacht geschwächt zu haben; er wollte durchaus Herr der Gebirge sein, deren Pässe gegen die Ebene des Po sich senken. Auf seiner Rückkehr legte er Lausanne eine Bedingung auf, die wenig von der in Genf sich unterschied; der Bischof in seiner Schwäche musste mit ihm die Gerichtsbarkeit der Stadt theilen.

Schon hatten in der Zwischenzeit dieser raschen Feldzüge Peters Blicke sich auf die freien Städte gerichtet, welche die Zähringer gegründet, um ihr Schloss Burgdorf und ihre Besitzungen im deutschen Helvetien mit denen, die sie in dem romanischen hatten, in Verbindung zu bringen. Diese Städte waren Bern, Murten und Freiburg. Sie waren zu dem gemeinsamen Zwecke erbaut worden, als Widerstandspunkte gegen den Adel zu dienen. Aber bei dem Tode des letzten der Zähringer hatte ihre Lage sich geändert. Während Freiburg den Kyburgern

als Erbe zugefallen war, hatten Bern und Murten, als Reichsstädte, das Banner der Unabhängigkeit erhoben. So war es gekommen, dass diese Städte, zwischen Freiburg und Burgdorf liegend, die beiden Städte, welche sie ursprünglich unter sich zu verbinden bestimmt waren, trennten, und in eine neue Stellung geworfen, sich an das Haus Savoyen lehnten, indess Freiburg, der Sache Kyburgs treu, sich in den romanischen Landen als ihr Vorposten fand, eine um so misslichere Lage, da Peter die Marken seines Landes noch weiterhin gesetzt und so seine Berührungspunkte mit dem Hause Kyburg vervielfältigt hatte.

Aus einem solchen Stande der Dinge mussten nothwendiger Weise Zwistigkeiten erwachsen. Auch hatten die neuen Vasallen des Peter von Savoyen im Waadtlande leicht einen Vorwand gefunden, Freiburg zu belagern. Hartmann von Kyburg dagegen war gegen Bern und Murten gezogen. Peter, der gerade damals in England sich aufhielt, eilte auf die erste Kunde begonnener Feindseligkeiten sofort herbei. Schon waren Bern und Murten zur äussersten Noth gebracht. Von allen Seiten eng eingeschlossen, flehten sie um schleunige Hülfe. Sie erbaten sich, dem Peter als Schirmherrn sich zu übergeben, ihm, so lang er lebe, Zoll, Gericht, Regalien, kurz alle Rechte des Reiches in ihren Mauern zu überlassen. Bald rückte Peter vor, schlug Hartmann den Jüngern, befreite Murten, empfing dessen Huldigung, liess, im Vorbeigehen, sich von allen Bürgern Berns, die über vierzehn Jahre alt waren, den Eid der Treue schwören, trieb seinen Feind weiter vor sich her, und zwang ihn so, unfern von den Mauern von Bern, in dem, an dem fruchtbaren Abhang des Thales Worb gelegenen Dorfe Boltigen, Frieden zu schliessen (1255)[23]).

8.

Von diesem Tage an ward die Macht Peters von Savoyen beinahe in ganz West-Helvetien anerkannt. Die Estavayer, Neuchâtel, die Arberg, die Montagny, Herrn von Belp hatten

---

[23]) *Schweiz. Geschichtsforscher*, VII. 126. *Engelhard, Murtnerchronik. Justinger. Pingon.*

sich unterworfen. Vom St. Bernhard (Mont Joux oder Jovet bis zum Jura, vom Mont Maudit bis zur Aare, blieben wenig Herren, die Peter nicht ihre Schlösser geöffnet, keine Stadt, di sich nicht unter seinen Schirm begeben hätte. So waren di Grundlagen einer Monarchie gelegt; einer Monarchie, im Sinn des dreizehnten Jahrhunderts. Denn, Sie wissen, meine Herren wie sehr im Laufe der Geschichte der Sinn dieses Fürsten- ode Könignamens sich ändert, dem man gemeiniglich eine so be stimmt umgränzte Bedeutung beilegt. So wie sie damals au dem Schoosse der Lehensherrschaft hervorging, entsprach di Idee der Monarchie derjenigen einer Stütze für die Schwachen einer Gerechtigkeit, einer Zuflucht, einer friedlichen, schirmen den Macht. Und so erwies sich auch die Macht Peters von Sa voyen in unsern Gegenden, und besonders in dem Lande, da sich vom Leman bis an die Sarine ausdehnte, mit Ausschlus von Freiburg, in dem Lande welches man anfieng das Waadt land (»la patrie de Vaud«) zu nennen, als die Verschmelzun jener Menge von kleinern Herren (existences) vor sich ging, di vor kurzem noch auf diesem Boden sich so rührig herumtum melten.

Es war kein Leichtes, da ein gemeinsames Gesetz zu hand haben, wo eben noch örtliche Verfassungen bestanden hatten Man musste verstehen, zumal die Zuneigung der Grossen z gewinnen, die Entwicklung der Communal-Freiheiten zu beför dern und durch gute Wehreinrichtungen eine regelmässige Ver waltung zu schützen. Um Menschen, die bis dahin keinen Wil len als ihren eigenen anerkannt hatten, an das Joch eines hö hern Gesetzes zu gewöhnen, gesellte sie Peter seinem Ruhm als Genossen bei, durchzog das Land, »se fesant amer«, sage die Chroniken, »festoyant les dames et les femmes, et gagnai le coeur d'un chacung.« Er gab wenig Festmahle, aber hie allezeit gastfreie Tafel. Er benutzte die Nacht für geistige A beiten, um den Tag für die Geschäfte zu haben. Die Mil seines Charakters leuchtet aus den Gesetzen hervor, die no von ihm vorhanden sind. Nachdem er den Grossen das Re sich unter einander zu befehden, entzogen, und sie für j.

Gewaltthat die auf ihren Ländereien begangen würde, verantwortlich gemacht hatte, liess er sie ihre Streithändel durch Schiedsrichter schlichten und sich durch Ebenbürtige beurtheilen. In der Absicht, ohne die Gebräuche zu verletzen, dieselben unmerklich in ein gemeinsames Landrecht übergehen zu lassen, setzte er in den Provinzen Landrichter (juges mages) ein, mit Berufung an einen obersten Richter. Der Prozessgang wurde vereinfacht, gerichtliche Voruntersuchung (enquête) eingeführt. Keine Spur von Anwendung der Folter. Von Peter rührt die Verordnung der savoyischen Gesetzgebung her, welche dem Armen einen Anwalt gibt und kostenfrei ein summarisches Rechtsverfahren sichert[24]).

Am Ende des verflossenen Jahrhunderts hat man lebhaft über die Frage gestritten, ob das Waadtland von Peter eine regelmässige Verfassung erhalten habe[25]). Dieser, auf politischem Felde hitzig geführte Streit hat sich nur langsam demselben entzogen; endlich auf geschichtlichen Boden zurückversetzt, ist diese Frage nicht so leicht zu lösen als es den Männern geschienen, die ein Interesse dabei hatten, sie in dem einen oder andern Sinne zu entscheiden. Um zu einer historischen Lösung zu gelangen, ist es vor allem aus nöthig, dass man von dem Begriffe einer Verfassung, wenn man dieses Wort vom dreizehnten Jahrhundert brauchen will, die Vorstellungen ausscheide, die dieser Ausdruck in dem Jahrhundert erweckt, in dem wir leben. Ein Staat mit einer Verfassung, wie wir ihn heutzutage realisirt sehen, ist die Frucht allmäliger innerer Verbindung (assimilation) der Elemente, die im Mittelalter erst anfingen unter einem gemeinsamen Haupt sich äusserlich zu

---

[24]) Die *Chroniken* stimmen mit den Aktenstücken gewöhnlich mehr überein als Guichenon. — *Pingon*, der den Uebergang aus den romantischen Zeiten in die historische bezeichnet. — *Cibrario*. — *Sclopis*, storia della legislatione del Piemonte. — *Wurstemberger*. — Die *Statuten des Grafen Peter*, in den Mémoires et Documents de la Société d'hist. rom. Tom. I.

[25]) *De la Harpe*, *von Mülinen*, *Cart*. Man sehe auch les Documents sur le Pays *de Vaud*, von *de Grenu*; *de Gingins*, Revue suisse, T. V. 247.

nähern. Wenn ein Graf von Savoyen damals sich Herzog von Chablais, Markgraf (marchion) von Italien nannte, und, kraft dieser Titel, auch alle diejenigen der mannigfaltigen Herrschaften, welche er nacheinander mit der seinigen vereinigte, annahm, so war diess nicht ein eitles Prahlen mit auf einander gehäuften Namen, sondern er sprach mit Wahrheit die verschiedene Natur seines Ansehens über nach verschiedenen Gebräuchen regierte Länder aus. Gerade so misskannte Peter von Savoyen, mitten unter den kleinern Herrschaften, die er sich untergeordnet hatte, keineswegs den mannigfaltigen Charakter derselben, er verfuhr nicht anders, als die damaligen Fürsten alle, welche anderswo in Europa eine der seinen ähnliche Aufgabe vollzogen. Einem noch mächtigen Adel, Städten, die sich erst bildeten, kirchlichen Staaten gegenüber, anerkannte er die bestehenden Thatsachen; er wählte die Stützpunkte seiner Macht, wo er sie fand; und ohne Clerus, Adeliche, Bürger und Gemeine zu vermengen, rief er sie gleichsam alle auf dasselbe Feld herab, um an einer gemeinsamen Berathung Theil zu nehmen und nach einem gemeinsamen Ziele zu streben.

Man hat gemeint, ein Mehreres folgern zu können aus einer Urkunde, welche Quisard in seiner Einleitung zu dem 1562 erschienenen Landrechte der Waadt im Auszuge gibt. Man hat darin die Grundlagen einer bestimmten Organisation sehen wollen. Die erste Frage, welcher diese Behauptung ruft, ist die, ob das citirte Aktenstück authentisch; die zweite, zu untersuchen, welches der Sinn und Werth desselben sei.

Ist die Urkunde ächt? — Sie scheint uns nicht den Charakter eines erdichteten Aktenstücks an sich zu tragen. Der Schreiber späterer Jahrhunderte, der sie erfunden hätte, würde sie nicht so, wie wir sie besitzen, abgefasst haben. Er hätte Wahrscheinlichkeit gesucht; er hätte zum Beispiel in den Ständen weder den Bischof von Lausanne, noch die Deputirten von Avenches, einer bischöflichen Stadt, sitzen lassen; noch weniger die von Saint Oyen de Joux[26]), während er sich anderseits

[26]) Saint-Claude.

wohl gehütet hätte die Namen der von Grandson, Palésieux, Blonay, Saint-Martin, Champvent auszulassen, lauter Herren, die im Mittelalter als mächtige galten. Eine Zusammensetzung der Stände, wie er sie darstellt, wäre seinen Zeitgenossen zu ausserordentlich vorgekommen. — War aber je in unserer Vergangenheit ein Moment, in welchem eine so zusammengesetzte Nationalversammlung möglich gewesen? — Ist einer, so ist es der gerade, den Quisard seinem Document als Datum gibt, der nämlich, welcher auf die Besitznahme des Landes durch Peter von Savoyen folgt. Alles beugte sich. Alle eilten sich um den Helden zu schaaren. Der Bischof von Lausanne selbst war nahe daran in die Stellung eines Unterthans gebracht zu werden. Seine Anwesenheit, bei solcher Lage der Dinge, lässt sich ganz natürlich begreifen. Die Abwesenheit gewisser Grossen, die Vertraute des Fürsten waren, hinwieder lässt sich durch empfangene Botschaften erklären. Indessen, wir müssen es anerkennen, auch die Aechtheit der Urkunde vorausgesetzt, wären noch viele Schwierigkeiten zu heben, ja so bedeutende, dass man zugeben muss, sie enthalte Irrthümer und habe Aenderungen erlitten [27]).

Wenn wir nun aber, unter solchem Vorbehalt, das von Quisard herausgegebene Aktenstück als authentisch annehmen, so bleibt noch der Sinn desselben zu bestimmen übrig. Was erhellt aus diesem Documente? Nichts, wie uns dünkt, was

---

[27]) Quisard setzt die Stände zusammen: 1) *aus Geistlichen:* die Commandeurs (?) von la Chaux und Romainmôtier; die Aebte von Bonmont, Aucrest, Joux, Marsens; die Pröbste von Payerne, St. Bernard, St. Oyen de Joux und von Oujon; 2) aus *Adelichen,* gesondert in Grafen, Barone und Bannerherrn (?). Die Grafen sind der von Neuchâtel, Romont (?), Gruyères und der Bischof von Lausanne; die Barone von Cossonay, la Sarraz, Aubonne, Mont und Grandcourt; die Bannerherrn: die Estavayers, Coppet, Wuippens, Prangins, Oron, Montricher, Tour, Wufflens, Wuillerens, Cugy, Bevay und Vuillens; 3) aus Bürgern (patriotes) der Gemeinden; Abgesandte der Städte Moudon, Yverdon, Morges, Nyon, andere aus Cudrefin, Rue und les Clées, und aus den Flecken Payerne, Orbes, Morat, Avenches und Montagny.

nicht aus dem Gange der Begebenheiten in unserm Vaterlande von selbst hervorgeht. Es lag in dem natürlichen Laufe der Dinge, dass Peter die Adelichen und die Nichtadelichen aus dem Waadtlande besammelte, wie er an den grossen Landtagen (les Grands jours) die von Faucigny, die von Val d'Aôst zusammenberief; dass er daran arbeitete, Herren, Priester, Mönche und Bürger sich näher zu bringen; dass er in jenen Zeiten, wo der Fürst sich noch gar nicht auf eine stehende Armee stützen konnte, die Freundschaft Aller suchte; dass er zu diesem Ende hin sie um seine Person herum versammelte; dass der kleine Charlemagne seine Gerichtstage (plaids) hatte, wie Karl der Grosse selbst, und dass ihm, gleich wie dem berühmten Kaiser seine Gerichtstage als Mittel zum Regieren dienen mussten.

Allein hier bleiben wir stehen. Wenn wir in der Urkunde, die uns beschäftigt, den Rodel einer Versammlung anerkennen, so können wir darin nicht auch die Merkmale einer constitutionellen Charte sehen. Wir glauben an die Thatsache, ohne von dieser Thatsache auf eine bestimmte Einrichtung schliessen zu können. Die Schriftsteller, welche, wie Johannes von Müller voranging, dem Peter von Savoyen die regelmässige Organisation der waadtländischen Stände zugeschrieben haben, sind in den Irrthum verfallen, in den Ursprung der Stände schon alles das zu legen, was diese Versammlungen später unter der schwachen Verwaltung der Nachfolger Amadee's VIII. geworden sind[28]). Müller hat seinen Irrthum erkannt, allein, da er ihn verbessern wollte, hat er, wie mir scheint, die Gränze des Wahren überschritten und ist in dem entgegengesetzten Sinne zu weit gegangen. Ich behaupte keineswegs, dass, wenn unter Peter von Savoyen die Stände der Waadt noch gar keine feste und bestimmte Form hatten, sie darum unter der noch ganz schwankenden Form einer erst werdenden Einrichtung sich gezeigt haben müssen. Peter hat sie berufen müssen, um Huldigungen zu empfangen, Räthe zu vernehmen, Mahnungen zu ertheilen, auf die Einheit des Landes hinzuwirken. Seine Waffen-

---

[28]) *Geschichte der Eidsgenossen*. Trad. II. 62.

genossen, aus England heimgekommen, wo Barone und Gemeine zu dieser Zeit die grosse Charte errangen, freuten sich wohl in ihrem Vaterlande wiederzufinden, was sie jenseits der Meere gesehen. Jedoch hüten wir uns, die werdenden Stände unserer Gaue mit den englischen Freiheiten zu verwechseln. Die englische Charte war die Frucht eines langen schweren Kampfes zwischen den Monarchen und seinen Unterthanen; sie beruhte auf einem Vertrag zwischen zwei Parteien, während im Waadtlande, die zwischen Peter und seinen Vasallen abgeschlossenen Acten nur die Untergebenen binden, den Fürsten nicht verpflichten. Peter bleibt also jedenfalls der Entscheid über die gegenseitige Stellung. Unstreitig bedarf er der Zuneigung seines Volkes, allein dieses hat nicht, wie das englische, durch das Recht der Waffen das einer Stellvertretung erworben. Die waadtländischen Stände bestehen, aber nur im Keime. An den kommenden Zeiten ist es, zu zeigen, ob dieser Keim sich entwickeln und für das Land eine freie und schützende Einrichtung werden soll oder nicht. Jene ersten Versammlungen aber waren die Frucht einer grossen vollzogenen Revolution. Und gewiss war die eine solche, welche an die Stelle einer vorangehenden Anarchie eine regelmässige Verwaltung, an die Stelle einer bloss nominellen Gewalt des Kaisers die eines thätigen, überall gegenwärtigen Fürsten gebracht, dessen Amtsleute die Herren überwachten, dessen Castellane den Aufschwung der Bürgerschaften unterstützten[29]), und dessen Gesetze abwechselnd

---

[29]) Die einzige Municipal-Urkunde, die wir von Peter von Savoyen besitzen, ist die in der *Chronik* von *Evian* (Mss. von 372 Seiten) enthaltene, in der Kantonal-Bibliothek in Lausanne. Der Verfasser dieser Chronik, der edle Pr. Prévost, Burgvogt von Evian, scheint uns im allgemeinen wohl unterrichtet gewesen zu sein. Die Urkunde ist von den übrigen aus diesem Jahrhundert wenig verschieden. Sie ist vom Jahre 1265. Wenig Strafbestimmungen, keine Erwähnung von Todesstrafe; der Schuldige wird der Gnade des Herrn überlassen. Die Bürger dürfen frei kaufen und verkaufen, wenn sie nur den dreizehntel (la treizaine) zahlen, insofern es sich um ein Haus handelt. Der Herr hat sich ausserdem beim Verkauf von Wein einen Theil vorbehalten

die Bewegung begünstigten oder ermässigten, welche in diese Zeitalter die untersten Klassen aus Leibeigenen zu Hörigen er porhob[30]).

Indem Peter also im romanischen Helvetien die Grundlag eines Staates gelegt, hatte er gleichzeitig sich in Stand geset durch starke Wehreinrichtungen sein Werk zu vertheidigen. Nic nur gewöhnte er den Adel daran, unter seinem Befehle zu käı pfen, ihm in seine fernen Feldzüge zu folgen, und sich unt ihm in der Kriegskunst zu üben; nicht nur nahm er mehr «

(dimidium octavum et de dimidio unum quartum) und das Recht, wä rend des Monates Mai allein Wein, aber rein und wohlschmecke zu verkaufen. Schutz für die Handelsleute der Arve bei der Brüc bei St. Maurice. Keinerlei Zoll (leude) auf dem was unter der Ha des Fürsten verkauft wurde. Waffendienst Ein Mal des Jahres, in de Umfange der drei Diocesen Sitten, Lausanne und Genf. Ein Bü ger durfte nur, wenn er auf frischer That von Diebstahl, Zauberei od Verraths ergriffen ward, verhaftet werden. Die Schiffahrt gehörte d Stadt, aber dem Grafen kam der Viertheil des Ertrages zu, sov das Recht der Ueberfahrt über den See, um zwei Dreier für den Ma und den Unterhalt der Schiffleute. — Moudon scheint ausgedehnte Freiheiten besessen zu haben, so weit man diess aus einigen Urkund betreffend Bürger dieses Städtchens schliessen kann. In St. Mauri sprach die Gemeinde Unabhängigkeit an. Siehe in der Gallia ch stiana (Theil XII. pag. 503) die Uebereinkunft zwischen der Gemein und dem Kloster.

[30]) Wie die Herren gegen den König gethan, das versuchten (Bürger gegen die Herren, und die Leibeigenen regten sich auch. I Fälle der Unfähigkeit, zu zeugen (tester), werden selten; die Grundzinse Geld verwandelt, dessen Werth fortwährend sinkt. Verkäufe von Leibeig nen werden sehr selten. Die Leibeigenschaft (la glèbe) wird es im Waad land mehr als irgendwo in der allemanischen oder burgundischen Schwei Das römische Gesetz, nach welchem die Kinder dem Stande der Mutt folgten, und das die Burgunder angenommen hatten, macht einem be sern Gebrauche Platz, dem zufolge sie dem Stande ihres Vaters fo gen; ein zur Leibeigenschaft herabführendes Recht, einem zur Fre heit hinanführenden. Peter ist diesen Verfügungen günstig, sow auch denjenigen, durch welche jährlich neue Ländereien Bauern geg geringen Grundzins überlassen wurden.

Ein Mal, mit dem Golde des Königs Heinrichs III. eine zahlreiche Truppe englischer Abentheurer in Sold, erstes Beispiel jener Heere von Condottiere, die im Mittelalter eine so grosse Rolle spielten; Peter, um seine Ritter durch gutes Fussvolk zu unterstützen, munterte die Bürger der Städte zur Bildung von Bogenschützen und Hallebardiercorps (inssarmaz) auf. Von ihm datiren sich jene Schützengesellschaften, ähnlich denen der englischen Städte, mit Vorrechten ausgestattet, die offenbar fürstlichen Ursprungs sind. Seit Peter von Savoyen war jedes Jahr der Papagaikönig im Jahre seines Königamtes frei von Gebühren und Abgaben. Die Gesellschaft der Hirschbogenschützen in Bern feiert noch jährlich als Stifter den Fürsten, dessen Andenken ihre Embleme fortpflanzen. Peter machte sich auch allmälig zum Herrn aller festen Plätze und aller wichtigen Pässe des Landes. So hatte er von dem Schlosse Joux Besitz genommen, welches eine der Juraschluchten schloss und öffnete; so sich von den Montfaucon die Stadt Yverdun abtreten lassen, den Brückenkopf des Sees, der damals den Namen dieser festen Stadt trug, und den Bau eines neuen Schlosses in diesen Mauern befohlen, wie auch in dem entstehenden Morges, das durch seine Lage das ganze Becken des Leman beherrschte. Ferner hatte er in alle seine Schlösser starke Besatzungen gelegt, besonders aber in das von Chillon, aus dem er sein Hauptarsenal machte [34]).

9.

Jedoch gerade diese militärischen Massnahmen, die ebenso wohl nach Innen wie gegen Aussen gerichtet waren, zeugten hinlänglich davon, dass Peter seine Macht in dem neu geschaffenen Staate nicht als befestigt betrachten durfte. Viele Häupter, die sich vor ihm gebeugt, erwarteten ungeduldig den Tag, wo sie mit einiger Aussicht auf Erfolg sich erheben könnten,

[34]) Er füllte es mit Thürmen, Wurfmaschinen (balistes) und in seinem letzten Kriege gegen das Wallis bezieht er daraus 18,500 Pfeile (flèchons) für die Wurfmaschinen, und 31,562 für Bogen, die letztern zwei Fuss lang.

und Peter, der schon Abnahme seiner Kräfte spürte, sollte bald in einen neuen Kampf sich verwickelt sehen, ernster als keiner derer, die er bisdahin bestanden. Bis jetzt mochte es scheinen, er brauche sich nur zu zeigen um den Sieg davon zu tragen, so beständig hatte das Glück seine Unternehmungen gekrönt. Während seiner Triumphe hatte er seine Tochter mit Guignes, aus dem mächtigen Hause der Dauphins von Viennois, und seinen Bruder Philipp mit der Wittwe des Grafen von Burgund vermählt. Es war, wie wenn das Haus Savoyen bestimmt gewesen wäre, das alte Reich der Burgunder auf neue Grundlagen wieder zu errichten. Die Macht dieses Hauses schien einen neuen Glanz anzunehmen, als bei dem Tode des Bonifaz, Grafen von Savoyen, Amé's IV. Nachfolger, die Grossen und das Volk sich zu Peter hinneigten, als zu dem Fürsten seiner Familie, der am tüchtigsten wäre, in so unruhigen Zeiten das Zepter zu führen; als, einer dem andern zuvorkommend, sie ihm in Chambery (1263)[32]) zu huldigen eilten. Bonifaz war in einem unglücklichen Kriege in Italien unterlegen, Peter trat die Regierung damit an, dass er über die Alpen zog und die Ehre seines Hauses rächte; er nahm Turin ein und liess diese Stadt in den Händen eines Sohnes seines Bruders Thomas[33]). Er hatte eben nun den höchsten Grad seiner Macht erreicht. Papst und Kaiser suchten um die Wette seine Freundschaft. Sein Einfluss in Paris und London erhielt zwischen den beiden Höfen eine schwierige Eintracht. Die Geschichte hat die Dienste, welche die Fürsten von Savoyen, in hoher Achtung an den angesehensten Höfen Europa's, in der Politik dieses Zeitalters, als Vermittler geleistet, zu wenig bemerkt. In England empfing Peter jedes Jahr neue Zeichen der königlichen Huld. Heinrich III. hatte ihn seinem Sohne Eduard als Führer mitgegeben, da er diesen jungen Prinzen als Befehlshaber nach Irland sandte,

---

[32]) Der älteste der Söhne seines Bruders Thomas war erst 16 Jahre alt. Bei Zulassung der weiblichen Linie war Beatrix, Bonifaz Schwester, Erbin ihres Vater; Peter liess sich die Rechte abtreten.

[33]) Siehe die Chronik von Evian.

Er übertrug ihm Unterhandlungen, die ein unumschränktes Zutrauen erheischten. Jedes Jahr empfing Peter neue Geschenke von der Freigebigkeit des Königs. So hatte dieser ihm den Boden geschenkt, auf welchem er den Savoy palace baute, der neulich, bei Anlass der Erbauung der Waterloo-Brücke, geschleift ward, dessen Name aber ein Quartier in London erhalten[34]). Zahlreiche savoyische und waadtländische Edelleute waren Peter nach England gefolgt. Er machte sich das Vormundschaftsrecht, das der König ihm über mehrere adeliche Erbinnen übertragen hatte, zu Nutze, um seine Mündel mit Söhnen aus unsern Gebirgen zu verbinden. So heirathete ein Chalant die Erbin des berühmten Hauses Vasey. Auch andere dieser Edelleute verbanden sich mit vornehmen Familien Englands und liessen sich in diesem Königreiche nieder. Die La Porte sind Porter, die Boutillier Butiller, die La Fléchère Fletcher geworden. Die Grandson (de Grandissono) haben unter dem Namen Grandisson eine Rolle gespielt. Aus dem Stamme der Maréchall sind die Mareschall entsprossen. Auch Charron und Wuippens tauschten ihre Heimat mit einer neuen. Ebal de Mont trat in die Dienste des Prinzen Eduard[35]). Der englische Chronikschreiber Matthieux Paris berichtet, der Graf von Savoyen habe auf seinen häufigen Fahrten über den Ocean schöne Töchter aus dem Waadtlande mitgeführt, und sie mit englischen Edelleuten verehlicht, wie wenn er die beiden Heimatlande durch alle Bande des Blutes hätte sich näher bringen wollen.

---

34) Der *Savoy palace* wurde im Jahr 1247 auf den Ruinen des Hauses Brian, im Strand, erbaut. Dieses Quartier gehörte zum Herzogthum Lancaster, war Privateigenthum des Königs und hatte seine besondere Gerichtsbarkeit. Noch heutzutage darf kein Constabel in den kleinen Bezirk Greeve oder Reeve dringen, der in dem savoyischen Quartiere liegt. Ich verdanke mehrere dieser einzelnen Umstände Herrn Wurstemberger, wie ich ihm auch eine gründlichere Kenntniss mehrerer Parteien des Gegenstandes, den ich bearbeite, verdanke.

35) Ein Sohn Gottfrieds von Habsburg-Lauffenburg, letzter Sprössling des ältern Stammes der Habsburge, heirathete Mathilde von Colville, Erbin der Denbigh. Siehe *Müller Schweizergeschichte*, *II*.

Man nennt unter den Engländern, welche schöne Waadtlän-derinnen heiratheten, Johann, den Sohn der Gräfin Mathilde vo Varrannes, und Balduin, Grafen von Devon und Herr der I sel Wight.

Aber gerade in der Zeit, da Peters Glück in England hoch stieg, war dieses Reich innern Stürmen preisgegeb die schliesslich zur Festsetzung seiner politischen Freiheiten zu dem unter dem Namen Magna charta bekannten Verkom niss führen sollten. Die Schwäche des Königs, seine Verschwe dung an neue Fremdlinge, die aus Frankreich gekommen w ren, die Zerrüttung der Finanzen und der Mangel an Rü sichten bezüglich auf die nationalen Vorurtheile des alten En lands, hatten den Aufstand des Volkes und der Barone zur Fol gehabt. Das Gewitter schwoll heran. Doch war es noch nic losgebrochen, als ein Fremdling erschien, einer jener Mensche in denen Gemeinheit und Genie, Kälte und Leidenschaft, Li und Verwegenheit sich wunderbar zu jenen vieldeutigen Chara teren mischen, — geschmeidig, kriechend, tollkühn, — deren d Vorsehung sich als Werkzeugen bedient um die Völker heim suchen und sie durch die Feuerprobe zur Freiheit zu führe Simon von Montfort war das Haupt, dessen zum offnen Au stand die Lords und die Gemeinen warteten. Da begann d Bürgerkrieg. So lange die Parteien sich die Waage hielte spielte Peter die Rolle eines Vermittlers zwischen ihnen. war einer der provisorischen Räthe, die das Misstrauen in Fol des Friedensschlusses von Oxford neben den König gestellt hatt Da aber in Abwesenheit des Grafen von Savoyen der Kri wieder ausgebrochen und nach der Schlacht bei Lewes (d 13. Mai 1264) der König in die Gewalt der Feinde gefallen, so w von nun an Peters einziges Streben, dem König, seinem Neffe wieder zur Krone zu verhelfen. Er borgt beträchtliche Summe rüstet an den flandrischen Küsten eine Flotte und hebt ei Armee aus. Auf seinen Ruf eilen schaarenweise vom Fus der Alpen Krieger herbei; von Aubonne, St. Martin, Montagn Corbière, Roverea; in ihrem Gefolge Leute aus den Gemeine Johann von Bern, Guy von Lutry, zwei Brüder, Peter und R

bert Carra, und noch viele andere. Man schifft sich ein; allein heftige Stürme zerstreuen die Fahrzeuge und nöthigen die Flotte, wieder in den Hafen einzulaufen.

In diesem Augenblicke erhielt der Graf von Savoyen die Kunde von Ereignissen, die ihn eilig in seine Heimat zurückriefen. Die Anstrengungen, die er gemacht, um den König von England wieder auf den Thron seiner Väter zu setzen, waren misslungen, die Güter, die er in diesem Königreiche besass, in Beschlag genommen worden. Die Schulden, die er eben eingegangen, um ein vergebliches Unternehmen zu versuchen, hatten seine Hülfsquellen erschöpft. In dieser Lage musste er nach Helvetien zurückkehren, wo seine alten Feinde alle sich erhoben hatten, und neue Gegner im Felde erschienen, um ihm die Frucht seiner mühevollen Laufbahn zu entreissen.

10.

Der Heerführer, der sich an die Spitze einer neuen Schilderhebung gegen den Grafen Peter gestellt hatte, war Rudolf von Habsburg. Rudolf bereitete durch eine rührige und kriegerische Thätigkeit sich auf den Ruhm vor, der seiner wartete, und hatte angefangen in der östlichen Schweiz die Rolle zu spielen, die Peter seit einem halben Jahrhundert in der romanischen ausführte. Schon galt er überall am Fusse der Alpen für einen Helden und war als böser Nachbar gefürchtet, als ein Jahr nach einander die beiden Grafen von Kyburg starben, Hartmann der jüngere in Burgdorf, und Hartmann der ältere in der Burg seiner Väter[36]). Hartmann der jüngere hatte als Erbin alles seines Eigenen (Allodialgüter) eine noch junge Tochter hinterlassen. Für die Güter, die er vom Reiche zu Lehen trug, hatte Peter, vermöge der Freundschaft seines Neffen, des Kaisers Richard, sich belehnen lassen. In halb vergoldeter, halb eiserner Rüstung, Sinnbild der beiden Mittel, durch die er seine Macht gegründet, am Hofe erscheinend (wenn man der Chronik Glauben schenken darf), hatte er das Reichsvicariat in

---

[36]) Hartmann der jüngere den 3. September 1263, Hartmann der ältere den 27. November 1264.

in sehr ausgedehnten Gränzen, die Belehnung der seinem Zepter unterworfenen Länder, so wie aller in dem Erbe des jüngern Hartmann begriffenen kaiserlichen Lehen empfangen[37]). Als auch Hartmann der ältere verschied, so wurde er als der letzte seines Geschlechtes mit Schild und Helm in der Gruft seiner Väter bestattet. Der Friede seiner letzten Tage war durch die Sorge getrübt worden, welche das Schicksal seiner zärtlich geliebten Wittwe Margaretha von Savoyen ihm verursachte[38]). Nicht lange so zeigte es sich, dass seine Besorgnisse nur zu begründet waren. Kaum hatte nämlich Rudolf von Habsburg, sein Neffe und natürlicher Erbe, von seinen Gütern Besitz genommen, so entriss er, ohne Rücksicht auf den letzten Willen des Greises, der Margaretha auch die Burgen, die ihr als Witthum ausgesetzt waren. Dann zog er vor Burgdorf, bemächtigte sich dieser Stadt, in der er geheime Verbindungen anzuknüpfen gewusst, erklärte sich öffentlich als Vormund der Tochter Hartmanns des Jüngern, und rückte, wohl wissend, dass er damit dem Hause Savoyen den Krieg eröffne, an der Spitze von 1500 Rittern und eines furchtbaren Fussvolks ohne sich zu bedenken in die Waadt vor[39]).

Er hatte nicht so bald dieses Land betreten, als alle alten Feinde Peters, voll Zuversicht, was sie in einer Reihe unglücklicher Kriege verloren hatten, wieder hofften zurückerobern zu können. Alle zumal traten auf, die Bischöfe von Sitten, Lausanne und Genf, der Graf von Genf, und alles was im Waadt-

---

37) „Mit Leuten, Ehren, Rechten, Münzen, Märkten, Strassen, Ländereien, bebautem und unbebautem Land, Gewässern, Wäldern, Jagd, Fischfang, Regalien, nur mit Vorbehalt der Rechte Hartmanns des ältern, auf die noch unvertheilten Güter.“ A Berkenstead, den 17. Oktober 1263.

38) Er hatte mehrere Male sein Testament gemacht und wieder geändert, immer mit dieser Sorge beschäftigt, und hatte den Bischof von Konstanz und den Abt von St. Gallen mit der Wahrung seines letzten Willens betraut.

39) Der Strassburger Chronik zufolge gab diese einzige Stadt 500 Reiter (milites?).

lande nur ungern das savoyische Joch trug. In der ersten Hitze des Aufstandes wurden sogar die Städte besetzt. Zu gleicher Zeit hatten Turin, Asti, und der Fürst von Montferrat auf der andern Seite der Alpen die Waffen ergriffen, und der Herzog von Anjou, seit kurzem Graf der Provence, seine Streitkräfte mit den ihrigen vereinigt. Das Dauphiné selbst zeigte sich offenbar zur Empörung geneigt.

Indessen war Peter von Savoyen, als er herbeieilte, um so viele verschworne Gegner zu bekämpfen, nicht mehr jener Fürst in der Kraft seiner Jahre, der aus dem Schatze eines königlichen Freundes mit vollen Händen schöpfen konnte. Allein stehend, verschuldet, gebrochen durch den doppelten unausgesetzten Kampf, besass er keine andere Hülfsquelle mehr als sein Genie. Nichts desto weniger bot er allerwärts die Stirne. Nachdem er einige Gendarmerie über die Alpen entsendet unter seinem Bruder Philipp, zog er selbst vorerst gegen Genf. Es reichte hin, die Besatzungen zu verstärken, um den Bischof zu einem vortheilhaften Vergleiche zu vermögen. Durch Geldmangel und die Nothwendigkeit andern Gegnern abzuwehren, gedrängt, anerkannte Peter für die Summe von 2250 Genferlivres das Oberlehensrecht des Prälaten in Genf an; er stand ab von der Schirmvogtei (droit de garde), welche die Bürger ihm übertragen, und beschränkte sich auf die Rechte, die er pfandweise für die dem Grafen von Genf auferlegten Schuld besass. Er brachte den Grafen selbst dahin, diesen Vergleich zu unterzeichnen[40]). Sodann, frei von dieser Seite, zog er gegen den Bischof von Savoyen, der sich eben Martinachs bemächtigt hatte, nahm diesen Platz wieder, warf die Walliser zurück, und seinen Hauptleuten, Aymon von Salle neuve und Wilhelm von Lucinge, den Krieg an diesen Marken überlassend, wandte er sich gegen Freiburg, Rudolfs Waffenplatz, und gegen Bern, welches der Habsburger eng eingeschlossen hielt.

[40]) Der Vergleich wurde schliesslich unterzeichnet zu Versoix, den 23. August 1267. — Schon hatte der in unsern Tagen wieder erneuerte Streit, betreffend die Wasserhöhe des Sees und die Schwellungen der Rhone, sich erhoben.

Wir kennen wenig die Begebenheiten des Krieges, der wä
rend des ganzen Jahres 1265 und in den ersten Monaten
folgenden Jahres Westhelvetien verwüstete. Es war wohl ol
Zweifel einer jener Kriege, wie die meisten im Mittelalter,
von Kriegslisten, Ueberfällen und Verheerungen. Peter hatte
wenig Leute, und zu viele Feinde auf dem Halse, als dass
entscheidende Vortheile hätte gewinnen können. Indessen
lang es ihm wenigstens etliche der gegen ihn aufgestande
Herren zum Gehorsam zurückzubringen. Der junge Graf
Nidau kam nach Murten, ihm wieder zu huldigen. Die Her
von Stäffis schworen im Schlosse Font, bis zum Schlusse
Krieges neutral zu bleiben. Peter hatte die Unterstützung
Papstes Clemens IV., natürlichen Beschützers einer Wittwe,
gesucht, und von demselben die Anerkennung der Rechte
ner Schwester Margaretha sowohl als die Sendung eines Le
ten erlangt, beauftragt, dem Rudolf das Urtheil des heili
Vaters kund zu thun. Giffre, Abt unserer lieben Frauen
Abondance, Ueberbringer dieser Botschaft, erschien unter
Mauern Freiburgs. Er fand hier Gottfried von Lauffenburg
der, beim Anblick des Mönchs auffahrend, seine Wuth in
furchtbaren Tönen seines Schweizerdeutsch ausschüttete, d
der Abt, dieser Sprache fremd, voll Entsetzen davon floh.
zwischen eilte man ihm sofort nach; Unterhandlungen entsp
nen sich in einiger Entfernung von der Stadt, allein ohne
gend einen Erfolg[42]).

Da fasste der Graf von Savoyen den Entschluss, seine Str
kräfte zu sammeln, und durch irgend ein kühnes Unternehn
dem Krieg eine neue Wendung zu geben. Er verstärkte se
treue Gendarmerie durch fünfhundert Zuzüger von Bern, e
kernhafte, tapfere Schaar, und drang, unerwartet die Ufer
Aare und der Saane verlassend, in die Schluchten des Wa
ein, wo der Krieg mit wechselndem Glücke und vielem Rau
fortgedauert hatte. Er schlug den Bischof, nahm seine bes

---

[41]) Cibrario sagt: Rudolf selbst.

[42]) Weinmonat 1265. Gesandtschaftsbericht.

Burgen und zwang ihn, den 27. Hornung 1266, einen Waffenstillstand für Ein Jahr zu unterzeichnen, während welches Schiedsrichter an dem Abschlusse eines Friedens arbeiten sollten.

Aber während Peter sich bemühete, dem Krieg im Wallis ein Ende zu machen, hatten seine Feinde auch ihre Kräfte vereint, und waren bis unter die Mauern von Chillon vorgedrungen, das sie zu belagern angefangen hatten. Deutsche, Waadtländer, der grösste Theil des Adels des Landes lagerten in den Umgebungen des Schlosses. An ihrer Spitze befand sich ein Hauptmann, den die sächsische Chronik Herzog von Lupfingen, die savoyischen Herzog von Cophingen oder Zoffingen nennen. Sie waren bereits mehrere Tage mit der Belagerung beschäftigt, als der Graf von Savoyen, in tiefer Stille heranreitend und seinen Marsch in das Dunkel der Nacht hüllend, aus den Schluchten des Wallis hervorbrach und sich dem Leman näherte.

Lassen wir den Chronikschreiber erzählen, was hierauf geschah. »Ohne bemerkt zu werden, gab der Graf Peter dem Schlosswächter ein Zeichen, und drang, von ihm erkannt, nebst zwei andern in Chillon ein. Und als er drinnen war, erfrischte er sich und trank; die im Schlosse aber waren gar erfreut. Bald darauf bestieg er den Thurm, von dem herab er seine Feinde erspähen und wählen konnte, und sah, dass sie ihre Quartiere weit von einander hatten, und schliefen; denn sie ahneten nichts. Nun stieg er wieder hinunter, und schiffte sich auf einem Nachen ein, der ihn bald nach Villeneuve brachte, allwo er seine Leute gelassen. Und kam gar freudig auf sie zu. Als sie ihn so froh sahen, fragten sie ihn: »Was bringet ihr für Kunde?« »O sehr gute, erwiederte er, denn so Gott uns beisteht, und wir brave Leute sein wollen, so sind alle unsere Feinde unser.« Worauf alle mit Einer Stimme riefen. Herr, befehlet nur! Und sie waffneten sich, stiegen gerüstet in guter Ordnung zu Pferd, zogen leise durch den Pass von Chillon, und überfielen plötzlich die Gezelte und Quartiere des Herzogs von Cophingen, mit dem sie bald fertig waren; denn ihn wie seine Leute fanden sie ohne Waffen, halb wach, halb schlafend. Und sie machten es so gut, dass der Graf ihr Gefangener wurde,

und mit ihm die Grafen von Nidau, Greierz, Arberg, die Barone von Montfaucon, Grandson, Cossonay, Montagnye, in allem achtzig Barone, Herren, Ritter, Knappen und Edle des Landes. Und alle liess der Graf Peter ins Schloss Chillon führen, wo er sie nicht als Gefangene behandelte, sondern ehrenvoll bewirthete. Gross war die Beute auf der Wahlstatt so wie im Lager.«

Die Frucht des Sieges bei Chillon war die Eroberung der Waadt. Peter zog wieder in Moudon, Romont und Murten ein. »Und war sehr zufrieden mit denen von Murten, sagt die Chronik, und liess eine Burg (donjon) und einen starken Thurm am Eingang der Stadt errichten.« Hierauf, nachdem er auch an der Broie, zwischen dem Murtner- und Neuenburgersee, die Fundamente eines festen Thurmes gelegt, zog er dem Ufer entlang und legte sich vor Yverdun, das er erst nach lebhaftem Widerstand eroberte. Die Einnahme dieser Stadt und die Unterwerfung der Lausanner, die auch am Aufstande Theil genommen[43]), machten ihn vollends wieder zum Meister des Landes.

Sodann liess, wie die Chronik meldet, Peter die Gefangenen, welche in Chillon, Villeneuve und an andern Orten sich befanden, holen, und sprach zu ihnen also: »Herr von Cophingen und ihr andern Herren, ihr habet mich bekriegt; jedoch Gott hat es mit dem Recht gehalten, da ihr alle wie ihr sehet meine Gefangenen seid; so wisset, dass ihr mich um viel Geld gebracht, und ich viel Ursache hätte, ein schweres Lösegeld für euch zu fordern, allein ich will es nicht so scharf nehmen. Wenn ihr also, Herr von Cophingen, mir das Waadtland überlassen wollt, so will ich euch ohne Lösegeld freigeben. Wo nicht, so seid ihr noch in meinen Händen, und werde das Waadtland haben, ob ihr wollet oder nicht.« Worauf der Herzog, obschon es ihm weh that, ein solches Kleinod zu verlieren, erwiederte: »Ich willige ein, wofern ihr mich und die Meinigen frei und ledig lasset.« — »Was euch und euere Deutschen anbelangt, so will ich es, entgegnete der Graf, aber die Her-

43) Pingon.

ren aus der Waadt sollen mir Huldigung leisten, und durch ihr Lösegeld mir meine Lasten erleichtern helfen.« Doch nach langem Reden wurden alle, so sie nur Huldigung leisteten, frei gelassen[44]). Nunmehr liess der Graf die Damen des Landes, insonderheit die Ehegemale der gefangenen Herren, nach Yverdun bescheiden, und bewirthete sie so fürstlich, dass man es nicht beschreiben kann.«

So meldet, meine Herren, die Chronik. Ich kann hier nicht alle Fragen berühren, welche dieser Bericht hervorruft. Die Geschichte darf die Schlacht bei Chillon nicht verwerfen, welche Ruchat in einer Chronik vom Jahre 1280 gelesen hat; welche eine alte im Schlosse Chatelard aufbewahrte Handschrift mit etlichen neuen Umständen schildert, die sich auf die Flucht mehrerer, in den Thälern von Oron gefangen gewordenen Herren beziehen, und mit der Meldung eines Beinhauses, das auf dem Wahlplatze errichtet worden sei; welche zudem alle savoyischen und waadtländischen Chroniken erzählt haben und die sich in den sächsischen Geschlechtsregistern von Fabricius vorfindet[45]). Allein so wenig wir die Hauptthatsache, welche diesen überlieferten Berichten zu Grunde liegt, läugnen möch-

---

[44]) Chr. von Savoyen in den Monuments de Turin, I. 284. — Man vergleiche die Chronik von Evian. Folio 20 verso. „Es wurde allen das Leben geschenkt, zwölfe der Angesehensten ausgenommen, die nach Savoyen weggeführt und daselbst bis zum Tode des Grafen gefangen gehalten wurden, weil sie an diesem Kriege Schuld gewesen."

[45]) *Champier*, wieder erschienen im *Conservateur Suisse VII.* 289. — *Paradin*, p. 147. — *Guichenon hist. gén. I.* 284. — *G. Fabricii Chemnicensis Orig. ill. stirpis saxonicæ, IV.* 475. — Die *waadtländischen Chroniken*. Die Ausgaben bieten Varianten dar; die eine setzt die Begebenheit ins Jahr 1246, andere in 1260 und 1266. *Pingon* und die Chronik von Evian in 1263 oder 1265. — *Cibrario, Storia della monarchia di Savoia*, tom. II. — *Mr. le baron de Gingins, Etablissement du comte Pierre, d'après M. Cibrario*, in der *Revue Suisse*, V. p. 258. — *Mr. Edouard Mallet. Du pouvoir que la maison de Savoie a exercé dans Genève*, in den *Mémoires et documents de la société d'histoire de Genève*, VI. p. 177. *Wurstemberger*, in seinem *Peter von Savoyen*, noch Manuscript.

ten, so wenig können wir alle Einzelheiten in der Erzählung einer Begebenheit verbürgen, die ihrer Natur nach zu epischen Ausmalungen sich so sehr eignete. Was den Zeitpunkt dieser Waffenthat betrifft, so können wir ihn nicht anders bestimmen als die Mehrzahl der Chronikschreiber es gethan und wir so eben ihn auch angenommen haben.

Aber wer ist der Besiegte von Chillon? wer ist jener Heerführer, den die einen unserer Chroniken Herzog von Zhoffingen[46]), die andern Herzog von Cophingen oder Chepelungréen[47]), woraus Fabricius einen Grafen Luffingen und einen Landgrafen von Stühlingen im Schwarzwald macht[48])? War er ein kaiserlicher Statthalter, wie der sächsische Genealogist sagt? War er ein Statthalter Rudolfs oder Rudolf selbst? — Cibrario steht nicht an, in dem Besiegten den Rudolf in eigner Person zu sehen; wir nehmen lieber einen Statthalter des Grafen von Habsburg an. Es scheint uns, wenn Rudolf selbst Gefangener Peters von Savoyen geworden wäre, so würden unsere romanischen Chroniken den Namen des Gefangenen besser behalten, und die deutschen eine so hervorstechende Thatsache gewiss gemeldet haben. Freilich kann man mit Wahrheit sagen, dass die deutschen Chronikschreiber, voll wahrer oder sagenhafter, vielleicht von der Geschichte zu leichthin aufgenommener, Umstände über die gleichzeitigen glücklichen Fehden Rudolfs gegen die Freiherrn von Regensberg, den Grafen von Toggenburg und den Abt von St. Gallen, uns dagegen über desselben unglücklichen Krieg mit Peter von Savoyen sehr wenig melden. Aber doch

---

46) Rudolf befand sich seit kurzem im Besitz der Stadt Zofingen (*Leu*), ohne jedoch den Namen davon zu führen.

47) Es ist bekannt, dass Sigmund Wagner in Chepelungréen ein verdorbenes: „Kyburg der Jüngere“ fand.

48) „E sylva nigra dux Loffingiensis, unus e Landgraviis Stulingiis, quem Egonem Annales nominant, missus qui illam dictionem (Chablas. et Vallem Augustanam) imperii nomine vindicaret, a quo nihil effectum est illa expeditione dignum: nam in proelio cum septem comitibus dux ipse captus est, et Comites illi passim per Sabaudiam in vinculis dispersi. Capta deinceps plura oppida, Modunum, Rhona (Romont), Verdunum, quod non sine maxima difficultate accidit. Stulingius, qui, nescio quid juris in dictionem Sabaudiæ se habere arbitrabatur, eo se abdicat et nihil unquam in posterum se moturum suo aut hæredum nomine promittit.“ Er setzt die Begebenheit in die Zeit, wo Philipp und Otho um das Reich sich bewarben. — Wurstemberger, der in seiner gründlichen Arbeit über Peter von Savoyen keine einmal erhobene Frage ununtersucht gelassen hat, erinnert hier daran, dass in Oberschwaben Grafen von Lupfen oder Lupfingen waren; dass diese Grafen die Landgrafschaft Kleggau oder Stühlingen als Reichslehen besassen; dass zwar keiner aus ihnen Egon geheissen, wohl aber etliche Eberhard, welcher Name, durch den gleichen Anfangsbuchstaben, leicht zu einem Irrthum verleitet haben mag. Man vergleiche, was wir über das Gefecht bei Port-Valais gesagt haben, §. 6. Wurstemberger neigt sich zu der Ansicht, dass der Kampf bei Chillon unter Thomas I. statt gefunden hätte. Nach der Erscheinung seines *Peter von Savoyen* wird man erst diese Frage wieder aufnehmen und gründlich erforschen können.

bleibt es unerklärlich, wie ein so auffallendes Ereigniss, wie Rudolfs Gefangennehmung gewesen wäre, hätte geschehen können, ohne dort in der Ueberlieferung, hier in der Reihe der Begebenheiten zu haften.

Der Gang der Ereignisse setzt einen bedeutenden Sieg Peters von Savoyen voraus; denn wir sehen den Schauplatz des Krieges, der lange um Freiburg und in der Waadt gewesen war, auf ein Mal an die Ufer der Aare versetzt; wir sehen eine Stadt nach der andern sich ergeben, und alle Herren des Landes bis zu diesem Flusse, die in den Thälern des Oberlandes, die an den Ufern des kleinen Sees, wie die des Waadtlandes, alle dem Sieger Huldigung leisten. Peter hielt unter dem Zuruf der Bürgerschaft seinen Einzug in Bern[49]). Auf seine Stimme vergrösserte sich die Stadt, um die neuen Bürger, welche der Krieg in ihre Mauern geworfen hatte, in ihrem Schoosse aufzunehmen[50]). Bern nannte den Grafen zon Savoyen seinen zweiten Stifter[51]). Er gewährt der heldenmüthigen Stadt, als Belohnung der Dienste, die er von ihr empfangen, den Tausch einer ersten ihre Freiheiten gefährdenden Urkunde[52]), gegen eine neue, worin er die Rechte seiner Verbündeten als Reichsstadt deutlicher anerkennt. Hierauf, als er eine Brücke über die Aare geschlagen und mit eigner Hand den ersten Balken an das gegenüberliegende Ufer[53]) geworfen, zog er über die Brücke und nahm unverweilt das Schloss Bremgarten ein, den Sitz uralter Freiherren, die auf dem rechten Ufer des Flusses reiche Güter besassen. Der Herr von Bremgarten schwur Peter gegen alle und jede zu dienen, insonderheit aber gegen Rudolf von Habsburg[54]). Das Jahr darauf wandte sich der Graf von Savoyen mit seiner Heeresmacht gegen Freiburg, den einzigen befestigten Ort, der Rudolf in Helvetien noch blieb. Aber während er die Belagerung eifrig betreibt, führen im Löwenberg am Murtnersee eröffnete Unterhandlungen den 18. September 1267 zum Frieden. Rudolf anerkennt die Rechte der Margaretha von Savoyen, und verbürgt durch Pfänder die Bezahlung des Witthums dieser Fürstin[55]). Peter diktirt als Sieger die Friedens-

---

[49]) Justinger.

[50]) Auf dem untern Theile der Halbinsel, die sie bedeckt, gelegen, bestand die Stadt Bern damals 75 Jahre. Ein neuer Graben, *der Thiergraben*, wurde der Vertheidigungsgraben der neuen Stadt; man zerstörte den alten, der die Stadt „*der Zähringer*“ von derjenigen „*der Savoyer*“ schied.

[51]) „Und seinen *Ortsfrümer*.“ (?)

[52]) Dieser alte Brief findet sich nicht mehr; allein er musste sich wenig von dem unterscheiden, der Murten betraf, und der in den Archiven von Turin noch vorhanden ist.

[53]) „Von dem er in seinem und seiner Bundesgenossen Namen Besitz nahm.“

[54]) „Man solle ihn eidbrüchig nennen, wenn er sein Wort bräche.“ Die Urkunde wurde in Murten ausgefertigt, am St. Michaelstag, den 29. Herbstmonat 1266.

[55]) Durch die Anerkennungsurkunde verpflichtet sich Rudolf, der

bedingungen; jedoch erscheinen uns diese Bedingungen nicht so, dass sie eine so wichtige Begebenheit voraussetzten, wie die persönliche Gefangennahme des fürstlichen Gegners gewesen wäre, eine Begebenheit, deren die Urkunde, wie wir sie besitzen, übrigens keinerlei Erwähnung thut. Sofort nach dem Friedensschlusse mit Rudolf eilte Peter ins Wallis, wo der Bischof den Waffenstillstand gebrochen hatte; und schon war er auf dem Punkte, Sitten zu erstürmen, als Bischof und Graf von Genf vermittelnd dazwischen traten, und einen Vergleich zu Stande brachten, der auf den Grundlagen desjenigen von 1260 beruhet[56]).

11.

Diess war der letzte Kriegeszug des Grafen Peters. Eine so ununterbrochene Thätigkeit hatte die Energie seines Geistes und die Kraft seines Körpers gebrochen. Den letzten Mühsalen unterliegend, suchte er in Chillon die Ruhe, die ihn stets mied; aber bald nöthigten ihn neue Händel, noch ein Mal die Alpen zu überschreiten, und auf der Rückkehr von dieser Reise starb er in Pierrechatel, einer festen Burg, dem letzten Asyle seiner Mutter. Er verschied, von gierigen Erben umgeben, die, alle um die Wette, ihre Ansprüche auf das Erbe geltend machten. Peter ernannte seinen Bruder Philipp zu seinem Nachfolger unter dem Titel eines Grafen von Savoyen, und seine Tochter zu Erbinnen seiner als Apanage erhaltenen sowohl als seiner selbst erworbenen Länder. Er vergabte seine Güter in England, die ihm wieder zurückgestellt worden waren, seiner Nichte Leonore, mit Ausnahme jedoch seines Palastes in London, welchen er dem Hospitz St. Bernhard vermachte. Er unterzeichnete mit einem von zitternder Hand gezogenen Kreuze; sodann nahm er von seinem Finger den Ring von St. Maurice, um ihn an den seines Thronfolgers zu stecken, und entschlief wenige Augenblicke nachher.

Peter hatte das Ziel, das er in Helvetien verfolgte, nicht erreicht. Weder ihm, noch Rudolf gelang es, in unsern Gebirgen einen monarchischen Staat zu gründen. Das ist der Ruhm Rudolfs und seines Hauses gewesen, dass, was er unter den freien Söhnen der Alpen nicht ins Werk zu setzen vermochte, er ausser den Marken der Schweiz vollführt und die Grundlagen jenes unermesslichen Reiches gelegt hat, über dem die Sonne nie unterging. Ohne an grossen Eigenschaften Rudolf

---

Margaretha jährlich so lange sie lebe 250 Mark Silber zu bezahlen, und verpfändet ihr mehrere in der kyburgischen Erbschaft begriffene Burgen. Diese Aktenstücke tragen die Unterschrift des Grafen Peters, seines Bruders Philipp und mehrerer Herren aus seinem Gefolge. Siehe die Urkunde in *Lichnowski's* Geschichte des Hauses Habsburg, I. Kap. CLIX. Es ist unbekannt, ob besondere Verträge die Ansprüche der Habsburger einerseits und des Grafen von Savoyen und seiner verbündeten Städte und Herren anderseits festsetzten.

[56]) Pingon?

nachzustehen, ist Peter weit entfernt, in der Geschichte einen Namen ähnlich dem des von ihm besiegten Fürsten hinterlassen zu haben. Kaum findet sich heutzutage dieser Name noch in den Annalen Grossbrittaniens, und in unsern Landen hat derselbe, der einige Zeit lang der Gegenstand dankbarer Erinnerung und eines bescheidenen Ruhmes gewesen war, sich in jene dämmernden Regionen verloren, die zwischen Poesie und Geschichte schweben, in denen kein Bild mit deutlichen bestimmten Umrissen sich gestalten mag.

Also sollte es sein. Hätte Peter länger gelebt, so hätte er vielleicht es vollführt, einen Staat in Helvetien zu gründen; vielleicht hätte er zwischen Frankreich, Deutschland und Italien eine Macht gestiftet, Gebieterin der Alpen, dazu geschaffen, in der europäischen Geschichte eine Rolle zu spielen. Allein er hatte nicht lange genug gelebt, um die Elemente, die er einander genähert, ganz zu verschmelzen. Freiburg war habsburgisch, Bern, Dank sei es der Heldenkraft seiner Bürger, unabhängig geblieben. Die Bischöfe waren nicht zum Gehorsam gebracht worden. Peter hatte in den letzten dringenden Gefahren auf die Stellung, die er zuvor in Genf eingenommen, verzichten müssen. Die Landschaft, die um den Leman sich ausbreitet, das Vaterland der Waadt, war freilich gröstentheils in Einen Staatenkörper vereint; aber getrennt von Lausanne, seinem natürlichen Mittelpunkte, in zwei Staatsformen, eine kirchliche und eine weltliche, zertheilt, stand sie bald in ihrer Entwicklung stille und sank am Ende in die Anarchie zurück, aus welcher die Hand Peters sie hatte herausreissen wollen.

Das romanische Helvetien blieb also in unabhängige und mit einander um die Herrschaft streitende kleinere Staaten verstückelt; und da kein mächtiger Arm, gleich dem Peters, später sein Werk vollendete, so blieb dieses Land bis zu dem Tage zertheilt, wo das kantonale Princip, das aus dem communalen sich entfaltete, in der östlichen Schweiz obsiegte und durch glänzende Waffenthaten sich ausbreitete. Die Folge davon musste das allmälige Uebergehen der romanischen Länder in die republikanische Schweiz sein. Der Beitritt Berns zu der Eidgenossenschaft bereitete diese wohlthätige Umwälzung vor; das sechszehnte Jahrhundert sah sie vollziehen.

So sind die Wege der Vorsehung. Nicht ohne eine gewisse Wehmuth haben wir, noch nicht völlig verwirklicht, die Pläne Peters von Savoyen dahin schwinden sehen, aber in dem Laufe der folgenden Zeitalter sollte etwas weit Schöneres als der Gedanke des Grafen Peters sich verwirklichen. Die Freiheit sollte in diesen Gauen Besitz nehmen, und wenn jetzt unsere Blicke auf den Gestaden des Leman verweilen, so stehen wir nicht an, uns dafür glücklich zu preisen, was, vom dreizehnten bis zum sechszehnten Jahrhundert, für manchen ohne Zweifel der Gegenstand tiefen Bedaurens gewesen war.

III.

Die Reformversuche zu Zürich

im Jahr 1713.

Von

J. J. HOTTINGER.

Nachdem die Eidgenossenschaft der dreizehn Orte in Folge des ruhmvoll durchgekämpften Schwabenkrieges ihre Selbstständigkeit im europäischen Staatenvereine thatsächlich errungen hatte, wenn auch derselben die formelle Anerkennung noch fehlte, war sie gegen Angriffe von aussenher auf lange Zeit gesichert, falls sie nicht selbst solche weckte. Was hinfort allein sie in Aufregung bringen konnte, war der Kampf der Geister, der, schon seit längerer Zeit vorbereitet, in Folge des tiefen Verfalles der Kirche auf diesem Gebiete im Anfange des sechszehnten Jahrhunderts endlich zum nothwendigen und entscheidenden Ausbruche kam. Es ist zwar von aufrichtigen Freunden des Vaterlandes die Ansicht schon mehrfach geäussert worden, dass durch gemeinsame mit weiser Beschränkung durchgeführte Abschaffung der schreiendesten Missbräuche im Kirchenwesen, welche auch von keinem unterrichteten Katholiken geläugnet werden, es vielleicht möglich gewesen wäre, die förmliche Kirchentrennung zu verhüten; allein ein sorgfältigeres Studium der Religions- und Kirchengeschichte wird uns vom Gegentheil überzeugen; denn es traten sich, zwar nicht so lange man nur am religiösen und christlichen Standpunkte festhielt, wol aber sobald man auf den kirchlichen überging, zwei prinzipiell unvereinbare Systeme gegenüber. Es wäre eben so unweise, in der Reformation die Offenbarung eines höhern Willens zu verkennen, als läugnen zu wollen, dass auch im Katholizismus sich noch viel Gesundes und innerlich Haltbares fand, dass in beiden Systemen, die für eine neue Entwicklungsperiode der

Menschheit nun neben einander bestehen sollten, Wahrheit, wie hinwieder die Gefahr der Einseitigkeit und Ausartung lag. Der Kampf, der erfolgen musste, war ein nothwendiger, ein für beide Theile wohlthätiger, insofern es gelang, ihn ausschliessend auf dem geistigen Felde durchzuführen, den Erfolg und die Entscheidung nur vom Wetteifer in christlicher Gesinnung und That zu erwarten. Dass Unduldsamkeit, Glaubenszwang, thätliche Feindseligkeit unter keinen Umständen zum Siege verhelfen, dieses sollte freilich beiden Parteien erst noch die eigene Erfahrung beweisen, und es gehören daher die Jahrhunderte, welche der Kirchentrennung unmittelbar folgten, ihrer Bürgerkriege wegen keineswegs zu den rühmlichsten der Schweizergeschichte. Der Verfasser der nachstehenden kurzen Monographie will es nicht läugnen, dass auch Zürich, seiner Reformation im sechszehnten Jahrhundert ungeachtet, noch im Anfange des achtzehnten sowol in Rücksicht seiner religiösen und kirchlichen, als seiner politischen Zustände gerechtem Tadel nur zuviele Blösse bot und dass das allgemeine Verlangen seiner Bürgerschaft nach einer durchgreifenden Staatsverbesserung durchaus begründet war. Im Gegentheil, da es der Zweck dieser Arbeit ist, die Zustände der geschilderten Periode im Einzelnen zu zeichnen, die handelnden Personen selbst sprechen zu lassen, so wird sich hieraus noch deutlicher, als aus andern historischen Werken, in welchen jene Vorgänge nur kurz berührt werden, ergeben, wie niedrig dem frühern Bildungsstande gegenüber der damalige war. Der Geschichtschreiber soll nicht bloss die Licht- er soll auch die Schattenseiten kennen und darstellen und der Verfasser hofft, es werden diese, wie mehrere seiner frühern Arbeiten den Beweis leisten, dass die gerechte und wärmste Liebe zu seiner theuren Vaterstadt ihn nie abgehalten habe, gerade seinen nächststehenden Mitbürgern auch die Fehler ihrer Vorfahren und deren Folgen im warnenden Bilde treu darzustellen. Zürich steht desshalb keineswegs tiefer als andere seiner Eidgenossen. In dem Staatsleben dieser, wie in dem seinigen, treten uns die nämlichen Gebrechen wie Vorzüge entgegen, unter den Modifikationen freilich, welche

aus der Verschiedenheit des Stammescharakters, der Lebensweise, der Verfassungsformen und auch der kirchlichen Verhältnisse nothwendig hervorgingen; aber die geistige Befangenheit, die politische Engherzigkeit, das Spiel der Leidenschaften, die Rückwirkung der Zustände des Auslandes auf unser Vaterland waren im Wesentlichen dieselben. Keiner der eidgenössischen Orte hat daher Ursache, von einer geträumten Höhe eigener Vortrefflichkeit mit Geringschätzung auf die andern herniederzublicken. Weit besser ziemt es uns, bei aller erlaubten Freude über das Schöne und Gute, das unstreitig auch in der Geschichte jedes einzelnen Kantons sich findet, mit Bescheidenheit zugleich der Fehler zu gedenken, von denen keiner sich frei erhielt, einander zu gemeinsamem und neidlosem Fortschreiten zum Bessern zu ermuntern und im Studium der Ursachen und Wirkungen der Gebrechen der alten Zeit die Mittel zu suchen, dieselben in der neuen Zeit desto sichrer vermeiden zu lernen.

Ganz unbestreitbar bildet die zweite Hälfte des siebenzehnten Jahrhunderts die unerfreulichste Epoche in der Geschichte der alten Eidgenossenschaft. Nur selten begegnet uns auf politischem, wie auf kirchlichem und wissenschaftlichem Gebiete ein Charakter, der über die flachste Alltäglichkeit sich zu erheben vermochte, ja es zeigt sich in beiden Beziehungen ein entschiedener Rückschritt zum schlechtern. Es ist nicht die Bestimmung dieser Arbeit, die Ursachen hievon im Einzelnen nachzuweisen. Im Allgemeinen traten Tridentinum und Jesuiten, Dortrechter Synode und protestantische Konkordien- und Konsensusformeln, der Absolutismus, der durch Richelieu und dann durch Ludwig XIV. in ein förmliches System gebracht ward und weit über Frankreichs Grenzen hinaus Bewunderer und Nachahmer weckte, gleich verderblich und hemmend der thätigen Liebe der Grundlage alles wahren Christenthums, der freien Bewegung der Geister, ohne die kein wissenschaftlicher Fortschritt gedenkbar ist, dem offenen Vertrauen zwischen Volk und Regenten und einer wolüberlegten, aber freisinnigen, mit rück-

chtloser Gerechtigkeit gehandhabten Gesetzgebung, alles un-
lässlichen Bedingungen zum Leben eines Freistaates, entgegen.
In Zürich macht sich als natürliche Folge des zunehmenden
bweichens vom Grundgedanken der Reformation Zwingli's ge-
n das Ende des siebenzehnten Jahrhunderts auf kirchlichem
ebiete immer mehr eine kalte, unverständliche, gemüthlose
ogmatik geltend, ein mechanisches Befolgen zur Pflicht gewor-
ener Gebräuche, eine geistlose Polemik gegen Andersdenkende;
uf dem politischen finden wir ein schwankendes Wesen ohne
Würde und Kraft, Nepotismus, Familienregiment, kriechende
chmeichelei, in leeren Köpfen grosse Einbildung. Die frühere
iewohnheit, bei wichtigen Anlässen durch besondere Botschaf-
en oder schriftliche Erlasse mit Offenheit auch dem Volke Kennt-
iss von der Lage des Landes zu geben, seine Ansichten ken-
en zu lernen, seine Zustimmung einzuholen, war ganz in Ab-
ang gekommen. Die Sprache der Regierung ward immer
ornehmer, gebieterischer; diejenige des Volkes unterwür-
ger, demüthiger. Auch die Wissenschaft erlag dem lähmen-
len Einflusse der Zeitgebrechen. Von der Klarheit und Kraft
ler Schriften eines Zwingli und Bullinger fanden sich nur noch
eltene Spuren. Zum Mangel origineller Gedanken kamen Schwer-
älligkeit der Form, Geschmacklosigkeit im Ausdruck. Bered-
amkeit und Dichtkunst hatten sich beinahe ganz auf das Feld
chmeichlerischer Lobreden und schaaler Gelegenheitsgedichte
urückgezogen.

Diese traurigen Zustände kulminirten während der Amts-
dauer des Antistes Klingler 1688—1713, wozu denn auch die
Wirksamkeit dieses Mannes selbst nicht Weniges beitrug. Er
war zu Franecker Doktor der Theologie geworden. In seiner
Vaterstadt wurde er zuerst Diakon an der Predigerkirche, dann
Pfarrer bei St. Peter und endlich Antistes. Er galt für gelehrt
und in der That hatte er sich in die verworrene und geschmack-
lose Weise, wie damals die Theologie betrieben wurde, tüch-
tig hereingearbeitet. Zahlreiche Dissertationen und Predigten
waren von ihm im Druck erschienen, unter den letztern ein
Band »*Bella Jehovæ*« betitelt. Von den erstern beschäftigte

sich eine mit dem Streite des Teufels und des Erzengels Michs über den Leib Mosis. Sein Privatcharakter hatte wenig liebei würdiges. Trotz der steten Predigten über Babel, Sodoma u Gomorrha herrschte in seinem eigenen Hause schlechte Oı nung. Man beschuldigte ihn des Geizes. In der That hat er einst mit einem Schatzgräber sich eingelassen; auch war so eitel, dass ihm von Seite der Regierung amtlich unters werden musste, sich des Titels »Euer Excellenz« zu bediene der ihm anfänglich von einigen Schmeichlern beigelegt word ward, und an den er später wirkliche Ansprüche machte. ist bekannt, dass er bei seinem eigenen Glauben an Zaubeı nicht wenig beitrug, den Prozess der sogenannten Hexen v Wasterkingen[1]) zu verschärfen, von denen 1801 eine lebend verbrannt, sechs andere und ein Mann enthauptet wurden, u dass er ebenso 1705 seinen Pedell auf das Schaffot brachte, d in Verbindung mit der Nichte des Antistes und der Magd Hause den schwachen Mann durch allerlei muthwilligen Spa so geängstigt hatte, dass er fest glaubte, der Teufel suche i heim und verlangte, dass man in den Kirchen für ihn bete.

Bei dieser Oberleitung kam es denn dahin, dass von d Geistlichen selbst die einen, die ungebildeten und leidenscha lichern nämlich, sich in Aberglauben und fanatischem Eifer no weiter als ihr Führer verirrten, während andere im Stillen die Zustände bedauerten, darüber spotteten, oder, wenn sie Leu von wärmerem Gefühl waren, sich dem Pietismus in die Arı warfen, Vereine unter sich bildeten und von der Kirche si sönderten. Als sprechender Beweis des Bildungsstandes sow als der Anschauungsweise eines Theiles der damaligen Geistlic keit sei aus mehrern Aktenstücken, die für diesen Zweck Gebote stehen würden, ein Brief des Pfarrers Huber in Ra vom 26. Januar 1702 wörtlich ausgehoben, der durch die Opfe welche in seiner Nachbargemeine Wasterkingen einem zelot

[1]) Filiale der zürcherischen Pfarre Weil auf dem Rafzerfelde. Ueb den erwähnten Hexenprozess s. Meier Handb. d. Gesch. d. Eidg. I 259 ff.

schen Inquisitionsverfahren erlegen waren, noch nicht befriedigt, den Landvogt Hirzel von Eglisau aufforderte, in seiner eigenen Gemeine ein ähnliches einzuleiten*). Zur Ehre des Landvogts

---

*) *Monsieur et très honoré Baylif.*

Seitdem die *Magia* und unflätbigen *Diabolismi in nervum* erumpiert, ist allhier ein rechtes Chaos und soviel mir heute und gestern *de novo* zu Ohren gekommen, muss von Seiten der Hebamm ein heimliche Verständtnuss mit dem *Diabolo* sein, *Magia implicita, occultum foedus, quo mediante* selbe die Leute curirt hat: NB. so ein rechte *Diableterie*, wie *experientia* dozieret. Ist zu thun um die Seel', wenn sie anders noch *curabilis* erachtet wird, wozu dienet die *Tortur* und die völlige *Confessio*, so dadurch herauskommen muss, sonst ist keine *remissio peccati*, folgends keine Seligkeit, sondern ein ewig *esclavage dans l'Enfer*. Vorgestern, da sie gekommen, unter diesem Spezial-Titel ihrem Pfarrer *adieu* zu sagen, vermahnete sie dahin, dass sie *stantibus sic rebus* confessiere, was sie wisse, es träfe *magiam activam* oder *passivam*, soll niemanden schonen; inmassen viel Häuser *passive* interessiert sein sollen, wie mir gläublich geleidet wird; ist eben das, was ich schon vor langen Jahren hier sorglich conjecturirt habe. Danahen seit dem leidigen Wasterkinger Unrath diess Rafz aller Orten ein gleiches *Praedicament* berüchtiget worden, dass ich schon oft gewünscht hätte, diese *oras* niemalen gesehen zu haben. Meines Erachtens wird MHHerr Landvogt *ratione officii* wol thun, diesem *malo* zur Wurzel zu greifen, damit die noch Gesunden *praeservirt*, die Angesteckten mit rauhem Besen ausgekehrt und *exstirpirt*, dadurch Ehr Gottes gerettet, Reich des Teufels zerstört und wahr gemacht werde auch hier, was im Katechismusbeth steht, dass dergleichen *Interessierten* im Reich des Satans Ausgang sei die zeitliche Schand, wo nicht gar die ewige Verdammniss. MHHerr Landvogt wird noch ein *oeuvre de charité* an dieser elenden Hebamm thun, wenn er dieselbe zur Confession und Abladung durch jemanden wird ernstlich ermahnen lassen unter *Praetext* einer gnädigen Urtheil, wo nicht mit Bedräuung *Vulcani*. Ihre Schwester ist in gleichem Ruf und sind mir bei zwei Tagen zwei Müsterli geleidet worden gleichen Schlags wie der Hebamme sind. Wenn der Wagen fällt sind der Räderen vier. Alles hat seine Zeit und bei einem halben Jahr hat die Hebamm keine Ruhe mehr gehabt, hat müssen laufen und rennen wie unsinnig. *Forsan par le mouvement de son Maistre, son terme estant peut être passé.* Lachsnen, wie man *ex vulgo* redet, hat gar viel *species*, welche alle *praeludia* und *progymnasmata* sind zum

ist keine Spur vorhanden, dass er auf diese Forderung eingegangen sei.

Noch war indessen Zürich vom guten Geiste nicht so ganz verlassen, dass nicht, je bedenklicher die Zustände wurden, bei einem bedeutenden Theile der Bürgerschaft der Eifer für die nothwendigen Reformen zu erwachen begann und zunahm. Während die sogenannten Pietisten der kalten, herzlosen Buchstabenreligion gegenüber auf Wiederbelebung thätiger Liebe drangen, die Freunde der Wissenschaft sich um den mit vielseitiger Bildung in's Vaterland zurückgekehrten Doktor Scheuchzer schaarten, der die Lust zur Naturforschung zu wecken und auf diesem Wege den Aberglauben zu bekämpfen suchte, begannen auch einige Staatsmänner durch ihre Thätigkeit für Verbesserung sich bemerkbar zu machen, unter diesen vorzüglich der eine der Bürgermeister, J. J. Escher und mehr noch sein damals dreissigjähriger Sohn und späterer Nachfolger Kaspar Escher. Dieser junge Mann von ausgezeichneter wissenschaftlicher Bildung, seit zwei Jahren bereits Mitglied des Examinator-Kollegiums (des damaligen Kirchenrathes) erhob sich 1709 in der Frühlingssynode mit einer ziemlich scharf gehaltenen Klage über die Gebrechen vorzüglich im Predigerstande: »Sind, fragte er, die gegenwärtigen Prediger, welche man sich gewöhnt hat, ohne Ausnahme als Muster vollkommener Seelenhirten zu preisen, in der That Apostel, wie Petrus und Paulus es waren? Sind ihre Predigten so erbaulich, so tadellos? oder enthalten sie nicht vielmehr öfters unnützes Wortgepränge, Ausfälle auf Regenten, oder Personen, von denen der Prediger sich nicht genug geehrt glaubt, ungereimte Anwendung biblischer Sprüche, oder übelverdauter Grundsätze? Wie schrecklich ist nicht die

---

höchsten Grad *Magiae*, alles Leiterli zum Feuer, eines mehr als das andere. O der Teufel ist *mille artifex, juratissimus hostis Dei et hominum.*

Je demeure avec mes compliments

Monsieur et très honoré Baylif

Votre très obéissant serviteur

Raptissime. *Huber le Ministre à Rafz.*

Unwissenheit des Volkes? Nichtsdestoweniger bezeugt man in der Synode öffentlich und nach Anhörung der feierlichsten Ermahnungen zur Aufrichtigkeit das Gegentheil und überhäuft jeden mit Lobsprüchen.« Allerdings gab er dann zu, dass es auch der bessern Geistlichen noch eine bedeutende Zahl gebe und im weltlichen Stande der Gebrechen ebensoviele sich nachweisen lassen. Um so mehr aber wünschte er ein gegenseitiges Handbieten zur Abschaffung derselben. Ergrimmt erwiderte der Antistes: »Der Herr da hat wol studirt, um das ehrwürdige Ministerium in den Koth zu treten. Hätte dieses ein Haupt des Staates gethan, so wäre es noch zu dulden; aber dass ein so junger Mann die Geistlichkeit dermassen an den Pranger stellt, dieses kann man nicht leiden. Man weiss wol, dass er im Schilde führt das ganze Ministerium über den Haufen zu werfen.« — »Es ist wol nöthig zu studiren — versetzte Escher — übrigens sitze ich hier aus Pflicht so gut als ein Haupt der Stadt und darf wol zeigen was ich im Schilde führe«[1]).

Verschiedene Versuche den Antistes zu versöhnen und ihn zu vermögen, selbst zu den nöthigen Reformen die Hand zu bieten, hatten nicht den erwünschten Erfolg. Klingler versprach zwar die Sache in Ueberlegung zu nehmen, wusste aber alle Schritte, die zum Ziele geführt hätten, immer hinauszuschieben, bis bei derjenigen Rathsversammlung, in welcher über die Synodalverhandlungen berichtet wurde, der Obmann Bodmer Eschers damals gehaltenen Vortrag ablas, mit beigefügtem Antrag, die Regierung möge, da der Antistes die nöthigen Reformen absichtlich hindere, dieselben von sich aus in's Werk setzen, worauf wirklich einmüthig beschlossen ward, den weltlichen Beisitzern der Synode nebst einigen Rathsgliedern mit einstweiligem Ausschluss der Geistlichen die diessfälligen Vorarbeiten zu übertragen. Es erfolgte wenigstens vor der Hand eine Revision der Prädikantenordnung.

Diese Arbeit führte dann aber zu einer Konferenz zwischen

---

[1]) *Wyss* Lebensgeschichte J. Kaspar Eschers, Bürgermeisters der Republik Zürich. Zürich, Orell Füssli und Komp. 1790. S. 33 f.

zwölf Regierungsabgeordneten und neunundzwanzig Mitgliedern des Prediger- und Lehrstandes, die den 24. Januar 1712 auf der Chorherrenstube unter dem Präsidium des Bürgermeisters J. J. Escher statt fand. Die Eröffnungsrede desselben lieferte ein ziemlich düsteres Bild der Landeszustände, in welchem besonders die vernachlässigte Erziehung, die Unwissenheit des Volkes, die allgemeine Erschlaffung, der Mangel an Ernst und Pflichttreue in den verschiedenen Ständen, die zunehmende Entfernung von dem einfachen Christenthum, dem Eifer im Forschen und thätiger Liebe der Reformationsperiode hervortreten.

Die Regierungsdeputation ihrerseits bezeichnete dann sechs Punkte, über welche zunächst Verbesserungsvorschläge von Seite des geistlichen Kollegii verlangt wurden. Sie betrafen Lehre und Leben, Predigt, Synode, Gesang, Gebet und Katechisation, Hausbesuche und die Schule. Nach mehrfachem Hin- und Wiederreden schieden die Geistlichen mit der Erklärung des Antistes, dass das Kollegium seine Ansichten schriftlich einreichen werde.

Diese Antwort erfolgte im Namen der sämmtlichen Kirchen- und Schuldiener der Stadt aus der Feder und mit der Unterschrift des Antistes in nicht weniger als achtundvierzig Quartseiten. »Wir erkennen es, beginnt dieselbe, für allerweiseste Leitung der Vorsehung, welche den Geist unsers Mosis und Josaphats gerührt, dass er unserm Aaron, als seinem von Gott verordneten Adjunkto befohlen, sein abtrünniges Volk zu heiligen und das verstellte und verfallene Heiligthum in unserm zürcherischen Zion zu Stadt und Land, in Kirchen und Schulen, Regiment und Hauswesen soviel möglich aufzurichten und von allem Unrath zu säubern.« Nun folgt allerdings in acht Seiten das Eingeständniss, dass es auch in der Kirche an Gebrechen nicht fehle; doch werden dieselben hauptsächlich und zunächst nur in der Art gesucht, wie man zu Pfründen gelange. »Wie mancher — heisst es — kauft sich hinein? Wie mancher weibet sich hinein? Wie mancher steigt hinein durch den Accusativum, durch Verkleinerung und Anschwärzung des Nebenbewerbers, oder erschüttet allenthalben die Glocken? Wie oft

hört man auch in vornehmen Familien die Rede: Mein Sohn ist zu nichts gut, er muss ein Geistlicher werden«? Dass durch strenge Handhabung der neu revidirten Prädikantenordnung diesen Gebrechen zuvorderst abgeholfen werde, dafür wird dringend gebeten. »Jetzt aber — fährt die Denkschrift fort — werdet Ihr, Hochgeachtete Herren, zu keinem Unguten aufnehmen, wenn wir, Eure Kirchendiener und Seelsorger, bei diesem Anlass gleicher Gestalt aufdecken den grossen Mangel des ordentlichen Berufes auch im Regentenstand. Ihr dürfet zwar nicht glauben, dass Aaron dem Mosi zuwider sei; aber es muss doch auch heraus: Meineid ist die grösste Sünde und dann die *Dorophagia*, Gabenfresserei, so dass selbst das geringste Aemtlein mit Schmieren erkauft werden muss. Wie geht es aber erst bei bedeutenden Wahlen? 1500 Gulden werden für eine Stelle im kleinen Rathe bezahlt, fünf- und sechshundert für solche im grossen. Sekten werden geduldet: Der Origenismus, der Hobbesianismus, der Pietismus; Verachtung des Wortes Gottes, Spöttereien selbst von Regenten über die Predigten, Schwören und Fluchen, Rasiren während des Gottesdienstes in öffentlichen Barbierstuben, Spielen, Luxus, Alamodereien in fremden Haaren, Kleideren, gefärbten Röcken, aufgestutzten Hüten, damastenen Kamisolen, entsetzliche Gewühlexcess bei Mahlzeiten und Zechen auf Zünften, Gesellschaften und anderswo, so kaum bei Heiden an Bacchusfesten so ungebürlich hergegangen sein wird, die verdammlichen Lichtstubeten zu Stadt und Land, eine rechte *Schola* und *latrina Diaboli;* schlechte Education und ärgerliches Vorbild der Aelteren gegen den Kinderen.«

In dieser Weise geht es dreissig Seiten hindurch. Dann folgt stark ausgedrückte Verwunderung, dass man glaube hier durch blosse Aenderung im Kirchenwesen helfen zu können: Sie müssen die gnädige Regierung bitten, das Rauchfass des Heiligthums denen zu überlassen, denen es anvertraut sei. Sie gedenken bei dem Vorbild ihrer in Gott ruhenden *Majorum* zu verbleiben und lieblosen Censoren kein Gehör zu schenken. Solche *Placentiner* seien keine wahre Knechte Christi und bei wem der Hunger des heiligen Manna vorhanden sei, der werde

in den Predigten, wie sie gehalten werden, immer Erbauung finden. Eine Veränderung des Singens in den Kirchen würde nicht nur dem Volk anstössig sein, sondern selbst den Fremden; denn durch ganz Europa sei ein solcher vierstimmiger Gesang nicht anzutreffen. Warum sollen wir uns denn diese Ehrenkron rauben? Auch an den Synodaleinrichtungen etwas zu ändern, wird unzweckmässig gefunden. In Rücksicht der Katechisationen dürfe man wol sagen, dass in der Welt kein Ort sei, da ein mehreres geschehe, wenn sie nur von den Erwachsenen häufiger besucht würden und der Eltern pflichtschuldigste Lehr- und Katechisationen zu Hause dazu kämen. Was den Katechismus betreffe, so seien sie mit Gott resolvirt, dabei, als bei einem schönen Kleinod der zürcherschen Kirche zu verbleiben und keinen andern einzuführen; die Hausbesuche endlich wirksamer zu machen, gebe es kein besseres Mittel als die Visitatores zu multipliziren.

Bei dieser abweisenden Zuschrift schien es für einstweilen bleiben zu müssen; denn es ist — bemerkt ein diessfälliger Berichterstatter — nichts erfolgt als zuletzt die Einführung einer donstäglichen Kinderlehre und hat das ganze Werk müssen in den »Beitwinkel« gestellt werden wegen eingebrochenen fatalen Tockenburgerkriegs.

Während der ersten Hälfte dieses Krieges hatte der Obmann Bodmer, jedoch ohne grosse Proben weder seiner Tapferkeit noch seiner Kriegskunst abzulegen, die zürcherschen Truppen an der tockenburgischen Gränze kommandirt. Keineswegs ihm, sondern der Gewandtheit und Thatkraft des von der zürcherschen Regierung dem tockenburgischen Landrathe ursprünglich in der Eigenschaft eines Rechtsbeistandes zugegebenen Advokaten Nabholz waren die guten Erfolge der zürcherschen Waffen nach jener Seite hin beizumessen. Nichtsdestoweniger war Bodmer mit grosser Meinung von seinen Verdiensten um das Kriegswesen und seiner besondern Bestimmung, der Reformator Zürichs zu werden, zurückgekehrt. Unstreitig besass er auch mehrere gute Eigenschaften, eine erprobte Uneigennützigkeit, ein offenes Wesen und natürliche Beredsamkeit, welche ihm die Gunst

der Bürger erwarben; allein er war leidenschaftlich, hatte mehr oberflächliche als gründliche Bildung, vermochte keinen Widerspruch zu ertragen und neigte sich leicht zur Gewaltthat, in spätern Jahren dann noch zu düstrer Schwärmerei, in der er seine Träume für göttliche Eingebungen hielt. Gegen einzelne Regierungsglieder nährte er einen solchen Hass, dass er zu den heftigsten Massregeln gegen dieselben Hand geboten hätte. Er selbst äusserte sich einmal, es wäre möglich in Zürich ein Cromwell zu werden. In der That dachte er mit Ernst an die Bildung einer Partei, für die er besonders den bereits erwähnten Examinator Escher, seinen Jugendfreund, zu gewinnen suchte. Als dieser indessen auf solche Plane nicht eingehen wollte, sprach er erbittert: »Die Deinigen nebst Dir werden es entgelten müssen, wenn Du mit uns nicht gemeine Sache machen willst«, worauf ihm Escher antwortete: »Wenn Dein ungerechtes Vorhaben Dir gelingt, so überlasse ich Dir gänzlich mit mir und den Meinigen zu verfahren wie Du glaubst, dass es recht sei, denn lieber will ich Alles dulden als Gnade von Dir verlangen; unterliegst Du aber, so will ich um unsrer frühern Freundschaft willen Dir dennoch insoweit beistehen, als ich es mit Ehre und Recht vermag*).

Der Tockenburgerkrieg hatte allerdings die innern Gebrechen des zürcherischen Gemeinwesens auf's Neue an's Licht gebracht, so dass sie am Ende selbst in der obersten Landesbehörde zur Sprache kommen mussten. Den ersten Anlass dazu

---

*) Wyss Leben J. J. Eschers. S. 113 f. Alle übrigen Quellen, die für diese Arbeit benutzt wurden, sind handschriftliche, die sich im zürcherschen Staatsarchiv, der Stadtbibliothek und Privatsammlungen in bedeutender Zahl finden. Den Protokollen und offiziellen Aktenstücken reihen sich zu ganzen Bänden angewachsene und bis selbst auf die geringfügigsten Einzelnheiten eingehende Berichterstattungen von Augenzeugen und Mithandelnden an. Die bestgeordnete Sammlung rührt von dem Doktor Scheuchzer her und findet sich unter dem Titel: Nachrichten von den bürgerlichen Unruhen Ao. 1713 und von dem damals neu errichteten geschwornen Brief, bei den Manuscripten der zürcherschen Stadtbibliothek. G. 274.

gaben die Klagen über den gewesenen Regierungskommissair im Kloster St. Gallen, der denn auch wegen erwiesener Veruntreuung um 100 Mark Silbers gebüsst und ein Jahr lang vom Rathhause und seiner Zunft ausgeschlossen ward. Als nun in einer Sitzung des grossen Rathes vom 12. September 1713 der Obmann Bodmer dieses Falles in heftiger Sprache erwähnte, fiel ihm der Bürgermeister Holzhalb in die Rede. Bodmer, gerade diesem Manne besonders abhold, entgegnete sogleich, »man möge ihm immer krumme Gesichter machen wie der König Ahab zu Elias gesagt: Du bist's, der Israel verwirret, wie dem Nehemias, Esdras und andern heiligen Männern, wie man es einst in Zürich auch dem Rudi Brun gethan. Dieser habe die schlechten Regenten bei den Köpfen genommen und an solche Beispiele wolle er sich auch halten und von nun an alles thun, die im Koth liegende Obrigkeit wieder hinauszuzieh'n. Er wolle es auch hier aussprechen, selbst auf dem Throne sitze einer der Mieth und Gaben nehme. Solche Leute sollten mehr in die Kirche gehen, in der Bibel lesen. Der Spruch: *Timor Dei initium sapientiae* (über dem Bürgermeisterstuhl in goldener Schrift) sollte ihnen nicht am Rücken, sondern vor den Augen hangen, damit er ihnen besser weingrün würde.« Die immer heftigern Reden und Gegenreden, welche nun folgten, führten am Ende zum Beschlusse der Niedersetzung einer Untersuchungskommission, über deren Ergebniss der Bericht eines der anwesenden Rathsglieder nachstehendes meldet:

»Herr Obmann Bodmer ward aufgefordert seine Beschuldigungen zu beweisen, der dann folgendes aussagte: 1) Habe Herr Bürgermeister Holzhalb von dem Herrn Prälaten von Fischingen vier Doublonen empfangen, welches er mit einem Briefe beweisen könne. 2) Haben Herr Statthalter Meier, Herr Rathsherr Hirzel und Herr Stadtschreiber wegen des Mossnanger Vergleichs die ersten zwei Herren in Gold, Herr Stadtschreiber aber in Silber Geschenke empfangen. 3) Wegen dem Zehnten der Gerichtsherrlichkeit Elgg, den vorhin jedermann den gnädigen Herren zuerkannte, hätten sich die Sentiments nach einer angestellten Mahlzeit auf der Meisen völlig geändert

und seie derselbe der Gerichtsherrlichkeit geblieben, welches ihn unrecht bedunke. 4) Von dem Schönauerschen Erbe habe man ihm selbst eine Verehrung geben wollen, die er indessen zurückgeschickt, vermuthlich aber habe Herr Bürgermeister die seine behalten. 5) Habe Herr Bürgermeister den Kommandant Lochmann in seinem Prozess favorisirt. 6) In der Hessischen Erbstreitigkeit habe Herr Bürgermeister sechszehn Doublonen bekommen. Dieses alles, sagte er, seien Sachen, denen er nicht nachgefragt, sondern die ihm freiwillig mitgetheilt worden. In gleichem zeugete Herr Quartierhauptmann Rhan verschiedenes. Unter anderm wollte er beweisen, dass bei allen geschehenen Wahlen Geld genommen werde. Herr Bürgermeister Holzhalb vertheidigte sich in Ansehung des Prälaten von Fischingen folgender Gestalt: Er habe diese Verehrung zurückschicken wollen, es aber nicht gethan, damit man nicht glaube, es geschehe aus Furcht. Herr Statthalter Meier behauptete, dass er seine von dem Prälaten bekommenen Dukaten mit Recht behalten könne. Die meisten der übrigen Artikel bekannte auch Herr Bürgermeister wirklich, wollte sie aber durch Vorstellung der gehabten Mühe beschönigen. Nach vielem Verhör und Gegenverhör wurde vor Rath und Bürgern mit 49 Stimmen*) Herr Bürgermeister Holzhalb völlig losgesprochen, Herrn Obmann Bodmer aber wegen seines hitzigen Verfahrens ein Missfallen bezeugt, beide aber ihrer Ehren verwahrt. Herr Obmann ging erzürnt fort mit Vermelden, dass er nicht mehr bei ungerechten Richtern sitzen wolle, schalte sie als meineidige, entschloss sich auch alle seine Ehrenstellen niederzulegen und in Gottes Namen mit Weib und Kindern aus der Stadt zu ziehen. Nun murrte die ganze Bürgerschaft und man entschloss sich, das mit Gewalt zu suchen, was man mit Güte nicht erlangen könne. Der Anschlag war dieser, dass sich die Verbündeten Freitags (8. Sept.) in der Nacht um eilf Uhr mit bewehrter Hand durch die Strassen vertheilen und ausrufen sollten: Wer es mit Gott und

*) Die zahlreichen Verwandten des Bürgermeisters und einiger andrer Angeschuldigten befanden sich im Ausstand.

ürgerschaft hält, der mache sich eilfertigst zuzüglich!
solle man die Thore, Grendel (das Wasserthor), Brücken
athhaus besetzen, drei grosse Herren aus ihren Häusern
›n und in den Wellenberg setzen, die übrigen aber zwin-
uf das Rathhaus zu kommen und sie zu einer wahren Re-
tion zu verbinden. Ein gewisser Herr Abegg aber wider-
dieses gewaltsame Verfahren besonders bei dem jetzigen
'lichen Zustande der Republik. Seine Meinung war, man
drei brave Bürger als Abgesandte zu dem Herrn Amts-
rmeisler Escher schicken, die das Elend der drei Haupt-
› des Staates vorstellen sollten, und desshalb eine Ge-
e zum grossen Münster verlangen, oder eine allgemeine
mmlung auf den Zünften, wo jeder Bürger seine Beschwer-
orbringen könne. Man widersprach ihm und alle verlies-
ın unfreundlich. Am folgenden Morgen aber änderten sie
Meinung stimmten ihm bei und man beschloss sich am
nittag unbewehrt auf dem Lindenhof zu versammeln und
ısste man es diesem Herrn Abegg danken, dass nicht ein
cht blutiger bürgerlicher Krieg entstanden ist.«
it dieser einfachen Erzählung stimmen alle vorhandenen
ıte über diesen Hergang zusammen. Um den Obmann Bod-
ıatte sich in der That eine Partei gebildet, von welcher
edürfniss einer Staatsreform und die Wege zu derselben
angen in regelmässigen Zusammenkünften besprochen wur-
Bodmer selbst hatte den Entwurf zu einer veränderten
ısung ausgearbeitet*), der aber mehr mit Bibelworten, Hin-
ngen auf Griechen und Römer und Ausfällen auf seine
ȝen aufgestutzte Rednerei als praktisch ausführbare Vor-
ȝe enthielt und woraus sich ergibt, dass er auch schwer-
ler Mann gewesen wäre, dem Uebel zu helfen. Nichts
weniger hatte das ihm ertheilte Missfallen, sowie die Gleich-

---

Derselbe findet sich in *Heinrich Fries* Vorlesungen über die bür-
ıen Unruhen 1713, der helvetischen (zürcherschen historischen)
schaft vorgetragen 1768. Handschriften der zürcherschen Stadt-
hek. G. No. 70. IV. S. 18 ff.

gültigkeit, womit die Mehrheit des grossen Rathes über seine Beschwerden hinwegging, nicht bloss seine entschiedenen Anhänger sondern die Bürgerschaft überhaupt in Aufregung gebracht und wenn auch die oben aufgeführten Klagepunkte gegen den Bürgermeister Holzhalb und andere nicht eben von besondrer Bedeutung erscheinen, so warf dennoch das ganze Geschäft und auch die Vertheidigung der Angeklagten selbst ein so trauriges Licht auf die Denkart und Handlungsweise mehrerer der ersten Staatsmänner; man hätte so leicht Beweise noch mancher andern und gröbern Pflichtverletzung auffinden können, und namentlich trat in mehrern höchst ärgerlichen Beispielen eine so geringschätzige Behandlung achtbarer Bürger, selbst ganzer Zünfte von Seite einzelner Vorsteher derselben hervor, dass der allgemeine Unwille gewiss ein wol begründeter war. So sehr daher der besonnere Theil der Bürgerschaft sich freuen mochte, dass auf Abeggs [7]) Vorstellungen Gewaltschritte beseitigt wurden ja dass über Nacht auch Bodmers eigener Eifer etwas erkaltet war [8]), so zahlreich und willig fanden sich hingegen am Nach-

[7]) Der Zunftschreiber Abegg, obwol ursprünglich auch zu der Partei gehörend, die um Bodmer sich versammelt hatte, erscheint später neben dem Doktor Scheuchzer als einer der Hauptsprecher für eine sich innerhalb der Schranken der Mässigung haltende Reform. Sowol wegen seiner Kenntniss der zürcherschen Geschichte und Verfassungsverhältnisse, als seines Charakters, übte er auf seine Mitbürger bedeutenden Einfluss. Auch von ihm finden sich mehrfache Materialien zur nähern Kenntniss jener Vorgänge in Band 187 der *Simmlerschen Sammlung* auf der zürcherschen Stadtbibliothek.

[8]) Als Bodmer in der Sitzung des grossen Rathes vom 7. den verkündigten Beschluss einen ungerechten genannt hatte, fragte ihn der Zunftmeister Hofmeister, ob er denn glaube, dass im Staate alles nach seiner Caprice gehen müsse.« „Ja, versetzte Bodmer, und ich werde nicht ruhen, bis es anders ist.« — Darauf Hofmeister: So steht es unstreitig auch in der Schrift: Die Bösen und die Narren haben keinen Frieden, spricht mein Gott.« „Ihr geht mit der Schrift um wie der Teufel, rief Bodmer, er nimmt auch nur was in seinen Kram dient, und mit der Drohung, das Land zu verlassen, verliess er den Rathsaal. Zu Hause soll ihn indessen seine Gattin eines Bessern belehrt haben;

mittage des 8. Septembers Mitglieder sämmtlicher Zünfte bei der von allen Seiten verlangten Bürgerversammlung auf dem Lindenhofe ein.

Die Verhandlungen zu leiten, liess sich der Doktor Scheuchzer erbitten. Der ehrenvolle Ruf, dessen dieser Mann weit über die Gränzen seines Vaterlandes hinaus genoss, gab denselben Haltung und Würde. Mit wenigen aber nachdrücklichen Worten machte der Sprecher auf die verdorbenen Zustände des Staates aufmerksam, unter ausdrücklicher Hinweisung auf die ungenügende Rechtfertigung einiger der ersten Regierungsglieder, selbst eines der Standeshäupter gegen den Vorwurf, ihrem Eide auf den Pensionenbrief zuwider für amtliche Verrichtungen Geschenke genommen zu haben. Unter solchen Umständen habe die Bürgerschaft das Recht und die Pflicht bei der Regierung auf bessere Aufrechthaltung der Hauptgrundsätze der Verfassung zu dringen; es handle sich daher um die Frage, in welcher Weise dieses mit dem sichersten Erfolge geschehen könne. Angefragt trug ein Mitglied der Konstafel auf Abordnung einer Deputation an den Amtsbürgermeister Escher an, um denselben zu ersuchen, den grossen Rath für Einwilligung zu einer ausserordentlichen Versammlung sämmtlicher Zünfte zu gewinnen. Diese Abordnung, aus je einem Mitgliede der sämmtlichen Zünfte, unter Anführung Scheuchzers bestehend, wurde von dem Amtsbürgermeister, wie wir sahen selbst einem Freunde der Reform, in der zutraulichsten Weise empfangen und erhielt das Versprechen einer unverzüglichen Einberufung des grossen Rathes und der Verwendung bei demselben für Genehmigung des Ansuchens der Bürgerschaft. Befriedigt mit diesem Berichte trennte sich die Versammlung auf dem Lindenhof.

---

auch eine Abordnung der Bürgerschaft, die ihn bat, seine Stellen beizubehalten, mochte besänftigend auf ihn einwirken. Am folgenden Morgen erschien er wieder in der Sitzung und äusserte sich gegen Hofmeister: „Man hätte uns gestern beide sollen auf's Rathhaus setzen lassen.“ „Ja, erwiederte dieser, nur nicht auf *ein* Zimmer.“ *Dürstelerische Handschriften* auf der zürcherschen Stadtbibliothek.

Schon am folgenden Morgen fand die Sitzung des grossen Rathes statt, und am Nachmittage wurde den im Saale der Schützengesellschaft am Lindenhof wieder versammelten Abgeordneten der Zünfte auf ihre Anfrage beim Amtsbürgermeister der Beschluss des grossen Rathes mitgetheilt, zufolge dessen dem Ansuchen der Bürgerschaft vom 8. September entsprochen ward. Ungesäumt verständigten sich nun die Abgeordneten über den Entwurf einer im Namen der gesammten Bürgerschaft an den grossen Rath zu erlassenden Zuschrift, welchem denn auch von sämmtlichen auf den 10. September einberufenen Zünften die Zustimmung ertheilt ward. Durch diese Zuschrift wurde der grosse Rath ersucht, aus seiner Mitte eine Kommission zu erwählen, die mit einer gleichen Anzahl Abgeordneter der Zünfte zur Untersuchung der Fundamentalsatzungen, Freiheiten und übrigen Angelegenheiten der Bürgerschaft in Konferenzen zusammentreten könne und dabei der Wunsch ausgesprochen, es möchte schon am folgenden Tage willfährige Antwort ertheilt werden.

Unstreitig lag diesem Begehren der Gedanke der Aufstellung eines selbstständigen Verfassungs- oder Revisionsrathes zum Grunde, der nach Beendigung seiner Verrichtungen unmittelbar an die Zünfte zu berichten habe, die dann als der eigentliche Souverain von sich aus bestimmen würden, welcher weitere Gang für das Reformationsgeschäft einzuschlagen sei.

Noch besass indessen der grosse Rath bei allen vorhandenen Gebrechen zu viele Kraft, um auf diese Weise der Bürgerschaft sich gewissermassen auf Gnade und Ungnade zu ergeben.

Bereits am folgenden Tage wurde dessnahen den Zünften mitgetheilt, dass in der Sitzung vom 11. September einmüthig beschlossen worden sei, einer aus dem Mittel des grossen Rathes gewählten Kommission das Revisionswerk zu übertragen, an diese mögen allfällige Beschwerden und Anträge der Zünfte durch ihre Vorsteher gerichtet werden. Doch habe man [illegible] nichts dagegen, wenn jede Zunft zwei besondere Abgeordnete zu diesem Zweck erwählen wolle, vertraue hingegen dem guten gesetzlichen Sinne der Bürgerschaft, dass alle anderweitigen Versammlungen abgestellt werden.

Gegen diesen letzten Punkt verwahrten sich den 12. September wieder durch eine in Uebereinstimmung an den grossen Rath erlassene Erklärung die Zünfte, oder vielmehr ihre Rathgeber, mit der Bemerkung, dass »dergleichen Versammlungen nicht nur ihren habenden Rechten und Freiheiten gemäss, sondern ein gar dienliches Mittel seien, allezeit Zweitracht einer löblichen Bürgerschaft abzuheben und eine wahre Verständniss, sowol unter unsrer Bürgerschaft als unsern gnädigen Herren zu unterhalten.« Sie wählten auch sogleich ihre 26 Abgeordneten, die schon am folgenden Tage vorerst unter sich zu einer Berathung auf der Schiffleutenzunft zusammentraten.

Gleichzeitig hatte indessen auch der grosse Rath seine Kommission ernannt und unterm 14. September den Zünften eröffnet, dass es bei der Erkanntnuss vom 11. sein Verbleiben habe, dass die Verordneten des grossen Rathes das Anbringen der Zunftausschüsse erwarten und darüber so wie über ihre Verhandlungen mit denselben dann seiner Zeit der obersten Landesbehörde berichten werden.

Verständiger Weise — und dieses war vorzüglich dem Einflusse des Bürgermeister Eschers und gleichdenkender Staatsmänner zuzuschreiben — stellte man den Versammlungen der Zunftabgeordneten keine Schwierigkeiten entgegen, bestimmte auch nicht zum voraus den Tag ihres Zusammentrittes mit denjenigen des grossen Rathes, in der richtigen Ueberzeugung, dass gerade in jenen Versammlungen ihre An- und Absichten am Bessten sich modifiziren und läutern werden.

Und so war es denn ebenfalls ein glücklicher Umstand, dass der Obmann Bodmer zum Mitgliede der Kommission des grossen Rathes gewählt und schon um desswillen bei den Bürgerausschüssen eine Rolle zu spielen verhindert ward. An jener Stelle, wo er eine überwältigende Opposition von Anfang an gegen sich hatte, war er um so mehr zur Besonnenheit genöthigt und konnte nur in solchen Fällen mit seinen Ansichten durchdringen, wo in der That Recht und Wahrheit für ihn waren; im Bürgerkreise hingegen hätten sein unruhiger Geist, seine persönlichen Absichten und sein Streben nach Volksgunst nur nachtheilig gewirkt.

Auch der Wechsel in der Antistesstelle konnte ein erfreuiches Ereigniss genannt werden. Klingler war noch vor der ürgerversammlung auf dem Lindenhofe gestorben und im Amte m den 24. August der Pfarrer am Fraumünster, Peter Zeller, efolgt, ein Mann von mildem Charakter, der das möglichste at, ein besseres Verständniss zwischen Regierung und Geistchen herzustellen und zu nöthigen Reformen gerne die Hand bot.

Vom 14. September bis zum 5. Oktober dauerten nun die einahe täglichen Konferenzen der Zunftausschüsse. Sie wuren durch den Doktor Scheuchzer mit unermüdlichem Eifer und insicht geleitet. Auch eignete ihn zu dieser Vorsteherstelle eben aufrichtiger Vaterlandsliebe und gründlicher Kenntniss er zürcherschen Geschichte und Landesverhältnisse vor allem as der Umstand, dass es ihm sichtbar nur um die Sache und eineswegs um die Personen oder die Durchführung eigener bsichten zu thun war.

Nicht weniger als 105 Punkte waren bei der ersten Zusamenkunft zur Besprechung in Anregung gebracht, aber sogleich in grosser Theil derselben als von minderem Belang ausgechieden worden. Die übrigen wurden nun unter nachstehende 4 Titel geordnet.

1) Fundamentalsachen.
2) Kirchen- und Schulwesen.
3) Sorge für Aeufnung des Staatsguts.
4) Staatsrath.
5) Kleiner und grosser Rath.
6) Landleute.
7) Stadtgericht.
8) Ehegericht.
9) Reformation.
10) Kriegsrath.
11) Almosenamt. Waisen- und Armenhäuser.
12) Kanzlei.
13) Allgemeine Zunftangelegenheiten.
14) Allgemeine bürgerliche Angelegenheiten.

Das mit Sorgfalt abgefasste Protokoll dieser Konferenzen

zählt nun auf, was rücksichtlich dieser Punkte gewünscht, oder von der Regierung verlangt ward. Jedem Abschnitte ist die Begründung beigefügt. Die Gesammtübersicht dieser Wünsche liefert eine merkwürdige Charakteristik der damaligen Zustände des zürcherschen Gemeinwesens. Einige Hauptmomente sollen hier herausgehoben werden.

Unter dem Titel »*Fundamentalsachen*« erscheint vorerst das Verlangen einer bestimmten Erklärung, dass »undisputirlich der höchste Gewalt bei dem Bürgermeister, den Zunftmeistern, klein- und grossen Räthen und der ganzen Gemeine der Stadt Zürich stehe, welchem gänzen Leib hiemit zukomme das Recht Bündnisse, Krieg, Frieden und Gesetze zu machen, auch die Regimentsform je nach Beschaffenheit der Zeiten abzuändern.« Begründet wird dieses Recht »mit der ursprünglichen Freiheit des Volkes, welches in den Jahren 1291, 1298 und 1302 den Richtebrief, 1336, 1337, 1393 und 1498 die geschwornen Briefe gemacht, das Regiment nach Willkür gesetzt und 1654 dieses Recht versäumt habe.« Es wurde dessnahen verlangt, dass der geschworne Brief, der Pensionenbrief, das sogenannte die übrigen Fundamentalsachen enthaltende Libell, auch das Stadt- und Erbrecht revidirt, mit diesen Grundsätzen in Uebereinstimmung gebracht und in die jetzige Sprachweise übergetragen werden.

In Rücksicht auf das *Kirchenwesen* wird vorzüglich das Abstellen der bisherigen Weise der Bewerbung um Pfründen, alles Geläufs, Spendirens und Praktizirens, insbesondere bei den sogenannten »Pfaffenpfründen« (deren Kollaturrecht bei Klöstern stand) verlangt, sodann eine kräftigere Obsorge der Synode dafür, dass »die Liebe zur Wahrheit und Tugend nicht bloss durch Predigten, sondern zugleich durch exemplarisches Leben und vertraulichen Umgang beim Volke befördert werde; und in Rücksicht des *Schulwesens* die »Ausmusterung unnützer Lehrfächer und die Pflanzung allerhand insunders auch politischer Wissenschaften, überhaupt die Wiederherstellung des ehemals florirenden Zustandes, damit der Geruch unsrer Gelehrsamkeit und Sittsamkeit auch Fremde in unsre Stadt anlocke.«

Im Abschnitt über die *Finanzverwaltung* erscheint der Wunsch die Posten zum Regale zu machen und damals schon derjenige des Verkaufes der Domainen, die, mit grossen Kosten bewirthschaftet, dem Staate doch wenig eintragen. Im Rechnungswesen solle mehr Oeffentlichkeit eingeführt, die Staatsrechnung hinfort dem gesammten grossen Rathe vorgelegt und besonders die Rechnungen vom Tockenburgerkriege genau geprüft werden. Unter der Rubrik *Staatsrath* oder *geheimer Rath* wird ein Gesetz verlangt, dass in diesem so engen Kollegio nicht gleichzeitig sitzen dürfen Vater und Sohn oder Tochtermann, auch nicht zwei Brüder; in Betreff der Mitglieder *beider Räthe* aber das Begehren gestellt, dass sie den Sitzungen gewissenhafter als bisher beiwohnen, »nicht aus dem Rath laufend während der Zeit, da die Parteien ihre Sachen vortragen, hernach zurückkommen und das Urtheil fällen, ob sie gleich Klage und Vertheidigung nicht gehört.« Gut möchte auch sein »eine alljährliche scharfe Censur aller Ehrengliedern des Regiments in Aufrichtigkeit und ohne Gefahr des Werdenlahns bei dem Eid«, sodann die Entlassung der Invaliden und Abwesenden vorzüglich der Offiziere in auswärtigem Kriegsdienst aus dem grossen Rathe.

Obwol unter den Materien, welche der Revision unterworfen wurden, auch diejenige der Verhältnisse der *Landleute* vorkömmt, so findet sich nicht die leiseste Spur, dass in der Stadt der Gedanke erwacht sei, bei dieser Gelegenheit auch hier einen Schritt vorwärts zu thun, sei es durch Einräumung eines etwelchen Antheils an der Repräsentation, oder Oeffnung des Stadtbürgerrechtes für ausgezeichnetere Individuen, oder gesetzliche Einführung irgend einer Art von Berichterstattung an dieselben und Einholung ihres Rathes in besonderen Fällen, wie solche in früherer Zeit üblich war. Auch auf der Landschaft scheinen keinerlei Wünsche laut geworden zu sein. Aus einem einzigen Bezirke, der Herrschaft Grüningen, war eine Petition eingekommen, welche indessen keineswegs Verfassungs- oder Gesetzesartikel, sondern lediglich die Abstellung eingeschlichener Missbräuche betraf. Sie wurde von den Zunftausschüssen, denen muthmasslich auch ein Exemplar zugekommen

war, zu der ihrigen gemacht und der Regierung in folgenden Form eingereicht: »Es bittet eine löbliche Bürgerschaft, dass unsre lieben Landleut von ihren Landvögten, Obervögten, Landschreibern leidentlich und mild und nicht höhnisch gehalten werden, in gütlicher Theilung ihrer Erbgüter ihnen kein Eintrag geschehe, auch ihrerseits alle Schenkungen, Sitzgelder, Mieth und Gaben, sowol für Beförderung, als vor, in und nach den Urtheilen die Mahlzeiten und andre Kösten bei Gemeind- und Kirchenrechnungen abgestellt werden; dass man sie bei Empfang und Erneuerung obrigkeitlicher Lehen nicht streng halte und insbesondere auch den Klägden der Salzfuhrleute, zu welchen sie die Salzspeditionen hier und zu Eglisau nöthigen, abhelfe. In gemeinen Herrschaften können auch die Herren Landvögte zu vester Handhabe der Gerechtigkeit und milderen Haltung der Unterthanen zu Ehr unsers Vaterlandes besonders erinnert werden.«

Die Bildung des *Stadtgerichtes* betreffend sollte in Ueberlegung genommen werden, wie man dazu gelange, rechtskundigere und erfahrnere Richter zu finden, auch ob nicht kaufmännische Streitigkeiten am Bessten durch ein besonderes aus Kaufleuten bestehendes Tribunal abgethan werden könnten? Es wird gewünscht, das wenn das Streitobjekt den Werth von fünfzig Gulden übersteige, Berufung an den kleinen Rath statt finden dürfe und schliesslich gefragt, ob es anständig sei, dass eine Weibsperson abwarte? Die Satzungen des *Ehegerichts* bedürfen dringend einer Revision, besonders diejenigen, welche die Ehescheidung betreffen, zu der man allzubereitwillig Hand biete; auch dürfte es nicht unbillig sein »den Herren Geistlichen die Beschwerde des Beisitzes abzunehmen.« In Bezug auf die sogenannte *Reformation* (eine besondere Behörde, welcher die Aufrechthaltung der Sitten und Luxusgesetze übertragen war), wird die Regierung gebeten in Ueberlegung zu nehmen, ob es nicht besser wäre, dieses Tribunal aufzuheben oder wenigstens Vorkehre zu treffen, dass dasselbe statt mit Kleinigkeiten sich zu befassen »desto ernstlicher die schweren Sünden wider das unmittelbare Gesetz Gottes bestrafe.«

Stark wird auf Verbesserung und völlige Umgestaltung des *Kriegswesens* gedrungen, dessen Gebrechen aber auch der Tockenburgerkrieg vorzüglich an den Tag gebracht hatte; bessere Bildung und Auswahl der Offiziere, Schulen für Artillerie und Ingenieurs; strengere und gleichmässigere Disciplin, Belohnung der Muthigen und Pflichttreuen, Strafe der Feiglinge als Hauptbedürfnisse aufgezählt. Im *Vormundschaftswesen* wird schärfere Kontrole, in der *Armenpflege* mehr Thätigkeit und Unparteilichkeit verlangt. Den *Kanzleien* soll »sorgfältigere Verwahrung der Dokumente und spezifizierliche Registratur derselben empfohlen werden«; auch wird begehrt »eine scharfe Aufsicht auf die Sentenzen, dass dieselben dem Ausspruch des Richters entsprechen und nicht verfälscht, sondern mit klaren Worten ausgedrückt werden.« In der Rubrik der *Zunftangelegenheiten* tritt als Hauptbegehren der Bürgerschaft, dem freilich ein zäher Widerstand von Seite der vornehmern Klasse entgegengesetzt ward, die Einführung des heimlichen Mehrs bei Wahlen hervor, und unter derjenigen der *allgemeinen Angelegenheiten* endlich finden sich Klagen über den Mangel einer Medizinal- und Apothekerordnung, den Abgang aller Gelegenheit zum Unterricht in neuern Sprachen und Leibesübung, die schlechte Verwaltung der Bibliothek durch die vielen Hirten. Es kommt der Wunsch der Errichtung einer Bank zur Sprache. Es wird empfohlen, die Züchtlinge aus dem Lokale für Waisenkinder zu entfernen und ein besonderes Zuchthaus zu erbauen und angefragt, ob »nicht nöthig und der Republik anständig wäre die Bestellung eines *Historici* mit dem Auftrage die *Chronicam Helveticam Tigurinam* (Rhans) fortzusetzen.«

Zu weitläufigen Klagen hatte die bedeutende Zahl der Kaufleute im grossen und vorzüglich im kleinen Rathe geführt. Es wurden verschiedene Mittel zur Abhülfe vorgeschlagen: Dieselben entweder auf einer Zunft zu vereinigen, wodurch von selbst die Zahl ihrer Repräsentanten vermindert worden wäre, oder die Beschränkung der Zahl ihrer Mitglieder in beiden Behörden auf ein gewisses Maximum, oder endlich die Verpflichtung derjenigen, die in den kleinen Rath gewählt würden, per-

sönlich sich der Kaufmannsgeschäfte zu enthalten. Die Kaufleute ihrerseits vertheidigten sich durch eingereichte Denkschriften gegen solche Neuerungen und bemerkten in einer derselben, dass »die Kaufmannschaft auch aus der heiligen Schrift vortreffliche *Encomias*, fürstliche Titel, ja vielfältige Beweisthümer aufführen könne, dass sie der köstlichste Segen eines Landes sei und wenn — heisst es weiter — zu Salomons Zeiten mit den grossen ophyrischen Goldklümpen auch etliche Affen und Pfauen ins Land gebracht worden, so ist kein Wunder, wenn heut zu Tag bei der Kaufmannschaft auch etwas Ungerades mit einschleicht und hat man ja Mandat, Reformation und andre Mittel, solche Kontrebande-Waaren zu vertreiben.«

Mit unermüdlichem Eifer hatten nun vier volle Wochen hindurch die 26 Ausgeschossenen der Bürgerschaft ihre Arbeiten fortgesetzt, so dass auf den 10. Oktober der erste Zusammentritt derselben mit der zu nunmehriger gemeinsamer Durchsprechung dieser Angelegenheiten bestellten Kommission der Regierung angesetzt werden konnte; allein die letztere hatte es trefflich verstanden von dieser Monatsfrist für ihre Stellung Nutzen zu ziehen. Bereits war der frühere Eifer eines Theiles der Bürgerschaft erkaltet. Die verschiedenen einander widersprechenden Interessen fingen an sich geltend zu machen und es zeigte sich immer klarer, dass es unmöglich sei, alle gleichmässig zu befriedigen. Gerade unter denjenigen, die anfänglich am meisten gelärmt hatten, fanden sich solche, die, unzufrieden bei der Wahl der Ausschüsse übergangen worden zu sein, auf dieselben mit Eifersucht hinblickten, sich freuten, an ihren Arbeiten und Vorschlägen mancherlei aussetzen zu können. Das Unpraktische, das unstreitig in diesen sich auch finden musste, wurde besonders von Regierungsgliedern mit Hohn herausgehoben; einzelne Geistliche begannen von der Kanzel über den gefährlichen und verwegenen Neuerungsgeist zu wehklagen, und auch vornehme Damen liessen in Gesellschaften ihrer aufgeregten Leidenschaft den Zügel frei. In dem über diese Angelegenheiten ziemliches Licht verbreitenden vertrauten Briefwechsel zwischen dem Landschreiber Gwerb und dem Landvogt Füssli in

Regensberg wird gemeldet, dass eine dieser Damen ihren Dienstboten den Befehl ertheilt habe, dem besonders verhassten Zunftschreiber Abegg mit Gewalt zu Leibe gehen, derselbe dann aber von einer andern Dame gewarnt worden sei, mit dem Beifügen: »So hat auch unser Zürich seine Fulvien und Hortensien.«

Es liess sich zwar die, freilich nicht sehr bedeutende, Zahl derjenigen Männer, die von Anfang an ohne Nebenabsichten und nur durch reine Vaterlandsliebe geleitet, dem Reformgeschäft Zeit und Kräfte gewidmet hatten, nicht abhalten, auch in den Konferenzen mit der Regierungskommission die sämmtlichen Vorschläge der Ausschüsse mit Freimüthigkeit und Beharrlichkeit zu vertheidigen, aber bereits fühlte sich die Regierung stark genug, missfälligern Anträgen entweder ein entschiedenes Veto gegenüber zu stellen, oder wenigstens eine Redaktion durchzusetzen, über welche man in ihrem Schoosse sich zum voraus verstanden hatte.

Bei alledem kamen einige nicht unwesentliche Verbesserungen wirklich zu Stande, die Scheuchzer unter folgenden Hauptpunkten aufzählt:

Der geschworene Brief wurde nach gegenwärtiger Rede- und Schreibart eingerichtet und auf Konstafel und Zünften authentische Abschriften desselben niedergelegt. Ebenso Abschriften einer Sammlung der Hauptsatzungen und des Pensionenbriefs. (Der verlangte Druck dieser Urkunden war verweigert worden).

Dem Briefe wurde ein Anhang beigefügt, worin mit bestimmten Worten ausgesprochen ist, das Recht die Verfassung zu ändern, zu mindern oder zu mehren, stehe bei der Gemeinde.

Ebenso ward anerkannt, das Recht Krieg anzuheben, Friede und Bündnisse zu schliessen stehe bei dem Bürgermeister, den Räthen, Zunftmeistern, dem grossen Rath und der ganzen Gemeinde.

Das Alter zum Eintritt in den grossen Rath wurde auf 30, dasjenige zum Eintritt in den kleinen auf 36 Jahre festgesetzt.

Einführung des heimlichen Mehrs bei den Zunftwahlen.

Eidliche Verpflichtung der Vorsteher der Konstafel und der Zunftmeister, über Aufrechthaltung der Rechte und Freiheiten der Zünfte zu wachen.

Dieselbe Verpflichtung der Achtzehner und Zwölfer (der von Konstafel und Zünften gewählten Mitglieder des grossen Rathes), welcher noch beigefügt ward die Verbindlichkeit derselben, beim grossen Rathe darauf zu dringen, dass alle diejenigen Gegenstände, welche den Fundamentalsatzungen zufolge vor die Zünfte gehören, auch jederzeit zur Behandlung vor dieselben gebracht werden.

Errichtung eines neuen Stadt- und Erbrechts, das gedruckt, vorher indessen noch das Gutachten der Zünfte darüber eingeholt werden soll.

Eidliche Verpflichtung aller Räthe, Kanzlisten und Stadtdiener auf den Artikel des Pensionenbriefs, der alle Annahme von Geschenken fremder Fürsten, Stände und Prälaten untersagt.

Abschaffung »alles Laufens, Spendirens, Versprechens, Drohens, Geschenknehmens und gebens vor, in und nach der Wahl auf Aemter und Vogteien.«

Wären diese sämmtlichen Artikel genau gehalten worden, so hätte man das Reformationswerk, wenn auch nicht alles gewünschte erreicht ward, denn doch ein ziemlich gelungenes nennen können, vorausgesetzt, dass man die Zeit zur Hauptreformation, der Theilnahme auch der Landschaft an Repräsentation und Verwaltung, noch nicht für reif erachtete; allein die Verbesserung stand wol auf dem Papier, aber die Menschen blieben dieselben und auch die spätere Geschichte sollte zeigen, dass zur Umgehung dieser neuen Satzungen immer noch Wege offen standen.

Unmittelbar nach dem den sechsten Dezember das Gesammtergebniss aller gepflogenen Verhandlungen, Berathungen und Beschlüsse in der Form und unter dem Titel einer obrigkeitlichen Deklaration den Zünften war vorgelegt und den zehnten von fünf, den vierzehnten von den übrigen acht angenommen worden, wurde der Bürgermeister Holzhalb wieder zum ersten

Standeshaupte gewählt und kurze Zeit nachher erschien aus geistlicher Feder abermals ein Lobgedicht auf diese Wahl, das an Geschmacklosigkeit und kriechender Schmeichelei hinter keinem der frühern zurückstand.

Im Allgemeinen war man der Kämpfe müde geworden und wünschte von allen Seiten deren Beendigung, besonders da dieselben immer stärker die Aufmerksamkeit auch der übrigen Eidgenossen in Anspruch nahmen und Bern unterm 1. Dezember die zürchersche Regierung dringend ersucht hatte, das Möglichste zu thun, um durch Massregeln der Weisheit und Milde das Einverständniss zwischen ihr und der Bürgerschaft wieder herzustellen. Wenige Tage nach dem Eintreffen dieses Schreibens ging die Antwort nach Bern ab, dass dieses gelungen sei und den sechszehnten Dezember wurde im grossen Münster erst von den Mitgliedern der neuen Regierung, dann von der Bürgerschaft der Eid auf Verfassung und Gesetze geleistet, an welche Feier sich dann auf Konstafel und den sämmtlichen Zünften noch ein einfacher »Abendtrunk« reihte [*]).

Unbefriedigt mit diesem Ausgang hatte sich indessen alsobald nachher wieder der Obmann Bodmer erklärt. Je weniger er im Stande war, praktische Reformvorschläge zu entwerfen und durchzusetzen, je bittrer ergoss sich immerfort sein Tadel über Kleines wie über Grosses. War es Furcht vor seinem Einfluss, war es das Bestreben, den zwar höchst beschwerlichen, aber durch sein untadelhaftes Privatleben achtbaren, in manchen Fällen wol aus wirklicher Gewissenhaftigkeit handelnden Mann am Ende doch zu versöhnen, er wurde zu allen bedeutenden Verhandlungen eingeladen, man findet ihn in den wichtigsten Kommissionen immer als Mitglied. Umsonst! Auch gegen den Bürgermeister Escher erhob er sich nun, klagte ihn der Gleichgültigkeit an, allen neu erwachenden Missbräuchen gegenüber; der Feigheit, die ihn hindere, dem Uebel zur Wurzel zu greifen: »Gott erbarme sich, rief er in einer Sitzung des grossen

*) Die Kosten beliefen sich auf 119 fl. 15 s. 4 hlr.

Rathes aus, über Zürich und seine elenden Standeshäupter.« Jetzt aber erwachte bei einem bedeutenden Theil der Räthe der Enschluss, den unermüdlichen Tadler zum Stillschweigen zu bringen, und da Bodmer gerade damals auch die Stadtgeistlichkeit mit Heftigkeit angriff und gemeinsame Sache nicht mit den milden und frommen, sondern mit solchen Pietisten machte, die voll geistlichen Hochmuths sich als Auserwählte und Propheten hinstellten, mit Gepräng von der Kirche sich lossagten, als Busspredigerr[10]) umherzogen und im Heiligenschein verfolgter Märtyrer zu glänzen suchten, so gab er dadurch seinen Gegnern selbst die Mittel an die Hand, den Kampf auf ein Feld hinüberzuspielen, wo man ihn mit besserem Erfolg angreifen konnte. Da er wiederholten Ermahnungen sich solcher Umtriebe, gegen die 1717 eine Regierungsverordnung erschienen war, zu enthalten, nicht nachkam, im Gegentheil es darauf anlegte, öffentlich zu zeigen, dass er um dieselben sich nicht kümmere, in der Kirche z. B. Gesang und Gebet durch lautes Sprechen mit seinen Nachbarn störte, so wurde er um 30 Mark Silber gebüsst und für einige Zeit in seinen Verrichtungen als Mitglied des kleinen und grossen Rathes eingestellt. Nach zwei Jahren ward ihm der Eintritt wieder geöffnet. Allein auch jetzt fuhr er nicht nur selbst fort, dem Sektenwesen Vorschub zu leisten, sondern ermunterte eben dazu seinen Sohn, der, ohne Theologie studirt zu haben, in der Stadt und auf der Landschaft religiöse Vorträge hielt und einen Anhang um sich sammelte. Es war die natürliche Folge der traurigen kirchlichen Zustände des Kantons, sowie der seit längerer Zeit gänzlich vernachlässigten religiösen Volkserziehung, dass der Regierung nun wirklich

---

10) Eine Probe dieser Predigtweise eines gewissen Grubers, gewesenen Geistlichen im Würtembergischen, welcher den Kanton durchzog und seine Weissagungen über das Schicksal desselben dem Bürgermeister Holzhalb zu Handen der Regierung einschickte, findet sich in den Handschriften der *Leuischen Sammlung* auf der zürcherschen Stadtbibliothek No. 81. S. 363 ff. Ebendaselbst die Belege für das Uebrige, das hier erzählt wird.

nichts andres als die Anwendung des vollen Strafernstes übrig blieb. Den 21. Juli 1721 erfolgte durch einmüthigen Rathsbeschluss Bodmers definitive Entsetzung nebst der Aufforderung, binnen vierzehn Tagen mit seinem Sohn den Kanton zu verlassen. Er zog mit seiner Familie ins Neuenburgische, wo er sich zu Colombier niederliess. Hier besuchte ihn einige Jahre später sein ehemaliger Jugendfreund, der bereits erwähnte J. Kaspar Escher, der Sohn des Bürgermeisters, eröffnete ihm Aussichten auf die Heimkehr ins Vaterland, versprach ihm seine eigene kräftige Verwendung, wenn er nur auch zu einigen annähernden Schritten gegen die Regierung sich verstehen könne. Auch Bodmers Gattin unterstützte mit Wärme dessen Ermahnung; allein der Greis blieb unbeweglich und starb ausserhalb seines Heimatkantons.

Noch mussten Jahre vorübergehen, ehe Zürich bedeutende Früchte seiner Reformversuche zu sehen bekam; denn weniger in den Formen als im Geiste war die Wurzel des Uebels zu suchen. Das alte in der beschränkten Anschauungsweise einer Zeit des Rückschrittes aufgewachsene Geschlecht war unverbesserlich. Ein jüngeres und rüstigeres musste unter neuen Antrieben und tüchtigern Führern erst sich bilden. Die Bewegung des Jahres 1713 hatte den Muth und die Kräfte einer kleinen Zahl solcher geweckt, und Theologen wie Zimmermann und Breitinger, Naturforscher wie die beiden Brüder Scheuchzer und Johannes Gessner, Freunde der Literatur und Geschichte wie der berühmtere Bodmer, die Bibel zwar auch achtend, wie sein älterer Namensverwandter, aber zugleich am Studium der Griechen, Römer und Britten seinen Blick erweiternd und sein Urtheil schärfend, und Staatsmänner wie J. Kaspar Escher[11])

[11]) In den von diesem Staatsmanne herrührenden „Bemerkungen über die Regierung der Herrschaft Kyburg“, deren Landvogt er von 1717—1723 war, welche in den vierten und fünften Band dieser Zeitschrift aufgenommen worden sind, eröffnet sich uns ein lehrreicher Blick sowol auf die Zustände jener Herrschaft, wie er bei seinem Amtsantritte sie fand, als auf das Ziel, das er für deren Verbesserung im Auge hatte.

wurden nun die Lehrer, um welche eine hoffnungsvolle Sc[illegible]
junger Hörer sich sammelte. Jetzt erst begann für Zürich
der eine bessere Zeit, und so unbedeutend im zweiten
zennium des Jahrhunderts die unmittelbaren Ergebnisse
ner Reform sich noch dargestellt hatten, so wohlthätig er
sen sich bereits am Schlusse der ersten Hälfte desselben
mittelbaren.



URKUNDEN.



Zwei Urkunden

zur

Geschichte des XIV. und XVI. Jahrhunderts.

Mitgetheilt

von

Dr. J. C. ZELLWEGER
in Trogen.

1.

Bündniss der vorarlbergischen Landschaften vom 18. August 1391.

Vorbemerkung.

Die nachfolgende Urkunde, deren Original im Archive zu Bludenz liegt, ist mir in einer von demselben genommenen Abschrift durch Herrn J. Waizenegger von Bregenz mitgetheilt worden. Ungeachtet die Urkunde nicht eine schweizerische ist, bleibt sie doch auch für die schweizerische Geschichte interessant, weil sie den Geist jener Zeit bezeichnet und die spätern Geschichten der Appenzeller beleuchtet.

Durch die Herrschaften Feldkirch und Bludenz, welche Oesterreich 1375 und 1384 an sich gebracht hatte, und das Schutzbündniss dieses Hauses mit dem Abt von St. Gallen, welches schon 1373 errichtet wurde, schienen die Plane Kaiser Albrechts ein Fürstenthum in Schwaben zu errichten, sich allmälig zu verwirklichen. Aber die Furcht sowohl vor der zunehmenden Macht des Hauses Oesterreich, als auch vor den Kaisern aus dem Stamme der böhmischen Könige, veranlasste eine Menge Vereinigungen theils der Edelleute und theils der Städte. Die Schweizer gaben das Beispiel von Bündnissen unter Landleuten, und wahrscheinlich mag der Verlust der Schlacht bei Sempach und der Tod des Herzogs Leopold Veranlassung gegeben haben zu Bewegungen unter dem Volk in den vorarlbergischen Herrschaften des Hauses Oesterreich, so dass der Adel durch einen Bund und eine Vereinigung mit dem Volk Schutz für sein Eigenthum erwarb.

Wenn nun diese Selbstständigkeit des Volkes es begreiflich macht, dass es so leicht sich mit den Appenzellern, nach ihren Siegen an den Stössen von Wolfhalden und Gais, verband, so erklärt sich hingegen ebenso die Leichtigkeit, mit welcher dieses Volk dem Bund ob dem See entsagte, als Kaiser Ruprecht durch seinen Spruch von 1408 ihn aufhob.

Der Bund, den es 1391 mit seinen Herren geschlossen, gab ihm ein Gefühl der Freiheit und Würde und liess es, da seine Rechte dadurch von den Herren anerkannt waren, mit und unter ihnen ruhig und zufrieden leben bis zum Ausbruche des Appenzellerkrieges. Als es aber 1405—1408 sich mit den Appenzellern verbündet befand, waren beständiger Krieg und Plakereien aller Art das Loos dieser Gegenden und es musste also die Bevölkerung kein so grosses Interesse an der Beibehaltung des Appenzellischen Bündnisses haben; zumal sich wahrscheinlich aus dem Bunde von 1391 nach und nach die landständische Verfassung des Vorarlberg entwickelte.

Die Urkunde von 1391 lehrt uns zweitens genau kennen, welcher Theil von den vorarlbergischen Herrschaften Antheil an dem Bund ob dem See hatte, wovon Appenzell und St. Gallen das Haupt, der alte Ital Reding von Schwyz aber die Seele war; daher diess Dokument eben sowohl zur schweizerischen, als zu der Geschichte des Vorarlbergs gehört.

Wir Graf Albrecht von Werdenberg vom heiligen Berg der elter, Herr zu Bludenz und wir die nachbenempten sin Lüt — allgemeinlich rich und arm, edel und unedel, des ersten, der Vogt die Rät und die Burger allgemeinlich rich und arm der Statt ze Bludenz, darnach die Lüt, gemeinlich in dem Tal genent Montafun und alle die Lüt die in den Hof ze Sant Peter by Bludenz gehörent, dazu das Tal und Gericht im Silberberg, und all die Lüt die in demselben Tal und Gericht sesshaft und wohnhaft sindt es sigen Silbrer, Wallser, Frygen, Vogtlüt als aygen Lüt, der Burgherr uf der Veste Bürs, und alle die Lüt, die dazu gehörent, und mit Namen alle die Lüt, die wir vorgenenter Graf Albrecht vor den zwaien Schlossen Bludenz und Montafun im Walgö habint, wo die in dem Tal sesshafft oder wohnhafft sindt darnach die Burgherren baid uf der alten und der nüwen Burg Schellenberg, die gelegen sind an dem Eschnerberg, und alle die Lüt die zu denselben zwain

Vestinen gehörent, wo die och sesshaft und wohnhaft sint, und dazu der Keller zu Wolfurt, und alle die Lüt, die dazu und darin gehörent, und och mit Namen alle die Lüt, die wir vorgenanter Graf Albrecht ob der Bregentz herofwerz im Land habint, wo die och sesshafft oder wonhafft sind. Wir vorgenanter Graf Albrecht und och die obgedachten unser Burgherren und Lüt all gemeinlich es sigint Amtlüt oder ander Lüt, wie die gehaissen oder genant sint rich und arm sigint ain tail des Bundes und der Verainung als hienach geschriben stat. So sigint wir die nachbenempten Lüt der ander Tail desselben Bundes, des ersten: Wir der Amman der Rät und och die Burger all gemainlich rich und arm der Stadt zu Veldkirch (Veltkilch) hernach der Burgherr uf der Vesti genant die wälsch Ramschwag gelegen im Walgö und alle die Lüt die dazu gehörent, — hernach der Landaman und die Lüt gemeinlich in dem Gericht zu Rankwil und all die Lüt, die in dasselb Gericht gehörent, und mit Namen all die Lüt, die in dasselb Gericht gehörent, und mit Namen all die Lüt, die in der Refier und Gegni zwüschent der egenanten Statt Veltkilch, santainser Klus, dem Bach der enhalb Sigävis durch Santainser Holtz abgat und gehaissen ist, Awanero, zwüschent Veltkilchen Clus der Ill und dem Rin sesshafft und wonhaft sint, sunderlich die zu der Herrschaft gen Veltkilch gehörent, dazu die Walser in Tremülls und in Glatterns, und mit Namen alle die Walser die in derselben Herrschaft Gebirgen Gerichten Twingen und Bännen sesshafft und wonhaft sind, und dazu die Vesti genant die alt Montfort, und alle die Lüt, die sunderlich dazu gehörent, es sig uf Frachsern, als anderswo. Der Burgherr uff der nüwen Montfort und alle die Lüt die darzu gehörent, es sig zu Gätzis als anderswo der Burgherr uff der Vesti Fussach, der Amman und die Lüt och gemainlich daselbs zu Fussach, der Keller des Kelnhofs zu Höchst und alle die Lüt, die in denselben Kelnhof gehörent, es sig ze Brugg ze Höchst ald anderswa, und mit Namen all die Lüt die in der Gegni — von Götzis hinab zwüschendt dem Rin und der Fussach als die Baiden Wasser in den Bodensee rinent sesshaft und wonhaft sind, sonderlich die och zu der

Herrschaft Veltkilch gehörent, dazu der Aman und die Lüt gemainlich ze Dorrenbüren ze Stiglingen und ze Knüwen die och in dieselbe Herrschaft gen Veltkilch gehörent, darnach der Amman und die Landlüt gemainlich in dem hindern und dem vordern Tail des Bregentzer Waldes und och die Lüt gemainlich an der Langenegg, die och in dieselben Tail und zu der Herrschaft gen Veltkilch gehörent und dazu der Vogt uff der Vesti Stoffen, und mit Namen all die Lüt die gen Stoffen gehörent, wa die och sesshafft ald wonhafft sint. Wir vorgenanter Graf Albrecht von Werdenberg der elter und och wir obgenanten Lüt von baiden Tailen all gemainlich rich und arm, edel und unedel, wo wir in diesen vorgenanten Kraisen, Marken, Gerichten Twingen und Bäumen sesshaft und wohnhaft sigint, in der Wyse als hievor in disem Brief geschriben stat und bescheiden ist an all gevärd: Tugent kund und verjehent ofentlich mit disem Brief allen den die in ansehent lesent oder hörent lesen, gegenwärtigen und künfftigen, dass Wir mit guter zeitiger Vorbetrachtung mit wolverdächtem Mut und nach wysem Rat durch gut Schirm und Fridswillen unser obgenanten Land und Lüt ain vest gut getrüw und ungwärlich Bündnuss ze samen gelegt und geschworen habint, enander getreulich und früntlich ze rätent und ze helffent, und och das best zu tund wieder aller mänglichen, wo wan oder wie dick oder gen wem wir baid oder der aintail unter uns des bedarf oder nothdürftig wirt, und wen wir och des nun hinenhin von einander ermant werdent, so sollint wir unverzogenlich zusamen ziehen und enander nach unser Vermügent ungwärlich des Besten raten und Helffen mit Lib mit Gut mit Vestinen, Stetten und Schlossen, und namlichen mit aller unser Macht und och jetweder Tail allweg uff sin selbs Kosten. Wir sollen och allso allweg enander die nachbenempte Jorzal us hilflich und geraten sin, wieder aller mänglichen niemant ussgenomen noch ussgelassen. Wen allein die hocherbornen durchluchten Fürsten — unsre gnädigen lieben Herrn die Herzogen von Oestreich, und soll och disi gut getraiv Büntnis allso vest und stät zwüschent uns weren und beliben, untz uf disen nächsten künftigen sant Georgen tag, der

io schierest kunt nach dat dis Briefs und darnach vierzig ganze
lahr, die den och aller schierest noch enander koment und
tünftig sint an Unterschaid an unser und aller mänglich absa-
gen widertun widerruffen an all gevärd.

Und darumb das diser Bund also vest und stät belib und
gehalten werd, so habint wir vorgenanter Graf Albrecht und och
wir und och wir obgenanten Lüt all semmenlich geschworen
und jeglicher sunderlich ainen gelerten Ayd ze den Hayligen
mit uferhoben Handen diesen Bund also ungevarlich vesteklich
und getrüwlich mit enander ze haltent die obgedachten Jarzahl
us mit allen Stüken und Articklen als hievor und och hienach
n disem Brief geschriben stat und bescheiden ist an all gevärd.

Und och ze bessrer Sicherheit dass diser Bund die Jarzal
s von uns und unsern Nachkomen dest redlicher und bas ge-
alten werd, so habiadt wir ze bayder Sydt in disem Bund be-
edt und in die Aid genomen, das wir und unser Nachkomen
ie obgedachten unser Aid je ze zehen Jahren erneweren söl-
nt mit geschwornen gelerten Ayden ze den Hailigen, disen
und also die Jarzal us ze haltent als vor ist beschaiden an all
evärt. Es ist och nemlich in disem Bundt beredt und gedin-
et: Wär ob wir vorgenanter Graf Albrecht von Todes wegen
bgiengint davor Gott sig, in der Zit die wyl und diser Bundt
vert und weren soll, dass denn all unser obgenant Burgherren
del und unedel Lüt rich und arm allgemainlich an Unterscheid
nkainen unsren Erben noch enkainen ihren Vögten noch nie-
nant andren von iro wegen nit schweren noch hulden wet, sy
lobint und bestätint Inen denn vor, disen Bund ze haltent die
arzal us als vorgeschriben stat an all gevärd.

Darnach sigint wir och ze baider Syt och lieplich und frünt-
ich übereinkomen Was dehainer unter uns beeden Tailen mit
lem Andern ze schaffent als zu im sprechent hät, dass wir und
la ze baider Sytt Rechten sont lassen von enander benügen in
ler Wise als hienach geschriben stat. Und ist das also zu mer-
kent: dass ain jegklicher under uns der zu dem anderen ze
klagent als ze sprechent hat, das Recht suchen und nemen soll
in dem Gericht da der sitzet, den er denn ansprechen und be-

klagen will. Und ist es um Gült ald umb varend Gut, so soll in der Richter desselben Gerichtes am unverzogen Recht fügen und schaffen nach des Gerichts Gewohnheit und Recht, Ist aber es umb gelegen Gut, so soll sich ainer umb den andern des Landes Recht darumb lassen benügen, als dann gewonlich und Recht ist um ligent Gut ze rechtent an all Gevärd.

Doch habint wir unser vorgenanten zwaiger Stett Recht ze Bludenz und Veltkilch mit rechtem Geding behalten und uffgesetzt, allso, dass die by allen jren Rechten und guten Gewonhaiten, belyhen sont, als sie die untz her gehept hand, och on all gevärd.

Nach allen bedingten Stuken und Artiklen ist och namlich berett und gedinget worden, von der obgedachten Burgherren wegen die uff diesen vorgenanten Vestinen jetz sizzent: Wär, ob dero dehainer in der vorgenanten Zit die Wil und diser Bund wäret, enthuset, verkert, ald verstossen wurd, oder von Todes wegen abgiengi, welcher denn an sin Statt uff dieselben Vesti kunt und gesetzt wirt, der soll dem nach schweren uns und allen unseren Nachkomen die in disem Bundt begriffen sindt, mit derselben Vesti gewärtig und gehorsam ze sind, und och disen Bund dannenhin die Jarzal us mit uns getrewlich und vesteklich ze haltent, in aller der Wys und Mäss, als die abgegangen ald verkerten Burgherren das geschworen hat, der denn vor im da gewesen ist an all gevärd.

Und darumb dass dise gut getrüw Büntnuss allso vest stät und unverkert belibt, und von uns beiden tailen getrülich und fründlich gehalten und gelaist werd mit allen bedingten Stuken und Artikkeln als hievor an disem Brief geschriben stat und mit Worten bescheiden ist an all gevärd: Des ze warem und offem Urkunde, und ze ainer besteten festen Sicherhait, so habint wir vorgenanten baid Tail diser gegenwärtigen Bundbrief zwen glich mit ainer Hand gebeten und haissen schriben, daran Wir vorgenanter Graf Albrecht der elter von Werdenberg unser Insigel von unsers tails wegen des ersten gehenkt habint für uns und all unser Erben und Nachkomen. Darzu wir obgenanter sin Burger und Lüt gemainlich ze Bludenz derselben unser Statt Insigel och für uns und

all unser Nachkomen gehenkt habint an dieselben Brief baid unter die baidi Insigel. Wir vorgenanten Lüt gemainlich im Montafun in dem Hof ze sant Peter und in dem Tal und Gericht des Silberbergs, wir sigint Gottshuslüt, frygen Silbrer, Walliser, Vogtlüt ald aigen lüt oder wie wir genant sigint und dazu der Burgherr und die Lüt ze Bürs uns willeklich und vestiklich verbunden habint, und bindint für uns und all unser nachkomen alles das, so hie vor an disem Brief geschriben stat und beschaiden ist an all gevärd. Desselben alles Wir obgenanten Burgherren baid uf den zwaien Vestinen der alten und der nüwen Schellenberg und alle die Lüt die dazu gehörent und mit Namen alle die Lüt, die der obgedacht unser lieber gnädiger Herr Graf Albrecht der elter vor den zwein Schlösser Bludenz und Muntafun sitzen hat im Walgö und och hie us im Land ob der Bregentz haruf allenthalben, und och willeklich und vestiklich verbunden habint und bindint für uns und all unser nachkomen mit Kraft und Urkunde der zweygen Bundbrief als hievor ist bescheiden an all gevärd.

An dieselben Brief baid Wir vorgenanten der Amman und Rät und die Burger all gemainlich ze Veltkilch derselben unser Statt Insigel für uns und all unser Nachkomen und och für dis nachbenempten Erbern Lüt unsre guten Fründ und Aydgenossen die zu uns gehörent, und sich under dasselb unser Statt Insigel mit uns verbunden hand, och gehenkt habint ze ainer Vergicht und waren Gezügnuss alles dess, so in diesem obgedachten Bund zwüschen uns beyden Tailen beredt gedinget und verschriben ist an all gevärd und Arglist, unter dasselb der Stadt Insigel ze Veltkilch wir vorgenanten Burgherren: des ersten ze Ramschwag, ze Tosters ze der alten Montfort, ze der nüwen Montfort und ze Fussach und dazu alle die Lüt die zu denselben Vestinen gehörent es sigint Amtlüt ald ander Lüt, und darnach der Landaman ze Rankwil, und alle die Lüt, denen er von sines Amts wegen da ze gebietent hät, wo die sesshafft ald wonhaft sint, darnach der Keller ze Höchst und all die Lüt, die in denselben Kellnhof gehörent, darnach der Amman und die Lüt gemainlich ze Dorrenbüren ze Stiglingen und ze Knü-

wen und dazu mit Namen all die Lüt die in der Gegni von Götzis hinab zwischent dem Rin und der Fussach sesshaft und wonhaft sind, sunderlich die och ze der Herrschaft gen Veltkilch gehörent, als vor ist beschaiden, uns och allgemainlich willeklich und vesteklich verbunden habint und bindent alles das so hievor geschriben stät und mit Worten bescheiden erlücht und begriffen ist, an all gevärd, desselben alles wir obgedachten Walser all gemainlich, wo wir in der Herrschaft von Veltkilch — Gebirgen Gerichten Twingen und Bännen sesshaft und wonhaft sigint, es sig in Tamüls, in Glatterns ald anderswo uns och willeklich und vesteklich verbunden habint und bindint under dero von Veltkilch Insigel für uns und all unser Nachkomen. Darnach so habint Wir obgenante Bregentzer Walder unsers gemainen Lands Insigel och für uns und all unser Nachkomen und och für unsre guten Fründ und nachgeburen die von Stoffen und Langenegger och offentlich gehenkt an die obgedachten Bundbrief baid zu ainer Vergicht und ganzen Warhait aller vorgeschribner Ding. Darunter wir dieselben von Stoffen der Amman und die Lüt da gemainlich und och die Lüt gemainlich an den Langenegg uns och willeklich und vestiklich verbunden habint und bindint, des obgedachten Bunds und aller vorgeschribner Ding mit Urkunde dis ofnen gegenwärtigen Briefs. Der ze Veltkilch geben wart des Jars do man zalt von Christus Geburte Drüzehnhundert und im ainen und Nüntzgosten Jar, an dem nächsten Fritag nach unser lieben Frawen Tag ze Ogsten.

(Es hängen die vier Siegel.)

2.

Umständlicher Bericht wie der Bischof von Konstanz zum Besitze der Reichenau gelangte.

Aus einer konstanzischen Chronik.

Uf Montag den 21 Aprilis hat Jörg Knöringer dem Burgermeister gesagt wie er In der Ow gewesen, syg Burckhart von

denckersswyler von her Swygharten von gundelfingen heimkumen, vnd hab Ime, Ouch dem Aman von Alenspach vnd anderen gesagt, dass die kön. M'. dem Regiment zu Insprugk geschriben hab dass Ir M'. bericht ward, dass der Abt von Ow vnderstande die Ow dem alten Abt von Zwyfalten ze vbergeben, vber dass vorher er mit Bischoff Hansen der Ow halben hab gehandelt, ouch vber dass die Ow dem Bistumb vom Bapst Incorporiert, vnd sölche Incorporation durch Ir könl: ouch die kayserl: M'. bewilget syge. So nun der Jetzig Postuliert Bischoff by Kay. vnd kön. M'. so wol verdient syg, so habe Ire M'. bewilgt, dass In die vff die geding, wie vormalss mit Bischoff Hansen gehandelt syg, zügestellt werde, Darumb so sollend sy verschaffen, dass dem Bischoff die Ow Ingeben werde, vnd der Abt von zwyfalten abgestelt werde. In söllichen handel syge dem von Gundelfingen von dem Regiment zu Insprugk bevelch gegeben.

It: der Denckelschwiler hat ouch den brieff lesen lassen den er mit Im bracht darinnen eben statt wie oben ermeltet Ist, vnd sunder dass der Bischoff In die Ow sol kummen vff die Conditionen wie die vorhin syent gestelt worden, wirt geacht ess habe den verstand dass das Bistumb vnd die Rych Ow solle dem haus Osterreych Ingelybt sein, In aller mas wie dass Bistumb Trient dem Huss Osterrych zugethon vnd Ingelibt Ist.

Sollichss abzewenden hatt ain Rath zu Costentz allerley fürgenomen, Vnd Insunderheit hat man vff 13 Augusti dess 39 Jarss Conventen Zwirken vnd Melchior Rumelin Zunfftmaister zu dem Abt In die Ow verordnet, In aller nu verloffnen handlungen zu berichten, Ime die gefarlichkeit so nit allein der Statt vnd der Landtssart sunder ouch Ime, sinem Gotsshauss vnd desselbigen vnderthonen daruss kunfftiklich zuston mögen, erzellen, dan ain Stat Costentz solchss mit höchstem vliss und allem vermögen vnderston werde ze weren, dass die Ow den Bistumb nit Incorporiert werde, wass nun uss solchen volgen möge sygen licht abzenemen, derhalben welle er die sach erwegen nach dem sy geschaffen vnd von sölcher vnruw vnd verderbung dess landess so vil an Ime, verhuten etc.

Daruff der Abt In ze antwurt geben, Ess syge nit minder, er syge vor Jaren zu ainem Abt ewelt worden darnach aber wider darvon kumen, vnd nach absterben Abt Jergen widerumb erwelt worden. Der halben er sich mit dem huss Oesterreych In ain schirm Inliess, vnd In sinen schirm ergeben, vnd hab geacht er sölte wol beschirmpt, vnd so etwass Im zugesagt werd, gehalten werden, Er hab aber wenig fürderung oder hilf befunden.

Nachmalss hab Bischof Baltassar vff ain Reychstag zu Ougspurg vil mit Im gehandelt, ouch Im vil zugesagt, vnd mit war vnd vnwar zu ainer handlung beredt, aber alss er haim kam, ward Im nichtss gehalten, derhalben er ouch mit dem selbigen Bischof Baltassar nichss hab handlen wollen.

Darnach hab er sich mit Bischoff Hansen In ain handlung Ingelassen, dieselbig handlung aber syge ouch zu kainem end kumen, vss vrsachen wir villichter der Rat zum thail mög wissig sin.

Nun Jetzo syg Im ein schriben von Römisch königl: M^t^. zukumen, dess vermögenss, Ime dem Abt syge wussig wass zwüschen Im vnd Bischof Hansen gehandelt, dass syge aber ersessen, darumb die wil die königl. M^t^. sich der selbigen Handlung widerumb erInnere, So begere, dass er der Abt mit her Schwygharten von Gundelfingen, von wegen dess Jetzigen Bischoffss vff vorige handlung witer handlen wellt, Ess syg aber her Schwygkhart noch nie kummen mit Im ze handlen, vnd syg die sach also angestanden.

Nüwlich aber syg Bischoff Hanss von Lupfen zu Im kumen, vnd hab von dess Jetzigen Bischoffss wegen, mit Ime etwass gehandelt, welche handlung vorher er nit hab kunen abschlachen, Er hab aber uff warnung siness werbenss ain verdacht genomen, vnd er werde sölche handlung an sin fruntschaft bringen, vnd one derselben, dess glichen der Gotsshusslüten wissen, nichss handlen.

Demselbigen welle er ouch diesess dess Rathss anbringen, dess glichen der Statt Costantz vnd anderer vmbsässen anligen fürhalten vnd anzeigen.

Vff Bartolomei Ist ain tag von gemainen Aidgnossen ze Baes gehalten worden, vff den selbigen Ist ainer von Landegk d ain doctor von Insprugk sampt ainer Bottschafft vom Capitl gewesen, vnd habent der Ow halb mit den Aidgnossen gendelt, aber wass, Ist nit kuntlich. Glich wol Ist ain Rath anlangt, dass die Aidgnossen den alten Landtvogth Manscher- (Mansuetus) zu brunnen Jetzo vogth zu feldbach, zum Abt Ow geschickt, vnd mit Im habend handlen lassen, dass er Ow behalten, vnd dem Bischoff die nit vbergeben welle, nit kain Zwytracht oder vnrüw an diser art entstande etc. d alss der Abt sich erklagt heb, dass Im nit wol werd mög- sin, der Kays: vnd kön: M^t^. nit zewilfaren, dan er ain arr fürst syg vnd kainen ruggen hab, Hab der Landtvogth zu gesagt Die Aidgnossen werdent Ine nit verlassen, vnd wol ndthaben dass er by dem sinen plibe, Aber er hat kain entss zusagen vom Abt bekomen mögen.

Der Abt hat ouch vnder andren zu dem Landtvogth gsagt, wil die von Costentz welche Ime zu der Abtei geholffen bent, vnd er were, wo sy Im nit geholfen hetten, zu Abt mmermer worden, Darumb diewil ess Inen so widrig syge, angesehen das sy sich Jetz ettliche Jar her vnnachpurlich gea Im gehalten habent, dess glichen diewil die Gotsshussth ouch beschwerd darob habend, Vnd dann die Aidgnossen willen darzu habent, So welle er mit der sach stillston vnd iter nit handlen, etc.

Vff den letsten tag Octob: Ist dem Rath angelangt, dass der t mit sampt her völckern von Knöringen, ouch her Wolff etrichen von Knöringen, Adamen von Honburg vnd sunst ainen n Knöringen zu Ratolffzell biss in den sechsten tag, mit dem ten Bischoff Graff Hansen von Lupfen gehandelt, der In namen ss Bischoffss da gewesen Ist, wass aber gehandelt syg, dass inne niemandss erfaren noch hören, dan der Abt kaine siner äth, weder vogth noch schriber by Im gehebt, sunder er Ist gar llain gewesen Vnd vss allerlay vermutungen wirt geacht, er habe ich mit dem Bischoff vertragen dass er Im die Ow vbergibe etc.

Uff solchss hat ain Rath widerumb zu dem Abt verordnet

Melchior Rumelin Zunfft, vnd Matheussen Malckenpur, In den Abt abermalen fruntlich vnd nachpurlich ze bitten dass er söl-cher sache still welle ston diewil doch die selbig ainer statt Costutz vnd der gantzen Landss art so nachthailig syge, dess welle man vmb sin fürstlich gnaden fruntlich vnd nachpurlich verdienen etc.

Daruff der Abt gesagt, Er syge der vorigen beren werbung noch wol Ingedenck so hab er sy ouch wol vernomen, vnd sich darnebent vil gutss erbetten vnd gesagt, Ess syge die tag Mansurtinss zu brunen vogth zu veldbach Im namen der 10 Ort bey Im gewesen, dass er mit dem handel solle still ston, den die gemain Aidgnossen habend ain Ilenden tag allein diser sach halber vff suntag vor Martini gen Baden beschriben, ob dem selbigen tag werden Ime die Aidgnossen Irrss willess verstendigen alss dan möge er witer der gebur nach handlen etc.

Dass habe er Im zugesagt, Vnd wie wol er etwass gehandelt so syge doch nichtss entlichss beschlossen, vnd bedure In vbel dass sich die Aidgnossen aine Statt Costentz ob diser handlung so fest beschweret; er möchte fast wol liden, darzu wer der nechst vnd best weg wann die Aidgnossen vnd ain Statt Costentz solchss by der Kön: M[t]. absteltent, den sunst kunde vnd vermöge er solchss nit ze thun dan er ain armer Fürst, der kainen ruggen hab etc. doch so syge er von den Bischoffischen bericht dass der Merthail der Aidgnossen darin bewilget habend, wo dass nit geschehen so hette er sich kainss wegss derhalben Ingelassen, dann er wol wisse, dass solchss die Aidgnossen wol weren mögen etc.

Vff 17 Novemb: dess 39 Jarss haben Melchior Rumeli Zunfft, vnd Matheuss Melckepur Im Rath Relation gethon wass sy zu baden gehandelt, Namlich dass die aidgnossen gebetten sy wellen nit gestatten dass dem Bischoff die Ow Ingeben werde, von wegen allerlay nachthailss so nit allein der Statt Costentz sunder gemainer landsart gewislich daruss volgen werde, dass werd ain Rath vmb sy beschuldten etc.

Darnebent habent die gesanten anzaigt, dass vff den 11 tag Novemb: der wychbischoff vnd der von Bübenhoffen baid Tumb-

heren zu Costentz zu Baden ankumen, vnd haben die fünff ort zusamen berüfft, vnd mit Inen gehandelt, wass aber dasselbig, mögen sy nit wissen, Anderst dan wie sie nachmalss bericht syn worden, dass sy gsagt habent: »Die von Costentz haben von Kayser vnd Kunig Ire brieff vnd wass sy vermeint habent zu verhinderung diser sachen dienstlich sein furgebracht, aber die sach nit erhalten mögen; denn Kayser vnd Kunig habent bedacht, dass die von Costentz sy die Tumbheren, von Costentz vertriben habent, vnd Jetzo vnderstandint sy zu verhinderen das sy In die Ow ouch nit Inkomen solten, vnd also niendert anheim wesen haben mögint. Dass habent aber Kayser vnd Kunig bedacht, vnd Inen In die Ow Inzekumen zegelassen. So ess nun denen von Costentz daselbsten gefelt hab, so vnderstandent sy Jetzo dass by den aydgnossen zu verhinderen, vnd gebent für, alss ob sy, die Tumbherren, ettwass vestess In der Ow buwen wolten, dass doch Ire mainung nit syg, sy begerint nit mer dan nun Irr wesen vnd wonung da zehaben, vnd den Gottssdienst widerumb vff zerichten, welcher fast abgangen, dann der München wenig syent. So begerint ouch sy wider die aidgnossen nichtss zehandlen, etc.« Item ess syge weder Inen noch den pfaffen kain antwurt worden, Anderst den dass die botten die sach hinder sich an Ire Obern bringen wellen.

Vff Montag vor Nicolay Ist widerumb ain tag zu Baden gehalten worden vff den selbigen sind die vorigen herren mit oberzelten beuelch widerumb abgeuertiget worden, Alss nun der Rumeli vnd Molckenpur von Baden kumen sind, habend sy deñ haimlichen angezeigt, Dass sy erfaren habent, dass die pfaffen sechss tausend Kronen sunderbaren personen In der Aidgnoschafft verhaissen habent vnd alss geachtet wirt schon bar gezelt habent, dass Inen vergunt werde die Ow ze vberkumen. Derhalben ouch die Aidgnossen ain Abschid Iren halb mit merer hand gemacht habent.

Wie aber die pfaffen zu den gesandten von Zürich vmb eröffnung dess Abscbidss Kumen syent, habe er sy zu dem vogth zu Baden gewisen, der hab In ouch nit wellen öffnen, etc.

In dem hab Doctor Vlrich schmetzer ain procurator zu

Insprugk In namen dess Römschen Kunigss an gemain Aidgnossen gebracht vnd geworben, dass die Kön: M[t]. anlange dass die von Costantz, mit den Aidgnossen handlent vnd werbint dass sy ouch gern Aidgnossen werden wolten. Derhalben lasse die Kön: M[t]. sy die Aidgnossen, dess Osterreychischen Erbvertragss ermanen, dass sy denen von Costantz mussig gangen vnd sy dem Reych nit enziehend, etc.

Ab diser werbung haben alle gesanten ain gross misfallen gehabt, vnd vnder ain andern gesagt, wass ess den Kunig angange obschon die von Costentz zu Inen kument, sy welten dass ess beschehe etc. Vnd habent dem Doctor gsagt Sy wissend von denen handlung, darvon er hab anbringenss gethon, nühzit lige aber dem Kunig gegen denen von Costantz ettwass an, möge erss mit denen von Costantz vssrichten etc.

Item wie wol weder die gesandten von Zürich noch Bern, Inen habent sagen wellen, wass der Erst Abschid were, So habent doch sy so vil von andern erlernt, dass die Aidgnossen den pfaffen bewilgt haben, Irrenthalben In die Ow ze kumen, So vere sy sich gegen den Aidgnossen verschribent, dass sy In die Ow kain vesti buwen wollint, Item dass sy mit den Nachpuren kain Nüwerung weder mit Zöllen noch andern anfahen wellint, Item das sy sich mit deme, das sy vff der Aidgnossen boden habent, mit den hauss Osterrych nit verbunden wellint.

So ver aber der Rath den Abschied welle haben wie der selbig ergengen, möge er denen von Zürich derhalben zuschriben, die werden dem Rath den nit vorhalten. Dass hat ain Rath gethon, daruff habent die von Zürich den Abschid hergeschickt by dem Zunfftmr. Rumeli, der derhalben zu Zürich ain gsanter wass.

In der handlung der vbergab der Reychen Ow zu dess Bischoffss vnd dess Tumbstifftss von Costentz handen, Ist vff den tag zu Baden dess achtenden tag Decembriss Anno 1539 Vnder den Aidgnossen dass mer worden, die weyl die Rychen Ow nit In der Eydgnoschafft Oberkeyten, Sonder mit Rynss In Kays: Kön: M[t]. Landen gelegen, vnd die Eydgnossen an denselben end, keyn gwalt habent nitzit ze weren ald ze sperren, Vnd ouch

bäpstliche heyligkeyt, dess gleichen die Kay: vnd kön: M^t. Iren willen darjn geben, vnd der tusch von gedachten herren Bischoffss vnd Tumbcapittel mit herren Abt In der Reychen Ow getroffen vnd besehen, Darumb die Eydgnossen söllichs (wie vor staat) nit wol wussind oder könnind weren, Sonder müssend dass also für gon vnd beschehen lassen, Doch mit diser lutern vorbehaltung, Dass herr Bischoff vnd dass Tumbcapittel den herrligkeyten Zinsen vnd gulten, so sy In gemeynen oder ettlichen sundern Ortten der Eydgnoschafft haben, dhein andre schirmherren nit geben, noch zegeben verwilligen, dan die Eydgnossen oder In welchess Ortss Oberkayt sy sölliche herrlichkayt Zinss vnd gulten haben, Dess glychen söllend sich ouch herr Bischoff vnd dass Tumbcapittel für sich vnd Ire nachkomen mit brieff vnd sigel verschryben vnd verbunden, dass sy weder Jetzt noch hirnach zu Kunfftigen Ziten, In gemelter Reychen Ow dhein vestinen, noch Bolwerch dass zu kriegelicher weere dienen, vnd der Eydgnoschafft zu schaden oder nachtheyl reychen möcht, nit buwen noch machen lassen wollen.

Vnd wie wol In deren von Zürich schrifft dess Abschidss nichss wyterss gemeldt wirt, dan wie oben statt, So langt doch die haimlichen an, dass ain straff daran gehenckt syg, Also wan die pfaffen darwider handletient, dass dan den Aidgnossen alle gueter, Zinss, gulten, vnd alless anderss, wass die pfaffen In der Aidgnoschafft habent, den Aidgnossen sölle haimgefallen sin. Doch habent die haimlichen kain aigentlichen oder gruntlichen wissen darvon erfaren können.

Nachmalss Ist die Haimlichen angelangt, dass Graff Hanss von Lupfen, der alt Bischoff, von wegen dess Jetzigen Bischoffss vff Montag den 22 tag dato dess 1539 Jarss, In der Ow by dem Abt gewesen syg, vnd mit Im gehandelt hab, ouch ainss worden syent, Dass der Abt mit der Barschafft glich fürderlichen abziehen soll, Vnd dass Im die pfaffen Iärlichss sein lebenlang 1400 gl: Ouch 10 füder win vnd ettlich wagen holz geben, Dess glichen dess Closterss huss ze Ratolffzell Inhaben lassen sollen. Als die Botten gemainer Aidgnossen ab dem tag haim verritten, und der Bott von Ury sinen herren angezeigt hatt dass er darzu

ouch bewilget hab dass der Bischoff der Reych Ow Ingelibt werde, sind sine herren vbel ze friden gewesen, dass er sölchss wider sinen beuelch bewilget habe, Vnd habent sich alss den andern Orten angehenckt denen solchss ouch ze wider wass.

Derhalben habent die siben Ort Namlich Zürich, Bern, Vry, Glariss, Basel, Schaffhusen vnd Appenzell, dem Bischoff dess glichen dem Abt von Ow, geschriben dass sy mit den sachen still ston söllen bis vff nechsten tag, dass die Aidgnossen zusamen kumment werdint, dann sy habendss In Iren Abschid genomen an Ire Obern ze pringen.

Aber vber dass Ist der Bischoff In die Ow kummen an Suntag Esto michi den 8 Tag february Anno 1540. Vnd hatt morndess Montag, ouch an der Mittwoch darnach, die Gotsshauslüth In der Ow, Alenspach, wolmatingen vnd Marchelfingen In Aid genomen.

Zuuor aber hatt der Abt durch sinen vogth Burckharten von Deneketsswyler sy dess alten Aydss erlassen etc.

Alss nun ain Rath allerley versucht doch nichss hatt mögen helffen, sind die haimlichen vnd ouch der Rath allenklichen still gestanden.

Aber der Bischoff hatt durch sine anwält den Abt abgeuertiget vff der Ow vnd die Gotsshussluth allethalben In huldigung genomen.

Vnd wie wol ettliche Ort der aidgnoschafft lange Zit den willen nit haben geben wollen, dass der Bischoff In die Ow kume, so hat er doch so vil vermögt dass Im kain Intrag beschehen, sunder er herr In der Ow worden Ist.

DENKWÜRDIGKEITEN.

I.

Relation über Graubünden

während

des Strafgerichtes von Tusis

(Spätherbst 1618.)

(Im vierten Bande der Informazioni politiche der königl. Bibliothek zu Berlin, mscpta ital. Vol. V, fol. 181—194, befindet sich die im folgenden theils wörtlich, theils auszugsweise mitgetheilte Schrift, beginnend mit den Worten: Per sodisfare alli quesiti contenuti nella lettera di V. S. delli 26 d'ottobre passato . . . l'apporto la presente relatione etc. Schreiber und Empfänger sind unbekannt; vielleicht ist die Schrift identisch mit einer von Cesare Cantù, Storia di Como II, p. 215 citirten, welche sich auf der Ambrosiana zu Mailand befindet und einen gewissen *Bajaca*, Sekretär des Bischofs von Adria, des damaligen Nuntius in der Schweiz, zum Verfasser hat. — Ausser der sehr kenntlichen Einseitigkeit macht sich auch der nachlässige Styl etwas fühlbar; doch ist das Ganze als Ausdruck diplomatischer Durchschnittsmeinung nicht ohne Interesse). J. B.

Der Bericht beginnt mit einer historisch-statistischen Uebersicht der drei Bünde. Bei Anlass der Verfassung heisst es: Jährlich auf St. Johann wird zu Chur der Beitag gehalten, der vom grauen Bund mit 28, vom Gotteshausbund mit 24, vom Zehngerichtenbund mit 15 Abgeordneten beschickt wird. Man hält sich dort streng an die Instruktionen, welche meist nicht weiter reichen als ad audiendum et ad referendum. Daher sind alle Verhandlungen sehr schwerfällig; Gesandte auswärtiger Fürsten müssen gar oft (ben spesso) von Gemeinde zu Gemeinde in allen drei Bünden herumreisen und jeder Gemeinde ihre

Sache vorbringen, intriguiren, Gelage, Versprechungen und Geschenke geben, um zu überreden und ihr Ziel zu erreichen. Und das genügt nicht einmal, denn wenn ein Anderer hingeht und dasselbe oder etwas mehr thut, so macht er sie leicht abwendig, denn die Graubündner sind von Natur geldgierig, käuflich und unbeständig. — Bisweilen brechen einzelne Gemeinden oder ganze Bünde mit ihren Bannern nach Chur auf, um die Mächtigen zu stürzen, die Rechnungen durchzusehen, die Reichen zu pfänden u. s. w., namentlich wegen der auswärtigen Pensionen; und so ging es auch dieses Jahr. — Die Kriegsübungen sind denen der Schweizer ähnlich, immer auf Vertheidigung, nicht auf Angriff berechnet, hauptsächlich wird in die Scheibe geschossen etc. Alle drei Bünde zusammen stellen zur Landesvertheidigung 25,000 Mann, zu auswärtiger Verwendung etwa die Hälfte.

(Nun folgt die Darstellung des Faktionswesens). Alle Mächte wünschen sich den Pass frei zu halten und thun dafür das Mögliche mit Versprechungen, Banketten, Geschenken und Geldvertheilungen an die Vornehmen. Aber die venezianischen Gesandten haben länger und anhaltender unterhandelt und reichlicher geschenkt und spendirt. Als im Jahr 1616 der venezianische Sekretär Gio. Batt. Padavino (i. e. Padavicino) sich um Bündniss, Durchpass und Soldtruppen bemühte, schickte zwar der Governator von Mailand, Don Pietro di Toledo, den spanischen Gesandten in der Schweiz, Alfonso Casati, an die Graubündner, um dem venezianischen Begehren zuvorzukommen, und es gelang Casati wirklich, mit bündnerischen Abgeordneten auf gewisse gerechte und billige Artikel hin abzuschliessen; aber er blieb zu kurze Zeit im Lande und ging nicht von Gemeinde zu Gemeinde mit Intriguiren, Bankettiren und Spendiren, wie Padavicino that. Als nun am Beitag abgestimmt wurde, hatte das spanische Bündniss nur 13 Stimmen für sich, das venezianische 24, die Uebrigen aber stimmten für Neutralität und Ausschluss jeder Verbindung und Passbewilligung, zu Gunsten welches nicht verbündeten Fürsten es auch sein möchte. Die Herren Venezianer haben zwar auch später nicht nachgelassen,

ihre Gesandten mit Geld zu schicken; sie haben auch noch einige Stimmen mehr erhalten, doch nicht so viele, dass es in Graubünden wieder zur Berathung gekommen wäre, ihnen Bündniss, Durchpass und Werbung zu gestatten. Allerdings sind ihnen im friulesischen Krieg etwa 3000 Graubündner unter die Fahnen gelaufen, aber verstohlener Weise und gegen öffentliches Verbot. Die Spanier endlich, als sie ihr Bündniss gescheitert sahen, haben nichts Anderes gethan, als dass Toledo den Graubündnern den Verkehr (commercio) abschnitt, so dass die Waaren zum Verdruss der theilweise vom Handel lebenden Graubündner jetzt durch die Schweiz gehen.

Nun begann das Volk, erzürnt über die Machthaber, welche ohne es zu fragen, sich durch Bestechungen leiten liessen, gegen jene zu tumultuiren. Die ketzerischen Prädikanten, in der Absicht, die katholische Religion in Rätien gänzlich zu zerstören, ein calvinistisches Seminar in Sondrio, dem Hauptort Veltlins zu errichten, den bischöflichen Stuhl von Chur zu besetzen, glaubten jetzt im Hinblick auf das erzürnt und aufgeregt hin und her wogende Volk den Augenblick zu einem Streich geeignet. Sie hielten unter sich und mit einigen von Genf Herzuberufenen ein Conciliabulum und fingen dann an zu flüstern und bald vor den Leuten zu predigen, wie dass Rebellen und Verräther an Vaterland und Freiheit unter ihnen wären. Als das Volk aufstand und fragte und wissen wollte, wer denn diese seien? antworteten die Prädikanten, sie würden die Namen nennen, sobald sie das Volk einig und so bewaffnet vor sich sähen, dass man jenen die gehörige Züchtigung ertheilen könne. Sogleich erhoben sieben oder acht Gemeinden des Engadins und Bergells im (und des?) Zehngerichtenbund(es) ihre Banner und versammelten etwa 1500 Mann; nachdem sie von den Prädikanten die Namensangabe einiger sogenannten Rebellen erhalten, schickten sie den 20. Juli dieses Jahres unversehens bei Nacht 60 Bewaffnete aus, hauptsächlich nach dem Veltlin, um alle, die ihnen aufgetragen waren, gefangen zu nehmen. Diess gelang jedoch nur mit vieren oder fünfen, worunter sich der Erzpriester zu Sondrio, Niccolo Rusca von Lugano, befand, ein Mann

ausgezeichnet durch Güte und Gelehrsamkeit, ein mächtiger Gegner der Prädikanten und Ministri (Pfarrer oder Beamte), als Priester eifrig für die Ehre Gottes und das Heil der Seelen. — Inzwischen zogen die Banner unter Anführung der Prädikanten und Einiger von dem ketzerischen, venezianisch gesinnten und jetzt im Volk übermächtigen Hause Salis nach dem Wohnsitz des zwar ketzerischen, aber gutgesinnten (morale), reichen, mächtigen, Spanien anhängenden, Hauptmanns Rudolf Planta, und da sie seiner nicht habhaft werden konnten, plünderten und zerstörten sie das Haus, sprachen Todesstrafe und Gütereinziehung über ihn aus, und versprachen 1500 Scudi wer ihn lebendig, 700 Scudi wer ihn todt einliefern würde.

Indess zogen die besagten Banner mit den Gefangenen nach Chur; die Stadt zeigte sich etwas abgeneigt, die Banner mit so vielem Volk aufzunehmen; es drohten Thätlichkeiten auszubrechen; endlich wurden sie doch aufgenommen und blieben in Chur 2 oder 3 Tage. Da ihnen aber der Bürgermeister und die Stadt, als fast gänzlich der spanischen Faktion angehörend, verdächtig waren, zogen sie sich nebst den Gefangenen nach Tusis im grauen Bund. Während jenes Tumultes in Chur hatte sie der französische Herr Ambassador Gueffier verwarnt, keine Neuerungen zu machen und den Bischof und die Katholiken ungekränkt zu lassen, bei Verlust der französischen Gnade und der daherigen Pensionen; sie antworteten ihm aber ungebührlich und drohend: Gerade Er sei nebst Andern eine Ursache und Schuld (fondator, spätere Hand: fomento) dieser Unruhen und Er und alle andern Gesandten sollten das Land verlassen. Er ging nach Meyenfeld, wo er sich noch aufhält; sie haben ihm ein freies Geleit geben wollen, um in Tusis vor ihrem Gericht aufzutreten; letzteres hat sogar einen ketzerischen Doktor Galler (d. h. Guler) als Gesandten nach Frankreich geschickt, um Gueffier entgegen zu wirken und um den König zu bitten, dass er denselben abberufe, keinen andern Gesandten mehr zu ihnen schicke, und die Pensionen hinfort alle an den Staat und nicht mehr an Privatpersonen ausbezahlen lasse. Bis jetzt freilich (wissen wir) dass der König ihm noch (keine Audienz) ertheilt

hat[1]) und ihn nicht als rechtmässig von den Graubündnern abgeordneten Gesandten vorlassen will.

(Folgt die Einrichtung des Strafgerichtes, welches bestand us 24 deputati giudici delle communità la più parte heretici on l'assistenza di nove predicanti e del popolo armato; der rozess des Zambra und Rusca, ohne neue Details. Nach Errähnung verschiedener Bussen und Strafen heisst es weiter):

Der Bischof von Chur soll enthauptet werden, wo er sich den drei Bünden blicken lässt; seine Güter haben sie eingegen und vom Kapitel verlangt, es solle binnen zwei Monaten ne Wahl vornehmen, sonst würden sie allen Besitz des Bisums mit Beschlag belegen. Auch den Abt von Disentis, die reite geistliche Person des Landes, haben sie vorgeladen, er t aber bis jetzt nicht erschienen und die Einwohner seiner emeinde nehmen ihn in Schutz. Auch einige Domherren von hur hat man zitirt; dieselben sind aber geflohen. So auch der rzpriester von Chiavenna, ein eifriger Diener der Kirche Gottes, dessen Güter man dann einzog. Alle guten Priester und ngesehenen Laien von Veltlin und Chiavenna haben das Land emieden wegen dieses Tosaner Strafgerichtes, das nichts thut ls zitiren, verurtheilen, ächten, berauben, verbannen, verfolen, ohne Form und Beweis, alles nach Laune und Eingebung er Prädikanten; — man braucht nur ein angesehener Katholik der ein, wenn auch ketzerischer, Anhänger Spaniens zu sein. en Bischof von Chur hat man verurtheilt bloss weil man ihn ir allzuspanisch gesinnt hielt, obgleich er sonst ein trefflicher, tadelhafter Mann und würdiger Prälat ist. Aus den Konfisationen werden die Kosten bestritten und die besagten Richter, rädikanten und Kriegsleute der Banner unterhalten, welche dess gegenwärtig auf weniger als 400 Mann reduzirt sind.

---

[1]) Die eingeklammerten Worte dieser bloss am Rand nachgetragenen Stelle sind beim Einbinden weggeschnitten und aus Vermuthung om Ref. ergänzt worden:

sin hora s	*appiamo*
però che' l' R	*è non*
l'habb(ia) dato	*udienza* etc.

Die Prädikanten wollen den katholischen Glauben ausrotten. Nachdem sie durch die Flucht und den Vermögensverlust so Vieler sich den Boden geebnet, haben sie bereits in mehrere Gemeinden protestantische Prediger geschickt, wo früher keine waren, so insbesondere nach Misox und in einige Orte des Veltlins. Wenn der Ansteckung nicht vorgebeugt wird, so werden bald nicht nur die drei Bünde und Misox, Veltlin und Chiavenna, sondern auch der Comersee, das Gebiet von Como und von Bergamo in Gefahr sein.

Ew. etc. (Vossignoria) frägt mich, ob das Strafgericht vielleicht durch Gesandtschaft irgend eines Fürsten zur Ruhe zu bringen wäre? — Ich glaube: nein, bin sogar nach eigener Erfahrung (di quello che ho provato) überzeugt, dass man mit einer gewöhnlichen Ambassade mehr schaden als nützen würde. Dieser Meinung sind auch die Herren Schweizer der 8 katholischen Orte, welche, von Monsignor dem apostolischen Nuntius mehrmals dazu ermahnt und aufgefordert, geantwortet haben: sie hielten diesen Schritt nicht für nützlich, sondern für schädlich, nach einer vor 9 oder 10 Jahren gemachten Erfahrung. Als damals bei einem ähnlichen Aufstand spanisch gesinnte Vornehme gefangen waren, schickten die Herren Schweizer zu deren Gunsten und zu Stillung des Tumultes Gesandte an die Graubündner; aber die letztern liessen die Gefangenen enthaupten am Tag vor der Ankunft der Gesandten, wie zum Hohn gegen diese; und Aehnliches befürchtet man auch diessmal.

Aber Gesandtschaft und Unterhandlung würden allerdings Erfolg haben, wenn zugleich alle Fürsten ringsum Sperren anordneten, so dass kein Mensch, kein Laib Brod nach Bünden hinein könnte, und wenn ausserdem einige Truppen an den Grenzen sich sehen liessen. Die Zugänge sind ganz geeignet zu einer Sperre, welche von spanischer Seite am Comersee bei Fuentes, von den Schweizern bei Bellinzona, in Ursern und bei Sargans, von Erzherzog Maximilian bei Feldkirch (und?) im Tyrol ins Werk zu setzen wäre. *Dann* sollten Gesandte von ihnen allen nebst dem von Frankreich ins Land hinein reisen um dem dortigen Gang der Dinge Stillstand zu gebieten und

freie katholische Religionsübung zu verlangen, wenigstens für die 3 italienischen Thäler. Und wenn sie (die Graubündner) die Prädikanten und die übrigen Anstifter so vielen Uebels nicht strafen, so würden die Fürsten sie belagert halten und sogar in das Land einmarschiren, bis sie jene in die Grenzen von Pflicht und Ehre zurückgeführt sehen. Wenn mit solchen Instruktionen eine allseitige Gesandtschaft zu gleicher Zeit hineinginge, so würden die Graubündner in wenigen Tagen zu Kreuze kriechen, Hungers halber.

Das zweite Mittel, welches man gleich bei Errichtung des Strafgerichtes hätte ergreifen können und noch ergreifen könnte, ist, wenn der Herr Governator von Mailand hätte 2000 oder 3000 Mann zu Fuss nebst einiger Reiterei hingeschickt und an der Grenze beim Fort Fuentes hätte streifen lassen. Die gute Wirkung wäre eine doppelte gewesen: erstens hätten die Bauern und Soldaten sich von Tusis weg an die mailändische Grenze ziehen müssen; dann wären die Prädikanten beim Strafgericht allein geblieben und es wären nicht all die Gräuel erfolgt, die dieselbe in diesen zwei Monaten gegen die Katholiken verübt hat. — Für's zweite hätten dann die Veltliner und Clevner in ihrer Missstimmung, ja Wuth gegen die Prädikanten und ihre ketzerischen Beherrscher als Urheber so vielen Unheils, sich muthig erhoben und die Waffen ergriffen; — jetzt dagegen wagen und vermögen sie nicht zu sprechen, geschweige denn etwas anderes.

Das dritte Mittel, welches auch gleich hätte angewandt werden sollen und noch angewandt werden kann, bestände darin, die Verbannten mit Mannschaft und Geldmitteln zu unterstützen; da es lauter angesehene Leute sind, so könnten sie denn ihre katholischen Verwandten, Freunde und Klienten leicht zu einem Aufstande bewegen. Und zwar wäre diess laut der allgemeinen Ansicht und Rede die Aufgabe Spaniens eher als sonst irgend Jemandes, sowohl wegen der katholischen Religion, deren Beschützer und Vertheidiger der katholische König ist, als auch wegen der Reputation Sr. Majestät und ihrer Minister, denen die Verfolgung und hülflose Lage der Verbannten um so weni-

ger zur Ehre gereicht, als die letztern ihre offenbaren Anhänger und als der spanischen Faktion gehörend bezeichnet sind. Wenn man Bürgerkriege unterhält (fomentar) durch Unterstützung der Bessern und dabei Schwächern, zu einem guten Zwecke (per cavarne maggior bene), so ist diess nicht allein erlaubt, sondern ehrenhaft und nützlich.

Das vierte Mittel, welches ponit falcem ad radicem, wäre, diesem ketzerischen und barbarischen Volk die Herrschaft über die einst (und zwar vor nicht gar langer Zeit) dem Staat Mailand gehörenden Thäler Veltlin und Chiavenna zu nehmen. Die Eroberung wäre leicht und mit einem blossen Streifzug auszuführen; die Behauptung dagegen wäre nicht Jedermanns Sache, weil man daselbst einige Festungen erbauen und mit Besatzungen versehen müsste, was indess dem König von Spanien bei seiner Macht und bei der Nähe des Staates Mailand keine so grosse Last sein würde. Dann wären auch die armen Katholiken frei von der Gefangenschaft unter Pharao in Aegypten. Freilich weiss ich nicht, inwiefern dieses Mittel gebilligt werden würde von den Franzosen und von den (kathol.) Schweizern, welche sich jetzt damit begnügen und begnügen werden, ja dazu rathen und mahnen, dass von Seiten des Governators von Mailand die obengemeldete militärische Demonstration an den Grenzen ins Werk gesetzt werde, um die empörten Graubündner in Schrecken zu setzen und das Strafgericht aufzulösen; auch die Unterstützung der Verbannten zu diesem Zweck billigen sie sehr; — wenn man aber weiter schreitet zur Besetzung jener Thäler, so weiss ich nicht wie diese und andere Potentaten es aufnehmen werden. So viel aber weiss ich, dass es das einzige Mittel wäre, um die Ketzerei aus Italien zu vertreiben und sie auf das Jenseits der Berge zu beschränken, so wie auch um das Herzogthum Mailand und Italien von dieser Seite vor dem Einfall der Ketzer und Barbaren zu sichern, welche mit Lechzen darauf warten, in Masse nach Italien herunterzusteigen um es zu verwüsten. Und das könnte eines Tages (Gott verhüte es!) geschehen, wenn die ketzerischen Graubündner im Alleinbesitz ihrer Pässe bleiben.

Das letzte Mittel bestände darin, die drei in Italien gelegenen Thäler Misox, Veltlin und Chiavenna den ketzerischen Graubündnern aus den Händen zu nehmen und sie unter die Herrschaft der katholischen Graubündner zu stellen, welche dieselben*) entweder republikanisch oder aristokratisch, oder abgesondert regieren und mit diesen Gemeinden die Würdigsten und Angesehensten belehnen würden, oder auf welche andere ähnliche Weise und mit welcher Benennung sonst (die Sache durchzuführen wäre). So würde man die ketzerischen Graubündner trennen von den katholischen; jene würden jenseits der Berge wohnen und herrschen, diese diesseits, in den drei zu Italien gehörenden Thälern.

Etwas Durchgreifendes aber muss geschehen, sonst werden sie die katholische Religionsübung gänzlich zerstören oder die Katholiken in Zukunft nie mehr sicher und ruhig unter ihrer Herrschaft leben lassen.

Schluss: Die bündnerische Sache ist von allen Seiten, politisch und kirchlich, für alle katholischen Fürsten bedenklich und wichtig, zumal für die benachbarten, am meisten aber für den König von Spanien. Wenn dieser den Sachverhalt in seinem Zusammenhange erfährt, so wird er sich zum Einschreiten genöthigt finden.

---

*) Die folgende Stelle ist schon desshalb im Ausdruck undeutlich, weil der Verf. sich nichts ganz Klares dabei gedacht haben mag: che le (valli) reggessero o in commune con governo di repubblica o d'aristocratia o vero separatamente, infeudando di quelle communità li piu degni et potenti, o con altro titolo et modo simile etc.

II.

L'HISTOIRE SUISSE

ÉTUDIÉE

DANS LES RAPPORTS DES AMBASSADEURS DE FRANCE AVEC LEUR COUR.

SIÉCLE DE LOUIS XIV.

AMBASSADE DE JEAN DE LA BARDE.

1648—1654.

PAR

L. VULLIEMIN.

(Continuation et Fin.)

Autographes de la bibliothéque Impériale publique de St. Petersbourg. Collection Dubrowsky Vol. 938, pag. 1.

LXXIX. Pag. 86—89.)

Monsieur.

Depuis qu'il vous a pleu recommencer de m'escrire et de me faire sçavoir les intentions du Roy sur les affaires de deçà je n'en ay plus rendu compte à d'autres qu'à vous. Mais l'absence du Seigneur Mouslier a esté cause que les lettres que je me suis donné l'honneur de vous escrire pendant quelque temps ne vous ont point esté rendues: Je les luy avois adressées parcequ'elles avoient besoing ce me sembloit d'estre accompagnées de quelques offices de vive voix qu'il devoit passer près de vous Monsieur en mon nom. Toutes ces lettres se seront trouvées vieilles à son retour et peutestre inutiles puisqu'il se sera trouvé plus recemment informé des affaires de deçà lorsqu'il vous les aura presentées.

Quant à la lettre qu'il vous a pleu m'escrire du 26e du mois passé, elle me console extrêmement, puis qu'elle me fait espérer l'accommodement de l'affaire des Colonels et Capitaines. Cela nous peut beaucoup aider à faire le Renouvellement d'alliance que vous jugez Monsieur si nécessaire, comme il est en effect au bien des affaires du Roy, mais c'est chose qui ne se peut espérer, qu'en exécutant ce que le Seigneur Mouslier vous aura fait entendre et que j'ay tousjours proposé.

Il est très vray Monsieur que l'on songe en Allemagne, en Espagne, et en Suisse mesme, à retirer Brizac de nos mains et que toutes choses se disposent peu à peu pour cela: Les Religieux qui sont dévoué à la maison d'Austriche travaillent à ce dessein près des Cantons Catholiques pour leur persuader que c'est leur bien et leur repos que nous n'aions rien dans le voisinage de la Suisse, où nostre inquiétude formera ou attirera tousjours des tempestes et qu'il vaut mieux que Brizac et l'Alsace retournent à ses antiens Seigneurs.

Les Protestants sont aussy malcontents de nostre voisinage que les Catholiques et particulièrement ceux de Basle qui aiant envoyé depuis peu à M. le Comte d'Harcour des Députéz pour le prier de faire réduire les péages de Brizac de l'Alsace et du Zuntgau au pied de l'antien tarif, il s'en est excusé sur le besoing qu'il a de fonds pour faire subsister la garnison de Brizac, ce qui fache d'autant plus ceux de Basle et les autres Cantons que ce poinct estoit résolu par le Traité de Munster et Osnabrug, qui est executé par tout ailleurs pour les péages. On m'a mandé que des Capucins de Brizac sont allés trouver l'Archiduc Leopold aux Pais bas, et l'Archiduc d'Inspruch en Allemagne, touchant Brizac: Mais comme je ne cognois pas les sentiments de ceux qui tiennent à present cette place, je n'ay peu faire un jugement certain de ces deux voyages. M. Dauaugour vous aura fait savoir Monsieur que quelqu'un de Brizac a dit a Vormes lors de l'Assemblée qui s'y est tenue que l'on pourroit bien cy-après faire relever de l'Empire l'Alsace et le Zuntgau, c'est de luy que j'ay appris cette particularité, qui n'alloit peut estre pas plus loing que de faire croire à la Cour

qu'il seroit dangereux de faire maintenant quelque nouveauté a Brizac.

Comme les Espagnols ne veulent point donner les pensions aux Cantons Catholicques, sans les obliger à quelques conditions, je ne doute point que celle de ne point comprendre Brizac et l'Alsace dans nostre Traité d'alliance n'en soit l'une. Mon opinion avois esté cydevant que le Roy y mist en garnison une Compagnie Suisse qu'il faudroit bien payer, cela se faisant sans esclat engaigeroit les Cantons à la deffensive de Brizac et de l'Alsace, plus qu'une clause expresse dans le Traité de Renouvellement d'alliance qu'il seroit ensuite plus aisé d'y inserer: Il faudroit que cela se resolust promptement et qu'il vous pleust me le mander parceque j'essayerois de faire negotier cette affaire avec M. le Comte d'Harcour par le Capitaine Philippe Vallier Capitaine aux Gardes et Interprète au Roy qui est icy, comme chose qu'il désireroit pour son avantage, si ce n'est que l'on croye par delà que M. le Comte d'Harcour accepte sans difficulté une Compagnie Suisse dans la Garnison de la Place. Sur ce je vous supplie très-humblement de croire que je seray toute ma vie

Monsieur

Votre très-humble et très-obéissant serviteur

à Soleure ce 6 Decembre 1652. DE LA BARDE.

(receu le 19 à Paris.)

LXXX. Pag. 90—93.)

MONSIEUR.

J'avois grande raison de désirer qu'il y eust un Traité fait avec les Colonels et Capitaines devant que la Diète se tint, et ça esté ce qui m'a obligé à la faire differer autant qu'il m'a esté possible.

Mais au lieu d'un Traité il est venu icy une lettre des Colonels et Capitaines pleine de pleintes du mauvais traitement qu'ils reçoivent, et d'invectives contre Messieurs les Ministres ce qui a mis le feu dans l'esprit des Députéz en la Diète.

La lettre des Colonels et Capitaines portoit expressement que l'on avoit envoyé icy deux cents mil livres sur l'espérance que j'avois donnée que moyennant cela j'empêcherois que leurs Supérieurs les rappellassent, ce qui a fait concevoir à ceux-cy une espérance certaine que je leur donnerois cette somme pour les divertir de prendre dans cette Diète la Résolution du Rappel, desorte qu'apres avoir fait des instances et des efforts incroyables pour la tirer de mes mains pour ce seul effect, ils se sont enfin résolus au Rappel ce qui ne se pouvoit éviter après le contenu en la lettre des Colonels et Capitaines. Sur cela les Cantons escrivent une lettre au Roy et une à leurs Colonels et Capitaines dont les copies seront cy joinctes. La première parle du rappel sans aucune condition aux circonstances de temps, et l'autre porte un ordre aux Colonels et Capitaines de se tenir prests pour revenis au 30e Mars, s'ils ne reçoivent cependant ordre contraire quand mesme on leur donneroit satisfaction. Cet Ordre contraire sera fort aisé à obtenir, il ne faut que donner la pension aux Cantons qui se monte a la somme de deux cents mil livres laquelle les Colonels et Capitaines ont mandé avoir esté envoyée icy, sur quoy vous me donnerez vostre ordre s'il vous plaist et pouvoir de la donner aux Cantons en cas de besoing. Pour ce qui est de la lettre que les Cantons escrivent au Roy, puisqu'ils demandent le rappel des troupes absolument sans aucune condition ny circonstance de temps je serois d'avis Monsieur que vous la receussiez sans l'ouvrir, disant à ceux qui vous la présenteront que vous ne sçavez si sa Majesté voudra qu'Elle soit ouverte, à cause qu'Elle ne luy a pas esté envoyée par son Ambassadeur suivant la Coustume: S'ils vous en veulent donner une coppie, il ne la faut point lire s'il vous plaist, mais vous excuser de la voir. Parmy cette chaleur des Députéz en la Diète excitée non seulement par la lettre des Colonels et Capitaines qui sont à Paris mais par les sollicitations et crieries de ceux qui sont en Suisse tant licentiez qu'autres, je n'ay pas laissé de faire la proposition de l'alliance, premièrement dans une Conférence que j'ay eue chez moy avec les Députéz, et secondement suivant leur

ésir publicquement dans une audience qu'ils me voulurent d
er sur ce suject selon la coustume, dans laquelle je leur r
is la lettre du Roy. Les Députéz estoient lors en fort bo
isposition, parceque je les avois adoucis dans les Conféren
u'ils avoient eues avec moy et dans les festins et par la p
lesse d'une recognoissance à la fin de la Diète, les aiant
onvenir que depuis le jour que je ferois ma proposition
Alliance en audience publicque, elle passeroit pour une Di
onvocquée au nom du Roy. Mais Grivelli Agent de Milan
enu depuis avec de l'argent qui me remit les esprits des
utéz dans la mesme humeur qu'ils avoient prise aupara
ors de la reception de la lettre des Colonels et Capitaines
orte qu'ils reprirent les contestations sur le memoire de l
riefs, et enfin ils me donnèrent une response telle que
errez Monsieur. J'y ay joinct les memoires qu'ils m'ont d
ez pendant la Diète et les responses que j'y ay faites. E
ont sans doute très justes et équitables, néantmoins par l
ernier memoire, servant de response, ils déclarent qu'ils
nt trouvé aucune satisfaction et néantmoins ils se charg
ouchant mes propositions de l'Alliance de référer à leurs
érieurs tout ce qui s'est passé en la Diète, surquoy ai
rouvé que les parolles n'estoient pas præcises, j'en ay dé
n plus grand esclairciscement qu'ils m'ont donné a la fin
eur memoire.

Savoir qu'ils prennent dans l'Abscheid la lettre du Roy
les deux propositions touchant l'Alliance pour les référe
eur Supérieurs, qui est tout ce que je pouvois demander d'
n cette Diète. Il est *vray qu'ils ont ajousté dans ce memoir*
appel des troupes au 30 mars s'ils ne recoivent auparavant or
ontraire de leurs Supérieurs, ce qui me fait désirer à toutes
pouvoir de leur faire payer une pension en cas de besoing p
mpécher ce Rappel. Voilà tout ce qui s'est passé en la Diète
ui est meslé de bien et mal. Les Députéz de Lucerne,
chuits, de Zug et de Glaris ne font aucun doute que l'Allia
e soit agréée dans leurs Cantons, et s'il y en a quelqu'un

commerce, comme il est presque infaillible, il faudra que les autres suivent par necessité.

J'ay promis aux Députéz en me donnant response favorable de leurs Supérieurs pour l'Alliance de leur payer la pension dont nous avons le fonds, et une autre devant la St. Jean, à quel effet il est nécessaire de songer à un autre fonds tel que j'ay demandé, lequel si nous pouvons avoir, nous emporterons nostre affaire et si je l'avois à présent je respondrois de son succèz. Il n'y a que ce Rappel qui nous trouble *par le 30ᵉ jour de Mars, mais si auparavant ce jour là nous avions le second fonds, et le Rappel seroit empêché et l'Alliance seroit faite:* mais je n'ose vous presser de cela que devant la St. Jean, quoyqu'il y ait péril qu'il nous faille donner la première pension seulement pour empêcher le rappel des troupes. Je crains cela non seulement pour le présent, mais aussy pour l'avenir parceque si ce moyen réussit à ces gens-cy pour tirer de l'argent du Roy, ils y auront recours trop souvent ce que je vous ay prædit il y a longtemps. *Pendant ce temps-cy il ne faut licentier personne, mais reformer les Regiments de Molondin et de Locman, en réduisant les Compagnies à cent hommes excepté les deux colonelles, ce qui fera le mesme effect pour l'espargne que si on réduisoit chacun de ces Regiments* à cinq ou six Compagnies de deux cents hommes comme l'on m'a dit que l'on veut faire, et par ce moyen on ne mescontentera personne n'y aiant aucune Compagnie dans ces deux Regiments qui aie plus de cent hommes.

Le Sieur Mouslier vous donnera compte plus au long de toutes choses, auquel je me remets, et vous supplie très-humblement de croire qu'il n'y a personne au monde qui soit avec plus de passion et de fidelité que moy

Monsieur

Votre très-humble et très-obéissant serviteur

A Soleure ce 13 Février 1653. DE LA BARDE.

Monsieur. Depuis cette lettre escrite j'ay avisé d'envoyer le Sieur Mouslier à Lion pour en faire rentrer notre fonds qui y est encore, les lettres de change n'ayant peu être si tot

acquitées de sorte que ce sera le Sieur de Brillac qui vou
présentera cette dépesche.

(receu le 18.)

LXXXI. (Pag. 96 — 101.)

Monsieur.

Je vous rends grâces très humbles de vostre dernière dé
pesche du 22e du mois passé sur laquelle je croy que vous n'au
rez pas desagréable que je vous dise que je me serois pa
avancé de proposer que l'on licentiast quelques Capitaine
qui l'ont plus que mérité, si je n'eusse esté très certain qu'il
ne pouvoient que nuire au service du Roy.

La seule volunté que j'en ay eve suffit pour les porter
continuer leur mauvaise conduite, et on leur a donné avec ce
pouvoir de mal faire en les conservant dans le service cont
mon sentiment et en me décréditant jusques au poinct que d
faire voir aux yeux de toute la Suisse que des Capitaines q
tout le monde sçait, cognoit et auouë avoir agi contre le se
vice du Roy peuvent se maintenir en France contre la volu
de l'Ambassadeur: Mais nonobstant cela je les empêcheray bi
s'il plaist à Dieu de nous mal faire.

Je suis bien plus en peine de ce que je ne voy aucune a
parence, à l'envoy du fonds que j'ay demandé pour le Reno
vellement d'Alliance et de ce que les Colonels et Capitaines o
escrit icy qu'on se mocque d'eux et que l'on ne veut pas exé
cuter leur Traité: Cette nouvelle aiant esté portée à la Diè
qui avoit esté convocquée a Bade pour l'accommodement de l'a
faire des paisans sujects des Villes de Berne, Lucerne, Ba
et Soleure, y a mis les Députéz en si mauvaise humeur, qu'en
core qu'ils ne fussent chargez en façon quelconque par leur
Supérieurs de parler en cette Diète là des affaires de France
on y a remis le Rappel des troupes en délibération.

J'ay envoyé promptement à cette Diète un Secrétaire inte
prette du Roy pour adoucir les esprits avec les moyens ord
naires en ces quartiers-cy, mais je me suis abstenu d'y alle

parceque je suis assuré que j'eusse esté contrainct là, par les Députéz de leur donner la pension ce que je ne veux point faire s'il se peut, que vous ne. m'ayez mandé que je le face en cas de nécessité.

Avec tout cela je n'ay peu éviter que les Députéz ne m'aient fait cette demande par lettre, avec menace de rappeler les troupes, si je ne les satisfaits, et de faire le pis qu'ils pourront.

Je ne m'estonne point de cela, parceque je sçay ce que les Suisses ont fait à M. de Morfontaine qui a commencé icy les Négotiations de l'alliance qui fut faite en 1602: Il leur offrit des Millions, et cependant ils le contraignirent d'aller à Paris pour y faire augmenter les offres que le Roy Henry IV. leur faisoit et quand il fust de retour de Paris à Soleure, ils le tourmentèrent tant qu'il y mourut.

Ces gens-cy pour avoir un sol de plus que ce qu'on leur offre menaceront non seulement du Rappel des troupes, mais de faire la guerre à la France ou au moins à l'Alsace, et enfin à venir à toutes extrémitéz.

Parmy toutes ces tempestes, je prætends faire l'Alliance, pourveu que l'on m'envoye le fonds que j'ay demandé, et que l'on exécute le Traité fait avec les Colonels et Capitaines.

Le Canton de Schuits dont la Commune c'est-à-dire l'Assemblée générale de tout le Canton s'est tenue au commencement de ce mois a consenty à l'Alliance, et quoyque ce soit avec les conditions que nous ne pouvons accepter, néantmoins un peu de temps pour négotier cette affaire nous en fera avoir raison.

Dans le Canton d'Uri nous avons fait une grande affaire qui a esté d'exclure le Sieur Zweyer de la charge de Landame qu'il croyoit obtenir dans la Commune que ce Canton a tenue aussy au commencement de ce mois. Cela l'excluera aussy des Diètes où il nuisoit extrèmement aux affaires du Roy. Nos amis de ce Canton là ne doutent point qu'il ne se porte à l'Alliance et me le promettent.

Lucerne y est tout à fait disposé, ainsy que je vous ay fait savoir Monsieur par les lettres que l'on vous a communicquées de ma part sur ce suject, et sans la brouillerie qui dure en-

core entre cette ville là et ses sujects, l'affaire seroit assu
ment faite.

Le Canton de Glaris est aussy très bien disposé, mais
n'a pas encore tenu sa Commune. Le Canton de Soleure, qu
que plus difficile à gouverner qu'aucun autre parceque l'A
bassadeur du Roy y réside, duquel ceux de ce Canton croy
devoir recevoir de continuelles gratiffications, est néantmoi
porté à l'Alliance et il n'y a rien qui l'empêche de prend
résolution sur cette affaire, que la brouillerie qu'il a aussy a
ses sujects.

Zuric veut avoir des trésors pour entrer en l'Alliance, m
cela ne m'estonne pas, parcequ'il n'entra en l'Alliance de 1
que douze ans après qu'elle fut faite. Le Canton de Berne
un peu desbauché par Vagner qui ne veut pas que l'Allia
de tous les Cantons se face avec le Roy parcequ'il espère q
ne se faisant point, il traitera de l'Alliance de son Canton s
avec la France en faisant l'affaire du sel dont il a bonne es
rance depuis que Monsieur le Comte de Servien est Surintend
avec lequel il a eu quelque habitude quand il fut Député
Paris en 1650. Il veut donc faire opiniastrer le Canton de Be
à estre satisfait de seize cents mil livres qui luy sont deves p
le Roy, dont il espère proposer des moyens à M. le Comte d
Servien pour acquiter cette somme en quelques années par
moyen de son affaire du sel. Mais cela est une vision, et
Canton de Berne apporte jusques icy une excuse très legiti
de ce qu'il n'a point encore délibéré sur ma proposition, p
ce que cette ville là est en armes depuis deux mois pour
deffendre contre les desseins de ses sujects.

Le Canton de Basle demande le village d'Hunigen en Als
et la réduction des péages qui se lèvent à Brizac dans l'Als
et dans le Zuntgau au pied de ce qui se payoit quand la mai
d'Austriche tenoit ce pais là. Fribourg, Schaffuse, et App
czel ne sont pas aussy mal disposéz. Il n'y a point de lieu
monde où la négotiation soit si difficile qu'icy. On y dépend
caprice des peuples de Treize Republicques. Il faut caress
menacer, donner et que les affaires viennent cent fois jusqu

à l'extrémité devant que de conduire au poinct que l'on désire.

Vous jugez bien Monsieur que celle de l'Alliance qui a cousté trois millions au Roy Henry IV. ne se peut faire pour ce que j'ay proposé sans que je joue bien des personnages.

Quant à l'extrémité où peuvent aller les affaires, et où il est par nécessité que je les laisse aller souvent en négotiant l'Alliance, c'est le rappel des troupes lequel je suis assuré d'empêcher tousjours en donnant une pension aux Cantons, de moy il faut que j'aie pouvoir pour éviter une résolution præcipitée de ces gens cy, qui n'agissent que selon la passion qu'ils ont de tirer de l'argent de nous, ce qu'ils essayeront de faire en toutes autres façons qu'en renouvellant l'Alliance et la renouvelleront enfin très certainement quand ils verront ne pouvoir rien avoir de nous que de cette sorte.

Il y a longtemps que je vous ay escrit, Monsieur, qu'ils alloient prendre le stile de se faire donner une pension dans toutes les Diètes qu'ils tiendroient, ou de rappeler les troupes, c'est ce qu'ils ont voulu faire en la Diète de Janvier, et peut-estre qu'un autre que moy qui les cognois auroit eu peine de s'en deffendre. Si je leur avois donné lors une pension, il faudroit faire la mesme chose en la Diète qu'ils tiennent à présent, et en celle de la St. Jean parcequ'ils ne manqueront pas dorésnavant à résoudre le rappel des troupes, en toutes les Diètes, jusques à ce que l'alliance soit renouvellée. Ce qui les fache est que je leur tesmoigne que quand ils le feroient on ne s'en souciéroit pas à la Cour, et ils est important de les maintenir dans cette créance.

Pour ce qui est de l'argent qui a esté envoyé icy, puisque je n'ay point donné de pension, il est aisé à juger que la plus grande partie y est encore. Je vous dis cecy Monsieur sur quelque chose que l'on m'a mandé de Paris: J'ay vescu de telle sorte jusques à cette heure, que l'on n'a point eu suject de croire que l'avarice soit une passion qui ait lieu dans mon esprit, quoy que j'aye bien d'autres imperfections: Le peu de bien que j'ay, après avoir travaillé trente années continuellement

dans les employs que j'ay eus, est une preuve très facheuse, non pas tant pour moy que pour mes enfants, de cette vérité.

Après cela si je suis si malheureux que l'on aie quelque fausse opinion de ma fidélité, je vous supplie très-humblement Monsieur que je sois rappellé au plustost: Au surplus je croy vous avoir donné tousjours si bon compte de l'estat des affaires de Suisse qu'il n'est pas besoin que personne y vienne pour en informer le Roy davantage non plus que de l'employe de l'argent. Je vous dis encore une fois Monsieur avec le respect que je dois au Roy, à tous Messieurs les Ministres et à vous particulièrement, que j'aime mieux qu'on me rapelle, et que si quelqu'un vient icy par un costé je m'en iray par l'autre, ou je me résoudray à toute autre chose à quoy mon honneur m'obligera et qui ne sera point esloigné de la fidélité et de l'obéissance que je dois à sa Majesté. Sur ce je vous supplie très-humblement de croire que je seray toute ma vie

Monsieur

Votre très-humble et très-obéissant serviteur

à Soleure ce 9 May 1653. DE LA BARDE.

LXXXII. (Pag. 102.)

Durchleuchtigster, grossmechtigster Allerchristenlichster König, gnedigster Herr und Pundtsgnoss. Ew. Kön. Mt. seyn unsere willige dienst mit erbietung aller Ehre in Demut zuvor:

Ew. kön. Mt. gnedigste willfahr der zu unsern Diensten begehrten 200 Reutern von S. fr. Dcht von Epernon ist uss dero gnedigem Schreiben wie auch dero Ambassadore Herren de la Barde zu unserm sonderbaren und höchsten Dank ze vernemmen gewesen, daher Ew. K. M. gnedigster affection wir im besten versichert stehend, und uns zumalen aller möglichsten Diensts-gefelligkeiten gegen E. K. M. eusserst offerirend, weilen nun die sachen unseren sich auffgelähnten unterthanen halb durch angewandte bereits krefftig vorgangne mittel dahin aussgehend dass wir verhoffend fürderlichst mit Ihnen zu recht zu kommen,

und alles dissorts Inn erwünschtem zubestandt ze bringen, Unns also getruwen weiterer assistenz und hiemit angeregter anzal leutern nit weiters vonnöthen ze halten — So möchtend wir nit umbgehen E. K. M. mit disem unserem Dankschreiben einzukommen, dieselb darbei auch fründt- und dienstlich ze bitten, dass allein noch fürbas Inn dero gnedigsten wolgewogenheit gegen unnserem Standt ze continuiren, und sich unseren bestgemeinten dienstwillferigkeiten versichert ze haben, Sonders auch umb fürfallenden dingen mehrerer acceleration und beschleinigung willen by dero ministris die Königliche und kreftige verordnung ze verschaffen, dass unsere jederweilige schreiben und was von uns kombt ohne einige difficultet den fryen, eilfertigen durchgang haben möge, und ohne dass unsere expeditionen eben von Andern hiemit auch dero Ambassadoren dependiren oder darumb Inn ohn verwiederlich höchst nothwendige sachen begrüst werden müssend, welcher E. K. M. Inn gnaden von uns uffnemmen und hingegen unsers teils aller auffrichtigen bundtsgnossischen Dienstsgefelligkeiten versichert sein wolle verbleiben nebst Göttlicher Empfelchung, underdessen

Ew. K. M.

Datum Bern 1 Junii 1653. Ganz dienstwilligste
Schuldtheiss und Rahtt
der Statt Bern.

Avec le cachet de la république et une traduction française.

LXXXIII. (Pag. 105—109.)

Monsieur.

Pour respondre à vostre dépêche du 16ᵉ je me donneray l'honneur de vous dire que mon intention estoit de conclure dans la Diète de la St.-Jean l'alliance avec tous les Cantons ou à ce deffaut d'en tenir une à Soleure pour le mesme effect comme je vous ay cy-devant escrit.

Mais pour cela il estoit nécessaire Monsieur que j'eusse icy le second fonds devant la St.-Jean, lequel n'estant pas encore arrivé maintenant, et mesme me trouvant dans une incertitude

entière si on nous l'apportera de Lyon ou non, tout ce que j'ay peu faire a esté de travailler selon l'argent que nous avons icy en gaignant un Canton après l'autre. C'est ce que j'ay fait pour celuy de Soleure devant l'arrivée de M. Girard que Messieurs les Surintendants ont envoyé par deçà, et comme j'ay veu qu'il n'estoit venu que pour savoir si l'alliance se feroit sans apporter nostre fonds j'ay incontinant et sans perdre temps continué d'agir dans le Canton plus proche de Soleure qui est Berne, où j'ay obtenu ce que vous aurez veu par la coppie de la lettre que ce Canton m'a escrite. En suite aiant veu dans une lettre du Sieur Mouslier que vous seriez très aise Monsieur que les Cantons Catholicques entrassent dans l'alliance, j'ay agi près de ceux de Lucerne, Urj, Schuits, Underwald et Zug, le premier desquels est dans le mesme sentiment que le Canton de Berne, et il est certain que son exemple attirera les quatre autres: Lundi ils tiendront une Diète sur ce suject. Voilà Monsieur tout ce que je puis faire pour le service du Roy, il faut avoir l'argent présent pour esmouvoir ces gens cy et comme je ne l'ay pas pour touts les Cantons, puisque Messieurs les Surintendánts n'ont pas voulu qu'il ait esté voituré de Lyon icy d'abord, il m'a fallu nécessairement les prendre en détail. Si nostre fonds vient devant la Diète qui se commencera le 10e du mois prochain j'y disposeray les esprits à l'Alliance et puis après avoir agi dans les Cantons en la manière nécessaire en ce pais cy, je tiendray une Diète à Soleure.

Le Canton de Zuric est très mal disposé pour l'Alliance jusques à présent, mais je trouveray comme j'espère les moyens de le ramener au bon chemin. Cependant le Capitaine Lauater, de ce Canton là est allé à Paris en poste et quoyqu'il m'aie veu icy en passant il ne m'a point dit néantmoins le principal sujet de son voyage.

Je croy que c'est pour desbaucher les Colonels et Capitaines affin qu'ils se retirent au bien, affin qu'ils facent de grandes pleintes à la Diète sur l'inexécution de leur traité, qui sera sans doute la pierre d'achoppement.

S'il y avoit moyen de contenter les Colonels et Capitaines

suivant leur traité ce seroit le salut de nostre affaire, ou bien il leur faudroit faire voir si clair dans leurs payements après l'Alliance conclue, qu'ils n'en peussent douter: Et cependant faire ensorte qu'ils ne se pleignissent point en la Diète prochaine, mais au contraire qu'ils escrivissent qu'ils seroient assuréz de leurs payements.

La mauvaise humeur du Canton de Zuric vient de ce que les Capitaines licentiéz de ce Canton là appartiennent aux plus accréditéz, qui sont en colère de ce que le dernier traité suivant lequel leurs proches devoient recevoir quelque satisfaction ne s'exècute point, et qu'ainsy il ne touchent rien.

Si l'Alliance se fait avec quelques Cantons, il ne faut point craindre que les autres rapellent leurs gens, parceque nous restablirons aussytost les Compagnies et mesme les Regiments s'il est besoing qui auront esté rappellez et leverons icy autant de gens que le Roy en aura besoing.

Quant à ce qui est de proposer à ces gens cy de ne point rappeller leurs troupes du service du Roy pendant deux années, en leur donnant une pension de toute nature, ce seroit chose inutile, premièrement parcequ'ils demandent cette pension sans aucune condition, comme leur estant deue avec plusieurs autres, secondement quand ils voudroient considérer cette pension comme nouvelle, tousjours ne seroit elle que pour une année, et ainsy ils ne s'obligeroient point pour deux, desorte que cet expédient n'a pas l'apparence nécessaire pour le faire réussir.

Je sçay que ceux qui veulent traverser le Renouvellement d'Alliance l'ont proposé à son Eminence mesme et à Monsieur le Comte de Servien, parceque son Envoyé m'en a parlé.

Pour conclusion Monsieur que l'on nous amène nostre fonds de Lyon icy, que l'on nous envoye sans délay le supplement de la Tare des monnoyes pour les deux fonds, que l'on exécute le traité avec les Colonels et Capitaines comme cela devroit estre fait, ou qu'au moins on leur face voir une certitude entière de leur payement aussy tost que l'Alliance sera faite, leur payant mesme quelque chose comptant sur 1651 et 1652 ou les licentiéz aient part et je responds de l'Alliance. Mais véritable-

ment c'est une chose estrange que sur les artifices des François et Suisses qui veulent empêcher cette affaire on m'aie dejusté icy comme l'on a fait, et mis en péril une chose de telle importance. J'oubliois de vous dire Monsieur que l'on sçait jusques à un sol près ce que l'on nous a envoyé a Lyon, chose qui est très præjudiciable au service du Roy, mais entre d'autres circonstances de la conduite delà qui nous dejustent icy, celle là n'est pas la plus considerable.

Quant à ce que vous dites Monsieur par vostre lettre, qu'il a paru honteux par delà d'achepter des Cantons l'Alliance qui leur est aussy nécessaire qu'à nous, je vous confesse Monsieur que j'ay eu d'abord le mesme sentiment, mais quand j'ay veu dans nostre Histoire que Saguer Député de Berne pour jurer l'Alliance en France en 1602 a dit en face dans l'Eglise de nostre Dame de Paris au Roy Henry le Grand qu'il avoit fait rechercher les Cantons du Renouvellement de leur Alliance par Messieurs de Sillery et de Vic, sans qu'aucun Ministre de ce grand Roy aie relevé cette parole, il m'a semblé qu'il n'estoit point honteux à sa Majesté de faire la mesme chose par son Ambassadeur en Suisse, que le Roy Henry IV son ayeul avoit faite: Encore je puis dire avec vérité que je n'ay point parlé de l'Alliance aux Cantons que lors qu'ils m'ont pressé sur leur Griefs comme d'un moyen propre pour leur donner la satisfaction qu'ils me demandaient.

Au surplus Monsieur ce n'est point achepter l'Alliance par le Roy que de faire payer aux Suisses par sa Majesté ce qu'elle leur doit très legitimement ne donnant rien pour l'Alliance que quelques gratiffications aux particuliers qui ont crédit dans les Cantons.

Depuis cette lettre escrite jusques en ce lieu j'ay eu des certitudes telles que Berne et Lucerne entreront dans l'Alliance et Fribourg aussi, que je n'en puis plus douter. Je n'ay pas tant de certitude d'Uri, Schwitz, Undervald et Zug, mais j'en repondrois bien desjà. Enfin j'ay plus de crainte que tous les cantons me pressent de leur donner ce que je leur ay promis en faisant l'Alliance, parceque je n'ay pas de quoi les contenter,

que je n'appréhende du retardement en notre affaire. Je seray toute ma vie avec la passion que je dois

Monsieur

Votre très-humble et très-obéissant serviteur

à Soleure ce 25 Juillet 1653. DE LA BARDE.

(receu le 6 d'Aout.)

LXXXIV. Pag. 111—118.)

MONSIEUR.

Je me suis donné l'honneur de vous informer cy-devant que mon dessein estoit de faire tenir une Diète à Soleure peu après la St. Jean touchant le Renouvellement d'Alliance, affin de rompre les mesures à ceux qui du costé de France et d'Espagne la veulent empêcher.

Il est aisé à voir par ce que le Canton de Berne et les cinq antiens Cantons m'ont escrit que ce dessein eust réussy, ne recevant point à Soleure les obstacles qu'il a receus dans la Diète de Bade.

Premièrement nos amis avoient pourveu dans le Canton d'Ury à ce que Zweyer le plus zélé et le plus adroict des partisans d'Espagne ne fust point esleu Landame c'est-à-dire Chef de ce Canton là, et de plus qu'il ne fust point Député aux Diètes, où depuis que je suis en Suisse il a tousjours assisté et fait prendre les résolutions qu'il a voulu, desorte qu'il n'eust peu assister à celle que je voulois faire tenir à Soleure. Au lieu qu'il a assisté à celle de Bade soulz prætexte d'une lettre de l'Empereur qu'il y a apportée, ce qu'il n'eust pas peu faire à Soleure la Diète s'y tenant aux despens du Roy. Secondement les avis malicieux donnez du costé de France ne fussent point venus à la Diète de Soleure parcequ'elle eust esté impreveue, comme ils sont venus à celle de Bade. Vous aurez une preuve de ces avis par la lettre cy joincte que le Sieur Stricker du Canton d'Uri, Capitaine aux Gardes Suisses, m'a escrite depuis la Diète. Cette lettre vous apprendra Monsieur d'où vient la longueur que je rencontre dans l'affaire du Renouvellement

d'Alliance. Il est vray que le Capitaine Stricker n'entend pas bien le mot d'Enhault sousligné dans sa lettre, mais on voit assez ce que le Bailly de Bade a voulu dire par ce mot: Ce Bailly est gendre de Zweyer avec lequel les canailles qui veulent empêcher l'Alliance ont une estroite correspondance. Staal que vous cognoissez Monsieur, qui est lié avec Zweyer et avec nos cabalistes, a voulu bouleverser pendant que j'estois à Bade l'Alliance faite avec Soleure ainsy que le Colonel de Montet avoit prædit à M. le Maréchal de Schonberg, mais ces gens là travaillent en vain, le discours de Staal a esté rejetté dans le Conseil de Soleure, et on s'est mocqué de luy. Il vouloit aller à la Diète de Bade, pour y agir contre nous avec Zweyer, ce qui a esté empêché par nos amis à Soleure. C'est-à-dire par Glutz par Arregger et autres que j'entretiens icy dans l'affection de la France: Je vous nomme Glutz affin qu'il vous plaise Monsieur vous souvenir des lettres patentes pour son fief d'Alsace.

La lettre de l'Empereur que Zweyer a apportée à la Diète est contre ceux de Soleure, à cause qu'ils ont fait l'alliance sans en exclure Brizac et le reste, surquoy il convie les autres de ne pas suivre leur Exemple, elle insiste au restablissement de la Neutralité de la Comté de Bourgogne et parle de la limitation du service. Cette inclusion de Brizac et du reste dans l'Alliance quoyqu'en termes généraux nous donnera bien de la peine, j'y voy les Catholicques et Protestants également contraires, mais j'espère surmonter cette difficulté. Quant au Restablissement de la Neutralité dans la Comté de Bourgongne, quoyque les Cantons aient promis aux Comtois de le faire lors qu'ils renouvelleroient l'Alliance avec la France, j'espère néantmoins que cela ne nous empêchera pas de faire nostre affaire.

Les Députéz de quelques Cantons ont esté d'avis de ne point faire de response à l'Empereur, sçavoir ceux de Lucerne, Uri, Fribourg, Soleure et autres. Quant à nos affaires de France la Diète n'aiant pas esté convocquée pour l'Alliance les Députéz m'ont dit n'avoir point de pouvoir pour en traiter, et ont insisté selon la suggestion de Zweyer à leur payements de toutes nature, à celuy des Capitaines licentiéz en 1636 et des autres,

donnants à entendre qu'à faute de ce on pourroit reprendre les Résolutions du Rappel des troupes. Ils m'ont néantmoins remercié des bonnes responses que je leur avois faites touchant les péages de Lyon et d'Alsace m'insinuant que quand mesme l'Alliance ne se feroit point, ils voudroient qu'elles fussent exécutées, au lieu que je leur avois fait entendre qu'elles seroient exécutées en cas que l'Alliance se fist.

Pour ce qui est des péages de Lyon touts les Cantons se contentoient des responses que vous m'avez envoyées Monsieur aux articles dresséz par les marchands Suisses, lesquelles réduisent leurs Privilèges aux marchandises produites ou manufacturées en Suisse, et aux marchandises de France qui doivent estre consumées en ce pais, mais les Cantons de Zuric, Basle et Schaffuse veulent qu'ils s'estendent aux marchandises estrangères que les Suisses portent en France et à celles de France qu'ils transportent hors de la Suisse, ce que les autres Cantons trouvent déraisonnable. Sur cette contestation j'ay estimé à propos de promettre aux Protestants que le Roy donnera une lettre patente pour faire jouir les marchands Suisses des Privilèges conformément à la paix perpetuelle, à l'Alliance de 1602, et aux arrests du Conseil du Roy ce qui ne veut rien dire, le tout consistant en explication qui est diverse de part et d'autre. Il a esté proposé que la Diète escrira une lettre au Roy selon le sens cy-dessus de ce que les Députéz m'ont dit. Zweyer est auteur de l'envoy de cette lettre, dont les Députéz de Berne, de Lucerne, d'Ury, de Fribourg, de Soleure et autres n'ont point esté d'avis, aucuns desquels ont protesté contre cette lettre aussy bien que contre la response à faire à l'Empereur, faisans register leur Protestation dans la Chancelerie de Bade.

Par là Monsieur, vous pouvez cognoistre la diversité des Sentiments des Cantons touchant nostre affaire de l'Alliance, ce qui arrive presque en toutes autres affaires: Comme cela se voit dans la Diète qui est le Conseil public de la Suisse, aussy se voit il dans les Conseils particuliers de chaque Canton, desorte qu'il est impossible de les porter touts unaninement à l'Alliance selon l'ordre donné à Hesse, marchand de Zuric, de

ne nous point fournir l'argent, sans cela il y en a trop peu pour faire ce coup. Mais en les recherchant tout publicquement il est certain que chacun y viendra en particulier.

Je trouve seulement Zuric, Basle et Schaffuse repugnants à nostre affaire, Zuric parceque ce Canton est desbauché par les parents des Capitaines licentiéz en 1649 qui sont puissants et par sa hauteur ordinaire qui a porté ce Canton a n'entrer dans l'Alliance du Roy Henry le Grand que quatorze ans après les autres: Le désir d'argent est encore grand dans ce Canton là, desorte qu'il preste voluntiers l'oreille aux canailles qui luy font croire selon la lettre du Capitaine Stricker, qu'en tenant ferme on aura plus que ce que j'offre, et particulièrement d'un autre que de moy: Joinct que ce Canton aiant sçeu du Marchand Hesse qu'il ne me doit fournir l'argent qu'en cas que je face l'Alliance avec touts les Cantons, ils croit qu'il obtiendra ce qu'il voudra affin qu'il n'empêche point les autres d'y entrer. Je suis assuré du Canton de Lucerne dont les quatres autres antiens Cantons Catholicques suivront l'exemple, il n'y a que l'inclusion de Brizac et du reste dans l'alliance qui nous apporte de la difficulté quoyque je ne la demande qu'en termes généraux. Les Députéz de Berne qui estoient en la Diète persistent dans ce qui m'a esté escrit par leur Canton.

Fribourg en est sur le plus et le moins, demandant trois pensions: Enfin si je puis disposer de l'argent qui est à Zuric et qu'il y ait ordre de me le fournir sans la condition de faire l'Alliance avec touts les Cantons ensemble, nostre affaire réussira. Le Canton de Basle recule pour ce qui est de l'alliance à cause qu'il veut avoir le village d'Hunigen sur le Rhin où le Roy a un fort. Ceux de Basle prætendent ce village comme leur aiant esté hypotecqué par la maison d'Austriche pour quelque somme: Ils disent que ce village est de nulle conséquence au Roy, que le fort qui y est n'est pas en estat de faire grande résistance en cas d'attaque, qu'au lieu de ce fort ils agréeront que sa Majesté aie des Magasins dans la ville de Basle pour Brizac. Il me semble que cette proposition de Magasins dans Basle ne seroit pas à rejetter, mais je voudrois que ce fust

un Arsénal sur le Rhin, où il y eust armes, canons, munitions de guerre, de bouche, bateaux pour faire un pont et autres choses avec les officiers nécessaires pour administrer le tout. Cela engaigeroit plus particulièrement le Canton de Basle et les autres à la deffense de Brizac et du reste: Hunigen est sans doute un lieu faible ou telles choses ne seroient pas en seureté. Cette affaire mérite bien d'estre examinée; le jeune Hervard est Seigneur de Hunigen qui n'est pas d'avis qu'on le donne aux Baslois n'y moy non plus que pour une plus grande utilité. Le Canton de Schaffuse suit l'exemple de Zuric; Ziegler, Bourgmestre de Schaffuse, est beaufrère de Vaser, Bourgmestre de Zuric, et quoyque Ziegler aie un grand commerce à Lyon, et que son fils soit Capitaine aux Gardes Suisses, néantmoins cet homme ne fait rien qui vaille: Je dresse un autre party pour la France dans Schaffuse qui réussira à mon avis, si Ziegler nous manque. Le but de Zweyer dans la Diète a esté de faire persister les Cantons dans la Résolution qu'ils avoient cy-devant prise de ne faire l'Alliance de France que conjoinctement et touts ensemble s'assurant qu'il pourroit empêcher cette affaire par le moyen d'un, de deux, ou de trois Cantons: C'est à quoy il a travaillé depuis longtemps non seulement en Suisse, mais aussy en France par les canailles qui y traversent l'affaire de l'Alliance faisant donner ordre au marchand Hesse de ne me point fournir l'argent qui est à Zuric, qu'en cas que l'Alliance se fust avec touts les Cantons et non avec un ou plusieurs, comme je vous ay fait savoir Monsieur par ma dernière. Mais j'ay fait ensorte que les cinq antiens Cantons Catholicques par une résolution formelle prise entre eux à Bade se sont séparez des autres, ce que Berne fera aussy et je travaille près de Glaris et de Fribourg à mesme fin. Je suis obligé de vous dire Monsieur que les Capitaines Vertmuller, Holzab et Ofmester de Zuric m'ont declaré à Bade qu'ils vendroient les Pierreries de la Reyne ou de la Couronne[1]), si on ne les paie eux sans se soucier des autres. Hirtzel qui estoit là Député du Canton

---

[1]) Voyez la note à la Lettre 51ème.

de Zuric et qui est beaupère d'Holzab m'a dit aussy que si on payoit ces trois Capitaines ils mettroient les pierreries entre mes mains sans se soucier des autres. Sur cela j'ay creu estre à propos de signiffier à Messieurs de Zuric que j'ay eu cy-devant ordre de les requérir de faire remettre les pierreries entre les mains du Colonel Rohn (ainsy que vous m'avez mandé cy-devant Monsieur): Que je les requérois maintenant au nom du Roy de le faire, puisque les Capitaines cy-dessus nommez m'avoient dit qu'ils les vouloient vendre ou qu'au moins le magistrat les prist entre ses mains en attendant autre résolution: Qu'à faute de ce tout ce que ce Canton peut prætendre du Roy, et ce qui peut appartenir à leurs marchands en France respondroit de ces pierreries: J'ay jugé à propos d'ajouster ce-cy, parceque ces gens là se conduisent plus par la crainte de perdre que par la raison. Si le Magistrat ne se saisisoit des pierreries, je craindrois que ces trois Capitaines fussent assez hardis pour les transporter hors de la Suisse comme ils ont fait hors de France.

Pour Conclusion Monsieur si l'on veut que l'affaire de l'Alliance succède, il faut que je puisse disposer de l'argent qui est à Zuric pour faire l'Alliance avec les Cantons qui y voudront entrer et que nous aions la tare des premiers et second fonds. Sur ce je vous supplie très-humblement de croire que je seray toute ma vie avec le respect et la fidelité que je suis obligé

Monsieur

Votre très-humble et très-obéissant serviteur

à Soleure ce 29 Aoust 1653. DE LA BARDE.

J'oublioís de vous dire Monsieur que Zweyer nous combat par la promesse d'une pension d'Espagne, qu'il fera en cas que l'on conclue Brizac et le reste ensemble les autres conquestes du traité d'alliance.

(receu le 15 de Septembre.)

LXXXV. (Pag. 121—126.)

Monsieur.

Je vous rends très-humbles grâces de la dépêche qu'il vous eut me faire du 15e du mois passé, et encore plus particulièreent de celles que vous avez escrites à Messieurs les Surintenants touchant l'argent qui est à Zuric. Pour ce qui est de ce nton-là, il est certain qu'il n'y a que les parents des Capiines Vertmuller et Holzab qui furent licentiéz sur la fin de 1649 ui empêchent que nostre Alliance s'y face, et j'ay descouvert l'ils travaillent aussy à Glaris près des Protestants et dans le nton de Schaffuse par le moyen des Ministres pour attirer s deux Cantons à leur sentiment, mais nos bons amis me font pérer que si nous concluons avec Berne ou avec les Cinq ntons, Messieurs de Zuric demeureront seuls comme en 1602 ns leur mauvaise humeur.

Il y a néantmoins moyen de la leur faire changer et de tirer en mesme temps les pierreries: c'est de contenter ainsy le je vous ay proposé, Monsieur, ces deux Capitaines Vertuller et Holzab ensemble le Capitaines Burkli avec lequel ils nt liéz en leur faisant payer tout ce qui leur est deu, moyennt quoy outre qu'ils rendront les pierreries, il est certain l'ils se désisteront des oppositions qu'ils font à l'Alliance. J'ay scouvert que le Capitaine Urs Grim qui est de la Cabale des olondins a intelligence avec ces Capitaines licentiéz de Zuric our les faire opiniastrer à retenir les pierreries, et à faire gir leurs parents contre l'Alliance; le Capitaine Philippe Vallier ui est par de là vous peut tesmoigner que cela est vray touhant les pierreries, parcequ'il me l'a dit devant qu'il partist l'icy. J'ay escrit il y a huict jours à un des parents de ces Capitaines licentiéz de Zuric affin d'avoir de luy assurance par escrit de la restitution des pierreries et de la Conclusion de l'Alliance avec Zuric au cas que l'on paye ces trois Capitaines, dont j'espère avoir response aujourd'huy.

Quant à ce qui est de l'Alliance avec les cinq Cantons, elle dépend de ce que celuy de Lucerne fera où les Espagnolz ont

envoyé deux mil ducats faisants partie de la pension qu'ils y veulent payer, pour tesmoignage de quoy ils ont déposé cette somme entre les mains du Boursier de Lucerne en attendant le reste qu'ils disent estre à Altorf. Cela a arresté tout court nostre affaire, de laquelle lorsque l'on délibéroit dans le Petit et Grand Conseil de Lucerne assembléz pour cet effect, et que la conclusion alloit estre prise en nostre faveur, un partisan d'Espagne leut une lettre du Banquier Annon de Milan qui promettoit que la pension seroit dans quatre jours à Altorf.

Nonobstant cela nos amis de Lucerne et ceux d'Uri me promettent que cette pension ne fera autre effect que d'empêcher le rappel de leurs troupes qui sont dans le Milanois, lequel ils estoient prests de résoudre, et que quand ils l'auront touchée ils concluеront avec moy. Quant au Canton de Berne les vendanges, où la pluspart de ceux du Conseil sont encore, nous empêchent d'y agir, il faut attendre leur retour, les grandes sommes que ce Canton-là demande et les prætentions du Sieur Vagner touchant l'affaire du sel nous y donneront de la peine, joinct que cet homme altier et bizarre veut aller a Paris, espérant y trouver de grands avantages: Il y est appellé par ceux qui veulent troubler ou alonger nostre affaire selon que vous aurez veu, Monsieur, par les lettres du Colonel Rhan.

Pour ce qui est du Canton de Lucerne il se contente de l'argent que j'ay offert, ce que j'ay tousjours estimé le plus difficile à luy persuader et aux autres Cantons. Néantmoins je trouve qu'il y a deux autres difficultéz qui nous donneront de la peine et dont je crois, Monsieur, vous avoir desjà donné compte. Le première est pour les places qui ont esté conquises sur les Espagnols depuis 1602 dont les Suisses disent que le Roy n'est en possession que par le droict des armes, et qu'ainsy ils ne peuvent s'obliger à les deffendre sans se déclarer contre le Roy d'Espagne qui est leur allié: Que lorsque par les autres Traitéz d'alliance ils se sont obligéz à deffendre les places et pais que nos Roys tenoient, ils les tenoient et possédoient paisiblement parceque'ils n'avoient point lors de guerre estrangère, au lieu qu'à présent sa Majesté est encore en guerre avec le Roy d'Espagne.

L'autre difficulté est pour Brizac, l'Alsace et le Zuntgau qui ont esté conquis, et puis cédéz au Roy par le traité de Munster. Mais les Cantons disent que cette place et ces pais estoient compris dans la Ligue hæréditaire qu'ils ont avec la Maison d'Austriche, laquelle par faute de payement des trois millions de livres à elle promis par le traité de Munster peut prætendre d'y rentrer à main armée, auquel cas ils ne voyent pas comment ils pourroient les deffendre contre les Princes d'Austriche qui sont leurs alliéz, et qui seroient en cela fundéz sur le Traité de Munster.

Pour la première difficulté je croy qu'elle ne nous arrestera pas, et qu'enfin nous la surmonterons par plusieurs raisons auxquelles ils se pourront rendre. Il n'y a que l'affaire de l'Alsace qui m'embarrasse d'autant plus que je voy les Protestants aussy bien que les Catholicques esloignéz de s'y engager. Je leur représente la possession actuelle où le Roy est de ce pais-là, en vertu d'un Traité si solemnel que celuy de Munster: Que l'Empereur et les Estats de l'Empire luy en sont garants, que sa Majesté n'est pas en demeure de payer les trois millions, puisqu'on ne luy a pas fourny la cession d'Espagne; mais cette raison les embarrasse davantage en leur faisant voir que les Espagnols ont interest en cette affaire aussy bien que les Princes d'Austriche leurs voisins, craignants de se mettre les uns et les autres sur les bras dans un pais si proche du leur et de les attirer chez eux par ce moyen. J'espère bien surmonter la difficulté qui regarde les Espagnols, mais pour ce qui est des Princes d'Austriche au cas qu'à faute de payement ils voulussent rentrer dans la possession de Brizac, de l'Alsace et du Zuntgau, il est certain que les Cantons ne veulent point s'obliger à les en empêcher par la deffense de ces pais-là contre eux. Et comme ils sont compris dans les termes généraux de l'article premier, auxquels je leur dis que je ne puis admettre aucun changement, ils voudroient bien avoir une contre-lettre qui en exceptast Brizac, l'Alsace et le Zuntgau. C'est ce que les Députéz de Lucerne m'ont proposé en la Conférence qu'ils ont eue icy avec moy, mais je leur ay fait cognoistre que ces

pais-là peuvent estre attaquéz par autres que par les Princes d'Austriche, auquel cas ils ne pouvoient faire difficulté de les deffendre, estants possédéz par le Roy très-légitimement à l'esgard de qui que ce soit, et mesme à l'esgard des princes d'Austriche, jusques à ce qu'ils accomplissent la condition præalable à leur payement, qui est de faire fournir au Roy la cession d'Espagne, à laquelle ces princes satisfaisants, il est certain que sa Majesté les satisfera pareillement: Que c'est ce que les Cantons et tous autres doivent præsumer de sa bonne foy, qu'ainsy le cas auquel les Cantons pourroient faire scrupule de deffendre Brizac, l'Alsace et le Zuntgau n'arrivera point, et qu'il seroit injurieux au Roy qu'ils creussent que sa Majesté fust pour manquer à sa parole. Nonobstant tout cela je croy, Monsieur, qu'ils insisteront à une contre-lettre, laquelle mesme il me semble qu'il ne seroit pas inutile au service du Roy de leur donner. Ma raison est que par cette contre-lettre on les dispenseroit de deffendre Brizac et le reste contre les Princes d'Austriche, en cas seulement qu'eux faisants fournir au Roy la cession d'Espagne, sa Majesté refusast ou fust en demeure de les payer, glissant en mesme temps des termes dans cette contre-lettre qui obligeroient les Cantons de deffendre cette place et le reste contre touts autres et contre les Princes d'Austriche mesme en touts autres cas: au lieu que les Cantons seroient capables sans cette obligation expresse de dire que le Roy n'estant pas en possession certaine de Brizac, de l'Alsace et du Zuntgau à cause du deffaut de payement, ils ne seroient pas obligéz à les deffendre en vertu des termes généraux de l'article premier. C'est ce que j'ay creu à propos, Monsieur, de vous représenter, vous suppliant très-humblement que je puisse savoir les intentions du Roy sur ce suject.

Les paisans du Canton de Lucerne ont attendu dans une embuscade l'Avoyer qui est le Chef de ce Canton-là sur lequel aiants tiré quelques mousquetades il en a esté blessé, et un qui l'accompagnoit tué, ce qui fait appréhender quelque nouveau tumulte des paisans de Suisse: néantmoins il semble que malaisément ils se remueront après avoir esté si mal mené

qu'ils ont esté. Sur ce je vous supplie très-humblement de croire que je seray toute ma vie

Monsieur

Votre très-humble et très-obéissant serviteur

à Soleure ce 3[e] Octob. 1653. DE LA BARDE.

(receu le 21.)

LXXXVI. (Pag. 127—132.)

Monsieur,

Il est raisonnable que Messieurs les Surintendants espargnent le plus qu'ils peuvent l'argent du Roy, mais je suis le plus trompé du monde si eux et ceux qui les ont præcédéz depuis que je suis en cette Ambassade l'ont plus espargné dans l'estendue de leur charge que moy dans mon employ.

Pour tesmoignage de cela le compte du trésorier des Ligues pour l'année 1648 qui a esté la première que j'ay esté en ce pais-cy, ne se monte qu'à deux cents vingt ou trente mil livres, celuy de 1649 à quatre vingt dix mil livres, celuy de 1650 à cent mil livres, celuy de 1651 à cent trente mil livres au plus, et celuy de 1652 à la mesme somme: Cependant, Monsieur, vous m'avez donné ordre en m'envoyant icy de renouveller l'Alliance avec les Cantons, à quoy j'ay travaillé depuis le premier jour que je suis arrivé en Suisse jusques à présent, en telle sorte que Dieu a disposé les esprits de quelques Cantons à y entendre. Si vous voyez la despense dont Messieurs mes prædécesseurs en cette Ambassade ont ordonné par chaque année, vous trouveriez des sommes plus grandes des trois quarts, et si ils n'avoient pas des affaires à négotier pareilles à celle de l'Alliance. Le compte de la première année que M. de Caumartin a esté icy, se monte à cinq cents mil livres et ceux des autres années, excepté les deux derniers, à quatre ou trois cents mil livres. Ceux des années pendant lesquelles M. de Morfontaine et M. de Vic ensuite ont négotié l'alliance qui fut faite en 1602 se montent à un million pour chaque année ou peu moins. Cependant il semble, Monsieur, à quelques-uns de la façon que l'on me

traite, ou que je sois un mauvais mesnager, ou que je sois homme à malverser dans mon employ: Dieu soit loué de toutes choses, et particulièrement de ce que par sa seule grâce je n'ay jamais donné suject à une telle opinion. Mais avec tout mon bon mesnage, je vous ay desjà repræsenté par une de mes lettres præcédentes que les despenses ordinaires de l'Ambassade pour cette année se font sur les deux cents soixante et tant de mil livres qui nous furent ordonnées l'année passée 1652.

Ces despenses ordinaires qui n'ont pas excédé cent trente mil livres pendant chacune des années 1651 et 1652 se monteront davantage pour celle-cy à cause des frais des Diètes qui se sont tenues à Bade où j'ay esté, à Lucerne et autres lieux où j'ay envoyé par diverses fois, ceux des voyages de Députés (c'est ainsy qu'on les nomme) que j'ay envoyéz en plusieurs Cantons, des voyages des Messagers qui ont esté tripléz et quadrupléz cette année à cause de l'affaire de l'Alliance et des gratiffications faites aux Députéz des Cantons qui sont venus à Soleure, desorte que je fais estat par estimation que tout cela se montera à cent cinquante mil livres. Il a cousté au Roy pour l'Alliance faite avec Soleure quarante cinq mil livres un peu moins, voilà, Monsieur, près de deux cents mil livres. Il nous reste donc soixante et tant de mil livres, ce qui n'est pas suffisant pour satisfaire deux Cantons de ce que je leur ay promis pour l'Alliance et faire les gratiffications nécessaires aux particuliers: Je ne compte les trois cents mil livres qu'on nous a ordonnées en 1652 qu'à deux cents soixante et tant de mil livres à cause de la tare des espèces. Vous voyez par là, Monsieur, que pour faire l'Alliance maintenant avec deux Cantons seulement, il nous faut toucher au fonds de Zuric, ou bien desgarnir entièrement d'argent le tressorier des Ligues, ce qui ne se peut faire à cause des despenses journalières. Messieurs les Surintendants font leur compte qu'il faut que je traite avec quelques Cantons, et puisqu'ils donneront ordre au Sieur Hessi de Zuric pour nous fournir le fonds de leur payement, sur quoy je vous ay desjà représenté, Monsieur, que cela ne peut aller ainsy et qu'il faut payer comptant en concluant le Traité avec

au Canton. La conclusion avec chaque Canton dépend des moments, ensorte que si on n'a de quoy les satisfaire à l'heure mesme c'est une affaire qui se peut changer par mil rencontres. Enfin, Monsieur, je suis en grande peine parceque je n'oze pousser l'affaire de l'Alliance de touts costéz comme je désirerois, faute d'avoir des moyens présents pour la faire réussir.

A l'heure mesme que je me donne l'honneur de vous escrire, quatre Députéz du Canton de Glaris viennent de partir d'icy avec lesquels il y a trois jours que je confère et bois tout ensemble: je leur ay fait avec cela une gratiffication et à leurs gens selon la coustume, l'argent va bien viste à ces despenses, mais il les faut faire. Nous sommes demeuréz d'accord de tout excepté du premier article sur lequel ils me font les difficultéz que je vous ay desjà représentées; néantmoins j'espère qu'ils le passeront comme le Canton de Soleure. J'essayeray de ne me point servir de la lettre reversale que vous me permettez par vostre lettre du 23e du mois passé de donner aux Cantons touchant Brizac et l'Alsace, sur quoy je vous rends très-humbles grâces, Monsieur, de l'ample et excellente instruction que vous m'avez donnée sur ce suject, laquelle j'observeray, si non selon toutes ses circonstances comme il seroit très-utile, au moins en ce qui est d'essentiel. M. Casate, prætendu Ambassadeur d'Espagne, est à Uri avec la pension de Milan, ce qui fait différer nostre affaire avec les six Cantons alliéz du Milanois; je dis différer, parceque lorsque M. Casate, aura donné sa pension, je ne doute point que nostre affaire ne se face. Pour l'empêcher il veut apposer des conditions à la délivrance de cette pension, mais on me mande d'Uri que ceux de ce Canton-là ne veulent entendre à aucune telle condition, en quoy je ne sçay s'ils demeureront fermes, mais je l'espère moyennant la grâce de Dieu et l'assistance de nos bons amis qu'il faut cultiver, ce qui ne se fait pas pour rien. J'ay seulement peur que Casate face une ouverture qui seroit fâcheuse, sçavoir est que luy, délivrant la pension sans condition aucune, les Cantons m'obligent à en donner aussy une de la part du Roy sans condition, à faute de quoy ils rappelleroient les troupes qui sont

dans son service, comme les Cantons alliéz de Milan menacent de retirer les leurs qui y sont au service du Roy d'Espagne. Je sçay bien qu'il y a plusieurs raisons de différence à alléguer sur cela; mais des peuples faits comme ceux-cy ne les comprendroient pas, à cause qu'il y a une esgalité apparente entre la France et l'Espagne dans cette affaire. On va tenir une Diète à Zug où l'on dit que Casate se trouvera et un Envoyé de l'Empereur pour traverser nostre affaire, le tout sur le sujeck du premier article, touchant lequel les Cantons alliéz d'Espagne ne peuvent estre persuadéz, mais si nos adversaires payent la pension de Milan sans nous contraindre d'en donner aussy une, j'estime qu'après cela nous viendrons à bout de nostre affaire. Je ne désespère pas mesme en cas qu'ils nous contraignent de donner une pension, sans condition de faire l'Alliance avec une autre pension. Cependant nous la ferons s'il plaist à Dieu dans peu avec le Canton de Glaris, ce que je vous supplie très humblement, Monsieur, qui ne soit point publié parmy les Suisses qui sont par de là à cause des canailles qui agiroient incontinent en France et icy pour l'empêcher. Il court quelque bruict par deçà que partie de nostre fonds, ou le tout est diverty pour l'armée de Catalongne et pour Brizac; si ce bruict continue et que le Sieur Hesse de Zuric le confirme, comme il ne manquera pas si la chose est vraye, nous sommes perdus, parceque les Cantons croiront avec raison que l'on se mocque d'eux. Je seray toute ma vie avec la passion et le respect que je dois

Monsieur

Votre très-humble et très-obéissant serviteur

DE LA BARDE.

LXXXVII. (Pag. 133—139.)

MONSIEUR,

Vous pouvez vous souvenir que le Sieur Vagner en 1650 fit une proposition pour l'Alliance particulière de son Canton avec le Roy, par laquelle il promettoit que ceux de Berne fourniroient à sa Majesté 6 mil hommes toutes fois et quantes

qu'elle les voudroit faire lever dans leurs terres, moyennant qu'il pleust à sa Majesté leur faire fournir 60 mil minots de sel de Pecais payables par eux à cent dix sols le minot rendu à Morges, savoir moityé argent comptant, et moityé en quittances des pensions et censes à eux deues. Cette affaire fut négotiée par le Sieur Vagner avec deffunct M. de Chasteauneuf et depuis avec M. Servien, et comme ce négotiateur est bizarre au dernier poinct, je ne sçay s'il en traita avec vous, Monsieur, qui estes le Ministre légitime pour une telle affaire. Quoyque c'en soit il me semble que maintenant il ne faut point mesler cette affaire du sel avec celle de l'alliance, parceque si on accordoit quelque chose au Canton de Berne pour cette raison de l'alliance qui est commune avec touts les autres, il leur faudroit sans doute faire le mesme avantage qu'au Canton de Berne touchant le sel, ce qui seroit de trop grande perte ou diminution au Roy sur la ferme des gabelles des Lyonnois et Languedoc. Vous sçavez, Monsieur, que le Roy a promis au Canton de Soleure par ses lettres de ratiffication du Traité d'Alliance fait avec eux, qui ce qui seroit traité avec les autres Cantons touchant l'Alliance seroit commun avec celuy-cy, si bien que si pour parvenir à l'Alliance vous faites quelque avantage au Canton de Berne, il le faudra faire nécessairement à celuy de Soleure, autrement il prætendra estre quitte de l'Alliance, faute par le Roy d'accomplir cette promesse: et pour ce qui est des autres Cantons, il est certain qu'ils prætendront la mesme chose pour le sel que celuy de Berne. J'estime donc, Monsieur, que si le Sieur Vagner fait à présent la mesme proposition qu'il fit en 1650, on luy pourra respondre que pour ce qui est de l'Alliance sa Majesté juge à propos qu'elle soit traitée sur les lieux par son Ambassadeur, aux conditions qu'il a offertes à touts les Cantons, et que ce seroit (comme il est vray) une espèce de confusion de traiter cette affaire à la Cour pour le Canton de Berne, et en Suisse pour les autres. Mais que luy Vagner au nom de son Canton désirant de sa Majesté quelque chose de particulier, outre ce qui a esté offert aux autres Cantons, Elle est disposée de l'accorder, pourveu que ceux de

Berne se portent de leur costé à ce qu'elle peut désirer d'eux pour le bien de ses affaires dans leur voisinage, où elles ne peuvent estre en seureté que cela ne soit utile à ceux de Berne, et dans l'incertitude que cela ne leur puisse causer quelque præjudice, estants voisins de sa Majesté et du costé du Rosne et du costé du Rhin. Que selon le premier article de l'Alliance qui est à renouveller avec les Cantons, Brizac, l'Alsace et le Zuntgau y seront compris soubs les termes antiens et généraux de ce que le Roy tient et possède présentement, et qu'ainsy ceux de Berne comme les autres Cantons seront obligéz à la deffense de l'Alsace, du Zuntgau, et de Brizac. Mais affin que sa Majesté puisse avec quelque couleur accorder à ceux de Berne ce qu'ils demandent touchant le sel, il luy semble qu'il sera à propos de mettre dans le traité qui se fera sur ce subject une condition qui paroistra particulière, quoyqu'en effect elle soit d'une conséquence nécessaire à l'obligation de deffendre l'Alsace, Brizac et le Zuntgau. C'est que le Canton de Berne s'oblige de donner passage aux troupes que le Roy voudra envoyer par la Suisse pour la deffense de ces pais, comme il a esté fait autrefois à celles que le Roy deffunct envoya aux Grisons pendant la guerre de la Valteline, lequel exemple fait voir que sa Majesté ne demande rien de nouveau et qui ne soit conforme à l'Alliance, puisque les Cantons l'ont accordé lors, quoyqu'il n'y eust aucun article exprès sur ce suject dans la dernière Alliance de 1602. Cette affaire du passage des troupes du Roy par la Suisse pour la deffense de Brizac, de l'Alsace, et du Zuntgau me paroist une chose fort importante, parcequ'encore que l'on ne doive jamais restituer la Lorraine (en cas qu'on y fust contrainct par la nécessité des affaires) ny restablir la neutralité de la Franche-Comté sans une condition très-expresse du passage des troupes du Roy pour la deffense de Brizac et du reste, néantmoins le passage par ces Provinces seroit suject à beaucoup d'accidents, au lieu qu'estant une fois stipulé avec le Canton de Berne moyennant cette affaire du sel, ce seroit une chose assurée. Si on vouloit pousser cette affaire plus avant et engaiger particulièrement le Canton de Berne dans cette

occasion à quelque chose de plus exprès pour la deffense de Brizac, de l'Alsace et Zuntgau, on pourroit demander au Sieur Vagner qu'au lieu de 6 mil homme qu'il offroit au Roy en 1650, en renouvellant moyennant cette affaire du sel l'Alliance de son Canton avec sa Majesté, elle en puisse seulement lever 2 ou 3 mil dans les Terres de Berne pour la deffense particulière de cette place et pais, soit pour joindre aux troupes que sa Majesté y pourra envoyer par la Suisse, soit pour y estre conduites séparément. Si pour faciliter la chose le Roy se vouloit obliger de son costé à une deffensive particulière de touts les pais que ceux de Berne possèdent y compris le pais de Vaux qu'ils ont conquis sur les Ducs de Savoye, sans le spécifier nommément dans le traité pour ne désobliger le Duc de Savoye et de plus de les assister contre leurs paisans en cas de désobéissance, et pour cet effect leur fournir cinquante chevaux et deux cents hommes de pied tirez de Brizac ou d'allieurs aux despens de sa Majesté, il n'y a point de difficulté qu'ils s'obligeroient voluntiers de leur part à la deffense particulière de Brizac, de l'Alsace et du reste, en donnant passage aux troupes du Roy, et permettant la levée de 2, 3 et mesme 4 mil hommes et plus pour cet effect particulier, sans præjudicier à leurs autres obligations générales comprises dans le traité d'Alliance. Mais la despense de cinquante chevaux et de deux cents hommes de pied seroit peut-estre trop grande, desorte que si l'on veut, on se contentera de stipuler par le traité de l'affaire du sel, le passage libre des troupes du Roy par la Suisse pour la deffense de Brizac, de l'Alsace, et du Zuntgau, et pour le surplus on se contentera de l'obligation générale de deffendre les pais que le Roy possède qui sera comprise dans le traité d'Alliance. Il ne faudra pas oublier dans le traité qui sera fait avec le Sieur Vagner de mettre un article qui portera que ce traité aura lieu seulement quand celuy d'Alliance sera fait avec l'ambassadeur pour le Canton de Berne.

Quant aux conditions de l'affaire du sel, ma pensée seroit qu'on le donnast au Canton de Berne au prix et aux conditions qu'il le demande c'est-à-dire à cent dix sols le minot, payables

la moictyé argent comptant, et l'autre moictyé en quittances de censes et de pensions, mais je voudrois que les fermiers ne le conduisissent que jusques à Seyssel.

Il leur revient là à soixante et cinq sols le minot, desorte qu'ils ne pourroient prætendre desdommagement du Roy que de 15 sols sur minot. Il ne faudroit accorder au Sieur Vagner que 20 mille minots par an, dont le desdommagement n'iroit qu'à quinze mil livres, peut-estre mesme en redonnant la ferme des gabelles de Languedoc et Lyonnois il se trouvera des gens qui en donneront mesme prix que les fermiers d'à présent, sans demander desdommagement pour cette charge nouvelle de la ferme, à cause qu'elle n'est pas grande. Mais c'est l'affaire de Messieurs les Surintendants qui l'ajusteront comme il leur plaira avec les fermiers.

M. Vagner trouvera estrange qu'on veuille donner à ceux de Berne le sel à cent dix solz le minot rendu à Seyssel seulement, mais vous avez l'exemple tout récent du sel que l'on donne à ce prix rendu à Seyssel aux Capitaines du Régiment de Molondin pour leur descompte.

Par le moyen de cette affaire du sel le Roy payera touts les ans au Canton de Berne cinquante mil livres qui ne luy cousteront que les quinze mil livres de desdommagement que sa Majesté donnera aux fermiers. Ces cinquante mil livres font justement deux censés c'est-à-dire deux années d'arrérages de ce que le Roy doit à ceux de Berne, desorte que je serois d'avis de dire dans le Traité qu'ils payeront le minot de sel, moictyé argent comptant, et l'autre moictyé en quittances de censes, sans parler de pensions qui ne sont pas si légitimement deües.

Si ce traité s'achemine lorsque le Sieur Vagner sera à Paris, il sera bon que j'en aie information à cause de diverses particularitéz qui dépendent des choses de deçà lesquelles il faudra y observer.

C'est, Monsieur, ce que j'ay creu estre nécessaire de vous représenter touchant l'affaire du sel pour laquelle le Sieur Vagner va à Paris sans l'avoir beaucoup digérée. Mais il me semble que l'on en tirera notable fruit si par ce moyen la France

s'assure un passage par la Suisse pour aller secourir Brizac et l'Alsace. Cependant je vous diray qu'il en court icy d'étranges bruicts ce qui me fait désirer avec impatience le retour de Monsieur de Bezemaut. Je seray toute ma vie avec le respect et la passion que je dois

Monsieur

Votre très-humble et très-obéissant serviteur

à Soleure ce 24 Octobre 1653. DE LA BARDE.

(receu à Chalons.)

LXXXVIII. (Pag. 140—143.)

MONSIEUR,

La lettre que je reçeus hier de vostre part estoit du 16e du mois passé qui me fait voir que vous trouvez nostre affaire de l'Alliance un peu longue; il est vray, Monsieur, qu'elle ne va pas avec la diligence que j'avois espéré, mais je vous ay rendu compte des obstacles que le retardement de nostre fonds y a apportéz. Avec cela il est incroyable combien les artifices de nos ennemis, autant près des Cantons Protestants que des Catholicques, nous donnent de difficultéz. Elles sont faites par Casate, Zweyer, Crivelli et par leurs adhærents dans la Suisse qui visent à un mesme but, qui agissent incessamment au nom de l'Empereur, de la maison d'Austriche, du Roy d'Espagne, et qui sont aidéz par les ecclésiasticques de l'une et de l'autre Religion. La raison pourquoy les ecclésiasticques ou Ministres protestants nous nuisent est que Scheneberg Boursier du Canton de Zuric est ami des Ministres de Zuric, aiant charge de la part de la Seigneurie de leur præscrire les matières sur lesquelles ils doivent prêcher, chose qui luy donne moyen de leur faire dire en chaire ce qui luy plaist. Scheneberg est beau-père de Vertmuller qui fut licentié mal à propos en 1648 ou 1649 avec Holzab et Bourcli par M. le Maréchal de Schonberg à l'instigation de Montet: ces trois Capitaines se fiants à l'autorité de Scheneberg furent en France il y a deux ans enlever les pierreries de la Couronne qu'il ont entre leurs mains, et ont menacé

de les vendre si on ne les paye de tout ce qui leur est deu. Sans cet obstacle de Scheneberg et de ces Capitaines, nostre affaire seroit faite à présent avec Zurich et autres Cantons protestants. Mais il ne faut rien espérer, ny de Zurich, ny des autres Cantons protestants que Vertmuller et Holzab ne soient payéz; le beau-père de ce dernier, nommé Hirtzel, Statalter, c'est-à-dire Lieutenant de Bourgmestre à Zuric, m'avoit donné parole de faire rendre les pierreries, si je faisois payer ce qui est deu à son gendre Holzab, à Vertmuller et à Valkirk. Depuis huict jours il a changé d'avis voulant bien me faire rendre les pierreries, mais à la charge que je les remette entre les mains du Colonel Rhan. Cela ne seroit d'aucun avantage au Roy, puisque les pierreries ne feroient que changer de main et demeureroient tousjours en Suisse, estant certain que le Colonel Rhan ne pourroit les porter hors de Zuric sans la permission de ses Supérieurs, qui ne la luy donneroient peut-estre jamais, et voudroient tenir un tel gage, jusques à un entier payement de ce qui leur est deu par le Roy. J'ay donc pensé qu'il falloit proposer à Hirtzel que Vertmuller et Holzab seulement et non Valkirk fussent payéz de ce qui leur est deu; que cela se fist en la ville de Lyon où ils porteroient les pierreries, et où il se trouveroit quelqu'un de la part du Roy pour lès recognoistre; que le Colonel Rhan s'y trouveroit aussy, s'il vouloit, pour les recevoir en dépost et les garder en France, ou pour les mettre entre les mains de quelque autre Colonel et Capitaine du consentement des autres; que comme Vertmuller et Holzab ont enlevé de France les pierreries affin d'estre payéz en leur particulier, il est juste si on les paye qu'ils les y rapportent. Je désire faire ensorte que ce payement de Vertmuller et d'Holzab nous produise aussy l'Alliance à Zuric. On m'a dit que Vertmuller est allé à Basle voir M. de Bezmaus Capitaine des Gardes de Monsieur le Cardinal, où je ne sçay ce qu'il a traicté avec luy touchant ces pierreries, mais c'est depuis ce voyage qu'Hirtzel a changé d'avis. Je sçay bien, Monsieur, que vous ne vous mettez point en peine des rodomontades du Sieur Vagner, le Roy n'est pas en estat de payer ce qu'il demande de la part

du Canton de Berne, mais il se doit contenter que sa Majesté veut en user comme le Roy Henry IV après la paix en envoyant quatre cents mil escus en Suisse pour y acquitter ses debtes avec le temps en renouvellant maintenant l'Alliance et cependant une pension par chacun an.

En attendant cela, si le Sieur Vagner a des propositions à faire qui puissent donner moyen à sa Majesté de faire mieux pour le Canton de Berne, je croy, Monsieur, que vous estes prest de les entendre. Je vous ay donné compte de la seule difficulté qui nous reste avec le Canton de Glaris, sur laquelle j'attends response de ce Canton-là. La pension de Lucerne n'est pas encore payée entièrement, celle de Fribourg doit estre payée ensuite, ce qu'il faut attendre avant que reprendre nostre négotiation avec les Cantons alliéz d'Espagne. C'est une bonne résolution, de ne point disposer sitost de la charge de Colonel des Gardes. Cela nous donnera quelque avantage pour l'affaire de l'Alliance. Sur ce je demeure pour toute ma vie avec la passion et fidélité que je dois

Monsieur

Votre très-humble et très-obéissant serviteur

à Soleure ce 2 Janvier 1654. de la Barde.

(receu le 18 à Paris.)

LXXXIX. (Pag. 146—149.)

Monsieur,

Vostre lettre du 10 est pleine de vos bontéz ordinaires à mon esgard, lesquelles j'apprends d'ailleurs plus particulièrement que de vous-mesme, j'en conserveray un éternel ressentiment puisque je n'ay pas autant de moyen que de zèle pour vous le faire cognoistre comme je désirerois par mes très-humbles services. Il n'y a plus rien, Monsieur, à résoudre par de là touchant l'affaire de l'Alliance puisque le traité fait avec le Canton de Lucerne nous servira de præjugé et de règle pour les autres Cantons, c'est à quoy je me tiendray ferme quoyque les partisants d'Espagne disent et facent au contraire. Il est incroyable

combien ils apportent d'artifice autant près des Protestants que des Catholiques pour empêcher nostre affaire, mais j'espère qu'elle se fera entièrement par la seule puissance de Dieu qui tourne les coeurs des hommes où il luy plaist, et rompt touts les obstacles de ceux qui s'opposent à sa volunté. Je ne crains que de la part de la France où si l'on n'avoit point fait de nouveauté et presté l'oreille aux avis des mal affectionnéz au service du Roy, l'affaire de l'Alliance iroit bien plus viste qu'elle ne fera. Je suis encore dans l'appréhension du mal que la Réformation peut produire, principalement dans le Canton de Zuric, qui y estant aussy mal traité et plus que dans le licentiément de 1649, j'ay peur qu'il se porte aux extrémitéz, et qu'il y attire quelques autres Cantons.

Pour empêcher cela j'ay escrit à Zuric pour faire proposer à Vertmuller et Holzab de leur donner des compagnies dans les Gardes Suisses dont j'attends response. On s'assembla Lundy et Mardy à Zuric touchant les affaires de France, dont j'attends des nouvelles, mais je ne sçay si elles seront bonnes à cause de la Réformation. Les Communes des quatre Cantons Catholicques devants s'assembler pour l'affaire de l'Alliance, cela consumera quelques jours, mais l'on ne doute point qu'elle ne se face à l'exemple du Canton de Lucerne. Pour Uri il faut laisser le Capitaine Strikker avec sa Compagnie de cent hommes en l'estat qu'elle est sans coupler personne avec luy: il demandoit qu'elle fust mise à deux cents hommes ce qui estant difficile maintenant, au moins est-il à propos de la laisser comme il est sans estre couplé. C'est à quoy je vous supplie très-humblement, Monsieur, de tenir la main, il partit hier d'icy avec mes dépesches pour faire l'Alliance dans son Canton, où luy, sa famille, et ses parents et amis sont les seuls qui sont affectionnéz à la France. Je ne vous ay pas envoyé, Monsieur, le traité original de Lucerne parcequ'il me le faut monstrer pour règle aux autres Cantons. Je vous supplie très-humblement de m'envoyer une ratiffication du traité et une de la lettre de revers; il faudra mettre l'une et l'autre soubs le contrescel. Il vous plaira m'envoyer en mesme temps la lettre patente du

oy qui est aussy une espèce de ratiffication que j'ay promise ceux de Lucerne dans deux mois.

Messieurs de Berne m'ont envoyé un deputé qui vient de rtir d'icy par lequel ils demandent que l'affaire du Baron de oppet et de Grenus soit rapportée au Conseil d'en haut, et u'il plaise au Roy qu'il ne soit touché en façon quelconque à qu'ils ont jugé entre les parties, par eux mesmes, ou par urs baillis: Ils croyent avoir jugé tout ce qui regarde la Réblique de Venize, à quoy ils désirent que sa Majesté ait gréable de ne point toucher, mais ils ne prétendent pas avoir gé ny juger ce qui regarde l'exécution du traité fait avec le iron de Coppet au nom de sa Majesté. Ils ont cette affaire à coeur que si on les désoblige en cette occasion ils en ront un très grand desplaisir et ressentiment, ce qui me fait us supplier très humblement Monsieur d'y donner ordre et le Sieur Vagner sache que j'en ay escrit avec soing.

Je vous supplie très humblement Monsieur de me pardonner j'ose vous faire parler par le Sieur Mouslier d'une affaire i n'est point publique, mais qui regarde un particulier qui me llicite il y a longtemps de faire ensorte qu'il soit receu à venir au bon chemin dont il s'etoist eloigné il y a quelque mps: C'est M. de Girolles qui a été intendant à Brizac t qui s'etoit mis du party de M. le Prince. Je seray toute na vie

Monsieur

Votre très-humble et très-obéissant serviteur

à Soleure ce 20 Février 1654. DE LA BARDE.

(receu le 5 Mars à Paris.)

XC. (Pag. 150.)

Dem Herrn Grafen d'Etrienne

Hochwohlgeborner, besonders gnediger Herr, Ewer Ex. sygen unser willige dienst mit Erbietung aller Ehren zuvor.

Demnach der gestreng vest, unser besonders getrewer Lieber Burger, Hans Heinrich Lochman, Oberster, von synes

Regiments Interesse wegen, unumbgänglich verursachet worden neher Glaryss zu reisen, hat er unss hochangelegenen Flyssen gebeten, wir Ihne auch mit Unserer Recommendation an Ew. Exc. begleiten woltend in der zuversichtlichen guten hoffnung, deroselbe erfröwlich zu geniessen: wesswegen wir nit unterlassen wollen, Ew. Exc. hiemit dienstfründtlich zu bitten, dass es Ihro grossgünstig gefalle, die treu geleistete dienst ermelts O. L. und syner mit-Interessierten auch aller übrigen unserer Houbtlüthen I. K. M. zu gnaden wohl zu recommendiren und Ihnen auch dafür erfröwliche satisfaction zu vermitlen helfen, sy auch gemeinlich, und gedachten O. L. sonderbar noch ferner in grossgünstiger recommendation zu halten und gegenwärtiger unserer intercession würklich geniessen zu lassen, welche verhoffende grossgünstige willfahr von den Unsern wegen uns auch höchlich befröwen und verobligieren wirt, dargegen Ew. Ex. auch ferner alle angenehme fründtschaft zu erwysen. Benebens den Allerhöchsten für dero beharrliche wohlfahrt hertzlich bittende.

Datum den 11 Martii 1654.

Ew. Exc. dienstwillige
Bürgermeister und Rath der Stadt Zürich.

avec un sceau.

XCI. Pag. 153—159.)

Monsieur.

La raison pour laquelle j'ay proposé que Messieurs de Berne donnassent la quittance de la pension annuelle qui leur doit estre payée en faisant l'Alliance, pour partie du payement du sel de France qui leur sera fourni, a esté pour éviter que les Cantons de Fribourg et de Soleure demandants au Roy quelques quantité de sel comme Messieurs de Berne au mesme prix de cinquante sols le minot argent comptant et cinquante sols en quittances des seules censes que le Roy leur doit, sa Majesté se trouvast chargée, par exemple pour le Canton de Fribourg, de la despense de la pension annuelle de vingt mil livres

et outre cela du desdommagement qu'il faudra donner au fermier, pour ce que le prix du minot de sel excède les cinquante solz que Messieurs de Fribourg en donneroient argent comptant. Au lieu que si Messieurs de Fribourg doivent fournir pour partie du prix du sel qui leur sera fourni, la quittance de leur pension, le Roy ne sera chargé que de la despense du desdommagements qu'il faudra donner au fermier pour la plus value du minot de sel au-dessus de cinquante sols argent comptant. Si Messieurs de Fribourg désirent avoir dix mil minots de sel, le prix se montera à raison de cent solz le minot à cinquante mil livres, dont ils payeront le moictyé argent comptant qui sont vingt cinq mil livres: Et si pour l'autre moictyé ils fournissent des quittances de cense seulement, il faudra premierèment que le Roy desduise ou paye au fermier, sept mil cinq cents livres, parceque le fermier ne peut donner les 10 mille minots de sel qu'à trente deux mil cinq cents livres dont Messieurs de Fribourg payeront seulement 25,000 livres, et outre cela le Roy sera obligé de payer à Messieurs de Fribourg la pension annuelle qui est de vingt mil livres. Ce seroit donc en ce cas vingt sept mil cinq cents livres que le Roy despenseroit touts les ans pour le Canton de Fribourg.

Au lieu que si ce Canton fournit la quittance de la pension qui est de vingt mil livres, et une de cinq mil livres sur les censes qui luy sont deves, le Roy ne fera despense touts les ans, pour le Canton de Fribourg, que des sept mil cinq cents livres qu'il faut payer ou desduire au fermier pour son desdommagement comme j'ay dit cy-dessus, et espargnera à ce compte 20 mille livres par an d'argent comptant. Je sçay bien que cela n'est que différer le payement de ce qui est deu au Canton de Fribourg pour les censes, mais il me semble que c'est beaucoup de remettre à une meilleure saison le payement des grandes sommes deues aux Suisses. C'est la mesme chose pour le Canton de Soleure, et je n'estime pas que d'autres Cantons veuillent avoir de sel de France. Il est bien vray qu'il est à propos de ne faire aucun fonds fixe pour les pensions des Cantons, aussy celuy du sel ne sera pas plus fixé que ceux

que l'on met entre les mains des trésoriers, puisque l'on peut aussytost divertir ce fonds du sel qu'un autre fonds, quoyque cela seroit très mal. Si les Cantons de Fribourg et de Soleure ne trouvent pas leur compte à prendre du sel de France en donnant les quittances de la pension annuelle pour partie du prix cela ne sera pas mal àpropos, et on sera quitte envers eux en leur payant la pension annuelle, sans estre obligé à un desdommagement au fermier pour du sel. Mais si M. le Surintendant vout bien, outre la despense de la pension annuelle argent comptant, faire une despense extrordinaire de sept mil cinq cents livres annuellement pour chacun des Cantons de Soleure et de Fribourg, qui reviendra à quinze mil livres pour les deux, affin d'acquiter le Roy envers eux de sommes notables pour les censes qui leur sont deues, j'en suis d'accord, et je le trouve très juste et très àpropos. Si ceux de Fribourg et de Soleure demandent plus de dix mil minots de sel chacun annuellement il faudra que le Roy donne un plus grand desdommagement au fermier. Je ne doute point que Grim et Vallier ne demandent à leurs Supérieurs un pouvoir de faire en France, pour le Canton de Seleure, le mesme traité que le Sieur Vagner a fait pour le Canton de Berne; et c'est pour cela que je propose d'obliger Messieurs de Berne de donner la quittance de la pension pour partie du prix du sel, affin que cela face conséquence pour Soleure et Fribourg. Mais pour ce qui est de ces deux Cantons, ils ne peuvent pas fournir la quittance entière de leur pension, d'autant que par exemple à Soleure les seigneuries pour la pension qui est de 18,500 Livres ne donnent quittance que de six mil huict cents livres, et du surplus chaque particulier qui reçoit sa pension en donne sa quittance; desorte qu'en traictant avec Grim et Vallier, il faudroit stipuler qu'outre les vingt cinq mil livres faisants la moityé du prix des dix mil minots payables par eux au fermiers, ils mettroient entre les mains du trésorier des Ligues, unze mil cinq cents livres pour le payement de la pension à distribuer aux particuliers de Soleure, ensemble les quittances de six mil huict cents livres de la Seigneurie, et les quittances sur les censes le tout

jusques à la somme de vingt cinq mil livres. Avec le Canton de Fribourg il faudra traiter de mesme sorte, excepté ce qu'ils y a de diversité pour les pensions du public et des particuliers ce qui se peut mieux ajuster icy qu'à Paris, où je crains mesme que quelques formalitez nécessaires ne soient pas observées en l'affaire de M. Vagner. Il est plus àpropos que je ne vous puis dire, Monsieur, qu'elle soit conclue, mais avec la clause qu'elle n'aura lieu que l'Alliance se faisant avec le Canton de Berne, sans autres conditions pour ce qui est de l'argent que celles du traité qui aura esté fait avec M. Vagner, ce qui est conforme à la proposition qu'il fist en 1650, dont la coppie est entre les mains du Sieur Mouslier. Le Canton de Zuric porte tousjours les affaires à l'extrémité par l'indignation qu'il a du dernier licentiement et de celuy de 1649. Ce qui va si avant que les Espagnols croyent qu'il y a jour pour eux a desbaucher ce Canton et les autres Protestants, à quoy ils travaillent maintenant. Si on avoit pris mon avis sur l'un et l'autre licentiement, les affaires ne seroient pas reduites à ce point. Le Canton de Berne pour parvenir à son affaire du sel m'avoit fait sentir qu'il se porteroit aux mesmes sentiments que ceux de Zuric. A présent que cette affaire est faite je ne doute point qu'il ne soit à nous. Cependant les petits Cantons se voyants soustenus de ceux de Zuric et de Berne, qui sont les deux plus puissants Cantons de la Suisse, s'estoient déstachez de leur Chef qui est Lucerne par les pratticques du Colonel Zweyer qui les avoit aussy animez sur la dernière Reformation, mais le Canton de Berne estant content, j'espère ramener les autres et mesme Zuric au bon chemin. Pour cet effet il nous faut le supplément des fonds de 1652 et 1653, un fonds semblable pour cette année 1654, ce qui est nécessaire pour surmonter les efforts que les Espagnols font contre nous près des Protestants aussy bien que près des Catholiques. Il m'a fallu faire payer la pension au Canton de Soleure, ce qui doit estre restably par le moyen du fonds que l'on nous fera pour cette année. J'ay fait estat que l'Alliance estant commencée avec les Cantons on envoyeroit touts les ans trois cents mil livres en Suisse, soit pour l'entre-

tenir en cas qu'elle fust faite avec touts les Cantons, soit pour continuer à la négotier et faire avec ceux qui n'y sont pas encore entrez. C'est ce qu'on ne peut trouver desraisonnable puisque, depuis que M. Vialar fust envoyé icy en 1633 jusques à ce que j'y sois venu, le fonds annuel pour la Suisse a esté de quatre cents mil livres, qui y ont esté envoyez presque toutes les années, excepté les dernières de l'ambassade de M. de Caumartin. Cela est d'autant plus nécessaire que je prævoy que les Cantons n'entreront point dans l'Alliance qu'ils ne reçoivent autant que Soleure et Lucerne dont le premier a receu la pension qui luy estoit deue pour cette année selon nostre traité, outre que les Protestants ont de grandes prætentions sans lesquelles ils ne feront point l'Alliance: Particulièrement quand ils sçauront que le Roy payera à Messieurs de Berne cent cinquante mil livres par an pour leurs censes et la pension annuelle, joint que Messieurs de Berne se sont engagez à ne point faire l'Alliance que conjoinctement avec eux et après qu'ils seront satisfaits. Mais s'ils ne se veulent contenter de ce qui est raisonnable, je veux espérer que Messieurs de Berne passeront outre et feront l'Alliance séparement, à quoy il seroit bon de les obliger positivement par le traité qui sera fait avec M. Vagner. Sur ce je vous supplie très-humblement de croire que je seray toute ma vie

Monsieur

Votre très-humble et très-obéissant serviteur

à Soleure ce 22 May 1654. DE LA BARDE.

(receu à Paris le 14 de Juin.)

XCII. (Pag. 161.)

Durchleuchtigster etc.

Ew. K. M. durch disses unsser Schreiben zue behelligen undt mit gehorigem respect demüetigst zue erinnern, khönen wir nit umgang nehme dessen so Anno 1650 vermitlest unsserer dorthin verordneter Ehrengesandte entzwüschet E. K. M. Ministres und Unserer Nation Dienenden und in Diensten gewesten

Obersten und Hauptleuthen nit allein zu Pariss und hernach zue Poitiers accordiert undt verglichen, sondern darüber auch durch dero bestelte Sollicitanten werkhstellig zue machen versprochen worden, welches alles dero Ministris annoch in frischen Angedenckchen sein wirdt. Wann nun aber bissdahin die Effecten angeregter Tractaten nit allein nit völlig erfolget, sondern nit wussendt auss wass Hinderung hinderblieben sindt; — Alss habent bey E. K. M. wir auff bey diser unsserer Versamblung bestendiges Begehren und Anhalten obangezogener unserer Obersten und Hauptleuthen zittlich einzuekhommen, nit underlassen sollen; Sie hiermit dienst-fründt-und angelegentlichst Ersuchend, die geruehen gndst vermitlest dero k. Befelch zue verordnen, dass der obgemeldten Tractaten undt versprechungen dermalen würklicher Folg und Abstattung geschehen thue — Unndt gleich wie umb dero k. Gndste willfahr über disses Unssers billiches Begehren wir verhoffen thuendt — Also werdendt unssere herrn Obern undt wir ein solches gegen E. K. M. mit unsserem dero angenehmben und auffrichtigen willigsten Diensten möglichster massen zue beschuldigen beflissen sein, Gott pittendte, dass E. K. M. in seiner gnadenreichen protection und allem k. wohlergehn prosperirn und erhalten wolle. Datum die Unser aller Namen mit U. L. u. getr. L. V. der Hr. Bader zu E. Hauptmann, Joh. Franc und Schmidt, Ritter Altsekkelmeister und des R. zue Ury Innsigell verschlossen den 15 July 1654.

Ew. k. m.

demüetigste

Von Stätt und Landen der 13 Ortte etc.

XCIII. (Pag. 163—165.)

Monsieur.

Je voy bien qu'il faut attendre que le Roy soit de retour à Paris conformément à la lettre qu'il vous a pleu m'escrire du 6 ou que le Conseil soit tout rejoinct à sa Majesté pour avoir résolution sur le mémoire que je me suis donné l'honneur de

vous envoyer. Cependant je ne puis avancer l'affaire de l'Alliance, parceque j'ay peur de demeurer court pour le payement de ce que j'ay promis, ne pouvant plus rien tirer de Zuric: Je ne laisse pas de préparer les choses, mais comme je fais entendre à chaque Canton qu'en m'apportant nostre traité scellé je luy donneray comptant ce que j'ay offert, si j'y manquois cela seroit capable de decréditer icy les affaires du Roy, en telle sorte qu'il y auroit ensuite très grande peine à les restablir. Je vous supplie très humblement Monsieur de ne vous point impatienter et de tenir la main aussy à ce que les autres ne s'impatientent point touchant cette affaire de l'Alliance, à laquelle il n'y a rien de plus contraire que l'empressement qui ne fera pas haster les Suisses d'un pas, mais qui ne serviroit qu'à leur faire augmenter leurs prétentions, et à les faire tenir ferme sur les facheuses conditions qu'ils nous veulent imposer. Je croy que les Cantons Protestants et Fribourg ont escrit au Roy et à S. C. pour demander satisfaction sur ce qui leur est deu et sur leurs prætendus griefs. Sur cela et sur toutes autres choses qu'ils peuvent avoir escrites, ou qu'ils escriront à sa Majesté il vous plaira ne leur respondre rien de positif, mais seulement en créance sur moy m'envoyant les responses de sa Majesté qui seront au surplus pleines de tesmoignages de bienveillance Royale vers les Cantons.

Je suis obligé de vous dire nettement Monsieur que je juge impossible de conserver celuy de Zuric dans l'affection de la France, si on ne donne au Colonel Vertmuller ou à quelques autres de ce Canton la charge de Colonel des Gardes Suisses: Si cela ne se fait, ceux de Zuric s'attacheront aux Anglois ou aux Epagnols, ou à touts les deux qui les recherchent avec grand soing, ou au moins ils n'entreront point dans l'Alliance, mais nous nuiront en toutes occasions ce qui est de très grande conséquence à cause du premier rang que ce Canton tient entre les autres. Je sçay qu'il fascheux de donner cette charge à un Protestant et que tout le monde y repugne par de là, ce que je fais aussy par-déçà, mais c'est une nécessité qui n'admet aucune loy ny raison. Puisque l'on confie depuis assez longtemps à

M. de Turenne les principales forces du Royaume il me semble que l'on peut bien confier le régiment des Gardes Suisses à un homme de mesme Religion pour cette fois. On peut bien s'excuser de donner la charge de Colonel des Gardes Suisses à Vertmuller, par ce qu'il n'est pas de ce Corps, mais à Rohnn ou à Locman il est impossible de s'en deffendre, particulièrement à Rohnn qui est antien Capitaine dans le Corps. J'ay proposé à Monsieur le Tellier de faire un second Regiment des Gardes Suisses pour le Colonel Vertmuller, si on juge que cet expédient se puisse prattiquer: Mais si on ne contente Messieurs de Zuric sur ce point il ne faut pas espérer de rien faire avec eux, au contraire nous les perdrons, estants desjà très aliénez par le licentiement de 1649 et par le dernier de cette année dont l'on est obligé à celuy qui les a procurez l'un et l'autre. L'affaire de Berne touchant le sel ne s'avance point on y attend Mignot l'un des associez en la ferme des Gabelles de Lyonnois: Je trouve très ridicule qu'un fermier du Roy vienne comparoistre au Conseil de Berne comme si c'estoit celuy de sa Majesté pour y faire ses commissions, y donner caution, et faire choses semblables; si la ratiffication du traité de cette affaire du sel ne m'est envoyée, souvenez vous s'il vous plaist Monsieur qu'il sera exécuté sans que l'Alliance se face par le Canton de Berne avec le Roy; il y a quelque chose dans cette affaire qui la met au dessus de toutes les règles de la raison et de la bienséance.

Peut être que l'affaire du sel ne se fera point à Berne pour les raisons que je vous ay représentées par ma dernière lettre, mais si elle se fait, il est absolument nécessaire Monsieur que j'aie la rattification du traité fait avec le Sieur Vagner, autrement en trouvera moyen de faire cette affaire du sel sans qu'elle soit utile à celle de l'Alliance. Sur ce je vous supplie très-humblement de croire que je seray toute ma vie

Monsieur

Votre très-humble et très-obéissant serviteur

à Soleure ce 21 Aoust 1654. de la Barde.

XCIV. (Pag. 167—169.)

Monsieur.

Je viens d'avoir avis qu'il y a eu grand bruit à Berne et grande confusion sur la proposition que j'y ay faite selon le Mémoire qui vous aura esté presenté de ma part: Touts les bons et sages du Conseil et du peuple estoient d'a vis que l'on deputast icy vers moy pour en traiter, mais le Sieur Vagner par un tumulte estrange excité dans la populace l'a empeché, disant comme il est vray que je n'ay point pouvoir du Roy de traiter de cette affaire: Que l'on n'avoit aucune confiance en moy à la Cour: Que pour marque de cela on ne m'avoit point envoyé la ratiffication de son traité: Que touts les Ministres y avoient part et par conséquent qu'on n'avoit garde d'exécuter ma proposition. Que ce n'estoit qu'un artifice pour divertir son traité et autres choses semblables. Surquoy chacun estant entré en contestation et le tumulte estant devenu grand, l'Avoyer Grafferier est sorty du Conseil protestant de la violence avec laquelle on agissoit en cette affaire et de l'indignité avec laquelle on parloit d'un Ambassadeur du Roy qui avoit fait une proposition très avantageuse à leur républicque. Le Boursier de Vert, Le Banderet Fischin et autres ont esté dans le sentiment de l'Avoyer, mais ils sont demeurez dans le Conseil pour y soustenir le bien public le mieux qu'ils pourroient. Pour moy voyant que je n'estois point muny de pouvoir du Roy et que cela avoit esté allégué par le Sieur Vagner, je n'ay pas peu pousser mon affaire, aiant esté conseillé de différer jusques à ce que j'en aie un. Mais aussystost qu'il sera arrivé, touts les gens de bien me promettent de ranger le Sieur Vagner à la raison et désirent ardemment que ma proposition ait lieu, moyennant quoy ils espèrent que nous ferons l'Alliance.

Si j'avois eu la ratiffication du traité du Sieur Vagner, c'eust esté un suffisant aveu pour traiter sur ma proposition; je m'estonne que cette ratiffication ne m'a esté envoyée puisque S. E. m'a mandé par deux fois qu'elle y consentoit.

Je vous supplie donc très humblement Monsieur qu'elle me

soit enfin envoyée, ensemble le pouvoir de traiter avec Messieurs de Berne pour leur faire fournir annuellement 20 mille minots de sel pour estre payez par eux en quittances des sommes que le Roy leur doit, selon et aussy qu'il sera convenu entre moy au nom de sa Majesté et eux. Cependant vous pourrez respondre s'il vous plaist Monsieur à la lettre que Messieurs de Berne envoyèrent pour le Roy Samedy dernier, dont un courrier dépesché par le Sieur Vagner a esté le porteur et qui a esté fabriquée par luy avec le Secrétaire de Berne qui est son ami: Que l'on m'a envoyé la ratiffication du traité qu'il a fait, laquelle sa Majesté est contente que je leur délivre, mais qu'elle désire auparavant voir les effects des promesses que le Sieur Vagner a faites qu'ils se porteroient à l'Alliance: Que mesme sur ce que j'ay représenté à sa Majesté qu'ils ne vouloient accepter le traité du Sieur Vagner que pour la moityé du sel qui y est speciffié et qu'il leur estoit a chargé de payer au fermier des Gabelles de Lyonnois une somme considérable pour avoir cette moityé, sa Majesté agrée de leur donner 20 mille minots annuellement selon que je leur ay proposé sans en payer aucun argent, en la manière que je leur feray entendre: Qu'il sera donc à leur choix, ou d'exécuter le traité du Sieur Vagner, ou d'accepter les 20 mille minots: Qu'en acceptant par eux le traité du Sieur Vagner, l'intention du Roy est que les Capitaines Grim et Vallier fournissent pour la moityé du prix des 25 mille minots que Messieurs de Berne leur cèdent des quittances des sommes deües au Canton de Berne selon le traité du Sieur Vagner, affin que leur républicque en reçoive toute l'utilité mais qu'en acceptant l'une du l'autre affaire, comme sa Majesté leur donne une très considérable satisfaction, elle se promet aussy de leur affection le renouvellement de l'Alliance.

Je serois bien aise que dans le pouvoir que je demande il y eust que je pourray traiter avec Messieurs de Berne pour autant d'années qu'il sera besoing pour acquiter les sommes principales et censes, que sa Majesté leur doit pour argent presté et autres debtes de telle nature. Il s'agit Monsieur en cette affaire du service du Roy et de ne laisser pas traiter un ambassa-

de sa Majesté de la façon que les Sieur Vagner me traitent
n luy a donné la hardiesse en me soustraiant entièrement
e du sel, et ne m'en envoyant point la ratiffication. Vous
Monsieur les merveilles qu'une si raisonnable conduite
it. Et cependant je demeure pour toute ma vie avec toute
sion et fidélité que je suis obligé
Monsieur

Votre très-humble et très-obéissant serviteur
leure ce 17 Decembre 1654. DE LA BARDE.
(receu à Paris le 22.)

III.

CORRESPONDANCE

DU

PAPE FELIX V (AMÉDÉE VIII)

ET

DE SON FILS, LOUIS, DUC DE SAVOIE,

AU SUJET DE LA LIGUE DE MILAN ET DE L'ACQUISITION DU MILANAIS. (1446 — 1449.)

COMMUNIQUÉ

PAR

Mr. E. H. GAULLIEUR

A GENÈVE.

(D'après les manuscrits originaux et inédits conservés aux archives de Genève.

Il y a précisément quatre siècles, que l'histoire de la haute Italie offrit un moment presqu'en tous points pareil à celui qu'elle vient tout récemment de nous présenter. Ce fut au milieu du quinzième siècle, à la mort de Philippe Marie, Duc de Milan, de la famille Visconti. Ce prince décéda au chateau de Portazobia, le 13 août 1447, sans laisser d'héritiers directs. Alors s'ouvrit cette fameuse succession du duché de Milan, l'un des faits capitaux du commencement de l'histoire moderne, celui qui amena les Francais en Italie, qui détermina la lutte si longue et si acharnée de l'empereur Charles Quint et du roi François Ir, et qui finit par assurer dans la Péninsule cette influence germanique et autrichienne qui domine encore aujourd'hui notre époque.

Après le décès du Duc Philippe Marie, ce bel héritage du Milanais fut disputé comme une proie par l'Empereur d'Allemagne qui le revendiquait à titre de fief de l'empire; par Alphonse roi d'Arragon, qui y prétendait comme héritier testamentaire du dernier Duc; par Charles, duc d'Orléans, qui se présentait comme plus proche parent par sa mère, Valentine Visconti; par le fameux condottiere François Sforze, comte de Cotignola, comme mari de Blanche Marie, fille naturelle du duc Philippe-Marie; et enfin par la duchesse douairaire, sa veuve, fille d'Amédée VIII, duc de Savoie et ensuite pape, élu par le concile de Bâle, sous le nom de Felix V.

»Les Milanais à leur tour, dit Guichenon[1]) résolurent de »se mettre en liberté et de s'ériger en République. Le duc de »Savoie de son côté ne s'endormit point et se saisit de Ro»magnan, de Vigeve, de Conflans et de Valence sur le Pô. Les »Vénitiens, appréhendans que les Français venant en Italie, et »s'unissant avec les Savoisiens, ne se rendissent maîtres de la »Lombardie, sous prétexte de secourir Milan, s'accomodèrent »avec Sforze et lui donnèrent des troupes sous le commande»ment de Barthélemy d'Alviane, capitaine renommé, jugeant »qu'il était plus à propos pour l'intérêt de la république de »Venise, que le duché de Milan demeurât en la main d'un »prince faible qui aurait toujours besoin d'eux, que d'un plus »puissant qui les tiendrait en crainte et leur porterait ombrage.«

La noble cité de Milan, encore remplie de ses souvenirs de liberté, voyant tant de compétiteurs empressés à fondre sur elle, essaya de démêler si parmi tant d'interêts divers et opposés, qui se heurtaient et se croisaient, il n'y aurait point quelque intérêt qui pût sympathiser avec son désir d'affranchissement. Ses magistrats municipaux crurent que l'alliance de la maison de Savoie pourrait lui être utile, et que moyennant des concessions de territoires du côté du Novarrais, le duc Louis consentirait peut-être à les protéger d'une manière efficace.

---

[1]) Histoire généalogique de la maison de Savoie. Tome II p. 84 de l'edition de Turin 1778.

Le crédit de ce prince paraissait d'autant plus important à acquerir, qu'il se renforçait de la puissante influence de son père, Amédée VIII, jadis Duc règnant, puis solitaire fastueux à Ripaille, puis enfin investi de l'autorité pontificale par le Concile siégeant à Bâle en ce même moment.

Le duc Louis de Savoie, sondé habilement par des citoyens influens de Milan, du vivant même du Duc Philippe Marie Visconti, au sujet de cette ligue à contracter, s'empressa de donner les mains à l'union projetée. Il vit dans cet accord la réalisation des plans combinés dès longtemps par les politiques de sa famille pour asseoir la domination de la maison de Savoie dans toute la haute Italie. En conséquence, dès le mois de novembre 1446, il s'empressa de déléguer un fondé de pouvoirs, André Malet, pour signer avec les Capitaines et défenseurs des libertés de la ville de Milan un traité provisoire et éventuel d'alliance défensive et offensive, qui devait recevoir son exécution au moment même de la mort du Duc de Milan, regardée comme très prochaine.

Cependant les autres intéressés ne demeuraient pas inactifs, et se disposaient à disputer vivement à la maison ducale de Savoie l'influence et la suprématie dans le Milanais. Le roi de France Charles VII, qui dès longtemps soupçonnait et surveillait les projets ambitieux de la cour de Turin, entra le premier dans la lice. Le 3 du mois de septembre de l'année 1447, par conséquent dès le jour même où la mort du duc de Milan lui fut officiellement notifiée, ce monarque écrivit de Bourges pour recommander au duc Louis de Savoie les droits du duc d'Orléans sur le Milanais. Il n'a pas l'air de mettre en doute le désintéressement du duc de Savoie et son empressement à servir les prétentions du duc d'Orléans. C'est par cette lettre de Charles VII que s'ouvre le recueil précieux pour l'histoire dont nous avons entrepris l'analyse et le dépouillement. C'est donc le cas, avaut d'entrer en matière, de donner quelques détails sur le contenu de ce dossier inédit.

Il faut savoir que l'abdication d'Amédée VIII, quand il quitta la couronne ducale pour revêtir la robe fautastique

d'abbé de Ripaille, avait été plus apparente que réelle. Soit que le maniement des affaires publiques fut devenu pour lui un besoin, soit qu'il se méfiât de l'aptitude de son fils, le duc Louis, qui était loin de posséder son expérience et qu'on disait dominé par une coterie de courtisans et par la duchesse, la belle Anne de Chypre, Amédée VIII, de fond de sa somptueuse retraite, continua d'exercer une active surveillance dans les affaires du gouvernement ducal. Quand il eut été investi de l'autorité papale par le concile, cette surveillance redoubla, et la responsabilité immense qui pesait sur le pontife, en présence des complications du schisme, parut le pénétrer plus profondément encore du sentiment des devoirs qui le liaient à ses anciens sujets de l'un et de l'autre côté des Alpes.

De son côté le duc Louis, tant par déférence filiale que par un sentiment de son infériorité vis à vis de l'expérience d'Amédée, ne prenait aucune décision sans le consulter préalablement. Il y avait, on peut le dire, deux gouvernements dans les états de la maison de Savoie, l'un à Turin, à la tête duquel était Louis, souverain titutaire, et l'autre sur les bords du Léman, à la cour quelque peu ambulante du pontife Amédée, tantôt à Thonon, tantôt à Genève ou à Lausanne. Cette dernière direction, bien qu'honoraire, était toute puissante dans les affaires de quelqu'importance, et l'échange des courriers et des messagers était incessant et journalier sur l'un et l'autre revers du Mont-Cenis. On concoit donc que pour un objet aussi capital que celui de l'intervention de la puissance savoisienne dans la question si délicate et si compliquée de la succession de Milan, le duc Louis ne se fit pas faute de consulter son père, dans la triple qualité de chef de la famille régnante, de politique rompu à toutes les transactions diplomatiques par la pratique d'un règne long et glorieux, et aussi de père de tous les chrétiens. Les lettres échangées entre le père et le fils, durant toutes les péripéties de cette grande affaire de Milan, existent en original aux archives du Canton de Genève. Elles ont été réunies en un volume par les soins de M. Sordet, ancien archiviste, et jusqu'à présent, par un concours

le circonstances fortuites, leur contenu n'est point parvenu à la connaissance du public[*]). Appelé à en faire une copie intégrale et littérale, pour un savant Italien qui veut les publier comme un document important de l'histoire de son pays, nous avons cru qu'un extrait de ce volumineux recueil, dans lequel on se bornerait à mentionner seulement les points qui ont trait à l'histoire de Genève et de la Suisse, serait accueilli avec quelqu'intérêt. Tel est le but que nous nous sommes proposé.

Le recueil conservé aux archives de Genève s'ouvre par la lettre du roi de France, Charles VII, *à son très cher et très amé cousin le duc de Savoie*, dont nous avons fait tout à l'heure mention:

»Notre très cher et très amé frère le Duc d'Orleans (écrit »le monarque français) à présent Duc de Milan pour le décès »du feu Duc son oncle, qui est naguères allé de vie à trespas, »comme son plus prochain hoir, se est tiré par devers nous, »et nous a bien exprès fait dire et remonstrer le bon droit

[*]) Le recueil des lettres du Pape Felix V (Amédée VIII) et de son fils, Louis, duc de Savoie, forme un volume de 322 pages in folio, coté No. 24, *affaires étrangères*, aux archives du canton de Genève. Les pièces sont la plupart en original, ou des copies authentiques et des minutes, toutes du temps. Les lettres du Duc Louis, toutes paraphées, mais dont les sceaux ont disparu, portent cette souscription: „*A notre très sainct Père, mon très redoubté Seigneur.*“ Les réponses du pape Felix V sont les minutes même sur lesquelles ont été dressées les dépêches qu'il faisait expédier de Genève ou de Lausanne à Turin à la cour ducale. Les écritures de toutes ces pièces sont du temps, et le papier porte les filigranes des fabriques d'Allemagne et d'Italie dans la première moitié du XV[e] siècle, comme la tête de boeuf, l'agnus, la grappe etc. Avant d'entreprendre la copie de ce dossier nous avons consulté les hommes les plus compétens en fait d'histoire de la Suisse et du Piémont.

M. le baron de Gingins-la-Sarraz ayant bien voulu nous donner quelques renseignemens sur ce manuscrit, dont M. le chevalier Cibrario, senateur du Royaume de Sardaigne, devait avoir en connaissance et duquel il a même cité quatre pièces dans un ouvrage publié en 1833, nous nous sommes adressé à cet historien éminent de la maison de Savoie. M. Cibrario, dans une lettre datée de Turin, 7 mai 1850, a

»qu'il ha au dit Duché de Millan. En nous humblement sup»pliant comme à son souverain Seigneur et au chef de lostel »dont il est issu, et pour lequel il a soutenu si longue prison »en Angleterre et souffert tant de pertes et de dommaiges, de »le vouloir soutenir et favoriser, et luy donner confort, con»seil et ayde. Lesquelles choses, tant pour considération de »ce que dict est, comme pour ce que nature et bonne rayson »veullent, lui avons accordées et consenties.«

»Et pour ce que pour parvenir aux choses dessus dictes, le »dit duc a besoin de soy ayder de tous ceux qui peuvent en »la ditte matière, et que estre prochain voysin des marches »dessus dictes, et savons certainement que y pouvez beaucoup »finer et ayder, et aussy pour ce que vous estes descendu de »lostel d'où est notre dict frère, et devez ètré plus enclin à le pouvoir soutenir et ayder, Nous vous signifions notre vouloir »et intention touchant la dite matière Nous espérons donc qu'il »demeurera paisible successeur et possesseur du dit Duché, »vous priant que vous ne lui donniez aucune destourbance ou »empeschement.«

---

bien voulu nous répondre ce qui suit: „En 1833 j'ai obtenu du gouvernement de Genève communication pour six mois du volume manuscrit contenant les lettres du Pape Felix V et du Duc Louis, son fils, au sujet de la guerre de Milan. Je l'ai fait copier pour la commission historique qui la prêtée au marquis de St. Thomas (décédé depuis) entre les mains duquel il parait s'être égaré. Je n'ai donc pu en faire usage dans aucun de mes ouvrages, pas même dans le IV[e] volume de mon histoire de la monarchie de Savoie dont le manuscrit n'est pas achevé, et qui, à cause de mes occupations politiques, ne pourra paraitre de si tôt.« Mr. le marquis de Costa de Beauregard, à Chambéry, que nous avons aussi consulté, nous a fait l'honneur de nous répondre entr'autres:

„Je pense que les traités et négociations qui font partie de ce dossier, existent à Turin, mais quant aux lettres originales qui leur servent de commentaires et d'explications, elles sont sans doute inconnus et d'un grand intérêt. Elles jeteront beaucoup de jour sur cette agrégation projetée du Milanais aux Etats de Savoie, si malheureusement et si maladroitement manquée par le duc Louis.«

»âme, en ce que possible vous sera, lui veuillez bailler »ayde, conseil et confort. Car contre tous ceux qui en son bon droit le voudroient mollester, perturber ou empescher, nostre intention est de le soutenir et favoriser par toutes manières à nous possibles.«

»Donné à Bourges, le troisième jour de septembre de l'année M. CCCCXLVII.«

Il n'est pas difficile de reconnaître dans cette missive royale les caractères d'une injonction. Le roi de France, sous couleur d'assurer les droits du Duc d'Orléans, donne clairement à entendre à son inférieur dans la hiérarchie des souverains, le duc de Savoie, qu'il ne verrait pas de bon oeil ce prince doubler sa puissance territoriale par l'acquisition du Milanais, quand bien même cette augmentation de puissance serait déguisée sous la forme d'une restauration de la République de Milan. Dejà à cette époque, on se méfiait des alliances entre un prince et une cité jalouse de ses libertés et de son indépendance. Au reste il était trop tard pour arrêter le Duc Louis dans la marche qu'il s'etait proposé de suivre de concert avec les Milanais. Dès le mois de Novembre 1446 (le 17ᵉ du mois) il avait signé avec eux le traité provisoire dont nous avons parlé. Ce traité fut confirmé, par un autre rédigé dans une forme plus solennelle le 3 de may 1448.

Dans cette nouvelle stipulation, dont le manuscrit des archives de Genève contient une copie textuelle, on voit figurer, d'un côté, pour le Duc, son cousin Louis, maréchal de Savoie, seigneur de Raconys, et les conseillers Merlot et Anthoine Colomyer, et d'autre part Thomas Morone et Nicolas Alucubolus, mandataires des Magnifiques Capitaines et défenseurs des libertés de la cité de Milan, agissant au nom de toute la communauté des citoyens. Les deux parties s'allient par un contrat solennel. Elles promettent de se secourir mutuellement contre leurs ennemis réciproques. Le secours que chacune d'elles doit fournir est fixé à mille cavaliers et autant de fantassins, bien armés (*bonarum gentium armigerarum*), à fournir dans l'espace de quarante jours et pour la durée de trois mois.

Si ce secours est fourni à la ville de Milan par la partie des etats du Duc qui est par delà les monts, on ajoutera dix jours à cause de la distance *(quia longius iter gentes facture essent)*. De part et d'autre il est nommé des conservateurs de ce traité qui seront arbitres en cas de conflit[3]). Si le besoin l'exige le secours réciproque pourra être porté jusqu'à quatre mille hommes. Les conquêtes seront faites en commun. Les châteaux, terres et villes du feu Duc de Milan, qui se trouvaient en la possession du duc de Savoie au moment du décès de Louis Marie Visconti, continueront à rester dans ces mains pendant la durée de ce traité *(durante præsenti intelligenciâ)*, qui est fixée à vingt cinq ans.

Immédiatement après la conclusion de cette ligue, qui plaçait le duc de Savoie dans une position nouvelle et dangereuse vis-à-vis de tous les prétendans à la succession du Milanais, il dépêcha un envoyé à son père, le pape Felix V, qui était alors à Lausanne tout occupé des affaires du schisme et du concile de Bâle qui se terminait péniblement sur les bords du Léman. Le prudent pontife fut d'abord effrayé de l'immense responsabilité qu'assumait le duc Louis. Il se méfiait, non sans cause, de la capacité et des ressources de ce prince pour une si grande entreprise. Neanmoins, comme il était trop tard pour reculer, Felix se contenta de recommander à son fils la plus grande prudence ainsi que la plus grande diligence »pour amasser argent par de là les monts« (c'est-à-dire en Piémont). Si les subsides ordinaires ne suffisent pas pour les frais de la guerre, qui est inévitable en présence d'intérêts si divers, que le prince engage la Gabelle de Nice. »Et aussy que mon dit Seigneur »le Duc et Madame baillent tout l'or et l'argent qu'ils pourront »finer, et engaigent et vendent leurs joyaux de par de là, et

---

[3]) Au lieu de prendre comme dans les temps modernes, des souverains étrangers pour garants des traites, on nommait des Conservateurs de la paix (*Conservatores pacis*) qui étaient les feudataires des contractans, et qui s'obligeaient parfois à se déclarer contre leur propre Seigneur s'il violait le traité.

»s'ils ne trouvent des prêteurs de par de là, qu'ils les envoient »à Genève, et notre Saint Père trouvera par son crédit qui leur »prêtera. Et de plus, de l'hostel de mon dit Saint Père pourront aussi prêter les cardinaux de Chypre, de Varambon et d'Arcy [*]), Perrin d'Antioche, le prieur de Romainmostier, messire Jean de Prex, le seigneur de Divonne, messire Pierre de Grolée, Jehan Chaboud, fils du président, Estienne Rosset etc. Et si mon dit Seigneur le Duc commence à monstrer sa bonne volonté par effet, mon dit Saint Père ne lui fauldra point. Sur tout qu'il assure son fait avec les Milanais, lesquels ne voudront être prins en parolles.«

Enfin Felix V annonce au Duc son fils qu'il a expédié des lettres gracieuses à divers Seigneurs de par deça, en Savoie et dans le Pays de Vaud, pour qu'il aient à passer les monts et prendre part à la guerre de Milan. Parmi ces seigneurs sont le Comte de Gruyère, le Seigneur d'Entremonts, le Seigneur de Saint-Jullian, ceux de Nernier, de Varay, de Montricher. Il lui recommande aussi de s'assurer la coopération et le bon vouloir du duc de Bourgogne, du sire d'Armaignac et du prince d'Orange.

Le duc Louis envoya à Genève Jean de Compeys, seigneur de Gruffy pour remercier son père de ses avis et de sa coopération. Il lui annonça en même temps que François Sforce, puissamment secondé par les Vénitiens, et même par les Florentins, avait fait des démonstrations sérieuses pour s'emparer de Milan, et qu'en présence de ce danger il avait paru bon de mettre aux frontières »deux mille chevaux et quatre mille fantes (fantassins) avec deux cents archiers.« Ainsi la campagne était commencée. Les Milanais, voulant augmenter leurs forces militaires, consentaient à prendre à leur solde plusieurs chefs mercenaires Bourguignons, entr'autres Jaques de Challant. Seulement ces étrangers ne devaient pas être trop exigeans en fait

*) Après la déposition d'Eugène IV, Amédée VIII élu pape par le concile de Bâle sous le nous de Felix V, avait fait vingt trois cardinaux parmi lesquels ceux qui sont ici nommés.

de paiement et surtout ne rien demander d'avance. »Pour le pré-»sent, mande le duc Louis, on ne pourra leur faire aucune »provision à Bâle ou à Genève, considérées les charges et affaires.«

Une instruction particulière donnée à Jean de Compeys, commence à devenir explicite sur le véritable dessein de la maison de Savoie en entrant en lice: »Item, dira le dit messire »Jean à Notre Saint Père, pour tant seulement et en secrêt, »comme les Milanais en l'élection qu'ils ont faicte de mon dit »Seigneur, ne l'ont mie ouvertement fait entretenir, pensant »garder encore par aucun temps honneur de leur liberté. Com-»bien qu'ils disent qu'il ne se doubte point que par brief temps »il aura d'eux tout ce qu'il désire, seulement qu'il veuille mon-»trer sa puissance et les protéger, et pourvu que mon dit sei-»gneur prenne comme chef toute la charge de leur guerre. Et »en bonne foy mon dit Seigneur est en grande perplexité de »savoir répondre et prendre parti; car s'il prend la ditte charge »il n'a pour le présent gens ni argent pour le pouvoir faire à »son honneur. Aussi il doubte que par cette voie il ne mettra »contre luy toute la puissance d'Ytallie qui maintenant ha in-»telligence avec le conte François (Sforze) sans compter la des-»plaisance de l'Empereur, de Monseigneur d'Orleans et d'autres »qui prétendent avoir titres en la Duché de Millan.«

»Et partant mon dit Seigneur, sans avoir dit encore ne »*non* ne *ouy* fait entretenir les dits Millanois par bons moyens, »disant qu'il les veut deffendre et protéger de tout son pouvoir. »D'autre part il envoie à Venise et aussy devers le comte Fran-»çois (Sforze) et autres où il est nécessaire de pouvoir pratiquer »quelques bons moyens par voye d'accord, afin que mon dit »Seigneur puisse faire son fait sans mettre en péril ses états »et sans telles insupportables dépenses.«

»Mon dit Seigneur ha baillé tout ce qu'il a pu emprunter »et avoir. D'après les pratiques qu'il a à Novarre, et aussi avec »aucuns capitaines principaux de Pavie, tout y feroit qui auroit »argent. Les finances de par deça sont fort chargées tant de »la dépense ordinaire que par les grandes ambassades qui se

»font tous les jours. Mon dit seigneur supplie donc mon dit »Saint Père qu'il luy plaise luy libéralement prêter et envoyer »au moins L mille ducats. Pour surête mon dit Seigneur sera »content que mon dit Saint Père pour ses surêtés et payement »prenne du pays qui est sien de ça ou de là. Deja il a en- »gagé ses joyaux et ceux de madame, autrement il n'auroit de »quoy payer les gens d'armes qui arrivent tous les jours. Et »du subside on ne peut quasi rien avoir pour la charge de la »fanterie qu'ils baillent et paient maintenant.«

»Item en ce qui touche le fait de l'Ile de Genève, mon dit »Seigneur est contant qu'il en soit fait ainsi que lui plaira et »par le mieux que lui semblera«[5]).

Felix V répondit, par l'intermédiaire du même envoyé, le seigneur de Gruffy, »que vû la distance des lieux il ne pouvoit »savoir les choses que très peu seurement. Mais que cepen- »dant, considérée la grandeur des affaires, il lui semblait que »le Duc dût avoir besoin d'un plus grand nombre d'hommes, »principalement de bonne audace et conduite. Deux mille »chevaux et quatre mille fantassins sur les frontières sont bien »peu. Et partant est advis à notre Saint Père que outre ces »2000 chevaux on en ait encore deux mille. En conséquence »mondit Seigneur le Duc doit mander à mon dit saint père s'il »veut que les gens d'armes de Savoie passent par de là au »moins jusqu'au nombre ci-dessus.«

»Quant à l'assistance des L mille Ducats, mon dit saint »père a deja fait tout ce qui lui a été possible. De plus pour »avoir finances il a envoyé à Bruges et en plusieurs lieux pro- »chains et lointains. Si le Duc ne trouve pas d'argent sur ses

---

[5]) La possession du chateau de l'Ile et le fait d'y tenir garnison furent l'origine des droits de souveraineté de la maison de Savoie sur la ville de Genève. Depuis longtemps les citadins Genevois désiraient une détermination plus précise de leurs franchises et de la juridiction du prince ou du vidomnat. Il y eut à cet égard de longues négociations sous les règnes d'Amédée VIII et de Louis, son fils. Ce dernier, ayant grand besoin d'argent, offrait sans doute de se départir de ses droits moyennant une indemnité à payer par les bourgeois de Genève.

»joyaux et ceux de la duchesse, qu'il les envoye à nostre saint »Père qui trouvera à Genève qui prêtera argent dessus ou les »achetera tout aussi bien et mieux que faire se pourra. Au »reste si l'armée doit être augmenté, ce doit être aux frais des »Milanais, car le duc ne peut oultrer les charges qu'il a de »son armée.«

Le duc, à la réception de ce message, se hâta de dépêcher à son Père un nouvel envoyé, Vaultier Chaboud, chargé d'instructions nouvelles dont voici la teneur:

»I. Premièrement il conviendra rendre grâces à notre Saint Père, tant humblement comme il peut plus, des finances qu'il a envoyées, du paiement fait aux gens d'armes de Savoie et de la bonne peine qu'il prend à les faire passer.

II. Il le faudra informer du fait de Novare. C'est à savoir que le conte François Sforze a obtenu cette ville par intelligences, déceptions et pratiques, et non mie par force de guerre, car il ne demeura devant que environ quatre heures sans canon, et environ deux jours après il eut le chastel et la citadelle. C'est la faute de ceux de Novare qui n'avaient pas voulu confier la garde de leur chateau aux gens du Duc. Et notre Saint Père doit être bien certifié que si Novarre eut éte soutenue de ses gens, le comte François n'eût mie passé de ça le Tessin. Si mon dit Seigneur eut eu Novare, toutes les autres villes et cités du Tessin en bas et aussi Tortone étaient contentes de faire envers le Duc ce que Novare ferait.

III. Item dira comment le comte François a intelligences avec les Vénitiens et Florentins, lesquels lui ont baillé VI mille chevaulx et IV mille fantes, et de plus paient au dit comte XVII mille ducats par mois, savoir les Vénitiens XIII mille et les Florentins IV mille.

IV. Item dira come le dit comte François s'est emparé de Romagnan et autres places qu'il a fait mettre à saccagement; puis il s'en est allé à Pavie pensant avoir bientôt Milan par les intelligences qu'il a dedans la place.

V. Mais d'un autre côte Monseigneur le duc a aussi dans Milan de bonnes intelligences, entr'autres l'abbé de Casanova.

Madame de Milan tient aussi très fort les intérêts de la maison de Savoie et de son frère le Duc. Du reste les dits Milanais ont très mal soutenu Romagnan et paraissent peu faits pour la guerre. Ils ne veulent pas la faire d'eux même, mais seulement fournir cent mille Ducats par an à mon Seigneur de Savoie pour qu'il prenne à sa charge tout le faix de la ditte guerre et qu'il les veuille soutenir et protéger.

VI. Item dira que le comte François incontinent qu'il fut a Pavie, a fait crier, sous grosses peines, que nul de ses gens ne fit dommage aux terres de mon dit Seigneur. Mais mon Seigneur ne s'y fie mie.

VII. Item dira que les Milanais voulaient que mon dit Seigneur prît charge de toute la guerre et voulût recouvrer Pavie et les autres terres perdues, pour la cense de cent mille Ducats par an, sans vouloir déroger à leur seigneurie et liberté, et faire mon dit Seigneur seulement Protecteur. Lequel chapitre mon Seigneur n'a encore voulu signer. Ils ont de plus signifié que si dans quinze jours ils ne sont secourus, ils seront contraints de prendre parti pour le comte. Monseigneur leur a envoyé messire Merlot pour les conforter, car, au plaisir Dieu, Monseigneur les veut aider de toute sa puissance et notamment par les gensdarmes qui notre Saint Père lui envoie. Avant peu l'armée de Savoie comptera plus de six mille combattans.

VIII. Item dira comme par bons moyens mon dit Seigneur fait remontrer aux Milanais l'amour qu'il a pour eux, les charités et dépenses qu'il prend à les défendre, et qu'il leur plaise l'elire leur Seigneur ne demendant ni astrictions, impots et gabelles, mais seulement hommage et juste titre. Il leur fait exposer aussi par bonnes manières comme il les pourra mieux préserver etant nommé leur Seigneur, parceque tous les princes, ses amis, et aussi ses pays seront plus enclins à lui aider. Les Vénitiens, par cette voie, se devront désister des subventions qu'ils font au comte.

IX. Item dira comment François Picinin et d'autres capitains du comte François se sont offertes à aider mon dit Seigneur

de huit à neuf cent chevaux pourvu qu'on leur envoye prestement dix à douze mille ducats. Et pour ce que du présent mondit Seigneur n'a pas cette somme, il l'a empruntée moyennant X pour C par an, de quelques amis.

X. Item les Milanais ont demandé à mon dit Seigneur qu'il leur voulût envoyer quelque personne d'autorité à laquelle ils voulaient obéir comme Vidome. Mais Monseigneur les a regraciés, disant qu'il se fie à l'amour qu'ils ont à lui. Et pour le présent suffit qu'ils obéissent à madame sa soeur jusqu'à ce que Monseigneur puisse venir en personne[6]).

XI. Item mon dit Seigneur continue d'entretenir pratiques avec le comte François Sforze, lequel serait content de laisser tout le Novarais à la maison de Savoie quand elle se voudra engager de ne pas donner turbation au conte touchant l'entreprise de Milan.

XII. Item dira à mon dit Saint Père, en cas que les Milanais soient contens de faire mon dit Seigneur leur Duc et Seigneur, qu'il lui plaise premièrement de lui donner conseil, et secondement secours de finances à pouvoir entretenir une armée qui sera de dix-huit mille hommes tant du duc, que des Milanais et de ceux qui veulent abandonner le comte François.

XIII. Item dira mon dit Saint Père, pour le cas où les Milanais ne le voudraient élire leur Seigneur, mais seulement protecteur avec cent mille ducats par an, si mon dit Seigneur doit pour si peu de choses prendre telle charge, ou s'il doit accepter l'offre du comte François, de Novare, comme a été dit, et faire intelligence avec lui et les Vénitiens.

XIV. *Item si notre dit Saint Père sera content que mon dit Seigneur, s'il se sent assez puissant, oste l'espine de son jardin avant qu'elle croisse ou puisse plus poindre*[7]).

---

[6]) La duchesse Douairiaire de Milan, Marie de Savoie, fille d'Amé VIII et de Marie de Bourgogne, avait uni ses prétentions à la cause de son frère, le Duc Louis, quand celui-ci eut fait alliance avec les Milanais.

[7]) François Sforze eut un fils qui fut assassiné par le parti Républicain de Milan.

'. Item, il est impossible de pouvoir conduire cette
› et lever si grand nombre de gens sans grand finance.
:ant supplie mon dit Seigneur à mon dit Saint Père tant
ment et tant humblement comme il peut plus, qu'il lui
envoyer les L mille Ducats que deja lui a demandés par
;neur de Gruffy. Et alors il ne fait doubtance qu'avec
de mon dit Saint père il ne mètte en totale confusion le
François, *et qu'il ne vienne à son intention et accroissement*
ie. Car tout le monde le désire; seulement qu'il ait ar-
our les entretenir et gratifier, ainsi qu'ils ont accoutumé
s de par deça.«

ı voit clairement, dans ces instructions destinées à rester
's, quel était le but que poursuivait dès le quinzième
la maison de Savoie et d'où provenaient les obstacles
rencontrait sur son passage. La situation, à quatre
de distance, est encore à peu près la même. Dejà-alors
ıce ne se souciait que médiocrement de veir se former
ie un grand état baigné par les flots de deux mers, la
rranée et l'Adriatique, et les deux républiques de Venise
Jênes, prénant ombrage des projets de la maison de Sa-
econdait les répugnances de la France. Depuis longtemps
lente, patiente et souvent astucieuse famille des comtes
oie, récemment élevée à la dignité Ducale dans la per-
de ce même Amédée VIII, l'un de ses chefs les plus il-
et les plus capables, méditait cet accroissement de terri-
ui lui aurait donné le cours entier du Pô, ce roi des
d'Italie, et les clés de ces forteresses de glace, de ces
'ts des Alpes si souvent dejà franchis par les armées ro-
et barbares. Sortie de son humble berceau de la Mau-
, récemment enrichie par l'acquisition de belles provinces
revers méridional de la chaine des Alpes, la race *d'Hum-*
:x blanches mains ne perdait pas un instant de vue le but
ı'elle poursuivait dès lors.

ville de Milan, rompue aux intrigues politiques, et
acquis très chèrement, durant la longue période de son
ndance, l'expérience de ce que vaut la protection des

princes, hésitait entre le besoin de recourir à l'assistance de la cour de Turin et la répulsion instinctive que lui inspirait un secours venu de là. Les citadins Milanais étaient placés entre la crainte de François Sforze, ce rédoutable condottiere dont l'audaçe fut couronnée d'un si brillant succès, et l'appréhension de payer très chèrement l'assistance douteuse du Duc Louis. Personne en effet n'était dupe, dans Milan, de la conduite équivoque du duc de Savoie. C'etait le moment où s'inaugurait en Italie la politique naivement astucieuse que Machiavel célébra dès lors, et si quelque chose pouvait faire pardonner ce cynisme d'un prince qui négociait à la fois avec les deux camps ennemis, et qui cherchait à tirer le meilleur parti de leur antagonisme, ce serait la candeur avec laquelle cette double tactique était exposée. Tout le monde savait à quoi s'en tenir et personne n'était réellement dupe de ce manège. Les Milanais étaient sur leurs gardes et ne se confiaient que tout juste à leur protecteur. Il devait résulter nécessairement de là une défiance réciproque qui ne permettait aucun ensemble dans les opérations de la guerre. Là est le secrêt de la non réussite du duc de Savoie. Ce souverain semble avoir été le seul à croire que ses intelligences dans les deux camps et ses projets intéressés n'étaient pas devinés. Son père, le prudent Amédée, ne partageait pas sa sécurité et appréciait bien mieux la situation, quoique placé à distance des événements.

On en jugera par le résumé de ses réponses aux instructions de messire Vautier Chaboud:

»I. Sur le premier article notre Saint père répond qu'il a baillé ce qu'il a pu faire. Il a de plus envoyé en pays lointains pour avoir argent, d'où on n'a encore aucun rapport.

II. Au second article touchant l'affaire de Novare, il en déplait à mon dit Saint Père, mais ce sont choses faites.

III. Au troisième touchant Romagnan dira comme dessus.

IV. Au quatrième touchant les intelligences des Vénitiens et Florentins, il faut tacher de les rompre.

Au V. touchant les expéditions du conte il n'y a que faire. Et touchant les intelligences de l'abbé de Casanove, il est bon

d'entretenir les Milanais afin qu'ils ne prennent autre parti, et pour cela les conforter et les assurer de promesses.

Et touchant les autres points, sur l'article du Vidomnat la réponse semble bonne. Touchant la pratique de François Picinin et autres capitaines du conte, il semble qu'il serait expédient de les avoir, et que pour si peu d'argent on ne doit les laisser. Touchant l'entendement avec le conte François, il ne parait pas bien sûr, jusqu'à ce que mon dit Seigneur ait obtenu réponse des Milanais. Alors on pourra prendre le parti qui semblera etre le mieux.

Touchant la protection des Millanais, au cas qu'ils ne veulent faire le Duc leur Seigneur, notre Saint Père dit que l'on ne peut les protéger sinon qu'ils ne supportent toutes les charges.

»*Touchant l'article d'oster l'espine du jardin semble que pour le présent il n'est point expédient d'en parler.*«

Cette dernière réponse est une leçon de prudence et de décence politique donnée par Amédée à son fils. En effet, il est de certains objets que la politique, même la plus éhontée, ne doit pas même laisser entrevoir. S'agissait-il peut être, pour le cas où les dessins du duc Louis sur Milan auraient été couronnes de succès, de faire disparaître la jeune famille de François Sforze, et de se débarrasser ainsi de compétiteurs dangereux et incommodes? On n'ose pousser trop loin, dans l'intérêt de la morale politique, les investigations sur ce point à peine soulevé.

Le Duc Louis se hâta d'envoyer un nouveau messager à son père. Cette fois ce fut Louis Bonnivard qui fut choisi. Il arriva à Genève chargé d'instructions nouvelles. Il devait insister sur l'urgence qu'il y avait de forcer les Milanais à nommer le duc de Savoie leur Seigneur, »vû qu'il ne pouvait souldoyer cette grande armée par protection tant seulement. L'abbé de Casanove etait parti de Milan pour Turin afin de régler les points de cette négociation. Mais le conte François s'est emparé du dit abbé par le chemin et l'a retenu à Pavie, *disant que sans le dit abbé il y a deux mois qu'il serait Seigneur dedans Milan.* Néanmoins il a fini par le relaxer et le dit abbé

est arrivé à Turin, *lequel a dit comme madame de Milan était* en bon point et se recommandait a notre dit Seigneur.«

»De plus, en ce moment se tiennent à Milan des ambassadeurs, de l'empereur, du roi d'Arragon, des Vénitiens et du comte François Sforze *pour traiter avec les Milanais chacun pour soi et le mieux qu'il pourra.* Toutefois les Milanois seraient plus contens d'avoir affaire au duc, notre Seigneur, qu'à tout autre, pourvu qu'il fût sûr d'être en bref puissant en campagne, au moins jusqu'au nombre de dix mille chevaux. Et si mon dit Seigneur avait argent, il trouverait plus de monde qu'il ne demande.«

»Quant au comte François, messire Mercenier ayant été le trouver de nouveau au nom du Duc, il a répondu le contraire de ce qu'il avait autrefois dit, c'est à savoir que de Novare et des autres pays de cà le Tessin, il ne veut entendre parler de les bailler ni remettre.«

»Le dit Bonnivard instera pour que l'on fasse avancer les gens d'armes de par de là qui doivent venir. Toute retardation met l'entreprise en péril.«

L'année 1448 se passa ainsi en préparatifs de guerre, et celle de 1449 sembla devoir amener, dès les premiers jours, des événements décisifs. Sous la date du 27 janvier Felix V répond aux nouvelles qui lui ont été apportées par Louis Bonnivard. »Il est bien content d'avoir des nouvelles de Madame de Milan et il prie pour elle. Quant aux Milanais, il lui semble que s'ils avaient tant bon vouloir comme ils disent, ils ne demanderaient pas à Monseigneur de leur envoyer ce qu'ils savent qu'il ne peut. Quant au comte François, il ne faut avoir fiance en ses réponses. Toutefois il sera bien fait de pratiquer toujours avec lui et de garder les apparences jusqu'à ce que l'on soit fourni et pourvu.

»Mais il ne faut pas laisser voir l'envie de traiter et ne pas donner méfiance aux Milanais.«

La réponse du Duc Louis est datée de Turin le 12 fevrier. L'adresse porte: *»A notre très Saint Père le Pape, mon très redoublé Seigneur.«*

»J'ai eu, dit il, certaines nouvelles que mercredi passé le Comte François Sforze vint à toute puissance devant Milan et gagna toutes les portes des Fauxbourgs. Il menait avec lui Dame Blanche[8]) et deux de ses enfants, l'un loyal et l'autre batard, pensant par cette voie amollir les Milanais. Toutefois ils n'en firent aucun compte. Ains, comme plus endurcis, yssèrent (sortirent) par une autre porte environ quinze mille, et après grande bataille le dit comte fut contraint de se retirer. Il y eut de part et d'autre beaucoup de morts, mais plus de ceux du comte que des Milanais.«

»Le Jeudy suivant Michelet de Piémont, avec d'autres capitaines du comte, *donna la volte* pour la pratique que j'ai faite avec eux moyennant XII mille ducats pour la première paye et la promesse d'une place en Piémont. Et je tiens maintenant que par le moyen de ma soeur et de lui, la seigneurie de Milan sera plus enclinée envers moi que nulle autre. Il est donc nécessaire d'aller en avant. Donc je vous supplie, très Saint Père, de m'envoyer les L mille Ducats desquels je vous ai deja souventes fois rescript. Et ce pourrait être chose très périlleuse de délaisser maintenant cette seigneurie. Le roy d'Arragon m'a envoyé un ambassadeur et un projet de traité. Il promet de me fournir cinq à six mille chevaux et les conquets seront en commun.«

De plus, très Saint Père, on m'a notifié que le roi de Chypre est mort, et que le Royaume de Chypre est en grande division. Car les uns veulent avoir pour Seigneur moi ou l'un de mes enfans. Les autres le roi d'Arragon, les autres les Vénitiens, les autres les Génois. Et ils disent que si j'y envoie ils me prendront plutôt qu'un autre[9]). J'ai fait entretenir des prati-

[8]) Blanche Visconti, fille du dernier Duc, avait épousé François Sforze qui s'appuyait sur les droits qu'il prétendait tenir d'elle pour réclamer le Milanais.

[9]) Louis, duc de Savoie, avait épousé en 1432 Anne de Chypre, fille de Janus, de la maison de Lusignan, roi de Chypre et de Jerusalem. Cette princesse, qui etait au dire des historiens du temps,

ques avec eux, et j'ai maintenant ici par devers moi le génois Raphael Adorno, qui ne doute point d'avoir pour moi la Seigneurie de Gènes si je le veux aider de trois mille chevaux. Il propose aussi d'envoyer des galères en Chypre, et de faire par manières que le dit Royaume me demeurera. En iceluy suivant je serais quitte des tributs que paie le dit royaume aux Génois qui monte environ sept mille ducats par an. Pour toutes ces choses je retiens ici mon cher et amé cousin le cardinal de Chypres que aviez mandé à Lausanne. Veuillez donc, très Saint père, le tenir pour excusé. A l'aide Dieu, très Saint père et redoubté Seigneur, qu'il vous donne très bonne vie et longue etc.«

Il est facile de comprendre combien ces négociations confuses, ces pensés d'agrandissement poursuivies sur tant de points à la fois devaient nuire à l'ensemble des opérations de la guerre contre Sforze. Celui-ci, poursuivant avec la tenacité et la lucidité qui ont caractérisé toute sa carrière, un but unique, la possession de Milan, doué d'ailleurs de talents militaires supérieurs, et appuyé par les Vénitiens, le plus riche des peuples de l'Europe au quinzième siècle, avait sur son adversaire d'immenses avantages. Les Milanais eux-mêmes etaient très divisés et François Sforze comptait parmi eux un parti que la terreur seule comprimait. D'ailleurs ils voyaient avec peine l'insistance du Duc de Savoie sur le fait de la souveraineté. Le dix de fevrier il leur avait encore adressé une sommation, leur promettant de les délivrer pleinement, pour le mois de juillet prochain, de leur oppresseur s'il voulaient l'élire[20]). Louis de

---

la *plus belle princesse qui fut au monde*, exerça une facheuse influence sur son époux et ne fit pas bénir sa mémoire. Elle mourut à Genève en 1462.

[20]) Desiderat Dominus Dux Dominium et titulum Ducatus cum imperio et plenâ gladii potestate. Hoc mediante, et hoc titulo firmatus, infra proximum mensem Julium a vexatoribus liberaret.

(Instructions données à Jean de Marquesens, envoyé du Duc de Savoie à Milan. Pag. 75 du Manuscrit des archives de Genève).

Sescades, envoyé d'Alphonse roi de Naples et d'Aragon, vint sur ces entrefaits à Turin et remit au duc Louis un projet d'alliance entre les deux souverains. Par ce traité le Duc aurait soutenu le roi d'Aragon contre la France, et le roi d'Aragon aurait soutenu le duc de Savoie contre le comte François. Les conquêtes devaient être partagées dans la proportion de trois cinquièmes pour le roi d'Aragon et de deux cinquièmes pour le Duc. Ce singulier arrangement, qui fut ensuite modifié et amplifié à Naples, le 17 Juin 1449 (voyez les Preuves de Guichenon pag. 363 et suivantes), ne reçut pas d'exécution et il ne servit qu'à compromettre la politique de la cour de Turin. Celle-ci avait bien vite compris les dangers d'une alliance qui pouvait la mettre d'un jour à l'autre en guerre ouverte avec la France qui réclamait dejà l'héritage périlleux de Charles d'Anjou dans les deux Siciles.

Cependant les nouvelles du théâtre de la guerre devenaient de jour en jour plus graves. Le 14 de fevrier 1449 le duc écrit à son père:

»Je me recommande à votre Sainteté tant et si humblement que faire je puis, et je vous escris touchant le faict de Milan. C'est assavoir que le Comte François, tous les jours et à toute sa puissance, donne l'assaut à Milan. Néanmoins les dits Milanais, par le secours de Michelet de Piémont, et qu'ils voyent que je m'appareille à les ayder, ont repris courage à se défendre. Ils ont rebuté les gens du dit Comte plus de cinq milles devers Pavie. Et ils veulent plutôt mourir et se manger l'un l'autre que de se sonmettre au dit Comte.«

»Très Saint Père, la plupart des gens d'armes qui sont arrivés de Savoie n'avoient point été payés. Et ainsi il a fallu bailler argent à tous. D'autre part le dit Michelet me coute avec ses mille chevaux dix mille ducats par mois. Et pour faire les dits paiemens j'ai engagé mes joyaux et ceux de ma très chère et amée Compaigne, et mis tout ce que j'ai pu avoir. En bonne foi, il m'est impossible que dosrennavent je puisse soutenir telle charge sans votre bonne subvention, et me déplait de vous en tant attédier. Mais nécessité m'y contraint

parceque par deça ne se peut trouver argent. A l'ayde Dieu, très Saint père etc.«

Votre très-humble, dévot et obéissant fils
Loys, duc de Savoye.«

La réponse ne se fit pas attendre[11]). Le pape estime que quant à l'engagement pris par son fils de délivrer les Milanais avant le mois de juillet prochain, il est extrêmement dangereux *(imò periculosissimum)* à cause de la brieveté du temps (*respectu temporis*). Quant au traité avec le roi d'Aragon, il ne faut pas perdre de vue que c'est un allié bien lointain *(multum remotum auxiliatorem)*. De plus la maison de Savoie est bien proche de la maison royale de France (*Nostra domus Franciæ proxima est, et cum ea sanguinis debito obligamur.)*

Quant à la mort du roi de Chypre, il est souverainement imprudent d'agir avant d'avoir des nouvelles certaines. Il ne faut rien faire pour un royaume si éloigné, quand tant de choses plus prochaines réclament tous nos moyens. (*Nihil immaturius de isto regno longinquo faciendum est, cum tot aliœdres proximiores facultates nostras integras requirant)*. L'intervention de ce Raphael ne parait pas heureuse et il faut se garder de se commettre avec lui. Ceux qui promettent tant tiennent mal. (*Qui pollicentur tanta non sunt sanæ fidei*). Il faut avant tout finir l'affaire de Milan.

A la date du 6 fevrier 1449, le manuscrit de Genève donne le texte d'une lettre écrite par le Duc Louis »*à sa très chère et très amée soeur la Duchesse de Milan.*« Il lui parle d'une trahison qui vient d'être découverte et qui avait failli livrer Milan à François Sforze: »Loué soit Dieu, (écrit-il) qu'il a voullu avant de souffrir si grand dommage que les coupables fussent punis. Les Milanais m'ont fait tenir par l'abbé de Casanove les chappitres d'un nouveau traité. Mais j'ai été bien ébahi en les voyant, car ils sont impossibles et inhonestes. A-t-on voulu

---

[11]) La minute de cette réponse en écrite en latin dans le Manuscrit des archives de Genève pag. 81 et suivantes. Les pièces précédemment citées sont en Français, et nous avons conservé le texte original.

ar cette impossibilité la division entre moi et la dite
ie de Milan? Les Milanais ne regardent pas assez la
mour que j'ai envers eux, et que j'ai fait si grande dé-
mettre en campagne six mille chevaux et six mille
ıs, sans les autres qui tous les jours surviennent. Il
ıc faire un autre traité et pour cela j'ai commis le car-
ı Chypre, Messire Merlot et Anthoine Bolomyer qui con-
avec Anthoine Rabbia, ambassadeur des Milanais. On
le comprendre les Vénitiens dans le traité, en assignant
e Adda comme terme et limite entre Venise et Milan,
rière du Tessin entre moi et Milan. Si la Seigneurie
n ne veut me nommer Duc, qu'elle m'octroie une cense
ıble et perpétuelle en compensation de mes grandes dé-
ıt charges que je prends à les préserver.«
ıis il serait meilleur qu'il plaise à la dite Seigneurie me
le titre de Seigneur. En iceluy cas je la pourrais plus
t et à plus grand nombre secourir. Car alors notre
ıt père, le pays et les amis plus largement me donne-
e. Je ferais avec eux pacte et conditions honnêtes des-
ıisonnablement dussent être contens. Lesquelles choses
nifions afin que les veuillez conforter et solliciter. Car
ention est, si tôt que je serai averti de leur bon vou-
rompre contre l'adversaire à toute puissance. Je prie
t Saint Esprit, très chère et amée soeur, qu'il vous ait
ınt garde etc.«

ıoine Rabbia, ambassadeur de Milan, (*Spectabilis orator Mediolanensium Anthonius de Rabiis*) etait venu à Turin
entrefaites pour substituer un nouveau traité à la ligue
après la mort du duc Visconti, et qui avait été recon-
ıécutable. Cette alliance, dans laquelle les deux états
placés sur un pied d'égalité sous le rapport des pres-
militaires, n'avait pu avoir de réalisation. Il avait été
qu'une direction unique devait être imprimée aux opé-
de la guerre, que le Duc de Savoie était mieux placé
ville de Milan pour diriger ces opérations, et que la
ıation active des Milanais, qui d'ailleurs étaient assiégés

et cernés dans leur ville par le comte François, serait convertie en une prestation pécuniaire en proportion avec le contingent d'hommes qu'ils avaient d'abord été appelés à fournir. Anthoine Rabbia ne pouvait au reste rien conclure définitivement, et les Milanais se réservaient de ratifier ou de rejeter le nouveau projet. Ils voulaient surtout laisser intacte la question de leur souveraineté, et rien n'est curieux dans les négociations de cette époque comme le sentiment vivace de liberté républicaine qui paraissait animer les chefs provisoires que la ville s'était donnés. *(Defensores libertatum illustris civitatis Mediolani).*

Avant d'aller plus loin dans la voie des nouvelles négociations à entamer, le duc de Savoie voulut consulter son conseil. C'est ce qu'il fit le dernier jour de fevrier de l'année 1449. La séance eut lieu dans l'hôtel épiscopal et en présence du Cardinal de Turin, du maréchal de Piémont et des autres membres du conseil ordinaire. De plus, d'autres nobles avaient été spécialement convoqués pour cette grande occasion. Anthoine Bolomyer, que le Duc Louis avait fait venir de Savoie pour être son secrétaire intime, et qui avait toute la confiance de son Souverain, donna son avis par écrit et nous le trouvons consigné tout au long dans le manuscrit de Genève. Il est important de le recueillir parcequ'il était l'expression de la pensée intime du Duc:

»Faire guerre, dit Anthoine Bolomyer, est une chose esperilleuse, dommageable et très somptueuse. Et la paix serait trop plus sure et louable quand on la pourrait avoir et faire. Mais il faut considérer les circonstances de la matière. Monseigneur a dejà envoyé plusieurs fois aux Vénitiens et au comte François. Toutefois ils n'ont voulu condescendre ni donner réponse sure.«

»Même le dit comte répète continuellement que sitôt qu'il aura fini son entreprise de Milan il viendra faire guerre au Duc, notre Seigneur, et le fera repasser de là les montagnes. Il a de plus promis à ses gens de leur donner la guerre grasse et de les récompenser des terres et places de Piedmont. Il s'est

même vanté de prendre Thurin, Casale et Verceil, disant *que avant Saint Michel il serait à Saint Michel.*«

»Si le comte François avait desir de paix, il n'aurait point tenu les modes et manières qu'il a tenus touchant le fait de Romagnan qu'il a voulu avoir sans titre ni requête, ains par trahison et violence. Il a pris les hommes et sujets du Duc, lesquels il n'a point voulu traiter à usance d'Ytallie. Ains les a fait mourir, battre et rançonner autant et pis qu'il a pu.«

»Ensuite le dit comte a envoyé à Madame de Milan des brocards et réponses deshonestes. Il veut ensuite avoir Verceil. D'ailleurs il sait tous les traités que notre Duc a fait avec les Milanais, et il voit qu'il n'a opposition que de la part de mon dit Seigneur, tant par le fait de Michelet de Piémont que par les autres confortations faites aux Milanais. Sans cesse il se lamente que mon dit Seigneur lui tourbe son entreprise de Milan, et que jà longtemps y serait sans lui. Et est clair qu'encore moins voudra-t-il la paix quand il sera Seigneur de Milan. Et par ainsi n'est pas à la disposition de notre Seigneur Duc de faire la paix ou la guerre à son vouloir. Car les matières sont en ces termes d'avoir guerre pour offendre ou deffendre, que Monseigneur le veuille on non. Et semble qu'il convient mieux de commencer pour les raisons qui suivent:

1° D'abord à cause de la belle armée que monseigneur a de présent. Aussy les Milanais sont contens de saillir hors à grande puissance. Pareillement on a la pratique d'Arragon.

2° Il convient agir avant que viennent les François.

3° Il ne faut pas que la dépense de l'armée soit inutile. Dejà le pays est foulé, les vires se consument. Veut-on garder cette armée aux frontières où par aventure elle aurait grand peine à soy deffendre.

4° Les Millanais ont refusé de grands partis sous la bonne confiance qu'il ont en monseigneur. Et sont contens de rompre à toute puissance contre le comte si tôt que monseigneur rompra.

5° Si mon dit Seigneur n'accepte les chapitres d'Anthoine Rabbia, les Millanais seront contraints de prendre parti autre part vu l'urgence et mêmement avec le Comte François Sforze.

' Aussi faut considérer ce que la Duchesse de Milan a
é, et aussi Michelet de Piémont, que si Monseigneur veut
avant, ils ne se doubtent point qu'ils ne le fassent Sei-
avant Pâques.

' Il faut considérer que les dit Milanais laissent à notre
eur tout ce qui est en deça du Tessin, quand même pour
gneurie il demeurerait ainsi qu'il est.

' Octavement faut considérer la péril de la personne de
ne de Milan et de la vergogne qui en pourrait résulter à
el de Savoie.

' Si les Milanais voient le bon vouloir de notre Seigneur
alors même que le comte François les aurait par force,
e il est mortel, ils pourraient plus tard le nommer Sei-
, ce qu'ils ne feront s'ils se voient abandonnés et déludés.

l° On dit que le Comte François fait certaines pratiques
e roi Regnier (René) et les Gênois pour offendre notre
eur duc ès pays de Provence et à Nice.

l° Si la guerre ne se fait, Monseigneur et ses nobles en
notés plutôt mal que bien, et on doutera d'eux ès autres
rises.

l° Les gens du conte François sont de male volonté et
plus de quoi vivre.

l° Le duc notre Seigneur ne peut renoncer tout seul à
erre, et sans prendre de nouveau intelligence avec les
ais et notre Saint Père, considéré surtout que le conte
nois doit être venu vers notre dit Saint Père pour cette
re.

l° Et item est à considérer qu'en faisant nouveau traité
les Milanais, on casse les chapitres fait par l'abbé de
ova.

Et venant à finable résolution, conclud que mon dit Sei-
doit prendre parti avec les Milanais ou attendre de les
venir à la subjection du Comte. Et semble à Anthoine
yer que trop mieux vaudra les retenir pour amis et soy
stre, que tout prendre et les laisser fouler par un tel
qui après sera plus dur, plus puissant et plus enclin à

mal. Toutefois il se reffère toujours au meilleur avis des Seigneurs nobles qui savent mieux ce qu'est fait de guerre qu'il se le sait. «

Ces raisons parurent décisives et l'emportèrent dans le conseil, car le 6 du mois de mars de l'année 1449 un nouveau traité fut conclu avec l'ambassadeur de Milan.

Les témoins et garans qui interviennent dans ce nouveau pacte sont, pour le duc de Savoie, Lancelot de Lusignan, cardinal de Chypres *(Sancti patris Romanæ ecclesiæ prælatus cardinalis vulgariter de Chypro nuncupatus)*, Louis de Savoie, maréchal de Faucigny *(magnificus miles Ludovicus de Sabaudia, marescalcus et Dominus de Faucigny)*; et pour Milan, Anthoine Rabbia, muni d'une procuration bien authentique des défenseurs des libertés de cette ville.

Le nouveau traité commence par l'annulation du précédent qui est déclaré de nul effet *(nullius valoris et effectus)*. Le duc de Savoie s'engage ensuite à entrer en campagne avant six jours contre François Sforze[12]). De son côté la cité de Milan ordonnera des sorties combinées avec les efforts du Duc. Le Duc s'efforcera de ravitailler la place de Milan et d'y faire entrer des convois de victuailles. Les terres et chateaux que le Duc de Savoie reprendra sur le Comte, seront rendus à la cité de Milan; mais le duc gardera les places qu'il tient en Lombardie depuis l'ouverture de la succession du Duché.

Le duc de Savoie s'engage aussi à maintenir l'indépendance du Milanais contre tous à l'exception de la maison de France *(exceptá Domo Franciæ)*. Il continuera de traiter avec les Vénitiens pour les amener à la paix.

En récompense de ces services *(in recognitione tantorum*

---

[12]) Dominus Dux Sabaudiæ teneatur, infra sex dies post habitam rati habitionem Magnificorum Capitaneorum et Defensorum Mediolani intrare guerram et frangere contra Comitem Sforzia et suos, cum toto suo exercitu. Et prædicta civitas Mediolani debeat totâ suâ potentiâ irrumpere contra dictum Comitem et se unire cum gentibus dicti domini Ducis.

à la main menaçant la patrie d'une guerre civile[13]). Enfin les Conseillers du Duc ne paraissent pas être de force pour conduire ces grandes affaires. Pour le présent, il aurait fallu se contenter d'entretenir les Milanais jusqu'à ce qu'on eût traité avec le duc d'Orléans *(cum Mediolanensibus inter tenere ut medio tempore cum duce Aurelianensi firmaretur).*

A ces avis, Felix V ajoute les conseils suivans, remis le 28 mars 1449, à Lausanne, au député du Duc, Jean Hobard, qui avait apporté le traité conclu avec Anthoine Rabbia:

»Mon dit Saint Père estime qu'avant tout se doive mettre pacification ès débats des nobles car il ne peut penser à acquerir terre étant sa noblesse en la division qu'elle est. Et pour qu'icelle pacification advienne, les Seigneurs de Barjat et de Varambon doivent aller par delà les monts afin que finale résolution se puisse prendre en cette matière.«

»Item, nonobstant que monseigneur le Duc eût mandé qu'il verrait de bon coeur ses nobles de Savoie qui sont allés par delà pour servir en la guerre de Milan, il ne l'a point fait. Ains a fait tenir avec eux divers modes étranges à les vexer, et a fait même dire au Seigneur de Varambon qu'il s'en pouvoit retourner, dont serait plus déchargé.«

»Et si le maréchal de Barjat et le sire de Varambon vont à Turin, qu'il ne fasse pas à eux comme des autres, car notre Saint Père l'aurait à un très grand déplaisir.«

»Ensuite Jean Hobard remonstrera à mon Seigneur le Duc la pouvreté et péril et rabaissement de son Estat qui gît en là des monts, et déclarera les dommaiges qui s'en pourroient ensuivre par la rage des deux partis de la noblesse au point que

---

13) Jean de Compeys, principal favori du Duc Louis, abusant de son crédit, attira la haine des plus grands Seigneurs de Savoie, entr'autres de Jean de Seyssel, Seigneur de Barjat, maréchal de Savoie, du Seigneur de Varambon, comte de la Roche, de Guillaume de Luyrieux qui, ne pouvant supporter l'insolence de Compeys, pratiquèrent leurs parens et amis pour faire une ligue contre lui et ceux qui tiendraient son parti, à la réserve du Duc. (Guichenon, histoire genéalogique de la maison de Savoie. Tom. II. pag. 89.)

raineté dont les Milanais, par de nobles susceptibilités et de légitimes scrupules, ne voulaient pas investir immédiatement le représentant de la maison ducale de Savoie.

Pour le cas où des doutes viendraient à s'élever sur l'interprétation de ces articles, des arbitres sont choisis.

L'ambassadeur de Milan s'engage à faire ratifier ce traité, d'après les anciens usages, par le Conseil général des Nonante (*per consilium generale nonagentorum, in confirmationem majorum fiendæ ratificationis per dominos Capitaneos Mediolani.*

Parmi les témoins signataires de cet acte on voit figurer *Jehan de Montelupello*, Seigneur de Choutaigne, Amé de Challand, Seigneur de Bavey, le Seigneur de Varax, Jehan de Lornay, Guillaume et André Mallet, conseillers du duc de Savoie.

Jean de Lornay fut chargé de se rendre immédiatement à Lausanne où se tenait alors Felix V, tout occupé des soins de sa renonciation au pontificat et de la dissolution du concile de Bâle qui était alors la grande affaire de toute l'Europe chrétienne. Le prudent pontife fut étonné de la conclusion qui avait été prise sans son avis préalable et il ne dissimula pas son mécontentement. Tout l'effrayait dans ce contrat avec les Milanais, d'abord la puissance du comte François Sforze, rendue si formidable par les secours d'argent des Florentins et des Vénitiens, dans un temps où toutes les armées ne se levaient qu'à prix d'argent comptant, composées comme elles étaient de *condottieri* ou de mercenaires exigents et toujours prêts à la revolte quand la paie n'arrivait pas à commandement. Ensuite, n'aurait-il pas fallu se ménager l'intelligence du Duc d'Orléans, surtout quand le roi de France avait dit qu'il ne voulait entendre parler de cette affaire Milanaise qu'après que la paix de l'église aurait été assurée? Les argentiers ou banquiers de France et d'autres pays ne veulent pas avancer un ducat que cette paix ne soit faite. Le batard d'Orléans, arrivé à Lausanne auprès du Saint père, a parlé dans ce sens. Puis, le moment est mal choisi, pour faire la guerre, quand toute la noblesse de Savoie est divisée et a en quelque sorte les armes

à la main menaçant la patrie d'une guerre civile[13]). Enfin les Conseillers du Duc ne paraissent pas être de force pour conduire ces grandes affaires. Pour le présent, il aurait fallu se contenter d'entretenir les Milanais jusqu'à ce qu'on eût traité avec le duc d'Orléans *(cum Mediolanensibus inter tenere ut medio tempore cum duce Aurelianensi firmaretur)*.

A ces avis, Felix V ajoute les conseils suivans, remis le 28 mars 1449, à Lausanne, au député du Duc, Jean Hobard, qui avait apporté le traité conclu avec Anthoine Rabbia:

»Mon dit Saint Père estime qu'avant tout se doive mettre pacification ès débats des nobles car il ne peut penser à acquérir terre étant sa noblesse en la division qu'elle est. Et pour qu'icelle pacification advienne, les Seigneurs de Barjat et de Varambon doivent aller par delà les monts afin que finale résolution se puisse prendre en cette matière.«

»Item, nonobstant que monseigneur le Duc eût mandé qu'il verrait de bon coeur ses nobles de Savoie qui sont allés par delà pour servir en la guerre de Milan, il ne l'a point fait. Ains a fait tenir avec eux divers modes étranges à les vexer, et a fait même dire au Seigneur de Varambon qu'il s'en pouvoit retourner, dont serait plus déchargé.«

»Et si le maréchal de Barjat et le sire de Varambon vont à Turin, qu'il ne fasse pas à eux comme des autres, car notre Saint Père l'aurait à un très grand déplaisir.«

»Ensuite Jean Hobard remonstrera à mon Seigneur le Duc la pouvreté et péril et rabaissement de son Estat qui gît en là des monts, et déclarera les dommaiges qui s'en pourroient ensuivre par la rage des deux partis de la noblesse au point que

---

13) Jean de Compeys, principal favori du Duc Louis, abusant de son crédit, attira la haine des plus grands Seigneurs de Savoie, entr'autres de Jean de Seyssel, Seigneur de Barjat, maréchal de Savoie, du Seigneur de Varambon, comte de la Roche, de Guillaume de Luyrieux qui, ne pouvant supporter l'insolence de Compeys, pratiquèrent leurs parens et amis pour faire une ligue contre lui et ceux qui tiendraient son parti, à la réserve du Duc. (Guichenon, histoire genéalogique de la maison de Savoie. Tom. II. pag. 89.)

spart des armées s'entretuerait. Et les ennemis voyant dissolution, pourraient donner à dos à Monseigneur et à rres par de là.«

Pourquoy il est besoing que mon dit Seigneur laisse toutes lières affections[4a]) et advise à la généralité de son Etat et s Pays.«

lalgré ces avertissements pleins de sagesse, le Duc Louis ita à repousser loin de lui les deux Seigneurs de Barjat Varambon. C'est ce que nous apprènd une lettre de Fe-: »Puisque mon fils, dit-il, ne les veut recevoir, qu'ils it« *(postquam vidimus voluntatem filii nostri esse ut omnon vadant, arbitrati sumus pro meliori ut remaneant).*

.a même lettre du Pontife traite un point très important, de la demande d'un secours armé que le duc Louis voudresser aux Bernois. Le renom militaire des hommes du in de Berne était alors un très haut point, à cause de la e de Laupen, des entreprises auxquelles ils avaient pris dès lors et aussi en raison de la bataille toute récente de -Jaques. Il est curieux de voir les Ducs de Savoie pré-ainsi de loin la prépondérence des Suisses en Italie et e fait aussi la conquête du Pays de Vaud par ces mêmes is. Le chemin des Etats de Savoie fut indiqué aux hom-le Berne par les souverains même de cette contrée qui ient les employer dans leurs entreprises d'Italie.

lès cette époque c'est-à-dire vingt ans avant les guerres urgogne, et alors que la réputation des Suisses comme ts mercenaires était loin d'être à son apogée, on savait eur concours était estimé à un prix très élevé. On en ju-par la réponse du Pape à la proposition du duc Louis:

Quant au secours des Bernois, il ne nous parait pas de-itre demandé. D'abord parcequ'ils sont loin de l'Italie, et que nous n'avons pas d'argent à leur envoyer. Ils sont les en fait de paiement, et s'ils n'étaient pas contens, de

---

) Allusion à la partialité et prédilection du duc Louis envers Jean mpeys.

très amis de notre maison qu'ils sont aujourd'hui, ils deviendraient ennemis. De plus trois compagnies Bernoises absorberaient par mois dix huit mille florins qui suffiraient à la paie de toute l'armée du Duc notre fils.. On aurait plus vite fait de doubler l'armée actuelle que de l'augmenter de Bernois. S'il y a quelque grande et majeure entreprise à faire, on pourra alors appeler les Bernois. C'est l'avis de deux ambassadeurs du canton de Berne qui sont actuellement vers moi pour les affaires de l'Eglise. Ils répugnent aussi à entrer dans l'armée du Duc tant que dure la division des nobles, craignant de rester abandonnés au moment critique par les deux partis inconciliables«[15]).

La même lettre, remise à Jean Hobard, avise encore le duc Louis, d'un arrangement provisoire arrêté entre le Pape Felix V et le batard d'Orléans. En voici la teneur essentielle:

»Pour le bien, accroissement et évident profit des très excelles princes Messeigneurs les ducs d'Orléans [16]), et de Savoie, semble que les choses qui s'ensuivent doivent être adoptées:

---

[15]) Le texte de ce passage est en latin dans le manuscrit de Genève pag. 144:

„Quod ad auxilium Bernensium, non videmus eos fore requirendos. Et enim quia ipsi Bernates satis ab Italia remoti sunt. Et quia pecunias ad eos mittendas et numerandas non habemus, qui tam difficili pagamento sunt. Si non contenti fuissent, ipsos qui tam amicissimi nostri sunt, inimicos haberemus."

„Et enim quia tres vexilla Bernorum pro suis stipendiis omni mense reciperent pecuniâ tantum, decem et octo millia florenorum qui sufficerent ad sustentationem totius Armatæ filii nostri etc."

[16]) Le duc d'Orléans était alors Charles, fils de Louis de France, duc d'Orléans, et de Valentine de Milan. Fait prisonnier à la bataille d'Azincourt, (1416) il avait été vingt cinq ans captif en Angleterre (Voyez la lettre de Charles VII au commencement de cet article). Prétendant au duché de Milan du chef de sa mère, il s'etait rendu maître seulement du comte d'Asti. Plus tard Louis XI qui ne l'aimait pas, et dont la haute pénétration avait entrevu les malheurs que ces prétentions sur l'Italie causeraient à la France, transporta à François Sforze, le celèbre condottiere dont il est question dans ces lettres, les droits du duc d'Orléans sur divers territoires d'Italie, droits d'ailleurs assez contestables.

1° »Que les dits Seigneurs doivent faire intelligence ensemble pour conquerir les villes, places et Seigneuries qui furent du duc de Milan dernièrement trépassé.«

2° »Item que au regard de la cité de Milan, les dits Seigneurs n'en fassent aucune mention jusqu'à ce qu'ils verront les temps félices (heureux) où bonne fin se puisse prendre, toujours à l'avancement des dits Seigneurs.«

3° »Item que tout ce qui se conquerera des dits Pays soit commun et par égale portion partagé entre nos dits Seigneurs sauf que la cité de Novare et le Novarois seront du tout à Monseigneur de Savoie.«

4° Et au regard de ce, Alessandrie avec l'Alessandrin ou autre chose équivalent qui soit proche d'Asti, sera à mon dit Seigneur d'Orléans.

5° Item que le demourant du Pays que tenoit le comte François se conquerera par égales portions, frais et proffits.

6° Item que si l'un des dits Seigneurs fesait plus grande dépense que l'autre, celui qui auroit moins dépensé seroit tenu de refaire à l'autre par manière que la dépense soit égale.

7° Pour obtenir bon succès en cette matière, le roi de France enverra en son nom dans la ville et comté d'Ast le maréchal de la Ferté on tel autre notable gentilhomme avec quatre mille chevaux. Et combien que la chose touche Monseigneur d'Orléans, néanmoins la dite troupe s'enverra de par le Roy pour certaines bonnes causes.

8° »Item pour la conquète de Novare, Mortara et autres terres qu'il aura par préciput, le duc de Savoie se pourra ayder des dits gens du Roy. De même si mon dit Seigneur d'Orléans a besoin des gens du duc de Savoie pour ses conquètes particulières il s'en pourra ayder comme dit est.«

Cette pièce est trés intéressante en ce qu'elle montre comment, dès le régne de Charles VII, les prétentions des ducs d'Orléans sur le Milanais, qui ne furent mises en avant de manière à compromettre la paix de l'Europe que sous le règne de Louis XII, fils du duc Charles dont il est ici question, furent introduites et encouragées. Ce furent les ducs de Savoie qui

montrèrent aux Français le chemin du Milanais. Il est impossiste, en lisant ces plans, de ne pas faire de tristes réflexions sur la politique d'une époque qui posa les bases des doctrines dites *Machiaveliques*. Que devenaient les Milanais en présence d'un semblable traité. On disposait d'eux comme s'ils n'avaient aucune espèce de nationalité ou de droit à l'indépendance. Le duc de Savoie, en faisant avec eux un traité d'alliance offensive et défensive avait eu bien soin de mettre le roi de France en dehors des ennemis des Milanais dont il devait entreprendre l'expulsion. Et ici, dans le traité avec le duc d'Orléans, il était stipulé *pour bonnes raisons*, que la guerre se ferait au nom du roi de France et non pour le comte particulier du duc d'Orléans. Ainsi le duc de Savoie pouvait au besoin rester impassible, aux termes même de son traité, en présence de l'agression des Français. Il abandonnait les Milanais à leur sort. Il partageait même leurs dépouilles avec son associé comme on partage une métairie ou un champ!

On a beaucoup crié, et souvent avec raison, contre les déclamations philosophiques dans l'exposé des faits historiques. Mais en vérité, en lisant de semblables marchés entre les chefs et les guides des nations, les pasteurs des peuples, comme disait le bon Homère, il en difficile de s'abstenir de quelques réflexions amères et tristes.

Ce fut au mois d'avril de l'année 1449 que s'ouvrit la campagne du duc de Savoie contre Sforze et les Vénitiens. Son début ne fut pas heureux comme nous l'apprend un premier bulletin adressé directement à Genève au Saint père par le maréchal de Piémont. Ce haut fonctionnaire militaire, ayant sans doute et avec raison plus de confiance dans les lumières et les secours du duc honoraire, Amedée VIII, que dans celles du duc titulaire Louis, avait voulu l'informer directement de l'etat des choses. Ce bulletin est daté du 14 avril:

»Nous voici en Campagne à Verceil, dit le maréchal. Les gens de cette ville sont très mal disposés à cause de l'inepte conduite des affaires et des extorsions des gens de guerre (*sunt pessime contenti de malo et inepto gubernio et extorsionibus factis*

per gentes armigeras). Avant l'arrivée du maréchal tout allait au plus mal, et il a réussi, non sans peine, à remettre quelqu' ordre dans les affaires. Les soldats, mal payés, volent à droite et à gauche, *(faciunt multas robarias subditis ducalibus)*. Dejà la désertion a commencé avant l'entrée en campagne et le maréchal par de bonnes paroles a eu bien de la peine à retenir les gens du Duc qui disent que si on ne les paie, ils ne veulent pas mourir de faim *(si eis non solvitur, non volunt mori fame)*.

Ces mutineries pour cause de soldes arriérées etaient la grande plaie des armées mercenaires d'Italie dans ce siècle et aussi dans le suivant. Un général pouvait du jour au lendemain se trouver sans un seul soldat.

Le maréchal au reste n'avait pas opiné pour cette guerre *(Dominus Dux contra opinionem eorum qui diligunt statum ejus rupit guerram cum comite Francisco, de qua ruptura utinam bene contingat)!*

Le comte François a une puissante armée et il a dejà mis aux frontières cinq mille cavaliers et une multitude de fantassins qui font une rude guerre *(qui duram faciunt guerram)*. Notre Duc, au contraire, n'a que peu de gens et la plupart mal exercés *(ineptas gentes quæ stare nolunt)*.

En conséquence le duc n'a que deux partis à prendre: on faire accord avec le comte François Sforza ou accroitre immédiatement son armée. *(Sive capiat accordium cum Comite aut crescat presto exercitum suum)*.

Le maréchal a mandé au duc Louis tout ce qui précède, mais il ne parait pas en tenir grand compte. Le sort du maréchal est de ne pas être écouté, à cause des obstacles qui lui ferment l'avenue des conseils du Duc.

Le lendemain 15 avril, nouveau bulletin du maréchal de Piémont, adressé de même au Saint Père par l'entremise d'André Barilley. Il est encore plus piteux et plus explicite.

Le maréchal est entré dans Milan pour porter des secours à cette ville. Il a vu la duchesse qui est très marrie de ne recevoir aucune nouvelle de sa Sainteté. Il ne faut pas se·

flatter de transiger avec le comte François, car il se proclame ennemi capital de la maison de Savoie et il déblatère contre le Saint Père et le duc son fils. Il dit mille choses dérisoires de la famille ducale et on ne saurait les répéter *(multa derisoria dicit de Sabaudia et injuriosa ultra quod dici potest).*

»Le même comte est un grand traitre et il se fait un jeu de manquer à sa parole. Si la guerre doit se poursuivre, que notre Saint père daigne user de toute son influence sur le duc sôn fils pour qu'il prenne de meilleures mesures contre un si puissant ennemi. S'il sait s'y prendre, le duc de Savoie a des chances de devenir Duc de Milan. Le maréchal l'a entendu dire au peuple entier tant citadin que rustique *(Mareschalcus audivit auribus propriis a toto populo mediolanensi tam civili quam rurale).*

»Si des mesures militaires n'etaient pas prises sur une plus grande échelle, toute la patrie Piémontaise serait en danger. La ville de Milan ne peut plus faire longue résistance. Elle est agitée par des dissensions intestins et on vient d'y décapiter des partisans du comte on des *Sforzesques. (Nec poterit*[1] *longè regi maximè cum sit inter cives aliqua dissensio propter decapitationem factam de notis principalibus dicti Comitis).*

Au reste les citadines de Milan tiennent encore les lieux circonvoisins, Come et la majeure partie du lac, Arona, Angliara, et une partie du lac Majeur sur laquelle commande le comte Vitalien (Borromée) grand ami du duc de Savoie, Monza, Lodi, Pizzigithone, Crema etc.

Enfin les Milanais viennent d'envoyer au Duc à Turin une nouvelle ambassade composée de Michelet de Piémont, Jean de Casale et Pierre Donsio.

Ces députés arrivèrent en effet à la cour ducale »le vendredy avant les Rameaux.« Le duc mande à son père le résultat des conférences qu'il vient d'avoir avec eux. »Ils ont dit que rien n'égale le grand amour que tout le peuple de Milan a envers mon dit Seigneur. Il est confiant qu'il les délivrera de leur ennemi. Ils ont bonne volonté sur la question de la seigneurie, seulement qu'ils voient que notre dit Seigneur a la

puissance de se porter en avant. Malheureusement les forces sont inégales, car le comte François a XII mille chevaux et plus, et le Duc n'en a pas VI mille. Encore ces six mille sont-ils presque tous gens jeunes et volontaires, sans savoir l'art et usages d'Ytallie. Et ne sont pour endurer longuement mésaise, et veulent être payés de mois en mois, autrement se partent de l'armée. Les Bourguignons surtout ne sont pas obéissants comme le cas requiert. Les Millanois n'ont que de l'infanterie, sauf cinq cents chevaux de Carle de Gonzague, et cette infanterie est disséminée dans les garnisons de Come, Crema, Lodi, Monza etc. Et combien que le peuple Milanois soit grand, néanmoins ne sont pas gens de guerre et pour rien ne ysseroient (sortiraient) hors de leur cité. D'ailleurs ils sont en division, et on ne pourrait à grand peine les faire sortir de la ville plus loin que six à sept milles. Si le Comte, à toute sa puissance, se retournait sur le pays des Ducs de Savoie, non seulement le pays nouvellement acquis serait en péril, mais par aventure l'ancien. Dans ces circonstances il convient d'attirer dans le parti du Duc le Seigneur Guillaume de Montferrat, les Pichinin et certains autres capitaines du Duc qui viendront moyennant L mille Ducats. Ainsi serait la guerre plutôt finie en deux mois qu'ainsi que l'on a commencé en deux ans. Au lieu de tenir frontières et soy vouloir défendre à grand péril, il faudrait attaquer avec plus grandes forces.«

»Le comte François a fait attaquer par Barthelemy de Bergame (Alviane) Bourg-vieil, et ils ont brûle certaines granges à Bremes et ailleurs et ont pris le Seigneur de Thorins et fait reculer l'armée de Savoie par manière que tout est en péril.

»Les Milanais sont en grand souci voyant que le Duc n'est pas assez puissant à les pouvoir défendre et libérer sinon par les moyens d'avoir les Capitaines dessus dits. Et ils instent pour que mon dit Seigneur le fasse prestement ou qu'il leur dise qu'il ne le veut ou ne peut faire. Dejà il a donné pour la guerre tout ce qu'il a pu avoir, et il lui est impossible de trouver les L mille Ducats qui seraient nécessaires pour conquérir si legièrement et prestement une telle Seigneurie et éviter si

grand péril et dommaige. Et partant supplie notre Saint Père qu'il lui plaise faire ensorte de procurer cette somme. Autrement il notifie à notre dit Saint Père qu'il sera impossible d'en venir à ses fins. Si la chose demeure, ce ne sera que par faute d'argent.«

»Le Comte a toujours voulu entretenir le Duc en espérances de paix par certaines pratiques. A ce propos le dic Duc est grandement émerveillé que des ambassadeurs de notre Saint Père sont allés devers le comte François sans passer par Thurin. Et l'on doit croire que notre Saint Père connoit assez les malices et déceptions de ce Comte.«

»Notre dit Seigneur duc désire savoir promptement la volonté du Saint Père afin qu'il puisse prendre le meilleur parti que possible. Car si aucun remède ne se met présentement, de grands dommages surviendront. Et se peut maintenant faire plus par *dix* que par *cent* à plus attendre.«

»Item le Duc a fait garnir de soldats Bassignano et Burgo franc, place des Milanais, du consentement de ceux-ci qu'ils ont enfin donné à grand peine. On ne l'a pu encore faire pour le val Sesia par la doubtance des paysans qui tiennent le parti de partir quand entreront ceux de Savoie.«

»Item Nicod de Manthon négocie pour avoir cent mille Ducats de la gabelle de Nice.«

»Item mon dit Seigneur a envoyé l'abbé de Casanova à Venise pour les exhorter à ne pas offendre et à avoir rencontre sur quelque traité de paix. Item pareillement a été envoyé à Gènes messire Gaspard de Mazin, sous ombre de vouloir accorder le fait de Finale, mais pour savoir si les Génois ont intelligence avec le Comte.«

»Item, comme les Vénitiens sont avec le comte, et notamment Barthelemy de Bergame, leur général, notre Saint Père devrait arrêter à Genève les marchands Vénitiens et leurs marchandises.«

»Item notre Saint Père devrait envoyer des arbalestiers de par delà. Et pour ce que les Bernois sont gens de guerre et de *grand crainte*, mon dit Seigneur et tout le pays sont esbahis de ce qu'ils ne viennent, ainsi que l'on avait mandé. Et pour-

tant supplie que l'on les fasse passer le plus tôt que se pourra.«

»Item mon Seigneur est bien esmerveillé qu'on ne lui a pas envoyé les artilleries pour lesquelles avait mandé par delà.«

Cependant, tandis que le duc mandait ainsi à son père les mauvaises chances de son entrée en campagne, il recevait des Milanais une dépêche pressante, datée du 15 avril 1449, et signée par le capitaine *Raphael* au nom de tous les Capitaines et Défenseurs des libertés de Milan.

»Dejà, dit ce Capitaine, nous désespérions de notre salut et nous nous croyions abandonnés de Dieu et de Vous, quand la Providence a inspiré aux frères Picinin, François et Jacob, d'abandonner le parti du comte François et de se rendre dans notre parti afin de nous aider à conserver notre précieuse liberté *(ad præsidia nostra ad conservandam nostram auream libertatem)*. Ils sont arrivés ce matin même avec leurs troupes de pied et de cheval. Sur leur passage ils ont fait main basse sur les avant postes du Comte et chacun s'enfuit devant eux. Maintenant c'est à votre Seigneurie de se montrer de son côté sur l'autre rive du Tessin. Nous avons tout préparé pour un mouvement suprême de notre part *(nam insurgente in partibus vestris ultraticinis vostrâ Excellentiâ, nobis totum conatum in partibus istis facientibus, Comes perterritus et quassatus resistere non poterit)*.

Le 19 avril, le duc Louis fit part de ces bonnes nouvelles de Milan à son père. Les premières lignes de sa lettre sont rongées de vétusté et indéchiffrables dans l'original qui est aux archives de Genève. Nous copions ce qui est lisible:

»Nous sommes maintenant certains des *Condottieri* du comte, par les intelligences que moi et les Milanais avions avec eux, et notamment avec les Pichinins. Ceux-ci ont dejà abandonné le Comte et sont entrés dedans Milan pour venir au service des Milanois et de moi à plus de 4000 chevaulx sans la fanterie. Le comte s'est retiré à Binastel et on lui a pris des carriages et de l'artillerie. Lesquelles choses, Saint Père, vous signifie, avant que point de conclusion se pratique avec le Seigneur, duc d'Or-

léans. Je veux aussi ouir ce que diront les Ambassadeurs du comte François, puis après vous enverrai quelqu'un de mes gens pour vous pleinement référer afin que l'on puisse prendre le plus sûr et meilleur parti. Les L milles ducats sont en toutes manières nécessaires. Si l'argentier ne veut les donner, même à l'intérêt de 8 pour cent, qui serait dommageable, mieux vaudrait engager des places ou une partie de pays. On remboursera avec ce que, au plaisir Dieu, on pourra acquerir par la guerre et avec la cense des Milanais. Mon très redoubté Seigneur, ne veuillez faillir à cette fois. Avant la fin de ce mois il faudra faire prestance aux capitaines qui ont abandonné le Comte, aultrement faudrait crier prière. Car le dit comte se parforcera de les raffermer et seront contraints de le faire si on manque de leur bailler argent. La chose ne peut venir à bonne fin que par la main de ces Ytalliens. Si vous ne faillez de m'aider, avant deux mois, très Saint Père, je ne fais aucun doute, que la chose ne vienne ainsi que l'avez toujours désirée au grand honneur, proffit et gloire de Vous et de vostre Hostel de Savoie. Vous assurant que je suis disposé à y mettre de ma personne et tout ce que j'ai en ce monde, ainsi en vous est mon dernier refuge et toujours j'y ai eu ma parfaite confiance.

»Priant le Benoit Saint esprit qu'il vous ait en sa Sainte garde etc.«

Cette lettre a un *post scriptum* qui est encore plus pressant et qui annonce de nouveaux dangers:

» Saint Père, maintenant tout de nouvel j'ai appris que les ennemis ont recouvré Romagnan et les autres terres perdues, et sont venus devant Gatinera, à grand puissance, et se parforcent de l'avoir. Ainsi d'autre part devant Valence et Breme sont pareillement. Et par faute d'argent je ne puis faire lever mes gens, ne me mettre en défense. Pourquoi il vous plaise d'y adviser, autrement tout le pays de par deça est en grand péril. Et au regard de moi j'y ai mis tout ce que j'ai eu.

Lovs, *duc de Savoie.*

Ainsi, malgré la récente défection d'une partie de ses mercenaires, le comte François Sforze était encore assez puissant

our prendre une revanche éclatante. C'est qu'il avait encore ous les armes plus de douze mille soldats aguerris et que l'arent des Vénitiens arrivait à point nommé pour la solde de ette armée. C'etait, on l'a vu, le point capital, d'après la onstitution des forces militaires des princes d'Italie au quinième et au seizième siècle. D'ailleurs, et c'etait aussi l'essenel, le comte François Sforze etait un excellent général, qui vait hérité de son père, le fameux comte de Cottignole, cet ntrépide soldat de fortune, le coup d'œil prompt, la résolution ardie, le génie fertile en ressources qui font le bon chef 'armées. L'armée de Savoie, au contraire, était composée de auvres soldats, ainsi que ne le prouveront que trop les lamenables plaintes du duc Louis que nous aurons encore à transrire. Le Duc avait certes la valeur personnelle, le désir et ambition de bien faire. Il avait les qualités et les défauts de lusieurs Princes de sa famille avant et après lui. Changez les oms. Mettez celui de tel général Autrichien à la place de ceui de François Sforze, et celui d'un Roi brave et malheureux à la place du duc Louis, l'un de ses ancêtres, et vous serez frappé de l'analogie des circonstances que l'on retrouve dans deux guerres faites sur le même théâtre à quatre siècles de distance (1449 — 1849).

Sur les instances des Milanais, et aiguillonné par l'honneur militaire qui lui fesait un devoir d'agir promptement, le duc de Savoie se mit en mesure de reprendre les pays occupés par le comte François à l'extrême frontière de ses états et de faire une diversion puissante en faveur de Milan. C'est alors qu'eut lieu le grand engagement ou la bataille principale de cette guerre. Ce fait d'armes a été raconté diversement par les historiens, mais nul ne parait avoir connu d'une manière précise les circonstances de cette journée[17]. Le Duc, dans une lettre bien curieuse du 10 avril 1449, les mande à son père par le menu:

---

[17]) A en juger par le récit de Guichenon, cette rencontre aurait été un *sanglant combat*, et Corio, l'annaliste du Milanais, dit que la mêlée fut *grande et horrible, et qu'il y eut beaucoup de tués de part et d'autre.*

»Saint Père, je vous recommande les affaires de par deça et je vous signifie à très grande déplaisance comme mardi passé le Seigneur de Varax, Jaques de Challand, le Seigneur de Montillier et leurs compagnons, environ mille chevaux, allèrent pour avoir Bourgmanière (Borgomanero) selon certain traité qu'ils avaient avec ceux de dedans. Et nonobstant qu'ils combatissent valeureusement, ne le purent avoir. En soi retournant ils rencontrèrent les gens du Comte François, Barthelemy de Bergame et le Seigneur de Carpi qui étaient en très grand nombre. Et après grandes déffenses et certacions faictes d'ung côté et d'autre, il y en eust douze morts des notres et environ 60 des ennemis. Et beaucoup de blessés d'une part et d'autre. Et à la fin furent prisonniers les Seigneurs de Varax, Jaques de Challand, de Montillier, et avec eux environ deux cents autres. Et sont perdus environ deux cents chevaux des notres. Et combien qu'il en soit demeuré, Dieu merci, des autres bien plus que des nôtres en bon nombre, toutefois la chose est très dangereuse et périlleuse, pour les puissances, cautèles et malices des adversaires, et pour la simplesse des notres qui sont jeunes et voulanteux, et ne se veulent unir. Car le mareschal m'a notifié qu'il s'en était allé des Bourguignons sans son savoir et sa licence. Et est expédient de faire passer en Piémont le maréchal de Seyssel, le sire de Varambon et les Bernois, si on peut les avoir.«

»D'autre part j'attendais de jour en jour les gens du beau cousin d'Orléans, et j'apprends qu'ils s'en sont retournés, de quoi je suis bien esmerveillé considérant l'alliance qu'ils vouloient faire, et envoyer quatre mille chevaux. Et s'ils ne vouloient faire autre chose qu'escriptures et promesses, la dite alliance pourroit plutôt porter dommage et empêche, combien qu'il me semble que ce qu'on leur propose soit assez honnête

---

Ces exagérations donnent parfaitement l'idée de ce qu'était la guerre entre les princes Italiens au quinzième siècle. On comprend alors ces récits de batailles entre *condottieri* où, tout compte fait, le rôle des morts se bornait à un seul homme d'armes étouffé dans son *harnois*.

et convenable. Et n'y a contrariété au sujet des Milanais, sinon en un point, car je leur ai promis de leur remettre tout ce qui se pourra recouvrer du Milanais, excepté Novare et ce qui est deça le Tessin. Neanmois tout se pourra accorder, car les ambassadeurs des Milanais, qui sont ici, ont puissance de laisser à mon cousin d'Orléans deux ou trois cités quand il se voudra aider à les recouvrer. Seulement qu'il se fasse prestement car *periculum est in morâ*. Moi et les Milanais avons pratique avec d'autres Capitaines du Comte, outre les Pichinins, qui dejà sont tournés, mais tout demeure faute d'argent.«

»Saint Père, je suis bien desplaisant de ne vous pouvoir écrire meilleures nouvelles. L'ambassadeur du Comte, Alberto Rolando est ici, et de lui je n'ai pu sentir chose sûre ne rien qui vaille sinon par la voie de mariage[18]). Lui et les autres viennent seulement pour ouyr et refférer et sans aucune puissance de traiter. Tous les jours surviennent des nouvelles par lesquelles on est contraint de muer opinion.

Saint Père, les provisionnaires des Vénitiens et Florentins m'ont escript, que Barthelemy de Bergame et les autres souldoyés estant deça le Tessin ne feront à mes pays et subjects aucune offense. Le dit Barthelemy m'a lui même escrit dans ce sens comme pourrez voir par la copie encluse[19]). Mais

---

[18]) La maison de Savoie, qui comptait tant d'alliances illustres, notamment avec la maison royale de France, s'indignait de l'audace d'un aventurier tel que François Sforze qui osait rechercher pour un des siens une princesse de la famille ducale. Mais on ne peut échapper à certaines fatalités politiques. En 1464 Bonne de Savoie, fille du Duc Louis, épousa Galeas Sforze, fils du comte François et duc de Milan. Galeas devint ainsi beau-frère du roi Louis XI qui avait épousé une autre fille de Louis de Savoie.

[19]) Le manuscrit des archives de Genève renferme en effet, pages 167 à 170 „les lettres des chancelleries de Venise et de Florence par lesquelles les gouvernements de ces républiques se défendent, à grand renforts d'exclamations, de l'accusation d'avoir donné secours au comte François Sforze. Après une longue énumération des services rendus par la maison de Savoie à la république de Florence, le gouvernement florentin termine ainsi: „*Persuasum esse volumus vestræ Sublimitati*

nonobstant ce qu'ils disent, les dits Vénitiens et Florentins ont pris mes dites gens, et de mes villes et terres et fait de très grands dommages et oultrages. J'ai mandé à mes officiers de la Val d'Aoste et de Maurienne qu'ils fassent détenir les marchands Vénitiens et Florentins établis chez eux et leurs marchandises. Et semble que pareillement se devrait faire aussi par delà, et à Genève, jusqu'au temps que raison fut faite de ces dommages. Et vous plaise d'y aviser, et en faire comme vous plaira.«

Cette lettre renferme aussi un Postscriptum très important:

»Après ma lettre escripte, Saint Père, aujourdhui 26 d'avril 1449 j'ai eu certaines nouvelles que le Seigneur de Varax est échappé des mains des ennemis pour la simple rançon d'un homme d'armes, qui sont cinquante ducats, car ils ne l'ont point connu. Et avec lui ont été libérés plusieurs autres. Il en est mort des deux côtés, mais trop plus des ennemis que des miens. Nous avons pris le comte Lienor de la Pergola, neveu de Barthelemy de Bergamo. Je fais toujours renforcer mon armée, espérant qu'elle fera quelque bonne chose à son

---

„*nihil Florentinum populum cogitare posse contra vestros statum et* „*amplitudinem*.“ Le peuple florentin ne permettra pas qu'il se fasse quoique ce soit contre l'etat et la grandeur de votre Sublimité.“ Cette lettre est signée: *Vexillifer* (le banneret) *Justitiæ populi et civitatis Florentiæ*.

L'officier des Vénitiens, Jaques Antoine Marallo, déclare au duc Louis qu'il n'est auprès du comte François Sforze qu'à titre d'observateur et pour empêcher une agression de l'armée de Savoie sur les territoires du comte, ce qui pourrait compromettre les domaines de la République Vénitienne. Mais il a des instructions formelles qui lui ordonnent de rester sur la défensive et de ne pas attaquer les terres de la maison de Savoie.

La lettre de ce général Vénitien est datée du camp et des armées fortunées du comte François contre Milan (*Ex felicissimis Castris Illustri Comitis contra Milanum) in villa Vighini*, 4 *aprilis* 1449.

Cette indication a l'air d'une épigramme contre le duc de Savoie. Au fond tout le monde se jouait de la bonne foi dans cette partie de guerre.

honneur et du pays, attendant aussi de jour en jour votre bonne aide. Je vous supplie accélérer, pour éviter dommage qui non sans vergoigne se pourrait réparer.«

Le manque d'argent, ce nerf de la guerre, était, comme il est facile de le reconnaître, le défaut capital de la politique du Duc de Savoie dans toute cette affaire. Le Pape Felix V, à la veille d'abdiquer le pontificat et de remettre la thiare à Nicolas V, ne pouvait consacrer toute sa sollicitude et ce qu'il pouvait avoir de ressources pécuniaires à cette affaire de Milan, devenue pour lui une affaire secondaire à côté des grands intérêts de l'église. On sait que Felix V se démit de la Papauté dans le concile assemblé en l'eglise de Notre Dame de Lausanne, le cinquième des ides d'avril 1449 et la neuvième année de son pontificat (Voyez *Guichenon*, preuves pag. 328). C'était donc jour pour jour en quelque sorte au moment de ces graves complications d'Italie qui mettaient en péril la couronne de son fils. On est même étonné qu'il soit resté au Pontife renonçant assez de liberté d'esprit et d'action pour suivre et redresser les fautes que son fils commettait de l'autre côté des monts.

Le 20 avril nous trouvons dans le manuscrit de Genève un projet pour l'aliénation de la Gabelle de Nice, minuté par les officiers du duc Louis et annoté en marge par Amédée VIII. Cette vente est faite pour dix ans et à dix pour cent par an payables au rachat. Les acheteurs donneront cent mille ducats comptant. De plus le duc offre de vendre la Roche et quelques autres places moyennant clause de rachat, au taux de 7 pour cent d'intérêt annuel. Ces emprunts usuraires n'etaient pas faits pour remettre en bonne position les affaires financières du Duc. Encore les argentiers étaient-ils en défiance et demandaient-ils des garanties contre lesquelles l'orgueil et le *decorum* d'Amedée VIII se gendarmaient. Ce projet d'emprunt est intitulé: »*Mémoire des choses qui semblent devoir être faites avec les amis.* Nicod de Menthon est le négociateur de cette transaction qui encore ne parait pas avoir été conduite à bonne fin. (Pages 175 à 185 du manuscrit de Genève).

Inquiet, non sans cause, de la tournure que prenaient les

affaires d'Italie, ne sachant au juste à quoi s'en tenir sur ces incessantes demandes d'argent auxquelles il était fort embarrassé de répondre, Felix V, à la veille de déposer le fardeau du gouvernement contesté de l'Eglise, résolut d'envoyer un agent fidèle et discret à Turin pour lui faire un rapport exact de la situation. Cet agent, Jacob de la Tour, écrit de Turin le 6 mai pour rendre compte de son voyage et de ses impressions. Sa lettre qui est fort longue, est écrite en latin[20]):

»Je suis arrivé, mande-t-il au Saint Père, le 2 de mai dans cette résidence de Turin. Quoiqu'il fût deja nuit (*horá tardá*) j'ai insisté pour voir le Duc qui m'a volontiers donné audience. J'ai d'abord exposé les angoisses de votre Sainteté au sujet des affaires de Milan. J'ai ensuite annoncé vos intentions au sujet de la pacification des nobles, et votre volonté de mander à Genève les deux partis de la noblesse pour qu'ils s'accomodassent par votre intervention. Monseigneur le Duc est d'accord là dessus avec vous et vous rend grâces. Si le Seigneur de Thorins n'avait pas été fait prisonnier, l'intention du duc etait dejà de vous l'envoyer pour arriver à cette pacification tant désirée. Dès qu'il sera mis en liberté on donnera suite à cette idée.«

»J'ai ensuite émis l'avis de votre Sainteté, qui est de travailler à une paix avec le comte François, vû que cette guerre de Milan ne plait pas de votre côté des monts. Là dessus le Duc m'a exposé tout ce qu'il avait fait de tentatives pour avoir cette paix. Il n'a pu arriver à aucun résultat et les ambassadeurs que le comte François lui envoye ne sont que des espions (*exploratores*). Il faut donc se résoudre à faire la guerre avec vigueur et pour cela le Duc est d'accord que votre Sainteté expédie en Piémont le plus grand nombre possible de gens d'armes des pays de Savoie, notamment Barjat et Varambon, à condition qu'il sera avisé de l'autre côté des monts à leur paiement, vû que le pays d'Italie est dejà trop chargé de dépenses de guerre.«

---

[20]) Pays 177 à 183 du manuscrit des archives du Canton de Genève.

»J'ai exposé ensuite le mécontentement qu'a éprouvé votre Sainteté de ce que les appointemens avec les Milanais, que votre Sainteté trouve dommageables, ont été pris sans son prévis. Le Duc m'a répondu que le temps n'avait pas permis d'attendre l'avis de votre Sainteté, et que d'ailleurs s'il avait attaqué le comte François c'etait moins pour être utile aux Milanais que pour se défendre lui-même et pour ne pas se trouver seul contre toutes les puissances d'Italie qui voulaient le chasser comme intrus (*Non tam ut Mediolanensibus prodesset quod ut sibi eminentia pericula cunctaret et ne solus contra omnes potentias Ytalie remaneret.* Antoine Rabbia avait l'ordre précis des conseils de Milan de s'accommoder avec le comte si le Duc Louis ne prenait parti pour eux dans six jours. Et si les traitres qui tenaient dans Milan le parti du comte n'avaient pas été décapités, il y a longtemps que Milan serait aux *Sforzesques.*«

»Quant à la gabelle de Nice et aux traités avec les banquiers de Gênes, le Duc veut attendre, avant de prendre parti, qu'il ait réponse d'autres argentiers des quels peut-être on obtiendra de meilleurs conditions.«

»J'ai rapporté toute la diligence qu'a faite votre Sainteté auprès de Prince d'Orange et du Comte de Neuchâtel pour l'aliénation de certaines terres et de chateaux en pays de Bourgogne moyennant clause de rachat. Le Duc loue ce mode et y donne les mains.«

»Quant aux arbalestiers de Savoie que le Duc avait demandés, j'ai prouvé que vu leur petit nombre, la distance et leur inhabilité, il n'y a pas avantage à les déplacer. De même pour les artilleurs (*Ballistarios*). Le duc voudrait que les baillages, au lieu de ces soldats, lui envoyassent de l'argent qui est bien autrement nécessaire.«

»Pour ce qui est des Bernois, j'ai exposé, comme déjà vous l'aviez fait par écrit, la cherté de cette sorte d'auxiliaires, car trois mille Bernois prendraient dix sept mille florins au moins de solde mensuelle. D'ailleurs ils ne restent pas en place quand la paie n'arrive pas et dans la pénurie où l'on est ici, il aurait pu en résulter quelque scandale. Cependant pour le

cas d'une affaire décisive, d'une place importante à emporter, d'un effort suprême à tenter, votre Sainteté estime qu'il y aurait lieu à appeler les dits Bernois.«

»Jai dit aussi que votre Sainteté avait l'intention de passer de l'autre côté des monts avec une force armée suffisante et des sommes d'argent en proportion avec les besoins.«

»Le Duc serait bien réjoui de ce voyage. Tous les gens considérables d'ici le désirent, surtout si votre Sainteté améne les Bernois que le comte François et les siens redoutent outre mesure *(præcipue cum assistentiâ Bernensium quos Comes Franciscus et sui usque ad extremum timent)*. Avec l'argent que les baillages donneraient en remplacement du contingent d'arbaletiers et d'artilleurs, on pourrait avoir (dit le Duc) trois à quatre mille Bernois au moins pour deux mois durant lesquels on aurait, et au delà, le temps de ruiner les forces du comte François.«

»Relativement au traité à faire avec le duc d'Orléans, le Duc supplie votre Sainteté de ne rien y mettre qui puisse compromettre l'honneur de la maison de Savoie vis-à-vis des Milanais.«

»Enfin le Duc supplie qu'on agisse vite relativement au secours d'argent sans cela on ne pourrait répondre de la sureté même des pays de votre côté des monts (*procul dubio periculum foret ad territoria vestra cismontana.*«

Le Duc apostilla de sa main et en français cette depêche en ces termes:

»Saint Père et mon très redoubté Seigneur! J'ai ouy ce que m'a rapporté de votre part mon bien aimé et féal Conseiller, Jaques de la Tour, président du conseil de Chambéry. J'ai fait les réponses que vous verrez en la lettre qu'il vous escript à plein. Vous suppliant d'avoir égard à la conservation de l'honneur et estat de la maison de Savoie. En moi toujours commandant à vos bons plaisirs, je prie le bénoit fils de Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.«

A Thurin le sixième de mai MCCCCXIX.

LOYS, *duc de Savoie.*

Sur ces entrefaites arrivèrent des nouvelles encore plus désastreuses du théâtre de la guerre. »Les gens du comte François avaient recouvré toutes les places qui étaient venues sous l'obéissance du Duc de Savoie au commencement de l'alliance conclue avec Milan. Vicolongo seul tenait encore. Les gens du duc de Savoie refusaient de se battre et même de monter à cheval à moins qu'on ne les payât (*se excusantes quod equitare non possunt nisi eis solvatur*). L'audace du comte s'est accrue à l'excès depuis ces événemens. Il a fait brûler Gatinara et fait d'horribles menaces. Chaque jour la force des ennemis s'accroit sur le territoire de Novare, et le Comte n'en persiste pas moins à assiéger Milan, car il a suffisamment de forces pour les disséminer. Dernièrement il a encore obtenu près de Milan le poste de *Maria Grazia*. Les pays de Verceil, de Bugella et autres lieux voisins sont grandement émus. Les habitans sont encore fidèles mais d'un jour à l'autre ils peuvent tourner.«

»Dans ces extremités il n'y a que deux partis à prendre, ou secourir les lieux menacés et tenir ce qui a été promis aux Milanais, ou bien faire la paix aux conditions les moins onéreuses que possible.«

Ces nouveaux désastres furent la cause d'une nouvelle ambassade du Duc auprès de son père. Cette fois elle était composée de l'Evêque de Turin et du Seigneur de Luyrieux. Ils etaient chargés de porter les réponses à un récent message dont Felix V avait chargé l'Evêque de Lausanne. C'etait au sujet de l'abdication de ce pontife, à laquelle le Duc Louis, abstraction faite de ses répugnances comme fils du pape élu par le Concile de Bâle, avait de la peine à se décider comme souverain. Enfin, sur les instances de l'Evêque de Lausanne, du patriarche d'Antioche et du prévôt de Mont-Jou (grand Saint Bernard) le Duc donna la réponse suivante:

»Puisqu'ainsi est que notre Saint Père, pour plaire à Dieu et suivre l'avis des princes chrétiens, mesmement du Roy, a voulu deslaisser son droit pour mettre paix et union en l'Eglise, Monseigneur y est consentant pourvu que les choses se fassent

d'après les chapitres qui avaient été préfixés sur la part à faire à notre dit Saint Père renonçant[21]).

»Et il ne faut pas oublier que le Roi avait dit, qu'une fois la renonciation faite, il ferait faire à notre dit Saint Père beau compte plus que devant, et mesmement que si mon dit Seigneur se voulait transporter de Pignerol, où il était dernièrement, à Lausanne, on ferait ensorte de tenir modes et moyens à Rome, que les rivières de Saone et du Rhosne jusqu'à la mer et de là les Monts fissent les limites de la légation de notre dit Saint Père. Ou au moins que deça les Monts y fussent jointes les terres et Seigneuries de Milan et de Gènes depuis la rivière d'Abde (*Adda*) jusq'à la mer.«

»Item mon dit Seigneur Duc leur exposa la condoléance qu'il avait des inhumanités, violations, brùleries, crudeletés et saccagemens qui se font maintenant en Ytallie par la coulpe du comte François Sforze lequel se parforce de subjuguer les Milanais au préjudice des Princes naturels ayant cause et titre au dit Milan. Et tout cela se fait par les subventions des Vénitiens et Florentins, tellement que le peuple chrestien ne pourra faire seurement son voyage de dévotion par l'Ytallie, l'an si prochain du Jubilé.«

»Lesqueulx seigneurs connurent être vrai et en furent très desplaisans, et se offrirent d'en faire complainte à Rome afin que le Pape (Nicolas V) en rescrive aux dits Vénitiens et Florentins et requierre le dit Comte de faire paix raisonnable touchant le fait de Milan.«

»Le samedy, 17e du dit mois de mai, se partirent les dits Seigneurs et prirent leur chemin par la voie de Casal. Le président ira par mer afin de pouvoir besoigner en la matière d'Arragon et sera aussitôt à Rome que les autres Ambassadeurs

21) On sait qu'Amédé VIII de Savoie, Pape sous le nom de Felix V, reçut de Nicolas V, après son abdication, les titres d'Evèque de Sabine et de cardinal Légat et Vicaire perpetuel du St. Siège en tous les Etats de la maison de Savoie, Piémont, Lyonnais deça la Saône, et dans les diocèse de Lausanne, Bâle, Strasbourg, Constance, Coire et Sion. Il fut le second personnage de l'Eglise.

qui vont par terre. Le roi d'Arragon est mieux disposé que jamais, à ce que dit Louis Sestasses son ambassadeur près de moi. Les Génois aussi sont contens de faire alliance avec Savoie, moyennant qu'ils n'entrent en dépense ni en guerre neuve.«

»A l'egard du fait de Milan, notre Saint Père ne doit pas oublier qu'au commencement de la révolution du comte François, il a encouragé l'alliance et ligue avec les Milanais, disant qu'il s'y voulait aider. Néanmoins mon dit Seigneur Duc voyant qu'il n'avait pas de quoi longuement soutenir la guerre, a envoyé devers le comte François pour faire appointement de paix. Mon dit Seigneur concédait tout, seulement que la cité de Milan pour son honneur et devoir demeurât en liberté, au moins pour aucun temps. Mais le dit comte n'a jamais voulu condescendre à aucun parti raisonnable. Bien est-il vrai que le dit comte a aucunes fois donné à sentir que si la maison de Savoie voulait abandonner Milan et donner à son fils une de ses Demoiselles, qu'il serait content de donner Novare en mariage. Ainsi vouloit tout avoir et aussi la filles qui semble parti bien extrême.«

»Mon dit Seigneur a donc été contraint de prendre parti, vu que le dit comte partageait dejà le pays de Piémont entre ses capitaines et menacait de mettre à saccagement et vergoigne madame de Milan. Et il l'a fait par le conseil de ses barons, docteurs et nobles qui etaient lors par deça. Le Duc a eu principale considération en l'autorité, réputation, fame et crédit de l'hostel de Savoie, et en la amitié continue et immortelle avec les Milanais. Il a aussi considéré la vieillesse du dit Comte qui ne peut longtemps entretenir telle puissance.«

»Au reste Vigeve s'est retourné en l'obéissance des Milanais et de monseigneur. Les nouvelles de la guerre sont un peu meilleures. Les Milanais ont remis à l'armée de Savoie Bassignano et Bourg-franc. Les communications du Comte entre Pavie et Novare sont coupées par Vigeve, ce qui rend cette dernière place très importante. C'est autour de Vigeve qu'aura lieu probablement une nouvelle bataille, vu que le comte veut même abandonner Milan pour reprendre Vigeve. Malheureusement Monseigneur n'a pas de quoi payer ses gens, lesquels ne peu-

vent chevaucher ni avoir leurs harnois qu'ils ont engagés par détresse. Dejà s'en est allée une grande partie de l'armée, et si cela continue, le Comte fera tout ce qu'il voudra, les Milanais seront abandonnés et le Piémont sera en grand danger, que Dieu ne veuille.«

»Cette triste situation de l'armée de Savoie est d'autant plus fâcheuse que les principaux officiers du comte François étaient contens de venir au service de Monseigneur et de bailler femmes et enfans pour surété. Mais tout demeure pour argent. Que mon dit Saint père veuille bien y employer ses cogitations. Et pour qui maintenant ferait toute diligence, chose sera trop plus louable de prendre le sien en soi défendant, accroistre et tenir loyauté de prince à ses amis et protéger une telle Dame, que soy laisser ainsi villainement outrager par un tet Dragon. Ainsi faisant on perdrait la réputation, la crainte des voisins, l'amour des sujets. Tout se pourroit éviter, à grand joie du peuple, par les émolumens d'une saison ou deux de ce de quey Monseigneur se peut accroistre. Les Milanois haissent le comte et tous les Rois, ils n'aiment pas d'avantage les Vénitiens. Ils ne veulent que Monseigneur. Et si le Comte met le pied dans Milan, mon dit Seigneur et toute sa noble lignée pourront bien dire que de longtemps ne leur en faut avoir l'espérance.«

»Puisque le fait de la gabelle de Nice n'a pu encore procurer argent, il semble que pour un tel cas de si grande importance on doive recourir ès pays et leur requerir ayde en leur demontrant tout l'effet de la matière. Alors il se pourroit que les pays voulsissent octroyer par le moins cent mille Florins de Savoie. On peut aussi engager de places, et il serait plus profitable d'en engager vingt-cinq en un tel cas que d'en laisser perdre deux.«

»Si Monseigneur a confisqué les marchandises des Vénitiens, c'est pour forcer les dits Vénitiens à retraire leurs gens de l'armée du comte. Les marquis de Ferrare et de Mantoue ont demandé d'avoir intelligence avec Monseigneur. Les Vénitiens ont enfin répondu à l'abbé de Casanove qu'ils seraient contens de faire paix, en y comprenant le comte, pouvu qu'on lui

laissât certaines cités et à eux aussi sans Milan. Et si le comte ne veut pas accepter, ils sont délibérés de le laisser, pourvu que le pape les dispense des sermens et promissions qu'ils lui ont faites. Dejà Monseigneur a chargé le président de Chambéry d'impétrer à Rome cette dispense.«

»Une nouvelle affaire non moins importante est au regard de Monseigneur le Dauphin (depuis Louis XI). Ce prince a envoyé ces jours passés devers Monseigneur de Savoie le bastard d'Armaignac pour lui parler de trois choses:

1° La première qu'il voulait envoyer deux ou trois cents lances avec ses bannières au secours de mon Seigneur de Savoie.

2° La seconde qu'il etait content de faire perpétuelle amitié avec luy.

3° La tierce qu'il avait moult grand désir de venir et se trouver une fois avec mon dit Seigneur. Et serait content de venir à Suse, pourvu que madame la Duchesse y soit et avec elle Mesdemoiselles ses filles qui sont à Thonon.

»Sur quoi j'ay répondu (ajoute le Duc Louis) que quand le Daulphin viendroit je m'approcherois afin que je le puisse plus promptement rencontrer. Et je ne peux imaginer qu'il le fasse pour autre chose que pour voir mes Demoiselles et vouloir entendre au mariage.«

»J'ai répondu encore que j'acceptais cette bonne offerte, et à l'égard de l'alliance, la signifierais à mon dit Saint Père. Cette réponse a été envoyée au Dauphin et le batard d'Armaignac est ici demeuré attendant nouvelles de Grenoble et aussi la réponse de mon dit Saint Père.«

»C'est pourquoi, Saint Père, je vous envoie le projet d'alliance avec le dit Dauphin, et en outre je vous supplie qu'il vous plaise faire donner ordre que mes dites Demoiselles promptement puissent passer par deça pour ce que dit est.«

»A l'égard de Monseigneur d'Orléans, il a naguères écrit à Turin qu'on devait lui envoyer le chancelier pour besoigner la matière de l'alliance. On attend aussi les ambassadeurs de Bourgogne.«

»Au regard du reproche fait par mon dit Saint Père au Duc,

son fils, que les choses en Conseil se font trop légièrement, Monseigneur répond qu'il n'a jamais rien fait d'important sans la délibération de son Conseil, au moins du secret, auquel sont continuellement le Cardinal de Turin, le chancelier de Chestaigne, les sieurs de Luyrion, de Baulme, Anthoine (Bolomyer) et le receveur. Bien est vrai que aucunes fois est advenu, pour non attédier mon dit Seigneur quand il est à table ou à quelque distance du dit Conseil, que le chancelier ou Anthoine ou tous deux vinrent pour refferer à mon dit Seigneur les affaires ordinaires; ains pour lui montrer les minutes des instructions, aucunes fois aussi pour certaines affaires familières que Monseigneur ne veut pas que chacun sache. Et comme mon dit Saint Père connoit assez les rumeurs qui volontiers sont ès cours des Princes, mon dit Seigneur le supplie qu'il ne se veuille tourber ne croire telles relations sans ouir parties. Car réellement il n'y a nul qui ne se travaille de faire loyalement son devoir selon sa possibilité.«

Telles sugestions sont pour mettre discors entre mon dit Saint Père et Monseigneur. Et peut aussi considérer mon dit Saint Père qu'il est chose bien desplaisante à de pauvres serviteurs qui se travaillent jour et nuit, et ont désir de servir loyalement, quand ils voyent par telles senestres informations, que par bien et tant bien qu'ils fassent ne sont aucunement loués et remerciés, ains sans mal faire accusés et blâmés. *Maxima spes virtutis et præmium est commemorare benefecisse.* Et afin que chacun soit çonnu tel qu'il est, mon dit Seigneur ne voit voie plus louable que notre Saint Père et lui se dussent trouver ensemble quand il lui plairait de passer par deça.«

»Au regard de la pacification des nobles, mon dit Seigneur a tenu tous les bons moyens qu'il a su et pu. Mais en vérité il est bien difficile de le pouvoir faire durant l'armée, et pendant que sur les champs les partis seront puissans. Mon dit Seigneur a traité sa gentilesse (noblesse) de Savoie bénignement, non mie comme sujets mais comme amis. Excepté qu'il ne l'a pu payer, comme eut volontiers fait s'il avoit eu puissance.«

»Item Monseigneur a fait requérir le Subside général deça

s monts, et combien qu'on leur demandât cent mille ducats n'ont voulu donner que XX mille florins et sont venus jusqu'à XIIII milles. Lesquels Monseigneur n'a pas voulu accepter, attendu que ce n'est pas seulement la substance d'un des Capitaines qui se veulent conduire au service de Monseigneur. Pareillement, au lieu des arbalestiers que les pays de par de là (la Savoie et Pays de Vaud) avaient octroyé pour 3 mois, semble aussi que l'on doive demander un subside comme, deça en Piedmont.«

P. S. »Le comte François est en effet venu mettre *campo* devant Vegeve qui est lieu de si grande importance, car qui le pourra secourir c'est la conservation des etats de monseigneur, et le Comte a dit que si tôt qu'il le pourra avoir, il ne laissera *casa* à monseigneur deça les monts[22]).

Et pour défaire le comte on pourrait avoir Anthoine et Galiot de Capo-fuego, du consentement des Genois avec 700 lances et 1500 arbalestiers. Ils demandent 40,000 ducats pour un an.

Item pareillement Charles de Gonzague offre 2000 chevaux et 1000 fants et demande 20,000 ducats et un ducat par lance.

Item le Seigneur de Carpi, à 600 lances et 500 fants, demande par le moins 17,000 ducats.

Item Torelle proposé un pareil nombre et se veulent obliger de défaire le dit comte. Le moment est d'autant meilleur que le comte a fait détenir Guillaume de Montferra, son capitaine.«

»Pourtant tout demeure pour argent, et qu'il plaise à Monseigneur et Saint Père ouvrir, pour conquérir cette glorieuse victoire, son trésor de magnanimité, vertu et prudence. Et Messeigneurs de Turin et de Luyrieux lui diront le reste. Avec

---

[22]) Vigeve ou *Vigevano*, ville fortifiée sur la rive droite du Tessin, au nord-est de *Mortara*, et à moitié distance entre Pavie dans le Milanais et Novare dans le Novarais. C'est toujours autour de cette place que se sont portés les grand coups dans les guerres du Piémont et du Milanais.

votre secours très Saint Père tout se fera et clarifiera par manière que serez content.«

La pénurie du trésor était le mal, à peu près sans remède, qui travaillait alors le gouvernement ducal, et qui l'empêchait de prendre son élan ambitieux. L'administration, en matière d'impôt, se trouvait fixée d'une manière à peu près inflexible, et les velléités de bon plaisir et d'arbitraire ne pouvaient prendre leur essor. Le pays ne donnait qu'à bon escient, et les projets d'agrandissement territorial et de conquêtes le touchaient très médiocrement. On peut même dire que dès cette époque les plans d'extension de domination en Italie, qui paraissaient être l'idée favorite du Duc Louis, etaient impopulaires en Savoie. Les nobles de ce pays commençaient à se formaliser des prétentions de leur souverain et de la prédilection qu'il affectait de montrer pour certains conseillers ultramontains qui caressaient ses chimères et flattaient les vues extraordinairement aventureuses de la Duchesse, la belle Anne de Chypre. La Savoie n'etait rien moins que romanesque, et ces combinaisons qui ne manquaient pas d'une certaine grandeur, mais qui avaient bien aussi leur côté périlleux, lui étaient à bon droit suspectes. Le bon Amédée lui-même, qui dans sa jeunesse n'avait pas été sans sympathie pour cette politique envahissante, qui le premier avait planté à Turin l'étendart du gouvernement de Savoie, et qui avait transformé sa couronne de comte en une couronne ducale, commençait à se réfroidir singulièrement à l'endroit de tous ces projets de souveraineté Italienne. Depuis son abdication comme Duc de Savoie et pendant sa retraite de Ripaille, il avait réfléchi profondément. Les affaires de l'Eglise dans lesquelles il avait été appelé dès lors à jouer le rôle éminent, avaient aussi contribué à le calmer et à le mettre en garde contre les faciles séductions de l'ambition mondaine. Certes il tenait toujours singulièrement au renom et à la grandeur de sa maison, mais il avait tempéré les hardies conceptions de sa jeunesse et de son âge mûr par une certaine défiance de la capacité et de la fortune de son fils et par un sentiment de commisération pour les peuples soumis à son sceptre

Il s'était surtout érigé en défenseur des droits, franchises et libertés des pays au milieu desquels il avait établi sa résidence, et il ne voulait pas les voir sacrifiés à Turin et au Piémont. Amédée VIII était Savoisien avant tout. Le duc Louis son fils était plutôt Piémontais. Ces deux mots expliquent bien des choses de l'histoire de cette maison.

Quoiqu'il en soit, ce double sentiment de sollicitude pour la réussite des projets de sa famille et de l'affection pour les peuples soumis à sa domination, était mis à une rude épreuve chez le Duc-Pontife par la détresse financière du trésor ducal. Tous les projets conçus pour le tirer de la gène lui arrivaient et il les examinait soigneusement. C'est ainsi que nous trouvons, dans le manuscrit de Genève [25]), une proposition assez tentante, vû les circonstances, que faisait un certain François Cerrat, moderne receveur des pays de Piémont, pour être nommé Trésorier général de Savoie.

Ce personnage pose les conditions auxquelles il voudra bien accepter cet emploi:

»D'abord il sera nommé pour six ans, sans pouvoir être révoqué avant ce temps révolu. Il pourra ensuite nommer tous ses employés et commis sans exception. Troisièmement le Duc, sous aucun prétexte, ne pourra percevoir directement aucune somme sous quel titre que ce soit, comme compositions, obventions etc.

»Quatrièmement le dit François ne pourra jamais être forcé de payer ou de s'engager, au nom propre du Duc, ni de débourser au delà du montant de ses recettes. Cinquièmement il ne pourra être contraint à payer des dettes autérieures du Duc, à moins qu'il ne reste un solde en caisse après toutes les dépenses acquittées, tant extraordinaires qu'ordinaires.«

Ces deux derniers articles parurent sans doute blessans pour la dignité Souveraine dont Amédée VIII se préoccupait constamment. Quelque fut le besoin d'argent, il ne voulait rien permettre qui compromit la couronne. Aussi a-t-il biffé ces

---

25) Pages 207 et 208.

deux clauses et en marge on trouve ces lignes tracées probablement de sa main:

»*Isti articuli non sunt honesti nec admittendi; deleantur.*« Ces articles ne sont pas convenables et ne peuvent passer; qu'ils soient effacés.«

Il ne parait pas d'ailleurs que cet arrangement ait reçu d'exécution. Son moindre inconvénient étant de mettre entre les mains d'un seul comptable deux recettes distinctes, celle de Piémont et celle de Savoie (Thesaurarius generalis Sabaudie regat officium thesaurariæ tam Pedemontium quam Ultra montes.) Il n'est d'ailleurs pas dit dans le projet quelle avance François Cerrat consentait à faire au Duc en échange de ces conditions.

Les négociations avec Louis, dauphin de France, commencent à jouer un rôle important dans cette période de la guerre de Milan à laquelle elles viennent se rattacher de plusieurs manières. Le dauphin pouvait être en effet un auxiliaire précieux pour le duc de Savoie.

Mais son secours présentait aussi des côtés dangereux. En l'employant on ouvrait une large porte à l'intervention Française en Italie et l'on risquait de compromettre l'indépendance des Etats de Savoie. Ensuite, dans ce même moment Louis, Dauphin de Françe, était au plus mal avec son père, le roi Charles VII. Ceci explique pourquoi les chefs de la maison de Savoie, Amédée VIII surtout, mirent tant de circonspection lorsqu'il s'agit de contracter une alliance qui, au premier aspect, ne présentait qu'honneur et avantage.

Le projet de traité entre le Duc de Savoie et le Dauphin est un document diplomatique très-important et sur lequel il importe de s'arrêter un moment. Il est ainsi conçu[24]):

»Loys *ainé fils de France,* Daulphin de Viennois *et* Loys *duc de* Savoye:

»Faisons savoir à tous que Nous considérant la consanguinité, affinités, amour et bienveillance qu'est entre nous, et que nos pays et seigneuries très prochains sont, et que de toute

---

24) Pag. 209 et 210 du Manuscrit des Archives du Canton de Genève.

ancienneté nos subjects ont accoustumé d'aller, venir, se virer et communiquer l'un avec l'autre, avons fait et par les présentes faisons les alliances et perpétuelles unions, amitiés et bienveillances qui s'ensuivent, sans y excepter aultres quelconques fors nos redoubtés Seigneurs et Pères:

»Premièrement, voulons, jurons et promettons en paroles de princes que dosrenavent nous aimerons et cherirons l'un et l'autre. Item ne souffrirons, à notre pouvoir, offendre les pays et subjects l'un de l'autre. Item que chacun de nous permettra chacun pouvoir entrer, passer, conduire ès pays de l'autre vivres et marchandises sans y imposer taxes nouveaux.«

»Item que toutes les fois que l'un de nous voudra requerir l'autre d'aide de gens d'armes pour deffense ou offense, chacun de nous le pourna faire au pays prochain, autrement ès gens de son conseil à Grenoble et Chambery. Et le requis sera tenu de prester secours quarante jours après la requête, et l'ayde sera de mille chevaulx pour trois mois.«

»Item, si advenoit que dussions avoir guerre que Dieu ne veuille, à la rencontre d'aucun Prince qui soit de notre sang, pour offendre, en ce cas celui de nous qui par l'autre sera requis, ne sera point tenu de donner l'aide que dessus.«

»Item pour obvier ès esclandres survenues par falsifications de monnoies, ne souffrirons l'un l'autre les monnoies de l'autre en quelconque de ses pays et seigneuries. Les faulsaires seront punis, par celui de nous à qui la connoissance du droit en devra appartenir, selon l'exigence de leurs démérites.«

»Item que les choses que dessus soyent entendues en bon, vray et sain entendement, sans aucune machination, détour, fraude ou mauvaise pratique. S'il intervenait aucune ambignité ou forfaiture, elles seraient terminées au pont de Beauvoisin par quatre Conseillers, deux pour chaque partie.«

Ce qui prouve bien la confusion et le malaise qui régnaient dans ce moment là à Turin en fait de politique, et la peine que le souverain et son conseil avaient de suivre une ligne de conduite nette et droite, c'est que le même jour où ce projet de traité avec le dauphin Louis était élaboré, on donnait une ré-

ponse au roi d'Arragon qui ne concordait pas trop avec les mesures précédemment arrêtées:

»On remerciera, dit ce projet de réponse, sa majesté le Roi d'Arragon pour ses offres. S'il peut donner un secours de cent mille Ducats, cela vaudra mieux qu'un subside en hommes. On dira que notre Seigneur le duc de Savoie, tant de ses gens d'Italie, de Bourgogne et d'autres lieux, dispose de quinze mille hommes d'armes belliqueux et bien équipés *(bellicosos et bene-ordinatos)*. De plus on attend huit à dix mille Bernois.«

»On ajoutera qu'une fois la Cité de Milan délivrée du comte François, si la dite cité veut se choisir un Duc, et qu'elle confère cette dignité un Duc de Savoie, notre Seigneur, sa Majesté royale d'Arragon en sera contente. Et si, en revanche, la dite cité veut nommer Duc le Roi d'Arragon, sa Majesté confirmera notre Seigneur le Duc dans la possession de ses fiefs dans le Milanais. Et de plus, sa vie durante, elle paiera deux cents mille Ducats par an à notre dit Seigneur, et ses enfans la moitié.«

»Ce présent traité devra durer jusqu'à la totale extermination du comte *(usque ad totalem exteminationem et destructionem Comitis)*. Le 11 mai m.c.c.c.c. xlix.

Nous trouvons ensuite dans le manuscrit de Genève[25]) une pièce très-importante. C'est la réponse du pape honoraire Felix V, redevenu *Amédée VIII*, ou plutôt *le Cardinal légat, Evèque de Sabine*, aux communications diverses que nous venons d'exposer. Cette réponse est datée de Lausanne, le 14e jour de Juin de l'année 1449. Elle est signée par tout le Conseil du Pontife abdiquant, savoir par Messeigneurs les Cardinaux de Varambon et d'Arcy, et les conseillers de Montjouy, Prothet, de Colombier, Claude Luyrieux, Gruffy, le prothonotaire de la Roche, de Montrotier, Lullin, Champion et Villarzel. Voici sa teneur:

»Touchant les affaires de l'église, tout ce qui a été fait par Monseigneur le Duc a été bien advisé. Touchant l'ambassade de-

---

25) Pages 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, et 226.

vers le Roi d'Arragon, c'est bien fait, mais que rien ne se conclue sans adviser notre Saint Père.«

»Touchant l'alliance de Gènes, avant de rien conclure, il sera bon de revoir les anciens traités, faits jadis par notre Saint Père avec les Génois.«

»Touchant le fait de Milan notre Saint Père ne peut que répéter que si on lui avait toujours fait entendre la vérité, les choses fussent autrement allées.«

»Touchant le mariage que demande le Comte François, ce n'est pas chose à laquelle on doive entendre en aucune manière, car elle pourrait tourner à *note* et à charge pour l'hostel de Savoie.«

»Touchant l'intérêt de la guerre avec les Milanois contre le dit Comte, plût à Dieu que notre Saint Père eût vu les chapitres avant les Conclusions. Au regard de Madame de Milan, les raisons sont louables, mais pour cela on ne se devait pas hâter de rompre et entrer en guerre. Toute la charge retombe sur le Duc, et il ne pourra la supporter longtemps. Au moins les Milanais devaient ils souldoyer l'armée de mon dit Seigneur.«

»Touchant Vigeve, ce qui a été fait est bien fait, et touchant la détention de Guillaume de Montferrat il en doit déplaire. Touchant Bassignano loué soit Dieu.«

Touchant les pratiques d'avoir les Capitaines du Comte, il faut d'abord que Monseigneur ait de quoi les maintenir; il faut ensuite qu'ils ne lui fassent la révolte comme ils font tous les jours; enfin il ne faut pas pour cela que Monseigneur se défournisse des siens.«

»Touchant l'accroissement de la Seigneurie de Savoie, il serait bien fait de soy accroistre et amplier, mais à ce faire est expédient d'avoir bon titre, gens faits et de bonne conduite et argent pour les souldoyer.«

»Au regard du subside, le pays deçà les monts (la Savoie) a naguère accordé un florin par feu. Et le pays a réservé qu'il serait payé en la main de mon dit Saint Père pour être employé aux affaires de Monseigneur le Duc, comme il appert par les adresses des bailliages. Quant à engager des places,

ce sera bien fait pourvu que l'on trouve à emprunter sous ra chat deçà ou delà. Par deçà on a dejà fait pour cela tout diligence, mais on n'a trouvé personne qui voulût acheter pa les mutations qui se font si souvent, et mesmement pour ce que paroles et promesses ne sont pas bien tenues.«

»Touchant Barthelemy de Bergame, s'est bien fait d'avoir relaxé les marchands Vénitiens; mais que l'on ne fasse plus le pareil cas, mesmement aux habitans de Genève et autres lieux du pays de Savoie.«

»Il est expédient d'envoyer aux Vénitiens et à Rome personnes aptes et profitables à la matière pour mettre les choses à bonne exécution.«

»Touchant Monseigneur le Daulphin et la formule de l'alliance, il sera bon de faire encore les réservations qui s'ensuivent:

»Premièrement doivent être réservés par Monseigneur le Duc la couronne Impériale, le Duc de Bourgogne et les Bernois que la maison de Savoie ne peut aider à combattre. Item que les parties soient obligées de faire ratifier les dites conventions par leurs Pères dans les deux mois. Item que pour cette nouvelle alliance ne soit aucunement dérogé aux anciennes alliances faites et observées entre le Roy, le Dauphin et l'hotel de Savoie. Item que l'aide que l'une partie doit fournir à l'autre soit modéré à deux mois et moins si faire se peut.«

»Touchant Monseigneur d'Orléans c'est bien fait, et quand les choses seront pratiquées, qu'on le fasse savoir à notre Saint Père.«

»Au regard du mariage demandé par le Dauphin, l'avis de notre Saint Père est que l'on doit répondre à ses ambassadeurs en la forme que s'ensuit:

»C'est à savoir que notre Saint Père et Monseigneur le Duc son fils, considérant la noblesse, valeur et hautesse de l'hotel de France avec lequel Messeigneurs de Savoie, nos ancestres, de si longtemps ont été alliés, et conjoints par mariage comme chacun sait. Et par exemple ont été mariées en la maison de Savoie feue madame Bonne de Bourbon, sœur de la

reine de France, à Monseigneur le bon Comte Verd, grand père de mon dit Saint Père, et après Madame Bonne de Berry, mère de mon dit Saint Père, à Monseigneur le comte Amé son père; conséquemment Madame Marie de Bourgogne, mère de mon dit Seigneur. Et dernièrement quand il a plu au Roy tant honorer la maison de Savoie et d'y loger Madame Yolande sa propre fille[26]). Encore quand il serait du bon plaisir du roy et de mon dit Seigneur le Dauphin de vouloir continuer l'alliance, affinité et parenté, véritablement mon dit Saint Père et mon dit Seigneur le duc l'auraient pour très agréable et moult chéri, en les en remerciant humblement et de grand cœur. Et quant à la venue de Mesdemoiselles de Savoie, mon dit Saint Père et Monseigneur son fils l'eussent volontiers fait pour complaire à mon dit Seigneur le Dauphin. Mais véritablement, il n'est aucunement possible pour le présent ni convenable. Mesmement pour ce que mon dit Seigneur le Dauphin peut en bref temps être par delà, où Mesdemoiselles ne sauroient si tost passer. Par ainsy conviendroit que Monseigneur le Dauphin les attendit, ce qui ne seroit pas chose bien raisonnable. D'autre part, qui les voudroit faire hâter à passer les montagnes, ce pourroit être chose dangereuse pour leurs personnes qui sont encore jeunes et tendres. Et ne pourroient endurer les chaleurs ne la dureté du chemin. Mais au fait, quand les choses seroient jusqu'à ce, que le plaisir de mon dit Seigneur le Daulphin seroit de voir mes dites demoiselles pour entendre au mariage, il pourroit envoyer aucuns de ses conseillers et par leurs rapports, et aussi de peintres et autrement se pourroit informer de leurs personnes[27]). Et comme dit est, si le plaisir

[26]) Amé IX, qui fut duc de Savoie en 1465, après la mort de Louis, son père, avait épousé Yolande de France fille de Charles VII. On connait la régence orageuse de cette princesse, sœur de Louis XI.

[27]) La coutume de présenter en personne aux rois et aux princes les princesses qu'ils demandaient à épouser, avant de rien conclure, fut en usage durant tout le moyen âge. Au quinzième siècle seulement on commença à s'y soustraire. Le Dauphin, qui fut depuis Louis XI, ne tenait pas à se faire un renommée de galanterie; il voulait en

du Roy et de mon dit Seigneur le Dauphin est d'entendre en cette matière, ils trouveront toujours notre Saint Père et mon dit Seigneur disposés à tout selon leur possibilité.«

Les lignes suivantes qui ont trait à la même matière, sont biffées dans la minute du manuscrit de Genève (pag. 222):

»Et encore si notre dit Seigneur le Dauphin voulait voir les dites demoiselles, en personne, mon dit Seigneur y donneroit tel ordre dont mon dit Seigneur le Dauphin seroit bien content, et qui lui seroit aussi aisé et agréable que de passer deçà par delà.«

»Touchant le Thrésorier à venir, notre Saint Père est content qu'il se fasse selon les corrections qu'il a faites ès chapitres, et non autrement.«

»Touchant le Conseil de Monseigneur, résidant avec luy, répond notre Saint Père qu'il aurait grande joie et plaisir quand l'on se gouvernerait par telle manière. Toutefois il a bien entendu le contraire par des rapports dignes de foi et mesmement par les œuvres qui sont faites. Notre Saint Père n'a pas coutume de croire lorsqu'il ne voit bien les conjonctures et la vérité.«

»Touchant la pacification des nobles, elle est très-nécessaire à mon dit Seigneur et à ses pays. Et ne doit en ce mon dit Seigneur attendre la venue de notre Saint Père, mais y vaquer en toute diligence, jour et nuit, par tous les bons moyens, qui se pourront trouver. Jusqu'ici on n'a tenu aucun bon moyen pour y arriver. Mesmement plusieurs des nobles et des Seigneurs qui sont allés par de là ont été irrités, rebuttés, et

revenir aux anciens usages. Plus tard Henri VIII, roi d'Angleterre demanda aussi à François I de lui amener à Calais les princesses de Guise afin qu'il pût faire son choix. Ce qui lui valut cette réponse du roi chevalier: „qu'il portait trop de respect aux dames pour les conduire au marché comme les palefrois et les haquenées.«

Au reste l'innovation proposée par Amédée VIII de substituer un portrait à la personne même n'etait pas sans danger, témoin le malheureux mariage du même Henri VIII avec Anne de Cleves qu'il avait épousée sur la fois d'un portrait de Holbein, portrait très flatté.

mis à non chaloir et dedain, qui a été mal fait. Et n'est pas bon mode pour faire paix. Il en est de même touchant la gentilesse. La justice a aussi été très-mal rendue. Si on n'y employait que des Docteurs, gens de bien et d'honneur, tout iroit bien. Mais par autres mains elle a été jusqu'ici très-mal rendue et conduite.«

»Touchant le subside de par deçà, c'est bien fait, mais qu'il se fasse gracieusement et sans violence. Et qu'il s'employe surtout au profit de mon dit Seigneur, c'est à savoir au paiement des gendarmes à qui l'on doit, et mieux que n'a été fait jusqu'ici. Car notre Saint Père est bien étonné de voir comme les subsides, du temps passé et du temps à venir, ont été dépensés. Et à l'égard des Arbalestiers des pays de Savoie, ils ont octroyé un subside de un florin par feu.«

»Touchant les Venditions répond notre Saint Père que semblablement l'on n'a trouvé par deçà qui veuille rien bailler pour la cause dejà dites, qui est que les promesses n'ont pas été tenues. Toutefois on fera ce qu'on pourra, et que mon dit Seigneur envoie à mon dit Saint Père faculté expresse pour vendre et engaiger jusqu'à cinq mille florins annuels.«

Ces réponses catégoriques d'Amédée VIII à son fils sont accompagnées d'un *mémorandum* spécial pour les deux envoyés du Duc, l'Evêque de Turin et le Seigneur de Luyrieux. Ce mémoire, rédigé en latin, précise les faits sur lesquels ces délégués, à leur retour à Turin, devront partéculièrement insister:

1° Ils devront expliquer d'avantage encore, si possible, les raisons qui doivent porter le duc à faire la paix avec le comte François *(et Cito amplectetur viam pacis, si eam cum honestate et potestate et sine sacrificiis et consensu Mediolanensium contrahere possit).* On aime à voir que les Milanais ne sont pas totalement oubliés dans cette recommandation.

2° *Secundò terminanda est discordia nobilium.* Il faut pacifier la noblesse, vû que c'est des discordes des nobles que sont venues tant de choses néfastes dès le début de cette guerre, *(a quâ in principio hujus belli tanta nefastè sunt ineunda).* Plus

vite cette paix se fera et mieux ce sera (*et quantum celeriter tanto fructuosior*). Et si l'on ne peut trouver une meilleure voie, que l'on oblige Jehan de Compeys à venir chez lui en deçà des monts, avec ordre d'y demeurer quelque-temps, afin de calmer le mal et de le bien avertir[28]).

»Ensuite que l'on mette en garde le Duc contre toute dépense inutile et qu'on l'engage à restreintre le théâtre et les opérations de la guerre, plutôt qu'à les étendre inconsidérement. (*Profligationibus abstineat quæ darent guerræ graviorem latitudinem, et temperet potius belli proportiones, et expediat tantum ordinaria et necessaria*). Que notre fils s'abstienne aussi de toute dépense inutile. S'il avait su s'absfenir de jeter l'argent tout irait mieux aujourd'hui (*Quod si retrospectis temporibus consilia nostra audiisset et se ab inutili expensá abstinuisset, res hodiè meliùs se haberent).* Il serait deshonnête de charger le peuple de nouveaux impôts. L'honneur de la maison de Savoie ne s'est pas accru de toutes les dépenses faites en dernier lieu (*omnia expensa usque ad hoc facta honorem Domûs nostræ non increverunt*). Que notre fils engage sa femme et ses courtisans à faire des sacrifices et qu'il en fasse aussi du sien, (*ab uxore suá et maximè de socialibus suis obtineat quod possibile erit et sibimet ipse subveniat).*

»Enfin, bien qu'un tranquille repos convint mieux à l'âge de sa sainteté, après tant de tribulations, que de nouvelles fatigues, considerant l'état actuel des choses qui est périlleux (*qui multum exigit et legem aliquo modo imponit*), Elle a decidé *motu proprio* de se transporter de l'autre côté des Alpes pour

---

[28]) Jean de Compeys, Seigneur de Thorens, et favori du Duc Louis, s'etait attiré, comme on l'a dejà dit, la haine des principaux Seigneurs de Savoie. Cette haine engagea ces Seigneurs a faire une ligue contre le favori qui obtint une sentence de proscription contre ses ennemis. Amedée VIII parvint à pallier le mal, mais après sa mort (en 1451) Compeys suscita une nouvelle accusation contre les nobles, ses adversaires, et aidé de la Duchesse Anne de Chypre, toute puissante sur l'esprit de son époux, il obtint contre eux une sentence d'exil. Ils se réfugièrent auprès de Charles VII, roi de France, qui prit leur parti.

le bien de sa maison et la consolation des peuples (*pro conservatione status Domûs nostræ et populi consolatione).*

Ces remontrances parfois sévères mais justes, provoquèrent une nouvelle ambassade du Duc auprès de son père. Cette fois ce fut Andrè Malet qui en fut chargé. Ses instructions sont longues et minutieuses. Nous n'en extrairons que les points nouveaux car il y a bien des répétitions. Ce sont toujours les mêmes doléances et surtout les mêmes demandes d'argent.

»Le temps serait admirablement choisi, disent ces instructions rédigées en latin, pour pousser la guerre de Milan, car les Vénitiens commencent à montrer qu'ils sont las du comte François. Ils lui disputent Cremone dont ils ont grande envie, et ils s'offrent pour médiateurs entre le Duc et le Comte.«

On pourrait à la rigueur faire cette paix, même sans le consentement des Milanais, car leur Conseil général (*consilium generale)* a refusé de ratifier deux des articles du nouveau traité avec le duc. La première ratification faite par les Capitaines et les défenseurs de la cité n'a pas été approuvée en ce qui concerne le comte Vitalien Borromée qu'on a voulu excepter du traité. Néanmoins on perdrait son crédit auprès des Vénitiens[29]) en abandonnant ses alliés, et la maison de Savoie risquerait de ne plus avoir d'amis (*nec certe aliquis amicitiam vel intelligentiam aliquis de retro quereret cum domu Sabaudiæ).* De plus, ce serait fournir aux Milanais l'occasion de se jeter à la tête du comte François. Il faut aussi penser que ce comte peut mourir d'un jour à l'autre, comme cela a failli lui arriver tout récemment devant Vigeve.«

»Du reste l'etat de l'armée de Savoie ne s'est pas amélioré. Elle continue à déserter faute d'argent et de vivres. Ceux qui restent ont vendu leurs chevaux et leurs armes (*qui adhuc sunt*

---

[29]) Vitallian Borromée, Comte d'Arona et Seigneur de plusieurs terres sur les bords du Lac majeur dont les Milanais réclamaient la souveraineté. Le duc de Savoie, dont le comte Vitallian tenait le parti, avait voulu que par le traité fait avec lui les Milanais reconnussent l'indépendance de ce Seigneur.

eq[illegible]et arma vendiderunt) de sorte que les pays de Monseigne sont en grand péril. La conqutêe des Milanais est devenue u affaire de défense pour la maison de Savoie. Et si cette co quête s'opérait, non seulement on accroitrait sa gloire, sa rép tation et sa sécurité, au point de vue temporel, mais enco la légation de notre Saint père en serait d'autant plus augmenté *(Domus Sabaudiæ non solum gloriam famam et securitatem auger temporaliter, sed etiam Clementissimo Domino nostro omnis legat tantò magis ampliabitur quanto domino Sabaudiæ.)* De plus, l dite maison tiendrait ainsi en respect les sujets et ceux de Turi et elle pourrait extorquer aux rebelles de grandes sommes, to en les tenant en crainte et obéissance. «

Cette dernière phrase nous a paru tellement grave et co tenir de si singulières maximes de gouvernement de la pa d'un prince d'une maison souveraine dont la modération a ét souvent célébrée et avec raison, que nous avons du la reli plusieurs fois dans le texte latin de l'original des archives d Genève qui ne présente aucune trace d'altération. Voici ce text

» *Accedet etiam plus Domino Sabaudiæ quoniam ne dùm*
» *Vicinis secundabitur, et in gratiam tenebitur. Verum et a Sul*
» *ditis ut putò Turkinis et rebellibus maximas pecunias extorquebi*
» *et eos in timore et obedientiâ tenebit.* «

Pour avoir l'explication de cette étrange phrase, il e bon de se rappeler que Turin, l'un des Duchés du royaume d Lombards en Italie, avait eu longtemps, après la chûte de c royaume, ses marquis et ses comtes particuliers. C'est d'Ad laide, dernier rejeton de ces Souverains, que Turin parvint la maison de Savoie par le mariage de cette princesse ave Odon, fils d'*Humbert aux Blanches Mains*, Comte de Maurienn Pendant de longues années Turin fut le théâtre de guerres i testines, effets des divisions des partis. L'autorité des Empereur d'Allemagne, celle des Evêques, le pouvoir municipal bala çaient et tenaient en échec la puissance des comtes de Savoi qui résidaient de l'autre côté des Alpes. Quand ces comtes s transportèrent en Piémont, ils ne choisirent pas d'abord Turi pour leur résidence à cause de la vive opposition qu'y trouva

leur autorité, mais bien Pignerol. Ce fut en 1418 seulement sous le Duc Amédée VIII dont il eut question dans ce mémoire, que Turin devint la ville principale des Etats de Savoie, et sous le duc Louis, son fils, les fermens de révolte étaient loin d'être comprimés entièrement.

Le Duc Louis annonce à son père par André Malet, son délégué, qu'une trève *(treuga)* est intervenue entre les nobles de Savoie, et qu'il a l'espérance de la voir se convertir en une bonne paix. La présence du Saint Père de l'autre côté des Alpes est ardemment désirée. Madame Blanche de Milan a mandé que le Comte François s'etait vanté, qu'il prît Milan ou non, de venir bientôt à main armée dans les Etats de Monseigneur au Sud des Alpes, et de là le renvoyer à ses frères et à ses proches de Codagnola de l'autre côté des montagnes.

»Il importe de savoir aussi que les Vénitiens ont donné pouvoir au marquis de Mantoue de traiter avec le Roi d'Arragon, et que ce marquis a dejà arraché *(arripit)* toute mille ducats à ce Roi.«

»Monseigneur le Duc fait aussi savoir à notre Saint Père qu'il a des intelligences dans Novare pour reprendre cette ville, et à Mortara et dans quatre places de la Lomelline.«

»Les Ambassadeurs d'Orléans et de Bourgogne sont revenus aujourd'hui d'Asti, et on n'a traité avec eux que sur des points généraux.«

»Il importe plus que jamais d'avoir de l'argent pour payer la solde échue des Seigneurs de Carpi et Michelet qui sont aux frontières.«

»Monseigneur croit devoir insister, vû la prochaine arrivée du Dauphin, pour que notre Saint Père envoye Mesdemoiselles Marguerite et Charlotte, filles de notre Seigneur le Duc, afin que le dit Dauphin puisse le voir. Car s'il ne les trouve pas ici, le traité qu'il veut conclure et le secours qu'il promet de donner éprouveront du retard.«

Les Conseillers du Conseil ducal chargèrent aussi le même André Mallet d'un mémoire justificatif et d'un exposé des faits. Ils commencent par repousser le reproche de n'avoir pas aidé

le [illegible]c de leur bourse. Ils ont donné en argent et fourni en cautionnemens bien au delà de leur moyens. *(Ipsi domini de Consilio in pecuniis et pignoribus subvenerunt, nec tantum juxta facultates suas, sed multum ultrà.)* Nuit et jour ils sont angoissés par l'état allarmant des affaires. Les ressources ordinaires sont dès longtemps absorbées, et les ressources extraordinaires sont nulles en ce temps de crise. Les gens de guerre, non payés, commettent des vols, rapines et larcins, et il n'y a pour ainsi dire plus d'armée. *(Per armigeros facta fuerunt rapinæ, furta et derobationes plures, et armata pro majori parte est interrupta.)* Aucun chef n'est plus à son poste que le maréchal de Raconys. Tout le reste s'est débandé et se replie sur Turin en commettant mille dégats. La patrie est en allarmes se voyant ainsi abandonnée. *(Est que patria multum perterrita videndo se derelinqui, et hostes confinis imminentes.)* Dix mille florins feraient plus maintenant que 30 et 50,000 plus tard. Le maréchal de Raconys annonce de Verceil, où quelques troupes de Monseigneur tiennent encore, que le Comte Francois, une fois Milan pris, se portera sur les Etats du Duc de Savoie avec la majeure partie de ses forces. «

»On ne peut qu'humblement supplier notre Saint Père très clément, en présence de ces calamités, qu'il daigne jeter un coup d'œil de commisération sur sa maison, sur son fils, sur son pays fidèle. Qu'il épargne les horreurs, comme viols et autres pires que subiraient les épouses de ses sujets. Qu'il évite de voir s'en aller en poussière la maison de Savoie. *(Et ne in imbram labatur gloria domus Sabaudiæ, quod per partem et tempore non longo advenire posset.)* Qu'il réfléchisse qu'en secourant le Duc en ce cas désespéré, on redonnera de la valeur à toutes les dépenses faites jusqu'à ce moment. En Piémont on a tout épuisé, il n'y a plus rien à attendre de là. Le secours doit venir de l'autre côté.«

Le tableau est encore plus sombre, si possible, dans une dérnière lettre du Duc Louis à son père, datée de Turin le 14 juin 1449:

»Saint Père, mon très redoubté Seigneur. Par l'Evêque de

Turin et le seigneur de Luyrieux je vous ai signifié la nécessité que j'ai par de ça, en mon avenir, faute d'argent. Dont cette semaine mes gens d'armes étant aux frontières sont départis par famine et faute de paiement. Et à présent sont en cette marche de Piémont, desquels j'entretiens la plus grande partie; les autres passent outre les monts, de nuit et secrètement par tout les pas (passages). Et ceux qui restent ne trouvent plus à vivre car les paysans font grande contradiction.«

»Bien est-il vrai que ceux du Piémont et de la terre Vieille ensemble m'ont accordé de subside seulement XX mille florins; mais bien peu s'en pourra avoir avant la St. Michel. L'on traite avec les autres parties du Pays, mais ne faut pas attendre grand-chose de Verceil, de Bielle et autres de par delà, car ils sont tous foulés et gastés par les gens d'armes.«

»Et néanmois le seigneur de Carpi, par pratique longuement entretenue avec lui, est venu présentement en mon parti et en mon pays. Et est logé à Gatinière en grande compagnie. Lequel n'a reçu de moi que 2000 ducats, et dans 8 jours il en doit recevoir 8000 autres. Et ne say où prende pareille grande quantité. Et pourtant était nécessaire de pratiquer avec lui, car il était ès frontières du Verceillois faisant grand dommage au pays et à mes affaires.«

»Les ambassadeurs de Bourgogne et d'Orléans, ci-arrivés, ont proposé aucunes choses touchant moi et les Milanais.«

»Et les ambassadeurs de Milan qui sont ici n'y ont rien voulu répondre, jusqu'ils aient l'avis de la seigneurie de Milan.«

»Sur le fait des nobles j'ai prins appointement avec eux que d'ici à Noel ils vivront en union, et qu'ils feront toutes entreprises ensemble, comme si ces differends ne fussent advenus. Et ils ont livré, une partie à l'autre, lettres en bonne forme.«

»Saint Père, dernièrement fut pris terme avec Guillaume de la Balme et autres étrangiers, qui s'en sont allés, de leur paiement de gage, qui sont 2400 florins, à la St. Jean prochaine. Je vous supplie de prendre quelque prolongation avec eux quand ils viendront par devers vous, afin qu'ils ne fassent aucun dommage en mon pays de par delà, car ils en sont intentionnés.«

»Ceux de Vigeve, voyant que mon armée partait des frontières, et que les Milanais ne les secouraient pas, se sont rendus au Comte François, moyennant 25,000 ducats, qu'ils lui donnent pour éviter le sacquement. De laquelle reddition je suis moult déplaisant, car les gens du comte sont en Novarrois en grande puissance, et dejà font grand dommage ès villes acquises l'an passé. Si est nécessaire, Saint Père, et vous en supplie très-humblement, que en ces péril et nécessité me veuillez envoyer finances dont mon armée puisse procéder avant et garder mes pays de tel deshonneur et dommage. Et aussi que le Seigneur de Varambon passe par deça à meilleur nombre de gens que pourra. Et vous supplie de lui faire paiement dont lui et ses gens aient cause de vouloir venir et demeurer. Et sur ce je lui écris bien affectueusement.«

»Quant au fait du Dauphin, la Thomière est revenu de lui apportant les lettres scellées par lesquelles il prend alliance avec moi, en la forme qui s'etait parlée mais aves certaines mutations. Et quand j'ai fait remonstre que ces mutations étaient intolérables, ses ambassadeurs ont bien connu que j'avais raison. Ils ont dit du reste que le Dauphin par brief se disposait de venir esbattre cy par devers moi, et à sa venue ne doubtaient point que les dites mutations ne se rappareillassent. Et je ne sais proprement ce qu'il vient faire ici, fors que pour voir mes très-chères et très-amées filles Marguerite et Charlotte. Et serait bien nécessaire que présentement on les fit venir.«

»P. S. Saint Père, en écrivant les présentes, me sont survenues nouvelles lettres comme les Pays et Cité de Verceil sont désolés. Pour ce à cette heure j'ai conclu de rallier et rassembler mes gens, et j'y mettrai tant que j'aurai et finer pourrai.«

»J'ai essayé en toute manière de pratiquer paix avec le Comte François. Mais il n'est appointement qui s'y puisse trouver. Ains suis averti par aucuns amis que le dit comte, incontinent après la prise de Milan a entrepris de à moi faire dommage et courroux.«

Cependant les Milanais, au milieu de toutes ces misères, étaient complètement délaissés. C'est en vain que leurs Capi-

taines et défenseurs écrivaient au Duc les lettres les plus pressantes, les plus énergiques, les plus déchirantes. Ces prières étaient de nul effet, et c'etait seulement depuis que ses propres états étaient menacés, que le duc Louis semblait se préoccuper vivement de la situation et la prendre tout à fait au sérieux. Une pareille conduite n'était pas faite pour lui concilier l'amour et la confiance de ceux qu'il aurait voulu avoir pour nouveaux sujets. Aussi dans tout le reste des négociations n'est-il plus question de cette souveraineté de Milan qu'il avait été question de déférer à Louis de Savoie. Si ce prince y pensait encore, les Milanais, eux, n'y pensaient plus. Ils enlevèrent, dit Guichenon, l'écusson aux armes de Savoie qui durant quinze jours avait été appendu au dessus de leurs portes.

Ce réfroidissement des Milanais, qui n'était que trop justifié par toutes ces tentatives de négociations en sens contraire dans lesquels ils étaient constamment sacrifiés, causait de l'humeur au Duc qui depêcha encore à son père deux conseillers, Philibert de Menthon et Pierre d'Annecy. Ils devaient rendre compte à Amédée cette nouvelle complication qui n'avait rien que de très-naturel:

»Premièrement, après les révérences et recommandations, ils diront comment on a travaillé à une commune intelligence entre le Duc d'Orléans, le Duc de Savoie et les Milanais. Mais cela ne s'est bonnement pu faire, car il semble que les dits Milanais ne font pas grande estime de l'alliance du Duc d'Orléans, voyant que son secours est bien tardif et lointain. Et toujours les dits Milanais usent de bonnes paroles, et ne veulent rien conclure sans le notifier à leur Seigneurie.«

»Toutefois pour ne pas laisser la matière en rupture, les deux Ducs ont passé outre et fait deux cédules, l'une touchant une commune intelligence de Messeigneurs d'Orléans, de Savoie et les Milanais, l'autre entre les deux ducs tant seulement en cas que la première ne puisse avoir lieu, comme il est à croire attendu que les Milanais n'en ont envie.«

»Quant à la cédule entre les deux Ducs seulement, il semble qu'en quelques points elle diffère des appointemens dernièrement

pris à Lausanne entre notre Saint Père et le comte de Dunois. Et pour entretenir la matière il a été répondu aux Ambassadeurs qu'elle devait être renvoyée à mon dit Saint Père pour lui en faire l'honneur qui lui appartient.«

»Item au regard du fait de Milan, les dits Philibert et Pierre diront à mon dit Saint Père les extrémités où ils sont, les traités qu'ils font, à ce qu'on dit, avec le Comte et les Vénitiens, et le désir que Madame de Milan avait de pouvoir partir de Milan. La pauvreté de l'armée de mon dit Seigneur est encore augmentée, si possible est. Et l'on va perdre ce qui a dejà été mis à cette matière. Monseigneur a renvoyé vers les Milanais Michelet de Piémont pour les retenir de la meilleure manière qu'on pourra et les informer du secours de notre Saint Père.«

»Item, par le moyen de l'Evêque de Novare, mon dit Seigneur ne laisse pas de faire toute diligence pour avoir paix avec le comte François.«

Suit le traité modifié entre les deux Ducs:

»Pour le bien, accroissement et évident profit des très-excellens Princes d'Orléans et de Savoie semble que les choses qui s'ensuivent se doivent faire et accomplir.«

1° Que les dits Seigneurs doivent faire intelligence ensemble pour conquérir communément les Pays, terres, places et Seigneuries qui furent du duc de Milan dernièrement trépassé.«

2° Item que pour la Cité de Milan et autres villes que tiennent les Milanais, pour le présent les dits Seigneurs n'en feront aucune mention, jusqu'à tant qu'ils verront les temps et lieux que bonnement faire se pourra et devra toujours à l'honneur et profit des dits Seigneurs.«

3° Ce qui se conquerra des dits Pays sera commun entre les dits Seigneurs, sauf Novare et le Novarais qui sera du tout à Monseigneur de Savoie, et Alexandrie et l'Alessandrin ou Pavie et le comté de Pavie qui seront au duc d'Orléans.«

4° Dans le partage à faire du reste, par moitié, chacun des dits Seigneurs prendra ce qui est plus à sa convenance.«

5° Item s'il convient aux dits Seigneurs de faire entrer

quelqu'autre dans ce traité, et de lui céder quelques-unes des dites terres, cela se pourra faire.

6° Les prédites choses sont censées faites sans préjuger la renonciation du Duc d'Orléans aux droits qu'il a sur le Duché et la Souveraineté de Milan.«

7° Item le demourant du Pays que tient le comte François, excepté ce que tient mon Seigneur de Savoie et Novare, Mortara et Vigeve, se conquerra pour certaine bonne occasion au nom du Roy, combien que le profit sera à Monseigneur d'Orléans, et se partira entre les dits Seigneurs comme dit est.«

On ne peut sacrifier plus complètement et sans moins de façons les droits et les intérêts des Milanais, avec lesquels des traités solennels avaient été jurés. Amédée VIII, dans sa réponse à ces ouvertures parait, il faut le dire, moins frappé de ce manque de foi au point de vue du droit et de la probité politique, qu'au point de vue de l'intérêt et des conséquences qu'entrainera cet abandon pour la maison ducale: Voici sa réponse [30]):

»Nous avons bien examiné, mon fils, tout ce que tu nous as envoyé par Philibert de Menthon et Pierre d'Annecy. Il nous semble que le projet de traité dans lequel les Milanais sont compris doit être abandonné on du moins singulièrement modifié [31]). La réserve que fait le duc d'Orléans de ses droits comme Duc de Milan ne peut être admise. Travailler sur cette base, ce serait travailler en vain et se préparer des combats éternels (*laborare incassum et lites immortales subire).* Mais ne vous dissimulez pas, toi et le Duc d'Orléans qu'en contractant ainsi contre la volonté des Milanais, et en les excluant, vous vous préparez des inimitiés et des périls de la part du roi d'Aragon, des Milanais eux mêmes, des Vénitiens, des Florentins, du comte François et de l'Italie entière. Vos facultés serontelles assez fortes pour faire face à tant de guerres et à un poids

30) Pages 277 et 278 du manuscrit de Genève. Cette pièce est en latin.

31) Cette pièce ne se trouve pas dans le volume des archives de Genève.

si lourd? (*Nec forte, ad tantæ rei pondus, tantarum que guerrarum sumptus ingentissimos, facultates vestræ, imo non longé majores, sufficerent* «).

«D'un autre côté il faut avoir égard au Roi de France qui favorise le Duc d'Orléans. Il faut donc agir avec bien de la prudence, afin que ce traité ne prenne pas la forme d'une rupture (*ne tuus tractatus cum ipso Duce Aurelianorum jam habitus ruptarum capiat*). Il semble qu'il faudrait se tirer d'affaire en représentant au dit Duc qu'on ne peut guère exclure totalement la Ville de Milan du traité, ou du moins s'abstenir d'entretenir les Milanais par quelques moyens décents (*decentibus mediis Mediolanenses intrateneantur*).

»En d'autres termes gagnes du temps avec le Duc jusqu'à ce que cette guerre finisse et que l'on arrive à un paix. (*Dilatio faciatur per aliqua tempora quibus guerris dari finis et ad viam pacis pervenire possit* «).

»Aux yeux de tous ceux qui raisonnent bien, tu dois embrasser tous les moyens d'avoir paix. Pour cela écris à Come de Médicis qui est disposé à se porter médiateur.«

»Quant au Dauphin, je m'en réfère à ce que j'ai écrit; mais surtout gardes toi de rien faire sans m'en prévenir (*sine scitu meo* «).

Un nouveau mémoire secret du Duc Louis, rédigé en latin, suit cette lettre d'Amédée VIII dans le dossier manuscrit que nous analysons d'un bout à l'autre[32]). Nous n'insistons que sur les faits nouveaux.

Le Duc donne des détails sur l'etats intérieur de Milan. »Une partie du peuple (*altéra partiuncula*) veut la liberté, l'autre partie veut être dominée, (*altera partiuncula sattagit dominari*). En se séparant de la cause des Milanais, l'honneur de Monseigneur le Duc ne souffrira aucune atteinte, car ils n'ont pas, de leur côté, observé la convention conclue. Si on veut conclure la paix, il faut au moins que de cette paix résulte quelqu'-

---

[32]) Pages 283, 284, 285, 286, 287.

avantage *(præmium)* sans quoi elle serait deshonnête ou peu convenable.«

Revenant sur le chapitre de la discorde de ses nobles, le Duc n'a rien négligé pour la faire cesser par des caresses, des dons, des menaces. Enfin le Duc, ne voulant pas passer toute sa vie dans ces anxiétés, a renvoyé les contendans devant l'arbitrage de notre Saint Père. Et il fera peser tout son courroux sur celle des deux factions qui ne se sera pas soumise à une sentence partie de si haut.

Touchant les dépenses et la réforme de sa maison, notre très Illustre Duc, malgré tout son désir d'être agréable à notre Saint Père, n'a pu y procéder comme il aurait voulu à cause du grand concours de nobles et d'autres personnes, allant et venant, que la guerre ou des ambassades conduisaient à Turin. Il a du tenir plus grande maison et déployer plus de magnificence pour faire bonne mine à tout le monde. On sait que les hommes sont conduits par Cerès et Bacchus sur tout en temps de guerre *(Quia cum Serere* (sic) *et Baccho ducuntur et aliciuntur homines præsertim in actu bellico).* Cependant Monseigneur est bien disposé à restreindre son train de maison et à proportionner les dépenses aux recettes. Il n'est personne si prodigue qui ne devienne parcimonieuse quand la nécessité l'y force. (*Non est tam prodigus qui adjuvante necessitate non fiat parvulus et parcimoniosus* «).

»Monseigneur, pour les nécessités du temps, s'est dépouillé même de sa vaisselle et des joyaux de son épouse *(se que de rebus pecuniariis denudavit adeò ut et Vaisselam et Jocalia quæ superant et Dominæ nostræ consortis tradidit pro habendis pecuniis).*«

»Quant à l'arrivée de notre Saint Père, personne ne s'en réjouit plus que Monseigneur le Duc, tant à cause des conseils qu'en raison de la subvention qu'il donnera. Néanmoins, vû l'incertitude des temps, notre Saint Père ne saurait prendre trop de précautions pour ce voyage. En attendant Monseigneur le Duc défendra de son mieux ses pays de la violence et des ex-

torsions des ennemis. Il ne cessera de faire administrer justice et de faire office de prince comme ses prédécesseurs

»Quant à ce qui est d'un voyage de Monseigneur le Prin pour la consolation de la patrie de l'autre côté des monts (*p consolatione patriæ Ultramontanæ*) il n'y faut pas penser. I Dauphin va arriver en Piémont et s'il n'y trouvait ni sa sœ ni le Prince de Piémont, fils de Monseigneur le Duc, il serait formalisé. Ensuite ce voyage à travers les montagn scandaliserait et inquiéterait en ce moment-ci. L'ennemi ser enorgueilli et dirait que l'on veut mettre à l'abri l'héritier trône.«

P. S. »Outre ces points, il y a encore à signifier à not Saint Père les choses suivantes survenues tout récemment:

»L'ambassadeur du Dauphin est revenu, annonçant que prince arrivera incessamment à Suze. On ne sait pas enco le jour précis, mais dès qu'on en sera informé Monseigneur Duc ira aux devants jusqu'à Suze et recevra son hôte avec l honneurs convenables. Mais comme la très Illustre Duches va entrer, à ce qu'on croit, dans le neuvième mois de sa gro sesse, elle ne pourra accompagner le Duc, son époux, crain de quelqu'accident. En conséquence on priera le Dauphin venir jusqu'à Turin. La matière de l'intelligence avec le Dauphin est remise jusqu'à son arrivée.«

»Notre Saint Père doit être informé que le roi René Provence a envoyé ici des ambassadeurs pour traiter aussi d'u alliance entre son fils et une fille de Monseigneur le Duc. Ce négociation est en bon point (*bono appuncto*) et le dit roi Re annonce aussi qu'il veut venir voir les Princesses.«

»Avec les ambassadeurs du Duc d'Orléans il n'a enco été rien conclu. Cela vient des *exigences* des Milanais. I trouvent excessives les demandes qui leur sont faites. Enf pourtant, hier les ambassadeurs de Milan ont donné les mai à un projet d'après lequel le duc de Milan leur enverrait secours de trois mille chevaux dans un temps donné. Et Mo seigneur d'Orléans aurait Alexandrie et la principauté de To tone avec ses dépendances, et le Duc, notre Seigneur, aura

Novare et ses dépendances. Le reste du pays conquis sur le comte serait partagé en trois portions entre les duc d'Orléans, de Savoie et les Milanais. Mais comme les dits ambassadeurs d'Orléans ont demandé un subside de trois mille ducats par mois, payable par trimestre et applicable à l'entretien de ces trois mille chevaux, les Ambassadeurs de Milan n'ont pas voulu accorder cela avant d'avoir écrit à Milan et d'avoir la réponse.«

»Quant à l'armée rien ne s'est amélioré. La plupart des hommes d'armes se sont retirés et le reste est sans armes et inutile. Voici seulement ce qui est en état de servir :

CL chevaux du comte Jacob (Montis Marie).

CL chevaux de Jaques de Challand.

(Ils se sont engagés à les porter à 600 si on y pourvoit).

Mille chevaux et plus de Jehan de Compeys.

CCC du Seigneur de Carpi avec CCCCC hommes de pied.

CCCCC chevaux de Boniface de Castigniole et de Jehan Pichinin, avec autant d'hommes de pied.

Enfin Michelet de Piémont avec les siens. Tous vont se retirer si l'on n'y pourvoit. Il faudrait pour les satisfaire 10,000 à 14,000 Ducats pour le moins. Que notre Saint Père daigne donc y aviser par subsides, emprunts ou autrement.«

Jehan de Lornay est allé tout récemment à Milan pour visiter et consoler la Duchesse. Il a du aussi sonder le peuple Milanais, principalement des basses classes, *(ex minoribus gentibus)*, savoir ce qu'il pense de notre dit Seigneur et ce qu'il comte faire, et aussi s'ils ont quelque traité avec le Comte, le roi d'Arragon, les Vénitiens ou quelqu'autre. Enfin il doit s'informer des Seigneurs qui étaient favorables à mon dit Seigneur le Duc, s'ils sont encore dans les mêmes sentimens.«

»En passant par Arona le dit Jehan de Lornay a reçu des nouvelles que je vous transmets et qui prouvent la nécessité d'agir avant l'hiver si on ne veut tout perdre. Les Milanais ne peuvent absolument plus tenir sans être secourus. Que notre Saint Père y avise donc, de peur qu'il ne prennent parti ailleurs, et qu'il envoie au plus tôt le Seigneur de Varambon et le plus d'hommes d'armes que possible.«

Après avoir reçu coup sur coup, ces divers messages, Amé
dée VIII se décida à hâter son voyage de Lausanne et Genève
où il se tenait alors alternativement, comme le prouvent le
dates des actes de son administration, à Turin où était la cou
de son fils. Il y avait urgence, car les nouvelles transmise
par Jean de Lornay sur la situation de Milan étaient désastreuse
Le 28 Juillet 1449, les Capitaines et défenseurs des libertés d
Milan, par l'organe de Marcellin, l'un d'eux, mandent au Duc

»Très Illustre Prince, bien que vos exhortations soien
toujours bien reçues parmi nous, et que nous les sachion
dictées par un esprit tout particulier de bienveillance et d
charité, nous ne pouvons les trouver opportunes en ce momen
En effet, pour défendre notre liberté, nous n'avons reculé devan
aucun labeur, aucun frais, nous avons supporté des désastre
immenses, des incendies, la dépopulation de nos campagne
la désolation de la patrie, des sièges et toutes les espèces d
maux, et tout cela avec une constance à l'épreuve. *(Clad
innumeras, incendia, depopulationes agrorum, patriæ desolationen
obsidiones et omne malorum genus constantibus animis supportavi
mus).* Maintenant encore nous venons de décréter que nou
supporterions, même de plus grandes extrémités plutôt que d
perdre la liberté et de succomber. *(Nunc etiam extremum quod
que potius experiri ac pati decrevimus, quam libertate carere e
hosti succumbere).*

»Mais, pour vous parler franchement, nos concitoyens e
le peuple nombreux de Milan étaient soutenus dans leurs sacri
fices par l'espoir du secours de votre Seigneurie. Ils vivaien
sur la foi de ses promesses, de ses obligations, de ses en
couragemens, attestés par tant de lettres et de messages de se
ambassadeurs. Cependant le temps s'est passé et ces secour
ne sont pas venus. Il importe donc que votre Seigneurie, s
elle ne veut pas perdu entièrement la confience de ce peuple
ne nous donne plus des secours en paroles seulement, mais e
effets, et mette de côté toute dilation pour nous porter secours
*(Expedit ut vestra Dominatio si horum Civium, hujus que popul
animos confirmare, stabilire et in Meliorem spem erigere vult, non*

verbalibus subsidiis, sicut hactenus, sed effectualibus, et omni dilatione posthabitâ opem ferat). Quoique la constance de notre courage soit à l'épreuve, néanmoins nous ne pouvons nous empêcher de quelqu'abattement en pensant que ce sont toutes ces dilations qui nous ont perdus. Le Comte, notre implacable ennemi commun, dévore nos bleds, nos récoltes qui devaient servir à l'alimentation de notre peuple innombrable, et nous empêche de faire nos semanilles de mil[1], ce qui rend la disette encore plus horrible. Tout cela, parceque nous n'avons pas été secourus à temps. (*Convertit infestus nimis Comes, hostis communis noster, in alimentum et sustentationem suorum blada nostra, quæ in vitam hujus amplissimi populi converti debuerant, et nobis commoditatem seminarum millii faciendi subtraxit, quæ duo caritudinem et famem parientibus, minus gravia et minus extrema fuissent, et necquicquam evenissent, si subsidia in tempore missa fuissent*). Maintenant nous voilà menacés d'un surcroit de misère si, par le manque de secours, nous ne pouvons vendenger ni faire les semailles du bled pour l'année prochaine (*si deficientibus auxiliis, neque vina colligere, neque pro futuro anno seminaria bladorum facere possemus*).

»Que votre Seigneurie daigne donc prendre en pitié notre misèrable position et nous envoyer au plus tôt, s'il en est temps encore, les secours si souvent promis. L'honneur de la maison de Savoie, qui se dit portée pour nous de bonne volonté, y est intéressé. Que votre Seigneurie se persuade bien que notre République ne court pas seule des dangers, et que le même sort attend ses états si elle nous laisse succomber.«

Cette lettre, dejà si pressante et si significative, est suivie d'une seconde, postérieure de quelques semaines, et qui dut encore allarmer davantage le Duc de Savoie et son père Amédée touchant les dispositions des Milanais. Cette fois ils annoncent formellement »que ne comptant plus sur le secours de la maison de Savoie, constamment leurrés dans leurs suprêmes espérances, ils sont en négociation pour la paix avec le comte

[1] Pages 296—299 du manuscrit des Archives de Genève.

François Sforze par la médiation des Vénitiens.« Au fait, cett grande affaire ne pouvait guère se terminer autrement. Les deux puissantes républiques de Venise et de Florence, qui re-présentaient au quinzième siècle l'élement national en Italie, surtout depuis que les Papes paraissaient avoir abdiqué le rôle de défenseurs de la nationalité Italienne, ne pouvaient voir d'un œil serein ces négociations de la cour de Turin, considérée elle même comme campée dans la Péninsule Italique, pour y amener l'intervention de la France réprésentée par le Dauphin et le Duc d'Orléans.

Venise et Florence n'avaient pas confiance dans le parti républicain de Milan. Ces cités ne trouvaient pas dans leur sœur de Lombardie les élémens qu'elles possédaient elles-mêmes pour constituer une République avec des conditions de force et de durée, telles que l'Etat de l'Europe et de l'Italie semblait les exiger. Les prudens Vénitiens surtout, tout en admirant et en plaignant le parti républicain de Milan, ne croyaient guère à la réussite de ses plans et à l'efficacité de l'alliance avec le duc de Savoie. Ils regardaient donc François Sforze comme le chef qui convenait le mieux à l'etat de Milan, tant à cause de sa bravoure et de ses qualités militaires qu'en raison de son esprit d'intrigue et de son audace. Il est certain que la domination des Sforze à Milan, depuis le comte François dont il est ici question jusqu'au malheureux Louis le More, ne fut ni sans habileté, ni sans prospérité, ni sans gloire. Quand, dans les premières années du XVIe siècle, et sous le règne de Louis XII, les Français recueillirent le fruit des menées souterrains que nous voyons ici se préparer cinquante ans à l'avance, et occupèrent le Milanais, ils trouvèrent ce beau pays dans une situation florissante qui certes faisait honneur à son gouvernement. La domination des Sforze avait tenu à réparer les malheurs de la guerre que l'envie de règner à Milan avait fait soutenir au Comte François avec tant de dureté et de résolution. Milan n'a jamais retrouvé complètement la splendeur et l'eclat de son existence aux temps qui précédèrent les interminables e

sanglantes guerres pour la possession de ce Milanais, si souvent pris et abandonné par les Français.

La lettre par laquelle les Milanais annoncent au Duc de Savoie qu'ils sont en négociation pour la paix est ainsi conçue [34]:

»Très illustre Prince, Excellent Seigneur, que nous honorons comme un père *(tanquam pater honorande)*, comme nous savons la part que vous prenez à tout ce qui arrive d'heureux et de malheureux à notre cité, nous avons à vous signifier la négociation pour la paix que les Vénitiens se sont efforcés de nous ménager par Henri Panigarola. Celui-ci nous écrit qu'après plusieurs conférences longues et secrètes avec le très-illustre gouvernement de Venise, il l'a trouvé enfin compatissant à nos misères et disposé à faire une ligue avec nous, en y comprenant le comte François. Voici les propositions auxquelles nous devrions consentir:

»1° Que tout le duché de Milan, la ville de Lodi et son territoire, la ville de Cremone que nous tenons maintenant, nous seraient attribués et restitués. La rivière Adda *(flumen Abda)* à partir de Lecco en bas jusqu'à son embouchure dans le Pô, servirait de limite entre la seigneurie de Venise et nous. Lecco et son pont nous appartiendront. Novare, que le Comte François détient maintenant, lui resterait.«

»Ces conditions, quoiqu'assez dures *(tanquam duriores)*, ne sont pas à rejeter cependant, dans le moment actuel, où tous les secours promis nous font défaut, et quand de détestables trahisons se sont manifestées parmi nous, et nous ont dejà fait perdre Pizzighitone, Lodi et Crema. L'ennemi, à toute puissance, campe à mille pas de notre ville. Chaque jour il donne l'assaut à nos fauxbourgs. Notre peuple, si nombreux, est réduit aux dernières extrémités de la famine.

»Nous ignorons encore si cette paix que les Vénitiens nous proposent sera rejetée ou acceptée par notre ennemi. Mais nous avons cru devoir, très Illustre Prince, vous faire cette

---

[34]) *Copia Litterarum Mediolanensium sub informatione Pacis cum Dominio Venetorum* (Pag. 294 et 295 du *manuscrit* de Genève.)

communication afin que vous puissiez aviser et voir s'il vous conviendrait que nous fissions comprendre votre Seigneurie dans les propositions pendantes. Nous aurions eu plus de joie à vous communiquer des nouvelles meilleures, et nous attendrons vos avis avec la résignation dont notre courage doit s'armer en ces tristes conjonctures. «

» De Milan, le dernier jour de Sept. 1449. «

C'est en présence de ces evènemens, qui prenaient à chaque instant une tournure plus fâcheuse pour la maison de Savoie, et qui menaçaient d'amoindrir singulièrement, si non d'anéantir totalement son établissement et son influence en Italie, qu'Amédée VIII résolut de ne pas ajourner plus longtemps son voyage. Débarrassé, par sa récente abdication, des soucis du gouvernement de l'Eglise à titre de pontife, n'ayant plus à soigner que les affaires de sa légation, il put l'entreprendre sans trop d'inconvéniens. En conséquence il réunit et consulta sa Cour épiscopale et les conseillers en assemblée extraordinaire à Evian. Nous avons le procès-verbal authentique de cette assemblée. Il est ainsi rédigé : [35])

» *Deslibération et finale Résolution* prinse à Esvians le XXIIIe jour de Juillet anno Mil CCCC XLIX. Présens messeigneurs *d'Aouste*, *de la Roche*, *Habondance*, *Saint-Mauris*, *Prothet*, *Canalibus*, *Vaulmercueil*, *Gruffy*, *Montrotier*, *Lullin*, *Richald*, *Villarzel et Bertrand.* «

» Premièrement au regard de l'allée de notre Saint-Père, semble à tous que là où sa personne le pourra porter, elle seroit très nécessaire, et grandement pourroit proffiter, tant ès affaires de Monseigneur son fils, comme aussi à la consolation de tout le pays de par de là. Touttefois l'on le remet entièrement à notre dit Saint Père [36]) qui sait mieux qu'autre la disposition et possibilité de sa personne. «

---

[35]) Pag. 291 et 292 du manuscrit des Archives de Genève.

[36]) Le concile, siégeant à Lausanne, après avoir reçu l'abdication de Felix V en faveur de Nicolas V, avait conservé au Pontife démissionaire le titre et les honneurs usités à Rome pour la personne du

»Item semble être expédient et très nécessaire, là où notre Saint Père disposera d'aller, que sur tout et avant toutes choses il soit pourvu d'argent, car en tel cas *sine ipso factum est nihil.* Et sur ce point pareillement on s'en rapporte à notre dit Saint Père qui scait les facultés de sa bourse. Toutefois, là où il ne serait fourni comme il est nécessaire, l'on n'y scait autre remède sinon de solliciter à toute diligence Pierre de Ceuex et Rostaing pour les subsides, et de solliciter des commissaires qui sont par les Baillages, et de vendre et engager à rachat qui trouvera acheteurs.«

«Item semble que notre Saint Père doit envoyer devers le Prince d'Ourranges, le Comte de Neuchatel, et les Bernois, afin que Jeudy prochain, dernier jour de ce mois, les dits Princes et Comtes soyent, et les dits Bernois envoyent deux des leurs à Lausanne devers notre Saint Père qui là sera, pour leur communiquer son aller, leur recommander son pays, et leur dire les bonnes paroles que bien saura.«

»Item semble le plus honorable, considéré mêmement la qualité de l'estat de notre Saint Père, que s'il va par delà, il doit aller à voix et sous couleur de paix. Et ne doit mener avec lui aucuns Gendarmes, senon tant seulement son etat ordinaire, tel que bon lui semblerait. Mais il semble bien que dès maintenant il doit tenir modes et pratiques envers les Bernois et aussi envers messire Jean Louys, et autre part, et aussi envers les nobles qui sont aux pays, de faire apprester et entretenir une nombre de gens d'armes pour les avoir, se besoing fust, si tôt qu'il sera par delà.«

»Item semble que pour le gouvernement et à la consolation des pays deça les monts, notre Saint Père avant qu'il prenne chemin, doit faire venir par deça Monseigneur le Prince [37]) son fils et l'accompagner de notables gens moismement du conseil.

Saint Père. Ainsi Amedée VIII etait dispensé de paraitre en personne devant la cour de Rome ni en aucun concile. Le pape le traitait comme son égal et il portait les ornemens pontificaux. (Guichenon II. 67.)

[37]) Amé de Savoie, Prince de Piémont, né à Thonon le 1r fevr.

Et quant au lieu de sa résidence, ja soit ce que Chambéry s
assez propre, touttefois pour les causes qui ont été dites,
lieu de Thonon est trop plus convenable et a moins de charge

»Item semble que notre Saint Père doit laisser sa co
ecclésiastique à Lausanne en résidence jusqu'à son retour pc
les causes qui ont été dites.«

»Item, au regard d'entendre à la paix aveç le Comte, sı
le consentement des Milanois etc., semble que notre Saint P
ne doit prendre aucune délibération pour le présent, jusqu
à tant qu'il soit par delà, et voye les choses plus de près. M
doit mander à Monseigneur le Duc, son fils, qu'il n'y fasse
cune conclusion sans premièrement la ratifier à notre Sa
Père. Et qu'il n'y fasse procéder plus avant sinon en trait
et en entretenant jusqu'à ce qu'il ait l'advis de notre dit Sa
Père.«

Une délibératon subséquente, tenue à Genève le 17 a
de la même année 1449, donne encore d'autres détails sur
préparatifs de ce voyage d'Amédé VIII à Turin qui parut re
contrer des obstacles de plus d'un genre.

»Le Conseil, dit le protocole de la délibération de Genève
trouve prudent que notre Saint Père écrive à la Duchesse de M
lan et aux Milanais pour leur annoncer son très prochain voya
Item il conviendra d'écrire sous la même forme aux ambas
deurs Milanais qui sont auprès de Monseigneur le Duc.«

»Item notre Saint Père devra se munir d'une bonne qua
tité d'argent, pour payer les gens d'armes qui sont de l'aut
côté des monts, au moins pour un mois. Il conviendra d'écri
au Duc pour que de son côté il trouve de l'argent et ven
ses joyaux.«

»Item comme notre Saint Père a résolu de conduire av
lui les Bernois en Italie, il sera bon de s'y prendre à tem

1435, et Duc de Savoie en 1455. Il avait épousé Yolande, fille
Charles VII, roi de France.

38) *Deliberatio Consilii super facto Mediolani.* (pag. 345, 346, 3
du manuscrit de Genève.)

ı chose exige beaucoup de célérté. Les Bernois ne pour-
peut-être se préparer si tôt à venir. Il faudra un mois
ıs avant qu'ils soient prêts. C'est pourquoi il serait peut-
neilleur et plus expéditif de tirer seulement des hommes
es, tant de pied que de cheval, des pays d'Italie où l'on
ımpte beaucoup. Il y a entr'autres le Seigneur de Carpi
quinze cents chevaux et cinq cents fontassins lesquels il
endrait de satisfaire et de garder au service de Monseigneur.
i le dit Seigneur de Carpi se retire auprès du Comte Fran-
cet ennemi découvrira la misère et la pauvreté de l'armée
onseigneur le Duc, et il renforcera d'autant plus la sienne.
les Milanais perdront tout à fait le courage. On serait
dans un état pire qu'auparavant. Ce qui vient d'être dit
arpi s'applique également à Michel de Piémont.«

ıQuant à l'argent, il parait que notre Saint Père doit en-
r, pour s'en procurer, des pratiques avec quelques mar-
ds bien connus pour en avoir. Ils devraient tenir prêts
oins douze mille Ducats, et notre Saint Père leur engagera
ioyaux jusqu'à concurrence de pareille somme, aves les
êts au quatre pour cent.

tem, il semble que notre Saint Père devrait écrire à la
ıesse de Milan en main propre. Il l'engagerait à s'industrier
trouver l'argent nécessaire au paiement de Michelet de
ıont et de ses gens. Le dit Michelet devrait aussi se rendre
ıersonne à Milan pour conforter la dite Dame Duchesse et
euple de Milan qui a grande confiance en lui. Mais il im-
e de ne pas laisser aller le dit Michelet sans lui remettre
valeurs pour payer ses hommes. On pourrait donc lui faire
ir une lettre de change de deux mille Ducats par celui de
hommes d'armes qui est venu ici en mission.«

Amédée VIII approuva l'avis de son conseil sauf sur les
is points suivants[39]):

[39]) Placet deliberatio subscripta, salvis tribus. 1° De Bernensibus
ıus ipse Dominus noster clementissimus secum vult habere et ducere.
° De patriotis nobilibus quos etiam vult omnino retinere. 3° De extra-
neis quibus non intendit solvere.

1° A l'egard des Bernois que notre Saint Père enten duire lui-même avec lui.

2° A l'egard des nobles de son pays qu'il entend emmener avec lui.

3° A l'egard des mercenaires étrangers qu'il ne ve prendre à sa solde.

Revenant à la charge, le Conseil insista pour avo déclaration positive d'Amédée, afin de mettre sa respons à l'abri. Il demanda donc au Saint Père de dire ca quement :

1° Quant aux Bernois, le nombre qu'il en veut av le temps pendant lequel il entend les garder.

2° De même, à l'egard des nobles du pays lesq combien notre Saint Père compte appeler d'entr'eux.

3° Item, notre Saint Père sera prié de dire quand il c partir, où il veut que Monseigneur le Duc aille à sa ren et où il compte faire sa résidence au delà des Monts.

Amédée ne fit pas attendre sa réponse:

1° Quant aux Bernois, il veut en avoir au moins le n qui a été demandé aux Ambassadeurs et consenti par eu s'en tiendra là strictement.

2° Quant au temps, ils pourront se trouver à Yvrée du mois de septembre prochain.

3° Quant aux nobles, notre Saint Père en prendra lui le plus qu'il pourra.

4° Quant à son voyage, il se rendra à Yvrée. Et à Monseigneur le Duc, comme il est un peu incommodé personne, il n'est pas nécessaire qu'il vienne aux devan notre Saint Père. Peut être pourra-t-il venir jusqu'au dit ou sinon lui, du moins le prince de Piémont. Enfin qua lieu de la résidence, ce sera le dit Yvréé, ou tel autr que les nécessités des temps réclameront.

Fait à Genève, le 17 aout M. ccccxlıx en présence de seigneur l'Evêque de Lausanne, de Messeigneurs d'Aost Vautmarcus, de Gruffy, Montrotier, Rosset, Champion, V zel, Cueve et Bernard.

Tandis que ces choses se passaient au nord des Alpes, et Amédée discutait ainsi, non sans quelque peine, comme on t, les conditions de son voyage, le Duc Louis poursuivait Piémont les négociations de l'alliance avec le Dauphin Louis, lu mariage qui devait la cimenter. C'etait là une matière icile, car le fils de Charles VII était dejà alors aussi caute-, aussi fin diplomate qu'il se montra plus tard quand il fut Le Duc Louis était peu de force à lutter contre un pareil eur à armes égales; aussi son père Amédée suivait il avec sollicitude, mêlée par fois de quelqu'inquiète irritabilité, es les phases de cette transaction. Il parait que le Duc is, craignant l'œil perspicace de son père, ne lui trans-tait pas toujours, comme celui-ci l'avait exigé, toutes les ives échangées entre les deux souverains. C'est du moins qui parait résulter clairement de la lettre suivante écrite par dée au Cardinal de Turin et aux Ambassadeurs envoyés le Duc Louis de Savoie au *Dauphin*[40]).

»Très chers et féaux, il nous est revenu de Turin et d'ail-s, qu'un traité de mariage se négocie entre notre illustre sin le Dauphin et la fille du Duc notre fils qui a nom Caro-. Nous devons confier à votre fidélité la manière dont nous isageons cette union. La forme et le mode employés dans e négociation ne nous plait nullement *(nobis modus et forma quaquam placent)*. C'est ce que vous verrez dans la lettre ncluse que nous avons tracée de notre propre main pour re fils. Vous encourreriez toute notre indignation et celle la patrie, si vous vous écartiez de nos instructions en ce et important. Vous pourriez de plus courir d'autres dangers s vos personnes et dans vos biens. En conséquence, gardez us d'entamer des négociations sur d'autres bases que celles cées dans mes instructions, et ayez surtout égard à ce qui ncerne le Comté de Nice et ses dépendances. Nous vous

---

[40]) Dilectis nostris Cardinali, at Cancellario, aliisque Ambaxatoribus ii nostri apud Dominum Delphinum exeuntibus. *(Pages* 317 *et* 318 *le manuscrit de Genève)*.

défendons de vous écarter en quoi que ce soit de notre ma-nière de voir. Et si, contre notre volonté si explicite, vou vous avisiez de faire ou de traiter quoi que ce soit, non seule-ment vous mériteriez notre indignation, mais nous réprouverion et annulerions tout ce que vous auriez conclu. Nous avons di *(Diximus).*

P. S. Au Chancelier.

»Nous vous écrivons, à vous et à vos collègues, dans l sens indiqué plus haut. Mais nous avons surtout confiance e votre fidélité. Si vous communiquez à ces mêmes collègues l lettre ci dessus, gardez la par devers vous et ne la laissez pa entre leurs mains.«

La sollicitude d'Amédée n'etait point du tout exagérée. S prudence, allant en quelque sorte au devant de son siècle entrevoyait ce que ces alliances matrimoniales de la maison d Savoie avec la maison royale de France, la plus riche de l chrétienté, devaient couter plus tard à sa postérité. On juger mieux du danger en lisant le projet de contrat qu'avait trac le Dauphin Louis[41]).

»Premièrement, le très Illustre Seigneur, Monseigneur l Dauphin, librement et de son plein consentement, demande à se lier par mariage dans et avec la maison du très Illustr Duc de Savoie. Il propose les bases suivantes pour ce contrat solennel.«

»1° Comme conséquence de ce qui vient d'être exposé notre Seigneur le Dauphin consent à prendre pour sa légitim épouse Mademoiselle Charlotte *(Dominam Karolam)*, fille d très illustre Duc précité.« Il lui fera un etat de maison te qu'il pourra convenir à l'epouse d'un si illustre Prince *(Et dabi sibi statum qui conveniet uxori tanti Principis).*

2° Item, il demande pour dot quatre cents mille écu *(Scusa IIII. C. m.)* qui lui seront donnés incontinent *(quæ sib*

---

41) Peticio Illustrissimi Domini Delphini pro constituendis matrimoni vel sponsaliis de Ipso cum Illustrissima Karola, nata Illustrissimi Duci Sabaudiæ. (Pag. 319 — 320 du manuscrit de Genève).

debuntur incontinenti). Il ne veut rien outre cela. Mais si l'argent venait à manquer, vû la pénurie actuelle, pour faire le dit paiement, il demande à avoir, en compensation de toutes ses charges, Nice avec ses dépendances jusqu'à ce qu'on lui ait compté la somme ci dessus indiquée *(Sed ubi caritate pecuniarum pro solutione facienda, dos ista deficeret. Vult habere, pro omnibus supportandis, Comitatum Nicie cum omnibus Pertinenciis et Vallibus mediis. Donec et quousque fecerit sibi satisfactionem de prædictâ quantitate)*.

3° Item, si au lieu des prédits 400,000 écus, on préférait immédiatement lui donner le dit Comté de Nice, il le prendrait.«

4° Item, pendant qu'il aurait l'usufruit du dit Comté de Nice, le prédit Seigneur le Dauphin entendrait pouvoir l'administrer selon sa volonté et statuer sur le mode de restitution.«

5° Il promet aussi de restituer le dit Comté, dans le cas où il deviendrait Roi de France. Et dans ce cas il ne réclamerait rien de la somme non payée. *(Item promittit se restituere dictum Comitatum, casu quo fiat Rex Franciæ atque quantitatem non solutam remittere et non reclamare)*.

6° Item, au cas où la Dite Demoiselle Charlotte viendrait à mourir sans enfans, il restituerait le dit Comté ou la somme payée par Monseigneur le duc de Savoie.«

»Ainsi fait et conclu pour l'avantage réciproque des parties, soit des dits Seigneurs, le dix de septembre de l'année 1449.«

(Signé)

Loys.

Le Duc de Savoie, dont nous avons aussi la réponse à ces ouvertures du Dauphin de France ne paraissait pas trop éloigné de s'y ranger. Il demandait seulement des modifications sur deux points [42]):

»Ces propositions, dit le Duc, nous plaisent à l'exception de deux *(salvis duabus)*:

---

[42]) Responsio supra Petitiones Illustrissimi Domini Delphini facta ad Illustrissimum Dominum Ducem Sabaudice, contractu matrimonii faciendi cum Illustrissima Domina Karola, nata sua (Pag. 320 du manuscrit précité).

1° Il conviendrait de réduire de 400,000 écus à 300,000 la somme demandée pour dot. Si quelque chose était donné en outre, cela devrait être laissé à l'arbitrage et au bon plaisir de Monseigneur le Dauphin et de Madame la Duchesse de Savoie.

»Secondement, pour la pension demandée, Monseigneur le Duc consentirait à donner la gabelle et tous les revenus de Nice. Mais, pour de bonnes raisons, le comté lui même avec ses châteaux devraient rester en dépôt entre les mains du cardinal de Chyppre.«

»Sur les autres points on tomberait facilement d'accord.«

(Signé)

De Lestelley.

Cette pièce est la dernière du précieux dossier conservé aux Archives de Genève. Il est facile de suppléer à ce qu'il ne dit pas, et quelques mots suffiront pour cela.

On sait par le Contrat de Mariage de Louis Dauphin de France et de Charlotte de Savoie[43]), que cette alliance ne fut définitivement conclue qu'en 1451. Les clauses en furent définitivement arrêtées à Genève. La dot de la fille du duc Louis de Savoie fut réduite à 200,000 écus d'or pour sûreté desquels on assura au Dauphin la gabelle de Nice et les péages de Verceil, dont le revenu devait être payé à Genève entre les mains des agens du Dauphin. Ainsi la cession dangereuse de Nice, que le prévoyant Louis, Dauphin de France, aurait voulu faire entrer dans le domaine royal de France, par le fait de son mariage, fut évitée pour cette fois. Ce ne fut que beaucoup plus tard, et durant les guerres de Charles Quint et de François 1r, que ce dernier monarque réclama de son oncle Charles III, le malheureux Duc de Savoie, la part des biens de Louise de Savoie, sa mère, en l'hoirie du Duc Philippe et de Marguerite de Bourbon, ses père et mère, et spécialement Nice comme ayant fait partie du Comté de Provence. Tel fut le prétexte sur lequel s'appuya le roi de France pour punir Char-

---

[43]) Voyez le texte de ce contrat aux preuves de Guichenon, pag. 374 et suiv.

les III de son alliance avec Charles-Quint et pour le déposséder totalement de ses états.

Pour en revenir au voyage d'Amédée VIII en Piémont, on sait qu'il eut lieu en effet en 1450 et que son résultat, si non complètement heureux, du moins comparativement satisfaisant, vu le mauvais état des affaires de son fils, fut un des derniers actes de la carrière si pleine et si laborieuse du Duc Pontife[44]). Il travailla à la pacification de la noblesse et obtint du parti opposé au favori, Jean de Compeys, qu'il se désisterait de la ligue qu'il avait formée contre lui. Mais immédiatement après la mort d'Amédée VIII, qui succomba l'année suivante (1451) à ses fatigues, la lutte des nobles recommenca avec plus de fureur que jamais et aboutit à d'odieuses proscriptions, notamment contre Jean de Seyssel, maréchal de Savoie, François de la Palu, Seigneur de Varambon et Guillaume de Luyrieux, Seigneur de la Cueille et de Savigny.

Quant à la guerre de Milan, Amédée eut assez d'autorité sur son fils pour lui faire accepter la paix dont les Vénitiens s'offraient d'être les médiateurs. François Sforze, craignant le résultat des négociations conclues par la maison de Savoie avec le roi d'Arragon, le Dauphin de France et les Bernois, se montra d'autant plus traitable, malgré ses succès, que les Vénitiens menaçaient de l'abandonner s'il se montrait trop exigeant. Il consentit donc à laisser au Duc de Savoie les places qu'il avait prises dans le Novarais et du côté d'Alexandrie, à condition qu'il renoncerait à sa ligue avec les Milanais et aux prétentions qu'il affectait sur ce Duché.«

»Il faut savoir, dit Olivier de la Marche, que quand le »Duc de Milan, Philippe Marie, avait pris pour femme, après »de longues guerres, la fille d'Amé, Comte de Savoie qui se

---

44) Un point qu'il serait curieux et important d'éclaircir serait celui de l'intervention des Bernois dans cette pacification de la Haute Italie. Valerius Anselme (I, pag. 81) dit bien qu'environ vers ce temps là ils allèrent au secours du Duc de Savoie, mais il ajoute que c'était contre le Dauphin.

»fit premier Duc, il reconnut avoir reçu pour son mariage
»cents mille ducats: et pour icelle somme donna au dess
»Duc de Savoie et à ses successeurs au cas qu'il mourut
»hoirs légitimes, la duché de Milan. Et est la querelle q
»encore les Ducs de Savoie sur Milan.«

Les Milanais, n'ayant plus à compter sur l'assistance
maison de Savoie, reconnurent pour Duc François Sforze
le prétexte fut spécieux, dit Guichenon, parce qu'il avait a
la fille naturelle du dernier Duc. La nécessité où les Mil
se trouvaient réduits, ajoute cet historien, se trouva si gr
qu'ils consentirent à ce choix par cette seule considération
se soumettant à lui ils voyaient la fin de leurs misères, a
qu'elles étoient pour durer encore longtemps s'il eût fallu att
le secours du roi de France, ou du Pape, ou d'Alphonse d'
gon qui étaient trop éloignés. Personne n'eut la hardies
nommer les Vénitiens, tant ils étaient odieux au peuple d
lan. Et quant au Duc Louis, quoiqu'il fut dans le voisi
et que la conjoncture fut favorable, il ne s'en sut prévalo

Olivier de la Marche, que nous citions tout à l'heure
ractérise parfaitement, ce nous semble, tous les evènemen
nous avons rapportés et la conduite du Duc Louis dans le
ment suivant:

»J'ay bien sçeu que si le Duc de Savoie eût été bien
où bien servi, il eût eu grande part en la dite Duché, c
Milanais l'avoient en grande amour et crainte. Mais le
Louis fut homme de petit effect en armes parquoy il perdit
bonne aventure.«

»D'autre part le Comte Francisque Sforze fut vaillant,
til, sage, large et abandonné. Si se mit sus et si longue
guerroya les Millanois, que finalement il fut Duc de Mila
après lui l'est son fils.«[46])

Si maintenant nous voulons apprécier tous ces faits et

---

[45]) *Guichenon*, Histoire genéalogique de la maison de Savoie. pag. 87.

[46]) Olivier de La Marche, mémoires L. 1. c. 17.

une conclusion d'après les idées qui semblent prévaloir aujourd'hui en fait d'histoire d'Italie, nous dirons qu'au quinzième siècle comme aujourdhui ce pays si admirablement doué succomba parce qu'il manquait quelque chose à chacun des élémens qui semblaient pouvoir assurer son unité et sa liberté.

La royauté Italienne, longtemps rêvée et poursuivie par les Visconti de Milan, et notamment par Jean Galeas qui avait demandé au Pape le titre de Roi d'Italie, recontra toujours sur son chemin les républiques de Venise et de Florence.

Les Sforza, en remplaçant les Visconti à Milan, reprirent en sous œuvre l'idée d'une monarchie Italique. Cette famille de paysans s'était élevée rapidement par les armes, et François Sforze représentait l'Italie militaire comme Napoléon a représenté la France militaire. La hardiesse et le génie ne manquaient pas plus au conquérant Milanais qu'au conquérant Français. Mais l'idée que l'un et l'autre représentaient était incomplète parcequ'elle n'emportait pas une notion de droit, mais une notion de conquête violente. L'opinion publique repoussait comme une tyrannie illégale ces dominations sorties ainsi tout armées du cerveau d'un soldat parvenu.

Mais d'un autre côté, cette opinion publique, qui au quinzième siècle en Italie était représentée assez exactement par les républiques de Venise et de Florence, trouvait-elle dans le principe républicain Italien, tel qu'il était pratiqué, assez de force et d'expension pour donner naissance à un droit et engendrer l'unité? L'histoire de la démocratie à Florence et de l'aristocratie à Venise sont là pour répondre.

La maison de Savoie, nouvellement établie en Italie, et dont l'intrusion était loin d'être légitimée au quinzième siècle, comme on l'a vu par plusieurs passages de ce récit, ne pouvait que bien difficilement se glisser comme prétendante à la royauté de la péninsule, entre l'Italie militaire et l'Italie républicaine. De plus habiles que le Duc Louis auraient succombé à la peine. Aujourdhui, après quatre siècles écoulés, l'indigénat Italien de la maison de Savoie est-il mieux assuré, et les prétentions de ses princes seraient elles justifiées par un meilleur succès?

en serait-ce le principe républicain qui, plus largeme
is enfin, moins exclusif, moins persécuteur et moins intol
noins dissolvant que dans les anciens états Italiens, aura
faveur les chances de l'avenir? Ce sont là des questio
ilité, comme on dit aujourdhui, que nous ne voulo
ême effleurer. Nous aimons mieux nous retrancher bie
ans le domaine plus paisible de l'histoire des temp

EUSÈBE HENRI GAULLIEUR.

IV.

Fünf Briefe von Aegidius Tschudi.

(Aufbewahrt in Zürich.)

Mitgetheilt
durch
GEROLD MEYER VON KNONAU,
Staatsarchivar.

Einer unserer ersten schweizerischen Geschichtschreiber, Dr. J. J.
inger, hat schon vor einem Jahrzehend öffentlich den Wunsch aus-
rochen, es möchte der historische Nachlass des unsterblichen
dammanns Aegidius Tschudi mit Umsicht geprüft, das Aechte vom
chten ausgeschieden und jenes dem Druck auf's neue übergeben
den, welch' schöner Gedanke bis jetzt leider noch keine Berück-
tigung gefunden zu haben scheint. Gedruckter Briefe des Chronisten
es unseres Wissens bis zur Stunde 45, welche in die Jahre 1541
1572 fallen. Sie finden sich in sechs Zeitschriften und einem bio-
hischen Werke zerstreut. Im Band 2 des schweizerischen Ge-
chtsforschers ist ein Schreiben von Tschudi an Dekan Niklaus
fer in Basel enthalten; im Band 8 oder Jahrgang 7 von Füssli's
eizerischem Museum das Bruchstück eines Schreibens an Professor
nnes Fries in Zürich; in Tschudi's Leben, von Ildephons Fuchs,
chreiben an den Rheinauischen Abt Bonaventura von Wellenberg und
Briefe an den Einsiedelnschen Fürsten Joachim Eichhorn, welche
r in dem Archiv für schweizerische Geschichte und Landeskunde,
aus Unkenntniss des frühern Abdruckes, sondern wegen dessen In-
ektheit, wieder erschienen; im Band 6 der Helvetia sechszehn Schrei-
an Professor Josias Simmler; im Band 2 des Geschichtsfreundes vier
eiben an den Unterschreiber Zacharias Bletz in Luzern, die zwar
er im schweizerischen Merkur veröffentlicht worden waren; end-
im Band 4 des Archives für schweizerische Geschichte neun Briefe
den obenerwähnten Simmler und im Band 5 der gleichen Zeit-
ift drei Schreiben an J. J. Russinger und Fridolin Tschudi, Aebte

zu Pfävers. Wir lassen diesen 45 Briefen fünf neue folgen, in der Hoffnung, dass auch die übrigen noch ungedruckt gebliebenen Schreiben des grossen Glarners veröffentlicht werden. Tschudi gehört zu den Wenigen, deren Briefwechsel nichts Unbedeutendes enthält: und wie unbefangen, wie entschieden tritt er uns nicht auch auf den folgenden Seiten entgegen, wie werthvoll ist es, auf's neue zu vernehmen, auf welche Weise er bei Niederschreibung seiner berühmten Chronik verfuhr und wie er grössere historische Begebenheiten auffasste.

1.

Dem Frommen Wolgelerten Meister Johann Friess[1]), zuo Zürich, minem Lieben Herrn vnd Brueder.

Min willig dienst Sampt was ich vermöcht alzit, Zuovor, Lieber Her Bruoder, Ich wird bericht wie verruckter tagen etlich Lerknaben vnsers lands one beuelch Irer eltern sich abschwaifft von uech, dem si beuolchen werden, Die nun von Irn vättern vnd fründen nit wol empfangen worden, deshalb nach beschechner misshandlung si wider hinab zuo uech abgefertiget, Mit bitt Inen das best ze tuon, dann ouch die drij mir vom geblüt verwandt, Die fürgewendte vrsach, so si Ir wëgscheidens bewegt als si anzeigend, sind si von etlichen andern uewern Lerknaben offtermaln gespeyet worden jrs gloubens mit verachtlichen reden, Welchs (wo dem also wër) mir nit zwifflet von uech nit beuolchen worden vnd mer missdiensts daran beschechen, Ich hab nechster tagen als mir wol muoss worden, vil jn Her Johann Stumpfen Nüwer Chronic gelëssen, darjn mich nit bedunckt das er allenthalb dienstlich ding darjnn geflickt, sonders als ich besorg zuo vil vnrat gar bald dienen möcht, Dann jeder Historicus sol vnpartijsch sin vnd durch sin

---

[1]) Fries, ein ebenso fleissiger als geschmackvoller Gelehrter, blieb durch sein lateinisches Handlexikon lange Zeit in der Schulwelt bekannt; auch war er tüchtiger Musiker: diess in den vierstimmigen Melodien zu den Horazischen Oden beweisend.

schrijben nieman sich verdachtlich machen, Was not ist es das er ein lang pludermemt macht von München wie sie die welt betrogen, wie sie das Meritum erdacht etc. Desglich so er von Bildern beschribung tuott, meldet er wie die Griechen darjn gar recht gehept das si dero nit gewellen vnd die verdampt, Welchs jetz bi der Widerparthij ze lessen ein grosse erbittrung bringt, vnd In der Chronic wol het mögen vnderlassen pliben diser sorgklichen Ziten, Dann von München betriegungen, vom Merito von Bildern vnd andern Zäncken die Religion vnd Zwispaltung berürende wil nit jn Chronicken anzeziechen dienstlich sin, diewil es jn anhangendem span, vnd einem Historico nit gebürlich Sonders den Theologis durch andre gattung bücheren wann durch Historien darjn zehandlen vnd zevrteiln zuostat, Wëger wërs dise Chronic dermass beschriben das ze allen teilen vnd parthien mit gedultigen oren, mit anmuot vnd dancksagung die hette mögen gelesen wërden, Was nutz bringt es So In den Siben orten von München vom Merito von Bildern vnd anders dergliche vil jn diser Chronic gelesen wirt welchs si für guot achtend, vnd der Landtsfrid vermag das man darIn nit arguiern noch disputiern söll etc. Wirt eben daruss vnwill vnd glijche ansprach wie mit Her Walthers büchlin ervolgen. Wo die münchen offentliche bossheit begangen wie vorziten ze Bern vnd anderswa, jst billich vnd Historisch ze beschriben, Die Zënck aber der Religion Söllend die Theologi nit die Historici zerechtlegen, Was nützts das er den Landtgrafen von Hessen allmal den Christlichen Fürsten nempt, vnd andre Fürsten nit also tituliert die der widerparth sind, daruss geacht wirt von der widerparthij das er mer vff nid vnd parthijsche (Welchs einem Historico gar nit zimpt) geschriben hab. Er meldet Offtermaln dis wort. Gottliebender mensch, welchs ein Christenlich gerëcht wort ist, dienet aber nit in Historien, sonders an der Cantzlen söllend dergliche wort gebrucht werden. Mich beduret siner grossen flijssigen arbeit, So ich besorg das es mer ze vnruow geraten mög dann ze anmuot, wann er min günstiger Lieber Herr ist, Hette er sin beschribung von anfang ans end mich besichtigen vnd mit wyl bis ze end durch lesen

lassen jch welt vmb jetlich ding So mich vndienstlich bedunl hette min einfaltigen bescheid geben haben das weder ein noch der andern parthj kein Anlass noch vnwill niendert jn h mögen geben werden, Hiemit wer dis buoch Jetz vnd In Kün tigem bi aller welt zelesen anmütig worden, Die andern Sache hettind sich wol durch die Theologos erörtert. Was nützts d etwa so es jn einer summ alles zesamen gezogen kum drij qu ternen bringt, das gantz Corpus vnd herrlich Werk verderbe sol, wellind von mir Imm besten vernemmen vnd mich f uewern brueder alzit bevolchen haben, Grüssend mir M. Hei rich Bullinger, Gott well uech alzit bewaren, Datum Glar Sontags nach Nicolai Anno 1547[2]).

V. W. Bruoder

Gilg tschudij von glarus.

2.

Dem Wirdigen Hochgelerten Wolgeachten Meister Heinrichen Bullinger Pfarrhern zuo Zürich Minem günstigen Lieben Herrn.

Min willig dienst, Sampt was Ich Liebs vnd guotz vermöcl zuovor Erender günstiger Lieber Herr, Als ich nächt anheimsc worden, jst mir uewer schriben geantwurt, beruerende Dom num Laurentium Agricolam der sich etlicher eerverletzlich Zuoredung ab dem Mësspriester beklagt, Welicher span m warlich Leid, Hab ouch den Mësspriester (der min Comme salis vnd miner Husfrowen nëchster bluotzverwandter jst) darum gestrafft, Er ist D. Glareani[3]) Schwöster sun, ouch sunst ein

[2]) Wir haben oben bemerkt, dass dieser Brief nur im Extrakt i Museum erschien: zudem sehr inkorrekt.

[3]) Heinrich Loreti, genannt Glarean, der anfänglich der neu Lehre sich zuwandte, bald aber wieder an der katholischen Kircl unentwegt festhielt, zeichnete sich, wie wir als bekannt voraussetz dürfen, als Lehrer, Philolog, Mathematiker, Dichter und selbst a Musiker aus.

erlichen wolgeachten früntschafft, vnd sunst ein vfrechter weidlicher man wann das er je ze ziten so er geanlasset, gaechschützig wirt, wiewol weder sin achtung noch früntschafft In verëchten sachen Imm kein fürstand bi minen Herren wurdint sin moegen, Sonders gebür des rechten dem Froembden als dem Heimschen geuolgen, Acht ouch von mir nie anderst gespürt sin worden wann das Ich niemantz siner Religion gevechd, Sonders alle künstriche Lüt geliebt, Min arme Kucchin vngesündert Predicanten oder Messpriestern mittgeteilt, Welt gern das wir gmeinlich minder vechdind einandern, vnd mit gefaarer antastung Jeder dem andern sin religion zeverkleinern vns zum höchsten maassgetind wann daruss der groeste widerwill vnd vngedult volget, vnd nichtz vnuertraglichers sin mag, dardurch stoerung vnd Hettzung mer gefürdert, vnd die gmüt wider einandern entzündt vnd bewegt wërdint, wann verachtung macht erbitterung, So sicht man leider so vil vnzimlicher liechtferigkeit vnd lastern vnder vns allenthalb, das (nach minem einfaltigen verstand), vil noeter tuot die selbigen durch ernstlich anhalten vnderston vsszerüten, dann das man täglich die opinionen vnd Zänck der Religion beidersidts desfendiern wil, wie koendt besser tagwërck beschëchen wann das die Liebe vnd Frommer züchtiger wandel moecht angericht werden, Das gmein Populus jst von Imm selbs sunst vff vnrichtigs geneigt, So man si dann stoert so werdents noch vnrichtiger, Hoerend alwëg Lieber ander schëlten dann sich selbs Irer Lastern straffen, So ein Predicant das Bapstumb schilt so reckend Si die orn vff, jst wolgethon das des gegentheils religion veracht wirt, Hinwider So ein Messpriester die ander Religion schilt vnd den Luther vnd ander dem tüfel gibt, der hat dem vnrichtigen vfruerigen Poeuel wol geprediget, Hardurch wirt die Liebe beidersidtz gantz zerrütt, vnd sechend die gmueter je Lenger je wijter voneinandern, mitthin nemmend die Laster vnd Liechtferickeit beidersidtz zuo, Imm sëlben koendtind wir beidersitz einandern wol volgen, In der religion aber koennend wir vns nit verglijchen, dann vns manglet Liebe vnd einigkeit zum guoten, damit lasst vns Gott destminder sin gnad vnd erkantnus der war-

heit gedijchen, Dis min einfaltig schrijben jst vnnotig uech minem günstigen Herren fürzemalen dann jr mit verstand vnd wissheit begabt soelchs vnd anders vil Hochwichtiger zeermëssen, Bitt minem vnverstand zeverzijchen, Dann so jch uech alweg als ein schidlichen Fridliebenden Man erkennt der einer eidgnosschafft als des vatterlands einigkeit vnd wolfart gern fürderte vnd wëgleitete, (welchs jch ouch offtermals bi dem gegentheil minen Herrn vnd guöten günnern von uech geruempt) hab ich dest ee einfaltiger meinung dis mittel als die fürnëmpste artznij vnd hilff, dardurch vneinigkeit hingenommen, vnd die Liebe wider vff die ban gebracht moecht wërden gemeldet, Darzue hat ouch mich gegenwirtiger span Her Laurentzen vnd Her Heinrichen vnsers Mësspriesters bewegt, So ouch (als jch vernimm) von etwas schmützworten wegen entsprungen, dann Hern Heinrichen fürkommen wie Her Laurentz In einer Predig etlicher maass die altglöubig religion geschmützt vnd vnder anderm von bschornen buoben vil red gebrucht, welchs so es Hern Heinrichen anzeigt worden Inne ze widerwillen bewegt dermassen das er willens gewësen mit Her Laurentzen ze Rëchten, Wie nun das etlichen vernampten eerenlüten ze Schwanden fürkommen, habend si minen Schwager Amman Bussin[4]) vnd mich gebetten das wir Hern Heinrichen guetlich weltind abwijsen vom Rëchten, so weltind si mit Her Laurentzen rëden vnd verschaffen das er fürbas vff frid vnd ruow haben vnd nit wijter derglichen reden gebruchen sölt, welchs nun beschechen vnd guetlich hingelegt worden, Darnach ueber etlich zit, jst min Bruoder Melchior[5]) ouch Fridli Murer[6]) vnd ander ünser Lantlüt ze Wijl jm Thurgoew am Meijen Jarmërckt gsin, vnd wie si heim komen, habend si anzeigt ongeuärd als Si jn einer Zëch gsin dabij Her Heinrich ouch gwësen, wie zuo wijl ob tisch

---

[4]) Es ist hier von Dionys Bussi die Rede, der um die Mitte des 16. Jahrhunderts zu drei Malen um Landammann von Glarus war.

[5]) Dieser Melchior Tschudi ist Hauptmann in französischen Diensten gewesen.

[6]) Ein uns unbekannter Mann.

ein red von Her Laurentzen usgangen etc., habend ouch die personen genëmpt so ze Wijl dise red vssgegossen, do hat Her Heinrich darnach gegen etlichen von Schwanden gesagt, wenn das war wëre so man von uewerm predicanten zuo Wijl geredt hat, so moecht er wol mich vnd ander vngebuobet vnd vngeschmützt lassen, dann das vnd das etc. ist alda von Imm gerëdt worden, vnd hat ouch die personen ze Wijl genömpt die es gesagt habind, Wijter ist Her Heinrich nit jichtig das er je gerëdt hab, zeigt ouch darumb sin ansagen ze Wijl, jch kan ouch nit erfaren, an denen so darbij gewësen das Her Heinrich witer gesagt hab, dann allein von des von Wijl sag, Obs nun zuo Wijl vss nid vnd vffsatz Hern Laurentzen vsgetroichen sig (als wol müglich) mag jch nit wüssen, dann so Her Heinrich nit wijter geredt hette, wurde er Hern Laurentzen mit recht vssgon, Hiemit vernëmmend jr allen handel wie es ergangen, dann warlich wo jch Her Laurentzen köndt bewijsen das Imm ze Lieb vnd guotem diente wëri jch geneigt, Beuilch mich uech alzit mit pitt wellind mir min lieben Hern Bruoder M. Johann Friesen gruessen Hiemit Gott alzit beuolchen, Datum Glarus Zinstags post Petri et Pauli. Anno m. xvc xlviij.

V. Alzit williger

Gilg tschudy von glarus.

3.

Dem Frommen vnd vesten Herrn Johann Aescher[7]), Stattschriber zuo Zürich, Minem besondern lieben Herren vnd gevattern.

Min willig dienst, Sampt was Ich eren Liebs vnd guotz vermoecht Beuor, Günstiger Lieber Herr Gevatter, Ich schick

---

[7]) Escher, von dem adelichen Zweige dieser Familie, wurde vier Male mit diplomatischen Missionen betraut. 1552 und 1557 ward er zum König Heinrich II. von Frankreich, 1557 zum Kaiser Ferdinand I.

uech bi Amman Jënni minem vettern, dise bijgelegte Vereinungen mit Franckrich, dero etliche mir manglet, als Künig Ludwigs des .xij. gegenverschrijbung, acht si lig zuo Lucern, dann si zuo Bern nit ist, Künig Francisci Friden und vereinung, ouch Künig Heinrich, acht jch jr habinds, zeuor, dann ich ouch bijhanden hab, Ob jr etliche hettind, die vnder disen zuogesandten nit wër, wellind mirs abschrijben lassen, Ir söllend dise behalten, vnd nit herwider schicken, dann jchs all abgeschriben hab, Es ist min früntlich pitt, jr wellind mir copijen etlicher alten Richtungen, nach Inhalt Ingelegten Zedels, dero Originalia bij üch sind, abschrijben lassen, wil ich den Substituten wol belonen, vnd wo ich üch dienen kan nit sparn, Bitt jr wellind min vettern Amman jënni für beuolchen haben, vnd daran sin das ich nit hinab beschriben wërd dann man mines nützit mer bedarff, Brëcht eben minen Herren vnnotigen costen, Üch hiemit Gott beuechende Datum Glarus Sampstags vor Joannis Baptistae, Anno m. xvc. lv°.

Gilg tschudy von Glarus
Ü. gantz williger gevfatter.

4.

Dem Fromen vnd vesten Baltasser Schudi[8]) von Glarus, Landtvogt jn Toggenburg. Minem Lieben Bruoder.

Bruoderliche trüw, Zuouor Lieber Bruoder, Vff naecht hat Baltasser von Grissach des ambassodors jn pündten Dolmaetsch

---

und 1558 auf den Reichstag zu Augsburg geschickt, und zwar als blosser Stadtschreiber. Diese erste Kanzleistelle stand früher in so hohen Ehren, dass Escher nicht anstund die wichtige Seckelmeisterwürde, mit welcher freilich keine ökonomischen Vortheile verbunden waren, an die Stadtschreiberstelle zu vertauschen.

[8]) Der zweitjüngste von Gilgs zehn Brüdern. Er bekleidete die Landvogtei Toggenburg zwei Male, war aber auch in Kriegsdiensten der Krone Frankreich gestanden.

har geschriben jn geheim, wie er jetz angendts vss dem Vältlin komen, alda er an anstoessen Meilands verkuntschafftet wie sich die sachen alda zuotragind, da er bericht empfangen das nüwlich noch .8. tüsent alter kriegslüten die vss den besatzungen hin vnd wider genommen, zuo den .12. tusent die vorhin schon da gewësen, jn des Künigs vss Hispanien dienst ankomen, vnd warte man täglich des Hertzogs von Alba der noch mit .8. tusenten komen söll, der wërd oberster veldhërr sin, ouch sigind schon beuelchhaber mit gelt abgefertiget jn tütschlanden, den vfbruch tütschs volcks zetuon, das des hoers veberal .60. tusent zefuoss soell wërden, one die jm niderland die sin eigen volck sind, vnd veber jrn kosten Reisen muessend, der vss Saffoi nimpt ouch volck an, desglich der papst. Vnd so bald die Fuetrung angang vmb jngënden Aprell, Sol der vfbruch geschëchen, vnd wërd der Krieg veber Anttdorff vnd Brabant gan. Ouch Sagt man die venediger sigind vnderhandler den Türckischen Krieg ze verrichten vnd abzeschaffen gegen der Christenheit, Soelchs ist von Baltassern vertruwenlich Zuogeschriben, Bericht dich des, wie die missif jnhalt, der Künig vss Franckrich tuot der glijchen, Als ob er sich selbs besorg vnd missfallen trage ab des Hispanischen Künigs kriegklichem vorhaben, jch gedenck aber (wie mich die sach ansicht) si sigind heimlich eins. Ich hab bishar nit vil gloubens vff disen vfbruch gehapt, vnd geacht er hab daz Kriegsvolck so erstlich jn meiland komen, one kosten (diewil er doch die selben, vor jm dienst gehept vnd anderswa muessen besolden) jn Meiland bescheiden, damit er ein schijn mache als ob er kriegen welt, vnd die abgefalnen Brabanter damit wider zur ghorsame durch schröcken bewegte, damit si one Krieg sich wider vndergëbind, jetz aber lasst es sich ansëchen als ob der ërnst gebrucht well wërden. Got der almëchtig well der Catholischen kilchen sin gnad vnd notdurfftige rettung verlijchen. Hiemit Gott vnd siner Lieben muoter beuolchen Datum Glarus Fritags vor Judica 1567.

D G B.

Gilg Schudy von Glarus.

Gruess mir din volck alles.

5.

Dem Erwirdigen wolgelerten vnd wisen Herren Meister Heinrich Bullinger pfarrhern zuo Zürich Minem günstigen Herren.

Erwirdiger wolgelerter wiser Herre, min früntlich gruos vnd guotwillig dienst uech bereit zuouor, Demnach Ich verruckter Zit von dem Erwirdigen Hern Josia Simler[9]) bericht empfangen, wie etliche Fragmenta Phlegontis Tralliani[10]) jn truck vsgangen, Hab jch jnne gebëtten, mir darumb vmbs gelt zeverhëlffen, vff das kumpt mir uff gestern ein schriben von gemeltem Hern Simler, sampt einem buechli, darjnne eeberuerte Fragmenta Phlegontis ouch etliche andrė Authores begriffen, Schribt mir, das uewer Erwird mich mit jetzbenempten buoch begabt, des ich uech flijssigen danck sag, wann mich dise vereerung besonder wol gefroewt, wa jch hinwider uech einiche widergeltung oder sunst lieb vnd dienst bewisen koendt welt ich nit sparn. Got der Herr welle uech jn langwiriger frist erhalten, Datum Glarus 18 December 1571.

Vewer dienstwilliger

Gilg Sshudy von Glarus.

---

9) Der durch sein Staatsrecht weit über die engen Grenzen seines Vaterlandes berühmt gewordene Geschichtschreiber.

10) Des griechischen Historikers Phlegon Fragmente erschienen zum ersten Male mit lateinischer Uebersetzung von G. Xylander 1568 in 8. bei Thomas Guarinus zu Basel.

V.

Die schweizerischen Münzen

von den ältesten Zeiten bis auf die Gegenwart.

Zusammengestellt
von
GEROLD MEYER VON KNONAU,
Staatsarchivar.

Tausende der bessern ältern Münzen sind bereits dem Schmelz-egel anheimgefallen, indem einzelne den Silberhandel Treibende fort ıd fort dergleichen aufkauften, einschmolzen und das Gewonnene nach ugsburg, Paris und anderswohin versandten; von den Einschmelzun-en geringerer Sorten, welche die Tagsatzung und die Cantonsregie-ıngen anordneten, nicht zu reden. Vollends wird nun aber das alte chweizergeld verschwinden, da das Münzwesen von den Bundesbehör-en regulirt worden ist. — Auch in monetarischer Beziehung bot bis-ıhin die Schweiz eine ausserordentliche Mannigfaltigkeit dar, und enn manche Klage mit Recht geführt werden konnte, so gefielen die t schönen Zeichnungen, die nicht selten sinnvollen Legenden, und ir freuen uns, dass Zürich vor allem der Vorwurf nicht gemacht wer-en kann, aus der Prägung schlechter Scheidemünze ein Gewerbe ge-acht zu haben. Da eine gedrängte Uebersicht des reichen Münzen-hatzes, der nur wenigen Numismatikern bekannt ist, bis zur Stunde hlte, es jedoch für den Historiker nothwendig wird, auch hierüber ch schnell orientiren zu können, so machten wir uns an die nicht ınz leichte Aufgabe, ein solches Verzeichniss zu verfassen, wobei wir it möglichster Gründlichkeit verfahren zu sein glauben.

Aus den folgenden Blättern geht hervor, dass seit der frühesten eit bis in das abgewichene Decennium 42 Städte, Cantone und welt-che Herren Münzen schlagen liessen, welchen noch die gewesene elvetische Regierung beizufügen ist. Die Zahl der münzenden geist-chen Herren belief sich auf zwölf, nämlich auf fünf Bischöfe, sechs enedictinerabteien und ein Jesuitencollegium. Zufolge unserer For-hungen sind 552erlei Kupfer-, Billon-, sowie kleine und grobe Sil-rmünzen geschlagen worden; Goldmünzen hingegen 118 verschieden-tige.

Die Cantone Glarus, St. Gallen, Aargau, Thurgau, Tessin, Waat ıd Wallis, sowie, mit Ausnahme von Chur und Rottweil, die andern einen Städte, prägten nie Münzen in Gold, ebenso die Grafen von ırgen, Kyburg, Neuenburg und Saugern, der Fürst Alexander Ber-ier, der Bischof von Lausanne und die Abtei Disentis. Die meisten oldmünzen hatten Bern, Zürich, Lucern, Basel, St. Gallen (die Stadt), enf, Solothurn, Freiburg, das Bisthum Chur, die Freiherrschaft Hal-enstein u. s. f. aufzuweisen. Die am häufigsten vorkommende ist der

Ducat, von der Spielerei des Achtel-Ducat bis zum Zehnfachen ansteigend. Von den oben erwähnten 55 Cantonen, Städten, weltlichen und geistlichen Herren, die uns die sechsthalbhundert Kupfer-, Billon- und Silbermünzen lieferten, haben folgende zehn: Zürich, Basel, Genf, Lucern, Bern, Freiburg, Schwyz, Solothurn, St. Gallen (Stadt) und die Freiherrschaft Haldenstein zwanzig und noch mehr Arten Münzen schlagen lassen. Von Billonmünzen waren die verbreitetesten die verschiedenartigen Batzen, von Silbermünzen, insbesondere früher, die Thaler.

Von den 670erlei Münzsorten gibt es 131, die gar keine Jahreszahlen trugen. Die ältesten mit Jahreszahl versehenen Münzen fallen in das Jahr 1424, es ist ein Plappart der Stadt St. Gallen und ein Groschen der einstigen dasigen Abtei. Aus dem 15. Jahrhundert sind bloss noch sieben mit Jahreszahlen zu erwähnen:

Goldgulden	von Basel	aus dem Jahre	1491.
Dicken	» Bern	» » »	1492.
Thaler	» Bern	» » »	1493.
Thaler	» Sitten	» » »	1498.
Groschen	» Basel	» » »	1499.
Dicken	» Basel	» » »	1499.
Dicken	» St. Gallen (Stadt)	» » »	1500.

und bis zum Ausgange des Mittelalters nachstehende:

Thaler	von Solothurn	aus dem Jahre	1501.
Schilling	» Zürich	» » »	1504.
Dicken	» Zürich	» » »	1504.
Thaler	» Zürich	» » »	1512.
Batzen	» Schaffhausen	» » »	1515.
Dicken	» Constanz	» » »	1516.
Batzen	» Zürich	» » »	1518.
Batzen	» Constanz	» » »	1519.
Goldgulden	» Bern	» » »	1520.
Batzen	» Freiburg	» » »	1520.
Halbe Dicken	» Basel	» » »	1520.

Die letzten Prägungen fanden 1846 statt, in welchem Jahre Schwyz Angster und Freiburg $2\frac{1}{2}$ Rappenstücke schlagen liessen.

Es war vorhin von 670 Münzsorten die Rede; fast neunmal grösser ist die Zahl der von einander abweichenden Exemplare, indem sie auf ungefähr 6000 ansteigt. Zwar sind die Nuancen oft nur durch die Loupe erkenntlich. Eine so vollständige Sammlung findet sich jedoch nirgends vor.

Wir haben die Münzen nach ihrem innern Werthe geordnet, mithin sind wir bei den goldenen wie bei den übrigen stets von der kleinsten bis zu der grössten emporgestiegen, liessen jedoch da, wo Denare und Bracteaten anzuführen waren, diese als die frühesten die Reihe eröffnen. Um das Nachschlagen zu erleichtern, fügten wir eine fortlaufende Numerirung bei.

Noch bleibt uns übrig, der Quellen für unsere Zusammenstellung zu gedenken. Hallers Münzcabinet, Meyers Bracteaten, Lohners Bernermünzen, die Aufsätze von Hungerbühler und Näf über die St. Gallermünzen, die Druckschrift des Akademikers Bergmann (in Wien) über diejenigen Bündens, das Thalercabinet von Ritter von Schulthess-Rechberg u. s. f. benutzten wir mit Erfolg; allein Hauptquelle und sicherster Wegleiter waren und blieben für uns mehrere Münzcabinette, vorab das unsers verstorbenen Freundes, Heinrich Landolt, von Zürich.

I. Städte, Cantone, weltliche Herren und helvetische Republik.

1. *Zürich.*

1.		Denare oder Solidi. o. J. (ohne Jahreszahl)
2.		Halbe Bracteaten. o. J.
3.		Bracteaten. o. J.
4.	1.	Haller. o. J.
5.	2.	Angster. o. J.
6.	3.	Dreihaller- oder Rappen-Stücke. o. J. u. 1842 bis 1845.
7.	4.	Halber Kreuzer. 1811.
8.	5.	Fünfer. o. J.
9.	6.	Sechser, od. Sechshaller-Stücke, auch Zweirappen. o. J. und 1555 bis 1842.
10.	7.	Kreuzer oder Achthaller-Stücke. o. J.
11.	8.	Halbe Plapparte. o. J.
12.	9.	Schillinge. o. J. und 1504 bis 1754.
13.	10.	Halbe Batzen. o. J. und 1527 bis 1558.
14.	11.	Plapparte. o. J.
15.	12.	Groschen. o. J. und 1550 bis 1563.
16.	13.	Batzen. o. J. und 1518 bis 1641.
17.	14.	Fünfschilling- oder Zweibatzen-Stücke. 1656 bis 1784.
18.	15.	Halbe Dicken, oder Zwölfkreuzer-Stücke. 1608 bis 1622.
19.	16.	Zehnschilling- oder Vierbatzen-Stücke, auch Oertli, Böcke. o. J. und 1656 bis 1811.
20.	17.	Dicken. o. J. und 1504 bis 1629.
21.	18.	Viertel-Thaler. o. J. und 1552 bis 1674.
22.	19.	Halbe Gulden oder Zwanzigschilling-, auch Achtbatzen-Stücke. o. J. und 1707 bis 1814.
23.	20.	Zehnbatzen-Stücke oder Franken. 1812.
24.	21.	Doppelte Dicken. o. J. und 1504 bis 1621.
25.	22.	Halbe Thaler oder Gulden. o. J. und 1556 bis 1798.
26.	23.	Zwanzig Batzen- oder Zweifranken-Stücke. 1813 und 1826.
27.	24.	Thaler oder Zweigulden-Stücke. o. J. und 1512 bis 1796.
28.	25.	Vierzigbatzen-Stücke oder Neuthaler. 1813.
29.	26.	Doppelte Thaler. 1559 bis 1695.

1. Viertel-Goldkrone. o. J.
2. Viertel-Ducaten. 1639 bis 1767.
3. Halbe Goldkronen. o. J.
4. Halbe Ducaten. o. J. und 1639 bis 1776.
5. Goldgulden. o. J. und 1526 bis 1622.
6. Goldkronen. o. J. und 1631.
7. Ducaten. o. J. und 1641 bis 1810.
8. Doppelter Goldgulden. o. J.
9. Doppelte Goldkronen. o. J. und 1631.
10. Doppelte Ducaten. o, J. und 1641 bis 1776.
11. Dreifacher Ducat. 1726.
12. Vierfache Ducaten. 1640 bis 1666.
13. Fünffache Ducaten. 1720 und 1724.
14. Sechsfacher Ducat. 1734.
15. Achtfacher Ducat. 1723.

2. *Bern.*

a. Stadt und Canton.

Bracteaten. o. J.
1. Haller. o. J. und 1558.
2. Rappen. o. J. und 1811 bis 1836.
3. Dreier oder Dreihaller-Stücke. o. J.
4. Vierer oder halbe Kreuzer. o. J. und 1549 b
5. Fünfer oder Fünfhaller-Stücke. o. J. und 157
6. Kreuzer. o. J. und 1560 bis 1797.
7. Zwei Rappen. 1809.
8. $2\frac{1}{2}$ Rappen-Stücke. 1811.
9. Cent. 1838.
10. Halbe Batzen. o. J. und 1530 bis 1826.
11. Plappart. o. J.
12. Batzen. o. J. und 1529 bis 1826.
13. Zehn Kreuzer. 1656 bis 1826.
14. Halbe Dicken oder Zwölfkreuzer-Stücke. o. 1564 bis 1621.
15. Fünfbatzen-Stücke. 1656 bis 1826.
16. Dicken. o. J. und 1492 bis 1621.

62. | 17. Viertel-Thaler oder halbe Gulden, auch Dreissigkreuzer-Stücke. o. J. und 1657 bis 1680.
63. | 18. Zehnbatzen-Stücke oder Franken. 1757 bis 1811.
64. | 19. Doppelte Dicken. o. J. und 1492.
65. | 20. Halbe Thaler oder Fünfzehnbatzen-Stücke, auch Gulden. 1679 und 1680.
66. | 21. Zwanzigbatzen-Stücke. 1796 bis 1835.
67. | 22. Thaler oder Dreissigbatzen-Stücke. o. J. und 1493 bis 1679.
68. | 23. Vierzigbatzen- oder Vierfranken-Stücke. 1795 bis 1835.
69. | 1. Viertel-Ducaten. o. J. und 1707 bis 1781.
70. | 2. Halbe Goldgulden. o. J. und 1554 bis 1590.
71. | 3. Halbe Ducaten. o. J. und 1601 bis 1719.
72. | 4. Goldgulden. o. J. und 1520 bis 1590.
73. | 5. Ducaten. o. J. und 1600 bis 1794.
74. | 6. Halbe Dublone. 1797.
75. | 7. Zehnfranken-Stücke. o. J.
76. | 8. Doppelte Ducaten. o. J. und 1600 bis 1796.
77. | 9. Dublonen. 1793 bis 1829.
78. | 10. Dreifache Ducaten. 1659 bis 1772.
79. | 11. Vierfache Ducaten. o. J. und 1659 bis 1825.
80. | 12. Doppelte Dublonen. 1793 bis 1798.
81. | 13. Fünffache Ducaten. o. J., auch 1700 und 1701.
82. | 14. Sechsfache Ducaten. o. J., auch 1701 und 1796.
83. | 15. Achtfache Ducaten. o. J., auch 1796 und 1797.
84.[a] | 16. Zehnfache Ducaten. o. J. und 1681.

b. Grafen von Kyburg zu Burgdorf.

84.[b] | Bracteaten. o. J.

c. Grafen von Saugern.

84.[c] | Denar. o. J.

d. Grafen von Bargen.

84.[d] | Denar. o. J.

3. *Lucern.*

85. | Bracteaten. o. J.
86. | 1. Haller. o. J.

87. | 2. Angster. 1773 bis 1843.
88. | 3. Dreihaller-Stücke oder Spagürli. o. J.
89. | 4. Rappen. o. J. und 1774 bis 1844.
90. | 5. Vierer oder Vierhaller-Stücke. o. J.
91. | 6. Kreuzer oder Achthaller-Stücke. o. J. und 1
92. | 7. Schillinge. o. J. und 1596 bis 1795.
93. | 8. Halbe Batzen. 1622 bis 1813.
94. | 9. Doppler oder doppelte Vierer. o. J. und 1552
95. | 10. Groschen. o. J. und 1562 bis 1606.
96. | 11. Batzen. o. J. und 1638 bis 1813.
97. | 12. Achtel-Gulden oder Fünfschilling-Stücke. 172
98. | 13. 2½ Batzen- oder Zehnkreuzer-Stücke. 1815.
99. | 14. Halbe Dicken. 1622 und 1623.
100. | 15. Viertel-Gulden oder Zehnschilling-Stücke. 172
101. | 16. Fünfbatzen- oder Zwanzigkreuzer-Stücke. 171
102. | 17. Dicken. o. J. und 1610 bis 1656.
103. | 18. Halber Gulden oder Viertel-Thaler. 1715.
104. | 19. Zehnbatzen- oder Vierzigkreuzer-Stücke. o
| 1782 bis 1812.
105. | 20. Gulden. 1713 bis 1715.
106. | 21. Zwanzigbatzen-Stücke. 1795.
107. | 22. Thaler. o. J. und 1518 bis 1714.
108. | 23. Vierzigbatzen-Stücke. 1796 bis 1817.
109. | 24. Doppelte Thaler. 1518 bis 1603.
110. | 1. Ducaten. o. J. und 1613 bis 1741.
111. | 2. Zehnfranken-Stück. 1804.
112. | 3. Doppelte Ducaten. 1603 bis 1741.
113. | 4. Zwölfmünzgulden oder Dublonen. 1794 und
114. | 5. Zwanzigfranken-Stück. 1807.
115. | 6. Dreifache Ducaten. 1613 und 1741.
116. | 7. Vierfacher Ducat. 1741.
117. | 8. 24 Münzgulden oder doppelte Dublonen. 1794
118. | 9. Fünffache Ducaten. 1695 und 1741.

4. *Uri, Schwyz und Unterwalden.*

Gemeinschaftlich.

119. | Bracteaten. o. J.

120. | 1. Haller. o. J.
121. | 2. Halbe Kreuzer oder Vierer. o. J.
122. | 3. Kreuzer oder doppelte Vierer. o. J.
123. | 4. Schillinge. o. J.
124. | 5. Halbe Batzen. o. J.
125. | 6. Groschen. o. J., auch 1552 und 1563.
126. | 7. Batzen. o. J., auch 1563 und 1569.
127. | 8. Halbe Dicken. o. J.
128. | 9. Dicken. o. J.
129. | 10. Halbe Thaler. 1548 und 1561.
130. | 11. Thaler. o. J. und 1548 bis 1562.
131. | 1. Goldgulden. o. J.

5. *Uri und Unterwalden.*

Gemeinschaftlich.

132. | 1. Vierer. o. J.
133. | 2. Kreuzer. o. J.
134. | 3. Schillinge. o. J.
135. | 4. Groschen. 1600.
136. | 5. Halbe Dicken. o. J.
137. | 1. Goldgulden. o. J.

6. *Uri.*

138. | Bracteaten. o. J.
139. | 1. Rappen. 1811.
140. | 2. Vierer. o. J.
141. | 3. Kreuzer. 1622 bis 1627.
142. | 4. Schillinge. 1605 bis 1635.
143. | 5. Halbe Batzen. 1536 bis 1811.
144. | 6. Doppelte Vierer. o. J.
145. | 7. Groschen. 1554.
146. | 8. Batzen. 1569 bis 1811.
147. | 9. Zweibatzen-Stück. 1811.
148. | 10. Halbe Dicken. 1610 und 1621.
149. | 11. Vierbatzen-Stück. 1811.
150. | 12. Dicken. o. J. und 1610 bis 1621.
151. | 1. Halber Ducat. o. J.

152. | 2. Ducaten. 1612 bis 1736.
153. | 3. Pistolen. o. J., auch 1616 und 1624.

7. *Schwyz.*

154. | 1. Haller. o. J.
155. | 2. Angster. o. J. und 1773 bis 1846.
156. | 3. Rappen. o. J. und 1777 bis 1844.
157. | 4. Sechser oder Zweirappen-Stücke. 1810 bis
158. | 5. Kreuzer. o. J.
159. | 6. Schillinge. o. J. und 1623 bis 1730.
160. | 7. Halbe Batzen. o. J., auch 1536 und 1622.
161. | 8. Zweidrittelsbatzen-Stücke. 1810 bis 1812.
162. | 9. Groschen. 1791 und 1793.
163. | 10. Batzen. 1554 bis 1624.
164. | 11. Fünfschilling-Stücke. 1785 und 1787.
165. | 12. Zehnkreuzer-Stücke. o. J.
166. | 13. Zweibatzen-Stücke. 1810.
167. | 14. Zehnschilling-Stücke. 1786.
168. | 15. Vierbatzen-Stücke oder Oertli. 1672 bis 18
169. | 16. Fünfbatzen- oder Zwanzigkreuzer-Stücke. 1
170. | 17. Dicken. 1623 bis 1656.
171. | 18. Halbe Gulden oder Zwanzigschilling-Stücke
1797.
172. | 19. Gulden oder Vierzigschilling-Stücke. 1785.
173. | 20. Thaler. o. J. und 1653.
174. | 1. Ducaten. o. J. und 1653 bis 1844.
175. | 2. Pistolen. o. J. und 1554.

8. *Unterwalden.*

176. | 1. Haller. o. J.
177. | 2. Zweihaller-Stücke oder Zweidenier, auch Pfe
178. | 3. Rappen. o. J.
179. | 4. Halbe Kreuzer. o. J., auch 1730 und 173
180. | 5. Kreuzer. 1726 und 1729.
181. | 6. Assis. 1728.
182. | 7. Halbe Batzen. 1726 bis 1812.

183. | 8. Groschen oder Dreikreuzer-Stücke. 1730 und 1732.
184. | 9. Batzen. 1569 bis 1812.
185. | 10. Zehnkreuzer-Stücke. o. J.
186. | 11. Fünfbatzen- oder Zwanzigkreuzer-Stücke. o. J. und 1725 bis 1812.
187. | 12. Halber Gulden oder Viertel-Thaler, auch Dreissigkreuzer-Stück. 1725.
188. | 13. Halbe Thaler. 1728 und 1732.
189. | 14. Thaler. 1732.
190. | 1. Ducaten. o. J. und 1726 bis 1787.

9. *Glarus.*

191. | 1. Haller. o. J.
192. | 2. Schillinge oder Dreirappen-Stücke. o. J. und 1612 bis 1813.
193. | 3. Dreischilling- oder Neunrappen-Stücke. 1806 bis 1814.
194. | 4. Fünfzehnschilling- oder 45 Rappen-Stücke. 1806 bis 1814.

10. *Zug.*

195. | 1. Haller. o. J.
196. | 2. Angster. 1745 bis 1797.
197. | 3. Sechstelassis-Stücke. o. J. und 1757 bis 1766.
198. | 4. Rappen. o. J. und 1782 bis 1805.
199. | 5. Kreuzer. o. J.
200. | 6. Schillinge. o. J. und 1598 bis 1784.
201. | 7. Halbe Batzen. 1621 und 1622.
202. | 8. Groschen. o. J. und 1526 bis 1691.
203. | 9. Batzen. 1623 bis 1692.
204. | 10. Zehnkreuzer- oder $2^1/_2$ Batzen-Stücke. 1602 bis 1694.
205. | 11. Halbe Dicken oder Zwölfkreuzer-Stücke. o. J., auch 1620 und 1621.
206. | 12. Zwanzigkreuzer- oder Fünfbatzen-Stücke. 1692 und 1694.
207. | 13. Dicken. o. J. und 1609 bis 1624.
208. | 14. Halbe Thaler. 1620 bis 1692.
209. | 15. Thaler. 1564 bis 1624.

210. | 1. Viertel-Ducat. 1692.
211. | 2. Halber Ducat. 1692.
212. | 3. Ducaten. 1615 und 1691.
213. | 4. Pistole. 1692.

11. *Freiburg.*

a. Stadt und Canton.

214. | Bracteaten. o. J.
215. | 1. Haller oder Denier. o. J.
216. | 2. Vierer oder halbe Kreuzer. o. J. und 1715 bis 179
217. | 3. Fünfer. o. J.
218. | 4. Kreuzer. o. J. und 1554 bis 1787.
219. | 5. 2½ Rappen-oder Viertel-Batzen-Stücke. 1827 bis 18
220. | 6. Doppler od. Zehnhaller-Stücke, auch Doppelfünfer. o
221. | 7. Schillinge. 1713 bis 1717.
222. | 8. Halbe Batzen oder Zweikreuzer-Stücke. 1622 bis 18
223. | 9. Groschen oder Dreikreuzer-Stücke. o. J. und 1 bis 1631.
224. | 10. Batzen oder Vierkreuzer-Stücke. o. J. und 1520 bis 1
225. | 11. Piecettes oder Siebenkreuzer-Stücke. 1768 bis 17
226. | 12. Zehnkreuzer-Stück. 1709.
227. | 13. Halbe Dicken. 1539 und 1556.
228. | 14. Zwölfkreuzer- oder Dreibatzen-Stücke. 1620 und 1
229. | 15. Doppelte Piecettes oder Vierzehnkreuzer-Stücke. 1 bis 1797.
230. | 16. Fünfbatzen- oder Zwanzigkreuzer-Stücke. 1658 bis 18
231. | 17. Dicken. o. J. und 1530 bis 1608.
232. | 18. Vierfache Piecettes oder 28 Kreuzer-Stücke. 1793 u 1798.
233. | 19. Zehnbatzen-Stücke. 1811 und 1812.
234. | 20. 42 Kreuzer-Stücke. 1798. Mit der Legende: Cant de Sarine et Broye.
235. | 21. Achtfache Piecettes oder 56 Kreuzer-Stücke. 1796 u 1797.
236. | 22. Thaler. o. J.
237. | 23. Vierfranken-Stück. 1813.

238. | 1. Halbe Ducaten. o. J. und 1610.
239. | 2. Ducaten. o. J. und 1587 bis 1787.
240. | 3. Doppelte Ducaten. 1529 bis 1635.
241. | 4. Dreifacher Ducat. o. J.
242. | 5. Vierfacher Ducat. 1622.

b. Grafen von Greyerz.

243. | 1. Batzen. o. J.
244. | 1. Goldgulden. 1552.

12. *Solothurn.*

245. | Bracteaten. o. J.
246. | 1. Haller. o. J.
247. | 2. Rappen. 1813.
248. | 3. Dreier. o. J.
249. | 4. Vierer oder halbe Kreuzer. 1549 bis 1798.
250. | 5. Fünfer. o. J.
251. | 6. Kreuzer. o. J. und 1561 bis 1830.
252. | 7. Halbe Batzen. 1549 bis 1826.
253. | 8. Plapparte. o. J.
254. | 9. Groschen. 1562.
255. | 10. Zehnkreuzer-Stücke. 1760 bis 1826.
256. | 11. Batzen. o. J. und 1622 bis 1826.
257. | 12. Halbe Dicken. o. J.
258. | 13. Fünfbatzen- oder Zwanzigkreuzer-Stücke. 1760 bis 1826.
259. | 14. Dicken. o. J. und 1551 bis 1642.
260. | 15. Zehnbatzen-Stücke. 1761 bis 1812.
261. | 16. Halbe Thaler. o. J. und 1623.
262. | 17. Zwanzigbatzen-Stücke. 1795 und 1798.
263. | 18. Thaler. o. J. und 1501 bis 1623.
264. | 19. Vierzigbatzen- oder Vierfranken-Stücke. 1813.
265. | 1. Halbe Ducaten. 1630 bis 1796.
266. | 2. Goldgulden. o. J.
267. | 3. Goldkrone. o. J.
268. | 4. Ducaten. 1630 bis 1796.
269. | 5. Dublonen oder Sechszehnfranken-Stücke. 1787 bis 1813.
270. | 6. Doppelte Dublonen. 1787 bis 1798.

Die schweizerischen Münzen.

13. *Basel.*

Denare. o. J.

Bracteaten. o. J.

1. Hälbling. o. J.
2. Rappen. o. J., auch 1810 und 1818.
3. Vierer oder halbe Kreuzer. o. J.
4. Fünfer. o. J.
5. Zweirappen-Stücke. 1810 und 1818.
6. Assis. 1663 bis 1708.
7. Halbe Batzen. 1724 bis 1826.
8. Plapparte. o. J.
9. Doppelte Vierer. o. J.
10. Doppelte Assis. o. J. und 1623 bis 1638.
11. Groschen. o. J. und 1499 bis 1555.
12. Zehnkreuzer-Stücke. 1565.
13. Batzen. 1724 bis 1826.
14. Zwölfkreuzer- od. Dreibatzen-Stücke, auch Duple[illegible]
und 1621 bis 1810.
15. Halber Dicken. 1520.
16. Fünfbatzen-Stücke oder Sechstel-Thaler. 1764 bis
17. Dicken. 1499 bis 1636.
18. Viertel-Thaler oder $7^1/_2$ Batzen-Stücke. o. J., auc[illegible]
und 1740.
19. Zehnbatzen-Stücke oder Drittel-Thaler. 1764 und
20. Halbe Guldenthaler. 1561 bis 1583.
21. Doppelte Dicken. 1499 bis 1535.
22. Halbe Thaler oder Fünfzehnbatzen-Stücke. o. J
1542 bis 1797.
23. Guldenthaler. 1564 bis 1616.
24. Thaler. o. J. und 1521 bis 1796.
25. Doppelte Guldenthaler. 1576.
26. Doppelte Thaler. o. J. und 1547 bis 1741.

1. Viertel-Ducaten. o. J.
2. Halbe Ducaten. o. J.
3. Goldgulden. o. J. und 1491 bis 1623.
4. Ducaten. o. J., auch 1640 und 1653.

3. | 5. Doppelte Goldgulden, o. J. und 1621.
4. | 6. Doppelte Ducaten. o. J. und 1743 bis 1795.
5. | 7. Dublonen. 1795.

14. *Schaffhausen.*

6. | Bracteaten. o. J.
7. | 1. Haller. o. J.
8. | 2. Pfenninge. o. J.
9. | 3. Halbe Kreuzer oder Vierer. o. J. und 1523 bis 1628.
10. | 4. Kreuzer. o. J. und 1536 bis 1808.
11. | 5. Halbe Batzen. 1808 und 1809.
12. | 6. Groschen oder Dreikreuzer-Stücke. o. J. und 1550 bis 1658.
13. | 7. Doppelte Groschen. 1553 und 1577.
14. | 8. Batzen. 1515 bis 1809.
15. | 9. Zwölfkreuzer- oder Dreibatzen-Stücke. 1616 bis 1627.
16. | 10. Fünfzehnkreuzer-Stücke. o. J. und 1656 bis 1658.
17. | 11. Dicken. 1529 bis 1634.
18. | 12. Halbe Dickthaler. 1529 und 1576.
19. | 13. Halbe Thaler. 1550 bis 1621.
20. | 14. Guldenthaler. 1573.
21. | 15. Thaler. o. J. und 1550 bis 1656.
22. | 16. Doppelte Thaler. 1573 und 1620.
23. | 1. Goldgulden. 1622.
24. | 2. Ducaten. o. J. und 1614 bis 1657.

15. *Appenzell.*

25. | 1. Pfenninge. o. J. und 1816.
26. | 2. Zweipfenning- oder Zweidenier-Stücke. o. J.
27. | 3. Halbe Kreuzer. 1737.
328. | 4. Kreuzer. 1737 bis 1813.
329. | 5. Halbe Batzen. 1738 bis 1816.
330. | 6. Groschen. 1738 und 1739.
331. | 7. Batzen. 1738 bis 1816.
332. | 8. Sechskreuzer-Stück. 1737.
333. | 9. Fünfzehnkreuzer- oder Vierbatzen-Stück, auch Oertli. 1738.

. Zwanzigkreuzer- od. Fünfbatzen-Stücke. 1738 bis 1809.

1. Neunbatzen. 1738.

12. Halber Thaler oder Zwanzigbatzen-, auch Zweifranken-Stück. 1812.

13. Thaler, oder Vierzigbatzen-, auch Vierfranken-Stück 1812 und 1816.

1. Ducaten. 1737 und 1739.

16. St. Gallen.

a. Stadt.

339. Bracteaten. o. J.
340. 1. Denier oder Pfenninge. o. J. und 1515.
341. 2. Zweidenier oder Zweipfenning-Stücke. o. J.
342. 3. Kreuzer. o. J. und 1583.
343. 4. Halbe Batzen. o. J. und 1501.
344. 5. Zweikreuzer-Stücke. 1715 bis 1787.
345. 6. Plapparte. o. J. und 1424 bis 1527.
346. 7. Groschen oder Dreikreuzer-Stücke. 1563 bis 1790.
347. 8. Batzen oder Vierkreuzer-Stücke. o. J. und 1527 1725.
348. 9. Sechskreuzer-Stücke. 1725 bis 1790.
349. 10. Halbe Oertli oder 7½ Kreuzer-Stücke. 1618 bis 16
350. 11. Vierbatzen- oder Fünfzehnkreuzer-Stücke, auch Oe 1724 bis 1786.
351. 12. Dicken oder Viertel-Thaler. 1500 bis 1513.
352. 13. Sechsbatzen- oder 24 Kreuzer-Stücke, auch St dicken. 1618 bis 1633.
353. 14. Dreissigkreuzer-Stücke oder halbe Gulden. 1'
354. 15. Gulden oder halbe Thaler. 1563 bis 1621.
355. 16. Thaler. 1563 bis 1624.
356. 17. Doppelte Thaler. 1620 und 1624.
357. 18. Dreifache Thaler. 1620 und 1624.
358. 19. Vierfache Thaler. 1620 und 1624.
359. 1. Achtel-Ducat. 1618.
360. 2. Viertel-Ducat. 1618.
361. 3. Halber Ducat. 1618.

4. Ducaten. 1618 und 1620.
5. Doppelte Ducaten. 1620 und 1621.
6. Dreifache Ducaten. 1618 bis 1620.
7. Vierfacher Ducat. 1620.

b. Canton.

1. Pfenninge. o. J.
2. Zweipfenning-Stücke. 1808.
3. Halbe Kreuzer. 1808 bis 1822.
4. Viertel-Batzen-Stücke oder Kreuzer. 1807 bis 1822.
5. Halbe Batzen. 1807 bis 1822.
6. Batzen. 1807 bis 1822.
7. Sechskreuzer-Stück. 1807.
8. Fünfbatzen-Stücke. 1810 bis 1822.

17. *Graubünden.*

a. Gotteshausbund.

1. Haller. o. J.
2. Kreuzer. 1568 bis 1570.
3. Zweikreuzer-Stücke. o. J., auch 1567 und 1568.
4. Dreikreuzer-Stücke oder Groschen. o. J. und 1565.
5. Zehnkreuzer-Stücke. o. J., auch 1568 und 1569.
6. Halbe Thaler. o. J. und 1540.
7. Thaler. o. J., auch 1540 und 1550.

b. Stadt Chur.

1. Haller. o. J.
2. Pfenninge. o. J.
3. Blutzger. 1624 bis 1766.
4. Kreuzer. 1643 bis 1730.
5. Schillinge. 1723 und 1724.
6. Zweikreuzer-Stücke. 1623 bis 1663.
7. Dreikreuzer-Stücke. o. J. und 1628 bis 1737.
8. Batzen. 1529.
9. Sechskreuzer-Stück. 1733.
10. Zehnkreuzer-Stücke. 1628 bis 1635.
11. Zwölfkreuzer- oder Dreibatzen-Stücke, auch halbe Dicken. o. J. und 1572 bis 1622.

392. | 12. Dicken oder 24 Kreuzer-Stücke. 1612 bis 1
393. | 13. Thaler. o. J. und 1620 bis 1638.
394. | 1. Goldgulden. 1618 bis 1620.
395. | 2. Ducaten. 1634 bis 1664.
396. | 3. Doppelte Ducaten. o. J. und 1633.

c. Freiherrschaft Haldenstein.

397. | 1. Pfenninge. o. J.
398. | 2. Zweipfenning-Stücke. o. J. und 1740.
399. | 3. Halbe Kreuzer. o. J. und 1732.
400. | 4. Blutzger. 1718 bis 1734.
401. | 5. Kreuzer. o. J. und 1684 bis 1758.
402. | 6. Albus. 1752.
403. | 7. Zweikreuzer-Stück. 1749.
404. | 8. Groschen oder Dreikreuzer-Stücke. 1727 bi
405. | 9. Batzen. o. J.
406. | 10. Fünfkreuzer-Stück. 1731.
407. | 11. Sechskreuzer-Stücke. 1687 und 1688.
408. | 12. Zwölfkreuzer- oder Dreibatzen-Stücke, a
Dicken. o. J.
409. | 13. Fünfzehnkreuzer-Stücke. 1687 bis 1690.
410. | 14. Dicken. o. J., auch 1620 und 1621.
411. | 15. Dreissigkreuzer-Stück. 1731.
412. | 16. Gulden. o. J.
413. | 17. Halber Thaler. 1620.
414. | 18. Zweidrittel-Thaler. 1690 bis 1692.
415. | 19. Thaler. o. J., auch 1621 und 1623.
416. | 20. Doppelter Thaler. 1637.
417. | 1. Goldgulden. o. J. und 1618.
418. | 2. Ducaten., 1638 bis 1770.
419. | 3. Doppelte Ducaten. o. J., auch 1617 und 16
420. | 4. Sechsfacher Ducat. 1733.
421. | 5. Siebenfacher Ducat. 1617.

d. Canton Graubünden.

422. | 1. Blutzger oder Sechstel-Batzen-Stücke. 1807
423. | 2. Halbe Batzen. 1807 bis 1842.

424. | 3. Batzen. 1807 bis 1842.
425. | 4. Fünfbatzen-Stücke. 1807 bis 1826.
426. | 5. Zehnbatzen-Stücke. 1825.
427. | 6. Vierfranken-Stück. 1842.
428. | 1. Sechszehnfranken-Stück. 1813.

18. *Aargau.*

a. Stadt Zofingen.

429. | Bracteaten. o. J.
430. | 1. Halbe Kreuzer. 1716 und 1722.
431. | 2. Kreuzer. 1722.
432. | 3. Halbe Batzen. 1726.
433. | 4. Batzen. 1726.
434. | 5. Zehnkreuzer-Stück. 1722.
435. | 6. Fünfbatzen-Stück. 1722.

b. Stadt Laufenburg.

436. | Bracteaten. o. J.
437. | 1. Halbe Groschen. o. J.
438. | 2. Groschen. o. J.

c. Canton Aargau.

439. | 1. Rappen. 1810 bis 1816.
440. | 2. Zweirappen-Stücke. 1808 bis 1816.
441. | 3. Kreuzer. 1831.
442. | 4. Halbe Batzen. 1807 bis 1831.
443. | 5. Batzen. 1805 bis 1826.
444. | 6. Fünfbatzen-Stücke. 1807 bis 1826.
445. | 7. Zehnbatzen-Stücke. 1808 bis 1818.
446. | 8. Zwanzigbatzen-Stück. 1809.
447. | 9. Vierfranken- oder Vierzigbatzen-Stück. 1812.

19. *Thurgau.*

a. Stadt Diessenhofen.

448. | Bracteaten. o. J.

b. Canton Thurgau.

449. | 1. Halber Kreuzer. 1808.
450. | 2. Kreuzer. 1808.

3. Halbe Batzen. 1808.
4. Batzen. 1808 und 1809.
5. Fünfbatzen-Stück. 1808.

20. *Tessin.*

a. Stadt Bellenz.

1. Kreuzer. o. J.
2. Groschen. o. J.

b. Canton Tessin.

1. Denari, tre. 1814 und 1835.
2. Denari, sei. 1813 und 1841.
3. Soldi, tre. 1813 bis 1841.
4. Quarto Franco. 1835.
5. Mezzo Franco. 1835.
6. Franco. 1813.
7. Due Franchi. 1813.
8. Quatre Franchi. 1814.

21. *Waat.*

1. Rapp. 1804 und 1807.
2. 2½ Rappes. 1809 und 1816.
3. Demi Batz oder cinq Rappes. 1804 bis 1819.
4. Batz oder dix Rappes. 1804 bis 1834.
5. Cinq Batz. 1804 bis 1831.
6. Dix Batz oder un Franc. 1804 bis 1845.
7. Vingt Batz. 1810 und 1811.
8. Quarante Batz. 1812.

22. *Wallis.*

1. Kreuzer. 1628.
2. Halber Batzen. 1628.
3. Dicken. 1628.

23. *Neuenburg.*

a. Grafen.

Bracteaten. o. J.

1. Halbe Kreuzer. 1629 bis 1640.

2. Kreuzer. 1590 bis 1661.
3. Halbe Batzen. 1622 bis 1649.
4. Zehnkreuzer-Stück. o. J.
5. Sechszehnkreuzer-Stück. 1694.
6. Zwanzigkreuzer- oder Fünfbatzen-Stück. 1695.
7. 24 Kreuzer-Stück. 1631.
8. Viertel-Thaler. 1694.
9. Thaler. 1632.

b. Könige von Preussen als Fürsten von Neuenburg.

1. Halbe Kreuzer. 1790 bis 1802.
2. Kreuzer. 1713 bis 1818.
3. Halbe Batzen. 1712 bis 1803.
4. Batzen. 1790 bis 1800.
5. Zehnkreuzer-Stück. 1713.
6. Zwanzigkreuzer- oder Fünfbatzen-Stück. 1713.
7. Vierfache Piecettes oder 28 Kreuzer-Stücke. 1793 und 1796.
8. Viertel-Thaler. 1713.
9. 10½ Batzen- oder Franken-Stück. 1796.
10. Achtfache Piecettes oder 56 Kreuzer-Stücke. 1795 und 1799.
11. Halbe Thaler oder Gulden. 1713 und 1715.
12. 21 Batzen-Stücke. 1796 und 1799.
13. Thaler. 1713 bis 1715.

1. Pistolen. 1713.

c. Fürst Alexander Berthier.

1. Creutzer. 1807 und 1808.
2. Demi Batz. 1807 bis 1809.
3. Batz. 1807 bis 1810.
4. Deux francs. 1814.
5. Cinq francs. 1814.

24. *Genf.*

Denare. o. J.
Bracteaten. o. J.

506. | 1. Denier. o. J.
507. | 2. Centimes. 1839 bis 1844.
508. | 3. Trois Deniers oder Quart, auch Gringalet. 1599.
509. | 4. Deux Centimes. 1839.
510. | 5. Six Deniers oder deux Quarts. o. J. und 159
511. | 6. Huit Deniers. 1614 und 1617.
512. | 7. Neuf Deniers oder Parpagnols, auch troi 1558 bis 1678.
513. | 8. Un Sol. o. J. und 1550 bis 1833.
514. | 9. Quatre Centimes. 1839.
515. | 10. Cinq Centimes. 1840.
516. | 11. Un Sol six Deniers. 1593 bis 1825.
517. | 12. Dix Centimes. 1839 bis 1844.
518. | 13. Trois Sols. 1550 bis 1798.
519. | 14. Quatre Sols. 1610.
520. | 15. Six Sols. 1564 bis 1797.
521. | 16. 25 Centimes. 1839 bis 1844.
522. | 17. 10½ Sols. 1714 und 1715.
523. | 18. Douze Sols oder Florin. 1554 bis 1722.
524. | 19. Quinze Sols. 1794.
525. | 20. 21 Sols. 1710 bis 1721.
526. | 21. 24 Sols. o. J. und 1561 bis 1657.
527. | 22. Demi Ecu. 1597 bis 1795.
528. | 23. Ecu. o. J. und 1526 bis 1796.
529. | 24. Double Ecu. o. J. und 1598.
530. | 1. Florin d'or. 1561 bis 1580.
531. | 2. Ducatus. 1603 bis 1657.
532. | 3. Pistole. o. J. und 1619 bis 1772.
533. | 4. Double Ducatus. 1639 bis 1664.
534. | 5. Double Pistole. 1637 bis 1659.
535. | 6. Quatre Ducatus. 1641 und 1646.
536. | 7. Trois Pistoles. 1771.

25. *Stadt Mühlhausen.*

(Im französischen Departement des Oberrheins.)

Von 1515 bis 1587 mit allen dreizehn Orten der Eidgenossenschaft verbündet, seit 1587 bis 1797 bloss mit den reformirten.

537. | 1. Haller. o. J.
538. | 2. Pfenninge. o. J. und 1596.
539. | 3. Halber Kreuzer. 1623.
540. | 4. Dreikreuzer- oder Groschen-Stück. 1623.
541. | 5. Batzen. 1623. (?)
542. | 6. Dreibatzen-Stück. 1623. (?)
543. | 7. Thaler. 1623.

26. *Stadt Rottweil.*

(Hauptsitz des gleichnamigen württembergischen Oberamtes.)

Seit 1519 mit allen 13 Orten der Eidgenossenschaft verbündet, welches Bündniss sich jedoch während des dreissigjährigen Krieges auflöste.

544. | 1. Haller. o. J.
545. | 2. Dreikreuzer-Stück. 1623.
546. | 3. Halber Dicken. 1622.
547. | 4. Dicken. 1622.
548. | 5. Thaler. 1623.
549. | 1. Goldgulden. o. J.

27. *Eine und untheilbare helvetische Republik.*

Im April 1798 gegründet, im März 1803 sich auflösend.

550. | 1. Rappen. 1800 bis 1802.
551. | 2. Kreuzer. o. J.
552. | 3. Halbe Batzen. 1799 bis 1803.
553. | 4. Batzen. 1799 bis 1803.
554. | 5. Fünfbatzen-Stücke. 1799 bis 1802.
555. | 6. Zehnbatzen-Stücke. 1798 bis 1801.
556. | 7. Zwanzigbatzen-Stück. 1798.
557. | 8. Vierzigbatzen-Stücke. 1798 bis 1801.
558. | 1. Dublone. 1800.
559. | 2. Doppelte Dublone. 1800.

II. Geistliche Herren oder Bischöfe und Aebt

1. *Bisthum Constanz.*

560.		Bracteaten. o. J.
561.	1.	Haller. o. J.
562.	2.	Pfenninge. o. J.
563.	3.	Halber Kreuzer. 1772.
564.	4.	Kreuzer. 1772.
565.	5.	48stel Conventions-Thaler. 1772.
566.	6.	Batzen. o. J., auch 1519 und 1520.
567.	7.	24stel Conventions-Thaler. 1772.
568.	8.	Viertel-Thaler. 1761.
569.	9.	Dicken. 1516.
570.	10.	Halbe Guldenthaler. 1573.
571.	11.	Halbe Conventions-Thaler. 1761.
572.	12.	Thaler, später Conventions-Thaler. 1573 und
573.	1.	Ducaten. 1737 und 1761.

2. *Bisthum Basel.*

574.		Bracteaten. o. J.
575.	1.	Rappen. o. J.
576.	2.	Vierer. o. J., auch 1718 und 1719.
577.	3.	Kreuzer. 1623 bis 1725.
578.	4.	Schillinge. 1596 bis 1727.
579.	5.	Halbe Batzen. 1660 bis 1787.
580.	6.	Dreikreuzer-Stücke oder Groschen. o. J. und 1 1718.
581.	7.	Vierkreuzer-Stück. 1733.
582.	8.	Batzen. 1626 bis 1787.
583.	9.	Sechskreuzer-Stück. 1726.
584.	10.	Doppelte Groschen. 1598.
585.	11.	Zweibatzen-Stücke. 1624 und 1625.
586.	12.	Zwölfkreuzer-Stücke. 1726 bis 1788.
587.	13.	Zwanzigkreuzer-Stücke. 1716 bis 1725.
588.	14.	Sechsbatzen- oder 24 Kreuzer-Stück. 1788.
589.	15.	Viertel-Thaler. 1623 bis 1717.

16. Halbe Thaler. 1625 und 1717.
17. Thaler. 1624 bis 1716.
1. Ducaten. o. J. und 1654 bis 1716.
2. Doppelter Ducat. 1716.

3. *Bisthum Chur.*

1. Haller. o. J.
2. Pfenninge. o. J.
3. Zweipfenning-Stücke. o. J.
4. Blutzger. 1693 bis 1766.
5. Kreuzer. o. J. und 1610 bis 1761.
6. Halbe Batzen. o. J.
7. Zweikreuzer-Stücke. 1646 bis 1741.
8. Dreikreuzer-Stücke oder Groschen. 1554 bis 1730.
9. Batzen. o. J. und 1521 bis 1529.
10. Sechskreuzer-Stück. 1758.
11. Zehnkreuzer-Stücke. 1628 bis 1636.
12. Zwölfkreuzer-Stücke oder halbe Dicken. o. J.
13. Fünfzehnkreuzer-Stücke. 1688 bis 1743.
14. Dicken oder Sechszehnbatzen-, auch 24 Kreuzer-Stücke. o. J. und 1621 bis 1633.
15. Drittel-Thaler. 1689.
16. Zweidrittel-Thaler. 1688 bis 1690.
17. Halber Thaler. 1644.
18. Thaler. o. J. und 1622 bis 1766.
1. Goldgulden. o. J.
2. Ducaten. o. J. und 1652 bis 1767.
3. Doppelte Ducaten. o. J. und 1623 bis 1732.
4. Fünffacher Ducat. 1749.
5. Siebenfache Ducaten. o. J. und 1613.

4. *Bisthum Lausanne.*

Denare. o. J.
1. Pfenninge. o. J.
2. Halbe Groschen. o. J.
3. Groschen. o. J.

621. | 4. Doppelte Groschen. o. J.
622. | 5. Dicken. o. J.

5. *Bisthum Sitten.*

623. | 1. Haller oder halbe Kreuzer. o. J.
624. | 2. Vierer. 1585.
625. | 3. Fünfer. o. J.
626. | 4. Kreuzer. o. J. und 1590 bis 1776.
627. | 5. Halbe Batzen. o. J. und 1623 bis 1777.
628. | 6. Groschen. o. J.
629. | 7. Batzen. 1529 bis 1778.
630. | 8. Sechskreuzer-Stücke. 1776 und 1777.
631. | 9. Zwölfkreuzer- oder Dreibatzen-Stücke. 1776 ur
632. | 10. Halbe Dicken oder Achtel-Thaler. o. J. und 1
1548.
633. | 11. Zwanzigkreuzer- oder Fünfbatzen-Stücke. 1'
1777.
634. | 12. Dicken oder Viertel-Thaler. o. J.
635. | 13. Halbe Thaler. 1623 und 1624.
636. | 14. Dickthaler. o. J.
637. | 15. Thaler. o. J. und 1498 bis 1528.
638. | 1. Ducaten. o. J.

6. *Benedictinerabtei St. Gallen.*

639. | Bracteaten. o. J.
640. | 1. Pfenninge. o. J.
641. | 2. Kreuzer. o. J.
642. | 3. Zweikreuzer-Stücke oder halbe Batzen. o.
1780.
643. | 4. Groschen. 1424.
644. | 5. Vierkreuzer-Stücke oder Batzen. 1780 und 17
645. | 6. Fünfkreuzer-Stücke. 1774 und 1775.
646. | 7. Sechskreuzer-Stücke. 1773 bis 1775.
647. | 8. Zehnkreuzer-Stücke. 1774 und 1775.
648. | 9. Zwölfkreuzer-Stücke. o. J. und 1773.
649. | 10. Fünfzehnkreuzer-Stück. 1781.

650. | 11. Zwanzigkreuzer- oder Sechsbatzen-Stücke. 1774 bis 1783.
651. | 12. Dreissigkreuzer-Stücke oder halbe Gulden. 1781 und 1796.
652. | 13. Halbe Thaler. 1776 bis 1782.
653. | 14. Gulden. 1781.
654. | 15. Thaler. 1622 bis 1780.
655. | 16. Doppelter Thaler. 1622.
656. | 1. Halber Ducat. 1776.
657. | 2. Ducaten. 1773 bis 1781.

7. *Benedictinerabtei Mariaeinsiedeln.*

658. | 1. Ducaten. 1783 und 1786.

8. *Benedictinerabtei Disentis.*

659. | 1. Kreuzer. 1729.

9. *Benedictinerabtei Muri.*

660. | 1. Ducat. 1720.

10. *Benedictinerabtei Rheinau.*

661. | Bracteaten. o. J.
662. | 1. Ducat. 1723.
663. | 2. Doppelter Ducat. 1723.
664. | 3. Dreifacher Ducat. 1723.

11. *Benedictinerabtei Fischingen.*

665. | 1. Ducat. 1726.

12. *Jesuitencollegium in Freiburg.*

666. | 1. Batzen. 1840.
667. | 2. Fünfbatzen-Stück. 1840.

Register.

Aelteste Silbermünzen.

Kupfer- Billon- und Silbermünzen aus späterer Zeit bis unsere Tage.

Alphabetisch geordnet.

Goldmünzen.

Inhaltsanzeige.

Vorlesungen

über

die Geschichte

des

Untergangs der schweizerischen Eidgenossenschaft der dreizehn Orte

und

die Umbildung derselben in eine helvetische Republik

von

J. J. Hottinger.

26 Bog. Rthlr. 1. 16 ggr. oder fl. 2. 36 kr.

Rückblicke

auf die Vergangenheit

und

Aussichten in die Zukunft

nebst

einigen Worten

über die

Freimaurerei.

Ein Vortrag

gehalten in der

Freimaurerloge zur Bescheidenheit in Zürich

von

J. J. Hottinger,

am 24. Juni 1848.

Dem Druck übergeben im Einverständnisse mit derselben.

2 Bog. 8. 5 Ngr. oder 18 kr.

Archiv

für

chweizerische Geschichte

herausgegeben

auf Veranstaltung

der

gemeinen geschichtforschenden Gesellschaft

der

Schweiz.

Neunter Band.

Zürich.

S. Höhr.

1853.

Druck von J. J. Ulrich.

Protokoll

der

siebenten Versammlung der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz.

Gehalten zu Beggenried den 11. September 1851.

Herr Bundesstatthalter Th. v. Mohr aus Cur eröffnet als Präsident die Versammlung mit einer kurzen Anrede, in welcher gleichzeitig über den Stand der Gesellschaft und deren Thätigkeit im Laufe des abgeflossenen Jahres einlässlich Bericht erstattet wird:

a) Der Druck des achten Archiv-Bandes, dessen Inhalt artikulirt angegeben wird, konnte wegen verschiedener Abhaltungen noch nicht vollendet werden, inzwischen werden die ersten 19 Bogen vorgelegt.

b) Ebenso konnte die erste Abtheilung der unter der Presse befindlichen Regesten des Klosters Fraubrunnen, die von Herrn J. J. Amiet bearbeitet werden, nicht vollendet werden; die ersten 8 Bogen werden vorgelegt.

c) Durch Absterben sind der Gesellschaft entrissen worden: die beiden Mitglieder Herr Alphons Pfyffer v. Heidegg zu Lausanne, gestorben zu Edinburg, und Herr Usteri-Usteri von Zürich.

d) Ihren Austritt haben erklärt: Herr Major Ed. Hopf zu Bern, und Herr Staatskanzler Dr. Rud. Berchtold zu Freiburg.

e) Der von dem Bibliothekar der Gesellschaft Herrn Alt-Lehens-Kommissär Dr. Rudolf Wyss in Bern eingesandte Katalog der Bibliothek wird zur Einsicht vorgelegt, gleich-

zeitig auch die an das Präsidium im Laufe des Jahres direkte eingesandten Schriften und Werke.

f) Die philosoph-historische Klasse der kais. Akademie in Wien und die Schlesische Gesellschaft für vaterländische Kultur haben den Wunsch zur Anknüpfung freundschaftlicher Verhältnisse gegenseitigen Austausches literarischer Publikationen ausgesprochen.

g) Die von dem Herrn Kassier eingereichte, bereits von der Kommission geprüfte und unter bester Verdankung genehmigte Rechnung über Ausgaben und Einnahmen des letztabgeflossenen Jahres wird der Gesellschaft vorgelegt.

2. Hierauf werden folgende Herren, die zur Aufnahme als ordentliche Mitglieder sich angemeldet haben, und zum Theil persönlich anwesend sind, als solche aufgenommen: Herr Graf Heinr. von Diessbach zu Freiburg; Herr Prof. Joh. Bapt. Brosi in Solothurn; Herr Friedr. Andr. Wavre, gew. Mitglied und Secretär des Conseil général von Neuchatel; Herr Friedr. Fiala Pfr. zu Hergiswil in Solothurn (letztere beide durch geheimes Stimmenmehr, da sie nicht Mitglieder von Kantonalgesellschaften sind); Herr Domcantor Christ. v. Mont zu Cur; Herr Schwyzer v. Buonas von Luzern; Herr J. J. Amiet von Solothurn, und Herr Friedr. Bell, zweiter Staatsarchivar, in Luzern.

3. Sodann wird durch den Präsidenten eine, von Herrn Prof. Pet. Kaiser zu Cur eingereichte Arbeit: »Theodor Schlegel, Abt zu St. Lucius.« eine historische Skizze auss der bündnerischen Reformationszeit, der Versammlung vorgelesen.

4. Herr Alt-Regierungsrath Fetscherin von Bern liest hierauf ein Bruchstück einer neuen, durch ihn aus den Quellen verfassten Bearbeitung der burgundischen Kriege vor.

5. Als Ehrenmitglieder werden einstimmig angenommen: Herr Dr. Franz Pfeiffer, Oberbibliothekar zu Stuttgart und Herr Prof. Dahlmann in Bonn. In Bezug auf den Erstern wird, in vollkommenster Uebereinstimmung mit den von Herrn Prof. J. E. Kopp vorgetragenen und schriftlich eingereichten Bemerkungen und Anträgen einhellig beschlossen, dem Herrn Dr. Franz Pfeiffer bei Uebersendung des Ehrendiploms zu erklären:

Es habe sich derselbe durch die Herausgabe des habsburgisch-österreichischen Urbarbuches um die eidgenössische Geschichtsforschung verdient gemacht und werde dafür die volle Anerkennung der Gesellschaft gegen ihn ausgesprochen.

6. Gemäss einem Antrage der grössern Kommission wird Herrn Professor Dr. Hottinger in Zürich, der seit zehn Jahren als Präsident der Redaktions-Kommission, sich um die Herausgabe des Archivs vielfache Verdienste erworben, dermalen jedoch seine Entlassung aus derselben verlangt, in gebührender Berücksichtigung der hiefür angebrachten Gründe, diese Entlassung unter herzlichster Verdankung seiner vielen Bemühungen ertheilt. Gleichzeitig wird angezeigt, dass es der grössern Kommission der Gesellschaft gelungen sei, die Herren Staatsarchivar G. Meyer von Knonau, und G. v. Wyss in Zürich dahin zu bestimmen, dass sie auch fürderhin die Redaktion des Archivs besorgen, wobei dieselben ermächtigt wurden, von sich aus die Redaktions-Kommission durch ein Mitglied aus ihrer Nähe zu ergänzen, und nach Massgabe des Materials auch nur alle zwei Jahre einen Archivband herauszugeben.

7. Die Anträge des Herrn Bibliothekars D. R. Wyss, die derselbe unterm 8. September 1851 an das Präsidium eingesandt hat, und die im Protokolle der grössern Kommission näher artikulirt sich befinden, werden nach dem Vorschlag der Kommission erledigt.

8. Nachdem Herr D. Burckhardt als Kassier in einem sehr einlässlichen Berichte vom 30. August d. J. die ungünstigen finanziellen Verhältnisse der Gesellschaft dargestellt und an denselben einige Vorschläge zur Abhülfe geknüpft hat, diese auch durch die grössere Kommission geprüft worden sind, wird in Genehmigung derselben einstimmig beschlossen:

a) Da der neu eingeführte Münzfuss eine Umwandlung der Währung nothwendig macht, so sollen die Rechnungen der Gesellschaft für das Jahr 1852 zum ersten Male in den neuen Münzfuss übergetragen werden; gleichzeitig werden sowohl Eintrittsgeld als Jahresbeitrag auf 5 Frk. n. W. herabgesetzt.

b) Der Herr Kassier und die Redaktions-Kommission werden beauftragt, neue, wo möglich günstiger gestellte Verträge mit den Verlegern des Archivs und des Regestenwerkes vorzubereiten.

c) Der Vorstand der Gesellschaft ist beauftragt, sowohl beim h. Bundesrathe als bei sämmtlichen Kantonalregierungen mit dem Gesuche um jährliche Beiträge zur Unterstützung der Herausgabe des Regestenwerkes einzukommen.

9. Da statutengemäss zwei Mitglieder der Vorsteherschaft neu zu bestellen sind, so werden die austretenden Herrn Rathsherr Andr. Heusler von Basel und Alt-Regierungsstatthalter Quiquerez von Delsberg einstimmig wieder als solche gewählt.

10. Als Präsident der Gesellschaft wird für das nächste Jahr gewählt Herr Nationalrath Segesser von Luzern.

11. Die Bestimmung eines Ortes in der östlichen Schweiz, zur Jahresversammlung von 1852 wird dem neu erwählten Herrn Präsidenten überlassen.

Protokoll

der

achten Versammlung der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz.

Gehalten zu Rapperswil den 23. September 1852.

---

1. Herr Nationalrath Segesser eröffnet die Sitzung mit Begrüssung der Versammlung und erstattet den üblichen Präsidialbericht, woraus sich Folgendes ergiebt: Mittheilungen von Kantonalvereinen über ihre litterarische Thätigkeit während des Berichtjahres sind keine eingegangen, ebenso sind neue literarische Verbindungen mit schweizerischen oder ausländischen geschichtforschenden Gesellschaften nicht angeknüpft, dagegen der Schriftentausch mit denjenigen, mit welchen er bereits angebahnt war, fortgesetzt worden; das Verzeichniss der einge-

gangenen Tauschschriften (s. Verhandlungen der Kommission vom 22. Sept.) wird der Gesellschaft vorgelegt; über die Finanzverhältnisse der Gesellschaft giebt ein so eben eingetroffenes Schreiben des von der Versammlung abwesenden Herrn Quästors Burckhardt insoweit Aufschluss, als die Herausgabe des Archivs und eines Bandes des Regestenwerks (Hefte V—VIII.) finanziell als gesichert erklärt werden; die Jahresrechnung kann wegen Abwesenheit des Rechnungsgebers dermalen nicht zur Vorlage kommen; über die Arbeiten am Archiv und Regestenwerk wird auf den Bericht der betreffenden Redaktionen verwiesen. Verloren hat die Gesellschaft im Laufe des Jahres durch Tod den Hochw. Herrrn Prof. Brosi aus Solothurn, durch Austritt die Herren Pfarrer Bornhauser aus Thurgau und Dr. Flegler aus Zürich. — Herr Archivar Bell aus Luzern versieht das Sekretariat der Gesellschaft.

2. Das Protokoll über die vorjährigen Verhandlungen der Gesellschaft in Beggenried wird genehmigt.

3. Herr G. v. Wyss berichtet Namens der Redaktion des Archivs, dass für einen weitern Band desselben das Material bereit liege, die Herausgabe desselben aber verschiedener Verhältnisse wegen im Einverständniss mit dem Präsidium der Gesellschaft auf das Jahr 1853 verschoben worden sei. Der Bericht wird verdankt.

4. Herr Alt-Bundesstatthalter von Mohr, als Hauptredaktor des Regestenwerks für die deutsche Schweiz berichtet über den Fortgang dieses Werks, das erste Heft der Regesten des Klosters Fraubrunnen von Amiet sei im Laufe des Jahres den Mitgliedern zugesendet worden, das zweite Heft, den Schluss dieses Regesten nebst Nachträgen und Berichtigungen enthaltend, sei nun ebenfalls vollendet und liege bereits in Handen des Quästors der Gesellschaft. Nun sei aber der Stoff an vollendeten Vorarbeiten ausgegangen, so dass wenn keine neue Beiträge eingehen, das Werk in's Stocken gerathen müsse. — Unter Verdankung des Berichts wird mit Bezugnahme auf die letztere Bemerkung beschlossen, es sollen die Mitglieder der Gesellschaft durch Cirkular des Präsidenten zu Mitwirkung beim Regestenwerke eingeladen werden.

5. Als neue Mitglieder werden einstimmig aufgenommen: die Herren Dr. Franz Alexander Curti von Rapperswil, Prof. Jos. Hardegger von St. Gallen, und Johannes Behler, bischöflicher Kanzler, von St. Gallen. Herr B. Hidber, Lehrer an der Industrieschule zu Bern, Mitglied des dortigen Kantonalvereins erklärt seinen Beitritt zur allgemeinen schweizerischen geschichtforschenden Gesellschaft.

6. In Berathung fällt der durch ein Präsidialkreisschreiben vom 20. Mai l. J. den Mitgliedern mitgetheilte Entwurf verschiedener Veränderungen der Statuten. Der Präsident berichtet über die diessfalls in der Kommission stattgefundenen Vorberathungen, Herr Prof. J. E. Kopp eröffnet in schriftlichem Vortrag einige daraus bezügliche Wünsche und Ansichten (vgl. unten No. 7.) Ein von Herrn G. v. Wyss auftragsgemäss eröffneter Wunsch des Herrn Prof. Vuillemin und einiger seiner Freunde, dass diese Berathung verschoben und an einem für die Mitglieder aus der romanischen Schweiz gelegenern Orte wieder aufgenommen werden möchte, bleibt, gegenüber dem Antrag auf sofortige Behandlung, in Minderheit und es werden in Folge dessen folgende Artikel festgesetzt:

I. Die Vorsteherschaft der allgemeinen schweizerischen geschichtforschenden Gesellschaft besteht aus dem Präsidenten, dem Sekretär und dem Quästor der Gesellschaft, aus den zwei Redaktoren des Archivs und den zwei Redaktoren des Regestenwerks.

Der Präsident der Gesellschaft wird von der Generalversammlung jeweilen auf zwei Jahre gewählt, ist aber nach Ablauf seiner Amtsdauer wieder wählbar.

Der Sekretär wird durch den Präsidenten gewählt.

Hinsichtlich des Quästors und der Redaktoren verbleibt es bei den bisher geltenden Bestimmungen.

Für Fälle der Verhinderung des Präsidenten wählt die Gesellschaft einen Vice-Präsidenten auf gleiche Amtsdauer.

II. Für Herausgabe der beiden wissenschaftlichen Werke bilden jeweilen die beiden Hauptredaktoren mit dem Präsidenten der Gesellschaft die betreffende Special-Kommission.

III. Gegenüber den historischen Kantonalvereinen wird der Wunsch ausgesprochen, dass sie bei den Versammlungen der allgemeinen schweizerischen geschichtforschenden Gesellschaft, sich durch Abgeordnete vertreten lassen und in dieser Form sich an der allgemeinen schweizerischen geschichtforschenden Gesellschaft wirksamer, als durch bloss individuellen Beitritt ihrer Mitglieder, betheiligen wollen.

IV. Es wird der Grundsatz aufgestellt, dass die Jahresversammlungen zwei Tage dauren sollen, so dass die Sitzung des ersten Tages für Geschäfte, die Sitzung des zweiten Tages vorzugsweise für wissenschaftliche Vorträge und Diskussion über dieselben verwendet werden kann.

V. Wenn Vorschläge für Aufnahme von Ehrenmitgliedern gemacht werden wollen, so sind dieselben jeweilen der Vorsteherschaft einzugeben, bevor sie in der Versammlung zur Behandlung kommen können.

7. Bezüglich des Versammlungsortes für das nächste Jahr wird festgesetzt, die neunte Jahresversammlung soll in Solothurn gehalten und daselbst der Gesellschaft die Frage vorgelegt werden, ob man bei dem bisherigen Wechsel der Orte verbleiben oder in Zukunft einen ständigen Versammlungsort in möglichst centraler Lage annehmen wolle.

8. Dem Präsidenten der Gesellschaft wird der Auftrag ertheilt, für die von Herrn Prof. Kopp schon früher in Anregung gebrachte und auch durch das Cirkular vom 20. März laufenden Jahres wieder in Erinnerung gerufene historische Zeitung vorläufig eine Redaktion und eine Verlagshandlung zu suchen; bezüglich der übrigen Fragen, die sich auf dieses Unternehmen beziehen, behält sich die Gesellschaft fernere Verhandlung vor.

9. Herr Prof. J. E. Kopp beantragt in einlässlichem Vortrag verschiedene Abänderungen in der wissenschaftlichen Thätigkeit der Gesellschaft, nämlich einen veränderten Arbeitsplan für das Regestenwerk, die Herausgabe eines Codex diplomaticus, die Veranstaltung neuer Ausgaben der merkwürdigsten Zeitbücher, endlich, im Fall eine historische Zeitung nicht zu Stande

gebracht werden könnte, Verwandlung des Archivs in eine Vierteljahrsschrift. — Diese Vorschläge werden zur Vorberathung an die Vorsteherschaft gewiesen, welcher zu diesem Zwecke drei Mitglieder, die Herren Kopp, Fetscherin und Hisely, beigeordnet werden.

10. Zum Präsidenten der Gesellschaft für die beiden nächstfolgenden Jahre wird gewählt Herr Prof. J. E. Kopp aus Luzern, und auf dessen Ablehnung Herr Alt-Regierungsrath Fetscherin aus Bern; zum Vice-Präsidenten Herr G. v. Wyss aus Zürich.

ABHANDLUNGEN.



I.

Neuenburg
in
seinen geschichtlichen und Rechtsverhältnissen zur Schweiz und zu Preussen.

Von

J. J. HOTTINGER.

Vorwort.

Die nachstehende, ursprünglich der vaterländisch-historischen Gesellschaft in Zürich bestimmte und mit Ausnahme ihres Schlussabschnittes auch vorgelegte, Abhandlung macht keineswegs den Anspruch, bisher unbekannte, auf tiefer Forschung ruhende Ergebnisse über die frühere Geschichte Neuenburgs mitzutheilen. Ebenso wenig soll sie ein publicistischer Versuch sein, in irgend einem speziellen Interesse die gegenwärtigen Zustände dieses Landes zu rechtfertigen oder anzugreifen. Ihre Aufgabe ist lediglich, aus den bessten vorhandenen Quellen das eigenthümliche Doppelverhältniss dieses Landes zur Schweiz und zu Preussen in seiner Entstehung und Ausbildung nachzuweisen. Von selbst wird sich daraus die innere Schwierigkeit einer Aufrechthaltung desselben unter Zeitumständen, wie die verflossenen, ergeben. Wenn auch durch diese Schwierigkeit ein willkürliches Preisgeben oder Zerreissen bestandener Rechtsverhältnisse keineswegs entschuldigt werden kann, so verpflichtet sie doch um so mehr zur Ruhe und Unbefangenheit in Prüfung und Urtheil, und wenn es denn das auf unläugbaren Thatsachen ruhende Ergebniss einer solchen Prüfung sein möchte, dass nicht ausschliessend auf einer Seite Fehler begangen wurden, so kann es, da diese nun doch nicht mehr zurückzunehmen sind, für Alle, die hinfort in dieser Angelegenheit zu handeln haben, die Neuenburger besonders, nur eine wahrhaft heilsame Politik geben, die möglichst versöhnliche. Der Verfasser dieser Arbeit hat seinen Zweck erreicht, wenn es ihm gelingen sollte, dieser eigenen Ueberzeugung auch bei seinen Lesern Eingang zu verschaffen.

I. Die frühesten Zeiten.

Die Gebietstheile, welche den gegenwärtigen Kanton Ne
burg bilden, gehörten bis zum Anfang des eilften Jahrhund
zum Burgundischen Königreich. Beim Tode Rudolfs III.,
letzten Königs von Burgund, 1032, fiel das Königreich d
Erbschaft dem Kaiser Konrad II., Gemahl einer Nichte
verstorbenen Königs, Gisela von Schwaben, zu, und es bil
sich später aus dem grössern Theil des erloschenen Kö
reiches unter kaiserlicher Belehnung das sogenannte Rekt
von Burgund, das von 1057—1218 unter fünf verschiedenen R
toren bestand, von denen die drei letzten Herzoge von Z
ringen waren. In die Zeit dieses Rektorats fällt das Em
kommen eines Dynastengeschlechtes erst von Fenin (Vin
dann von Neuchatel genannt, aus welchem Ulrich III., H
von Neuchatel und Landgraf am linken Ufer der Aare,
Freund und Begleiter Herzog Berchtolds IV. von Zähringen
in Italien die Gunst Kaiser Friedrichs I., dem sie zugezo
waren, erwarb, und durch denselben mit dem St. Immert
dem Tessenberg, Landeron und der Kastvogtei über Biel
dessen Umgegend belehnt ward [1]). Das freundschaftliche
hältniss, das die Väter verbunden hatte, ging auf die Sö
über und bestand auch zwischen Berchthold V. von Zährin
und Rudolph III. von Neuenburg [2]), welcher indessen sc
1213 starb, nachdem er seinem einzigen, aber noch min
jährigen Sohne Berthold einen seiner Brüder, Ulrich, Gr
von Aarberg, zum Vormund und Mitregenten gegeben h
Wie die letzten Zähringer in der Begünstigung und dad
gewonnenen Anhänglichkeit der Städte ein vorzügliches M
sahen, ihre Macht einem unruhigen und eifersüchtigen
gegenüber zu behaupten, so gab auch Ulrich von Aarberg
Stadt Neuenburg kräftige Beweise seines Wohlwollens. Sie
hielt durch eine von ihm und seinem Mündel Berthold u

---

[1]) *De Gingins* mémoire sur le Rectorat de Bourgogne. 95.

[2]) *Montmollin* Mémoires sur le Comté de Neuchâtel. II. 87.

zeichnete Urkunde vom Jahr 1214 die nämlichen Freiheiten, welche Kaiser Friedrich I. der Stadt Besançon ertheilt hatte. Die Bürger selbst waren bei dieser Verhandlung zu Rathe gezogen worden und hatten ihre Einwilligung ertheilt. Er that noch mehr; er gab der Stadt in dem Bischof und Domkapitel von Lausanne (sein Bruder war damals dort Bischof) und in dem Chorherrenstift von Neuenburg beständige Beschützer ihrer Freiheiten und Schiedsrichter in allen Streitigkeiten, die je zwischen den Bürgern und den künftigen Grafen sich erheben dürften. Sollte ein Graf oder die Bürger sich dem Ausspruche dieser Schiedsrichter nicht unterziehen, so war denselben gestattet, Beschlag auf das Besitzthum der Widerstrebenden zu legen [3].

An das Erlöschen des Zähringischen Hauses im Jahr 1218 knüpft sich auch dasjenige des Rektorats von Burgund. Die mächtigen Dynasten-Familien im Umkreise desselben sahen sich mit Freuden befreit von dem Zügel, dessen Zwang sie so oft mit Unmuth empfanden. Das gleichzeitige Sinken des kaiserlichen Ansehens während der letzten Regierungsjahre der Hohenstaufen und des später eintretenden Interregnums kam dem Streben der bedeutendsten dieser Dynasten, zu denen die Grafen von Neuenburg bereits gehörten, nach immer grösserer Selbstständigkeit zu Hülfe. Allein die Eifersucht, womit sie sich gegenseitig bewachten und die zwischen ihnen häufig eintretenden Zerwürfnisse hinderten denn doch das Wiederaufkommen einer Herrschermacht in jenen Gegenden, wie die Zähringer sie besessen hatten. Gerade damals bahnte sich nun aber ein Verhältniss an, auf das später im Anfange des 18. Jahrhunderts von Preussen unverdientes Gewicht gelegt wurde und das daher um so eher auf seinen Ursprung zurückzuführen und in seiner Entwicklung zu verfolgen ist: das Verhältniss der Suzeränetät der Grafen von Neuenburg zu den Grafen von Chalons. Gegenseitiger Vortheil veranlasste im Jahr 1218 den Baron Gerard von

[3] *De Gingins* l. c. p. 125. Die Urkunde selbst bei *Montmollin* T. II. p. 271. n. 4.

ı dem bereits erwähnten Ulrich von Aarberg als Vormund
Neffen einen Tausch anzubieten und diesen darauf ein-
ı. Gerard erhielt von dem Grafen von Neuenburg einige
ıe Besitzungen anstossende Bezirke und trat dafür an
das Val Travers ab. Für dieses Val Travers aber war
den Grafen von Chalons lehenspflichtig gewesen und
flicht ging nun auch auf den neuen Eigenthümer über[4].
iter unter den Dynasten im Umfange der gegenwärtigen
ossenschaft der Graf Rudolf von Habsburg bedeutender
rat und seine Fehden Parteiungen auch in den westlichen
en weckten, zog Rudolf IV. von Neuenburg seinem von
von Habsburg bekriegten Oheim, dem Bischof von Ba-
ıinrich von Neuenburg, zu Hülfe, was zur Folge hatte,
ır Unwille des bald hernach zur deutschen Königswürde
estiegenen Grafen von Habsburg auf ihm und seinem
und Nachfolger Amadeus haften blieb. Noch besorglicher
diese königliche Ungnade werden, als auch der Graf
ıs starb und nur einen fünfjährigen Sohn, Rolin, als Er-
rückliess. Unter diesen Umständen beschlossen die zwei
ı desselben, der eine Probst, der andere Chorherr am
euchatel, seine Vormünder, denjenigen Weg einzuschla-
er am sichersten zu einer Versöhnung mit dem Könige
konnte. Schon längere Zeit hindurch hatte nämlich der
hann von Chalons gewünscht, das Suzerainetätsverhält-
vorin die Grafen von Neuenburg bis dahin nur wegen
ıvers zu ihm gestanden hatten, auf deren ganzes Besitz-
uszudehnen. Die Vormünder des jungen Grafen Rolin
ı diesen Wunsch, und beschlossen darauf einzugehen.
von Chalons war der Schwager König Rudolfs[5]; das
ıten daher, dass Rolin ihm den Lehenseid für sein ganzes
ıum leisten werde, auch dem Könige angenehm. Die
nung kam in folgender Form zu Stande: Rolin übergab

Montmollin II. 97.

ıls Gemahl Margarethens von Burgund, der Schwester der zwei
ıahlin des Königs, Isabella von Burgund.

in die Hände des Königs die Grafschaft, der dann seinerseits mit derselben den Grafen Johann von Chalons belehnte, von welchem Rolin sein bisheriges Besitzthum als Afterlehen zurück empfing. Im Jahr 1288 fand die Belehnung statt, worüber dann den 15. September jenes Jahres zwei Urkunden, die eine aus des Königs Feldlager vor Bern, die andere durch den Bischof von Lausanne ausgestellt wurden[6]. Die zweite Urkunde, durch welche Rolin sein Lehen zurückerhielt, ist durchaus einfach gehalten und hat keine Bestimmungen für den möglichen Fall eines Erlöschens des Mannestammes im gräflich Neuenburgischen Hause. In die Regierungszeit Rolin's fällt nun aber das erste Bürgerrecht der Neuenburgischen Grafen mit Freiburg im Jahr 1290 und dann ein ähnliches mit Bern zu gegenseitiger Vertheidigung ihrer Rechte, geschlossen im Jahr 1307[7], und jetzt erst, stärker vermuthlich durch diesen Schutz sich fühlend, verlangte Rolin dass in eine abermalige Urkunde, die er seinem Lehensherrn dem Grafen von Chalons im Jahr 1311 auszustellen hatte, die Bedingung aufgenommen werde, dass im Falle des Erlöschens seines männlichen Stammes die Nachfolge in seinen Besitzungen nicht nach salischem, sondern nach burgundischem Recht, auch auf die Töchter und alle deren rechtmässige Erben übergehen dürfe. Die Urkunde wurde mit dieser Bedingung ausgefertigt[8]. Schon fünfzehn Jahre vor seinem Tode 1325 überliess nun Graf Rolin, der Regierung müde, dieselbe mit Einwilligung seines Lehensherrn, seinem Sohne Ludwig, der wahrscheinlich, das durch seinen Vater mit Bern auf unbestimmte Zeit geschlossene Bürgerrecht als erloschen betrachtend, dem Bunde gegen diese Stadt beitrat, welcher die Schlacht von Laupen herbeiführte. Ausgesöhnt dann aber später mit Bern, regierte Ludwig noch bis zum Jahr 1373. Seine drei ehelichen Söhne waren vor ihm

---

[6]) Dieselben finden sich bei *Guinand.* Fragmens Neuchâtelois. S. 63 ff.

[7]) Die Urkunde in franz. Uebersetzung in *Droz* Abregé de l'histoire de Neuchâtel. S. 50.

[8]) Auch diese hat *Guinand.* p. 66.

gestorben; nur zwei Töchter, eine aus erster und eine aus zweiter Ehe überlebten ihn. Der ältern derselben, Isabella, fiel die Regierung zu. Sie starb 1395, ohne aus ihrer Ehe mit Graf Rudolf von Nidau Kinder zu hinterlassen. Schon zwei Jahre früher war ihre jüngere Schwester Varene, verheirathet mit Graf Egon von Freiburg im Breisgau, ebenfalls gestorben mit Hinterlassung indessen eines Sohnes Conrad, auf welchen nun nach testamentlicher Verfügung der Gräfin Isabella die Regierung von Neuenburg überging.

II. Verbindung mit der Schweiz.

Im Jahr 1404 unternahm Graf Conrad eine Fahrt nach Palästina und nun wurde die Zeit seiner zweijährigen Abwesenheit von dem Grafen Johann IV. von Chalons benutzt, Zweifel über die Rechtmässigkeit seiner Erbfolge in Neuenburg zu verbreiten[9]) und eigene Ansprüche an die Grafschaft als ihm heimgefallenes Lehen gelten zu machen. Als Conrad zurückkehrte und seine Rechte nicht nur dem Grafen von Chalons gegenüber, sondern auch in Privatzerwürfnissen mit dem Chorherrnstifte und einzelnen Bürgern Neuenburgs mit einer den Neuenburgern schon früher an ihm missfälligen deutschen Derbheit zu vertheidigen suchte, beschlossen die Bürger der Stadt an Bern ein Gesuch zu stellen um den Abschluss eines ihre Freiheiten schützenden Bürgerrechtes. So wie indessen Graf Conrad dieses erfuhr, kam auch er bei Bern mit demselben Gesuche ein. Bern entsprach beiden, und an dem nämlichen Freitag vor St. Georgen-Tag (23. April) 1406 wurde das doppelte Burgerrecht mit dem Grafen einerseits[10]) und mit der ganzen Gemeine der Bürger von Neuenburg, sowol innerer als äusserer[11]) anderseits auf ewige Zeiten geschlossen. In Folge dieser Burgerrechte wurde Bern von beiden Theilen als die Schieds-

[9]) *Varene* war nur die Stiefschwester der *Isabella* gewesen.

[10]) Die Urkunde in deutscher Uebersetzung bei *Leu* und in *Bluntschli* Geschichte des schweizerischen Bundesrechts (Urkundenbuch).

[11]) Die Urkunde in lateinischer Sprache bei *Leu*.

richterin in allen zwischen ihnen eintretenden Zerwürfnissen anerkannt und bereits war das Ansehen dieser Stadt in jenen westlichen Gegenden so bedeutend, dass auch der Graf von Chalons auf die Nachricht von den geschlossenen Verträgen von seinen Ansprüchen zurücktrat und nicht nur die Erbfolge des Grafen Conrad als rechtmässig anerkannte, sondern nach sechs Jahren dem Sohne und spätern Nachfolger desselben, Johann von Freiburg, seine Tochter Maria zur Ehe gab.

Nun eröffnet sich in Berns an Blättern aller Art reicher Geschichte eines der rühmlichsten. Mit weiser Politik wacht die Stadt über die Interessen und Rechte der Neuenburgischen Grafen wie über diejenigen der Bürgergemeine. Sie steht den erstern gegen neu aufwachende Ansprüche der Grafen von Chalons, gegen solche des mächtigen Hauses der Guisen und Maria Stuarts, unterstützt von Heinrich II., und später gegen Versuche der Könige von Frankreich selbst, welche die Grafschaft mit der Zeit an dieses Land gebracht hätten, zur Seite. Hinwieder kömmt sie der Bürgergemeine bei Zerwürfnissen mit ihren Regenten zu Hülfe, warnt die letztern und hält sie durch ihr Ansehen bei versuchter Willkür in Schranken. Uneigennützig weist sie im Jahr 1543 die sich darbietende Gelegenheit, die Grafschaft von der damaligen Regentin Johanna von Hochberg selbst zu kaufen, von sich, obwohl das mitverbundene Freiburg zu diesem gemeinsamen Kauf einlud [12]). Eine ähnliche Politik befolgte auch Solothurn, das schon im Jahr 1343 ein später häufig wieder erneuertes Bürgerrecht mit den Neuenburgischen Regenten abgeschlossen hatte. Diese Bürgerrechte mit beiden Städten waren älter als der Eintritt derselben in den eidgenössischen Bund, aber als nun dieser Eintritt erfolgte, wurde auch das mitverbündete Neuenburg der Eidgenossenschaft näher gebracht. 1495 schloss dann auch der Graf Philipp von Hochberg und Neuenburg noch mit Freiburg und 1501 mit Luzern ein ewiges Bürgerrecht, welche ebenfalls durch die ganze Dauer der alten

---

[12]) *Boyve* Recherches sur l'indigénat helvétiqne de la principauté de Neuchâtel et Valengin. p. 91.

Eidgenossenschaft der dreizehn Orte bestanden. Immer mehr wurden nun die neuenburgischen Interessen zugleich schweizerische, die schweizerischen neuenburgische, und es bildete sich jenes sogenannte »helvetische Indigenat Neuenburgs«, das in dem Kanzler Jerome Emanuel Boyve im Jahr 1778 seinen vaterländisch gesinnten, gründlichen und klar darstellenden Geschichtschreiber gefunden hat. Niemand der diese auf unbestreitbaren Belegen ruhende Aufzählung alles dessen, was die Eidgenossenschaft für Neuenburg und dieses für die Eidgenossenschaft geleistet, aller der Verträge der Schweiz mit dem Ausland, in welche Neuenburg als ausdrücklich oder stillschweigend eingeschlossen erscheint, gelesen hat, wird es läugnen können, dass schon seit alten Zeiten Neuenburg ein der Schweiz faktisch einverleibter Staat gewesen und als solcher auch anerkannt worden sei. Eine Wahrheit, die übrigens schon lange vor Erscheinung jenes Werkes selbst dem ersten preussischen Regenten Neuenburgs, König Friedrich, so einleuchtend war, dass er der Instruktion, welche er bei seinem Regierungsantritt dem neuenburgischen Staatsrathe ertheilte, die ausdrückliche Weisung beifügte, »*sich stets als Mitglied des eidgenössischen Bundes zu betrachten, sich dessnahen so viel immer möglich allen Beschlüssen der Eidgenossenschaft, sowie den Grundsätzen und der Politik derselben anzuschliessen, nichts zu sagen oder zu thun, was im Entferntesten zu der Muthmassung berechtigen könnte, man gehe damit um, aus Neuenburg einen von der Eidgenossenschaft abgesonderten Staat zu bilden; den schriftlichen Verkehr mit derselben sorgfältig zu unterhalten und überhaupt kein Mittel zu sparen, die Bande, welche Neuenburg der Schweiz anschliessen, immer enger zu knüpfen*« [13].

Noch ist es indessen nöthig, auf die ferneren Schicksale des neuenburgischen Regentenstammes und den Wechsel der Dynastien zurückzugehen. Auch der Graf Johann von Freiburg starb 1457 kinderlos. Eine Schwester seines Vaters war mit dem Markgrafen von Baden-Hochberg, in schweizerischen Ur-

[13]) *Boyve* 151.

kunden gewöhnlich der Markgraf von Röthelen genannt, verheirathet gewesen, und aus dieser Ehe ein Enkel Rudolf vorhanden, auf welchen nunmehr, dem Testamente Johanns zufolge, seine Rechte an Neuenburg übergehen sollten. Doch Rudolfen stellten sich, als er Besitz nehmen wollte, wieder die alten Schwierigkeiten entgegen. Abermals trat das damalige Stammeshaupt der Familie Chalons, der Graf Ludwig, mit Einsprüchen auf gegen diese Erbfolge in aufsteigender Linie nach weiblicher Seite hin. Allein Rudolf von Hochberg eilte, noch im nämlichen Jahre das Bürgerrecht seiner Vorgänger mit Bern und Solothurn zu erneuern und wendete sich dann auf den Rath dieser Städte um fernere Unterstützung an den Erzbischof von Besançon, den Johann von Freiburg zu seinem Testamentsvollstrecker ernannt hatte. Dieser forderte auch den Grafen von Chalons auf, von seinen Ansprüchen abzustehen. Mit Beschwerde über solche Einmischung wendete der Graf sich an den Pabst Pius II., der aber 1459 den Spruch des Erzbischofs von Besançon bestätigte. Jetzt appellirte Ludwig von Chalons an Kaiser Friedrich III. als obersten Lehensherrn. Von diesem indessen, der in jener Zeit so hülflos war, dass ihn die Wiener in seiner eigenen Burg belagerten, war kein Entscheid zu erhalten [14]). Unterdessen befestigte Graf Rudolf sich in der Liebe der Neuenburger, erfreute sich der fortwährenden Unterstützung Berns und vergalt dieselbe durch Treue an der Eidgenossenschaft im später ausbrechenden Burgunderkrieg. Auch mit seinem Sohne Philipp wurde, obwol derselbe im Burgunderkriege nicht wie der Vater gehandelt hatte, 1486 von Bern und Solothurn das Bürgerrecht erneuert, und als der Kaiser Maximilian, der diesem Grafen seiner Anhänglichkeit an Frankreich wegen abgeneigt war, ihm Neuenburg entreissen wollte und dasselbe als Lehen des deutschen Reiches durch das Reichskammergericht sich zusprechen liess, traten die beiden Städte für die Rechte des Grafen mit Erfolg in die Schranken und wiesen später auch *den* Antrag des Kaisers zurück, die Grafschaft, die er ja selbst nicht in Besitz nehmen wolle, von ihm zu kaufen [15]).

[14]) *Montmollin* I. 42 ff. [15]) *Boyve*. 73. 75.

Nach Philipps Tode musste aufs Neue weibliche Nachfolge eintreten, indem er eine einzige Tochter, Johanna, hinterliess. Die sogleich wieder auftauchenden Einsprüche der Chalons wurden aber diessmal durch die Heirath der Erbin mit Ludwig von Orleans, Herzog von Longueville, niedergeschlagen, dem zugleich der König von Frankreich seinen mächtigen Schutz angedeihen liess.

Von nun an bis zum Erlöschen der Dynastie Longueville im Jahr 1707 werden die Ansprüche des Hauses Chalons auf Neuenburgs Suzeränetät, die seit dem kinderlosen Absterben des Grafen Philibert von Chalons 1530 nur noch in Seitenverwandten des Hauses Nassau-Oranien fortleben konnten, nie mehr geltend gemacht. Im Gegentheil, die Grafen von Neuenburg machen ihrerseits nun selbst dem Hause Oranien die Erbschaft von Chalons streitig. Dieser Prozess gelangte bis vor Carl V., der ihn zu Gunsten Wilhelms von Oranien entschied [16]). Durch den stattgefundenen Wechsel der Dynastie hatte sich nun auch die Lage Neuenburgs und ebenso die Politik der Eidgenossenschaft in Bezug auf dasselbe völlig verändert. An die Stelle des bisherigen deutschen Elementes im Regentenhause trat das französische, und die künftige Gefahr für Neuenburgs Selbstständigkeit und damit zugleich für die westliche Schweiz drohte von Frankreich.

Die Vermählung Ludwigs von Orleans hatte im Jahr 1504 stattgefunden. Ohne übrigens ihre Rechte an ihren Gemahl gänzlich abzutreten, nahm ihn Johanna zum Mitregenten an. Im April 1507 hatte der französische König und zwar hauptsächlich durch den Beistand schweizerischer Söldner Genua erobert, Ludwig von Orleans bei jenem Feldzuge ein Commando bekleidet. Der Kaiser Maximilian nährte gegen ihn desshalb und wegen seiner Heirath mit Johanna von Hochberg doppelten Unwillen, weil er die dadurch schwieriger gewordene Verbindung von Neuenburg mit der noch zum deutschen Reiche gehörenden Freigrafschaft Burgund immer im Herzen trug. Jetzt

[16]) *Montmollin.* I. 87 ff.

veranstaltete Maximilian im Mai desselben Jahres jenen glänzenden Reichstag in Constanz, bei welchem die schweizerische Abordnung mit Schmeicheleien, Gefälligkeiten und Versprechungen überhäuft wurde, wobei auch im Auftrage des Papstes der Cardinal Schinner zugegen war und für die nächsten Jahre wenigstens ein Umschwung in der eidgenössischen Politik eintrat. Man wendete sich von Frankreich dem Kaiser und Papste zu. Auf Ludwig von Orleans hatte dieses indessen keinen Einfluss. Jetzt erst liess er neuenburgische Söldner in bedeutender Zahl zur französischen Armee nach Italien abgehen. Bern, Solothurn und Freiburg machten ihm Vorstellungen mit dem Beifügen, dass sie, wenn er fortfahre, den Kaiser zu beleidigen, ausser Stande seien, den Verpflichtungen der Bürgerrechte gemäss die Grafschaft gegen Maximilians Absichten auf dieselbe zu schützen. Umsonst. Der Herzog reiste zur französischen Armee ab. Nun forderten Abgeordnete Berns die vier Ministraux und den Stadtrath von Neuenburg auf, sich selbst zu helfen, das Schloss in eigenen Besitz zu nehmen, auf alle gräflichen Einkünfte Beschlag zu legen, jede Werbung streng zu verbieten, die Grafschaft als neutral zu erklären, und versprachen ihnen in diesem Falle jede nöthige Unterstützung. Zur Neutralität und zum Untersagen der Werbung wollte der Stadtrath sich verstehen, nicht aber zur Besetzung des Schlosses und zur Beschlagnahme der herzoglichen Gelder. Hingegen ersuchte derselbe dringend die damals in Paris befindliche Herzogin, ihren Gemahl wo möglich zu bestimmen, sich um der Ruhe der Grafschaft willen aller Schritte zu enthalten, die den Kaiser beleidigen könnten, was auch von dieser geschah, und da gleichzeitig Ludwig XII. selbst mit den Eidgenossen sich zu versöhnen wünschte, so wurde beschlossen, den Herzog von Orleans an der Spitze der diessfälligen Gesandtschaft nach der Schweiz abgehen zu lassen. In Zürich, wo die Tagsatzung versammelt war, fand er bei einer anfänglich bescheidenen Sprache und den günstigen Bedingungen, die er im Auftrage des Königs mitzutheilen hatte, nicht ungeneigte Aufnahme, als plötzlich die Nachricht von dem durch die Franzosen im April 1512 erfochtenen glänzenden Sieg bei Ravenna eintraf.

Alsobald änderte sich das Betragen des Herzogs, er kam mit unerwarteten Forderungen ein und liess sich nur in hohem Tone vernehmen. Die Unterhandlungen wurden abgebrochen und der Herzog verliess Zürich, nicht ohne Beweise des Unwillens der Tagsatzung. Die Folgen desselben traten sogleich zu Tage. In Neuenburg erschienen im Juli 1512 Abgeordnete Berns, Luzerns, Freiburgs und Solothurns mit der Erklärung, dass bei der feindseligen Gesinnung des Herzogs die vier verburgrechteten Städte sich genöthigt sehen, zur Sicherheit der Eidgenossenschaft die Grafschaft einstweilen unter eigene Verwaltung zu nehmen und durch Landvögte regieren zu lassen. Unterdessen waren sie, mit Ausnahme Freiburgs, das nichts versprechen wollte, unter sich übereingekommen, die Aussicht auf Rückstellung unter günstigern Umständen offen zu halten. Da sie aber bald bemerkten, dass ihr Verfahren bei den übrigen acht Orten [17]) einiges Misstrauen wecke, so nahmen sie dieselben zu Mitregenten auf. Siebenzehn Jahre hindurch wurde nun die Grafschaft durch schweizeriche Landvögte regiert, welche nach der Reihenfolge der Kantone alle zwei Jahre wechselten, auch die Einkünfte zu Handen der Eidgenossenschaft bezogen ohne Widerstand von Seite der Neuenburger. Unterdessen war 1516 der ewige Friede mit Frankreich geschlossen worden, 1521 die sogenannte Vereinigung, welcher indess Zürich nicht beitrat, 1523 starb der Herzog von Orleans. Jährlich kamen nun bei den Tagsatzungen Gesuche seiner Wittwe um Rückstellung der Regierung ein. Endlich erreichte sie ihren Zweck bei der den 22. Juli 1529 zu Baden versammelten Tagsatzung, unterstützt durch ein in den höflichsten Formen und durchaus bittend gehaltenes Empfehlungsschreiben Franz I. [18]) Den 28. dieses Monats

[17]) Appenzell wurde erst im folgenden Jahr in den Bund aufgenommen.

[18]) Aus dem Schreiben des Königs nachfolgende Stelle: Nous avons bien voulu écrire la présente pour vous prier et réquerir tant et si affectueusement, qu'il nous est possible, que pour l'amour de nous veuillez être contens à cette fois de tant nous complaire que de vouloir rendre et restituer à notre cousine son comté de Neuchâtel, en quoi

wurde die Rückstellung beschlossen unter einzigem Widerspruche von Uri, das dagegen eine Protestation eingab[19]). Die Herzogin musste feierlich geloben, die Freiheiten des Landes aufrecht zu halten.

Von dieser Zeit an befand sich nun das Haus Orleans-Longueville 178 Jahre lang im Besitze der Regentschaft. Trat von irgend einer Seite etwa in Perioden vormundschaftlicher Regierung Gefahr für dieselbe ein, oder erhoben sich in der Familie der Regenten selber oder zwischen ihnen und der Gemeine von Neuenburg Zerwürfnisse, so eilten die verburgrechteten Städte, und Bern vorzugsweise, als geachtete und immer gehörte Schiedsrichter dazwischen, und so blieb im Allgemeinen das Verhältniss zwischen Neuenburg und der Eidgenossenhaft ein freundschaftliches diese ganze Periode hindurch. 1579 gelang es der damaligen Regentin Neuenburgs, der gewandten Gräfin Maria von Longueville, nach dem Tode Renats, Grafen von Valangin, der nur zwei verheirathete Töchter hinterliess, dieses alte Lehen des gräflich Neuenburgischen Hauses, auf dem eine in den Händen Mariens befindliche Hypothek lastete, welche die Tochtermänner nicht zu lösen im Stande waren, an sich zu bringen, wobei sie von der Bürgerscbaft Valangins selbst unterstützt ward, deren Freiheiten sie nicht bloss bestätigte, sondern ausdehnte, während sie dann gleichzeitig für ihr neues Besitzthum die Garantie der eidgenössischen Tagsatzung gewann.

Um die Mitte des siebenzehnten Jahrhunderts wurde Heinrich II. von Longueville vom Könige von Frankreich als Bevollmächtigter zum westphälischen Friedens-Congress abgeordnet. Er nannte sich daselbst in öffentlichen Acten: Prince et comte souverain de Neuchâtel en Suisse, während von keiner Seite her das Suzeränetäts-Recht des Hauses Chalons in An-

---

faisant outre ce que vous ferez un oeuvre agréable à Dieu et à louange de vous, qui avez ordinairement été éstimés et réputés gardiens et défenseurs des biens des femmes veuves, vous nous ferez très singulier service et plaisir. *Guinand* p. 45.

19) *Boyve* 82 ff. *Glutz* 288 f. Die Namen der eidgenössischen Landvögte s. bei *Droz* Abrégé 113.

spruch genommen wurde. Er war es denn auch, dessen wolwollenden Beistandes sich der Bürgermeister Wettstein zu erfreuen hatte, als er die Anerkennung der Selbstständigkeit der Eidgenossenschaft bei demselben Congresse betrieb. Später meist in Frankreich lebend, wollte der Herzog in hohem Alter noch einmal sein Neuenburg sehen. Das Fest, das ihm vom gesammten Lande gegeben wurde und dessen Schilderung nach einer gleichzeitigen Darstellung auch in neuere historische Werke übergegangen ist, liefert einen rührenden Beweis der Eintracht zwischen dem Fürsten und dem Volke, der leichten Accomodation an schweizerische Lebens- und Anschauungsweise des einen und der hingebenden Liebe der andern. Sechs Jahre später 1663 starb der Herzog. Er hinterliess aus seiner zweiten Ehe zwei Söhne, den sogenannten Abbé d'Orleans von 17 Jahren, den Grafen von Saint Paul von 14, und eine Tochter aus erster Ehe Maria Herzogin von Nevers. Da der ältere der Söhne geistesschwach war, so führte als Vormünderin beider die Mutter die Regentschaft. Bald aber wurde zwischen den zwei Brüdern ein Abkommen getroffen, zufolge dessen die Regentschaft auf den jüngern übergehen, wann aber derselbe vor seinem ältern Bruder ohne Nachkommen sterbe, an diesen zurückfallen solle. Statt indessen die Regierung selbst anzutreten, überliess der kriegslustige Graf von Saint Paul dieselbe seiner Mutter, ging zur Armee ab, kämpfte gegen die Spanier in Flandern, gegen die Türken auf Candia, gegen die Holländer und fand seinen Tod 1672 beim Rheinübergang.

Nach dem Vertrage zwischen den Brüdern fiel nun die Regierung an den Abbé d'Orleans zurück. Bei dessen anerkannter Unfähigkeit wurde sie durch die Mutter, seine Vormünderin, fortgeführt. Dagegen aber erklärte sich die Herzogin von Nemours, das Recht der Erbfolge für sich in Anspruch nehmend. Sie kam, begleitet von mehrern Offizieren, die ihr aus Frankreich gefolgt waren, nach Landeron, fand dort Unterstützung, einigen Anhang auch in Neuenburg und besonders in Valangin. In Landeron wurde sogar der von ihrer Stiefmutter dorthin abgeordnete Marquis von Saint Micaut durch die aufgebrachte

Menge getödtet; allein ihr Plan von dieser Seite her in Neuenburg einzudringen scheiterte und gleichzeitig erhielt sie einen Befehl Ludwigs XIV., der ihr ungesäumte Rückkehr nach Frankreich zur Pflicht machte.

1679 starb nun die Herzogin von Longueville, Mutter des Regenten, und jetzt gelang es Marien von Nemours, als Vormünderin ihres Stiefbruders, an deren Stelle zu treten, auch dem Prinzen von Condé und dem Herzog von Bourbon gegenüber, welchen Ludwig XIV. diese Vormundschaft übertragen wollte, mit Unterstützung Neuenburgs und der Schweizerstädte sich zu behaupten, bis 1694 auch der Tod ihres Bruders erfolgte.

Diesen Zeitpunkt hatte Ludwig XIV. erwartet, um mit seinen Absichten deutlicher hervorzutreten. Seit 1678 durch den Nimweger Frieden im unbestrittenen Besitze der Freigrafschaft und also Neuenburgs unmittelbarer Nachbar hätte er durch das Uebergehen der Regentschaft an ein Glied seiner Familie auch auf schweizerische Angelegenheiten einen weit grösseren Einfluss erhalten. Es erschien daher der Prinz von Conti mit einem Testamente, angeblich von dem eben verstorbenen Herzoge herrührend, vom Könige selbst als dessen rechtmässiger Nachfolger erklärt; allein die Herzogin von Nemours, keineswegs gesinnt, ihre Ansprüche fallen zu lassen, fand ihre Beschützer in den verburgrechteten Schweizerstädten, welche darauf drangen, dass nach den der Grafschaft Neuenburg zustehenden Freiheiten[20]), zwischen den Bewerbern dort entschieden werde und so nahmen denn neben den zum ersten Mal in einer Staatsfrage von solchem Belang zum Spruche versammelten Trois États und den Gesandten der Schweizerstädte, die Herzogin, der Prinz von Conti

[20]) Ueber den Anwachs der Freiheiten Neuenburgs schon vom 12ten Jahrhundert an, die Stellung der Audiences von Neuenburg und Valangin, den Uebergang der Gewalt derselben an die trois États, die Zusammensetzung dieser Letztern und die Befugnisse, welche dieselben theils innerhalb der Schranken bestehender Gesetze, theils aus eigener Vollmacht in Anspruch nahmen, s. *Matile* histoire des institutions judiciaires et legatives de la principauté de Neuchâtel et Valangin, besonders S. 19 ff. und 145 ff.

und ein Abgeordneter des Margrafen von Baden-Durlach, der ebenfalls glaubte Ansprüche machen zu dürfen, Platz, worauf der Präsident des Collegiums nach Eröffnung des diessfälligen Spruches der Herzogin den Scepter überreichte. Ergrimmt liess Ludwig durch das Parlament von Paris diesen Spruch für ungültig erklären, um Conti aber begann ein immer zahlreicheres Gefolge französischen Adels, zum Theil auch in französischem Dienste befindlicher Schweizeroffiziere sich zu bilden. Verschwenderische Mahlzeiten wurden veranstaltet, Geld ausgetheilt. Parteiung entstand. Da rückten, um dem Spruche der Stände Nachdruck zu verschaffen, zweihundert Berner ein. Sogleich folgte diesen der französische Gesandte in der Schweiz, Marquis de Puisieulx mit Protestationen, mit der Drohung, dass, wenn die Berner nicht abziehen, ein französisches Heer ebenfalls einmarschiren werde. Bern zog seine Compagnien zurück, stellte aber eine weit stärkere Zahl längs der Neuenburgischen Grenze auf. In Neuenburg aber rief der Staatsrath, die nöthige Kraft zur Aufrechthaltung seines Spruches im Volke selbst suchend, die Abgeordneten aller Gemeinen zusammen und den 24. April 1699 wurde von denselben eine Urkunde der Vereinigung und des allseitigen Beistandes (acte d'union et d'association) unterzeichnet, durch welche sich alle anheischig machten, den Staatsrath bei Ausübung seiner gesetzlichen Befugnisse zu schützen[21]). Der Prinz von Conti, der vom Schlosse Besitz

[21]) Ueber diesen Vorgang findet sich in *Chambriers* hist. d. N. S. 508 die nachfolgende Bemerkung:

„Die zwei Bürgerschaften von Neuchatel und Valangin wurden in gewöhnlichen Zeiten als die Organe des Volkswillens betrachtet, allein als man in der Krise von 1699 das Bedürfniss einer grossen Manifestation des allgemeinen Volkswillens und des Nationalgefühls erkannte, wendete sich die Regierung um Unterstützung an die sämmtlichen Gemeinden des Landes. Es war ein eigenthümliches Schauspiel, diese bisher in Abhängigkeit lebende Bevölkerung plötzlich frei zu sehen, fünfzig verschiedene Korporationen bildend, von denen jede ihre Privilegien und Freiheiten besass, die nun sich unter einander wie Mächte verbanden, um ihren Souverain zu beschützen und die Gesetze auf-

ıhmen wollte, fand die Thore verschlossen. Um so bereit- illiger hingegen öffneten sich dieselben der Herzogin, die im riumphe einzog. Vieles mögen zu diesem Ausgang und zu Lud- igs augenblicklichem Zurücktreten in Folge desselben noch e Vorstellungen des englischen Gesandten bei der Eidgenossen- haft beigetragen haben, der sehr entschieden für die Herzogin ırtei nahm.

Diese, obwol schon im vier und siebenzigsten Altersjahr ıgelangt, führte dennoch, ungebeugt auch durch Ludwigs Un- ıade, der, als sie Frankreich wieder betrat, dieselbe für einige ·it nach dem Städtchen Coulommiers verwies, acht Jahre lang e Regentschaft. Zurückgekehrt nach Neuenburg, schlug sie, ngedenk der Anhänglichkeit der Bewohner von Valangin, im ›rtigen Schlosse ihr Hoflager auf, und begünstigte diese Ort- haft, sowie auch das Val de Rüz durch Ausdehnung ihrer reiheiten in einem Grade, der in Neuenburg selbst einige Eifer- ıcht weckte. Sie starb ohne Nachkommenschaft 1707 im Juni ıd nun war der Kampfplatz für eine Masse von Ansprüchen, plomatischen Umtrieben und selbst aus entlegener Ferne wir- ·nden Kräften eröffnet.

Unter den alsobald auftretenden fünfzehn Bewerbern, denen, ·stützt auf seine Protestation gegen Rückstellung der Grafschaft n Jahr 1529 auch der Kanton Uri glaubte sich anreihen zu dür- ·n, befand sich nicht einer, dessen Ansprüchen nicht die be- eutendesten Gründe hätten entgegengestellt werden können. er Entscheid mochte so oder anders ausfallen, auf einem urchaus klaren und unantastbaren Rechtsfundamente konnte unmöglich ruhen. Wollte man denselben nicht den Waffen ›erlassen, so konnten der Vortheil des Landes oder auch ›nvenienz-Rücksichten allein maassgebend sein. Dass dieser

---

·ht zu halten. Diese im Jahr 1703 freiwillig wieder erneuerte Ver- ıdung musste, in ihren politischen Folgen betrachtet, dem demokra- chen Element einen unermesslichen Einfluss verschaffen, das nun einzige wahre Macht im Staate neben derjenigen des Fürsten war, t der Ausstossung des Klerus im Jahr 1530 und dem fortschreitenden d gänzlichen Ruin der privilegirten Stände und des Adels".

Entscheid nach alter Uebung und innewohnendem Rechte vom Lande selbst und zwar in dessen Namen nach dem bereits erwähnten frühern Vorgang auch jetzt wieder durch die Trois États auszusprechen sei, — das wurde von keiner Seite bestritten, im Gegentheil von Frankreich z. B. schon vorher Einsprache gegen jede fremde Einmischung erhoben, mit der Erklärung, »dass der König der Meinung sei, man müsse hier den Gesetzen und Gerichten des Landes vollkommen freien Lauf lassen«[22]. Den bedeutendesten Einfluss auf den Gang dieser Angelegenheiten übte der ehemalige von der Herzogin freilich in Ungnade entlassene[23] Kanzler Montmollin, dessen Memoiren, von spätern Geschichtschreibern vielfach benutzt, auf alles Vorgefallene während dieser Zeit helles Licht werfen und der sich selbst durch dieselben als scharfsinniger Politiker, ruhiger Beobachter und aufrichtiger Freund seines Vaterlandes darthut. Schon geraume Zeit vor dem Tode der Herzogin hatte ihn die Aussicht auf Neuenburgs ungewisse Zukunft beunruhigt. Der erste Gedanke, der ihn in Folge der Mittheilungen, wie er sich äussert »wackerer Männer von gutem Kopfe« beschäftigte, und anfänglich selbst ansprach, war derjenige, das bevorstehende Erlöschen der bisherigen Regentenfamilie zu benutzen, um das Land in eine schweizerische »aristo-demokratische« Republik zu verwandeln unter Billigung und Mitwirkung und unter dem Schutz und Schirme der Eidgenossenschaft[24]. Bald aber überzeugte er sich von dessen Unausführbarkeit. Im Wege stehen, wie er fand, der Charakter der Landesbewohner selbst, »hitziger Köpfe, sei es weil die Nähe des Jura daran Schuld trage, oder weil das Bewusstsein ihrer Rechte und Freiheiten sie so leicht Feuer fangen lasse«, sodann die Privatinteressen und der muthmassliche Widerstand mehrerer der einflussreichsten Familien, die

---

[22]) *Zellweger* Gesch. der dipl. Verhandl. d. Schweiz mit Frankreich. I. 182.

[23]) 1693. *Chambrier* histoire de Neuchâtel et Valangin. 474.

[24]) Nach *Chambrier* soll Wilhelm von Oranien anfänglich selbst den Gedanken gehabt haben, aus Neuenburg einen 14. Kanton zu bilden. Er habe ihn dem Grosspensionair Heinsius mitgetheilt.

ihr Vermögen und Ansehen besser unter der Clientel eines mächtigen Fürsten als unter republikanischer Staatsform gefördert sehen, ferners die Eifersucht der von der Herzogin von Nemours immer bevorzugten Bürger von Valangin, die verlangen würden, eine besondere Republik zu bilden. Zum voraus gefasst machen müsse man sich zugleich, dass Ludwig XIV. eine solche Neuerung nie zugeben würde, wesshalb auch die Schweizerkantone sie kaum unterstützen dürften, denn die Stellung der Eidgenossenschaft Frankreich gegenüber sei nicht mehr dieselbe wie zu den Zeiten Ludwigs XII. und Franz I., um so weniger, als gegenwärtig die Kantone selbst in ihrer Politik nicht einverstanden seien, so dass wenn Zürich und Bern vielleicht die Verstärkung des protestantischen Elementes im Bunde durch das Eintreten eines neuen reformirten Kantons nicht ungerne sehen und begünstigen würden, gerade darin Luzern, Freiburg und Solothurn bedeutende Gründe finden dürften, die Sache zu hindern; ja am Ende könnte man vielleicht bei nachgesuchter Vereinigung mit der Schweiz in Gefahr gerathen, statt selbstständig in die Reihe der Kantone einzutreten, wol eher in diejenige der gemeinen Herrschaften verwiesen zu werden. So bleibe denn nichts als die Wahl zwischen den Bewerbern übrig. Unter den Ansprüchen dieser fand Montmollin diejenigen der Familien Gondy und Matignon, Seitenverwandten des Hauses Longueville, am meisten begründet; allein wo hätten diese, von Ludwig XIV. durchaus abhängig, die Macht besessen, ihre Rechte dem abermals auftretenden Günstlinge des Königs, dem Prinzen von Conti, gegenüber gelten zu machen und durchzuführen? Gegen diese, gegen den sie unterstützenden Ludwig, gegen die Aussicht, Frankreichs Vasallenstaat zu werden, blieb keine Rettung, als im Anschliessen an einen mächtigen Nebenbuhler, an denjenigen, der in den Zeiten von Ludwigs übermüthigstem Auftreten die Seele der Widerstandspartei war, die ihn in seine Grenzen zurückdrängte, der jetzt noch ihm in der kräftigsten Stellung gegenüber stand, an Wilhelm III. König von England. Als Haupt der Familie Nassau-Oranien, an welche

nach dem Aussterben des Hauses Chalons im Jahr 1530 die Erbschaft desselben übergegangen war, konnte dieser das Gedächtniss der seit 160 Jahren verschollenen Suzeränetätsansprüche jenes Hauses an Neuenburg aufleben machen und vielleicht war es Montmollin selbst, der diesen Gedanken bei ihm weckte. Sicher ist's, dass derselbe über die Neuenburgische Regierungsfolge schon geraume Zeit vor dem Tode der letzten Regentin eine Denkschrift aufsetzte, die er muthmasslich durch seine in holländischen Diensten befindlichen Söhne dem Fürsten, vielleicht noch ehe er den englischen Thron bestiegen hatte, überreichen liess. Wilhelm kam auch seinerseits entgegen; erklärte, dass er nur aus Schonung gegen die betagte Regentin nicht seine eigenen Rechte an die Nachfolge ihrer Brüder früher gelten gemacht habe und liess in das Friedensinstrument von Ryswik 1697 eine Klausel aufnehmen, in der dieser Rechte Erwähnung geschah; allein selbst kinderlos hatte er noch vor jenem Friedensschlusse 1694 dieselben an den Sohn der Schwester seines Vaters, Friedrich Kurfürst von Brandenburg, den nachherigen König Friedrich I. von Preussen, abgetreten, der auch unmittelbar nach dem 1702 erfolgten Tode Wilhelms dem Staatsrathe von Neuenburg durch seinen schon früher bei der Eidgenossenschaft beglaubigten Abgeordneten, Simon Bondeli, hievon Nachricht gab. Nach ausgebrochenem spanischem Erbfolgekriege wurde hierauf von Grossbritannien, dem deutschen Kaiser, den Generalstaaten der Niederlande und Savoyen mit dem Könige von Preussen ein Vertrag abgeschlossen, durch welchen jene Mächte sich verpflichteten, weder Waffenstillstand noch Frieden mit Ludwig von Frankreich zu schliessen bis Friedrichs I. Recht an das Fürstenthum Neuenburg und Valangin von demselben anerkannt sei. Alles dieses ward indessen noch heimlich gehalten. Nur Bern war mit im Geheimniss und unterstützte im Stillen die Absichten Friedrichs. So war denn bereits vor dem Absterben der Herzogin von Nemours in Neuenburg und auch unter höher stehenden Eidgenossen der reformirten Konfession eine Partei für Preussen gebildet, stark ge-

zug, um im entscheidenden Augenblicke mit Energie einzuschreiten[25]).

Den 16. Brachmonat 1707 trat derselbe ein durch den Tod der Herzogin, und schon im April war an Bondeli's Stelle mit umfassendern Vollmachten von Seite des Königs von Preussen der Graf von Metternich in Bern angelangt. Im Juni waren alle fünfzehn Bewerber um das Fürstenthum oder ihre Abgeordneten in Neuenburg versammelt; ausser diesen dann noch der französische, der grossbritannische und der holländische Gesandte bei der Eidgenossenschaft. Einige der Prätendenten begnügten sich einfach, ihre Ansprachen einzureichen, mit dem Vorbehalte, sie später gelten zu machen. Als Hauptwaffe hatte Metternich eine Staatsschrift verbreitet von 40 Folioseiten, mit grosser aber nicht immer ehrlicher Kunst zusammengetragen, um den Spinnenfaden an's Tageslicht zu fördern, der die im Hause Hohenzollern 1694 wieder auferstandenen Suzeränetätsrechte über Neuenburg an die mit Philibert von Chalons 1530 verstorbenen knüpfte[26]). Ein Unternehmen, für welches nach Montmollin's naivem Ausdrucke, wenn nicht unbestreitbare, doch hinlänglich scheinbare Gründe vorhanden waren, »die so gut an einander gefügt werden konnten, dass gewöhnliche Augen die Nähte nicht sahen.« Beinahe schien es indessen, dass man in Berlin selbst, wenn nicht an der diplomatischen Feinheit, doch an der hinreichenden Wirksamkeit dieses Dokumentes zweifle, denn dem Grafen von Metternich wurde zugleich noch ein Manifest mitgegeben, um darzuthun, dass »das Recht seiner Majestät auf das Fürstenthum Neuchatel unterstützt werde *durch das allgemeine Interesse* und dass die Völker und einzelnen Bürger dieses

[25]) *Montmollin*, *Vulliemin*. III. 392 ff. und *Zellweger* l. c. bei welchem besonders auch in Bezug auf die Verhältnisse zu Frankreich die bedeutendesten Aktenstücke sich finden.

[26]) Traité sommaire des droits du roi de Prusse à la principauté de Neuchâtel (gewöhnlich *Leibnitzen* zugeschrieben). Eine zweite deutsche Staatsschrift folgte bald nachher unter dem Titel: „Preussisches Neuenburg und dessen Gerechtsame von *Hohenhard* (*Ludwig*) Teutschenthal im Jahr 1708.“

Staates weit grössere Vortheile zu erwarten hätten von der Regierung seiner Majestät als von derjenigen irgend eines ihrer Nebenbewerber.« Aufmerksam gemacht wird dann in diesem Manifeste auf den Schutz, dessen die reformirte Konfession unter einem protestantischen Landesfürsten sich erfreuen dürfe, während zugleich auch der kleinen Katholikengemeine von Landeron alle Gewährleistung ihrer Religionsverhältnisse zugesichert wird. Es wird verheissen, auf alle Wünsche der Bewohner für Vermehrung von Kirchen und Schulen, Verbesserung der Einkünfte derselben, zweckmässigere und kräftigere Armenpflege, Errichtung einer Akademie in der Hauptstadt einzugehen. Es werden für die Söhne angesehener Familien Pagenstellen am Hofe, es werden Stipendien für Studierende der Theologie, der Rechte, der Medizin, für Kriegslustige die Aufstellung eines wohlbesoldeten Regimentes in Aussicht gestellt. Es wird das Vorurtheil bestritten, dass man bei Annahme der Preussischen Vorschläge Gefahren von Frankreich her zu besorgen habe. Es verschwinden, heisst es, diese von selbst, wenn man bedenke, dass Neuenburg allgemein als ein zur Schweiz gehöriges Land anerkannt sei. Die vier verburgrechteten Städte würden im Fall französischer Angriffe dem Lande zu Hülfe kommen, die übrigen Kantone ihre Eidgenossen unterstützen; der König von Preussen aber werde seinerseits als Fürst von Neuchatel nicht nur diese alten Allianzen erneuern und bestätigen und auch selbst unterstützen, er werde noch mehr thun, er werde sie ausdehnen auf die dreizehn Kantone, oder wenigstens auf alle protestantischen; so werde dann einem Fürsten von solcher Bedeutung gegenüber Frankreich wol schwerlich viele Schwierigkeiten machen, die Neutralität des Fürstenthums unter Gewährleistung der Kantone auf ewige Zeiten anzuerkennen; und wenn man endlich befürchten möchte, dass S. Majestät sich nur zur Aufrechthaltung derjenigen Freiheiten verpflichtet halten dürfte, die in alten Zeiten dem Lande noch mit Vorwissen und unter Zustimmung des Hauses Chalons ertheilt worden seien, so folge hier die feierliche Erklärung, dass der König alle und jede Freiheiten, Immunitäten, Ausnahmen,

Gesetze, Uebungen und Gebräuche, geschriebene und nicht geschriebene, in welcher Zeit und unter welcher Regierung auch immer das Land zu denselben gelangt sei, bestätigen und aufrecht halten, und dass er darüber auch alle vernünftigermassen wünschbare Sicherheit ertheilen werde.

An diese Versicherungen reihten sich dann zwei Briefe der Königin Anna von England an den Staatsrath und die vier Ministraux von Neuenburg zur Unterstützung des Königs; solche Kaiser Josephs I. und Karls XII. von Schweden an Bern, die der dortigen Regierung eben diese Sache empfahlen; Schreiben der Generalstaaten an die eidgenössische Tagsatzung, den Staatsrath und die vier Ministraux und Denkschriften ihres und des brittischen Gesandten, mitgetheilt den Staatsräthen, den Ministraux, der Compagnie des Pasteurs und den Bürgergemeinen[27].

Auf der andern Seite blieb Frankreich eben so wenig unthätig. Durch seinen Bevollmächtigten bei der Eidgenossenschaft, Marquis de Puisieux, wurden besonders die mit Neuenburg verburgrechteten katholischen Kantone bearbeitet, die schon damals der Tockenburger-Angelegenheiten wegen zu den Reformirten in gespanntem Verhältnisse standen. In Neuenburg selbst wurden Druckschriften und Gerüchte vom Anmarsche französischer Truppen gegen die Grenze verbreitet. Der Papst beauftragte seinen Nuntius in Luzern, soviel immer möglich der preussischen Regentschaft entgegenzuarbeiten. An der französischen Grenze, im Val-Travers und bei den Katholiken in Landeron fanden diese Umtriebe Eingang. Die Bewohner der letztern Gemeine gaben eine Protestation gegen die preussische Regentschaft ein.

Unter wachsender Aufregung sah man nun dem dritten November entgegen, an welchem der Spruch der drei Stände erfolgen sollte. Schon geraume Zeit indessen war der Entscheid nicht mehr zweifelhaft. Nach vorhergegangener Sitzung des

---

[27]) Recueil de diverses pièces concernant les franchises et libertés des peuples de la principauté de Neuchâtel, wo auch jenes obenerwähnte Manifest sich findet.

Stadtrathes und fünfstündiger Berathung der Stände, in welcher die Protestation Landerons zurückgewiesen ward, wurde der Graf von Metternich durch eine glänzende Abordnung in den Sitzungssaal eingeführt und ihm der Ausspruch der Richter eröffnet. Derselbe enthielt als einziges Motiv das klar erwiesene und als rechtsgültig anerkannte Uebergehen der Souverainetätsrechte des Hauses Chalons auf dasjenige von Nassau und Oranien und von diesem auf Friedrich, König von Preussen, und schloss mit den Worten: »Aus diesem Grunde ertheilen und übertragen Meine Herren der drei Stände durch ihren souveränen Ausspruch Seiner Majestät Friedrich I. König von Preussen die Belehnung mit diesem Staate und seiner Souveränetät mit allem, was damit verbunden, ihr zugehörig und davon abhängig ist, damit dieser genannte Staat von dem Könige besessen werde als unabhängig, unveräusserlich und untheilbar unter Aufrechthaltung der Freiheiten, Rechte, Privilegien und Immunitäten sowol dér Bürger als der übrigen Bevölkerung des Landes; unter Anerkennung aller durch die vorhergehenden Souveräne ertheilten Bewilligungen, sowol an Genossenschaften als an einzelne Einwohner, und ebenso unter Verpflichtung auf die Bundes- und Burgerrechtsverträge mit den benachbarten Staaten aufrecht zu halten [28].»

Guinand sagt voll Bitterkeit [29], dass hier zwölf verkaufte Richter mit Neuenburgs Existenz ein schändliches Spiel getrieben hätten. Es scheint dieses Urtheil ungerecht. Wenn es nicht möglich war, eine Republik zu begründen, wofür Montmollin, selbst einer der Richter, den Trois États alles Recht einräumt, aber die gewichtigen dagegen sprechenden Gründe zugleich anführt, so blieb in der That kein anderer Ausweg, als zwischen den vorhandenen Bewerbern mit Rücksicht auf Neuenburgs Eigenthümlichkeit, confessionelle Stellung und Nachbarschaft frei zu wählen. Unter diesen Umständen war es aber zuverlässig die Wahl Friedrichs, welche bei den von ihm ein-

[28]) *Droz* Abrégé. 223.

[29]) Fragmens p. 94.

gegangenen Verpflichtungen für des kleinen Staates möglichste Selbstständigkeit die meisten Garantien bot. Nicht dass die zwölf Richter, unter denen allerdings wol auch ein in irgend welcher Weise käuflicher Mann sich finden mochte — auch republikanische Staaten mögen ein eben so zahlreiches Collegium zusammenzaubern, in welchem keiner ist — sich durch die Aussicht auf den Vortheil des Landes und seiner Bürger leiten liessen, wird der unbefangene Beurtheiler tadeln, wol hingegen allerdings die Begründung ihres Spruches: die Spiegelfechterei mit der vorgeblichen Evidenz und Legitimität des durch Jahrhunderte und eine Reihe ferner Seitenverwandten nur künstlich fortgeführten, thatsächlich aber erloschenen Erbfolgerechtes, während, wenn man die Legitimität an so morsche Stützen lehnen wollte, die eben so legitimen, ja nach Montmollins eigenem Geständnisse noch legitimern Ansprüche anderer Bewerber aus Rechtsgründen weit eher Berücksichtigung verdient hätten. Die Staatskunst wird so lange schlecht und verdorben bleiben, als sie genöthigt ist, unwahr zu sein.

Am Tage nach der Eröffnung des Spruches der drei Stände erfolgte vor zahlreicher Volksmenge die Eidleistung. Da die Eidesformeln selbst am bessten die gegenseitige staatsrechtliche Stellung bezeichnen, in welche der Fürst sowol als die Bevölkerung von Neuenburg nun eintraten, so werden sie hier nach ihrem Inhalte mitgetheilt [30]: »Monseigneur — sprach zu Metternich gewendet der älteste Staatsrath Hory — Im Namen und Kraft der Vollmacht, die Sie von S. Majestät König Friedrich I., unserm souveränen Fürsten und Herrn, empfangen haben, versprechen und schwören Sie — was so viel gilt, als wenn es der König selbst ausspräche — seinen Bürgern von Neuchatel, die hier versammelt sind, um diesen Eid zu empfangen, dass S. Maj. halten und handhaben wolle ihre Freiheiten, Rechte, Verfassungen, ihre alten und guten Gewohnheiten, sie seien schriftlich aufgezeichnet oder nicht, deren Sie anerkannter Weise seit früheren Zeiten genossen haben, so auch die schriftlichen

[30]) *Droz* Abrégé. 249 ff.

Erklärungen, welche Sie uns im Namen Sr. Maj. zugestellt haben, und namentlich theils diejenigen vom verflossenen 31. October[31]), theils die neun Artikel, welche den gesammten Staat, und die neun, welche die Bürger von Neuchatel besonders betreffen«[32]). Der Graf leistete den Eid.

Dann fuhr Hory fort gegen die Bürger gewendet: »Meine Herren und Mitbürger! Sie schwören vor Gott Ihrem Schöpfer und bei dem Antheil, den Sie an den Freuden der Ewigkeit wünschen, dass Sie getreu und gehorsam sein wollen Sr. Majestät dem Könige Friedrich I. von Preussen, Ihrem souveränen Fürsten und Herren nach dem Inhalte Ihrer Rechte und Freiheiten, Ihrer alten guten Gewohnheiten, sie seien geschrieben oder nicht, dass Sie die schuldigen Abgaben bezahlen, den Vortheil und die Ehre der Fürsten suchen, seinen Schaden wenden wollen und wenn irgend eine Verschwörung oder Unternehmung gegen sein Wohl, seine Ehre, seine Person, oder gegen die Grafschaft zu Ihrer Kenntniss käme, dieselbe anzuzeigen und ihn mit Gut und Blut gegen alle, die solches wagen würden zu vertheidigen, überhaupt alle Ihre Pflichten als wahre und rechtliche Bürger zu erfüllen.« Auch dieser Eid wurde geleistet.

Ebenso geschah dann in Valangin, in Landeron, in Boudry, in St. Blaise, im Val Travers sowol von Seite Metternichs als

---

31) Dem obenerwähnten Manifeste enthoben.

32) Zusammengetragen im Auftrage des Staatsrathes von Pfarrer *Osterwald*. Durch die den Staat betreffenden Artikel verpflichtete sich der Fürst, die reformirte Religion aufrecht zu halten, das Recht der Stände, über die Erbfolge zu entscheiden, zu anerkennen, die Grafschaft weder zu veräussern noch zu theilen, sie weder zu verpfänden, zu versetzen, noch in Apanage zu geben, die bisherigen Staatskosten nicht zu vermehren, kein Amt mit Ausnahme der Gouverneursstelle einem Fremden zu übertragen; den Neuenburgern die Freiheit zu lassen, in Kriegsdienste zu treten, wo sie immer wollen, nur nicht gegen ihren Souverän: dieselben aber seinerseits nur da zur Heeresfolge aufzufordern, wo er in seiner Eigenschaft als Fürst von Neuenburg Krieg führe. *Vuillemin* III. 397.

der zusammenberufenen Bevölkerung dasselbe. Ueberall schied der Gesandte mit Hinterlassung reicher Geschenke.

Den tiefsten Unmuth indessen empfand über diese Vorgänge Ludwig XIV. Er befahl sogleich das Abbrechen alles Handelsverkehrs mit Neuenburg. In Hüningen erschienen 1100 Reiter, 27 Infanteriebataillons sammelten sich in der Umgegend von Besançon. Auf dieses rief Bern an der Grenze Neuenburgs 4000 Mann unter Waffen, mahnte auch Zürich und in Neuenburg wurden alle Milizen zusammengezogen. Der englische und niederländische Gesandte sagten alle mögliche Unterstützung zu. Auf Zürichs Einladung versammelten sich die evangelischen Stände in Langenthal, später eine allgemeine Tagsatzung in Baden. Es begannen Unterhandlungen und Ludwig, damals gerade wieder von andern Seiten gedrängt, neigte sich zur Nachgiebigkeit. Es wurde eine Formel gefunden, zufolge welcher Neuenburg neutral und unangefochten bleiben solle, wenn Bern entwaffne und es selbst seine Milizen entlasse. Die Erledigung der Frage über die Regentschaft verschob Ludwig auf den allgemeinen Friedensschluss. Dieser erfolgte 1713 in Utrecht und hier wurde der neue Fürst auch von Frankreich anerkannt.

Gegründet auf die bisherige Darstellung glaube ich nun die damalige staatsrechtliche Stellung Neuenburgs zur Schweiz und zum Könige von Preussen als seinem neuen Fürsten in folgenden Sätzen bezeichnen zu können:

Zur Schweiz stand Neuenburg durch seine Burgerrechte mit vier Kantonen derselben, für welche diese Kantone auch die Gewährleistung ihrer Eidgenossen in Anspruch nehmen durften, in dem staatsrechtlich allgemein anerkannten Verhältnisse eines schutzverwandten Bundesstaats. Die verburgrechteten Kantone hatten zufolge der sowol mit der Bevölkerung von Neuenburg als mit dem Regenten bestehenden und auch von dem neuen Fürsten wieder anerkannten Verträge die Verpflichtung, sowol den Fürsten als das Volk bei ihren beiderseitigen Rechten zu schützen, in Streitigkeiten zwischen beiden Theilen als Schiedsrichter einzuschreiten, ja sie hatten das Recht, dieses Schiedsrichteramt, auch wenn einer der beiden Theile sich demselben

entziehen, oder wenn beide Theile ihren Streit durch Waffenentscheid erledigen wollten, für sich in Anspruch zu nehmen und dennoch zu üben.

Im Könige von Preussen, als seinem neuen Fürsten, anerkannte Neuenburg seinen rechtmässigen Souverän innerhalb der Schranken, welche die Verfassung für seine Souveränetät gezogen hatte. Diese Souveränetät war beschränkt 1) durch die auch dem Lande zukommende Souveränetät auf demjenigen Gebiete, welches der Fürst selbst zu achten verpflichtet war, auf dem Boden seiner vom Fürsten anerkannten Freiheiten, Rechte und Gewohnheiten, deren Aufrechthaltung er verheissen und beschworen hatte. 2) Durch das Recht, welches dem Lande zustand, im Falle der Verletzung dieser Freiheiten von Seite des Fürsten, für Aufrechthaltung derselben die eidgenössischen mitverbürgerten Kantone anzurufen, und durch das Recht dieser, in der Sache zu entscheiden.

Das waren die staatsrechtlichen Verhältnisse Neuenburgs, wie sie bis zum Utrechter-Frieden aus seiner Geschichte sich entwickelt hatten. Kehren wir nun zu dieser zurück und schreiten wir an ihrer Hand weiter vorwärts.

III. Neuenburg unter preussischer Herrschaft.

Durch die allgemeine Anerkennung der staatsrechtlichen Stellung, die Neuenburg nunmehr theils als Fürstenthum unter preussischer Oberherrschaft, theils als ein der Eidgenossenschaft schutzverwandter Staat einnahm, schienen dessen äussere Ruhe und innerer Friede auf längere Zeit gesichert. Es muss auch anerkannt werden, dass das Benehmen der preussischen Monarchen gegen das Fürstenthum im Allgemeinen gerecht und wolwollend war. Mehr Ursache glaubte man zu Beschwerden über die im Lande selbst bestehende Regierung zu finden. Es gingen indessen dieselben aus den nämlichen Uebelständen hervor, die sich gleichzeitig in den Städtekantonen der Eidgenossenschaft bemerkbar machten: Der überhandnehmenden Ausbildung einer Familienaristokratie in den Hauptstädten und der Engherzigkeit,

die einer gedeihlichern Entfaltung des gemüthlichen wie des geistigen Volkslebens im Wege stand.

Schon in Folge ihres Stadtrechtes und der bedeutenden Freiheiten, welche dasselbe den Bürgern zusicherte, dann als Sitz der Landesregierung, als Hauptort, wo die höhern Erziehungsanstalten und in jener Zeit noch die meisten geistigen und ökonomischen Kräfte sich fanden, musste Neuenburgs Stellung von selbst eine in mehrern Beziehungen bevorzugte sein. In den Trois États sassen nicht nur verfassungsmässig seine vier Ministraux. Auch die vier Staatsräthe, welche den zweiten Drittheil dieses wichtigen Tribunals bildeten, waren in der Regel Bürger der Hauptstadt. Diese wurde, wie Chambrier in der obenangeführten Stelle bemerkt hat, gewissermassen als Hauptorgan des Volkswillens betrachtet und nur Valangin suchte zeitweise, z. B. während der Regierung seiner besondern Gönnerin, der Herzogin von Nemours, ähnliche Rechte gelten zu machen. Als aber das Land unter preussische Hoheit gelangt, der Fürst entfernt war und die Herrschergewalt faktisch an die im Lande befindliche Regierung überging, boten sich der Bürgerschaft der Hauptstadt der Mittel noch manche dar, ihren bereits überwiegenden Einfluss auf die Landesverwaltung zu steigern.

Neben dem alten nicht unbeliebten Feudaladel, dem aus natürlichen Gründen die Interessen der damals grösstentheils noch Acker- und Weinbau treibenden Landbevölkerung nahe lagen, hatte sich während der Zeit des Streites um die Erbfolge noch eine eigenthümliche Aristokratie des bisherigen Bürgerstandes gebildet, Leute, die sich um den neuen Landesfürsten verdient gemacht, seine Ansprüche unterstützt, seine Plane gefördert hatten. Die einen wurden durch Adelstitel, die andern durch übertragene Aemter belohnt[33]. Die Zahl der

[33] Ein Belege hiefür der unter'm 21. Decemb. 1713 in Berlin ausgefertigte Adelsbrief Henry's L'Hache, dessen Familienname in de Larche umgewandelt wurde: in Berücksichtigung der „bons et utiles services, qu'il a rendu au feu roi, notre père de glorieuse mémoire, et à notre maison royale en differentes occasions et principalement dans

:räthe wurde vermehrt und zwar durch lauter Bürger von
ıburg; auch für die Beamtungen in Valangin wurden solche
ılt, so dass unter zwölfen der dortigen Richter nur noch
Bürger dieses Ortes waren [34]). In frühern Zeiten hatten
ilizen der verschiedenen Bezirke unter ihren eigenen Ober-
lshabern gestanden [35]). Jetzt wurden zu solchen nur noch
ıürger von Neuenburg gewählt und der nämliche Fall trat
ıuch bei Besetzung der Landpfarren [36]).
ıs hatte dieses zur Folge, dass im Jahr 1722 die Bürger-
; von Valangin, nach vergeblichen Klagen bei der im
ɜ befindlichen Regierung, den Beschluss fasste, dem Mo-
en selbst durch eine besondere Abordnung ihre Beschwer-
'orzulegen. Der König erkannte auch dieselben laut einer
ırift au den damaligen Gouverneur von Froment als be-
let und ordnete im Jahr 1724 den Baron von Strunkede als
rordentlichen Bevollmächtigten in das Fürstenthum ab zur
suchung, Vermittlung und endlichen Herstellung des Rechts-
ıdes. Diesem wurde nun von Seite der Bürgerschaft von
ıgin eine zwar ruhig aber ernst gehaltene Beschwerdeschrift
reicht, welche nicht weniger als 64 Klagepunkte enthielt, die
'orzüglich über die Besorgniss einer in der Hauptstadt immer
Spielraum gewinnenden Familienaristokratie, die Vermeh-
von Aemtern und Angestellten zu Gunsten ergebener Die-
über die Willkür, womit der Staatsrath der Bevölkerung
liche Verordnungen vorzuenthalten, ja solche sogar abzu-
'n sich erlaube, über Verbot der Gemeindeversammlungen
Erlaubniss des Staatsraths, über Beschränkung des bisher
ıtörten freien Verkehrs, über parteiische Gerechtigkeits-
ɜ und unnöthige Heimlichkeit derselben und über den
ldsamen und finstern Geist verbreiteten, der auch im

---

lication d'investiture de notre dite souveraineté de Neuchâtel et
gin. *Gaullieur* Etrénnes nationales 1845. p. 97.

) *Monnard* Fortsetzung der Geschichte der Eidg. Th. I. Cap. 2.

) *Dubois de Buttes* Histoire du Gouvernement de Neuchâtel sous
nination Prussienne. p. 16.

) *Guinand*. 113.

Predigerstande überhand nehme, in Folge dessen die in frühern Zeiten überall üblichen unschuldigen Belustigungen der Jugend im Freien an Sonntag Abenden nicht mehr geduldet, dadurch aber die Bevölkerung nur in die Schenken zurückgedrängt und heimlicher Unsittlichkeit die Pforten geöffnet werden[37]. Der Bürgerschaft von Valangin gegenüber anerkannte der Bevollmächtigte nicht nur die Befugniss, diese Klagen vorzubringen, sondern auch das Gewicht derselben und erliess verschiedene Verordnungen, um den Hauptbeschwerden abzuhelfen, die auch durch eine königliche Zuschrift bekräftigt wurden. Allein theils verstand man der Ausführung in Neuenburg so viele Schwierigkeiten gegenüber zu stellen, theils kam nun der dortige Stadtrath auch seinerseits mit Klagen ein, so dass das Ergebniss langwieriger Verhandlungen nur ein unbedeutendes und nach endlicher Abreise des Kommissärs im Wesentlichen alles im Alten blieb.

Bei allen vorhandenen Gebrechen gehörte indessen der kleine Staat, verglichen mit andern europäischen jener Zeit, entschieden zu den glücklichern. Traten Zerwürfnisse zwischen Frankreich und der Eidgenossenschaft ein, so war er vor eigener Verwicklung in dieselben durch seine Stellung zu Preussen gesichert und umgekehrt schützte ihn das Verhältniss zur Eidgenossenschaft im Fall eines zwischen Frankreich und Preussen ausbrechenden Kriegs. Wenn auch der Staatsrath die Regierung mit einer gewissen Willkür führte, so überstieg dieselbe doch nur in seltenen Fällen das Maass der Besonnenheit und die an seiner Spitze befindlichen Gouverneurs erinnerten sich ihrer Verantwortlichkeit gegen den Fürsten, welcher die dem Volke

[37]) Die Kirchenzucht einzuführen oder aufrecht zu halten wurden unstreitig bisweilen auch gewaltsame Mittel angewendet. Im Jahr 1710 weigerten sich in Neuenburg selbst verschiedene Bürger die regelmässigen Hausbesuche der Geistlichen anzunehmen, die der Pastor Osterwald damals einführen wollte. Der Magistrat verordnete, dass der Stadtbaumeister Herrn Osterwald begleiten und da wo man ihm die Thüre verschliesse, dieselbe mit der Axt öffnen solle. *Tagebuch de Larche's* bei *Gaullieur* l. c. p. 101.

zugesicherten Rechte zu schützen verpflichtet war. Ueber ökonomischen Druck, oder Erhöhung der Abgaben konnte nicht geklagt werden; selbst in den zur Aristokratie gehörenden Klassen herrschten im Allgemeinen einfache Sitten und von solidem Wohlstande wurde weniger für empörenden Luxus als für Wohlthätigkeit und gemeinnützige Anstalten Gebrauch gemacht.

Während, wie bereits bemerkt, Acker- und Weinbau den grössern Theil der Landbewohner der tiefer gelegenen Bezirke des Fürstenthums beschäftigten, schien hingegen die sparsame Bevölkerung der Gebirgshöhen längs der westlichen Grenze des Landes durch die Natur desselben ausschliessend an die Alpenwirthschaft gewiesen und fand sich Jahrhunderte hindurch zufrieden bei dieser einfachen Lebensart. In's Ende aber des siebenzehnten Jahrhunderts fallen die ersten Versuche, welche ohne fremden Unterricht, bloss durch eigenes Nachdenken und seltene Beharrlichkeit unterstützt, ein junger Mann, J. J. Richard aus La Sagne mit der Uhrenfabrikation wagte. Bald fand er Nachahmer und in der ersten Hälfte des achtzehnten Jahrhunderts entwickelt sich bereits in merkwürdiger Weise das Talent der Bewohner jener Gegenden für sinnreiche Erfindungen und kunstvolle Arbeiten im Gebiet der Mechanik. Still aber unermüdlich schreitet die Industrie immer weiter vor. Die Volkszahl vermehrt sich und je einfacher dessen ungeachtet fortwährend die Lebensart bleibt, desto tiefere Wurzeln schlagen Betriebsamkeit und Wohlstand.

Allmälig beginnt nun die Einwirkung dieser Veränderungen auch auf das geistige Leben des Volkes zu Tage zu treten. Durch die Beschäftigung mit Aufgaben der Mechanik wird die Verstandesthätigkeit gesteigert und die einmal geweckte Denkkraft wendet sich, über die Schranken des industriellen Berufes hinausgreifend, auch solchen Gebieten zu, welche Regierung und Kirche bisdahin ausschliesslich als die ihrigen in Anspruch genommen hatten. Der Verkehr der aufgeweckten Bewohner der westlichen Bergbezirke des Fürstenthums mit ihren französischen Nachbarn, die Reisen, die Weltkenntniss eines Theiles derselben

leisteten dieser Geistesrichtung Vorschub und als im Jahr 1740 Friedrich II. den preussischen Königsthron bestieg und die Kunde seiner Gesinnung in Rücksicht auf Geistes- und Gewissensfreiheit auch zu seinen Neuenburgischen Unterthanen drang, schienen die Hoffnungen derer nicht unbegründet, die in ihrem Landesfürsten selbst die kräftigste Stütze eines freiern geistigen Lebens erblickten. Allein noch bildeten diese freier denkenden Einwohner des Fürstenthums nur eine Minderheit, während die Mehrheit derselben, die weltlichen und geistlichen Landesbehörden an der Spitze, so wenig sich mit der religiösen Anschauungsweise ihres Fürsten als auch mit verschiedenen anderweitigen Regierungsgrundsätzen desselben, vorzüglich in administrativer Hinsicht, zu befreunden vermochten. Aus dieser Verschiedenheit gingen nun die Konflikte zwischen Neuenburg und dem Fürsten hervor, die während des sechsten und siebenten Dezenniums des verflossenen Jahrhunderts das Land in stärkerer oder schwächerer freilich nur vorübergehender Aufregung erhielten und auf welche hier darum vorzüglich etwas näher einzugehen ist, weil sie das konstitutionelle Verhältniss, wie es damals zwischen Friedrich und dem Fürstenthum bestand, in merkwürdigem Lichte zeigen.

Den 1. Mai 1758 wurde bei der Compagnie des Pasteurs in Neuenburg eine Klage des Consistoriums der Gemeinde La Sagne eingereicht über die Lehrvorträge des Pfarrers Petitpierre in Ponts, welcher auf seiner Kanzel sowol, als auf derjenigen von Nachbargemeinen, namentlich auch in La Sagne, sich gegen die Ewigkeit der Höllenstrafen erklärt habe. Die angerufene Behörde sprach gegen Petitpierre ihre Missbilligung der mit besonderer Vorliebe und Einlässlichkeit statt findenden Heraushebung eines einzelnen Dogma's als Gegenstandes häufiger Predigten aus und ermahnte ihn zu der nöthigen Vorsicht, um nicht ohne Noth den Frieden in der Kirche zu stören. Auch der Pfarrer Prince von La Sagne, der, wie es scheint, jene Klage hervorgerufen hatte, wurde eingeladen, auf seine Kirchenvorsteher und Gemeindegenossen lieber in versöhnlichem und besänftigendem Sinne einzuwirken. Unterdessen ertheilte die Ge-

meinde Ponts Petitpierre das günstigste Zeugniss in Rücksicht auf Wandel, Amtsverrichtungen und vorzüglich seinen Religionsunterricht und im folgenden Jahr wurde derselbe zum Pfarrer der weit bedeutendern Gemeinde Lachauxdefonds gewählt. Allein auch von daher kam im Anfange des Mai 1760 abermals bei der Compagnie des Pasteurs, durch 12 Gemeindegenossen unterzeichnet, eine der frühern von La Sagne gleichlautende Klageschrift ein, während freilich nur drei Tage später der Maire, die Gerichtsbehörde und der gesammte Gemeinderath gegen diese Klage, als eine unbefugte, Beschwerde einlegten unter Belobung der Frömmigkeit, des Eifers und der gesunden, der Gemeinde zu allgemeiner Erbauung gereichenden Lehre ihres Predigers.

Von da an wurde das angefochtene und vertheidigte Dogma der Gegenstand häufiger Gespräche auch im Schooss der Familien, die mit steigender Leidenschaftlichkeit geführt, Unfrieden und Zwiespalt zur Folge hatten, und als im Juni eine abermalige Klageschrift, nunmehr von zehn Kirchenvorstehern unterzeichnet, einkam, zwei andre ihrer Kollegen aber sich gegen dieselbe verwahrten, ordnete die Compagnie des Pasteurs eine Kommission zur Untersuchung des Standes der Dinge nach Lachauxdefonds ab. Dieser Act scheint den Muth der Gegner Petitpierre's gehoben und ihre Zahl verstärkt zu haben; denn wenige Tage später erhielt die Compagnie ein durch 124 Bürger von Lachauxdefonds unterzeichnetes Dankschreiben, in welchem dieselbe zugleich um Prüfung eines handschriftlichen Katechismus ersucht ward, dessen sich Petitpierre in Abweichung von dem gesetzlich eingeführten beim Religionsunterrichte bediene. Auf dieses glaubte die Compagnie mit grösserm Ernste gegen denselben einschreiten zu müssen. Sie forderte von ihm völliges Stillschweigen über das bestrittene Dogma die Höllenstrafen betreffend und Begründung seines Religionsunterrichtes auf den allgemeinen Landeskatechismus, und da Petitpierre die Erklärung abgab, dass er diesem sein Gewissen bindenden Befehle sich nicht unterwerfen könne, erhielt er einen

Monat Bedenkzeit und wurde für so lange in seinem Amte eingestellt.

Bis dahin war die Landesregierung diesen Verhandlungen fremd geblieben. Nun aber sollten dieselben vom kirchlichen Gebiete auch auf das politische übergehen. Es ist, um unser ferneres Urtheil in dieser Sache zu leiten, nöthig, den zweiten Paragraphen des ersten Artikels der von den jeweiligen Stellvertretern des Königs von Preussen in seinem Namen beschworenen General-Statuten des Fürstenthums zu kennen, der also lautet: »Die Compagnie des Pasteurs soll frei und ungekränkt aller ihrer Rechte geniessen, namentlich desjenigen, welches sie hat und besitzt, die Prediger zu wählen, in ihrem Amte einzustellen, zu entsetzen, oder abzuändern, auch über alle in den Wirkungskreis des geistlichen Standes einschlagende Gegenstände zu urtheilen und zu entscheiden ohne Hemmniss von irgend einer Seite.« Es liegt in der Ueberzeugung des Verfassers dieser kleinen Arbeit, dass eine so weit gehende Befugniss einer ausschliessend aus Geistlichen bestehenden Behörde, je nach dem Bildungsgrade und der Zusammensetzung derselben in einzelnen Fällen vielleicht sich wohlthätig erweisen, in andern aber ebenso leicht zu einem Inquisitionsverfahren und Gewissenszwang führen konnte, die, im Widerspruche mit den Grundsätzen des Protestantismus stehend, auch von einer wahrhaft christlich gesinnten, aber helldenkenden Regierung missbilligt werden mussten. Nichtsdestoweniger war der angeführte Artikel nun einmal vorhanden. Er war vom Fürsten, wie von der im Lande befindlichen Regierung anerkannt und beschworen worden. Er musste daher, wenn man der Verfassung und den Gesetzen nicht Gewalt anthun wollte, auch gehalten werden, bis es möglich wurde, ihn auf konstitutionellem Wege zu beseitigen, oder zu modifizieren.

Indessen glaubte die grosse Mehrheit der Bürger von Lachauxdefonds, bei denen die Zuneigung zu ihrem Prediger eher gewachsen war, durch die Verfügung der Compagnie des Pasteurs sich in ihrer Gewissensfreiheit beeinträchtigt, so dass im Namen derselben der Maire und Gemeinderath ein Bittschreiben

um Schutz unmittelbar an den König abgehen liessen, muthmasslich in der auf die bekannte Gesinnung desselben begründeten Hoffnung, er werde durch eine energische Erklärung die Geistlichkeit in die Schranken der Achtung der Denkfreiheit und der Duldung zurückweisen. Schon zehn Tage später traf ein den 23. Juli 1760 aus Magdeburg datirtes Schreiben des Königs an den Staatsrath ein, wodurch derselbe aufgefordert wurde, ungesäumt den Maire von Neuenburg nach Lachauxdefonds abzuordnen, um an Ort und Stelle sich so genau als möglich über die Natur der Bewegung in der Gemeinde und die darin handelnden Personen zu erkundigen, dem Könige den Bericht einzusenden, die Compagnie des Pasteurs aber einzuladen, sich einstweilen noch fernerer Massregeln gegen Petitpierre zu enthalten. »Sollte aber — heisst es am Schlusse — die genannte Compagnie gegen alles Erwarten dennoch weiter fortschreiten, so werdet ihr demjenigen, den sie an Petitpierre's Stelle ernennen würde, die Bestätigung versagen, diesen aber bis auf fernern Bericht in seiner Stellung schützen, damit dem Rechte der Souveränetät, womit ich bekleidet bin, kein Abbruch geschehe.« Noch ehe aber der Inhalt dieser Zuschrift dem Dekan der Compagnie des Pasteurs bekannt werden konnte, hatte derselbe auf den 6. August eine Generalversammlung der Geistlichkeit veranstaltet, vor welche Petitpierre berufen, und, als er sich zu keiner andern Erklärung verstehen wollte, als dass er in seinen Lehrvorträgen alles dasjenige vermeiden werde, wodurch die christliche Liebe verletzt, oder der Friede in der Gemeine gestört werden könne, noch am nämlichen Tage förmlich entsetzt ward.

Er sowol als der Gemeinderath von Lachauxdefonds wendeten sich nun mit der Bitte um Schutz gegen diese Massregel der Compagnie des Pasteurs an den Staatsrath., welcher seinerseits derselben von dem eingetroffenen königlichen Schreiben Kenntniss gab und sie einlud, bis auch von Seite der weltlichen Behörde alle Akten hinreichend geprüft worden seien, ihrem Beschlusse der Entsetzung des Predigers keine weitere Folge zu geben. Von jetzt an nimmt die Angelegenheit die eigenthüm-

liche Wendung, dass man im Lande selbst ausdrücklich von einer doppelten Souveränetät und zwei verschiedenen Organen derselben zu sprechen anfängt: Derjenigen des Fürsten, die in ihren gesetzlichen Schranken fortwährend anerkannt bleibt, tritt in den sogenannten fünf Staatskörpern[38]) eine zweite Souveränetät entgegen, die, auf ihrem schon vor der Uebertragung der Fürstenwürde an die preussischen Monarchen immer behaupteten Gebiete sich für unabhängig haltend, in Fällen des Konfliktes mit dem Landesfürsten nicht diesen, sondern Bern als den gemeinsamen Richter anerkennt. »Es ist — heisst es in einer von diesen fünf Staatskörpern unterzeichneten Denkschrift vom Jahr 1761 — allgemein bekannt, dass bei uns die Souveränetät im Staate ruht, eine Grundwahrheit, die durch verschiedene Aussprüche ihrer Exzellenzen von Bern geheiligt und durch den Staatsrath selbst anerkannt ist; eine Wahrheit, in welcher die fünf Staatskörper die vorzüglichste Schutzwehre des Landes finden und der hauptsächlich sein Friede in einer Zeit zu verdanken ist, in welcher dasselbe seinen erlauchten Landesfürsten mit Schmerz in einen grausamen Krieg verwickelt sieht. Wenn wiederholte und dringende Gegenvorstellungen unnütz und fruchtlos sind, wenn die Rückweisung derselben nur traurige Aussichten eröffnet, wenn die dringende Gefahr, wie man zu sagen pflegt, vor der Thür ist, was bleibt alsdann zu thun übrig? Nichts andres als, der harten Nothwendigkeit sich fügend, an seinen Richter zu gelangen.«

---

[38]) Diese sogenannten cinq corps d'État, bestehend aus der Klasse der Geistlichen und den Repräsentanten der Städte Neuenburg, Valangin, Landeron u. Boudry, und wol zu unterscheiden von den Audiences générales und den Trois États, nahmen eine eigenthümliche mehr demokratische Stellung ein. In der im Text angeführten Denkschrift wird gesagt, dass sie ihr Recht „auf eine im Jahr 1699 zwischen ihnen geschlossene Verbindung begründen, die unter Ermächtigung der Regierung statt gefunden habe, seither zu wiederholten malen erneuert und bestätigt worden sei, und durch welche dieselben die gegenseitige Verpflichtung eingegangen wären, die Freiheiten des Landes mit vereinter Macht aufrecht zu halten und zu schützen.“ Vrgl. oben S. 18 f. und auch *Roth* Neuenburgische Studien. 57 ff.

Dieses zu thun, den König wegen seines Eingriffes in die verfassungsmässigen Rechte der Compagnie des Pasteurs vor die Bernische Regierung als Schiedsrichterin zu zitiren, wurde denn auch von den fünf Staatskörpern einmüthig beschlossen, nachdem ein abermaliges Schreiben aus Neuenburg vom 18. Oktober eingetroffen war. Der König äussert sich in demselben dahin, dass, da in dem gegenwärtigen Augenblicke, wo Berlin vom Feinde besetzt sei, im dortigen Archive nicht nachgeschlagen werden könne, da ferner ein Theil der Staatsräthe von Neuenburg die letzteingesendete Berichterstattung nicht habe unterzeichnen wollen mit dem Beifügen, sie können den Ansichten ihrer Kollegen nicht zustimmen, so müsse er seinen letzten Entscheid noch vorbehalten. Vor der Hand verlange er die Gründe auch jener abweichenden Partei im Staatsrathe zu kennen, erneuere aber den Befehl an die Gesammtbehörde, weder die Entsetzung Petitpierre's noch die allfällige Wahl eines Nachfolgers desselben zu anerkennen, »da er nicht zulassen könne, dass von Seite der Geistlichen Eingriffe in sein Recht der Suprematie geschehen, und dieselbe sich eine unbeschränkte Unabhängigkeit anmasse, die ebenso sehr den Generalstatuten als dem Geiste der Religion widersprechen, welche dieselbe lehren sollte, den andern Staatsbürgern ein gutes Beispiel zu geben.«

Allein statt zu besänftigen reizte diese Erklärung. Jetzt wurde von der Compagnie des Pasteurs im Einverständniss mit den vier übrigen Staatskörpern sogleich zur Wahl eines Nachfolgers von Petitpierre geschritten; eine das Benehmen der Compagnie missbilligende Denkschrift des Staatsrathes Osterwald, diese Angelegenheit betreffend, in Beschlag genommen und ein andres wie Osterwald gesinntes Mitglied des Staatsrathes, Chaillet, im Stadtbürgerrechte von Neuenburg zeitweise eingestellt. Auf diese Schritte folgte ein letztes Schreiben des Königs vom 22. November nachstehenden Inhalts: »Wenn wir schon darüber erstaunt waren, dass ihr es so lange verschobet, uns die Gründe derjenigen unter euch mitzutheilen, die rücksichtlich der Angelegenheit von Lachauxdefonds abweichender Ansicht

aren, so wuchs dieses Erstaunen nicht wenig, als uns zu
hren kam, die vier Ministraux von Neuchatel hätten sich er-
ubt, auf die Exemplare einer diese Angelegenheit beleuchten-
en Denkschrift des Staatsrathes Osterwald Beschlag zu legen
nd den Staatsrath Chaillet in seinem Bürgerrecht einzustellen.
Vir sind weit entfernt, die öffentliche Bekanntmachung je-
er Denkschrift zu billigen; aber es steht Unterthanen nicht an,
egen unsre Beamten hart zu verfahren und ihr habt euch un-
er gerechtes Missfallen zugezogen, weil ihr so unerhörte Ein-
riffe in unser Hoheitsrecht mit Gleichgültigkeit hingehen liesset.
Vir befehlen euch daher alles Ernstes, nicht nur den verlang-
en Bericht zu beschleunigen, sondern sogleich die wirksamsten
lassregeln zu ergreifen, um die vier Ministraux zu nöthigen,
ie in Beschlag genommenen Exemplare der Denkschrift euch
uszuliefern und die Einstellung des Herrn Chaillet im Bürger-
echte zu widerrufen. Da wir denn ferner ebenfalls vernehmen,
ass die fünf Staatskörper beschlossen haben, uns durch einen
n unser Schloss angeschlagenen Aufruf nach Bern zu zitiren, so
offen wir, dass ihr im Stande sein werdet, ein solches Unter-
ehmen, welches die nachtheiligsten Folgen haben müsste, zu
erhindern, um so mehr als es eure Schuld ist, dass wir in der
ngelegenheit von Lachauxdefonds nicht früher unser Schluss-
ort aussprechen konnten. Es lag nie in unsern Absichten, den
eneralstatuten zuwider zu handeln; aber um unsern eigenen
tzten Entscheid fassen zu können, mussten wir selbst erst hin-
eichend unterrichtet sein«[39]).

Dieser königlichen Abmahnung ungeachtet hatten indessen
ie fünf Körperschaften in der That sich an die Regierung von
ern gewendet, welche ihnen mit vieler Staatsklugheit den Rath
rtheilte, es nicht zu einem förmlichen Spruche kommen zu
issen, sondern lieber ruhige mit Dokumenten begleitete Vor-
ellungen an den König selbst zu richten, welcher nur durch

---

[39]) S. darüber Mémoire historique et raisonné tendant à légitimer
i conduite, que la Compagnie des Pasteurs a tenue dans l'affaire con-
ernant Mr. *Petitpierre*, wo auch die sämmtlichen angeführten könig-
chen Schreiben und übrigen Aktenstücke sich finden.

voreiliges Handeln und trotzigen Widerstand mit Recht erbittert, eine bescheidene Sprache gewiss anhören und sobald er selbst vollständig unterrichtet sei, die Freiheiten des Landes auch achten werde. Es scheint, dass auch Bern selbst nunmehr in vermittelndem Sinne beim Könige einschritt und diese Bemühungen desselben wurden erleichtert durch die im Februar 1762 nach dreijähriger Abwesenheit in Schottland erfolgte Rückkehr des früher bei den Neuenburgern nicht unbeliebten Gouverneurs Keith (Lord Marschall genannt). Das Recht der Compagnie des Pasteurs ward stillschweigend anerkannt, indem Petitpierre entsetzt blieb, doch wurde derselbe durch die fortwährend für ihn sich erklärende öffentliche Meinung der freisinnigern entschädigt. Noch dauerte es indessen längere Zeit bis auch der Kampf der Flugschriften erlosch und aus den Gemüthern der heftigsten Streiter beider Parteien die letzte Bitterkeit wieder gewichen war[40].

Verwickelter und folgereicher stellt sich dann aber ein andrer Konflikt dar, der, in seinen ersten Keimen bereits 1748 vorhanden, wenige Jahre nach der Angelegenheit mit Petitpierre zum wirklichen Ausbruche kam, der Kampf nämlich des Königes mit den Neuenburgern, die Art und Weise des Bezuges seiner Einkünfte betreffend. Es ist dieser unstreitig bedeutungsvolle Moment der Landesgeschichte in *Meyers von Knonau* Handbuch so übersichtlich, klar und befriedigend dargestellt und auch von *Monnard* in seiner Fortsetzung der Schweizergeschichte eine ähnliche durch Einzelnheiten und eingeflochtene charakteristische Züge noch erweiterte Darstellung geliefert worden, dass ich die allgemeine Kenntniss des Herganges wol voraussetzen und für meinen Zweck mich vorzüglich darauf beschränken darf, nachzuweisen, wie auch bei diesem Konflikte vom Könige einer- und von den Landeseinwohnern anderseits, auch von Bern und seinen Eidgenossen das konstitutionelle und Rechtsverhältniss Neuenburgs aufgefasst und welches das Schlussergebniss für Entscheidung der Streitpunkte gewesen sei.

---

[40]) *Monnard* Fortsetzung *Müllers* II. 240 der deutschen Uebersetzung.

So wenig es Friedrich II. im Allgemeinen an Scharfblick, an Liberalität der Gesinnung und an jener Selbstbeherrschung gebrach, die auch dem mächtigsten Monarchen, will er nicht ein verhasster Despote werden, unentbehrlich ist, so brachte es denn doch die Natur des preussischen Staates, der auf militärischer Grundlage ruhte und wo die Fürstenmacht hergebrachter Weise eine durchaus absolute war, von selbst mit sich, dass der König gewohnt war, bei durchgreifenden Massregeln, die er im Interesse seines Gesammtstaates für nothwendig hielt, unbedingten Gehorsam zu fordern und auch zu finden. Die schwierige Lage, in die er in Folge seiner Plane für Machterweiterung und höhere Stellung im europäischen Staatenvereine sich demselben gegenüber versetzt sah, machte die möglichste Steigerung der Staatseinkünfte zu einem Hauptbedürfniss. Die Gewohnheit des Königs, überall selbst zu untersuchen und alles persönlich zu leiten, liess ihn denjenigen administrativen Systemen den Vorzug ertheilen, deren Mechanismus eine möglichst schnelle und leichte Uebersicht und eine rasche Vollziehung erlaubte. Dahin gehörte nun auch im Finanzwesen das System der Verpachtung. Friedrich mochte den Willen gehabt haben, er mochte auch glauben, durch die gesetzlichen Bestimmungen, an welche die Pächter sich zu halten verpflichtet waren, seinen Unterthanen genugsamen Schutz gegen Willkür und Plackereien derselben verschafft zu haben; allein es ist bekannt, dass schon in den ältesten Zeiten auf diesem System und der in Folge desselben erforderlichen Beamtenklasse Verdacht und Volkshass ruhten und auch im preussischen Staate, so sehr man sich an Gehorsam und Unterwerfung gewöhnt war, sahen die Einwohner dessen Einführung mit Missvergnügen und Besorgniss. Um so mehr musste dieses in Neuenburg der Fall sein. Gerade was Friedrich auf dem eingeschlagenen Wege hauptsächlich zu erreichen suchte, die Gleichmässigkeit des Betrages seiner Jahreseinkünfte, die es ihm möglich machte, die Staatseinnahmen und Ausgaben zum voraus mit Sicherheit zu berechnen, konnte in derjenigen Weise wie in Neuenburg bisher die Abgaben bezogen worden waren, unmöglich erhalten werden. Der grössere

oder geringere Ertrag derselben wurde nämlich durch die jeweilige Fruchtbarkeit des betreffenden Jahres bestimmt. Es war erlaubt, die Lieferungen in natura zu leisten, oder dann nach einem für jedes Jahr besonders bestimmten Durchschnittsfuss. Diese letztere Einrichtung, deren Name l'abri schon auf ihre Bestimmung, die Steuerpflichtigen gegen jede Willkür zu schützen, hindeutete[41], wurde von den Neuenburgern, als eines ihrer werthvollsten Gewohnheitsrechte gehütet. Zwar konnten sie sich für dasselbe auf keine geschriebene Urkunde berufen; aber durch die früher mitgetheilte Eidesformel hatte der König sich verpflichtet, »die Freiheiten, Rechte, die alten und guten Gewohnheiten der Neuenburger, deren sie anerkannter Weise seit frühern Zeiten genossen haben, sie seien schriftlich aufgezeichnet, oder nicht, zu achten und aufrecht zu halten.« Die Frage stellte sich daher lediglich so, ob unter diesen unangreifbaren Gewohnheitsrechten auch die Art und Weise des Bezuges der Abgaben verstanden sei oder nicht." Da vom Könige dieselbe ebenso beharrlich verneint, wie von den Neuenburgern bejahet wurde, so musste die Angelegenheit wieder an einen Schiedsrichter oder Vermittler gelangen und dieses Mal war es Friedrich, der, nachdem im Januar 1767 die Bürgerversammlung von Neuenburg beschlossen hatte, diejenigen vom Bürgerrechte auszuschliessen, welche, der Aufforderung der vom Könige in's Land gesendeten Kommissäre Gehör gebend, Pachtungen oder Bürgschaft für solche übernehmen würden, durch einen dieser Bevollmächtigten, von Derschau, einen Prozess gegen die Stadt Neuenburg beim Rathe zu Bern anhängig machen liess, auch den Venner Osterwald, der in dieser Angelegenheit für die Rechte der Neuenburger besonders thätig gewesen war, entsetzte und zwei andere Mitglieder des Staatsrathes in ihrem Amt einstellte.

Die schiedsrichterliche Stellung, welche die Regierung von Bern in diesem Prozess einzunehmen berufen war, hatte ihre

---

41) „Ce nom d'abri vient de ce que le prix fixe des grains mettait ler contribuables à l'abri des vexations des receveurs." *Guinand.*

Grundlage in dem doppelten Bürgerrechte, welches dem zweiten Abschnitte dieser Darstellung zufolge Bern den 23. April 1406 sowol mit dem damaligen Grafen, als mit der Stadt Neuenburg auf ewige Zeiten geschlossen hatte. Da indessen das Bürgerrecht nur die Stadt, die übrigen Gemeinden des Fürstenthums hingegen nicht, berührte, so wollte diese über diejenigen Punkte, welche das ganze Land betrafen, vor dem Schiedsrichter sich nicht einlassen und auch die andern Körperschaften des Staates und Gemeinden verwahrten sich gegen Verletzung ihrer Rechte.

Allein eben diese Körperschaften hatten dadurch, dass sie, vertreten freilich hauptsächlich durch die Stadt Neuenburg, den König in der Angelegenheit von Petitpierre ebenfalls nach Bern zitirt hatten, diesem die kräftigsten Waffen gegen sich in die Hände gegeben, wesshalb auch derselbe seinem Advokaten vor dem Rathe von Bern den Auftrag ertheilte, der Protestationen ungeachtet mit allem Nachdrucke den Prozess daselbst durchzuführen.

So wurde denn abermals Bern der Schauplatz, auf welchem dieser Konflikt seine keineswegs leichte Entwicklung finden sollte. Die schiedsrichterliche Regierung hatte dabei auch ihre eigenen Verhältnisse in's Auge zu fassen. Es ist bekannt, dass Friedrich der Grosse schon während des siebenjährigen Krieges die Sympathien der reformirten Eidgenossenschaft und besonders Berns für sich hatte. Auch der König empfand Zuneigung für Bern und hatte eine gute Meinung von dessen Staatsklugheit. Aus seiner Schule war der Generalmajor Lentulus hervorgegangen, der nach dem Kriege in seine Vaterstadt zurückgekehrt, gerade damals im Jahr 1767 für eine verbesserte Einrichtung und Instruktion des Bernischen Kriegswesens thätig war. Mit Friedrich[42]) glaubte auch die Berner-Regierung in

[42]) In den *Dialogues des morts* (Choiseul, Struensee und Sokrates) lässt *Friedrich* den erstern sagen: D'un autre côté j'excitais les Neuchatelois à se revolter contre le roi de Prusse pour donner à cet esprit inquiet de l'occupation chez lui.

den Neuenburgischen Wirren die Hand des französischen Ministers Choiseul zu spüren. In der That befand sich damals als geheimer Agent desselben ein Baron von Tott im Fürstenthum, dessen vom Dezember 1766 datirte Verhaltungsbefehle ihn anwiesen »sich als Privatmann nach Neuenburg zu begeben, als Ursache seines Aufenthaltes persönliche Beweggründe, Handelsangelegenheiten, naturwissenschaftliche Studien, oder was er für das geeigneteste halte, anzugeben, um Verdacht zu vermeiden Reisen nach verschiedenen Gegenden der Schweiz zu unternehmen; dann aber sich alle Mühe zu geben, um zu erfahren, ob die Neuenburger bei einem Befreiungsversuche von preussischer Herrschaft Hülfe von den schweizerischen Kantonen erwarten dürften, ob vielleicht Hoffnung für einen französischen Prinzen vorhanden wäre, oder ob sie, wenn ihre Befreiung gelänge, einen unabhängigen gemässigt aristokratischen Freistaat bilden wollten, der sich unter die Garantie und den Schutz des französischen Königes stellen könnte. Er sollte sich auch in den Familien der verschiedenen Parteien Zutritt verschaffen und wo möglich die Leute mit dem Gedanken an einen französischen Prinzen vertraut machen, bei Abneigung dagegen mit demjenigen einer völligen Befreiung«[43]).

Allein gerade die Umtriebe dieses Agenten, von denen in den zahlreichen über jene Angelegenheit erschienenen Schriften mehrfache Spuren zu finden sind, scheinen in Bern Misstrauen auch gegen die Absichten der Neuenburger selbst geweckt zu haben und dienten auf jeden Fall der Sache des Königs. Sein Bevollmächtigter Derschau fand mit den eingereichten Klagen Gehör bei dem Rathe von Bern. Der Prozess wurde eingeleitet und nahm eine den Neuenburgern unerwartete Wendung, da der königliche Advokat Gaudot, ein Mann, der von seinen Landsleuten früher als einer der kräftigsten Vertheidiger ihrer Freiheiten geehrt worden war, nun ganz für das königliche Interesse gewonnen, mit allen Waffen, die ihm Gewandtheit

[43]) *Monnard* Fortsetzung der Schweizergesch. II. 254 der deutschen Uebersetzung.

und Kenntniss der Landesverhältnisse an die Hand geben, sie angriff.

Da indessen Neuenburg nicht bloss mit Bern, sondern auch mit Luzern, Freiburg und Solothurn in Burgrechten stand, diese drei katholischen Stände aber keineswegs Berns Interesse für den König von Preussen theilten, so sah sich dasselbe diesen gegenüber zu einem möglichst vorsichtigen Benehmen genöthigt. Es wurde dessnahen den drei Ständen von dem in erster Instanz vom kleinen Rathe gefällten und dann vom grossen Rathe bestätigten Urtheil Kenntniss gegeben und zugleich darzuthun gesucht, dass Bern bei beharrlichem Widerstande der Neuenburger nöthigenfalls dasselbe auch mit Waffenmacht durchzuführen durchaus in seinem Rechte sei. Zu diesem Widerstand waren mittlerweile die Neuenburger von Freiburg aus heimlich ermuthigt worden und hatten auch ihrerseits sich an Zürich, als den eidgenössischen Vorort, mit der Bitte um Einleitung einer Vermittlung gewendet, ein Ansuchen, welches indessen der geheime Rath dieses Standes glaubte von der Hand weisen zu müssen. Stärker drang nunmehr Derschau in die Regierung von Bern, ihrem Spruche in Neuenburg Anerkennung zu verschaffen, indem, wie er beifügte, »die Würde des Königs es nicht länger dulden könne, dass der Magistrat einer Munizipalstadt, die nur immer Unruhen in ihrem Schoosse nähre, fortwährend die Achtung gegen J. M. und deren Hoheitsrechte verletze.« Noch versuchten es die Neuenburger wenigstens gegen einige der Artikel des Bernischen Spruches mit Protestation einzukommen; allein jetzt rief die Regierung Berns, ungehindert von den katholischen Ständen, die in Rücksicht auf das von ihnen einzuschlagende Verfahren unter einander selbst nicht einig werden konnten, 9000 Mann unter Waffen und übertrug ihren Oberbefehl dem General Lentulus. Dieses hatte die rasche Einsendung einer Unterwerfungsakte der Stadt Neuenburg zur Folge, ein Schritt, den indessen die übrigen Gemeinden als voreilig missbilligten.

Auch bei dem grössern Theile der Stadtbürgerschaft dauerte die Gährung fort, und als jetzt derjenige Mann, welchem die

Neuenburger die für sie ungünstige Wendung der Dinge hauptsächlich zuschreiben zu müssen glauben, der General-Advokat Gaudot persönlich nach Neuenburg zurückkehrte und gegen Derschau's Warnung seine eigenthümliche Wohnung bezog, brach die Volkswuth los und es erfolgte jene in den genannten Darstellungen bereits geschilderte Ermordung desselben, sowie die Plünderung und Zerstörung seiner Wohnung. Sogleich gab Derschau von dieser Frevelthat den vier Schirmorten Kenntniss und verlangte zu Herstellung der Ruhe, wofür die Stadtobrigkeit von Neuenburg nicht Kräfte genug besitze, bewaffneten Zuzug. Auf einer alsobald nach Bern einberufenen Konferenz derselben wurde dieser nach einigem Widerstande Luzerns und Freiburgs bewilligt. Ein zusammengesetztes Korps von 600 Mann erschien im Fürstenthum, während eine zahlreichere Reserve an der Grenze aufgestellt blieb. Die Hauptthäter waren entflohen.

Den einrückenden Truppen, denen Repräsentanten der vier Schirmorte folgten, war die Zusicherung vorhergegangen, dass die bewaffnete Macht mit sorgfältiger Achtung der Freiheiten Neuenburgs nur zur Herstellung der Ordnung, zum Schutze des verfassungsmässigen Gerichtsstandes und im Einverständniss mit den eidgenössischen Abgeordneten verwendet werden solle. Diese letztern verlegten, um ruhiger als in dem aufgeregten Neuenburg das ihnen übertragene Vermittlungswerk durchführen zu können, ihre Konferenzen nach Murten, und die Stadt, von ihnen nicht ohne Grund mehr Schonung als von dem auf schwere Genugthuung dringenden Derschau erwartend, sendete die Erklärung ein, dass sie jedem Spruche derselben sich zum voraus unterwerfe. Unterdessen war in der Stadt selbst durch den kleinen Rath als das zuständige Gericht über eine Anzahl Entwichener das Todesurtheil ausgesprochen und an den Bildnissen derselben vollzogen worden, über etliche andre die Verbannung; einige der im Lande Zurückgebliebenen wurden mit Bussen belegt. Dagegen hatte die eidgenössische Konferenz die von Derschau geforderte Entwaffnung der Stadt auf die Dauer von sechs Monaten beschränkt und die ebenfalls verlangte feierliche Abbitte

der vier Ministraux und des Stadtrathes in einer Weise angeordnet, dass das Ehrgefühl dieser Magistratspersonen möglichst geschont ward. Die Wittwe Gaudot's musste entschädigt werden, allein bei Berechnung der übrigen geforderten Kosten verwendeten sich die Mitglieder der Konferenz ebenfalls für Ermässigung. Nach diesem wurde die Besatzung sogleich zurückgezogen.

Der König billigte seinerseits dieses schonende Verfahren und wünschte selbst eine möglichst versöhnliche Beendigung des unseligen Konfliktes. Er rief Derschau zurück, gab den Neuenburgern statt des verhassten Vizegouverneurs Michel zum wirklichen Gouverneur den General Lentulus, dem ein bessrer Ruf vorherging und welcher dann 1768, unter glänzenden Festlichkeiten empfangen, seinen Einzug hielt.

Bald indessen erkannte Lentulus, dass es zu völliger Herstellung des Friedens und Sicherung desselben auch für die Zukunft noch einer genauen und urkundlichen Erläuterung derjenigen Punkte des Vertrages zwischen Fürst und Volk bedürfe, deren ungleiche Deutung den Konflikt eben herbeigeführt hatte. Er bediente sich für diesen Zweck des Beistandes eines waadtländischen Rechtsgelehrten, des Professors Clavel de Brenles, den ebenso Charakter wie Sachkenntniss für dieses Werk eigneten. Es kam der Entwurf einer sogenannten Pazifikation zu Stande, welcher sowol den Staatskörperschaften, als der Generalversammlung der Bürger von Neuenburg vorgelegt und einhellig von denselben genehmigt ward, auch unmittelbar nachher die königliche Bestätigung erhielt. Zufolge dessen sollte der Abri, wo er bestand, hergestellt werden, hingegen der König rücksichtlich der Art, wie er seine andern Einkünfte beziehen wolle, insofern dem Lande dadurch keine neue Last aufgelegt werde, frei sein. Beamte sollen nicht willkürlich, sondern nur nach vorhergegangener Untersuchung durch den Staatsrath unter Bestätigung des Königs entsetzt werden dürfen. Den Staatskörperschaften, sowie den Gemeinden wird das Recht sich zu versammeln eingeräumt; doch haben sie der Regierung zuvor Kenntniss von dem Gegenstande der Verhandlungen zu geben.

Die Jagd wird allen Einwohnern frei gegeben mit Vorbehalt der besondern Rechte einiger Gemeinden und unter Beobachtung der betreffenden Polizeiordnung. Durch zwei das besondere Verhältniss der Stadt Neuenburg zur königlichen Regierung betreffende Zusatz-Artikel wird dann noch das Verfahren bei allfälligem Ausbruche von Unruhen geordnet, in Folge dessen der Staatsrath erst dann einzuschreiten und entweder die Militz des Landes aufzubieten oder eidgenössischen Beistand anzurufen das Recht erhält, wenn die Stadtbehörden selbst ausser Stande sind, zur Aufrechthaltung der Ordnung die nöthige Kraft zu entfalten.

Bedenkt man, dass gerade damals, sechs Jahre nach beendigtem siebenjährigem Kriege, Friedrich II. sich auf dem Gipfel seiner Macht und seines Ruhmes befand, dass er, in seinem unmittelbaren Gebiete an völlig unumschränkte Handlungsweise gewöhnt, hier hingegen in der Streitsache wegen Petitpierre förmlich unterlegen war und im eben erwähnten Konflikte sich zu einem seinen Willen so bedeutend beschränkenden Vertrage hatte bequemen müssen, dass er gerade in denselben Jahren sich ausser Stande befand, die Misshandlung Rousseau's durch die von ihrem Prediger aufgeregte Gemeine Motiers im Val de Travers zu bestrafen und dem Verfolgten in seinem Fürstenthum einen ungekränkten Aufenthalt zu sichern, so wird man hierin einen neuen Beweis für die eigenthümlichen Verfassungs-Verhältnisse dieses Landes finden, in Folge welcher demselben wol ebenso viel Antheil an der Souveränetät zukam, als seinem Fürsten. Friedrich selbst äussert sich darüber in einem Schreiben an Voltaire vom 24. September 1771 in nachstehender Weise: »Ein Mann, der durch seine Werke die Erde lange unterrichtet hat, kann als Lehrer des menschlichen Geschlechtes angesehen werden und folglich Rath bei allen Königen der Welt sein, diejenigen ausgenommen, die nichts zu befehlen haben. In diesem Falle befinde ich mich zu Neuchatel, wo ich eben so viel Autorität habe, als der König von Schweden bei seinen Reichstagen oder soviel Gewalt als Stanislaus über seine sarmatische Anarchie. Wollte ich in Neuenburg jemanden zum Staats-

rath machen ohne Approbation der Synode, so setzte ich mich der Gefahr aus, Streit zu bekommen. Jean Jaques sollte in diesem Lande Schutz von mir haben; man verjagte ihn. Ich verlangte, man sollte einen gewissen Petitpierre nicht verfolgen, aber ich konnte nichts ausrichten und bin also gezwungen, Ihnen das erniedrigende Geständniss zu machen, dass ich ohnmächtig bin. Ich habe in diesem Lande das Mittel nicht ergreifen wollen, dessen sich der französische Hof bediente, die Parlamente gehorsam zu machen. Die Conventionen, auf welche das dortige Volk seine Freiheiten gründet, sind mir ehrwürdig und ich schliesse meine Macht in die Grenzen ein, die es selbst bestimmt hat, als es sich meinem Hause unterwarf.«

Gerade diese Selbstbeherrschung des grossen Mannes aber war es, durch die er sich, wenn nicht alle äussere gewünschte Macht, doch bald wieder diejenige über die Herzen der Neuenburger zu erringen wusste und während der letzten achtzehn Regierungsjahre Friedrichs blieb der innere Friede im Lande ungestört und das Verhätniss zwischen dem Fürsten und Volke ein durchaus freundliches; nach des Königs Tode aber traten in Neuenburg so viele Denkschriften, biographische Notizen, Gedächtnissreden zu seinem Lobe ans Tageslicht, dass deren vollständige Sammlung mehrere Bände füllt. Ja es schienen in den letzten Dezennien des achtzehnten Jahrhunderts Friedrichs Ansichten über Oeffentlichkeit, Denk- und Schreibfreiheit selbst in der Hauptstadt sich Bahn zu brechen, indem in derselben aus Mitgliedern der angesehensten Familien eine typographische Gesellschaft sich bildete, bei welcher selbst der Censor, der Venner Osterwald, interessirt war und aus deren Pressen nunmehr ungehindert die Schriften des früher verfolgten Rousseau hervorgingen, sodann auch andere damals theilweise noch verbotene oder ungerne gesehene Werke, was freilich später in Folge der Auflösung der Gesellschaft und Uebergang der Handlung an einen Verleger von entgegengesetzter Denkart sich wieder änderte.

Als dann in Folge der Genfer Ereignisse vom Jahr 1782 eine bedeutende Zahl von dort verwiesener oder flüchtiger Demokra-

ten in den gewerbreichen Berggemeinden Locle und Lachauxdefonds, vorzüglich in der letztern, sich niederliess, so trug dieses nicht wenig dazu bei, den Grundsätzen der bald hernach ausbrechenden französisischen Revolution um so leichtern Eingang in jenen Gegenden zu eröffnen. Anderseits nahm in der Huuptstadt eine nicht unbedeutende Zahl französischer Ausgewanderter ihren einstweiligen Aufenthalt. Wenn nun auch durch eine mehr von Fremden als von Einheimischen herstammende Parteithätigkeit das Land einige Jahre hindurch in Aufregung erhalten und vorzüglich in Lachauxdefonds ein eitles Spiel mit rothen Mützen, Freiheitsbäumen und Tänzen um dieselben getrieben, ja sogar am Namensfeste des Königs nach einem denselben darstellenden Bilde durch einige Fanatiker geschossen ward[44], so waltete denn doch bei der Mehrheit der Bevölkerung noch so viel gesunder Sinn, dass der Ausdruck allgemeiner Missbilligung solcher Scenen sich immer lebhafter hören liess, und im Spätjahr 1793 ein in allen Gemeinden zahlreiche Anhänger gewinnender Verein zu Aufrechthaltung der bestehenden Verfassung sich bildete, dem selbst die Mehrheit der Bürger von Lachauxdefonds beitrat, und dieses dem Staatsrathe in einer Zuschrift kund that[45], die ganz den eigenthümlichen Charakter dieses Bergvolkes trägt, und der daher hier einige Bruchstücke enthoben werden sollen: »Welches auch«, heisst es in derselben, »die Beweggründe gewesen sein mögen, aus denen die verschiedenartigen Demonstrationen hervorgingen, welche wir uns erlaubten, unsre Absichten waren rein. Es freute uns die Franzosen auf dem Wege zur Freiheit zu erblicken. Wir wünschten auch sie des Glückes theilhaft zu sehen, welches wir unsern eigenen Vorvätern verdanken und wir suchten ihnen wirklich das Interesse, das wir an ihrem Schicksale nehmen, zu zeigen. Unterdessen so rein auch der Wille war, so anerkennen wir offen und ohne alle Verstellung, dass wir in der Weise, wie wir unsere Gesinnung darzuthun suchten, gefehlt,

---

[44]) *Guinand* Fragmens. 179.

[45]) Zürch. Stadtbibliothek. Gall. XXXI. 589.

dass wir zu Auftritten Veranlassung gegeben haben, die wir weit entfernt waren, vorherzusehen und die wir aufrichtig bereuen. Wir missbilligen jene unbesonnenen Demonstrationen, indem wir wol einsehen, dass sie uns verdächtig machen mussten. Dieser offenen Erklärung fügen wir unser politisches Glaubensbekenntniss bei: Wir lieben unsre Verfassung, der wir unser Glück zu verdanken haben. Wir sind unserm Fürsten, wie unserm Vaterlande treu ergeben. Es ist dieses die unveränderliche Gesinnung der Mehrheit der Bewohner von Lachauxdefonds, von der sie auch während der Zeit eines vorübergehenden Enthusiasmus für ihr Nachbarvolk nicht abwichen, und wenn es unter uns solche gab, die sich im Taumel durch wirklich verbrecherische Handlungen entehrten, so waren es meist Leute, die schon vor der französischen Revolution als unruhig, widersetzlich und ausschweifend bekannt waren, wofür die Akten unsrer Gerichtsbehörden hinreichenden Aufschluss geben und gegen die wir selbst die Strenge des Gesetzes anrufen würden, wenn solche Auftritte sich wiederholen sollten.«

Mittlerweile näherten sich mit dem Anfange des Jahres 1798 die Tage der Prüfung und des Kampfes auch für die Eidgenossenschaft. Der geheime Rath von Bern zum Widerstande gegen die französischen Forderungen entschlossen, setzte sich mit dem neuenburgischen Staatsrath über das gemeinsam zu beobachtende Verfahren in's Einverständniss. Von beiden Seiten ward es zweckmässiger gefunden, dass Neuenburg durch Erklärung seiner Neutralität einen bedeutenden Theil der schweizerischen Grenze sichere, als dass es seine Milizen mit denjenigen Berns zum Kampfe vereine. So entging das Land dem Schicksale, welches die übrige Eidgenossenschaft betraf, trat nicht ein in die neugegründete helvetische Republik, sondern blieb sich selbst und der Fürsorge seines Fürsten überlassen. Da Preussen seit dem Baslerfrieden von 1795 keinen fernern Theil an dem Kriege gegen Frankreich genommen hatte, so durften die Bewohner Neuenburgs um so eher hoffen, unter dem Schutze ihres Fürsten sich der äussern und innern Ruhe, welche sie damals genossen, noch auf eine längere Dauer erfreuen zu können. Allein

gegen das Ende des Jahres 1805 nahm die Politik Preussens, das bis dahin in den Kämpfen zwischen Frankreich und Oestreich anhaltende Neutralität beobachtet hatte, eine eigenthümliche Wendung. Der Besuch Kaiser Alexanders am preussischen Hofe hatte den Abschluss des Potsdamer Vertrages vom 3. November zur Folge, nach welchem die in Schlesien stehenden preussischen Truppen den zur Unterstützung Oestreichs in Mähren einrückenden Russen sich anschliessen und gleichzeitig die Franzosen durch zwei andre preussische Heere am Main und am Niederrhein angegriffen werden sollten, als Napoleon, der sich verzögernden Ausführung dieser Beschlüsse zuvorkommend, durch den Sieg bei Austerlitz vom 2. December der kaum entstandenen Coalition ein plötzliches Ende machte, worauf schon den 26. December der Pressburger Friede geschlossen ward. In Berlin aber trat ein rascher Systemwechsel ein. Der in den bessten neuern Darstellungen dieser Periode, vorzüglich in dem Leben des Ministers von Stein hinreichend geschilderte Graf von Haugwitz wurde nach Paris gesendet, und arbeitete nun aus allen Kräften auf das engste Anschliessen Preussens an den übermüthigen Gegner hin, den es so eben noch in Verbindung mit Russland zu besiegen gehofft hatte. Es gehört nicht zu meiner Aufgabe, den wenig ehrenvollen Gang dieser Verhandlungen im Einzelnen zu verfolgen[46]. Täuschende Aeusserungen auf Machtvergrösserung wurden Preussen eröffnet, bis das Netz gesponnen war, worin man dasselbe um so sichrer zu fangen hoffte. Für Ueberlassung des von Napoleon England weggenommenen Hanovers, durch dessen spätere Besitznahme der Berlinerhof eine englische Kriegserklärung sich zuzog, wurde von demselben die Abtretung von Anspach, Cleve, der Festung Wesel und Neuenburg gefordert, dabei dann aber anscheinend, freilich nicht ausdrücklich, in die Begründung eines dem eben gestifteten Rheinbunde an die Seite tretenden norddeutschen

[46]) S. darüber: *Schmidt* Preussens deutsche Politik. Berlin 1850 und dessen Geschichte der preussisch-deutschen Unionsbestrebungen. Berlin 1851.

Staatenbundes mit einem preussischen Kaiser an der Spitze gewilligt. Während Preussen, um diesen Zweck zu erreichen, mit den übrigen norddeutschen Staaten zu unterhandeln begann, wurde in Paris den 15. Februar jener Abtretungsvertrag geschlossen, und hierauf unterm 28. desselben Monats das nachstehende von Friedrich Wilhelm III. und den Ministern von Reck und Baron Hardenberg unterzeichnete Rescript an den neuenburgischen Staatsrath erlassen[47]. »Unsern Lieben und Getreuen Gruss! Die väterliche Zuneigung, die Wir seit Unsrer Thronbesteigung bei allen Gelegenheiten Uns haben angelegen sein lassen, dem Lande von Neuenburg und Valangin zu bezeugen, wird Euch von Unsern Empfindungen beim Erlasse der gegenwärtigen Zuschrift urtheilen lassen. Sie ist bestimmt, Euch eine Veränderung anzukündigen, welche die Umstände unausweichlich machen. Erwägungen von der höchsten Wichtigkeit, geschöpft aus dem innigsten Interesse Unsrer ganzen Monarchie haben Uns die Verbindlichkeit auferlegt, Unsre Einwilligung zu ertheilen, dass die Sorge für das künftige Glück dieser Staaten in die Hände Sr. Maj. des Kaisers von Frankreich übergeben werde. Wie sehr es auch in Unsern Wünschen läge, noch fernerhin daran selbst zu arbeiten und welchen tiefen Schmerz Wir auch empfinden, Uns von den achtungswürdigen Bürgern, deren Edelsinn und Anhänglichkeit Wir stets so hoch zu schätzen wussten, zu trennen, so konnten Wir Uns doch nicht verhehlen, wie sehr diese freiwillige Resignation für Euch dem Loos eines eroberten Landes, mit welchem Ihr unter andern Verhältnissen bedroht waret, vorzuziehen sei. Da übrigens die Entfernung, in welcher sich Euer Land durch seine geographische Lage von dem Mittelpunkte Unsrer Staaten befindet, Uns nicht erlaubte, dasselbe eines unmittelbaren und hinreichenden Schutzes geniessen zu lassen, und da diese Lage es nothwendiger Weise sowol für seine Nahrungsmittel, als für seine Kultur-, Handels- und Industrie-Verhältnisse von dem französischen Reiche abhängig

[47]) Nach der deutschen Uebersetzung in der *allgemeinen Zeitung* Jahrgang 1806. No. 81.

macht, so sollten wir denken, dass die engern Bande, die es mit diesem Reiche verbinden werden, für dasselbe zu einer neuen Quelle von Wohlsein und Wohlstand werden können. Auch ist Unsre Absicht, demselben soviel von Uns abhangen wird, durch Unsre Vermittlung und guten Dienste bei der französischen Regierung soviele Vortheile zuzusichern, als es verlangen kann. Ihr könnet überzeugt sein, und wir tragen Euch auf, es zu erklären, dass Wir stets an diesem Lande und an seinen Einwohnern ein lebhaftes und aufrichtiges Interesse nehmen werden und dass das Andenken an ihre Ergebenheit und Treue in Unserm Herzen nie erlöschen wird. Die Weisheit des mächtigen Souveräns, welchem ihr Schicksal übergeben ist, erlaubt Uns, mit aller Zuversicht die Erhörung der Wünsche, welche Wir für sie thun, zu hoffen. Wir haben Unsern Kammerherrn und ausserordentlichen Gesandten bei der Eidgenossenschaft, den Herrn Baron Chambrier d'Oleyre ernannt, um Unserseits und in der Eigenschaft eines königlichen Kommissärs die Uebergabe dieser Provinz an denjenigen zu besorgen, den S. Maj. der Kaiser der Franzosen erwählt haben wird, um von derselben Besitz zu nehmen. Er ist in dieser Beziehung mit den nöthigen Vollmachten versehen und Wir haben ihm gleichfalls Unsre Instruktionen rücksichtlich der Finanzen ertheilt, in deren Hinsicht Wir es noch zu Herzen nehmen, den Unterthanen, von denen Wir Uns mit grossem Leidwesen trennen, einen letzten Beweis Unsrer Liebe und Unsers Verlangens Ihnen nützlich zu sein, zu geben. Wir sind versichert, dass Ihr den Herrn Baron Chambrier in allem, was von Euch abhangen wird, bei Vollziehung seines Auftrages unterstützen werdet. Er ist noch besonders beauftragt Euch und alle Staatsdiener des Eides zu entbinden, den sie Unserm Hause geleistet haben und Ihnen für den Eifer und die Treue, die sie Uns bewiesen haben, mit Versicherung der unveränderlichsten Gesinnungen der Theilnahme und des Wohlwollens, auf welche sie stets von Unsrer Seite zählen können, zu danken. Womit Wir Gott bitten, dass er Euch in seine heilige und gnädige Obhut nehme.«

Den 9. März wurde diese Erklärung im neuenburgischen

Staatsrathe verlesen und noch am nämlichen Tage erliess derselbe eine »die Empfindungen seines Schmerzes ausdrückende« Zuschrift an den König von Preussen und eine zweite an den französischen Kaiser, die denselben seiner Ergebenheit versicherte. Weder das neuenburgische Volk noch dessen Stellvertreter wurden um ihre Zustimmung zu diesen Veränderungen befragt. Die Jahrhunderte hindurch behaupteten, von seinen Regenten selbst gewährleisteten Rechte desselben schienen erloschen.

.IV. Neuenburg Fürstenthum unter Berthier.

Den 18. März rückten unter dem General Oudinot ungefähr 2500 Mann französischer Truppen in Neuenburg ein und es ward nachstehende kurze Proklamation dieses Befehlshabers angeschlagen: »Im Namen Sr. Maj. des Kaisers und Königs meines Souveräns komme ich, von dem Fürstenthum Neuchatel, welches der König von Preussen ihm abgetreten hat, Besitz zu nehmen. Die Truppen unter meinen Befehlen werden strenge Mannszucht halten, hingegen werden sie auch von den Einwohnern mit denjenigen Gefühlen empfangen werden, welche sie ihnen schuldig sind.« Zwei Tage später wurden hierauf im ganzen Fürstenthum alle schon früher vorhandenen und zahlreich in den neuesten Tagen noch eingeschmuggelten englischen Waaren in Beschlag genommen und noch zwei Tage später erschien eine ganz kurze Erklärnng Chambrier's, durch welche er die Neuenburger ihres Eides gegen den König von Preussen entband, worauf noch am nämlichen Morgen der Staatsrath zwischen den Reihen französischen Militärs und unter Kanonendonner und dem Geläut aller Glocken auf's Schloss zog, dem französischen Kaiser den Eid der Treue leistete und von nun an mit der nämlichen Dienstergebenheit jede Regung des Missvergnügens über die französische Herrschaft darnieder hielt, womit er unmittelbar vorher diejenigen über die preussische danieder gehalten hatte. Der Eidgenossenschaft aber wurde von Chambrier durch wenige Zeilen ganz einfach von der eingetretenen Veränderung Kenntniss gegeben.

Von Napoleon selbst waren die Neuenburger einer unmittelbaren Zuschrift oder Erklärung nicht gewürdigt worden. Von Anerkennung oder Bestätigung ihrer Freiheiten war keine Rede. Schon den 30. März fand die Uebergabe des Fürstenthums an Berthier durch nachfolgendes Manifest statt[48]:

»Napoleon durch die Gnade Gottes und die Verfassungen Kaiser der Franzosen und König von Italien dem gegenwärtigen und künftigen Geschlechte Unsern Gruss. Gesinnet Unserm Vetter dem Marschall Berthier, Unserm Grossjägermeister und Kriegsminister einen Beweis Unsers Wohlwollen szu geben für die Anhänglichkeit, die Treue und das Geschick, womit er Uns fortwährend seine Dienste geleistet hat, sind wir entschlossen, demselben zu übertragen, wie wir es denn auch durch gegenwärtigen Erlass in Wirklichkeit thun, das Fürstenthum Neuchatel nebst dem Titel eines Prinzen und Herzogs von Neuchatel, um es zu besitzen als sein volles Eigenthum, mit allen Rechten eines Souveräns (pour la posséder en toute propriété et souveraineté) so wie Uns dasselbe von Sr. Maj. dem Könige von Preussen abgetreten worden ist.

Es ist unsre Meinung, dass das genannte Fürstenthum seiner Zeit von ihm übergehe an seine männlichen legitimen und natürlichen Nachkommen nach der Folge der Erstgeburt (ses enfans mâles légitimes et naturels par ordre de primogéniture) wobei wir uns vorbehalten, wenn, was Gott verhüte, sein legitimer und natürlicher Mannesstamm erlöschen sollte, über das genannte Fürstenthum mit Beibehaltung des Titels und Ranges so zu verfügen, wie wir es für das Wohl unsrer Völker und das Interesse unsrer Krone gut finden würden.

Unser Vetter, der Marschall Berthier wird in seiner neuen Stellung eines Prinzen und Herzogs von Neuchatel in Unsre Hände den Eid ablegen, Uns als guter und treuer Unterthan zu dienen. Den nämlichen Eid werden bei jedem Regierungswechsel seine Nachfolger leisten. Wir zweifeln keineswegs, dass

48) *Moniteur* Jahrg. 1806. 1. Apr.

seine Gesinnung auch in diesen fortleben und dass sie Uns und Unsern Nachkommen mit der nämlichen Treue dienen werden.

Unser Volk von Neuchatel wird durch seinen Gehorsam gegen den neuen Souverän sich des besondern Schutzes würdig machen, den Wir demselben angedeiben zu lassen Willens sind.«

Acht Jahre verblieb nun Neuenburg unter Berthier's Herrschaft, der persönlich nie in's Land kam, hingegen einen Stellvertreter Namens Lespérut abordnete, der den bestehenden Staatsrath in seinen bisherigen Verrichtungen bestätigte, und zugleich die Verordnung des Fürsten überbrachte, dass am Gerichts- und Verwaltungswesen vor der Hand nichts geändert werden solle. Die Natur der Dinge brachte es mit sich, dass auf diese Weise der Staatsrath, mit Lespérut einig gehend, zur souveränen Behörde ward, welche, die Interessen des Fürsten wahrend und fördernd, von diesem hinwieder in ihrer Regierung geschützt und aufrecht gehalten wurde. Nie wurden während dieser Zeit weder die Abgeordneten der Gemeinden, noch diejenigen der Stände einberufen. Durch den Staatsrath unterrichtet, ersucht, oder angeregt, verkündigte der Fürst einfach seinen Willen durch zahlreiche Dekrete, aus seinen verschiedenen Hauptquartieren erlassen. Zu den wohlthätigsten derselben gehörten diejenigen, durch welche die Verbindung zwischen den verschiedenen Landestheilen erleichtert ward. Mit bedeutenden Kosten, die freilich theils den Gemeinden, theils aber auch dem Fürsten zufielen, wurden zahlreiche neue Strassen geschaffen.

Unmuthiger ertrugen die Neuenburger die Verpflichtung, ein für den Dienst Frankreichs errichtetes Bataillon stets in vollzähligem Stande zu erhalten, was bei den starken Menschenverlursten der französischen Armee besonders im russischen Feldzuge ohne Zwang durchaus nicht mehr möglich war. Auch die Abgaben hatten sich vermehrt. Nach Guinand's Angabe[49]) betrugen dieselben im Jahr 1805, dem letzten der preussischen Herrschaft, 99550 Franken; 1812 waren sie bereits auf 136,977 angestiegen.

[49]) Fragmens Neuchâtelois. 226.

Unter diesen Umständen schien, als nach der Schlacht bei Leipzig die Armeen der Allirten sich dem Rheine zu nähern begannen, das neuenburgische Volk einem muthmasslichen Wechsel der Dinge mit ziemlicher Gleichgültigkeit entgegenzusehen. Der Staatsrath seinerseits, noch unschlüssig über die Partie, die er zu ergreifen habe, ordnete mit dem Auftrage, Erleichterung der angekündigten Militärlasten zu suchen, drei seiner Mitglieder nach Basel ab, wo den 13. Januar 1814 die alliirten Monarchen ihren feierlichen Einzug gehalten hatten.

Muthmasslich waren jene Abgeordneten zugleich noch angewiesen, sich von der Lage der Dinge und den allfälligen Absichten Preussens nähere Kenntniss zu verschaffen.

In einer Zusammenkunft derselben mit ihrem Mitbürger, Herrn von Chambrier, bevollmächtigtem Minister des Königs bei der Eidgenossenschaft, die ebenfalls am 13ten statt fand, erfuhren sie von demselben, dass der König Neuenburg wieder an sich zu nehmen gedenke und dass er selbst zum provisorischen Gouverneur des Landes ernannt sei. In der That schrieb auch derselbe in dieser Eigenschaft bereits unterm 19. Januar an den eidgenössischen Vorort, um ihm den Wunsch für Wiederanknüpfung der ehemals bestandenen Verbindung Neuenburgs mit verschiedenen Kantonen und für Ausdehnung derselben auf die gesammte Eidgenossenschaft auszudrücken.

V. Herstellung der Verhältnisse zu Preussen und Eintritt als Kanton in die Eidgenossenschaft.

Den 25ten erschien daher in Neuenburg folgende Bekanntmachung[50]. »Wir Johann Peter Baron von Chambrier u. s. w., mit den Funktionen eines provisorischen Gouverneurs des Fürstenthums Neuenburg beauftragt, an die Bewohner des Fürstenthums. Der König hat sich erinnert an die vielen Beweise von Anhänglichkeit, die ihr sowol gegen seine Person, als gegen sein erlauchtes Haus an den Tag gelegt habt. Er will daher von neuem euch in die Zahl seiner getreuen und geliebten Un-

[50]) *Allg. Zeitung* Jahrg. 1814. No. 39.

terthanen aufnehmen. Er will auch jetzt wieder zu euerm Glücke wirksam sein. Beauftragt von Sr. Maj. in ihrem Namen von diesem Staate Besitz zu nehmen, ist es uns sehr angenehm, gegen unsre Mitbürger den väterlichen Gesinnungen unsers Fürsten Worte zu leihen, sowie wir auch gegen ihn die Wortführer eurer treuen und ergebenen Gesinnung sein werden. Ein Zwischenraum von acht Jahren hat diese in euern Herzen nicht zu schwächen vermocht. Während dieser Zeit hat die Vorsehung auf eine besondere Weise euch ihren Schutz angedeihen lassen und jene Krisis ward für die Neuenburger minder lästig, als für irgend ein Volk in Europa. Nichts hatte sich bei euch verändert und auch jetzt noch ist nichts zu verändern. Alle Autoritäten sind bestätigt. Sie werden die Ausübung ihrer Amtspflichten mit dem gleichen Eifer und mit vollkommener Sicherheit fortsetzen. Die Generale der alliirten Armeen haben Befehl erhalten, die Bewohner dieses dem Könige unterworfenen Landes mit der grössten Schonung zu behandeln. Hinwieder aber werdet ihr euch den unausweichlichen Lasten eines Krieges geziemend unterziehen, der allen Völkern Friede und eine dauerhafte Ruhe sichern kann.«

So auffallend auch in dieser Zuschrift jede Anspielung auf die früher von Preussen anerkannten und gewährleisteten verfassungsmässigen Freiheiten der Neuenburger und auf ihr eigenes unbestreitbares Recht, im Falle von Regierungsveränderung selbst die entscheidende Stimme abzugeben, vermieden blieb, so willkürlich die Herrschaft von Preussen wieder an sich genommen wurde, wie sie von demselben allen Verträgen zuwider abgetreten worden war, so finden sich jetzt so wenig, wie seiner Zeit beim Umtausch des Landes an Napoleon, Spuren eines Widerstandes von Seite der Neuenburger. Die Waffenmacht, die wie einst dem französischen Kaiser, so jetzt dem Könige von Preussen und seinen Alliirten zu Gebote stand, mochte den Einen Unterwerfung gebieten, bei den Andern unerloschene Zuneigung für ein Fürstenhaus wieder erwachen, das im Wesentlichen in der That mit Weisheit und Mässigung die Regierung geführt hatte und dessen Machtführer in jenem Momente, umgeben vom

Glanze rühmlicher Siege und der Liebe und Begeisterung seines Volkes auch den Herzen der Neuenburger wieder um so näher trat. Genug! Es ist Thatsache, dass den 3. Februar 1814 von den altberechtigten Bürgerschaften von Neuenburg, Landeron, Boudry und Valangin nachstehende Zuschrift an den König erlassen ward[51]:

»Sire! Die vier Bürgerschaften von Neuenburg, Landeron, Boudry und Valangin, als die Organe der Einwohner des Fürstenthums Neuenburg, legen die Huldigung ihrer tiefsten Ehrfurcht an den Stufen des Thrones nieder. Im Jahr 1707, Sire, haben die Wünsche unsrer Väter in Uebereinstimmung mit den Rechten des erhabenen Hauses Brandenburg den König Friedrich I. als souveränen Fürsten von Neuenburg und Valangin ausgerufen. Von dieser denkwürdigen Epoche an haben die Könige seine Thronfolger und E. Maj. selbst, weit entfernt die souveräne Gewalt ausdehnen zu wollen, mit Vergnügen unsre Verbindungen mit der Schweiz, unserm alten Vaterlande, unterhalten und unsre Freiheiten, unser Herkommen, die unbedeutendesten Gebräuche sogar aufrecht gehalten. Dieses wirklich grosse, väterliche System hat dem Fürstenthum ein Jahrhundert von Glückseligkeit und Wohlstand verschafft. Ihr erhabenes Haus, Sire, erhielt davon keinen andern Genuss, als den einer schrankenlosen Anhänglichkeit, weil die gerechteste und lebhafteste Dankbarkeit ihre Grundlage war. Wir übergehen mit Stillschweigen den Augenblick, in welchem diese Bande zerrissen wurden. Der Fürst, den uns die Vorsehung bestimmte, war gerecht und wohlthätig. Er hat in seiner Verwaltung, so gut als seine Stellung es erlaubte, unsre Einrichtungen beibehalten. Heute, Sire, in dem Augenblick, in welchem wir durch die Missgeschicke des furchtbarsten Krieges ergriffen sind, legen E. Maj. ihre gutthätige Hand auf dieses Land. Wir werden zurückgefordert, beschützt, beholfen. Ihre frühern Wohlthaten, Sire, sind in unsre Herzen eingegraben. Diese neueste reisst uns zur Bewunderung und Dankbarkeit hin.

---

[51]) *Müller Friedb.* Annalen. IV. 35.

Möge ein dauerhafter Friede den öffentlichen Wohlstand auf seinen alten und ehrwürdigen Grundlagen neu befestigen. Das ist der einzige Wunsch, den ein schwaches Volk E. Maj. Ihres Herzens würdig anbieten darf.«

Einen Monat später traf, aus dem Generalquartier von Chaumont datirt, die nachstehende kurze Antwort des Königs ein[52]: »Ich habe in euerm Schreiben vom 3ten des verflossenen Monats mit Vergnügen den Ausdruck der Gefühle von Ergebenheit und Anhänglichkeit gefunden, die ihr meiner Person und meinem Hause widmet. Die Vorsehung hat den Erfolg meiner Waffen gesegnet und mit Angelegenheit habe ich diese Veranlassung gewählt, die Bande neu zu knüpfen, die uns vereinten und deren Vortheile ihr zu schätzen wisst. Vereinigen wir nun unsre Wünsche, auf dass ein dauerhafter Friede die Bande befestige und dass ich euch meine Begierde, zu euerm Wohlstande beizutragen, wiederholt beweisen möge.«

Als im Jahr 1707 das preussische Königshaus in Neuenburg zur Regierung gelangte, bestand die Verfassung des Landes schon seit längerer Zeit. Noch vor dem Regierungsantritt des neugewählten Fürsten wurden, wie oben zu sehen ist, die Hauptartikel derselben, sowie auch derjenigen Freiheiten, welche die Bürgerschaft von Neuenburg besonders betrafen, durch den Pfarrer Osterwald zusammengetragen und dann durch des Königs Stellvertreter, den Grafen von Metternich, der Eid für deren Aufrechthaltung geleistet. Nun aber wurde, nachdem den 3. Juni 1814 Berthier auf seine Rechte an Neuenburg förmlich verzichtet und die Einwohner des ihm geleisteten Eides entbunden hatte, dem Lande eine Verfassung vom Könige selbst ertheilt, die aus London 18. Juni datirt ist. Es ist allerdings wahr, dass in dieselbe die Hauptpunkte der frühern aufgenommen sind, und überhaupt der in ältern Zeiten zwischen dem Fürsten und dem Lande bestandenen Verhältnisse gedacht ist. Nichts desto weniger deutet die Einleitung dieser Verfassung bestimmt darauf hin, dass der König hier aus eigener Vollmacht

---

[52]) *Müller Friedb.* a. a. O.

eine Gewalt wieder an sich nimmt, die seinen Vorfahren früher vom Lande selbst übertragen ward. Es lautet dieselbe folgendermassen: »Die Siege, welche die gótttliche Vorsehung Unsern Waffen verliehen hat, gewährten Unserm Herzen die höchst angenehme Befriedigung, treue und geliebte Völker auf immer an Unsre Herrschaft zu knüpfen, die Unserm Hause entweder gewaltsam entrissen, oder, um grösseres Unglück von ihnen abzuwenden, von Uns abgetreten wurden. Diese Genugthuung, theure und getreue, gewährt Uns vorzüglich die Rückkehr der glücklichen zwischen dem Fürsten und seinen Unterthanen ein volles Jahrhundert hindurch bestandenen Verhältnisse. Ueberzeugt, dass der Wohlstand, wozu euer Kunstfleiss und eure Anstrengungen ein von Natur wenig fruchtbares Land erhoben haben, nicht allein die Frucht einer väterlichen Verwaltung, sondern auch einer wohlberechneten Verfassung und der durch Unsre Vorfahren zu verschiedenen Zeiten ertheilten Freiheiten und Berechtigungen war, haben Wir eine Prüfung dieser letztern vornehmen lassen, in der Absicht, denselben eine neue Gewährleistung zu ertheilen und nur in solchen Punkten Aenderungen vorzunehmen, die mit den gegenwärtigen Fortschritten der Civilisation und mit den engern Verhältnissen, welche zwischen Neuenburg und der Eidgenossenschaft statt finden werden, unverträglich sind. Wir haben demnach die gegenwärtige Erklärung ausgestellt, welche Wir treu zu halten und zu beobachten verheissen und welcher alle Könige von Preussen, Unsre Thronfolger als souveräne Fürsten von Neuenburg nachzukommen verheissen werden, indem sie nach ihrer Thronbesteigung und in Gemässheit alter Uebung die gegenseitigen Eide leisten.«

In Uebereinstimmung mit der Stellung, welche der König durch Octroyirung dieser Verfassung nun einnahm, nennt es denn auch der fünfzehnte Artikel derselben »einen Beweis seiner Zuneigung und seines Wohlwollens«, dass die früher bestandenen Audiences générales, als gesetzgebender Körper und Nationalrath wieder hergestellt werden unter Vorbehalt eines für dieselben noch zu entwerfenden Reglements. Freilich werden

nn durch den sechszehnten und letzten Artikel alle Gesetze, reiheiten, Rechte, gute und alte Gewohnheiten, geschrieben der nicht, die das Land früher besessen, Urkunden und Beilligungen, insofern sie nicht der gegenwärtigen Erklärung idersprechen, bestätigt.

Unterdessen wurde auch gegen diese etwas sonderbare Form er neuen Besitznahme von neuenburgischer Seite damals kein Viderspruch erhoben, sondern den 2. Juli die königliche Erlärung auf dem Schlosse »vor den anwesenden Vasallen, Staatseamten, den Abgeordneten der Geistlichkeit, denjenigen der ürgerschaften und Gemeinden verlesen und in das Protokoll es Staatsrathes eingetragen, welches nach Form und Inhalt nerkannt ward«[53]).

Schon den 12. Iuli kam der König, begleitet von seinem weiten Sohne, Prinz Wilhelm, persönlich nach Neuenburg, wo r mit lebhafter Freude und vielen Ehrenbezeugungen empfanen ward. Ebenso auf der Landschaft und namentlich in den erggegenden. Im Lande verfertigte Spitzen und Uhren wurden m als Geschenke überreicht und die Beleuchtung von Lahauxdefonds soll in Rücksicht auf Geschmack und Reichthum och diejenige der Hauptstadt übertroffen haben[54]).

Während auf solche Art die Verhältnisse zwischen Neuenurg und seinem Fürsten in freundschaftlicher Weise sich neu u gestalten begannen, handelte es sich nun aber auch noch m Herstellung derjenigen zur Eidgenossenschaft.

Zu diesem Ende war der Tagsatzung bereits unterm 22. April ine Note der Gesandten von Oestreich, Preussen und Russland ingereicht worden, durch welche derselben die Absicht dieser lächte mitgetheilt ward, Neuenburg wieder in die alte und othwendige Verbindung mit der Eidgenossenschaft zubringen, nd dadurch die natürliche Militärgrenze zwischen der letztern nd Frankreich herzustellen. Es wurde der Wunsch ausge-

---

53) S. die diessfälligen Aktenstücke in *Usteri's* und *Snell's* Handbüchern des schweizerischen Staatsrechts.

54) *Aarauer Zeitung.* Jahrg. 1814. No. 86.

sprochen, dass neuenburgische Abgeordnete nach Zürich eingeladen werden möchten, »um in gemeinsamer Unterhandlung mit der Tagsatzung die Weise und die Bedingungen festzusetzen, unter welchen die Vereinigung des Fürstenthums mit der Schweiz statt finden und beiden Theilen die wohlthätigen Früchte derselben zugesichert werden können.«

Die Tagsatzung in Erwägung, »dass eine solche Unterhandlung mit einem Land, welches in so ganz andern Staatsverhältnissen stehe, als die Kantone, grosse Vorsicht erfordere, damit der zu errichtende Verband in der Form ebenso legal, als in seinen Wirkungen und Resultaten mit dem eidgenössischen Verhältniss übereinstimmend sei«, überwies diesen Gegenstand zur Voruntersuchung an ihre diplomatische Kommission.

Nach einlässlicher Behandlung durch dieselbe und Einvernahme einer zu ihren Sitzungen berufenen neuenburgischen Abordnung kam das Gesuch erst den 12. September auch bei der Tagsatzung zur Sprache. Der Präsident erklärte, dass sowol von Seite des preussischen bevollmächtigten Kommissärs, Herrn von Chambrier, als auch von Seite der Abordnung des neuenburgischen Staatsraths die genügend beglaubigte Erklärung eingekommen sei, dass 1) »dieser Staat, zwar als getrennt von der übrigen preussischen Monarchie, aber zugleich als unveräusserlich und untheilbar betrachtet werde« und 2) »dass der dortige Staatsrath vom Könige als die zu Errichtung des Bundes mit der Schweiz und aller daraus entstehenden Verpflichtungen befugte Behörde anerkannt sei«, worauf nach erklärter Einwilligung der Stände Zürich, Bern, Luzern, Solothurn, Basel, Schaffhausen, St. Gallen, Graubündten, Aargau, Thurgau, Waadt und Appenzell Ausserrhoden, dann des Standes Freiburg, der sich der Mehrheit anschloss und der Gesandtschaft von Glarus, welche die endliche Ratifikation ihrer Regierung vorbehalten musste, die Tagsatzung beschloss: »Den Staat Neuenburg als integrirenden Theil und Kanton der schweizerischen Eidgenossenschaft in den Bund aufzunehmen und von diesem Entschlusse seiner Regierung vorläufige offizielle Kunde zu geben mit der Bemerkung, dass sich die Tagsatzung über

die Form, die Bedingungen und den Zeitpunkt der wirklichen Vereinigung und der Einberufung seiner Gesandtschaft in die eidgenössische Versammlung ferner berathen und die weitern Eröffnungen hierüber an sie erlassen werde.« Die Gesandtschaften von Uri und Zug erklärten, dass sie instruktionsgemäss über die Frage, ob dieser Staat als Kanton oder bloss als zugewandter Ort aufzunehmen sei, erst referiren müssen. Obwalden, welches bloss in die Aufnahme als zugewandter Ort willigen wollte, stimmte lediglich für's Referendum. Abwesend waren die Gesandtschaften von Schwyz, Nidwalden und Tessin[55]).

Während sich indessen in Folge der Schwierigkeiten, die in jener Zeit den eidgenössischen Verfassungsarbeiten selbst noch im Wege standen, die völlige Erledigung dieser Angelegenheit wieder verzögerte, fand den 1. März 1815 die Rückkehr Napoleons von der Insel Elba statt und diese war es, die nun in alle noch schwebenden Verrichtungen der Tagsatzung die nöthige Beschleunigung brachte. Von sich aus hatte der neuenburgische Staatsrath sogleich ein Bataillon der dortigen Milizen an die französische Grenze verlegt, an die Tagsatzung aber das Gesuch um Aufnahme des Fürstenthums in das eidgenössische Vertheidigungssystem gerichtet. In beiderseitigem Interesse fand es diese zweckmässig, der Bitte zu entsprechen. Um so mehr aber trat das Bedürfniss einer definitiven Festsetzung der Verhältnisse Neuenburgs zu der Eidgenossenschaft an den Tag, und dringend ersuchte dafür der neuenburgische Staatsrath durch eines seiner Mitglieder, den Herrn Sandoz Rollin, der um die Mitte des Märzmonats mit den nöthigen Vollmachten zum Abschlusse der endlichen Vereinigung nach Zürich abgeordnet ward, auch eine schon vom 18. Brachmonat 1814 aus London datirte Erklärung mitbrachte, zufolge welcher der König von Preussen den neuenburgischen Staatsrath bevollmächtigte, über die Vereinigung des Landes mit der Schweiz das Nöthige

---

[55]) *Abscheid* der am 6. April 1814 zu Zürich versammelten und am 31. August 1815 daselbst geschlossenen ausserordentlichen eidgenössischen Tagsatzung. Band II. S. 100.

abzuschliessen, und zwar in der bestimmt ausgesprochenen Meinung, »dass in Folge dieses Beschlusses die Uebernahme und der Vollzug der Verpflichtungen, welche dem Staate von Neuenburg als Glied der schweizerischen Eidgenossenschaft überbunden werden, ausschliessliche Sache der daselbst befindlichen Regierung seien, und dass Neuenburg in Betreff der allgemeinen schweizerischen Angelegenheiten, der Formen unter denen dieselben verhandelt werden und der Betheiligung an ihren Ergebnissen, sich den Verhältnissen bequeme, die obwalten zwischen den übrigen Ständen der Eidgenossenschaft[56]).

Nichts desto weniger dauerte es noch einige Zeit bis zum Abschlusse der förmlichen Vereinigung. Nur schwer konnten sich namentlich einige Stände der innern Schweiz entschliessen, Neuenburg als wirklichen Kanton aufzunehmen. Sie hätten die Herstellung des frühern Verhältnisses eines bloss schutzverwandten Staates ohne Berechtigung zur Theilnahme an den Verhandlungen der Abgeordneten der Eidgenossenschaft vorgezogen. Endlich als am 15. Mai auch die Zustimmung der Landsgemeine von Schwyz eingekommen war und nur diejenige von Nidwalden und Appenzell Innerrhoden noch fehlte, wurde durch die Tagsatzung die Vereinigung ausgesprochen[57]). Den 15. Heumonat kam auch noch die Beitrittserklärung von Innerrhoden, und den 24. August diejenige Nidwaldens ein.

---

[56]) S. den obenerwähnten Abscheid. T. III. S. 662.

[57]) Das diessfällige Aktenstück wird hier nach seinem vollständigen Wortlaute beigerückt:

»Wir die Gesandten der Kantone der Schweiz auf der eidgenössischen Tagsatzung in unsrer Bundesstadt Zürich ausserordentlich versammelt, thun hiermit kund und zu wissen:« Dass, nachdem der zwischen der eidgenössischen Tagsatzung und dem Staatsrath von Neuenburg wegen endlicher Vereinigung dieses Staates mit der Schweiz und dessen förmlicher Aufnahme in den eidgenössischen Bund errichtete Vertrag, welcher von Wort zu Wort also lautet:

»Vereinigungsakt.«

»Da die Tagsatzung der schweizerischen Eidgenossenschaft bereits unterm 12. Herbstmonat 1814 beschlossen hat, in das Begehren des

VI. Gefahren dieses Doppelverhältnisses und dessen Auflösung.

Das dringende Begehren und die Bereitwilligkeit, womit der Staatsrath von Neuenburg den Abschluss dieses Vertrages nachgesucht hatte und demselben beigetreten war, seine einstimmige Ratifikation durch die eidgenössischen Stände, die schützende Garantie gegen Verwicklung in europäische Zerwürfnisse, welche der erste Artikel zu bieten schien, liessen damals keine Zweifel aufkommen an dessen Dauer und Wohlthätigkeit. Ganz besonders günstig erwies sich das wiederhergestellte Verhältniss zu Preussen für die Industrie der Gebirgs-

---

souveränen Staats Neuenburg einzuwilligen und denselben als Kanton in den Schweizerbund aufzunehmen und für nothwendig erachtet, diese endliche Vereinigung nicht länger aufzuschieben, welche für beide Theile gleich vortheilhaft und geeignet ist, die seit Jahrhunderten gegenseitig bestandenen freundschaftlichen Verhältnisse durch eine völlige Gemeinschaft der Schicksale und Interessen immer mehr zu befestigen«,

„so hat die diplomatische Kommission im Namen und aus Auftrag der Tagsatzung die hochgeachteten Herren *Niklaus Friedrich von Mülinen*, Schultheiss der Stadt und Republik Bern und Gesandten dieses Standes auf der eidgenössischen Tagsatzung und *Vincenz von Rüttimann*, Schultheiss der Stadt und Republik Luzern und Gesandten dieses Standes auf der eidgenössischen Tagsatzung bezeichnet, und der souveräne Stand Neuenburg den hochgeachteten Herrn *von Sandoz Rollin*, Staatsrath und Gesandten dieses Standes auf der eidgenössischen Tagsatzung, welche hierauf denjenigen Vereinigungsakt abgeschlossen haben, dessen Inhalt hier folgt:«

Art. 1.

„Der souveräne Staat Neuenburg wird als Kanton in die schweizerische Eidgenossenschaft aufgenommen. Diese Aufnahme findet unter der ausdrücklichen Bedingung statt, dass die Erfüllung aller Verpflichtungen, welche dem Staat Neuenburg als Glied der Eidgenossenschaft obliegen, die Theilnahme dieses Standes an der Berathung der allgemeinen Angelegenheiten der Schweiz, die Ratifikation und Vollziehung der Beschlüsse der Tagsatzung ausschliesslich die in Neuenburg residirende Regierung betreffen werden, ohne dass dafür eine weitere Sanktion oder Genehmigung erforderlich ist.«

gegenden. Während in Folge neuer und verschärfter Mauthordnungen schwere Abgaben auf Einführung der schweizerischen Produkte in Deutschland lasteten, brachten die Neuenburger, als preussische Angehörige, ihre Uhren und Spitzen frei und unbeschwert in alle Gebiete des Zollvereins und bei der sichtbaren Zunahme des Wohlstandes dieser neuen Bundesgenossen mochten wol hier und da auch schweizerische Industrielle sie um dieses glückliche Verhältniss beneiden.

Die erste Schwierigkeit, die in der Natur desselben lag, gerade wie es sich nunmehr neu gestaltet hatte, kam indessen dennoch bei der nähern Prüfung jenes sogeheissenen schützenden Artikels zur Sprache, zufolge dessen die Erfüllung aller der Verpflichtungen, welche dem Staate als schweizerischem Kan-

---

Art. 2.

„Der Kanton Neuenburg tritt allen Bestimmungen des Bundesvertrages bei, den er gleich den übrigen Ständen der Schweiz zu beschwören hat.“

Art. 3.

„Er liefert sein Kontingent zur eidgenössischen Armee in dem für alle übrigen Stände angenommenen Verhältnisse von zwei Mann auf hundert Seelen der Bevölkerung, nach welchem Maasstab auf fünfzigtausend Seelen das Kontingent 1600 Mann betragen soll.“

Art. 4.

„Sein Geldkontingent, nach dem gleichen Verhältniss wie jenes der Kantone Basel und Genf berechnet, ist auf fünf und zwanzigtausend Schweizerfranken festgesetzt. Durch diese Bestimmung und durch jene im vorhergehenden Artikel soll indess der durch den III. Artikel des Bundesvertrags vorbehaltenen Revision der Beiträge an Mannschaft und Geld nicht vorgegriffen sein.“

Art. 5.

„Der Staat Neuenburg ist der ein und zwanzigste Kanton der Schweiz. Er nimmt seinen Rang in der Tagsatzung unmittelbar nach der Republik Wallis.“

Art. 6.

„Durch die Ratifikation des gegenwärtigen Aktes soll die Vereinigung vollendet und auf ewige Zeiten abgeschlossen sein.“

— die Genehmigung beider kontrahirender Theile, nämlich auf der

ten oblagen, ausschliessend die in Neuenburg befindliche Regierung betreffen sollte. Wer war diese Regierung?

Unter Berthier, wo weder die Audiences générales noch die trois États jemals einberufen wurden, war der Staatsrath allmälig zur souveränen Behörde geworden. Er strebte nun dahin, diese Stellung auch unter der preussischen Regierung aufrecht zu halten und von Seite des Königs geschah nichts, ihn daran zu hindern, denn die Audiences générales, hergestellt durch die von London aus ertheilte Verfassung, hatten durch ein Reglement vom 26. December 1814[58]) eine Organisation erhalten, durch welche ihre, dem Könige und dem Staatsrathe

---

einen Seite diejenige der hohen Regierungen und souveränen Behörden der XIX Stände der Schweiz, als: *Zürich, Bern, Luzern, Uri, Schwyz, Unterwalden ob dem Wald, Glarus, Zug, Freiburg, Solothurn, Basel, Schaffhausen, Appenzell Ausser-Rhoden, St. Gallen, Graubünden, Aargau, Thurgau, Tessin und Waadt*, laut ihren im Protokoll der eidgenössischen Tagsatzung enthaltenen Erklärungen, und auf der andern diejenige des hochlöblichen Staatsrathes von Neuenburg, nach dessen amtlicher Anzeige vom 10. April 1815, erhalten hat, wir zum Beweis, dass gedachter Vereinigungsakt unbedingt ratifizirt worden sei, dass er gewissenhaft erfüllt und aufrecht gehalten werden und die dadurch erzielte Aufnahme des schweizerischen Kantons Neuenburg auf einer festen unabänderlichen Grundlage auf ewige Zeiten beruhen solle, gegenwärtige Urkunde in duplo haben ausfertigen und mit den Unterschriften unsers Präsidenten und des eidgenössischen Kanzlers, sowie auch mit dem bisherigen schweizerischen Staatssigel versehen lassen, in Zürich den neunzehnten Mai im Jahr eintausend achthundert und fünfzehn.«

Im Namen der eidgenössischen Tagsatzung
unterzeichnet
Der Bürgermeister des Kantons Zürich,
Präsident derselben:
David von Wyss.
Der Kanzler der Eidgenossenschaft:
Mousson *).

[58]) S. dasselbe in den Handbüchern von *Usteri* und *Snell*.

*) Abscheid. T. III. S. 669 f.

gefällige Zusammensetzung gesichert[59], und ihre Wirksamkeit so sehr als immer möglich, beschränkt ward. Die Abgeordneten zur Tagsatzung wurden durch den Staatsrath gewählt und erhielten auch von diesem ihre Instruktionen.

Noch war indessen bei den vier Bürgerschaften das Andenken an ihre frühere Stellung, in welcher sie sich als die berechtigten Hüter der Freiheiten des Landes betrachteten, nicht so erloschen, dass sie das erwähnte beschränkende Reglement, das auch ihnen nicht zur Annahme vorgelegt, sondern lediglich vor versammeltem Staatsrathe war vorgelesen worden, ohne Gegenvorstellungen hinnehmen wollten. Sie ordneten mit denselben im Jahr 1815 eine Gesandtschaft an den damals in Wien befindlichen König ab, deren Sprecher, der neuenburgische Stadtschreiber Gallot, sich hauptsächlich über die zu geringe Zahl der unabhängig gewählten Mitglieder der Audiences und die lebenslängliche Dauer der Verrichtungen derselben beschwerte. Der König soll der wolwollend aufgenommenen Gesandtschaft Abhülfe versprochen haben[60]; allein die diessfällige den 10. Januar 1816, muthmasslich unter dem Einflusse des Staatsraths erlassene Verfügung[61]) bewilligte so höchst unbedeutende Aenderungen, dass die Bürgerschaften den 6. Juni mit neuen Beschwerden sich nun an die Audiences selbst wendeten. Die völlige Fruchtlosigkeit indessen ihres Schrittes zeigte am bessten, wie abhängig diese Behörde von der Regierung war.

Und doch hätte gerade das Verhältniss, in welches Neuenburg nunmehr als Kanton zur Eidgenossenschaft getreten war,

---

59) Sie bestanden aus den zehn ältesten Mitgliedern des Staatsraths, vierzehn Notabeln ausser demselben, darunter vier Geistlichen, sämmtlich vom Könige gewählt, den Präsidenten der ebenfalls durch die Regierung gewählten Gerichtsbehörden, höchstens in der Zahl von 24 und 30 Mitgliedern durch die verschiedenen Bezirke ernannt. Die Notabeln und die Abgeordneten der Bezirke behielten die Stellen lebenslänglich, die Staatsräthe und die Gerichtspräsidenten, so lange sie im Besitz ihrer Aemter blieben.

60) *Guinand* Fragmens. p. 238.

61) Handbücher von *Usteri* und *Snell*.

eine unabhängigere Stellung derselben durchaus erfordert. Es lag in der Natur der Sache, dass ein beinahe ausschliesslich vom König gewählter Staatsrath je wichtiger die Gegenstände waren, um die es sich handelte, um so eher auch im Einverständnisse mit dem Monarchen sich benehmen musste. Wenn nun nicht über demselben noch eine unabhängige, auch die schweizerische Nationalität repräsentirende Behörde vorhanden war, so blieben jene Worte, dass die Erfüllung der Verpflichtungen, welche dem Kanton gegen die Eidgenossenschaft obliegen, ausschliessend die im Lande residirende Regierung betreffen sollten, eine leere Phrase; denn wie leicht konnten nicht irgend einmal Fragen zur Sprache kommen, über welche die Anschauungsweise des monarchischen Oberhauptes eines beinahe absolut regierten Staates und diejenige republikanischer Regierungen ihrer Natur nach, ja prinzipiell verschieden sein mussten, und war es in einem solchen Fall zu erwarten, dass der neuenburgische Staatsrath gegen seinen Fürsten Partei nehmen werde?

Das schienen jene schweizerischen Stände besorgt zu haben, welche längere Zeit hindurch darauf beharrt waren, dass Neuenburg nur als sogeheissener zugewandter Ort in die Eidgenossenschaft aufgenommen werde, ohne Antheil seiner Regierung an den Verhandlungen der Tagsatzung, wodurch jenes völlig ungefährliche Schirmverhältniss zur Schweiz hergestellt worden wäre, in welchem sich dasselbe mehrere Jahrhunderte hindurch befunden hatte.

Allerdings schien, so lange die in aristokratischer Richtung abgeänderten Verfassungen der grössern Kantone, besonders der unmittelbaren Nachbarstände Neuenburgs, Berns, Freiburgs und Solothurns aufrecht blieben, kein Grund zu Besorgnissen vorhanden, dass die Politik der Eidgenossenschaft eine den Grundsätzen und der Anschauungsweise, wie sie in Berlin herrschen mussten, gefährliche oder missbeliebige sein werde. Ja leicht mochten diese und zwar in einigen Hauptpunkten dort noch liberaler sein, als z. B. in Solothurn, wo 300 Stadtbürger, die zusammen 10,000 Fr. Steuern bezahlten, 68 Mitglieder in den gr. Rath wählten und nahe an 11,000 Landbürger mit 90,000 Fr.

Steuerbeitrag 38[62]; oder in Freiburg, wo alsobald nach dem Abtreten der Mediationsregierung die Zerstörung der segensreichen Schöpfungen des wahrhaft christlichen Girard im Erziehungswesen und die Einberufung der Jesuiten betrieben ward.

Allein mit dem dritten Dezennium dieses Jahrhunderts begannen die Verhältnisse der Eidgenossenschaft zum Auslande überhaupt sich schwieriger zu gestalten wegen jener Aufstände und politischen Ereignisse in manchen Ländern, die unserm Vaterlande zahlreiche Flüchtlinge zuführten, welche nach der Eigenthümlichkeit republikanischer Verfassungen und nach den hergebrachten Grundsätzen der Eidgenossenschaft weder so scharf überwacht, noch so leicht fortgewiesen werden konnten, als ein Theil der europäischen Mächte dieses verlangte. Die in rascher Folge desshalb eintreffenden immer entschiedener lautenden Noten brachten die Regierungen in Verlegenheit, weckten im Volke selbst Unmuth und Widerspruch und wenn es auch möglich blieb, die Zustimmung der grossen Räthe für Maassregeln zu erhalten, die als nothwendig zur Besänftigung des Auslandes vorgeschlagen wurden, so begann sich der Oppositionsgeist immer lebhafter in Zeitblättern, Vereinen verschiedener Art, bisweilen auch bei zahlreich besuchten öffentlichen Zusammenkünften bemerkbar zu machen, ja er lenkte sich allmälig auch einer schärfern Prüfung der einheimischen Verhältnisse zu. Je ausschliesslicher nun aber bisher in Neuenburg auch in eidgenössischen Angelegenheiten nur der Staatsrath nach seinen eigenthümlichen Grundsätzen gehandelt hatte, und je mehr derselbe zugleich in den Formen seiner Landesverwaltung den Charakter des Fürstenthums glaubte aufrecht halten zu müssen, um so abweichender waren die Eindrücke, welche der republikanische Nationalgeist, den die Neuenburger in eidgenössischen Feldlagern fanden und die freie Sprache, die sie in den zahlreichen Gesellschaften und Vereinen, bei Schützenfesten besonders, deren Besuch ihnen nicht verweigert werden konnte, zu hören bekamen, bei ihnen zurückliess. Vor-

---

62) *Müller Friedb.* Annalen IV. 427.

züglich bei den Bewohnern des höher gelegenen Kantonstheils fanden auch die eidgenössischen und republikanischen Interessen immer zahlreichere Freunde und wo sie mit den preussischen sich zu kreuzen schienen, beredte Vertheidiger.

Unter diesen Umständen musste die Nachricht von den Juli-Ereignissen in Frankreich auch in Neuenburg lebhafte Bewegung wecken. Sie musste es um so mehr in den unmittelbar an der französischen Grenze gelegenen Bezirken. Auch von der Eidgenossenschaft her ging die Kunde der stürmischen Auftritte ein, unter denen in verschiedenen Kantonen die bestehenden Verfassungen abgeändert wurden. Rasch wurden nun in einem Lande, in dem bisher gar keine Zeitung erschienen war, öffentliche Blätter zur Verfechtung der verschiedenen Ansichten begründet. Das Hauptergebniss, das aus dem immer leidenschaftlicher geführten Kampfe hervorging, war die beinahe allgemein sich verbreitende Ueberzeugung von der Schwierigkeit der Aufrechthaltung des Doppelverhältnisses zwischen Preussen und der Eidgenossenschaft, die allmälige Ausscheidung in eine monarchische und eine republikanische Partei, die steigende Feindseligkeit zwischen beiden, und endlich den 13. September 1831 die Waffenerhebung der letzten und die Besitznahme des Schlosses von Neuenburg in der Absicht die Republik zu begründen.

Der Verfasser der gegenwärtigen Arbeit ist weit entfernt, diese revolutionäre That, welche wegen einiger rohen Auftritte, von denen sie begleitet war, noch widerwärtiger erscheint, zu entschuldigen. Er könnte es um so weniger, als erst drei Monate früher der König, einem erneuerten Gesuch der vier Bürgerschaften entsprechend, die Errichtung einer gesetzgebenden Versammlung an der Stelle der Audiences générales bewilligt hatte, gewählt mit Ausnahme von nur zehn durch ihn bezeichneten Mitgliedern direkte durch das Volk mit periodischer Erneuerung[63]). Ueber Tirannei, Willkür der Gerichte, erdrückende Abgaben konnte mit Grunde nicht geklagt werden, und wenn auch derjenige Theil der Landesbewohner, der sich vorzugs-

---

[63]) S. die diessfällige Urkunde vom 22. Juni 1831 in *Snell's* Handb.

weise den schweizerischen Interessen zuwendete, mit der Politik in eidgenössischen Angelegenheiten, wie sie der Staatsrath glaubte vertreten zu müssen, keineswegs einverstanden war, so ging der Unwille darüber nicht auf den König über, dem persönlich fortwährend die Anerkennung eines guten Willens, ja die Zuneigung selbst mancher Republikaner blieb. So kam es denn, dass alsobald nach dem Aufstande auch für den König eine energische Partei sich zu bilden begann, die ihr Centrum in Valangin hatte, die Staatsräthe zum Anschlusse einlud und nun ebenfalls zu den Waffen griff. Von beiden Theilen war gleichzeitig eidgenössischer Beistand verlangt worden.

Nur das rasche Eintreffen schweizerischer Truppen hinderte damals noch den Ausbruch des Bürgerkriegs. Es muss zugestanden werden, dass sowol von dem Oberanführer[64]) derselben, als von den ihn begleitenden eidgenössischen Kommisarien[65]) ihre sehr schwierige Aufgabe in besonnener Weise gefasst ward. Niederlegung der Waffen wurde von beiden Theilen gefordert, dann die Herstellung der gesetzlichen Ordnung nach der bestehenden Verfassung, aber zugleich schonende Behandlung der Straffälligen und möglichste Berücksichtigung billiger und unabweisbarer Forderungen der vorgeschrittenen Zeit. Allein der leidenschaftliche Charakter der Bewegung hatte die Parteien bereits so unvereinbar geschieden, dass für eine Vermittlung im angedeuteten Sinne kein Raum mehr blieb. Die Vermittler selbst konnten keinen der beiden Theile befriedigen, wurden von beiden angeklagt, am Ende allgemein die Entfernung der eidgenössischen Truppen gewünscht und auch diese, nicht selten zur Gefangennahme von Leuten gebraucht, die, als republikanisch gesinnt, eher ihrer Sympathien genossen, sehnten sich nach dem Abzug. Er erfolgte zwei Monate nach ihrem Einmarsch um die Mitte des Novembers, nachdem gegen das Ende Oktobers zum zweitenmal als königlicher Bevollmächtigter der Generalmajor von Pfuel in Neuenburg eingetroffen war, und

[64]) Dem eidgenössischen Obersten *Forrer*.

[65]) Den Herren *Sprecher von Berneck* und *von Tillier*.

vor demselben Bourquin, der Führer der Aufgestandenen, in Gegenwart des eidgenössischen Repräsentanten Sprecher die Erklärung abgelegt hatte, dass »es nie in seinen Absichten gelegen habe, gegen den König sich zu empören, den er als wolwollenden Vater seines Volkes anerkenne und ehre, dass er vielmehr, wol einverstanden einerseits mit den Wünschen eines Theils der Bevölkerung, sich enger der Schweiz anzuschliessen, anderseits gehofft habe, indem er sich an die Spitze der Bewegung stelle, gefährlichen Folgen derselben zuvorzukommen, und dazu beizutragen, dass die das gute Verhältniss zwischen Fürst und Volk bedrohenden Wolken sich wieder zertheilen. Er anerkenne nun freilich, in der Wahl des Mittels sich geirrt zu haben, bereue dieses, und sei bereit alles zu thun, um das Uebel gut zu machen und seine Partei zu beschwichtigen«[66].

Allein das gegenseitige Misstrauen dauerte fort. Es liegt nicht in der Aufgabe dieser Darstellung, das Gewicht der Gründe zu untersuchen, auf welche der wieder zur Regierung gelangte umgeschaffene Staatsrath und andere Mitglieder der königlichen Partei die Werbungen für eine bewaffnete Garde, neu vorgenommene Verhaftungen und den Ausspruch ihres Blattes, des Constitutionel, stützten, dass »zwei Tage des Bürgerkrieges vorzüglicher wären, als zwei Monate eidgenössischer Intervention«[67]; eben so wenig als diejenigen, durch welche die Republikaner die Nothwendigkeit und Rechtmässigkeit auch ihrer neu begonnenen Umtriebe, ihrer heimlichen Versammlungen und Bewaffnungen darzuthun suchten. Sich überzeugend allmälig von der grössern Energie und Eintracht ihrer Gegner, fingen die letztern an, ihre Hoffnungen auf den Beistand Freiwilliger aus den benachbarten Schweizerkantonen zu richten, »ein eitles und strafbares Unternehmen«, wie Guinand, obwol er ihrer Partei angehörte, selbst es nennt[68]. Auch Bourquin, der sich nach Genf und dem Waadtlande begeben hatte, vergass hier bald seines

[66]) Bericht Sprechers v. Berneck an die eidgenössische Tagsatzung bei *Guinand*. 360 f.

[67]) *Constitutionel Neuchâtelois* vom 5. Nov. 1831.

[68]) Fragmens. p. 370.

Versprechens und beschloss, durch leere Lobeserhebungen, Schmeicheleien und täuschende Verheissungen geblendet, sich an die Spitze eines abermaligen Aufstandes zu stellen. Allein die Regierungen von Bern und Waadt trafen Massregeln, das Eindringen von Freischaaren in das Gebiet von Neuenburg zu hindern, und in den nämlichen Stunden, wo jener nur mit kleinem und bereits eingeschüchtertem Anhang an der Grenze erschien, hier wenigstens auf das verheissene Anschliessen seiner Freunde rechnend, brachen die königlich Gesinnten von Neuenburg ihn anzugreifen auf. Der Kriegskunde ihres Führers, ihrer eigenen Entschlossenheit, Ueberzahl und bessern Bewaffnung ward es leicht, die Republikaner, die ohne Plan und nur in vereinzelten Haufen sich ihnen entgegenstellten, zu schlagen, da Bourquin, den Muth verlierend, sich nach dem Waadtlande zurückgezogen hatte. Pfuels Sieg war vollständig und entscheidend. Hier aber darf es nicht verschwiegen werden, dass statt den errungenen Sieg nun durch versöhnende Mässigung zu krönen, auch nach demselben einzelne zum Theil hochstehende Männer der königlichen Partei ihre Leidenschaft nicht zu bemeistern vermochten, ja einige sich bis zu unedler Rachübung und schändlicher Misshandlung selbst wehrloser Gefangener erniedrigten[69]: Beispiele der Parteiwuth, in Bürgerkriegen besonders hervortretend, deren tiefliegender Stachel aber, oft in spätern Zeiten noch verwundend und reizend, in den Gemüthern der Besiegten zurückbleibt.

Allerdings schienen durch die angewendete Strenge die Republikaner nun auf längere Zeit gedemüthigt und machtlos. Allerdings führte der Staatsrath unbeeinträchtigt und mit Kraft nun wieder die Regierung im Lande; allerdings konnte er auch in eidgenössischen Angelegenheiten wieder eine Politik befolgen, die in Berlin gebilligt, vielleicht von dorther ihm gerathen ward, allein in der Stille lebte dennoch die republikanische Partei fort, ja sie wuchs wieder an, in den Wirren vorzüglich, die der Sonderbundskrieg über das Vaterland brachte.

---

[69]) *Guinand* p. 382 ff.

Das war die Lage der Dinge, als den 27. Februar 1848 zu Lachauxdefonds die Nachricht von der Verkündigung der Republik in Paris eintraf. Schon am folgenden Tag wurde durch eine Schaar bewaffneter Republikaner das Rathhaus eingenommen, der vom Staatsrathe abgeordnete Herr von Chambrier unter Aufsicht gesetzt, eidgenössische Fahnen aufgepflanzt und die Republik ausgerufen. In Locle, in Brenets, im Val de Travers geschah dasselbe. In Neuchatel herrschte Ungewissheit über die zu ergreifenden Maassregeln. Ein Theil der Bevölkerung rüstete sich die Stadt zu vertheidigen, eben dazu erboten sich auch zahlreiche vom Land Eingetroffene, allein auf ein eingeholtes Gutachten des Stadtrathes wurde von der Regierung auf diesen Gedanken verzichtet. Unterdessen hatte sich den 29. Februar in Lachauxdefonds eine provisorische Regierung gebildet und schon den 1. März zog dieselbe, begleitet von ungefähr 1000 Bewaffneten aus den Berggegenden, unter denen sich, wie es, hiess auch freiwillige Berner aus dem St. Immerthale befanden, in Neuenburg ein, wo sie vom Schlosse Besitz nahm. Ebendahin wurden alsobald auch vier um ihren Präsidenten versammelte Mitglieder des Staatsraths unter Gewahrsam gebracht, aller Verkehr nach aussen ihnen unmöglich gemacht, im Uebrigen sie fortwährend mit Anstand behandelt. Noch am nämlichen Tage erschien nun die erste Proklamation der provisorischen Regierung, durch welche dieselbe Aufrechthaltung der Ordnung und Ruhe, Schutz der Personen und des Eigenthums und die Einberufung einer Nationalversammlung versprach, in deren Hände sie ihre Gewalt zurücklegen werde[70].

Unterdessen hatte der Staatsrath noch in seiner letzten Sitzung den Kanzler Favarger nach Berlin und den vormaligen Gesandten zur Tagsatzung, Herrn von Chambrier, mit dem Auftrage, die eidgenössische Gewährleistung der bestehenden Verfassung anzurufen, an den Vorort Bern abgeordnet. Vielleicht wäre jetzt ein nicht ungünstiger Moment gewesen, wo durch mit Besonnenheit und Nachdruck geführte Unterhandlungen von Seite

[70]) *Le Neuchâtelois*. 7. März 1848.

der Eidgenossenschaft das allerdings immer unhaltbarere Doppelverhältniss in rechtskräftiger Weise hätte gelöst werden können[71]. Allein schon den 29. Februar hatte der Vorort Bern noch ehe er in einer so wichtigen Angelegenheit die Ansichten der Mitstände einholen konnte, eine Gesandtschaft nach Neuenburg abgehen lassen, mit förmlicher Anerkennung des Geschehenen so wie der provisorischen Regierung. Es war das erste Mal, dass die Schweiz, oder vielmehr ihr Vorort, aus ihrer in neuenburgischen Angelegenheiten bisher immer besonnen behaupteten schiedsrichterlichen Stellung heraustretend, ebenso voreilig, als unpolitisch nur für eine Partei sich erklärte. So wurden denn auch die gefangenen Staatsräthe von den bernischen Abgeordneten weder einer Unterhandlung noch eines Besuches gewürdigt, während diese vielmehr nach verschiedenen Gegenden des Landes sich begaben, um auch dort die öffentliche Meinung für die verkündete Republik zu gewinnen.

Unter diesen Umständen kamen die Staatsräthe, sich ausser Stande erklärend, ihren Pflichten ein Genüge zu leisten, bei dem Könige mit dem Gesuch um Entlassung ein. Diese wurde ihnen unterm 5. April durch eine Kabinetsordre bewilligt ohne Aufforderung an Andere, ihre Stelle einzunehmen. Das nachfolgende königliche Schreiben war beigefügt.

»Neuenburger. Die in euerm Vaterlande vorgefallenen Ereignisse haben mich innig betrübt; mit Rührung aber erfuhr ich die edle Charakterfestigkeit aller derjenigen, die ihrem Eide unentwegt getreu geblieben sind. Ich bezeuge diesen loyalen Männern, deren Treue nichts erschüttern konnte und die Europa das schöne Beispiel der Heilighaltung des Eides und bürgerlicher Tugenden gegeben haben, meine Achtung.«

»Mein einziges und angelegentliches Streben, wie dasjenige meiner königlichen Vorgänger ging dahin, euer Land, über dessen Schicksale zu wachen die Vorsehung mir aufgetragen hat, glücklich zu machen. Ich liebe das neuenburgische Volk, es hat meine aufrichtige Zuneigung; allein die gegenwärtigen

---

[71]) Das unten mitgetheilte königl. Schreiben dürfte den Beweis leisten.

Zustände Europa's treten für den Augenblick der Bethätigung des Wohlwollens, das ich für dasselbe empfinde, hemmend entgegen.«

»Die Eide, womit sie mir verbunden sind, haben meine getreuen Unterthanen verhindert, an den Angelegenheiten ihres Vaterlandes unter einer Oberbehörde, die sie nicht als legitim betrachten können, Theil zu nehmen. Dieser Entschluss ist ein ehrenvoller Beweis der Treue, womit sie mir zugethan sind. Ich billige daher vollkommen ihr Verfahren. *Nichts desto weniger glaube ich im Interesse ihres Vaterlandes, so gut wie in ihrem eigenen, sie durch das gegenwärtige Schreiben bevollmächtigen zu sollen, nur ihre eigene Stellung und das Wohl des Landes zu berücksichtigen, ohne durch die Bande, die zwischen mir und ihnen bestehen, sich hindern zu lassen.* (Mais je crois devoir néanmoins dans l'intérêt de leur patrie comme dans leur propre, les autoriser par les présentes à ne prendre conseil que de leur position et du bonheur de leur pays sans se laisser arrêter par les liens, qui les attachent à moi). Das lebhafte Interesse, das ich an ihrem Vaterlande nehme und meine Zuneigung zu ihnen sind die einzigen Gründe dieser Erklärung.«

»Ich werde Kommissarien ernennen und bevollmächtigen, um mit der eidgenössischen Bundesbehörde in Unterhandlung zu treten und sie dahin instruiren, Hand zu bieten zu Allem, was beitragen kann zum Wohl eines Landes, dessen Loos stets der Gegenstand meiner aufrichtigsten Theilnahme sein wird.«

»Gegeben zu Potsdam, den 5. April 1848 im achten Jahr Unsrer Regierung.

Friedrich Wilhelm.

Werther«[72]).

Unter diesen Umständen, wo mit Vorwissen des Königes selbst keine Regierung in seinem Namen in Neuenburg mehr vorhanden war, auch momentan nicht hergestellt werden konnte, wurde im allgemeinen Interesse des Landes die provisorische

---

[72]) *Bulletin politique* de Neuchâtel vom 11. April 1848.

Regierung zur Nothwendigkeit. Die gefangenen Mitglieder des Staatsrathes wurden ihrer Haft entlassen und die anfänglich getroffenen ausserordentlichen Sicherheitsmassregeln allmälig wieder abgestellt. Zugleich war ein vom Volke in der Zahl von 89 Mitgliedern gewählter Verfassungsrath einberufen worden, der den 5. April seine Arbeiten eröffnete und den 25. mit Vorlegung einer Verfasssung beendigte, durch deren erste zwei Artikel nun allerdings die völlige Lösung des bisher zu Preussen bestandenen Verhältnisses ausgesprochen ward[73]. Der 30. April war festgesetzt zur Abstimmung über dieselbe.

Es muss zugestanden werden, dass das diessfalls von der provisorischen Regierung entworfene Reglement alle wünschbare Gewährleistung für die Freiheit und persönliche Sicherheit der Abstimmenden bot. Nur eingeborne Neuenburger im Alter über 20 Jahre durften Theil nehmen, im Lande niedergelassenen Schweizerbürgern war die Betheiligung untersagt[74]. In der That erschien auch am bezeichneten Tage beinahe vollzählig die stimmfähige Bürgerschaft. Die Abstimmung ergab 5813 Stimmen für Annahme der Verfassung, 4395 für deren Verwerfung, also für die erstere eine Mehrheit von 1418 Stimmen. Bei einer zweiten zugleich der Entscheidung unterlegten Frage: »Soll der gegenwärtige Verfassungsrath der erste grosse Rath des Kantons[75] sein«? ergaben sich 5487 bejahende und 4679 verneinende Stimmen. »Es ist nun in der That höchst wünschenswerth, äussert sich nach Mittheilung der Ergebnisse dieser Abstimmung ein neuenburgisches eher in konservativem Sinne geschriebenes Blatt[76], dass jeder Bürger ohne Murren und

---

[73]) Dieselben lauteten:

Art. 1. Der Kanton Neuenburg ist ein demokratischer Freistaat und einer der Stände der schweizerischen Eidgenossenschaft. Art. 2. Die Souveränetät ruhet im Volke, welches dieselbe ausübt in den durch die Verfassung gegebenen Formen.

[74]) Dasselbe findet sich im Recueil des lois, décrets et autres actes du gouvernement de Neuchâtel. T. 1. p. 106 ff.

[75]) Nach der Verfassung mit vierjähriger Amtsdauer.

[76]) Das bereits angeführte *Bulletin politique* vom 2. Mai.

offenherzig die Stellung sich gefallen lasse, welche sichtbar die Vorsehung unserm Lande angewiesen hat und dass jeder, als wahrer Neuenburger dem Vaterland seine verletzten Interessen, oder seine unerfüllten Hoffnungen zum Opfer bringe, damit dem freien Fortgang der Staatsangelegenheiten, der ohne Gefahr nicht länger unterbrochen bleiben darf, nichts hemmend in den Weg trete. Noch dürfen wir beifügen, dass nicht die mindeste Unordnung in irgend einem Theile des Landes statt gefunden hat.«

Den 10. Juli erhielt der Staatsrath dann die Nachricht, dass die Tagsatzung mit 21 Stimmen die eidgenössische Gewährleistung der neuenburgischen Verfassung ausgesprochen habe. Schwyz hätte sich das Protokoll offen behalten, was auf seine baldige nachfolgende Zustimmung schliessen lasse, die denn auch einkam.

Den 16. August wurde dem Volke Kenntniss von der neu entworfenen schweizerischen Bundesverfassung gegeben und dieselbe vom Staatsrath zur Annahme empfohlen. An der auf den 27. dieses Monats fallenden Abstimmung nahmen nun auch die im Kanton geborenen oder seit zwei Jahren in demselben niedergelassenen Schweizerbürger Theil. Das Ergebniss der, wie auch in den übrigen Kantonen nur unter mässiger Theilnahme statt findenden, Abstimmung zeigte 5481 Annehmende, 304 Verwerfende[77].

---

[77]) S. die sämmtlichen Akten im 1. Bande des *Recueil* des lois u. s. w.

Inhaltsübersicht.

Zu verbessern:

Seite 16 Zeile 16 von oben statt Nevers lies Nemours.
„ 64 „ 5 von unten „ fünfzehnte lies vierzehnte.
„ 65 „ 1 von oben „ sechszehnten lies fünfzehnten.

II.

MÉMOIRES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE DES ROYAUMES DE PROVENCE ET DE BOURGOGNE JURANE.

SECONDE PARTIE.

LES HUGONIDES.

PAR

Mr. FRÉD. DE GINGINS-LA-SARRAZ

PRÉSIDENT HONORAIRE DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE LA SUISSE ROMANDE, ET MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE SUISSE.

1.

ORIGINE DE HUGUES DE PROVENCE.

L'histoire de Hugues de Provence se partage en deux périodes bien tranchées, dont l'une est antérieure à son couronnement comme roi d'Italie, et dont l'autre date de ce couronnement et s'étend jusqu'à sa mort. La seconde période de la vie de ce prince est généralement assez connue. Comme roi d'Italie Hugues a trouvé un historien sagace dans Liutprand de Pavie, évêque de Cremone, élevé dans sa cour et témoin des principaux évènements de son règne [1]). Il n'en est pas ainsi pour

---

[1]) Voy. la Préface de Mr. *Pertz* sur les oeuvres de *Liutprand* dans le tome III. des *monumenta Germ. hist. scriptores*, p. 264 et suiv.

L'histoire de *Liutprand* est intitulée Antapodosis par les uns (*Pertz*, supra, p. 273) et Historia par les autres (*D. Bouquet*. recueil des hist. de la France, t. VIII. p. 130 et suiv.)

les actes qui le concernent soit comme grand feudataire du royaume de Provence, soit comme prétendant à cette couronne. Tout ce qui regarde cette partie de son histoire est resté plus ou moins obscur[2]), et se réduit à un petit nombre de renseignements qu'on rencontre çà et là dans les annales du X[e] siècle et aux chartes émanant de ce prince ou faisant mention de lui.

Le présent mémoire est principalement destiné à réunir et à coordonner ces éléments épars pour servir à compléter l'histoire de Hugues, roi d'Italie, comme comte, margrave, duc ou prince des Provençaux, et à faire mieux connaître sa nombreuse famille, dont les rejetons paraissent avoir pris racine aussi bien en deçà qu'au delà des Alpes maritimes.

Quoique nous ayons déjà fait mention dans les trois mémoires précédents[3]) des circonstances qui obligèrent la famille de Hugues à chercher un refuge dans le royaume de Provence et parlé incidemment du pouvoir auquel il était parvenu à s'élever sous le gouvernement de l'empereur Louis l'Aveugle, on nous permettra de revenir sur ce sujet en y ajoutant les développements que nous avons réservés à dessein pour les réunir dans un dernier travail; spécialement consacré à ce »très-avisé et très-puissant comte des Provençaux«, comme l'appelle son historien *Liutprand*[4]).

On doit se rappeler que Théobald ou Thibaut, père de Hugues, était propre fils de HUGBERT ou HUBERT dit l'Abbé[5]), duc ou gouverneur de la Transjurane pour le roi Lothaire-le-

---

[2]) Voy. *Chorier*, hist. génér. du Dauphiné livre X. ch. 19 et suiv. t. I. p. 719 et suiv. *H. Bouche*, hist. de Provence, t. I. p. 785 et suiv. — *L'art de vérif. les dates*, t. II. p. 428. Ed. in-fol.

[3]) *Archives* de la société générale d'histoire suisse, t. VII. p. 169. — Tirage séparé, mém. No. II. p. 113. —

Ibidem, t. VIII. — les mém. No. III et IV. p. 3 et 77.

[4]) *Liutprandi*, hist. lib. III. c. 8. »Hugo *potentissimus et sapientissimus Provincialium comes*.« (ap. *Pertz*, l. c. p. 305.)

[5]) Ann. Vedastini ad ann. 880. »*Theutbaldus* filius *Hucberti*.« (ap. D. Bouquet, t. VIII. p. 81.) — Ann. Laubienses, ad ann. 880. »*Thiedbaldus* filius *Huberti* abbatis.« (Ap. *Pertz*, ss. t. IV. p. 14.)

Jeune qui avait épousé sa soeur Thiedberge, dont le divorce causa un si grand scandale dans l'empire Carlovingien[6]). Le duc Hugbert ainsi que cette reine persécutée étaient issus d'un comte lorrain ou austrasien, nommé Boson mort avant l'an 857[7]). Destiné par son père à l'état ecclésiastique, Hugbert avait déjà reçu la tonsure lorsque le mariage de sa soeur ou peut-être la mort d'un frère ainé[8]), donna l'essor à son ambition et à ses inclinations guerrières, sans renoncer toutefois aux riches bénéfices de l'Eglise dont il était déjà pourvu[9]), suivant l'abus du temps, ou dont il s'était emparé de vive force[10]). C'est pourquoi les annalistes contemporains lui donnent les titres *d'abbas et dux*, en ajoutant cependant qu'il n'était clerc que par la tonsure[11]), c'est-à-dire qu'il n'était point entré dans les ordres sacrés. Ces violences et les désordres dont il était accusé attirèrent sur lui les censures du pape Benoit III qui le somma de comparaître en cour de Rome[12]). Loin de se rendre à cette sommation, Hugbert se maria publiquement et procréa plusieurs

---

[6]) Epistolæ Nicolai Papæ. „*Theutberga,* soror *Uberti.*“ (Ap. *Duchêne*, ss. Fr. t. III. p. 829.) — Theutberga (regina, ibid. p. 307.) filia Bosonis. (*Ibid.* p. 582.)

[7]) Epistola Benedicti III. Papæ, d. d. ann. 857. „Hubertus clericus quondam Bosonis filius.“ (*Labbe, concil. coll.* t. VIII. p 233.)

[8]) Il parait certain que la reine Thiedberge avait plusieurs frères: „*Agentibus fratribus Thiedbergæ* reginæ.“ (*Reginon. Prum. chron.* ad ann. 864. ap. *Pertz.* ss. t. I. p. 572.)

[9]) Charles-le-Chauve lui donna l'abbaye de *St.-Martin de Tours* en 862. (*Ann. Bertinian.* ad hunc ann. ap. D. Bouquet, t. VII.)

[10]) Il se saisit violemment des abbayes de *St.-Maurice* en Valais et de *Luxeuil* (ann. 857) et de celle de *Lobbes* dans les Ardennes (ann. 864.) (*Epistol. Benedicti III. Papæ, supra.*) *Ann. Laubiens.* ad ann. 864. „*Hubertus invasit abbatiam.* (Ap. Pertz. ss. t. IV. p. 14.)

[11]) Vide *Dacherii spicileg.* t. VII. p. 514. „Nil sibi clericale præter tonsuram præferens.“ (Ibid. p. 555—556.)

[12]) Epitre du pape Benoit III aux évêques du royaume de Charles-le-Chauve de l'an 857 environ (vide supra.) *Mabillon Ann. Benedictin.* t. III. p. 51, 85, 96 et 111.

enfants[13]), dont un seul nous est suffisamment connu, savoir le comte Théobald ou Thibaut dont on a parlé.

Le mariage du duc Hugbert qui est antérieur à l'an 862[14]), remonte probablement aux environs de l'année 857, puisque son fils Thibaut était déjà marié lui-même en 880[15]), ainsi qu'on le verra plus loin. Quoiqu'il en soit, Lothaire ayant rejeté de sa couche la reine Thiedberge pour épouser publiquement Waldrade qui fut déclarée reine[16]), cette démarche devint le signal d'une guerre ouverte entre le duc Hugbert et le roi, son ci-devant beau-frère. Le premier soutenu par le roi Charles-le-Chauve qui avait donné asyle dans ses états à la reine divorcée[17]), prit les armes pour obliger Lothaire à se conformer aux décrets rendus par le pape Nicolas Ir[18]) et à rétablir sa soeur Thiedberge dans ses droits d'épouse légitime.

De son côté Lothaire qui était soutenu par l'empereur Louis II son frère et par son oncle Louis-le-Germanique[19]), déclara l'abbé duc Hugbert rebelle[20]), et déchu des dignités et bénéfices dont lui-même l'avait naguère revêtu[21]). Mais le duc

---

13) „Efficitur *uxorius* et *liberos* procreans.“ (*Dacherii spicil. Ibid.*) — „Hubertus clericus *conjugatus*.“ (*Ann. Bertini* ad ann. 864. apud *D. Bouquet*, t. VII.)

14) Ann. Bertin. ad ann. 862. „Karolus Calvus .... abbatiam. s. *Martini* Hucberto clerico *conjugato*, donavit. (*Ibidem*.)

15) Ann. Bertini ad hunc ann. „*Teudbaldus sororius Hugonis* filii Lotharii Junioris.“ (*Bouquet*, VIII. p. 35.)

16) Ann. Bertin. ad ann. 862. (l. c. t. VII. p. 79.) — Ann. Mettenses ad ann. 864. (Ibid. p. 191.) — Reginon. Chron. ad ann. 864. (*Pertz*, ss. t. I. p. 572.)

17) *Ann. Bertin.* Ap. D. Bouquet, t. VII. p. 76.

18) Vide Hincmari, Ann. ad ann. 864 et 865. (Pertz, ss. t. I. p. 467—468.) Nicolaï I papæ epistol. (Ap. Duchêne, ss. Fr. t. III. p. 829 et sequ.)

19) *Hincmari* Ann. (*Ibidem*, p. 458, 467 et 475.)

20) *Acephala Hugbertus* (i. e. qui regulam non agnoscit), *ann. Mettenses, Reginon. Chron.* ad ann. 866.

21) Diplôme du roi Lothaire de l'an 867. „Omnes res quondam Huberti *abbatis* fratris ipsius (Thiedbergæ), quas pro infidelitate nostra regni dignitas (i. e. *fisci*) sortita est.“ etc. (D. Bouquet. t. VIII. p. 413.)

profitant habilement des retraites de difficile accès, qu'offrait le pays entre le Jura et les Alpes Pennines, s'y maintint pendant deux ou trois ans, après avoir battu successivement trois armées nombreuses envoyées contre lui[22]), soit par le roi Lothaire, soit par l'Empereur Louis II frère de ce roi[23]). Enfin Conrad-le-Jeune, fils de Conrad l'ancien, abbé de St.-Germain d'Auxerre et oncle maternel de Charles-le-Chauve, marcha contre lui à la tête d'une quatrième armée et lui livra près d'Orbe[24]), au pied du Jura, une bataille dans laquelle Hugbert fut tué[25]).

Les écrivains du temps varient sur la date de cette catastrophe qui fit passer la Transjurane sous la domination d'une race nouvelle[26]). Hincmar de Reims et l'annaliste de St.-Bertin la mettent mal-à-propos sous l'année 864[27]); les annales de Metz, et Réginon abbé de Prüm, après avoir parlé sous l'an 866 de la rebellion du duc Hugbert, font mention de sa mort comme d'un fait plus récent terminant l'épisode de ce conflit particulier[28]). Par contre les religieux de Lobbes ne disent rien de la mort de Hugbert sous les années 866 et 867, quoique cet évènement dût les délivrer d'un abbé qu'ils considéraient comme

---

22) „Lotharius rex semel et iterum atque tertio exercitum produxit." (*Ann. Mettens.* ad ann. 866.)

23) Les *annales de Metz ad ann.* 866 ne font mention que des armées de Lothaire (D. Bouquet, t. VII. p. 194.). Parcontre Hincmar attribue la défaite de Hugbert aux armes de l'empereur Louis II. (*Pertz*, ss. t. I. p. 466.)

24) Ann. Mettens. l. c. „Juxta castrum quod ORBA dicitur." Voy. ci-devant le mém. No. 2. t. VII. p. 117 des archives.

25) *Ibidem.* — „A Conrado comite occisus." — *Folcuini de Gest. abb. Laubiens.* „in acie ..... lingua transfossus .... interfectus est." — (*Dacherii spicil.* Ed. 4. t. VI. p. 556.)

26) *Folcuinus*, l. c. „*Conradus ... Jurensium partium Dux.*" Il parait que Lothaire avait donné d'avance le gouvernement de cette contrée à Conrad.

27) Ann. Bertin. ad ann. 864. (*Ibid.* p. 888.) — *Hincmari* ann. ad hunc ann. (Pertz, ss. t. I. p. 466.)

28) *Ann. Mettenses* (l. c.) — *Regino in Chron.* (l. c.) ad ann. 866. „Attamen acephala Hugbertus *novissime* ... occisus est."

un intrus. Ils ne font mention de ce fait que sous l'an 868 où le roi remit la conduite de leur abbaye à l'évêque de Cambrai[29]). Appuyés sur deux chartes émanant du roi Lothaire, nous croyons pouvoir fixer l'époque de la bataille où Hugbert perdit la vie entre le mois de janvier et le mois de novembre de l'année 867[30]).

La mort tragique de ce frère ayant privé la reine Thiedberge de son seul appui naturel, sa rivale Waldrade ne fut plus occupée que d'assurer son sort[31]), et celui des enfants qu'elle avait donnés à Lothaire. L'histoire en nomme trois, savoir un fils appelé Hugues et deux filles dont l'ainée, Berthe, devint ensuite si célèbre dans les annales de l'Italie, et dont l'autre nommée Gisèle fut mariée à un chef ou roi Danois appelé Gotfrid, établi dans la Frise. Peut-être faut-il en compter une troisième nommée Ermengarde, dont on aura l'occasion de parler plus tard[32]).

Le mariage que Lothaire avait contracté avec Waldrade, quoique célébré devant l'Eglise fut condamné par les Papes[33]), qui tinrent pour illégitimes et adultérins les enfants nés de ce mariage[34]). Mais l'histoire offre plus d'un exemple qui montre

---

29) *Ann. Laubienses* ad ann. 868. „Occiso Huberto (abbate) fit a Johanne Episcopo (cameracensi) poleptycum nostrum.“ (Pertz, ss. t. IV. p. 14.)

30) Par un diplôme daté du 17 janv. 867 le roi Lothaire avait fait à la reine Thiedberge une donation considérable, et par une 2e charte du 24 novembre de la *même-année* il confirma la première en y ajoutant les domaines qu'avait possédés le duc Hugbert, son frère. „Quondam Huberti fratris ejusdem.“ (*D. Bouquet,* t. VIII. p. 412 et note C.) Ce qui suppose que ce dernier était mort dans l'entre-deux.

31) *Ann. Mettenses* ad ann. 882. (*D. Bouquet*. VIII. p. 64.)

32) Voy. *Muratori* Ann. d'Ital. ad annum 925.

33) *Epistol.* Nicolaï I. Papæ. (*D. Bouquet,* t. VII. p. 417—438.) Item Hadriani II ad Waldradam (l. c. p. 441.) — Hincmari ann. ad annum 868, 869 (l. c. p. 413.)

34) Epistol. Johannis VIII. papæ, d. d. ann. 878. „Ugonem Lotharii regis quondam filium *non legitimum* sed adulterina copula genitum. (*Duchêne*, ss. franc. III. 891.)

que l'opinion publique, moins sévère que les papes, ne ratifiait pas toujours leurs jugements rigoureux et ne refusait point le rang de princes aux personnes issues d'une alliance contractée dans des circonstances analogues [35]). Quoiqu'il en soit, les enfants de Waldrade avaient été publiquement reconnus comme légitimes par le roi leur père [36]), et son fils Hugues était à peine âgé de 10 ans, lorsque Lothaire l'investit du duché d'Alsace, avec le consentement de son oncle Louis de Germanie, auquel il le recommanda et qui se déclara son protecteur [37]).

Il semblait qu'un abîme infranchissable dût séparer à jamais la famille de Waldrade de celle de sa rivale Thiedberge. Il advint, tout au contraire, que le besoin de s'aider réciproquement rapprocha les rejetons des deux races naguère ennemies qui se confondirent pour ainsi dire dans la dynastie des Hugonides. Théobald ou Thibaut fils du duc Hugbert tué à Orbe en 867 et neveu de la reine Thiedberge, étant parvenu à l'âge viril, fut marié à Berthe, fille aînée de Lothaire et de Waldrade [38]). Cette alliance fut consommée vers l'an 880 au milieu des guerres intestines qui éclatèrent dans la France cis-rhénane après la mort du roi Louis-le-Bégue [39]). Hugues, duc d'Alsace frère de Berthe, jugea le moment favorable pour faire valoir par les armes ses prétentions sur le royaume de son père Lothaire, dont les deux branches carliennes de Germanie et de Neustrie

[35]) Pour ne pas sortir du 9e siècle nous ne citerons que le double mariage de *Louis-le-Bégue* et la royauté déférée à *Charles-le-Simple* son fils posthume quoique le pape Jean VIII eût refusé de reconnaître la validité du mariage de sa mère. (*Ann. Bertin.* ad 878.)

[36]) Voy. le diplôme de Lothaire II de l'année 863 pour l'abbaye de St.-Pierre de Lyon, „*pro salvatione amantissimæ conjugis nostræ Waldradæ et filii nostri Hugonis.*“ (*D. Bouquet*, t. VIII. p. 406.)

[37]) Ann. Bertin. ad ann. 867. „Filio suo de Waldrada *Hugoni* ducatum Helisatium donat, eumque Hludovico commendat. (D. Bouquet, t. VIII. p. 96.)

[38]) Ann. Vedastini ad ann. 880. „Theutbaldus filius Hucberti.“ (*D. Bouquet*, t. VIII. p. 81.) *Ann. Bertin.* ad eundem ann. „Theutbaldus *sororius* Hugonis filii Lotharii junioris et Waldradæ. (*Ibid.* p. 35.)

[39]) Voir le *mém. No. 2 des archives, t. VIII. p.* 150. (*Edit. sép. p.* 66.)

se disputaient la possession [40]). Ayant rassemblé une grosse troupe de partisans, il en confia le commandement à son beau-frère le comte Théobald [41]). Celui-ci, prenant les devants, passa la Meuse aux environs d'Attigny où il rencontra les armées combinées des princes français et du roi de Germanie qui lui livrèrent une sanglante bataille (juin 880) dans laquelle les troupes de Thibaut furent battues et mises en fuite [42]). L'annaliste de Lobbes dit même que ce dernier fut tué dans le combat par le duc Henri de Turinge [43]) qui commandait en Lorraine pour Louis II, roi de Germanie [44]). Mais il parait que Théobald fut seulement blessé [45]) assez grièvement pour donner lieu au bruit de sa mort, qui se répandit dans les provinces du nord. Quoiqu'il en soit, il est certain qu'il survécût à cette défaite, car nous le verrons bientôt tenter de nouveau la fortune des armes [46]).

A la suite de la déconfiture de son parti, Hugues, fils de Waldrade, fit sa paix avec le roi Louis II de Germanie qui lui donna plusieurs abbayes [47]) et le gouvernement de quelques comtés austrasiens, à condition de renoncer à ses prétentions sur le royaume de Lothaire et de lui être fidèle [48]). Après la

---

40) *Epistola Johannis* VIII. papæ ad *Ugonem* (supra.) — Ann. Bertin. ad ann. 879. „Hugo filius Lotharii junioris collecta multitudine prædonum, regnum patris sui est molitus invadere.“ (*D. Bouquet*. t. VIII. p. 34.)

41) Ann. Fuldenses ad ann. 880. „Thiotbaldus princeps militiæ Hugonis filius Lotharii regis.“ (*Ibidem*, p. 40.)

42) *Ann. Bertin.* ad ann. 880. „Quia Hugonem non invenerunt, sororium illius Theutbaldum bello agressi sunt, et multis interfectis, in fugam verterunt.“ (*Ibid.* p. 35.)

43) Henry était frère de Poppon, duc ou margrave de Turinge.

44) Ann. Laubienses ad ann. 880. „*Thiebaldus* filius Huberti Abbatis *occiditur* ab Henrico duce.“ (Pertz, ss. t. IV. p. 15.)

45) Ann. Fuldenses ad ann. 880. „*Acciderunt multi ex utraque parte vulnerati.*“ (Pertz, ss. t. I. p. 394.)

46) *Ann. Mettenses* ad ann. 883. (*D. Bouquet*, t. VIII, p. 64.)

47) Entr'autres l'abbaye de Lobbes (*Ann. Laub. ad ann.* 880. — (Ap. Pertz, ss. t. IV. p. 15.)

48) *Ann. Fuldenses ad ann.* 881, „ut ei fidem servaret.“ (Pertz, ss. t. I. p. 394.)

mort de Louis qui survint bientôt après[49]), Hugues, libre de tout engagement vis-à-vis de son successeur l'empereur Charles-le-Gros, entretint des intelligences secrètes avec les chefs des pirates danois qui occupaient les Pays-Bas entre le Rhin et l'Escaut[50]). L'empire se trouvant en même temps menacé sur plusieurs points[51]), l'empereur se vit obligé de traiter avec eux[52]). Gotfrid, le plus marquant de ces rois de la mer (*Vikinger* dans les langues du nord) consentit à recevoir le baptême; l'empereur lui donna en mariage Gisèle la plus jeune des filles de Lothaire et de Waldrade[53]), et il investit en même temps ce chef danois du gouvernement bénéficiaire de la Frise[54]). Hugues, frère de Gisèle, ne fut point oublié dans ce traité; Charles lui abandonna les revenus de l'Evêché de Metz, dont l'évêque, Valla, venait d'être tué en combattant contre les Normands[55]).

A peine l'Empereur était-il retourné en Italie[56]) que déjà Hugues avait de nouveau pris les armes pour s'emparer du royaume de Lorraine[57]). Il avait rappelé auprès de lui son beau-frère le comte Théobald[58]), et attiré dans son parti tous

---

49) 20 janv. 882. (*Ibidem*, p. 395.)

50) *Reginon chron. ad ann.* 882. (Ap. Pertz, ss. t. I. p. 582.)

51) Ann. Fuldenses ad ann. 883 et 884. (Ibid. p. 398, 399.)

52) *Ibid.* p. 593. — Sigefroi, l'un des chefs (duces) Danois, reçut une somme énorme en or et en argent en guise de tribut. (*Ann. Fuld. Ibid.* p. 397.)

53) *Reginon chron.* ad ann. 882. „Rex Godofridus Nordmannorum ...... si Gisla, filia Lotharii, in uxorem daretur.“ (*Pertz*, ss. t. I. p. 593.)

54) La Frise occidentale où le comté de *Kinnin* (Kennemerland) comme on l'appelait alors, soit la Nord-Hollande. (*Ann. Fuld. ad h. ann.* l. c. p. 396.)

55) *Hincmari* ann. ad hunc ann. (*Ibidem*, p. 514.)

56) Au mois de mai 883, en passant par la Bavière. (*Ann. Fuld. l. c.*)

57) Reginon chron. ad ann. 883. „Hugo filius Lotharii in spem recuperandi paternum regnum.“ (*Pertz*, ss. t. I. p. 593.)

58) „Nonnulli ex primoribus regni (Lotharingiæ) ... Thiedbaldus.“ (*Ibidem*, p. 594.)

les seigneurs du pays et des provinces voisines, mécontents ou hostiles à Charles-le-Gros[59]). Il proposa secrètement au duc Gotfrid, époux de sa soeur Gisèle, de se joindre à lui, en lui promettant le partage des terres conquises sur l'ennemi[60]).

Cette guerre des seigneurs Lorrains contre le duc Henri de Turinge[61]) se prolongea pendant plus de deux ans (de 883—885) sans autre effet que de livrer le pays aux violences des deux partis opposés. Elle se termina de la manière la plus imprévue et la plus funeste par suite de la duplicité du duc des Normands. Il avait secrètement envoyé des émissaires[62]) à la cour de l'empereur pour lui offrir d'abandonner le parti de son beau-frère, Hugues, à condition que Charles lui céderait quelques-uns des riches vignobles des bords du Rhin[63]). Par le conseil du duc Henri, l'empereur feignit d'entrer dans les vues de Gotfrid, afin de se rendre maître par trahison de celui qu'il n'osait pas combattre. Ils l'attirèrent dans une entrevue[64]); puis au moment de la conférence il fut assassiné par un comte, Everhard, qui sous un vain prétexte, engagea avec le duc des Frisons une dispute concertée d'avance et le frappa, à l'improviste, sur le siège où il était assis[65]).

Cette honteuse trahison fut bientôt suivie d'une autre non moins cruelle. Hugues s'était peu à peu aliéné ses plus zélés partisans par sa violence et son ingratitude. Il avait déjà fait

---

59) *Ibidem.* — Carloman, roi de Neustrie, était mort l'année précédente et Charles-le-Gros lui avait succédé dans ce royaume.

60) *Reginon chron. ad ann.* 884, 885. (*Ibid.* p. 594, 595.)

61) Henri, duc des Saxons, dont on a déjà parlé, commandait sur les deux bords du Rhin pour l'Empereur. (*Ibid.*)

62) „Gerolfum et Gardolfum comites Fresonum.“ (*Ibid.*)

63) „Confluentia, Andernacum, etc. ... propter vini affluentiam quæ in his locis exhuberat.“ (Ibid. p. 595.)

64) Dans l'île de *Bétuve* entre le Wahl et le Rhin. (*Ibidem.*)

65) Voy. Réginon sous l'an 885, (l. c. p. 595 à 596.) Ce guet-à-pens rappelle le meurtre du duc de Bourgogne à *Monterau* qui eut lieu cinq siècles plus tard au milieu d'une civilisation bien plus avancée.

mourir le comte Wicbert[66]) qui lui servait de père depuis plusieurs années et provoqué l'assassinat d'un de ses plus fidèles vassaux nommé Bernard afin de pouvoir épouser sa veuve Fréderade dont il était épris[67]). La nouvelle de la mort du duc des Frisons dont il ignorait peut-être la perfidie acheva de dérouter son parti. Hugues prêta l'oreille aux propositions décevantes du duc Henri de Turinge qui l'attira à Gondreville où se trouvait l'empereur. A peine arrivé Charles lui reprocha sa rébellion, le fit arrêter et ordonna qu'on lui arrachât les yeux. L'infortuné prince fut ensuite conduit prisonnier au monastère de Saint-Gall[68]), d'où on le ramena plus tard dans les Ardennes, sa patrie[69]). Non content de l'avoir privé de la lumière du jour, ses persécuteurs l'enlevèrent encore aux soins de sa famille et l'enfermèrent dans l'abbaye de Prüm[70]), où Réginon qui, alors, était abbé de ce monastère, le tonsura de ses propres mains par les ordres du duc Zwentibold[71]). Il mourut bientôt après dans cette abbaye où il fut enseveli, dans les mêmes lieux[72]) où reposaient déjà les restes de l'empereur Lothaire, son aïeul de glorieuse mémoire. Suivant le récit de Réginon, la mort de Hugues, fils de Waldrade, n'aurait eu lieu qu'après l'an 892, date de la promotion de ce chroniqueur à la dignité d'abbé de Prüm[73]). Cependant les annales de l'abbaye de Lobbes

---

66) *Regin.* ad ann. 883. (l. c. p. 594.)

67) „Illius (Bernarii) uxoris *Friderадæ* pulchritudine captus ..... eam sibi in matrimonium junxit. (Hugo).“ (Ibidem.)

68) *Reginon chron.* ad ann. 885. „Non multo post interpositis diebus Hugo ad Gundulfi villam attractus *dolo capitur* et jussu imperatoris et ab Henrico *ei oculi erruuntur.* Post hæc in Alamannia in monasterio S. Galli mittitur.“ (Ibidem, p. 596.)

69) *Ibidem.* — „Postea in patria revocetur.“

70) *Ibidem.* „In Prumia monasterio ....“ (p. 296.)

71) *Reginon* ad ann. 885. — „Novissime temporibus Zwendeboldi regis (ann. 895—900) manu mea attonsus est; eram tum in eodem loco (Prümiæ) custos.“ (id. est ann. 892.) (l. c.)

72) *Ibidem.* — „Ubi non post multos annos moritur et sepelitur.“ (l. c.)

73) Regino. chron. ad ann. 892. (l. c. p. 604.)

dont ce prince était abbé titulaire, assurent qu'il mourut déjà en 887[74]).

Quoiqu'il en soit, l'histoire ne nous apprend point si ce prétendant au royaume de Lothaire laissa ou non des enfants de sa femme Fréderade. Quant à cette dernière il y a toute apparence qu'elle prit le voile. Il se peut que ce soit elle-même que les chartes du même temps nous font connaître, sous les divers noms de *Fridaruna* et de *Friduwa*, comme fondatrice du monastère de *Mettelen* dans la France orientale[75]), que l'empereur Arnoul prit sous sa protection spéciale par un diplôme daté de la nouvelle Corbie *(Corvey)* en l'année 889[76]).

A la suite du meurtre du duc Gotfrid, sa veuve, Gisèle, soeur de Hugues, resta au pouvoir de Charles-le-Gros qui la retint prisonnière dans le palais d'Aix la Chapelle[77]). Elle continua après la déposition de cet empereur à résider dans ce palais sous la protection d'Arnoul et de son fils Zwentibold qui plus tard fut crée roi de Lotharingie par l'empereur son père[78]). Zwentibold donna à la princesse Gisèle qu'il appelle *sa parente* des terres situées aux environs de cette résidence royale[79]); il parait que cette fille puinée du roi Lothaire et de Waldrade s'était retirée dans le monastère de Nivelle[80]).

La catastrophe qui frappa l'infortuné Hugues, prétendant

---

74) Ann. Laubiens. ad ann. 887. „Obiit *Hugo* abbas.“ (*Pertz, ss.* t. IV. p. 15.)

75) *Mabillon. Ann. Benedict.* t. III. p. 296. Ce monastère parait avoir été situé dans la *Thuringe.*

76) Diplôme d'Arnoul, d. d. 23 Aug. 889. *Corbeia nova.* — „*Domina Friduiva.*“ (*Böhmers* Regest. Karol. p. 106.)

77) C'est ce que fait présumer le récit incomplet de *Reginon, l. c.*

78) Ann. 895. — Zwentibold gouvernait auparavant ce royaume comme lieutenant du roi Arnoul, (vide *Regino* ad ann. 892.) l. c. p. 605—606.)

79) Dipl. de Zwentibold en date du 30 juillet 896 en faveur de *Gisèle* sa parente, „*filia Lotharii regis*“ (*Böhmers Regest. Carol.* p. 112.)

80) Dipl. du roi Zwentibold en date de *Nivelle* 26 juillet 897. „*Interventu* ..... *neptis nostræ Giselæ.*“ (Mabillon Ann. Bened. t. III. p. 300.)

à la couronne de Lotharingie, atteignit en même temps tous ses partisans. Ceux qui, sur la foi des promesses fallacieuses du duc Henri de Turinge[81]), avaient accompagné Hugues dans l'entrevue de Gondreville, se sauvèrent presque nuds après qu'on leur eut enlevé leurs armes et leurs chevaux[82]). Les uns et les autres furent proscrits et dépouillés de leurs honneurs par l'empereur Charles-le-Gros[83]). Le même sort parait avoir frappé le comte Théobald qui avait de nouveau embrassé le parti de son beau-frère avec plus de chaleur que de prudence[84]).

Il est à présumer que la comtesse Berthe, femme de Théobald, et leurs enfants avaient déjà trouvé un asyle dans les états de Boson, lorsque les désastres dont on vient de parler, frappèrent sa famille. Cette fille aînée du roi Lothaire II était cousine-germaine de la reine de Provence[85]), et le comte Thibaut, son mari, fils du fameux duc Hugbert, était lui-même cousin-germain du roi Boson[86]). Ce double lien de parenté avait, suivant toute apparence, puisé de nouvelles forces dans les évènements politiques de cette époque agitée. On est frappé de la coïncidence des entreprises formées sur la Lorraine par

---

81) *Reginon chron.* ad ann. 885. „Henrici consilio . . . . . . promissionibus attractis.“ (*Pertz*, ss. t. I. p. 596.)

82) *Ann. Fuldenses* ad ann. 885. „Ceteri vero qui cum eo erant, equis et armis ac vestibus spoliati, vix nudi evaserunt.“ (l. c. p. 402.)

83) Réginon chron. ad ann. 885. „Omnes (Hugoni) faventes deshonestantur.“ (*Ibidem*, p. 596.)

84) Voy. *Réginon* sous l'an 880, 882 et 885.

85) Lothaire I. Emper.
- Lothaire II. roi.
  - Berthe épouse de Théobald.
- Louis II. Emper.
  - Ermengarde épouse de Boson roi.

86) Boson Comte.
- N.N. épouse de Beuves.
  - Boson, roi, époux, de Ermengarde.
- Thiedberge reine.
- Hugbert.
  - Théobald époux de Berthe.

Hugues et ses partisans avec la soi-disante usurpation de Boson et les efforts tentés par ce dernier pour se maintenir sur le royaume de Provence[87]). Cette coïncidence semblerait décéler une entente secrète formée dans le but d'affaiblir les forces de leurs ennemis communs en les divisant.

Les annales contemporaines ne parlent pas de la retraite du comte Théobald et de sa famille dans le royaume de Provence, et jusqu'ici ce fait ne s'appuyait que sur la tradition du pays[88]), ainsi que sur la haute position et les emplois élevés que les fils de ce comte Bourguignon ou Lorrain occupèrent, dès les premières années du 10e siècle dans ce royaume. Cette tradition se trouve aujourd'hui pleinement confirmée par une charte *inédite* des anciennes archives de l'abbaye de Cluny. Cette charte concerne l'asservissement volontaire d'un serf nommé *Berterius*, habitant d'un village de la Provence[89]). Elle fut stipulée en présence et sous l'autorité du comte Théobald *(Teutbold)* dans le comté duquel ce village était situé, et datée du mois de juin de l'année de la *mort de* Boson, Charles empereur régnant, c'est-à-dire de l'an 887[90]).

A la vérité ce document, d'ailleurs très-remarquable, ne fournit pas tous les éclaircissements qu'on pourrait désirer sur la question qui nous occupe. Il sert cependant à constater deux

---

87) Voyez Hincmari Ann. ad ann. 879, 880, 882. (Ap. Pertz, ss. t. I. 512—514.) Réginon ad ann. 883—885. (Ibid. p. 593—596.)

88) Voyez *H. Bouche, Histoire de Provence.* Livre VI. Sect. II. t. I. p. 785. et suiv.

89) Titre original des archives de l'abbaye de Cluny, 1er *Liasse*, No. VII, communiqué en 1779 par le sieur *Lambert de Barive* au baron *de Zurlauben.* „Notitia qualiter venit (h)omo nomen berterius in Asine villa in publico . . . . . . coram *inluster vir* Teutbolt *comite*, ibique in eorum presentia etc." *(Copie dans les Collect. Diplom. de Zurlauben à la bibliothèque d'Arau en Suisse.)*

90) „Ego Eldevoldus . . . . scripsi datavie die sabato, in *mense Junio, anno primo post obitum* Bosonis et regnante Carolo imperatore." — Tergo legitur: „Notitia Teudbaldi." Script. vix coëtanea. *(ubi supra)*

faits importants, savoir, en premier lieu, qu'un comte illustre[91]), nommé Théobald, gouvernait alors une partie du royaume de Provence et présidait, comme tel, aux *plaits* publics qui se tenaient régulièrement dans chaque comté. En second lieu il prouve que l'établissement formé dans ce royaume par le comte Théobald, remonte au moins aux dernières années du règne de Boson, qui mourut à Vienne le 11 janvier 887[92]). La tradition admise par les principaux historiens du midi[93]), porte en outre que Théobald ou Thibaut, père de Hugues, roi d'Italie, fut comte d'Arles. Ce fait est d'autant plus vraisemblable que la charte qu'on vient de faire connaître suppose que son gouvernement embrassait la portion du royaume de Boson où le droit romain s'était maintenu en pleine vigueur, ce qui s'applique plus particulièrement à la basse-Provence qu'à toute autre province de ce royaume[94]). On verra bientôt que cette contrée maritime fut gouvernée, après la mort de Théobald, par des seigneurs laïques et ecclésiastiques issus directement de ce comte illustre, ce qui ajoute un nouveau poids aux témoignages que nous venons de rapporter.

Le comte Théobald ne survécut pas longtemps au roi Boson, son parent et son bienfaiteur. Il parait même qu'il ne vivait plus à l'époque du synode de Valence (septembre 890)[95]), où Louis, fils de Boson, fut élu et couronné roi de Provence, puis-

---

91) L'épithète *inluster* donnée dans cette pièce au comte Théobald montre qu'il s'agit d'un personnage tenant un rang encore plus élevé dans l'Etat par sa naissance que par son titre de comte.

92) Voir le mém. No. 2. *Archives* t. VII .p. 198. Ed séparée p. 114.

93) *H. Bouche*, l. c. p. 790. — *D. Vaissette* hist. de Languedoc, t. I. p. 49.

94) Charte de Cluny citée plus haut. „*Berterius .... corrigium ad collum suum misit .... secundum lege romana se tradidit*, etc.“ (ubi supra). — La cérémonie en question eut lieu in *Asine Villa* in *ecclesia sancti Petri*. Il se pourrait que ce lieu fut le même que l'*insula sancti Petri* où s'éleva par la suite l'abbaye de *Mont-Majour* d'Arles. (*Mabillon Ann. Bened.* t. III. p. 494.)

95) Concil. Valentinense, ann. 890. Ap. *D. Bouquet*, t. IX. p. 315.

qu'il n'est point mentionné parmi les grands de l'Etat qui, comme le duc Richard de Bourgogne, étaient appelés par leur expérience et par leur parenté, à faire partie du conseil de régence, présidé par la reine Hermengarde, veuve de Boson[96]). Il est en outre assez certain que Berthe, veuve du comte Théobald, était déjà remariée en 898 au plus tard, avec le margrave de Toscane Adalbert II.[97]).

Les annalistes contemporains s'accordent tous[98]) au sujet du mariage du comte Théobald avec Berthe, fille ainée du roi Lothaire et de Waldrade, lequel doit avoir été contracté vers l'an 880[99]). Ils conviennent aussi que Hugues de Provence, roi d'Italie, était né de Berthe de Lorraine et de son premier mari[100]). Ce prince nomme d'ailleurs lui-même Théobald, son père, et Berthe, sa mère, dans plusieurs chartes très-authentiques[101]). Dans la première de ces chartes qui est de l'an 924 environ, Hugues nous apprend, en outre, qu'il avait *plusieurs*

---

96) *Ibidem.* — Les actes de cette élection étant incomplets, ils ne nous font pas connaître les noms des seigneurs du royaume qui y prirent part; mais nous pensons que le comte Théobald aurait été nommé dans le corps de ces actes avec le duc Richard s'il eût été vivant.

97) Vide Liutprandi Antapod. lib. I. cap. 39 à 41. (*Pertz*, ss. t. III. p. 285.)

98) Voy. ci-devant Arch. t. VII. p. 169. Ed. séparée, p. 85.

99) Berthe, soeur puinée de Hugues, fils du roi Lothaire, a dû naître après l'an 863, car elle n'est pas nommée avec son frère dans le diplôme de ce roi de cette même année rapporté plus haut. (*Bouquet*, t. VIII. p. 408.) Elle aurait donc eu 16 ans quand elle épousa Théobald.

100) *Liutprandi Antapod.* lib. I. cap. 39. „Berta Hugonis regis mater." *Pertz*, ss. t. III. p. 284.

101) „Hugo humilis comes et marchio . . . . . . memoriale *patris* mei Teutbaldi et *matris* meæ Berthæ . . . ." (Ap. *D. Bouquet*, t. IX. p. 689, 690. ann. 924.) „Hugo et Lotharius reges . . . . . pro animarum Thetbaldi *avi* seu *genitoris* nostri remedio, ann. 945. (*H. Bouche hist. de Provence*, t. I. p. 789.) — *Scheidius orig. Guelficæ*, t. I. p. 70. n. s.)

frères et *plusieurs* soeurs[102]) sans expliquer si les uns et les autres étaient ou non issus du même père et de la même mère que lui. Sur ce point les opinions des écrivains modernes varient[103]), mais ils se fondent avec raison sur certaines données indirectes de l'histoire pour admettre que quelques-uns des enfants du comte Théobald étaient nés d'une autre femme què la princesse Berthe[104]) et que celle-ci eut également des enfants nés de deux différents lits[105]). Nous tacherons d'abord de découvrir ceux qui eurent pour père le comte Théobald, fils du duc Hugbert, gouverneur de la Transjurane.

On possède plusieurs chartes qui démontrent que Boson, comte en Provence, puis margrave de Toscane, était frère de Hugues, roi d'Italie[106]); reste à savoir s'il était fils de Berthe[107]) ou d'une autre femme. L'historien Liutprand contemporain de ces princes fait entendre très-clairement que Boson était frère de *père* mais non de mère du roi Hugues[108]); il était donc né d'un premier mariage du comte Théobald, puisque Berthe sa seconde femme lui survécut. On ne peut pas admettre que Boson ait eu pour mère une concubine, vu que l'empereur Louis-

---

102) „Pro memoriale presentis conjugis meæ Hildæ atque *fratrum* et *sororum* mearum.“ (*Bouquet*, l. c. No. 1. p. 690.)

103) Comparer *H. Bouche, hist. de Provence*, t. I. 786 et *Scheidius orig. Guelf.* t. I. p. 74.

104) *Ibidem*, p. 72—74. — „Bosonem (Hugonis regis) fratris, ex alia uxore vel concubina Theobaldi comitis natum . . . historici omnes asserunt. (Voy. aussi *H. Bouche*, l. c. p. 790.)

105) *Liutprandi Antapod.* lib. I. cap. 59. lib. II. cap. 56.

106) Dipl. Ludovici III Imperat. ann. 911. „Hugo Dux nec non Boso (comes) *frater* suus.“ (*D. Bouquet*, t. IX. p. 685.) „Hugo inclitus comes . . . Sign. Bosonis comitis *fratris* sui. S. Alii Bosonis comitis. (*Cartulaire msc. de l'abbaye de Romans-sur-Isère de l'an* 913 *ex Rivaz coll. dipl. No.* 33.)

107) C'est une *erreur* de *St.-Marc*, auteur d'ailleurs très-exact d'une hist. d'Italie, t. II. p. 689.

108) *Liutprandi* Antapod. lib. III. c. 46. „Boso ex eodem *patre* regis Hugonis *frater* . . . . Marchio Tusciæ fieri etc.“ (l. s. c. p. 313.)

l'Aveugle qui se dit son parent[109]), le qualifie d'illustre et vénérable comte dans diverses chartes[110]), ce qui suppose que sa naissance était sans tache, et qu'il avait déjà atteint l'âge mûr.

On trouve encore d'autres indices d'un premier mariage contracté par le comte Théobald: il eut une fille appelée Teutberge mariée à un grand seigneur bourguignon nommé Warnier[111]). De cette union nâquit Manassès qui succéda en 915 à l'archevêque Rostaing sur le siége métropolitain d'Arles[112]). Ce prélat qui devint célèbre dans les annales de l'Italie où il fut appelé par le roi Hugues, son oncle maternel[113]), devait être âgé d'au moins 25 ans lorsqu'il devint archevêque d'Arles[114]). En ajoutant à ce nombre 16 années pour l'âge nubile de sa mère Teutberge on trouve que celle-ci a dû naître vers l'an 874, c'est-à-dire avant le second mariage du comte Théobald avec la princesse Berthe de Lorraine.

Les auteurs de l'histoire des Guelfes donnent à ce comte un troisième fils, savoir Bérillon ou Berlion, vicomte de Vienne[115]), dont il a été parlé dans les mémoires précédents[116]). Mais cette opinion nous parait être en contradiction formelle avec les documents contemporains qui font mention de ce vicomte, et entr'autres avec un diplôme de l'empereur Louis-l'Aveugle de l'an 902, où ce souverain appelle le comte Hugues

---

109) *Théobald*, père du comte *Boson*, comme on l'a dit en son lieu, était cousin-germain du *roi Boson*, père de *Louis-l'Aveugle*.

110) Dipl. de Louis III emper. de l'an 911 environ. „*Illustris* comes noster atque carissimus *propinquus* Boso.“ (*D. Bouquet*, t. IX. p. 683.) Idem de l'an 920. „Boso venerabilis comes nosterque *propinquus*.“ (*Ibid*. p. 687.)

111) *Scheidius orig. Guelf.* t. I. p. 73. n. *a*.

112) *Gall. Christ.* t. I. p. 548.

113) Manasses archiepisc. petente Hugone principe *avunculo nostro* etc. ann. 923. (Gall. Christ. t. I. p. 549.)

114) Le 10e siècle offre sans doute l'exemple de prélats plus jeunes élevés à l'épiscopat, mais dans ces cas là les historiens ont ordinairement soin d'en faire la remarque.

115) *Scheidius orig. Guelf.* t. I. §. 17. p. 72. n. *u* et *x*.

116) Num. 3 et 4. arch. t. VIII. p. 3 et 77. Ed. sep. p. 117 et 191.

son parent, tandis qu'il ne donne point ce titre à Bérillon qu'il nomme simplement son fidèle vassal, *(cuidam fideli nostro)*[117]. Il suit de là que Bérillon n'était point frère de Hugues, car dans ce cas il aurait été parent de cet empereur au même degré que lui. Il est à remarquer que Louis-l'Aveugle donne le titre de *propinquus* non seulement au comte Boson, frère de Hugues, mais aussi à l'archevêque Manassès, neveu de ce dernier[118].

D'un autre côté il faut admettre que Bérillon, vicomte de Vienne, auquel l'empereur Louis donna, en 902[119], les terres fiscales de Ponsas et de Chavannai sur le Rhône, était allié de fort près à la famille du comte Hugues, qui sollicita cet acte de libéralité souveraine en faveur de ce vicomte[120]. Bérillon qui fut père d'Engelbert et de Sobon archevêque de Vienne, avait été marié avec une dame ayant nom *Ermengarde*, que les auteurs de l'ouvrage cité plus haut (origin. Guelf.), supposent avoir été la même que la reine de ce nom, veuve du roi Boson et mère de l'empereur Louis[121]. Mais on a fait voir dans l'étude consacrée à cet empereur, roi de Provence, que la reine Hermengarde, loin de convoler à de secondes noces, s'était, au contraire, renfermée dans le couvent de Saint-Sixte de Plaisance[122], après avoir fait couronner son fils à Valence en 890[123].

---

117) *Charvet*, hist. de l'Egl. de Vienne, p. 241. (n. a.)

118) Dipl. Ludovici *Orbi* imperat. ann. 920. „Manasses, Arelatensis archiepiscopus, noster charissimus propinquus . . . . .“ (*D. Bouquet*, t. IX. p. 686.)

119) Dipl. de Louis-l'Aveugle de l'an 902. „Illustris comes Hugo, nosterque propinquus, nostram expectierat sublimitatem.“ (*Charvet*, l. c.)

120) Voy. la note précédente.

121) *Scheidius orig. Guelf.* t. I. §. 17. p. 72. (n. *x. y.*) „Engelbertus pro animæ meæ et fratris mei Sobbonis archiepiscopi et *genitorum* nostrorum Berlionis et Ermengardis (*Baluze hist. d'Auvergne* preuves, p. 478.)

122) Charte d'Ermengarde, veuve du roi Boson „*deo devota*“, ann. 890. (Ap. *Muratori*. Ant. Ital. t. I. p. 367.)

123) Voyez ci-devant le mém. No. 3. (Archiv. t. VIII. p. 67. Ed. sép. p. 181.) Si Bérillon avait été le mari de la reine, c. a. d. le beau-père *(vitricus)* de Louis l'Aveugle, le premier n'aurait pas eu besoin

Resterait à savoir quelle est cette Ermengarde que les chartes donnent pour femme au vicomte Bérillon, et qui fut la mère d'Engelbert et de l'archevêque Sobon.

On remarque d'abord que ce vicomte de Vienne occupait déjà [124]) cette charge vers la fin du IX[e] siècle, que Ratburne I[er] qui fut probablement fils ainé de Bérillon, lui avait déjà succédé comme vicomte de cette cité en 912 [125]). On observe ensuite qu'Engelbert, second fils de Bérillon et d'Ermengarde, était déjà marié en 923 [126]); que Sobon son frère occupait la charge de prévôt de l'église de Vienne en 908 [127]) et qu'il fut nommé, vers l'an 927, coadjuteur de l'archevêque Alexandre auquel il succéda sur ce siége métropolitain [128]). Il est évident que les fils de Bérillon étaient contemporains de Hugues de Provence, roi d'Italie, et nous devons en conclure que ce vicomte appartenait, ainsi que sa femme Ermengarde, à une génération plus ancienne.

On a dit au commencement de cette étude sur la dynastie des Hugonides, que Berthe, mère de Hugues, avait une soeur nommée Ermengarde [129]). La naissance de cette *troisième* fille du roi Lothaire et de Waldrade est attestée par son épitaphe placée dans l'Eglise de St.-Justine à Lucques où cette princesse

---

de l'intervention officieuse du comte Hugues pour obtenir les faveurs de cet empereur

124) Il est fait mention de *Bérillon vicomte* dans une charte de Rainfroi archevêque de Vienne qui succéda à Bernoin † ann. 897. (Dacherii Spicil. t. XII. p. 150.)

125) *Ratburnus, vicecomes,* souscrivit une charte du comte Hugues datée de Vienne la XII[e] année de l'empire de Louis-l'Aveugle au mois d'août (ann. 912.) (Tabular. Eccl. Viennensis, fol. 38. ex *Charvet,* l. c. p. 249.)

126) Dipl. de l'emper. Louis-l'Aveugle de la XXIII[e] année de son empire du mois de janvier. (*D. Bouquet,* t. IX. p. 687.)

127) *Charvet,* l. c p. 248.

128) *Ibidem,* p. 251—253. Cinq jours après la mort *d'Alexandre* décédé le 16 décembre 931. L'épitaphe de l'archev. Sobbo porte „præcloro germine creti.“ (Chorier, antiq. de Vienne, p. 244.)

129) Vide supra, p. 90. Ed. sép. p. 6.

termina ses jours dans le premier quart du 10e siècle[130]). Nous croyons que c'est elle-même qui, ayant accompagné en Provence sa soeur aînée la comtesse Berthe, fut mariée au vicomte Bérillon dont il est question. Cette conjecture s'appuie sur un diplôme de l'empereur Louis-l'Aveugle du mois de janvier 923, donné en faveur d'Engelbert et de Noma, première femme de celui-ci, où ce souverain donne à ce seigneur, fils de Bérillon et d'Ermengarde, le titre de parent *(propinquus)*[131]). Or on a fait remarquer ci-dessus que Louis ne donnait point ce titre au père d'Engelbert, il faut donc admettre que la parenté dont il est parlé ici provenait du côté de la mère.

Le mariage de Bérillon avec une soeur de la comtesse Berthe, tante maternelle de Hugues de Provence, roi d'Italie, expliquerait très-naturellement l'alliance étroite qui existait entre la famille de ce roi et celle des vicomtes de Vienne dont Bérillon fut la souche, alliance dont l'histoire du temps présente des preuves frappantes[132]), mais dont jusqu'ici on ne se rendait pas suffisamment compte. On aura plus tard l'occasion de revenir plus d'une fois sur les rapports de ces vicomtes avec les Hugonides.

En attendant on ne doit pas confondre Ermengarde, femme

---

130) *Muratori*, *Thesaur. veter. inscript.* t. IV. p. 1885, No. 3. „Hic jacet in tumulo felix venerabilis . . . . Hermengardis olim . . . . dicata deo, quam rex egregius *Lotharius* edidit ipse . . .“ (vide ejusdem autoris *Annali d'Ital.* ad ann. 925.)

131) Dipl. Ludovici Orbi Imperat. d. d. VIII. idus januarii, ann. XXIII. imperii ejus. „Decet imperialis majestas ut *propinquorum* ac fidelium suorum petitionibus opportuna præbeat beneficia. Proinde . . . . quoniam Ingelbertus . . . . . expetiit ut ei et uxori ejus Nomæ aliquid concederemus etc.“ (Ex Chartular. Cluniacensi, A. p. 156. — D. Bouquet, t. IX. p. 687, où le paragraphe ci-dessus a été omis.)

132) Diplôme de Hugues et Lothaire rois d'Italie de l'an 945. „Pro animarum nostrarum et Tetbaldi avi seu genitoris nostri, nec non Bertilionis *patris Ingelberti* remedio . . . . “ (Ap. *Scheidius, orig. Guelf.* t. I. præf. p. 70. n *s*.)

de Bérillon, vicomte de Vienne[133]), avec une autre Ermengarde, nièce de la précédente. Celle-ci était fille de la comtesse Berthe et propre soeur du roi Hugues[134]), elle joua un rôle important dans les destinées politiques de l'Italie et contribua puissamment à mettre la couronne sur le front de ce frère bien aimé[135]). Liutprand, le principal historien de son temps, et ceux qui l'ont suivi, affirment qu'Ermengarde était née du second mariage de Berthe avec Adalbert II, margrave de Toscane[136]); mais ailleurs ce même historien fait entendre qu'il ne rapporte ce fait que comme un bruit public *(ut rumor est)*[137]). Il faut convenir que sur ce point on pourrait concevoir quelques doutes. On trouve un charte très-authentique du roi Hugues datée de l'an 926, où ce souverain appelle Ermengarde sa soeur *germaine*[138]), ce qui supposerait qu'ils étaient issus du même père et de la même mère. Quoiqu'il en soit, cette célèbre princesse épousa Adalbert 1er margrave d'Ivrée[139]), dont elle eut un fils nommé Anscaire[140]), que le roi Hugues, son oncle,

---

133) Il n'est plus parlé de ce vicomte après l'an 902, et sa veuve Ermengarde se retira auprès de sa soeur, la comtesse Berthe de Toscane à Lucques, où elle se fit religieuse ainsi que nous l'apprend son épitaphe.

134) Hugo rex ... interventione Ermengardæ comitissæ, dilectæ *sororis* ac conciliatricis *nostræ*. (*Murat. Ant. Ital.* t. II. p. 936.)

135) Liutprandi Antapod. lib. III. c. 7 — 12. (*Pertz, ss. t. III.* p. 304 - 305.)

136) Ibidem, c. 7. „Hermengarda *Adalberti* Tusciæ marchionis et *Berthæ* filia.“ (l. c.)

137) Ibidem, lib. II. c. 56. „Hæc (*Bertha*), ut rumor est, tres ex viro suo *Adalberto* genuerat liberos, Widonem, Lambertum .. *Ermengardam*.“ (*Pertz,* ss. t. III. p. 298.)

138) Dipl. Hugonis regis, d. d. ann. 926. „...... Ermengardam gloriosam comitissam, carissimam *germanam* nostram.“ (*Murat. Ant. Ital.* t. I. p. 44.)

139) Liutprandi Antap. lib. III. c. 7. „Defuncto Adalberto, Eporeziæ marchione, uxor ejus Hermengarda, etc. (l. c.)

140) *Ibidem,* lib. II. cap. 56. „Hermengarda quæ ei (Adalberto Eporediæ marchioni) filium genuerat nomine *Anscarium*.“ (l. c. p. 298.)

créa duc ou margrave de Spolète et de Camerino et qu'il sacrifia plus tard à sa politique soupçonneuse et jalouse[141]).

Les divers personnages dont on vient de parler ayant joué un rôle plus ou moins marqué dans l'histoire de Hugues de Provence, auquel ils étaient tous alliés à divers degrés[142]), il était convenable de faire connaître leur origine avant de retracer les faits qui élevèrent ce prince aux plus hautes destinées et fondèrent sa renommée, tant en deçà qu'au delà des Alpes.

Lorsque Louis, fils de Boson, roi de Provence, fut appelé à régner en Italie et reçut la couronne impériale à Rome au mois de février de l'an 901[143]), Hugues, fils du comte Théobald et de Berthe de Lorraine, devait à peine avoir atteint sa vingtième année[144]). Quoique sa naissance presque royale du côté maternel et sa proche parenté avec la maison régnante lui assurassent un rang très-élevé à la cour des Bosonides, néanmoins sa jeunesse l'écartait pour le moment de toute influence marquée dans les affaires de l'Etat.

Après la mort de son père le comte Théobald, le gouvernement de la Provence inférieure avait été confié au comte Theutbert[145]), qui s'était illustré sous le règne de Boson et sous la régence de la reine Hermengarde sa veuve par son expérience et sa fidélité à toute épreuve. Le gouvernement du comte Theutbert parait avoir embrassé, peu à peu, toute la basse-Provence depuis Vaison jusqu'à Arles et depuis Arles

---

141) *Ibidem*, lib. V. cap. 4, 5 et 8. (l. c. p. 328 à 329.)

142) Voyez à la fin du volume le tableau généalogique des Hugonides *de Provence*.

143) Voir le mémoire précédent No. 3. (Archives t. VIII. p. 48. Ed. sép. p. 162)

144) On a vu plus haut que Berthe, fille du roi Lothaire et de Waldrade née vers l'an 864, fut mariée au comte Théobald vers l'an 880. (D. Bouquet, t. VIII. p. 35.)

145) Ce comte (*Illustrissimus fidelis noster Teutbertus comes*) gouvernait déjà le comté d'Apt en 896. (Dipl. de Louis, roi de Provence. *D. Bouquet*, t. IX. p. 676.)

jusqu'à Marseille[146]). Dans la cité d'Arles ce comte partageait l'autorité avec l'archevêque Rostaing[147]), auquel Boson et son fils avaient déjà concédé divers droits temporels réservés auparavant soit au fisc, soit aux comtes bénéficiaires du pays[148]). Le but de cette concentration de tous les pouvoirs entre les mains de l'archevêque métropolitain et du comte Theutbert parait avoir été de réunir toutes les forces de la Provence pour repousser les attaques des pirates maures, débarqués dans le golfe de Grimaud, et retranchés depuis quelques temps dans leur fort de la Garde-Frainet *(Fraxinetum)*[149]).

Quoique Hugues n'eût pas immédiatement succédé à son père le comte Théobald dans le gouvernement politique de la province d'Arles, il parait assez certain qu'il en hérita, conjointement avec son frère Boson, de grandes propriétes situées dans le ressort de cette métropole et dans divers comtés de la Provence. On retrouve plus tard ces propriétés dans leurs mains ou dans celles de leurs héritiers directs[150]).

Le plus ancien document à nous connu qui fasse mention

---

146) Voyez divers diplômes de l'Empereur Louis, roi de Provence, des années 896, 903, 904, 905, 907 et 909 (ap. D. Bouquet, t. IX. p. 676, 682, 683 et 684) où le comte Teutbert parait comme exerçant la principale autorité dans les comtés dynastiques de *Vaison*, d'*Avignon*, d'*Apt*, de *Marseille* et d'*Arles*.

147) Voyez les diplômes de Louis-l'Aveugle des années 898 et 904. (Ap. *D. Bouquet*, t. IX. p. 682—684.)

148) Diplôme confirmatif de l'empereur Louis l'Aveugle de l'an 920 „*Portum Arelatensem*, *Teloneum*, *Moneta*, *Judeos* . . .“ (l. c. p. 686.)

149) Voyez les actes de l'assemblée de Valence de l'an 890. „Sarraceni Provinciam depopulantes . . .“ (*l. c.* p. 315), et *Reinaud* Invas. des Sarrasins en France, IIIe partie, p. 160.

150) Voyez *D. Bouquet*, t. IX. p. 685—686. — *Gall. Christ.* t. I. p. 425—549, et la donation faite en 960 à l'abbaye de *Mont-Majour-les-Arles* par la comtesse Berthe des propriétés dont elle avait hérité du roi Hugues son oncle en Provence: „*Ex rebus quæ mihi legibus obvenerunt ex parte avunculi mei Ugonis regis*“ „*in regno* PROVINCIÆ.“ (D. Vaissette, hist. de Languedoc, t. II. pr. p. 102) ainsi que la confirmation du roi Conrad de l'an 963. (*D. Bouquet*, l. c. p. 700.)

de Hugues de Provence est l'acte de l'élection de l'archevêque de Vienne Rainfroi, successeur de Bernoin, lequel est daté de Vienne de l'an 898[151]. Cette élection eut lieu en présence du roi Louis, fils de Boson, entouré des évêques du royaume, du clergé et du peuple de Vienne[152]. Il est à remarquer que HUGUES est qualifié COMES, comte, dans ce document officiel, et que c'est le seul dignitaire de la couronne personnellement nommé dans l'acte qu'il souscrivit après les évêques et les clercs et avant toutes les autres personnes de l'ordre laïque présentes à cette cérémonie imposante[153]. On peut en conclure qu'il était COMTE DE VIENNE et que c'est en cette qualité qu'il contresigna les actes de l'élection de l'archevêque Rainfroi. Cette conjecture s'appuie d'ailleurs sur d'autres témoignages dont il sera parlé plus loin. Il suffit pour le moment de rappeler que Frodoard de Reims, l'écrivain le plus accrédité du X[e] siècle, appelle constamment ce prince HUGUES DE VIENNE (le mot *comes*, comte, sous entendu)[154], pour le distinguer soit de Hugues fils de Richard-le-Justicier, duc de Bourgogne[155], soit de Hugues-le-Grand, duc des Français, tous contemporains.

Il ne parait pas que le comte Hugues ait été du nombre des seigneurs provençaux qui accompagnèrent leur souverain dans le premier voyage que Louis fit au-delà des Alpes pour occuper le trône d'Italie (ann. 900). On a vu dans un précé-

---

151) *Chorier Et. polit. du Dauphiné*, t. II. p. 227 et suiv. — Nous pensons que le comte *Ugo* qui figura à l'assemblée de *Varennes* de 890 est Hugues de Bourgogne, fils de *Richard-le-Justicier* et non pas Hugues de Provence. (*Bouquet*, t. IX. p. 663.)

152) „Quo peracto factus est concursus populorum, comitum, procerum, clericorum etiam.“ (*Chorier*, *ibidem.*)

153) S. Warinus diaconus. UGO COMES *presens fui* . . . Gauzerannus consensi. (Ibid. p. 232.)

154) Frodoardi chron. ad ann. 924. „*Hugo de Vienna.*“ — „*Hugo Viennensis.*“ (D. Bouquet, t. VIII. p. 181.)

155) Ce comte *Hugues*, *filius Richardi Comitis* figure dans un dipl. de Louis roi de Provence et empereur de l'an 903. (*Bouquet*, t. IX. p. 680.)

dent mémoire que les hordes sarrasines avaient profité de l'éloignement des gens de guerre du pays pour ravager les plaines de la Provence et pousser leurs déprédations jusqu'aux portes de la cité d'Arles[156]). Hugues laissant à Bérillon vicomte de Vienne la garde de cette cité[157]), courut avec les hommes d'armes du Viennois à la défense des provinces maritimes et de ses propres domaines dévastés par les pirates. Cependant soit que chacun d'eux revendiquât pour lui seul le commandement supérieur des milices, soit pour tout autre cause inconnue, le prince Hugues et le comte Theutbert gouverneur de la Provence se divisèrent et, au lieu de réunir leurs efforts contre l'ennemi commun, ils cherchèrent à se supplanter mutuellement dans le gouvernement de cette partie du royaume[158]).

Le retour en Provence de l'empereur couronné et triomphant vint mettre un terme aux troubles que son absence avait fait naître[159]). Le comte Hugues ayant rejoint la cour et repris ses fonctions de gouverneur *(comes)* de Vienne[160]), sollicita et obtint conjointement avec l'archevêque Rainfroi, en faveur du vicomte Bérillon, le don des terres de Chavannay et de Ponsas dont on a parlé[161]), comme récompense de sa fidélité inébranlable et du zèle déployé par ce vicomte pour maintenir l'auto-

---

[156]) Voy. le mém. No. 3. (*Archives*, t. VIII., p. 51. Ed. sép. p. 165.)

[157]) Rainfroi archevêque de Vienne et archichancelier du roi avait accompagné Louis, en Italie. (Voy. *ci-dessus*.)

[158]) Liutprand, lib. I. cap. 4, (ap. Pertz, ss. t. III. p. 275) parle de ces funestes dissensions; or nous ne voyons pas qu'on puisse les attribuer à d'autres seigneurs provençaux qu'aux vassaux et aux partisans respectifs de ces deux comtes, alors tout puissants dans le pays.

[159]) Voyez le dipl. de Louis III, empereur daté de *Vienne* du mois de *juin* 903, où les comtes *Hugues*, *Leutfrid et Theutbert* paraissent ensemble. (*Chorier*. Et. polit. t. I. p. 252.)

[160]) Voyez la donation de l'empereur Louis du 17 avril 903, rapportée plus haut, p. 103. Ed sép. p. 19.

[161]) „Quia Ragamfredus Viennensis archiepiscopus . . . . atque Hugo illustris comes nostram expetierunt sublimitatem . . . .“ (*Ibidem*.)

rité du roi dans cette cité pendant l'absence de l'archevêque et du comte[162]).

Dans ce diplôme dâté de Vienne du 17 avril 903 et dans plusieurs autres du même temps, l'empereur Louis donne à Hugues le titre de *comte illustre* et de *proche parent*[163]); ces expressions ne permettent pas de douter qu'il est question du fils de Théobald, comte en Provence, et de Berthe de Lorraine. Hugues continua jusque vers l'an 911 à porter simplement le titre de *comes*, comte, sous lequel il parait dans les actes précédents[164]). Néanmoins depuis la catastrophe de Vérone (ann. 905) où l'infortuné Louis avait perdu les yeux[165]), le crédit de Hugues sur l'esprit du monarque aveugle, et son ascendant dans le gouvernement du royaume de Provence n'avait pas cessé de grandir, et il était arrivé au point d'éclipser tous les autres dignitaires du royaume de Provence qui, bien que plus anciens, se montrèrent moins habiles ou moins ambitieux que lui.

On a fait voir que Theutbert sous le simple titre de *comes* ou de comte, exerçait de fait au nom de l'empereur le principale autorité dans les provinces méridionales du royaume[166]); mais bientôt cette autorité se trouva balancée par celle du comte Hugues de Vienne. En effet dans une donation plus

---

162) „Fideli irrovocabili nostri BERILLONI VICECOMITI . . . " (Charvet a omis plusieurs passages importants.)

163) „Illustris COMES HUGO nosterque propinquus etc." (*Ibidem*, No. *a*.) „Propinquus noster et charissimus noster HUGO COMES." ann. 909. (Bouquet, t. IX. p. 684.)

164) Dipl. de Louis III. Emper. du 16 mai 909, (où le *comte Hugues* parait avec *le comte Teutbert* dans une donation concernant l'église d'Avignon. (*Bouquet*, t. IX. p. 684.)

165) Voyez le *mém. No.* 3, concernant *Louis-l'Aveugle.*

166) Voyez plusieurs chartes de Louis-l'Aveugle concernant des biens situés dans les comtés de *Vaison*, d'*Avignon*, d'*Apt* et de *Marseille* octroyées à la recommandation du COMTE THEUTBERT. (Apud *D. Bouquet*, t. IX. p. 676, ann. 896. p. 682, ann. 903 et 904 et p. 683. ann. 907.)

récente de l'empereur à l'église d'Avignon en date de 909, c'est le comte Hugues qui tient le premier rang parmi les conseillers du souverain, et le comte Theutbert ne parait guère qu'en seconde ligne[167]). Peu de temps après, cet ancien et dévoué serviteur des Bosonides disparut entièrement de la scène politique où il avait tenu un rang assez élevé, soit qu'il eût cessé de vivre, soit qu'il eût résigné ses fonctions publiques[168]). Le comte Hugues, déjà en possession de toute la confiance du souverain, se trouva seul en mesure de succéder à Theutbert dans le gouvernement général des provinces méridionales du royaume que Louis, vu sa cécité, ne pouvait plus gouverner par lui-même.

Dans ces circonstances, l'empereur voulant donner un caractère officiel à l'autorité qu'il avait implicitement accordée ou laissé prendre à son parent, fit revivre en sa faveur les titres de DUC et de MARQUIS des Provençaux que Charles-le-Chauve avait naguère créés ou rétablis[169]) dans la personne de son beau-frère, le comte Boson, titre que ce dernier porta effectivement jusqu'à son couronnement à Mantaille[170]). En même temps le duc Hugues obtint pour son frère, Boson, le gouvernement du comté d'Avignon, ou de la *marche* de même

---

167) Voy. la charte de l'empereur Louis-l'Aveugle de l'an 909 pour l'église d'Avignon concernant la terre de *Bédarides* et certains droits perçus sur la navigation du Rhône (*decensus Rhodani*). — „*Postulaverunt spectabilis vir et propinquus noster necnon carissimus nobis Hugo comes atque Teutbertus fidelis noster* . . . .“ (*D. Bouquet*, t. IX. p. 684.)

168) On voit par la donation que ce Comte Theutbert fit vers la fin du IX[e] siècle à l'église de Vienne de la terre de *Mantaille* en Viennois, qu'il était marié, mais il est incertain s'il eut ou non des enfants (*seclusis heredibus meis.*) (Dacherii Spicileg. t. XII. p. 143.) Quoiqu'il en soit, on ne doit pas le confondre avec un autre comte du même nom vivant en 938 sous le roi Conrad. (Voy. *Charvet*, l. c. p. 253.)

169) Le titre de duc d'Arles ou de Provence existait sous l'empereur Lothaire: „*Folcradus* DUX ARELATENSIS *et reliquos comites Provinciæ.*“ (*Ann. Mettenses* ad ann. 845.)

170) *Boso*, DUX PROVINCIÆ, *princeps, Probinciæ regulus.* (*Bouquet*, t. VIII. p. 80. 656. et *passim.*)

nom, comprenant plusieurs comtés adjacents situés dans la Haute-Provence[171]).

Ces faits se déduisent assez clairement de divers documents du même temps, et qui sont très-propres à dissiper, en partie, les obscurités qui subsistaient naguères sur la forme du gouvernement établi en Provence sous le règne de Louis-l'Aveugle et sur la nature des pouvoirs attribués au comte Hugues dans ce gouvernement. Le premier de ces documents est un diplôme de l'empereur Louis, daté de Vienne du mois d'Avril 911, par lequel il donne à Foulques, évêque, nouvellement élu, d'Avignon, le château de Lers, bâti dans une île du Rhône, et plusieurs églises situées sur les bords de ce fleuve au-dessus de cette célèbre cité[172]). Cette concession fut accordée à la recommandation de Hugues qualifié de DUC et de glorieux comte, de BOSON, frère de Hugues, et de Rostaing, archevêque d'Arles, c'est-à-dire sur la proposition et avec le concours des principaux dignitaires ecclésiastiques et politiques de la Provence[173]).

On possède en outre une charte de ce même évêque Foulques, où il rappelle les circonstances qui accompagnèrent son installation sur le siége épiscopal d'Avignon vers l'an 911, circonstances qui viennent à l'appui des indications que nous avons puisées dans le diplôme précédent de l'empereur. Ce prélat nous apprend qu'il fut promu à ce siége par l'archevêque d'Arles, métropolitain de l'archevêché d'Avignon, sur la proposition du comte Boson et avec le consentement du duc Hugues que l'évêque qualifie de *proceres* et de *princes* du pays. Ceux-ci le présentèrent ensuite à l'empereur qui confirma l'élection du

---

171) Voyez les dipl. de Louis-l'Aveugle en date des années 911 et 920 pour l'église d'Avignon: „Boso venerabilis COMES nosterque *propinquus* .... in *comitatu Avenionense.*" (Ibidem, t. IX. p. 685—686.)

172) Diplôme daté II. Nonas Aprilis Ind. XIV, (ann. 911) anno XII (lege XI) imperante LUDOVICO imperatore. (*D. Bouquet*, t. IX. p. 685.)

173) „UGO DUX et gloriosus comes, necnon Boso, frater suus, sive domnus *Rostagnus archiepiscopus*, petierunt sublimitati nostræ etc." (loco citato.)

l évêque et lui donna l'investiture des domaines de son 174).

a subordination des pouvoirs établis dans cette portion yaume de Louis-l'Aveugle se trouve ainsi clairement mar- dans les documents que l'on vient de rapporter. L'auto- lu DUC qui est en même temps qualifié de MARQUIS dans es chartes du même temps [175], était subordonnée au pou- le l'empereur ou roi de Provence, dont il relevait directe- ; mais à son tour le duc dominait sur le comte d'Avignon r les autres comtes de son département, à supposer qu'il eût plusieurs dans cette région méridionale [176]. Il resterait ider si le gouvernement politique attribué à Hugues, sous tres de duc et de margrave ou marquis, était renfermé les limites de la Provence Haute et Basse, comme nous nsons, ou s'il s'étendait sur la généralité des provinces oyaume, ainsi que le supposent les savants auteurs de oire du Languedoc [177].

On ne prétend pas trancher cette question d'une manière ue et définitive, et on se bornera à faire observer que toutes les chartes de l'empereur Louis, qui concernent les nces du midi, le duc Hugues parait comme l'intermédiaire é et nécessaire des bienfaits du souverain tandis qu'il

---

4) Testamentum Fulcherii Avenionensis episcopi, d. d. Avenione publice (2e maii) ann. 916. „Suggerente ..... *principe* BOSONE, sociato sibi HUGONE, clarissimo procere, imperiali sum exhibitus ntiæ, cujus jussu etc.“ .... „Boso COMES *firmavit.*“ (*Gall.* t. I. Instr. p. 138.)

5) Ann. 912. Inclitus *dux* et MARCHIO noster Hugo, (*Chorier. Etat du Dauphiné*, t. II. p. 144. *vide infra.*)

6) Les historiens provençaux parlent d'un comte *Rotbold* ou *Rot-* l, vivant sous Louis-l'Aveugle, dont le comte *Boson* 1er se dit *Boso filius Rotboldi*) dans une charte du cartulaire de St.-Victor la date est incertaine. (Voir *D. Vaissette*, l. c. p. 555.) Mais ce *Rotbald* parait n'être qu'une altération de *Teutbald* qui fut effective- père de *Boson*.

7) *D. Vaissette nouv.* hist. de Languedoc, t. II. p. 49.

'intervient en aucune manière dans les actes concernant les rovinces situées soit au nord de l'Isère, soit au couchant du hône qui appartenaient au royaume de Provence[178]). Ce n'est onc pas sans de bonnes raisons que l'historien *Liutprand*, son ›ntemporain, qualifie simplement HUGUES de *comte très-puissant* Arles et des Provençaux[179]), sans étendre aux autres portions ı royaume cette qualification équivalente au fond à celle de ɪc qui lui est donnée dans les chartes[180]). On peut conclure › ce qui précède que l'autorité dont le duc Hugues fut revêtu rs l'an 911 par Louis-l'Aveugle, concernait principalement le ›uvernement politique et la défense militaire des provinces tuées au midi de l'Isère, plus exposées qu'aucune autre partie : l'Etat aux incursions des pirates maures et même des bandes ›ngroises qui parcouraient les plaines de la Lombardie.

Il ne faudrait pas cependant se figurer que Hugues ait de rime abord conquis l'indépendance presqu'absolue qu'affectè- ›nt dans la 2e moitié du Xe siècle les héritiers ou les succes- eurs de ce prince, qualifiés, comme lui, de ducs, de marquis t de comtes souverains des Provençaux[181]), titres qui semblent voir fait partie de son héritage. Au moment où Hugues fut levé par Louis aux premières dignités du royaume, cet em-

---

178) Voyez les diplômes de Louis-l'Aveugle No. XVIII concernant '*Usège* et le *Vivarais* de l'an 920, No. XX concernant le *Viennois*, nno 923, et le No. XXI concernant le *Lyonnais*, ann. 924. (*D. Bouquet*, t. IX. p. 686 et suiv.)

179) HUGO *potentissimus Arelatensium et Provincialium* COMES. (*Liutprand Antap.* lib. III. c. 3, 4 et 16. Ap. Pertz, ss. t. III. p. 305—306.)

180) A cette époque les titres de DUX et de MARCHIO étaient personnels plutôt que *territoriaux*. On donnait ces titres aux comtes investis temporairement d'un commandement supérieur ou à ceux que leur *naissance* plaçait au dessus des comtes ordinaires, et que l'on qualifiait souvent de *principes*, princes: les ducs et les marquis n'étaient donc au fond que des comtes d'un rang supérieur aux autres.

181) *Willelmus Arelatensis* DUX (*Glabri Rod. hist.* lib. I. c. 4.) *W.* RECTOR *Provinciæ*. (*Bibl. Clun.* p. 287.) *W.* MARCHIO *provinciæ*. (*Gall. christ.* t. I. p. 943.) *W. totius provinciæ* PRINCEPS. (ibi p. 354.) *Guillelmus inclytus* COMES (Provinciæ.) (*Ibid.* p. 605.)

pereur, quoique aveugle, exerçait encore par lui-même et dans toute leur plénitude les prérogatives de la puissance souveraine principalement en ce qui regardait la justice et le maintien de la paix entre les grands vassaux de sa couronne.

On en trouve une preuve remarquable dans un jugement solennel rendu à Vienne dans le palais royal de St.-André-le-Bas où l'empereur tenait sa cour plénière au commencement de l'année 912[182]). L'évêque de Valence, *Ramegarius*, s'étant levé se plaignit dans l'assemblée, composée de plusieurs évêques et comtes[183]), que Hugues, illustre duc et marquis[184]), retenait injustement certaines propriétés désignées dans la charte sous le nom de terre de *Villeneuve*, donnée naguères par le roi Boson et la reine Hermengarde à l'église épiscopale de St.-Apollinaire de Valence[185]). L'assemblée ayant vérifié les titres de l'évêque et reconnu le bien fondé de sa demande, le duc Hugues se soumit immédiatement et par piété au jugement prononcé par la cour[186]), en restituant à l'église de Valence la terre de Villeneuve[187]), et en renonçant pour l'avenir à toute prétention sur ce lieu. Le comte Boson, son frère, Adalelme, comte de Valence, et Boson, fils de ce dernier, furent témoins du désistement du duc et s'en portèrent garants[188]).

---

182) Dum residerat D. ac gloriosissimus Ludovicus imperator Augustus apud Viennam in palatio beati Andreæ etc. Dat. Ann. Incarn. Dom. *nongentesimo duodecimo*. Indict. XV. ann. XI regnante Ludovico Imperatore. (*Chorier*, l. c. p. 142.) La onzième année de l'empire de Louis expirait au mois de *février* 912.

183) In presentia procerum .... episcoporum, comitum, etc. (*Ibid.*)

184) „Hugo inclytus dux et marchio.“ (*Ibid.* p. 144.)

185) *Villam novam* terram S. Apollinari Valentinensis. (*Ibid.*) Il s'agit probablement de la terre de *Villeneuve*, aujourd'hui hameau de la commune de *St.-Barthélemi-de-Val.*, près de *St.-Valier* (*Drôme.*)

186) „Audiens prænominatus dux et marchio proclamationem ipsius pontificis, *tactus pietate*, per jussionem imperatoris, consilium episcoporum et judicium comitum.“ etc (*Ibid.*)

187) Ipsam terram Sancto Apollinari reddidit. (*Ibid.*)

188) Per *vadios* suos, promittens se nunquam intromissurus in ea

Dans le même temps et à la prière du duc et marquis ugues, son parent, l'empereur Louis donna à ce même *Rame-ırius*, évêque de Valence; diverses propriétés fiscales situées ıns le comté de Die[189]). Cette charte et la précédente font ıpposer avec assez de vraisemblance que les comtés de Va-ınce et de Die faisaient partie du gouvernement de Hugues, it de la *marche* de Provence, renfermée entre l'Isère, la ırance, le Rhône et les Alpes Cottiennes[190]). On doit se rap-ler que les fonctions publiques attachées à la dignité hono-ique de *comes* ou comte de Vienne étaient habituellement mplies par les *vicomtes* de cette ville *(vicecomites Viennenses)*[191]) nt on a parlé. Cette circonstance explique comment le duc ıgues a pu être chargé du gouvernement général des deux ovences et conserver en même temps le titre de comte de enne et les bénéfices (*honores*) attachés à ce titre, dont Louis, i de Provence et empereur, l'avait investi au début de sa car-ère. Plusieurs chartes qui seront rapportées à leur date, nous ontrent effectivement ce comte disposant en faveur des églises des monastères des domaines qu'il possédait, à divers titres, ıns le Viennois.

La première de ces chartes est datée de Vienne du mois

... S. Hugonis inclyti ducis et marchionis. S. *Bosonis* comitis; *Adalelmi* comitis; S. *Bosonis* filii ejus, etc. (*Ibid.* p. 147.)

189) Dipl. de Louis III dont la date manque, mais qui parait se ıpporter à l'an 912. „Ad deprecationem inclyti *ducis* ac *marchionis* ostri Hugonis, propinqui nostri. .... conferimus res sitas in comi-ıtu Deensi ....." (*D. Bouquet*, t. IX. p. 685.)

190) Traité de partage de la Provence en 1125. „Terram de Pro-ıncia sicut habetur et continetur ab ipso flumine *Durantiæ* usque d flumen *Isaram*. (*D. Vaissette*, hist. de Languedoc, t. II. p. 558, r. p. 438.)

191) *Bérillon* est qualifié de *Viennensis venerabilis vicecomes* dans ne charte non datée de l'archevêque *Rainfroi* (élu et sacré le 28 jan-ier 898) qui, à la demande de ce *vicomte*, rendit à l'abbaye de St.-ierre de Vienne l'église de *St.-Alban de Vaugrée*. (*Dacherii spicil.*, XII. p. 145.)

d'août de l'an 912[192]). Elle contient une donation à l'église métropolitaine de Saint-Maurice de Vienne d'une portion de la terre *d'Estresseins*, située au bord du Rhône près de cette ville[193]), donation que le comte HUGUES fit à cette église pour y fonder une messe et des prières quotidiennes pour le remède de son âme et de celle de tous ses parents[194]). Dans cette charte Hugues ne prend pas d'autre titre que celui de *comte par la grâce de Dieu*, c'est-à-dire *honoris causa*. Le comte Boson, son frère, consentit expressément à cette donation pieuse qu'il signa[195]), et qui fut homologuée par le vicomte *Ratburne* en présence d'un grand nombre de témoins[196]). Dans cette circonstance le comte Hugues et son frère, le comte Boson, agissaient évidemment comme personnes privées, disposant d'une portion des biens qui leur appartenaient en propre dans le Viennois[197]); tandis que le vicomte Ratburne qui avait succédé depuis peu au vicomte Bérillon dont on a parlé, parait au contraire comme représentant du comte titulaire de Vienne, qu'il remplaçait dans la formalité de l'homologation de l'acte en question.

La fondation pieuse dont on vient de donner une analyse, a dû être provoquée par quelque grave évènement, telle qu'une nouvelle irruption des hordes sarrasines cantonnées dans les

---

192) Actum *Viennæ* publice . . . . . die *dominico* in mense Augusto, anno XII. quod Dominus LUDOVICUS est imperator. (Chart. eccl. Viennensis fol. 38 ex apogr. *D. P. de Rivas*. — Charvet hist. de Vienne, p. 248 *fragm.*)

193) *In comitatu Viennense* in villa que vocatur *Trecihanus*, ... volvente Rhodano. (*Ibidem*.)

194) Ego *Vcgo* (sic) gratia dei COMES pro remedio animæ meæ et (*Bosonis*) *comitis* fratris mei, dono. etc. (*Ibidem*.)

195) S(ignum) *Bosonis comitis* qui in omnibus consensit. (*Ibidem*.)

196) „S. *Ratburni vice comitis* firmavit etc. *Viennæ publice*.“ (Ibid.)

197) Le comte Hugues rappelle lui-même dans certaines chartes qu'il avait acquis plusieurs domaines (*proprietates quas legaliter acquisivimus*) dans diverses localités du Viennois. (*D. Bouquet*, t. IX. p. 690.)

agnes de la Provence [198]), appelant le duc Hugues et son , le comte Boson, à affronter de nouveaux périls pour la rance des peuples de leur gouvernement.

A vrai dire la régence de ces princes en Provence ne con- que dans une guerre acharnée et presque continuelle à nir contre ces pirates; après chaque défaite que les chré- leur faisaient essuyer, les barbares recevaient de nou- x renforts de leurs corréligionnaires de l'Espagne et de que [199]), et reparaissaient plus nombreux et plus audacieux aparavant. Leur tactique consistait à s'avancer inaperçus ravers des bois et des vallées inhabitées des montagnes, ls se cachaient dans les profondeurs des cavernes [200]) et s avoir élevé çà et là quelque retranchement pour leur r au besoin de retraite, ils tombaient à l'improviste sur les pagnes environnantes quand on s'attendait le moins à les voir raître. Ils brûlaient et saccageaient les bourgades et les ges et massacraient les habitants sans défense [201]) qui n'a- it pas eu le temps à l'approche de l'ennemi de se réfugier les châteaux et les villes fortes du pays [202]). Ces villes e ne pouvaient pas toujours résister aux attaques furieuses pirates.

Les chroniques et les chartes de l'époque ne fournissent des renseignements confus et très-incomplets sur les entre-

---

98) Il est parlé en effet des nouvelles incursions des Sarrasins dans autes Alpes dans une lettre adressée au pape Anastase III. en 913. *Vaissette,* t. II. p. 48.)

99) *Liutpr. Antapod.* lib. I. cap. 4. „Suasque copias ex Hispania er augentes.“ (Pertz, ss. t. III. p. 276.)

00) „Sarracenis ex Fraxineto, qui in monte sylvis permaximis cir- ato inextricabilibus subterraneis cuniculis inhabitabant.“ (Chr. liciense, lib. V. c. 26. ap. Pertz, ss. t. VII. p. 108.

01) Liutpr. Antap. lib. I. c. 4. „Sæviunt, exterminant, nil reliqui it.“ (l. c.)

02) Idem. l. II. c. 43. „Tantus timor invaserat universos, ut nul- sset qui horum præsentiam nisi forte tutissimis prestolaretur in (*Ibidem,* p. 296.)

prises des Sarrasins en Provence, et ne disent rien des moyens qui furent mis en oeuvre par les chefs et les habitants du pays pour repousser les attaques de ces cruels envahisseurs. Les unes et les autres se bornent la plupart du temps à enregistrer le martyre de quelque saint personnage mis à mort par les Maures, ainsi que le pillage et la destruction des églises et des monastères du pays. Elles s'accordent toutes cependant à faire le tableau le plus effrayant des dévastations et des meurtres innombrables qui signalèrent partout la présence de ces hordes payennes non moins avides du sang des chrétiens que de rapines[203]).

Il n'existait auparavant qu'un nombre assez restreint de châteaux et de bourgs fortifiés dans la Provence; la population vivait en grande partie dispersée dans les campagnes[204]). Ce n'est que plus tard et à mesure que les seigneurs du pays sentirent le besoin de multiplier les foyers de résistance contre les incursions des pirates maures, et d'augmenter le nombre des asyles destinés à servir de refuge aux habitants dispersés dans les villages sans défense, que l'on se mit de tous côtés à bâtir des forts et à entourer de murailles les bourgs et les villes ouvertes. Mais dans l'entrefaite ces pirates eurent toute facilité pour étendre leurs brigandages dans les quartiers les plus riches de la Provence[205]).

Il parait cependant qu'après avoir été investi du commandement général en Provence par l'empereur Louis-l'Aveugle, le duc Hugues, aidé des guerriers provençaux, avait réussi à refouler les Sarrasins dans leur repaire de la Garde-Frainet, et

---

203) *Chron. Novaliciensis,* lib. V. §. 22, 23, 26. (*ap. Pertz,* ss. t. VII. p. 108.) et *passim.* . — *Liutprandi Antapod.* lib. II. cap. 45—46 et passim. (l. c.) . — *M. Reynaud. invas. des Sarrasins,* p. 167 et suiv.

204) Ex vita S. Boboni Sistariensjs. „Raræ quoque munitiones in regione illa *(Provincia)* habebantur. Sed unusquisque in villa sua gaudens ante paganorum incursionem propriis utebantur.“ (*Gioffredo Alpi Marit,* p. 284.)

205) *Liutpr. Antap.* lib. II. c. 45—46. „Sarraceni . . . . post labefactionem Provincialium . . .“ (*l. c.*)

à les resserrer pour un temps dans les solitudes montagneuses et boisées qui s'étendaient depuis St.-Tropès jusqu'au col de Tende et dans les épaisses forêts de l'Esterel[206]). Contenues du côté de la Provence, ces hordes payennes se jetèrent sur le revers opposé des Alpes Maritimes, où elles effectuèrent, tant par mer que par terre, plusieurs descentes dans les vallées de la Ligurie et du Piémont entre les années 912 et 920[207]). Il parait même qu'à cette époque les Sarrasins de *Fraxinetum* poussèrent leurs déprédations jusqu'à Acqui dans le Montferrat[208]).

Au retour de l'une de ces expéditions, par terre, ces bandes homicides se répandirent dans la vallée de Suze où elles achevèrent la ruine de la riche abbaye de la Novalaise au pied du Mont-Cenis[209]), et après avoir franchi cette montagne, elles saccagèrent la Maurienne[210]), dont les habitants, l'évêque en tête, s'étaient enfuis dans le Briançonnais dans l'espoir d'échapper à la fureur de l'ennemi. Les Maures qui, de leur côté, cherchaient à rentrer en Provence, suivirent bientôt les traces des fuyards, et arrivèrent eux-mêmes aux portes d'Embrun, qui, dit-on, leur furent ouvertes par trahison. L'archevêque Benoit, l'évêque de Maurienne, et une foule de malheureux qui pensaient avoir trouvé un asyle assuré dans l'enceinte de cette cité, furent impitoyablement massacrés[211]) par les pirates

---

206) *H. Bouche*, hist. de Provence, t. I. p. 15. et 792.

207) *Chron. Navalic.* lib. 4. c. 23—26. (*Pertz*, l. c. p. 108.) Vita *S. Romuli* ap. *Gioffredo Alpi Marit.* p. 285.

208) Liutprandi, l. c. p. 296. Les écrivains du temps pour ne pas confondre les Sarrazins fixés sur les côtes de Provence avec d'autres groupes de la même nation établis sur d'autres points de la Méditerranée désignent les premiers sous le nom de leur principal repaire *Fraxinetum* (Auj. la *Garde-Frainet.*) Voy. *M. Reynaud.* l. c.

209) Depuis une dixaine d'années les religieux avaient abandonné leur monastère pour se réfugier à Turin. (Chron. Novalic. l. c. p. 110.)

210) *Vita S. Romuli Episc. Genicensis.* „Pedestri itinere Alpes ingressi, valles, et *Ebrodunensem* terram, *Maurienam* etiam cis citraque destruxerunt.“ (*Gioffredo*, l. c. p. 285.)

211) Voir le martyre de St.-Benoit, archevêque d'Embrun, vers 916. (*Gall. christ.* nov. t III. p. 1067.)

qui s'établirent, pour un temps, dans les ruines de cette ville d'où ils dominaient dans les vallées environnantes de la Durance et de la Drôme[212]).

Quoiqu'il en soit de ces légendes un peu confuses, il est très-certain qu'à dater de cette époque les Sarrasins occupèrent, pendant plus de cinquante ans, diverses portions de la chaîne occidentale des Alpes, depuis le golfe de Grimaud jusqu'au mont St.-Bernard[213]). Ils interceptaient plus ou moins les passages les plus fréquentés conduisant de la Gaule en Italie au travers de cette haute chaîne; pillant les voyageurs et les pélerins, ou leur imposant de grosses rançons, et tuant sans pitié tous ceux qui tentaient de se soustraire à ce tribut[214]). Retranchés dans les retraites élevées et presqu'inexpugnables qu'ils s'étaient ménagées dans les montagnes, il aurait fallu, pour les en chasser, un concert d'efforts énergiques et persévérants entre les souverains des divers états limitrophes. Mais ceux-ci, absorbés par des guerres civiles ou dynastiques, ne songeaient qu'à leur intérêt particulier et se contentaient de rejeter l'un sur l'autre le fléau de l'occupation sarrasine[215]).

Des hauteurs du Briançonnais où les infidèles avaient formé un établissement temporaire sur les ruines de la cité d'Em-

---

212) S. Libéral et Boson successivement élus archevêques d'Embrun (*in partibus infidelium*) durent se retirer et cherchèrent un asyle, l'un en Aquitaine et l'autre dans la Transjurane. (Gall. christ. t. III.)

213) Liutprandi, lib. II. c. 44. „Nemo . . . . ab arcturo, orationis gratia ad B. apostolorum limina Romam transire poterat.“ (*Pertz, ss.* t. III. p. 296.) — vide *Frodoardi* Chr. ad ann. 921, 923, 926, 933, 940, 942, 951. (*Bouquet*, t. VIII. p. 177 et suiv.)

214) *Liutprandi*, lib. V. cap. 17. l. c. p. 332. *Frodoardi* Chron. ann. 851. (Ap. *D. Bouquet*, t. VIII. p. 177 à 207.

215) Bérenger I, roi d'Italie, marchait sur Rome à la conquête de la couronne impériale (916) et le reste de sa vie se passa à lutter contre ses propres sujets pour se maintenir sur son trône. — Rodolfe II, roi du Bourgogne-Jurane, était engagé dans une guerre contre le duc d'Allémannie (ann. 920) et plus tard (922 à 926) contre Bérenger. (*Muratori Ann. d'Ital.* ad hos annos.)

brun[216]), ils exercèrent leurs brigandages d'un côté dans la Haute-Provence et de l'autre dans les quartiers arrosés par la Drôme et le Drac[217]). Il est très-probable que ce fut à la même époque que les évêques de Grenoble, effrayés des dangers dont le voisinage des Sarrasins les menaçait, transportèrent *momentanément* leur résidence à Saint-Donat entre Vienne et Valence[218]). Quoiqu'il en soit, les pirates poussèrent leurs courses dévastatrices jusqu'à Romans-sur-l'Isère, saccagèrent le monastère fondé dans cet endroit par Bernard, archevêque de Vienne, vers le milieu du IX[e] siècle[219]), et ruinèrent les églises voisines de ce monastère[220]).

Ces évènements sinistres et imprévus arrivés vers l'an 918[221]),

---

216) Voy. *Mr. Reinaud*, l. c. p. 167 qui cite la Topogr. des Hautes-Alpes par *La Doucette* Ed. de 1834. p. 262.

217) L'ancienne voie romaine par les Alpes Cottiennes, se divisait à Briançon en deux branches; l'une conduisait à *Grenoble*, et l'autre à *Gap*. — Là elle se partageait de nouveau en deux embranchements dont l'un se dirigeait au midi vers *Sisteron*, l'autre vers l'ouest par *Die et Valence*. (De La Croix, Statist. de la Drôme. p. 41.)

218) Il nous parait que la controverse élevée entre plusieurs modernes (*voy. Alb. Du Boys, vie de St.-Hugues* p. 336 et suiv.) au sujet de l'occupation de Grenoble par les Sarrasins au X[e] siècle repose sur un malentendu. Il se peut très-bien que les évêques de cette ville se soient trouvés à plusieurs reprises dans le cas de résider à St.-Donat à cause du voisinage des Sarrasins, sans qu'on doive en conclure que Grenoble est resté pendant tout ce temps au pouvoir de ces hordes payennes qui n'avaient pas l'habitude de séjourner dans les villes. On voit par le diplôme de Louis, roi de Provence, de 894 que l'évêque Isaac s'était fait donner pour St.-Donat des privilèges qui indiquaient déjà la pensée d'y chercher au besoin un asyle. (*D. Bouquet*, IX. 675.)

219) Voy. *Charvet*, l. c. p. 181.

220) *Cartul. de Romans* (vide infra.)

221) La donation faite à l'abbé *Fortunius* de Romans par un vassal nommé *Ricfredus*, avec le consentement du duc Hugues (*consensu domini* HUGONIS *inclyti ducis*) d'une terre bornée par l'Isère, l'Herbasse, et le Sillans près de Romans à la date *du XVIII des Kal. de Juillet* (14 juin) *l'an XVII de l'empire de Louis-l'Aveugle* prouve que ce monastère n'avait pas encore été saccagé par les Maures et que sa destruc-

rappelèrent le duc Hugues dans le Viennois où le danger paraissait plus pressant qu'en Provence. Son retour et les circonstances qui l'avaient ramené à Vienne, sont assez clairement indiquées dans deux chartes très-importantes d'ailleurs, en ce qu'elles servent à faire connaître la famille de ce célèbre duc des Provençaux. La première concerne le rétablissement de l'abbaye de St.-Pierre située à la porte méridionale de la cité de Vienne, dans le quartier actuel de Fuissin[222]). Cette antique abbaye et l'église dédiée au prince des apôtres, ainsi que l'église voisine de St.-Marcel, détournées depuis longtemps de leur destination primitive[223]), avaient passé dans le domaine des laïques et le comte Hugues les possédait alors à titre de bénéfice de l'église[224]). Il parait même que ce prince, n'étant encore que comte de Vienne, avait établi sa demeure dans les dépendances de ce monastère[225]) et que l'église de St.-Pierre était devenue le lieu de sépulture de sa famille[226]). La charte par laquelle Hugues rétablit le monastère de St.-Pierre sous la direction de l'archevêque de Vienne, expose clairement le but de cette restauration et les circonstances qui la provoquèrent. Elle nous apprend que la province de Vienne venait d'être ravagée par les hordes payennes, qui étendaient au long et au large leurs courses destructives[227]). Les églises de campagne

---

tion eut lieu entre les années 917 et 920. (*Cart. de Romans* f. 46. *ex Schæd. J. P. de Rivaz.*)

222) Ce faubourg de Vienne ne fut enfermé dans l'enceinte murée de la ville qu'à la fin du XIVe siècle (*Chorier antiquités de Vienne* p. 254.) *Aymari Rivallii, de Allobrog.* p. 16.

223) Carta Raginfredi archiepisc. Vienni, ann. 898 circa. „Res ad ecclesiam S. Petri extra muros civitatis *dicatam,* pertinentes .... ardenti aviditate subtractas .....“ (*Dacherii Spicil.* t. XII. p. 145.)

224) *Ibidem.* — „Abbatiam ejusdem sancti Petri Ecclesiæ et sancti Marcelli dicatæ ..... quam in prestariam acceptam tenebam.“ (*loc. cit.*)

225) „Palatium *apud templum* St.-Petri inter vineas.“ Ce palais fut vendu à l'archevêque par les comtes de Vienne en 1262. (*Aym. Rivallii,* l. c. p. 435.)

226) *Chorier hist. génér. du Dauph.* t. I. 717.

227) Charte de restauration de l'abbaye de St.-Pierre de Vienne. —

et plusieurs grands monastères du pays n'offraient plus que des ruines[228]). Les prêtres et les moines dispersés erraient çà et là sans ressources et sans discipline[229]). A ces calamités venaient encore se joindre les violences et les désordres engendrés par la misère et la cupidité des chrétiens dégénérés qui ne craignaient pas d'exploiter à leur profit ces malheurs publics[230]). Ce fut pour rémédier autant que possible à ces maux et pour procurer un asyle aux clercs et aux moines que la terreur avait chassés de leurs demeures, que le duc Hugues résolut de fonder un grand monastère[231]) dans un endroit à l'abri des courses des pirates maures[232]). Après avoir mûrement reflèchi et pris conseil du vénérable archevêque de Vienne, Alexandre[233]), ils reconnurent ensemble qu'aucune localité ne présentait plus de sécurité et en même temps plus de convenance pour rétablir la discipline ecclésiastique, relâchée par le malheur des temps, que l'emplacement qu'occupait l'ancienne abbaye de St.-Pierre[234]). En effet, quoique ce quartier fût alors hors des murailles de la cité de Vienne, son enceinte fortifiée formait, de ce côté, un angle rentrant qui l'encaissait en quelque sorte au nord et au

---

„Cum longe lateque præcipue in VIENNENSIUM partibus .... sævissima *paganorum* persecutione ..... cognoscitur actituri ....“ (D. Bouquet, t. IX. p. 689.)

228) *Ibidem.* — „Quod in destitutione monasteriorum et plurimarum ecclesiarum destructione etc. *(loc. cit.)*

229) „In utriusque ordinis monastici atque canonici prava et dissoluta conversatione, evidentibus patet indiciis.“ *(Ibidem.)*

230) „Etiam perfidorum christianorum iniquissimo cupiditatis instinctu.“ *(Ibidem.)*

231) *Ibidem.* — „Diu multumque solicita mentis indignatione pertractans, animo insedit ut monasterium aliquod .... meæ sumptibus ædificarem.“ *(l. c.)*

232) *Ibidem.* — „Locus ad evadendam sævientium *paganorum* persecutionem tutus.“ *(l. c.)*

233) *Ibidem.* — „.... me contuli ad venerabilem ALEXANDRUM Viennensem archiepiscopum, ut ejus consilio et adjutorio fretus etc.“ *(l. c.)*

234) *Ibid.* — „Ecclesia ST.-PETRI secus muros VIENNÆ civitatis.“ *(loc. cit.)*

levant tandis que le Rhône le bordait au couchant. De plus l'abbaye était protégée par les forts de St.-Just *(Crappum)* et de Pipet *(Eumedium)* qui la dominaient au sud-est et à l'est[235]).

Le duc Hugues rétablit l'abbaye de St.-Pierre et la dota à ses propres dépends. Il lui rendit l'église de même nom et y ajouta l'église voisine de Saint-Marcel, avec toutes leurs appartenances[236]). La seule obligation que le fondateur imposa aux religieux de cette abbaye fut celle de prier jour et nuit pour la rémission de ses péchés et pour le remède de l'âme de son père le comte THÉOBALD, de sa mère BERTHE, de sa première femme WILLA, décédée depuis peu de temps et ensevelie dans l'église de St.-Pierre; de sa seconde femme, HILDA ou ALDA, présente à la donation et enfin pour ses frères et ses soeurs à lui[237]). La charte est souscrite par le COMTE HUGUES qui dans le corps de l'acte est qualifié de *comes et marchio.* Son seing est suivi de celui de la comtesse Hilde et d'un certain nombre de témoins[238]). Ce document se réfère à un autre encore plus détaillé qui contenait sans doute la ratification de l'empereur mais qui n'est pas arrivé jusqu'à nous[239]).

En même temps Hugues déclare qu'il n'est porté à accomplir l'oeuvre dont il s'agit que par des sentiments d'humilité chrétienne[240]) et de reconnaissance envers la divinité pour les

---

235) Voyez la savante *dissertation sur l'enceinte fortifiée de Vienne de Mr. T. C. Delorme.* (Vienne 1842, p. 12—17 et 29.)

236) Charte de rétablissement de l'abbaye de St.-Pierre; „proprietatis meæ sumtibus ædificarem, ... etiam de rebus proprietatis meæ ... datis. *(loc. cit.)*

237) Insuper adjicientes memoriale patris mei TEUTBALDI, et matris meæ BERTHÆ, simul et uxoris quondam meæ WILLÆ, necnon et presentis conjugis meæ HILDÆ, atque fratrum et sororum mearum. *(Ibid.)*

238) „S. HUGONIS COMITIS, ... S. HILDÆ COMITISSÆ quæ manu tangendo firmavit, *S. Sarilonis,* etc.“ *(Ibidem.)*

239) „Ut per cartarum instrumenta solemniter datis et delegatis ... fieret.“ *(Ibidem.)*

240) *Ibid.* — „Ego Hugo humilis comes et marchio ...... *humilis Christi servus*, hujus rei inspirante domino autor spontaneus.“ *(loc. cit.)*

honneurs et les grands biens dont elle avait permis qu'il fût comblé, et pour l'assistance et la protection qu'elle n'avait pas cessé de lui accorder dans maintes entreprises périlleuses[241]). Quoique la nature de ces périls ne soit point expliquée, on ne peut guère douter que le prince n'eût plus particulièrement en vue les dangers auxquels il venait d'échapper tout récemment, en repoussant la dernière irruption des Sarrasins dans le Viennois[242]).

La date précise de la charte que nous venons d'analyser, ne nous a pas été conservée; mais on supplée aisément à ce défaut au moyen d'autres actes qui paraissent avoir été stipulés en même temps et dans des circonstances semblables. Il s'agit de la donation ou de la restitution que le duc Hugues fit au monastère de St.-André-le-Bas, de la terre de *Crésencieux*, située dans la paroisse de Septême, près de Vienne, qu'il tenait de la libéralité de l'empereur son parent[243]). Quoique cette abbaye servît de résidence ordinaire à Louis-l'Aveugle[244]), elle renfermait une communauté de religieux augmentée d'un grand nombre de moines fugitifs dont l'entretien exigeait des ressources plus abondantes que par le passé.

La donation de la terre de Crésencieux est datée de la *vingtième année* de l'empire de Louis[245]), laquelle avait commencé à courir à la mi-février 920 et expirait au milieu du

---

241) „Considerans...... gratuita Dei misericordia, me nunc usque tanti honoris celsitudine sublimatum, nec parvi pendens superne protectionis auxilio innumerabilium periculorum sæpe evasisse casus.“ *(Ibidem.)*

242) Ce succès parait prouvé par le *rétablissement* du monastère de *Romans-sur-Isère* dont il sera parlé tout à l'heure.

243) Charte inédite de „*Hugo comes et marchio*“, concernant *Crisinciacus villa* qu'il tenait de l'empereur „per præceptum ad proprietatem.“ (*Chorier hist. génér. de Dauphiné* t. I. p. 514, 518, 521. *fragm*. I.

244) „Dum resideret Dom. gloriosus Ludovicus imperator apud Viennam in palatio *beati Andreæ* etc.“ (*Chorier état. polit.* t. II. p. 142.)

245) Voyez *Chorier hist. génér. de Dauphiné*, t. I. p. 521 et 717.

même mois de l'année suivante[246]). De même que le rétablissement de St.-Pierre, cette donation porte le caractère d'une oeuvre pie accomplie dans des circonstances graves. Elle eut lieu avec l'autorisation expresse de L'EMPEREUR, en sa présence et sous le seing D'ALEXANDRE, archevêque de Vienne, et de MANASSES, archevêque d'Arles[247]). Hugues avait joint à la terre de *Crésencieux* d'autres fonds évalués à trois cents livres d'argent qu'il avait acquis de ses propres deniers. Il en fit don aux religieux du monastère de St.-André, soit à l'empereur recteur temporel de ce monastère royal; le duc reçut en échange un manteau broché d'or, du genre de ceux qu'on appelait *dossal* et dont les princes avaient contume de couvrir leurs épaules dans les cérémonies publiques[248]). La présence de l'archevêque d'Arles, Manassès, à la restitution de la terre de Crésencieux, peut servir à fixer approximativement la date du rétablissement de l'abbaye de St.-Pierre qui évidemment est du même temps. Nous savons que ce prélat s'était rendu à Vienne vers la fin de l'année 920, où il obtint de l'empereur par le crédit de son oncle, le duc Hugues, la confirmation des privilèges et des possessions de son église métropolitaine. Ce diplôme est daté du premier des Kalendes de février et de la vingtième année de l'empire de Louis, ce qui revient au premier février de l'année vulgaire 921[249]). On peut conclure de là avec assez de certitude que les divers actes dont on vient de faire mention, sont réellement de la fin de l'année 920 ou du commencement de la suivante.

Il en est de même du rétablissement du monastère de

---

246) Vide *Böhmer*, *Regest. Karol.* p. 139.

247) Voyez *Chorier*, Ibidem. „S. HUGONIS *Ducis* qui fieri et firmare in presente rogavit; Alexander Viennensis ecclesiæ episcopus propria manu firmavit.“ (l. c. t. I. p. 521.)

248) „*Pallium* auro contextum, quod vulgo dicunt *Dossalem*.“ Chorier, l. c. p. 717—718.)

249) Datum est hoc præceptum *Viennæ Kal. Februarii, anno XX. Domini Ludovici Augusti.* (D. Bouquet, t. IX. p. 686.)

Romans que les annales de ce monastère tout comme celles de l'Eglise de Vienne s'accordent à fixer à l'époque dont nous parlons[250]), rétablissement auquel le duc Hugues prit une grande part. La ville de Romans située dans le diocèse de Vienne sur la rive droite de l'Isère[251]) doit son origine et son nom à la célèbre abbaye qui a subsisté dans son enceinte jusqu'à la fin du siècle dernier sous le titre de chapitre de St.-Bernard. Cette abbaye avait été placée par son fondateur sous le gouvernement des archevêques de Vienne. Mais suivant l'abus du temps elle avait passé dans le domaine des comtes de Vienne, quoique la communauté continuât à être gouvernée par un abbé régulier. Cette dignité ecclésiastique était occupée par l'abbé *Fortunius*, en 917[252]), lorsque les bandes sarrasines descendues des Hautes-Alpes tombèrent à l'improviste sur le quartier de Romans, dispersèrent les religieux et brûlèrent le monastère[253]).

Au moment de la catastrophe, le duc Hugues était en possession des revenus de cette abbaye[254]). Après avoir rejeté les Maures dans les montagnes et purgé le pays de la présence de

---

250) *Charvet*, hist. de l'Egl. de Vienne, p. 249. — *Dochier*, mém. sur Romans, p. 30.

251) Charte de l'an 864. „*In pago Viennensi, in agro concoarrensi* (les Choraches) *super fluvium Isaram*, ecclesia XII apostolorum seu III martyrum *Severini, Exuperii et Feliciani*, (*cartul. de Romans.* fol. 45. ex Sched. J. P. de Rivaz.) Romans est aujourd'hui la seconde ville du département de la Drôme (voyez *De Lacroix* Stat. hist. de la Drôme, p. 596.)

252) Donation *in prestariam* faite par *Fortunius* abbé de Romans à un noble du pays nommé *Ricfredus* de plusieurs églises avec leurs terres entre *l'Isère, l'Herbasse*, et *le Sillans* dans le comté de Vienne „*consensu domni* UGONIS *Inclyti* DUCIS, dat. *XVIII. Kal. Julii, anno XVII regnante Ludovico Imperatore.* (Cartul. du chap. de Romans fol. 46. *ex Sched. J. P. de Rivaz.*)

253) Charte du rétablissement de l'abbaye de Romans. „Honorabile *cœnobium* in diocesi nostra in loco qui dicitur *Romanis*, nunc destructum . . . . .“ (*Cartul. de Romans* fol. 16 ex Sched. J. P. de Rivaz.)

254) Voyez ci-dessus la charte de l'abbé *Fortunius* en 917.

ces pirates, ce prince engagea l'archevêque Alexandre à rétablir le monastère de Romans, et à cet effet il lui prêta le concours de son autorité et de ses richesses. Hugues est qualifié de seigneur temporel de l'abbaye et du territoire environnant dans la charte par laquelle l'archevêque ordonna cette restauration[255]). Elle est souscrite par HUGUES, *illustre comte*, par le *comte Boson*, son frère, et par un autre comte *Boson* qui vraisemblablement était le fils et le successeur d'Adalelme, comte de Valence. *Ramegarius*, évêque de cette dernière ville, *Isaac*, évêque de Grenoble, et *Elisachar*, évêque de Belley, corrobòrèrent cet acte solennel en y apposant leur seing[256]).

Ce curieux document, ainsi que plusieurs autres du même temps, font voir que le duc Hugues possédait de grands domaines dans la région inférieure du Viennois qui confinait au Valentinois. Dans le nombre on citera les anciens fiscs de *Genissieu*, de *Triors*, de *Peyrins*, et de *Gessans*, dont les églises furent rendues à l'abbaye de Romans par l'archevêque Alexandre avec le consentement de Hugues[257]). Ce prince parait avoir séjourné à Vienne ou dans les environs jusqu'à la fin de l'année 921, comme l'indique un diplôme de Louis-l'Aveugle du mois de décembre de cette année, par lequel il confirma les héritiers de certains vassaux du duc Hugues dans la possession des bénéfices dont leurs pères avaient joui[258]).

---

255) Cum consilio et auxilio UGONIS inclyti comitis.

256) Ego *Alexander* St. Viennensis ecclesiæ humilis episcopus roboravi; *Remegarius* St. Valentinensis ecclesiæ episcopus firmavi; *Isaac* St. Gratianopol. Eccl. episc. firmavi; *Elisachar*, episc. Bellicensis firmavi. Sign. HUGONIS *inclyti comitis*; S. *Bosonis*, *comitis*, *fratris sui*; sign. alii *Bosonis* comitis. Gregorius presbyter, etc. *(Ibidem.)* La date manque dans le cartulaire.

257) „Consilio UGONIS INCLYTI COMITIS ..... concessimus cœnobium ad reedificandum cum appendiciis ejus *Geneciacum* etc. (Rétablissement de l'abbaye de Romans supra.)

258) In nomine Dei omnipotentis, etc. LUDOVICUS ipsius opitulante clementia Imperator ..... quoniam HUGO *inclytus comes et marchio*, nosterque carissimus *fidelis* et *consanguineus* ..... Datum est hoc præ-

Hugues de Provence est qualifié de DUC, MARQUIS et COMTE
istre dans tous les actes que nous venons d'analyser, où ces
es lui sont donnés tous à la fois ou séparément, soit par
officiers et les dignitaires de l'Etat, soit par le souverain
-même. Ces dignités ainsi que les témoignages non équi-
ques d'attachement et de confiance illimitée que l'empereur
prodiguait en public comme en particulier[259]), attestent que
prince était parvenu au degré le plus élevé de la fortune et
pouvoir auquel il pouvait prétendre dans le royaume de
ovence sans forfaire à la foi jurée et à la reconnaissance due
Louis-l'Aveugle, son souverain et son bienfaiteur.

Tout en conservant le prestige de la majesté impériale ou
'ale et de l'autorité suprême dans l'état, l'infortuné monar-
e dont le fils aîné Charles-Constantin était encore adolescent,
it abandonné à son cousin, Hugues de Provence, l'exercice
el d'un pouvoir que personne n'était en position de lui dis-
ter. Les plus grands prélats du royaume manifestaient en
te occasion la plus entière déférence pour les avis de ce
ince, et ses fréquentes absences de la cour ne compromet-
ent point son crédit auprès de l'empereur dont l'entourage
it principalement composé des proches parents du duc ou
vassaux qui lui devaient leur fortune.

Parmi les premiers se trouvaient Sobon, grand prévôt de
glise de Vienne et coadjuteur de l'archevêque Alexandre;
gelbert (ou *Ingelbert*), frère de Sobon et comme lui fils de
rillon et d'Ermengarde, soeur de Berthe de Lorraine et propre
te de Hugues; enfin Ratburne, vicomte de Vienne, qui se-
n toute apparence était frère consanguin des précédents[260]).

---

tum *Viennæ* publice VIII *Kal. Januarii* anno XXI imperii D. N. Lu-
vici Augusti. (*Chorier, hist. de Dauphiné,* t. I. p. 449 et 514.)

259) „Hugo inclytus comes et marchio nosterque *carissimus fidelis* . . .“ (*Vide supra passim.*)

260) On trouvait au *cartul. de Vienne* fol. 38 et 44 et aux *archives Cluny* des chartes (*inédites*) des années 913—927, 942 et 946, ou *tburne* (1er du nom) est qualifié de *Vicomte de Vienne.*

divers dignitaires de l'Eglise et de la couronne de Provence
ssaient de la faveur de Louis-l'Aveugle qui les combla de
s et d'honneurs[261]).

Cependant de nouvelles et plus hautes destinées allaient
tôt appeler le prince Hugues de l'autre côté des Alpes, et
pereur Béranger ne se maintenait sur le trône qu'avec l'ap
des bandes mercenaires de Hongrois avec lesquels il avait
racté des alliances funestes pour sa gloire et ruineuses pou
pays[262]). Réduit par là à user contre ses adversaires de
ens les plus violents et les plus propres à précipiter s
e, Bérenger avait retenu en captivité à Mantoue Berthe
e de Hugues de Provence, et Guido, son frère utérin, qu
it de succéder dans le gouvernement de la Toscane à son
Adalbert II, surnommé *le riche*[263]). En apprenant cett
tre nouvelle, Hugues passant les Alpes à la tête de se
ençaux, s'était porté à la délivrance de ses illustres parents
ongeant peut-être déjà à s'emparer de la couronne d'Ita
[264]). Mais comme le remarque un historien contemporain,
temps n'était pas encore venu«[265]). Bérenger marcha à la
ontre de Hugues et l'obligea à repasser les Alpes en toute
[266]), après quoi il rendit la liberté au jeune margrave de
ane et à la duchesse Berthe, sa mère[267]), qui ajourna le

---

[261]) Donation de la terre de *Ternay* sur le Rhône dans le comté
ienne, faite par l'empereur Louis à *son fidèle Engelbert* et à s
e *Noma*, ann. 923. (*D. Bouquet*, t. IX. p. 687.)

[262]) Liutprandi Antap. lib. II. c. 61. „*Hungarii* . . . . ami
ni Berengario fuerant.« (*Pertz. Monum.* t. III. p. 299. — Ann. 92
Muratori Ann. hoc anno.

[263]) *Liutprandi Antap.* l. c. c. 55. p. 298. — *Muratori Ann.* a
925.

[264]) *Liutprandi Antap.* lib. III. c. 12. „Hic (Hugo) Berengarii tem
cum multis in Italia venerat.« l. c. p. 305.

[265]) *Liutprandi Antap. ibidem.* „Sed quia regnandi tempus ei non
advenerat . . « (l. c. p. 305.)

[266]) *Ibidem.* „A Berengario territus atque fugatus revertit.«

[267]) *Ibidem*, lib. II. cap. 55. l. c. p. 298.

rojets formés pour l'élévation de son fils ainé, sans les abanlonner.

Dans ces entrefaites plusieurs seigneurs lombards ayant à ur tête l'archevêque de Milan et le margrave d'Ivrée Adalbert, ropre gendre de Bérenger [268]), tournant leurs vues d'un autre ôté avaient secrètement appelé à leur aide Rodolfe II, roi de ourgogne-Jurane pour l'opposer à l'empereur. Rodolfe réponit à cet appel en tombant à l'improviste avec toutes les milies de la Transjurane en Lombardie; il fut proclamé roi d'Italie Pavie au commencement de l'an 922 [269]). Après avoir triomphé e l'empereur Bérenger à Fiorenzuola (29 juillet 923 [270]), il se ut maître de l'Italie et retourna au commencement de l'anée suivante dans ses foyers où le rappelait le gouvernement e ses domaines paternels [271]).

Rodolfe eut à peine repassé les Alpes [272]) que Bérenger, etiré dans sa forteresse de Vérone, appela de nouveau les longrois à son aide et les lança comme une trombe vengeresse ans les fertiles campagnes de la Lombardie, tandis que luiième tombait, frappé à mort, par la main de l'un de ses famiiers [273]). Après avoir pris et brûlé la cité royale de Pavie 12 mars 924) [274]), les Hongrois en grand nombre s'étaient en;agés dans les gorges des Alpes Cottiennes, où Rodolfe II d'un

---

268) Adalbert, margrave d'Ivrée, avait épousé en 1ères noces *Gisèle*, fille de Bérenger I, dont il eut Bérenger II, roi d'Italie, de même que son ayeul maternel. (Liutpr. Antap. lib. II. c. 55. l. c. p. 298.)

269) *Liutprandi Antap.* lib. II. c. 64. (l. c. p. 299.) et *Murat. Ann.* d annum 921 et 922.)

270) *Murat. Ann.* ad ann. 923.

271) Rodolfe laissait le soin de veiller à ses intérêts en Italie au argrave *Boniface* auquel il avait marié sa *soeur Waldrade;* et dont intervention avait décidé du gain de la bataille de *Fiorenzuola.* (*Ibid.*)

272) Rodolfe était encore à Pavie le 29 février 924. (*Böhmers* Reg. arol. p. 141.)

273) *Liutprandi Antap.* lib. III. cap. 3. (l. c. p. 304.) *Murat.* Ann. m. 924.

274) *Ibidem.* 4. Idibus Martii Ind. XII.

i et de l'autre Hugues de Provence, mettant, pour lors, de i leur secrète rivalité, barrèrent le passage à ces hordes tructives. Celles-ci se voyant sur le point d'être enfermées s ces gorges inhabitées, changèrent brusquement de direc- ı, descendirent, par les défilés des Alpes maritimes, dans Basse-Provence, où Hugues leur donna la chasse et fit main se sur tous les Hongrois qu'on put atteindre dans leur course cipitée[275]. Les autres s'échappèrent en traversant le Rhône, sagèrent les environs de Nîmes et finirent par succomber ı suite d'une épidémie qui fit périr hommes et chevaux[276] par les armes de Reymond, margrave de Gothie, qui acheva r destruction[277]).

Dans la même année (924) Hugues, duc et margrave des vençaux, parait avoir fait alliance avec Raoul, élu roi des nçais par la faction qui retenait Charles-le-Simple captif dans forteresse de Péronne[278]. On ne sait si cette alliance fut ıentée par Hugues en son propre nom, suivant l'abus de ces ıps de troubles et de guerres civiles, ou, ce qui nous semble s vraisemblable, au nom de son souverain, l'empereur Louis-reugle, dont ce puissant vassal n'avait point encore renié ıtorité[279]. Quoiqu'il en soit, Raoul s'étant approché de quitaine dans le but de forcer le duc Guillaume II à le re-

---

275) *Frodoardi* Chr. ad ann. 924. — „His expletis Hungarii per upta Alpium juga transeuntes, veniunt in Gallia, quos Rodulfus ılpinæ Galliæ rex, et Hugo viennensis inter angustias collium Alpi-um claudunt. Unde inopinato per devia montis evadentes, Gothiam etunt. Quos insequentes *predicti Duces* sternunt ex eis quos repe- ı poterant. (Ap. *D. Bouquet*, ss. t. VIII. p. 181.)

276) *Frodoardi* ad hunc ann. „Hungari qui Gothiam vastabant, pesti dissenteria pene cuncti . . . consumpti." (l. c.)

277) Vaissette, hist. de Languedoc, t. II. pr. p. 10.

278) Voy. *D. Bouquet*, t. IX. p. 561 et passim.

279) On le prouve par deux chartes de cet empereur datées de *nne* ann D. 924, III non. Junii, anno XXIII Imperii Domini nostri lovici. (Vid. D. Bouquet, t. IX. p. 688 et *P. de Rivaz*, *Coll. Dipl.* autogr. Clunicensis.

onnaitre comme son suzerain, ce duc, qui gouvernait en même emps l'Auvergne et le comté de Macon[280]), s'avança à la rencontre du roi des Français jusqu'aux bords de la Loire dans pays d'Autun. Il se soumit à lui, à la suite d'une conférence[281]), où assistait Hugues de Vienne ou de Provence[282]), robablement en qualité de *médiateur* entre le roi Raoul et le uc Guillaume qui l'un et l'autre étaient parents ou alliés de empereur Louis-l'Aveugle[283]).

L'historien contemporain qui rapporte ce fait, ajoute que éulfe, archevêque de Reims, qui avait accompagné le roi des rançais, profita de la présence de Hugues à ces conférences our renouveler auprès de celui-ci les réclamations de son rédécesseur Hervé, au sujet des revenus de plusieurs domaines tués en Provence, dépendants autrefois de l'Eglise métropolitaine e St.-Rémi[284]). Mais il ne parait pas que cetteréclamation ait été uivie de quelque effet. Les vastes propriétés dont il s'agissait et u'on désignait vulgairement sous le nom de *Terres de St.-Rémi*, omprenaient entr'autres le chateau de *Fos*, dans la plaine de la *rau*, une portion de la *Camargue*, et *l'Isle de Martigues*, *Istres*, *Roquevaire*, et d'autres terres de la Basse-Provence[285]). Ces erres réunies dans le siècle précédent au domaine de la cou-

---

280) Guillelmus marchio Arvernorum et comes Matisconensis . . . . at. mense Decembr. ann. IV. regnante Rodulfo rege. (Charte de luni, ex *P. de Rivaz*, l. c.)

281) Vide *Frodoardi Chron.* ad ann. 924. (Ap. *D. Bouquet*, t. VIII. . 181.)

282) *Ibidem.* »*Hugo de Vienna*, qui eidem colloquio intererat.«

283) Raoul, fils de Richard, duc de Bourgogne, était cousin-germain e Louis-l'Aveugle. Guillaume II était neveu de Guillaume-le-Pieux, eau-frère de cet empereur.

284) *Frodoardi Chr.* ad ann. 924 (l. c.) Par *Lugdunensis provincia*, doit entendre ici le royaume de Provence en général. (*Voir plus in.*)

285) De terra *S. Remigii in Francia* . . . . . villam *S. Remigii*; casum *de Fossa*; terram *S. Petri*, *S. Martini*. *Julliani*, *in Camarga*; *artigum Vasas*; *Castellum Istre*; *Rocca Frondosa* etc. (*Vide infra.*)

de Provence, formaient alors une partie de la dotation c Hugues dont les héritiers en disposèrent plus tard en du célèbre monastère de Mont-Majour-les-Arles[286]).
est sans fondement qu'un historien moderne, d'ailleurs ›crédité, a cru pouvoir induire des circonstances qu'on de rappeler que Hugues de Vienne ou de Provence ret alors la suprématie du nouveau roi des Français[287]).
démontré ailleurs que jusqu'à sa mort qui n'arriva qu'en Louis-l'Aveugle fut généralement reconnu comme seul ›ain du royaume de Provence, quoique l'autorité résidât, t, dans les mains de Hugues, comte de Vienne et duc ırgrave des Provençaux[288]).
›ependant après l'assassinat de l'empereur Bérenger, et t depuis le retour en Bourgogne de Rodolfe II[289]), Hugues continué à entretenir des intelligences secrètes avec les ıts et les personnages les plus influents de l'Italie. Berthe, re, douairière de Toscane, Guido et Lambert, fils de ›i, et leur soeur Ermengarde, veuve d'Adalbert, margrave e, n'avaient pas cessé de travailler sourdement à discréle gouvernement de Rodolfe dans la Péninsule et à augr le nombre des partisans du duc des Provençaux[290]).
s que Berthe employait avec succès son influence sur le Jean X pour le déterminer en faveur de Hugues[291]), la sse Ermengarde, soeur de celui-ci, parvenait à détacher

---

[286]) Diplôme de Conrad, roi de Bourgogne et de Provence de 3: „Hoc quod Boso comes Arelatensis nobis reddidit, de terra migii in Francia . . . .“ (D. Bouquet, t. IX. p. 700.)

[287]) *D. Vaissette*, hist. du Languedoc, t II. note XII. p. 566.

[288]) Voyez les *Bosonides*, p. 183 et suiv.

[289]) En novembre ou décembre de l'an 924. (Böhmers Regest. p. 141.

[290]) *Liutprandi Antapod.* lib. III. c. 8. „Italienses omnes cœperunt ›ese dissidere.“ (Vide etiam cap. 7. ad 16.) (Ap. *Pertz, Monum.* ss. t. III. p. 304 et sequ.)

[291]) *Ibid.* cap. 17. (l. c. p. 306.)

Lambert, archevêque de Milan, du parti de Rodolfe et à le faire entrer dans la conjuration formée pour ravir à ce dernier la couronne d'Italie[292]). Ce prélat versatile ayant réuni à Milan les principaux conjurés, ils dépêchèrent d'un commun accord des messagers à la cour de Provence avec mission d'inviter Hugues à venir prendre cette couronne en chassant son rival de la Lombardie[293]). En attendant, Ermengarde et ses partisans occupèrent la cité de Pavie, capitale du royaume[294]).

C'est dans Liutprand, historien contemporain, qu'il faut lire le récit, tant soit peu romanesque, des évènements qui agitèrent le nord de l'Italie pendant toute l'année 925, et les premiers mois de la suivante[295]). Ils se terminèrent par la défaite et la mort de Burchard, duc de Souabe ou d'Alémannie, beau-père du roi Rodolfe II[296]), qui était accouru avec une armée allemande pour aider son gendre[297]) à réduire à l'obéissance ses sujets révoltés. Burchard, tombé dans une embuscade près de Novare, y fut tué à coups de lances par les Italiens le 29 avril 926[298]), et son armée mise en déroute. A la nouvelle de cette défaite, Rodolfe qui était resté à Ivrée, se décida à repasser les Alpes et à abandonner pour le moment l'Italie aux rebelles[299]).

---

292) *Ibidem*, c. 8. (l. c. p. 305.)

293) *Ibidem*, c. 12. (l. c. p. 306.) Lambert fut traitre à Rodolfe comme il l'avait été auparavant à Bérenger.

294) *Ibidem*, c. 8. (l. c. p. 305.)

295) Voy. *Liutprandi Antapod.* lib. III. c. 8 à 16 inclus. (l. c. p. 305 et 306.)

296) Rodolfe II, roi de Bourgogne-Jurane et d'Italie, avait épousé en 922 *Berthe*, fille du duc Burchard I[er]. (Voy. *Pertz, mon. Germ.* t. I. p. 78.)

297) Vid. *Frodoardi* Chron. ad ann. 926. (l c.)

298) *Liutprand Antapod.* lib. III. c. 15. (l. c. p. 306.) La date de la mort de Burchard 1[er] est marquée dans *l'Obituaire* de l'Abbaye de *St.-Gall*, ann. 926. III. Kal. maii, (Neugart, No. 715.)

299) La dernière charte datée du règne de Rodolfe II en Italie est un acte passé à *Asti* „*Rodulfi regis in Italia anno quinto mense martii*

Cependant Berthe, duchesse douairière de Toscane, n'avait
eu la consolation de voir le succès des plans qu'elle avait
is pour placer la couronne d'Italie sur la tête de son fils
Elle était décédée le 8 mars de l'année précédente (925)
cques [300]), dans un âge fort avancé, sans avoir rien perdu
ascendant extraordinaire qu'elle avait exercé pendant plus
quart de siècle sur les évènements de la péninsule [301]).
ascendant, Berthe le devait autant à ses qualités person-
s qu'au respect et à la considération dont elle jouissait
ès des grands et des peuples de l'Ausonie, soit comme
de la race carlovingienne, soit comme fille de roi, soit
comme épouse et veuve [302]) du prince le plus puissant de
e, par l'étendue et la richesse de ses possessions terri-
es.

La mort de cette grande princesse aurait pu renverser tous
lans des conjurés, si sa fille, la comtesse Ermengarde, ne
t pas immédiatement remplacée dans la poursuite de ces
. Celle-ci, initiée de bonne heure dans tous les projets
mère, avait succédé à son influence et continué à soute-
irilement le parti provençal qui l'avait adoptée pour son
[303]). Cette jeune et belle princesse, devenue veuve du mar-
d'Ivrée, Adalbert I, n'était pas moins capable de con-
à bien une entreprise politique qu'habile à entretenir
spérances des nombreux adorateurs qui prétendaient à sa

---

tione quarta decima (i. e. anno 926.) (Monum. hist. patr. (Taurin.)
ol. 127.)

[300]) Voyez son épitaphe érigée dans la cathédrale de Lucques, dans
lius, orig. Guelficæ, t. I. p. 122.)

[301]) *Liutprandi Antap.* lib. II. c. 55. (l. c. p. 298.)

[302]) *Adalbert II, dit le Riche*, son second mari, était mort le
ût 916. (Voyez son épitaphe érigée à Lucques dans *Scheidius*,
). 121.)

[303]) Liutprandi, lib. III. c. 7. „Hoc tempore defuncto Adalberto
giæ marchione, ejus uxor Hermengarda . . . . . . totius Italiæ
patum obtinebat." (l. c. p. 304.)

main, captivés par les charmes de sa personne ou fascinés par l'éclat de sa grande naissance et de ses richesses[304]).

Dans ces entrefaites, Hugues de Provence à qui la fortune aplanissait toutes les avenues du trône le plus envié et le plus disputé de l'ancien continent[305]), avait achevé ses préparatifs pour opérer sa descente en Italie. Ce prince, non moins sagace que hardi, aussi ferme qu'ardent dans la poursuite de ses desseins[306]), connaissait trop bien l'inconstance proverbiale des peuples sur lesquels il était appelé à régner pour se montrer dans la péninsule autrement qu'accompagné de forces capables de retenir ses partisans dans le devoir et de vaincre la résistance de ses adversaires[307]).

La flotille qui le portait lui et sa phalange choisie, quitta les côtes de Provence dans le mois de juin, fit voile vers la Toscane, et aborda heureusement à Pise, capitale de cette riche province[308]), où dominait alors Guido, son frère utérin. Il trouva dans cette ville célèbre l'archevêque de Ravenne, nonce du pape Jean X, et les envoyés des principales cités et des princes de l'Italie supérieure qui attendaient impatiemment son arrivée et qui lui réitérèrent l'invitation pressante de prendre

---

304) *Ibidem.* — Le savant *Muratori* a déjà fait remarquer qu'on ne doit pas prendre à la lettre les expressions satyriques dont cet historien qui était à peine né à cette époque, flétrit les intrigues de cette célèbre princesse. (*Muratori Ann.* ad ann. 925.)

305) *Liutprandi Ibid.* cap. 16. „Deus qui hunc (Hugonem) in Italia regnare cupiebat, prosperis eum flatibus ..... duxerat.“ (l. c. p. 306.)

306) *Liutprand* qui fut élevé à sa cour, dit de lui (*Antap.* lib. III. c. 19.) „Fuit autem rex Hugo non minoris scientiæ quam audaciæ, nec infirmioris fortitudinis quam calliditatis.“ (l. c. p. 306.)

307) Le récit de *Frodoard* (ad ann. 926) pourrait faire croire que ce fut Hugues lui-même qui chassa Rodolfe de l'Italie ; mais il est assez certain que la retraite de celui-ci précéda de quelques mois le débarquement du duc des Provençaux. (*Muratori Ann.* ad ann. 925.)

308) *Liutprand Ibidem:* Deus .... prosperis eum flatibus brevi *Alphæam*, hoc est *Pisam*, quæ est Tusciæ provinciæ caput, duxerat. (l. c. p. 306.)

la couronne vacante[309]). Hugues qui n'était pas moins impatient de ceindre son front du diadême des rois Lombards, se rendit promptement à Pavie[310]), où la comtesse Ermengarde, sa soeur, s'était maintenue contre tous les efforts[311]) des Transjurains et des Allemands. Hugues de Vienne ou de Provence fut solennellement proclamé et couronné dans cette capitale de la Lombardie le 9 de juillet de l'an 926[312]), par Lambert, archevêque de Milan[313]).

2.

HUGUES ROI D'ITALIE.

L'Italie entière rattachait de grandes espérances à l'avènement du nouveau roi. Depuis près d'un demi-siècle cette péninsule était déchirée par les guerres civiles et ravagée tour-à-tour par les Sarrasins et les Hongrois. Hugues avait conquis dans le gouvernement de la Provence qu'il dirigeait presque seul depuis vingt ans, la renommée d'un prince éclairé et courageux, plein de vénération pour la religion et de respect pour ses ministres, secourable aux faibles et aux nécessiteux, aimant et honorant la piété et le savoir. Mais on lui reprochait

---

309) *Liutprand Ibidem*, cap. 17. „Adfuit papæ Johannis nuntius. Adfuerunt etiam pene omnium Italiensium nuntii, qui hunc, ut super ipsos regnaret, modis omnibus invitabant." (l. c. p. 306.)

310) *Ibidem*. „Is autem . . . . Papiam percitus venit." (l. c.)

311) *Ibidem*, cap. 9, 13 et 16. (l. c. p. 305.)

312) *Idem*, c. 17. „*Papiam venit*, cunctisque convenientibus regnum suscepit" (l. c. p. 306.) Pour la *date* de son couronnement voyez *Muratori Ann.* (ad ann. 926) et *Lupi* (Cod. Dipl. Bergam. II. 140.)

313) *Muratori* (l. c.) croit que le *couronnement* de Hugues eut lieu à *Milan*. Mais l'autorité de *Liutprand* (l. c.) ne permet guères de douter que cette cérémonie se fît, selon la coutume, à Pavie même.

le ternir ces éminentes qualités par un penchant immodéré pour les femmes[1]). Ce portrait tracé par un contemporain, Liutprand de Pavie, évêque de Crémone, qui fut élevé à la cour de ce nouveau roi d'Italie et qui remplit plusieurs missions importantes sous les règnes suivants[2]), n'est pas suspect. Cependant il faut convenir que le portrait du célèbre historien lombard s'accorde mieux avec les débuts du règne de Hugues qu'avec les actes violents et même cruels qui signalèrent la suite de ce règne et qui frappèrent principalement des individus de sa propre famille. Il est peut-être permis de rejeter une partie de ces excès qui nous semblent odieux sur la rudesse des moeurs du temps et sur la fréquence des complots et des rébellions que Hugues eut à réprimer pour se maintenir sur le trône.

Il n'entre pas dans le plan du travail que nous avons entrepris de suivre le roi Hugues dans les différentes phases de son gouvernement en Italie. Nous nous contenterons de rappeler les faits qui se rapportent, soit au royaume de Provence, soit aux personnages originaires de ce royaume que le nouveau roi appela à remplir des emplois élevés dans la péninsule.

Après deux ans de règne prospère en Italie[3]), Hugues fut rappelé en Provence par un événement inattendu qui, selon les éventualités, pouvait avoir pour sa fortune des conséquences plus ou moins graves. L'empereur Louis-l'Aveugle était mort à la fin de l'été ou au commencement de l'automne de l'année 928[4]). Quoique cet infortuné monarque fût frappé de cécité,

---

[1]) *Liutprandi Antapod.* lib. III. c. 19.

[2]) Vide *Liutprandi opera et vita* apud *Pertz,* Monum. Germ. t. III. p. 254 et suivantes.

[3]) Le roi Hugues se trouvait à *Ferrare* le 12 mars 928. (*Böhmers Reg. Karol.* p. 130.)

[4]) On a fait voir ailleurs que Louis mourut vraisemblablement dans le mois de *septembre* de cette année. (Voir nos *Mémoires pour servir à l'histoire de Provence et de Bourgogne,* 1re *partie,* LES BOSONIDES, p. 186.

néanmoins son décès pouvait être considéré comme prématuré vu qu'il avait à peine atteint l'âge de cinquante ans. Il laissait deux fils dont l'aîné CHARLES, surnommé *Constantin*, était en âge de succéder à son père sur le trône de Provence, et RODOLFE qui ne lui survécut que peu de temps[5]).

Quoique au début de son règne en Italie Hugues eût contracté des alliances soit avec Henri l'Oiseleur, roi de Germanie, soit avec les empereurs d'Orient[6]), néanmoins son autorité, encore mal affermie dans la péninsule, ne se soutenait qu'avec l'aide des forces auxiliaires qu'il tirait de la Provence et qui formaient le plus ferme appui de son trône[7]). L'avènement au trône de Provence d'un prince jeune et entreprenant tel que l'était Charles-Constantin, déjà pourvu par son père, Louis, du comté de Viennois[8]), pouvait compromettre les levées de gens de guerre que le roi d'Italie avait faites jusqu'alors dans cette province sans opposition de la part du défunt souverain. Il était à prévoir d'ailleurs que Charles ne pourrait se maintenir dans l'héritage paternel qu'en acceptant la suzeraineté de ses puissants voisins, Raoul, roi des Français, et Rodolfe II, roi de la Transjurane, ses proches parents[9]). Ces différentes alternatives menaçaient le roi Hugues de dangers d'autant plus imminents que Rodolfe, en particulier, avait à se venger de sa déconfiture récente en Italie. La suite prouvera que les craintes de Hugues n'étaient pas mal fondées; quoiqu'il en soit, elles expliquent le prompt retour du roi d'Italie en Provence où il revint au commencement de l'automne de l'an 928[10]).

---

[5]) Voir les BOSONIDES, p. 188 et 189.

[6]) *Liutprandi Antapod.* lib. III. c. 21 à 22. (l. c. p. 308.)

[7]) Voir *Liutprandi Ibidem*, cap. 44. Lorsque Hugues assiégea Rome ann. 932 le patrice Alberic lui reprochait d'avoir composé son armée de „*Burgundionibus et Allobrogibus*" (l. c. p. 313.)

[8]) Voir *les Bosonides*, p. 193.

[9]) Voir les *Bosonides*, p. 189 et 195.

[10]) L'époque du retour de *Hugues* en Provence est indiqué sous l'an 928 par le passage suivant de *Flodoard* (hoc anno) „Rodulfus

Hugues signala son retour à Vienne par des actes qui marquent la plénitude du pouvoir qu'il s'attribuait sur l'état laissé vacant par Louis-l'Aveugle, et entr'autres par un diplôme donné dans cette métropole du royaume de Provence en date du 12 novembre 928, l'an troisième de son règne en Italie[11]), par lequel il confirme les immunités et les privilèges de l'abbaye royale de *Saint-Teudère*, soit de Saint-Chef en Viennois (terre de la Tour du Pin), dans des termes semblables à ceux dont Louis-l'Aveugle s'était servi lorsqu'il restaura ce monastère au commencement de son règne comme roi de Provence[12]). En même temps Hugues renouvela la donation de l'Eglise de Saint-Martin de Véseronce qu'il avait concédée à la même abbaye précédemment, en qualité de comte de Viennois[13]), et il ajoute à cette donation plusieurs domaines situés dans les mêmes quartiers qu'il venait d'acquérir à cet effet de divers propriétaires libres[14]).

De Vienne le roi Hugues se rendit bientôt à Valence d'où est daté le 25 du même mois de novembre un second diplôme concernant l'abbaye de Romans-sur-Isère au rétablissement de laquelle il avait déjà contribué en qualité de comte de Vienne,

---

(Francorum rex) proficiscitur in Burgundia *obviam Hugoni Italiæ regi.*“ (*Pertz, l. c.* p. 378.)

[11]) *Hugo* Gratia Dei *rex* .... Dat. *pridie Idus Novembr.* anno D. incarnati 928, regni vero D. Hugonis regis (in Italia) *tertio.* Indict. *prima* Actum VIENNA civitate in Christi nomine feliciter amen. (*Apud D. Bouquet*, t. IX. p. 690.)

[12]) Voyez le diplôme du roi Louis pour Saint-Teudère de l'an 896. (*Ap. D. Bouquet*, Ibid. p. 679.)

[13]) *Idem.* — „Ecclesiæ S. Teuderii confirmamus illas res quas olim eidem ecclesiæ per chartulam donavimus, videlicet ecclesiam *S. Martini* sitam in *Veseroncia* etc.“

[14]) *Ibidem.* — „*Quas juste et legaliter acquisivimus ab Enegrino libero homine* etc. — Parmi les localités mentionnées dans cette donation on lit:“ *Camugniaco*, Chamagneux, *Caduliaco*, Cheylieu; *Posiaco*, Poisieu; *Corbeliaco*, Corbelin dans l'arrondissement de la Tour du Pin, département de l'Isère.

avant d'être appelé au trône d'Italie[15]). Les domaines cédés à cette abbaye étaient situés aux environs de Romans dans le Viennois méridional, où ce prince parait avoir eu de vastes propriétés territoriales, ainsi qu'il a été dit ci-devant. Cette concession est datée de la ville de Valence du 25 novembre 928[16]). De même que l'abbaye de Saint-Chef, celle de Romans dépendait immédiatement de l'archevêque de Vienne.

Ces actes de munificence en faveur des principaux monastères du pays, par lesquels le roi Hugues inaugurait son retour dans le royaume de Provence, avaient évidemment pour but de se concilier les suffrages du clergé et du peuple en général, et plus particulièrement d'ajouter le poids de nouveaux bienfaits aux liens de proche parenté qui attachaient Sobon, coadjuteur du métropolitain de Vienne, et sa nombreuse famille à la fortune du roi d'Italie. Ce prélat que l'on trouve déjà qualifié d'archevêque de Vienne dans des actes datés du règne de Louis-l'Aveugle[17]), parait avoir supplanté dans le gouvernement spirituel et temporel de cette province ecclésiastique l'archevêque Alexandre, qui vivait encore et dont l'attache-

---

[15]) Voyez ci-devant, p. 129 (ou 45 de l'édit. Sept.)

[16]) Charte inédite du Cartul. de l'Eglise de Romans, p. 38. „Hugo Dei gratia rex omnium fidelium nostrorum comperiat industria ..... quod nos ..... omnes res quas juste et legaliter habere visi sumus tam in monte Magnaldum quam etiam in Campagney in villam Baladedo et in Marcedum et in Malves-villa, atque in Corneliaco et in Marnades .... Ecclesiæ beati Petri sitæ in Romanis, per hoc nostrum regale præceptum concedimus atque donamus .... quod ut verius credatur ..... manu propria roborantes de anulo nostro ..... etc. Signum Domini Ugonis piissimi regis. Petrus notarius ad vicem Gerlanni abbatis et archicancellarii recognovi. Data VII. Kalend. Decembris, anno domini incarnationis DCCCCXXVIII, regni vero Domini Ugonis piissimi regis tertio. Indict. prima. Actum Valentiæ feliciter. Ex *P. J. de Rivaz*. Coll. Dipl. Burgund. t. I. fol. 47.

[17]) *Charvet* cite deux chartes des mois de novembre et décembre de la 27e année de l'empire de Louis-l'Aveugle soit de l'an 927 où *Sobon* est qualifié *d'archevêque de Vienne*. (*Hist. de l'Egl. de Vienne*, p. 251.)

ment aux Bosonides était peut-être un obstacle aux vues ambitieuses de Hugues et de ses adhérents[18]).

Quoiqu'il en soit, les deux diplômes ci-dessus datés de Vienne et de Valence de l'an 928, sont rédigés en termes qui font supposer que Hugues, roi d'Italie, se considérait comme l'unique souverain du royaume de Provence depuis la mort de Louis. Le roi fait défense expresse à tous les fonctionnaires publics de ce royaume de tenir des plaids ou d'exiger des services dans les domaines des monastères de Saint-Chef et de Romans, et de troubler les religieux dans la jouissance des privilèges et des biens qu'il leur a octroyés[19]). Ces chartes disposent en outre que toute contravention sera punie d'une amende de cent livres d'or, dont partie devra être versée au trésor royal[20]).

Il est à remarquer de plus que ces deux diplômes furent écrits et contresignés non par le chancelier du royaume de Provence, mais par un clerc de Gerland, abbé de Bobbio, qualifié d'archichancelier de la couronne d'Italie[21]). Or sous Louis-l'Aveugle les deux charges étaient toujours demeurées distinctes et séparées l'une de l'autre[22]).

---

[18]) L'archevêque *Alexandre* est mentionné comme vivant encore le VII. des Kal. de Septembre (26 août de la 28e année de l'empire de Louis, soit 928). (*Cartul. de Vienne*, fol. 37.) Il mourut bien âgé, le 16 décembre 931. (*Charvet*, l. c. p. 252 à 253.)

[19]) Diplôme de Hugues, roi d'Italie pour l'abbaye de St.-Chef en Viennois de l'an 928. — „Jubemus atque præcipimus ut nullius ministerii potestas super res ipsius Ecclesiæ placita celebret, neque servitium, quod ad publicam partem pertinuisse visum fuit, exquirere audeat.“ (*D. Bouquet*, t. IX. p. 691.)

[20]) „Sciat se compositurum auri optimi libras centrum, medietatem cameræ nostræ, et medietatem prædictæ ecclesiæ.“ (*Ibidem.*)

[21]) *Idem.* „Petrus notarius ad vicem *Gerlanni abbatis* (*Bobbiensis*) et archicancellarii, recognovi et subscripsi.“ (Mabillon Ann. Bened. t. III. p. 398.)

[22]) Tandis que *Léothard*, évêque de Côme, occupait la charge *d'archichancelier d'Italie* en 901, cette charge était remplie *en Provence* par *l'archevêque Rainfroi*. (Vid. *Muratori Ant. Ital.* t. II. p. 47 et *D. Bouquet*, t. IX. p. 680 et 681.)

Ces diverses circonstances et d'autres non moins décisives dont il sera parlé plus loin, supposent qu'en s'emparant de gré ou de force du trône électif des Bosonides au préjudice de Charles-Constantin, fils aîné et successeur naturel de Louis-l'Aveugle, Hugues ne jugea pas prudent de remettre en question le pouvoir qu'il possédait de fait, en se faisant élire et couronner roi de Provence à Vienne, ainsi que l'avaient fait ses prédécesseurs [23]). Il lui suffisait, pour le moment, d'avoir pris possession de ce royaume, qu'il semble avoir, dès lors, considéré comme virtuellement réuni à sa couronne de Lombardie. C'est pourquoi il continua à dater de son avènement au trône d'Italie, même les actes qui concernaient particulièrement la Provence et le Viennois, ainsi qu'on le fera voir ci-après.

Pendant son séjour en-deçà des Alpes, le roi Hugues eut avec Raoul, roi des Français, une seconde entrevue [24]) dont l'histoire n'explique pas l'objet [25]), ensorte qu'on est réduit à faire à cet égard des conjectures plus ou moins probables. Il y a toute apparence que chacun de ces deux rois se rendit à cette entrevue avec des vues particulières et secrètes, qu'il ne nous est pas donné de pénétrer entièrement.

Hugues pouvait craindre que le roi Raoul n'entreprît de rétablir Charles-Constantin, son neveu [26]), dans l'héritage paternel des Bosonides dont ce roi d'Italie venait de l'expulser. D'un autre côté, Raoul dont la royauté venait, tout récemment, d'être remise en question par le comte Herbert de Vermandois, qui tenait dans ses mains le sort du roi captif Charles-le-

---

23) A savoir *Boson* en 879 et *Louis*, fils de Boson, en 890. (Voy. *les Bosonides*, p. 76 et 130.)

24) La première avait eu lieu en 924 avant le couronnement de Hugues à Pavie. (*Supra*, p. 134 et p. 50 de l'éd. sep.)

25) Flodoardi Chr. ad ann. 928. „Hugo rex habens colloquium cum Rodulfo (Francorum regi) etc.“ (l. c. p. 378)

26) Louis-l'Aveugle, père de Charles-Constantin, et le roi Raoul étaient cousins-germains paternels. (Voy. les *Bosonides*, p. 195.)

imple[27]), avait un grand intérêt à ne pas se brouiller avec le ouveau roi d'Italie dont l'influence à Rome[28]) pouvait faire encher la balance en faveur de son compétiteur au royaume e Neustrie en provoquant contre lui-même les censures, tou- ›urs redoutées, de l'Eglise[29]).

On doit peut-être chercher le motif avoué et public de 'entrevue de Raoul et de Hugues dans la lettre écrite au pre- nier de ces deux rois par le pape Jean X• peu de temps avant ı catastrophe qui priva ce pontife de sa liberté[30]), au sujet les graves différents qui avaient surgi entre les abbés de Cluny t de Gigny en Bourgogne, et qui subsistaient depuis la mort le Bernon[31]), le célèbre fondateur et supérieur de ces deux ıonastères. Ces différents élevés au sujet des possessions de es monastères situées dans plusieurs états limitrophes, ne pou- aient être réglés qu'avec le concours des princes qui dominaient lans ces divers états, et entr'autres avec celui de Hugues, roi 'Italie et de Provence[32]), qui d'ailleurs pouvait avoir été chargé ›ar le pape Léon VI, successeur de Jean, de tenir la main à 'exécution du bref de son prédécesseur.

Quoiqu'il en soit, ce bref étant adressé à Raoul, roi des 'rançais, aux comtes de Bourgogne Hugues et Gisel- ›ert, ainsi qu'à Guy, archevêque de Lyon, et aux évêques

---

27) Voy. *Richerii histor.* lib. I. cap. 53 et 54. l. c.

28) *Guido* de Toscane, frère utérin du roi Hugues, et la célèbre *larozie*, femme de Guido, avaient déposé le pape Jean X en mai ou ıin 928, et s'étaient emparés du gouvernement de Rome, en mettant ur le trône pontifical Léon VI. leur créature. (Voy. *Muratori Ann.* d hunc ann.)

29) *Richerii hist.* l. c. c. 54.

30) *D. Bouquet*, t. IX. p. 217. Le bref du pape est *sans date*, ıais il doit avoir été écrit au plus tard dans le mois de *mai* 928. (Voy. *luratori Ann.* ad hunc ann)

31) Mort le 13 janvier 927. (*Mabillon, Ann. Bened.* t. III. p. 387.)

32) *Gigny était* du diocèse de Lyon (*pagus Lugdunensis*), ainsi u'*Ambrieux* et *Savigneux* (en Bresse) que Hugues et Lothaire son fils, ›is d'Italie, donnèrent plus tard à l'abbaye de Cluny.

de Mâcon et de Châlons, ses suffragants[33]), il s'ensuivait évidemment que le comté de Mâcon était revenu au roi Raoul après le décès de Guillaume-le-Jeune[34]). On a expliqué ailleurs comment ce comté dont Raoul s'était emparé en 924, avait été détaché de la couronne des Bosonides en faveur de Guillaume-le-Pieux, duc d'Aquitaine et fondateur de Cluny, oncle paternel de Guillaume-le-Jeune auquel il avait donné le gouvernement du Mâconnais[35]). Or le comté de ce nom avait des enclaves dans le Lyonnais, et d'un autre côté les comtes ou vicomtes de Lyon et de Forès possédaient en cette qualité des domaines dans le Mâconnais[36]).

Ces diverses complications peuvent avoir donné lieu entre Hugues et Raoul aux conférences dont il est parlé dans les annales contemporaines, qui cependant n'indiquent que vaguement l'époque où elles ont été tenues[37]). Il est à supposer qu'elles se tinrent sur les bords de la Saône qui limitait en général les deux états voisins. Si nos conjectures sur la coïncidence de ces faits sont bien fondées, le désistement de l'abbé de Gigny[38]), contre lequel le bref du pape était principalement dirigé, pourrait servir à déterminer d'une manière plus précise l'époque de

---

33) *Ibidem.* „Rodulfo regi Francorum ..... Vidoni Lugdunensis ecclesiæ archiepiscopo, atque Episcopis Stateo (Cabillonensis) et Bernoni (Matisconensis) comitibusque *Hugoni* et *Giselberto* .... fidelibus tuis (scilicet Rodulfi) etc.“

34) Guillaume-le-Jeune, *comte de Mâcon*, mourut le 26 décembre 926. (*Art de vérif. les dates*, t. III. p. 352.)

35) Voir *les Bosonides*, p. 137 et 138.

36) Diplôme du roi de Provence, Louis-l'Aveugle de l'an [illegible]. „Res de *comitatu Lugdunensi*, conjacentes in *comitatu Matisconensi*.“ (Apud *D. Bouquet*, t. IX. *p.* 680.)

37) *Flodoard* (sous l'an 928), seul auteur qui fasse mention de cette entrevue, n'indique ni le moment précis, ni l'endroit où elle eut lieu. Il est à remarquer que ce chroniqueur commence l'année à *l'Incarnation*, soit au 25 mars, comprenant ainsi dans l'année 928 une partie de la suivante.

38) Dat. XII. Kal. Februarii Anno VI. regnante *Rodulfo* rege. (*Mabillon*, *Ann. Bened.* t. III. p. 393.)

entrevue des deux rois dont nous cherchons la date; or ce désistement, fait à Cluny, est du 21 janvier de l'année 929[39]).

L'historien contemporain qui fait mention de cette entrevue dit que le comte Herbert de Vermandois accompagnait le roi Raoul, avec lequel il s'était réconcilié aux dépends du malheureux *Charles-le-Simple*, dont il avait resserré la captivité[40]). Il ajoute ensuite que »*le roi Hugues donna la* PROVINCE *ou le comté* DE VIENNE *à Herbert pour son fils Odon*«[41]). Ici le laconisme de l'historien ouvre un nouveau champ aux conjectures. Quel motif peut-on donner à ce démembrement d'un Etat que le roi d'Italie venait de réunir à sa couronne? Le comte de Vermandois, que l'histoire nous dépeint comme insatiable de richesses et de pouvoir[42]), aurait-il profité de cette entrevue et du concours du roi Raoul, pour renouveler auprès de Hugues les tentatives faites quatre ans auparavant pour faire restituer à l'église de Rheims les possessions que cette église revendiquait en Provence[43])?

Après la mort de l'archevêque *Séulfe*, Herbert avait obtenu du roi Raoul la survivance du siège de Rheims pour son fils puîné, Hugues, âgé de cinq ans, auquel on avait donné provisoirement un coadjuteur dans la personne d'un évêque provençal[44]). Faudrait-il envisager la donation du comté de Vienne

---

39) Suivant Flodoard (l. c.) le roi Raoul ne revint en Bourgogne qu'après le mois de *septembre*. D'autre part le roi Hugues séjourna à Vienne où à Valence pendant le mois de *novembre*, et repassa les Alpes au mois de *février* suivant. L'entrevue en question doit par conséquent avoir eu lieu sur la fin de l'année 928 ou tout au commencement de l'année 929.

40) *Frodoard*. l. c. et *Richeri* hist. lib. I cap. 52 et 54. *(loc. cit.)*

41) *Flodoardi Chr.* ann. 928. „Hugo rex dedit Heriberto comiti *provinciam Viennensem* vice filii sui Odonis. (l. c. p. 378.)

42) *Richerii* hist. lib. I. cap. 52. „Heribertus .... utpote *insatiabilis* etc.“ (l c. t. I. p. 100.)

43) Voy. ci-devant, p. 134 et p. 50 de l'éd. sep.

44) On donna à cet enfant mitré pour coadjuteur un évêque du midi, nommé *Odolric*, qui s'était retiré à Rheims par suite des persécutions des Sarrasins. (Flodoardi Chr. ann. 928. l. c.)

comme une compensation des propriétés réclamées par l'archevêque de Rheims, qui se trouvaient, pour lors, incorporées au domaine des comtes d'Arles[45])?

Quoiqu'il en soit, il parait certain que la donation du roi Hugues au comte Herbert demeura comme non-avenue. Son fils aîné, *Odon* ou Eudes, était alors retenu en ôtage à la cour du duc des Normands établis sur les bords de la Seine inférieure[46]); et ni lui, ni aucun prince de la maison de Vermandois, n'ont occupé Vienne ni aucune portion de son territoire[47]). Cette cité importante était réstée sous la garde immédiate de l'archevêque Sobon et des vicomtes de Vienne, proches parents ou sujets dévoués du roi Hugues, que les peuples de ces contrées étaient d'ailleurs habitués à considérer depuis vingt ans comme le véritable maître de l'Etat. Quant à la Provence proprement dite, le comte Boson était en mesure d'y maintenir l'autorité du roi son frère et de défendre la plaine contre les attaques des Sarrasins de la Garde-Fraînet qui s'étaient jetés dans les Alpes dont ils interceptaient les passages, à tel point que plusieurs caravanes de pélerins vénant du nord qui voulaient se rendre à Rome, furent obligées de rebrousser chemin sans avoir pu accomplir leur voeu[48]).

Pensant avoir ainsi suffisamment pourvu au maintien de son autorité en-deçà des Alpes, le roi Hugues repassa les monts dans le mois de février 928. Il était déjà rendu à Turin le 29e du même mois, et il confirma ce jour même une donation du margrave Adalbert de Piémont en faveur du monastère de

45) Pour ces terres de *St.-Rémi* en Provence. (Voyez ci-devant, p. 125 ed sép. p. 51.)

46) *Flodoardi* Chr. ad ann. 928. „Filius Heriberti *Odo*, quem Rollo habebat obsidem, non redditur illi, donec etc." *(l. c.)*

47) Herbert ayant retiré son fils Eudès ou *Odon* des mains de *Rollon*, lui donna la seigneurie de *Ham* (ann. 933) et le comté *d'Amiens* en Picardie (ann. 944) pour le dédommager de la non-jouissance du comté de Vienne. (*Art. de vérif. les Dates*, t. II. p. 702. *in-fol.*)

48) *Flodoardi Chr. ad ann.* 928. *l. c.*

aint-André de Turin[49]), refuge des moines de la Novalaise, hassés de leur abbaye par les pirates barbaresques dont on ient de parler. De Turin le roi retourna à Pavie, sa résidence rdinaire, où il était déjà rentré le 12 mars[50]) après une absence e six mois. Il retrouva dans cette résidence royale sa femme *lda*, son fils Lothaire, et sa soeur bien-aimée, la comtesse rmengarde, chargée par le roi son frère de veiller en son ɔsence à la sûreté de l'Etat de concert avec le comte Samson ui parait avoir eu une grande part dans le gouvernement de Haute-Italie[51]).

Le retour dans la péninsule du roi, Hugues fut bientôt suivi évènements graves qui pendant plusieurs années absorbèrent ute son attention et toutes les forces dont il disposait. Une onjuration formidable ayant éclaté à Pavie même, dès l'année iivante, elle fut promptement réprimée par le sang-froid et abileté que Hugues déploya dans ce péril imminent[52]). L'énere avec laquelle le roi comprima cette révolte et la sévérité des unitions qu'il infligea aux principaux chefs du mouvement, conibua, dit un historien contemporain, à accroitre son pouvoir et à tendre jusqu'aux extrémités de l'Italie. Dès lors les magnats i pays n'osèrent plus se jouer de l'autorité royale, ainsi qu'ils aient coutume de le faire auparavant[53]).

Ce fut dans ces conjonctures favorables que Hugues, de-

---

[49]) Diplôme du roi Hugues daté de *Turin pridie Kal. Martii, Inct.* II. *Anno regni tertio* ce qui revient à l'année bisextile 929. *lonum. hist. part.* t. I. *Cartar. Col.* 131.)

[50]) Voy. *Böhmers regest. Karol.* p. 130.

[51]) Diplôme de Hugues roi d'Italie de l'an 930. „HUGO REX .... terventu ALDÆ amantissimæ et carissimæ conjugis nostræ, seu ERNGARDÆ comitissæ, „dilectæ *sororis* ac *conciliatricis* nostræ, nec non Samson comitis nobilissimi.“ *Muratori Ant. Ital.* t. II. p. 936.

[52]) Vide *Liutprandi Antap.* lib. III. c. 39 à 41, (l. c. p. 311.) et *rat. ann. d'Ital.* ad ann. 930.

[53]) *Liutprand Antap.* lib. III. cap. 41. „Crevit extunc in omnes liæ fines regis timor, neque hunc ut reges ceteros floccipendere, ven modis omnibus honorare.“ (*l. c.* p. 312.)

vançant l'âge viril de Lothaire, réunit une assemblée des prélats et des seigneurs du royaume, et se fit donner ce fils pour collègue au trône d'Italie[54]). La reine Alda, mère de ce roi à peine adolescent, était morte depuis quelques mois lorsque Lothaire fut associé par son père à la couronne[55]). Dans le même temps mourut *Guido* ou Guy, duc ou margrave de Toscane, et Lambert, son frère puiné, lui fut substitué par le roi Hugues dans le gouvernement de ce duché[56]). On sait que ces deux princes Toscans étaient fils de Berthe de Lorraine et du margrave Adalbert-le-Riche; et par conséquent frères utérins de Hugues.

Par son mariage avec *Marozia* ou Marie, veuve d'Albéric, comte de Tusculum et margrave de Camerino, prince du sénat ou patrice de Rome[57]), Guido s'était emparé d'un pouvoir absolu dans la ville pontificale, faisant nommer et déposant les papes au gré des caprices de cette matrone non moins impérieuse que célèbre par les déréglements dont on l'accuse[58]). La mort de Guy ouvrit un nouveau champ à l'ambition croissante du roi Hugues qui, après avoir placé sur le front de son fils Lothaire la couronne de Lombardie, aspirait pour lui-même à la dignité impériale, dignité qui était restée vacante depuis le décès des empereurs Bérenger et Louis-l'Aveugle[59]).

---

54) *Ibidem*, lib. IV. et 2. l. c. p. 316. Lothaire fut proclamé le *dimanche des Rogations*, 15 mai 931. (Voy. *Böhmers Regest. Karol.* p. 130. et *Muratori Ann. d'Ital.* ad hunc ann.)

55) Elle vivait encore le 16 sept. de l'année précédente. Voyez le diplôme de Hugues cité plus haut sous l'an 930.

56) Guy mourut après l'élévation au trône pontifical de Jean XI. lequel fut ordonné pape le 20 mars 931. (Voyez *Liutprand Antap.* lib. III. c. 43. l. c. p. 312.) Ce prince ne laissa qu'une fille nommée *Berthe*. (*Orig. Guelf.* t. I. p. 132.)

57) *Princeps et omnium Romanorum senator.*

58) *Liutprandi Antap.* lib. III. c. 43. (*l. c.* p. 312.)

59) Quoique Liutprand ne le dise pas expressément, il fait cependant bien entendre que Hugues aspirait à ce titre suprême. (Voyez lib. III. c. 44. l. c. p. 312.)

Marozie jalouse de conserver le pouvoir qu'elle avait continué à exercer dans Rome depuis la mort de Guy, sous le nom du pape Jean XI., son propre fils[60]), et redoutant l'ambition et le caractère remuant d'Albéric-le-Jeune, né de son premier mariage avec le patrice Albéric[61]), envoya secrètement des députés à Pavie, chargés d'offrir au roi Hugues sa main avec la possession de la ville et de l'état romain[62]). Le roi devenu veuf lui-même de la reine *Alda*, se rendit à Rome en passant par la Toscane (en 932)[63]), et arrivé au château Saint-Ange, il épousa publiquement Marozie la veuve de son frère Guy[64]). Mais dans l'entrefaite Alberic avait déjoué les vues que son nouveau beau-père Hugues nourrissait en secret sur Rome et l'empire, en soulevant contre lui le peuple romain et en se faisant proclamer, lui-même, prince et souverain dans Rome[65]) par le sénat et la noblesse romaine. En même temps, Albéric fit renfermer dans le château Marozie, sa mère, et donna des gardes au pape Jean XI[e], son frère, afin que celui-ci ne pût rien entreprendre contre sa volonté[66]). Hugues avait laissé son armée hors des portes de Rome, et au premier bruit de la révolte il s'était échappé furtivement du château Saint-Ange pour la rejoindre. Cette armée étant pour lors trop peu nombreuse

---

[60]) Voyez pour la famille de Marozie. (*Scheidius orig. Guelficæ*, t. I. p. 133.)

[61]) *Liutprandi Antap.* lib. III. c. 44. (l. c. p. 312.)

[62]) *Ibidem. Benedicti Chron.* §. 32. „Mater *Alberici* principis romani, legatos mittens Ticino ad Hugonem regem Longobardorum ut eam sibi matrimonio copularet.“ (Pertz, t. III. p. 715.)

[63]) Le roi se trouva à Lucques le 1[er] juillet 932. (Böhmers Regest. p. 130.) soit en allant à Rome, soit en revenant.

[64]) Benedicti Chr §. 32. „Sic impletum est . . . . post nuptias celebratas in castro St.-Angeli rex et regina etc.“ (*l. c.*)

[65]) *Liutprandi Antapod.* t. III. c. 45. „Romanæ Urbis Albericus monarchiam tenuit.“ (l. c. p. 313.) Lui-même s'intitule: „*Princeps et omnium romanorum senator*“, dans une charte de l'an 945. (*Scheidius orig. Guelficæ*, t. I. p. 248.)

[66]) Murat. Ann. ad ann. 932 et 933 qui compare les récits comtemporains de *Liutprand* et de *Flodoard*.

pour entreprendre de rentrer de vive force dans la ville, il dut se retirer en attendant des circonstances plus favorables pour répater cet échec[67]).

Pour ne pas avoir à revenir sur cet épisode de la vie de Hugues qui concerne proprement l'histoire d'Italie, on se contentera de remarquer que ses démêlés avec Albéric qui s'opposa constamment à ses vues sur Rome et la couronne impériale[68]), devinrent dès lors le principal mobile de ses actes et la cause indirecte des revers qui marquèrent les dernières années de son règne dans la péninsule italique.

Après le premier échec éprouvé en 932, le roi Hugues réitéra jusqu'à cinq fois, dans l'espace de dix ans[69]), ses tentatives pour s'emparer de Rome, soit par la force des armes, soit en transigeant avec Albéric, auquel il donna même en mariage sa fille Alda, soeur-germaine du roi Lothaire, son fils, et née comme lui de la reine Alda ou Hilde[70]) dont on a parlé. Mais cette alliance ne fit qu'accroitre l'arrogance naturelle d'Albéric qui n'en persista pas moins à défendre Rome contre son beau-

---

67) *Liutprand*, historien d'ailleurs si précieux de l'époque dont nous nous occupons, parait cependant avoir accueilli avec trop peu de discernement les contes répandus dans le public toujours avide du scandale et du merveilleux. Cet historien, encore enfant lorsqu'il fut attaché à la chapelle du roi Hugues en 931, doit être suivi avec une certaine méfiance jusqu'à la fin du IIIe livre de son histoire, ainsi qu'il semble lui-même en convenir au commencement du IVe livre. On remarque de plus qu'il n'indique aucune date et qu'il n'observe pas toujours l'ordre des temps dans ses récits, ensorte qu'il est indispensable de le contrôler au moyen de la chronique de *Flodoard*, écrivain moins satyrique et moins détaillé, mais plus exact.

68) Voyez *Liutprandi Antap.* lib. III. cap. 45. lib. IV. cap. 2 et 3. lib. V. cap. 3. (*l. c.* p. 313, 316, 328.)

69) Savoir en 936, 939, 941, 942 et 946. (*Muratori Ann.* ad hos annos.)

70) *Flodoardi Chr.* ad ann. 936. ap. *Pertz*, l. c. p. 383. — *Liutprand Antap.* lib. IV. c. 3. „Albericus . . . *Aldam*, Lotharii, regis filii Hugonis, germanam, sibi conjugio junxit.“ (*l. c.* p. 316.)

père[70]). La guerre et la destruction des villes de la Campanie, n'aurait pas discontinué[71]), si le pape Léon VII. qui venait de succéder à l'infortuné Jean XI.[73]), n'avait pris le parti d'appeler à son aide le célèbre Odon, abbé de Cluny, afin de travailler au rétablissement de la paix entre le roi Hugues et son gendre Albéric qui se disputaient avec un égal acharnement la possession de Rome. Odon dont le crédit sur l'esprit ardent de ce roi d'Italie remontait déjà à la première période de sa vie politique[74]), passa quatre fois les Alpes afin de seconder les papes Léon et Etienne VIII dans l'accomplissement de cette pieuse entreprise[75]). Les efforts réitérés de l'abbé de Cluny, n'eurent cependant d'autre résultat que d'amener les combattants à conclure des trêves ou des préliminaires de paix presqu'aussitôt rompus que ratifiés[76]). Il parait du reste que Hugues fut plus d'une fois sur le point de s'emparer de Rome sur son rival[77]). On trouve même un diplôme de ce roi en faveur du couvent du Mont-Cassin, daté de Rome, du 26 juin 941[78]) qui ferait supposer qu'il était entré dans la cité pontificale[79]),

---

[71]) *Liutprand.* l. c. „Albericus, ut vir *infatuus*, Romam autem, quam rex (Hugo) nimis ardebat, ei non tradidit.“

[72]) *Idem.* t. V. c. 3. „Romanæ civitatis, quem rex Hugo quotannis graviter opprimebat.“ (l. c. p. 328.)

[73]) Mort dans sa prison du château Saint-Ange en janvier 936. (*Muratori Ann.* hoc anno.)

[74]) Vers le même temps Odon avait obtenu du roi Hugues l'incorporation de l'abbaye de *Charlieu* en Lyonnais à la mensé abbatiale de Cluny. (*Mabillon, Ann. Bened.* t. III. p. 486.)

[75]) Savoir en 936, puis deux fois en 939 et encore én 941. (*Mabillon, Ann. Bened.* t. III. p. 431 à 444 et 458. et Sæc. v. Bened. in vita S. *Odonis.* lib. II.)

[76]) *Flodoardi Chr.* ad ann. 942 et *Mabillon, ubi supra.* — Il est surprenant que *Liutprand* ne dise pas un mot de cette intervention d'Odon de Cluny.

[77]) Liutprand, lib. V. cap. 3. l. c. p. 328.

[78]) „Actum Romæ . . . . .“ (Böhmers *Regest. Karol.* p. 132, qui cite lui-même *Archiv.* V. p. 321.)

[79]) Si l'on pouvait admettre comme authentique un document publié par Goldast (Constit. Imper. t. III. p. 302), *Hugues et Lothaire*, rois

où il ne put vraisemblablement se maintenir assez longtemps pour y recevoir du pape Etienne la couronne impériale[80]).

Hugues ne pouvait manquer d'attacher à la conquête de cette dignité suprême le même prix que ses prédécesseurs issus comme lui de la race de Charlemagne[81]). Il devait pressentir en même temps que, placé sur un autre front que le sien, le diadème impérial aurait compromis l'existence même du trône de Lombardie auquel il venait d'associer son fils.

Parmi les circonstances qui empêchèrent le roi Hugues de réussir dans ses entreprises sur Rome et qui contribuèrent à ébranler son pouvoir en Italie, on doit tenir compte des complots et des machinations secrètes ourdies contre sa domination, non seulement par les Italiens, mais aussi par des étrangers comblés par lui de richesses et d'honneurs. Au commencement de son règne durant lequel ce monarque déploya plus de vigueur que ne l'auraient désiré ceux qui l'avaient appelé au trône d'Italie[82]), le nouveau roi avait jugé utile à l'affermissement de son autorité dans la péninsule de conférer les évêchés et les principaux offices du royaume à des personnes de sa nation ou de sa parenté[83]), afin de contenir dans le devoir ses

---

d'Italie auraient fait conjointement avec le patrice *Albéric* une *constitution* pour la réforme des couvents de Rome, le 21 juillet 941. *Dat. in Campania juxta opidum Romaniæ.*

[80]) Le roi Hugues se trouvait:

Ann. 941. Le 26 mars à *Lucques.*

» Le 25 juin *juxta Romam.*

» Le 26 juin *Romæ.*

» Le 20 juillet *juxta opidum Romaniæ in Campania.*

(*Böhmers Regest.* l. c.)

[81]) „*Hugo* et *Lotharius* reges .... pro salute animæ *avi* nostri *Lotharii Imperatoris* ....“ (Dipl. de anno 943 ap. *Scheidius orig. Guelf.* t. I. p. 244.)

[82]) Voy. *César Cantu. histoire universelle X^e époque.* (Trad. en Fr. Paris 1846. t. IX. p. 232.)

[83]) *Liutprand Antap.* lib. IV. c. 6. „Hugo rex regnum securius obtinere sperans, si affinitate sibi conjunctis regni officia largiretur.“ (l. c. p. 316.)

nouveaux sujets dont il connaissait par expérience l'humeur inconstante et factieuse[84]): politique dont les Carlovingiens avaient donné l'exemple en Italie et qui fut suivie par les rois germaniques, successeurs de Hugues. Mais en cherchant à se prémunir contre les dangers qui avaient causé la ruine de ses prédécesseurs au trône de Lombardie, il excita l'envie et le mécontentement des seigneurs et des prélats italiens non moins avides de richesses et de pouvoir que les étrangers[85]).

Ces étrangers naturalisés dans la péninsule réclament une place dans l'histoire du roi Hugues, soit par leur rang élevé, soit par le rôle qu'ils ont joué dans les évènements qui agitèrent son règne et celui du roi Lothaire son fils, soit enfin parce que leur sang se mêla à celui des principales dynasties souveraines de l'Italie. On a déjà parlé de *Gerlannus* ou Gerland, chapelain de la reine Alda, qu'il avait suivie en Italie en 926, lorsque cette princesse fut appelée à partager le trône où son époux venait d'être élevé. Il est probable que ce personnage est le même que celui qui figure sous un nom presque semblable dans une charte de l'abbé *Fortunius* de Romans, de l'an 917, donnée en présence et avec le consentement de Hugues alors comte de Vienne et duc des Provençaux[86]). Si cette conjecture est fondée, Gerland était fils d'un noble seigneur du pays, nommé *Ricfredus*,

---

84) Idem. l. I. cap. 37. „Quia semper Italienses geminis uti dominis volunt, quatinus alterum alterius terrore coërceant." (l. c. p. 284.) „Liutprand, écrivain de la deuxième moitié du X$_e$ siècle répète ici ce que disait à la fin du IXe le chroniqueur *André de Bergame*." (l. c. p. 238.)

85) Exemples: *Rathier*, évêque de Vérone; *Manassès*, archevêque de Milan, neveu du roi, et *Boson*, margrave de Toscane, son propre frère.

86) Charte par laquelle *Fortunius*, abbé de St.-Bernard de Romans, cède *en précaire* l'Eglise de *Cassedono*, localité située près de Romans (dép. de la Drôme) à *Ricfredo* viro nobili et uxori ejus *Helenæ* et uni de duobus filiis eorum *Amony*, scilicet et *Reglannus* (vel *Gerlannus*), *Consensu domni Ugonis inclyti ducis. Dat.* (Romanis) 18e Kal. Julii (14 juin) ann. XVII. regnante Ludovico imperatore. (Extr. du Cartul. de Romans, fol. 46.)

propriétaire de vastes terrains bordant l'Isère, entre l'Herbasse et l'eau de Sillas dans le voisinage de Romans. Ricfredus avait deux fils de sa femme Hélène, savoir Aymon l'aîné et Gerland. Elevés dans le monastère de Romans, suivant les usages du temps, celui des deux qui annoncerait les dispositions les plus heureuses pour l'étude des lettres, devait plus tard embrasser l'état ecclésiastique ou se faire moine dans ce couvent[87]). Il parait que ces dispositions se rencontrèrent plus particulièrement dans Gerland, le puîné des fils de Ricfred, et qu'elles lui ouvrirent le chemin de la fortune et des honneurs dont il fut ensuite revêtu. L'abbaye de St.-Colomban de Bobbio étant venue à vaquer en 926 au moment où Hugues monta sur le trône d'Italie[88]), la reine Alda qui voulait du bien à Gerland, son chapelain, lui fit avoir cette abbaye en commende. Ce monastère naguères si riche et si important se trouvait alors fort appauvri et déchu de son ancien lustre par suite des empiètements des évêques et des seigneurs laïques du pays. Mais grâce au crédit dont le nouvel abbé jouissait à la cour de Pavie, l'abbaye de Bobbio recouvra bientôt son opulence et ses anciennes prérogatives[89]). S'il faut en croire le chroniqueur parlant de cette abbé de Bobbio, les reliques de St.-Colomban auraient eu une grande part au succès de cette restauration. Lothaire, l'enfant royal ayant été atteint à Pavie d'une fièvre intense, il en fut, dit-on, guéri par les miraculeuses vertus de ces reliques. Quoiqu'il en soit, la naissance et les talents éminents dont l'abbé Gerland parait avoir été doué, appelèrent sur lui l'attention du roi Hugues qui lui confia les sceaux de

---

87) *Ibidem.* „Uni de duobus filiis eorum . . . . . . cui melioris ingenii ad monachum faciendum . . . . . . (vel) intellectum ad litteras discendas habere viderimus . . . .“ (l. c.)

88) Par la mort de l'abbé *Silveradus.* (*Mabillon, Ann. Bened.* t. III. p. 398.)

89) *Ibidem*, d'après le moine anonyme auteur de la *chronique de Bobbio.*

état et le créa chancelier privé, puis archichancelier du oyaume d'Italie en 928[90]).

Après avoir occupé cette charge élevée pendant plus de dix ns, soit jusqu'en 938[91]), l'abbé Gerland se retira dans son bbaye de Bobbio où il mourut, à ce qu'on croit, en 940 environ[92]). Il fut remplacé comme archichancelier par Azzon ou ıtton, évêque de Verceil, qui brilla dans son temps par ses onnaissances profondes du droit canon, de la théologie et des lifférentes lois civiles reçues en Italie[93]). On assure que ce ırélat de même qu'*Azzon*, évêque de Côme, étaient Français 'origine et qu'ils avaient suivi en Italie le roi Hugues, auquel s étaient redevables de leurs sièges respectifs et des grands iens qu'ils léguèrent plus tard à leur église[94]). Ce qui est lus certain, c'est que plusieurs ecclésiastiques de France et le Belgique, chassés de leur pays par les guerres civiles qui gitaient alors les contrées du nord[95]), se réfugièrent soit en 'rovence, soit en Italie, selon qu'ils espéraient rétablir leur ortune dans l'un ou l'autre de ces deux états.

De ce nombre fut Hilduin, prêtre puis évêque de Tongres ›u de Liège, allié du roi Hugues[96]), et suivant le nom qu'il

---

90) *Ibidem.* „Sigillum suum ei tribuit, summumque cancellarium sse præcepit. (l. c.) L'évêque *Beatus* qui occupait encore la charge 'archichancelier de la couronne d'Italie au mois de février 928 (*Muatori, Antiq. Ital.* t. V. p. 937), était déjà remplacé dans cette charge ›ar l'abbé *Gerlannus* au mois de novembre suivant. (*D. Bouquet,* . IX. p. 691.)

91) Giseprandus ad vicem *Attonis* episcopi et *archicancellarii.* Dat. *Papiæ* ann. 938 (23 juillet). *Hist. P. Mon. Taurin.* t. I. p. 143.

92) *Mabillon, Ann. Bened.* t. III. p. 451.

93) *Hist. Littér. de la France,* t. VI. p. 281. Il écrivit entr'autres ›uvrages un traité intitulé: *De pressuris Ecclesiæ.* (Des souffrances de 'Eglise). Publié par *D. Dacherii spicileg.*

94) *Muratori Ann.* ad ann. 937. (*Mabillon, Ann. Bened.* t. III. p. 412.)

95) Voy. *Richeri hist.* lib. I. (Ed. *Guadet,* t. I. passim.)

96) *Liutprandi Antap.* lib. III. c. 42. „Ilduinus Leodiensis episcopus ad Hugonem regem cui affinitatis linea jungebatur . . .“ (*Pertz,* ss. t. III. p. 312.)

portait, probablement *oncle* de la reine *Hilda* ou Alda, seconde femme de ce monarque, laquelle, comme on sait, était elle-même originaire de la France Teutonique ou de la Belgique[97]). Ce prélat avait été élu évêque de Tongres en 920 par le clergé et le peuple sous les auspices du duc Giselbert, et avec le consentement du roi Charles-le-Simple[98]). Mais Hilduin ayant suivi l'exemple de Giselbert et des Lorrains qui avaient déserté la cause de ce roi malheureux[99]), il fut la victime de leur réconciliation passagère. Le ressentiment du roi Charles contre l'évêque de Tongres, qui, dans l'intervalle, avait été régulièrement sacré et installé par son métropolitain, l'archevêque de Cologne[100]), alla jusqu'à déposer Hilduin et instituer à sa place Richer abbé de Prüm (ann. 921)[101]). L'archevêque de Cologne ayant refusé de consacrer ce nouvel évêque aussi longtemps que Hilduin n'aurait pas été condamné par un jugement régulier, l'abbé Richer se rendit, par ordre du roi, à Rome pour informer le pape Jean X[e] de la sentence royale et des détails de son affaire[102]). Le roi Charles avait muni l'abbé de Prüm de lettres de recommandation pressantes pour l'empereur Bérenger, son oncle[103]), qui régnait alors sur l'Italie. Le pape qui, pour lors, avait besoin de l'appui de cet empereur pour

---

97) *Idem*, c. 20. (l. c. p. 306.)

98) *Flodoardi Chr.* ad ann 920. (l. c. p. 370.) *Richeri hist. lib. I.* cap. 22. (l. c. p. 55.) Le pape Jean X dans sa lettre à l'archevêque de Cologne (ann. 921.) dit que Hilduin fut élu „*Gisleberti metu.*" (D. Bouquet, t. IX. p. 215.)

99) *Richeri*, c. 22.

100) Il est à remarquer que *Flodoard* (l. c.) et *Richer* (l. c.) disent l'un et l'autre que *Hilduin* avait été élu canoniquement „*a clero et populo, Karolo rege concedente per archiepiscopum Herimannum ordinatum*", tandis que les lettres du pape (*infra*) semblent nier ces circonstances importantes.

101) *Richeri*, lib. I. c. 25. (l. c. p. 61.)

102) *Richeri*, l. c. p. 61.

103) *Bérenger* 1[er] était *cousin-germain* de Louis-le-Bègue, père de Charles. (*Muratori Ann.* ad ann. 877.)

balancer le pouvoir que le patrice Albéric Ier s'était arrogé dans Rome, s'empressa d'obtempérer à cette puissante recommandation, qui fit pencher la balance en faveur de Richer[104]). Le pontife romain annula l'élection de Hilduin, le frappa d'anathème, et ordonna, de son propre chef, l'abbé de Prüm comme évêque de Tongres; après quoi celui-ci se hâta de retourner en Belgique, où il fut mis en possession de son siège par le roi Charles[105]).

Dans l'entrefaite Hilduin obéissant aux ordres du pape[106]), s'était également rendu à Rome où il travailla, mais en vain, à faire revenir le pontife de son premier jugement et à en obtenir l'absolution[107]). Ayant échoué dans cette tentative, le prélat dépossédé et exilé se réfugia en Provence où il fut accueilli par le duc Hugues avec les égards dûs à sa naissance et à sa parenté avec la famille de ce prince[108]). L'historien contemporain auquel nous empruntons ces détails, ajoute que Hilduin était un homme éclairé et très-énergique, mais que son esprit actif et turbulent[109]) l'entraîna à se mêler aux factions qui déchiraient la France et la Belgique[110]).

---

104) Voy. la lettre du pape Jean X, concernant *Hilduin*, adressée au roi Charles-le-Simple, ann. 921. (Ap. *D. Bouquet*, t. IX. p. 216.)

105) *Richeri*, l. c. „Papa *Hilduinum* desertorem ab officio suspendit ac anathema damnat. Richerum vero episcopum (Tungrensem) ordinat . . . . Richerus redit ac sedem vacuam jussus ab rege ingreditur.“

106) Voyez la lettre du pape Jean X à Hermann, archevêque de Cologne ann. 921. (*D. Bouquet*, t. IX. p. 215.)

107) *Richeri*, lib. I. c. 25. „Hæc dum sic agerentur, Hilduinus prosequitur, incassum apud Papam plurimam querimoniam fundens, ac pro absolutione laborans.“ (*l. c.* p. 61.)

108) *Liutpr. Antap.* lib. III. c. 42. (*l. c.* p. 312.)

109) *Richeri*, lib. I. cap. 22. „Hilduinum virum liberalem ac strenuum sed factiosum.“ (l. c. p. 55.) Ce portrait est bien différent de celui qu'en fait *Ughelli* (*Ital. sacra*, t. V.)

110) Hilduinus . . . . mox episcopus ordinatus, iis Belgicæ principibus qui in regis Caroli abjectione favebant, mox hæsit et favit, etc. (*l. c.* p. 55.)

Un prélat du caractère et de la capacité de Hilduin ne pouvait que plaire à Hugues et lui paraître utile à ses desseins lorsqu'il fut monté sur le trône d'Italie. L'évêché de Vérone étant venu à vaquer en 928 par la mort du titulaire, le roi l'appella à cet évêché, dont il lui donna provisoirement l'administration avec les revenus attachés à ce siège[111]). On se rappellera à ce propos que le pape Jean X[e] venait d'être déposé et jeté en prison par la faction qui gouvernait Rome[112]). Les désordres qui suivirent cette révolution et la guerre qui éclata ensuite entre le roi Hugues et le patrice Alberic, s'opposèrent vraisemblablement à ce que le nouvel évêque de Vérone fût régulièrement confirmé et sacré par le pape. Quoiqu'il en soit, Hilduin occupa ce siège jusqu'en 932, où il fut transféré à l'archevêché de Milan après la mort de l'archevêque Lambert décédé à la fin de l'année précédente[113]). Il importait au roi Hugues que le siège de cette métropole de la Lombardie fût rempli par un prélat énergique et habile autant que dévoué à sa dynastie, et tel que s'était naguères montré Lambert, auquel ce roi ainsi que son fils Lothaire devaient, en partie, leur couronne. D'un autre côté, le clergé et le peuple de Milan se croyaient en droit, suivant l'ancienne coutume, de choisir leur nouveau pasteur dans le sein *(in gremio)* de leur propre église, quoique la jurisprudence des papes eût déja limité ce droit en le subordonnant à l'agrément du souverain[114]). Hugues, dans cette circonstance comme dans toute autre, ne manqua pas de faire valoir sa prérogative en faveur de Hilduin.

---

[111]) *Liutprand Antap.* lib. III. c. 42. „Ildoinus Leodiensis episcopus, propria sede expulsus, ad Hugonem regem in Italiam venit, qui *Veronensem* ei episcopatum *ad stipendii* concessit *usum*. (*l. c.* p. 312.)

[112]) Vid. *Flodoardi Chr.* ad ann 928.

[113]) *Muratori* Ann. ad ann. 931.

[114]) On lit en effet dans les lettres du pape Jean X. déjà citées. „Vobis reminiscentibus nullo modo esse debeat, ut absque *regali* præceptione in qualibet parochia episcopus sit consecratus.“ (*D. Bouquet.* t. IX. p. 215.)

Ce prélat avait été suivi dans son exil par un moine de Lobbes, nommé *Rathier*, très-versé dans la connaissance des sept arts libéraux et de la scholastique[115]). Par son éloquence et la subtilité de son esprit, le jeune docteur se distinguait, entre tous, au milieu des hommes éminents qui florissaient alors dans ce monastère renommé dans ces temps d'ignorance pour l'étude des lettres grecques et latines[116]). Rathier quoiqu'inséparablement attaché à Hilduin dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, n'était pas moins ambitieux que remuant, il nourrissait en secret l'espoir de succéder à son patron dans l'évêché de Vérone, où celui-ci n'était placé qu'en attendant d'être pourvu d'un siège plus élevé[117]). Hilduin ayant été promu par le roi à l'archevêché de Milan, Rathier fut chargé d'aller à Rome pour faire approuver cette élection par le pape Jean XIe qui venait d'être élevé à la chaire de St.-Pierre[118]). Il réussit dans sa négociation; mais en même temps l'habile moine avait travaillé à sa propre fortune, car non seulement il revint porteur des bulles pontificales et du *pallium* destiné à Hilduin, mais en outre d'une lettre du pape adressée au roi Hugues par laquelle Jean XIe demandait, tant en son propre nom qu'au nom du Sacré-Collége, que Rathier fût fait évêque de Vérone[119]). Le roi qui destinait cet évêché à son neveu Manassès, archevêque

---

[115]) *Liutprand Antap.* lib. III. c. 42. „Venerat cum præfato Ilduino monachus quidam (Laubiensis), *Raterius* nomine, qui ob religionem septemque liberalium artium peritiam etc. (*l. c.* p. 312.)

[116]) *Folcuini* gesta abbatum Lobiensium. „Floruerunt his temporibus apud nos studia litterarum . . . et perspicacissimus horum *Ratherius* qui partibus Hilduini favens, illi inseparabiliter adhæsit.“ (*Apud Pertz*, ss. t. IV. p. 63.)

[117]) *Folcuin* (l. c.) dit que l'évêché de Vérone avait été promis à Rathier par le roi Hugues, ce qui est assez douteux comme on le fera voir tout-à-l'heure.

[118]) *Muratori Ann. d'Ital.* ad ann. 931 et 932.

[119]) Voy. *Mabillon Ann. Bened.* t. III. p. 406. D'après la lettre adressée en 961 environ par Rathier de Vérone au pape Jean XII et publiée par *D. Dacherii Spicil.* t. II. 247.

d'Arles, fut outré de colère contre ce moine intrigant et refusa même pendant deux ans de le reconnaître. Enfin vaincu par les prières de l'archevêque Hilduin, et craignant d'ailleurs d'offenser le pape, il consentit à ce que Rathier fût mis en possession de l'évêché de Vérone[120]), sous la condition que cet évêque se contenterait d'une portion des revenus de l'évêché et renoncerait au surplus[121]). De là l'inimitié secrète et profonde de Rathier contre le roi Hugues, inimitié qui éclata bientôt au grand jour, lorsqu'après avoir régi pendant deux ans et demi l'église de Vérone, ce prélat vindicatif livra cette ville importante à Arnoul, duc de Carinthie et de Bavière (ann. 935)[122]). Hugues ayant défait et chassé du sol de l'Italie le nouvel ennemi, rentra triomphant dans Vérone, pardonna au comte Milon, et punit par contre Rathier de sa félonie, en l'enfermant à Pavie dans une étroite prison[123]).

Dans ces entrefaites, Hugues eut à combattre d'autres ennemis extérieurs et intérieurs et à déjouer de nouveaux complots ourdis contre son trône par ceux-là mêmes qui l'avaient appelé à y monter[124]). La prudence et le courage personnel du roi ne suffisant pas pour réprimer l'audace des factions, il fut en-

---

120) La ville et le territoire de Vérone étaient alors administrés par un comte *Milon* qui avait vengé la mort de l'empereur Bérenger sur ses meurtriers. Le roi Hugues l'avait maintenu dans ce gouvernement à cause de sa fidélité qu'il démentit plus tard à l'instigation de Rathier. (*Liutprand Antap.* lib. I. c. 73, lib. III. c. 42 et 48. p. 301, 312, 314.)

121) *Ratherius* in epistola ad Johannem XII papam (l. c.). Il est probable que le roi avait, pendant le débat, fait saisir le temporel de l'église de Vérone.

122) *Liutprand Antap.* lib. III. c. 48 à 52 (l. c. p. 314.)

123) *Mabillon supra:* „Cepit me (dit Rathier), trusit in custodiam in quadam Papiæ turricula; non dico sine mea culpa, sed citra legem et sine audientia.“

124) *Mr. Léo* (Hist. d'Ital. lib. III. cap. 5. t. I. p. 307. Hambourg 1829) suppose mal à propos que la comtesse *Ermengarde*, soeur de Hugues, vivait encore en 934. Il n'est plus question d'elle dans l'histoire d'Italie à partir de l'an 930.

traîné à recourir à la ruse et à des actes de sévérité déplorables. Guy, duc de Toscane, avait été remplacé après sa mort (ann. 929) dans ce gouvernement par son frère Lambert, avec le simple titre de *vicaire* royal[125]). Ce prince, jeune, ardent et belliqueux, était capable des entreprises les plus audacieuses et faisait ombrage au roi, qui craignait qu'il ne prît fantaisie aux mécontents de lui ôter la couronne d'Italie pour la mettre sur la tête de Lambert[126]). Quelques avertissements que Boson, comte de Provence, avait fait parvenir secrètement au roi Hugues, fortifièrent les doutes que ce dernier avait conçus sur les dispositions du prince toscan, leur frère utérin. S'il faut en croire certains récits populaires, recueillis, ainsi que beaucoup d'autres, par l'historien Liutprand, Hugues aurait fait répandre dans le public des bruits injurieux sur la naissance de Lambert, en lui faisant défendre de se dire frère du roi[127]), et le prince Toscan aurait repoussé ces bruits avec la violence et la fougue naturelle de son caractère[128]). Quoiqu'il en soit, l'arrogance indisciplinée qu'il manifesta dans ces conjonctures, suffirait pour expliquer les rigueurs dont il devint la victime. Lambert fut saisi et renfermé dans une étroite prison par l'ordre du roi, qui donna le gouvernement des marches de Toscane à Boson[129]),

---

125) *Liutprandi Antap.* lib. III. cap. 43. „*Wido* Tusciæ provinciæ marchio, moritur, fraterque ejus Lambertus *ipsi vicarius* ordinatur." Ann. 929. (*l. c.* p. 312.)

126) *Liutprandi Antap.* lib. III. c. 46. „Lambertus vir erat bellicosus, et ad quodlibet facinus audax. Quem rex Hugo suspectum nimis habebat. Timebat ne Italienses se desererent et Lambertum regem constituerent." (*l. c* p. 313.)

127) *Ibidem.* — „Rex Hugo Lambertum cominando denunciat, ne se fratrem suum amplius dicere audeat." On disait, non que Lambert fût le fruit d'un adultère, mais qu'il était un *enfant supposé*, et que Berthe n'avait point eu de fils du margrave Adalbert, son second mari. (*Muratori Ann.* ann. 931.)

128) *Ibidem.* — „Is vero, ut erat animi ferocis et indisciplinati, non moderate, ut debuit, sed effrenate respondit."

129) *Ibidem.* — „Rex Hugo Bosoni, fratri suo, Tusciæ marcam con-

et qui, plus tard, ordonna que Lambert fût privé de la vue[130]. Cet infortuné prince survécut nombre d'années à ce traitement cruel[131]) dont le roi Bérenger avait donné l'exemple funeste, trente ans auparavant, en faisant subir le même traitement à l'empereur Louis-l'Aveugle, son rival. En imitant cet exemple barbare Hugues voulut sans doute intimider les factieux. Mais ceux-ci retournèrent habilement l'arme contre lui-même, et s'en servirent pour discréditer son gouvernement dans l'esprit des Italiens.

Les mécontents renouèrent des intelligences avec Rodolfe II, roi de Bourgogne-Jurane et l'invitèrent à revenir en Italie, où il avait déjà régné pendant quatre ou cinq ans[132]). Mais Hugues, instruit de ces machinations, ne fut pas moins prompt à en prévenir les effets. Il envoya en Bourgogne des députés chargés de transiger avec Rodolfe au sujet de ses prétentions sur le trône d'Italie[133]). Voici en quels termes Liutprand de Pavie, seul garant que nous ayons du fait[134]), parle de cette transaction importante: »Le roi Hugues donna à Rodolfe toute »la terre qu'il tenait dans la Gaule avant de parvenir à la cou- »ronne, et reçut, par contre, de Rodolfe la promesse sacra- »mentelle qu'il ne reviendrait jamais en Italie«[135]).

La partie de cette convention qui concerne la renonciation de Rodolfe II à ses prétentions sur l'Italie, ne peut donner lieu

---

130) *Ibidem.* — „Hugo, non multo post (ann. 932) Lambertum lumine privavit.“

131) *Liutprand.* lib. II. cap. 56. „Lambertus . . . . qui nunc usque lumine privatus superest.“ (vide l. ann. 958.) (l. c. p. 298.)

132) *Idem.* lib. III. cap. 47. „Italienses in Burgundiam, ob Rodulfum ut veniat, mittunt.“ (*l. c.* p. 314.)

133) *Idem.* „Quod Hugo rex, ut agnovit, nuntium ad eum (Rodulfum) direxit.“ (l. c.)

134) *Liutprand*, mort en 972, évêque de Crémone, est effectivement le seul écrivain contemporain qui fasse mention de ce fait.

135) *Liutprandi-Antap.* lib. III. c. 47. „Hugo rex . . . . . omnem terram, quam in Gallia ante regni susceptionem tenuit, Rodulfo dedit, atque ab eo jusjurandum, ne aliquando in Italiam veniret, accepit.“ (l. c. p. 314.)

aucun doute sérieux. Mais il n'en est peut-être pas de même ı ce qui touche la cession que Hugues lui fit à titre de comensation. En effet, l'expression de *omnem terram* dont Liutrand s'est servi en parlant de cette cession, peut aussi bien entendre des domaines particuliers d'un prince apanagé, tel ue l'était Hugues avant de monter sur le trône d'Italie *(ante 'gni susceptionem)* que de la souveraineté politique d'une pronce ou d'un royaume[136]). Pour résoudre cette difficulté qui ent uniquement au langage de l'historien, il suffira de se rapeler que le verbe latin *tenere*[137]), se prend souvent pour *obnere*, gouverner, administrer; or, avant de passer en Italie, ugues *gouverna* effectivement le royaume de Provence, sous ı nom de Louis-l'Aveugle. Liutprand a donc voulu dire »que ugues pour régner avec plus de sécurité en Italie, abandonna Rodolfe les pays situés en-deçà des Alpes qu'il avait gouverés sous les divers titres de comte, de duc ou de margrave de rovence, avant d'être fait roi.

Cette cession a été généralement considérée comme le ındement de la réunion de la Bourgogne Provençale ou is-Jurane avec le royaume de Transjurane[138]). Il est à reıarquer cependant que cette réunion ne s'effectua pas imméiatement et que les évènements suspendirent l'exécution e ce traité et en modifièrent les conditions. A cette ocısion les historiens modernes se sont livrés à diverses conıctures supposant que le traité en question renfermait d'aues articles dont les anciens n'ont pas parlé[139]). Dans le nom-

---

136) *Du Cange* au mot *terra* cite quelques exemples où ce mot est nployé dans le sens impropre de *regnum*, royaume.

137) *Liutprand*, l. c. „Terram quam (Hugo) *tenuit* ante regni susıptionem."

138) *Sismondi*, hist. des Français, t. III. p. 369. — Voir aussi *ym. Rivallii de Allobrogibus*, écrivain du milieu du XVI° siècle. (Edit. e *Terrebasse*, Vienne 1844 in 8. p. 379.)

139) *Honoré Bouche*. (*Hist. de Provence*, t. I. p. 793) a résumé ıs hypothèses de ses devanciers. *D. Vaissette* (*hist. de Languedoc*, II. p. 551. note XII°) a tâché de les concilier avec les faits positifs

bre de ces articles il en est un que l'histoire ne peut refuser d'admettre, soit comme ayant fait partie du traité, soit comme virtuellement compris dans celui-ci: nous voulons parler de la clause par laquelle le roi Hugues se serait réservé la propriété foncière et directe des domaines qu'il possédait en propre, soit à titre privé, dans les diverses contrées du royaume de Provence [140]). Plusieurs documents authentiques dont on parlera en temps et lieu, démontrent que les rois Hugues et Lothaire, son fils, avaient conservé en deçà des Alpes de vastes possessions domaniales dont ils disposèrent plus tard, soit en faveur des couvents et des églises du pays, soit en faveur de leurs parents ou héritiers naturels [141]).

En ce qui touche la date du traité en question que Liutprand n'indique point d'une manière précise, elle se déduit aisément de l'ordre dans lequel il rapporte les faits contemporains. Ce ne fut qu'après la catastrophe qui priva Lambert de Toscane de sa liberté et de la vue [142]), et après le premier échec que le roi Hugues avait éprouvé devant Rome en 932 [143]), que les mécontents osèrent tenter de rappeler Rodolfe II en Italie. Cette tentative et la transaction qui la fit échouer, eurent donc lieu au plus tôt dans les années 932 et 933 [144]). Déçus dans leur espoir d'attirer le roi de la Transjurane en Italie, les conspirateurs, que l'histoire ne nomme pas, tournèrent leurs regards vers Henry-l'Oiseleur, roi de Germanie, que ses victoires sur

---

en supposant deux traités au lieu d'un. Nous ne dirons rien de l'opinion erronée de *Mr. Mermet ainé* (*hist. de Vienne*, p. 291.) qui, égaré par la dissertation de l'abbé *Guillon de Mauléon*, confond *Rodolfe* II, avec *Raoul*, roi des Français, que *Flodoard* distingue très-clairement notamment sous l'an 935. (l. c. p. 382.)

140) Voy. *l'art de vérifier les Dates*, t. II. p. 430.

141) D. Vaissette, hist. de Languedoc, t. II. p. 65.

142) *Liutprandi Antap.* lib. III. c. 46. l. c. p. 314. — *Muratori Ann.* ad ann. 931.

143) *Ibid.* c. 45. p. 314. — *Flodoardi Chr.* ad ann. 932.

144) La date de 933 est celle qui a été adoptée par le savant *Muratori*. (*Ann. d'Ital. hoc anno.*)

›s Hongrois et les Danois (ann. 933 et 934) avaient rendu cé-ébre même en Italie[145]), et qui menaçait le roi Hugues d'une ›rmidable concurrence à la couronne impériale qu'ils ambitionnaient tous les deux[146]). Mais Hugues, habile à changer de ıctique, suivant le caractère de ses adversaires, flatta la vanité u monarque victorieux par des déférences affectées et gagna on amitié, en lui envoyant de riches présents[147]). Il parvint insi à retarder le voyage projeté du roi Henry à Rome[148]), usqu'au moment où la maladie dont il mourut l'année suivante, 'eût délivré de ce redoutable rival[149]). Néanmoins, loin de se entir découragés par cette double déconvenue, les mécontents ›ortèrent leurs vues sur Arnoul, duc de Bavière, auquel le perfide Rathier et son complice, le comte Milon, ouvrirent les pores de Vérone en 935[150]). Mais, ainsi qu'il a été dit ci-devant, Iugues aussi prompt à défendre sa couronne par les armes, ṇu'à déjouer les complots par sa prudence, marcha en personne au devant de l'ennemi[151]), le battit en rase campagne et e chassa honteusement de l'Italie[152]). La mort de Henry I. ṇui fut suivie de fort près de celles du roi des Transjurains, Rodolfe II[153]), et d'Arnoul, duc de Bavière, décédés l'un et

---

145) *Widukindi Corb.* lib. I. cap. 38 et 40. apud Pertz, t. III. . 434 et 435.

146) *Annal. Saxo.* (apud Pertz, ss. t. VI. p. 598.)

147) *Liutprandi*, l. c. cap. 47. p. 314. „Henricum multis collatis ıuneribus amicum sibi effecerat."

148) *Ann. Saxo*, ann. 935. „Henricus rex victoriosissimus . . . Roıam proficisci statuit, sed infirmitate corporis præceptus, iter interoisit." (l. c. p. 598.)

149) Henry I, roi de Germanie, mourut le 2e juillet 936. (Widu-.ind, lib. II. cap. I. l. c. p. 347.)

150) *Liutprandi Antap.* lib. III. c. 48. (l. c. p. 314.)

151) *Ibid.* — „Quod rex Hugo, ut audivit, collecto exercitu ei (Arıoldi) obviam tendit."

152) *Idem*, c. 49 et sequ. „Cumque eodem pervenisset, pugnare 'oepit, ... Arnoldus dux confusione repletus, prout citius potuit, in Bagoariam est regressus."

153) Rodolfe II, mourut le 11 juillet 937.

l'autre dans le milieu de l'an 937[154]), en enlevant aux factions tout espoir d'un secours extérieur, aurait sans doute consolidé à l'intérieur le pouvoir du roi d'Italie, si l'ordre et la tranquillité publiques avaient été compatibles avec l'esprit factieux et indiscipliné du dixième siècle. Dans ces temps d'agitation et de guerres intestines, l'autorité publique déjà plus ou moins confondue avec la propriété féodale du sol, n'était guères respectée par les grands et le peuple qu'autant qu'elle pouvait se faire obéir par la force des armes[155]). La cession faite par le roi Hugues à Rodolfe II en 933 de ses prétendus droits de souveraineté sur les provinces situées entre le Rhône et les Alpes, n'était donc qu'une lettre morte entre les mains du roi des Transjurains aussi longtemps qu'il n'aurait pas obtenu, par les armes, d'être reconnu comme souverain dans les principales villes du pays[156]), qu'un interrègne de plusieurs années avait mal préparées à subir une domination étrangère.

Les différentes contrées dépendantes du royaume fondé par les Bosonides, se rattachaient politiquement aux trois grandes cités métropolitaines de Vienne, de Lyon et d'Arles. L'autorité que le prince Hugues avait exercée dans l'état sous le règne de Louis-l'Aveugle, n'était pas absolument la même à l'égard de ces trois villes capitales et des comtés dépendants de chacune d'elles. Dans la Provence, qui comprenait alors tous les pays renfermés entre l'Isère au nord et la mer Méditerranée au midi[157]), le Rhône à l'ouest et les Alpes maritimes à l'est, Hugues, sous les divers titres de comte et de margrave

---

154) Arnoul mourut le 14 juillet 937. (*Widukind*, lib. II. c. 8. l. c. p. 438.)

155) *Ricker* parlant de *Louis d'Outremer* dit: „Rex cum rei militaris inopia contra tyrannos nihil moliri valeret .... exercitum sumeret ...“ (Lib. II. cap. 26. l. c. p. 160.)

156) Les chartes du Xe siècle nous apprennent que les villes, les bourgs et même les couvents furent entourés de hautes murailles et de fortes tours pour servir de refuge aux gens des campagnes contre les attaques des Sarrasins.

157) Voy. *D. Vaissette, hist. de Languedoc*, t. II. p. 397.

ou duc des Provençaux[158]), était en possession de la plénitude du pouvoir public et territorial. Lorsque ce prince eut été appelé en 926 au trône d'Italie, le gouvernement de la Provence passa au comte Boson, son frère, qui jouit de cette espèce de vice-royauté inamovible sous la suprématie nominale de Louis-l'Aveugle[159]), puis sous celle du roi d'Italie, jusqu'au moment où celui-ci l'appela au gouvernement de la Toscane en 931 ou 932[160]). A ce premier Boson, dit *l'Ancien*, succéda Boson *le Jeune*, propre frère de l'archevêque Manassès, avec lequel il partagea le gouvernement du comté d'Arles et de la Provence proprement dite[161]). En donnant le comté d'Arles à Boson-*le-Jeune* (en 931), le roi Hugues l'avait marié à sa nièce Berthe, fille de Boson l'Ancien[162]). Dans le même temps, les comtés de Valentinois et de Diois, détachés de la Provence, étaient administrés par un autre Boson, fils d'Adalelme, comte de Valence, sous Louis-l'Aveugle[163]).

Hugues duc des Provençaux avait, à la vérité, conservé des domaines considérables aux portes de Vienne et dans divers quartiers du Viennois, soit comme particulier, soit comme bénéficier de la couronne. Tels étaient les domaines dont il dota les abbayes de Saint-Pierre de Vienne, de Romans-sur-

---

158) *Liutprand Antap.* lib. III. c. 12. „Hugo potentissimus Provincialium comes.“ (l. c. p. 305.)

159) Voir plus haut p. 150 et 66 de l'éd. sép. et *Hon. Bouche hist. de Provence*, t. I. p. 934.

160) Muratori cite une charte des rois Hugues et Lothaire donnée à Lucques „*admonitione fratris nostri Bosonis marchionis.*“ en date du 1er juillet 932. (*Ann. d'Ital. hoc anno.*)

161) *Hon. Bouche. Hist. de Provence*, t. I. p. 799. Il ne faut pas confondre ce comte Boson, frère de Manassès, avec un autre comte Boson, fils *d'Adalelmi*, comte de Valence en 937.

162) *Liutprand Antap.* lib. V. c. 31. „Rex Hugo, ... *Berthæ*, nepti suæ, *Bosonis Arelatensis comitis* viduæ pecunia derelicta .....“ (*l. c.* p. 336.)

163) Voy. plus haut, p. 116 et 39 de l'éd. sép. et *Chorier Etat polit.* t. II. p. 147.

Isère et de Saint-Chef[164]); néanmoins cette province centrale du royaume était rentrée sous l'autorité immédiate de l'empereur Louis, quand ce monarque infortuné, chassé de l'Italie, eut fixé à Vienne sa résidence ordinaire[165]). Quant au Lyonnais, il ne paraît pas que le duc Hugues ait possédé pendant la vie de Louis aucune autorité directe soit à Lyon, soit dans le ressort de cette ville importante. Ce prince possédait cependant entre la Saône et le Rhône les domaines d'Ambérieux et de Savigneux (en Dombes) qu'il donna plus tard à l'abbaye de Cluny[166]). Ce n'est qu'après la mort de cet empereur qu'on trouve dans le Lyonnais des traces du pouvoir souverain que Hugues roi d'Italie s'était arrogé dans toute l'étendue du royaume des Bosonides.

Mais depuis le retour de Hugues en Italie, après le voyage qu'il avait fait en 928 en Provence, son autorité, en-deçà des Alpes était restée plus nominale que réelle. L'état abandonné au pouvoir des prélats et des grands propriétaires du pays, se trouvait divisé entre plusieurs pretendants, et quoique le parti des Hugonides fût encore le plus nombreux et le plus puissant, surtout en Provence, néanmoins le prince Charles-Constantin, rentré dans Vienne en 930[167]), avait conservé des partisans actifs et dévoués dans le Viennois. Au milieu de ces divisions, les hordes sarrasines retranchées dans les Alpes qu'elles occupaient depuis le golfe de Fréjus jusqu'à Grenoble[168]), interceptaient toute communication avec l'Italie et ne cessaient de

---

164) Voyez deux diplômes de Hugues dans *D. Bouquet*, t. IX. p. 689, 690. et d'autres chartes rapportées ci-devant.

165) Voyez les *Bosonides*, p. 185.

166) Confirmation des biens de Cluny par le roi de France, *Louis d'Outremer*, de l'an 939. „*In pago Lugdunensi Ambariacum et Savigniacum ex* parte *Hugonis* ac *Lotharii regum.*" (*Biblioth. Cluniacensis*, p. 265.)

167) Voir *les Bosonides*, p. 198.

168) Voy. *Reynaud, Invasions des Sarrasins en France*, IIIe partie p. 166 et suiv.

porter le pillage et l'incendie dans les quartiers populeux de la Haute Provence et du Viennois[169]). D'un autre côté, Raoul, roi des Français, délivré de son principal concurrent par la mort de Charles-le-Simple[170]), après avoir soumis l'Aquitaine et l'Auvergne à sa domination, s'était fait reconnaître comme souverain dans les pays de la rive droite de la Saône et du Rhône qui avaient fait partie du royaume des Bosonides[171]). Sur la rive gauche du Rhône, le prince Charles pour se maintenir dans la ville de Vienne, conquise sur les Hugonides, avait été contraint de reconnaître la suprématie du roi des Français[172]). Suivant le dire d'un contemporain fort accrédité, Raoul aurait même occupé une seconde fois la ville de Vienne en 933 ou 934[173]). Enfin le séjour assez long qu'il avait fait à Anse en Lyonnais dans le milieu de l'année précédente[174]), ferait supposer que le roi des Français s'était rendu maître d'une partie du territoire de Lyon, cette ville elle-même étant restée, pendant l'absence du roi Hugues, sous la garde immédiate de Guy, son archevêque.

Le roi d'Italie était pour lors trop occupé de son entreprise sur Rome et de ses démêlés avec le patrice Albéric[175]) pour s'opposer aux empiètements du roi des Français et pour maintenir sa suprématie dans les provinces du Rhône. En

---

169) *Flodoardi Chr. ad ann.* 929—933. (l. c. p. 378—381.)

170) *Charles-le-Simple* était mort le 7 octobre 929 à Péronne.

171) *Raoul* avait repris Mâcon sur Guillaume-le-Jeune duc d'Aquitaine en 924. Puis en 930 ou 931, il s'assujettit le *Forez*, le *Vivarais* et l'Uzège. (*D. Vaissette, hist. de Languedoc*, t. II. No. XII. p. 551. pr. p. 67.)

172) *Flodoardi Chr.* ad ann. 931. (l. c. p. 379). Voir *les Bosonides*, p. 198 à 199.

173) *Flodoardi Chr. ad ann.* 933. „Vienna Rodulfo regi, tradentibus eam his qui eam tenebant, deditur." (l. c. p. 381.)

174) On a deux diplômes du roi Raoul datés d'Anse (*Ansa villa*) en Lyonnais du 25 mai et du 21 juin 932. (*D. Bouquet*, IX. p. 576.)

175) *Flodoardi Chr.* ad ann. 933. „Hugo rex Italiæ Romam obsidet" (*l. c.* p. 381.)

abandonnant ces provinces au roi des Transjurains, Hugues, par le fait, mettait ses deux rivaux aux prises l'un avec l'autre, tandis que lui-même puisait dans leurs prétentions réciproques à la domination des provinces limitrophes de leurs états une nouvelle garantie pour la sécurité de sa couronne d'Italie. Le roi Henry de Germanie que ses grandes qualités et ses victoires sur les nations payennes, avaient rendu l'arbitre des rois et des princes de son temps[176]), parait avoir tenté de ménager un accommodement entre les deux rois de France et de Bourgogne, Raoul et son cousin Rodolfe II[177]). Cet accommodement fait dans l'entrevue qu'ils eurent ensemble en présence du roi Henry en 935[178]), fut bientôt suivi de la mort du roi Raoul qui ne laissa point d'héritier capable de faire valoir ses prétentions[179]), et sa mort mit fin au différend qui menaçait le ci-devant royaume de Provence d'un morcellement imminent et contraire aux sentiments traditionnels des populations.

3.

POLITIQUE DE HUGUES ROI D'ITALIE.

On se rappelle que le roi Hugues avait déjà voulu transférer l'archevêque Manassès, son neveu, du siège d'Arles à celui de Vérone[1]), lorsque l'archevêque Hilduin fut promu à l'archevêché de Milan. Le siège de Vérone étant devenu libre

---

176) *Widukindi*, lib. I. cap. 39. l. c. p. 434.

177) Le roi *Raoul* était fils *d'Adélaïde*, tante paternelle de Rodolfe II. (*Testament d'Adelaïde, veuve de Richard-le-Justicier de* l'an 929. D. Bouquet, t. IX. p. 693.)

178) *Flodoardi Chr.* ad ann. 935. l. c. p. 382.

179) *Idem*, p. 383. Raoul mourut le 15 janvier 936 sans enfants. Richeri, lib. I. 65.

1) Ratherii Epist. ad Joh. papam XII. „Rex Hugo cupiens Manassem Arelatensem archiepiscopum . . . . . Veronensibus dare Episcopum . . . . .“ (*Dacherii Spicileg.* t. II. p. 247.)

une seconde fois au bout de deux ans et demi par suite de la trahison et de la captivité de Rathier, Manassès fut appelé par le roi, son oncle, à occuper provisoirement ce siège, en qualité d'administrateur spirituel et temporel[2]), laissant à un vicaire nommé Radon le gouvernement de son archevêché d'Arles, dont Manassès garda le titre en passant en Italie[3]). Au gouvernement de l'église de Vérone, le roi Hugues réunit celui des évêchés de Mantoue et de Trente avec leurs revenus, et chargea en outre Manassès de la défense de la marche Tridentine[4]).

Ces mesures prises dans une intention politique, mais contraire aux loix canoniques, réveillèrent la jalousie et le mécontentement des Italiens[5]). Elles étaient cependant dictées par la nécessité de réunir dans des mains capables et fidèles tous les moyens propres à garantir les frontières orientales de la Haute-Italie contre une nouvelle irruption des Bavarois et des Hongrois qui, repoussés de l'Allemagne en 935, s'étaient en partie rabattus sur la Lombardie[6]). Telle était l'alternative fatale où se trouvait placé le roi Hugues, perpétuellement appelé à opter entre le danger d'être trahi par les nationaux, et celui d'augmenter le nombre des mécontents en confiant à des étrangers la garde des postes les plus importants du royaume.

Parmi ces étrangers de l'ordre laïque, alliés pour la plupart à la famille des Hugonides, qui occupèrent de grandes charges dans la péninsule italique, on doit faire une mention toute

---

[2]) *Liutprandi Antap.* lib. IV. c. 6. „Manasses Arelatensis episcopus, agnita regis Hugonis potentia, a quo ipse affinitate lineam sanguine traxerat, ... Italiam petiit. Rex ei contra jus fasque *Veronensem*, *Tridentinam* et *Mantuanam* commendavit, seu in escam dedit Ecclesiam. (*l. c.* p. 316.)

[3]) Ann. 936. *Gall. Christ. Nov.* t. I. p. 549.

[4]) *Idem.* — „Ac nec his quidem contentus *Tridentinam* adeptus est *marcam*." (*l. c.*)

[5]) Il semble que Liutprand de Pavie s'est fait l'écho de ce mécontentement général. (Lib. IV. c. 6. l. c. p. 316 et 317.)

[6]) *Flodoardi Chron.* ad ann. 935. (*l. c.* p. 383.)

particulière du comte Ingelbert, de son fils Théobald et de Sarillon qui gouvernèrent les marches de Ligurie, de Spolète et de Camérino, sous le règne des rois Hugues et Lothaire. On ne peut guères mettre en doute que ces personnages sont les mêmes qui, sous des noms absolument identiques, figurent dans l'histoire du royaume de Provence et plus tard dans celle de l'Italie où ils formèrent des établissements plus ou moins considérables; pour les uns cette identité est prouvée par des chartes contemporaines, et pour les autres elle s'appuie sur des probabilités évidentes. On parlera plus tard des nombreux enfants legitimes et naturels du roi Hugues, auxquels leur père donna des évêchés ou des canonicats et même des commandements importants, selon qu'ils embrassèrent l'état ecclésiastique ou la carrière des armes.

Ainsi qu'il a été dit en son lieu, *Ingelbert*, *Engelbert* ou Engilbert, fils de Bérillon, vicomte de Vienne et propre frère de l'archevêque Sobon[7]), était proche parent du roi Hugues par sa mère Ermengarde de Lorraine, tante maternelle de ce roi[8]), Ingelbert tenait de la libéralité de l'empereur Louis-l'Aveugle des propriétés considérables sur la rive gauche du Rhône entre Vienne et Lyon[9]). Ayant rejoint en Italie le roi Hugues, son

[7]) Charte d'Ingelbert de l'an 941 environ: — „*Engelbertus* pro animæ meæ remedio et fratris mei *Sobbonis* archiepiscopi, et genitorum nostrorum *Berlionis* et *Ermengardis* et pro salute filii mei *Thetbaldi*, pro animabus quoque *Emmelet* et *Nonianæ* (*Nonæ*) [quæ fuerunt uxores meæ] ..... Sign. *Engelberti*, *Sobbonis* archiepiscopi etc. S. Ratburni etc. Dat. ann. IV. Conradi regis. (*Baluze hist. d'Auvergne*, t. II. p. 479. (*Scheid. orig. Guelf.* t. I. p. 72. n. X.)

[8])

Lothaire II.
ux.
Waldrade.

- Berthe
  - Hugues, roi
- Ermengarde
  - Engelbert
    - Théobald.
  - Sobbon

[9]) Voyez la donation de Louis-l'Aveugle de l'an 923. D. Bouquet, t. IX. p. 687.)

t, il devint bientôt l'un de ses plus intimes conseillers, figure comme tel avec le titre de *comte* dans divers actes › roi datés de Pavie[10]). Néanmoins le comte Ingelbert perdu son fils Théobald, il revint à Vienne en 942, ainsi le voit par deux chartes de lui, datées de cette ville, ›squelles il fit d'importantes donations à l'église de St.-Mau- le Vienne et à l'abbaye de Cluny pour le salut de son fils t[11]).

près la défaite et la mort de l'empereur Bérenger en 924, uveau roi d'Italie, Rodolfe de Bourgogne, avait donné le ›rnement des marches de Spolète et de Camérino au comte ace, mari de *Waldrade*, sa soeur, en récompense de la re, remportée par ce comte à *Fiorenzola*[12]). Hugues de Pro- ayant succédé à Rodolfe en Lombardie, il se porta en ans les marches de Spolète et de Camérino[13]), retira au rave Boniface le gouvernement de ces marches[14]), et en it Théobald, fils d'Ingelbert, son neveu[15]). En même temps

---

) Voyez deux diplômes des rois *Hugues* et *Lothaire* de 934 et 945: ›rit universitas quod *Ingelbertum comitem* dilectum fidelemque m . . . .« (*Hist. patr. mon.* t. I. p. 138. — *Muratori Ant. Ital.* ›. 429.)

) Donat. d'Engelbert, datée de Vienne *die mercurii Kalend. martii*, V. *Conradi regis*. (*Cartul. de Vienne*, fol. 18. *ex Rivaz*). — Pour , vide supra et *Mabillon Ann. Bened.* t. III. p. 458.

) Voyez *Muratori Ann. d'Ital.* ad ann. 923. „Il est qualifié *Boni-* ı strenuissimum *marchionem* dans un diplôme de Rodolfe daté vie du mois d'oct. 924.« (*Scheid. orig. Guelf.* t. II. p. 117.)

) Suivant la *Chron. de Farfa* (ap. *Muratori Script.* t. II. pars 2. .) l'an 7 du gouvernement de Théobald I. répondait à l'an 10 ;ne de Hugues. Le premier aurait donc été fait margrave de e en 929.

) *Chron. Farfensis:* „Veniens rex Hugo ad Firmanam marchiam es Rimonis abbatis (Farfensis) ejecit de propria Provencia et illum is.« (*Muratori Script.* l. c. p. 455.)

) *Liutprand*, lib. IV. c. 8. p. 317. „*Tedbaldus* heros quidam ıa Hugonis regis affinitate conjunctus, *Camerinorum et Spoletino-*

le roi ôta l'abbaye de Farfa, dans la Sabine, à l'abbé *Rimo*, et la donna en commande à *Ratfred*, son parent, qui rebâtit ce couvent ruiné par les Maures, et mourut au bout de six ans, assassiné par deux scélérats nommés Hildebrand et Campo, qu'il avait recueillis dans son couvent et comblés de ses bienfaits[16]).

Le margrave Théobald, jeune et vaillant, s'acquit une grande renommée par ses victoires qu'il remporta en 934 sur les Grecs, qui avaient envahi les états de Landulfe I., prince de Bénévent, son voisin et son allié[17]). Il ne survécut pas longtemps à cette expédition[18]), et fut presqu'immédiatement remplacé dans le gouvernement de ces deux marches par Anschaire, autre neveu du roi Hugues, fils de la comtesse Ermengarde, sa soeur, et d'Adalbert I., margrave d'Ivrée[19]). L'humeur d'Anschaire n'était pas moins inquiète et remuante que celle de Bérenger, margrave d'Ivrée, son frère de père. Ils donnaient déjà de l'ombrage au roi Hugues qui résolut de les éloigner l'un de l'autre. Ce fut l'unique motif pour lequel il fit le premier margrave de Spolète[20]).

Loin de s'amender, Anschaire persista malgré cela dans ses

---

rum marchio erat.« *Liutprand Ant.* lib. V. c. 5. „Habes enim *Tedbaldi*, mei *nepotis* defuncti, optimi marchionis uxorem, etc.« (l. c. p. 328)

16) *Chron. Farfensis*, l. c. — *Mabillon ann. Bened.* t. III. p. 403 et 430.

17) *Liutprand* l. c. „Tedbaldus, heros, Camerinorum et Spoletinorum marchio, in auxilium Beneventani principis contra Grecos abiit. Quibus cum bellum inferret, victoria est potitus.«

18) *Idem.* lib. V. cap. 4. l. c. p. 328. (ann. 936.)

19) *Ibidem.* — „Adalberto Eporegiæ marchioni . . . . . *Anscarium* Ermengarda (filia Berthæ, matris Hugonis regis) peperit.«

20) *Ibidem.* — „Consilio accepto, rex Anscarium Spoletinorum et Camerinorum constituit marchionem, quo longius hunc sequestratum esse cognosceret . . .« — Anschaire est déjà qualifié de *marchio* dans un plaid tenu à *Pavie* le 18 sept. 935. (*Murat. Ant. Ital.* t. II. p. 937.)

iauvais desseins contre le roi son oncle[21]) et celui-ci se vit obgé de recourir à des moyens énergiques pour réduire à l'obéismce ce prince jeune et présomptueux.

Hugues chargea de cette exécution un seigneur de sa propre ation nommé *Sarlius* ou *Sarillon*[22]), qui depuis plusieurs anées remplissait à sa cour les hautes fonctions de comte du acré-Palais[23]). Le roi lui fit épouser la veuve du défunt marrave Théobald, son neveu, qui depuis la mort de son premier aari continuaît à résider dans les marches de Spolète et de ;amérino[24]). L'influence que cette noble veuve avait conservée lans ces marches devait déterminer les regnicoles à se joindre u comte Sarillon pour se saisir du margrave Anschaire et le lestituer sans qu'il fût nécessaire de recourir à la force des ırmes[25]).

La résistance téméraire d'Anschaire déjoua ce plan habilenent conçu. Vaincu dans une dernière bataille qu'il livra aux roupes du roi, et obligé de prendre la fuite, il fut précipité ɔar son coursier et tué à coups de traits dans une fosse où il ;isait, expirant sous le poids du cheval renversé sur lui[26]). L'historien contemporain qui rapporte ces particularités, préend que le roi éprouva une grande joie de la défaite d'An-

---

21) *Ibidem.* — „Anscarius vero ad quodlibet facinus promptus, ... mpaciens erat, quicquid ex rege mali cogitando mens ei suggesserat, 'erum signis declarabat."

22) *Liutprandi Antap.* lib. V. c. 5. „Rex . . . . . *Sarlionem*, Bur;undionum ex gente progenitum, advocat" (l. c. p. 328.)

23) Hugonis et Lotharii regum placitum (anni 935.) Papiæ. „*Sa-ilo, comes palacii* . . ." (*Murat. Ant. Ital.* t. I. p. 372. t. II. p. 935.)

24) *Liutprand,* lib. V. c. 5. „Habes enim illius *Tedbaldi* defuncti ɪxorem, cujus auxilio fretus, cunctus ad te veniet populus. (l. c. ɔ. 328.)

25) *Ibidem.* — „Ab Anscarii dilectione populos amove, tibique conjunge." (l. c.)

26) Liutprand, lib. V. c. 8. „Sonipes quo insederat in scrobum ceidit, ut . . . . usque super Anscarium jaceret, donec ab irruentibus hostibus occideretur." (l. c. p. 329.)

schaire[27]); tandis que la chronique de Farfa assure au contraire que Hugues entra dans une violente colère contre Sarillon, à cause de la mort tragique de son neveu[28]), qu'il voulait châtier mais non détruire. Quoiqu'il en soit, le comte Sarillon succéda en 940 à Anschaire dans le gouvernement de la marche de Spolète. Quant à la marche de Fermo, soit de Camérino, le roi la détacha de celle de Spolète pour la réunir à la Toscane en 943 en faveur du duc Hubert, son fils naturel[29]). Par contre il donna en commande à Sarillon l'abbaye de *Farfa* dans la Sabine, l'une des plus opulentes de l'Italie[30]), et il l'investit, en outre, du gouvernement temporel *(præposituram)* de tous les monastères royaux de la Toscane et de la marche de Fermo[31]). L'abbé, comte ou margrave Sarillon, soutint à main armée et avec succès plusieurs luttes contre les usurpateurs des biens de son monastère et retint les autres couvents dans l'ordre et la soumission[32]), tâche difficile dans un temps où les moines donnaient eux-mêmes fréquemment l'exemple de la révolte et des voies de fait contre leurs supérieurs. Il survécut à la chûte du roi Hugues, son bienfaiteur, et mourut en 948 dans son abbaye de Farfa où il s'était retiré sur la fin de sa vie[33]).

27) *Ibidem.* — „[Anscario] mortuo, Sarlio marca secure potitur et rex Hugo gaudio immenso afficitur.“

28) *Chron. Farfensis:* „*Sarilo* prævalens interfecit *Anscherium* et obtinuit marcham; contra quem Hugo rex exarsit magna furore, persequens illum etc.“ (*Murat. Script. Ital.* t. II. pars 2. p. 475.)

29) Diplôme *d'Eudo*, Evêque de Camerino de l'an 945 *vers la fin.* „Datum de *Camerino*, anno secundo, *Huberto filio ejus* (Hugonis regis) *marchioni atque duci.*“ (*Murat. ann. d'Ital.* ad ann. 945.)

30) Voy. *Mabillon ann. Bened.* t. III. p. 445.

31) Chron. Farfensis: „Et rex perdonavit ei (Sarilloni) culpam, et præposuit eum super cuncta *monasteria regalia infra fines Tusciæ* et *Firmianæ marchæ.*“ (*Muratori Script.* l. c.)

32) *Ibidem.* — „Cui (*Sarilloni*) omnes humilitati sunt eorumdem monasteriorum abbates; excepto Hildebrando invasore. Sed prævalens Sarilo secunda vice eum injecit.“

33) *Ibidem.* „Sed pauco tempore advixit, mortuus est ac sepultus ibi.“ (Ann. 948. *ex Mabillon.* l. c.)

Dans l'intervalle des évènements non moins importants ıvaient eu lieu dans la Toscane, dont le roi avait confié le 'ouvernement général au duc ou margrave Boson son propre rère.

Pendant que Hugues faisait le siège de Rome pour la seonde fois en 936[34]), il découvrit que Boson, à l'instigation de a femme Willa, méditait contre lui un complot qui était prêt éclater. Les historiens qui rapportent ce fait ne donnent auune lumière sur la nature de ce nouveau complot et se borıent à le qualifier de *pervers*[35]). Néanmoins il s'explique avec ssez de vraisemblance par les circonstances au milieu desıuelles la trahison de Boson fut manifestée. Il était entièreıent dominé par sa femme Willa, née en Bourgogne[36]) et reıommée par son ambition et par sa soif insatiable de richesses, ıenchants funestes qui avaient soulevé la haine de la noblesse ɔscane[37]) et le mécontentement du roi, et qui contribuèrent à ugmenter la rigueur des mesures qu'il prit à l'égard des deux poux. Il est à présumer que ce couple perfide entretenait ecrètement des intelligences coupables avec le patrice Albéric ui défendait Rome contre le roi[38]), et que ces machinations bligèrent Hugues à lever le siège de cette ville au moment ù il était sur le point de s'en rendre maître[39]). Quoiqu'il en

---

34) Flodoardi Chr. ad ann. 936. (l. c. p. 383.)

35) *Idem*. l. IV. c. 10. „Regis Hugonis frater Boso, Willa uxore ua stimulante adversus regem nova quædam et perversa molitus est gere quod Hugonem non latuit.“ (l. c. p. 318.)

36) Quelques modernes supposent, quoique sans preuves, que *Willa* tait *soeur* de Rodolfe II. roi de *Transjurane*, et de Waldrade, femme u margrave Boniface l'ancien, prédécesseur de Théobald I., duc de polète.

37) *Liutprand*. lib. IV. cap. 10 et 11. „Willa, cupidissima conjux ıa, phylargyriæ cœpit amore flagrare.“ (l. c. p. 318.)

38) *Flodoardi* chr. ad ann. 936. „Hugo rex Italiæ, Romam nisus ıpere, ... repertis quibusdam fratris sui Bosonis contra se, ut ferır, insidiis, etc.“ (l. c. p. 383.)

39) *Liutprand Antap*. lib. V. cap. 3. „Hugo .... ipsam (civiıtem Romanam) sine dubio conquireret nisi occulta justi Dei sententia

soit le roi ayant ramené son armée en Toscane, se saisit de Boson qui fut relégué dans une prison[40]), et ordonna que Willa sa belle-soeur, fut dépouillée de ses joyaux et reconduite sous bonne escorte en Bourgogne, où elle était née[41]).

Le duc ou margrave Boson, dont il n'est dès-lors plus parlé dans l'histoire, n'avait point de fils; par contre, sa femme Willa lui avait donné quatre filles[42]). L'ainée nommée Berthe du nom de son ayeule Berthe, duchesse de Toscane, avait épousé en Provence Boson II, comte d'Arles, frère de l'archevêque Manassès. Elle fut par la suite l'héritière d'une grande partie des domaines que le roi son oncle avait conservés en deçà des Alpes[43]). La seconde, appelée Willa, comme sa mère qu'elle surpassa dans ses vices, venait d'être mariée par le roi Hugues au margrave d'Ivrée, Bérenger II. qui plus tard occupa à son tour le trône toujours disputé de l'Italie[44]).

Avant d'être roi et pendant qu'il n'était encore que margrave ou duc des Provençaux, Hugues avait eu d'une dame provençale de grande naissance, nommée Wandelmode, un fils appelé Hubert[45]) du nom de son *bisayeul* paternel, le fameux

---

illi prohiberet.« (l. c. p. 328) *Flodoardus supra:* „Hugo rex ...... ab obsidione desistit.«

40) *Flodoardus Ibid.* „Hugo rex (Bosonem) fratrem suum dolo capit atque in custodia mittit.«

41) *Liutprandi Antap.* lib. IV. cap. 11. „Cum Boso caperetur, ... rex jussit, uxorem ejus (Willam), quasi sceleris totius auctricem, turpiter de regno Italico expelli, atque in Burgundiam, de qua oriunda fuerat, duci.“ (l. c. p. 318.) Boson gouvernait encore la Toscane le 7 juillet 936. (*Murat. ann. hoc anno*). Sa destitution eut donc lieu à la fin de la même année.

42) *Liutprand Antap.* lib. IV. c. 10. „Boso, ... cum prolem non haberet virilem, quatuor habuit natas, *Bertam, Willam, Richildam* et *Gislam*. — Harum Willa, Berengarii hujus, qui nunc superest, vere marita .... « (*l. c.* p. 318.)

43) Liutprand lib. V. cap. 31. „Rex Hugo .... *Bertæ* nepti suæ, *Bosonis* Arelatensis comitis viduæ, pecunia derelicta « (*l. c.* p. 336.)

44) *Idem.* lib. IV. c. 7. p. 317.

45) *Liutprand.* lib. III. c. 20. „Rex Hugo habuerat tum (ann. 926) ex quadam muliere nobilissima Wandelmoda, filium nomine Hubertum,

Hucbert, duc de Transjurane. Ce jeune prince qui portait déjà en 935 le titre de margrave[46]), était apparemment destiné à succéder, à défaut d'enfant mâle, au duc Boson son oncle qu'il remplaça en effet dans le gouvernement de la Toscane en 936. Bientôt après (ann. 940) le duc Hubert remplaça aussi dans la charge de comte du sacré palais le comte Sarillon, appelé par le roi au gouvernement de la marche de Spolète[47]). De *Willa*, sa femme, fille de *Boniface-l'Ancien*, margrave de Spolète et de Camérino, et de *Waldrade*, soeur de Rodolfe II, roi de la Transjurane[48]), Hubert duc de Toscane et de Camérino n'eut qu'un fils et plusieurs filles[49]). Le fils nommé Hugues comme le roi, son aïeul, succéda à son père en 961 et mourut sans enfants en 1001, après avoir gouverné pendant quarante ans, sous les trois Ottons, toute l'Italie centrale[50]), et mérité le surnom de *Grand* que l'histoire lui a décerné. Les historiens modernes les plus accrédités admettent que les domaines immenses possédés par ce prince, dernier rejeton mâle de la race du roi Hugues, passèrent par les soeurs ou nièces de Hugues-le-Grand dans les maison souveraines d'Este et des Guelfes de Toscane[51]).

Plusieurs causes contribuèrent sous les Hugonides à amener

---

qui nunc usque superest, et *Tusciæ* provinciæ princeps potens habetur. (l. c. p. 306.)

46) Placitum Ticini habitum ann. 935. „*Ubertus* illustris marchio, *filius* Domini *Ugonis* piissimi *regis*. (*Muratori Ant. Ital.* t. II. p. 936.)

47) Dipl. de Hugues et Lothaire de l'an 942. „Hubertus marchio et comes Palatii." (*Murat. Ant. Ital.* t. I. p. 372.)

48) *Liutprand Antap.* lib. II. c. 60. l. c. p. 300. — Voy. *Scheidius orig. Guelf.* t. I. p. 398.

49) *Scheid.* l. c. Præfat. p. 74. On donne au duc Hubert un second fils nommé *Ratfred*, mort *abbé de Farfa* en 978, et qualifié de *nepos* du roi Hugues dans la chronique de ce monastère. Mais ce mot *nepos* signifie plutôt neveu que petit-fils.

50) *Annales Einsidlenses* ad ann. 1001. „Hugo potentissimus marchio (Tusciæ) obiit." (*Pertz*, t. III. p. 144. *Murat. Ann.* hoc anno).

51) *Murat. ann. d'Ital.* ad ann. 1001. *Scheidius*, Orig. Guelf. t. I. præf. p. 52 et 74.

des mutations plus fréquentes dans le gouvernement des provinces de l'Italie moyenne et supérieure. En premier lieu, ces gouvernements n'étaient point considérés comme des offices héréditaires en ce qui touche à l'exercice des fonctions publiques *(regni officia)*, attribuées aux gouverneurs des villes *(comites)* et des provinces *(marchiones)*[52]. C'est pour quoi Lambert, succédant à son frère Guy, dans le gouvernement de la Toscane, est simplement qualifié de vicaire *(vicarius)* ou lieutenant du roi[53], titre qui exclut toute idée d'hérédité. Secondement ces offices révocables en droit, à chaque changement de règne, étaient sujets à confirmation sous le bon plaisir du souverain[54]. Il parait néanmoins qu'en perdant leur office, les seigneurs qui avaient rempli les grandes charges de la couronne, conservaient leur dignité et leur rang dans l'Etat. On remarque que les titres honorifiques *(honores)* de comte et de *margrave* ou marquis, passaient aux descendants des titulaires comme un héritage de famille, et que ces titres se communiquaient aux bénéfices ou fiefs qu'ils tenaient héréditairement de la couronne[55]; à l'exception toutefois des cas de révocation pour cause de *forfaiture*, chose dont on rencontre de fré-

---

52) *Liutprand Antap.* lib. IV. c. 6. „Hugo rex regnum securius obtinere sperans, si *regni officia* ... largiretur .... Tridentinam *marcham* etc.“ (l. c. p. 316). — Ibid. c. 7. Eporegiæ *civitatis* marchio — Tusciæ *provinciæ* marchio. (l. c. p. 317.)

53) *Liutprand Antap.* lib. III. c. 43. „Wido (Tusciæ marchio) moritur; Lambertus (Tusciæ) VICARIUS ordinatur.“ (l. c. p. 312.)

54) RICHERI HIST. lib. II. c. 39. „Ludovicus rex (Francorum) in Aquitaniam proficiscitur, ann. 944. Apud quos de provinciarum cura pertractans, ut illorum omnia *sui juris* viderentur ab eis provincias recepit. Administrationem eis commisit, ac principari constituit.“ (Edit. Guadet. t. I. p. 182.)

55) Pour ne citer qu'un exemple *Anschaire*, fils puiné d'Adelbert I, et frère de Bérenger II, margrave d'Ivrée, est déjà qualifié *comte* en 924, quoiqu'étant encore enfant, (*Hist. patr. mon. chartar.* t. I. col. 123) et titré de margrave, *marchio*, dans un dipl. royal de l'an 935. bien avant d'avoir été fait gouverneur des marches de Spolète. (Voy. *placitum Ticini*, ann. 935. Ap. *Muratori Ant. Ital.* t. II. p. 936.)

quents exemples dans le dixième siècle et dans le suivant, et qui emportait de plein droit la confiscation de ces bénéfices et même celle des biens patrimoniaux proprement dits[56]). Au surplus les nombreuses mutations et les destitutions violentes qui troublèrent le règne orageux du roi Hugues, et augmentèrent de jour en jour la méfiance et l'animosité réciproque du souverain et des seigneurs du pays, s'expliquent suffisamment par la turbulence et l'esprit de révolte qui dominaient alors parmi les grands de l'Italie avec non moins d'intensité que chez les magnats des autres états policés de l'occident[57]).

Dans ces entrefaites la mort de Rodolfe II, roi de Bourgogne-Jurane, arrivée ainsi qu'il a été dit en 937, avait fourni au roi Hugues l'occasion de revenir sur la cession qu'il avait faite naguères à ce roi, son ancien compétiteur à la couronne d'Italie, des provinces situées entre les Alpes et le Rhône, et le moyen de ressaisir son autorité sur ces contrées, où Rodolfe n'avait pas eu le temps d'affermir sa domination avant de mourir[58]). Il laissait plusieurs enfants en bas âge, entr'autres Conrad l'aîné qui avait à peine 14 ans lorsqu'il succéda dans la Transjurane au roi son père sous la tutèle de la reine Berthe, sa mère[59]), et Adélaide qui pour lors n'était âgée que de six à sept ans[60]). Berthe elle-même était restée veuve dans un âge

---

56) Selon la loi du pays (*lex Longobardorum*) citée et appliquée par l'empereur Henri II (ann. 1014) statuant: „Si quis contra regem cogitaverit . . . . . . res illius infiscetur.“ (*Muratori Antiq. Est.* t. I. p. 108.)

57) *Chron. Bobbiensis:* „Rex Hugo metuebat eos (magnatos regni) quia scimus etiam contra eum sæpius rebellasse.“ (Muratori Ann. d'Ital. ad ann. 933.)

58) On ne connait réellement aucun acte public fait par Rodolfe II, ou daté de son règne, dans les pays situés entre les Alpes maritimes, le Rhône et la mer de Provence.

59) Rodolfe II avait épousé *Berthe* de Souabe en 922. (*Heppidan. Ann.* h. ann. ap. *D. Bouquet*, t. IX. p. 89. — Voyez en outre *Liutprand.* lib. II. c. 60. l. c. p. 298.)

60) *St. Odillon* de Cluny dit dans la vie de *Ste. Adélaïde* qu'elle ne vécut que trois ans avec Lothaire son premier mari qui mourut à la

où elle pouvait chercher dans un second mariage un protecteur assez puissant pour contenir dans la soumission les grands du pays pendant la minorité du roi son fils. Ce protectorat semblait devoir appartenir à Otton de Saxe, successeur de Henri-l'Oiseleur roi de Germanie[61]; ou ce qui revenait au même à Hermann, duc d'Alemannie ou de Souabe, beau-père (*vitricus*) de Berthe, dont il avait épousé la mère Régulinde après la mort du père de Berthe, le duc Burchard I. en 926[62]). Mais le roi Otton, encore mal affermi sur son trône, et le duc Hermann, son allié dévoué, étaient l'un et l'autre engagés dans une guerre domestique contre Henri, duc de Bavière, qui disputait la couronne au roi de Germanie, son frère[63]).

Hugues, roi d'Italie, promptement informé par ses affidés de la mort de Rodolfe II[64]), prit aussitôt ses mesures pour prévenir le roi Otton, et pour l'empêcher de s'emparer dans la Transjurane d'un pouvoir dont ce monarque actif et belliqueux aurait pu se servir plus tard pour conquérir l'Italie elle-même[65]). Dès l'automne de l'année 937 Hugues, accompagné du jeune roi Lothaire, son fils, franchit les Alpes Pennines avec une suite nombreuse et capable d'assurer le succès de son entreprise.

Dans une conférence des deux rois d'Italie et de la reine Berthe de Bourgogne, régente du royaume, qui se tint au commencement de décembre 937 à Colombier, maison royale située

---

fin de 950 et qu'elle avait 16 ans lorsqu'elle l'épousa en 947. (Apud *Pertz*, ss. t. IV. 638)

61) *Widukindi*, hist. lib. I. §. 41. (Ap. *Pertz*, t. III. p. 435.)

62) *Ann. Einsidl.* ad ann. 926. (l. c. p. 141.)

63) *Liutprand Antap.* lib. IV. c. 17 et 22. l. c. p. 320, 321. — *Ann. Einsidl.* ann. 938 et 939. l. c. p. 141 et 142.

64) Rodolfe II étant décédé le 11 juin 937 et ayant été enseveli à St.-Maurice d'Agaune en Valais, les deux rois d'Italie Hugues et Lothaire, qui se trouvaient le 15 du même mois à *Côme*, ont dû apprendre très-vite la mort de Rodolfe.

65) Ce qu'il effectua réellement plus tard. (Voy. *Liutprand* hist. Ottonis I. l. c. p. 340.)

›n loin des bords du lac Léman, Adélaïde, soeur de Conrad, ıt solennellement *fiancée* au roi Lothaire[66]), quoique les deux ›oux n'eussent point encore atteint l'âge de puberté[67]). En ême temps, à ce que disent les historiens contemporains, ugues, veuf de la reine Alda, sa seconde femme, et consiérant son mariage avec Marozie, la troisième, comme non avenu, ›it que ce mariage n'eût pas été suivi de la cohabitation, soit ue Marozie fût morte dans l'intervalle, épousa Berthe, veuve e Rodolfe II et mère d'Adélaïde, sa bru[68]). Cette dernière nion contractée par Hugues dans des vues évidentes d'ambition olitique, fut généralement blâmée des deux côtés des Alpes[69]), t si la reine Berthe accompagna réellement sa fille en Italie, lle n'y demeura du moins pas longtemps[70]). Adélaïde par ontre fut élevée à la cour de Pavie, et cette circonstance a u servir de prétexte aux bruits calomnieux répandus contre le ieux roi et l'épouse future de Lothaire, son fils, bruits auxıuels la vie entière de la pieuse Adélaïde de Bourgogne donne e démenti le plus formel[71]).

---

66) Dipl. de Hugues et de Lothaire du 12 décembre 937, *act. in lurgundia* in curte quæ *Columbaris* dicitur. „Ego Lotharius rex . . . . ı*deleydem*, filiam divæ memoriæ Rodulfi regis, mihi conjugem copulare ecernens, *sponsare disposui*." (*Scheid. orig. Guelf.* t. II. p. 141–143). *Iuratori* (l. c. ad ann. 938.) a fait voir que cette charte est réellement e l'année 937, l'indiction XI. étant prise au mois de septembre.

67) *Ibidem.* — „. . . . Adeleydæ pucellæ . . ."

68) *Liutprand Antap.* lib. IV. c. 12. „*Viduam* (Rodolfi regis) *Beram* rex Hugo, Alda defuncta, maritali sibi conjugio sociarat. Sed et lio suo regi Lothario, Rodulfi et ipsius Bertæ natam, Adeleydam, onjugem tulit." (l. c. p. 319.)

69) „Quod . . . . omnibus non videtur idoneum." (*l. c.*)

70) *Ibid.* c. 13. — „Hugo . . . conjugem suam Bertam maritali non œpit amore diligere, verum omnibus modis execrare." (l. c.)

71) Liutprand (l. c.) qui l'avait connue comme fiancée de Lothaire, omme reine et comme impératrice, dit d'elle: „*cum forma honestissiıam, tum morum probitate gratiosam*." Ce qui réfute victorieusement es fables débitées par les moines de la *Novalaise*, (voy. *Muratori Inn. d'Ital.* ad ann. 938.) créatures de la dynastie d'Ivrée qui persécuta la veuve de Lothaire.

Conformément aux usages du temps le roi Lothaire constitua à sa fiancée Adélaïde une dot consistant en domaines de la couronne d'Italie d'une contenance de plus de quatre mille cinq cents manses de terre, au nombre desquelles se trouvent plusieurs abbayes, ainsi que les résidences royales *d'Olona*, aux portes de Pavie, et de *Maringo*, près d'Alexandrie, y compris les chateaux, manoirs, fermes et autres dépendances ainsi que les colons *(aldiones)* et les serfs *(servi)* qui cultivaient ces domaines[72]). Toutefois le mariage de Lothaire avec Adélaïde ne fut consommé que beaucoup plus tard, comme on le voit par une nouvelle charte de ce jeune roi, en date de Pavie, du 27 juin 947[73]), par laquelle il donna à cette princesse qu'il qualifie dans l'acte d'épouse et de reine, la terre de Coriano, à titre de don nuptial[74]).

Le roi Hugues n'atteignit cependant qu'en partie le but qu'il s'était proposé en contractant ce double mariage. Otton-le-Grand, auquel la possession de l'héritage paternel ne suffisait pas[75]), et qui venait de conquérir la Lorraine et de soumettre l'Alsace, entra inopinément dans la Transjurane, s'empara par surprise de l'autorité et de la personne du roi Conrad et l'emmena en Germanie où il le retint en tutèle pendant quelques années[76]). Hermann, duc de Souabe, dont on a parlé,

---

72) „Lotharius rex . . . . . Adeleydæ sponsæ meæ in summa *quatuor millia quingenta octuaginta mansos, sub dotis nomine*, concedimus, donamus etc.“ (*Orig. Guelf.* t. II. p. 142.)

73) Dipl. *Lotharii* regis, dat. V. Idus Julii ann. 947. Ind. V. Actum *Papiæ* (*Hist. patr. mon.* t. I. p. 159.)

74) Lotharius rex . . . reginæ Adeleidæ, nostræque amabili conjugi etc. *Ibidem. Coriano*, aujourd'hui Coran dans la province de Tortone. (*Durandi Piem. Cispad.* p. 258.)

75) *Widukind* lib. II. c. 35. „Rex (Otto) paterno regno nequaquam est contentus.“ (*Pertz*, l. c. p. 445.)

76) *Widukind* l. c. (Ann. 939.) „Rex (Otto) abiit Burgundiam, regem cum regno in suam potestatem accepit . . “ — *Flodoardi Chr.* ad ann. 940. „Otho rex habens secum Conradum filium Rodulfi regis Jurensis quem *jamdudum* dolo captum sibique adductum retinebat. (*l. c.* p. 387.)

fut chargé, suivant toute apparence du gouvernement du royaume pendant la captivité du jeune roi[77]). Dans ce temps-là l'armée des rois d'Italie était occupée à bloquer Rome pour la troisième fois[78]), tandis que Hugues était de sa personne retenu à Pavie par la nécessité de surveiller les manoeuvres secrètes de Bérenger, margrave d'Ivrée. Ce prince ne pouvait oublier qu'il était (par sa mère Gisèle de Frioul) le petit-fils et l'héritier de l'empereur Bérenger[79]), et il prenait déjà ses mesures pour enlever la couronne d'Italie au jeune Lothaire, si ce n'est au roi Hugues lui-même[80]), qui du reste était bien informé de ces sourdes manoeuvres[81]).

Bérenger se trouvait à la cour de Pavie lorsque sa perfidie fut dévoilée au roi, ce qui donna lieu d'agiter dans l'intérieur du palais la question de savoir s'il n'était pas à propos de profiter de l'occasion pour mettre fin aux complots régicides du margrave, en le privant à la fois de la liberté et de la vue[82]). Mais Lothaire qui, pour son malheur, avait assisté à la délibération, en divulgua le secret, sans se douter dans sa naïveté enfantine que cette imprudente révélation lui coûterait un jour la couronne et même la vie[83]). Bérenger, averti du danger dont il était menacé, quitta furtivement la cour et se

---

77) Voy. ce que Liutprand dit, (lib. V. c. 1 et 10. l. c. p. 327 à 329.) de la fuite de Bérenger d'Ivrée et de l'asile que lui donna Hermann.

78) *Liutprand.* lib. V. c. 3. „Rex Hugo Romanam civitatem graviter opprimebat etc.“ (l. c. p. 328.) — *Mabillon Ann. Bened.* t. III. p. 444. — Sub ann. 939.

79) *Liutprand* l. V. c. 4. (l. c.)

80) *Ibid.* c. 10. „Berengarius Eporegiæ marchio, occulte quædam in regem cœpit moliri.“ (l. c. p. 329.)

81) *Ibidem.*

82) *Ibidem.* — „Dum Berengarius ad sese (Papiæ) veniret, eum luce privare disposuit. — Qui (Berengarius) regnum et vitam auferre sibimet (Lothario puero) præparavit.“ (l. c. p. 330.)

83) *Ibidem.* — „Lotharius rex, et ipse parvus, ac necessariarum sibi rerum adhuc ignarus, quoniam consiliis his interfuit, celare haud potuit.“

retira à Ivrée d'où il lui fut aisé d'abandonner l'Italie et de se réfugier dans la Transjurane en passant le mont Joux (Grand St.-Bernard)[84]). De la Transjurane le margrave d'Ivrée se rendit dans la Haute-Allemagne auprès du duc Hermann de Souabe qui lui donna asyle. Willa, femme de Bérenger, qui, quoique enceinte du fils dont elle accoucha en Allemagne, avait dû suivre son mari dans l'exil, le rejoignit après avoir traversé les montagnes escarpées et peu fréquentées des Alpes Lépontines[85]). Ce récit de la fuite de Bérenger[86]) prouve ce que l'on soupçonnait déjà, savoir qu'après avoir enlevé le jeune roi Conrad, Otton-le-Grand remit au duc Hermann le gouvernement de la Bourgogne-Transjurane, circonstance qui permit au margrave d'Ivrée de se soustraire aux poursuites du roi d'Italie, rien qu'en passant sur le revers opposé des Alpes Pennines[87]).

Hermann accueillit gracieusement les illustres fugitifs, et les présenta au roi Otton qui se déclara leur protecteur[88]). Ce monarque en attendant de conquérir la couronne impériale, aspirait à continuer le rôle d'arbitre des rois et des princes du continent, rôle que lui avait légué Henri-l'Oiseleur, son père; et lorsque le roi Hugues, alarmé des levées d'hommes que Bérenger faisait en Souabe, envoya des députés à Otton pour l'engager à refuser tout appui à ce prince fugitif[89]), le roi de Ger-

---

84) *Ibidem.* „Hoc Berengarius ut audivit, Italiam quam mox deseruit, per *montem Jovis* properavit etc.“ (l. c.)

85) *Ibidem.* — „Uxorem vero suam, Willam, per aliam viam ad Sueviam provinciam venire præcepit, quæ per montem Avium (*i. e. Adulam*), fœta partuique vicina transire poterit, satis nequeo mirari.“ (l. c. p. 330.)

86) *Muratori* (Ann. d'Ital. h. ann.) indique l'année 940 comme celle de la fuite de Bérenger. D'autres, avec plus de raison, reculent cet évènement jusqu'à l'année suivante.

87) *Idem.* — „Berengarius per *montem Jovis*, ad *Hermannum* ducem properavit.“

88) *Liutprand* l. V. c. 12. l. c. p. 330.

89) *Ibidem.* c. 13. „Rex Hugo, audita Berengarii fuga, nuntios suos regi Ottoni dirigit, ut Berengarium non susciperet, eique amminicula non conferret.“ (l. c. p. 330.)

manie lui fit répondre que »la protection réclamée auprès de »lui par Bérenger ne tendait point à la déstruction du roi »d'Italie ou à favoriser la rebellion de ses sujets, mais au contraire à réconcilier ce prince disgracié avec son souverain« [90]). C'est ainsi que Bérenger aussi rusé qu'audacieux [91]), surprenait la bonne foi d'Otton, en attendant le moment où ce monarque, faisant à ses propres dépends l'épreuve de la fourberie de son protégé, condamnerait celui-ci à un exil perpétuel au fond de la Germanie ou il mourut plus tard victime de sa propre ambition [92]).

La fuite de Bérenger et la protection que lui accordaient le roi Otton et le duc de Souabe, eurent les conséquences les plus fatales pour la dynastie des Hugonides qui dès-lors se vit menacée dans son existence même par la haine de la maison d'Ivrée et de ses partisans en Lombardie.

Dans l'intervalle le roi Hugues avait largement usé de la faculté de disposer librement, et nonobstant la cession faite en 933 à Rodolphe II, des grandes propriétés qu'il avait conservées dans les provinces situées au-delà des Alpes, et rien n'indique que le roi de Bourgogne ait mis obstacle à ces actes de libéralité du roi d'Italie, faits aux monastères ou à des seigneurs de sa nombreuse parenté. Parmi ces actes peu connus, quoique très importants pour l'histoire du pays, nous rapporterons une charte royale (*praeceptum*) datée de Pavie du 24 juin 936 [93]), par laquelle Hugues et Lothaire son fils et son

---

90) „Quibus (nuntiis) rex apologeticum hujusmodi dedit.“ Berengarius non ob domini vestri dejectionem, verum ob reconciliationem, nostram adiit pietatem.“ (l. c.)

91) *Ibid.* c. 4. p. 328. „Berengarius consiliis providus, ingenio callidus.“

92) *Arnufus, Hist. mediolan.* (ann. 964.) ap. Pertz, ss. t. VIII. p. 6.

93) „*Hugo* et *Lotharius* dei gratia reges...... quatenus *Hugoni comiti* et carissimo nostro *nepoti* quamdam cortem nostram *infra regnum Burgundiæ* atque *in comitatu Viennense* adjacentem, quæ nominatur *Aeltarense* cum mansos DCC. præceptali auctoritate concedere dignamur, etc.“ Data VIII Julii (24 juin) ann. DCCCCXXXVII. (lege 936.)

collègue donnent en toute propriété au COMTE HUGUES, propre *neveu* du premier, la terre *d'Altavéon*, autrement dite de St.-Jean d'Octavéon, non loin de Romans-sur-Isère. Cette propriété qui comprenait plus de sept cents manses (14 à 15,000 hectares), était située suivant les propres termes de la charte *dans le royaume de Bourgogne* (comté de Vienne), expressions qui supposent que les donateurs envisageaient ce royaume comme étant politiquement séparé de la couronne de Lombardie. Mais d'un autre côté on remarque que l'amende de 100 livres d'or dévolue au fisc en cas de violation de la donation dont il s'agit est attribuée pour une partie au trésor du roi d'Italie, et pour l'autre au donataire lui-même [94]).

Ce donataire le comte Hugues *(Ugo)* que le roi appelle son neveu *(nepos)*, ne saurait être aucune autre personne de même nom que le frère de Manassès, archevêque d'Arles et de Boson le jeune comte de Provence, qui tous les trois étaient fils du Comte Warnier et de THIEDBERGE [95]), propre soeur de Hugues, roi d'Italie. L'oncle en faisant à ce neveu un don aussi considérable de propriétés situées dans le Viennois, y fondait probablement la grandeur future d'une race nouvelle [96]), qui

---

regni D. Hugonis invictissimi regis X. (lege XI.) et D. Lotharii item regis VI. Indictione VIII. Actum Papiæ feliciter amen. (Extrait du cartul. de St.-Maurice de Vienne, fol. 12.) L'indiction 9. et la 6e année de Lothaire correspondent à l'an 936 et non pas à l'an 937, marqué par erreur dans le cartulaire de Vienne.

94) „Si quis idque hujus nostri præcepti violator extiterit, sciat se compositurum auri optimi libros centum, medietatem *cameræ nostræ*, et medietatem prædicto *Hugoni comiti et nepoti* nostro suisque heredibus ..... quod ... de annulo nostro subter annotari jussimus. Signa etc. *Petrus cancellarius* ad vicem *Gerlanni* abbatis et *archicancellarii* recognovi.“

95) Voy. *Scheidius orig. Guelf.* t. I. *Præf.* p. 74. — Il est évident qu'il ne saurait être ici question de Hugues, fils de Hubert, et *petit-fils* du roi Hugues, mort en 1001 et connu dans les annales d'Italie sous le nom de *Hugues-le-Grand*, duc de Toscane. (*vide supra.*)

96) *Chorier*, l'historien du Dauphiné, (t. I. p. 794.) se serait moins écarté des probabilités en faisant remonter à ce comte Hugues ou Guigues l'origine des *comtes d'Albon* ou Dauphins de la première race.

rpétua dans ces contrées la rivalité des *Bosonides* et des *ıgonides*, rivalité qui remontait déjà au règne agité de Louis-ıveugle. En attendant, le roi Hugues suscitait au prince ıarles-Constantin dans le Viennois un dangereux [97]) concurrent un voisin fort incommode.

Dans le même temps, lorsque Odon, abbé de Cluny, fut ıpelé en Italie par le pape Léon VII, afin de travailler à la ıix entre le roi Hugues et le patrice de Rome Albéric [98]), l'abbé ıtint du roi pour son abbaye les terres d'*Ambérieux* et de *ıvigneux en Dombes* dans le Lyonnais *(in pago Lugdunensi)*. ette donation datée de Pavie de l'an 936, renferme une par-ularité fort curieuse: le roi s'y réserve six hommes dont cinq aient employés à son service en Italie [99]), ce qui suppose que monarque continuait à recruter des gens de guerre au-delà s Alpes, si ce n'est dans toute l'étendue des provinces cédées ı roi de Bourgogne, au moins dans les domaines qu'il s'était servés en faisant cette importante cession.

On se souvient que le roi Boson avait fondé et doté au ımmencement de son règne le monastère de Charlieu *(Karus cus)* sur les confins des comtés de Lyon et de Mâcon [100]). Soit ıe ce monastère eût été ruiné par les Hongrois dans les inva-ons précédentes, ainsi que plusieurs autres couvents des envi-ns, soit que l'anarchie qui suivit la mort de Louis-l'Aveugle, i en eût fourni l'occasion, Sobon, archevèque de Vienne, était approprié les biens de cette abbaye, qui faisait partie

---

97) Les propriétés du prince Charles se trouvaient dans le Viennois opremeht dit (voir *les Bosonides*, p. 223), celles du comte Hugues ns le Viennois-Valentinois.

98) Ao. 936 et 939. — *Mabillon Ann. Bened.* t. III. p. 431 et 414.

99) Dipl. de Hugues et Lothaire, rois d'Italie en faveur de l'abbaye de uny. Daté de Pavie de l'an 934 *(ex cartul. magn. Cluniac.* f. 13.), con-mé en 936 par le pape Léon VII. (*Guichenon, hist. man. de Dombes* 20) et en 939 par le roi de France Louis-d'Outremer. (*Bibl. Clun.* p. 265.)

100) Dipl. du roi Boson de l'an 879. (*Guichenon Bibl. Sebus.* Cent. . No. 71.)

héritage des Bosonides [101]). Odon, abbé de Cluny, qui én négociant la paix entre la cour de Rome et celle de , ne négligeait point les intérêts de son propre couvent, ita et obtint du pape Léon VII l'incorporation du mona- de Charlieu à l'abbaye de Cluny [102]). Le roi Hugues ren- ette incorporation exécutoire par un *præcepte* dont le texte point parvenu jusqu'à nous, mais qui suivant toutes les rences fut expédié à Pavie au commencement de l'an- 939 [103]).

D'un autre côté, on trouve plusieurs actes authentiques et cs, faits dans la province ecclésiastique de Vienne qui datés de la *première* et de la *deuxième* année du règne de AD, qui reviennent à 937 et 938 [104]). Ces actes émanant comtes du pays suffisent pour constater qu'à cette époque, i, quoique mineur, était déjà reconnu comme souverain le Viennois supérieur et inférieur [105]). Cette confusion rente pourrait s'expliquer en supposant qu'après son ma- avec Berthe, reine douairière de Bourgogne, Hugues eut ques velléités de ressaisir dans la Cis-Jurane l'autorité sou-

---

[101]) Abbatiam *Cari Loci So. Stephano* dicatam quam Sobo (Vien- archiep.) invaserat. (Mabillon. Ann. Bened. t. III. p. 486.)

[102]) *Ibidem.* — „. . . . . . abbatiam *Cariloci* . . . . domnus *Oddo* (Clu- nsis abbas) *Hugone rege ordinante*, a Leone papa VII obtinuit.“ la charte de confirmation de Louis IV. roi des Français de l'an 939. ouquet. IX. p. 590.)

[103]) La charte donnée en faveur de Cluny par le roi des Français, *d'Outremer*, qui rappelle le fait concernant *Charlieu* est du mois illet 939. (*D. Bouquet.* t. IX. p. 590.)

[104]) Voir *les Bosonides* p. 210. n. 49 et 50.

[105]) Charte inédite du *comte Boson* en faveur de l'abbé *Udalbert* omans, son fils naturel (*filiolus*) datée *Die martis mense augusti primo regnante Conrado rege* (Cartul. de Romans fol. 116 ex J. P. raz. *Dipl. Burgund.*) Ce comte Boson parait avoir été fils d'*Ada-* , comte de Valence, sous Louis-l'Aveugle. Voir *les Bosonides*, 2.) Charte du comte *Teutbert* et de l'archevêque *Sobon*, datée enne, 4 Kal. Oct. (28 Sept.) ann. Dom. 938, ann. regni *D. Conradi secundo.* (*Cartul. de Vienne* fol. 44—45. ap. *Charvet*, l. c. p. 253.)

eraine sous le nom du roi mineur, mais que ces tentatives échouèrent contre l'opposition de quelques seigneurs du pays, et devant les mesures violentes prises un peu plus tard par Otton-le-Grand pour soustraire le jeune Conrad à la tutèle de la reine Berthe, sa mère, et du roi d'Italie, son nouvel époux.

La protection qu'Otton accorda ensuite au margrave Béren-ger, ennemi déclaré des Hugonides, vint encore compliquer cette situation. Dès lors, pour ne pas donner de l'ombrage au puissant roi de Germanie [106]), Hugues dut s'abstenir de toute intervention dans le gouvernement de la Bourgogne Cis- et Trans-Jurane. Il se contenta de l'autorité que lui donnaient en Provence les domaines immenses qu'il possédait dans ces contrées maritimes infestées par les brigandages des Sarra-ins [107]), et chercha dans une alliance plus étroite avec la cour de Constantinople, le moyen de détruire ces pirates dans leur principal repaire de la Garde-Frainet, et en même temps un point d'appui contre les éventualités dont il était menacé du côté du nord [108]).

Au milieu de ces complications le prince Charles-Constantin avait trouvé moyen de rentrer dans Vienne, la plus noble par-tie de l'héritage des Bosonides [109]). Il était maître de cette ville lorsque le roi des Français, Louis d'Outremer, fuyant la poursuite des ennemis de sa couronne, vint en 941 demander un asyle au prince de Vienne [110]). Cette circonstance ferait présumer que l'archevêque Sobon et le vicomte Ratburne avaient abandonné le parti du roi Hugues et reconnu l'autorité de Charles-Constantin, ou, ce qui est bien plus probable, que ce prince avait expulsé de la cité de Vienne l'archevêque et les

106) *Widukind.* lib. II. c. 36. „Cum omnia regna coram eo (Ottone) ilerent.“ *(l. c. p. 447.)*

107) *Flodoardi Chron.* ad ann. 940 (l. c. p. 338.) — Liutprandi lib. V. c. 9. l. c. p. 329.

108) *Liutpr.* lib. V. c. 9 et 14 — l. c. p. 329–330.

109) Voir *les Bosonides.* p. 199—203.

110) *Flodoardi Chr.* ad ann. 941. l. c. p. 388. *Richeri hist.* lib. II. . 26. l. c. p. 161.

principaux adhérents du roi d'Italie [111]). Le sort de cette cité fut semblable à celui qu'éprouva dans le même temps la ville de Laon, clef du royaume de Neustrie, tour-à-tour prise et reprise par les divers partis qui se disputaient le pouvoir [112]).

L'espèce d'anarchie qui désolait le royaume de Provence ou de Cisjurane depuis la mort de Louis-l'Aveugle, et qui affecta particulièrement les contrées situées entre le Rhône au nord et à l'ouest, et l'Isère au midi, ne cessa qu'après le retour dans ses états héréditaires du roi Conrad, qu'Otton-le-Grand remit en liberté vers le milieu de l'an 942. Ce retour est marqué par divers actes publics de cette année et des suivantes qui prouvent que dès lors le roi Conrad exerçait en personne et dans toute sa plénitude l'autorité souveraine dans la Bourgogne Viennoise. Telle est, entr'autres actes de cette nature, une donation faite à l'abbaye de Cluny par le vicomte Ratburne et sa femme Walda de l'église de St.-Martin, l'une des six paroisses rurales de la banlieue de Vienne [113]). Cette charte datée du premier octobre de l'an 942, et de la *quatrième année* du régne de Conrad [114]), porte que ce jeune roi ratifia la donation de Ratburne et prescrivit à son chancelier d'en dresser des lettres patentes *(præceptum)*, et d'y appliquer le sceau royal [115]).

---

[111]) Il est très-vraisemblable que l'archevêque Sobon se retira dans ce temps-là à son abbaye de Romans, dont il s'appropria les biens qu'il distribua aux hommes d'armes de son parti: „Notum est qualiter *Romanensis abbatia* a Viennensi archiepiscopo nomine *Sobone* destructa est, pluribusque ab eodem *militibus* distributa. *(Charvet, hist. de Vienne* p. 258 et 293. N. a.) Ce fait attribué à l'indiscipline des religieux de Romans, nous semble mieux expliqué par les circonstances dont on vient de parler.

[112]) Voy. *Richeri hist.* lib. I et II. *passim.*

[113]) „*Ratburnus vicecomes* et uxor mea *Walda*, donamus *Cluniaco* monasterio, de rebus juris nostri in *pago Viennense*, in villa quae vocatur *Landadis*, Ecclesiam *S. Martini*" etc. (Cartul. A. de Cluny. fol. 89. No. 17. Extrait p. *J. P. de Rivaz* ao. 1762.

[114]) En complétant les années depuis son avènement à la couronne en 938. *(Cartul. de Lausanne*, p. 9.)

[115]) *Cartul. de Cluny. l c. supra citato*, s. *Ratburni et Waldæ* ...

citera encore les donations faites en date de la *quatrième* ıée du règne de Conrad (ao. 942) par Ingelbert, frère de chevêque Sobon, à l'église de Vienne et à l'abbaye de Cluny, ıations dont on a déjà parlé ci-devant [116]), et que le jeune narque confirma au mois de mars de l'année suivante, dans assemblée solennelle *(placitum)* à laquelle il présida, enré des prélats et des grands de la Bourgogne Transjurane et la Cis-Jurane ou Viennoise [117]). On rappellera enfin divers es publics des IVe, V^e^ et VIe années du règne du même roi regardent le Lyonnais et que nous avons rapportés dans dissertation spéciale concernant la souveraineté de cette ›vince au Xe siècle [118]).

Le double mariage contracté d'une part entre le roi Hugues la reine Berthe, mère de Conrad, et de l'autre entre Adéle, sa soeur, et Lothaire, fils de Hugues, avait, par le fait, ıni en une seule et même famille les deux maisons royales talie et deBourgogne, et mis fin à l'antagonisme précédent de deux dynasties. Cette circonstance est la meilleure explican à donner de la facilité avec laquelle les proches parents et les hérents les plus dévoués du roi Hugues, aussi bien que ceux prince Charles-Constantin, se rangèrent sous le sceptre de nrad, quoique ce jeune roi eût à peine revêtu la robe virile. e nous fait comprendre en outre pourquoi Hugues et Lothaire, s d'Italie, ainsi que les nobles Provençaux qui avaient suivi premier au-delà des Alpes [119]), jouirent sous le gouvernement

) Eldebertus scripsi, *sabbato* die, Kal. Octobris (ann. 942.) (Litt. m. B.) *anno IV regnante Conrado rege, qui de eadem donatione eceptum jussit fieri et sigillo suo insigniri.*

116) Vide supra p. 177, éd. sép. p. 93. *Mabillon Ann. Bened.* t. III. 458. *Baluze, hist. d'Auvergne*, t. II. p. 479.

117) Voir *D. Bouquet.* t IX p. 696. et les *Bosonides.* p. 203.

118) Voir *D. Bouquet.* t. IX. p. 695 et 696, et notre *Essai sur la veraineté du Lyonnais au Xe siècle*, p. 26 et suiv. (Revue du Lyons, t. II. 1837.

119) Par exemple Ingelbert qui bien que *comte* en Italie data du ne de Conrad les donations qu'il fit en 942 à l'église de Vienne et 'abbaye de Cluny. *(Vide supra.)*

ionrad de la faculté illimitée de disposer des propriétés idérables qu'ils avaient conservées en-deçà.

On trouve des preuves de ce fait dans des actes publics date postérieure au retour du jeune roi de Bourgogne les provinces Cisjuranes. Telle est la donation faite par ues et Lothaire, rois d'Italie, à l'église métropolitaine de laurice de Vienne, soit à l'archevêque Sobon, d'une terre ur propre domaine *(juris nostri)* appelée la Côte supérieure hatonnay, dans le comté de Vienne *(in comitatu Viennensi)* toutes ses dépendances, colons *(aldiones)* et serfs *(servi)* deux sexes [120]). Cette charte royale *(præceptum)* est datée 5 janvier 945, de la ville de Pavie [121]), où les deux rois aient en effet à cette époque, et contresigné par la chancerie royale d'Italie. Il est à remarquer que cette donation ite pour le remède de l'âme du comte *Thibaud*, père et l des deux rois, et en mémoire du vicomte *Bérillon*, père elbert [122]); ceci confirme ce qui a été dit ci-devant sur ite parenté de la famille des vicomtes de Vienne avec celle Hugonides [123]).

Pendant ce temps, la guerre entremêlée de courtes suspen- d'armes, avait continué à sévir entre le roi Hugues et son re le patrice de Rome, malgré tous les efforts tentés par é Odon de Cluny et les papes Léon VII et Etienne VIII établir une paix durable entre Albéric et le roi, son beau- [124]). Cette guerre impie absorbant toutes les forces du

---

0) Præceptum Hugonis et Lotharii regum Italiæ ann. 945. (Apud *lius Orig. Guelf.* t. I. *Præf.* p. 70. *No.* 5. — *Charvet, hist. de se de Vienne* p. 257.

1) *Actum Papiæ* Dat. 8° *Kal. Februarii* ann Domini DCCCCXLV. III. *(Ibid.)*

2) „Pro remedio animarum .... *Thedbaldi* avi seu genitoris nostri, n *Berillonis* patris *Ingelberti* ... offerimus." *(Ibid.)*

3) Un autre diplôme de *Hugues* et *Lothaire* daté de *Pavie* du s 945 fait voir que le comte *Ingelbert* se trouvait alors en Lom- , à la cour de ces deux rois. *(Muratori, Ant. It.* t. I. p. 429.

4) *Liutprandi Antap.* lib. V. cap. 3. „Rex Hugo gladio et igne

royaume, les frontières de l'Italie restèrent à peu-près sans défense, et les Sarrasins cantonnés dans la Haute-Provence, en avaient profité pour étendre leurs brigandages des deux côtés de la chaine des Alpes qui bordent l'Italie du côté du nord et de l'ouest [125]). Ils interceptaient les communications au moyen des postes fortifiés qu'ils avaient établis aux principaux passages qui traversent cette chaîne de hautes montagnes; et de ces repaires élevés, ils tombaient à l'improviste, comme le vautour sur sa proie, sur les caravanes de pélerins et de marchands qui s'aventuraient sans escorte dans ces passages dangereux [126]).

Le roi Hugues avait résolu de mettre un terme aux brigandages de ces pirates en les attaquant dans leur principale forteresse de la Garde-Frainet *(Fraxinetum)*, au fond du golfe de St.-Tropèz, où venaient aborder les renforts qu'ils tiraient sans cesse des côtes de l'Espagne et de l'Afrique peuplées de leurs co-réligionnaires [127]). A cet effet le roi d'Italie avait envoyé en 941 une ambassade à la cour impériale de Constantinople, pour demander qu'une flotte grecque fût envoyée sur le littoral de la Provence pour bloquer les Sarrasins par mer, tandis que lui-même les attaquerait par terre [128]). L'empereur Romain promit son concours pour cette expédition à condition que le roi d'Italie donnerait en mariage une de ses filles à Romain-le-Jeune, fils de Constantin-Porphyrogénète et d'Hélène, fille de Romain-

---

universa consumans, civitates præter Romam in qua (Albericus) consederat, omnes auferebat.« (l. c. p. 328.) (*Muratori Ann.* ad ann. 941. *Frodoard Chr.* ad ann. 942. l. c. p. 388.)

125) *Liutprand. Antap.* lib. V. c. 9. »Dum hæc aguntur (la défaite et la mort d'*Anschaire* ann. 940. c. 8.) montana quibus ab occidua seu septentrionali Italia cingitur parte, a *Sarracenis* Fraxinetum inhabitantibus, crudelissime depopulantur.« (l. c. p. 329.)

126) *Flodoardi Chron.* ad ann 940. ». . . . nec potuit Alpes transire propter *Sarracenos*, qui eas occupaverant.« (l. c. p. 388.)

127) *Liutprand* lib. I. c. 4, lib. V. c. 9. (*l. c.* p. 276 et 329.)

128) *Ibid.* lib. V. c. 9. l. c. Une flotte grecque envoyée dans la mer de Provence avait déjà tenté avec succès une entreprise de ce genre en 931. (*Flodoardi chron. h. ann.* l. c. p. 379.)

l'Ancien [129]). On a vu ci-devant que Hugues n'avait qu'une fille légitime *Alda*, mariée au patrice de Rome Albéric II. Par contre, l'une de ses concubines lui avait donné une fille naturelle d'une rare beauté, nommée Berthe, qu'il proposa à l'empereur d'Orient pour son petit-fils. Elle fut acceptée, les Grecs n'ayant nul égard à l'extraction de la mère et ne tenant compte que de la noblesse du père [130]). La jeune fiancée de Romain qui lui-même venait à peine de naître [131]), fut plus tard conduite à Constantinople par le beau-père *(vitricus)* de l'historien Liutprand, auquel on a emprunté ces détails. En attendant une flotte grecque, composée de bateaux plats *(chelandiis)* armés en guerre et pourvus du feu grégeois *(igne graeco)*, se rendait dans la mer du Ponant à la disposition du roi d'Italie [132]).

Sur ces entrefaites Hugues avait conclu par l'intermédiaire d'Odon, abbé de Cluny, avec le patrice de Rome Albéric II, les préliminaires d'une paix [133]), confirmée plus tard, et dont les conditions nous sont inconnues, mais qui parait avoir laissé au roi d'Italie toute liberté pour tourner ses armes contre les Sarrasins. Son but en entreprenant cette croisade tendait bien moins à la destruction totale de ces pirates qu'à les expulser de la Provence que Hugues gouvernait encore par le moyen de Boson, comte d'Arles, son neveu. Du reste, les Sarrasins secondaient ses desseins plus qu'ils ne les contrecarraient, en interceptant les communications, du côté du nord, entre l'Italie et la Haute-Allemagne ou la Souabe, surtout depuis que Bé-

---

129) *Liutprand.* lib. V. c. 14. l. c. p. 330.

130) „Græci in geneseos nobilitate, non quæ mater, sed quis fuerit pater inquirunt." (l. c. p. 331.) *Pezole,* mère de *Berthe* et de *Boson*, évêque de Plaisance en 940, était une femme de basse extraction. (*Ibid.* lib. IV. c. 13. p. 319.)

131) Suivant l'*Art de vérifier les dates* t. I. p. 431, Romain-le-Jeune était né en 939 seulement.

132) *Liutprand.* lib. V. c. 14. p. 330.

133) *Flodoardi Chr.* ad ann. 942. „Odo abbas pro pace agenda inter *Hugonem* regem Italiae et *Albericum* Romanum patricium laborabat." (l. c. p. 389.) *Mense Augusto.* (*Mabillon Ann. Bened.* t. III. p. 460.)

:nger et sa famille avaient trouvé dans ces contrées asyle et rotection.

Le roi Hugues ayant pris toutes ses mesures pour conduire ar terre une armée en Provence[134]), tandis que la flotte grecue s'y rendait par mer[135]), partit de la résidence de Pavie ers l'automne de l'an 942[136]). L'armée italienne, après avoir 'anchi la chaîne des Alpes Liguriennes et passé le Var, s'aança au travers des grands bois qui couvraient le littoral de ı mer et qui dérobaient sa marche à l'ennemi[137]). Il est assez robable, quoique l'histoire n'en dise rien, que le comte Boэn s'était avancé, en même temps, à la rencontre du roi, son ncle, avec les milices de la province d'Arles, pour couper de эn côté toute retraite aux pirates.

Arrivée à l'entrée du golfe de Grimauld ou de St.-Tropèz[138]), ı flotte grecque lança dans l'intérieur de la baie *ses chalands*, rmés du feu grégeois, et réduisit en cendres toutes les emarcations des Sarrasins[139]). En même temps le roi Hugues ntrait de vive force dans la bourgade maure de Frainet et ontraignait les habitants à se retirer dans le fort que ces piıtes avaient construit sur la montagne voisine appelée le *Mont-*

---

134) *Liutprand Antap.* lib. V. c. 16. „Rex Hugo, congregato exertu . . . ad Fraxinetum . . terrestri itinere pergit. (*l. c.* p. 331.)

135) *Ibidem.* — „Classibus per Tirrhenum mare ad Fraxinetum di:ctis."

136) Hugues se trouvait encore à Pavie le 15 Août 942. (*Böhmer egest. Karol.* p. 132.)

137) Au X[e] siècle tout le littoral de la mer de Provence deıis Cannes jusqu'à Hyères était couvert de grands bois dont ceux : l'Estrelle et du golfe de St.-Tropèz ne sont que des restes. (*Liutrand.* lib. I. c. 1-3. p. 275.)

138) Appelée *Sambracitanus sinus* par les Romains, baie de *Griauld* au moyen-âge, cette baie mesure 3 lieues (12 kilom.) de prondeur sur 2 lieues (8 kilom.) d'ouverture.

139) Liutpr. lib. V. c. 16. „Quo dum Græci pervenirent, igne procto Sarracenorum naves mox omnes exurunt." (*l. c.* p. 331.)

Maure[140]), et qui dominait la bourgade du même nom[141]). Les Sarrasins, entourés de toute part par les Chrétiens et comme bloqués dans leur repaire inexpugnable, auraient été bientôt réduits à l'alternative de périr de faim ou de se rendre, corps et biens, à la merci du vainqueur, si celui-ci eût voulu les détruire[142]). Mais les éventualités dont le roi d'Italie était menacé sur un autre point, le déterminèrent à adopter à leur égard une politique différente[143]).

Hugues était perpétuellement agité par la crainte qui ne se trouva que trop bien fondée, de voir Bérenger, le margrave proscrit d'Ivrée, tomber à l'improviste en Lombardie avec une armée recrutée en Allemagne[144]) pour lui ravir la couronne. Il n'ignorait pas que si le roi Otton de Germanie n'avait pas encore permis à Bérenger de lever des troupes dans ses états, la cause de ce refus provenait bien plutôt des grandes affaires que ce monarque avait pour lors sur les bras, que des riches présents que le roi d'Italie ne cessait pas de faire à Otton pour l'empêcher de seconder les entreprises hostiles de ses ennemis[145]).

Au lieu d'exterminer les pirates qu'il tenait bloqués dans

---

140) „Rex Fraxinetum ingressus, Sarracenos omnes in *montem maurum* fugere compulit.“ (l. c.)

141) Liutprand lib. I. c. 3. explique tout cela en disant: „Sarraceni, *montem maurum*, *villulæ Fraxineti cohærentem*, contra vicinas gentes, refugium parant. (l. c. p. 275). Le mont Maure n'est donc pas différent de la *Garde Frainet* au dessus du golfe de *Grimauld* entre le bourg de ce nom et *le Luc* (départem. du *Var*.)

142) *Flodoardi Chr.* ad ann. 942. „Rex Hugo Sarracenos de *Fraxinido* eorum munitione disperdere conabatur.“ (*l. c.* p. 389.)

143) *Ibidem*. l. V. c. 16 In quo (monte) eos (Sarracenos) circumsedendo capere posset (rex Hugo) si res hæc, quam prompturus sum, non impediret.“ (l. c. p. 331.)

144) *Ibid*. c. 17. „Rex Hugo Berengarium ne collectis et ex Francia et ex Suevia copiis super se irrueret, regnum sibi auferret, maxime timuit.“ (l. c.)

145) „Fortissimus rex Otto, cum nonnullis impeditus rebus, tum quotannis a Hugone rege muneribus immensis delinitus, Berengario copias præstare non posset.“ (l. c. p. 332.)

e fort de Frainet, il congédia brusquement la flotte grecque et
se détermina à faire avec les Sarrasins un traité par lequel
ceux-ci s'engagèrent à transplanter leur demeure dans la por-
tion de la chaine des Alpes qui sépare la Souabe ou l'Allé-
magne de l'Italie[146]), afin d'en intercepter les passages et de
défendre l'entrée du royaume contre Bérenger dans le cas où
celui-ci tenterait de ce côté une descente à main armée[147]). Ce
traité impliquait nécessairement si ce n'est la délivrance défini-
tive de la Provence de la présence de ces pirates[148]), au moins
le rétablissement momentané de la liberté des communications
entre cette province et l'Italie supérieure, ce qui était le but
principal de l'expédition entreprise par Hugues[149]).

Le célèbre historien Liutprand de Pavie auquel nous devons
la connaissance de ces détails, blâme fortement le roi d'Italie
d'avoir pactisé avec les ennemis du christianisme, au lieu de
les exterminer comme il en eut, dit-il, le pouvoir. Il lui re-
proche son étrange manière de défendre ses états en se faisant
un rempart des payens et d'avoir laissé échapper des barbares
dignes du dernier supplice, en préparant ainsi la mort à un
grand nombre d'innocents, victimes plus tard de la fureur san-
guinaire des infidèles qu'il venait d'épargner[150]). Mais dans
tout cela il y a peut-être plus de déclamation et de rhétorique

---

146) *Ibid.* c. 16. „Cum Sarracenis hac ratione fœdus iniit, ut in *montibus* qui *Sueviam* ac *Italiam* dividunt STARENT.“ — Il s'agit ici des Alpes Pennines, Lépontines et Rhétiennes.

147) *Ibidem.* — „Ut si forte Berengarius exercitum ducere vellet, transire eum omnimodis prohiberent.“

148) Cela se deduit indirectement de ce que Liutprand (lib. V. c. 19.) dit des *Hongrois* auxquels le roi Hugues donna des guides pour se rendre d'Italie en Espagne au travers de la Provence en 943 ou 944.

149) Après la mort du roi Hugues les Sarrasins rentrèrent dans la Provence où ils se maintinrent encore pendant près d'un quart de siècle. (Voy. *Liutprand Hist. Ottonis.* c. 7. l. c. p. 342 et *Reynaud. Invas. des Sarrasins en France.* IIe partie. p. 201.)

150) *Liutprand Antap.* lib. V. c. 17. „Quam inique tibi rex Hugo regnum defendere conaris! .... morte dignos dimittis .... nocentes tunc viverent, innocentes postmodum interimerent“! (l. c. p. 131.)

que de vérité. Lorsque Hugues porta ses armes contre les Sarrasins de la Provence, ceux-ci avaient déjà fondé plusieurs colonies et bâti d'autres forts dans divers quartiers de l'immense chaîne des Alpes[151]), ainsi qu'il a été remarqué plus haut. L'extermination des pirates que le roi tenait bloqués au pied des Alpes Maritimes, n'aurait pas empêché leurs corréligionnaires des Alpes Cottiennes, Graïes et Pennines, de s'y maintenir et de continuer leurs brigandages meurtriers. La destruction totale des Sarrasins aurait demandé un concert général des princes et des peuples Cis-et-Transalpins, concert qui n'existait point alors et qui ne fut amené que plus tard par les efforts de St.-Mayeul, le célèbre abbé de Cluny[152]).

Les Sarrasins ne furent pas la seule nation barbare contre laquelle Hugues, roi d'Italie eut à défendre ses états par les armes ou par des traités. Les *Huns* ou Hongrois établis en Pannonie, dans le voisinage du Frioul, avaient déjà fait sous son règne plusieurs invasions en Italie[153]), étendant leurs courses déprédatrices, tantôt dans la marche de Vérone, tantôt dans la Romagne. Battus et mis en déroute près de Wels, dans la Haute-Bavière, en 943[154]), ces barbares se jetèrent de nouveau dans la Lombardie pour regagner leurs foyers. Le roi Hugues ayant calculé qu'il lui était plus avantageux de les lancer contre l'ennemi commun de la chrétienté que de les renvoyer en Pannonie, entra en pourparlers avec eux[155]). Pour contenter la cupidité des chefs Hongrois, il leur fit d'abord compter une forte somme d'argent en petite monnaie[156]) à con-

---

151) Voyez *Flodoard* ad ann. 936, 939 et 940. (l. c.)

152) En 975. Voy. *Reynaud*. l. c. p. 205 et séqu.

153) *Flodoardi Chr.* ad ann. 935. (l. c. p. 383). — *Annales Einsidlenses* ann. 934. (l. c. p. 141). — *Lupus Protospata* ad ann. 940. — *Murat. Ann.* h. ann.

154) *Herimanni Augiensis Chr.* ad ann. 943. (Apud *Pertz*, l. c. t. V. p. 114.

155) *Liutprand Antap.* lib. V. c. 19. l. c. p. 332.

156) *Ibidem.* — „Rex Hugo datis decem nummorum modiis Hungariis, eos ab Italia expulit.« l. c. p. 332.

dition qu'ils se laisseraient conduire hors de l'Italie et qu'ils n'y reviendraient plus. Après s'être fait livrer des ôtages pour garantie de cet engagement, le roi, faisant appel à l'humeur aventureuse et vagabonde de ce peuple nomade, persuada aux Hongrois d'aller combattre les Maures ou Sarrasins d'Espagne qui ravageaient le Languedoc[157]). Il leur donna des guides et une escorte pour les conduire au travers de la Ligurie et de la Provence vers les Pyrénées[158]). Mais les barbares, rebutés par la longueur du trajet et craignant pour eux et leurs chevaux de périr de soif dans les plaines arides et pierreuses de la Crau, tournèrent bride, tuèrent leurs guides, et revinrent sur leurs pas en traversant de rechef la Lombardie avec non moins de vélocité que la première fois[159]).

Une politique habile, une vigilance continuelle, avaient jusqu'ici déjoué tous les complots tramés à l'intérieur contre la dynastie royale des Hugonides, et l'Italie supérieure se trouvait délivrée pour le moment des hordes payennes qui l'infestaient. Cependant le moment approchait où le roi Hugues allait être dépossédé du pouvoir, et réduit au vain titre de roi, par un vassal exilé, non moins rusé qu'entreprenant.

Cette catastrophe ne saurait être imputée avec justice, ni à la dureté du gouvernement du roi Hugues, ni à sa préférence pour les Provençaux et pour ses bâtards, ni aux vices personnels qui lui sont reprochés[160]). Tous ces griefs bien ou mal fondés sont articulés avec non moins d'amertume contre son compétiteur Bérenger tant par les écrivains nationaux que

---

157) Le royaume arabe de *Cordoue* s'étendait alors jusqu'à Urgel dans les Pyrénées.

158) „Hungariis in Hispaniam, dato eis præduce, ire direxit, acceptis obsidibus .... ad *Cordubam* non venerunt, hæc causa fuit etc.“ (l. c.)

159) „Præduce sibi ab Hugone dato morte tenus verberato, celeriori quam abirent impetu revertuntur.“ *(Ibidem.)*

160) Doit-on juger Hugues de Provence d'après les griefs vrais ou supposés, que *Liutprand* met dans la bouche d'une *créature de Bérenger?* (lib. V. c. 18. p. 332.)

par les princes et les prélats Italiens qui chassèrent à son tour ce tyran du royaume de Lombardie[161]). La chûte de Hugues de Provence doit être attribuée à des causes plus générales, telles que l'inconstance des peuples méridionaux, la jalousie et l'outrecuidance des grands vassaux qui en Italie comme dans la plupart des autres états continentaux, s'arrogeaient arbitrairement le pouvoir de déférer la couronne et de détrôner leurs rois au gré de leur ambition ou de leurs caprices[162]).

4.

RETOUR EN PROVENCE ET MORT DU ROI HUGUES.

Depuis sa retraite en Souabe Bérenger n'avait pas cessé d'entretenir secrètement des intelligences avec les mécontents de l'Italie. Ses émissaires, déguisés en mendiants, se mêlaient aux caravanes de pélerins que la dévotion conduisait à Rome, et à la faveur de ce déguisement ils s'introduisaient auprès des évêques et des seigneurs du pays[1]), sondaient leurs dispositions, aigrissaient les griefs particuliers qu'ils pouvaient avoir contre le roi, et flattaient adroitement leur ambition et leur cupidité, en leur prodiguant au nom de Bérenger des promesses fallacieuses[2]). Parmi ces émissaires le plus adroit et le

---

[161]) *Liutprand Hist. Ottonis* cap. I. „Regnantibus, immo sævientibus, in Italia, et, ut verius fateamur, tyrannidem exercentibus Berengario atque Adalberto, . . .“ (l. c. p. 340.) *Chr. Salernitanum.* c. 169. „Cum Italiæ rex Berengarius (II) multa sævitia erga populum sibi subjectum adnecteret, atque variis casibus cruciaret, etc. (*l. c.* p. 553.)

[162]) Sous ce rapport la France offrait au X. siècle un spectacle tout à fait analogue à celui que présentait l'Italie à la même époque. (*Richer hist.* lib. IV. cap. XI. l. c. p. 156 et *passim.*)

[1]) *Liutprand Antap.* lib. V. c. 18. „Mutato habitu, cum pauperibus qui orationis gratia Romam pergunt, quasi profecturus, Italiam petit, principes convenit et quid unusquisque cordi haberet, inquisivit.“ (*l. c.* p. 332.)

[2]) Vide Liutprand lib. V. cap. 26 et 29. (l. c. p. 334—335.)

plus effronté était un guerrier bien né, du nom d'Amedée, qui avait suivi le margrave d'Ivrée dans sa fuite, et dont l'historien Liutprand qui le compare à Ulysse, raconte complaisamment ses aventures burlesques[3]). Quoique le roi Hugues eût donné des ordres sévères dans tous les lieux de passage *(clausarum custodibus)* pour qu'on arrêtât ces faux pélerins, Amédée, le plus dangereux de tous, trompa la vigilance des surveillants, et s'échappant par des sentiers jugés impraticables et non gardés, il s'en fut rejoindre Bérenger auquel il rendit compte du succès inespéré de ses intrigues[4]).

En attendant ce prince était parvenu à recruter en Souabe une petite armée de mercenaires et de réfugiés, avec laquelle, le moment étant venu, il traversa les Alpes Rhétiennes au printemps de l'an 945[5]), descendit en Italie par la vallée supérieure de l'Adige (en allemand *Vinstgau*) et vint camper devant une place forte, appelée *Formigara*, qui lui barrait l'entrée du territoire de Trente[6]). Elle était gardée par un clerc nommé Adelard, au nom de l'archevêque Manassès, administrateur des évêchés de Trente, de Vérone et de Mantoue, et propre neveu du roi Hugues. — Bérenger se sentant dépourvu de tout le matériel nécessaire pour enlever la place de vive force, eut recours à la corruption. Il fit promettre à Manassès l'archevêché de Milan, et l'évêché de Côme à Adelard pour prix de leur trahison[7]).

---

3) *Ibidem.* — „Tempore quo Berengarius ab Italia fugit, quemdam secum, *Amedeus* nomine, militem duxit, adprime nobilem, non Ulyxe calliditate ac temeritate inferiorem. Igitur Amedeus, mutato habitu, etc. *(l. c.)*

4) *Ibidem.* „*Amedeus*, per invia quædam, et aspera, nulli custodita loca pertransiit, atque ad Berengarium pervenit.“ (l. c.)

5) Comme l'indique une charte du 13 avril de cette année, par laquelle Hugues et Lothaire confirment une donnation du margrave *Bérenger.* (*Böhmer, regest. Karol.* p. 133. n. 1419.)

6) *Liutprand Antap.* lib. V. c. 26. „Interea Berengarius, ex Suevorum partibus, per *Venustam vallem* Italiam petit, applicuitque castra secus munitionem vocabulo *Fornicaria*.“ (l. c. p. 335.)

7) *Ibidem.* — „Si munitionem hanc potestati meæ tradideris, dominumque tuum Manassem ad ajutorium meum protraxeris, se Mediolanii

Cette première défection fut bientôt suivie de celle de Milon, comte de Vérone et de Guido, évêque de Modène qui se déclarèrent pour le nouveau prétendant[8]). Le premier, que le roi retenait en surveillance depuis sa trahison précédente, s'échappa furtivement de la cour et courut à Vérone dont il ouvrit les portes à Bérenger. Quant à l'évêque de Modène, il n'avait non plus que Manassès, aucunement à se plaindre du roi Hugues, mais il entrevoyait dans un changement de règne la chance d'obtenir la riche abbaye de Nonantola qu'il convoitait[9]).

C'est ainsi que dès le début de son audacieuse entreprise, Bérenger se vit, sans coup férir, maître de la moitié de la Lombardie[10]); et, comme il arrive presque toujours en pareil cas, ces premières defections en entraînèrent bientôt un grand nombre d'autres[11]). Cependant à la nouvelle du retour du margrave fugitif d'Ivrée, le roi Hugues avait immédiatement rassemblé des troupes pour contenir ses sujets et pour s'opposer aux progrès de son compétiteur. Mais afin de conserver ses communications avec l'Etrurie, qu'administrait, sous lui, son fils Hubert, le jeune et vaillant duc de Toscane, le roi dut se porter dans la Cispadane, où il alla investir le château fort de *Vignola*, appartenant à l'évêque de Modène[12]), en attendant l'arrivée des milices de Toscane et de Camerino.

Dans l'intervalle Bérenger, appelé par Ardéric archevêque de Milan, quitta brusquement Vérone, et se rendit en toute hâte

---

archiepiscopatus, te vero (Adalardum) Cumani episcopatus dignitate donabo. Et quod verbis spondeo, juramentis adfirmo.« (*l. c.* p. 334.)

8) *Ibidem*. lib. V. c. 27. p. 334.

9) *Ibidem*. l. c. p. 335.

10) *Ibidem*. c. 27. — „Coeperunt mox nonnulli, Hugone deserto, Berengario adhærere.« (l. c. p. 334.)

11) *Ibidem*. — „Qui Hugonem solum non deseruit, verum etiam multorum multitudinem tulit.« (l. c. p. 335.)

12) *Ibidem*. — „Fama Berengarii adventum quum mox omnibus nuntiavit... Quod, ut Hugo audivit, congregatis copiis ad castrum *Vineolam*, venit, idque viriliter oppugnavit.« (l. c. p. 334—335.)

dans cette métropole de la Lombardie [13]), où il vit aussitôt les seigneurs et les prélats italiens, poussés par la cupidité ou par une ambition insatiable, accourir de toute part et solliciter à l'envi des dignités et des grâces. Or le futur roi s'en montrait d'autant plus prodigue que ne possédant encore rien, il risquait peu en promettant tout [14]). Dans leur enivrement, ces grands, fascinés par les discours artificieux du margrave d'Ivrée, s'imaginaient voir renaître sous lui l'âge d'or, tandis que ce prince leur préparait au contraire une ère de tyrannie, justement stigmatisée par l'histoire contemporaine [15]).

A la nouvelle de l'arrivée à Milan de ce nouveau David [16]), Hugues, consterné et craignant que Bérenger ne se fît immédiatement proclamer roi, se hâta de revenir à Pavie [17]), Il s'agissait de prévenir ce dernier échec, et de maintenir sur le trône son fils Lothaire, même au prix de sa propre abdication. A cet effet il envoya le jeune roi à Milan pour plaider lui-même sa cause devant l'assemblée des seigneurs et du peuple convoqués par Bérenger [18]). Par un message adressé à cette assemblée Hugues disait que »si il ne plaisait plus à la nation de »l'avoir pour son roi, il la conjurait, pour l'amour de Dieu, de »maintenir la couronne sur la tête de son fils qui ne lui avait »jamais fait aucun mal et que son jeune âge rendrait docile à »ses volontés« [19]). Prosterné au pied de la croix dans la basi-

---

[13]) *Ibidem.* „Nam Berengarius, ab Arderico archiepiscopo accitus, Veronam deseruit ac Mediolanum concitus venit.“ (l. c. p. 335.)

[14]) *Ibidem.* „Coeperunt omnes Italiae primates *omine non bono* Hugonem deserere et *egenti* Berengario adhaerere ..... quoniam improbi et avari etc.“

[15]) *Ibidem.* „— Berengarius cujus in adventum aureum omnes sæculum promittebant, et felicia, quæ talem extulerant, tempora clamitabant.“

[16]) *Ibidem,* c. 30. „Italis cæterum David venisse latrabant.“ (l. c.)

[17]) *Ibidem,* c. 27. „Quo audito, rex Hugo Papiam tristis advenit.“ (*l. c.*)

[18]) *Ibidem,* c. 28. — „Rex Hugo, Lotharium filium suum, non ad Berengarii solum, verum ad totius populi præsentiam (Mediolanum) dirigit.“ (l. c. p. 335.)

[19]) *Ibidem.* — „Rex Hugo petens — quia se eis non morigerum

lique de St.-Ambroise, Lothaire attendait le résultat de ce message pathétique du vieux roi. Il fit une grande impression sur l'assemblée qui releva le jeune monarque et le proclama de nouveau roi d'Italie [20]).

Pendant ce temps on apprit que Hugues faisait à Pavie ses préparatifs pour abandonner l'Italie et pour se retirer en Provence avec toutes ses richesses [21]). Bérenger comprit aussitôt que le vieux roi n'emportait ses trésors que pour recruter des soldats en Bourgogne et dans les pays voisins, et revenir ensuite avec une armée pour le chasser de nouveau de l'Italie [22]). On vit alors ces deux compétiteurs rivaliser entr'eux d'adresse et de dissimulation pour se tromper mutuellement. Le margrave d'Ivrée, feignant tout-à-coup de vouloir faire sa soumission, persuada à l'assemblée des grands d'envoyer une députation au roi Hugues, à Pavie, pour le presser de rester et de continuer comme auparavant à régner sur eux [23]).

Cette démarche n'était par le fait qu'un nouveau piège tendu par Bérenger au vieux roi pour s'emparer du trésor de Pavie [24]). Quoique Hugues ne fût point dupe de ces protestations hypocrites, il feignit cependant, pour gagner du temps, de croire à leur sincérité. Un accommodement, que Liutprand appelle une *paix simulée* [25]), intervint entre le rusé monarque et son

abdicant, filium saltem Dei pro amore, qui nil eos deliquerat, suscipiant, ac voluntatibus eorum morigerum reddant.« (l. c. p. 335.)

20) *Ibidem.* — „Dum Lotharium ante crucem prostratum erigerent, regemque sibi constituerent.« (*l. c.* p. 335.)

21) *Ibidem, l. c.* Vide etiam *Flodoardi Chr.* ad ann. 945. — „Hugo, rex Italiæ, regno depulsus a suis et filius ipsius in regnum receptus est.« (*l. c.* p. 392.)

22) *Liutprand, supra.*

23) *Ibidem.* — „Mox post Hugonem dirigunt nuntium, quem se iterum super se regnaturum promittunt.« (*l. l.*) — Vide etiam *Flodoardi Chr. ad ann.* 946. „Hugo rex, Italiæ a suis recipitur. (l. c. p. 393.)

24) *Liutprandi*, lib. V. c. 28. — „Hoc plane consilium, imo deceptionem, Berengarius ut erat calliditate suffarcinatus, adinvenit.« (*l. c.* p. 335.)

25) *Liutpr. Antap.* lib. V. c. 31. — „Simulata pace.« (l. c. p. 336.)

insidieux vassal. — Atton, évêque de Verceil, l'un des prélats les plus justement considérés de l'Italie [26]), paraît avoir été le principal intermédiaire de cette réconciliation apparente. C'est ce qui semble résulter d'un document peu remarqué quoique assez important, par lequel les deux rois Hugues et Lothaire font à ce prélat et au chapitre de Saint-Eusèbe de Verceil une donation considérable [27]). L'acte porte que cette donation fut faite à la recommandation expresse de Bérenger, auquel le roi prodigue les titres de *chèr* et *féal* et *illustre* margrave, et avec l'approbation de la plupart des grands du royaume. Il est daté de *Pavie* du 13 août 945 [28]), et sert à répandre quelque lumière sur la révolution dont les phases n'ont pas été suffisamment distinguées dans le récit de Liutprand [29]). Quoique cette pacification fût, de part et d'autre, peu sincère, elle prouve cependant que la chûte de Hugues ne fut ni aussi brusque, ni aussi complète qu'on le suppose généralement. Le vieux roi profita de ce délai pour affermir la couronne sur la tête de son fils Lothaire et pour se ménager à lui-même une retraite honorable.

L'accommodement qu'il avait fait trois ans auparavant avec son gendre Albéric, patrice de Rome, était plutôt une trève indéfiniment prolongée qu'une solide paix. Le roi Hugues se détermina à rendre cet accommodement définitif, au moyen des concessions que les conjonctures reclamaient de lui [30]), afin

---

26) Voy. l'*Hist. Litt. de la France*. par les *Bénédictins*. t. VI. p. 281 et suiv.

27) *Böhmer*, regest. Karol. p. 133. No 1420.

28) „Noverit omnium ..... *Berengarium* nostrum *fidelem*, *dilectum illustremque marchionem* nostram monuisse clementiam ut etc. ...... Hanc petitionem satis omnibus pene principibus hujus regni ratam suscipientes etc.“ ..... Data Id. Augusti ann. D. incarnat. DCCCCXLV, regni D. Hugonis XX, Lotharii XV, indict. III, actum *Papiæ*. (*Hist. Patr. Mon. Cartar. t. I.* fol. 157. No. 95.

29) Liutprandi Antap. lib. V. cap. 31. „Rex Hugo, ... *simulata pace*, Berengarii etc.“ (l. c. p. 336.)

30) *Flodoardi Chr.* ad ann. 946. „Pax inter Albericum patricium „et Hugonem regem depascitur.“ (*l. c.* p. 393.) Ce mot *depascitur*

d'établir entre le patrice romain et le duc de Toscane, Hubert, son propre fils, une alliance fondée sur la communauté de leurs intérêts; et, en même temps, de procurer au jeune roi Lothaire, leur frère et beau-frère, des appuis de son trône et des protecteurs contre les embuches de Bérenger.

Ce fut probablement dans les mêmes conjonctures que le roi Hugues fit épouser à son fils Hubert de Toscane, *Willa*, fille ainée de Boniface *l'ancien* et de Waldrade, soeur de Rodolfe II de Bourgogne [31]), qui étant roi d'Italie, avait créé son beau-frère margrave de Spolète et de Camerino. Le gouvernement de la première de ces marches étant devenu vacant par la retraite, volontaire ou forcée, du duc Sarillon dans son abbaye de Farfa, le roi Hugues rendit ce gouvernement au margrave Boniface et à son fils Théobald [32]). Willa devint ainsi le gage du rapprochement de deux familles dont l'une, celle de Spolète, avait été naguères supplantée par les Hugonides.

Divers actes publics émanant du roi Hugues et de son fils, ou datés de leur règne collectif [33]), font voir que le premier n'avait point encore abandonné le sceptre de l'Italie au com-

---

fait supposer à Muratori que Hugues renonça par ce traité à toute prétention sur la ville et le duché de Rome. (Voy. *Mur. ann. d'Ital. hoc. ann.*)

31) *Petr. Damiani oper.* lib. VII. Ep. 12. „*Ubertus* marchio, filius Hugonis regis, *Guillam majoris Bonifacii* marchionis filiam conjugali sibi fœdere copulavit.“ — *Willa comitissa filia Domini Bonifacii, qui fuit Marchio* (i. e. *Spoleti*), fonda le monastère de *Ste-Marie de Florence*, par une charte datée de *Pise* l'an XI. du règne d'Otton II. Ind. VI. (ann. 978.), que le margrave *Hugues*, duc de Toscane, fils de *Willa* et du duc *Hubert*, confirma en 995. (Voy. *Mabillon ann. Bened.* t. IV. p. 60.)

32) Le savant *Muratori* (*ann. d'Ital.* ann. 946.) fait honneur à *Bérenger II* de cette restitution. Il cite cependant lui-même la *chronique de Farfa* portant: *Tempore Hugonis et Lotharii regum et Bonifacii et Theobaldi filii ejus ducum.* Bérenger, au contraire, voulut plus tard dépouiller ceux-ci de ces marches, au profit de son propre fils *Guido.* (*Muratori ad ann.* 954.)

33) Voy., entr'autres, une charte de l'évêque de Tortone du commencent de l'année 946. *anno Hugonis* XX. *Lotharii* XV. *Indict.* IV. (*Hist. Patr. mon.* t. 1. fol. 158. No. 96.)

ͻncement de l'an 946. Cependant, malgré les protestations itérées de fidélité des seigneurs Italiens, il voyait bien qu'ils le considéraient comme roi que de nom, et que le pouvoir uverain était, de fait, passé dans les mains du margrave Ivrée [34]. Or Hugues n'était pas d'un caractère à se contenter un tel rôle. Trompant la vigilance de Bérenger, en ayant ir de confier à sa bonne foi la défense du trône du jeune i Lothaire, son fils [35]), le vieux roi quitta secrètement l'Italie, nportant avec lui ses trésors, et se retira en Provence, d'où était parti vingt ans auparavant, appelé par le suffrage des lliens, pour occuper le trône de Lombardie [36]).

Ces scènes dramatiques se succédèrent rapidement dans un tervalle de moins d'une année. La dernière charte souscrite ır les deux rois Hugues et Lothaire en commun est datée de aisance, du 14e jour de février 946 [37]). Le 19e jour de mai la même année, Lothaire, étant à Pavie, souscrivit *seul,* mme souverain de l'Italie, au profit de l'église de Reggio, diplôme où il n'est fait aucune mention du roi Hugues [38]). faut en conclure que dans l'intervalle, soit dans le courant mois d'avril, ce dernier avait définitivement abandonné talie. Il parait néanmoins qu'en Toscane où dominait le duc ubert, fils de Hugues, on continua après le départ de ce

---

[34]) *Liutprandi* lib. V. cap. 30. „Quamquam enim iterato Hugonem ıue Lotharium reges Italici susciperent, Berengarium tamen, nomine lum marchionem, potestate verum regem habebant.“ (*l. c.* p. 335.)

[35]) *Ibidem,* c. 31. „Rex Hugo, relicto Lothario et . . . . . . Berenrii fidei tradito, etc. (*l. c.* p. 336.)

[36]) Ann. 926. Voyez *Liutprand* lib. III. c. 16. „Deus itaque, qui ıgonem in Italia regnare cupiebat.“ — C. 17. „Pæne omnium Italienım nuntii, ... hunc modis omnibus invitabant. (*l. c.* p. 306.)

[37]) Diplôme des rois Hugues et Lothaire en faveur de l'évêque ›son et de l'église de Plaisance. (*Campi*, hist. de Plaisance I. 263. ex *ihmer's Regest. Karol.* p. 133.)

[38]) *Dipl.* du roi Lothaire (seul), daté anno DCCCCXLVI. regni *D.* *›tharii* XVI. Indict. IV. actum *Papiæ.* (*Murat. Ann. d'Ital. ad nc ann.*)

dernier, à marquer dans les actes publics, les années du règne du père, en même temps que celles de Lothaire son fils et son collégue sur le trône [39]). Au reste dans ces temps orageux, où la royauté fut exposée à tant de naufrages, l'histoire nous apprend que la perte du pouvoir royal n'entraînait pas nécessairement celle du titre de roi, que Hugues conserva effectivement jusqu'à la fin de sa vie [40]).

Le roi Hugues fut accueilli à Arles, où il débarqua, par la comtesse Berthe, sa nièce, qui venait de perdre son premier mari Boson-*le-Jeune*, comte d'Arles [41]). Cette princesse était, comme on le sait, la fille aînée de Boson-*l'Ancien*, comte de Provence, puis duc de Toscane, propre frère du roi. Bien différente de sa soeur Willa, femme de Bérenger d'Ivrée [42]), Berthe était aussi distinguée par ses vertus, que par sa grande beauté [43]); restée veuve et sans enfants du comte Boson, frère de Manassès, archevêque d'Arles, elle se vit aussitôt recherchée par les princes voisins qui pouvaient aspirer à sa main. L'un des plus ardents fut Raymond II, comte de Rouergue et margrave de Gothie, dont les domaines s'étendaient sur la rive droite du Rhône [44]). Aussitôt que ce prince fut informé de l'arrivée en Provence du roi Hugues, il accourut à Arles où

---

39) Charte des archives épiscopales de Lucques datée anno XXI. (lege 20) *Hugonis* et XVI. *Lotharii regis, tertio nonas Augusti,* Indict. IV. i. e. ann. 946.) *(Ibidem.)*

40) Sa nièce Berthe de Provence, parlant de lui dans une charte de l'an 960 dit: „*res quæ ex parte avunculi mei Hugonis regis obvenerunt.*“ (Vaissette Hist. de Languedoc. t. II. pr. p.)

41) *Liutprandi Antap.* lib. V. c. 31. „Rex Hugo .... Berthæ nepti suæ, Bosonis Arelatensis comitis viduæ ....“ (*l. c.* p. 336.)

42) *Ibidem,* c. 32. — „Hujus (Berthæ) soror, Berengarii scilicet uxor, Willa.“ *(l. c.)*

43) *Ibidem,* c. 31. l. c. p. 336.

44) *Ibidem.* — „Raymundus Aquitanorum princeps“ (l. c.) — Raymond, fils aîné d'Ermengaud, comte de Rouergue, partageait avec son cousin germain Raymond Pons, comte de Toulouse, le gouvernement de l'Aquitaine et de la Narbonnaise. (*Art de vérifier les dates.* t. II. p. 302.)

celui-ci était descendu, et se déclara prêt à le servir de tout son pouvoir. Raymond lui proposa de lever une armée pour le reconduire en Italie et en chasser Bérenger [45]). A cet effet il obtint même du roi une assez forte somme de deniers [46]). Cependant, soit que Hugues sentît déjà les atteintes de l'âge et de la maladie dont il mourut, soit plutôt qu'il craignît de compromettre par une entreprise prématurée la couronne et la vie du roi Lothaire son fils, qui était resté à la discrétion du margrave d'Ivrée, ces belliqueux préparatifs demeurèrent sans effet, et ne firent qu'exciter les sarcasmes de ceux contre lesquels ils se faisaient [47]). En attendant le vieux roi se contenta d'entretenir les bonnes dispositions du prince Aquitain, en le flattant de l'espoir de lui faire obtenir la main de Berthe que Raymond épousa effectivement l'année suivante [48]).

Dans le même temps où le roi Hugues se retirait en Provence (ann. 946), Conrad, roi de Bourgogne-Jurane, se trouvait engagé avec toutes les forces de son royaume dans une expédition entreprise de concert avec le roi Otton-le-Grand pour rétablir l'autorité du roi Louis d'Outremer dans les deux duchés de France et de Normandie [49]). Et quoique Conrad fût déjà entré depuis quelques années en possession de la Bourgogne Viennoise, on n'a de lui aucun acte de souveraineté concernant les provinces situées au midi de l'Isère qui soit antérieur à la mort de son beau-père. Hugues fut donc reçu en Provence, non comme un prince fugitif cherchant un asyle à l'étran-

---

45) *Liutprand* lib. V. c 31. „Quo audito, Raymundus ..... eum adiit, cui se in militem dedit, fidemque sibi servaturum juramento confirmavit, sed et congregatis copiis Italiam ingressurum ac Berengarium debellaturum esse promisit.“ (l. c. p. 336)

46) *Ibidem.* — „Pro *minis mille* se in militem dedit.“ (*Mina* id est *sextarium.* — *Ducange Gloss.*)

47) *Ibidem.* — „Nos omnes cachinno affecit.“

48) *Ibidem.* „Bertha, quam, brevi intercedente spatio, memoratus Raymundus sibi maritam effecerat.“ (*l. c.*)

49) *Flodoardi Chr.* ad. ann. 946. l. c. p. 393. *Richeri hist.* lib. II. c. 53. l. c. p. 205.

ger, mais comme le véritable souverain du pays[50]), quoiqu'en disent quelques écrivains modernes, d'ailleurs justement accrédités[51]). Les termes dans lesquels les historiens contemporains parlent de sa dernière expédition contre les Sarrasins[52]) et du traité qu'il fit à Arles avec le prince d'Aquitaine, sans le concours d'aucun autre souverain, prouvent clairement que le vieux roi était resté, de fait, le maître de la Provence[53]).

Cependant le moment était proche où Hugues de Provence, rentré dans le même port de mer, d'où il avait fait voile vingt ans auparavant pour aller occuper le trône d'Italie[54]), allait être appelé à rendre compte au roi des rois du pouvoir qu'il avait exercé pendant près d'une demi-siècle, de l'un et de l'autre côté des Alpes. Il est fort à regretter que Liutprand de Pavie, notre principal guide pour l'histoire de ce prince célèbre, ne soit pas entré dans plus de détails sur les derniers actes de sa vie. Cette omission a laissé le champ libre aux diverses versions qui ont été répandues à ce sujet par des écrivains postérieurs, et qui toutes sont plus ou moins entremêlées d'erreurs et de vérités.

A l'exemple d'autres transfuges d'un rang plus élevé, Liutprand, diacre de la chapelle royale de Pavie, s'était hâté de s'attacher à la fortune de Bérenger[55]). Mais il ne cessa pas toutefois d'être bien informé de ce qui se passait au-delà des Alpes, depuis le retour du roi Hugues en Provence[56]). Après avoir parlé du traité conclu entre lui et le prince d'Aquitaine,

---

50) De là le dicton provençal: *Il a été reçu comme le roi Hugues.* (Voy. *Hon. Bouche* t. I. p 795.)

51) Entr'autres *D. Vaissette, hist. de Languedoc* t. II. p. 80.

52) Ann. 942. (*Vide supra.*)

53) On comprenait alors sous le nom de *Provence* toutes les contrées renfermées entre l'Isère au nord et la Méditerranée. (*Voy. D. Vaissette hist. de Languedoc.* t. II. p. 78.)

54) *Sigeberti Chr.* ad ann. 947. „Hugo Arelatum, unde venerat, repetit.“ (*Pertz.* l. c. t. VI. p. 349.

55) *Liutprand,* lib. V. c. 30. (l. c. p. 335)

56) *Ibidem,* c. 31. p. 336.

et historien dit simplement »que le vieux roi mourut au milieu des préparatifs qui se faisaient en son nom pour tenter une nouvelle descente en Italie«[57]), sans indiquer ni la date i les circonstances de sa mort. Par contre Léon, évêque 'Ostie, qui écrivit au XI[e] siècle la chronique du Mont-Cassin, aconte que »Hugues, aigri par les séditions et l'ingratitude des seigneurs Italiens et affaibli par l'âge[58]), se retira en Bourgogne, et qu'ayant fait bâtir un somptueux monastère appelé *Saint-Pierre d'Arles*, il le dota richement et y passa le reste de ses jours sous l'habit de moine«[59]). Dans ce réit qui d'ailleurs est entremêlé d'erreurs qui le rendent un peu uspect, il semblerait que le chroniqueur a fait une confusion :ntre le monastère de *Saint-Pierre*, construit hors des murs de *'ienne* par Hugues de Provence[60]), avant d'être appelé à la :ourenne d'Italie, et l'abbaye de *Mont-Majour-les-Arles*, égalenent dédiée à St.-Pierre, dont le vieux roi prescrivit peut-être a fondation à ses héritiers, mais qui en tout cas ne fut contruite qu'après sa mort et ne peut pas, conséquemment, lui ıvoir servi de retraite[61]). Quelle apparence y a-t-il d'ailleurs ןue Hugues, tout occupé de préparatifs guerriers pour ressaisir

---

57) *Liutprand* lib. V. c. 31. „Quod .... ad effectum tamen ıaudquaquam perduceret, quoniam quidem ... brevi rex Hugo viam :st carnis universæ ingressus.“ (*l. c.* p. 336)

58) Hugues étant déjà comte de Vienne en 898 (*vide supra*) et par :onséquent déjà âgé d'au moins 21 ans, aurait eu bien près de 70 ans :n 946, quand il abandonna l'Italie.

59) *Leo Marsicanus*, *Chr. Cassin.* lib. I. c. 61. „Hugo ..... cum am utpote senex, et molestias atque ingratitudines pati cœpisset, reicto regno, ipse in Burgundiam recessit, ibique monasterium de pro- ›riis sumptibus extruens, quod *Sanctus Petrus de Arle* nuncupatur, lludque sufficientissime ditans, in eodem monachus est effectus.“ (*Pertz* ;s. t. VII. p. 623)

60) *Vide supra.* — *Chorier, hist. du Dauphiné*, t. I. p. 731 faisant ıbstraction du mot *Arle* dans le passage ci-dessus, pensait que *Vienne* 'ut le lieu de la retraite de Hugues.

61) Voy. *Mabillon, Ann. Bened.* t. III. p. 494.

le pouvoir en Italie, comme le dit Liutprand, ait abdiqué le trône pour s'enfermer dans un cloître[62]).

Au reste, tous les doutes qui pourraient s'élever à ce sujet, se trouvent dissipés par un document authentique du XI[e] siècle qui repose dans les cartons de la bibliothèque *Ambrosienne de Milan.* Ce précieux document nous apprend que Hugues roi d'Italie mourut dans la *cité d'Arles*, en Provence, *le Samedi saint, dixième jour d'avril, veille de Pâques*[63]), ce qui revient à l'an 947, suivant notre manière de commencer l'année au 1[er] janvier[64]). Il est dit en outre qu'il avait régné *vingt années* complètes, *neuf mois et trois jours*[65]), ce qui nous fait voir que Hugues avait quitté l'Italie pour revenir en Provence dans les premiers jours du mois d'Avril 946. Ces données paraissent d'autant plus exactes qu'elles correspondent en même temps avec l'époque de son couronnement à Pavie qui eut lieu, comme il a été dit ci-devant, dans la première décade du mois de Juillet 926[66]).

Il parait certain qu'en mourant le roi Hugues avait institué la comtesse Berthe, sa nièce, héritière de tous ses biens en Provence[67]), soit par un testament qui n'est pas venu jusqu'à nous, soit par tout autre acte public fait selon les formalités

---

62) Aussi le savant *Mabillon,* (l. c.) met-il ce fait au nombre des erreurs qu'il relève dans la chronique du Mont-Cassin.

63) „*Die sabati,* quod est *decimo* die mensis *aprilis,* et fuit in eo die (sabatum) *sanctum Pasce,* civitate *Arlendo* migravit ab ac die Ugo rex.“ (*Catalog. Italiæ regum,* ex *Cod. Ambrosiano,* sæcul. XI. apud *Pertz,* ss. t. III. p. 216.)

64) En 947 la lettre Dominicale fut C; le 10[e] d'avril tomba sur un samedi, et le jour de Pâques fut le dimanche suivant 11[e] d'avril.

65) *Ibidem.* — „Habebat regnatum *annos* XX. expletos, et *menses* 9 et *dies* 3. (*l. c.*) Dans un autre msc. du *Vatican* (*Pertz, l. c.* p. 218.) il est dit que Hugues régna 5 ans seul, et 22 ans avec son fils Lothaire, soit en tout 27 ans, et que le premier mourut seulement en 949, ce qui est évidemment erroné.

66) Vide *Böhmer Regest. Karol.* p. 129.

67) *Liutprandi* lib. V. c. 31. „Rex Hugo . . . . . *Berthæ* nepti suæ, Bosonis Arelatensis comitis viduæ, pecunia derelicta etc.“ (l. c. p. 336.)

ie prescrivaient les loix du pays[68]. Ces dispositions royales nt rappelées dans la donation que Berthe fit plus tard, en 960, l'abbaye de Mont-Majour-les-Arles, d'une partie des grands omaines qu'elle avait hérités du roi Hugues, son oncle[69]. Ces omaines étaient situés tant au nord qu'au midi de la Durance, ans les diocèses ou comtés de Fréjus, de Riez, de Gap, de aison, d'Apt, d'Orange, de St.-Paul-Trois-Châteaux et de Die, us ces comtés se trouvant compris dans le territoire politique ésigné alors sous le nom de Provence[70].

Hugues de Provence épousa successivement quatre femmes, l'histoire lui donne plusieurs concubines dont il eut des enats de l'un et l'autre sexe qui occupèrent un rang élevé dans monde. Sa première femme légitime nommée *Willa*, dont famille est inconnue, était décédée depuis quelques années[71], rsque Hugues devint roi d'Italie, et il était remarié avec *ilde* ou *Alda*, princesse Austrasienne dont on a parlé en son eu, et qui occupa le trône avec lui[72]. Elle lui avait donné abord une fille nommée, comme sa mère, *Alda*, qui fut

68) *Vide infra.* — „Res quæ mihi legibus obvenerunt." Hugues ant laissé des enfants légitimes, sa nièce Berthe n'a pu devenir son ritière qu'en vertu d'un acte public et légal, (*legibus.*)

69) Donation de la comtesse Berthe de l'an 960. „Dono ex rebus æ mihi legibus obvenerunt, ex parte avunculi mei Ubonis (*Hugonis*) gis . . . . . . in regno Provinciæ. (*D. Vaissette, hist. de Languedoc,* II. pr. p. 102.)

70) *Ibidem.* — „In regno Gothiæ, in comitatu Sustantionis . . . . *in gno Provinciæ,* in comitatu Forojuliensi, etc." (l. c.) *Regnum* signi- ici *principauté souveraine.*

71) Fondation de l'abbaye de Saint-Pierre de Vienne par Hugues Provence de l'an 924. „Adjicientes memoriale *uxoris* quondam meæ *Villæ,* necnon et præsentis conjugis meæ *Hildæ.*" (*D. Bouquet,* t. IX. 689.)

72) „Hugo rex . . . . interventu *Aldæ* amantissimæ et carissimæ congis nostræ" ann. 930. (*Murat. Ant. Ital.* t. II. p. 936.) *Liutprandi ntap.* lib. III. c. 20. „Hic ex genere Teutonicorum uxorem accepet nomine *Aldam,* quæ filium ei genuerat nomine *Lotharium.* (l. c. 306.)

mariée en 936 au patrice de Rome Alberic II[73]). Etant reine, Alda devint mère de Lothaire que son père, le roi Hugues, associa presqu'en naissant à la couronne d'Italie et qui régna seul après lui[74]).

Après la mort de la reine Alda qui ne survécut que peu de temps au couronnement de son fils[75]), Hugues épousa à Rome en 932 la célèbre Marozie; mais ce mariage contracté sous de tristes auspices demeura stérile[76]). La quatrième femme légitime de ce roi d'Italie fut Berthe de Souabe, veuve de Rodolfe II, roi de Bourgogne-Jurane qu'il épousa en 937. Cette union, conclue dans un but purement politique, ne fut pas plus heureuse que la précédente. Hugues, déçu dans ses espérances et peut-être contrecarré dans ses vues sur le gouvernement de la Transjurane par la reine Berthe elle-même, ne vécut jamais avec elle en mari, et la prit même, dit-on, en grande aversion[77]).

On a parlé ci-devant de Wandelmode, noble dame provençale, qui donna le jour à Hubert, *(Ubertus)* que le roi Hugues, son père, créa successivement margrave, comte du sacré pa-

---

[73]) Rex Hugo . . . *Alberico,* filiam suam *Aldam* Lotharii regis *germanam*, conjugio tulit. (*Liutprandi Antap.* lib. IV. c. 8. l. c. p. 316.) — Suivant *Scheidius Orig. Guelf.* (t. I. p. 131.) Alda, femme d'Albéric II, fut mère de Jean XII. élu pape en 956 à l'âge de 19 ans. Mais c'est une erreur, ce pape était né d'une concubine. (Liutprandi Legat. c. 50. p. 358.)

[74]) Ann. 948. 14 juin. „*Lotharius* rex . . . . . . mater nostra *Alda* (quondam regina). (*Murat. Antiq. Ital.* t. V. p. 559.)

[75]) La chronique de la Novalèse parlant de la mort du roi Lothaire dit qu'il fut enseveli *à Milan in sepulchro sui genitoris.* (*Murat. t. II. rer. Ital.* ss.) Le roi Hugues son père étant décédé en Provence, ceci ne peut s'entendre que de la reine Alda, sa mère, (*genitricis.*)

[76]) *Marozie* mourut prisonnière de son fils Albéric en 934 ou 935. (*Orig. Guelf.* t. I. p. 131.)

[77]) *Liutprandi Antap.* lib. IV. c. 13. „Hugo conjugem suam Bertham maritali non solum non cœpit amore diligere, verum modis omnibus execrare.“ (l. c. p. 319.)

lais et duc de Toscane[78]). Quoi qu'en disent les auteurs modernes, cette dame doit être rangée parmi les femmes legitimes de Hugues de Provence. En effet, Liutprand, l'historien de ce roi d'Italie, ne met point Wandelmode au nombre de ses concubines, il ne parle d'elle que pour faire remarquer que Hubert, son fils, était déjà né, lorsque Hugues épousa la princesse Alda, mère de Lothaire[79]). Il parait qu'avant de contracter un mariage assorti à son extraction royale, le duc des Provençaux, suivant la coutume des princes de son temps, avait épousé Wandelmode *morganatiquement*, soit de la main gauche, comme on dit vulgairement[80]). Or l'église reconnaissant la validité de ces mariages, les enfants qui en provenaient, étaient considérés comme légitimes. Il suit de là que Hubert[81]), premier duc héréditaire de Toscane, ne doit nullement être rangé dans la catégorie des enfants naturels du roi Hugues, d'autant moins que les chartes publiques du temps le qualifient toujours de fils du roi[82]), titre que ces actes ne donnent jamais à ses bâtards. Si Lothaire, quoique frère puiné de Hubert, lui fut préféré comme collègue et successeur du père à la couronne

---

78) Ann. 936. (*Muratori Ann. d'Ital. h. ann.*)

79) *Liutprandi Antap.* lib. III. c. 20. „Hic (Hugo Provincialium comes) uxorem acceperat *Aldam* etc. Habuerat sane, *tunc temporis* ex muliere nobilissima *Wandelmoda*, filium nomine *Hubertum*, etc. (l. c. p. 306.) C'est au lib. IV. c. 13. que *Liutprand* parle des concubines de Hugues.

80) Vide *Ducange Gloss. hoc verbo.* „Matrimonium quod *Mediolanenses* dicunt accipere *uxorem ad Morganaticum alibi lege salica.*“ (*Ex Libro Feudor.* II. tit. 29.)

81) *Hubert* mourut en 968. (*Orig. Guelf.* t. I. p. 52.)

82) *Murat. Ant. Ital.* t. II. p. 936. „Ubertus illustris marchio et filius Domini Ugonis piissimi regis.“ ann. 935. *Ibid.* t. VI. p. 44. ann. 942. „*Hugo* et *Lotharius interventu Uberti* incliti marchionis dilectique *filii nostri*, ac nostri *Comitis palatii.* *Ibid.* t. II. p. 257. „Ego Ubertus marchio, lege vivente salica, bone memorie domni Ugoni regi.“ (*Carta Eccles. Lucensis.* ann. 952.)

d'Italie, ce fut uniquement parceque le premier était né depuis que Hugues était monté sur le trône[83]).

Le roi Hugues qui par suite des circonstances rapportées plus haut, ne vivait point avec les deux princesses étrangères qu'il avait épousées successivement après la mort de la reine Alda, céda à son penchant déréglé pour les femmes, et se livra avec d'autant moins de retenue aux séductions de ses concubines[84]). Le peuple dans son humeur frondeuse et satyrique, désignait ces courtisanes par des noms de déesses, donnant à l'une le nom de *Vénus*, à l'autre celui de *Junon*, à cause de sa jalousie et de sa haine contre la première qui paraissait l'emporter en beauté sur la seconde, et à la troisième le nom de *Sémélé*[85]).

Pézola, surnommée *Vénus*, qui captiva le plus longtemps le roi, était une femme de basse extraction, dont il eut plusieurs enfants, savoir 1°: *Boson* qui devint archichancelier d'Italie en 940, puis évêque de Plaisance en 945[86]); 2°: *Berthe* mariée en 944 à Romain-le-Jeune, fils de Constantin Porphyrogénète, empereur d'Orient. En épousant ce prince débauché dont elle n'eut point d'enfants, Berthe reçut de l'église grecque le nom d'Eudoxie[87]). La seconde favorite du roi appelée *Roza*

---

83) C'est par la même raison qu'*Henri-le-Querelleur* disputa la couronne à son frère ainé *Otton-le-Grand*, né avant que leur père *Henri-l'Oiseleur* montât sur le trône de Germanie. (Liutprandi lib. IV. c. 14 et 17. l. c. p. 319 et 320.)

84) *Liutprandi* lib. IV. c. 13. „Hugo denique multarum concubinarum deceptus illecebris, etc. (*l. c.*)

85) „Sed et populus has, ob turpis impudicitiæ facinus, dearum nominibus appellabat.“ (*l. c.*)

86) *Ibidem.* — „Pezola, villissimorum servorum sanguine cretam, ex qua et natum genuit nomine *Boso* quem in *Placentina* post Widonis obitum (ann. 945.) episcopum ordinavit ecclesia.“ (*l. c.*)

87) *Ibid.* lib. V. c. 20. „Rex Hugo *Bertam* filiam suam quam ex meretrice *Pezola* ipse genuerat, *Romano* Constantini Porphyrogeniti filio uxorem dederat . . . . quam (*Bertam*) mutato nomine Græci dixerunt *Eudokiam*. (*l. c.* p. 332.)

(*Junon*) avait eu pour père *Walbert*, ce riche et puissant juge de Pavie auquel Hugues fit trancher la tête en 930 pour crime de rébellion. Il en eut une fille d'une incomparable beauté dont le sort, comme le nom, sont restés inconnus[88]). La troisième (*Sémélé*) était une Romaine nommée *Stéphanie* qui donna le jour à *Théobald*, nommé archidiacre de Milan, et destiné par le roi son père à occuper ce siège après la mort de l'archevêque Arderic dont l'âge avancé faisait prévoir la fin comme plus ou moins prochaine[89]).

Aux quatre enfants naturels du roi Hugues dont l'historien Liutprand fait mention, dont deux du sêxe masculin et deux du sêxe féminin, les chroniqueurs ajoutent un troisième fils, nommé Godefroi (*Gottofredus*), que son père aurait doté de l'abbaye de Nonantola peu de temps avant d'abandonner le trône d'Italie, et qui lui-même aurait été dépouillé de cet opulent bénéfice par *Wido* ou Guy, évêque de Modène et créature de Bérenger d'Ivrée[90]).

5.

LOTHAIRE RÈGNE SEUL EN ITALIE.

Après la mort de Hugues de Provence, Bérenger se trouva par le fait seul maître de l'état et de la personne du jeune

---

88) *Ibid.* lib. IV. c. 13. „*Rozam* deinde Walperti superius memorati filiam, decollati, qui ei (regi) miræ pulchritudinis peperit natam.“ (*l. c.* p. 319.) Il s'agit probablement ici de *Rolenda comitissa*, qualifiée de *filia* b. m. Domni *Hugonis regis*, veuve en 1001 d'un *comte Bernard* et mère d'*Ubert diacre* de l'Eglise de *Pavie*. (voy. *Muratori*, *Antiq. Esten.* t. I. p. 125.)

89) *Ibidem.* — „Tertiam Stephaniam, genere Romanam, quæ et filium peperit nomine Thedbaldum quem postmodum in Mediolanensi ecclesia *archidiaconem* constituit, ut defuncto archiepiscopo ejus ipse vicarius poneretur.“ (l. c.)

90) *Vide Murat. Antiq. Ital.* t. V. p. 675. — Ex Catal. monast. *Nonantulani.*

Lothaire, auquel il ne laissa que le vain titre de roi d'Italie[1]) qui lui avait été solennellement déféré de nouveau dans la diète de Milan. Le margrave d'Ivrée ne se sentant pas encore assez fort pour se saisir ouvertement de la couronne, dut se contenter pour le moment de posséder le pouvoir souverain sous le titre de *co-régent* ou gouverneur du royaume[2]).

Cependant Lothaire venait d'entrer dans sa dix-huitième année lorsque le roi son père mourut[3]), et son mariage avec Adelaïde de Bourgogne, sa fiancée, âgée de 16 ans, avait été consacré devant l'Eglise. En même temps cette princesse venait d'être déclarée reine et couronnée à Pavie par l'intervention de l'archevêque Manassès. Ce prélat non moins ambitieux que cupide, après avoir fait perdre la couronne à Hugues son oncle et son bienfaiteur, s'était constitué le Mentor du jeune roi[4]).

La protection intéressée et par conséquent douteuse de Manassès eût été de peu de valeur, si Lothaire n'avait pu compter sur celle de ses frères Hubert, duc de Toscane, et Boson évêque de Plaisance. Ce dernier, de même que Liutfred, évêque de Pavie, s'étaient maintenus sur leur siège en le payant, pour ainsi dire, au poids de l'or à Bérenger[5]). Quant au duc de Toscane, il parait avoir été du petit nombre des princes d'Italie qui résistèrent à l'usurpation de l'autorité royale

---

1) *Liutprand Antap.* lib. VI. cap. 2. „Rege Hugone Provinciæ in partibus defuncto, Berengarius Italicis omnibus principabatur virtute, rex vero Lotharius solo nomine. (*l. c.* p. 337.)

2) Dipl. du roi *Lothaire* daté de *Vignola* du 11 juin 948, où il donne au margrave Bérenger le titre de *regni nostri summi consortis.* (*Tiraboshi, hist. Moden.* t. I. p. 119. ex *Böhmers Regest. Karol.* p. 133.)

3) Lothaire était né en 930, „*Hugo rex antequam filius ejus nasceretur regnavit annos quinque.* (*Regum Catalog. ap. Pertz,* t. III. p. 218.)

4) Voyez le dipl. du roi *Lothaire* du 27 juin 947. „*Adeleidæ reginæ,* nostræque amabili *conjugi,* interventu *D. Manasses archiepiscopi* nostrique dilecti fidelis (consiliarii). *Dat. Papiæ V. Kalend. Julii. Indict, V.* (*Hist. Patr. mon. Taur.* Cart. t. I. col. 159.)

5) *Liutprandi Antap.* lib. V. c. 30. (l. c. p. 335.)

ır le margrave d'Ivrée, aussi longtemps que Lothaire vécut même après la mort prématurée de ce jeune roi[6]). Hubert ›mble avoir été soutenu dans son opposition contre Bérenger ır le vieux margrave Boniface de Spolète, son beau-père, et héobald II, fils de celui-ci, que le roi Hugues avait rétablis ıns leur dignité avant d'abandonner l'Italie[7]). On peut en dire ıtant du célèbre *Aléran*, comte d'Aqui, puis margrave de ontferrat dont Lothaire parle dans un diplôme de l'an 948 ›mme étant l'un de ses adhérents les plus dévoués[8]). Il suit › là que si l'autorité du margrave d'Ivrée n'était guère constée dans la Cis- et Transpadane, il en était tout autrement ıns les provinces situées au revers de l'Apennin, dont les ·inces affectaient une indépendance presque complète de la ›uronne de Lombardie.

En attendant, l'archevêque Manassès avait réclamé l'exécuon de la promesse qui lui avait été faite à Vérone pour prix › sa trahison, et suivant cette promesse le co-régent Bérenger ›ait fait nommer ce prélat coadjuteur d'Ardéric, archevêque › Milan[9]). Mais à la mort de cet archevêque le clergé et le ›uple ne voulurent pas ratifier le choix de Bérenger, et oppo·rent à Manassès un concurrent dans la personne d'Adelmann,

---

[6]) *Muratori* rapporte une charte de ce duc Hubert datée de *Lu·es* du mois de mai 952, où il n'est fait aucune mention des rois Bénger et Albert. (*Antiq. Ital.* t. II. p. 257.)

[7]) Bérenger prit en 959 les armes contre ces margraves pour leur lever le duché de Spolète et pour le donner à Guido, son second ›. (*Murat. Ann. d'Ital. ad ann.* 955.)

[8]) Dipl. du roi Lothaire daté de *Luques* 13 juillet 948. — „Peti·ne *Aledrami* inclyti comitis dilectique fidelis nostri." (*Murat. Ant. ıl.* t. II. col. 469.)

[9]) A la vérité *Ardéric*, archevêque de Milan, ne mourut qu'au mois ›ctobre 948 (*Catal. archiep. Mediolan.* apud *Pertz ss.* t. VIII. p. 104). ıis il parait que Manassès avait déjà quitté depuis 1 ou 2 ans l'adıinistration du siège de Vérone, pour prendre celle de l'archevêché Milan, puisque Rathier fut de nouveau installé à Vérone où il ›gea pendant 2 ans avant la mort du roi Lothaire. (*Ratherii Veron. ›ist. ad Joh. XII. papam ap. Dacherii Spicil.* t. II. p. 248 et sequ.)

chanoine du chapitre de Saint-Ambroise. Pendant cinq ans ces deux prétendants, dont l'un s'appuyait sur l'autorité royale et l'autre sur son élection canonique et populaire, se disputèrent avec acharnement l'archevêché de Milan, jusqu'à ce qu'un troisième concurrent Walpert, profitant de ces divisions, fut parvenu à les supplanter l'un et l'autre [10]).

Dans ces entrefaites Manassès visita plus d'une fois la Provence, où l'église métropolitaine d'Arles continuait à être gouvernée au nom de cet archevêque par Gontard, évêque de Fréjus et prévôt du chapitre d'Arles [11]). L'archevêque Manassès confirma dans cette ville, au mois d'octobre de l'an 949, l'échange des terrains sur lesquels s'éleva plus tard la célèbre abbaye de *Mont-Majour-les-Arles* [12]), que la comtesse Berthe dota d'une partie des biens immenses qu'elle avait hérités du roi Hugues, son oncle. La charte de Manassès datée de la XIIe année du règne de Conrad fait voir que l'autorité du roi de Bourgogne Cis- et Trans-Jurane avait été reconnue en Provence après la mort de Hugues.

Pendant son séjour à Arles, c'est-à-dire au mois de septembre de la même année, l'archevêque Manassès fit à l'abbé Aymar et à l'abbaye de Cluny une donation générale de la terre de *Jully*, située dans la viguerie de *Bussy-le-Royal* au diocèse de Châlons-sur-Saône, qui faisait partie de son héritage paternel [13]). Dans cette charte qui sert à faire connaître la famille

---

10) *Arnulfi gesta archiep. Mediol.* lib. I. cap. 5. — „*Manasses* Arelatensis archiepiscopus, et *Adelmannus* diu (5 annos ab ann. 948) contenderunt. Inter hos fluctus natabat Walpertus usque adeo ut utrisque cedentibus sedem teneret ipse solus (ann 953). (Ap. *Pertz* ss. t. VIII. p. 8.)

11) *Gall. Christ. nov.* t. I. p. 425.

12) „Ego *Manasses*, gratia Dei *archiepiscopus* necnon Gontarus Episcopus (Forojuliensis) atque prepositus (*Arelatensis*) commutamus cum *Teucinda* deo devota etc. Facta commutatione ista in *Arelate* civitate publice *nonas Octob.* regnante *Conrado* rege Alemannorum vel Provinciæ anno XII. (*Gall. Christ. nov.* t. I. *Instr.* p. 103.)

13) Donation du village de Jully en Bourgogne faite en 949 à l'abbaye de Cluny par *Manassès* archevêque d'Arles. (Tiré du Cartul. de Cluny. — *Gall. Christ. nov.* t. I. Instr. p. 93.)

lu célèbre prélat, Manassès nomme *Warnier* ou Garnier son père, seigneur bénéficiaire de Jully [14]), Teutberge sa mère, ainsi que ses frères Hugues, Richard et Boson [15]). La souscription de Gontard, prévôt du chapitre d'Arles, d'Ayrard, évêque le Vence, de Garnier, abbé de St.-Victor, et de plusieurs autres personnes qui figurent également comme témoins dans a charte de Mont-Majour, fait voir que cette donation fut réellement stipulée à Arles, lors même qu'elle est datée des années lu règne de Louis d'Outremer, roi des Français [16]), dans les états duquel la terre de Jully se trouvait située.

La donation de l'archevêque d'Arles à Cluny est également signée par la *comtesse Berthe*. Or l'intervention de cette célèbre veuve de Boson II comte de Provence [17]) dans un acte privé concernant exclusivement la propre famille de Manassès, prouve que Boson, mari de Berthe, et Boson frère de ce prélat sont absolument le même personnage, ainsi qu'il a été dit ci-devant. Cette donation fut solennellement confirmée vers le milieu du siècle suivant par un diplôme du duc Robert, fils du roi de France de même nom, où l'origine de Manassès, archevêque d'Arles et de Milan, est rappelée dans des termes qui prouvent que son père Warnier appartenait par sa naissance et par son rang aux plus illustres dignitaires de la Bourgogne-Eduenne [18]). Ce seigneur

---

14) *Ibidem.* — „Res de hereditate paterna in comitatu *Cabilonensi*, n *vicaria Buxiacensi*, hoc est *Juliacum*, quas pater meus *Warnerius* possedit jure dominantis.

15) *Ibidem.* — „Pro anima patris et matris meæ *Teutbergæ* et fratrum meorum *Hugonis* videlicet atque *Richardi*, *Bosonis* quoque, cæterorumque parentum meorum.

16) *Ibidem.* — „Sign. Gontardi (Forojuliensis), Ayrardi Vendacensis Episc. *Signum* Berthae *comitissæ* etc. Data *Mense Septembri* anno XIII. Ludovici regis Francorum. —"

17) *Boson II*, mari de Berthe, mort en 946, ne doit pas être confondu avec *Boson III*, fils de Rotbold, que le roi Conrad créa comte d'Arles en 947 ou 948, et qui fut la tige des comtes héréditaires de Provence. Ce 3e Boson souscrivit la charte de Montmajour du mois d'octobre 949 rapportée ci-dessus.

18) Dipl. de Robert, duc de Bourgogne, en faveur d'Odilon, abbé

ne parait pas différent de *Warnier*, comte de Châlons, qui perdit la vie en 925 dans une bataille livrée aux Normands près de Chaumont[19]). Manassès-*le-Vieux*, comte de Dijon, qui remporta cette victoire sur les Normands, succéda à Warnier dans le comté bénéficiaire de Châlons[20]), où ses descendants avaient conservé la terre de Jully. Ces différentes circonstances ajoutées au nom baptismal de *Manassès* que portait l'archevêque d'Arles, font supposer que ces deux comtes Bourguignons étaient, si ce n'est frères, au moins très-proches parents.

Dans la donation de Jully de l'an 949, l'archevêque Manassès semble parler de ses trois frères comme ne vivant plus[21]). Cela est certain pour le comte *Boson II*, mari de Berthe de Provence, qui était déjà mort en 946. Il parait que le comte *Hugues*, son autre frère, auquel le roi Hugues, son oncle, avait donné en 936 la terre de *St.-Jean d'Octavéon* dans le Viennois-Valentinois[22]), était également décédé dans cet intervalle. Quant à *Richard*, le troisième, l'histoire ne nous donne aucune lumière sur son sort. Quoiqu'il en soit, dans la charte en question, le célèbre prélat semble manifester quelque repentir des écarts aux quels son ambition désordonnée l'avait entraîné[23]).

---

de Cluny. „Manasses archiepiscopus Arelatensis, postea Mediolanensis ..... fuit ex majoribus et nobilioribus proceribus Burgundiæ natus, patre Warnerio, matre vero Teutberga.“ (*Gall. Christ. nov.* t. I. *Instr.* p. 94.)

19) *Flodoardi Chron. ad ann.* 925. „Warnerius et Manasses comites congressi apud *montem Calaum* Normannorum 800 sternunt. *Warnerius comes*, ibi equo, cui sedebat, occiso, captus et interemptus est.“ (*l. c.* p. 374.)

20) Voyez *l'Art de vérifier les Dates* t. II. p. 527 *in-fol.* On donne au comte Manassès-*le-Vieux* un fils de même nom qu'on suppose la souche de l'illustre maison *de Vergy*.

21) Donation de *Manassès*. „Pro anima patris et matris et fratrum meorum *Hugonis* videlicet, atque *Richardi*, *Bosonis* quoque, et cæterorum parentum meorum. (*ubi supra.*)

22) Vide supra, p. 192. et 108. éd. sép.

23) Charte de Manassès, archevêque d'Arles de 949. — „Dum in hujus sæculi laboriosa vivitur peregrinatione, ... igitur ego Manas-

Ce sentiment provoqué sans doute par l'échec qu'il venait d'éprouver à l'occasion de sa promotion à l'archevêché de Milan, ne l'empêcha pas dès l'année suivante de retourner en Lombardie où il fit de nouvelles tentatives plus ou moins heureuses pour s'emparer du siège de Milan [24]) ou pour ressaisir celui de Vérone [25]).

En attendant, le roi Lothaire et Adélaïde demeuraient en butte aux embûches de Bérenger et de sa femme Willa qui parait avoir exercé sur le margrave d'Ivrée, son mari, un empire d'autant plus funeste que cette princesse surpassait, dit-on, sa mère dans ses vices et ses dérèglements [26]). La jeune reine d'Italie, dont elle avait la garde, venait de donner le jour à une fille qui reçut au baptême le nom d'*Emma* [27]). Cette preuve précoce de fécondité, ainsi que la chaste beauté d'Adélaïde, excitaient en secret l'envie de Willa, dont la haine augmentait en proportion des succès de sa rivale couronnée qui s'attachait tous les coeurs par ses éminentes vertus.

D'aprés le conseil de quelques sujets fidèles qui ne se laissaient point éblouir par les dehors d'humanité et de générosité affectés par Bérenger [28]), Lothaire avait dépêché à la cour de Constantinople un emissaire secret pour reclamer la protection

---

ses, indignus archiepiscopus, scelerum meorum enormitatem considerans, etc. (*Gall. Christ.* t. I. *Instr.* p. 93.)

24) *Manassès* siégea comme *archevêque de Milan* au synode d'Augsbourg au mois d'août 952; mais il fut supplanté dès l'année suivante par *Walpert*, élu par le clergé de Milan comme successeur d'Adelmann. (*Arnulf. Mediol. l. c.* — *Gall. Christ.* t. I. p. 549.)

25) *Ratherii Epist. ad Johann. XII. papam.* „Adfuit missus Lotharii regis præcipientis (ann. 950.) ut darem locum *Manassæ*, sedem meam Veronensem.“ (*Ap. Dacherii* l. c. p. 249.)

26) *Liutprandi Antap.* lib. IV. c. 19. p. 318 et lib. V. c. 32. p. 336.

27) *Adelaïda* uxor *Lotharii*, filii Hugonis regis Longobardorum de qua filiam (*Emmam*) habuit, quam accepit in matrimonium (ann. 966.) Lotharius rex Francorum. (*Richardi Pictav. Chron.* ap. *D. Bouquet.* t. IX. p. 24. et *in Epistol.* p. 287, 288.)

28) *Liutpr.* lib. V. c. 30. „Tanta Berengarii fama, humanitate et liberalitate . . . . . . acciti.“ (*l. c.* p. 335.)

de l'empereur Constantin-Porphyrogénète, dont le fils Romain-le-Jeune était marié depuis quelques années avec Berthe ou Eudoxie, fille illégitime du feu roi Hugues et par conséquent soeur naturelle de Lothaire [29]). Quoique protégée par son beau-père, cette princesse eut à souffrir après sa mort des mauvais traitements de Romain, son mari, et mourut, dit-on, des suites de ce traitement au bout de quelques années d'un mariage stérile.

L'empereur informé de la position critique de Lothaire [30]), envoya à Pavie un haut dignitaire de la cour de Bysance, porteur d'une lettre autographe pour le margrave d'Ivrée, dans laquelle Constantin disait à Bérenger, »que la renommée lui »ayant appris qu'il avait été appelé par la faveur divine, à »regir l'état au nom du jeune roi d'Italie, frère de sa bru, et »à veiller sur la personne du prince confié à sa bonne foi, il »ne doutait pas qu'il remplirait ce devoir sacré avec autant de »fidélité que de zèle« [31]). En même temps l'empereur demandait au co-régent d'envoyer à Constantinople un ambassadeur, pour cimenter entre les deux cours une cordiale entente [32]). Ce mélange adroit de paroles propres à flatter la vanité du co-régent et de recommandations pressantes au sujet du jeune roi montrent que la situation de celui-ci inspirait déjà une sollicitude et des craintes que l'événement ne tarda pas à justifier [33]).

Liutprand, diacre de Pavie, devenu le secrétaire particulier du co-régent, fut chargé de porter à l'empereur la réponse de Bérenger, qui, dit-on, était pleine de protestations hypocrites et de mensonges [34]). Le résultat de cette première ambassade

---

29) *Liutprandi Antap.* lib. VI. c. 2. *l. c.* p 337.

30) *Ibidem.* „Audito, Berengarium potentia præstare Lothario, scripsit etiam et litteras commendaticias eidem pro Lothario.“ (*l. c.*)

31) *Ibid.* — „Ut fidelis ei (Lothario) esset administrator, cui Deo largiente extiterat gubernator.“ (l. c.)

32) *Ibid.* — „Vehementer se Berengarii nuntium velle videre.“ (l. c.)

33) *Liutprandi* lib. IV. c. 2. „Constantinus namque sollicitudinem non parvam Lotharii pro salute habebat, ab amorem *nurus* suæ quæ *Lotharii soror* extiterat.“ (l. c. p. 337.)

34) *Ibid.* cap. 6. „Epistolam mendacio plenam.“ (*l. c.* p. 338.)

e Liutprand n'est pas connu, cet historien contemporain nous aisant défaut[35]) au moment où le règne des Hugonides touchait sa fin, ce qui nous prive des renseignements précieux qu'il 'aurait pas manqué de nous fournir sur les deux dernières nnées de la vie de Lothaire, et sur les moyens que Bérenger nit en oeuvre pour consommer son usurpation.

Par son intelligence précoce et par les éminentes qualités u coeur et de l'esprit qui plus tard élevèrent si haut le crédit t la renommée de cette princesse, la jeune Adélaïde prenait e jour en jour dans l'état un ascendant plus décidé et menaant pour le pouvoir excessif que Bérenger s'était arrogé aux épens de l'autorité royale[36]). Lothaire qui entrait dans sa 1e année, manifestait aussi quelques velléités de gouverner on royaume par lui-même. Certains actes de la dernière année e son règne tendent même à faire soupçonner quelque mésntelligence entre le jeune roi et le co-régent, au sujet de l'archeêché de Milan, où Bérenger soutenait ouvertement contre delmann le parti de Manassès[37]). Lothaire par contre aurait oulu mettre un terme aux excès des deux partis qui se faiaient la guerre. A cet effet il avait fait signifier au célèbre athier, qui avait à son tour remplacé Manassès à Vérone qu'il ût à rendre à l'archevêque d'Arles l'administration de cet évêhé qu'il occupait depuis deux ans pour la seconde fois[38]). ans le même temps, et peu de mois avant sa mort prématurée, othaire fit à l'église de Novare une donation pour la mémoire

---

35) L'histoire ou l'*antapodosis* de *Liutprand* s'arrête brusquement u milieu du VIe livre, et pendant son ambassade à Constantinople en 49. Son fragment sur l'empereur Otton Ier ne commence qu'en 961, e qui fait une lacune d'environ 12 ans.

36) *Annalista Saxo* ad ann. 949. „Berengarius .... veritus virntem singularis prudentiæ reginæ Adelheidis." (*Pertz* ss. t. VI. p. 607.)

37) *Liutprand. hist. Ottonis*. c. I. p. 340.

38) *Ratherii Epist.* „*Biennio* hoc tolerato (Milonis comitis Veronens persecutionem) affuit missus domini regis *Lotharii* præcipientis, ut arem locum *Manassæ* sedem meam invadendi ..." (*Dackerii Spicil.* II. p. 249)

d'un de ses capitaines nommé Herbert, mort sous les murs de Côme, victime de sa fidélité pour son roi [39]). Enfin le jeune roi, accompagné de la reine Adélaïde s'étant rendu de Pavie, sa résidence ordinaire, à Turin, au mois d'octobre suivant, fit de son propre chef au comte Arduin, surnommé *Glabrio*, margrave de Suze, l'un de ses plus fermes adhérents [40]), une donation bénéficiaire de l'abbaye de Brème, dans la Lomelline [41]), qu'Adalbert, margrave d'Ivrée, père de Bérenger, avait autrefois cédée comme refuge aux moines de la Novalèse, chassés du Piémont par les Sarrasins [42]). Ceux-ci en conçurent contre la mémoire du roi et contre Arduin lui-même, une haine qui s'exhala par la suite en termes trop violents pour qu'on puisse y attacher quelque valeur [43]). Ces divers actes d'indépendance dénotent clairement de la part de Lothaire la volonté de se soustraire à la tutèle du margrave d'Ivrée.

D'un autre côté les Hongrois avaient récemment fait une nouvelle irruption en Lombardie [44]), et à l'exemple du roi Hugues, le régent avait jugé plus prudent de se débarasser de ces pillards en leur livrant de nouveau une dixaine de boisseaux de deniers d'argent que de risquer le sort des armes [45]). Mais au lieu de prélever cette somme sur son propre trésor,

---

[39]) Diplôme du roi Lothaire en faveur de l'église de Novare du 4 juin 950. „Pro anima Heriberti fidelis nostri .... qui pro nostra fidelitate sub moenibus Cumane urbis spiritum exhalavit vitæ.“ (*Hist. Patr. Mon.* t. I. col. 166.)

[40]) Suivant la *chronique de la Novalèse* (lib. V. c. II. l. c. p. 113.) Arduin aurait contribué en 951 à la délivrance de la reine Adélaïde assiégée à *Canosse* par Bérenger.

[41]) *Chron. Novaliciensis.* lib. V. c. 3. Cette dernière charte du roi *Lothaire* était datée de *Turin* le 13 des Kal. de Nov. (20 Octobre) 950. (Apud *Pertz.* ss. t. VII. p. 111.)

[42]) Charte *d'Adalbert* du 24 juillet 929. (*Hist.Patr.Mon.* t. I. col. 135.)

[43]) *Chron. Noval.* lib. V. c. 3. Ces moines disent du roi Lothaire: „*Putrida radix, ortus ex spina*“ et d'Arduin: „*coæquari lupis potest.*“ (*l. c.* p. III. c. 115.)

[44]) *Sigeberti Chron.* ad ann. 949. ap. *Pertz* ss. t. VI. p. 349.

[45]) *Liutprandi Antap* lib. V. c. 33. (*l. c.* p. 336.)

nsi que Hugues l'avait fait, Bérenger en prit occasion de tisfaire sa cupidité aux dépends des églises et du peuple ı imposant, sur tout le royaume, une taxe générale et ttraordinaire *d'un denier d'argent par tête*, sans distinction de sexe ni d'âge. Après avoir payé aux Hongrois la somme mvenue, il s'appropria le surplus de la contribution [46]). Cette ouvelle exaction était de nature à porter une rude atteinte à la opularité du margrave d'Ivrée.

Au milieu de ces complications et au moment où le pouvoir mblait près d'échapper à Bérenger, le roi Lothaire qui deis environ un mois, séjournait à Turin, mourut subitement la fleur de son âge, le vendredi 22e jour de novembre 950 [47]). s restes, transportés à Milan, y furent déposés dans le séılcre préparé pour sa famille, et où reposait déjà sa mère, reine Alda [48]). Ce jeune monarque, né sur le trône d'Italie doué des plus excellentes qualités du coeur, méritait de vre longtemps pour le bonheur de la nation qui l'avait porté ux fois sur le pavois [49]). Il avait régné seul environ *trois ans* puis la mort de Hugues [50]), et un peu plus de *vingt ans et mi* depuis son avènement comme collègue du roi son père [51]).

---

46) *Ibidem.* — „Non ex propria pecunia, sed ex ecclesiarum et uperum collatione etc. . . . . cæterorum vero partem et quicquid ex clesiis tulit, sibi retinuit.“

47) *Chron. Novaliciensis*, lib. V. c. 3. „Qui (Lotharius) non post ıltum tempus mortuus est, *feria sexta quæ est X. Kalendas Decemis* (*l. c.* p. 111.) *Catal. regum Longob. ex Cod. Ambrosiano* „Lothaıs obitavit die *Veneris* que est *decimo Kalendas Decembris*, civitate *urini.*“ (*l. c.* p. 216.) „Item ex Cod. Vaticano. Lotharius obiit Indict. anno Domini 950.“ (*l. c.* p. 218.)

48) *Chron. Novalic.* lib. V. c. 3. „Mediolanum vectus, ibique tumu-us sepulcro sui genitoris“, (*lege genitricis*) (*l. c.* p. 111.)

49) Tel est le jugement porté par le savant *Muratori Ann. d'Ital ann.* 950.

50) *Catal. regum Longob. ex. cod. Ambros.* „Post decessum Hugo-s regnavit Lotharius annos III expletos et menses VII. et dies 2. c. p. 216.)

51) Le 15 mai 931. (Voy. *Böhmers Regest. Karol.* p. 130.)

La mort subite et prématurée de Lothaire fut attribuée par les uns *au poison* et par d'autres à un accès de *fièvre-chaude*[52]). Mais suivant l'auteur justement accrédité des annales d'Italie[53]) qui se fonde d'ailleurs sur le témoignage non équivoque des contemporains, tels que *Flodoard* de Rheims[54]) et *Liutprand* de Pavie[55]), on n'hésitera guères à croire avec lui que ce jeune roi mourut frappé par ceux qu'il empêchait de régner, et que Bérenger fut justement accusé du crime dont il profita aussitôt pour prendre la couronne d'Italie au bout de 22 jours seulement de vacance du trône[56]).

6.

CONCLUSION.

Lothaire ne laissait de son mariage avec Adelaïde de Bourgogne qu'une fille au berceau nommée *Emma*, et la jeune reine, sa veuve qui s'était rétirée à la résidence royale *d'Olona*, aux portes de Pavie[1]), y fut bientôt en butte aux persécutions de Bérenger et aux traitements les plus révoltants de sa femme

---

52) Hroswithæ gesta Ottonis v. 467. „Rex ... gravido Lotharius infectus morbo.“ (*Pertz*, t. IV. p. 328.) *Leo Ostiensis*, lib. I. c. 61. „In subitam *Phrenesim* incidens ultimam diem explevit.“ (*Pertz*, ss. t. VII. p. 628.)

53) *Muratori Annali d'Ital. ad ann.* 950.

54) *Flodoardi Chr.* ad ann. 950. „Berengarius, veneno, ut ferunt, necato Lothario rege, Hugonis filio, rex efficitur Italiæ.“ (*l. c.* p. 400.)

55) *Liutprandi Antap.* lib. V. c. 10. „Lotharius, dum enim Berengario consuluit, qui regnum et VITAM AUFERRET, sibimet præparavit.“ (l. c. p. 330.)

56) *Catal. regum. Longob.* „Die dominica XV die decembris (950), *Berengarius* et *Adalbertus* fuerunt electi et coronati in regibus.“ (*l. c.* p. 216.)

1) Cette terre ainsi que celles de *Marengo* et de *Coriano*, faisait partie de son douaire. (*Orig. Guelf.* t. II. p. 141.)

Willa[2]). Soit que le nouveau roi craignît que cette infortunée veuve ne se servit de l'amour et du respect que lui portaient les Italiens pour venger la mort de son mari, soit, comme le prétendent certains écrivains, qu'il voulût la contraindre d'épouser son fils Adalbert[3]), Bérenger enleva la reine Adelaïde (le 20 avril 951) et la fit conduire au château de Garda sur le lac de ce nom. Cependant, avec l'aide de quelques fidèles serviteurs, elle parvint à s'échapper de sa prison le 20 août, au bout de quatre mois d'une dure captivité[4]), et s'enfuit au château de *Canosse*, près de Reggio, où elle fut accueillie par un comte *Azzon* ou *Atton*, son parent[5]). De cet asyle inexpugnable et célèbre dans les annales d'Italie, l'illustre veuve de Lothaire implora la protection d'Otton-le-Grand qui passa les Alpes avec une armée et qui, étant veuf lui-même, l'épousa solennellement à Pavie le jour de Noël de la même année (951)[6]) et l'emmena en Allemagne d'où Adelaïde ne revint en Italie que pour recevoir avec son époux la couronne impériale à Rome des mains du pape Jean XII[e] (le 2 févr. 962)[7]).

A cette occasion Léon, évêque d'Ostie, qui écrivait à la fin du XI[e] siècle fait la remarque très-juste qu'à la mort de Lothaire le sceptre de l'Italie passa des mains des rois *Francs* ou Provençaux dans celles des rois *teutoniques*[8]); c'est-à-dire

---

[2]) *Odilo in vita Adelhaidæ*, c. 3. „Berengarius et Willa a quibus diversis angustiata cruciatibus, capillis cæsarie detractis, pugnis frequenter agitata, capta, tetris carceribus inclusa." (*Pertz*, ss. t. IV. p. 628.)

[3]) *Ex Leone Ostiens Chr. Cassinensis*, lib. I. cap. 61. (Ap. *Pertz*, ss. t. VII. p. 623. *in nota* 1.)

[4]) *Muratori Ann. d'Ital. ad ann.* 951. *ex vita S. Adelheidis.*

[5]) *Leo Ostiens. Chr. Cass.* lib. I. c. 61. Adelais regina ad Attonem, *propinquum suum* in Canussam arcem munitissimam confugit . ." (*l. c.* p. 623.)

[6]) *Annalist. Saxo.* ad ann. 951. (ap. *Pertz*, t. VI. p. 607.)

[7]) *Hroswithæ gest. Ottonis.* l. c. p. 334.

[8]) *Leo Ostiensis.* lib. I. c. 61. Lotharius (defunctus) ipse *Francorum* regibus deinceps in Italia regnandi terminum dedit. . . . Teutoni-

que la chûte des Hugonides et le triomphe passager des Bérengers ne servit qu'à faire perdre à l'Italie son indépendance politique et à assujétir la péninsule à la Germanie[9]). En effet Bérenger II et son fils régnèrent à peine une année comme souverains libres de l'Italie; car l'impopularité dans laquelle ces rois étaient déjà tombés après deux ans de règne[10]), les contraignit pour conserver quelques années de plus une couronne asservie d'en faire hommage au roi de Germanie à la diète d'Augsbourg, le 7 août 952[11]).

Quel que soit le sentiment des modernes sur la dynastie des *Hugonides*, elle a le droit de demander qu'on la juge suivant les idées de son propre temps et non pas d'après les notions qui sont le produit d'une civilisation de plus en plus développée. A mesure qu'on approfondit l'histoire du moyen-âge, on demeure plus convaincu qu'on ne saurait appliquer les observations faites sur un demi siècle au demi siècle qui le précède ou qui le suit[12]). Du reste il ne peut être question ici que d'apprécier d'une manière générale le caractère et les actes de Hugues de Provence; car pour ce qui regarde son fils, Lothaire régna sans avoir eu aucune part au pouvoir souverain, et mourut prématurément sans laisser d'autre souvenir que celui des heureuses dispositions dont il parait avoir été doué.

Liutprand de Pavie, quoique élevé à la cour des Hugonides, ne fut cependant initié aux affaires de l'état et ne composa son

---

cis regibus extum (951) et deinceps in Italia regnandi initium extitit. (*l. c.* p. 623—624.)

9) C'est cé qui a fait dire au savant *C. Cantu* „que si les Italiens eurent toujours un vif sentiment de la liberté personnelle, ils connurent peu celui de la liberté politique.“ (*Hist. univers. trad. par Léopardi.* t. IX. p. 232.)

10) *Arnulf. Mediolan.* lib. I. c. 6. „Oderant autem patriotæ regem Berengarium.“. (*l. c.* t. VIII. p. 8.)

11) *Widukindi hist.* lib. III. c. 11. *Liutprand legatio* c. 5. *l. c.* p. 453 et 348.

12) *Sismondi hist. des Français*, t. III. p. 434.

histoire qu'après la mort du roi Hugues[13]. Cet historien nous a plutôt révélé le côté *anecdotique* et *satyrique* de l'histoire de ce prince. Ce qu'il dit de son gouvernement suffit néanmoins pour nous permettre de porter un jugement assez impartial sur ses actes politiques et de comparer son règne avec celui des souverains qui furent ses contemporains ou ses rivaux. On doit tenir compte dans cette appréciation de la rudesse et de la violence des moeurs du X[e] siècle; et quoique la brutalité et les usages grossiers des peuples du nord fussent plus ou moins tempérés dans les contrées méridionales, et surtout en Italie, par les raffinements du luxe et de la mollesse[14], ces avantages n'excluaient ni la perfidie[15], ni la cupidité, ni le dérèglement des moeurs publiques et domestiques[16].

Lorsque Hugues de Provence fut appelé au trône, l'Italie se trouvait depuis plus d'un demi siècle déchirée par les factions qui tour-à-tour disposaient à leur gré d'une couronne restée élective depuis la mort de l'empereur Louis II[17]. Les grands bénéficiers ecclésiastiques et laïques avaient profité de ces divisions pour obtenir de nouvelles concessions ou pour secouer le joug de l'autorité royale. La hiérarchie féodale qui plus tard rémédia au désordre du régime bénéficiaire, n'existait point encore à l'état d'institution générale et régulière: en un mot le royaume d'Italie se trouvait morcelé en un petit nombre d'états indépendants et souvent en guerre les uns avec les autres. Enfin le royaume avait fini par tomber sous la domi-

---

13) Voyez *l'Introd* aux œuvres de *Liutprand*. (Ap. *Pertz*, ss. t. III. p. 264.)

14) *Liutprand* parlant de la cour d'Adalbert II. de Toscane dit: „In domo tot militum elegantes copias cerneret, totque impensas prospiceret . . .“ (Lib. II. c. 39. p. 295.)

15) *Le même* parlant d'Adalbert I. d'Ivrée dit: „dicitur longo uti ense et minima fide.“ (*l. c* c. 34. p. 295.)

16) *Idem*. — „Præpotentes judices Papiæ *Walpertus* et *Gezo* erant . . . . nobilitatem suam pravis moribus deturpabat Gezo . . . fuit enim ambitiosus, cupidus, invidus juris corruptor.“ (lib. III. c. 39. p. 311.)

17) Louis II, fils de l'Empereur Lothaire mort en août 875.

nation de trois femmes, veuves et mères des princes les plus puissants de la péninsule, savoir Berthe, duchesse douairière de Toscane; sa fille Ermengarde, veuve du margrave Adalbert, qui gouvernait les marches occidentales depuis les Alpes Cottiennes jusqu'au Tessin[18]), et Marozie, sa bru, qui dominait dans Rome. Ce triumvirat féminin dont l'histoire vante l'habileté politique aussi bien que la galanterie, avait préparé les voies du trône à Hugues de Provence, fils, frère et beau-frère de ces trois princesses en le désignant au choix des prélats et des seigneurs Italiens que la renommée de son courage et de ses grandes qualités[19]) avait déjà favorablement disposés pour lui[20]).

On conçoit cependant que sous un pareil régime la majeure partie du domaine de la couronne d'Italie était tombée dans les mains des évêques et des grands accoutumés à jouir dans leurs domaines d'une indépendance presqu'absolue, et à envisager leur pouvoir comme allant de pair avec celui des rois[21]). Dès le commencement de son règne Hugues se vit donc appelé à reconquérir un à un tous les membres détachés du royaume d'Italie, et à rétablir l'autorité royale partout où elle avait été usurpée ou méconnue sous ses devanciers. Cette tâche ardue ne pouvait être accomplie que par le déploiement d'une grande énergie et par l'usage de mesures qui devaient nécessairement froisser l'orgueil et l'intérêt des seigneurs et des prélats italiens, accoutumés à considérer leurs usurpations comme des droits acquis. De là entre le roi et ses nouveaux sujets une lutte, tantôt sourde tantôt déclarée, devant laquelle Hugues ne recula point. Que l'ambition d'étendre sa domination sur les contrées les plus riches de la péninsule ait été le principal mobile de cette

18) *Liutprand Antap.* lib. III. c. 7. l. c. p. 304.

19) *Liutprand Antap.* lib. III. c. 19. l. c. p. 306.

20) *Ibidem.* c. 17.

21) *Arnolf*, *hist. de Milan* (lib. I. c. 5) cite les paroles de l'Eccles. 32. 1. „*Principem te fecerunt, noli extolli, sed esto in illis quasi unus ex ipsis.*" que l'archevêque de Milan adressa au roi Hugues. (Apud *Pertz*, ss. t. VIII. p. 8.)

entreprise, c'est ce qu'on ne saurait nier[22]). Mais il faut en même temps reconnaître qu'elle n'était pas contraire aux vrais intérêts de la nation Italienne dont Hugues tendait à reconstituer l'unité au dédans, et à faire respecter l'indépendance au dehors[23]).

Aussitôt qu'il eut été élu à Pavie et couronné à Milan, le nouveau roi d'Italie parait avoir marché résolument, quoiqu'avec prudence, vers ce but élevé. Sa proche parenté avec les maisons quasi-souveraines de Toscane et d'Ivrée[24]), lui procura d'emblée la soumission des provinces qui dépendaient des chefs de ces deux puissantes maisons, auxquels il en laissa le gouvernement[25]) jusqu'au moment où ces princes se montrèrent rebelles à son autorité. Après avoir eu à Mantoue une entrevue avec le pape Jean X[e] auquel il accorda de nouvelles garanties pour le maintien de son pouvoir temporel dans Rome et dans la Romagne[26]), Hugues se rendit à Vérone dont il donna le gouvernement au comte Milon[27]) et se fit reconnaître comme souverain par les prélats et les gouverneurs du Frioul et de l'Istrie[28]). Dès la seconde année de son avènement il

---

[22]) Certains écrivains modernes, d'ailleurs fort accrédités, nous semblent peu conséquents quand ils jugent la politique de Hugues avec plus de sévérité que celle des deux Bérenger. (Voir *C. Cantu. hist. univers*. t. IX. p. 231—232. trad. française.)

[23]) *Leo Ostiens. Chr. Cassin.* lib. I. c. 61. „Hugo qui tunc et prudentia maxima et virtute multa pollebat..... strenue satis ac viriliter Italiæ regnum obtinuit.“ (*l. c.* t. VII. p. 623.)

[24]) *Liutprand Antap.* lib. III. c. 12 et 16. *l. c.* p. 305 et 306.

[25]) Ce fut Hugues qui investit Lambert du gouvernement de l'Etrurie après la mort de *Guy* son frère aîné. (*Liutprand Antap.* lib. III. c. 43. p. 312.)

[26]) *Ibidem.* lib. III. c. 17 et 43. p. 306 et 312. On sait que Rome ne reconnaissait la suprématie des rois d'Italie que du moment où ceux-ci avaient été couronnés empereurs.

[27]) *Ibidem.* c. 42. p. 312.

[28]) *Böhmers Regest. Karol. Ital. Karol.* n. 1372, 1376, 1379, 1381 et 1385, p. 129—130. Pour *l'Istrie* voyez le traité fait en 933 entre le Doge et le patriarche de Grado et *Wintickis* margrave (*marchio*) d'Istrie,

reçut à Pavie une députation du doge *Urso* de Venise auquel il confirma les privilèges et les immunités accordées aux Vénitiens par les rois d'Italie ses devanciers[29]).

Ayant de la sorte rétabli l'autorité royale dans le nord de la péninsule des deux côtés du Pô, depuis Suze jusqu'à Trieste, Hugues dirigea ses vues sur les deux versants de l'Apennin. Il occupa d'abord l'exarchat de Ravenne, ou la Romagne[30]), qui avait secoué le joug de Rome depuis que les Papes étaient retenus en prison ou en tutèle par les sénateurs et les courtisanes romaines[31]). Il conquit ensuite les marches de Spolète et de Camérino ou de Fermo, y réunit la Sabine qu'il détacha du duché de Rome[32]), et confia à son propre neveu le margrave Théobald le gouvernement de ces marches centrales[33]). En même temps il donna à *Ratfred*, son parent, l'abbaye de Farfa, tombée depuis près d'un demi siècle en ruine, abbaye que ce nouvel abbé restaura et à laquelle il rendit en peu d'années son ancien lustre[34]). Enfin il soutint par ses armes l'indépendance des princes de Capoue et de Bénévent contre les empereurs d'Orient qu'il contraignit ainsi à acheter chèrement son alliance[35]). Ainsi dès les premières années de son règne le nouveau roi était

---

D^os. nostros Ugonem (ann. VII.) *et Lotharium* (ann. II.) reges (*Apud Lunig Codex. Ital. Dipl.* t. II. p. 1946. n. 3.)

29) *Danduli Chr. Venet.* ap. *Muratori,* ss. t. XII. p. 20.

30) Dipl. du roi Hugues daté de *Ferrare* (ann. 1. regni) 928. 10 mars. (*Murat. Antiq. Ital.* t. V. p. 937.)

31) *Liutprand.* lib. III. c. 43 et *Legat. Constantin.* c. 7. et 15. *l. c.* p. 312 et 348—350. — A Ravenne on datait les chartes des années du règne de *Hugues* et de *Lothaire* ainsi que de celles des papes. (*Murat. Ann. d'Ital. ad ann.* 939.)

32) *Chron. Farfense* apud *Muratori,* ss. t. II. p. 11. col. 455.

33) *Liutprandi Antap.* lib. IV. c. 8. l. c. p. 347.

34) *Chron. Farfense.* „A rege Hugone ordinatus est abbas *Ratfredus* . . . . qui cœpit viriliter agere in omnibus hujus monasterii utilitatibus.“ (*Muratori, ss. t. II. pars. II.* p. 455.)

35) *Liutprand. Antap.* lib. IV. c. 8. p. 316. — Legatio. c. 7. p. 348.

parvenu à restituer au royaume d'Italie ses anciennes limites et à faire partout prévaloir son autorité souveraine[36]).

Non moins jaloux de se concilier au dehors les rois et les princes étrangers que de faire respecter son pouvoir au dedans, Hugues fit alliance avec Henry-l'Oiseleur, roi de Germanie, et avec la cour de Constantinople, à laquelle il envoya de riches présents[37]). Il repoussa victorieusement l'agression du duc de Bavière, Arnoul-le-Mauvais, auquel la trahison avait ouvert les portes de Vérone[38]), et s'il ne put préserver tout-à-fait l'Italie des invasions hongroises et sarrasines, il empêcha du moins que ces irruptions soudaines ne devinssent aussi désastreuses pour ses sujets que l'avaient été celles qui avaient eu lieu auparavant[39]). Il ne se servit point, comme l'empereur Bérenger, des Hongrois contre ses adversaires domestiques[40]), et s'il se fit un rempart des Sarrasins cantonnés dans les défilés des Alpes, ce fut pour se défendre contre une attaque venant du dehors, et non pas comme un moyen d'oppression au dedans. Après lui le roi Adalbert, fils de Bérenger II, que les Italiens préconisèrent comme un zêlé patriote et le défenseur de leur nationalité[41]), ne crut pas au-dessous de lui de chercher un refuge parmi les pirates de la Garde-Frainet[42]), et de s'en servir contre les armes d'Otton-le-Grand.

---

36) C'est-à-dire depuis les *Alpes* jusqu'au *mont Cassin* à l'exception de Rome qui ne reconnaissait la suprématie des rois d'Italie que du moment où ils avaient reçu la couronne impériale.

37) *Liutpr. Antap.* lib. III. c. 21 et 22. *Legatio.* c. 7. l. c. p. 306 et 348.

38) *Ibidem.* lib. III. c. 48 et sequ. p. 314.

39) *Ibidem.* lib. V. 19. p. 332.

40) *Liutpr. Antap.* lib. II. c. 42. „Verum quia Berengarius I. firmiter suos fideles habere non poterat, amicos sibi *Hungarios* fecerat.“ *(l. c.* p. 296.)

41) *Sigonius l. c.* lib. VII. p. 274. „Johannes papa, *Berengarium,* ut qui Italici sanguinis esset, retinendum, *Othonem* vero, ut hominem Germanum ejiciendum, cogitans.

42) *Liutpr. hist. Ottonis.* c. 4. „Adalbertus Italiam deserens Fraxinetum adiret, seque Sarracenorum fidei commendaret.“ *(l. c.* p. 340.)

La dureté que les Italiens reprochaient à Hugues[43]), lui fut sans doute dictée par la nécessité de réprimer sans cesse l'audace des factions. Aussi *Liutprand* qui, du reste, ne dissimule ni les rigueurs ni les faiblesses du roi, fait la remarque que ce ne fut qu'à dater de la sévérité extrême avec laquelle il châtia la révolte de Pavie que ses sujets commencèrent à honorer la personne du souverain et à respecter l'autorité royale dont auparavant ils ne tenaient aucun compte[44]).

Quant au grief, plus sérieux, d'avoir préféré ses parents et même des étrangers aux nationaux dans la distribution des bénéfices et des grands emplois du royaume[45]), ce système lui était commun avec la plupart des souverains de son temps: Otton-le-Grand semble même l'avoir érigé en maxime de gouvernement[46]) au point de démembrer le royaume d'Italie dont il détacha les marches de Trente, de Vérone et d'Istrie (en 952) pour les réunir à l'apanage de son propre frère le duc de Bavière[47]). Du reste bien loin d'avoir rien gagné à la chûte des Hugonides, les Italiens eurent à supporter sous le gouvernement de la maison d'Ivrée le poids d'une tyrannie beaucoup plus humiliante et plus oppressive[48]): on accuse en outre Bérenger II et sa femme Willa d'y avoir ajouté la vénalité des

---

43) *Liutpr. Antap.* lib. V. c. 18. l. c. p. 332.

44) *Liutpr. Antap.* lib. III. cap. 41. p. 312.

45) *Ibidem.* lib. V. c. 18. „Nec clam est .... quam invisum Rex Hugo imperio se duro Italicis cunctis effecerit, præsertim cum et concubinarum filiis ac Burgundionibus sit dignitates largitus.“ (*l. c.* p. 332.)

46) *Liutolf,* son fils, fut fait duc de Souabe ou d'Allemanie; *Conrad,* son gendre, duc de Lorraine; le comté de Modène fut donné à un allemand nommé *Widon,* son parent. (*Contin. Reginon. Chron.* ap. Pertz. ss. t. I.)

47) *Contin. Reginonis in Chr.* ad ann 952. *ap. Pertz.* t. I.

48) Voy. *Chron. Salernit.* c. 169. — *Ap. Pertz.* ss. t. III. p. 153. — Nous ne citons pas *Liutprand,* ennemi personnel de Bérenger II et de Willa qui le persécutèrent au point qu'il dut se réfugier à la cour d'Otton-le-Grand.

fices et des emplois publics et le honteux trafic de la justice souveraine [49]).

Il faut donc convenir que les moyens auxquels Hugues eut recours, principalement dans la deuxième époque de son règne, pour combattre la tourmente des partis contraires et pour conserver le trône d'Italie à sa dynastie, ne furent ni plus rigoureux, ni plus impolitiques que ceux qu'avaient employés ses prédécesseurs, et que ses successeurs mirent également en œuvre, pour défendre un pouvoir toujours remis en question par la révolte et la trahison [50]). L'humanité condamne et notre civilisation repousse ces remèdes violents et même cruels empruntés aux traditions du Bas-Empire; mais il est juste d'en imputer l'usage à la barbarie du siècle plutôt qu'aux dispositions naturelles de Hugues de Provence qui ne parait nullement avoir été enclin à la cruauté [51]).

Quoiqu'il en soit, selon le témoignage presqu'unanime des contemporains, Hugues rachetait les défauts ou les vices dont on l'accuse par des qualités éminentes et de grands talents que certains écrivains modernes se sont plu à passer sous silence [52]). Il brillait dans les conseils par sa prudence et sa haute intelligence du gouvernement de l'état, et déployait dans l'action autant d'énergie et de courage que d'habileté et de

---

49) *Widukindi. Rer. Saxon.* lib. III. *c.* 7. »Eo tempore regnavit in Longobardia Berengarius homo ferus et avarus, et qui omnem justitiam pecunia venderet.« (*l. c.* p. 452.)

50) Non seulement en Italie, mais en France et même en Germanie. Voyez les remarques de Mr. *Guadet* sur *Richer*, l'historien du Xe siècle. I. p. 84 et 85.

51) Le savant *Muratori* appelle Hugues un petit Tibère (*Ann. d'Ital. ad ann.* 925.) Autant vaudrait flétrir de ce nom le Grand *Otton* qui après le soulèvement de Rome en 967, fit pendre 13 patriciens romains, décapiter ou aveugler les autres, et déporter en Allemagne les prélats, les comtes et les consuls Italiens qui avaient pris parti contre cet empereur. (*Reginonis Continuat.* ad ann. 967. l. c. *Liutpr. in Legat.* c. 5. p. 348. — *Muratori* l. c. ad ann. 967.)

52) Par ex.: *Muratori, ann. d'Ital.* ad annos 925 et 935 et *C. Cantu, Hist. univers.* (trad. fr. de Léopardi) t. IX. p. 232.

finesse. Son ambition bien qu'excessive n'était cependant pas cupide ou vulgaire. Il se montra bienfaisant envers les pauvres autant que libéral envers les églises [53]). En prenant de simples particuliers sous sa sauvegarde immédiate [54]), ce roi protégea efficacement les petits propriétaires contre la tyrannie des grands [55]). Il porta un grand respect à la religion et l'honora dans la personne des hommes pieux qui, comme Saint-Odon, abbé de Cluny, se dévouaient à la réforme des monastères [56]). Dans les différents voyages que cet illustre abbé fit en Italie, il obtint du roi la restitution des biens soustraits aux abbayes de *Cœli Aurea* de Milan, de Subbiaco, du Mont-Cassin et de Volturno dans la Campanie, et la confirmation de leur privilèges [57]). On peut citer en outre les abbayes de Farfa, de S. Flora d'Arezzo, de Bobbio, et d'autres qui éprouvèrent également les effets de la protection et de la royale munificence de Hugues [58]). Enfin il fit reconstruire avec magnificence et à grands frais le palais des anciens rois Lombards à Pavie [59]), détruit en 924 par les Hongrois, et que le roi Bérenger, successeur des Hugonides, brûla de nouveau au moment d'en être expulsé par Otton-le-Grand [60]). Il aima et encouragea les lettres et ceux qui les cultivaient et les admit fréquemment dans les conseils de la couronne. Parmi eux on citera les deux *Atton* dont l'un fut évêque de Verceil et l'autre de Côme, ainsi que l'archichancelier Gerland, abbé de Bobbio [61]).

---

53) Voy. *Liutprand. Antap.* lib. III. c. 19. l. c. p. 308. — *Leo Ostiens. Chr. Cassin.* lib. I. c. 61. l. c. t. VII. p. 623.

54) Dipl. de Hugues de l'an 928. (*Böhmer's Regest. Karol.* No. 1380 et 1381.)

55) *Domnizo, in vita Mathildis.* lib. I. cap. 1. *apud Muratori* ss. t. V. p. 346.

56) *Mabillon, ann. Bened.* t. III. p. 444—445.

57) *Böhmer* l. c. No. 1383, 1405, 1406, 1408, 1414. p. 129—133.

58) *Böhmer* l. c. No. 1390, 1403, et *passim* p. 129—133.

59) *Muratori Ann.* ad ann. 935.

60) *Ibid.* ad ann. 961.

61) Voy. *S.-Marc. Hist. abr. de l'Italie* t. II. p. 637 et 651.

Hugues fut souvent trompé dans le choix qu'il fit de ses ırents et de plusieurs étrangers pour leur confier des emplois evés dans l'état. Quelques-uns, comme son frère Boson de ɔscane, Manassès d'Arles, son neveu, et le fameux Rathier Vérone, payèrent par l'ingratitude et la trahison les bienfaits leur souverain [62]). En revanche, son fils *Hubert* qu'il créa ıc de Toscane, son neveu *Théobald* et le comte *Sarillon*, succıssivement ducs de Spolète, le fameux *Aleran* de Montferrat le brave *Atton* (Azzo) [63]) qui donna asyle dans son château de *ınosse* à la reine Adélaïde, veuve de Lothaire, et d'autres perɔnnages moins célèbres, dont la haute fortune en Italie reonte au régne des *Hugonides*, justifièrent pleinement la conınce du roi Hugues, soit par leur fidélité à sa dynastie, soit ır la renommée qu'eux ou leurs descendants se sont acquise ıns la péninsule Italienne [64]).

Ainsi la postérité *morganatique* de Hugues de Provence, ıoiqu'écartée du trône électif de Lombardie et persécutée par la aison royale d'Ivrée, dut à sa popularité autant qu'à son ıergie d'avoir pu se maintenir jusqu'à l'extinction de sa lignée asculine dans la possession héréditaire de l'Italie moyenne. Sous s divers titres de duc de Toscane et de Spolète, de margrave

---

62) Ce malheur avait frappé avant lui l'empereur Bérenger (*Liutandi Antap.* lib. II. c. 33. p. 294), et ne fut point épargné à Otton-Grand qui trouva des rebelles dans sa propre famille. (*Reginon. ır. Contin.*)

63) Le célèbre Atton (*Azzo*), fils de *Sigefroi*, qui batit le château *Canosse* sous le règne des *Hugonides*, se montra, quoique *Lombard*, dversaire déclaré de Bérenger et devint le défenseur le plus intrépide la reine *Adélaïde*, veuve de Lothaire (Voy. *Domnizo*, *vit. Mathildis*, ı. I. c. 1. *ap. Muratori* ss. t. V. p. 345 et sequ.)

64) A ceux qu'on vient de nommer, on pourrait ajouter *Ubert* et n fils *Adalbert*, créés *comtes d'Asti* (ann. 940 et 948). (*Histor. Patr. ɔn.* t. I. col. 123, 144 et 159). Un comte bourguignon nommé *Azzon* et n neveu *Bérard* ou *Gérard* qui fondèrent (ann. 928—930) la puissance nastique des *comtes de Marsi* dans les Abruzzes. (*Leo Ostiens. Chr. ıssin.* lib. I. c. 61. l. c. p. 623 et *passim.* — *Monum. Comit. Marsorum* . *Muratori* ss. t. II. p. 676.)

de Camérino ou de Fermo et de légat impérial dans la Romagne ou *l'exarchat* de Ravenne, *Hubert-le-Salique*, fils du roi Hugues, et son petit-fils *Hugues* auquel les Italiens décernèrent le surnom de *Grand*, gouvernèrent l'un après l'autre sous l'empire des trois Ottons, les riches contrées qui s'étendent des deux côtés de l'Apennin entre le golfe de Saint-Boniface et la mer Adriatique[65]).

Le duc Hugues fils de Hubert étant mort en 1001, à l'âge d'environ cinquante ans, sans laisser d'enfants légitimes[66]), sa succession fut partagée entre ses deux soeurs, et l'immense héritage de cette branche des Hugonides accrut démésurément la richesse et la puissance des nouvelles maisons souveraines de *Toscane*, d'*Este* ou de Modène et d'autres maisons princières de l'Italie moyenne et supérieure[67]). L'une des soeurs de *Hugues-le-Grand*, nommée *Willa* ou *Guilla*, comme sa mère, fut mariée au margrave *Tédalde* ou *Téobald* de Ferrare[68]), fils d'*Atton* ou Azzon, seigneur de *Canosse* et comte de Modène et de Reggio, le vaillant champion d'Adélaïde de Bourgogne, veuve du roi Lothaire, qui avait cherché dans la forteresse de Canosse un refuge contre les persécutions du roi Bérenger[69]). Suivant l'opinion la plus accréditée *Willa* qui fut mère du duc *Boniface* et *ayeule* de la grande comtesse *Mathilde*, aurait porté en dot au comte Théobald, son mari, les droits des Hugonides sur

---

65) Voy. *Petr. Damiani Oper. lib.* VII. *epist.* XII. et *Gerberti Epist.* 158. „Gerberto Papæ Otto Imperator III (ann. 1000). *Hugonem Tuscum* comitem (lege *ducem*), Spoletinis et Camerinis præfectum, . . . cui octo comitatus contulimus, nostrumque legatum præfecimus." (*Duchêne ss.* t. II. p. 826.)

66) *Hugues-le-Grand, duc de Toscane,* et légat impérial (*præfectus*) dans les marches orientales et centrales sous Otton III., dont il fut le tuteur, mourut le 21 décembre 1001. (Orig. Guelf. t. I. p. 148.)

67) Voy. *Orig. Guelf.* t. I. p. 212. tab. II. et p. 460. tab. III. et *passim*.

68) *Teudaldus* marchio, filius *Adalberti* (qui et *Atto*) quondam marchionis, pro anima *Willæ* quondam conjugis meæ et filiorum meorum. Actum in Rocca *Canossa* ann. 1007. (*Orig. Guelf.* t. I. p. 412 et 518.)

69) *Domnizo, vita Math.* lib. I. c. 1. l. c. — *Muratori Ann. d'Ital. ad ann.* 951.

le duché de Toscane et sur les marches de Spolète et de Camérino que cette princesse si célèbre dans l'histoire gouvernait en souveraine au XI[e] siècle et au commencement du XII[e] [70]).

L'autre soeur de Hugues-le-Grand appelée *Waldrade* du nom de sa grand-mère maternelle[71]), devint la seconde femme du doge *Pierre Vital Candiano*, de Venise, qui l'épousa vers l'an 970. Elle lui porta en dot les riches domaines que sa maison possédait sur les confins de la Vénétie[72]), entre Padoue et Ferrare, entr'autres *Este*, *Rovigo*, *Monsélice* etc.[73]), qui formèrent plus tard la principauté d'Este. Ce doge ambitieux et turbulent ayant été tué en 976 avec son fils Pierre, encore enfant, dans une émeute du peuple de Venise[74]), Waldrade, sa veuve, retirée à la cour de l'impératrice Adélaïde, avec une fille de même nom née de Pierre Candiano, obtint de l'empereur Otton la restitution de ses biens dotaux, et maria plus tard cette fille unique[75]) au marquis *Albert-Azzon* lequel parait avoir été le premier qui transféra la résidence ordinaire de son illustre maison dans le château *d'Este*[76]), faisant partie de la dot de Waldrade, sa première femme, petite-fille du duc Hubert de Toscane et arrière petite-fille de Hugues, roi d'Italie[77]).

---

[70]) *Petri Damiani* lib. VII. Epist. 12. — *Orig. Guelf.* t. I. lib. III. c. 3. p. 410 et 460. Tab. généal. 11.

[71]) *Waldrade* ou *Gualdrade*, soeur du roi Rodolfe II de Bourgogne, et femme de *Boniface-l'Ancien* duc de Spolète. (*Orig. Guelf.* t. I. p. 398.)

[72]) *Petrus Candianus*, Hugonis marchionis (Tusciæ) sororem, *Hwaldrada* nomine in conjugio accepit, a qua servorum et ancillarum copiis, prædiisque maximis, dotalicio jure acceptis etc. ann. 970. *Johann Chr. Venet.* ap. Pertz, ss. t. VII. p 25.

[73]) Voy. *Orig. Guelf.* t. I. p. 212, 266 et 275.

[74]) *Johannis Chr. Venet. ubi supra.*

[75]) *Waldrada*, interfecti ducis consors, *lege salica desponsata*, coram Adelheide imperatrice etc. (*Dandolo, in Chron. Venet. ap Muratori*, ss. t. XII. p. 212.)

[76]) *Orig. Guelf.* t. I. p. 184 §. 6.

[77]) *Muratori Ant. Estens.* t. I. p. 204. Dans cette hypothèse la descendance du roi Hugues se serait perpetuée en Italie dans la mai-

Au jugement peut être trop sévère des écrivains de notre temps sur ce monarque provençal, nous opposerons le témoignage des historiens plus anciens de l'Italie, qui, quoique patriotes zélés, semblent avoir été plus exempts de préjugés nationaux et moins prévenus que les modernes contre les princes étrangers appelés à régner sur eux. Sans parler de *Léon*, évêque d'Ostie, († ann. 1112) qui vante la prudence et l'énergie de Hugues[78]), ni de *Domnizon*, l'historien de la grande comtesse Mathilde de Toscane[79]), qu'on ne suspectera pas de prédilection pour la domination étrangère, nous nous en tiendrons au témoignage de *Sigonius*, écrivain national du XVIe siècle fort estimé de ses compatriotes pour son savoir et son impartialité. Suivant cet historien, »les »grandes qualités dont Hugues de Provence était doué, l'au»raient fait compter parmi les plus excellents rois de l'Italie, »s'il eût préféré être aimé plutôt que redouté de ses sujets«[80]). Il est certain que ce monarque se montra fort rigoureux envers les grands de l'état; mais d'un autre côté, il parait qu'il s'acquit parmi les classes inférieures une popularité fondée sur sa justice et sur son équité, dont le souvenir survécut à sa chûte[81]). Du reste l'histoire du IXe et du Xe siècle est là pour nous apprendre que dans ces temps remplis de tumulte et de violence, les vertus dont la pratique procure aux rois l'amour de leur su-

---

son *d'Este-Modène* par les femmes. (Voy. *l'Art de vérif. les Dates* in-fol. t. III. p. 711 et 748)

78) *Leo Ostiens.* lib. I. c. 61. »Hugo rex qui et prudentia maxima et virtute multa pollebat . . . strenue ac viriliter Italiæ regnum . . . obtinuit.« (*Ap. Pertz,* ss. t. VII. p. 623.)

79) Domnizo, vita Mathildis. lib. I. c. 1. »Rex optimus extitit Hugo, atque pie, juste, regnum regit; (sub) Imperio suo ausus erat nullus minimis vi tollere sumptus.« (*l. c.* p. 346.)

80) *Sigonius de regno Italiæ.* lib. VI. p. 265. »Hugo rex... vir, si amari, quam metui ab Italis maluisset, inter primores Italiæ reges propter eximias virtutes ejus merito numerandus.«

81) *Domnizo in vita Mathildis,* lib. I. c. 1. Domnizo, contemporain de la grande comtesse Mathilde, écrivait au commencement de XIIe siècle.

jets, étaient impuissantes pour gouverner des états où les grands donnaient l'exemple de la perfidie et rivalisaient entr'eux d'ambition et de cupidité, sans respect pour l'autorité royale et sans se soucier du bien public[82]).

En ce qui regarde la Provence, quelle que soit l'opinion qu'on professe sur la légitimité du pouvoir absolu que Hugues conserva dans ces contrées jusqu'à sa mort et qu'il exerça sous divers titres pendant l'espace de près d'un demi-siècle[83]), ce pouvoir, loin d'être oppresseur, parait plutôt avoir diminué l'étendue et le poids des calamités publiques causées par les pirateries des Sarrasins et les irruptions d'autres barbares, qu'il contint dans d'étroites limites par la terreur de ses armes ou par des capitulations plus ou moins avantageuses pour les populations répandues dans le plat-pays. En même temps il s'attacha à réparer les malheurs qu'il n'avait pas pu prévenir, par tous les moyens qui étaient en usage dans ces temps reculés. Les grands monastères de Saint-Pierre de Vienne, de Romans sur l'Isère et de Saint-Theudère ou Saint-Chef en Viennois, doivent à Hugues de Provence leur rétablissement et la majeure partie de leurs grands biens. Il est en outre très-probable que ses héritiers, en fondant l'abbaye de *Mont-majour-les-Arles* et en la dotant avec une profusion royale, ne firent qu'exécuter les dernières volontés de ce prince mourant; prêt à rendre compte à Dieu de l'usage des biens temporels dont il s'était vu comblé pendant sa vie[84]).

Quoiqu'il en soit, si le roi Hugues a trouvé beaucoup de détracteurs au-delà des Alpes, sa mémoire n'en est pas moins

---

[82]) *Richeri hist.* lib. I. c. 4. „Regnorum principes nimia rerum cupidine sese præire contendebant, nemo regis provectum, nemo regni tutelam quærebat.“ (*l. c.* t. I. p. 12.)

[83]) Rappelons ici que quelques historiens français du XVII[e] et du XVIII[e] siècle, trop préoccupés des prétendus droits de la couronne de France sur le royaume de Provence, flétrissent *Boson*, *Louis*, et *Hugues* du nom *d'usurpateurs*, épithète qui appliquée au IX[e] et X[e] siècle, paraîtra pour le moins *puérile*.

[84]) *H. Bouche*, *hist. de Provence.* t. I. p. 787.

demeurée très-populaire en-deçà, surtout parmi les Provençaux qui gardent traditionnellement la mémoire du joyeux avènement du »ROI HUGUET.«

En résumant à la fin de cette étude les principaux actes de la vie de Hugues de Provence, nous avons tâché de les apprécier non d'après les sentiments de la civilisation moderne, mais en tenant compte des circonstances ainsi que de l'âpreté des caractères et de la violence des moeurs de son propre temps.

NOTES ADDITIONNELLES.

lbéric-le-Jeune étant parvenu à supplanter sa mère Maro-
.ns le gouvernement de Rome et à en exclure son beau-
e roi Hugues, les vues que celui-ci pouvait avoir sur l'em-
'Occident, qui était demeuré vacant depuis la mort tragi-
le l'empereur Bérenger, échouèrent contre la résistance
tre de ce nouveau patrice romain, ainsi qu'il a été dit
ant. Resterait à examiner jusqu'à quel point les papes
lèrent Albéric dans sa résistance, et quel rôle ils jouèrent
la lutte que ce prince soutint contre les rois d'Italie pen-
ılus de 20 ans avec assez de succès pour lui valoir une
ne célébrité.
ans ses études critiques sur l'histoire d'Italie un savant
micien Piémontais [1]) pense avoir résolu cette question obs-
:n admettant que les papes firent dans cette circonstance
commune avec Albéric. A cet effet il suppose, contre
vraisemblance, qu'une séparation du sacré et du profane,
ı pouvoir spirituel et de l'autorité temporelle, dans Rome,
tua dans un but d'indépendance nationale ou d'utilité
ıle avec le concours ou le consentement plus ou moins
les cinq papes qui occupèrent successivement la chaire
int-Pierre pendant le patriciat d'Albéric II, c'est-à-dire de
954 [2]). Cette manière d'envisager les choses se ressent
nment de certaines idées modernes qui paraissent avoir

Voyez *L. G. Provana, Studii critici sovra la Storia d'Italia. de l'Acad. roy. de Turin,* deuxième série t. VII. ann. 1845.)
Idem. l. c. p. 76. les cinq papes furent: Jean XI. 931. Léon 36. Etienne VIII. 939. Marin II. 942. Agapit II. 946.

influé sur le jugement généralement si éclairé et si impartial du savant académicien dont nous parlons. Son opinion nous semble d'ailleurs tout-à-fait incompatible avec le témoignage des écrivains contemporains.

Après avoir fait la peinture la plus triste de la décadence du pouvoir et de la dignité pontificale et de l'anarchie qui régnait dans Rome depuis plus d'un quart de siècle au moment de l'avènement de Hugues de Provence au trône de Lombardie[3]), Liutprand de Pavie, qui ne dissimule ni l'ambition croissante de ce monarque, ni l'insuccès de ses tentatives répétées pour se rendre maître de la cité papale[4]), s'accorde avec *Flodoard* de Rheims[5]) et son contemporain *Benoit* le chroniqueur, moine du mont Soracte dans la Campanie[6]), pour nous montrer le patrice Albéric II comme un tyran dominant dans Rome par la terreur et le despotisme, retenant les papes dans une dépendance absolue qui équivalait à la prison et leur laissant tout au plus la liberté de remplir les fonctions les plus indispensables du sacerdoce[7]). Les historiens du X[e] siècle, même les mieux disposés en faveur d'Albéric, comme le moine de Soracte[8]), accusent ouvertement ce prince d'avoir » aggravé le »joug qui pesait sur le peuple romain, et d'avoir porté une » main profane sur l'indépendance du Saint-Siége «[9]).

Bien loin d'indiquer un progrès vers la liberté romaine ou

---

[3]) *Liutprandi Antap.* lib. II. c. 48. lib. III. c. 44. *Legat.* c. 5. (l. c. p. 297, 312 et 348.)

[4]) *Idem, Antap.* lib. IV. c. 2 et 3. l. c. p. 316.

[5]) *Cronica,* ad ann. 936, 942, 946. (l. c. p. 383, 389 et 393). *De Rom. Pont. Muratori.* R. It. S. t. III. p. 324.)

[6]) *Benedicti Chr.* §. 32. Ap. Pertz, ss. t. III. p. 716.

[7]) Voy. aussi *Cantu. hist. univers.* trad. *Leopardi.* t. IX. p. 273 et suiv.

[8]) *Benedict. Chr.* §. 33 et 34. donne à Albéric le titre de *gloriosus princeps* parce que ce prince restaura son couvent ruiné par les Maures.

[9]) *Bened. Chron.* §. 32. „Albericus princeps erat terribilis nimis et aggravatum est jugum super Romanos et sancte sedis apostolice." (l. c. p. 716.)

d'impliquer l'établissement d'un ordre de choses nouveau et concerté entre les deux pouvoirs dans l'intérêt du salut public[10]), ces témoignages unanimes et non équivoques feraient supposer au contraire que les papes impatients du joug, étaient secrètement portés à favoriser les entreprises du nouveau roi d'Italie, dont les vues sur Rome et la couronne impériale, paraissaient tendre plutôt à leur faire rendre le pouvoir dont Albéric les avait dépouillés.

Au moment où Hugues de Provence monta sur le trône de Lombardie (926), la chaire de Saint-Pierre était occupée par Jean X. Après avoir chassé les Sarrasins du mont Garillano, et soustrait le Saint-Siège à la tyrannie d'Albéric I, ce pontife énergique avait cependant été l'un des premiers princes italiens à reconnaître le nouveau souverain et à traiter avec lui des intérêts de l'Eglise dans l'entrevue de Modène[11]).

Le roi Hugues parait avoir été complétement étranger à la révolution qui précipita ce pape du trône et qui lui coûta la vie. On l'impute par contre à Marozie, veuve d'Alberic I et à son second époux Guy, margrave de Toscane[12]), prince dont la race est considérée cependant comme éminemment nationale par les Italiens[13]). Au bout de moins de trois ans, Jean XI, fils de Marozie et par conséquent frère utérin d'Albéric II., monta sur la chaire de St.-Pierre à l'âge de 25 ans[14]). Redoutant avec raison la turbulence de la noblesse romaine enhardie par la mort prématurée de Guy de Toscane, le nouveau pape avait dû s'entendre avec sa mère pour prévenir de nouveaux complots contre son autorité, en s'appuyant sur le roi d'Italie et en l'invitant à venir à Rome, où Hugues vint en effet et où il

---

10) Voy. *Provana*. l. c. p. 175. (note 4) et sequ.

11) *Liutprandi Antap.* lib. III. c. 17. p. 310.

12) *Idem.* lib. III. c. 43. l. c. p. 312.

13) *Muratori Ann. d'Ital.* ad ann. 931.

14) *Flodoardi vita Rom. Pontif.* apud *Muratori.* ss. t. III. p. 2. col. 324

épousa publiquement Marozie en 932[15]), ainsi qu'il a été dit ci-devant. La participation du pape Jean XI à toutes les démarches de sa mère est clairement indiquée par Flodoard dans son histoire des Papes[16]). C'est pourquoi dès qu'Albéric, fils de Marozie, eut soulevé le peuple contre le roi, son beau-père, et qu'il se fut emparé dans Rome d'un pouvoir dictatorial sous les titres de patrice et de consul, le premier acte de ce nouveau dictateur fut de se saisir de la personne du pape et de l'enfermer, ainsi que leur mère, dans un cloitre où l'un et l'autre finirent leurs jours dans une étroite prison[17]).

Léon VII et Etienne VIII qu'Albéric éleva successivement au trône pontifical, bien loin de se montrer hostiles aux vues du roi d'Italie, usèrent au contraire du peu de liberté que leur accordait le patrice pour tâcher de rétablir la paix entre Hugues et Albéric avec l'aide d'Odon de Cluny, que ces deux papes appelèrent à plusieurs reprises à Rome pour travailler à la pacification de l'Italie[18]). A cette occasion nous avons parlé des relations que ce monarque entretenait avec Léon VII, relations dont on trouve une preuve assez explicite dans l'acte d'incorporation du monastère de Charlieu à l'abbaye de Cluny, acte concerté entre ce pape et le roi Hugues au bénéfice d'Odon[19]). Les rapports du roi d'Italie avec le Saint-Siège devinrent encore plus intimes sous le pontificat de Marin II, comme le démontre une bulle de ce pontife donnée au palais de Latran la deuxième année de son siège[20]). Dans cette bulle portant confirmation

---

15) Benedicti Chron. §. 32. l. c. p. 715.

16) *Flodoardus, vita Pontif.* „Johannes XI .... a fratre patricio, juris moderamine rapto, qui matrem rerum fastigia (regi Hugoni) tradere conantem .... Johannem ... claustri custode subegit.“ (*l. c*)

17) *Flodoardi Chron.* ad ann. 933. (*ap. Pertz, Mon. Germ.* ss. t. III. p. 382.)

18) Vid *Mabillon*, *Ann. Bened. ad ann.* 939—942. t. III. p. 444 et 458.

19) *Mabillon*, *Ann. Bened.* t. III. p. 486. „Abbatiam Cari loci ... Odon (Cluniac. abbas) .... *Hugone rege ordinante a Leone papa* VII. obtinuit.“

20) Bulla Marini II. papæ, data *Pal. Lateranensi*, III. Idus Junii,

des possessions et des privilèges de l'église d'Adria, aux bouches du Pô, le pape déclare que cette confirmation a été octroyée à la demande expresse du sérénissime roi Hugues auquel ce pontife donne le titre de TRÈS-CHER FILS[21]). Les années du règne de Hugues sont marquées dans cette bulle en même temps que celles du pontificat de Marin[22]). Quoique le patrice Albéric ait affecté de dater ses propres chartes des années du pontificat des papes élus sous ses auspices[23]), néanmoins le chroniqueur Benoit de Soracte affirme que Marin, pas plus que ses prédécesseurs immédiats, n'osa rien entreprendre d'important sans la permission de ce dictateur[24]). Il y a cependant toute apparence qu'avant de mourir[25]), ce pape avait ménagé entre le roi Hugues et son gendre Albéric, un traité de paix qui ne devint définitif que sous son successeur Agapit II, ainsi qu'il a été dit en son lieu[26]).

Cette paix ayant été bientôt suivie du retour en Provence du roi Hugues, Albéric, délivré de la crainte de se voir supplanté dans le gouvernement de Rome par son beau-père, parait s'être relâché vis-à-vis d'Agapit de la rigoureuse dépendance dans laquelle il avait jusqu'alors retenu la papauté[27]). Il y a cependant tout lieu de croire que cette dépendance existait encore en 952, lorsque les Romains refusèrent l'entrée de leur

---

anno sedis ejus secundo. (Ap. *Muratori ann. Ital.* t. I. p. 947) *vidimus* de l'an 1151.)

21) *Ibidem.* „Ex præceptione *dilectissimi filii nostri* Ugonis serenissimi regis præcepimus.“

22) *Ibidem.* „Anno sedis ejus secundo et domini Ugonis regis . . .“

23) Diplôme d'Albéric II. daté de Rome en 945. „Pontificatus D. Marini II. papæ anno tertio; Albericus princeps Romanorum.“ (*Scheid. orig. Guelf.* t. I. p. 248.)

24) *Benedicti Chron.* §. 32. „Electus Marinus papa (ann. 942) non audebat adtingere aliquod extra jussio Alberici principis.“ (*l. c.* p. 716.)

25) *En janvier* 946.

26) *Flodoardi Chron. ad ann.* 946. „*Marinus* papa decessit, cui successit *Agapitus;* et pax inter Albericum patricium et Hugonem regem *depascitur.*“ (l. c. p. 393.)

27) Voy. *Studii critici.* l c. p. 177 et 178.

ville à Otton-le-Grand [28]). Le chroniqueur de Soracte semble attribuer au patrice Albéric lui-même ce refus [29]), dont on voudrait faire honneur au pape Agapit [30]). Il faut conclure de là que pendant toute la durée du patriciat d'Albéric II les papes ne furent nullement libres dans leurs volontés, et que la tyrannie qu'il exerça sur le Saint-Siège et le peuple romain, dura autant que sa vie; il semble même qu'il s'efforça autant qu'il dépendit de lui de la prolonger au-delà de son tombeau.

Peu de temps avant sa mort (ann. 954) [31]) le patrice découvrit et châtia avec une rigueur excessive un complot formé contre sa personne par des évêques romains et des membres de sa propre famille [32]). Enfin sentant les approches de sa fin, Albéric II voulut profiter de la terreur des supplices infligés aux conspirateurs pour rendre la dictature héréditaire dans sa maison en faisant proclamer patrice de Rome son fils *Octavien*, jeune clerc à peine adolescent, qu'il avait eu d'une concubine avant son mariage avec Alda, fille du roi Hugues [33]). En même temps Albéric fit promettre sous serment aux Romains d'élire ce fils naturel souverain pontife après le décès d'Agapit [34]). Ce pape mourut à la fin de l'an 955 et dès le mois de janvier sui-

---

28) *Flodoardi Chron.* ad ann. 952. l. c. p. 401.

29) *Bened. Chron.* §. 34. „Albericus . . . . a regibus terræ Longobardum seu *Transalpine* nullus robore suis temporibus in Romanæ finibus non sunt ingressi.“ (*l. c.* p. 717.)

30) *Studii Critici.* l. c. p. 180.

31) *Chron. Farfensis, ap. Muratori, ann.* hoc anno.

32) *Benedicti Chron.* §. 34. l. c. p. 717.

33) *Ibidem*, §. 34. „Genuit (Albericus) ex concubina filium *Octabianum.* (*l. c.*) Albéric n'épousa Alda qu'en 936. (*Flodoardi Chr.* hoc anno.) *Scheidius, orig. Guelf.* (t. 1. p. 131) suppose que Jean XII était fils d'*Alda*; c'est un erreur. *Liutprand* (*Legat.* §. 50. l. c. p. 358) dit positivement „*Papa romanus* (Johannes XII) *Alberici filio* ADULTERO . . . .“.

34) *Benedicti Chron.* l. c. „Albericus . . . languescere cœpit, cunctos Romanos nobiles ad se venire fecit, et omnes promiserunt fide per sacramentum, ut Octabianum filium suum papam eligerent . . .“

at Octavien s'empara du St.-Siège[35]) et prit le nom de Jean XII. papé réunit ainsi sur sa propre tête la tiare pontificale avec couronne de patrice, chose qui ne s'était jamais vue auparavant, et par sa conduite et ses moeurs dissolues[36]), il combla mesure des scandales dont Albéric et sa famille avait rempli ome pendant plus d'un demi-siècle.

Selon la remarque judicieuse d'un écrivain moderne fort crédité de l'autre côté des Alpes[37]), ce n'était ni dans l'inrêt de l'independance italienne, ni dans celui de la séparation pouvoir spirituel et du temporel[38]), mais au contraire pour miner en même temps sur l'Église et sur l'État que les princes mains élevaient au trône de St.-Pierre des papes assujettis toutes leurs volontés, afin de disposer à la fois des choses crées et profanes au gré de leur ambition ou de leur intérêt rsonnel.

Il était réservé aux Ottons d'abattre la tyrannie des factions maines et de rendre au souverain pontificat la liberté et la gnité qui lui appartient. Cette tâche que les empereurs geraniques n'exécutèrent qu'au prix de la servitude étrangère et beaucoup de sang répandu, Hugues de Provence dont l'amtion se confondait, pour ainsi dire, avec les intérêts de la tion qui l'avait appelé au trône, l'aurait probablement accomie avec moins de violence et sans remettre en question l'indéndance de l'Italie, si ses projets sur Rome n'eussent pas houé contre la résistance égoïste et forcenée d'Albéric et de noblesse romaine.

Il est permis de supposer à Hugues les mêmes vues d'ordre iblic que l'on prête aux empereurs Saxons en voyant ce roi Italie tendre au même but qu'eux, soit en interdisant les

---

35) *Flodoardi Chron.* ad ann. 954. „Alberico patricio defuncto, ius ejus *Octavianus* .... *principatum* adeptus est, quique postea, functo Agapito Papa efficitur. (l. c. p. 403.)

36) *Benedicti Chron.* §. 35. l. c. p. 717. — *Liutprand* Legat. §. 50. c. p. 358.

37) *C. Cantu. Hist. univers.* t. IX. p. 273–275. trad. franç.

38) Voy. *Provana, Stud. Crit.* l. c. p. 176 et suiv.

assemblées tumultueuses et factieuses des seigneurs italiens[39]), soit en prenant en même temps sous sa royale protection la personne et les biens de tous ceux de ses sujets qui l'invoquaient, afin de se soustraire à l'oppression que les grands de l'état faisaient peser sur les plus faibles. Ces affranchissements individuels, qui furent sans doute bien plus nombreux qu'on ne le suppose, vu le petit nombre de documents qui sont parvenus jusqu'à nous, s'étendaient non seulement aux habitants des provinces *cis-* et *transpadanes*, placées sous le gouvernement immédiat du roi, mais aussi aux habitants de *la Romagne*, du duché de *Spolète* et de *Toscane*[40]). Les Hugonides préparèrent ainsi, sans le savoir, les premiers éléments d'une population libre dans les villes et les campagnes de l'Italie.

---

39) *Domnizo*, *vita Mathildis*. lib. I. §. 1. „Rex optimus Hugo ... colloquium publicum vetuit fieri sine jussu imperioque suo.“ (*Ap. Muratori*. ss. t. V. p. 346.)

40) „Hugonis regis *Mundiburdium* quibusdam hominibus in territoriis Romaniæ, Spoleti, Tusciæ, Longobardiæ, maris-littoribus etc. concessum ann. 928. vel circa. (*Ibid. Antiq. Ital.* t. I. p. 272. t. V. p. 987.)

Tableau I.

N. N.
épouse de Beuves,
comte en Ardennes.

...aire II.
...e femme Waldrade.

N. N.
1ère femme
de Thibaud.

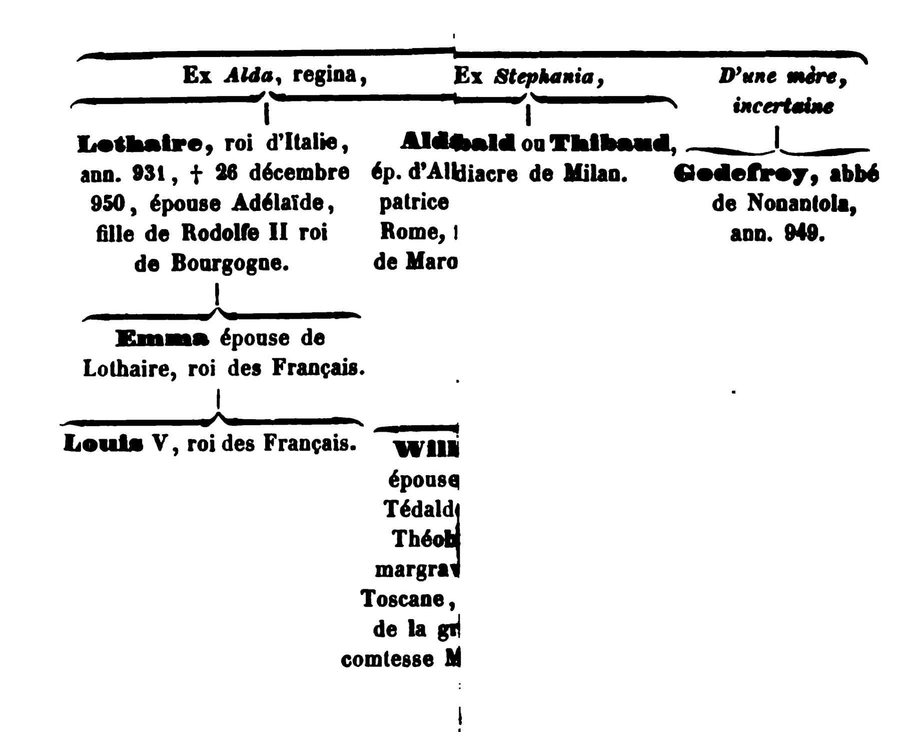
...rmengarde,
† vers 900,
...se de Bérillon,
...nte de Vienne.
...y. Tableau III.)

Gisèle,
épouse de Godefroy,
duc des Frisons.

Thiberge,
ép. Warnier,
Comte de Châlons.
(voy. Tabl. IV.)

Berthe, qui épouse,
1. Boson, comte d'Arles,
2. Raymond, comte de
Rouergue et margrave de
Gothie.

DICE,



Ex *Alda*, regina,
Ex *Stephania*,
D'une mère, incertaine
Lothaire, roi d'Italie, ann. 931, † 26 décembre 950, épouse Adélaïde, fille de Rodolfe II roi de Bourgogne.
Aldebald ou **Thibaud**, diacre de Milan.
ép. d'Al
patrice
Rome,
de Maro
Godefroy, abbé de Nonantola, ann. 949.
Emma épouse de Lothaire, roi des Français.
Louis V, roi des Français.
Will
épouse
Tédald
Théob
margrav
Toscane,
de la gr
comtesse M

Tableau IV.

FAMILLE DE MANASSES,

ARCHEVÊQUE D'ARLES ET DE MILAN.

Warnier,
Comte de Châlons, tué en combattant les Normands ann. 925.
Epouse Theutberge, soeur de Hugues, roi d'Italie.

Manassès,	**Boson II.**	**Richard.**	**Hugues** (*Ugo*),
Archev. d'Arles, 914—963, et de Milan, 947—959. † vers 966.	Comte d'Arles † 946, s. l. épouse, Berthe, fille du comte Boson Ier, nièce et héritière du roi Hugues.	. . . .	Comte d'Octavéon (*Altavonis*) ann. 937. (souche présumée des COMTES D'ALBON.)

TABLE DES CHAPITRES.

III.

Einige Nachträge zur Geschichte
des
Pfarrer Joh. Heinrich Waser von Zürich.

(Unter besonderer Bezugnahme auf dessen frühere Stellung als Pfarrer am Kreuz).

Mitgetheilt
von
A. Urner, V. D. M. Pfarrvikar
in Egg, Kantons Zürich.

Vorbericht.

In der zweiten Hälfte des vorigen Jahrhunderts hat der als Ge-
hrter und Schriftsteller bekannte, am 27. Mai 1780 in Zürich hinge-
chtete Pfarrer Johann Heinrich Waser durch seine Schicksale während
ngerer Zeit die Blicke nicht allein unseres Vaterlandes, sondern auch
eutschlands in hohem Grade auf sich gezogen. Eine unpartheiische
erson aus jener Zeit, die nachher eine Schrift herausgab unter dem
itel: „Beleuchtung des Waserischen Prozesses, grösstentheils aus
en öffentlichen Akten und den Schriften der Herren Diakon Kramer
nd Lavater gezogen, Berlin 1781" schrieb in der Einleitung: „Wenige
Monate nach Wasers Hinrichtung war ich in Zürich; alles hallte von
nichts als Wasern wieder, die einen erhoben ihn zum politischen
Märtyrer und setzten ihn dicht neben Calas; andere stürzten ihn in
den tiefsten Erebus hinunter und schilderten ihn als einen Bösewicht,
gegen welchen die Cartouches und Mandrins nur Gaukelspieler gewe-
sen wären und an der Spitze beider Partheien standen Männer von
nicht gewöhnlichem Schrot und Korne." In Deutschland war Professor
chlözer in Göttingen, Redaktor einer Zeitschrift, — selbst mit in die Sache
erflochten, — Stimmführer, und die öffentliche Meinung daselbst wandte
ch um so mehr gegen die Regierung Zürichs, als diese nach damals

in unserm Vaterlande noch herrschenden Begriffen alle Oeffentlichkeit vermied und darum auch über Wasern, seinen Charakter, seinen Prozess keine offiziellen Aufschlüsse gab, solche auch nur einzelnen Männern an einzelne zu geben erlaubte, jedoch unter der Bedingung, dass jede weitere Publikation unterbleibe. Erst der neuern Zeit war es vergönnt, den Schleier dieser Begebenheit zu lüften. Doch ist auch da noch in einzelnen Punkten nicht die nöthige Klarheit vorhanden. Ein solcher Punkt ist besonders auch der erste Prozess Wasers, in Folge dessen er seiner Stelle als Pfarrer beim Kreuz entsetzt wurde. An einzelnen Andeutungen fehlte es nicht, wie Waser mit den Vorgesetzten seiner Gemeinde Streit gehabt, wie er gegen Standeshäupter gemeine Verläumdungen ausgestossen, wie er darum entsetzt worden sei und daher seine Rache sich datire, die er an der Regierung durch seine Einsendungen an Schlözern, durch Entwendung von Staatsurkunden habe nehmen wollen. Allein Genaueres war nicht bekannt. Durch die Güte des Herrn Staatsarchivars Meier von Knonau wurden mir die Akten dieses ersten Prozesses, die noch auf dem Staatsarchive befindlich sind, zugänglich. Es sind:

1) Bericht der Obervögte von Riesbach, Küssnach und der Enden über das Betragen Pfarrer Johann Heinrich Wasers beim Kreuz in seiner Amtsverwaltung, datirt den 22. Oktober 1773.
2) Verhörakten:
   a) Erstes Verhör mit Wasern allein.
   b) Konfrontation desselben mit Obervogt N. in drei Sitzungen.
   c) Ein Zeugenverhör.
3) Rathsprotokoll vom Jahr 1774.
4) Kirchliche Visitationsakten von den Jahren 1770—1773.

Diesen bisher noch unbenutzten Quellen lässt sich mit ziemlicher Zuversicht nachfolgende Darstellung der Lebensschicksale Wasers bis zum Zeitpunkte seiner Amtsentsetzung entheben.

Johann Heinrich Waser wurde geboren den 1. April 1742. Sein Vater besass in Zürich die Bäckerei genannt »zum Höfli« und war nach allen Andeutungen ein wohlhabender Mann. Seine Mutter war Frau Maria Sigg von Ossingen. Ueber Wasers Jugend wird nicht viel erzählt. Alles deutet indess darauf hin, dass er schon frühe als tüchtiger Kopf sich auszeichnete. Mit grossem Fleisse studierte er besonders Physik, Mathematik, Mechanik und Geschichte, so dass er sich selbst erlaubten Jugendfreuden entzog und schon als Jüngling noch während seiner Studien

gegen alle bisherige Uebung zum Mitglied der physikalischen Gesellschaft erwählt wurde. Ohne allen Zweifel zeigten sich damals schon auch die fatalen Seiten seines Charakters, die ihn später in's Unglück führten. Ein schnelles, auffahrendes Wesen und besonders, dass er andere mit ihren Fehlern und Schwachheiten gern höhnte und neckte, machten ihn seinen Altersgenossen theils widrig, theils lächerlich. Wie die ganze studierende Jugend zu Zürich damals überhaupt die Vorstudien zur Theologie machen musste, so auch Waser. Unter welchen Auspicien er sich aber für die Theologie entschied, ist unbekannt. Er selbst äussert sich irgendwo, er habe an den heiligsten Wahrheiten des Christenthums gezweifelt, sei aber durch Freunde von den Zweifeln zurückgebracht worden. Die Ordination erhielt er den 9. November 1764 und den 5. April 1770 wurde er als einziger Aspirant von dem Examinatoren-Kollegium (einer Behörde dem heutigen Kirchenrathe entsprechend) zum Pfarrer an die Filiale zum Kreuz gewählt. Am 23. September gleichen Jahres erfolgte seine Einsetzung in's Amt.

In dieser ihm übertragenen Stellung konnte man nun, nach Demjenigen was von ihm bekannt war, mit Recht alles Treffliche hoffen. Dass diess bei seinen Obern der Fall war, zeigt ihre einstimmige Wahl. Aber auch zur Furcht war Grund vorhanden. Die Gemeinde scheint etwas von dieser Furcht gehegt zu haben, da es in den Visitationsakten vom 9. April 1771 heisst: »das »von Anfang an wider ihn gehegte, ungegründete Urtheil habe »sich in Liebe und Zutrauen verwandelt.« Was die unmittelbare Ursache der Streitigkeiten war, die nachher ausbrachen, ist nicht genau zu ermitteln. Schon bei der Herbstvisitation gleichen Jahres äussert der Pfarrer Unzufriedenheit, indem er zwar nur im Allgemeinen ein nicht gar schmeichelhaftes Bild von seiner Gemeinde entwirft. Die Gemeinde ihrerseits beschwert sich über eine etwas scharfe Predigt des Pfarrers. Bald nachher im November trat dann der Pfarrer mit einer Klage gegen die Vorsteher im Riesbach vor die Obervögte; er beschuldigte dieselben, dass sie in der Verwaltung der Gelder keine Ordnung hätten, namentlich seien Ansässen (Niedergelassene aus andern Gemeinden) da, die kein

Ansässengeld entrichten und ohne Vorwissen des Stillstandes in der Gemeinde seien; ja, vielleicht möchten die Vorsteher sogar der Unterschlagung schuldig sein. Die Obervögte untersuchten, fanden die Klage begründet, so dass die Vorsteher 157 Pfund ersetzen mussten und daneben noch um 24 Pfund gebüsst wurden. Die Vorsteher, dadurch gegen den Pfarrer erbittert, streuten nun in der Gemeinde aus: »der Pfarrer habe »sie auf boshafte Weise unglücklich machen wollen, sie seien »unschuldig befunden worden und den Pfarrer hätte eigentlich »die Strafe billigermassen treffen sollen, wenn er nicht ein An- »verwandter der Obervögte gewesen wäre.« Ueberdiess bezahlten sie die Busse nicht aus dem eignen Beutel, sondern aus dem Gemeindgut und stellten sie in Rechnung. Die Gemeinde und die Obervögte liessen es hingehen. Waser mochte das wieder vernommen haben. Kurz er trat wieder klagend gegen die Vorgesetzten auf bei Abnahme der Gemeinderechnung am 1. April 1772. Er beschuldigte sie neuerdings alle der ungetreuen Verwaltung des Gemeinds- und Armenguts, beharrte sogar darauf, als ihm in einem speziellen Falle die Unrichtigkeit dieser Behauptung nachgewiesen wurde und anerbot rechtsförmigen Beweis für seine Klage. Die Obervögte erbaten die Rathsherren Kilchsperger und Keller zur Untersuchung der Sache. »Obige Klage, äussern sich die Obervögte in ihrem Bericht, »habe Herr Pfarrer mit so heftigem Feuer begleitet, dass man »fast habe besorgen müssen, er hätte sich selbst vergessen.« Nicht nur Vorgesetzte und Gemeinde, sondern auch die Obervögte wurden dadurch gegen ihn eingenommen. Ihm wurde es nun zugeschrieben, dass Schulmeister Baumann vor den Obervögten mit Klagen über schlechte Besoldung erschien, obgleich er 100 fl. fixes Einkommen hatte, was damals als beträchtlich angesehen wurde. Der Unzufriedenheit über die betreffenden Verfügungen der Obervögte wurde er gleichfalls beschuldigt, vielleicht nicht ganz ohne Grund. Trotzdem dass gute, wohlmeinende Freunde ihn warnten, mit seinen Anklagen nicht zu weit zu gehen, immer fand er wieder neuen Anlass zu Streitigkeiten. Waser hatte die Schwachheit, Ohrenbläsereien Glauben

zu schenken. *Ein* Mann war es vorzüglich, Ehgaumer U., der desshalb bei der Gemeinde in Misskredit kam und bei einer Erneuerungswahl nicht wieder gewählt wurde, obgleich die Wahl auf Anordnung der Obervögte zum zweiten Mal vorgenommen werden musste. Mehrere Männer von der Partei Wasers, die desswegen von der Gemeindsversammlung weggelaufen waren, wurden von den Obervögten um 30 Pfund gebüsst und ihnen öffentlich eine obrigkeitliche Missfallensbezeugung ertheilt. Da bezahlte Waser die Busse für diese Männer, zeigte das dem Obervogt N. an und forderte Restitution des Betrages. Ueberdiess aber äusserte er bei Statthalter O., damals Oberster-Meister, Zweifel, ob diese Busse von Obervogt Sch. auch sei verrechnet worden; diess freilich als geheime Klage, die aber dennoch ihren Weg fand. Endlich protestirte er gegen obige Missfallensbezeugung bei dem Examinatoren-Kollegium, da ihm durch widerrechtliche Entsetzung (so nennt er die Nichtwiedererwählung des U.) ein tüchtiger und braver Mann von der Seite genommen worden sei; auch habe er geglaubt, durch die Missfallensbezeugung selbst angegriffen zu sein.

Die Klage gegen die Vorgesetzten bei der Abnahme der Gemeindsrechnung wurde im Juni 1772 gütlich abgethan; dennoch verlangte Waser eine Untersuchung, die aber den Ehren der Vorgesetzten nicht nachtheilig sein sollte. Die Obervögte versprachen das mündlich und schriftlich und forderten zu dem Behuf die Klagepunkte schriftlich ein. Der Brief, den Waser an Obervogt N. dessbalb übergab, muss jedenfalls heftige Ausdrücke enthalten haben. N. nennt ihn an einem Orte, vielleicht etwas zu stark, »von lauter Bosheit zusammengesetzt, die Anlass zur Klage gegeben hätte; nur Freunde hätten ihn hievon abgehalten.« Kurz, N. gab Wasern den Brief durch Herrn Antistes zurück mit dem Bedeuten, die odiosa wegzulassen, zog aber dennoch die Klagpunkte vorher heraus und untersuchte sie, ohne Wasern etwas zu sagen. Zudem brachte ein neuer Vorfall den Pfarrer mit den Obervögten noch mehr in Zerwürfniss. Er schickte nämlich an einem Sonntag Abend einige Vorsteher in ein seiner Wohnung benachbartes, wie es scheint,

berüchtigtes Schenkhaus, da er ungebundenes Wesen darin bemerkt hatte, um nachzusehen, wer darin sei. Sie fanden noble »Sauf- und Spielgesellen mit brennenden Pfeifen und Billard»stöcken.« Die Obervögte dankten ihm diesen Schritt nicht im Geringsten. Zwar erhielt der Wirth ein obrigkeitliches Missfallen, Waser hingegen von Niemandem auch nur einen Verweis. Der Verfolg zeigte aber, für was die Obervögte seinen Schritt hielten; wenn es auch von ihnen nicht ausgesprochen ist, so sahen sie darin so etwas von crimen læsæ majestatis. Der Untervogt, von dem es in der Schrift der Obervögte heisst: »er habe erst nachher zu seinem Schaden bemerkt, dass er sich von dem Pfarrer habe übertölpeln lassen, wurde suspendirt.« Um dieselbe Zeit stellte Waser eine neue Forderung an die Obervögte. In der Kirchenvisitation vom Oktober 1772 verlangte er von ihnen einen Beitrag aus dem Gemeindgut an die Kosten der Armenpflege, da ein solcher bis 1769 geleistet worden sei. 1771 und 1772 waren nämlich drückende Hungerjahre.

Damit schweigt nun alles still. Die Visitationsakten vom Frühling 1773 sprachen die Hoffnung aus, dass der Friede gänzlich hergestellt werde. Unter dem 15. Juli 1773 will aber Waser neuerdings einen Brief mit den Klagpunkten an die Obervögte eingegeben haben, was diese in Abrede stellen. Von da an kommen die alten Klagen wieder vor. Waser geht sogar so weit, dass er erklärt, er entschlage sich aller Armenbesorgung, bis abgeholfen sei. Bei all' diesen Streitigkeiten ist indess merkwürdig, dass die Gemeinde dem Pfarrer bei allen Visitationen das beste Lob ertheilt in Bezug auf seine Amtsthätigkeit; es ist doch unter den angeführten Verhältnissen kaum denkbar, dass diese Thätigkeit nicht gelitten hätte. Diess wird auch bestätigt, wenn man in den Visitationsakten vom Oktober 1772 liest, dass seit dem Frühling nur ein einziges Mal der ganze Stillstand versammelt war.

Waser, weil dem zuletzt angeführten Briefe an die Obervögte keine Folge gegeben wurde, wandte jetzt seine Angriffe gegen diese selbst. Er schrieb einen Brief an die Almosen-

pflege, in dem er alle Untreue, die im Riesbach vorgegangen, schilderte, zugleich aber über Verweigerung der nöthigen Untersuchung klagte mit dem Zusatze: bis von unparteiischen Richtern untersucht sei, entschlage er sich aller Besorgung der Armen. Natürlich wurde das Schreiben den Obervögten bekannt, die zugleich erfuhren, dass Waser allenthalben über Ungerechtigkeit schreie. Dadurch fanden sie sich an ihrer Ehre und ihrem richterlichen Ansehen angegriffen. Sie gaben unter dem 22. Oktober 1773 einen Bericht über Wasers Betragen an den täglichen Rath ein mit der Bitte um Untersuchung. Der Rath nahm die Sache an Hand und ordnete eine Untersuchungskommission von sechs Rathsgliedern. Den 14. Januar 1774 fand das erste Verhör mit Wasern statt, vor erwähnter Kommission und in Gegenwart eines Anwaltes der Obervögte, wobei ihm 23 aus dem Berichte der Obervögte gezogene Fragen vorgelegt wurden. Diese Fragen betrafen weniger die Klagen gegen die Vorgesetzten, als sein Benehmen gegen die Obervögte, solche Gegenstände mitunter, die gar nicht hergehörten. Wasers Antworten sind, wo er sich im Rechte glaubte, keck und freimüthig, beinahe herausfordernd; wo er sich schuldig findet, giebt er's zu und bittet ab; diess jedoch in wenigen Punkten. Das gleiche muss auch von den Konfrontationen mit Obervogt N. gesagt werden, in denen die gleichen Fragen mit den Antworten Wasern abermals vorgelegt werden. Die Antworten sind hier einlässlicher. Am Ende beider Verhöre wurde dann Waser aufgefordert seine Klagepunkte anzugeben. Ausführlich thut er es am Ende der Konfrontation, worauf jene Punkte von N. beantwortet und meistens als unbegründet nachgewiesen wurden. Waser forderte nun den Bericht der Obervögte zur Beantwortung, was ihm unter der Bedingung, es mündlich zu thun, bewilligt wurde. Er fand sich darin »23 Mal ohne Grund angeklagt, 14 Mal übertriebene, mit »erdichteten Umständen und Verdrehungen verstellte Klagen »aufgebürdet und Widersprüche avancirt und 5 Mal sei von der »Kanzlei gefehlt worden.« Worüber er wirklich zu klagen Grund hatte, das berührt er aber gar nicht; auch zu seinen schon vorgebrachten Klagen fügte er keine neuen hinzu; ja

seine Aeusserungen streifen oft sogar an's Sinnlose. Daher wurde auch keine weitere Rücksicht darauf genommen.

Auf diese Vorgänge hin wurde er den 14. Februar 1774 suspendirt. Um die gleiche Zeit traf er den berühmten Lavater auf der Conventstube der Chorherren bei Anlass der Feier des Karlstages. »Ich will noch kommen, sagte er zu diesem, weil »es das letzte Mal ist; ich denke nicht, dass ich mehr kommen »werde; die Glocke wider mich ist gegossen.« Lavater antwortete ihm, er hätte eben nichts ohne Beweise anfangen sollen. Darauf zog Waser Papiere aus der Tasche und wies sie Lavatern mit den Worten: »Beweise mehr als genug.« Als Lavater entgegnete, dass er auf diese Weise schon Gehör finden werde, antwortete er bloss: »Gewalt über Recht.«

Samstag den 16. Februar wurde dann vom täglichen Rathe das Urtheil der Entsetzung ausgesprochen. Zuerst wird den Obervögten für ihre rühmliche, kluge und gerechte Amtsverwaltung das allerkräftigste, hochobrigkeitliche Wohlgefallen zu Tage gelegt. Dann wird Waser »zu ernstgemeinter Ahndung »und wohlverdienter Strafe dieser unüberlegten und ungründ»lichen Handlungen der aufgehabten Pfarrpfrund beim Kreuz »von nun an entsetzt, ihm auch vier Jahr der Zutritt zu irgend »einem geistlichen Benefizium abgeschnitten, beneben auferlegt, »dem Sekretär zwei neue Dublonen und den Stadtbedienten »jedem einen Kronenthaler zu geben.« —

»Aber auch nicht auf einen, deren Zeugniss er mir gezeigt »hatte, berief er sich, sondern bloss auf mündliche Aussagen »und hat selber gebeten, dem Prozesse ein Ende zu machen«; so schreibt Lavater an Schlözern den 21. Juni 1780, einen Monat nach Wasers unglücklichem Ende.

Was waren nun Wasers Klagen? waren sie begründet oder unbegründet? warum wurde er eigentlich abgesetzt? Die Beantwortung dieser Fragen wird uns zeigen, woher sich der Groll schreibt, der ihn zu seinen spätern Schritten und endlich zum Schaffot führte.

Wie wir gesehen haben, war Wasers erste Klage über Unordnung in der Aufnahme und Kontrollirung der Ansässen und

in dem Bezug der Ansässgebühren nicht unbegründet gewesen. Er war als Pfarrer um so mehr berechtigt, Klage zu erheben, da eine Verordnung vorhanden war, nach der die Ansässen ebenfalls vor dem versammelten Stillstande aufgenommen werden mussten, was nicht geschah. Die Obervögte verordneten daher, dass fortan ein Verzeichniss über die Ansässen geführt werden müsse. Was fehlte, musste von den Vorstehern ersetzt werden, wie oben angeführt worden ist. Daneben klagte Waser noch über Unordnung in der Verwaltung der sogenannten Lezekronen. Auch da war die Klage begründet, so weit, dass eine Reihe von Jahren keine Rechnung mehr gegeben worden war. Die Obervögte verordneten auch da, dass fortan Rechnung soll erstattet werden. Ueberdiess erhielten die Vorsteher eine Busse. Waser hatte bei diesen Klagen schon den Verdacht der Veruntreuung ausgesprochen. Seine spätern Klagen, mit denen er sich an die Obervögte wandte und die er dann auch in den Verhören eröffnete, betreffen dasselbe: Untreue in der Verwaltung anvertrauter Gelder. Allein Obervogt N. zeigte überall deren Ungrund, so dass Waser wirklich seine Behauptungen nicht erweisen konnte. Doch hatte er hievon nach stattgehabter Aussöhnung nur gütliche Untersuchung verlangt, worauf er sich in den Verhören immer wieder beruft.

Wichtiger sind die Klagen gegen die Obervögte, die meistens nur indirekte in den Verhören vorkommen, nicht als förmliche Klagpunkte. Immer wieder bringt Waser den Umstand vor, dass die Obervögte den Vorstehern eine Busse von 24 Pfund auferlegt, dann aber es haben hingehen lassen, dass dieser Betrag der Gemeinde verrechnet worden sei. Die Obervögte geben es zu, dass den Vorstehern die Busse erlassen worden sei. Als Gründe hiefür werden angeführt: die Vorgesetzten, als es geahndet worden, hätten geantwortet, die Unordnung sei von früher her, ehe sie im Amte gewesen; es betreffe ja ein Gemeindsgeschäft und die Gemeinde selbst habe es nicht gerügt. Eine weitere Klage Wasers ist, dass die Obervögte ihm die Untersuchung nicht gehalten haben, die sie doch versprochen; ja sogar, sie hätten nur zum Scheine

untersucht. Das letztere lässt Obervogt N. natürlich nicht gelten, gibt hingegen zu, dass eine Untersuchung auf gütlichem Wege mündlich und schriftlich versprochen worden, nämlich für die letzterhobenen Klagen; ebenso, dass Waser nach des Obervogts Begehren seine Klagen schriftlich eingegeben. Dagegen aber stellt N. entschieden in Abrede, einen zweiten Brief empfangen zu haben; was auch der Grund sei, dass er nicht mehr untersucht habe. Waser behauptet es zwar und liest die Copie des Briefs im Verhör vor. Welches die Wahrheit sei, kann aus den vorhandenen Quellen nicht ersehen werden, obgleich es einem unwahrscheinlich vorkommt, dass Waser den Brief nicht abgegeben haben sollte. Aus den Verhören ergibt sich indess klar, dass N. allerdings aus jenem *ersten* Briefe die Klagen herausgezogen und untersucht hat, ohne Wasern etwas zu sagen. Nicht undeutlich, wenn er auch die Worte selbst nicht gelten lassen will, macht Waser dann den Obervögten den Vorwurf, sie seien partheiische Richter, wofür er die beiden eben genannten Umstände und nicht ganz mit Unrecht anführt. N. lässt das wieder nicht an sich kommen; es sei alles aufs Genaueste untersucht worden. Als eine Art Klage erscheint auch, dass das Gemeindgut bis 1769 an die Kosten der Armenbesorgung beigetragen habe, jetzt aber in einer theuren Zeit bei erhöhtem Kapital nichts mehr thue. N. gibt das auch zu, entgegnet aber, es gehe Hrn. Pfarrer nichts an, ohne weitere Gründe anzuführen. Dass Waser gegen Statthalter O. Zweifel geäussert, ob Obervogt Sch. die 30 Pfund Busse bei Anlass des Wahlhandels auch verrechnet habe, war freilich keine Klage, wurde auch von Wasern in den Verhören als unbilliger Verdacht zurückgenommen, muss aber dennoch aufgeführt werden, da dieser Umstand von den Obervögten sehr betont wird. Endlich wirft Waser den Obervögten Nachlässigkeit in Handhabung der Wirthshauspolizei vor. N. stellt alles gänzlich in Abrede.

Diess die Klagen von Waser. Worin aber liegt nun seine Schuld? Unbewiesene Anklagen gegen Vorgesetzte wegen ungetreuer Verwaltung; Aeusserungen von Verdacht gegen die Verwaltung einer obrigkeitlichen Person bei amtlicher Stelle;

wo ebenfalls nichts bewiesen ist; unbefugte, eigenmächtige Visitation eines Hauses würden wohl auch heutzutage vor einem Richter als Schuld erfunden und bestraft, aber schwerlich mit Entsetzung. Wasers Richtern erschien seine Schuld grösser. Es heisst im Urtheil: »zu Ahndung und Strafe dieser unüberlegten und ungründlichen Handlungen.« Also sein ganzes Benehmen, seine Schritte gegen die Obervögte, gegen die Vorgesetzten, selbst Schritte, die er nur gethan haben sollte, und Reden, die er zum Theil gethan haben mochte, zum Theil vielleicht auch nicht, wurden unter diese Kategorie gestellt. So entbehrte seine Schuld aller bestimmten Qualification. Und wohl möchte man fragen, warum seine Richter, wenn sie einmal über sein Betragen, ohne bestimmte Rücksicht auf eine qualifizirte Schuld zu Gericht sassen, nicht auch auf die Umstände Rücksicht genommen haben, die ihn nicht schuldlos darstellen konnten, aber sein Betragen in ein anderes Licht gesetzt hätten, als es der Bericht der Obervögte gethan. Der Letztern Benehmen in dieser Sache ist allerdings nicht ganz rein. Dass sie zuliessen, die 24 Pfund Busse der schuldigen Vorgesetzten aus dem Gemeindgute zu nehmen, kann gewiss Niemand billigen. Waser musste dadurch zu neuen Schritten gereizt werden. Ebenso, dass die Obervögte ihn, der nun einmal von der Schuld der Vorgesetzten in Bezug auf ungetreue Verwaltung überzeugt schien, auf die versprochene gütliche Untersuchung warten lassen, unter dem Vorwand, er habe seine Klagen nicht schriftlich eingegeben, was er doch, wenn auch unter zu heftigen Ausdrücken, gethan hat; dass sie ferner die herausgezogenen Klagepunkte heimlich untersuchen, ihn aber nicht beruhigen, sondern warten, bis er noch weiter geht, als wollten sie ihn fast auf das Aeusserste treiben. Endlich erscheint unbillig, dass sie ihm, der thatsächlich in den schweren Hungerjahren 1771 und 1772 einen guten Theil seines Vermögens bei Besorgung der Armen in seiner Gemeinde aufgeopfert hatte, als er einen Beitrag aus dem keineswegs dürftigen Gemeindgut forderte, einen Beitrag, der doch bis 1769 gegeben worden war, nur zur Antwort gaben, es gehe ihn nichts an. Freilich hatte Waser diesen Ersatz auf verkehrte

Weise gefordert, indem er zu beweisen suchte, das Gemeindgut sei eine Art Kirchen- oder Armengut. — Diess Alles muss wohl das Urtheil gegen Waser allzuhart erscheinen lassen. Wenn es vielleicht für ihn zur Unmöglichkeit geworden war, länger an dieser Gemeinde zu wirken, so hätte doch bedacht werden sollen, dass nicht Untauglichkeit es war, die diess bewirkte, und statt ihn für vier Jahre der Bekleidung eines geistlichen Amtes unfähig zu erklären, wäre wohl besser gewesen, ihm seiner Richtung entsprechend eine mehr wissenschaftliche Stellung anzuweisen. Ihm und seiner Haushaltung wurden durch jenes Urtheil die nöthigen Existenzmittel geraubt.

Bleiben wir aber noch einen Augenblick hiebei stehen, so lässt sich — abgesehen von unserer heutigen Beurtheilung des gefällten Entscheides — nicht verkennen, dass es beinahe so kommen *musste*, wie es kam. Die Ursachen von Wasers ganzem Geschicke lagen nämlich zum grössten Theile wesentlich in ihm selbst und in seinem Charakter, zum Theil in der ganzen Anschauungsweise seiner Zeitgenossen. Wasers Charakter haben wir schon zum Theil kennen gelernt in den kurzen Notizen über seine Jugendzeit. Sie finden hier ganz ihre Bestätigung. Die Sucht, Andere mit ihren Fehlern und Schwachheiten zu necken, liess ihn diese auch in seinen ältern Jahren schnell bemerken, aber nicht bedecken, sondern hervorziehen, ja in Dinge hineingreifen, die ihn am Ende nichts angingen. Darum hatte er auch die Schwachheit, sich von andern dergleichen zutragen zu lassen und sofort für wahr zu halten. Diess that ganz besonders eines der Mitglieder seines Kirchenstillstandes, dem er denn auch seine ganze Gewogenheit zuwandte, während gerade desshalb die Vorsteher und die übrigen Mitglieder der Behörde seinen Vertrauten mit Unwillen und Hass betrachteten. Daneben hatte Waser aber einen muthigen unerschrockenen Sinn, zu dem zu stehen, was er für Gerechtigkeit hielt, und Ungerechtem zu widerstreiten, ein Sinn, der ihn (leider freilich nur in Bezug auf Andere!) bewog, nichts Unredliches durchgehen zu lassen. Allein sein ungestümes, auffahrendes Wesen liess ihn dabei nicht ruhig und besonnen zu Werke gehen, sondern

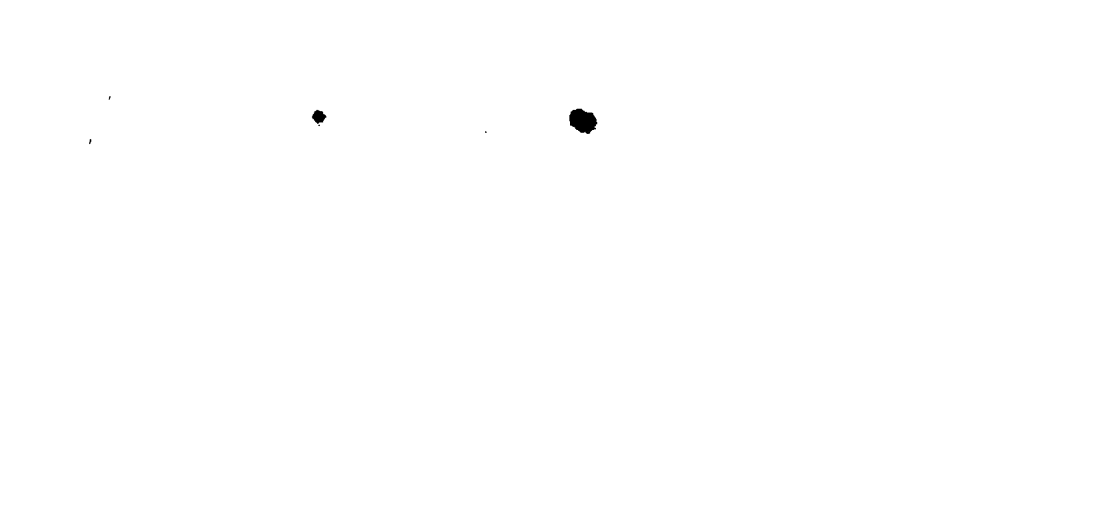
unbesonnenen Reden und Klagen sogleich hervortreten und
Gewissheit hinstellen, was ihm selbst, wenn er nachgedacht
e, noch als unbewiesen erschienen wäre. Treue und Um-
t in seinem Berufe und eine sonst strenge Sittlichkeit lassen
ihm nicht absprechen. Nur ein Makel haftet damals auf
, dass er, wie sich aus seinem spätern Prozesse ergibt, schon
rend der Zeit seines Pfarrdienstes den Hang zu gelehrten
ostählen walten liess. Begreiflich ist es bei alle dem, dass
h die Obervögte gegen ihn gereizt wurden.

Nicht nur aber sein Charakter, seine ganze Zeit mit ihren
richtungen und Begriffen führten ihn bei solchem Wesen dem
e zu. Ein Pfarrer war damals ein beinahe allmächtiger
n in seiner Gemeinde. Er war so zu sagen dazu autorisirt,
Art Aufsicht über alle Gemeindsbehörden zu halten. Er
nte mit Klagen auftreten, und wenn sie auch bloss auf
dacht beruhten, sie wurden angenommen und untersucht,
e irgend welche Folgen für den Pfarrer. Wasers erste Klage
en die Vorgesetzten im Riesbach beweist diess. Dasselbe
t eine Bemerkung des Visitators in den Visitationsakten:
rr Pfarrer sei allerdings zu loben; nur sei zu wünschen
d Hoffnung vorhanden, dass er, wo er Unordnung weiss,
le am gehörigen Orte anzeige, im Uebrigen trachte, die
belgesinnten durch Liebe zu gewinnen, lieber als durch
zustrenge Anklage gegen selbige sich aufzuwerfen. etc.«
s beweist endlich auch der Umstand, dass der Untervogt
Pfarrer bei der Wirthshausvisitation Folge leistet, Waser
len Verhören sich also äussert: »wenn seine Gn. Herren
den, dass ihm eine solche Aufsicht nicht gebühre, so wolle
als treuer Bürger gehorchen.« Auch Obervogt N. spricht
Wunsch aus, dass eine nähere Bestimmung getroffen werde,
vie weit sich des Pfarrers diesfällige Gewalt erstrecke. Was
nder, wenn bei solchen Einrichtungen Waser nach seinem
lücklichen Hange zu weit geht, in endlose Verwicklungen
eingeräth und dabei im Wahne steht, es bleibe ungeahndet,
n er auch also gegen die Obervögte auftrete. Allein da
ihm das in den damaligen Begriffen unantastbare, ja sogar

keine Rechenschaft schuldige Ansehen der Obrigkeit entgegen, das so weit ging, dass die göttliche Einsetzung der Obrigkeit beinahe bis zur Gottgleichheit gesteigert wurde. Es schien ein Verbrechen, auch nur durch Verdacht die Obrigkeit einer Ungerechtigkeit zu beschuldigen. Jedermann wird sich erinnern, was Lavater gegen den berüchtigten Landvogt Grebel für Künste brauchen musste, um nur Gehör zu finden. Dieses Ansehen hatte Waser verletzt und damit die Obervögte gegen sich aufgebracht. Sein ganzes Benehmen erschien ihnen in ihrer persönlichen Gereiztheit als *crimen laesae majestatis*; sie betrachteten Wasern beinahe als revolutionären Kopf, den man unschädlich machen müsse, dass er nicht grössern Schaden anrichte. Die Richter nahmen keinen höhern Standpunkt ein. Als Söhne ihrer Zeit konnten und wussten sie nichts besseres zu thun, als an demselben festzuhalten. Darum wurde Waser auch nicht um bestimmt qualifizirter Schuld willen gerichtet und verurtheilt, weil die Obrigkeit, mit göttlichem Ansehen ausgerüstet, ohne Gesetz richtete, über alle Ungerechtigkeit erhaben zu sein glaubte. Das ist der Grund, warum Waser auch seinen Richtern als ein revolutionärer Kopf erschien, ob er es gleich nicht im Geringsten war. Ueberall ward nur untersucht, in wie weit Waser den Obervögten zu nahe getreten sei; die Sache der Gemeindevorgesetzten war ganz diejenige der Obervögte geworden. Seine Klagen gegen die Vorsteher waren in der Prozedur Nebensache; sie waren schon untersucht; es bedurfte dessen nicht mehr und die Richter begnügten sich mit den Aufschlüssen der Obervögte. Ja Waser hätte vielleicht immerhin gegen die Vorsteher im Riesbach klagen mögen; hätte er nicht die Obervögte angegriffen und beleidigt, so wäre die Sache ganz anders gekommen. Aus der ganzen patriarchalischen Regierungsweise jener Zeit ist darum gewiss die Formlosigkeit des Prozessverfahrens zu erklären, da Alles dem subjektiven Ermessen der Richter überlassen war. Leider konnte Waser mit Recht sagen, die Glocke wider ihn sei gegossen. Der unglückliche Mann sah wohl ein, als er während der Untersuchung zweimal um Niederschlagung derselben bat und alle

mögliche Genugthuung anerbot, dass er zu weit gegangen, verwünschte wohl heimlich seine unselige Leidenschaft. Allein er konnte nicht mehr zurück. Die Untersuchungskommission wäre bereit gewesen, die Sache niederzuschlagen, suchte auch Obervogt N. dazu zu disponiren. Aber dieser wollte nicht Hand bieten. Von dem Zeitpunkte der erfolgten Entsetzung an beseelten dann Unzufriedenheit und Rache den unglücklichen Waser und trieben ihn zu den Schritten, die ihn aufs Schaffot brachten. Keiner dieser Schritte war aber je gegen einzelne Personen gerichtet, alle auf die Regierung als solche und ihr System. Ist Wasern Unrecht geschehen, so war es hauptsächlich die Zeit mit ihren Begriffen, die ihm Unrecht that. Mit Tacitus können wir sagen: »Eine schlechte Republik, die viele Gesetze hat«; müssen aber auch, bei Betrachtung solcher Zustände und Ereignisse, wie sie in Wasers Geschichte sich darbieten, hinzusetzen: »eine schlechte Republik, die zu wenig Gesetze hat.«

DENKWÜRDIGKEITEN.



I.

Beschreibung
des Waldmannischen Auflaufs zu Zürich
von einem Zeitgenossen
nebst
einigen darauf bezüglichen Aktenstücken
aus dem Staatsarchive in Bern.

Mitgetheilt
von
Moritz von Stürler,
Staatsschreiber und Staatsarchivar in Bern.

Vorbericht.

Die nachfolgende Darstellung des Volksaufstandes in Zürich, welcher des Bürgermeisters Waldmann Regiment stürzte, und ihn selbst aufs Schaffot brachte, ist auffallender Weise bis jetzt ganz unbekannt geblieben. Der Bericht befindet sich im Staatsarchive zu Bern, dem ersten Bande der sogenannten Zürich-Bücher von Seite 23 bis Seite 66 einverleibt.

Im Ganzen zählt er 22 Blätter oder 44 Folioseiten. Von diesen sind 39 beschrieben, die übrigen — zwei vorne und drei hinten — nicht. Das dazu verwendete Papier misst 31 Centimètres in der Höhe und 22 Centimètres in der Breite. Es führt als Wasserzeichen einen Ochsenkopf mit einem senkrechten Stabe auf der Stirne, der in einen Stern ausläuft — alles 12 Centimètres hoch.

Von den beschriebenen Seiten gehören 38 der nämlichen Hand an, die 39. und letzte, beginnend mit den Worten: „Uf Hansen Roichlin etc.“ und endigend: „damit Götz Zunftmeister blibe“ — einer andern. Jene zählen je 29 bis 35, also im Durchschnitt 32 Zeilen, diese bloss 22. Jede Zeile enthält 40 bis 50 Buchstaben.

Sechszehn der beschriebenen Blätter tragen Zahlen von 1 bis 16, den 6 letzten fehlen sie. Auf dem zweiten Blatte stand ursprünglich ein 1, dieses ist durchgestrichen und durch ein 2 ersetzt. Ferner hat das

erste Wort „Uf“ dieses nämlichen Blattes *) einen verzierten Anfangsbuchstaben, den einzigen, der im ganzen Manuscripte angetroffen wird. Bringt man diese äussern Merkmale in Zusammenhang mit dem Inhalte der Blätter 1 und 2, so erscheint, was das Blatt 1 enthält, lediglich als eine Ergänzung des auf Blatt 2 sehr kurz und allgemein gehaltenen Berichts über die Ursachen und die ersten Momente des Volksaufstandes. Und das führt ohne Zwang zum Schlusse, dass die ausführlichere Darstellung jünger ist als die minder ausführliche, somit erst, nachdem diese ganz oder theilweise niedergeschrieben gewesen, dem Manuscripte beigefügt, das heisst vorangesetzt worden sein dürfte.

Die Schrift ist sauber und fest, und bleibt sich ungefähr gleich bis zum 13. Blatte. Hier scheint der Verfasser, der offenbar Zeuge des ganzen Drama's war, den Gang desselben in seiner Berichterstattung eingeholt, und nun Tag um Tag das Weitere hinzugeschrieben zu haben. Daher kleine Veränderungen in der Farbe der Dinte, im Charakter der Schrift, in der Zunahme von Alinea's u. s. w.

Die Sprache ist weder zierlich noch fliessend, sondern breit, schwerfällig, bisweilen etwas verworren, doch immer natürlich, man könnte sagen, kindlich, was von vorne herein eine günstige Präsumtion für die Wahrhaftigkeit des Autors erregt. Die Orthographie ist leidlich; doch übertreibt er's mit der Verdoppelung der Konsonanten. Grosse Anfangsbuchstaben setzt er wo es ihm beliebt, und die Punktuation fehlt beinahe ganz.

Wer mag aber nun dieser Berichterstatter über den Waldmann'schen Handel gewesen sein? Schon die Sprache deutet unverkennbar auf einen Berner hin; denn sie ist in allen Theilen sehr ähnlich derjenigen, welche die Protokolle unseres Staatsarchives aus der 2ten Hälfte des 15ten Jahrhunderts aufweisen. Es waren aber auch Berner wirklich in der Lage, damals einen solchen Bericht zu verfassen und ihrer Regierung einzugeben!

Zunächst ist bekannt, dass, sowie der Aufstand der Seebauern um sich griff, Bern seinen Stadtschreiber D. Thür. Frickart als Mittler nach Zürich sandte. Diess geschah Donnerstags den 2. April; Montags den 6ten wurde Waldmann enthauptet, und Mitwochs den 8ten war Frickart erweislichermassen wieder in Bern. Von ihm kann also der über volle 9 Wochen (1. März bis 3. Junius) sich erstreckende, beinahe in Form eines Tagebuches abgefasste Bericht, der an so vielen Stellen den Augenzeugen verräth, nicht sein. Allein vor und nach ihm sah Zürich auch andere Berner. Bereits Freitags den 6. März erschien eine Bernerische Ge-

*) Es ist die Stelle auf S. 283 unten: „Uf die Beschwerung“ etc. mit welcher das erwähnte Blatt 2 anhebt.

andtschaft in Zürich, um den Streit zwischen Stadt und Land wo möglich in
linne beizulegen. Sie bestand aus Urs Werder des kleinen, und Lud-
ig von Diesbach des grossen Raths, scheint indess bald wieder heim-
ekehrt zu sein. Montags den 30. März dann kamen Boten der acht
)rte nach Schwyz auf den Tag, darunter von Bern Anton Schöni, des
aths. Diese traf, kaum angelangt, die Kunde von dem Aufstande der
eebauern. Die Tagherren liessen ohne Verzug satteln und ritten nach
ürich, Frieden zu stiften. Es war Dienstag den 31. März, zur Imbis-
eit, als sie dort auf der Brücke zum Schwerte abstiegen. Kurz dar-
uf — die That an Schneevogel und am folgenden Morgen die Em-
örung der Stadt und die Verhaftung Waldmanns, der zwischen Schöni von
lern und Seiler von Luzern in den Kerker abgeführt wurde. Freitags
der Samstags (den 3ten oder 4ten) traf Frickart ein, und ihm folgte,
einahe auf dem Fusse, zum andern Male Urs Werder. Dieser blieb nun
efinitiv als zweiter Abgeordneter Berns in Zürich und zwar, wie Schöni,
is zu „Austrag der Sache“, laut ausdrücklichen Befehls ihrer Regie-
ung vom 26. Mai.

Da nun der fragliche Bericht, das letzte Blatt abgerechnet, gerade
leich weit reicht, und mit besonderer Sorgfalt aushebt, was von An-
ng bis zu Ende das Verfahren der eidgenössischen Boten gewesen,
o drängt sich ganz natürlicher Weise die Vermuthung auf, dass der-
elbe sei's von Schöni sei's von Werder verfasst, nach ihrer Heimkunft
en Räthen Berns vorgelegt, und seitdem im Staatsarchive aufbewahrt
vorden ist.

Was das letzte Blatt betrifft, so enthält es lediglich eine der „in
Schrift gesetzten Vergichten“, von denen eine Gesandtschaft Zürichs
m 23. Juli des nämlichen Jahres vor den Räthen zu Bern erklärt,
ass sie dieselben allesammt anhergebracht und ihnen zugestellt hätten.
Vie es scheint sind die Uebrigen, namentlich auch die des Hans
Valdmann, durch Nachlässigkeit verloren gegangen.

Endlich noch ein Wort von der Abschrift, welche hier im Drucke
rscheint. Dieselbe ist Wort für Wort dem Original gleichlautend.
)agegen haben, das Lesen derselben zu erleichtern, folgende kleine
'ormveränderungen Statt gefunden:

1) Sind allen Hauptwörtern sowie den Personen- und Orts-Namen
rosse Anfangsbuchstaben gegeben;

2) in der Regel da, wo es nicht gegen die heutige Schreibart ver-
tosst, die doppelten Konsonanten auf einfache reduzirt, und

3) Worte mit getrennten Sylben, wie der selbe, da mit, dar in
vieder vereinigt worden zu: derselbe, damit, darin u. s. w.

4) Um das Bindewort „*dass*“, im Original gleichwie das Neutrum
les unbestimmten Artikels „das“ mit einfachem s geschrieben, vom

Letztern zu unterscheiden, hat dasselbe überall das jetzt übliche „fs" zum Schlussbuchstaben erhalten.

5) Endlich hat man nöthig erachtet, nach den Regeln, welche nunmehr gelten, auch eine möglichst genaue Punktuation einzuführen. In Folge dessen haben natürlich auch die ersten Worte jedes durch einen vorgesetzten Punkt bedingten Hauptsatzes einen grossen Anfangsbuchstaben erhalten.

1.

Handlung zu Zürich des Ufflouffs halb daselbs.

Item user wellicher Ursach sich diser nachgeschribner Handel gefuog und gemacht hat, ist zu ermessen, dafs er allein sinen Ursprung habe durch die Handlung der Hundtöden; dann dieselb Handlung hat den Pursman mer zu Unwillen pracht dann dhein ander Sach. Wie wol des Fürnämens und Uebersatzung vil und mängeley, so schwer und der Gemeind unlidenlich was, so erhab doch das Hundtöden wit und zu mangvaltigen Unwillen, damit sich der Anvang der Handlung begäben und geursachet hat; als das in der Gestalt des Anvangs hie nachmal verstanden mag werden. Und hat die Meynung, dafs die Gesellen an Zürich-See ungevarlich uff einen Tag in der Wuchen vor Sant-Mathis-Tag ein Schwin haben gevangen, und dafs uf den Sunnentag glich darnach, was der Sunnentag nechst vor der Pfafen Vasnach, das mit ein andern wurden in Geschelschafft essen. Da ward derzit von den Hundtöden geredt und ouch andres Beschwerden; und was doch die Meynung der Hunden halb, wie der Meyfs und der Frouwenveld, dennen bevolhen was, dasselb Fürnämen zu tund, dafs dieselben in der Wuchen gan Meyland komen soltend, die Hund ouch alda töden wellen, was nit an usser grossem Unwillen, dafs etlich sich zusamen versprochen, sunder eines Hunds halb, der nit dahin komen wurde, ob sy denselben ouch nämen und ze töden understunden, das nit zu dulden nach beschächen lassen. Nützit desterminder ward in dem von ander Beschwerd geredt und angesächen, an ein Schencky in der Wuchen gan Erlibach sich zu verfügen, und Red von der Beschwärung wegen zu haben. Es ward aber nützit fürgenomen der Hunden halb. Als ouch die

chenecky iren Fürgang nam, und wurden Iro by iiij[c]; und ward
on der Beschwerd geredt, wie ye die nit erlitten möchte wer-
ien, und der Komendur von Küsnach mit sampt noch einem
on Innen gepetten, zu Ir Herren von Zürich zu kerren, in Mey-
ıung Red zu haben, dafs die vom Zürich-See gern für sy wöl-
en, sy pitten, die Beschwerd abzustellen. Denselben mocht
leshalb dhein Verwilligung werden. Nützit dester minder wa-
en sy in Fürsatz, fürrer in den Sachen und(er)stan zu handlen,
nd schlug an, uff Sunnentag der Pfaffen Vashnacht gan Mey-
ınd zusammen ze kommen; als ouch beschach, und wurdent
ro by viij[c]. Dahin fügten sich die von Zürich mit ir Botschafft;
nd ward vast von dennen ervordert, und hätten gern Wüssen
ehapt, wer söllich Samlung zuwegen pracht. Aber Inen ward
it begegnot der mafs, dafs man Willens werre, yemans anze-
eben; wann sy werrent alle von ir selbs wegen da, und wöl-
ənd ouch nit dafs yemans deshalb verhasset solte werden; dann
'o das beschäche müsste inen allen leid sin. Und tatten damit
· Anvorderung, dafs ir Anligen werre, alle nüw Uffsatzung ab-
estellen. Und als sy so trutzlich waren, ward innen gutti
Vort geben, und Tag gesetzet, uff Mendag nach der alten
'asnacht gan Zürich ze komen. Begab sich die Sach, wie dann
ernach geschriben stat. Und dafs man abnämen mög, dafs
on der Hund wegen der gröst Unwil erwachsen, hat die Mey-
ung, als der Zuzug von dennen vom See ist angevangen, sind
y von andren Herschafften allein zu der Sach geneygt sin zu
ınen zu ziechen von der Hund wegen, und die Frowen haben
· Man dazu greitzet und geredt: wan es an innen gelägen werre,
y wöltent selber ziechen und die Hund rechen.

Uf die Beschwerung, so geleit ist worden uff die gantz Ge-
ıeind Zürich in der Stat und uswendig, von einem sorgvaltigen,
össen, überlägnen Gewalt des Burgermeyster Waldman, Zunft-
ıeyster und andrer mit vil Artiklen, nit Not zu melden, under
ennen einer was, dhein Samlung weder in Hochzitten, Geschel-
chafften, Früntschafften, wie sich die begäben möchten, für-
enämen, und vil grosser Beschwerden, so gelitten nit mochten
'erden, haben sich die am Zürich See anvangs erhoben in der

Wuohen vor der Pfafen Vasnacht, im lxxxix Jar, und ein Geselschafft gehept, als man sagt by iiij c, und von der Beschwerung geredt, und uff Sunnentag der Pfaffen Vasnacht darnach sich widerumb zusamen ze fügen gan Meyland an den Zürich See angesächen; als ouch das beschach und kamen aldar uff den gemelten Tag by viij c Mannen.

Item als dan die von der Stat Zürich einem Burgermeyster und dem Ratt die Samlung zu wüssen getan, und dero Wüssen hatten, uff den Sunnentag der Pfaffen Vasnacht zu Meyland sich begäben, habent sy ir träfflich Potschafft geordnet, iren alten Burgermeyster, zwein der obristen Zunftmeyster, und ander, und die dahin geverttiget zu erkennen, was irs Fürnämens und Meynung werre? Und uf ir Anzüchen in Red sind die von Zürich See denselben mit Red begegnet: wie ir Fürnämen sye, demnach vil nüwer Uffsätz und Beschwerden, so vor nie gewessen, uff ein gantze Gemeind der Innren in der Stat und uff sy, die Ussren, geleit und gesetzet, werre ir Meynung, Pit und Begerren, die abzestellen, won sy ye die nit mer liden möchten. Ward innen haruff von den von Zürich der Statt mit früntlichen Worten begegnet: was innen deshalb werre angelägen, so mötend sy komen für Burgermeyster und Rät; werrent sy in Hoffnung, wie man innen mit zimlichem Fug nach irem Gevallen iren Anligen begegnen wurde. Und ward deshalb Tag bestimpt, dafs sy ir Potschafft möchtend verordnen, und damit uff Mendag nach der alten Vasnacht zu früger Tagzit zu Zürich erschinnen möchten, und in Sachen handlen. Und wart damit der mafs ein Abscheid getan. Und wol sollicher Tag der Sach halb bestimpt und abgeredt, wie sich die ding begabent, uff Mendag zu Nacht, nach der Pfaffen Vasnacht, schickt ein Burgermeyster und Rätt der Stat ufs in alle ir Aempter und Herschafften, und vermant dieselben, mit einer Summ Personen gan Zürich in die Stat zu verfügen. Etlich warent gehorsam, etlich nit; doch so kament uff der jungen Vasnacht by iiij c in die Statt. Da nun die vom Zürich See des Zuzugs gewar wurden, zugent sy sich ouch zusamen, und samletten sich die gantzen Nacht der jungen Vasnacht. Und mornendes uff den Aeschen Mitt-

uchen zwüschen ix und zechnen, als dan der Grofs Ratt noch
an versamlet by ein andren was, in den Geschäfften zu rat-
:hlagen, zugent sy wol mit ij^{m} Mannen, wol gerüst mit Har-
isch und Gewerren, etlich byfs an das Thor; doch so plieb
er Huff am Seveld. Und gabent doch nit bösse Red, sunder
'as ir Begerren, für ir Herren zu kommen; was nit an die in
er Stat hatten die Thor versächen in der mafs, dafs sy nit
tat hininzukommen hätten. Und ward doch durch sy ervordret,
lle nüw Uffsatzung abzestellen; und lagent also da so lang,
afs von allen Ortten der Eydtgnosschafft Potten gan Zürich
amen, namlich von den syben Ortten, Fryburg, Sollotron,
lle ander Zugewandten, Byschoff von Costentz, ein Abbt von
ant Gallen, Rotwil, Schaffhussen, Sant Gallen, Basel, Costentz,
es glich von den Stetten Baden, Mellingen, Bremgartten, Wil
n Turgöw, vom Graffen von Wirttenberg, die von dem schwä-
ischen Pund. Und ward doch durch niemas Andren dann durch
ie Verwandten gehandlet, und by viertzechen Tagen mercklich
arbeit zwüschen der Stat und den Iren die Ussren. Und wie
ol etlich von Herschafften und Aemptren by innen in der Stat
ürich warent, nützit dester minder wurdent die Andren von
erschafften und Aemptren von dennen vom Zürich See er-
ordret, zu innen zu züchen, mit Trüwung, ob sy nit komen,
urden, sy understand(sy) ze schädigen. Etlich warent gutwillig
ıd weggig; darzu etlich fügten sich zu innen von Vorcht we-
en. Damit sy den Anhang merretten und alle Landtschafft der
tat Zürich widerwerttig was, dann sy tröwten allen dennen,
nit zu innen züchen und kommen wurden, (sy) mercklich zu
:hädigen. Wol plibent etlich der nächsten, als Höng, Kilch-
erg und darzwüschent byfs zu der Stat. Es warent ouch et-
ch von ir Herschafften und Aemptren, wie dan vor gemelt ist,
ervordret warren, in der Statt, und die andren alle by den
ssren, dennen am See. Und was Vatter und Sunn, Bruder
ıd Bruder, und also für und für ein ander widerwerttig. Und
:hicket sich doch sollich Widerwerttigkeit zu stritlichem Wessen;
ıbent alwegen für und für ein andren gutte Wort, und hat
ıs söllich Ursach, dafs die Gemeind in der Statt eines grossen

Unwillens gegen dem Gewalt in der Stat warrent. Und ward doch durch den Burgermeyster und die Zunftmeyster durch die Zunfft die Gemeind gestillet, dafs sich die der Zit nit hat stat gehept sich zu erheben. Und sind doch die Ussren des Unwillens wol bericht gesin. Und ist die Stat der mafs bewart gewessen, dafs die Ussren nützit hätten mögen inne zufügen; dann der Burgermeyster und die Zunftmeyster hattend noch dan so grossen Anhang von den Zünfften, dafs die Gemeind übermerret. Der Burgermeyster lag der Zit alle Nacht gewapnet mit vil Volk uff dem Rathufs; desglich die Zunftmeyster in allen Zunfthüssren, und hatten viel Sorg, Müg und Arbeit. Und wie wol die Sach sorgvaltig was in der Stat, dafs man sich wol versächen eines Ufflöffs, so ward es doch der Zit also behüettet durch den Gewalt, dafs nützit fürgenommen. Aber nützit dester minder, wie wol durch die Verwandte so wit gehandlet, dafs niemand den andren uff beid Teil schädigen sölte, so ward von den Ussren ervordret die Schlofs Kyburg, Grüningen und Wedenschwil, in Meinung, innen Offnung ze tund. Aber sy warrent der mafs von den von Zürich besetzet, dafs innen das nit vervolgt ward. In dem Zit der xiiij Tagen ward durch die Botten der syben Ortten und ander Zugewandten mit vil Müg und Arbeit so wit gehandlet, dafs die Unröw der mafs zu Guttem pracht, dafs ye die Ussren wurdent abgetrungen heim ze kerren; doch in der Gestalt, dafs sy die von Zürich einen Burgermeyster und Rätt bitten solten, ob sy innen widerwerttig gewessen, dafs sy das im Besten uffnämen, won sy ye vermeinten Not getan, und wöltend nun fürhin einem Burgermeister und Rätt zu Zürich, wie sy des schuldig werren, als irren gnädigen, lieben Herren gehorsamlich, als frommen Lütten gepürtte, alwegen begegnen und erschinnen. Doch so was der Abscheid, dafs den Ussren ward zugesagt, die nüwen Uffsatzung dännen zu tund, für und nit hinder der mäfs, dafs sy deshalb benügig sin sölten, und das beschächen und getan werden mit Ordnung in dem nächsten Manot. Und ward das den Ussern zugesagt von Burgermeyster Waldmann und Meyster Oechen, dem obristen Zunftmeyster, und satzten dieselben zwein den Ussren, dafs

sölliche beschächen, ir Beder Lib und Gut zu Pfand dennen, so von den Ussren als Tettungslüt in der Stat warren; derro by xxx gewessen sind von allen Gegninen, Herschafften und Aemptren, vor dennen die Abredung und Beschluss beschach. Und solt damit die Sach und der Span betragen sin. Und wiewol die Potten der Eidgnossen und ander Zugewandten usser Sorg, als sy bericht wurden des Unwillens in der Stat der Gemeind, ouch etlichen Widerwillen im Ratt, an Burgermeyster und Rätt mer dan zu einem Mal haben lassen langen und sy ervordret, ob einicherlei Widerwerttikeit under innen werre, ouch sorgvaltig werrend, dadurch Args erwachssen, innen das zu entecken; wöltend sy als getrüw, from Eydgnossen — won dirs Vordrung allein von den syben Ortten ouch Fryburg und Sollotren getan ward — wöltend sy gern arbeitten und understan alle Sachen zu gutter, fridlicher Row ze pringen; und wiewol man das Wüssen haben möchte: — ward doch das von den von Zürich verhalten, in Meynung, die Ding mit irrem Gewalt hinufs ze pringen. Und wurdent damit die Eidgnossen mit Abscheiden abgevertiget, in versächen, dafs dhein Unwill da erwachsen noch begäben sölte, und ein gerichte Sach werre. Und ward yegklichem Potten ein Abscheid in Geschrifft geben, uff Meynung, wie die Ussren von der Landtschafft sy gepetten, einen Burgermeyster und den Ratt Zürich, innen irs Fürnämens zu verzüchen, won sy bekandten sich Unrecht getan, und das nit mer tun wellen. Und uff söllichen Abscheid hat der Burgermeyster und auch die Zunfftmeyster witter Fürnämen getan, und uff all Zünfft gangen mit Versammlung der Zünfften, und da lassen eroffnen, wie die Sach abgestelt, dafs die von der Landtschafft alle gemeinlich, Etlich flechent mit zu Fufs-Vallen, sy gepetten, innen zu verziechen, und ir Fürnämen zu vergäben, won sy bekennen sich unrecht getan, und wellen das niemer mer tün. Und als sich die Abstellung in der Wuchen vor dem Sunnentag Oculy begäben, und vor und ee die Sach zu ufstraglichem End kommen und pracht sy, ist glich angentz Burgermeyster Waldmann mit etlichen sinen Anhengeren gan Baden gefaren und daselbs ungevarlich by vier oder fünff Tagen mit

guttem Leben verharret. Es ist auch dahin zu im kommen des Römschen Küngs Potschafft, Herzog Sygmunds von Oesterrich Rätten einer, die ouch alda zu Baden by drygen Tagen gewessen. Desglich was ungevarlich ein Tag bestimpt und gesetzet gan Bern von wegen des Küngs von Franckrich, dahin Burgermeyster Röst der Alt hingeverttiget ward, der auch demnach gan Fryburg und gan Sollotren zu ritten fürnam, denselben ir Zurittens vor zu dancken, und ander Bevelch usszerichten. In dem wurdent die vom Zürich-See des getanen Abscheids bericht, wie sy sich bekendt sölten haben, in irrem Fürnämen, von innen vor getan, Unrecht getan haben. Und was ein grosser Unwil under innen, und warent die, so daby gewessen von den Gemeinden am Zürichsee sämlicher Begäbung halb, ob sy die der mafs getan sölten haben, vast sorgvaltig, irs Lebens deshalb zu verlierren. Und sind aber zusamen komen mit Samlung. Und als sy dan bericht syent, dafs Burgermeyster Waldman glich angentz gan Baden gefaren, Kurzwyl gesucht, und dem Zusagen nit uff Stund vervolgt wolt werden, desglich Burgermeyster Röst gan Bern geritten, erwochs von den Ussren ein grosser Unwil, und vermeintten: sy möchten wol abnämen, dafs dem Burgermeyster Waldman ir Sachen nit vast zu Hertzen giengen. Und warren des Gemüts und Red, sy wöltend in zu Baden beschächen, und so wit mit im handlen, dafs dem Zusagen nachkomen wurd. Und was das so lutprech, dafs Burgermeyster Waldman sich von Baden heim gan Zürich zu ritten fügt, und von Sorgen dheinen rechten Weg zu ritten dahin pflag. In dem warrent die vom Zürichsee erst lutter des Abscheids bericht. Und zugent zusamen, und ward der Unwil vil grosser dan Anvangs der Sach, und wöltent ye dheines wegs gestendig sin, sich bekendt haben, in ir Handlung vor Unrecht getan, sundern grofs Notturfft das erheischen; hätte innen Unrecht zugezogen. Und verordneten damit ir Potschafft dieselben vom See in alle Oertter der Eydtgnossenschafft, sich selbs des und andrer Sachen halb zu entschuldigen; und nit an usser Sorg, als Burgermeyster Röst gan Bern, Fryburg und Sollotren geritten, wie sy nit zu Guttem bedacht werrend worden, sunder

Unwillen angezogen. Und hat sich uff das die Samlung dero
n See und andrer vester dan vor begäben, und versampt
ammen komen uff Sunnentag Halbvasten zu Küsnach an
n Zürichsee. Da habent aber die von Zürich ir Botschafft
ussgeverttiget zu understand, den Handel und den Widerwillen
Guttem ze pringen. Aber die Ussren warrend der mäss ent-
zet von des Handels des Abscheids wegen, dafs dhein Milte-
it da funden mocht werden, sunder was ir Meynung der
scheiden halb von dem Burgermeyster und Zunfftmeyster Wi-
ruff zu tund, die Geschrifften darumb luttend alle hingetan
d abgelöschen sölten werden; mit vil mer ander vordrung
halb, damit nit rüwiger Wil erlangt mocht werden. Nützit
ter minder uff Sampstag vor Halvasten, die gantzen Nacht,
d mornendes, den Sunnentag, ward durch den Gewalt, Bur-
meyster und den Ratt, verschaffet, dafs die Thor allenthal-
n an beden Stetten und Türly mit grossen eichinen Riglen,
die Murren gelassen für Uffstossen gemachet wurden, Büch-
uff Thürn und die Werrinen getan. Und als die Botschafft
Zürich unvertragen abgeverttiget, ist aber mercklich Sorg
der Stat erwachsen, dafs Niemans sich versächen, was usser
n Dingen werden wolt. Demnach uff denselben Sunnentag
nd sich die von Wedenschwil, Richtenschwil und Ander vom
e für das Schloss Wedenschwil gelägert, das von dem Schaff-
r ervordret, innen da Offnung zu tund. Des hat er sich
widert, und das nit thun wellen, sin Herren von Zürich die
schöffen dann das. Nun was das Schlofs nit besetzet — dann
warrent dem vordrigen Handel nach abgezogen — und hat
r Schaffner nit mer dann den Koch und Keller by im. Und
ten sich die Ussren so nach hin zu, dafs sy das Vorhufs er-
retten. Und was der Schaffner mit den Knechten in das
nderhufs gewichen, und die Valprug uffgezogen, in Meynung,
h da zu erwerren. Da aber die Ussren alwegen des Willens
rren, Offnung ze haben, und rustend sich zu, ob das mit
llen nit sin möchte, das mit Gewalt ze erobren. In dem
s ein Botschafft von der Stat Zürich ussgeverttiget mit etlichen
r Eydgno(sse)n Potten, zwein von Zug, gan Wedenschwil,

in Fürnämen, daselbs die Sach zu güttigen und zu früntlichem Betrag ze pringen; das dheinen Fug mocht haben. Und was ir streng Anvordrung, wie der Schaffner, der einer von der Stat was, mit Namen Ulrich Schwend, und von den von Zürich dahin gesetzet wider des Ordens und des Obristen Meysters Willen, dafs derselb sölte innen das Schlofs ufftun: dan wo er das nit tätte, werrent sy der Meynung, das zu tun und versüchen, und den Schaffner und die sy hy im begriffen über die Mur hinufs zu werffen. Der Schaffner was nit Willens das zu tund, und schofs mit einer Büchsen herufs. Da wurdent die Ussren so vast entsetzet, und warrend der Meynung, dafs nützit anders daran werre. der Schaffner und die Andren müssten ir Leben darumb geben. Und rusten sich zu mit Laden, und verordnetten ir Schützen in die Pfenster und Werrinen, und understunden sich zu nächren gegen der Valprug mit Rustung dar zuzekomen, die uffzehöwen und niderzezerren. In den als dann die ussgevertliget Potschafft von der Stat Zürich was dahinkommen, ouch die Potten von Zug, ward noch das so vil gehandlet und darzu geredt, dafs die von Wedenschwil und Ander wurdent gestillet, und die Sach der mafs angenommen, dafs sy den Schaffner mit siner Hab söltend lassen abziechen, und das Schlofs Wedenschwyl innen offnen, doch mit dem Underscheid, dass der Potten einer von Zürich, der ouch von der Art pürttig und vil Fründen da hat, by dem Schlofs by innen pliben, und die von Wedenschwil und Richtenschwil das besetzen. Und hat wol söllich Weg, wo die Potten von Zug nit werrent gewessen, es möchte nit wol den Gang genommen haben. Und als dan ungevarlich uff denselben Mendag ein gesatzter Tag sich zu Schwytz begäben, dafs gemeiner Eydgno(sse)n Potten von den acht Ortten versampt by ein andren warrent, wurdent sy durch ein Potschafft von Zug söllichs Handels bericht. Und ward durch dieselben Potten geratschlaget, dafs gut werre zu der Sach zu tünd. Und machten sich dieselben Potten von Stund an uff und rittend gan Zürich, zu understan in Sachen zu Gutten ze handlen. Und kamen etlich uff Zinstag vor Imbifs dahin. Uff denselben Zinstag, als

Burgermeyster Waldman der Botten gewar ward, fügt er sich zu innen, den Imbifs uff der Brugg zu dem Schwert in der Herbrig zu nämen. Und als der Imbifs getan und die Rätts-Knecht der Meynung den Waldman heim zu beleitten warren, und von dem Rathufs über die Brug irren Gang tatten, gerüst mit irren grossen Schwertten, und als sy komen sind enmitten uff die Brugg by dem Wasserrad — ist einer under den Knechten gangen, genämpt der Schneevogel, den hat der Waldmann vast zu im gezogen, dan derselb was nit ein gutter Mönsch, vast den Kriegen nachgezogen; dem wolt der Waldmann, wie wol es dem Rat widrig was, den Stab geben, als ouch das beschächen, und durch inn getan ward: derselb trug ouch ein Schwert wie die andren Knecht — sind etlich von den Burgerren innen uff der Brug begegnet, und denselben Schneevogel von etlicher Wort wegen angezogen, die er geredt sölt haben, so zum Teil der Meynung warren: er wölte lieber by einem fromen Schwaben stan, dan by einem gepornen Züricher, won derselb plibe by im, so der Züricher von im wiche, und er wölte, wellicher den Ussren vom See guts rette, mit mer andern Wortten die geschelcht, dafs denselben die Höupter abgeschlagen solten werden. Und wie wol er der Wortten nit gestendig, so zuchtend Etlich, sunder ir Vier, von Scheiden, und hüwen und schlugent denselben Schnevogel glich angentz zu tod. Und hatten dieselben einen söllichen Anhang, dafs die Knecht, wie wol sy ir Schwerter trugen, nit Stat hätten ze scheiden. In söllichem Gelöuff, als Her Hans Waldmann das hört, was er in Meynung, usser der Herbrig ouch darzu ze löuffen; dan dafs er durch die Botten von Eydtgnossen behept ward. Und ob er dahin komen, was die gemein Red, dafs es im ouch des glich gangen und beschächen wer; dan dafs es nit Zit was. Die vier Höptsächer, so den Schnevogel hingetan, machtend sich in die Frygheyt, und ob derselb Tag verschein, hatten dieselben söllichen Zuker von der Gemeind, dafs ye den Burgermeyster und den Rätten die Sach dermafs geviellen, dafs die gesichret wurden, dafs sy darufs by demselben Tag giengent. Mornendes an der Mittwuchen nach Halvasten ging der Burgermeyster

Waldman frūg in die Wasserkilchen Mefs zu hören. Und als die Mefs getan und er usser der Kilchen gieng, warrent die vier uff dem Helmhufs vor der Wasserkilchen, so den Todschlag getan. Die nam der Burgermeyster an ein Ort, mit früntlichen Geberden, mit gutten Worten innen die Hand gepotten, und ein wil Red gehept, und aber mit Erzügung eines gutten Gemüts von denselben gescheiden. Uff das hat er bestellt, dafs alle Zunfft versamlet zusamen komen, in Meynung, von einer zu der andren ze gand, Red mit innen zu haben; demnach und er sich besorgt eines Ufflöffes und des Unwillens der Gemeind zum Teil bericht was, (zu) understan (das) abzestellen, und gern wellen dem vorsächen. Won es möcht wenig in der Stat gehandlet und getan werden, er möchte das vernämen, durch die, so er allenthalben bezalt hat, uff sin Sachen uffzelossen, die ouch darumb belonet wurden; der was etwen mänger. Und gieng söllicher Meynung Anvangs in der Schifflüt Hufs und in dieselben Zunfft, und hat alda sin Red: dem nach uff der Zimberlütt Hufs und für dieselben Zunfft, und verfürt da ouch sin Red, uff Fürsorg im begegnen möchte. In dem hatten sich der Eydtgnossen Potten, dero von Oerttren ein gut Teil da was, denselben er Abens zugesagt, wen es innen Morgens fügklich werre innen grofs und clein Ratt zu haben (uff das Rathufs begäben?). Die verfügten ir Botschafft zu innen, und liessent im sagen, wie sy uff dem Rathufs wärrend und alda wartetten. Ward er funden uff der Zimberlütten Hufs by derselben Zunfft, und wie wol er in ander Zünfft auch Willens zu komen was, so verwilliget er den Eydtgnossen, und kam uff das Rathufs, und bevalh angentz in bed Rätt zu lütten; was zwüschent sybnen und der achten Stund Morgens. Es ward ouch dem nach geredt, wō sin Fürnämen, uff ander Zunfthüsser (ze gand) werre vollzogen, er werre von etlichen nit lebendig komen. Es solt aber nit den Fug haben. Und als die Rätt zusamen versamlet kamen, und der Eydtgnossen Potten für dieselben gingen (haben sy) mit einer Red anzügt; demnach und sy bericht abermals des Unwillens zwüschent innen und den Ussren der Irren, das innen nit zu gevaltig; darinn sy

gern handlen wölten, die Sach zu Guttem ze pringen, damit die Ufflöuff abgestelt; als sy sich versächen, nach vorgehandletter Sach nit mer beschächen werre; mit früntlicher Erpiettung alles das zu handlen und zu tund, das zu Rüw und guttem Willen diennen möchte. Und (als) söllich Red getan, wie sich die nach Notturfft gehöischen, und die Eydtgnossen ussstündent in die mindere Rätt Stuben, kamendt etlich von der Gemeind, by zwölffen, und begertten auch für den Ratt; als man ouch die fürliess, und was derselben Meynung und Beger, zwüschent dem Ratt und den Ussren zu verwilligen, die Sachen zu Guttem ze pringen, das ouch innen zugelassen. Aber in dem als söllich Red getan ward, machet sich anvangs ein Zukerr, villich by zwentzig Mannen. Deshalb den Eydtgnossen zu wüssen getan (ward), dafs man Sorg hätte, dafs die Sach nit gut Weg haben wölt. Das (ward) anvangs von den Botten verachtet, und warttetend damit der Antwurt irs Anpringens von dem Ratt. Aber glich angentz ward ein Zulöff und Geröss vor dem Rathufs so grofs, dafs man wol abnämen mocht, dafs sich ein Ufflöff begäben wolt, und dafs sich der Eydtgnossen Potten sich etlich hinabfügten für das Rathufs, in Fürsatz, die zu stillen. Aber der Zuloff merret sich so vast für und für, alle in irem Harnisch mit Gewerren, Achssen und Andrem; und ward in dem glich von der Gemeind gevordret: der Burgermeyster Waldman, der Statschriber, Heini Götz der Schifflüt Zunftmeyster und der obrist Ratsknecht. Derselb Statknecht hat Abens geredt, als der Schnevogel erstochen ward, es werre ein Schand, dafs einer also ermürt solte werden, und man hätte der Mörder noch vil in der Stat. Söllich Red hat im den Unwillen gemacht, dadurch derselb ervordret ward. Und als sich nun söllich Vordrung begab, kament etlich der Eydtgnossen Potten widerumb für den Ratt; etlich hatten gnug zu waren der Gemeind, dafs sy nit hinuff in das Rathufs kämend. Und als der Burgermeyster der Vordrung bericht ward, stünd er uff und tett ein Red mit siner Entschuldgung, und ermant die Botten von den Oertrren: diewil und er der werre, der von der Gemeind ervordret, so ermante er sy und rüffte sy an, dafs sy in by Recht behüetten und schir-

ten ouch handthaben wölten, als sy des schuld werren, lut etlicher Verpuntnifs, so in einem Artickel das zugäb, dafs ein Burgermeyster zu Zürich des Macht hätte; mit vil Wortten. Und erpot sich zu Recht uff einen Burgermeyster und den cleinen Ratt, und, ob es daselbs nit fügklich, uff den grossen Ratt, des glich uff die gantz Gemeind, und ob es alles nit sin möcht, uff die Potten der syben Ortten. Des glich die Andren ouch tatten, und zu Hanthabung Rechten anrüfften daby ze pliben zelassen. Und uff söllich Red wurdent die Gemelten usgestelt. Und in dem war der Zulöff der Gemeind so grofs worden, dafs der Eydtgnossen Potten alle zu werren und mit grossem Ernst sy hinder sich triben und trucken müsten, dafs sy nit hinuff komen wurden. Und kam die gantz Gemeind zusammen, dafs der Platz vor dem Rathufs was überstelt, des glich der Vischmarkt; und das Rathufs umb und umb allenthalben bestelt und versächen. Und doch durch etlich Potten in dem getettmangel mit grossen Unstatten des Geschreigs halb von der Gemeind, und angezogen und der Gemeind zu verstand geben die Rechtpott, vom Burgermeyster getan, mit Beger sy in ein Hufs zu versächen lassen, und Recht von ir Handlung wegen lassen vechten — schruwen sy alle einhellenklich: »nien, nien«, mit lutter Stim, »sy müssen in Schelmenthurn; da haben sy Uns dick unverdienet ingeleit«; und mit trotzigen und fräffnen Wortten, die sy pruchent: welle man innen, die sy ervordren, (nit) herufs geben, so wellen sy dieselben und Ander mer selbs hollen. Und trungen mit grosser Ungestüme gegen der Tür und der Rattstegen, dafs die frommen Potten von den Eydtgnossen, den Oertren, alda stundent und sy hindersich truckten, dafs sy nit hinuff käment. Dan man möchte sich wol versächen, nach dem und die Gemeind entsetzet, werrent sy hinuff komen, dafs ein grofs Plutvergiessen beschächen werre, — dan des grossen Rats, der warrent ij^c, — und dafs der Unschuldig mit dem Schuldigen gelitten müfs haben. Dan es was ein grosser Ernst alda, und dhein Vernunpft mocht da gepruchen werden. Und wo der Eydtgnossen Potten nit alda gewessen werren, so werre es fast übel gangen. Die sich hielten als from Biderblüt;

lerselben ouch vast ward von der Gemeind geschonet, in Sahung, dafs Niemans mocht verstan, einicherley unfrüntlich 'ürnämens gegen innen mit Wortten noch Geberden zu üben. Ind wie wol die Gemeind unrüwig und entsetzet, so hatten sy loch alwegen in der Potten Handlung nit Unwillen; und ward lurch die Potten so vil erlangt, dafs sy denselben, von den)ertrren nachliessen, dafs sy die, so gevordert wurden, zu ren Handen nämen möchten zu Recht; doch dafs sy in den 'hurn Wellenberg gefürt und geleit werden solten. Und wurlen daruff aber ir dryg ervordret, mit Namen Meyster Lienhart)echen, ein Metzger, obrister Zunftmeyster, Hans Pieger der Veber Zunftmeyster, ein Ratsknecht mit Namen Marti Stricker, ınd einer, hiefs der Plübler, was Thurnhütter des Wellenbergs, ınd dem Waldman vast lieb. Und wurden alle von den Potten ıngenommen; und werre der Zit mer ervordret, werrent alle ıngenommen. In dem Handel wurdent der Eydtgnossen Potten ericht, wie ein gemeyner Sturm gienge am Zürich See; won lie Glogen warrent allenthalben von den Ussren gestelt, wen nan daran schlüge, dafs sy alle zusamen solten züchen. Und von zu besorgen was, ob dieselben zu der Gemeind in die Stat tomen werren, dafs es der Stat Zürich vast übel erschossen, vas der Eydtgnossen beger an die Gemeind, die Thor und die Stat zu versächen; dan in einer Stund demnach warrend die Ussen an der Stat. Die Gemeind hat aber die Stat und Thor versächen uff Anpringen der Potten; dann wo die Ussren hininn konen, hätte wol Fug gehäpt, dafs sich ein Zerstörrung der Stat egäben möcht haben. In dem als dan die Ervordretten von den 'otten warrent angenommen, und von denselben an die Stegen efürt, was noch dan ein söllich Trang und Vechten in das Rathufs, lafs sy die Angenomen nit vermeintten statt zehaben hinufs ze üren; dan dafs sy Sorg müsten haben, dafs sy innen von der Jngestüme wegen in ir Henden wurdent erstochen. Und wurlent widerumb hinuff gefürt, und mit der Gemeind geredt, dafs y ein Witti machtend, und Sichrung zusagten hinufs ze gand; las ouch beschach. Da machet die Gemeynd mit dem Volck in witte Gassen, und namen die Potten die Angenomenen, und

fürtend sy hinuff gegen dem Thurn. Da zug ein grofs Mänge Volck vor und nach, und lüffent ein Teil für die Kilchen und Frygheitten, die zu versächen. Und als man sy zu Schiff pracht hinüber ze fürren zu dem Thurn, ward von der Gemeind ein grosser Inval, dafs man besorgt der Schiff Undergang, dan das Nachden so vil getan, dafs man nit Fug und stat hat zu dem Thurn zu varren; und furrent doch vil von der Gemeind hinin. Und als man die Gevangn(en) erst in den Thurn pracht, und man Anvangs die bössen und nidren Gevängnifs anvachent, vermeinten die von der Gemeind glich den Waldman dahin zu legen. Aber durch die Potten ward ein Mitliden mit im gehept, und fürtend in hinuff fürbas zu den andren Gevängnissen, so nit so hart warrent. Derselben Gevängnifs warrend zwo; ward in ye die besunders dryg geleit, namlich in die Einen der Waldman, Meyster Pieger und der Meyster Götz, in die Andren der Statschriber, der obrist Ratsknecht und der Knecht, so vor den Thurn versächen hat. Und als man dieselben in die Gevängnifs beschlofs, woltend die von der Gemeind (nit) von den Gevängnissen, und warrent in Meynung, im Thurn da vor zu ligen, zu hütten, dann dafs sy mit gutten Worten davon getettunget. Aber in den undern Gevängnissen, dero dryg näbent ein andren sind, und so nider, dafs sich einer von den Kefwen nit stat hat uffzerichten, lag in der Einen ein Ketzer; zwo warrend ler. Ward der ein Statknecht in die einen gelegt. Meyster Oechenn ward in dem Thurn gelassen ledig gan vor den Gevängnissen von sines Alter wegen. Aber der Thurn ward Tags und Nachts allenthalben mit grosser Hut versächen, damit sy innen nit untrüw entzogen wurden. Und der Waldman ouch Heini Götz, dero hat yegklicher ein Pantzer an under dem Wanssel über das Hemd. Und ward Waldman von einem Potten von Bern mit Namen Anthony Schöny, und Ludwigen Seyler, Schultheis zu Lutzern ab dem Rathufs in Thurn gefürt; darnach die Andern von den andern Potten. Und wie wol der Eidtgno(sse)n Potten Beger und Anvordrung was, diewil und sy innen zu iren Handen in Gevängnifs zu Recht zugesagt, dafs man dan innen die Schlüssel zu den inren Gevängnifs zu iren

Handen komen lassen solten, das wolten sy nit verwilligen. Wol ward das zugelassen, dafs einer von den Potten, Wernher von Meggen von Lutzern, zwein Tag oder dryg ungevarlich mit dennen, so innen Essen prachten, in den Thurn fur, und das helffen tun. Aber darnach giengen sy zu, und namen den Ketzer usser der bössen Gevängnifs, nnd fürtten in inn einen andren Thurn. Und ward der Waldman an des Ketzers Stat geleit, des glich der Obrist Meyster ouch in einer; des halb der Pott von Lutzern sin hininvarren abstelt. Und ward demnach der Waldman von der Gemeind angenomen mit harter Pingung, anne alle Erbermd gefraget, nützit gespart, vast schnöd gehalten, nit mit Essen noch Trinken zu dem besten, in dem Geschir da der Ketzer uss gespifs ward gepracht, dhein Gnad noch Miltekeit mit im gehept, der mafs gepinget, dafs er sin selbs dhein Hilff mögen hat tun, mit sinen Henden nit Essens pflegen; des glich mit den Andren, wellichen sy ye beducht Fug haben, ouch getan. In dem hand die Botten von den syben Orten, von Fryburg, Solotron, ein Abbt von Sant Gallen, Stat Sant Gallen, Rottwil, Schaffhussen und Ander vil Müg und Arbeit prucht in der Sach zwüschent der Gemeind in der Stat und den Ussren, won sy warrent alle gemeinlich versamlet. Die Ussren, sunder vom See, hatten einen obristen Höptman gemacht, und suss von sundren Enden Höptlüt und Weibel gesetzet. Und welliche vor nit by innen gewessen, die zugent den Ussren alle zu; und (wurden) etlich mit grosser Pit zugelassen. Und herschetten die von der Lantschafft gantz usserthalb. Die Gemeind in der Stat hatten ouch uffgeworffen und gemacht einen Höptman, mit Namen Lasserus Göldy, der vor was entzetzet von dem Gewalt mit Unschuld des Rats, durch Nid und nit von Verschuldung wegen; ouch einen Venrich gemacht, mit Namen Suiderus Schwend. Und was Anvangs dheiner der Rätten nit gewaltig; wurdent ouch nützit gepracht, noch zu der Handlung gezogen. Etlich Zunftmeyster hatten sich geüssert; einer der obristen mit Namen Meyster Wydmer was gewichen in die Frygheit. Die Andern giengen in der Stat mit Sorgen, des glich die von Rätten. Und handlet Niemans den

die Gemeind mit dem Höptman. Nun hat sich die Gemeind von der Stat so vast zu den Ussren vom Zürich See mit früntlichen, gutten Wortten getan am ersten Tag, als sich der Uflloff begiben, und ouch Ruggen an innen understanden zu suchen, und mit Worten begegnet: wie die Sach zwüschen innen, als beden Teillen, Ein Sach und Handlung sin sölte, und an sy wöltend sy nützit handlen, und Lib und Gut zu innen setzen. Und legertten sich die Ussren vom See und von andren Herschafften und Aemptren an die Stat der Murren obwendig am See; etlich ensit der Stat, by der cleinen, an die Sil, und in dem kloster Seldnow. Und ward die Stat allenthalben bewart, dafs man nit mer dan so vil und man getruwet zu behöpten, sunder merteils die, so Essen und Trinken hinufs, von yegklicher Geschelschafft schaffen solten, liefs hinufs komen. Und was ein mercklich Zal Volck da, die geachtet wurden zu etlichen Ziten für vj^m Man; won sy hatten sich von allen iren Landen und Herschafften zusamen geschlagen. Und wie wol ein Abscheid von beden Teillen war abgeredt, der Gemeind in der Stat und der Ussren, dafs man Niemans schädigen sölt, ward nützit dester minder dem nit nachgevolgt. Die Ussren namen etlichen, so in Anvangs nit zu innen gezogen, ir Win, und understunden die zu schädigen, und vil und mängeley Sachen fürzunämen als Lüt, so unenpunden, mit Unvernunpfft. Mit Allen dennen, so der Stat vor Zuschub getan haben, innen widerwerttig gesin, was ir Fürnämen, die zu straffen, es hätte jech Fug oder nit, dan das durch die Potten der Eydtgnossen mit gutten Wortten und zimlichem Fug ward abgestelt. Dan sy warrent der mäfs verwildt, dafs sy retten, was innen zu Willen was. Und musten die Potten in allen Handlungen vast sorgvaltig und mit iren Worten ganz behut syn, und nach Gestalt, dafs man sich wol versächen mag, dafs mänger fromer Man nit hat usser siner gutten Concientz stat gehäpt zu ratten, noch zu reden; dan der Handel hat sinen Weg, als ouch das durch die Wisen bedacht und nach Gestalt getan ward. Demnach und der Höptman und die Gemeind in der Stat understunden, mit dem Waldman Anvangs zu handlen, wie zum Teil vorstat, ward von den Us-

en vom Zürich See und Andren ervordret an den Höptman und die Gemeind in der Stat, und was ir begerren, die Irren daby ze haben, so man inn und die Andren annämen und fragen wurde; des glich in des Waldmans Hufs sy ouch lassen komen zu besächen, was da werre, oder was da funden, es werrent Brieff oder Anders, dafs sy des ouch Wüssen haben möchten. Ward innen von der Gemeind zugelassen, und von den Ussren darzu verordnet; des glich das Hufs besetzet mit den Ussren und den Inren, die in demselben Hufs nit vil spartten, Nacht und Tag tosstend. Die Ussren namen ouch das Hufs Tübenstein, so des Waldmans was, im zu iro Handen und hätten ouch das Hufs nach irem Willen; funden vil guts Wins da. Zu dem was es nit genug. Die vom Zürich See und die Ussren schicktent sich der mafs zu ir Meynung, ir Potschafft by dem Höptman und der Gemeind in der Stat zu haben, mit innen in Sachen vermeynen zu handlen, und sunder was da gevallen wurd von dennen, so yetz angenomen und fürrer angenomen möchten werden, (dafs) der halb Teil des Guts innen zustan sölte; und uf söllich ir Anzüg sich zu nächren, in der Stat Zürich ouch ze regierren und zu handlen understande. Ward noch dan die Gemeind in der Stat unrüwig, won sy beduncken möcht, wie die Ussren zu vil wölten. Und als zum Teil Unwill wolt erwachssen, und die Gemeind mit dem Höptman an die Rätt handletten, und ouch von der Eydtgnossen Potten und Andern die Sach bedacht ward, was der Stat Zürich an vil Fürnämens künfftiger Schad erwachssen wurde, ward zu gut der Stat, so noch dan nit unpillichen bedacht, dafs sy in irem Wessen und Stadt pliben möchten by irren Frygheitten und Harkomen, und nit also getruckt wurden, von gutten, getrüwen, und früntlichen Trüwen wegen von der Eydtgn(oss)en Potten an den Höptman und die Gemeind der Stat mit Wortten gelangt: wie sy gut bedücht, sy werrend des Regements nit bericht; und darumb so hätten sy noch vil fromer Mannen und Personen, so vor in der Stat Sachen gehandlet, und usser gutter Vernunpft wüsten zu handlen, dafs die von innen nit also veracht (würden), sunder möchtend sy wol ratten dieselben

zu innen zu züchen; die zu irem Wolkomen innen wol möchten erschiessen; dann es werre yetz gar bald ein Sach getan, die der gemeinen Statt nachmals Grosses prechte; won sy möchtend für sich selbs wol abnämen, was der Ussren Ingang anzögte und Annämen werre. Söllichen Ratt satz die Gemeind zu Hertzen, und zugent vom vordrigen Rat ufs by zwölffen, dennen sy getrüwtent; won sy warrend in dem alten Ratt nit eins Gemüts gewessen. Und satztend die zu innen; doch in vil Sachen wurdent sy noch dan ussgestelt. Demnach und ward wol geredt, dafs dieselben zu innen ze sitzen eines gutten Willens werren, und wie dafs etlichen glich werre, als den alten Vättern in der Vorhell, so von Got dem Almechtigen erlöst wurden; dan ir Sachen warrent nit zum Besten vor gestanden. Demnach ward durch die Potten alwegen für und für gehandlet, die Gemeind in der Stat und die Ussren zu früntlichem Betrag ze pringen. Deshalb sich die Sach merteils verzog, dafs die Ussren von der Landtschafft, dem Zürich-See und Ander daruff trungen und verharretten, wie der Gevangnen Gut innen zum halben Teil (sölt) werden; sy werren oder wurden gevangen, mit andrer Annämen, by ir Handlung ze sin, und darin ouch helffen handlen: Und so vil mer war ir Anvordrung, dafs des Waldmans und Meyster Oechems Gut innen gantz sölte vervolgen und werden, vorufs usser der Ursach, dieselben zwein hätten in Anvangs innen ir Lib und Gut zu Pfand gesetzet, dafs ir Beschwert, vor in Anvangs gemelt, sölte für und nit hinder abgetan werden; das werre Alles nit beschächen, darumb sy vermeintten, innen söllich ir Gut gantz vervallen werre. Und werrend in den Stucken bed Parthyen ein andren gantz widerwerttig, und hatten gegen ein andren nit vil guts Willens. Zu dem was der Ussren Meynung, dafs innen ein Widerruff getan sölte werden des ersten Abscheids, vast mit tratzigen Wortten. Und wöltend des ein Wüssen haben: ja oder nien. Desglich ob sy innen das Gut des Waldmans und des Meyster Oechems gelangen wölten lassen. Und retten under andren Wortten: die Gemeind hätte innen vil zugesagt, und wölte sy beduncken, dafs irem Zusagen nit vervolgt wölte werden, und sy möchten schier

ch versächen, dafs die Gemeind schier wol als böfs gegen
nen sin wolten und innen nit halten, als die alten Rätt. Und
ard vil Red und unvernunpfflüger Red getan, so nit Not alle
schriben, und gestalt zu gutten diennen haben mögen; dero
st vil was, und redet mängklich was er wolt. Und ward doch
rch die Potten alwegen mit gutten, früntlichen Wortten für
d für gehandlet in Gestalt, dafs sy die Irung gern gut gesä-
en und gut machen wellen; das sich nienen wolt fügen. Und
ard den Ussren nachgelassen, die Abscheid allenthalben hin
d abzetünd; desglich, was Geschrifften in der Stat werrend
shalb ouch hinzetund. Halff alles nit, dan das doch zu-
st der Höptman und die Gemeind in der Stat sich umb alle
chen umb Rechtvergung erputten uff die syben Ort der Eydt-
ossschafft und uff die Potten, so alda warren. Das kondent
e Ussren nit abschlachen. Und ward söllich Recht von beden
rthyen uffgenomen und veranlasset, und in den Anlafs ver-
sset, geistlich edel und unedel, wem beschäche, sin Recht
r im haben sölte; und darinn zu handlen gütlich und recht-
h; und was da getan wurde, dafs söllichs by hocher Ver-
licht gehalten werden sölte. Uff söllichen Anlafs ward witter
mnach Red getan, dafs die Ussern nun dalestmer ir Potten
ltend verordnen, das zu handlen, und dafs sich demnach
gklicher in sin Heymot fügen und das Lager rumen sölten.
urdent wol zu söllicher Handlung Lüt ussgezogen, aber Nie-
ans wolt abzüchen; und vermeintten ye der Waldman solte
r sterben und die Andern ouch. Und lagent da vor der Statt
d truncken und assen, und das Alles an Beillen. Und war-
nt eines wilden Gemüts, fragtent dheinem Bichten nach, wer-
nt ouch lieber witter gerückt, die Lüt zu schädigen. In dem
as mit dem Waldman gehandlet ser und vast, nützit gespart
fürdren inn ze töden; was man in Meynung und Fürsächen,
en er gericht wurd, es gäbe Fürdrung des Abzugs. Und uff
endag vor dem Palmtag liefs man in früg in dem Thurn sin
cht verpringen. Und zwüschen der nünden und zechenden
und ward er gefürt vom Thurn an den Vischmarkt, da offen-
h vor aller mängklichem sin Ritterschafft abkündt, und dem-

nach sin Vergicht und Uebeltun offenlich gelessen, und daruf die Urteil geoffnet, dafs er mit dem Schwert gericht werden sölte, und dem Nachrichter bevolhen, der inn demnach hin fürt. Und warrent bestelt by hundert gutter wol gewaptnetter Mannen, die im halber vor giengen, und halber nach; damit ouch alle die, so zu den Eydtgnossen hörtten. Und getorst sufs Niemans von der Stat komen, won die Thor und Murren warrent besetzet und versächen; won man was noch dan in grossen Sorgen. Und fürt man den Waldman an den See, ob der Wasserkilchen. Da ward er und Ander hinufs gefürt mit Schiffen byfs uswendig der Stat, und näbent der Stat uff den Graben uff in ein grofs Matten. Enmitten in der Matten was ein Brügy manshoch gemacht. Und was die gantz Samlung aller ir Herschafften und Aemptren da by ein andren. Und was ein grosser Rein an der Matten, da die Lüt an sassen, dafs der Hinderst und der Vordrist in mochten sächen richten. An den End by der Brügy rüst inn der Nachrichter zu nach sinem Willen, und fürt inn die Stegen uff uff die Tilly. Da schlug er im ab sin Houpt. Und er was vom Anvang byfs zu End manlich, und gieng so stoltz und so uffrecht für und für, als er vor ye gangen was; bat alle Mönschen, ob er yemans ützit getan, im das zu vergäben, und Mängklichen, dafs er Got für inn bitten wölte oder ein Mefs frümen; wer des Willens sy ein Hand uffzeheben. Als (das) ouch aller mängklich tätt, dancket er den Lütten mit gutten Wortten, mit Vernunpfft, hielt sich byfs an sin End als ein gutter cristglöubiger Mönsch, gedultig, und (hat) dhein unnütz noch böfs, nidisch Wort geprucht, sunder alwegen Got den Almechtigen, und sin wirdige Mutter Mag Maria und die Gottes Heiligen angerüfft, und sich zu dem Tod wol gerüst, und (ist) damit hin getan. Dem nach als das getan und beschächen was, und man in Versächen was, dafs die Ussren wurdent abziechen, woltend sy noch dan des Gemüts nit sin, und warrent in Fürsatz lenger zu verharren, byfs dafs die Sachen betragen wurden. Und ward by langer Müg kum erlangt, dafs sy abzugent, und die Potten innen zusagten nit von Zürich zu scheiden, dan die Sachen Inhalt des Anlasses zu volli-

em End ze pringen. Und wurdent von allen Herschafften, emptren und Gegninen by fünftzig Mannen darzu geordnet, so arinn gütlich und rechtlich handlen solten. In der Zit Anangs diser Sach byfs viertzechen Tag nach Ostren ist so ein rosser Ernst geprucht zu Zürich in der Stat, als ob sy beläg-et werren; alle Manspersonen (sind) Nacht und Tag in irem larnisch gelägen, alle Priester, so vermugklich waren, deslich. Doch hat sich die Sach zum Teil gemiltret. In der Kar-achen die Rätt alle im Harnisch tagten; und was vil Sorg und lüg alda, und wüsset by wil Nieman, wer des Andren Fründ ar; won es begab sich zu merren Mal etwas Getümels, damit ch gern Ufflouff gemacht hätte. Von Anvangs ward alle Tag üg um die sechssten Stund angevangen zu tagen und zu Nach mb die fünfe uffgehört, dan dafs man darzwüschent by zweyen tunden den Imbifs nam. Selten dhein Wuchen, man hätte zu em minsten die Gemeind einist oder zwurent, und alwegen iügig Leben. Nun prachtent die Potten mer dan einist an die emeind, wie sy gut beducht ir Statregiment, wie sy dan ge-idmet werren, an die Hand zu nämen; mochte wol kurtzen strag pringen. Ward alwegen zugesagt der Unmufs und Ge-häfften halb, dero so vil warrent, dafs sy nit stat hatten arinn zu handlen. Dan sy wurdent so nach von den Iren, den ssren, ersucht, dafs zu vil was. Und das must noch dan ge-lten werden, wolt man die Sachen gut haben. Dan die Ussren ätten nit umb ein clein Sach lassen abrichten, wie wol vor er Gemeind der Stat ward vil nachgelassen. Aber es halff lles nützit. Dan Anvangs ward der Span betragen von des Valdmans und Oechens Gut wegen. Da ward des Waldmans Gut ewerdet: wen das darvon genommen wurd, so der Frowen, sines ruders Sun und Andern, die verwissen wärren, und man schul-ig davon zu geben, was dannan gezogen, so treffe es sich noch an xviij^{m} Guldin. Ward in derselben Sach von beden Parthyen en Potten vertrüwet, und der Usspruch, dafs den Ussren vom ee und Andren werden und vervolgen sölte xij^{m} Guldin an en Costen. Und sölte darufs bezalt werden, was zu lest in nd vor der Statt verzert werre; traf sich by iij^{m} Guldin. Dem-

nach so ward den Ussren noch dan ix^m Guldin, und söltend damit abgericht sin die von der Landtschafft von ir Anvordrung wegen aller Gevangnen, sy werren oder wurden mer angenomen oder sufs gestrafft. Aber von allen andren Stössen und Spennen, was nit von der Gemeind in der Stat was nachgelassen, möcht man von den Ussren nützit erlangen; won sy warrent vast hart mit mängeley wilden Anzügen, dero zu vil zu schriben wer. Und warrent die Ussren, als man wol abnämen möcht, des Gemüts, es müste glich den Weg gan, wie es innen gevielle. Aber was nit gütlich abgericht mocht werden, hat rechtlich Entscheidung erst geendet uff Sampstag vor dem Sunnentag Jubilate. Item uff Zinstag nach usgander Osterwuchen ward der obrist Zunfftmeyster Lienhart Oechen und der Schifflüt Zunfftmeyster Heini Götz an den Vischmarkt gefürt, ir Vergicht da gelessen, und die Urteil eroffnet: dafs man sy mit dem Schwert richten sölt. Und wurdent dem Nachrichter bevolhen. Der fürt sy hinufs in die Höptgruben, und wurden alda gericht. Und difs wurden ouch mit vil gewaptner Lütt, die vor und nach giengen, ussgefürt. Item uff Sampstag darnach ward der ander der Schifflütten Zunfftmeyster, mit Namen der Rikler, ouch an den Vischmarkt gefürt, sin Vergicht und die Urteil geoffnet, und ouch demnach hingefürt und mit dem Schwert gericht.

Item nach dem und dan der Burgermeyster Waldman gericht und mit im geïlt ward, kam vil an Tag, das man vor nit wüssen hat. Sunder ward geoffenbaret, dafs er dem obresten Knecht bevolhen hat, den in Eyd zu nämen, so die Thorschlüssel hat zu dem nidren Thor; wer da käme zu Rofs oder zu Fufs, wenig oder vil, und das Wortzeichen Sant Niclous prechten und das gäbent, dafs er die in und ufs lassen sölte; und damit glich einen Eyd müssen tun, das zu verhellen und Niemans sagen. Derselb hat deshalb ein sollich Beschwerd, dafs er sich gantz niderlegt, und dafs man inn mit dem Sacrament bewarren müst. Desglich, dafs er die Wächter uff den Türnnen hat lassen eyden, nit zu stürmen dan durch sin Bevelhung; und ob sy dhein Volk gegen der Stat sächen komen, rittend oder gand, im das angentz zu verkünden. Und suss vil

ler Eyd, so von im und etlichen Zunftmeystern fromen Lütten
)en warren, so gestrafft, und noch dan das verhellen mussen.
m der Eydt ward erst geoffnet, den der Meyfs getan hat
ihalb, als er mit im uneins was worden im Ratt, dafs derselb
ndel nit geoffnet solt werden. Und als dan söllichs und vil
d mänger unpillicher Gewalt prucht worden was, und nit an
Red getan ward, wen Waldman in sinem Wessen pliben,
fs vorhanden gewessen werre, dafs etlich der Besten, so im
derwerttig wärren, von im hingetan und getödet werrent
rden, — als ouch an Etlichen Anzügung beschechen was —
rd ein grosse Ruw, dass er gericht und tod was. Und war-
it die Lüt unrüwig, und was ein Red von Mängklichem, wie
einen Anschlag gehept, ein Volck gan Zürich ze pringen. Und
er zu Baden werr gesin, sölte er mit des Römischen Küngs
d des Herzogen Potschafft von Oesterrich den Anschlag getan
ben; des glich etlich Graffen im Volck zugesagt zu schicken.
d was söllicher Red, und was sich zu Bössem gedienen
icht, was vil vorhand. Und ward von vil Samlungen gesagt,
sich erhoben söltend haben, im Heggöw und am Schwarz-
ld, deshalb man, das warlich zu erkunnen, Potten allent-
lben ussverttiget, die Ding zu ervarren. Und hat man des-
lb nützit und dhein Samlung vorhand gewessen nit mögen
rarren, noch vinden, dan dafs die Ussern ensit des Rinfs
achten hatten, in Sorg, dafs man sy überzüchen wurde.
tzit dester minder warrent alle Mönschen so unrüwig, und
s Mängklich des Gemüts hinufs ze ziechen, und einen Lands-
ieg anzeheben; deshalb die Potten von den syben Ortten vil
ig hatten hinufs zu ritten, die Sachen abzestellen. Und alle
uggen und Var müst man versächen, Niemans hinufs ze
sen, ouch die Lüt allenthalben stillen; wan es was Mängklich
punden. Und wen man an einem Ort yetz die Sach gestelt
t, was es mornendes an andren Enden, und warrent die Lüt
d der Tüffel vast unrüwig. Item uff Mendag, als Waldman
richt ward, gieng ein Sturm durch das Turgöw nider byfs gan
den, obsich gan Rapperschwil, hinin gan Einsidlen, und
s ein Geschrey, es werre ein grofs Volk über den Rin und

prandten allenthalben. Und ward gan Baden von der Landtschafft geflöchnet; desglich von den Bedren. Und wurdent die Thor an der Stat zugeschlagen; und wüsset Nieman, was es was. Und warrent die Lüt vast erschrocken, und ward ein Red getan, wie die Stat Baden ouch solte ingenomen sin worden, und söltend ir Thorschlüssel abgetruckt sin, und wurdent die Schlofs angentz verändret, und wie der Waldman die Thorschlüssel zu den Thoren haben solt; und wurdent etlich Personen vast deshalb verargwonnet. Und was ein wilder Löff, und diennet das Geschrei in das Ergöw; die zugent zusamen, etlich byfs gan Lenzburg. Die Man kamen von Ensidlen byfs gan Schwytz, und machtend sich uff etlich, und zugent byfs an Sattel. Die von Ure wurdent bewegt, dafs sy Höptman und Venrich erwalten, und sich rustend uszeziechen. Söllichem nach wurden mer dan Einer angenomen und gevangen, und deshalb gefraget. Aber nützit mögen erlangen, des glich dheinerlei Handlung Anzügung, sich zu versächen, ützit daran ze sin, dan dafs es für ein Plag geachtet mufs werden. Von des wegen hätte man mögen erliden, dafs Waldman noch in Leben gewessen; ob deshalb ützit vorhanden, dafs man das an im funden möcht haben. In dem begab sich, dafs man aber sechs Zunftmeyster zu Zürich annam und gevangen wurden. Vier warrent gewichen. Der Obristen einer, als dero dryg warrent, was einer in die Frygheit gewichen; der was beleit mit Knecht. Ward under den drygen der Obristen einer gevangen, mit Namen Meyster Röuchly, ein Kessler; der Pfister und Müller Zunftmeyster mit Namen der Hab; der Weber Zunftmeyster, genämpt der Rifs; der Schuchmacher Zunftmeyster, genämpt der Wifs; der Schifflütt Zunftmeyster, genämpt Rickler; der Gremler Zunftmeyster, Thoman Schöub. Der Zit nach machet es sich zu merren Mal, dafs sich gern Uffrör in der Stat hätte begäben, sunder in der Handlung der Gevangnen, als der Statschriber was usgelassen von dennen, so von der Gemeind was bevolhen zu handlen. Warrend die Andren von der Gemeind nit benügig und understunden zusamen zu loffen, in Meynung, sollich Handlung nit zu halten; des glich der

obrist Ratsknecht. Und mocht Niemans dem Andren den Vallen tun, wie wol dieselben in ir Hüser geschworn, und ir Lib und Gut nit zu verändren, und fürrer der Straff zu erwartten. Dan so machet es sich by den Ussern, dafs der Eydtgeno(sse)n Potten allenthalben hatten ze werren; wan es hat den Weg gewunnen, da Mängklich vermeint sinem Willen nach zu leben. Und warrend diè Ding allenthalben widerwerttig. Uff Sampstag vor dem Sunnentag Cantate ward der Weber Zunftmeyster g(ena)nt der Rifs an den Vischmarkt gefürt, und sin Vergicht gelessen, und die Urteil daruff: dafs man inn sölte vermurren und legen, dafs er Sunn noch Mon nit mer gesächen, und nit mer dan ein Lufftloch lassen, daz man im Essen und Trincken hinin geben möcht; und sin Gut uff Gnad der Stat vervallen sölte sin, und sin Zung dheinem Mönschen mer weder gut noch böfs sin sölte. Uff den yetz gemelten Tag ward der Pfister Zunftmeyster, mit Namen der Hab, usser Gevängnifs gelassen mit Urfech, und müst zu Buss geben V^c Gulden, und zwei Jar siner Erren entsetzet (sin). Des glich uff denselben Tag ward der Schuchmacher Zunftmeyster, genannt der Wifs, ouch usser Gevangnifs gelassen mit Urfech, und hundert Gulden zu Straff geben, und druy Jar siner Erren entsetzet sin. Uff den gemelten Tag ward der obristen Zunftmeyster einer, mit Namen der Röuchly, ab dem Rathufs in den Wellenberg gelegt. Uff Zinstag nach dem Sunnentag Cantate war der Weber Zunftmeyster, g(ena)nt der Byeger, an den Vischmarkt gefürt, und sin Vergicht gelessen, dero er nit vil bekandt was, und was die Urteil: dafs man inn vermurren, wie ob vom Rifsen stat, und sin Gut halber der Stat vervallen solte sin. Uff denselben Tag ward der Gremler Zunftmeyster, mit Namen Thoman Schöub, usser Gevängnifs gelassen, und must ein Urvech schwerren, Trostung geben, dem zu leben, für iiij^c Gulden. Uff Mittwuchen vor Cantate hat der Zunftmeyster Widmer ervordret an den Höptman und die Rätt, sy möchten etlich zu im schicken, wolte er sin Verhandlung erscheinnen; als ouch beschach. Und als dieselben die Knecht, so sin hütteten, von innen heissen stan, giengen dieselben in ein Kammer, und wartteten alda. Und als die, so by im

warren, von im giengen, und vermeintten die Knecht sölltend Acht uff in haben, das aber die Knecht uff sie warttetten innen zu sagen, wen sy von im gan wurden, — das aber nit beschach, — gieng der Wydmer denselben glich nach für die Frygheit hinufs mer dan dryg Schritt. Und damit was das vordrig Hütten verlorn; und werrent die vordrigen sechs Wuchen uff dem Sunnentag Cantate ussgesin mit den drygen Tagen. Der ist widerumb bestelt uff ein Nüws zu verhütten. Item uff Samstag vor St. Urbans Tag sind die Spruch und Urteil-Brief ussgangen. Und als der Eydtgno(sse)n Potten vor zu dickrem Mal Urlob begertten, warren sy aber Begerren(s) innen nun dalestmer zu erloben heim zu kerren; dan innen begegnotte vil Nachred von iren Herren: sy lägen suss gern alda. Begegnetten innen die von Zürich aber mit Antwurt: wie sy ir Regiment vor Handen hätten und wer doch noch nit zu End pracht; und wer ir ernstlich Pitt nit Verdriessen zu haben; dann ir Sachen stünden noch der mafs, dafs sy ir nottürftig werren, als wol als ye; welten ouch söllichs gern irren Herren heimschriben, damit sy nit verdacht. Nun was nit an, wie wol die Spruch ussgangen, und die Ussren umb Schwerren wurdent angevordret, die nit haben wellen willig sin, byfs das Regiment gesetzet wurd. Und dieselben die Ussren liessen ouch an den Höptman und den Grossen Ratt mit Worten gelangen: wie sy bericht wurden, dafs sie aber obrist Zunftmeyster zu haben an die Hand nämen wolten; das werre innen ganz widerwerttig, und sy werrent nit des Willens in der mafs dhein Huldung zu tund. Und was die Sach noch nienan zu guttem End pracht. Und wen die Gemeind in der Stat etwas Fürnämens sich besorgt innen zu Gevallen nit sin wölte, so wurden die Ussren angenomen, und innen das zu wüssen getan. Und wüsset Niemans wo an man was, wo Fründ oder Vigent werren. Und was ein sorgvaltiger Handel da, und man mocht wol abnämen, dafs der Span langest betragen, wo die von der Gemeind in der Stat nit die Ussren gesterckt hätten, und ist vil Müg und Arbeit deshalb erwachssen. Got der Almechtig wolle es noch zu guttem End fügen! Item als sy in dem Regiment Handlung

getan, das zu End ze pringen, und dafs gesetzet etlicher Artickel mer dan am Weg, und man das Regiment vor der Gemeind bestetten und zu End uffrichten wollt, haben sy der Eydtgno(sse)n Potten dar zu berüfft. Und vor und ee die Gemeind deshalb ervordret ist, (sind) uff Frittag zu Nacht uff der Schuchmacher Zunffthufs ir vil zusamen komen von allen Zünfften und haben Red mit einandren gehept. Und was ein Sorg, dafs sich aber gern etwas Unwillens gemacht wölte haben. Uff Sunnentag ist söllich dem Höptman zu Wüssen getan; wan es was nit an die Gesellschafft zum Rüden warrent das gewar worden, und tatten sich ouch besamlen. Also liefs der Höptman glich angentz in clein und grofs Ratt lütten, und erscheint innen söllich. Und ward dieselb Sach mit Fugen abgestelt. Und mornendes uff Mendag ward das Regiment mit der gantzen Gemeind, in Bywessen der Eydtno(sse)n Potten, fürgenommen zu bestetten. Und ward under innen etlicher Articklen halb zu dickrem Mal vil Widerwerttigkeit, ob die vereint wurden. Sunder trungen die von Zünfften hart daruff, den Gewalt und den Ratt merteils zu besetzen, und die vom Rüden als Constaffel ze übersetzen. Und wurdent doch alle Artickel mit der merren Hand bestett. Und git ir Regiment zu, dafs man einen Burgermeyster sol wellen und des Regierung sol werren byfs zu Sant Johanstag zu Wienachten. Dan sol man einen andren wellen; der sol dan von demselben Johanstag byfs zu Sant Johans(tag) zu Sungichten (regieren), und dan aber wie vor für und für gehandlet werden. Item yegkliche Zunft sol haben zwein Zunftmeyster und einen Ratz-Herren, so den cleinen Rat besetzen söllen; doch den nüwen uud den alten. Und die andern Rätt sollend vom Rüden und der Gemeind gesetzet (werden). Dero werdent xxxvj von den zwölff Zünfften, und ist der gantz Ratt xlviij. Und sol dhein obrister Zunftmeyster niemer mer sin, noch genampt werden. Und sol einer Rats und ein Zunftmeyster glich einer als der ander Gewalt haben. Doch sol einer under dennen der Obrist sin, und den Gewalt haben, wellicher darzu verordnet, ob ein Burgermeyter dheinen nit fürlassen, dafs derselb darumb mag angerüfft werden, der

sol im fürhelffen. Ob ouch vom Burgermeyster oder den Rätten etwas getan und fürgenomen, deshalb in bedücht, nit gut Fug hätte, mag er (es) für den Grossen Ratt züchen, dem cleinnen Ratt von Handen; desglich die Beschwerrung des gemeinen Mans, ob er darumb ervordret, ouch züchen. Und ist uff Zinstag in Zünfften fürgenomen, und haben nach Imbifs die Zunftmeyster usgezogen. Mitwuchen wirt man den Ratt besetzen, und ob das zu End pracht werden mag, den Burgermeyster erwellen. Und ist die Red, dafs man uff die Uffart unnsres Herren schwerren werd. Item es sol dhein Unelicher, noch dhein Amptman, der mit Eyden verwandt ist, dheiner, so eigen ist, nit in den Ratt gesetzet (werden); desglich mufs er x Jar ingesessen Burger gewessen sin. Item in der Stat Zürich sind vil frömder Lütt von Schwaben und andren Landen; dieselben haben sich vast geübt, und vil Widerwerttikeit gemacht des Gewalts halb, sich selbs darzu ze fürdren. Item sy müssen Alle schwerren, dhein Miet noch Gab von Niemans zu nemen.

Item der, so der Obrist genampt sol werden, wirt der mafs angan: Anvangs so wirt einer vom Rüden, der wirt in der Gestalt der Obrist sin, wie obstat, ein halb Jar bis Sant Johanstag zu Wienacht; dem nach die erst Zunft nach der Taffel mit demselben Zunftmeyster, so dan dasselb nachgend halb Jar Zunftmeyster erwelt wird, dasselb halb Jar für; und dem nach von einer Zunft an die andren in der Gestalt durch hin vervolgt werden.

Item uff den Uffart-Tag ward dem Burgermeyster und dem Ratt zu Zürich Huldung getan und geschworn; uff Frittag, Sampstag etliche Aempter und Vogtyen am Zürichsee besetzet. Und ward uff den obgemelten Uffart-Tag zugericht dem Burgermeyster zu schenken, und den nüwen Zunftmeystren uff dem Hoff. Zu dem Nachtessen wurden etlich Zelten uffgeschlagen. Und kam vil Volcks dahin, der Eydtgno(sse)n Potten, und dafs man mocht achten by iij^m Man. Die Ussren vom See kament mit iren gerüsten Schiffen in die Stat varren. Und was da ein grofs Vest und Jubel, giengend nach Essens in einer Prozefs mit ein andren in der Stat umb mit Pfifferren, Trumettren und

Trumenschlager, und was Mängklich eines frölichen Gemüts. Und ward dhein Uertti gemacht, und von Niemas nützit genonen, Frömden noch Heimschen. Und was Mänglich in Hoffnung, dafs alle Sachen sich zu guttem und fridlichem End begäben und machen wölten, damit Ruw wüchsse.

Item dem Uffloff nach zu Zürich hat sich glich angentz begäben ein Uffloff von der Gemeind zu Lutzern; wie die gewessen, ist nit not zu schriben.

Item zu Ure, Schwytz, Underwalden desglich die Gemeinden Mängklichen ervordret by den Eyden, so sy iren Landen getan, zu offnen, was im ye worden sye, es sye von Schenckinen, Dienstgelt, oder wie im das zu Handen komen ist, in Meynung, das abzestellen.

Item zu Zug desglich Mängklich von der Gemeind ervordret, und des mer, dafs sy in Fürsatz warren, über den Küng von Franckrich zu ziechen, und ander Oertter sich des ouch zu bewegen, mit inen das zu tund, usser Ursach, dafs derselb Küng innen, als sy vermeinten, sin Brief und Sigel (nit) gehalten der Knechten halb, so er doch von der Eydtgnossschaft umb Sold uffnam wider iren Willen. Aber difs Sach ward durch ander Eydtgno(sse)n abgestelt, den Küng zu überziechen. Item uff Sampstag vor Sant Urbanstag ist ein Gemeind zu Rapperschwil für das Rathufs gevallen, und haben iren Statschriber ervordret, und den annämen wellen. Das hat man innen müsen nachlassen, und Red geben: sye dheiner mer, des sy begertten, den wölle man innen ouch lassen. Und haben ouch glich mornendes nach dem Nachrichter gan Zürich geschickt. Item sind vor dem Rathufs gewesen von frūg bis mittem Tag, ee die Sach zu End pracht wurd, dafs er innen zu Handen geantwurt. Uff Zinstag nach Sant Urbanstag hat man inn vor dem Rathufs mit dem Schwert richten lassen, nach Gnaden, won er was ein Dieb, und hat vil gestollen.

Item uff Sunnentag nach dem Uffarttag rustent sich die von Zürich mit sampt der Eydtgnossen Potten an den See zu varren, — und was die Versammlung des Zürich See in dem Dorff Meyland, — in Meynung, dafs dieselben vom See soltend auch

schwerren einem Burgermeyster und Rat zu Zürich, wie sy des ouch schuldig werrend, und ouch das vor zugesagt, wen das Regiment gesetzet, dafs sy das tun wölten. Und wie wol sy an der Besetzung der Regiments Gevallen hatten, namen sy doch zu Fürwort; wie etlich Artickel in den Sprüchen stündent, und die, so rechtlich von den Eydtgnon Potten erkennt warren; dafs sy ye die darin nit haben (wölten), und dafs die darufs getan sölten werden. Zu dem so werre noch ein Artickel nit geschriben, den sy ouch haben wellen, in der Gestalt: dafs dhein nüwer Uffsatz, wie der geheissen und genampt möchte werden, niemer uff sy noch ir Nachkommen gesetzet werden sölte von irren Herren von Zürich. Und wie wol alle Uffsatzung, die nüwen und vil der alten, alle in Gütlikeit durch die Handlung der Eydtgnossen abgetan, und lutter in Sprüchen gemelt, dafs die zu ewigen Zitten nit mer uff sy gesetzet werden sölten; und man sy bericht, usser was Ursach nit not werre, den Artickel ir Meynung halb in der mafs anzunämen, umb vil künftigen Irung willen; desglich die Artickel irs Rechts Spruchs dannen zu tund nit Fug hätte, dan nützit anders getan werre, dan inhalt des Anlasses, der von innen allen gemeynlich gehört, und mit ir Henden uffgehoben zugesagt, by warren gutten Trüwen dem zu geleben und nachzekomen, den durch ir Pott versiglen lassen, dafs sy das pillichen halten söltend; — was alle Red umb suss, und ward zu dem vil Unred von innen gepracht. Dan die Versamlung was grofs; sunder von allen Gegninen warrent Lüt da. Wie wol man verstan mocht, dafs vil fromen Personnen da warren, so gern den Vallen getan, und wol benügig gewessen, mocht den rechten Weg nit haben, und wurdent ir Herren und der Eydtgnossen Potten von innen mercklich verachtet. Und mocht sy Niemans bereden, Huldung zu tund, noch ze schwerren, dan das doch zu lest durch der Eydtgnossen Potten mit innen ein Red getan: sy warrent vil und zu mängem Mal durch sy gepetten sich gütlich und gehorsamlich zu erscheinen; möge nit Weg haben und wüssen nützit mer harinn zu handlen dan was sy noch byssher getan und vor abgeurteillet, wellen sy sich nit schamen; und so sy doch sächend,

dafs ir Müg und Arbeitt nit vervachen welle, syend sy der Meynung, ein Abscheid zu machen, und heim zu kerren, und Gestalt der Sachen iren Herren zu entecken und zu sagen; was Gevallens sy deshalb haben werden, mögen sy nit wüssen; und (wellen) innen mit luttern Wortten zu Verstand geben, was sy der Stat Zürich, iren Eydtgnossen, Inhalt ir Pünden schuldig syend; deshalb sy wol abnämen möchten, was innen begegnen möchte. Halff alles nütz, dan dafs nützit desterminder üppige Wort, so sich zu Unwillen Fug haben mochten, gepruchi (wurden), und dafs man nit abnämen (mocht), dafs von etlichen bedacht wurd der Anlafs, noch Alles das, so sich zu der Pillikeit begäben möcht, und müst man in dem Fug da dannen scheiden. Uff Mendag frûg prachtendt der Eydtgnossen Potten söllich Handlung an den Grossen Ratt, aber mit Begerr: innen Urlob zu vervolgen; won sy sächen wol, dafs ir Müg und Arbeit gegen den Iren nit vervachen, und darumb beduchte sy not, dafs sy sich anheimsch fuogten; ob die Iren, die Ussren, witter an ir Herren wurden understan, innen ir Handlung zu Unglimpff anzezüchen, dafs sy dan ir Herren ouch des Handels und der Sach berichten könden, deshalb sy sich versächent, innen zu Guttem diennen wurde; desglich irothalb ouch not werre, sich selbs in der Sach zu versächen, damit die von der Landtschafft sy nit hinderrucks verclagten, von deswegen sy zu Unruwen komen möchten, wie wol sy dhein Sorg in ir Handlung irothalb haben. Begegnotten die von Zürich innen mit Antwurt mit gutten, früntlichen Worten (anzüchend) ir getrüw Handlung, die sy zu ewiger Zit umb sy und ir Herren begertten zu verdiennen, wie wol sy das zu mercklichem Undanck haben, die Unred, so innen von den Irren usser Unvernunpfft begegnet werre, — das diser Zit sinen Weg hätte — werre doch abermals ir Begerren und ernstlich Pitt, fürrer Gedult zu haben und zu verzüchen by(fs) uff Mittwuchen; wöltend sy sich noch dan versächen, wie die Irren ein ander Meynung, dan des Gemüts sy am Sunnentag vor gewessen, für sich uff den Abscheid nämen wurden, mit vil gutter, früntlicher Worten, deshalb ye abermals die Potten von Eidtgnossen den Zinstag noch über zeverhar-

ren (beschlossen.) Uff Mendag Abens kamen ir Vil vom See in die Statt zu der Eydtgno(sse)n Potten. Warrend gutter Tettung, sunder warrent ouch Personen von der Erberkeit. Mornendes am Zinstag kament ir noch mer, dafs von allen Gegninen des Zürich See Lüt da warren. Und liessen aber an die von Zürich gelangen: etlich Artickel gern wellen usser den Sprüchen, und sunder (die, so) rechtlich erkendt wärren, uszestellen. Deshalb der Eydtgnossen Potten Red tatten, dafs sy der Meynung nit werrend, einen Buchstaben darufs irs Handels zu trucken, mit Anzügung des, so sich von sömlichs wegen nit allein alda, sunder an andren Enden zu übel diennen möcht; dan sy wöltea sich irs Handels nit schamen; als ouch die von Zürich das wol ermessen, und zu grossem Gevallen empfiengen. Und wurden uff das die vom Zürich-See uff Meinung abgeverttiget, dafs man by den Sprüchen, getan von Eidtgnossen, wie die gütlich und rechtlich usgangen, pliben; wie wol innen die alklich nit zu Gevallen stünden, so werrend sy des Gemüts, dem Anlafs gütlich nachzekomen und dem zu geloben, als fromen Lütten gepürte. Wol ward den Ussren nachgelassen ein Quittantz zu vervolgen etlich Nams halb und Schadens, so sy nach dem Anlafs sundren Personnen, so sich in Anvangs nit zu innen (gefügt,) getan; der ouch mit der Urteil bekendt was abzekerren zu gelassen nach Usrichtung der Sum, — das ouch nit unpillich demnach quittiert ward. Und daruff so hat der lest Abscheid der Eydtgnossen Potten zu Meyland, wie wol vil Unred alda von den Ussren gepruch, und der Eydtgnossen Potten von innen vast verachtet (worden), der mafs erschossen, dafs sy sich gütlich in die Sach schickten, und mornendes, uff Mittwuchen allenthalben am Zürich See einem Burgermeyster und dem Rat schworren, und iren gesatzten Amptlüten Huldung tatten, ane Inred; desglich an andren Enden, in Herschafften und Aemptren.

Item uff den obgemelten Sunnentag nach der Uffart Cristy war die Gemeind zu Zug versamlet, und müst mängklich erscheinnen, was im worden werre. Und die wurden usgestelt, und warrend die von der Gemeind der Meynung, mit innen

ür zu nämen und zu handlen. Aber sy gewunnen einen sölli-
chen Anhang von irren Fründen, dafs die Gemeind innen nit
mächtig sin möchten. Und kam darzu, dafs sy ir Werrinen,
Spiefs und ander Werrinen, in Sant Oswalds Kappel hinin-
namen, als sy von Regens wegen darin wurden wichen. Und
ward durch ein Potschafft von Zürich, so dan aldar geverttiget
was, die Sach bestelt byfs uff Sant Johanstag zu Sungichten;
als sy dan uff das selb Zit ir Aempter besetzen, dafs dan die
Sach usgetragen werden sölte. Item die Red war, dafs mer-
teil alle die, so Rätt werren, uf den Tag wurdent angezogen,
in Meynung wild mit innen zu handlen.

Uff Hansen Röichlin ist durch dry der Meistern kuntlich
worden, dafs sy beducht, dafs er, benanter Röichly, Hansen
Waldman für Ander gefolget hab.

So ist der benant Röichly selbs bekantlich, dz er daby und
damit gewesen; als under den Meistern über Heinrichen Göld-
lin, Baschart, geurteilt worden sye, dz im sin Houpt von sim
Körpel geschlagen worden sin sölt; er wiss aber nit Anders,
dan er hab gefolget, dz man der Sach fürer nachgon sölt.

Und wie wol nun der benant Röichly nit gichtig ist, dz er
der Urteil Folg ton hab, so ist doch durch einen der Meistern
gesagt worden, dz der benant Röichly och hab helffen meren
und urteilen hinder dem Rat und one des Richs Vogt, dafs
Heinrichen Göldlin, Baschart, sin Houpt von sim Körpel geschla-
gen worden sin sölt.

So ist der benant Röichly och bekantlich, dafs er daby ge-
wesen sye, dafs kein Zunfftmeister sin Lebenlang soll geendert
werden, er verschuldoty dan das mit Uneren; er wisse aber
nit, dz er in dem gefolget hab.

So ist er bekantlich, dafs Waldman, in, den Meistern, jetzt
kurtzlich jedem Meister x Guld geben hab, und daby redty, es
were vom römschen Kung und uff des Heiligen Krütz Tag sölte
aber Jedem x Guld werden.

So ist er bekantlich, dz Waldman uff ein Mal mit im ge-
redt hab, wie Heinrich Götz dick zu Zunfftmeister erwelt, und
eben mengmal umbbanglot worden syn, dz er dz nit bliben

möcht; da gut were, dz man inn danocht och bliben liefs; da er, benanter Röichly, dest fürer uff söliche Red beschehen und fürgon liese, damit Götz Zunftmeister blibe.

2.

Missiven betreffend den Waldmannischen Auflauf in Zürich.

(Staatsarchiv Bern. Teutsches Missiven-Buch. Litt. E. p. 448b und 449a.)

1) Den fromen, fürsichtigen, wyssen Burgermeister und Rat zu Zürich, unsern sundern guten Fründen und getrüwen lieben Eidtgn.

Unsser früntlich, willig Dienst und was Wir Ers und Guts vermogen zuvor, from, fürsichtig, wifs, sunder gut Fründ und getrüwe, liebe Eidtgnossen! Es sind jetz von Uns erschynen etlich der Uewern ab dem Zürichsew gesandt Botten und haben Uns mit züchtig Red zu verstan geben, dafs dem Abscheid, durch unser und ander unser Eidtgn. Bottschafft zwüschen üwer Lieb, inen und iren Anhangern zu Hinlegen der spenngen Sachen angesächen, dermafs nit angehanget dafs Si benügig, wiewol allerley Red durch üwer Räth mit den Iren gehalten syen worden, des si sich (als si sagen) in Namen der Iren nit versächen hetten, besunder dem guten Willen nach, so si allzit üwer brüderlichen Lieb erzöugt haben, uud daruff unsers früntlichen Rats begert, den Wir inen gar gütlichen mitgeteilt und gesagt haben: uns nit bessers beduncke, dann mit derselben üwer Lieb, als ir Herschafft underwürfflichen zu leben und Alles das, so die Billicheit erfordert, gedultiglich zu tragen, und daby, wo die Sach zu Rechtvertigung kommen, dafs inen nit wol gepür, die, so by Beleidtung difs Handels von unser Eidtgnossch. Ortten, si sigen Lännder oder Stett gewesen sind, zu schächen, und besunder die nün Ort der berürten unser Eidtgnossschafft; damit sich des also zu genügen und nüt fürzunemen, das üwer Lieb bewegen oder unser Eidtgnossschafft misshellig Tittel zuschriben möchte; und sovil unser Ratsbottsch. fürer zu früntl-

lichem Usswircken difs gehapten Spans gut, so sygen wir geneigt, die nit zu sparen und durch si alles das handeln zu lassen, das ordenlichem Leben zudienet — alles mit mer Worten, daruff sie auch von Uns sind gescheiden. Getrüwe, liebe Eidtgnossen! Uech geprist weder Wyssheit noch Vernunfft, dan ir habet solliche under Gnaden Gottes nit allein in den, sunder minder Sachen bisshar wol wüssen zu erzöugen; das wollet jetz in diserm Sturmgewytter ouch thun und alles das liden, das zu üwerer und der Erbergkeit Ruwen mag dienen; dan uns will bedunken, die Zit und Gestallt difs gerürigen Handels mit andern Umbständen, die zu Trüw und Untrüw ziechen, als ir wol wüsst zu ermessen, vordren das; es werden mit Gots Hilff andere Zit, darin sollich Beneblung nit infällig ist, harnach erschynen, und ist vast gut in den Schiffbrüchen den Wellen nit zu begegnen und, ob sich die erhüben, mit Demut darin zu sinken, wyter Schäd und Lestigung abzulupfen; das wollen üwer brüderlich Lieb ouch thun, und sich allso darin fügen, damit difs Gewytter ussgelöt und tieffer Infäll versetzt werden; das ist on Zwifell nit allein Nutz, sunder jetz Not; was wir dann darzu gerathen und verhelffen mögen, soll an unserm gutten Willen, uss wellichem Wir ouch sollichs schriben thun, nit erwinden lassen, mit Hilff Gotz, der si allzit wöll behalten. Datum 1. Aprilis A°. lxxxix.

Schulth. u. Rat zu Bern der etc. etc.

Ibid. pag. 453a.

2) Schultheis und Rat zu Bern, den ersamen, wissen, unsern lieben und getrüwen Ratsfründ Anthonin Schönin und Ursen Werder, jetz zu Zürich.

Unsser früntlich Grus und Alles Gut zuvor, getruwen, lieben Ratsfründ! Wir haben jetz aber gesechen üwer Schrifften und darinn gemerckt, wie die kumberhafften Händel zu Zürich stan und dafs die noch dehein ustragenlich End haben; das uns betrüpt, sunder so mir doch mercken, dafs die Unruw dero in der Statt noch nit ist abgeloschen. Und bevelchen üch daruff für und für das Best ze tund, damitt das Allerfrüntlichest mag mit den Innren und Usseren erjagt werden, als Uns an üch

ganz nit zwifelt, und uns des, so üch begegnet, stäts zu berichten, daran tund ir uns sunder gros Gevallen. Und wir versechen Uns nitt dafs unnfs Eidtgnofs jemand zu dem Tag gen Franckfurt schicken; so ist ein Statt Zürich jetz leyder so beswärt, dafs si des ouch nitt statt hat. Wo üch aber einicher Grund deshalb begegnet were, mogen ir uns verkünden; denn wir ye inwillen sind, an uns deshalb nütz erwinden zu lassen. Damitt syen Gott bevolhen! Datum Montag nach Palmarum. lxxxix.

Ibid. pap. 456.

3) Schulthes und Rat zu Bern, den ersamen wissen unsern sunders lieben und getruwen Ratsfründ Anthonin Schöün und Ursen Werder, jetz zu Zürich, sampt und sunders.

Unsser früntlich Grus und Alles Gut zuvor, besunder lieb und getruw Ratsfründ! Uewer Schrifften vor und nach und besunder jetz zuletzt an uns gangen, die mercklichen Unrüw zu Zürich swäbend, und auch zu Lutzern by unsser lieben Eidtgnossen jetz erwachsen, habend wir verstanden und darab mercklich Erschrecken empfangen ufs Besag des, so fürer dadurch in unnfs loblichen Eidtgnossschafft möchte zu Ergrung und Unkomlikeit entstan. Und als uns das Alles billich zu Hertzen kompt, so schicken wir jetz unnfs Bottschafft gan Lutzern nach unsserm Vermogen mit andern unsser getruwen, lieben Eidtgnossen darinn also zu sechen, dadurch Ruw und brüderlicher Will behalten mag werden. Und als ir nu begeren, Botten üch zuzesänden, schicken wir üch disse Zöuger, so ist vor bi üch (gsin) Hans Gantner. Bi dem wellen uns allzit ungesparet Kostens alles das zuschriben, so üch begegnet. So wellen ouch wir für und für ander lauffend Botten nachsänden, damitt ir dero nitt Mangel haben, sunder uns bi in mogen verkünden und offnen, was dann die Notdurfft vordert. Dann Uns dis Sachen swär und dapfer bedunncken und zu Uffrüren vast anzöugig. Davor wellend helffen sin und das fürdern, so aller Eidtgnossschafft Lob, Nutz und Ere mag enthallten und zu Frid dienen, des wir vast hoch und wol begeren und üch ouch gantz und wol getruwen. Und syen damitt Gott bevolhen und ge-

flissen uns das, so üch begegnet, an Beduren und Abbruch zuzekünden. Datum Sunntag Quasimodo geniti. lxxxix.

Ibid. pag. 460a.

4) Schulthes und Rat zu Bern, den ersamen, wiss unsser getruwen lieben Räten, Anthonin Schönin und Ursen Werder.

Unsser früntlich Grus und alles Gut zuvor, getruwen, lieben Ratsfründ! Uewer Schriben, nächst an uns gangen, darinn ir die Unruwen in Unsser Eidgn. in Ländern durch ir Gemeinden berürt, haben wir mit dem, das üch fürköm in gemeiner Red und gemeint werd, es söll jetz an Uns sin, verstanden, und ob dem und Anderm, das zu Uffrür dienen möcht, merckliche Sorg emphangen, und nitt unbillich; dann wir ermessen darus vil Beswärungen, die mer ertragen möchten, dann wir jetz lüttern. Und als nu daran vil gelegen ist, so bevelchen wir üch gar ernstlich, dafs ir üch in grosser und gar geflissener Geheymd erkunnen, weliche Ort zu uns meinen durch ir Bottschafft zu komen, in Fürnämen der Pensionen oder Anders halb zu handeln; oder wann si das tun und mitt was Gestallten si sölichs meynen zu würcken, uns mit Vernunfft darin wüssen zu schicken, darinn wellen Flifs bruchen zu dem Allerbesten. So haben wir dann der Uffrüren halb, zu Lutzern erwachssen, abgevertiget Ludwigen Dittlinger, unsser allt-Vänner und dem in Bevelch gäben, das Best daselbs zu tund, von dem uns bisher noch nütz begegnet ist, wie doch mit gemeiner Red gesagt wirdt: si syen under einandern betragen, — das wir billich gern hören, und uns darin ouch wellen flissen, wie sich dann gebürt, verer Ufrür zu verkomen. Were üch darumb ütz kundt, wellend uns ouch nitt verhallten und das Alles, was üch darinn begegnet, an Verzug uns zuschriben. Daran tund ir uns sunder gros Gevallen, umb üch früntlich zu verschulden. Datum Philippi et Jacobi. lxxxix.

Ibid. pag. 460b.

5) Schulthes und Rat zu Bern, den ersamen, wiss unsser sunders lieben Ratsfründ, Anthonin und Ursen Werder.

Unsser früntlich Grus und alles Gut zuvor, besunder lieb

und getruw Ratsfründ! Uewer Schrifften, uns bi Hanfs Gantner zukomen, haben wir jetz gesechen und mercken använgklich Uech vast begirig heyen und ander von den Unssen zu dem swären Handel, darinn ir jetz gute Zit gewefs sind, ververtiget zu werden, — das wir nu nit tun; dann ir megen selbs verstan, so ir söliche Geschäfft gantz erkunnet haben, dafs vast unfruchtbar wurd üch ab und ander an üwer Statt zu berüffen. Harumb so wellen das Best für und für tun bis zu gütigem End des Gerürs, das uns vast übel gevellt, und helffen das alles mitt dem, so der Statt Lutzern nachgesändten Anwällt zu süwen Beswärungen infüren, zu dem Allerfügsamesten hingelegt werde, und Frid und Ruw der Landen, dero wir vast wol bedorffen, enthalten, als wir üch gantz und wol geneigt wüssen. Und als ir begert haben üch den Abscheyd, dabi unfs Stattschriber vor zu Zürich gewefs ist, zuzesänden, das tund wir hiemitt, uf das an dem gantz nütz vewind, wiewol es nach unsserm Bedunken wenig mag fürdern und schaden. So haben wir dass ander Red und Uebungen des Knechts, so bi dem römischen Küng gewefs ist, desglichen den Unwillen zu Hans Lantzen und andern gemerckt, das wir alles wollten zu Gutem bedacht und also gehandelt werden, dafs wir bi Sün und angenomnen Friden möchten beliben. Das were unsser höchste Fröud und billich; dann us Kriegen erwachst nütz guts, zu dem dafs die zu der Seel Heyl gantz nütz dienen; — als ir das wol megen ermässen, dafs ir ouch tun und allzit dem Besten anhangen söllen, als wir üch gantz und gar vertruwen und ouch allzit wellen verschulden, üwer Verkunden stäts wartend. Datum ij May. lxxxix°.

Ibid. pag. 462a—463b.

6) Statthälter und Rät der Stetten Bern und Friburg, den edellen, strängen Herren Wilhellmen von Diesbach und Herren Pettern von Foussignie, Rittern unssern getruwen, lieben Schultheissen, in Franckrich.

Unsser früntlich willig dienst und alle Erung zuvor, lieben Herren die Schulthn. wir zwifeln nit, ir syen langest durch ander unser Schrifften und suss bericht des irrigen Invals zu Zü-

rich zwüschen der Statt und den Irn erwachsen, den wir durch unser ersam Bottschafft använcklich abgelöscht und gar zimlich betragswäg mit Hilff andrer unsrer Eidgn. von Stett und Landen Ratsfründ vervangen hatten, die aber dem nach leyder zu Frucht nitt sind komen und darus nüw Uffrür entstanden, in welicher Her Hans Waldman, domals Burgermeister daselbs zu Zürich mit Meister Oechenn, obristem Zunfftmeister, Ludwigen Amman, Stattschriber, Hanfs Rickler, Hanfs Biegger und Heini Götzen Zunfftmeistern, dem obristen Stattknecht und Andern gevänklich angenomen, und sind dero ettlich, namlich der Burgermeister, Meister Oechenn, Meister Rickler, und Hans Götz durch Höptlich Abslachen gericht, der Stattschriber us und in sin Hus komen, da er noch ettwas bedingt ist, und dann noch ander aber daselbs gvangen, namlichen Meister Röuchli, Meister Thoman Schoub und Hans Büselmann, da wir noch nitt wüssen, was mit Bieggern und denselben gehandeldt wirdt, dann dafs mengerley Red gan, was und wie si verschuldiget sin söllen, in die Statt Zürich Ueberval zu Frummen ein frömbden Zuzug darin zu bringen, ettlich Wächter und Stattknecht darzu bestellt und damitt gemeint haben die Umbsässen Unsser Eidgnon. von Zürich in Gehorsame zu bringen. Und wiewol nu darus vil geredt, so ist doch deshalb, als wir von unsser Bottschafften verstan noch nütz warlicher gewüsser Gründen funden. So ligt Ulrich Widmer der alt Zunftmeister in einer Fryheit zu dem Frowen Münster wol behüt und wirdt geredt, sobald sechs Wuchfs und dry Tag verschinnen, so sye er harusnämig und werde an Gnad mit dem Swert gericht; zudem dafs suss daselbs vil und mengerley Reden gan, als wir das hören, die zu vil Uffrüren Anzöug geben, und die wir ouch nitt wüssen in ein End zu setzen, dann dafs Unsser von Bern Bottschafft noch daselbs ist und mit andern unsser Eidgnossen Anwällten jetz in die fünfften Wuchen all Sachen zu dem Besten gern helffen wänden. Und wie wol vormals die Gemeind zu Zürich, von welicher ouch der klein und Gros Rat überValen und entsetzt, mitt den uff dem Land vereint gewefs, so ist doch demnach zwüschen dem Houptman und Rat, so si von

nüwen Dingen erwelt haben, und inen gegen den Ussern mit glicher Will; dann die Ussern understan vil zu haben, das zu der Statt alt Harkomen deheins Wegs dienet, und sind also nüw Irrungen under inen selbs erwachsen, die, wie vor stat, durch Unsser und ander Eidgn. Anwällt früntlich und rechtlich nach irn Gestalten bescheiden und gar nach zu End gefürt sind. Und hangt jetz am Widerechten, das Unsser Eidgnossen von Zürich gegen den Irn understan zu bruchen. Dem wirdt ouch mit zimlichen Gestalten angehangt und daruff von Nüwem uf by selben Statt alt Harkomen mit irs kleinen und grossen Rats Besatz mit Rat wie vorstat, zugeachtet; und es komen ouch unsser und ander Ratsbottschafften nit von Statt, verer Irrungen zu miden. Gott well, dass die dadurch ganz gemitten und abgetan werden. Und in sölichem swären Handel zu Zürich, so sind unssern Eidgnon von Ländern, als die ir Aempter jetz besetzt haben, vil swärer Anzüg gegen irn Räten gebrucht und understanden mancklichen derselben zu erkunnen, was Pension oder Schäncke sie emphangen; und haben sich des bi irn Eiden müssen lütern: So haben unsser Eidgnon von Lutzern von ir Gemeind ouch Beladnüss gehept und sich mit inen ettlicher Artickeln halb vertragen, darunder einer ist, aller Pension und Dienstgellt abzustan; als ouch in Ländern beschechen, des inen gewillget. So ist daruff durch unsser Eidgnon von Lutzern gesandte Bottschafft gen Zürich understanden worden zu erkunnen, was durch den römischen Küng die Eynung mit im zu machen verheissen oder geben sye? — und Heinrich Lüte deshalb zu Schaffhuss väncklich angenomen und doch jetz wider uslässig; — ouch was der Hertzog von Meyland denen, so in-Recht zwüschen im und dem Bischoff zu Sitten gesassen sind, geschänckt hab und zuletst, wer Früsch Hanss den Irn darzu gefürdert, dass si im sin Houpt abgeslagen haben? und dabi gemeint den Stattschriber zu Zürich, der erst und mit grossem Jammer uskomen ist, wider inzulegen, penlich zu fragen und das, so römischen Küngs oder des Hertzogen halb von Meyland obberürt ist, ervaren söllen. Das ist nu durch unsser Eidgnon von Zürich abgeslagen und zimlichen verantwurt, und gliche Mey-

nung ettlichen von Underwallden, so ouch also dahin komen sind, ouch begegnet; und zu Lutzern ouch ein Houptman, genampt Junteller, und von Schaffhufs erboren und ein Fürtrager, genampt Wildhans, ein ussländiger Mönsch und ettwan zu Brugg Schulmeister, uffgeworffen. Was dann zu Solloturn uff den Stattschriber sye durch Inner und Usser understanden, davon were ouch nit wenig zu schriben, wie wol derselb Handel zu rechtlichem Vertrag gezogen ist. So wirdt uff uns gezöugt, dafs unsser Eidgnon von Ländern unsser Gemeind und Landschafften gern in Entsetzung brechten, das, ob Gott will, nitt beschicht, so wir doch inen anders nitt, dann fromen Herrschafften zustat, je und je bewissen haben; darin wir uns dannecht mit zimlichem Rat richten, unsser allt Harkomen zu behalten. Und wir wüssen nit wann si zu uns kommen, ir Meynungen der Pensionen und andrer Sachen halb, damitt si umbgan, anzurüren, dann dafs wir des und anders erwarten und uns zu den Unssren aller Truw versächen. Und stan also die Sachen in unsser Eidgnossschafft mer dann sorklich und werden kriegklich Uffrür jetz uff dis, dann uff ein Anders, mit vil sältzmer, wytsweiffer Worten, die erberren Lüten zu Abbruch ir Eren dienen, geredt, darus wenig guts, es sy dann die Gnad Gotts ein Mittlerin, mag erwachssen. Und us Bewegnus des, so haben wir uns jetz mitt unssern Eidgnossen von Solloturn und Biell underredt, was dann darzu ze tund, das unssen Stätten heilsam sye. Und hoffen mit unssern grossen Räten vil arger Meynungen zu verkomen, wie wol derselb und ander der Unssern menkliche angereizt werden, uns nit zu Gutem, als ir das wüssen zu betrachten. Und so nu dis Sachen, die vast vil längers Uslegens bedörfften, so swär und geswind sind, und zu uffrürigem Gezanck gemeiner Eidgnossschafft dienen, darzu ouch ander Unkomlikeiten vast vil mer, dann dis unsser Schriben uskünd, mogen gebären, so haben wir üch sölich unverkündt nit wellen lassen, mit allerhöchstem und gar bittlichem Erinneren, es well üch gevallen, in Ansechen sölicher so gar dapfrer Notdurfft, üch so snällest ir das getun können und mögen, heym zu uns zu fügen, denen und andern Ungestümen und mer dann

grusamen Fürvällen zu begegnen; das wir ouch hoffen mit üwerm Bywesen und Rat erlichen tun mögen. Und sümen üch daran nütz mit deheinen Gevärden; dann uns mer daran, dann an allen andern Geschäfften, ligt, und besorgen ouch, wo die Gnad Gotts und achtbare Wissheit darin nit säche und sölich angezündt Für lösche, es werd aller Oberkeit swäre Beladnus geben. Das wellen Alles mit Vernunfft, die ir, ob Gott will, überflüssenklichen haben, betrachten, üch zu uns heimfügen und tun nach unsser Aller Notdurfft und gantzem Vertruwen; wellen wir zusampt der Billikeit allzit verschulden. Datum under unsser Stett Sigelln. viij May lxxxix.

Ibid. pag. 464ᵃ und 464ᵇ.

7) Schulthessen und Rät der Stetten Bern, Fryburg und Solleturn, den ersamen, wifs unsser getruwen Räten und Fründen Anthonin Schönin und Ursen Werder, jetz zu Zürich.

Unser früntlich Grus und alles Gut zuvor, besunder lieb und gut Fründ. Alsdann in nächstvergangner Vasten, uff Leistung eins Tags zu Zürich, zwüschen unssren Eidgnossen daselbs und den Irn uff dem Land gehalten, derselben unsser lieben Eidgnossen Bottschafft, nämlich der vest, fürsichtig, wifs Her Heinrich Röust, alt-Burgermeister daselbs, ververtiget und vor unssren kleinen und grossen Räten gewefs, gehört und vernomen, und demnach wider heym, und der nidergestellt Handel wider erlüpft und darzu komen ist, als ir dann wüssen, — verstan wir, dafs er mercklichen beladen und von im gesagt werd: er hab die erberen Lüt uff dem Land vor uns gar mercklichen berürt und gesagt: dafs ein Rat zu Zürich durch ir Bottschafft mit gebognen Knüwen und weinbaren Augen oder andern dergliehen Gestalten von inen gebetten sye, inen ir Fürnämen güttlichen und durch Gotts und Unsser Frowen Willen zu verzichen, — und deshalb von den Ussern in Unwillen vermerkt, der im und den Sinen Beswärung möcht bringen; das uns billich leyd were, dann wir inn allzit in allen unsser Eidgnossschafft Geschäfften from, truw, wifs und ufrecht haben erfunden. Und als wir jetz bi einandern durch die, so von uns bi sölichen Händeln, versampnet gewessen sind, und uns eigent-

Lieben erinnret, dafs wir söliche Wort von dem obgenanten Hern Burgermeister nitt, sunder das gehört haben, dafs er uns unsser geschickten Bottschafft und des Kostens deshalb empfangen, innamen, Unssrer Eidgnossen von Zürich geflissnen Dank und dabi gesagt hat: dieselben unsser Eidgnossen und die Iren syen in sölicher Schickung sich früntlichen aller Gestallten zu lütern, und die Iren haben si ouch das ze tund und si bi irm alt Harkomen und Zusagen beliben zu lassen getruwlich gebetten, dafs er hoff, es werd gantz zu Gutem komen; dann dieselben ir Lüt syen der Statt Zürich also bevolhen, dafs si gar ungern Ungebürlichs mit oder gegen inen wällten fürnämen. Und zuletst so ist gar mit guten Worten uns fürgehalten und begert, wo ein Statt Zürich anders tät oder tun wurd gegen den Irn, dann gar zimlich, wöllt si sich durch Uns und ander unsser Eidgnossen gütlich lassen wisen. Und si syen ouch all des guten Willens, das also zu handlen und, ob Gott wil, den Irn gütlichen, wie vorstat, zu begegnen. Das ist mit vil früntlicher Worten, die dehein Beswächd oder Abbruch der Umbsässen ertragen haben, vor uns gebrucht; das wir üch also in gantzen Truwen verkünden und bevelhen an unsser lieb Eidgnossen von Zürich und die Irn, oder wo das not ist, zu bringen und zu bitten, den obberürten Herr Burgermeister deshalb nit dann gütlichen zu meynen und im deheinen argen Willen zuzemessen, dann als er uns in langharbrachter Früntschafft bekannt und diser Handel durch inn gar erlich und mit guter Meynung zu Ruw, Frid und früntlicher Eynung geüpt ist. Söllt im dann einiche Beswärung deshalb zustan, were uns besundrer Kumber. Darinn tünd üwer Bests und, ob er difs unssers Missif not oder begeren wurd, wellen im geben, sich dero wüsse zu gebruchen. Und syen damitt Gott bevolhen. Datum under unsser von Bern Sigell vij May. lxxxix.

Ibid. pag. 465 b.

8) Schulthes und Rat zu Bern, den ersamen wifs unssern getruwen, lieben Ratsfründ Anthonin Schönin und Ursen Werder.

Unsser früntlich Grufs und alles Gut zuvor, besünder lieb

und getruw Ratsfründ! Üwer Schrifften, uns yetz zugetragen, haben wir gelesen und die Gelöff, so für und für ufs ungewüssen Gründen durch ettlich unrüwig Lüt understanden werden, gemerckt und an dem allem gar merckliche Betrübung. Dann nachdem uns dis swär Löuff umb uns allenthalben ansechen, wollten wir gar gern, es were Gotts Will, dafs in unser Eidgnossschafft brüderlicher Will und früntliche Eynung mit Vernunfft enthalten möcht werden. Und bevelhen üch ouch, zu dem dafs wir üch suss des geneigt wüssen, darzu an alles Beduren Flifs und Ernst zu setzen und an üch nütz erwinden zu lassen. Und wir haben ouch die und ander üwer uns zugesandt Schrifften an unssern grossen Rat, yetz ettlich Tag, gebracht und uns hütt also und so dapferlichen vereint, dafs wir zu Gott hoffen, under uns Irrungen nitt erwachssen söllen. So getrawen wir den Unssren in Stätt und Ländern aller Eren. So wir dann Gewallts gefrygt werden, soll an uns und den Unssern dehein Rechtsbrust vor uns erwinden und, ob Gott will, damitt Niemand Ursach geben werden, ützt anders mit uns dann aller Fug fürzunämen. Und wie wir üch in andern Brieffen innamen unsser Mitburger und Eidgnon von Friburg und Sollotorn zu gebürlicher Entschuldigung Hern alt-Burgermeister Röusten bevolchen haben, das wellen getrüwlichen mit ganzem Flifs vollstrecken und uns des so üch begegnet, allzit berichten. Und syen damitt Gott in Truwen bevolhen. Datum Fritag viij May lxxxix an der Nacht.

Ibid. pag. 492 a.

9) Dem ersamen, unsserm getruwen, lieben Vänner und Ratsfründ Niclaus Zerkinden, yetz uff der Tagleystung zu Baden.

Schulthes und Rat zu Bern, unsser früntlich Grus und alles Gut zuvor, lieber Vänner! Wir verstan durch glöuplich Angeben, dafs zu Zürich in der Statt noch merckliche Unrüw sye zu entsitzen und die Gemeind daselbs Willen habe, uff ettlich Personen, dero noch vierzechen oder mer sin söllen, eben strängklichen, wo das nitt abgestellt wird, zu handeln. Und besorgen, wo das beschechen, dafs sölichs zu grosser Ergernus, Zweyung und Uebel dienen möchte, das uns vast widerwertig,

zudem das es an im selbs nit gut were. Und als wir nu mercken den Schulthessen von Lutzern, so ouch yetz zu Baden zu Tagen ist, Bevelch haben, sich mit dem mer oder mindern Teill andrer unsser Eidtgnossen Botten, nach Aendung desselben Tagleystens gen Zürich zu fügen, und das Best darinn zu arbeiten, und wir an uns ouch nütz wellen lassen erwinden, das in unser Eidgnossschafft guten früntlichen Willen mag bringen, — so bevelhen wir dir vestenklichen, dafs du, mit andern unsser Eidgnossen, es sye des meren oder mindern Teills, oder mit dem Schulthessen von Lutzern allein gen Zürich nach Usleistung des yetzigen Tags riten, und alles das handlen und tun wellest, das daselbs zu früntlichem, gutem Willen und Bestürung aller dero, so in Sorgen, wie die genampt, sind, und sunder ouch des alt-Burgermeister Röusten, mag dienen. Und lass dich deren nütz beduren; das ist, als wir mercken, gut und vast nottürfftig, nit allein derohalb so in Sorgen sind, sunder auch umb Vermidung vil ungestümer Händeln, so zwüschen Fründ und Fründsfründen möchten erwachsen, die ouch uff das Höchst sind zu entsitzen. In dem Allem tu nach unserm ganzen Vertruwen; stat uns allzit zu verschulden. Datum Mentag nach Ulrici lxxxix.

Ibid. pag. 493ª u. 493ᵇ.

10) Dem ersamen, unserm getruwen, lieben Vänner und Ratsfründ Niclaus Zerkinden, yetz uff der Tagleystung zu Baden.

Schulthes und Rat zu Bern, unser fründtlich Grus und alles Gut zuvor, lieber Vänner und getruwer Ratsfründ! Uns begegnet von etlichen frommen Lüten unsser Landsässen und Andern, dafs by unssern lieben Eidgnossen von Swytz und Underwalden allerlei sältzener Wort gebrucht werden und offenlich geredt: unser Stattschriber habe mit dem Waldmann seligen, als die Eynung mit dem römischen Küng gearbeitt sye, besunder Meynungen und Artickel begriffen und zugericht und das getan wider Rat und Bewilligen Zürich und andrer unser getruwen Eidgnossen Bottschafften, und darumb gros Gut empfangen, und solichs nach irem Gevallen und Willen usteillen lassen; mit Tröwen, wo wir inn darumb nit straffen, so wellen aber

si deshalb zu siner Zit handeln; — nit vil andern Worten, so zu Swytz und Undersewen gebrucht und von etlichen der Unssern gütlichen zu verantwurten understanden sind, die doch nit erschossen haben, dann dafs die, so söliche Wort bruchen, ye meinen, si syen an in selbs also und ir Anzöug beständig und war. Und so wir nu wüssen, wie sölicher Handel der bemeldten Küngs Eynung die lange Zit und mer dann ein Jar gesucht, gearbeitt und zuletst, durch uns und ander angenomen, ergangen, und dafs söllchs alles mit unsserm Bevelh, Wüssen und Gunst beschechen ist, so betrüben uns sölich tröwlich Angebungen, die der obbemeldt unsser Stattschriber noch ander die Unssern, welich joch die sin möchten, nit verschuldt haben, und wüssen ouch, dafs darin weder durch eigen Nutz noch Schad nütz gehandelt, dan das von uns und andern zu meren Mallen bewilliget ist. Und als wir nu begeren mit unsser Eidgnossen von Swytz, dero erlich Vordern den Unssern, und si und wir hin und herwider einander gar truwlich erschossen haben, in aller und vollkommner brüderlicher Truw zu leben und zwüschen inen und den Iren gegen uns und den Unssern nütz zu wüssen, das Sorg oder Irrsall möcht bringen — glicher guter Meynung sind wir ouch gegen unsser lieben Eidgnossen von Underwalden — so bevelhen wir dir daruff mit allem Ernst mit den Ratsbotten, so yetz von denselben Orten zu Baden sind, ob die dich dazu tougenlich beduncken, darob zu reden, und wo es inen als uns gevellig sin wil, wann du zu Zürich, dahin du dann, als ander unsser Schrifften, dir zugesandt, anzöugen, gevertiget wirdst, keren, gen Swytz und Underwalden für irn Gewalt, wie dich dann fruchtbar bedunkt, zu riten und mit inen ufs sölicher Händeln uff das allerfrüntlichest zu reden und zu bitten: so doch unsser Stattschriber anders nitt getan, dann dafs er von uns Bevelh gehept und an uns mit allem und yecklichem Anhang gebracht, sich ouch suss Waldmanns seligen Getäten deshalb nütz underzogen hat, inn in guter, günstiger Meynung, glich sinem Vatter seligen, der unsser Eidgnossen von Swytz Voralltern, ye und ye früntlich und vast wol geliept und bekannt gewefs ist, zu bedäncken und allen

Unwillen uff inn und ander die Unssern, wie der yemer sin möcht, durch unsser Vordren und unssers Verdienens willen, vallen zu lassen, so lieb inen syen all die Früntschafft, ouch Lieb und Leyd, ir und unsser Vordern bis uff uns getruwlichen gebracht, das wir ouch an unsser Nachkomen zu bringen gantz und luter geneigt sind. Und wir zwiffeln ouch nit, dann dafs si Grössers dann das, durch unsser Fürbitt willen gar gern tun, zudem dafs wir dester geneigter sin wellen inen und den Iren. allzit gar getruwlichen und brüderlichen zu begegnen. Das Alles wellest bessren und darinn tun nach Gestalt der Sachen und mit Rat der Erberkeit, nach unsserm gantzen und hochen Vertruwen; stat uns allzit um dich zu verschulden. Datum Mittwuchen nach Sannt-Ulrichstag. Anno. lxxxix.

II.
Die Chronik von Valentin Tschudi.

Mitgetheilt

von

J. J. Blumer,

Gerichtspräsident in Glarus.

Vorbericht.

Unter den schweizerischen Chroniken des XVI. Jahrhunderts, deren Abfassung die Mussestunden der ausgezeichnetesten Männer damaliger Zeit beschäftigte, verdient diejenige von Valentin Tschudi, um der Persönlichkeit ihres Verfassers willen, ganz besondere Aufmerksamkeit.

„*Valentin Tschudi*“, — um Schulers*) Worte zu gebrauchen, — war Nachfolger Zwingli's, seines Lehrers und Freundes, in dem Pfarramte zu Glarus. Sein sanfter milder Charakter, wahrscheinlich auch Abhaltungsgründe in seiner Familie, hinderten ihn, sich entscheidend für die Reformation zu erklären, wenn schon die Grundsätze, auf denen sie beruhte, auch die seinigen waren. Er sah die gänzliche Trennung nicht gern; als Mittler und Versöhner trat er zwischen die stürmischen Parteien. Er und sein gleichgestimmter Helfer, Johannes Heer, auch ein Schüler Zwingli's, besorgten als Kirchendiener beide Religionsparteien, so lange sie lebten. Den Katholiken hielten sie Morgens Messe und Mittags den Evangelischen Predigt. Ein seltenes Verdienst! In und nach seiner Ansicht der Reformation und seinen Charakter darin

---

*) Huldreich Zwingli, Geschichte seiner Bildung zum Reformator des Vaterlandes. Von *J. M. Schuler*. Zürich 1819. 2te Aufl. pag. 45 und XXIV. Weiteres über V. Tschudi s. Ebendaselbst. Besonders bei *J. J. Hottinger*, Geschichte der Eidgenossen während den Zeiten der Kirchentrennung. Zweite Abtheilung, Kap. III. (J. v. Müller's Geschichte der Eidgenossen. Fortsetzung Bd. VII. S. 142.) wo der schöne Brief von V. Tschudi an Zwingli vom 15. März 1530 im Auszuge wiedergegeben ist. Ferner bei *Blumer* und *Heer*, Gemälde des Kantons Glarus. St. Gallen und Bern. 1846.

ausdrückend, beschrieb er die Geschichte von Glarus in der Reformationszeit; sie ist darum besonders merkwürdig; — wohl die einzige ganz unparteiische Reformationsgeschichte aus der Reformationszeit selbst.« —

Diese merkwürdige Chronik folgt hier nach getreuer Abschrift wiedergegeben. Wir glauben durch ihren Abdruck den Freunden der Schweizergeschichte einen willkommenen Dienst zu erweisen. Die kurzen Inhaltsanzeigen, welche (wie in den meisten ähnlichen Werken) am Rande der *handschriftlichen* Chronik angebracht sind, haben wir der Raumersparniss wegen *unter* dem Texte angefügt und durch entsprechende Nummern in letzterm die Stellen bezeichnet, zu welchen sie gehören.

Kurze historische Beschreib- oder Erzellung, der, in Kriegs- und Fridenszeiten verloffenen Sachen und Händlen, zu Glarus und in einer Eidgnoschaft, auch angrenzenden Orten:

Aufgesetzt von

Valentin Tschudi,

Priestern.

Von Meyländischen Kriegen, und dero Ursachen und Usstrag.

Der treffenlichen Kriegen, so sich erhebt zwüschet Carolo dem Römischen König in Hispanien, und Franzisco König in Frankreich; welliche vil Bluts allenthalben kostet hand, und Uns Eydtgnossen vil tapferer leuthen hingenommen, und Italien gar übel verderbt; anfang und ursach ist gsyn. Nachdeme der durchleuchtigest Fürst, Maximilianus, Römischer Keisser, durch Tod abgstorben, als man zahlt von der geburt Christi MDXIX den 12 Tag Jenner, wäre der König von Frankreich gern Keisser worden, und warb an die Churfürsten, mit merklichen gaben, und gestund Ihnen ein gross gut: Doch fürtraf Carolus Maximiliani Enkly, und ward von dem mehrern theil der Churfürsten erwehlt, darauss entsprang nun ein merklicher Hass under Ihnen. Also in dem Jahr 1521 fügt es sich, dass Robert de la Marcha, den die Teutschen von Arburg nembten, der

ein Diener des Königs von Frankreich, und saass auf den Anstössen gegen dem Grafen von Nassauw, der hat mit diesem Grafen etwas spahns, und so Es mit recht nicht möcht aussgemacht werden, Besamblet Er ein Fussvolk mit Verwilligung des Königs auss Frankreich von freyen Knechten auss Frankreich: und so Er nun auf den Grafen zeuchen wolt, ward dem König von Frankreich vom Keisser geschrieben, wo Er mit seinem Volk Herr Ruprechten Behulfen sein wurde, wollte Er sich des Kriegs auch beladen, auf solches mannte Er die französischen Avanturier ab. Nachdem Sie nun abzogend, Besamlet der von Nassauw einen Zeug, und überzoch Herr Ruprecht, schediget Ihm sein land und zerbrach Ihm etliche Schlösser, under denen eins hiess Messanturt. Darauf lag Lärgy Gyger von unserem Land, und Thoman Rüdiner von Schänniss mit etlichen welschen Knechten. Lärgy Gyger war Schüzzenmeister, der wolt nun das Schloss nit aufgehn, sonder thuot Ibnen merklichen schaden mit dem gschüz; doch wurdend Sie übergwaltiget und verlohrend es mit dem Sturm, dann Ihro wenig warend; darzu war das schloss noch nit gar aussbauen, dann es kürzlich darvor angfangen war, und möchtend die Mauren nit habhan: ward also Lärgy Giger und Thoman Rüdiner samt andren gericht vom leben zum tod. Der Graf von Nassauw wolt dem Lärgy von seiner Tapferi wegen das leben gschenkt han. Aber Graf Felix von Werdenberg wolt Ihm kein gnad mittheilen; dann Er zunacht zu eim liecht in ein Hauss schoss, und erschooss Ihm etlich seiner fürnembsten Edelleuten, drum must Er auch sterben. Das Schloss war dess von Floranzt Herr Ruberts Sohns, der des Königs Gwardi Haubtmann war: man sagt vil guts in Frankreich von seiner Tapferkeit, man nampt Ihn La Barba, das ist, der Bartmann, dann Er ein langen Bart hatte. Dieweil so nun der Graf von Nassauw mit starkem Heer fürtrukt, und sich sein Zeug mehret, und des Keisers Volk Ihm zuzoch, mit dem der König vermeint im friden zu sein, Besamblet Er auch ein Zeug und zoch Ihm entgegen. Er hat etwas Fendlinen von Lanzknechten, und so in dem die Vereinigung mit den Eydtgnossen beschlossen, Kamend auch dahin X tausend Eydt-

gnossen, doch niemandts von unserem land, dann unsere landleuth zochend in Meiland, wie hernach stath. Die zwen züg lagen nun gegen einanderen auf den anstössen, doch zu Herbst zochend Sie zusammen. Und dieweil der ander Züg, so sich durch des Keisers Zuschub auch gemehret, vermeint schwecher zu sein, zochend Sie ab: geschah nüt viel fürnehms, dann dass Sie die Anstöss verwüstend. Es war wol zu gedenken, dass dieser Krieg nit so unversehens angangen wär, sonder heimlich vorhin practiciert; dann in der Fasten als Pabst Leo ein Pündtnus mit den Eidgnossen hat, warb Antonius .... umb ein Anzahl Eidtgnossenknecht zu schirmung des Pabsts land, und gehorsam zu machen etlich widerspännige, welches nun geschach. Von unserm land war Haubtman, Heinrich Hässy, die zochend nun durch Meyland auf des Pabsts land, wurdend wol ghalten, und wüsstend von keinem Feind nüt. So nun die drey monat auss warend, welche nit mehr dienen woltend, zochend widrum heim; etwan vil nahm Er widrum an. Und nachdem die heimgezogen, erhub sich die Rüstung in Picardey, wie vorgemeldt. Da fieng der Pabst gleich auch an, sich feindtlich erzeigen gegen dem König und Belägeret die Stat Parma. Deren zu entschütung nam Er an ob zehen tausend Eidtgnossen. Des Pabsts zeug zoch widrum von Parmen ab. Indem, im Heumonat kam gen Zürich Mathäus der Cardinal, Bischoff zu Wallis, practiciert um Eidtgnossen zu Schirm des Pabsts, welches Er zuwegen bracht. Doch was das nechst, dass Sie das Herzogthum Meyland überfielend, welches ein Ursach was merklichs Blutvergiessens Eidtgnossen, Franzosen, lanzknechten und Spaniern, ein Verderbnus Meylandts, und ein schad des ganzen Italien, Ihnen auch nit ohn Blut.

[1] Ao. 1523 in der Fasten auf den abend gienge feur auf zu Wesen in des Ulj Scherers Hauss, und verbrann weit gen autys alles so da was: aussgenommen der Kilcheren Hauss, und noch eines Priesters Hauss, und was das feur so trefenlich stark, dass etlich Ställ am Berg ob dem Dorf verbrannend und gleich by der Fly. Man thät den armen leuthen allenthalben das Best

[1] Glarner-Historj Ao. 1523.

ı grossem gelt und mit Koren. Da zu erzeigen, dass niemand ı Gottes Hilf verzagen soll, fügt es Got, dass der ärmst der nder Ihnen war, zum ersten ein ander Hauss aufrichtet der eler mit nammen.

[2] Desselb Jahrs an unser Landsgmeind Blibend die alten mtleuth, da ward erwehlt zu einem Vogt gen welschen Neüenurg *Bernhart Schiesser*, zu einem Vogt gen Werdenberg *Dioissj Stüssi.*

Darnach um St. Jakobstag fuhrend unser landleuth ob 200 uss unser Eidtgnossen von Urj Bit, zu Ihnen an ein Kilbi, hand arm ellend weter über dem Berg, auf den abend ward es iderum schön; also zuchend die unsrigen gar zierlich ein: die un gar ehrlich empfangen worden von den Jungen, welche ıen gar kostlich entgegen zuchend, von den alten die da :undend auf dem platz versammblet, und hiessend Sie Got illkomm sein mit schönen Worten. Da ward uns vil fründchaft und ehren Bewisen, es ward Jedermann Kostfrey gehalen, am Mitwochen zoch man widrum mit freuden heim.

[3] Darnach im Augsten um unser Kilbj zoch abermals der .önig von Frankreich in Meyland mit eim Haufen von Eidtnossen. Von unserm Land zochend *Jacob Landolt*, und *Fridli andolt* mit einem Fähndlein. Mit dem Zeug lag Er den ganen Winter zu Riagrass, und auf den Frühling so gross Krankeiten under Ihnen aufstundend, also dass vil leuthen starbend, o sie sachend dass Sie mit dem schwachen Zeug nüt schaffen ıöchtend, zugend Sie ab ungeschaffter sach, und kamend also n Meyen widrum heim.

Diss Jahrs ward die Cappel zu Näfels gebauwen.

Ao. 1524. In der Fasten was so ein starker Wind, dass Er il fruchtbahr Bäum umwarf, und ein grosse vile von tannen n Land allenthalben.

[4] Desselben Jahrs an der Landtsgmeind zu Schwanden ward idrum erwehlt zu unsers Landts Amman *Marx Mad*, der vorin das Amt etlich Jahr loblich vollbracht hat. Die anderen

[2] Landsgmeind Ao. 1523. [3] Mailänder Zug für Frankreich. [4] Landsmeind dess Jahrs 1524.

ämter Blibend wie vor. *Fridli Schuler* von Schwanden ward geben zu eim Vogt gen Uznach.

Desselbigen Jahrs wurdend gebauwen unsere Schul hinder der Kirchen, auch *Fridli Fürsten* Hauss, das Er darnach dem Vogt *Schiesser* zu kaufen gab.

[5] In diesem Jahr auch fiengend sich an täglich Zweyungen erheben von dess glaubens wägen. Zu Zürich und an vilen enden nammend die priester Ehefrauen, welches Bissdahin ungwon war. Man nam die Bilder auss der Kirchen, und fieng an die Mess abzuthun. Es erhub sich auch die Sekt der Widerteüfferen.

[6] Dazumahl in dem Thurgäu, so der Landvogt der von Schwyz was, Josef am Berg mit nammen, einen Priester fahen wolt: Hr. Hanssen Oechslj, stürmetend die pauren, und das Volk das zusammen loff, kam gen Itingen in die Carthus, und nach dem Sie alles aussgessen und ausstrunken hatend, verbranntend Sie das Kloster, welches nun gmeine Eidtgnossen treffenlich beweget: doch ward fast das Best darzu gredt, ohn dass etliche als anfänger des auflaufs von denen von Zürich gfangen wurdend; der Undervogt von Stammheim mit zweyen Söhnen so priester warend, und der Undervogt von Nussbaumen, die wurdend gen Baden gfhürth, und mit dem schwert gricht, ohn der priesteren einer der ward der Muter gschenkt. Sonst witer zu strafen die anderen puren, legtend sich die von Zürich darwider. Man rächtet lang drum, und auss grösseren Infallenden Händlen erlag das recht einmahl. Ward erst in zweyen Jahren darnach aussgetragen, und straf aufgelegt Jeden gegnenen ein Summ gelts.

[7] Im Augsten an unser Kilbj kamend unser Eidtgnossen von Schwyz mit ohngefahrlich hundert mannen, denen wurdend aun Zucht und ehren Bewisen nach unserem Vermögen; sonst kamend auch die von Wesen und auss dem Gaster zu uns beiden Orthen.

[8] Nach der Kilbj um des helgen Kreuztag zog abermahlen

[5] Priester heyrathend. [6] Itingen, die Carthus verbrünt. [7] Schwyzer Kilbigest. [8] Französischer Aufbruch.

n Zug von Eidtgnossen zum König von Frankreich in Provinen, dann Massilien was Ihm belageret vom Herzog von Burbon, er von Verrätherei wegen auss Frankreich vertrieben was. us unserm Land zuchend mit eim Fändli Jörg Engelhart und ridli Landolt. Da nun sölche Hilf von den Eidtgnossen den yenden nachet, ruktend die feind wider über das gebirg. lso zoch Ihnen der König mit samt den Eidtgnossen nach, nd nammend In den mehrtheil Stat des Herzogthum Meilands, nd belagerten die Stat Pavia da sich die fynd enthielten.

[9] Ao. 1535. Item um das Neu-Jahr ward den Pündtneren ie Stat Cläven und das Schloss durch Verrätherey abgstohlen. mman Sylvester, der Commissari war, ward drumb das Haubt gschlagen, dass Er nit Bass sorg ghan hat. Ihnen ward die tat in einem anstand widergeben. Das Schloss ward von Ihren nden enthalten Biss zu Herbst wyl; So es von den Pundtsnossen Belägeret und Beschossen ward, gabend Sie es auf. ie Pundtsgnossen warfend es über den Berg abhin: die Ringauren der Stat habend Sie darvor gebrochen.

[10] Diss Jahrs am Sonntag nach St. Mathistag den 26. Febr. tarb bey Uns der fürnemm Heinrich Tschudi, alt Amman diss nds. Gott syge Uns allen gnädig!

[11] Auf St. Mathistag geschach ein Schlacht vor Pavia, die isdahin belagert was. Es ward der König von Frankreich gengen und siglos mit vil seiner Obersten, wurdend auch noch il erschlagen. Von unserm land Blibend die Haubtleuth Jörg ngelhart, Fridli Landolt, mit etlichen anderen etc.

[12] Dess Jahrs in der Fassnacht, war Marti Beck, genannt truss erstochen von Hans Kitliger By Mitlödj; der Sächer wych om land und ward von Martis fründen Berechtet.

An unserer Landsgmeind zu Meyen Blibend aber die alten mtsleuth: Hans Hössli von Glarus ward geben zu eim Vogt en Lovers, Jost Tschudi von Glarus zu eim Vogt gen Werenberg.

[13] Diss Jahr erhub sich die Pursami unter dem tekmantel

[9] Cläven verrathen und yngnommen. [10] Amann Tschudi stirbt. Schlacht vor Pavj. [12] Mord by Mitlödj. [13] Purenkrieg.

des Gotsworts wider Ihre Herren und Oberen gar nach allenthalben, und so sie ein wyl lang sehre gewütet hetend, mit Klöster verwüsten und Klöster brechen, nam Ihr lätzer Geist ein Bös end. Ihnen wurdend als man vermeint gar noch hundert tausend erschlagen; der gröst schad geschach im Elsas. In der Eidtgnossenschaft entbörtend sie sich nit, sie hetend aber sonst auch gern niemand nüt geben. Die Gotshausleuth St. Gallen, wurdend durch das recht, dem Sie erwartetend, gestillet.

Die auss dem Rhynthal hatend vil stuck gesezt, sie schuffend aber nüt.

[14] Unser leuth von Werdenberg wurdend auch gereizt auss der süssj der Freiheit, so sie sachend an den Klöster Brecheren, und fiengend an gmeinden, welches aber wider Ihren Eid war.

Und so unsere Rathsboten nicht verwilligen woltend Brief und urbar zuhören, den es war nit Ihr meinung sich solch sichernussen hören zu lassen, sonder drauss articulieren, do schlugend Sie meinen Herren all gült ab, Man empoot Ihnen noch etlich mahl durch Brief und Rathsboten. Sie begerthend fürhin gmeind, und begertend gar noch alles nachzulohn, ohne die ligenden güter, oder abzulösen; empfiengend nit vil antworten die Ihnen schmakten.

[15] Der Zeit war Hans Schuler unser Landschryber gestorben. An der gmeind gab man an syn stat synen Bruder Pauli Schuler, dass Er das Amt das Jahr auss verwästi.

[16] Indem nahete sich unsere Kilbj da so man etwas von unseren Pundtsgnossen von Ilandts verstanden het, sie hetind ein Lust zu Uns an unsere Kilbj zu kommen, schickt man Ihnen auch ein Läufer zu. Also kommend Ihren gar noch 200 schöner Ehrbahrer und züchtiger lüthen, die wurdend nun von Uns Ehrlich empfangen und tractirt, soweit man also in kurzer Frist zurichten könnt: dann man es nur zwen tag darvor wüsst. [17] Es regnet den Sonntag, Montag, Zinstag Biss Mitentag so Bharlich,

[14] Werdenberger unwillig. [15] Landschriber Schuler stirbt. [16] Ilanzer werden an die Kilbi g'laden. [17] Gross Wasser.

dass die Wasser aufgiengend, dass niemand durch das Dorf, noch nidtsich noch obsich wandlen mocht. Im Sernfthal muss der Uli Murer das Hauss abbrechen, so nach hat der Sernf zu sich gfressen, und setzt es bass ausshin.

[18]Nachdem So die von Werdenberg, weder ab Boten noch Briefen thun wöltend, sonder beharreten in Ihrer Halsstarki, schikt man von Jeder Kilchhöri ein Mann auf's Schloss in Zusaz: die, so sie den Pfarrer von Sevelen fahen söllten, dann Er als ein ungeschickter dargeben, stürmetend die puren und hetend Ihnen gern mit gwalt gnon, doch geschach es nit. Indem, drum dass Sie kein deutlich Antwort geben woltend ihrer ghorsam, hat man ein gmeind zu Schwanden, da wurdend Sie räthig zu schiken ein Brief, es wär Ihr gheyss. Sie soltend schlecht zusagen Ja oder nein ohn alle fürwort, und sich ergeben, die so schuldig dran warind meiner Herren Straf: und zoch man diewyl auss under unsers Lands-Panner, in willens, wo Sie einigen unwillen witers erzeigtend, über Sie zu züchen, und gwaltiglich ghorsam zmachen. Man hat auch alle Ding vorsehen, wo sie etwann ein heimlich hinderrug und hilf heten; man seit dass Sie heimlich daruf practicierend. Drum schikt man Amman Tschudi solches anzuzeigen, damit wann sich etlich wyter entböhren und zusammen lauffen wurden, Sie ein aufsehen auf Uns hetind. Man schikt auch in die Grafschaft Toggenburg, gen Uznach in das Gastel etc. Indem so die von Werdenberg gmeinden sölten, und sich einer dütlichen Antwort entschliessen, fuhrend zu Jeronymus Schorer, landvogt im Salganser land, und Christoffel Cramer Schuldhess zu Salgans. Dise erzeigtend Ihnen nun die gfahrlichkeit, so Sie durch Ihre unghorsame Ingohn wurdend, und brachtend Sie also darzu, so sie auch den ernst gesehen, dass Sie sich ergebend ghorsam zu sein meinen Herren und zuthun, was Sie schuldig warend. — [19]Der Straf halb Begertend Sie ein unpartigisch gricht, welche Antwort, so sie von obgenambten Landvogt und Schuldhess gebracht ward, wolt mans nit annemmen. Dann Sie ver-

[18] Endliches fürnemmen mit denen von Werdenberg. [19] Werdenberger verheissend gehorsame.

meintend diewyl Sie Ihr eigen leuth werind, und Sich also wider Sie gesünderet hetind, woltind Sie nit mehr niemands übergeben, sonder selber strafen nach Jedese verdienen, doch auss deren hochen pit sagt man Ihnen zu, man wöll keinen an seinem leben strafen, aber sonst nach unserem gfällen, darby Blyb es.

[20] Also nach etlichen tagen sondt man von unserem land Usshin: Amman Maden, Amman Tschudi, Vogt Tolder, Vogt Vogel, und Hans Speich, die strafend nun Jeden nach seinem Verdienen, darzu auch die gemeind um etlich gelt. Etlich wurdend in Thurn glegt, und so das strauw, diewyl sie schliefend, angezündt was, warend Sie schier im thurn erstikt, und Bracht man Sie kümmerlich drauss. Einer genamt Tischhauser ward am thürsten gstraft, als der so die sach am mensten aufgetrieben hat.

[21] Am 14 tag Meyen starb der Ehrsam Wys und wolgrecht Jost Tschudi, sesshaft zu schwanden, Alt Amman unsers landts: Gott seye Ihm gnädig.

[22] In denen tagen Begab es sich, uf Kyrensen, dass ein Jüngling vom gschlecht ein Blum: der gieng mit seiner frauen gen laub brächen, und so die frau davor auf ein tschingel laub auflass, stiess Er Sie über den Felsen ab einer merklichen Höche. Da behüt Sie Got, dass Ihro nüt gschach. Der Bub entwich.

[23] Item im Meyen, als vormahls des Keisers Züg, und dargegen des Pabsts, Venedigern und Königs von Frankreich lange Zyt gegen ein anderen glegen, hubend Sie an Je länger je vester Inhin zu rucken, wüst niemand was Ihr anschlag was. Der Eidtgnossen Knecht mit samt etlichen Pferden zugend vorhin, des Keisers Züg darnach und die Venediger zuletst. Uf ein Nacht nam des Keisers Züg einen abschwank, dass Er die anderen fürzoch und eilten also auf Rom zu. Zu der Zeit war der Babst mit einer Gericht umgangen mit den Spaniern, und het seim Züg urlaub geben, und Stund gar lugg By der Pündt-

[20] Der Werdenberger Straf. [21] Amman Tschudi stirbt. [22] Frefne that auf Kirenzen. [23] Rom unversehens eroberet.

nuss so Er zu dem König von Frankreich und Venedigern hat, und so Er für und für umgieng mit dem Keiser ein Bericht anzunemmen wolt Er der Franzosen und Venediger Zeüg nit in die Stat nemmen. Indem zoch der Keiserisch Zug feyendtlich für die Stat, stürmetend die mit grossem Ihrem Schaden zum driten mahl, und also erobertend Sie die Stat gewaltigklich. Der Pabst sammt den Kardinälen entwich in die Engelburg, das Kriegsvolk in der Stat ward gar nach alles geschlagen, auch etlich Cardinäl. Vor der Stat hat des Keisers Volk auch wol 6000 mann verlohren. Da ward auch erschossen Herzog Carle von Burbon, der vor drei Jahren vom König auss Frankreich abgefallen was. Ein gewaltiger Fürst in Frankreich.

[24] Item am Zinstag in Pfingstfyrtagen, was der XI tag Brachmonat, ward besamblet ein Gmeind ob Mitlödy in der Rufy, kamend dahin Radtsboten von Eidtgnossen der 7 Orthen Luzern, Uri, Schwyz, Underwalden, Zug, Friburg und Sollothurn. Begerthen an unsere Landsleuth: Alsdann von des Glaubens wegen grose Zwytracht entsprungen, und so ein jeder für sich selbst die alt Ordnung Brechen und eine neue machen wölt, möchte dienen zu Zertrennung einer loblichen Eidtgnossschaft. Darum begehrten Sie an Uns wir soltend Uns von Ihnen nit sünderen, sonder Blyben By der Kirchen wie unser forderen, und was in grichten und Bieten der sachen halb frevel gebrucht, helfen strafen und darinn handlen helfen zu Rhu und einigkeit. Ob dann etwas missbreüchen erwachsen, woltend Sie gmeinklich darinn handlen, solchs mit vil schönen Worten und ermahnungen.

[25] Uf solches anbringen obgenampter Botschaft erkandtend sich unsere landleüth einer sölchen Antwort: Sie wöltind treülich halten die Brüch und Ordnungen der Kilchen wie von alter her, auch kein priester vertragen, sölchs in ihrem land umzustürzen, Ihnen auch helfen strafen in Ihren gebieten, so darinn frävel Brauchtind, und Ihnen helfen handlen wo das zu Friden dienen möcht mit Briefen und Boten zuschiken, und ward also

[24] 7 Orth erscheinen an der Landsgemeind und Ihr Begehren. [25] Der Unsern Willfahr.

in Ihrer Antwort gänzlich willfahret den anmuthen der Eidtgnossen: denn allein so sie von meinen Herren auch eins Boten Begerthend mit Ihnen gen Appenzell zu schikken auch solliches für Sie zubringen.

[26] Darnach so der König von Frankreich abermahls nach luth der Pünden der Eidtgnossen knecht erfordret, so Ihm die von den mehrtheils Orthen zugesaget warend, ward hie an St. Johannes Tag versamblet ein Landsgmeind in der obgenannten Rufy und erlaubtend unser landleüth auch. Also zochend von unserm land mit ein Fendly, doch wenig Landlüthen, Rudolf Luchsinger, alter Vogt in Rhynthal, und Hans Landolt von Näfels abermahl in Meiland.

[27] Item wie vorgemeldet von der Eroberung der Stat Rom, als dann der Pabst in die Engelburg gewychen, so er die nur gnugsamlich mit Proviant versorgt hat, hat Er die müssen übergeben den sigenden: ward also von Ihnen Besetzt und Er darinnen vergaumt. Und in anderem hat Er Ihnen die Besoldung, so Ihnen nach aussstund, wol für nün Monat müssen ussrichten. Man sagt auch glaublich, dass von dem Kriegsvolk so grosser unbill in der Stat gebrucht, als von langen Zeiten her Je gehört. Die Stat haben Sie geplündert, erstochen, was Ihnen begegnet, Pfaffen und München, so vil Sie funden hand, zu tod gschlagen, mit den Klosterfrauen unzimmlichen mutwillen gebraucht, und sonst gegen Jedermann, was Sie angefochten hat.

[28] Item wie der aufbruch der Eidtgnossen Beschechen, so andere Orth durch Wallis über den Gletscher zochend die von Uri, Schwytz und etlich Haubtleüth von Pündten, mit sammt dem Castellan von Müss, woltend den nechsten nebend Muntsch für Meiland züchen: Also nit weit von Muntsch, so die von Schwytz noch nit Bey Ihnen warend, wurdend Sie von den Sigenden unversehenlich überfallen, und mit grossem schaden zerstreut am letsten tag Heümonat.

[26] Ein landsgmeind vergünstiget dem König von Frankreich Volks. [27] Bapst muss die Engelburg aufgeben. [28] Urner und Pündtner werden geschädiget.

Item am 7 tag Augst ward Claus Schillig von Misshandlung wegen verbrennt.

[29] Item der Französisch zeug eroberet der wyl Genua mit gwalt. Ast gab sich auf. Etlich Kriegsleüth, so sich im Stettli, genannt Alabosta enthieltend, gabend sich auf und dieneten demnach den Franzosen: Alexandria ward belageret und so vil genöthiget, dass Sie sich aufgeben. Und danenhin gab er vil Haubtleüthen von den Eydtgnossen urlaub, dann die drey monat warend auss und manglet nüd desselben Jahrs.

[30] Desselbigen Jahrs, so etlich anzeigungen und gespohr eines Silber Erzes ob Schwanden zu Guppen erfunden was, was der Berg nach bergwerks gefreyet. Also ward ein Gruben aufgeschlagen von vilen unseren landleüthen, mit sammt etlichen frembden, vorab Herr Felix Grebel von Zürich, und Herr Conradt Grebel von Baden, so sich in der sach trefentlich geübt hatend, und werkleüth aus Joachimsthal im Böhmerwald gelegen, harauf beschriben. Aber des Jahrs war nüt grosses geschafft. Dann so man etlich tag guts Erz gegraben hat, stund das gespohr ab, doch grub man das Jahr auss für und für.

[31] In dem Jahr zuletst fieng die Pestilenz ein Klein an inzubrechen zu Nävels, zu Urnen und Bilten.

[32] Ao. 1526 angehends Jahrs, warb Maximilianus ein Herzog von Mayland, so vom König von Frankreich gefangen war, an die Eydtgenossen um ein Geleit durchzuziehen, welches von etlichen Orthen abgeschlagen ward einmahl.

[33] Des Jahrs als nun die Sect der Widertäufferen entstanden war, um St. Gallen und Abbenzell führtend Sie ein selzam wesen. Bareten sich als ob sie sturbend, entferbtend sich, und gschwullend auf, und was Ihnen in sinn kam sprachend Sie der Vater hats mich gheissen, und der stimm warend Sie ghorsam. Also bei St. Gallen warend zwen Brüdern, sprach der ein zum anderen: der Vater hat gheissen, Ich söll dir den Kopf abhauwen, knückt der ander nider und hielt still, spre-

[29] Verrichtung des Königs in Italien. [30] Silbererz zu Guppen wird gsucht. [31] Pest erzeigt sich. [32] Annus 1526. [33] Widertäuffern schreckliche that.

chend: Hats der Vater geheissen, so will Ichs thun, also ward Ihm vom andern seinem Bruder der Kopf abgehauwen, welcher um seiner that willen von denen von St. Gallen gfangen, müsst haubt im haupt gen: aber es wolt Ihm nit des Vaters gheiss sein, dan Er sehr ungern den tod lidt.

[34] Item am Mitwochen nach St. Fridlinstag Läry Schmid gesessen zu Nider-Urnen um Diebstahls willen zurecht gestellt, und also auss Erkandtnus der Rechtsprecheren ward Ihm sein Haubt auf der gewohnten Wahlstadt abgeschlagen worden. Got syg Ihm und Uns allen Barmherzig.

Item des forndrigen Zugs gen Meiland, so geschechen ist im XXIII Jahr, hat es sich begeben, dass Sich einer zu unseren landleüthen gefügt hat, in welscher kleidung, und ward Beraubt seiner Red, und die so mit Ihm kamend, gabend Ihn auss für einen Eidtgnossen; und wiewohl Er nit reden könnt, verstund Er doch Alles, Also ward von Ihm erfahren, dass Er nach vil fragen sich ein Glarner anzeigt, und ward auch von etlichen erkannt, dann Er in unserem land Schwägeren hat. Er war ab dem Buchberg, genannt Bernhart Küng. Was nun in Meyland Bliben sidt der grossen Schlacht wol acht Jahr darvor vergangen, dann Er übel verwundt gsyn was, und also um sein Red kommen, der Blyb nun bey unseren Knechten will sy da lagend. Und also in dem Abzug, wyl sie in einem Stetly glegen warend, und dasselb der Wihl angezündt, was ein gros Getreng der Knechten, so auss dem feür erstuhnde, dass vil under dem thor ertruckt wurdent. In dem Wyl auch der vorgenambt Bernhart in dem geträng gsyn ist, ist Er also getruckt oder getreten worden, dass etlich gestokket Blut von Ihm gangen ist und hat nach 8 Jahren erst widrum angfangen zu reden, teütsch und welsch mit grosser Verwunderung aller so Ihn vor ein stumm erkennt hatten, und nachhin reden hörten; aber auss Krankheit starb Er auf dem Wege ehe Er heim kam. Gott syge Ihm gnädig!

[35] Item um den Frühling des 26sten Jahres um der merklichen Zwytrachten willen, so entstuhndend um des Glaubens

[34] Dieb wird gricht. [35] Bader Disputation wirt angesehen.

wegen, handleten die Eidtgnossen von einer gmeinen Disputation in ihren landen; und so Es füglich bedünkt hat dem mehreren Theil der Eidtgnossen solch disputation gen Basel zu legen; vermeintend die von Basel, es mocht da ohn sorg und gfahrlichkeit nit zugohn, und widrigeten sich dessen; also ward es angesehen gen Baden uf den 16 tag Mayen.

[36] Item zu Meyen an unser landsgmeind Blibend die alten Amtleüth: dann allein so der alt Weibel sein amt aufgab, ward an sein Stat erwehlt Peter Jenne, der vormahls in kurzen tagen nach seiner erwehlung abgestossen ward. Zu eim Vogt ins Gastel ward erwehlt Hans Vogel zum anderen mahl zu einem Haubtmann gen St. Gallen Fridli Matthys von Mitlödi.

[37] Item acht tag vor der gmeind geschach ein schädlicher Brand am Emetberg, und verbrann vil walds biss hinder sich auff das stöckli gar nach.

Item wie ein Disputation angesehen der zweyungen halb im glauben, sind da gmein Eidtgnossen auf vorbestimmten tag zusammenkommen, hand sich auch dahin befügt vil glehrter und erfahrner leüth, ob 20 Doctores der h. Schrift Vsserthalb und von der Eidtgnossschaft, und sind also Bschikt und kommen die Predicanten die auf die neü sekt geprediget, ohn allein der Zwingli mit seinen Brüdern, dem kein gleit nit gnug was, wie scharf das gsetzt wurd, und verwarf den platz Baden als für ungmein. Also habend die andern angehebt disputiren in Pfingstfeyrtagen. Der Eidtgnossen Rathsboten sassend in ring und losstend zu. Der Disputaz präsidenten waren Herr Ludwig Ver von Basel, Herr Barnabas Abt zu Engelberg. Herr Jacob Stapfer Riter; M. N. Honneger, Schulthess zu Bremgarten: auch hat jetwedere Partey seine zwen Notarios und die Eidtgnossen auch einen. Für die alt kilchen stundend auf der einen seiten (denn zwo Brüginen waren gegen ein anderen aufgricht) Doctor Johann Eck, dazmahl ordinari zu Ingolstadt, und Doctor Johann Faber vormahls vicari zu Costanz, mit vilen andern Doctoren, und sonst priesteren. Für die neu kilch auf der anderen Syten, Doctor Johann Oecolampadius genannt Hauss Schein mit etlichen

[36] Landsgmeind diss Jahrs. [37] Brunst am Ammetberg.

predicanten von Bern, Glarus, Basel, Schaffhausen, Appenzell, St. Gallen und Mühlhaussen, und auss der Grafschaft Toggenburg. Aber wiewol ander auch disputirten, was die fürnembsten sämliches disputaz zwüschen Doctor Ecken, und Doctor Oecolampadio, vom Sacrament des leibs und Bluts Christi, von der Mess, von fürbitung der Heiligen, von Bilderen, von dem fegefeür, von welchen nun alle wort von den notarien aufgezeichnet wurdend, und die ding also in die gschrift gnon wurdend einmahl Behalten Biss zu weiterem Rathschlagen, darnach aussgangen in truk.

[38] Item die wyl die von Bern gar unrühig warend der Händlen halb, versamleten Sie darum all Ihr Aemter, und verbunden sich einhelligklich mit Eidtspflicht zu verblyben, by Ihren alten Brüchen und Härkommen, und darwider solte nur niemand kein Wort reden; unverhofft deren von Zürich. Dann Sie vermeint Ihres Glaubens bey denen von Bern gstand und Hilf zu finden.

Item so es dess Jahrs die Zeit erforderet die Pündt zu schweren vereinbahrtend sich etliche orth allen denen nit zu schweren, so nit die alten ordnungen des glaubens hielten, wie von altem ein Eidtgnossschaft an einanderen kommen war. [39] Auf solches ward angesehen ein Landtsgmeind auf Sontag, was St. Margrethentag, in des Heyni Freülers gut zu Däniberg. So nun unser landleüth des glaubens halb trefenlich zweispaltig warend, sandtend auf solche Gemeind Ihr Botschaft Lucern, Uri, Schwyz, Underwalden, Zug, batend und ermanntend unser Landleüth trungenlich in kein weg sich von Ihnen zu sönderen, sunder Blyben bey Ihren guten Bräuchen und herkommen. Also ward zu mehr zu bleiben bey allen Bräuchen, vorab der Sacramenten und Kilchenordnungen halb. Sonst was durch den geit hergeflossen wär, solches woltend Sie mit gmeinen Eidtgnossen oder für sich selbst, wo es Sie gut dünkt, minderen, verwandlen oder abthun.

[40] Item darvor erhub sich aber ein Aufbruch in Eidtgnossen

[38] Bern verschwert das Evangelium. [39] 5 Orth erscheinen an der Gmeind. [40] Etlicher Orthen zug in Meyland.

an etlichen enden, als Urj, Zug und in Vorländern, so wider die Spanier, so Meiland inhieltend, lagend zu entschlichtung Herzog Franciscus von Meyland, der vom hispanischen Zeüg und etlichen landtsknechten lang Zeit im Schloss belägeret war.

[41] Also auf vorberührter gmeind war es von unseren landleüthen verboten hinweg zu ziehen, bei Ehr und Eidt und Etlich von andern Orthen zochend nachhin.

[42] Item auf Sontag nach St. Jakobs tag kamen Boten von allen Orten, wie vormahls sit was nach alter gwohnheit die Pündt zu schweren, welches nun geschach, doch in den Weg nit wie vormahls, dann etlich orth der Eidtgnossen, als Lucern, Uri, Schwyz, Unterwalden, Zug, Fryburg, Solothurn, woltend nit schweren allen so der Lutherischen Sekt anhangentend: also wurdend Zürich und Basel von denen Orthen aussgestellt, doch bey uns zu Glarus begabend sie sich allen zu schweren, so zu Uns kämend; also schwur man den andern orthen, allen mit einandern, darnach denen von Zürich auch.

[43] Item mein Herr von St. Johann im Thurthal, begert an unser Herren von Schwyz und Glarus, dass Sie Ihn mit dem Gotshaus in schirm nemmind, dann Er bey dem Abt von St. Gallen, der sein Schirmherr was, wenig schirms hat in denen widerwertigen läuffen: übergab Ihnen die oberen gericht zu St. Johann. Also so unser Eidtgnossen von Schwytz verwilliget hatend, an diser gemeind verwilligten auch unser Landleuth.

[44] Item etlich Orth schiktend kein Boten gen Zürich um der absönderung wegen der Christlichen ordnung wie obgemeldt. Aber Bern, Glarus, Basel und Schaffhaussen schiken dann dass Mein Herren nit auff den vorgestellten tag erschynend, so Sie nit wüssten wie sich die anderen drey orth halten wurden. Darnach aber nach etlich tagen, so Sie von denen von Zürich Beschriben, kamend Sie auch mit Ihrer Botschaft.

[41] Glarner verbieten, nach Meyland ze ziehn. [42] Pündt werden in Glarus gschworen. [43] Abt von St. Johann wird von Schwyz und Glarus in schirm gnommen. [44] Zürich, von 7 Orthen übergangen, schweren doch etliche.

[45] Glych also wurdend auch die von Basel von siben Orthen aussgestellt Ihnen nit zu schweren. Also wurdend auf denselbigen tag auch kein Boten gen Basel verordnet. Doch hernach verordneten Mein Herren von Schaffhaussen Ihr Boten auf Sontag den letsten tag September nach alter gwohnheit die Pündt zu schweren: Zürich uud Bern warend vor da gsyn.

[46] Nit lang darvor im September schlug zu Basel die Stral in ein thurm da vil pulver lag, und zerschlug den thurm mit etlichen Heüssern und wurdeud vil Leuth geschädiget, und bey achtzehen Personen zu todt geschlagen.

[47] Item wie obgemeldet vom Aufbruch in Meyland: ehe man dem Hertzogen zu Hilf kommen möcht, ward Er geträngt sölch schloss aufzugeben, auss Mangel spysen halb. Dann als man säit, so sie alles aufgessen hatend, auch Ihre Ross und anderes. Hand Sie sich dannocht drey tag ohn Spys enthalten.

[48] Item in solchem Aufbruch der Eidtgnossen zochend auch den obgemeldten noch etliche Fehndlj von Bern, Lucern, Basel, auch andern orthen, etlich über das Bot, etlich mit verwilligung.

[49] Item des Jahrs eroberet der türck gar noch gantz Ungerland mit grossem Blutvergiessen, der König ward erschlagen.

[50] Item am 6 tag September Starb der Ehrenvest und wys Marx Maad unser Landamman zu Utznach mit grossem Klagen gmeiner Eydtgnossen.

Es Starb auch am 5 tag des Augstmonats der Fürsichtig Rudolf Schindler von Mollis, alter Landvogt im Rhynthal. Gott sye Ihm gnädig.

[51] Item So nun unser land auss Abgang Maaden seligen ohn Hirten was, ward angesehen ein Landsgmeind gen Schwanden, an St. Gallentag, da ward nun von unseren landleüthen erwehlt zu unserem lands Ammann Hans Aeblj von Glarus vormahls landweibel gsyn.

[45] Basel, von 7 Orten übergangen, schweren doch etliche. [46] Stral zu Basel. [47] Schloss zu Meyland wird aufgeben. [48] Aufbruch in Meyland. [49] Türk eroberet vil von Ungarn. [50] Amman Mad stirbt. [51] Amman Aeblj wird erwehlt.

[52] Item an der gmeind ward abermahl erwehrt den unsern, dass Sie nit hinweg zugen in Krieg.

[53] Item diser obgemeldt infahl des Türken in Ungarn ist geschehen im Augstmonat, und an dem 28 tag wurdend die Unger sigloss, der König ward erschlagen, mit vilen Fürsten und Herren und sonst einer merklichen Anzahl des Volks. Allda nam der Bluthund ein Pesten und Ofen mit grossem Wüten ohn alle gnad, dann Er weder Jungen noch Alten verschonet. Ofen ward zerstört ohn das Schloss und etlich plätz.

[54] Item auch im Herbst als der Papst sein Zeug ligend hat vor Meyland bey den Venedigeren, Besamblet zu Rom der Cardinal von Colonna etlich Volk und überfiel den Babst, nahmend und raubten alles so sie funden. Der Papst entwich kümmerlich in die Engelburg, und so Sie alles geplündert heten auch der Quardi Knechten so von Eidtgnossen warend, Quartier, ruktend Sie widrum hinweg. In dem Beschryb der Pabst sein Zeug uss Meyland, die nun Ihnen mit samt 6 fändlinen von Eidtgnossen, so, als obgenannt, vor Meyland lagend, sich auf Rom zu machtend, die widerparthey zog auf Naples zu, des Pabsts zeüg zog Ihnen nach.

[55] Item wie die Pestilentz des vorigen Jahrs an etlichen Orthen in unserm land anhub inherbrechen, diss Jahrs zündt Sie sich Je länger Je Vester an. Zu Näfels vom ersten, und in beiden Urnen, nach Ostern kam es gen Schwanden, darnach gen Glarus, do gen Mullis: zuletst kam es gen Math und in Betschwanden, doch an denen zwey Enden starb wenig diss Jahrs. Zu Niderurnen sturben 80 Menschen, in Mullisser Kilchhörj gar nach 300. Es sturbend zu Mullis und auf Beglingen vil Starker leuthen. In Glarisser Kilchhörj gar nach 350. Der Schwerist tod war zu Ennenda und im Dorf. Auss dem Dorf sturben ob 130 und was dannoch schier der Dritheil Volks nit anheimpsch, dann Sie anfangs todts hinweg gezogen waren. Die grösst noth hub an im Augsten und währet Biss zu aller Heiligen tag. Im Dorf hub es vast den Meytlinen zu, dann Je

[52] Reislaufen verboten. [52] Türken Syg. [54] Pabst wird von einem Cardinal bekrieget. [55] Pest im land; und Anzahl der Verstorbenen.

vast wenig so daheim warend, überbliben. Zu Schwanden sturben nit gar 200. Zu end des Jahrs stillet es vast überall.

[56] Ao. MDXXVII. Angentz Jahrs stillet es gar vom Tód, volget aber darauf ein gmeinj theürj aller Dingen, Wyn, Korn, Ankes und Fleisches, und ward der Lenzig so scharf, dass an vilen Orthen Vss Mangel Heüs das Veech Hunger müsst leiden. Und die Vss dem Gaster furend in unser land um heüw, welches nuh nie erhört war. Dann bey uns was kein mangel so von des todts wegen vil haben Vächs ausshin verkauft warend.

[57] Item etlich tag nach der liechtmäss Begab es sich, dass Fridlj Achermanns Sohn ohngefahrlich ein Feürbüchs, so in der stuben lag, besach, und Er die handlet, zündt Sie an und schooss zu tod synes Bruders Frauwen, die bei Ihm stund. Der handel was beyden Fründschaften leid: und dieweil es ohn alle gefährd geschechen ward der Handel ohn Recht in Gütigkeit abgeleget.

Item darnach im Merzen, alsdann die unseren von Werdenberg vormahls aus altem Herkommen gebraucht, dass man Ihnen keinen gfänglich annemmen dörft so Er trostung hate, und aber in obgemeldtem span so sy sich in meiner Herren straf ergeben um solch Herkommen sich entseithen, wurdend Jetzmahl von M: Herren ausshin geschickt, solchs aufzurichten: Vogt Ludwig Tschudj der Elter, Vogt Tolder und Vogt Bussy: von denen wurden die Brief des übergebens den landleüthen fürgehalten und also von Ihnen aufgericht mit Besiglung Jeronymus Schorer, alt Landvogt im Sarganser land, und Schuldbess Cramer von Salgans. durch welcher ernstlichen Flyss die gespähn zwüschend M. Herren und den ihren zu Werdenberg gestillet und abgestellt wurden.

Item obgenembten Rathsboten fuhrend auch gen Ragatz, da berächtend Sie einen vom Gschlecht ein Schlegel Vss der Herrschaft Werdenberg, der in solchen gespänen auch meinen Herren gröblich zugredt, war gstraft dass M. Herren ein Bnügen drum hatend.

[56] Annus 1527. Theurj der nahrung für leüth und veich. [57] Ein Bruder erschiesst ohn gferd des andern Frau.

[58] Item am 9 tag Aprellen Starb der Fürsichtig Hans Lan-
t, alt Vogt zu Baden und zu Utznach. Got Seye Ihm und
allen gnädig.
[59] Zu Meyen an unser gmeind Blibend die alten Amtsleuth,
war nüt nüvs gmacht, dann es war angnon ein frid für
t und werk, darnach durch einen Rath erleutheret.
[60] Desselbigen tags, so am Morgen ein grosser Wind ein-
l, giengend unden am Buchberg und Grynow sechs schiff
gut under. Vil kam auss, und vil war gar verlohren. Und
Sie das ertrunken gut gen Wesen brachten, vergünnet Ihnen
Schärer daselbst, sölchs in sein Haus zu tragen und tröchnen.
[61] Alsdann die Sek von Grösse und nessy schwär warend,
die Schiffknecht auch müd, emtfiehl einem, genamt Adam
i, syn sak, und schlug zu tod Ulj Schärers ein knäbli, das
gefahrlich da stuhnd.
[62] Item am Meytag fiehl hie ein Schnee eim an die Schyn-
ı, Beschädiget das Blust und die Bäum übel.
[63] Wyter so eins schweren Zugs, also kamend unser land-
h heim am h: Mathäus tag; darnach ward Pavi auch mit
lt gwunnen.
[64] Am Sonntag nach St. Michelstag hat Herr Heinrich Schuller
ı erst priesterlich Amt gesungen.
[65] Item wie an der Landtsgmeind zu Pfingsten unser Land-
h den Eidtgnossen der Siben orthen zugesagt Byn alten Brü-
n und Herkommen der Kilchen zu verbliben, so solchs nit
alten, ward von etlichen Pfarrern unsers landts, als zu
wanden, Betschwanden und Matt, sonder die frefenlich wi-
die Mess, Sacrament des Leibs Christi, und ander Ordnun-
schruwend, entsprang vil Zanks in unserem land, dann
ein grossen Anhang hatend, dargegen die anderen vermein-
l Bey dem zu Bleyben wie Sie den Eydtgnossen zugesagt,
ches auch im Rath Mein Herren sich bekandten, und obge-

[58] Vogt Landolt stirbt. [59] Landsgmeindfried. [60] Schiffbruch und
ıfahl darzu. [62] Rucher Meytag. [63] Unser leuth kammen wider auss
land. [64] Neuer Priester. [65] Ungelegenheit, so die Zusagung an die
rt gebahr.

melten Pfarrern solch ihr fürnemmen wehrtend. Also, so Sie immerdar fürfuhrend, entsprang vil unwillens, und mancherley redens, und so auf ein tag den 3 Octobris von etlichen ein gschrey aussgangen was, wie die unden im land wöllend nachts gewaltigklich obgenambt priester hinführen (als aber niemands in sinn kommen was) nüt desto minder, die so denen Pfaffen, anhangenten, zogend gmeinklich nachts gen Schwanden, mit Harnisch und gewehren, welches in unserem land nit zimmlich und Brüchlich war, auss Betschwander Kilchhörj der mehrtheil. Auch die nit auf Ihrer seiten warend, kamen auch zusammen, aber ohne gwehr im nammen zuscheiden; [66] Vss Sernfthal wenig, aber Vss Schwander Kilchhörj vil zu Beiden Seiten, welches nun Ilends dem Amman kundt gethan, der unseren Landtweibel ohn Verzug auffhin schikt; Also wurdend Sie gestillet, da Sie vernahmend solchen anschlag nüt syn. Also um solcher unruh wegen ward beschriben ein zwyfacher Rath auf den nächsten Zinstag darnach. Also ward erkendt, wyl solche unruh auss obgenambter Pfarrer frefnen, aufryben geschachen, dass sie soltend auss dem land schweren. Uss welchem so Sie Besorgtend noch grössere unruh, dann Ihrer anhang eben gross war, sich wild gestellt. [67] Erst an dem vierdten Rath ward der Eyd nachgelassen, und also zochend Sie hinweg, und der auss Lindthal mit Ihnen mit grossem Unwillen Ihrer parthey. Hat auch keiner solch zweiungen und uneinigkeit in unserem land nie erseben als dazumahl. Dann nit Vss Liebe des Worts Gotes, sonder uss Neid auss hass sölich Zänk entstunden, denn wenig rechter früchten erfunden wurden.

[68] Der Zeit als man gwohn ist murmurthier zu graben, verfiel dem Hanss Simon aus Sernfthal ein Kind im loch.

[69] Item zu verhinderen und zu vermeiden grössern schaden so vil unzimlich gehäder von des glaubenswegen entstuhnd, war geboten ein gmeiner Friden der sachen halb im land. Es ward auch geboten dass die Priester an den kantzlen nüt witers dan das Evangeli und Epistlen predigen sollen ohn alles zuthun.

[66] Der Unfrid wirt gstillet. [67] Etlich prediger werden auss dem land kennt. [68] Unfahl. [69] Gmeiner frid wirt aufgericht.

Item gross uneinigkeit und zänk entsprungen in unserem land, die drey kilchhörinen (namlich Schwanden, Betschwanden und Math) warend ohn Priester. Dann der mehrtheil hetend gern ghabt von der neüen Sekt, das wolt man nit Lyden.

[70] Item das Jahr war fruchtbahr gnug, an Korn, an Heüw, an mancherley. Ohn der wyn war nit Bym Besten gerathen. Nüt desto minder was ein gmeine theure gar nach aller Dingen. Dann Mayland hat steths Krieg, dass Sie das land nit Bauen möchten; und fürth man über das gebirg unsaglich ding an korn. Zu Bellenz galt ein Lucerner Müth vi Cronen und ein Rhynischen guldj.

[71] Zu End des Jahrs warend die von Costanz, zu Zürich und zu Bern für Bürger angenommen, Vss widerwillen so sy hatend des glaubens halben gegen den Keisserischen. Darvor etwas Zyts zoch das ganz gestift zu Costanz hinweg gen Ueberlingen. Der Bischoff enthielt sich zu Morspurg: das Chorgericht zoch auch hinweg gen Zell an Undersee: den Eidtgnossen ward es gestellt gen Bischoffzell.

[72] Ao. 1528. Als nun unser Eydtgnossen von Bern des vorderen Jahrs in Stat und land zusammen geschworen Bey Ihren alten Herkommen und Ordnungen gmeiner Christenheit zu Blyben, und darüber den Eidtgnossen versiglet abscheid gegeben, sind glich darnach durch Ihre Predicanten so vil aufgereyzt, und dahin gebracht worden, dass Sie sölchen geschwornen Eyd widrum abliessend, und verguntend Ihren Predikanten fürzufahren in Ihrem fürnemmen. Und wiewol man sach was nuzzes der disputation zu Baden gebracht, namlich dass Jeder verharret an syner meinung, liessen Sie sich solchs nit vernügen, sondern saztend an ein eigne disputation in Ihre Stat auf Sontag nach der Beschneidung durch aussgetrukte Büchlin zu erhalten durch Berchtold Haller, und Franz Kolb, vormahls ein Chartuser, wantend für zu einer Ursach, dass man Ihnen gehaltner disputation zu Baden kein exemplar von Notarien aufgezeichnet zuschikken hab wollen, welche aber im truk auss-

[70] Es wachst viel, ist doch theur. [71] Costanz wirt Bürger Zürich und Bern. [72] Annus 1528. Berner disputation und Reformation.

gangen, Keim orth besonder geschriben hand mögen werden. Die Fürnemsten Artikul warend wider das Sacrament Eucharistia die Mess, fürbit der Helgen, Fegfeur und Bilder. Ausschrybung, was in solcher disputation erhalten wurd, ewigklich darbey zu Bleyben: Beschrybend auch die Bischöff zu solcher bey Verliehrung aller nutzen so Sie in Ihren gerichten und gebieten heten. Um solches Ihro fürnemmen wurdend die Siben Orth unmuthig, Beruften ein tag gen Luzern und schriben unseren Eidtgnossen von Bern: ermahnend Sie fründtlich Ihrer Glübd und Eiden so Sie nit lang darvor gethan, darzu alles dessen so darzu dienen möcht, dass Sie von solcher disputation abstuhnden, die zu merklichem unruh gmeiner Eydtgnossen erschiessen möchte. Möcht aber nit gsyn. Die von Wallis schribend Ihnen auch gar eine schöne Antwort.

Also, so nun nachet die Zeit der disputation, da die von Bern an die Eydtgnossen warben um die gleyt der disputierenden ward Ihnen Antworts So Sie wüsstend die Personen, wer Sie wärend, wölten Sie darüber Rathschlagen. Aber denen die Uf die disputation gen Baden Ihrem gleit nit trauen woltend, als Zwingli und seine Mitgsellen, ward es gar abgeschlagen. Also ward Zwingli und andere Predicanten mit XL gewaffneten männeren Begleitet Biss ins Berner Biet, da zochend Ihren der mehrtheil widrum heim. Es kamend auch dahin Predicanten von Costanz von Strassburg und ab vilen anderen Enden mehr. Der Mehrtheil auss den Eidtgnossen wöltend niemand dahin schiken.

Also disputirtend Sie daselbst etlich Wochen, der Widerparthey war wenig, sonder die neu Christen hielten den Pracht gar nach allen In: da hatend Sie ein gmeinen platz funden. Baden was Ihnen nit gmein, dann Sie gabend es einem anderen ganz gwunnen. Also in kurzen tagen darnach liessend die von Bern ein Mandat aussgehn durch Ihro gebiet, in welchem Sie obgemeldt schlussreden bekandten gnugsamlich durch Ihre Predicanten in der gschrift gegründt erfunden sein: Kantend also ab die Mess, die Bilder, den geistlichen Stand, und in

summa die ganz alt ordnung. Gott woll dass dasselb wol grath. und es ein ewigklichen Bestand baben möchte und in ruhwen bstahn und Bleyben mögen, Amen!

[73] In solchem widerwertigen Wesen, so vil der anderen Orthen ab solchen Händlen ein gross missfallen hatten, und aber Jedermann syn fürnemmen gwaltigklich hindurchtruckt ohn verhör einicherley pit und Vermahnungen, so zu Verhinderung Ihrer sachen, und sonst gmeiner Eidtgnossen dienen möchte, verbunden sich auch zusammen mit Eidtspflicht, Lucern, Urj, Schwiz, Underwalden, Zug, Wallis, Bey Ihrem alten herkommen und Kilchenordnungen zu bleiben; und ob Sie etwan mit gwalt oder einicherley fund darvon trängen, oder an Ihrem fürnemmen hinderen wölte, Sie zusammen setzen Lyb und Blut, und all Ihr Vermögen.

In unserem Land wie durch die vertribne predicanten das angezündt feur immerdar Brann, ward es merklich geschürt durch den Handel zu Bern. [74] Also kam es darzu dass Sie zu Math etliche Bilder zerschlugend, und in der Kilchen zerhuwend. Und am Frytag nach Mathäi in der nacht, Brachend etlich zu Schwanden in die Kilchen, und trugend drauss den mehrtheil Bilder, und wurfend Sie in die Linth, zerbrachend die Fahnen, vertrugend die möschinnen Kertzenstöck. Darnach am Sonntag was die alt Fassnacht, Versambleten die von Math die underthanen und rathschlageten, dass Sie Ihre Bilder nach dem morgenbrot verbranten, so kostlich waren und ein gross gelt in Kurzem gestanden, und auss der Tafflen Corpus machtend etlich Allmengen drauss. Auss solchen Händlen entsprung nur ein grosser unwillen im land, dann diss der Zusagung, so M. Herren davor den Eidtgnossen gethan, gar unglych was. Also ward angesezt ein zweyfacher Rath am Zinstag nach der alten Fassnacht; [75] der sach an Landsgmeind auf Sontag Oculi, was der 14 tag Merzen in die Rufig ob Mitlödi. Darzwüschet war ein gmeiner Landsfrid geboten, aussgeschlossen alle die Pfaffen, so wider meiner Herren ordnung thäten. Man wolt auch

[73] 5 Orth und Wallis verbündten sich. [74] Bildsturm zu Mat und Schwanden. [75] Landsgmeind ausgeschriben.

By solcher gmeind weder dienstknecht, hindersässen noch Pfaffen nit leiden.

[76] Im Sontag was der 15 tag Merz, ward versamblet ein Landsgmeind nur von Landsleuthen ab Mitlödi zu Thäniberg, alda erschynend vor Ihnen Raths-Boten von Zürich und Bern auf ein theil: Vf dem anderen von Lucern, Urj, Schwyz, Underwalden und Zug; da hort man nun vom ersten die von Zürich und Bern, welche ein lange instruction herfürbrachten, und lesen liessen durch Ihren schreiber, so mit Ihnen kommen was, in dero Sie gern unser Landleuth in Ihre Meinung gebracht betend mit vil worten. Darnach kamend die anderen Boten auch. Es redt Schuldhess Hug von Lucern in aller nammen, ermahnt Sie alles so hierzu dienen möcht, vorab der Zusagung, so Sie, noch nit ein Jahr verschynen, vormahls Ihnen versprochen heten. Also ward darum gerathschlaget, warend zwen fürnemm Räth. Vogt Tolder von Näfels rieth Bey der Antwort zu Bleyben, wie des vorigen Jahres geschechen; dass wir Blyben solten by unseren alten herkommen, und Christlichen ordnungen; wie unser vorderen die ghalten, und helfen strafen in unseren gebieten mit anderen Eidtgnossen, wo ein solcher frefel gebrucht wurde. Der ander rath Hans Wichser vss der Rüty was mit verrachtem Essen; man sollte in unserem land Jeder Kilchhöri ein predicanten han; wo dann zwo pfründen wärind möcht einer darnebet Mess han; sein meinung aber war Lutherisch, wie mans nemt, Predicanten, vermeint wo das überhin käm, wurd eins nach dem anderen hinfallen. Es ward nun vom Amman gscheiden, und wurdend zwey so grosse mehr, dass mans gegen einanderen zellen musst, übertraf des Vogt Tolders um 33 mann. Der Antwort warend die anderen orth wol zufriden, und fuhrtend Sie in gschrift mit Ihnen hinweg.

Wiewol solche zusagung geschechen und solches mehr gangen, war es schlechtlich gehalten. Dann desselbigen Tages assend Sie zu Schwanden ein kalb, und so solches eim zweifachen Rath angezeigt, ward es für ein Gmeind angschlagen, fürbass verboten bei 5 ℔. ward nüt desto minder vil frävels ge-

[76] Die Landsgmeind wirt ghalten.

braucht, [77] dann die von Elm verbrandten am Sontag darnach Ihre Bilder, [78] und die von Betschwanden am anderen Sontag mit ungeschickten worten und handlungen, und war ein Jämerlich gstalt in unserm land, denn was ist kläglicher dann so alle Oberkeit veracht, und gehorsamme nidergelegt wirt? Es kamend auch an unseren Creutzgang gen Nävels weder die von Elm, noch die von Math, noch die von Betschwanden mit Ihrem Kreuz wie vormahls, und der Lüthen von dannen gar wenig mit grossem unwillen anderer landleuthen. Es geschachend auch grosse Verletzungen, mit fleischfressen, zu vormahls verbotenen Zeiten, vergiengen darby vil frefner worten, Um welcher willen auf Zinstag nach Ostertag ein dryfacher Rath angesehen ward. Alda under anderem, so die ander Partey allerley treuwet auf die landsgmeind zu meyen widerzulegen die vorig antwort, so aber den Eidtgnossen in gschrift geben, lauter also zu blyben biss zu allgmeiner Reformation der gmeinen kilchen, oder gmeiner Eidtgnossen, ward hier zu mehr: welcher solches understuhnde zu brechen, sölt für ein ehrlosen, meineidigen Man ghalten werden.

[79] Item auf Sonntag nach dem Meytag, ward versamblet ein Landsgmeind zu Schwanden, und von wegen regen und winden musst man in die kilchen, was vil uneinigkeit. Und wiewol des Lutherischen handels niemand gedacht, hat dieselbig Parthey allerley Pratiken vorhanden, damit Sie nach und nach ablegind. Erstlich machtend Sie dass all Hindersessen an der gmeind auch möchtend minderen und mehren, was Ihnen ring zu mehren, dann die Hindersässen machtend das mehr, deren vil warend. Darnach was unser land Besetzt. Ammann, Schryber, Seckelmeister, Weybel Blyben bey Ihren Aemteren. Und So Sie die alten Richter darzu den Pannermeister gern abgsetzt hetend, zerluff die gmeind Vss unwillen.

[80] Indem So die von Bern nach lauth ihrer Handlung allenthalben in Ihren gebieten die alt ordnung der Christen abbunden, der Klöster Kirchen zier zu Ihren Handen nahmend, wa-

[77] Elm bricht die Bilder. [78] Betschwanden dessglichen. [79] Landsgmeind dis Jahrs. [80] Berner unruh erhebt sich.

rend die auf der landschaft nit allenthalben zufriden. Also erhubend Sich die auss den Oberen Aemteren, Urbathaler und ander und wöltend für die Stat fallen (dann sich ein gut theil leuthen gesamblet) ward das durch underrath anderer Eydtgnossen abgestellt, auf ein Pricht zwüschet Ihnen zu machen.

[81] Am Sonntag ward der 10. tag Meyen, war Versamblet ein andere Landtsgmeind zu Schwanden. Erstmahl war das Landsbuch verlesen, und darüber ward geschworen einhelligklich. Nün Richter wurdend erwehlt von Jederer Kilchhöri einer. Zu eim Vogt gen Utznach ward erwehlt widrum Fridli Schuler von Schwanden. Nach dem kamend für unser landleuth, Rathsboten von Zürich und Bern: entschuldigeten sich etlicher reden, so über Sie giengen, nemlich dass Sie söllind feinlich pratiken han, denen von Costantz Ihren Mitbürgern das Thurgäuw einzugeben, und wie Sie wöltend Ihnen zu Ihren Handen haben Mellingen und Bremgarten. Vnd under anderem war auch anzogen unser uneinigkeit und ermahneten Uns mänigerley. Es war auch da ein Rathsboth von Urj, der unsere landleuth beklagt Ihrer uneinigkeit, und ermahnet Sie Ihrer Zusagung. So nun das angezogen war, dass man die vorig Zusagung den Eydtgnossen gethan, veränderen solt, und Ihnen vergunnen die neuen Predicanten, ward die gmeind unrüwig. Also, die den Eydtgnossen halten wöltend Ihre Zusagung, stuhnden vor der Gmeind auf ein Orth, und gmeiner Man auf Beiden Orthen. Die auf der neuen seiten, wöltend Ihre Predicanten han. Dargegen die anderen geboten Ihnen recht für gmein Eidtgnossen, dass Sie vermeintend, Sie hetend nit gwalt kein antwort zu ändern so auf ein gwüss Zeit gstelt, alss Ihre Zusagung lauthet auf ein gmein Concilium oder Rathschlag gmeiner Eydtgnossschaft. Die anderen aber lagend auf dem artickel unsers landsbuchs, darinnen unser landleuth Ihnen vorbhalten haben, dass Sie möchten minderen und mehren nach dem Sie gut Bedunkt, welches aber die anderen vermeinten lauten allein von sätzungen, und nit von Zusagungen.

[81] Landsgmeind 1528.

[82] Also auf angesetzten Tag zu Luzern verordneten Sie zu Beiden seyten Boten Ihren Handel fürzutragen. Von denen, so bey Ihro alten Herkommen Blyben wölten, war gschickt Vogt Tolder von Nävels, und Vogt Bussy von Glarus. Von den anderen Conrad Schindler von Mullis, und Niklaus Schuler von Glarus. Die vorgenambten rüften an um recht wie obgemeldt. Solcher Handel ward von den Eidtgnossen in die abscheid genommen darüber zu rath schlagen. — Und nach etlicher Zeit, so der Rath nach der Lutherischen willen Besetzt was, dass Sie überhand hetend, und alle ding so gar nidigklich und zwingklich gehandlet wurden, wolt der ein theil so byn Eidtgnossen Blyben wolten, nit mehr in Rath gahn Biss zu Vsstrag der sach, und entscheid der Eidtgnossen. die in den theleren, ohn allein der Tagwen in Linthal, wie vernünftig und Ehrlich einer wäre, so Er nit Ihrer sekt was, ward Er auss dem Rath gethan, und die Hädrigesten an Ihr Stat genommen. Darnach wyter solchen Handel zu treiben, wurden von Beyden Partheyen Boten geordnet gen Baden auf die Jahrrechnung: von alten Christen die vorigen; von den anderen an Conradt Schindlers Stat, Hans wichser auss der Rüty. welch Beyd auf dem Wege zu Zürich für Rath giengen, zeigeten Ihren handel an, und wie man Sie vom Landsbuch, Pündten und Gotswort treiben wolt, so man doch nit der rechten Begerth. Also, so die von Zürich Schidleuth sein solten, sageten Sie Ihnen zu Ihr hilf, und lyb und gut zu Ihnen zu setzen. Kamend also Beid theil gen Baden für die Eydtgnosssen, ward angesetzt, dass von allen Orthen Boten gen Einsidlen sölten gesandt werden, auf Montag vor Magdalene, und ob Sie gut Beduchte, nach erkundigung Ihrer Befelch gen Glarus zu ryten, in der sach zu handlen. [83] Also kamend har zu Uns Raths Boten von 12 Orthen. Die ein parthei so Bei den orthen Blyben wolte, versamblet sich in des Kilchheren Hofstat. Die anderen hatend niemands Beschickt, dann die von Räthen, doch wurdend Besamblet etwan vil so sonst hie warend. Kamend also Beid Partheyen für die Boten

[82] Unsere spän kommen für gmein Eidtgnossen zum recht. [83] Boten von 12 Orth kammen gen Glarus.

von zehen orthen (dann Zürich und Bern woltend sich der Sach nüt Beladen, dann Sie allein für Rath oder ein ganze gmeind woltend) dieselbigen hielten Ihnen für und Beklagtend sich.

An St. Marien Magdalena Abend erfiel Jost Hässi auf den Wege gen Auweren.

Und erboten sich alles fleisses müch und arbeits damit solcher gespan hinweg gethan wurd: dann es sich nit gezimpte ein solch ehrlich orth in solcher uneinigkeit, ohn gricht und Rath gmeinklich mit ein anderen im friden stahn. Solches mit vil schönen worten was erzehlt von Schuldhess Hugen von Lucern. Also ward auf Morndes von den anderen auch ihre parthey Berüfft, die zusammen kammen auf dem Rathhauss. Von disen wurden etlich verordnet, so in der sach handlen solten. [84] Auf disen tag understuhnden sich die Boten von Basel, Schaffhausen, und Appenzell Beid Partheyen gütigklich mit ein anderen zu vertragen, erhörten Beyder anligen, so Ihnen in gschrift gestellt, und mundtlich fürbracht was. [85] Stalten artikul Beider fürnemmen zu milteren, und übten sich ernstlich in der sach zwen ganz tag Möchtend Sie aber nit mit einanderen Vertragen. Also ward unser Landleuthen zu Beiden seyten verbunt, dass Sie auf St. Laurenzen tag widrum zu Baden erscheinen sölten mit vollem gwalt gütigklich zu handlen oder ein rächtstag anzusetzen.

[86] Uf vorgemeldten tag wurden von alten Christen gesandt abermals Vogt Tolder und vogt Bussi. Von den anderen Hans Wichser: Peter Stüssi, Cläuwi Schuler und Fridli Ellmer, ward nun von Beyden theilen Ihr anligen vor den Eydtgnossen erzählt. [87] Dazumahl aber die ehegenambten drey orth underwunden sich, sie zu vertragen und satzend Ihnen artikul sölch heimzubringen, und Beyden parteyen fürzuhalten, ob sie die nit annnemmen wurdend, soltend sie widrum für die Eidtgenossen kommen gen Baden auf denselben tag.

[88] Nach solchem Berüfft unsers Landts Ammann Beid Par-

[84] Die Boten bemüchen sich die Händel zu schlichten. [85] Aber vergebens. [86] des Komt die sach wider gen Baden. [87] was da geschaft? [88] Die zu Baden gstelte articul nit angnommen.

theyen gen Glarus auf St. Bartlimes tag mit Bit nit bym Eid. ward der eintheil auf dem rathhauss Besamblet, die nüen Christen auf der Schiesshütten. Alda wurdend die gestellten Artikul doch nit angnommen. Und von Besten ruhwen wegen in Hoffnung Ihr gegentheil sölt es mit Ihnen annemmen, liessend die alten Christen sölche meinung an Sie langen: Schiktend zu Ihnen ein Ehrsamme Botschaft, von denen Ihnen nun die ungeschikte des handels dass wir also ohne gricht und Rath in einem Friden stahn solten etc. Zeigten Ihnen auch an, wyl es sich so übel gezimme Zusagungen zu Brechen so ring wegen als Sie zum driten mahl den Eidtgnossen gethan, um solches damit wir widerum mit einanderen versühnt wurdend: wiewol unser Zusagung auf ein Reformation gmeiner Eydtgnossschaft luthet, oder eins ganzen Conciliums. Boten Sie dem gegentheil freundtlich, dass Sie doch um ruh willen unsers Lands, und dass wir nit unser unstandthaffte willen geschulten werden, die Zusagung den Eydtgnossen gethan Ihnen hulfind halten, allein Biss zu Meyen über ein Jahr. In dem Zeit verhofftind sie, wurd sich die sach so wyt ersuchen, dass man säch, wo die gesthan wölt: Dannethin wölten Sie die Sach frey den landleuthen übergeben, und was dann zu mehr wurd under Ihnen, darbey Bleyben lassen.

[89] Also wurden von Beiden Partheyen Boten verordnet gen Baden auf den tag. Von alten Christen widrum Vogt Tolder und Vogt Bussi. Vom anderen Hans Wichser und Fridli Ellmer. Die ersten zween verritend auf St: Verenen tag. Die anderen wurdend von Ihrer parthey widerum abgewendt, und ward von Ihnen geschikt ein reitender Bot mit Briefen. Unser Lands Amman, auch unsers Lands Schryber fuhrend auch dahin. Es entsprang auch ein grosser unwillen under unseren landleuthen des alten glaubens; dann Ihnen zu hand kommen was ein instruction deren von Zürich, so den Eydtgnossen fürgelegt, in welcher Sie als nit Ihre Eydtgnossen noch wie Landleuth zu Glarus verschupft, sonder für abgesünderte ungehorsamme zusammen geblassen und verwirrte rott

[89] Die Sach kommt wider gen Baden.

ächt wurdend, so doch der mehrtheil der Oberkeit, und
nüt dann rechts Begerethend, an dem theil stuhndend.
schmählichs schreiben Bracht vil unruh. ward Ihnen
uf disen tag gschriftlich widrum antwort zugeschikt, doch
ith dazumahl nit verlesen.
Dannzumahl ward von den Eydtgnossen unsers Lands
in widrum befohlen, dass Er Beid Partheyen widrum
n söll, und versuchen ob Sie nochmahls mit ein anderen
gen möcht. Also Berüfft Er Sie auf Freytag in der Fron-
half aber nüt, dann entwederer theil von seinem fürnem-
üt) wychen wolt. Also ward von alten Christen auf den
en tag vogt Tolder gen Baden geordnet, solches anzuzei-
und Sie weiter um recht ansuchen. Die ander parthey
it für die Eydtgenossen schicken; Schickend aber Wich-
i Zürich dero Rath zu pflegen.
zumahl von wegen treffenlicher unruh, so sich in der
nossschaft erhub, damit unser Handel in gütigkeit ab-
t wurd, Begerthen gmeine Eydtgnossen, dass Beid par-
mit vollem gwalt auf könfftigen tag gen Baden kommen
d, der auf sontag vor Simon und Judas angestellt was;
fnung Sie in einigkeit mit einanderen zu vertragen, wel-
ie neügleübigen abschlugend. Die altgläubigen versam-
sich auf St. Gallen tag. Von denen wurdend verordnet
an etliche orth der Eydtgnossen, Sie zu ermahnen, dass
ien zurecht verhulfend; gen Urj Vogt Hans Vogel auss
al; gen Schwytz und Underwalden Vogt Bernhart Schies-
en Zug und Lucern Vogt Tolder, der auch auss Befehl
den auf den vorbestimmten tag ryt.
Am Sonntag vor St. Gallen tag giengend unrühwig Buben
rg, und wurfend alle Kirchenzierd auf die Lindt, dem
bhin: und Brachend auch in unsere Kilchen, zerbrachend
ie engel vor der Frauen altar. Und als der Dieben arth
ss Sie forchtsam sind giengend Sie widrum ausshin ohn
en schaden, dann dass Sie etlichen Bildern die nasen

n Haus wirt ein gütlicher verglich vergebens versucht. [*] Bil-
Glarus lyden noth.

abhüwend. Uss dem treffenlich unruh entsprang mit vil hässlicher und schandtlicher worten. Allein der Landtsfrieden war noch gehalten, wo der nit gewesen wär, het gross leid daraus entspringen mögen. Ein Priester der all Kilchenordnungen heimlich schmächt, und aber um gelts wegen solches hielt ward hinweg verjagen.

[92] Auf vorbestimmten tag fuhr unsers Landts Ammann gen Baden, Von syns selbst wegen, und Vogt Tolder von der altgläubigen wegen, da ward so vil gehandlet, dass man Beyden parthyen Befahl, auf St. Othmarstag mit vollem gewalt zu erschienen zu Einsiedlen, in Hoffnung Sie zu vertragen in Gütigkeit. So nun das auch unseren Eydtgenossen von Zürich und Bern gefellig was, verwilligten die neugläubigen solchen tag zu besuchen. [93] Also kamend dahin unser Landleuth von den Altgläubigen, Vogt Ludwig Tschudi der Elter, Vogt Bernhart Schiesser, Vogt Tolder, Vogt Luchsinger, Gilg Tschudi und Ulj stuckj. Von Neugläubigen, Hans Wichser, Fridli Elmer, Filipp Brunner, Fridli Egli und Jakob Müller, dessgleichen unsers Landts Ammann von syn selbst wegen. Solcher tag ward Besucht von den X Orthen der Eydtgnossschaft. Zürich und Bern von wegen der Unruh, so nit lang vor dem im Bernerbiet entsprungen, wolten den nit besuchen. Also war gar ernstlich von den übrigen Orthen in der sach gehandlet, ob Innen mitelweg möchtend funden werden Uns zu vertragen. Nach allem stallten sie artikul die Beiden theilen fürzuhalten. Mit solchem schiedend Sie widerum heim. Und auf Beyd partheientag wurdend beyd Partheyen Brüfft. Aber der Kyb was so gross, Nyd und Hass galt so vil mehr dann einigkeit und liebe des Fridens, dass die sach abermahls unaussgmachet stuhnd. Solches war den Eydtgnossen widrum zugeschryben, auch auf nechsten tag zu Baden von Vogt Schiesser, so von altgläubigen dahin geschickt was, angezeigt.

Dann wyl geschachend immerdar gross Verletzungen in unserem Land. Altar wurdend zerbrochen, und Kilchenzierden

[92] Zu Baden wirt ein tag gen Einsidlen aussgeschriben. [93] und Besucht.

verkauft, zu Math, zu Ellm, zu Betschwanden, die ab Kerenzen und Niederurnen wurfen Ihre Bilder auch auss der kilchen, und was ein unordentlich wesen under Uns, dann ohn gricht, ohn Rath, ohn Straf, so ein Jeder nach seinem muthwillen thut was Ihn anficht, was erschrockenlicher sach das syge mag ein Jeder Frommer wol ermässen.

[94] Item dess Jahrs alsdann die von Hassle und ander im Sibenthal vil widerwillen gegen Ihren Herren zu Bern hatten, von wegen des neuen glaubens, der Ihnen widrig was, und lieber bey Ihrem alten Herkommen geblyben wärend, ohn anderer nachtheil aller Gerechtigkeit Ihrer herren: So Sie nun Bey solchem nit Blyben möchten, suchten sie auch hilf bey Ihren nach-Bauren zu Underwalden, welche Ihnen zugseyt war, dann denen die neu Sekt gar widrig. [95] Also begab es sich zu End des monats Octobris, so die von Bern sie gewaltigklich von Ihrem fürnemmen treiben wolten, entbotend Sie gen Underwalden um hilf, die Ihnen zuzochend mit aller macht. Dazumahl als ein Hauf der Berner knechten mit dem geschütz über den See voran kamend, und die von Underwalden Sie gern mit denen von Hassle angrifen heten, ward das treffenlich durch etlich Boten der Eidtgnossen gewehrt, als dardurch ein treffenlich feur het mögen angezündt werden in der ganzen Eydtgnoschaft. Der wyl mehret sich der Berner haufen und kamen zu land mit ganzer macht. Das aber die vorgemeldten Boten thäten, geschach der meinung, dass Sie verhoften die sach zu richten. In dem so die von Underwalden vermeinten, die landleuth solten lyb und gut zusammen sezzen, wolten die Sibenthaler sich der sach nüt beladen, mit solcher antwort: Sie heten wohl Ihr allerbesten flyss zugseyt, doch so sehr Sie kein frembde Hilf suchten. Darzu deren so mit Ihnen gwehr genommen haten, und zusammen erstanden waren, [96] fiehlend der mehrertheil von Ihnen und ergabend sich Ihren Herren.

So nun die von Underwalden das sachend, da Sie doch die sach Berührt, nit Besser bey ein anderen stuhnden, fuhrend

[94] Sibenthaler sind unrühig. [95] Underwalden schikt Ihnen hilf.
[96] werden ghorsam gmacht.

Sie widrum heim und der Landleuthen vil mit Ihnen, so Ihrer Herren Straf nit erwarten wölten. Die anderen ergabend sich an die von Bern: wurden Ihres unwillens halb, gar ruch gehalten. Auss dem entsprang treffenlicher unwillen zwüschet denen von Bern und Underwalden: het Jedermann gern das Best zu der sach gredt; der nyd was gross. Beschachend auch mengerley rüstungen in vorgenammtem aufbruch, die durch deren von Underwalden abzug gewendt wurden. wär wol müglich gsyn, dass der glaub einmahl mit Spiessen wär getheilt worden.

[97] Dess Jahrs war auch vil unruh in der Grafschaft Toggenburg. dann So im xxvi sten Jahr der Abt von St. Johann sich in den Schirm meiner Herren und deren von Schwyz übergeben hat, widerten sich die seinen an etlichen enden gehorsamme zu thun. Gieng die weil mengerley für. Dann die ganz Grafschaft nam sich Ihro an, und so Sie von den Eidtgnossen zu dem recht erforderet, wolten Sie all nüt Ihnen in das recht stahn. Doch in dem Jahr als mein Herren und die von Schwyz Ihr Botschaft dahin geschikt haten, wurdend Sie mit einanderen eins, und ward ein Vertrag angesehen, was die Gotshaussleuth den zweyen Orthen, dargegen auch der Grafschaft schuldig sein sollten. Dann das Bracht den grössten gspahn, dass Sie vorhin mit samt der Grafschaft eim Abt zu St. Gallen zugehörten, gericht mit einanderen haten, vermeinten Sie so die oberen Gricht zu St. Johann fürbas den zweyen orthen dieneten, wurde das ein Zertheilung der Grafschaft. In dem so man jez solt ausshin schicken den Vertrag aufzurichten, und die von Schwyz ein Ehrsamme Botschaft dahin verordnet haten, war bey Uns derwyl eingerissen die Zertrennung, dass Sie niemands dahin ordnen könnten. Also blyb die Sach abermahl ohnaussgemacht, wurdend der wyl mängerley frefel gebraucht von verruchten leuthen, die Ihr Buberey mit dem deckmantel des Gotsworts verdeken wolten, welches nun die von Schwyz ungern lidtend. Und so sie sich nun niener anstossen wolten, sonder das übel immerdar ein fürgang het, erboten sie denen auss der Grafschft um ein endtliche antwort, ob Sie von solchen nit stahn

[97] Unruh im Toggenburg.

wölten, und sölchs freflen strafen. Nahmend der wyl auss zu eim ausszug mit den panneren, sölchs mit gewalt abzustellen. Also ward von Ihnen ernstlich gehandlet und geantwortet von denen auss dem nideren Amt, auch denen von Liechtenstäg, und etlichen anderen Beym alten Herkommen zu verbleiben, und recht helffen zu strafen die fräfner. Die anderen gabend auch nit unzimmlich antwort, und wolten auch mit recht helfen strafen; also dass die von Schwytz einmahl mit Ihnen zufriden waren. Nüt destominder half kein Zusagen nüt: die unräwigen fuhrend immerdar für in Ihrem muthwillen, dann Sie von denen von Zürich aufgereizt wurden. Also darnach stürmeten Sie auch zu Liechtensteig Ihre Kilchen, thäten ab die mäss und alte ordnung. Zu St. Johann fiehlen etlich in das münster, und zerschlugend all Zierden und Büecher. Der Abt wych auss dem kloster. Es ward auch ein Rathsbot von Schwytz darnach darinn überfallen von etlichen ungeschikten Leuthen. Der Handel was denen von Schwytz gar leid und widerig. Aber von wegen der treffenlichen uneinigkeiten, so allenthalben in der Eydtgnoschaft warend, liessen Sie es Jez ruwen, dann wir, so Ihnen solchs helfen soltend wehren, hatend mit eigner Zwytracht vil zu vil zu schaffen.

[98] Item wie dann des vorderen Jahrs der Herr von Lautrech des Königs von Frankreich obristen den Krieg in Meyland zu führen mit eim schweren Züg in Meyland glegen was, zog Er mit vil Volk den winter Inhinwertz auf Rom zu, hat auch etwan vil fehndli von Eydtgenossen. Etlich warend heimzogen. Rukt also müssigklich Inhinwerths, Biss der alt züg des Königs von Frankreich deren führer was der Marggraf von Salutzen, und Sie zusammen kamend. Under denen waren noch etwas vil Eidtgenossen, die im 1526 Jahr Inhin zogen warend, und ruktend mit einanderen immerdar für und für, doch ohn alle Ihl.

[99] Der wyl nam des Keisers Volk Pavi widerum zu Ihren Handen. In dem auch auf den frühling Besammblet der Herzog von Brunschwyg im nammen dess Keisers ein grossen Zeug

[98] Zwen Züg von Frankrych stossen zusammen. [99] Keisserische Belägeren Loden.

zu Ross und Fuss, und zoch in Meyland und lägeret sich für Loden, so von Venedigern und dem König von Frankreich Besezt was. Aldą kam under die Keisserischen ein solch schwöre krankheit, dass Sie ellendigklich wider heim zugend mit Verlurst viler leuthen. [100] ward Ihnen Vergundt durch die Eydtgnoschaft zu ziechen, da sagt man wie mancher so mit zehen Pferden hineingezogen was, kaum eins oder zwey mit Ihm heym bracht. Dann die knecht stürbend Ihm, die Ross verdurbend Hungers, und auss armuth verlauften Sie vil in der Eydtgnoschaft.

[101] Des Königs von Frankreich Züg zoch auf Neaples das Königreich, und eroberet das gar nach alles ohn Caleta und die Stat Neaplis, die Belägeret er gar lang. Indem starb Ihr Oberste Herr von Lautrech, und so sie die stat immerdar Belagend, so es dem Herbst nachet, kammend under Sie gross Krankheiten, dass der Zeüg zerstreüet was von todts wegen. [102] Wurdend auch vom landvolk abgestraft, dass Ihro wenig heimkamen. Man Sayt hie bey uns, dass in einer Wochen fünfzehen tausend man gestorben wären. Glich also auch von des Keissers altem Hauffen, so Rom des vorgehnden Jahrs Jahrs gestürmet haten, Blyb wenig über, dann durch den tod, hunger und abstreiffung ward der mehrtheil verbraucht.

[103] Indem hat der König von Frankreich ein anderen Züg in Mayland geschikt, deren Führer was der Herr von St. Paul mit wenig Eidtgnossen knechten, der gewann Pavi widerum mit gwalt, und lag also dass Jahr auss im land ohn einicherley fürnemm thaten.

Ich hate dis Jahrs Beschlossen, der thaten halb unsers lands, dann so das neu Jahr nachet, verhofft Ich, Got solt ein Benügen han einmahl, dann wir dis Jahrs vil zu vil widerwertigkeit erlitten haten, so steuret der teüfel noch immerdar, und scheüret das feür so Er angezündt hat. Zu Schwanden, als Sie dann trefflich zweyig waren des Glaubens halb, und wie wol der neu Christen theil da übertraff, nüt desto minder warend auf

[100] Die Keisserischen liden grossen Schaden. [101] Franzos belägeret Naplis. [102] Verleürth durch krankheit vil. [103] Frischer französischer Zeüg in Meyland.

der anderen seyten so vil dapferer leüthen, dass Sie nit underwunden, die Kirchen zu plündern wie an andern orthen geschehen. Und so etlich mahl darum gerathschlaget, war das Zihl, dass der Wyl alle Kirchen Zierd, Biss zur Wiehenacht Blyben solten; ob der wyl der Landszweyung ein Ausstrag geben wurd. Indem so nun die wiehenacht nahet, und noch kein End unserer Zweytracht geben was, da die neügläubigen etlich treüten dann die Kirchen zu plündern, dargegen die anderen alten Christen des gar unleidig waren, zu Verhütung grösseren schadens, kam zu Ihnen auf Sonntag, was nächst vor St. Thomas tag unsers Landts Amman, und mit Ihm von alten Christen Bernhart Heer unsers Lands Seckelmeister, und Uly Stukj von Urnen. Von denen nun wurdend Sie ermahnt, dass Sie von ruhen wegen, die wyl unser span noch kein ausstrag hate, die Kirch bei Ihren Zierden Blyben liessend. Alda ward Ihnen verheissen, dass Sie noch ein Monat Alles wöltend stahn lassen, doch dass die anderen Ihren predicanten in der Pfrund Hauss in ruwen und frid woltend sizzen lassen: dann Er Biss dahin nit dörft darinn sein, sonder het sich ein gut wyl im Thor enthalten. Solchs war nun angnon.

[104] Morndes was an St. Thomas tag, so der mehrtheil mannen gen Glarus zu merkt warend, giengend etliche unrühwige Wyber in die Kilchen, und zerschlugend vil Bilder, welches nun die Altgläubigen sehr verdross.

Also auf St. Johannes tag, so Ihr predikant sie Berüft hat, dass wer Sey konnt bewysen, dass Er glogen het, soll nach dem morgenbrot in die Kilchen kon. war gar ein fyner fund, dann wo könnt der schlecht ley die gheimnus der schrift ausslegen, und die anderen urtheilen, so zu vil Partyisch waren. In dem so der Predicant in der Kilchen syn pracht führt, zochend etlich Junggsellen mit eim trumm um die Kilchen. Und die wyl Ihr gegentheil Ihr Zusagung dem Amman gethan nur ein tag gehalten hatend, giengend Sie in des Predicanten Hauss, und zerschlugend den ofen und die fenster. Und da die Predig auss was hetend die in der kilchen vor alle Ding grüst, und

[104] Wyber stürzen zu Schwanden Bilder um.

rschlugend alle Bilder und altar. So nun die andern das
chend, nammend Sie all Kallen auss den gloggen, zerschlugen
e himmlezen in der Kilchen ganz und gar, zerbrachend das
it: und waren der meinung den thurn und die Kirche gar zu
ıtdeken. Indem So Sie die nacht darvon tryb, kam der ungehikt
handel unserem Amman zu, dann es zu besorgen was
r landtsfrid den Jedermann gegen einanderen hatte, der noch
ssher Ufgehalten ward, möchte zuletzt auch nit helfen. Also
tt der Ammann und Alt Vogt Ludwig Tschudj zu Ihnen gen
:hwanden vor tag, die gstilleten die sach abermahls.

[105] Der Zeit zu Basel glych vor Wiehenacht und darnach erıbend
sich auch trefflich zweyungen, auch dess glaubens halb,
ıd kam die sach so wyt das Beyd partheyen mit Wafen sich
:gen einanderen legten etlich tag: doch durch underrichten
ıderer Eidtgnossen ward die sach einmahl zufrieden gestellt, mit
:setzten Articklen wie Sie sich gegen einanderen halten solten.

[106] Ao. 1529. Am Neuenjahrstag sturb Bernhart Heer unsers
ands Seckelmeister, dem Gott gnädig seye.

Am Sonntag darnach ward der 3. Tag Jenner; zu Schwanзn
alsdann Ihr predicant darvor all geladen hat, so Ihm zu·edt,
er predige Lügen, dass sie Ihn dero Bezügen solten,
ad aber niemands kommen was und die neügleübigen darauss
n gross geschrey machtend; auf disen tag erschyn vor einer
meinen Versamblung der Kilchgnossen der Ehrsam Fridli
schudj von Schwanden des Raths zu Glarus, der am vorndrien
tag von anligenden geschäften nit erscheinen mocht. Belaget
Ihne etlicher lugen und thät darum geschrift dar, und
npfahlet die urthel der sach allen gutwilligen und dem rechn.
Darum Er den Amman anrüft, was aber Bey Uns noch
eder gricht noch Rath.

Dess tages als man allwegen lügenmäuler findt, denen bass
t mit unruh als mit ruhw, entsprang aber in unserem Land
n grosser Lärmen, dann so ein red aussgangen was, wie die
ın Nävels die Pfaffen rechen wölten, die unser unruh ursächer
aren, lüffen die Neügleübigen zu Schwanden all zusammen

[105] Unruh zu Basel. [106] Annus 1529.

mit Harnisch und waffen, und der anderen auch etwann vil, dann Sie wüsstend nit was Ihr Zusammenlaufen Bedeüte. In Rüti warend auch etlich gerüst. Bei Ihren Predicanten zu Glarus Besambleten sich die neügläubigen auch, und die anderen wüsstend niener von nüth. Indem erfuhr unser Ammann die sach, dass niemands vorhanden wär, der Ihnen der pfaffen halb widerdriess zufügen wölt, und stellt sie zu beiden Theilen gütigklich ab.

Alsdann nun in unserm land wir lange Zeit ohn gricht und Rath gelebt haten, und man den Eidtgnossen vil nach geriten, damit dem gericht recht stath gethan wurde. Auf Montag den 18 tag Jenner schickten Uns die orth der Eydtgnossen, so noch dem alten glauben anhangenten, ein ermahnung zu dem rechten, von wegen der Zusagen so Ihnen von Uns gethan darynn auch aussgetruckt war, dass wir gricht, Rath und recht mit einanderen aufrichten solten. Dazumahl wurdend Beyd partheyen versamblet, und von kleiner Ursachen wegen möchten wir noch nit zusammen kommen, dass wir mit einanderen handlen wolten. Da nun unsers lands Ammann sach, dass nüth Beschoss, was man anhub, verkündt Er zusammen ein LandtRath Beyn gschwornen Eydten, auf Freytag darnach, darvor solch mahnung unütz was so Sie Ihm alle gehorsamme Biss zu end des verbotnen rechtens in solcher gstalt abkündt hetend. Also kamen an dem tag gen Glarus Beider partheyen Rathsherren, dann so die neügleübigen drum dass Ihren der mehrtheil was, das gutwillgklich annahmend, die andern damit sie nit an Ihren Ehren verlezt wurdend, wöltend Sie auch erscheinen doch nit mit Ihnen handlen. Indem unsers lands Amman als ein gmeiner Schidman, damit wir in einigkeit vertragen wurden, Sitmahls vorhin noch klein ursachen gehinderet heten, dann dass wir versöhnt wärind worden, stellt etlich Artikel in gschrift, und hielt die Beyder Partheyen Räthen vor, damit wir doch zusammen in ein gmein Regiment verbunden wurden. Dazumahl wurdend Sie zu Rath, dass auf nechsten Sonntag man zu Beyden theilen zu Glarus erscheinen söllt, der sach ein ausstrag zu gehn. Also wurdend Sie einmahl vertragen, dass Sie

gricht und Raht mit einanderen annemmen solten, nach Lauth der Eydtgnossen mahnung, so luthet, dass wir all Handlung des glaubens still stahn solten lassen. Auf solches fieng man widrum an Rath zu halten.

[107] Item auf Sambstag was der 23 tag Jenner, war dem Abt aus dem Gotshauss an der Stat gelegen zu St. Luzy sein Haubt abgeschlagen, dass Er etlich heimlicher pratiken mit dem ab Müss solte gemacht han. Doch vermeinten vil leüth, sie hetend schlecht ursachen wider Ihn ghabt, von der Ursach wegen wurden auch gfangen Dietägen von Salis auss Bergell der sonst der pündtneren gebot zum dickeren mahl fräfenlich gebrochen hat, und Jörg Bely von Davas dazu Haubtmann im Veltlin im nammen der drey Pündten. Die wurden nun im Engadin gerichtet: und so solcher verargwohnter veräthereу nüt über Sie funden war, liess man Sie gahn; den Jörg Belj ohn nachtheil seiner Ehren, doch müsst Er den Kosten aussrichten, so wol tausend Guldi antraf, der ander von anderer übersehungen wegen müsst Bürgschaft geben zu keim Herren zuziehen ohn der Pündten erlaubnuss.

[108] So nun die von Gastel und Wesen vorhin ghorsam und rühwig sich erzeigten, liess der Teüfel nit nach Biss Sie auch verwirrt wurden. Dann ein unrühwiger Pfaf kam gen Rufy, der so Er vormahls zu Arth in Schwytz gelegen, auch vil unruhen gstift hat, und darum vertriben, war Er unseren Eidtgnossen von Schwytz widrig, und wolten Ihn da nit leiden. Hat aber der Pfaff so vil anhangs gemacht, da Ihn Ihr Obervogt (was Vogt Gupfer von Schwytz) gefänglich annemmen wolt, wertend sie solchs und vertröstend für Ihnen zu rechten; und so Er vom Vogt Berechtet ward, stelten sie das recht hinder sich, von wegen meiner Herren, die auch Ihre Herren wären, die kein Botschaft von wegen unserer Zertheilung da hatend. Indem hubend Sie an mengerlei muthwillen zu treiben mit schandtlichem Wesen, so Sie ein gross Marter-Bild von St. Sebastian gen Schänniss an eim Seil zugend, darbey Sie vil gespöts trybend, und für anders schabetend Sie Ihm auch die Brüne, und

[107] Abt zu St. Luci wirt gricht. [108] Gastel wird auch unrühig.

suchtend Ihm die wilden Zähnd. Also pflanzeten Sie des Gottsworts gar fein, als so einer ein lustgarten mit dörn übersatzte, und wölt sich dennoch für ein guten pflantzer aussgän. Heisst das nit den schwinen die Berlin fürgschüt, und den hünden das Heiligthum fürgworfen so ist es ein wunder. Dann so man vil schruwe auf das wort Gotts, sach man desse under uns nur gar kein Funken.

[109] In solchem auf Sonntag vor der Liechtmess, ward der Letst tag Jenner, Besammleten die von Wesen ein gmeind von wegen den Bilderen. Von der Mäss warend Sie vorhin gstanden. Dazumahl wiewol Ihr obervogt verbot Bey den Eydten solches zu thun, und dem mehrtheil der Ehrbarkeit das auch widerig was, dennoch übermehret das gmein unverständig volk so vil, dass Sie weder Eydt noch Rathsbot ansachen, sonder zerbrachend alle Kirchenzierd und verbranntends die wyl Ihr obervogt noch da was. Der ryt nun Ilends widrum heim, seinen Herren zu Schwytz solches anzuzeigen.

[110] Darnach am Zinstag war unser frauentag. Zu der Liechtmess gmeindeten sie auch zu Schännis, und zerbrachend alle Bilder und Altär, und verbrannten Sie, darzu stüreten die ab Ammen, ab Kirenzen und von Nider-Urnen, darum, dass Sie auch etwann dahin zu kirchen gehört hatten; und was nun ein ungeschikter Handel, und schickten in das Kloster um Wein; wo Sie Ihnen nit zu trinken schickten, wöllen sie selbst reichen. Also von wegen grösseren schadens gab mein Frau von Schennis Ihnen ob vier Eimer weins zu trinken. Und in der nacht ward auch zu Oberkirch und zu Benken auch alles in der Kirchen zerschlagen. Zu solchem frefel wurden Sie greytz darum dass under Uns auch der grösser theil, wiewol um gar wenig, auch der Meinung war, und Ihnen Sie gestuhnden, und ohn unser Zuthun, so wir auch Ihre Herren warend, mochtend die von Schwytz destominder in der sach handlen, wiewol das den Altgläubigen in unserem land übel gfiehl, die, ob sie schon

[109] Wesen verbrennt die Bilder. [110] Desgleichen zu Schennis und Benken.

an der Zahl villicht etwas weniger warend, doch dapferj halb warend Sie nit die schwächeren.

Also auf Donstag nach der Liechtmess kamend zusammen gen Näfels, an einer Fassnacht vil gut gsellen der altgläubigen, und verordneten gen Schwytz zu ryten, Fridli Mathys und Ulj Stuckj, Ihnen anzuzeigen, wie sie ab solchen frevlen und verachtnussen ein gross missfallen hatend; und ob Es sach wäre dass Sie solches mit gwalt strafen wölten, söllten Sie sich nüt dann alles guts zu Ihnen versehen. Dazumahl als dann solchs feür in der Eydtgnoschaft so weit angezündt was, dass das mit rüche kümmerlich zu löschen, nammend unser Eydtgnossen von Schwyz an die händ, und das auss Rath anderer Eydtgnossen, die sach zum allerzimmlichesten zu stillen in gütigkeit, Sy zu Besuchen nochmahl durch Ihr ernstliche Botschaft, mit sambt andern Boten von etlichen Orthen, dann die Brunst so gross war dass da mit gwalt kümmerlich zu löschen, dann die neü meinung hat überhand zu Zürich, Bern, die auch ein Stat zu Costanz Ihnen zu Burgeren angenommen haten. Dessglychen bey uns was es so vil anzündt, dass wir mit uns selbst zu vil zu schaffen haten, ohn dass wir anderer muthwillen stillen mögen. Zu Basel wiewohl Ihrer vil gern Bey der gmeinen Kilchen Bliben wärend, und sich kurtz darvor gwaltigklich darwider gesetzt, wie obgemeldt, dennoch müssten Sie darvon stahn. Zu Schaffhausen und Appenzell hat es auch oberhand. St. Gallen und die Gottshausleuth mit sammt dem Rhynthal, und der Grafschaft Toggenburg gfiehl auch das ring Joch. Die Thurgäuwer hatend auch vil unruh von desswegen. Die 3 Pündt nammend es willigklich an, damit Sie des Bischofs und etlicher Abten abkämend, und der geistlichen gut wider in Ihre Händ kämend. Da lag der grösst Hass allen. Drum sich nit zu verwundern, dass in solcher Zertheilung gross fräfel ungstraft blybend, dann einmahl bey Uns kein regiment: allein Got solchs zu stillen ring was.

[111] Dazumahl alsdann die alten Christen ein gross unwillen in unserem land ab der Wesneren that hatend, so Ihrer

[111] Unwillen etlich der Unsern gegen Weesen.

vil zu Nävels bey einanderen waren, stellend Sie zu Wesen Wachten, dann etwann darvon gredt, man wölt Ihnen einmahl etlich ställ in der Stat ussen verbrennen, dann da niemands bauen dörft ohn meiner Herren erlaubnuss, und liessend es auch niemands nach, dann dass Sie es wieder dännen thäten, wann es Ihnen geliebte. Solches Besorgeten die von Wesen, und schikten heimlich zwen spächer gen Nävels zu erfahren, was Sie im sinn haten, die wurdend drum von den gsellen ergriffen und übel aussgebutzt. Auf solches schicktend Sie Ilends gen Wesen, wol um die mitenacht, Fridli Mathisen, Hans Frey und Fridli Stucki. Die kamend nun zu dem undervogt und hiessend Ihnen einen Rath Besamblen, zeigten Ihnen an, dass Sie einen grossen unwillen daran haten: dann also wachten gegen Ihnen gstellt wurden, und späher auf Sie geschikt, mit anderem mehr. Ward Ihnen geantwortet, es wäre dem Rath nit lieb, und entschuldigeten sich: darbey blyb es damahl. [112] Der Zeit schickten Lucern, Urj, Schwyz, Underwalden und Zug Ihr Botschaften gen Veldkilch, dann da ein trefenliche Botschaft von Fürsten lag, die wurdend nun wol gehalten. Und wie wol es denen von Zürich übel schmakt, vermeintend Sie so Zürich und Bern mit denen Costanz freundschaft gemacht, wöltend Sie auch fründ suchen wo es Ihnen geliebte. Dann dazumahls war ein Eydtgnoschaft Ihr selbst sehr unglych. Da Sie vormahls in treüen wie Brüder leib und gut zusammen gesetzt, was kein treü mehr under Ihnen und fründschaft was verkehrt in feindschaft. Ursach Bracht das Gotswort, und was aber des nur kein Funk in uns.

[113] Indem nun wurden auch Berner und Underwalder vertragen Ihrs spahns halber. Denn so die von Bern, von Underwalden ein grosse summ geldts an Ihren Costen erforderet, wöltend Sie darvon nüth hören. Doch legten sich die andern Eidtgnossen mit sammt den drey Pündten so vil in die sach, dass allso Bericht war, dass die von Underwalden sich bekennen sölten, dass sie unrecht gethan hetend, dass Sie Ihnen auf

[112] 5 Orthen schiken gen Veldkirch um Pündtnuss. [113] Bern mit Underwalden verglichen.

Ihr Erdtrich gezogen wärind, welches Ihnen von den anderen orthen gerathen ward anzunemmen. Dann wiewol die Hertzen treflich wider ein anderen verbiteret warend, dennocht hat Jedermann scheüchen ab Krieg vorab in solchem Fahl, das die so mit pündten und Eydtpflicht mit einanderen verpflicht, auch durch sipschaft und Blutsfreündschaft verbunden, etwas feindtlichs mit einanderen üben solten. Drum stellt man treflich ab so sehr es Ihnen müglich was.

[114] Am Sonntag was die Altfassnacht der 24 tag Februarj Schikten unser Eydtgenossen von Schwytz von wegen der ungeschikten Handlungen Ihr treffenliche Botschaft gen Schännis: mit nammen Amman Redig, Pannerherr Kerngerth, Vogt Stalder und Vogt Gupfer: [115] von meinen Herren wurden auch dahin gesandt: Amman Aebli, Vogt Ludwig Tschudj, Hans Wichser und Fridli Ellmer. Doch war den unseren nüt wyters in empfehl gän, dann zuzulosen, und nit straffen. Auf das schikten die altgläubigen Ihr Besondere Botschaft, Ihr meinung Ihnen zu entdeken, sie wöltend helfen strafen, wo unser Eydtgnossen von Schwyz auch zu straffen bedunkt. [116] Es schicktend auch dahin Ihr Botschaft die vier Orth. Von Lucern: Vogt am Ort, von Uri: Vogt Bleteli, von Underwalden: Vogt am Büel, von Zug: Götschy Zhag, das Best zu thun, damit solcher unruh gestillet werde. Also ward berüfft ein ganze Gmeind von denen auss dem Gaster: ward Ihnen nun von Amman von Schwyz fürghalten, wie ein gross missfallen Sie hetind ab Ihren ungeschickten Händlen, und wie sie solch fräfel nit wölten ungestraft lassen, mit vil Worten etc. Auf solches entschlossend sich die auss dem Gaster einer solchen Antwort: Sie erkandtend Sie für Ihr Herren, und woltend niemands lieber zu Herren han dann Sie, wöltend Ihnen auch thun alles so Sie schuldig wärind. Die wyl aber die Händel den glauben Betreffind, wo Sie Bewysen wurden durch das göttlich wort, dass Sie unrecht gehandlet hetend, woltend Sie sich gern strafen lassen. Der Antwort warend die von Schwyz nit gar zufriden: dann man

[114] Gsandschaft gen Schännis von Schwyz [115] und Glarus, [116] wie auch von den 4 Orthen.

alles dazumahl darmit Beschirmen wolt. Sie haten desselben tags ein wilds leben mit Zangken und haderen, und schlugend Je zusammen, dass man immerdar gnug zu scheiden hate. Dann obschon Jedermann auss Gotswort thönt, war doch alle liebe erkaltet.

[117] Auf Montag den anderen tag kamend auch die obgenambten Boten gen Wesen, Besambleten auch ein gmeind mit gar nach glychem fürtrag wie zu Schänniss, ohn allein dass Sie über Eydt und rechtbot Ihres Landvogts gefreflet haten, welches Ihnen insonderheit fürgehalten was. Die entschlossend Sich des Glaubens halb einer gleichformigen Antwort wie die vom Gaster; doch der Uebersehung halb des rechtBots und Ihrer Eydten, Begabend Sie sich in die Straff mit Billigkeit nach recht. [118] Also wie wol unser Eydtgnossen von Schwytz beeder antworten nit aller Bästen zfriden waren; auf den Abend ritend Sie mit den anderen Boten widrum heimwerts. In dem so die gmüther sonst wider einanderen verhetzt warend, und der wyn als gmeinklich gschicht, sein Zuschub auch that, so etlich auf der Gass von unserem land und von Wesen und ab Ammen etlich sachen mit einanderen anzochend, begab es sich dass zween zusammen schlugend; dazumahl als man vor gwohn was zu frieden, [119] ward Jez nebend sich gesetzt, dann man sich gleich anhub zu partheyen, und sache der Schimpf dem ernst so gleich, dass, wo Got nit sein Gnad mittheilt het, übel zu besorgen, dass da einer gantzen Eydtgnoschaft führes gnug angezündt wär, dann ob 50 blosser Schwerteren under ein anderen vermischt, aussgezukt und tapferlich zusammen schlugen: Und so vil noch ungepartheyet zugegen waren im Zweifel wie sie sich wölten halten. Indem luffen hinzu auss unserem Land vil wolgeachter Leüthen, mit sammt unsers Lands Ammann, so Bey unseren landleüthen, so an eim theil waren, vil vermöchten, und gegen den anderen nit ein klein ansehen haten. [120] Die huben nun an männlich zu scheiden, und so die andern so noch unpartheiisch waren, von Wessneren, oder Vss dem

[117] Obgemelte Boten erschynen auch zu Wesen. [118] Ihr Verrichtung. [119] Schlagehändel zu Wesen. [120] Werden kümerlich gestillet ohn Blut.

Gaster Ihr fleiss ersachend, that jedermann das best, damit der auflauf gestillet wurd. Also wiewol es grausamlich angesetzt hat, zergieng es doch ohn schweren schaden. Dann obschon etwan vil verwundt wurdend, war doch niemand zu tod geschlagen. Unser Amman gebot den Landleüthen heimzukehren und den Andern ward geboten in Ihre Häuser und ab der gassen, dass man nit ein neü feuhr anzündte. So nun solches geschrey her gen Glarus kam, war man auch unrühwig, und loof man auch zusammen etlich gewaffnet. Doch hat der Ammann Leüth heim verordnet, die sie abschieltind, und Sie rühwig machtind; dann es mit gutem fahl zergangen. Geschach auch Bey uns. Indem hat Er auch ein Boten den Eidtgenossen nachgeschickt. Die kamend Ilends widrum in der nacht dann Sie der Bot erst zu Lachen bezogen hat. Also verschuffend Sie in der sach mit sammt unsers Landsboten, und machtend dass einmahl der vergangne frefel, in dem des Fridens nit zum Besten geschonet, still sölte stahn ungestraft. Doch fürbas solten die von Gastell und von Wesen auch unser Landleüth der händlen halb ungevexiert lohn: und ob es sich begab, dass zween uneins wurdend, sölte man scheiden wie vormahls und sich niemands partheyen. Dann wo der Frid fürbass fürnemlich gebrochen wurd, welches theil dis wären, söllen sie sich auf niemands trösten. Solchs ward in allen Kilchen verlesen, und hie vor eim Rath Bestäthet darbey zu Bleiben: und dass man auch von dem Zämenlaufen mit Harnest abstuhnd, dann man es weiter ohngestraft nit wölt lassen.

[121] Wie vorgemeldet von der Bericht zwüschet denen von Bern und Underwalden, was Sie da nit weyter angnohn, dann widerum heimzubringen. Ward doch nüth angnommen. Also ward ein anderer tag angsetzt gen Baden auf Montag nach Lätare, und in der sach ernstlich gehandlet. Wurden also gen Bern verordnet, in der sach zbest zureden, Boten von Glarus, Basel, Freyburg, Sollothurn, Schaffhausen und Appenzell und von dreyen Pündten. Also ward die sach gestillet und

[121] Vorgedachter Bricht zwüschet Bern und Underwalden nit angenommen.

Rath anderer Eydtgnossen von Beiden partheyen angnom-
und Brief darum aufgericht. Erkandten ein anderen für
leüth der Zuredungen halb von Beiden theilen Beschechen:
las war gar noch der gröst artikel, dass die von Ünder-
n die abgewichnen von Hassle nit mehr sölten hausen
hofen.
[1] Item der Zeit warb wolf Dietrich von Ems um ein geleit
zufahren mit seiner vermächleten Haussfrauen ohngefahrlich
k Pferden, so des Herren von Müss Schwöster war.
ann wie Ihm das gleyt von den pündten geben was, und
das der Abt von St. Luzj enthaubtet, darzu Dietägen von
und Jörg Beli gefangen wurden, dass Sie etwas heim-
pratiken mit dem ab Müss solten gemacht haben: und
ol es sich nit erfand und Ihren ein neuw gleit zugeschikt
wöltend Sie Ihnen nit mehr trauwen, und fuhren für Urj
ür. Und als gemeinklich Beschicht, welcher sich selbst
lig weisst, fürcht auch so Er ein Vogel ghört auffügen,
l auch denen von Wesen und auss dem Gaster, die warend
ch unrühig von wegen der Braut, Besorgten es wär ein
icher anschlag über Sie erdacht. Also wurden den Braut-
rn gleitsleüth zugehn von Beiden orthen Schwytz und
s. Und am Donstag den 8 tag Aprels fuhrend Sie für
n auf. Die im Gaster lufend allzusammen gewafnet, und
arnest, und ist wol wie man spricht, wer Ihm fürcht ist
n sicher.
[3] Alsdann die von Bern sölichen Vertrag angnon hatend,
ich Brief darum aufrichten sölten, und von dess und ande-
ändlen wegen ein tag zu Baden angesetzt ward auf Montag
tag Aprels, wolten die von Zürich, als die sich der sach
eren von Bern wegen auch annahmend, den Friden nit
m lassen: schribend auch zu den Eydtgenossen gen Baden
eben ein scharfen Brief. Noch dannoch die Eydtgnossen
men lieber ruh dann unruh, Frid als Krieg gewesen wäre,
ten sich keiner arbeit, und kehrten gen Zürich für Rath,

[1] Graf von Ems begerth durchzug. [123] Unterwaldner frid wirt nit
nmen.

ob Sie da etwas guts schaffen möchten, die von Bern selbst, darnach Glarus, Basel, Freyburg, Solothurn, Schaffhausen und Appenzell. Wie fründtlich Sie nun von den Eydtgnossen ermahnt, und von denen von Bern gebeten wurden, half es alles nüth, Blybend auf Ihren fürnemmen, und schmächtend auch die von Bern drum dass Sie solches annemmen wolten, was aber kein wunder, dann ein Junger unerfahrner Rath Betracht kein end, erwigt nüt, ob Er Kostens halb das gebeuw vollführen mög, denn alle so ab Ihrem Wäsen des glaubens halb ein missfallen haten, thäten Sie auss dem Rath. Darzu stuhnden Ihre predikanten an die Kanzlen, und schreytend wider solchen friden, damit Er nit angnon würde. Ein gute anzeigung wie christenliche Hertzen sie trugend, der Uns den anderen Backen heisst darhan, und die Rach allein Got zustath, wiewol es sich Ihnen gezimmt möcht ein kind merken!

[124] In der Charwochen starb Franciscus, Abt des Gotshauss St. Gallen, ward gleich Kilianus von Conventherren erwehlt, und zu Wyl auf den Altar gesetzt. Dann zu St. Gallen in der Kilchen alles zerschlagen was. Von desswegen die von Zürich unrühwig warend, schiktend Ihr Botschaft har zu Uns, wie ein Betrug in der sach geschechen wäre von denen von Luzern und Schwytz, und wolten den erwählten Abt gefänglich annemmen lassen. Also schicktend meine Herren zween Boten ausshin, ward erfahren, dass es nit also gangen war: kam auch har des Abts von St. Gallen Botschaft, und erscheint meinen Herren den handel wie Er an Ihm selbst was. Die von Zürich suchten allein ursachen damit die Abtey undertruckt, und Sie auss Schirmherren recht Besizzer möchtend werden. Ein guts Evangelisches stuck, welches lehrt die Besizzung verlassen, und nüt schneiden, da man nüt gesäjet hat.

Die weil, so die anderen fünf orth, nämlich Luzern, Urj, Schwyz, Underwalden und Zug sachend dero von Zürich gemüth des Fridens halb, auch dass Sie sich nit Benügen liessend in Ihren gebieten zu handlen des glaubens halb, sondern machtend auch unrühwig in gmeinen gebieten allenthalben das völklj,

[124] Abt zu St. Gallen stirbt: ein anderer wirt erwehlt.

und richtend sie auf mit Zuschickung Boten, Briefen und Zusagung Ihrer hilf, lybs und Bluts; Schiktend Sie auch Ihre Botschaften gen Waldshut mit den Keisserischen zu handlen, und auch Hilf zu suchen. Dann so sie gern mit gmeinen Eydtgnossen hauss han wölten so sehr dass des glaubens halb niemand genöth wurde, und in Ihren gebieten sölch wohl auf den mehrertheil gesetzt ward und man Jedermann Bey seim Wesen Blyben liess. Die wyl die von Zürich so stolz warend, und niemand ansehen wollten, darum nammend Sie das zu handen. Von desswegen die von Zürich unrühig warend, und verunglimpfeten die fünf orth wo Sie möchten, unangesehen was pratiken Sie immerdar tribend, zu aufstören der gmeinen Herrschaften. Geschachend der wyl mancherley rüstungen zu Beiden theilen, und versorgtend allding, damit all stund, so Bald ein aufbruch geschäch, sie grüst wären.

[125] Alsdann wir in unserem land ein gut weil zertheilt in treffenlichen gspähnen gstanden. Dann ob man schon Gricht und Rath mit einanderen het, was es doch allein angestellt Biss zu Ausstrag der sach, und noch nüt aussgemacht. Darum angesehen die schweren läuf so vorhanden waren, ward gehalten ein zwyfacher Rath auf Samstag den 17ten Aprellen, damit wir mit ein anderen Vereinbahret wurden. [126] Von denen wurdend nun verordnet von Jetwederem theil 15 Mann, dass Sie mit einanderen Artikul stellen solten, wie wir uns gegen einanderen halten sölten und wo Sie dero mit einanderen übereinkommen möchten, solten die vor allen Kilchhörinnen am Freytag darnach, was St. Jörgentag, verlesen werden, und allein landleuth darum das mehr fellen. Da solten nun aufgezeichnet werden, alle so die artickul annemmen wölten: und so es von allen Kilchhörinnen zusammen sumiert wurd, ob der mehrtheil sölch artikul annemmen wolten, solt es darbey Bleyben.

Also auf den vorbestimmten Tag war darum gerathschlaget in Linthal, zu Schwanden, zu Glarus, und zu Mullis. Die anderen Kilchhörinnen handleten nüt drinnen; dann etwas fehls

[125] Verglichung unserer spähnen durch ein ausschuz. [126] wird versucht.

in den Zädlen was: dann die nit in allweg gleich gesezt wie Sie von den 30 Mannen gestellt. [127] Aber darnach an der Landsgmeind wurden Sie gar noch einhelligklich angnon, dann sich Jedermann der Zweytracht gemuedet hat, in deren wir ein lange Zeit gestanden. Solche Artickel hielten gar noch sölche Artickel In: [128] Erstmahls, wo man noch die kirchen Zierden hate sölten es die anderen blyben lassen, es wäre dann sach, dass ein gmeine Kilchhörj des zu Rath wurd, und das mehr under Ihnen wurd dann möchten Sie es wohl thun. Demnach solle Jedermann den anderen ungevexiert lon, er gienge zu der Mess oder zu der predig, und wer in Krankheit des Sacraments Eucharistia Begehrte, dem sölle es nit abgeschlagen werden: darnach dass all Predicanten die wahrheit predigen sölten, welcher das übergienge sölte darum gestraft werden. Dessglychen wer Sie lugenen unwahrlich Beschuldigte, solte man auch strafen, und sölten all frey sicher wandlen zu Markt, und ander Ihr nothurft. Zu letst dass man feyren sölte den Sontag, all zwölf Boten tag. St. Johannis, St. Maria Magdalena B. Fridlins und St. Hiläris tag.

[129] An unsers Landsgmeind war Hans Wichser auss der Rüti zum Seckelmeister erwehlt: die anderen Amtleuth Blibend. Gilg Tschudi ward erwehlt zu eim Vogt gen Sargans, Jacob Knobel zu eim Vogt gen Werdenberg.

[130] Des Jahrs war gar ein schwerer Lantzig von schnee und Ryffen und sonst ruchen lüften, also dass Bey Uns an St. Görgen Tag gar noch kein kriesy Blust ersehn ward. [131] Darum Sie von Heumangels wegen an der gmeind machten, dass welcher übrig heu het, sölt dem anderen, der mangelte, Bey seinem Eyd zu kaufen gehn, und solt es nach der Billichkeit geschätzt werden.

Es was auch bey Uns ein böse Haubtsucht, die vil niderlegt doch sturbend wenig daran.

Auf Zinstag nach der Landsgmeind war versamblet ein dryfacher Rath, zu handlen die übrigen ordnungen unsers Lands

[127] Und von der Gmeind angnommen. [128] Inhalt derselben. [129] Landsgmeind. [130] Rucher Lanzig. [131] Heümangel.

auss Befehl der Gmeind. So nun das einzig Jahr vil Verletzungen geschechen durch Zämenlaufen, auch etwann des Fridens nit wol geschonet ward: dessgleichen treffenliche schmähungen des glaubens halb vergangen, so man ein anderen kätzeret und gotlosset etc. Damit das feur am aller Bequemlichsten ausgelöscht wurde, und durch die rechtfertigung nit wider aufgeführet, ward alles wet geschlagen, und die verschüten Bussen widerum geben, und sölte niemand an seinen Ehren nüt schaden; allein vorbehalten die Fridbrüch nach gestallt der sachen zu strafen, doch ohne entgeltung der Ehren.

[132] Die von Zürich waren immerdar unrühwig von des Abt von St. Gallen wegen, practicierten in mengerley weg, dass Sie die Gotshaussleuth unrüwig machten, und Uns in Ihr meinung Brächtind. Also ward von desswegen angesehen ein zweyfacher Rath auf Freytag nach der Auffarth: warend da zwen Boten von Zürich, zeigten an durch eine lange instruction Ihre meinung, doch was das der fürnembsten Artiklen einer, dass man von vier Orthen sölte Vögt gähn, Einen gen Rorschach, einen in die Grafschaft, einen gen Wyl, darnach den Haubtmann gen St. Gallen. ward Bey den unseren zu mehr, sie wölten dem Abt Brief und sigel halten, so weit Er den Münchorden abzeuche, Er erhielte Sie dann auss Gotswort. Die antwurt was Ihm nun zu schwer, dann Er gross gült enthalb dem Rhyn hate, die het Er müssen verliehren. Also schickt Er sein Botschaft für ein anderen zwyfachen Rath, auf Zinstag nach dem Pfingsttag, und Bath Sie freundtlich zu Bleiben Bey Brief und sieglen, mit erzehlung dass Uns Gott kein sonderbahre Kleidung Boten noch verboten hette, was doch die kut hinderte. Also sagt man Ihm zu Brief und sigel zu halten. Solcher Antwort warend die von Zürich nit zufriden, und schickten Ileads ein anderen Boten zu Uns die widerum zu stürtzen, ward angesetzt ein zwyfacher Rath auf Zinstag nach Corpus Christi. Erschienend die Boten von Luzern und Schwytz vom Herren von St. Gallen auch denen von Zürich. Also nach anzeigung sölcher Botschaften fürnemmen ward angesehen ein ganze Lands-

[132] Züricher Begehren wegen Abts von St. Gallen.

gmeind auf Sonntag den 13 tag Brachmonat, damit man sich entschluss einer endtlichen Antwort. ward nüth gehalten auss ursach wie hernach.

[133] Der wyl geschach es im Thurgau, dass Junker Heinrich Lanzen sohn mit etlichen stössig ward, und so Er übel von Ihnen verwundt, schoss er zu tod einen der um scheidens willen hinzulof, wie man sagt, darauss nun ein treflich unruh entsprang. Also kam der Jung Lanz mit etlichen Edelleuthen in das Schloss Liebenfels so synes Vaters war. [134] Die Thurgäuer luffend zusammen, und Belägerten das Schloss mit grosser macht. Auss dem so Sie kein entschütung wussten, gabend Sie Sich auf, das recht zu erwarten. Wurden also gfänglich gen Frauenfeld gführt, und daselbst vergaumpt Biss zu dem rechten, ward darnach in thädings wys abgelegt, doch kostet es den Lantzen ein gross gut.

[135] Indem als nun ein Gotshauss zu Einsidlen zu verleichen hat die pfarr zu Oberkilch in dem Gaster, und der alt Pfarrer vertriben, so Ihm solch frävel nit gefiehlen, ward die Pfrund verlychen Herr Jacob Keyser, genamt Schlosser, dazumahl kilchherr zu Schwertzenbach im Zürich Biet gelegen, von Herr Thiebold von Geroldzegg, vormahls Pfleger zu Einsidlen, der aber die Pflegerey in der Zweytracht übergeben. Dann Er thun wölt und halten die Bräuch und ordnungen der Kirchen; und so Er ein wyl hinweg zogen, kam Er nach etlicher Zeit gen Zürich, zoch in Einsiedler Hof den Sie da haten, Braucht des Gotshauss gült, und so Unser Eydtgnossen von Schwyz darab ein unwillen haten, Beludend unser Eydtgenossen von Zürich sich seinen. Dazumahl ward von anderen Eydtgnossen darzugeredt, dass man das recht darüber gahn liess, wolten die von Zürich Ihnen das recht nit halten nach vermög der pündten es wär denn sach dass Sie Ihnen erstmahls die pündt schwürind. [136] welches zu dem rechten gsetzt ward erkennt, dass Sie die pündt schweren sölten. denn Sie vorhin denen von Zürich

[133] Junker Lanz erschiesst einen. [134] wird belägeret und ergibt sich. [135] Hr. von Geroldzegg setzt Hr. Schlosser in's Gaster. [136] pündt werden den von Zürich gschworen.

nit geschworen haten wie vorgemeldt, welches geschach. Und indem wie sich das recht umherzog trug sich diser handel zu des priesters halb, welches nun die von Schwitz übel Beduret, dass Er also gewaltigklich eins Gotshauss von Einsiedlen lechen Besitzen wolt, darzu so Sie und die Sacrament der kilchen so frefenlich von Ihm geschmächt. Darum Er auf solche pfrund nit nur aufgezogen, sonder gmeinklich am Samstag durchs Utznacher gebiet, dannenher er Bürtig war, die zuversehen durchgieng, schikten die von Schwytz zwen mann gen Utznach zu Beider Orthen Undervogt Peter Hassler, dass Er Ihn liesse fahen. Diss, wiewol Es Ihme nit allerdingen gefellig drum dass M. Herren gheiss auch nit was; dennoch auf gebot deren von Schwytz gab Er Ihnen ein mann zu, [137] die warteten nun synen auf dem weg, und fiengend Ihnen am 22 tag Meyens, und führten Ihn gen Schwytz. Darauss nun treffenliche unruh entsprang, dann die auss dem Gastel ruften die von Zürich um Hilf und rath an; die kehrten nun mit Ihrer Botschaft für die von Utznach und Meine Herren, als dass die von Schwytz darin wider geschworne Pündt handleten, und Brechen dero von Utznach Ihre gerechtigkeiten. So nun über den vorgenammten Herren Jacoben ein Rechtstag auf Samstag den 28 Meyen gesetzt ward von meinen Herren vogt Stüssi gen Schwyz gesendt, Sie zu Beten, dass Sie Ihn widerum gen Utznach stalten zu Beeder orthen händen. Kam auch dahin sein Freundschaft, und die von Utznang. half aber nüth: [138] war verdampt in das feur: Und grossen ungunst hat Er bey denen von Schwyz, der ward auch vermehret durch ein tratzlich schrift deren von Zürich, so Sie Ihnen zuschribend, dass Sie ihn nit tödten solten, mit träuungen wo Sie das thäten. Also beludend sich die von Zürich der sach schwärlich und nahmend seinen tod zu grossem undank auf. [139] Und wiewol Sie sich ein gut weyl gegen ein anderen unfründtlich erzeiget, mit schmächen, tratzen, und zureden, nammend die von Zürich das zu einer Aufreitzung und anzündung zum Krieg.

[137] Hr. Schlosser wirt gfangen. [138] Hr. Schlosser zum feür zu Schwyz verdammt. [139] Gebirt grossen Unwillen.

Derwyl wie vorgemeldt vom Friden zwüschet denen von
ırn und Underwalden, haten die von Zürich so vil darzu ge-
ıan, dass Er widerum gestürtzt ward; und so es Jetz Zeit dass
ie von Underwalden Ihr Vögt gen Baden und in die Freyen
nter aufführen sölten, ward Ihnen das von denen von Bern
wehrt, dass Sie solchs nit zugahn wöltind lassen, sonder mit
er hand darvor sein. Auf solches schikten die von Zürich ein
ähndli gen Muri in's Kloster, zu wehren das aufreiten der
ögten, seitend ab den 5 Orthen und ihren helferen. Geschach
uf den nächsten Donstag. Also auf Zinstag was den 8 tag
rachet, so die von Zürich allen so under das panner geord-
et in die Stat gebotend, zochend die von Schwyz mit Ihrem
anner in die Höf gen Pfäffikon, dann Sie Besorgten, dass Sie
it etwann da überfallen wurden, und die Ihren geschädiget.
ölchs ward nun meinen Herren Ilends zugeschriben. [140] Also
chikten Sie zween Boten unseren Amman und Vogt Tolder, in
er sach Ihren flyss anzukehren, und meine Herren wyter zu
erichten. In dem zochend die von Zürich mit Ihrem Panner
en Capel in das Closter, stosst an Zuger Biet. Also zogen die
on Schwyz auf Zug zu, und kamend dahin gen Bar, und in
elben Kreiss in kurzem die 5 orth mit Ihren Pannern. Vogt
'older rit widerum heim meine Herren die sach zu berichten.
nser Amman fur zu dem Zeüg abzuschalten nach seinem Ver-
ıögen, als Er auch in treüen thät. Indem so nun meinen Her-
en von Beiden partheyen Mahn-Brief zu kamen, Besambleten
ie ein gantzen Rath auf Mitwochen am morgen, wolten sich
einer Parthey anhänken, wolten scheiden so sehr Ihr leib und
ut Langen möcht: Um des willen zochend Sie morndes auss
ıit Ihrem Panner im nammen darzwüschend zu zeuchen. Zum
annermeister ward erwehlt vom Rath, Vogt Bernhart Schiesser.
[1] Da man nun das land abzoch, kam meinen Herren Botschaft,
rie die von Zürich mit einem Fehndli auf Utznach, dero von
chwytz Theil an der Herrschaft einzunemmen zuchend, darum
ıeine Herren dahin eilten vor solchem zu sein. Dann so Sie

[140] Zürich und 5 Orth ziehen auss. [141] Zürich zieht mit eim fehndli
n Uznach.

sich vor Schidleüth aussgabend, vermeinten Sie Ihnen sölchs zustahn; vorab so der Halbtheil Ihr eigen und noch nit von ein anderen getheilt; und Begab sich dass etlich reitender Meiner Herren, und dero von Zürich Furier mit ein anderen in das Stetli kamend: doch wurden die von Zürich durch Ihro geschäft so sie mit sich führten, so vil verhinderet, dass die unseren vor Ihnen in die Stat kamen. Also verzochend die von Zürich Bey der Kilchen ausserhalb des Stetlins, schiktend Ihr Boten für unser gmeind, so Ilends versamblet, wie Sie deren von Schwytz theil innemmen wolten, und Begerthen darum ein antwort von den unseren. Man bate Sie dass Sie also still hielten, Bis morn wölte man Ihnen darüber antwort geben: dann man von müde des weges und anderen Ursachen vorab auf den Abend nit kommlich gmeinden könnte. Auf solches enthieltend Sie sich in dem feld, man liess Ihnen spys und trank ausshin gehn und in's Stetlin wandlen. Morndes früh verkündt man ein gmeind. Da war, dieweil unser Amman im lager war als ein Schidman, zum Haubtman an seyn Stat erwehlt, Vogt Ludwig Tschudi der Elter, zu Vortrageren des Panners Hans Zäy von Näfels, und Fridli Zäy von Schwanden. Es wurdend auch noch zween Boten dem Amann zu hilf in das Läger verordnet Fridli Mathys und Conrad Schindler, ward auch anders versehen so zu solchem nothwendig was. Denen von Zürich war geantwortet, wie Sie keiner anderen meinung ausszogen wärend, dann wo Sie könten frid und einigkeit machen. Verhofftend auch es wurde mit der Hilf Gotes und underreden Biderber leüthen zufriden gstellt. Darum bete man Sie dass Sie Ihres fürnemmens still stuhndend dann die Landschaft noch nit getheilt. Solche Antwort war Ihnen von den Boten von Appenzell geben, so auch da warend von Fridens wegen. Nach dem Morgenbrot schickten meine Herren auch zu Ihnen, was willens sie wärend. Brachtend die sach so weit, sie möchtend wol für Ihre Herren gen Zürich kehren, was Sie die heissend, wollend Sie thun, Ihnen wölten Sie auch schreiben. Also war Ilends dahin geschikt Vogt Tolder und Uli Stucki, auch die Boten von Appenzell auch auss der Grafschaft Toggenburg. Wiewol die sach nit zimmlich was,

dass Sie so gefährlich auf Ihr land zochend, und meine Herren mit Ihrem Panner da lagend, müsstend Sie immerdar gütlich handlen, dann wir Uns nit anhenken wölten, und in den krieg einflechten. Es lagend auch die auss der Grafschaft Toggenburg, auss dem Gastel und von Wesen zu Kaltbrunnen, an denen hatend wir kein trost: wiewol Sie der unseren waren, als Sie erzeigten, dass Sie zu denen von Zürich zochend in Ihr läger. Wiewol man den auss Gaster und Weesen leib und gut zugseyt, sie zurecht Beschirmen, dass Sie Bey Uns Blybend. Möcht aber nicht sein, Ihr Antwort was, sie wöltind dero von Schwytz nit mehr zu herren haben; Uns wöltind sie thun was Sie schuldig wären. Darzu unserer landleüthen vil heten Ihnen dero von Schwytz theil lieber übergehn dan gwehrt. Es waren auch die auss der Grafschaft der Meinung aussgeschikt von Ihro gmeind, dass Sie zu meinen Herren züchen söltend und helfen friden. Aber Sie machten ein anders und zochend zu denen von Zürich. Der wyl handleten die Schidleüth so vil, dass Sie zu Beiden seiten ein Anstand machten, sie zu hören und darzu zu reden, und desswegen maneten die von Zürich die Ihren von Utznang ab. Also so die sach im Vertrag verfasst, in Hoffnung der frid wurd gmacht, zochen myn Herren mit ihrem panner widrum heim auf Mittwoch den 16 tag Brachmonats. [142] Es warend vil frommer leüthen, so sich understuhnden zu thädingen von meinen Herren, Freyburg, Solothurn, Schaffhaussen und Appenzell, dessgleichen von den dreyen Pündten und von anderen Steten und enden, so unser nachbahren warend, Als Strassburg, Costantz, Rotwyl auch auss Sargansser land. Unserem Amman ward gross ehr zuglegt, und erlanget vil gunsts: dann Er zween tag allein darzwüschend rit, und enthielt Sie von einanderen mit der Hilf Gotes. Dann die von Zürich haten sich schon zugerüst, denen von Zug auf Ihr Erdrich zu zeuchen; Bath Er Sie ernstlich um Gotswillen nur noch vier stund zu verzeuchen. Er vertröstete in dem wurd etwas kon, damit die sach in gütigkeit abgelegt wurde, welches Er doch kaum von Ihnen erlanget. In dem schribend die von Bern

[142] Schidleüth und Fridmacher.

Beiden Heeren zu, sie söllen still halten. Dann wederer theil rechts Begehrte, und der ander das nit gestaten wurde, wöltend Sie dem andern zuzeuchen. Also verzog es sich Bis sich die schidleüth allenthalben versambleten; die Brachtend es nun dahin, dass Jetwederer theil Ihre Botschaften für die anderen Gmeinden Ihre schiken, und Ihr anligen erzellen, und darnach zu beeden seiten artikel stellen, was Ihnen doch gegen einanderen manglete. Die wurden nun den schidleüthen übergeben, und zochend darauss, und stalltend nach dem sie vermeinten, dass es mocht nutz bringen. Also nach langer müh und arbeit mit der Hilf Gotes ward ein ehrlich Bricht gmacht, und von Beiden theilen angnommen an St. Johannes Täufers tag. Dann wiewol ein grosse feiendschaft under Ihnen was, dennoch dieweil Sie ein anderen zu beiden seiten erkanten, und gedachten dass all ander Herren sich ihres schadens freuen wurden, waren Sie desto gneigter zum friden. [143] Die fürnembsten artikul waren, dass die 5 Orth ihre Pündtnus so sie mit Ferdinando aufgericht widrum ausshin gehn sölten: dass Jedermann Bey seiner grechtigkeit Bleiben sölt, dess glaubens halb den anderen niemand zwingen, sondern was der mehrer hand in Vorländeren gefiehle, darbey solt es Bleiben. Es haten auch der wyl die von Zürich eingnon das Thurgäu, Rhynthal, des Abts von St. Gallen Leüth, die freyen Aemter im Aargäu, das Gastell und Toggenburg haten Sie sonst wider Ihre Herren an sich gehenkt: es was Ihnen ring zu thun, dann Sie all des willens waren: das müssten Sie alles widergähn wiewohl Ihnen etlich schon geschworen haten, mit vil anderen artiklen. Die Beed Zeüg waren über die maassen wol grüst mit harnesch und gschütz. Die von Zürich haten Bey Ihnen Thurgäuer und St. Galler. In Ihrem dienst lagen zu Bremgarten, und darbey Bern, Basel, Mühlhausen und Biel. Dann wiewol die von Bern erstmal zu scheiden sich understuhnden, doch so sich der 5 Orthen Zeüg stärkeret mit denen von Wallis, Beludend Sie sich darnach auch des kriegs. Die auss der Grafschaft Toggenburg und Gastel warend grüst, wo die Bricht nit gmacht, zu denen von

[143] Fridens Artikul.

Zürich zu ziehen. Auf der anderen Seiten lagend Luzern, Uri, Schwyz, Underwalden, Zug, und die von Wallis mit acht Fendlinen: die auss den höfen lagend zu Wollrau, die von Einsiedlen auf der Schindellegi. Also zergieng es, dass nie kein man von dem anderen theil verletzt ward.

Alsdann in Meyland der Herr von St. Paul mit eim Französischen Züg gelegen, desgleichen die Venediger auch ein Züg haten; In dem Brachmonat hubend Sie an mit einanderen für Meyland rukhen, die zu nöthigen; und so Sie des anschlags nit eins mochten werden, zugen sie widrum ab, die Venedischen auf Loden, die Französischen auf Pavien zu. [144] So nun ihro feyend das gwahr wurdend, und dass Sie ohne sorg dahin fuhrend; überfiehlend sie unversehens den Französischen Zeüg, der zertheilt, und nie mehr Bey ein anderen waren, dann etliche Fändli Landsknecht, und eins von Eydtgnossen, die wurdend nun in die flucht geschlagen, kamend Ihrer vil um, vil wurdend gfangen. Auch der Herr von St. Paul selbst. Geschach auf Montag vor St. Johannes des Täufers tag.

[145] Des Summers, als dann die gebirg treffenlich schnee trugen, wurdend die Wasser Sehr gros, dann es auch vast regnet. [146] zu Basel auf Zinstag den 15 tag Brachmonat, gieng der Bach so durch die gross Stat rundt (Birsek) so mächtig auf, das Er mit mancherley gehürscht die gwelb verschlug und aussbrach. Auss dem die gwelb am Kornmarkt und Vischmarkt zerbrachend, und als man sagt, fügt es der Stat ein solchen schaden zu, dass Er mit hundert tausend guldinen kaum zu wenden wäre gsyn, an gebeuen, Kaufmanschatz und anderen.

[147] Auf Freytag den 23 Heümonat kam ein so ungestühmer Hagel Bey Uns als Er lang je gesechen.

[148] Wie nun der Bricht zwüschet den Eydtgnossen gmacht, und man zu Beiden seiten abzogen, warend in den artiklen etlich den schidleüthen übergeben, die usszusprechen gütlich oder rechtlich, als von Doctor Murners wegen, predicant dazumahl zu Lutzern, der denen von Zürich etwas zugeredt, von

[144] Franzosen unversehens überfallen in Meyland. [145] Gross gewässer, [146] auch zu Basel. [147] Hagel. [148] Vertrag des 1ten Kappeler Kriegs.

wegen dess so sie zu beiden seiten an ein anderen sprachend, auch von Herr Jakob Schlossers so zu Schwyz verbrennt kinder wegen, damitten Sie erzogen möchtend werden, dessglichen von des Handels wegen zwüschet denen von Bern und Underwalden. Also war ein tag angesetzt auf Marie Magdalene tag darinn zu handlen. Doctor Murner weicht das recht; des Kostens halb war abgeredt, dass der 5 ohrten Jedes 5 Cronen gehn solten an den kosten, und waren Sie aber von den anderen überzogen, die von Schwytz solten 100 Cronen gehn den obgenammbten kinden, und ward in anderen sachen auch gehandlet, doch alles uf wider hinder sich bringen, und antwort darüber zu geben. Drum ein tag angesetzt ward gen Baden auf Sontag nach St. Verena tag. [149] In disem Aufbruch ward der Abt von St. Gallen abgewichen über Rhyn; dann Er Bei den seinen nit wol sicher was. Also nachdem der Frid gemacht der innhielt, dass man Jedermann sollte Bey seiner gerechtigkeit Bleyben lassen, so Er die 4 orth Zürich, Lutzern, Schwitz und Glarus, die seine Schirmherren waren anrüft, damit Er zu dem seinen kon möcht; Blibend die von Zürich immerdar auf ihrer Meinung und wölten Ihn nit dulden. Die von Wyl nahmend Ihm derwyl sein haus inn zu Wyl zu Ihren händen. St. Gallen das Kloster hat die Stat Inn: Roschach und andere Häuser warend von Gotshaussleüthen Besetzt vorhin. [150] Von desswegen war ein Landsgmeind Bey Uns angesetzt vor St. Bartholomeus tag. Die gmeind was gar unrühwig, und wolten aber von des glaubens wegen handlen wider die artikul, so sie vorhin mitt ein anderen aufgenommen haten, doch war es erwehrt und abgestellt Biss zu Meyen. Es erschynend da Boten von Zürich, vom Abt St. Gallen und von den Gotshaussleüthen. Alda war nit angesehen Brief und sigel, sonder ein solche Antwort ward zu mehr um 16 händ: Ob Er die Ceremonien und Closterdienst mit der gschrift erhalten möcht, wolt man Ihm Schirm gehn; wo das nit, solte Er unserthalb abgesetzt sein. Der ander Rath was, man selte Brief und sigel hören und darnach darüber Rathschlagen, möchte aber nit sein. Darum wirt Billich ein wütende gmeind dem für und wasser

[149] Abt zu St. Gallen kommt wider. [150] Landsgmeind in Glarus.

ıgstellt, Betracht kein End, farth über die Borth der Billich-
›it, ohnbsinnt. Got wend zum Besten unsere thorheit.

[151] Auf vorangesetzten tag kam man zu beden Seiten gen
aden. Die 6 Stet wolten Bey dem spruch Blyben. Dar-
›gen die 5 Orth vermeinten nit Billich sein, dass Sie ko-
en gän solten, und aber Sie überzogen wären, und wi-
›rredtend sich dess. Also ward ein anderer tag nach 8 ta-
›n widerum angesetzt gen Baden mit entlicher Antwort zu
›schinen. In dem geschachen trefflich rüstungen zu Beiden
ıeilen. Doch angesechen die schwäre theure und mangel der
ıfführung an korn, dessgleichen dass Sie wenig fründen haten,
ınn die undertädniger den 6 Steten geneigter waren, die ver-
nig mit König Ferdinando haten Sie vor übergeben, von der
rsach wegen begabend sich auch die 5 orth den abgeredten
riden und des spruchs des Kostens halb zu halten. Der Han-
el zwüschet denen von Bern und Underwalden war auch ab-
›legt; die von Underwalden mussten denen von Bern 300 Cro-
›n an kosten gähn. Darnach auf Sontag nach St. Michelstag
t der Vogt von Underwalden auf zu Baden. In solcher Zer-
ennung warend auch kleine Ding, dardurch Sie ein anderen
otzeten, und aber vil unruh Bracht. Die Vss den Länderen
ugend Tannestli mit krys an ihren pareten: Dann Sie von
ırer widerparth danngrotzen genambt wurden, und woltend
›er die Dannest nüth dulden, [152] die anderen haten zweyfache
reutz angemacht, die warend disen widerig, etlich stakten Pal-
enäst auf. Bey Uns war es auch Bey einer straf verboten.

[153] Wiewol der Zeit z'end dem Teutschland, an vilen enden
›n der alten kirchen abgewichen war, und die alten Ceremo-
en zerstört: warend Sie doch nit aller artiklen halben eins.
ann wie Zwingli mit seinem anhang verläugnetten, dass der leib
hristi nit wesentlich im Sacrament were, wolt Luther mit den
›inen solches nit zulassen, schribend also ein gut weil wider
n anderen gar scharpf mit treffenlichen Schältworten. Jedoch
›lche Zänkh hinzulegen, ward angestellt ein gespräch zu

[151] Tag zu Baden, wegen des Fridens. [152] +‡+ [153] Zweitracht vom
ıcrament.

Marpurg in Hessen. Zu solchem ward auch Zwingli Beschriben mit scharpfen Worten wo Er aussblyb. [154] Sölches zeiget Er nun zu Zürich einem kleinen Rath an, die hiessend Ihne morndes für ein grossen Rath kehren. So Er nun Besorget, man liesse Ihne nun (nüt?) fahren, und aber entsass die grossen Schmächungen der Lutherischen parth, die auch gschwind und glerth was (dann alle erfahrnen gar nach woltend des päpstischen Jochs nüth mehr, ob dann etlichen das ungschikt wüten im Gotswort nit gfiehl, schwieg Er doch darzu); Also ryt Er nachts selbsander auss der Stat auf Basel zu. Liess ein Brief daheimen an Bürgermeister zu entschuldigung seines Hinreitens. Bat Sie auch um einen Rathsboten: ward Ihnen nachgesändt, und fuhren mit etlich predicanten von Strassburg und Basel auf sölchs gespräch. Da vereinbarten Sie sich nach allen stuken des Glaubens, werken, Beicht, Oberkeit und dergleichen. Des Sacraments halben bekannten Sie zu beiden seiten, dass das Fleisch und Blut Christi im glauben müsst gessen werden, und nemmten es ein Sacrament des Fleisches und Bluts Christi: ob Er aber wesentlich da wär, und wäsentlich geessen wurd, warend Sie nit eins: doch solten Sie zu Beiden theilen ein anderen lieben und bitten um rechten Verstand. Auf der einen Seiten waren die fürnemsten Dr. Martin Luther, Justus Jonas, Philippus Melanchthon, Andreas Oesiander, Stephanus Agricola, Johannes Brentz: Auf der andern Seiten Dr. Johannes Oecolampadius, Huld. Zwingli, Martin Butzer, Caspar Hedio. Geschach im Monat September.

[155] Des Jahrs zog Kaiser Carolus auss Hispanien gen Italien, lag da diss Jahr auss ohn einicherley merklichs fürnemmen. Es war gehandlet in dem Frieden zwüschet Ihm und dem König von Frankreich, und ausskündt, wie Sie vereinbahret wären, dass dem Künig sein söhn widerum wurden, die Er anstatt seiner ledigung zu Gysel gelassen het; Ihm solt gegeben werden des Kaisers Schwöster zu der Ehe, dessgleichen sölt der König geben etlich gelt zu der Erledigung seiner Söhne. Doch ward der Frid abermahls gehinderet.

[154] Gespräch zu Marpurg. [155] Frid zwüschet Carolo V. und Francisco.

[156] Der Türkisch keyser überzog abermahls das Ungerland nd eroberet es gar. Geschach als man seyt, aus aufstörung es Grafen von der Weyda. Weida ein Hauptmann über Sibenenbürgen, der ein gewaltiger Herr was in Ungeren, der verleint Er solte König sein nach dem tod des andern Königs. argegen Ferdinandus kaiser, Carolus Bruder, vermeint das önigreich wäre an Ihn gefallen, dann Er des vorigen Königs ochter het, wandte aber dieser für, es wäre bei Ihnen nit ebrauch, dass ein Frau das Königreich erben solt. Also sitahl Ihm Ferdinandus zu gwaltig, macht er ein Pündtnus mit em Türkischen Kaiser, der eroberet in kurtzer Zeit das ganz ngerland. Darnach zu end des Monats September Zoch er ir Wien in Oesterreich, Belägeret die Stadt gewaltigklich, sein eüg was wol dritthalbhundert tausend starker mann, streift das and allenthalben wol zehen myhl ob Wien: verbrandt die örfer, häuw auss die Weinreben, liess ertöden weib und kind, as Ihm gefiehl führt Er hinweg. Er hat ein unzahl von Cameleln; ein merklich gschütz, und alles was zu dem krieg ghört, as wol zugrüst. Dagegen waren in der Stat Wien nit ob XX[m] ian, dann etlich knecht so dahin geordnet, warend durch des ürken eilenden überfahl zuvorkommen. Also hub der Türkisch eüg an zu stürmen mit grosser macht, hat vorhin etlich thürn ersprengt, ward Ihnen von denen in der Stat riterlich widerand gethan, dass Er von vilen stürmen ein gut anzahl leüen verlohr. Da Er nun sach, dass Er nüth schaffen könt, fuhr r widerum hinder sich. Das Reich und die Fürsten Besambleten rnstlich ein gross Zeüg, doch so der Türk abgezogen, ehe Sie ahin kamen zochend Sie auch widerum heim. Der keisser lag in alien, als ob Ihn die sach nüth Berührte. Aber dem gantzen eütschland bracht es nit kleinen schrecken, Brauchten auch rossen Ernst, dann wo die vesten leüth so in der Stat lagend ı grund gangen, wer zu Besorgen gsyn ein weitläufiger schaden er teütschen landen, so die feyend auss Ihrem sig geherziget, argegen die anderen auss solchem schaden ein grossen schreen empfangen heten.

156 Türk in Ungern.

[157] Des Jahrs was in unserm land ein merkliche theüre, als in langen Jahren nie erhört an korn, wein, anken, salz; fleisch was etwas in ringerem gelt, dann im vorndrigen Jahr, doch noch theür. Den Müth kernen musst man Bey Uns etwas theürer dann zween rhynisch guldi kaufen. [158] In langen Jahren was nie kein so rauch Jahr gsyn. Der wyn möcht nit recht reif werden: an etlichen orthen musst man Ihn mit stösslen zerblütschen, so hert trauben fund man noch, drum ellender wyn was, an der mehrtheils enden unserer landen. Es was auch Bey Uns vormahls Bräuchig, dass man auf den ersten wiehnacht tag vil Brot Bey Uns feil het, und die leüt kauften in Ihre Häuser Wiehnacht-Brot, kam des markts nit ein brot feil. Hat kein Mensch nie gedacht. Man macht auch zu Zürich mengerley satzungen der theüre zu Hilf zu kon. Dieweil man nun vil korns über das gebirg fürth, liessend Sie niemands kein korn kaufen, Er brächte dann brief von seiner oberkeit Er wölle das nit weiter führen dann in sein land: man liess auch nit mehr kaufen dann nach glegenheit, dann 4 Müth kernen, 8 Müth rocken, etwas minder dann mehr nachdem des korns vil und vil der kaufleüthen. Solches zufürkon Baut man den Herbst fast an orthen, da man vorhin gar noch nie kein wasen gebrochen, als in den länderen und anderswo, und allenthalben reichlicher dann vor.

[159] Es stuhnd auch auf ein neue krankheit, vor niemahls gehört: entsprang erstmahl in Engelland daher es den nammen emtpfieng die Englisch Schweisssucht, welche so stark, dass Sie einen gsunden Menschen in 24 stunden vom leben zum tod bracht; welcher dann solch zeit überharret, genas widerum. Strich dem Rhynstrom nach Biss gen Chur, doch was nach und nach pfleg darfür gefunden, dass wenig leüth mehr daran sturben. Blyb nit lang an einem Orth; doch seyt man, wie in Seeland und Engelland ein merklich Volk daran gestorben were, ehe man Ihre gatig recht Begriff. Bedörft nit vil andrer artzneyen, dann so bald es den menschen Begriff, musst Er sich niderlegen in selben kleideren an ein Beth, zudekken, doch nit mit federdekenen, also dass kein luft zu Ihm möcht: die

[157] Theüre. [158] Rauch Jahr. [159] Englischer Schweiss.

händ musst Er nit auf sein Brust legen, und anheben zu schwitzen, allen schlaf vergaumen.. Erstmahls war es gebraucht auf 24 stund: darnach befunden nit von nöthen, so langer Kestigung, sonder nach Jedes vermögen 12. 15. 18 minder und mehr. Nach solchem schwytzen ward Er von dem Schweiss getröcknet, und in ein sauber Beth gleit, da möcht Er ruwen; und darnach soll Er sich warm han Biss Er wider zu kreften komt. Man sagt auch dass solche krankheit anstiess mit einem Frostgraussen, darauff glich ein merkliche Hize, dann Begriff sie den menschen gleich mit schwerer krankheit, dann geschwullend Ihm händ und füss dass Er sich trefflich Beklagt, doch gieng es gleich widrum hinweg. In der Bedeckung müsste nüt offen bleiben, dann das Angesicht biss an das grübli unden am hals, das Haubt auch bewahren.

[160] Als nun der Abt von St. Gallen lange Zeit nach hin rit und Begerth bei den seinen zu bleiben, wolten die von Zürich Ihn nit für einen Herren zu St. Gallen erkennen, dann Er nit nach alter gwohnheit, sondern durch einen Betrug erwelt wer, als sie fürgabend, drum sie Ihm kein schutz und Schirm schuldig zsein erkennen wolten: Mit Ihnen stimmeten auch der mehrtheil unserer Landleüthen, wiewol mit grossem widerdriess der anderen, die sich gern der andern Händlen nüth beladen heten, daran sie kein gwalt haten. Also da die anderen zwey orth Luzern und Schwytz, die auch Schirmherren sein sölten, kein neüen einbruch verwilligen wölten, schikten die von Zürich und mein Herren Ihr Botschaft dahin zu handlen, von denen nun den Gotshaussleüthen mengs nachgelassen, des sie vorhin kein gewalt haten. Darnach am 9. tag December wurden abermahl Boten ausshingesandt, von Zürich und Minen Herren. damit Sie die Heüsser und anders was nothwendig versächend. Dann dem Abt und seinen anwälten aller gwalt entzogen; in dem so nun der zweyen orthen Boten in der wiehnacht Fyrtagen zu Wyl lagend, kamend auch dahin Boten von den andern zwei Orten Luzern und Schwytz, damit sie sechind was da gehandlet wurde, doch lagend Sie nit zu hof bei den anderen. Also Begab es

[160] Gschäft wegen Abts von St. Gallen.

sich am Zinstag, was der unschuldigen kindlein tag, gingen zu Wyl in stat etlich Büchsenschützen von Zürich, und wolten gen Hof zu. Aus dem entsprang nun ein Unwill under den Bürgeren, vermeinten die von Zürich wölten das Hauss besetzen, das Ihnen doch offen solt sein, und lufend zusammen, wurden die Büchsenschützen geschlagen, und fiehlend für des Abts Hof, da die Boten lagen. So nun solcher auflauf erhört, lufen die pauren in die Stat, und so sie nit eingelassen zerschleizten sie denen so auf des Abts seiten waren Ihre geheü vor der Stat. Es gieng darnach ein Sturm, und kamen da zusammen 3000 mann als man schätzte. Doch war durch fromm leüth so viel darzu geredt, dass es stillet. Doch wurden zu Wyl vier gefangen, so dem Abt guts gunneten, und wurden von Ihnen an das Seil geschlagen, wollten also sehen mit was practiquen der Abt umgienge: denn Sie vermeinten solcher auflauf wäre auss des Abts aufstöhren, desgleichen der anderen Boten geschechen, die auch Ilends heimritend, dann Sie wenig freünden da hatten. Doch entschuldigten sie sich vor den Eydtgenossen zu Luzern, allda sie ein tag hielten, zeigten an die obgeschriben ursach des auflaufs als wol gläublich, dann auch etlich der neügläubigen darinn gewesen, dann sie besorgten man wölle das Hauss hinder Ihnen besetzen. Es mussten auch etlich zu Wyl weichen, dann Sie besorgten gewalt. Es wurden auch zween des Abts Diener im Zürichbiet gfangen, und in die Stat geführt.

[161] Zu end des Jahrs war ein mahl Italien gerühiget, und in ein Frieden die Krieg abgstellt, dann des keisers zeüg zog ab, was er für teutscher knecht hat in Meyland ligen. Dessgleichen gaben auch die Venediger den Eidtgnossen und Landsknechten urlaub. Francisco Herzogen zu Meyland Belyb das Herzogthum in lehenswyss mit etwas Conditionen. Florenz hate noch etwas krieges.

[162] Ao. 1530. Auf Mittwoch den 12 Jenner, starb der streng, ehrenvest Ludwig Tschudj, dazumahl sesshaft auf Greplang Bey Flums im Sarganserland, etwan meiner Herren Vogt zu Werden-

[161] Italien und Meyland Befriediget. [162] Annus 1530. Ludwig Tschudi stirbt.

erg: Er hat ouch eine lobliche meerfarth gethan gen Jerusalem: arzu ist die Herrschaft Ortenstein sein Eigen gewesen, die er rkauft hat von Wilhelm Truchsess. Verkaufts nachdem Er Sie tlich Jahr Besessen hate den einwohnern daselbst. Got syg ım gnädig.

[163] Als nun unser land eine lange Zeit grosse Beschwerden rlitten hat der Alpen halb, so die überstossen und vil frömds ›ech darauf genommen was mit nachtheil der Landleuthen, die ırem veech kümerlich Alp möchten überkommen, ward solches uf nächst vergangener gmeind, so gehalten ward an St. Bartho- ›mes tag, angezogen worden und mit mehrer Hand aufgno- ıen, dass man unsere winterfuhr aussrechnen sölt, und dar- ach ein Rath darübersitzen, und den Alpen abnemmen, damit al- ›in das Landveech gealpet wurde; doch auf etlich schafalpen wo ie nit im land funden wurden, möchte man ausserhalb dem land arauf nemmen. Also ward ein Rath von desswegen Besamblet auf en 25 tag Jenner, die namend nun den Alpen ab einer minder der ıderen mehr, nachdem Jede überstossen was, und wurdend ord- ungen darzu gstellt, wie man sich darin halten sölt.

[164] Des vorndrigen Jahrs gabend die Eydtgnossen wider die errschaft welschen Neüenburg, so sie etlich Jahr eingehebt ıd Bevogtet haten: Begab sich also. Diese Herrschaft gehört ner Marggräfin von Rötelen, so vermählet was einem franzö- schen Herren genannt der von Longavilla. Nun hat aber die ›n Rötelen etwas Verstands mit denen von Bern und andern ·then mehr, von wegen der Herrschaft Neüenburg. So nun dtlich krieg einfielend zwüschend dem könig und den Eidt- ıossen, und der von Longavilla des königs Helfer was, nam- end die von Bern mit samt andern die Herrschaft Neüenburg n, doch mit etwas vertrags. So nun die andern orth das ›rnammend, wöltend Sie auch theil und gmein dran han, die- eil doch der krieg aller gemeinklich wäre, welches Ihnen ›rlanget. Nachdem nun dieser krieg gericht ware, erfordert e von Rötelen Ihr Herschaft wider, in kraft des Vertrags so

[163] Alpordnung wirt reformirt. [164] Welsch Neuenburg wirt widerben.

sie vorhin mit etlichen gemacht hat. So wäre auch die Herrschaft Ihre, nit Ihres mans: darum nach kriegerischem recht Sie kein ansprach daran heten, dieweil sie sich des kriegs nüt Beladen het. Also verzog es sich Bis auf das obgenemmt Jahr; dann die Vogtei was gut, und het Jedes orth sein vogt auch gern da ghan. Doch ward es Ihro widergeben einhelligklich. Die von Urj widerten sich, doch zog der Vogt, was von Friburg, widerum ab, und Besetzt Sy die amtleüth zu Ihren Händen. Die Eidtgenossen haten die Herrschaft sibenzehen Jahr ingehebt.

Des Jahrs machtend Zürich, Bern und Basel ein Burgerrecht mit denen von Strassburg von wegen des Glaubens. Sie hatend Ihre Boten gen Strassburg gschikt das aufzurichten. Darnach kamend auch die von Strassburg an die end, mit grossem pracht wurden sie empfangen.

[165] Zu Solothurn war auch ein unruh im Hornung wegen des Glaubens, also dass Sie in gwehren zusammen lufend, und sich gegen ein anderen lägerten: doch wurdend sie abgstellt und ein Vertrag zwüschen Ihnen gmacht. Den neügläubigen was das Barfüsser Closter eingeben; dass Sie da Ihre predikanten han möchten, und Sie in den andern Kirchen ungehindert liessen.

[166] Carolus Römischer könig, könig in Hispanien ward krönt zum Römischen Kaiser von Pabst Clemens zu Bononien ausgehnds Hornungs.

[167] An unserer Landsgmeind zu Meyen warend die alten Amtleüth widrum angnon. Doch ward Peter Jenny erwehlter Landweibel zu eim Vogt gen Mendrys. An syn stat war erwehlt Rudolf Mad von Glarus. Zu eim Vogt in das Thurgau ward erwehlt Philipp Brunner, in das Gastell Heinrich Stüssi.

Als sich der Verdruss der alten Ordnung Je länger je vester mehret und das villicht auss der geistlichen schuld, die es durch ihren pracht alles zu miss-Brauch haten kommen lassen, dass ob einer gern sein Best gethan hate, das Völkli zu enthalten Biss zu einer Reformation, stund der geistlichen vil, zu weltlicher

[165] Zwietracht zu Solothurn. [166] Carolus gekrönt. [167] Landsgmeind in Glarus.

racht allweg vor den augen, der alles verdacht macht und kei-
arlei nüth Bschoss.

[168] Also auf diese Landsgmeind hubend Sie an darum rath
ı schlagen, und wurden die anderen priester, denen das neü
nordentlich wüten nit gfihele, vor der gmeind erforderet, ob
ie die Ceremonias erhalten wölten mit götlicher gschrift. Die
'eil nun sölches disputieren mehr Zängk anrichtet als stillet,
ls zum dikeren mahl erscheint, gabend Sie zur Antwort: [169] Sie
önten Ihm nüth thun, sonder so unser theil nit an diesem oder
:nem Bruch der Ceremonien stuhnd, so ein sölche verachtnus
rum kommen wäre, wolten sie nit daran hangen. Also wiewol
ie so noch auf der alten Ordnung gern Blyben wärend, so
och drey Kilchen inn hatend, Linthal, Glarus und Näveis (die
nderen warend vorhin all abgstanden) die landleüth trungen-
ch Baten, man solte sie noch nit darvon mehren Bis über ein
ıhr, in dem wurde villicht derwyl mit gmeinem Rath darzu-
ethan, dann der Keiser sich des entboten hat, ein einsehen zu
ıun, — mocht aber nüth Beschüssen, sonder ward zu mehr: man
ılte all Kirchen räumen, und den andern gleichförmig machen
ı 14 Tagen. Ob aber etwar die Breuch mit der gschrift erhal-
:n wölt, möcht Ers wol thun. Darauss nun ein gross gwüm-
ıel an der gmeind entstuhnd, doch gstillet es fein wider.

[170] Es erschienend auch Rathsboten von Bern und Zürich:
rmahnten meine Herren, dass wo Sie noth angienge des glau-
ens halb oder sonst sollten sie Ihnen treulich zustahn, als Sie
ınen auch thun wölten, ward Ihnen geantwortet, man wolte
rb und gut zu Ihnen setzen, nach vermög und inhalt der
schwornen Pündten wo Ihnen noth zustübnde von des glau-
ens und anders wegen.

[171] Es kamen auch zween Boten aus der Grafschaft Toggen-
urg, Baten sie von wegen des schirms des Gotshauss St. Jo-
ann, so vier Jahre vorhin aufgericht; ward Ihnen von unseren
ındleüthen übergeben.

[168] Da wirt Begerth, dass die priester Ihre Brüch mit der gschrift
ewisend. [169] Ihr Antwort. [170] Boten von Zürich und Bern. [171] Auch
ıs Toggenburg.

[172] Dazumahl als man vor gwohn was unseren Rath zu besezzen von jedem Tagwen vier die weisesten man, macht die Zertheilung der gmütheren, dass sölchs wenig angesehen was. Dann in welchen tagwen die neügläubigen oberhand hatend, thatend Sie die altgläubigen auss dem Rath: desgleichen wo die andern übertrafen als zu Glarus, Nävels, Netstall und Linthal, mehreten sie sich selbs auch darauss, und thäten anstath gschikter und erfahrner leüthen, wiewol fromm, doch unerfahren leüth. Doch ward Vogt Schiesser, der auch vom tagwen hinder sich gesetzt, zu eim Stathalter vom Rath erwellt.

[173] Auf Zinstag, was der 3te tag Meyen, kam Kaiser Carolus gen Insbruck auss Meyland, der meinung wie Er Italien gerühiget hat, also auch teütsche Nation, so von wegen der Kilchenordnung selzamlich gegen einanderen entsetzt, wider mit einanderen zu vereinbaren. Darum war ein reichstag gen Augspurg angesetzt.

Auf Sonntag den 8ten Mayen versamblet man hie die Kilchgnossen von wegen des mehres, so an der Gmeind gangen; also wurdend etlich darzu verordnet, die Behielten all Kirchenzierden am Zinstag darnach.

[174] Auss Forcht Krieges darzu missgewächs des vorndrigen Jahrs, dessgleichen, dass so vil Korn über das Gebirg gführt, kam es darzu dass bey Uns ein Müth Korn XI ℔ galt. Vil leüth musstend ohn Brot essen. Darum ward Bey Uns angesehen, dass die so veech heten, den Armen Bey Ihren Eidten Ziger gehn solten den stein um 9 ss.

Derwyl so unsere gmüth hart entsetzt warend, und wie gut fleis ein Predicant ankehrt, damit das Volkli vor unfahl enthalten wurd, ward Er doch verhasst, und kondt niemands recht thun, darum tröst Ich mein Kummer mit solchem Lied wie hernach volget:

[172] Veränderung der Räthen. [173] Carolus V kommt in Teutschland. [174] Theure.

1.

: ist mir erlegen
hinschlichen thut:
uss Ich jets pflegen,
st gar mein muth,
die vormahls mich ergezt
gemüth erfreüet,
erdruss gesezt.

2.

söndt ander singen,
und liebes Bgier,
stimm erklingen,
ellt sich zu mir.
ist klein, gross ist der Hass.
ich meinen wagen,
ch andern lass.

3.

der Schwan sich eüget
ld nacht syn tod,
h stimm erzeiget,
in seiner noth,
d Ich auch trösten muss
unfahl schwygen,
lso mein Buss.

4.

t mir mein Schmertzen
zumahl ersich,
uch vast zu Hertzen,
nir manchen stich,
ing jetz sind verkehrt,
das schiff regieren
vill sein der giertb.

5.

ir sind zerstoben,
ind unser Gmüth,
hnd auf dem kloben,
s Uns dann wirt.
wird sein unser klag
dich gar eben
est in den schlag.

6.

Das Bochen wird verschwynen
Darinn sich d'Welt vast übt,
D'freüd wird verkehrt in grinen:
D'hertz werden Bald Betrübt.
Wo nit der Ernst sich Bald erzeigt
Und d'liebe unserer landen,
Den eigennuz hinleit.

7.

Christus wirt Uns enthalten
So wir Uns an Ihn lohnd,
Den lassend fröhlich walten
Wenn Ihr recht zu Ihm gohnd.
Vergunst, Zänk, Ghäder, lohnd Jetz stohn
Zusammen thund Euch stellen
So hilft Er Euch darvon.

8.

Vil narren sich erzeigend
Jetz und zu diser Zeit
Zur kappen Sie sich neigen,
Ihr ghül erthönt gar weit
O Narrenwelt wie treibst dein Pracht!
Der weissheit wirst dich Rühmen
Biss Jedermann dein lacht!

9.

Die narren lasst man toben
Und treiben Ihren guhl
Man dult ein Wyl den groben
Verträgt Ihm sein Böss Mul:
Halt Er kein mass in seinem wuhl
Mit Kolben man ihm lausset.
Man Bukt Ihn auf den stuhl.

10.

Ein wyl wirt uns vertragen,
Der gar gross übermuth,
Er kommt nach langen tagen,
Der solchs nit weiter thut.
Der freidig Ruhm wirt Uns gestellt
Der Hochmuth wirt sich legen,
Ob es schon nit gefellt.

11.

Das Gotswort wend wir richten
Sein gheimnuss sind nit frey,
Darzu vil fünd erdichten,
Ungfragt, wie recht es sey!
Damit das gut Uns köm in d'händ
Unrecht die Pfaffen's Bsässen
Für recht nend wirs gar Bhend.

12.

Der Bry der ist gesalzen
Er schmökt der Welt gar wol.
Es ligt noch an dem schmalzen,
Wie man Ihn essen soll!
Ihr Pfaffen müssen d'fäderen lahn,
Ihr hand Euch lang gnug gwärmt,
Es wends jetz ander han.

13.

Der Wahrheit wir Uns rühmen
So liegt doch da der Hafft,
Wie vast wir Uns all Blümen,
Ein Jeder sein nutz schafft
Demuth ist in ein Poch verkehrt,
Frommkeit will sich nun säumen
Lieb ist durch Hass verzehrt!

14.

Kein Parth Ich hie will schelten,
Das Ich den andern prya:
Ich sich wahrlich gar selten,
Der Recht mög heissen wyss.
Cuntz Bentz ist geardt auf ein Manier,
Nun mir zu ist die krey,
S'Creutz ist verblichen schier.

15.

Vernunft Betracht gar eben,
Nit streck dein sinn zu weit,
Dass nit in diesem Leben
Dich fass der Ehren geit:
Dein främen urtheil setz hindan:
Spitzfünd lass ein mahl fahren
Gschwindstück solt lassen stahn.

16.

So d'Welt nach Ruhm will stellen,
Bhalt gschwindigkeit den pracht:
Ob ein der wahn wurd fellen
Ist d'straf, dass man sein lacht,
Gefählt in dem Fug ist nit klein,
Der arm man wirt betrogen
Bringt Trauren mit ihm heim.

17.

Die Burd thu wol Bedenken,
So man auflegen soll
Lass auf ein orth nütt schwenken,
Man tragt Sie nimmer wol:
Glichmas die soll der reitel syn.
Der Gurt wer bald gebrochen
Brächt dich in grosse pin.

18.

O Kunst schmück deine flügel
Erheb dich nit zu fast,
Leg In den rechten Zügel,
Und schüch der Sonnen glast
Dein schirmstreich Sie nit dulden mag.
Gotsgab muss Uns darleiten:
Und nit der Glerthen Frag.

19.

Erschwingst dich über d'massen,
So nim gar eben war
Dass dir auf diser Strassen
Kein Unglück zhanden fahr.
Dass dir nit d'federen werden brennt
Unzierlich wurdst du fallen,
Geschmächt und wüost geschendt.

20.

Dein Kraft soltu erzeigen,
Dass zsämmen triben werd,
In Liebe zu Ihr neigen,
Die Christenliche herd.
Nit wo der Hochmuth dich hinwendt,
Die Schwachen b'denk gar eben,
Dann wirst von Gott erkennt.

21.
lft an dir kein wahrnen:
ım hat dich erkikt.
an deinen Barnen,
ech als samt erstikt.
: verlezt gar grimmlich wüöt,
Vyber zämen hülen
der grind vast Blüöt!

22.
bann Ich mich B'geben
: wol Brechen mag,
nüt dann ein leben,
l Ich auf sein tag,
ȝ mir Got verzucht das Zihl
ırtischem Herzen
Ich wenden will.

23.
O Gott durch dein erbarmen,
Dein rach nit zu Uns kehr.
Sich Uns an die vil armen,
Dein schwert send von Uns fehr.
Die thorheit Uns nit rechnen thue
Lösch auss all Böse funken!
Schreibs Unser schwachheit zu.

24.
Du magst Uns wol Erstützen
Lahn fallen wie du wilt,
Du wöllest Uns jetz schützen:
Fürhan dein'r gnaden schilt.
Treu aufsehn soltu auf Uns han:
Dass wir in rechter Liebe
Zusammen mögen kon
Got sig Lob!

Auf Sonntag den 19 Brachmonat ward ein Landsgmeind
n zu Schwanden auss der ursach, als nun der erwehlt
ın St. Gallen, von Ungunsts wegen abgewichen, und man
einmahl nüth mehr wölte, wie wol Luzern und Schwytz
ɉern ghulfen heten, wie dann vorgemeldt dass Meine
und die von Zürich immerdar in der sach handleten,
ınschreyen der Gotshauss leüthen, so ohn regiment stuhn-
dann Sie sich der alten Beherschung des Abts einmahl
üt haten. Also ward von den Beeden Orthen Boten ein
ent angesehen, wie ein Haubtmann von den 4 orthen
: zwölfen von der Landschaft regieren sölt, mit deren
sölt er handlen, für sie solten die Appellazen komen,
ıl Ordnungen nit nothwendig zu melden. Ihnen wurden
ıachgelassen leibeigenschaft, fähl, gläss, Bodenzins, Ehr-
und anders mehr. Darum war nun ein Brief aufgericht
enen von Zürich Bsiglet, und kamen Boten auss den Gots-
eüthen auch zu Uns, damit meine Herren Ihr sigel auch
kten. Also ward von eim Rath Landsgmeind angesetzt:
Regiment in des Abts zu St. Gallen land, zur Zeit seiner

[176] Da ward der Brief gelesen. Aber die von Schwytz schikten meinen Herren einen mahnbrief, dass sie in Kraft ihrer geschworner Pündten still stahn soltind, nützid weiter hinder Ihnen in der sach zhandlen: ward auch verlesen. Also nach Langem schreyen und geprächt, so man gar ungerimptlich wider ein anderen erzeigt, ward zu mehr, man söllte einmahl still stahn, und auf nächst künftiger Jahrrechnung zu Baden beiden orthen den Handel erscheinen, in der Hoffnung Sie wurdend Ihnen das gütigklich nachlahn, dieweil doch der Brief ihrer Gerechtigkeiten ohne schaden stuhnde, wo aber das nit, solt man Ihnen recht Büten, ob wir solches nit thun möchten.

[177] Auf den 15ten Brachmonat rit Keiser Karolus zu Augspurg ein mit grossem pomp und kostlicher empfahung dero von Augspurg, der Fürsten auss Teütschen und anderer landen was ein solche merkliche anzahl da, dass man vermeint es wäre in langen Zeiten nie kein sölche Versammlung geschechen.

Als nun allenthalben vil unruh was, und vorab in unseren landen von wegen der alten Ordnung, dass Sie so ungstüomklich ohn ein gmeinsamme zerüttet ward; waren die gmüth gar übel gegen ein anderen entsetzt. Dazumahlen haten die von Nider-Urnen ein predicanten mit nammen Ulrich Richener, der diser Zeit nit nachgehn köndt, sonder was allwegen gar scharpfer worten, mehr dann sich gezimpt, wider die so noch gern Bey Ihren alten Breüchen gebliben wärend. Also begab es sich auf Montag in Pfingstfeyrtagen, was der 6 tag Brachmonats da Er heim wolt, und gen Ober-Urnen kam, war Er mit bösen worten angefahren, und so Er solche harwider gab, ward wider Ihne gezuckt. [178] In dem wych Er über die Allmeindt Biss in die güter gegen Näfels, und lufend etlich nachhin, die anderen haten sein kein acht, und ward da zu tod geschlagen. Also auf Donstag war der 21ten beümonats, rufend seine fründ um recht an, und nach Verhörung aller kundschaften, kam der todschlag auf Hans Oswalden, und Joss Dietrich. die wurden der fründschaft ertheilt, und ward Ihnen Bekennt für ein schand-

[176] Landsgmeind. [177] Carolus rit zu Augspurg In. [178] Prediger von Nider-Urnen wirt zu Ober-Urnen tod geschlagen.

chen, lasterlichen und unehrlichen todschlag. Dess Fridens halb rklagt sich die freündschaft nit: ward aber den Landleüthen .... *); etlich anderen so auch darbey gewesen und gewichen, 'ard ertheilt dass Sie verbürgen solten jeder 50 Guldin, und Meier Herren straf erwarten, und Ihnen das land widrum aufgethan.

[179] Dess Jahrs als nun Meyland durch die langwährenden nd stäthen krieg treffenlich verwüst, was das Land so voll ölfen worden, dass man kümmerlich vor Ihnen wandlen möcht, ie thaten ein unsäglichen schaden, und frassen ein grosse anahl der leüthen, dass Jedermann ab solcher straf sich ver-underte: dann Sie den leüthen vil mehr zuhaten als dem eich. Man vermeint aber dass es käm auss den vorgehnden chlachten, da vil leüth unvergraben öfter (?) dem land, den wöl-n zu einer Spys wurden, darum Sie auss gewohnheit den enschen nachheten.

Kilianus, erwehlter Abt zu St. Gallen, so Er in der widerertigkeit vertriben, und enthalb Rhyns sich gesetzt, in hoffung der kaiser würde Ihm widrum einhelfen, ertrank nit weit on Bregenz in eim wasser, so von regen aufgangen, dardurch r reiten wolt aussgehends Augstens.

[180] Peter Jenni Vogt zu Mendriss Starb zu Bellentz am Sonng — war der 4t tag September. An sein Stath ward erwehlt, allus Strebi, sesshaft zu Zussingen.

[181] Auf Sonntag den 2ten tag October, ward gehalten ein andsgmeind zu Schwanden auss Begehren unserer Eidtgenossen on Schwytz, die nun dahin schiktend Ihr ehrsamme Botschaft, amlich vogt Gupfer und vogt auf der Mur, Redt also Gupfer it schönen worten, zeigten die fründschaft Beider orthen, so e erzeigt heten gegen einanderen lange Zeit: Er klagt sich uch dess unwillens, so diser Zeit under den Eydtgenossen entrungen, und vorab dass unsere Landleüth sammt unseren idtgenossen von Zürich handleten hinder Ihnen im Gothaus :. Gallen. Also Begehrtend sie ein wüssen von Uns, ob Sie e geschwornen pündt an Ihnen halten wölten, dessgleichen

*) Ein unlesbares Wort. [179] Vil Wölf in Meiland. [180] Vogt Jenni rbt. [181] Landsgemeind.

den gmeinen Landsfriden; auch sie lassen Bleyben Bey Ihren rechten und gerechtigkeiten; dann da lag aller Hafft. Sie vermeinten, dass wir in Kraft der gschwornen Pündten nüt gwalt heten uns weiter zu verbinden noch zu sterken, welches dann Sie achteten nicht gehalten werden in dem gmächt zwüschet den Gotshausleüthen und Uns, welches sich Jez Besiglen solt. Also ward Ihnen zur antwort: Man wölte die pündt und den Landsfriden an Ihnen halten, Sie und alle andere orth Bleyben lassen bey Ihren gerechtigkeiten: Thätend sie dann etwas als Sie vermeinten wider disen pundt, wöltend Sie Jederman das recht drum halten. Und war also darbey gemehret, man sölte das vorgemeldt gmächt besiglen, dann es den pündten nit widerig wäre; die anderen so gerne nit hinder den zweyen orthen Schwytz und Luzern gehandlet heten, wolten nit drum mehren, und bezeügten Sich sölches nit wellen zu halten. Es war ein solch gmummel, dass vor nie kein solch unrühige gmeind ersehen ist gsyn. dann Sie luffend zusammen gar unstümlich, dass wo nit Biderb leüth, vorab unser Eidtgnossen von Schwytz Boten ernstlich darzwüschend geloffen wären, was zu Besorgen ein solcher unfahl, der vil Leids unserem land gebracht hete. So hitzig warend die leüth über ein anderen und manglete nur des anfangs so het niemend mehr scheiden mögen. Es ward aber gestillet. Doch kempft man mit ungestühmen worten.

[182] Es hat sich gefügt ungefahrlich vor 5 Jahren, dass die von Genf, von etwas Beschwerden wegen, so Sie vermeinten unbillich zu leiden vom Herzog von Saffoy, und seinem adel, ein Bürgerrecht annamend mit unseren Eydtgnossen von Bern und Freyburg, dass nun der Herzog von Saffoy zu grossem Undank aufnahm von denen von Genf: vermeint er auch die zwei orth solten Ihm in Kraft dero pündten so Sie mit einanderen heten die seinen nit annemmen. [183] Dargegen vermeinten die obgenamten zwey orth und Genf, sie vermöchtend es wol thun, dann Sie ein freye Stat wäre. Also wiewol von den Eydtgnossen vil in der sach gehandlet war, dass Sie darvon Stan-

[182] Genf macht Bürgerrecht mit Bern und Fryburg. [183] mit des Herzogen von Saffoy unwillen.

nd, und auch zurecht kam, wölten Sie doch von dem Bürger-
cht nit stehn, des nun die von Genf in grosse feyendschaft
ımen. [184] Also begab es sich in diesem Jahr, dass nun die
n Genf einem Edelmann sein schloss verbrandten, der Ihnen
dertriess gethan hat, geschach ein Auflauf von Edelleüthen
ıd von dem landvolk, ohne wüssen des Herzogen und fieh-
n für die stat. [185] Solches war denen von Bern und Frey-
ırg Ilends zugeschriben; zogend also angehnds mit Ihren
ınneren auf Genf zu, mit Ihnen auch die von Sollothurn
it einem Fähndlin. Mahneten darbey die anderen ihre Eidt-
ıossen, zeigten Ihnen an Ihre reis, so sie vorhaten. [186] Drum
lten Sie sich rüsten Ihnen zu hilf, wann Sie weiter ge-
ıhnt wurdend dass Sie Ihnen zuzugind. An etlichen orthen
st man sich, an etlichen nit: dann Sie vermeinten die pündt
bind nit zu, dass Sie einanderen so weit muostind Be-
lfen sein. Meine Herren nammend auss, doch mit grossem
ıwillen, Ihren vil. Es was aber niemands lustig weiter zu zeü-
en dann die pündt luteten. Doch kam kein mahnung mehr.
e zugen fort, fundend kein widerstand, verbranten etlich
hlösser der anfängeren. Da ward darzwüschet gritten von
deren orthen der Eydtgnossschaft, und ab anderen enden,
ıd Ihrs gespahns artikul gestellt zu dem rechten, und zoch
dermann ab, ungefahr zu miten October.

[187] An disem Herbst loof zu Rom die Tyber über und thät
n merklichen schaden, dann etlich hundert heüsser verfiehlen
ıd ertrunken etlich tausend menschen. Zum Meisten seit man
n 6000, zum wenigsten von 3000. Ist wol zu glauben, man
ıbe da gross angst, noth und ellend müssen ausstahn.

Der Reichstag zu Augspurg war mit grossem pracht gehal-
n, ob der zwyspaltigy der Teütschen etwas Hilfs Beschechen
öcht, doch dieweyl Jederman beharrlich auf seiner meinung Bley-
n wolt, so die geistlichen fochten Ihren pracht zu Behalten,
rgegen die anderen der götlichen Wahrheit widerig sein ver-
ırfend, möcht es zu keinem gmeinen gspräch nit kommen.

[184] Genf überfallen. [185] Bern und Freyburg schicken hilff. [186] man-
n andere Eydtgnossen. [187] Thyber zu Rom thut grossen Schaden.

dann Bey den Fürsten galt: Sic volo sic Jubeo, und was Jederman ungeschickt. Also zergieng der Rychstag, dass man nüt sonders hörte, was da gemacht wäre. Der Landgraf von Hessen, der sich auch Bäpstischem Joch entzogen, hat wenig gunsts Beym Keiser, Rit also heimlich ab. Es warend auch der Fürsten und Richssteten vil, die gleichermassen des Bäpstlichen Jochs nüth mehr wolten. die gmüth warend so vast gegen ein anderen entsetzt, aus Verbunst, Hass und Forcht, der eignen Begirden, dass nütt etlichen sein pracht geminderet wurd, dass es zu keiner Reformation nicht möcht kon. dann Jeder focht auf sein nutz. Die brüderlichen Herzen waren erlöschen, dass keiner dem anderen fründtlich losen wolt.

[188] Das Jahr war überall scharf, dann es was ein gmeine theure aller dingen, als in langen Zeiten kaum ersehen ward: Es regieret auch ein treffenliche Pestilenz in den Grawenpündten, im Sarganserland, zu Werdenberg, im thurthal, zu wesen und im Gastell, zudem an vilen anderen orthen in der Eydtgnoschaft. Diss Jahr war in allweg schwer. dann zu der treffenlichen theure, gmeinen sterbend, was immerdar ein feyentlicher Zank, nit allein under Uns in der Eydtgnossschaft, sonder zend dem Teütschenland, welches mehr schrekens Bracht, dann die anderen strafen all. die von Schwyz forderten meine Herren zu dem rechten von wegen des Gothshauses St. Gallen, wurdend Boten zun Einsiedlen verordnet, die wandten nun für zum ersten mahl: Dieweil die von Zürich mit Uns in der sach wärind, wöltend Sie mit Ihnen zum rechten Antwort gähn; und mit solcher Antwort schieden sie von einanderen. Die von Schwytz warend dess nit zufrieden, doch hiessend die Eydtgenossen Beed theil einmahl still stahn, Bis zu Ihrem entscheid. Blyb also der Handel diss Jahrs anstahn.

[189] Zu Sollenthurn warend Sie auch unrühig, die auf der alten Ordnung haten oberhand, und mussten der anderen predicanten auss der Stat mit grossem unwillen ihres anhangs.

[190] Zu Wahlenstat haten Sie vil widerwillens. Und So die von der neuen Ordnung sich des mehrs erklagten, so dass es

[188] Theüre und sterbend. [189] Unruh zu Sollothurn. [190] Zu Wallenstath.

'ortheilig zugangen wär: kamend dahin Boten von Zürich und
neinen Herren Ihnen etwas anligens zu erzehlen, darauf Sie
ıun unrühig wurden, also dass Biderbe leüth gnug zu scheiden
ıaten, dass Sie nit über ein anderen kämen. Den Boten was
ıuch etwas unzuchts emboten. Es kamend auch dahin Boten
ron den anderen 5 orthen. Stellten also dero von Wallenstath
Langk einmal an. Darnach in wiehenacht fyrtagen, langten
neine Herren, und die von Zürich an den Landvogt (was Gilg
Tschudi von Glarus) um ein Landsgmeind, damit Ihnen un-
partheyisch recht gesetzt wurde gegen denen von Wallenstath,
lie Ihnen unzucht entboten heten, als auch geschah. Dahin
kamend auch Boten von den anderen 5 Orthen: wurden etlich
gstraft under denen auch der Schuldhess seines Amts entsetzt,
ıls dass Er ungmein gwesen, doch ohne nachtheil seiner Ehren.

[191] Zu St. Gallen hatend Sie auch etwas gspahns von wegen
etlicher unrühiger: Also dass auch Zwingli dahin karth die un-
rühigen abzuwenden, und die Rotten aufzuheben. Es geschach
ıuch ein aufbruch vom Haubtman von St. Gallen, der mit eim
Fähndli zoch in das Oberriet im Rhynthal, die den anderen der
ordnung halb noch nit gleichförmig waren, und sich widreten
lem Gotshus St. Gallen ihrer schuld von wegen der neuerung,
loch zergieng es ohne schaden.

[192] Diss Jahrs hat sich auch das meer so treffenlich zu An-
orff gschwellt, dass die Stat ein unsäglichen schaden empfieng,
larzu etlich Stet und Dörfer gar zu Grund giengen.

[193] Nach St. Andrestag kamend die von Bern und Freyburg,
ıuch der von Saffoy gen Peterlingen zum rechten, nach innhalt
les anlaasses zwüschend Ihnen aufgericht. Dahin kamend nun
lie schidleüthen, so gar nach von allen orthen, ohn von Meinen
Herren, die sach also gestellt hatend, auf die auch der Handel
gesetzt, den gütlich oder rechtlich usszusprechen. [194] ward allda
Bethädiget, dass die von Genf Bey Ihren Burgerrechten mit den
zwey orthen Bleiben möchten und sölten. Doch den gwalt, so
ler Herzog in Ihrer Stat gehebt solt Er noch haben: der Her-

[191] Zu St. Gallen. [192] Gross Meer in Niderland. [193] Bern, Fryburg,
Genf mit Saffoy Befridet. [194] und wie.

zog sollo auch Ihnen 20000 Guldin an erlittenen Kosten gähn: Etlich ander artickel solten Sie darnach zu Baden rechtlich aussprechen.

Ob Ich villicht die neüerungen des glaubens wegen nit in allweg hiever gelobt hab, ist nit der meinung beschechen, dass mich die Bäpstlichen satzungen so vil geblendt heigen, dass Ich dem götlichen wort nit die Ehr hab wöllen geben: mir missfiehlend aber sölche frefel als man Braucht, vermeint dass solchs in liebe mit einer Christlichen gmeind zurecht gelegt worden sollte sein-, damit gross anstöss der einfaltigen gwüssninen verhüt. Dieweil aber eim Jeden sein eigner schaden mehr angelegen dann Christenliche ruhe, und zu keiner rechten reformation niemands trang: und die unleidenlichen Beschwernussen der geistlichen Je länger in grösseren Verdruss kamend, hat es Got gefallen durch einen solchen ruchen und scharpfen fahl des alten erfuhleten gebeüs Uns zu führen zu einer neuen Behausung und Ordnung. Got wolle Uns für und für bewahren, und durch sein Gnad führen zu einer Christlichen einigkeit, deren wir wol Bedörftend, so unser gmüth der zeit so vast verbiteret warend, dass allweg grosser unfahl und widerwertigkeit zu besorgen. — Deus propitiet!

Annus 1531.

Wie nun das vorgehend Jahr gar hert was von theure. tod und widerwillen der verbiterten hertzen, empfieng das in gleicher mass auch das nachgehnd Jahr. dann alle Ding nit in ringerem Kauf giengend dann vorhin, der wein auch noch in theurerm: die pestilenz liess auch nit nach, dann das Sie etwas ringeret. Widerwillen was Je länger Je grösser. Die von Schwytz hetend gern meine Herren verhinderet an der handlung so Sie hatend mit dem Gotshauss St. Gallen: wandtend Jmmerdar für das recht nach luth der pündten, welches die unseren zu halten nit vermeintend schuldig sein in Kraft des neülich aufgerichten Landsfridens, dieweil solches allein geschach zu äuffnung des götlichen worts, und so sie zu Beiden seiten Ihr fürtrag etwan manchsmahl brachtend für die Eidtgenossen, fielen ander schwerer Händel inher, dass solchs erlag.

[195] Es wolten auch die von Luzern kein Haubtmann verordnen gen St. Gallen: dann der Vertrag, so den Gotshaussleüthen von denen von Zürich und meinen Herren aufgricht, hielt, dass ein Haubtmann Ihnen schweren sölt sie zu schützen Beym Gotswort und anderen nach inhalt des versigleten Briefs, welches sie sich wol versprachend zu halten, doch sollte der Hauptmann Ihnen nith schweren, so es vor nie gebraucht, und ein Hauptmann dem Abt und nit den Gotshaussleuthen geschworen het.

Es was auch dazumahl Landvogt im Rhinthal Baschion (Sebastian) Kretz von Underwalden, der so Er jung und fröuwig was, und Ihm die neuerung nit gefiehl, erzeiget Er sich dermassen mit Worten und etlichen stuken gegen Ihnen, dass sie Ihm ein sölchen hass wurfend, dass Sie Ihn nit mehr leiden wolten. Also schribend Sie gen Underwalden, man söllte Ihnen schiken einen anderen Vogt, der nit muthwillig sonder Gotsförchtig wär. Alsó wurdend verordnet Boten von 8 Orthen in das Rhynthal, den Handel zu erfahren und abzustellen. Wie Er nun mit den Boten, dann Er vorhin abgewichen, in das Rhinthal ritt, fielend die pauren zu und fiengend Ihn, und führten Ihn hin; wie vast sie von den Boten vermahnet wurden und verheissen, Sie wölten Ihnen zum recht stellen, half es alles nüth: das müsst einmal sein, die Boten kehrten wider heim, und die pauren verhüteten den vogt etwan vil tag, Biss nachhin auf gmeinlich schreiben der acht orthen, ward er wider ledig gelassen mit dem geding dass Er wider zu recht solt gestellt werden um all ansprachen so man an Ihn zu thun hat. die von Underwalden wolten kein anderen Vogt dargehn. Also verordneten die von Zürich ein verwässer aus Ihrer stat.

[196] Es bracht auch vil widerwillens, dass unruhig leuth ungeschikt reden brauchten, und etlich von Zug küekammen trugen an Ihren paret, hat etlicher gredt, sie wöltind die kälber daran binden, so die von Zürich im Zug zu Cappel gmacht heten. Auss dem nun die gmüth treffenlich erbitteret wurden. Also dass die von Zürich den 5 Orthen freyen Kauf abschlugend, dann

[195] Luzern will kein Haubtmann gen St. Gallen geben. [196] Ungeschikte reden deren von Zug.

Sie vermeinten, wo Ihnen solchs Leid wär, soltend Sie ernstlich darzu lugen, dass solliches abgestellt wurde.

[197] Der Zeit was Johanns Jakob von Medici eins artzets sohn von Meiland Herr zu Müss und über den ganzen Cumer See und zu Legg, dann so Herzog Francisc von Meyland vom Kaiser widerum eingesetzet was, hat Er Ihn als ein freüdigen kriegsmann gesetzt zu eim vogt auf Müss. Darnach so der Hertzog von den keisserischen verstossen was, und die krieg immerdar in Meyland scharf währeten und die Keiserischen etlichs innhaten, der Hertzog auch etlich Plätz, darzu der Franzos und die Venediger samt den Eidtgnossen auch das land verhergten, dieweil sie mit einanderen zu schaffen haten, griff Er immerdar um sich, bracht die land in sein gewalt, und sterkt die Vestinen gar mächtig. Legg erkauft Er von Anthonii de Leva des Keisers Obersten in Meyland um etlich tausend Säk Korns, dann dazumahl ein grosse theüre was, Samblet gross gut mit ungehörten Zöllen und anderem. Macht Ihm auch freündschaft in teütschen landen, so Er Wolff Dietrich von Embs sein schwöster gab mit einer Ehrlichen Aussteurung. Gab auch ein schwöster dem Grafen von Arona und hat an sich zogen Thum und Eschenthal. Dieser obgenannte Castellan von Müss hat vil stöss gehabt mit den 3 Pündten, so Er Ihnen Cläven eingenommen hat, durch Verrätherey ungewahrneter sach, von dannen Er auch wider mit gwalt vertriben ward, und einmahl ein Friden Beschlossen, und Artickel zwüschet Ihnen gstellt, wie sie sich halten sollind, doch was wenig freündschaft da. [198] Also begab es sich in disem Jahr, dass Er sein Botschaft gen Chur schickt auf den Pundtstag auf St. Pauls Markt, was sein Schriber Caspar von Ach von Underwalden: Gab nun den Pündten vil guter worten, erzeigt vil freündschaft seins Herren, doch Beklagt Er sich dass man Ihm etlichen Salpeter nit het wöllen fürlohn, dann Sie vermeinten dass Sie solches nit schuldig wären nach innhalt Ihres Vertrags dieweil Es zu einer kriegschen Rüstung dienet, die sie vermeinten sonst niemands zum Nachtheil dann Ihnen gesche-

[197] Jakob de Medicy nimmt Meyland in ein Theil. [198] Schickt Boten auf den Pundtstag.

ıen mögen; dann das Veltlin thät Ihm wehé in augen. Dass
ɔer solche Botschaft den pündten nit zur fründtschaft, sonder
ır späch und heimlichen practicirung geschechen syg, erzeigt
ie that. [199] Dann so sie ersachend des Castellans tük, und
ewahreten mancherley rüstungen, so Er nit lang darvor Halen-
ardten Inhin gferget hat, und Jetz Salpeter auf der Strass het,
nd anders auch, wusstend Sie nit, was Er vorhanden het. Also
:hickten Sie von gemeldtem Bundtstag den Martin Bäelin von
'asoks ein gelerthen erfahrnen man in Meyland zu erkennen
ie händel und wass sie sich zu dem Hertzogen zu versehen
eten. [200] Da Er nun wider heim reiten wolt, nit weit von
um zu Cantuna, da hielt auf Ihn des Castellans Bruder mit
lichen und ermürdt den alten mann schandtlich und seiner
n jungen sohn. [201] Und in wenig tagen darnach fiehl der
astellan mit etlichem Volk in das Veltlin, Streift das land,
ıubt und legt sich gen Morben, welches ist ein gross Dorf
ıf anderthalb deütschen Meilen vom See, sölchs ungewahrnet
nd unwiderseit. Alda brachend Sie ein grossen theil der ge-
äuwen und den theil, so Ihnen füglich war, versachend Sie
ıit schantzen und wehrinnen, dass man kaum ein sterkeren
latz machen könnte, bezeügten die so es gesehen hand, wel-
hes ist ein gute anzeigung, die vorgehnd Botschaft nit auss
eündtschaft Ihnen zugschikt sein, dann auch darnach etlich
rfunden wurden von Pündtneren die solch anschleg ghulfen
ıachen, so darum getödt wurden. da nun solches den Pündt-
eren kund gethan was, schikten Sie Ilends bei 4000 Mann in das
eltlin den fyenden entgegen, Belegten das Dorf, und als sie
äch und hitzig sind, sachend Sie ein sturm an nach etlichen
ıgen, lufend dapferlich an; doch was Es dermass versehen,
ass es Ihnen nit müglich was zu stürmen; und so man allent-
ılben in Sie schoss, müssten Sie wider hindersich weichen
ıit Verlurst wol fünfzig dapferer mannen; under denen Jun-
er Hans von Marmels der alterwelte Obriste des Veltlins
nd Dietägen von Salis. doch Belägerten Sie das Dorf noch

[199] Macht Kriegsverfassungen. [200] Pündter trauend nicht. [201] Castel-
n überfallt das Veltlin.

handtlich. In dem brach auf Wolf Dietrich vom Embs mit etlich tausend Landsknechten seim Schwager zu Hilf; und zoch durch das Etschland in meinung den nächsten über das Wörmser Joch in das Veltlin zu fallen. Als nun die Pündter des aufbruchs Bericht wurden, und auch wahrnungen empfiengen etlicher rüstungen in Italien, und nit wüssten was Sie den Venedigern trauen sollten, schiktend sie noch ein anzahl Volks, etlichs in das veltlin, etlichs gen Cläfen da zu verhüten.

[202] Und dieweil die Burde des kriegs sie zu schwer Beduchte sein, dann es ein merkliche theüre was, und Ihnen des vorndrigen Jahrs vil leüthen gestorben, sandten sie von Orth zu Orth in die Eidtgnossenschaft, die Eidgnossen anzurüffen und zu mahnen, um hilf, und das Ilends, dessgleichen gen Baden auf den tag. Also auf Mittwochen vor dem Palmentag wurden meine Herren gemahnet, die Ihnen nun zuseiten Ihr hilf, doch schrib man sölchs unserem Ammann gen Baden auf den Tag, was willens die anderen Eidtgnossen wärind: derwyl sölte man ausszeüchen vierhundert mann under ein Fähndli. Am Donnstag schoss man auss; kam ein Brief von Zürich wie sie auf Sambstag aufbrechen wolten mit tausend mannen. Also war am Freytag ein zweifacher Rath, ward zu mehr, man sölte auch Morndes aufbrechen, ward erwehlt zum hauhtmann Dionysius Bössi von Glarus, zum fehndrich Fridli Zäi von Schwanden.

Zochend also meine Herren und die von Zürich mit 5 Stück Büchsen auf Rederen auf Chur hinein, in meinung über den Julger und Perniner zween Berg ins Veltlin. So nun die Berg so unwegsam warend, das man mit dem geschütz nit über die Berg käme, zoch man über den Septmer gen Cläven zu, auss Rath der Pündten, so zu Cläven lagend. Es brachend auch auf Bern 1500 Mann, Basel 500, Freyburg 300, Solothurn 300, Schaffhausen 300, Appenzell 200, mit eim hübschen haufen Volks den Pündten zur Hilf. Die 5 Orth Lucern, Uri, Schwytz, Underwalden und Zug, wie fast sie gemahnet wurden von Pündten und Eydtgnossen, so Sie zu mahnen haten, wöltend nit ziehen. Es kamend auch zu den zweyen Orthen gen Cläfen Graf-

[202] Bündtner mahnend die Eidtgnossen.

schaft Toggenburg mit hundert mannen, die auss dem Thurgäu mit fünfhundert.

[203] Derwyl Begab es sich am hochen Donnstag, was der 6 tag Aprellen dass Sie etliche proviant von Cläfen und Veltlin fertigen wöllen. Diewyl aber die Müssischen den See gwaltigklich in haten, und stäths mit Ihren grüsten Schiffen da hielten, zudem den weg am See gebrochen hatten, was es gefahrlich da zu wandlen. Darum Beleiteten sie die so proviant trugend mit zweyen Fehndlinen Knechten so zu Cläven gelegen waren. Da Sie nun kamend zu eim Dörfli Nova lagend die fähndli mit dem grössern theil Knechten hinder die heüsser; Etlich giengend mit der proviant. Als Sie nun durch den gebrochnen Weg durch hin stigen sölten, fuhrend die feyend daher ungefahrlich mit 14 Schiffen, und schossend so vast under Sie, dass Sie wieder zurukh weichen mussten. Als nun die in schiffen sachend Ihr hindersich weichen, vermeintend sie, dass Sie fluchind, und fuhrend etlich schiff zu land, und luffend Ihnen nach. Wie Sie nun zu den Heüsseren kamend, Brachend die anderen auf und truktend in die fyend, die gabend die flucht und luffend den schiffen zu, wurden ihrer etwa mancher auf dem land erschlagen, und ob 60 ertrenkt, die nit mochtend in die schiff kommen, under denen der Ispangeren Gubernator zu Chum. Dann die so zu Chum abziehen mussten, zochend all zu dem von Müss. Indem nun des Keisers Regiment zu Insprug ersachend den ernst, so in diesem krieg von den Eidtgnossen und Pündten gebraucht ward, dass nit etwann in Teütschen landen dardurch das feür angezündet wurde, verhieltend Sie mit schweren geboten die obangezeigten Landsknecht, dass Sie wider heim ziehen mussten. Doch seit man, wie wolf Dietrich mit wenig Personen zu seinem Schwager kommen wäre. So nun der von Müss solcher Hülf Beraubt war, und Er sach den Ueberfahl der Eidtgnossen den Er nit vermeint hat, Besorgt Er, wo solcher Zeüg zusammen käm in das Veltlin, es würde den seinen zu Murben schwär werden. [204] Also zog Er am Oster-

[203] Müssische werden geschlagen. [204] Müsser retet die seinen zu Morben.

montag gar vor tag gen Morbenn mit 1500 Mann die seinen zu reten, denen Er nun solches kundt gethan dass Sie auss dem Dorf fiehlend. Nun lagen die von Pündten zertheilt. die vom Gotshauss oberhalb des Dorfs, die vom oberen pundt underhalb gegen dem See, die von grichten zu Tarfunen, wol ein halb Mihl darvon. In dem zochend die auss dem Dorf dem Wasser nach durch die stein in wisen hinderen, die man nie von dem Grüsch des Bachs nit erhört. und damit sie ungehindert darvon kämen, griffend die 1500 die vom oberen Pundt an, Bey deren läger Sie am nächsten abziehen müssten. die stalltend sich nun zu wehr als Biderbe leüth, schlugend die feyend in die flucht, die sich nun zum fünften Mahl stallten, und under Sie abschussend, doch empfiengen Sie wenig schadens. Und so sie in ein rechte flucht getrieben wurden, kehrtend die pündt wider, dann Ihr wenig was, und forchtend dass Ihnen nit etwan ein Hut gestelltet wäre: wusstend auch nit dass die auss dem Dorf Jetz kommen wärend, und kehrten wider in Ihr läger. Dann wo die anderen Bey Ihnen gsyn wärend, hetend Sie den mehrer Theil erschlagen mögen. doch Blybend der feienden ob 200 todt gezehlter mannen mit vil gwehr, Büchsen und harnesch. Geschach alles vór tag.

So nun das Veltlin von den Feyenden geraumt, und aber der krieg noch zu keim Ęnd kommen was, gefiehl es den Eidt- und Pundtsgnossen, Ihn auch zu überziehen, ob Er gestraft möcht werden seiner misshandlung, die Er an den Pündten Begangen het unwiderseit, und ohn erfordert des rechten. Nun hat Er den See gewaltigklichen inn, nebend dem See was ein schmaler rucher weg durch den Berg, da hat Er in ein Bösen Rick ein starke Pastey gebauen, und die Besetzt: hat ein so bösen Zugang, dass x Mann xx^{m} erwehrt heten. Also auf Samstag nach Osteren 15 Aprell zogend die von Zürich, meine Herren, und die aus der Grafschaft mit dem gschütz an Riuen, dannen sie in die pastey schüssen möchten: die auss dem Thurgäu an das ander orth Veltlin halb mit einer Fagguneu die schiff von hinnen zhan; und die von Pündten mit samt 400 Mannen von Eydtgnossen zochend über ein hochen Berg Ihm in sein

ıd. Also schoss man in die Pastey: die hieltend sich nun r still: Sobald Sie aber gespührten, dass Sie überhöcht wä- ıd, fluchend Sie alle darauss, dann ein fehndli vor auf den rg kam und gab Zeichen denen an Riuen, dass sie schon erhin wärind. Fiehlend also in die drey Pleven, lagend zu rggeren und Thomassen: die Feyend lagend zu Gravedona, Sie mächtig schantzten. Es fielend auch indem die so im ltlin warend gelegen an die Enge des Sees zu Dass, und nneten eine keten über, und wurdend also zwey schiff der yenden Inbeschlossen, dass Sie weder hindersich noch für h könnten. Morndes zuchend die von Riven nachhin den chen weg durch die Pastey. Am driten tag übergabend sich schiff denen man die gwehr nam 5 Faggunen, 6 Hacken- chsen und 34 halb Hacken, und ander gwehr, die nun ge- eilt wurden: Die leüth liess man abziehen, doch war Ihr ubtmann, Grass genannt, im Veltlin von Pündtneren wider ngen, von etwas Mörder und Böswicht stück wegen, die Er iche mit deme von Müss gebraucht, und also erhenkt.

Darnach lägeret man sich für den thurn im See nächst bey rg gelegen, und wie man Ihn beschoss in der Nacht, lüffend alle darauss. Nach solcher Eroberung zochend Sie zu Gra- dona ab. Zoch man Ihnen nach, und wie stark Sie sich zu ng eingeschanzt, doch so man hinzuzoch in der Nacht, ver- ssend Sie das Dorf. Da legt man sich nun hin zunächst bim hloss *), dass Er auch mit Handbüchsen darin schiessen möcht, ss Er auch ernstlich thät, doch ohne grossen schaden. Die- il man nun hie solches anschlug, schrieb man den andern then, so auf der Strass warend, Sie soltend für Bellenz hin der dem Schloss ins land fallen, als Sie auch thäten. Indem chend die vom Gotshauss enthalbs in Valzasia, das Er auch inn t, und die von Grichten am selben Orth gen Belan. Die vom eren Pundt Blibend Bey denen zu Dong. So nun der fyend etlich plätz eingethan und aber solcher Krieg zum end brin- n den Eydgnossen unglegen was, schikten sie zu dem rtzogen von Mayland, dess nun solche land gewesen, ob Er

*) Müss.

den krieg annehn wölt: und diewyl Er sich vil gutes entschloss, Schikt man zu Ihm von Jedem Orth, auch von Pündten Boten mit Ihm zu handlen, ward also ein vertrag aufgericht, dass der Hertzog mit Ihnen in krieg stuhnd, 1200 Eydtgnossen sölt Er Besölden, und Pündt und die Eydtgnossen 800. Ob dann das land eroberet wurd, solt Ihm das gehören, doch solt Er dreissigtausend guldj den Eydtgnossen und Pündten an iren Kosten zu bezahlen schuldig sein. Nach aufrichtung sölcher artiklen ordnet man den 2000 Mannen fünf Hauptleüth, und die übrigen zuchend ab am 18 tag Mayen. Indem hat man auf den Berg geweget, und zwo Carthanen aufhinzogen, gar ungläublich weg, so einer die glegenheit sicht des Schloss. Schoss man etlich Schütz drin ein gross loch. Doch fertiget der herzog sein gschütz für Mongutz und sein Zeüg, das zum ersten zu Beschiessen, hört man da auf, Blyb ein Zusatz da.

Zu Meyen an unserer gmeind ward nüth fürnemlichs gehandlet. Es blibend die alten Amtleüth. Ander Händel wurden hinder sich gschlagen, Biss zu der andern Zukunft. Es was ein Bot da von Zug von der red wegen der kammen halb in pareten, wolten solches nit gethan han, wie vorgemeldet, dass die von Zürich den 5 Orthen allen freyen kauf abgeschlagen hetend von wegen etlicher ungeschikter reden: [205] welcher Hass auch dardurch gemehret war, weilen Sie von den pündten gemahnet, dessgleichen etlichen orthen, so Sie zu mahnen hetten, nit zeüchen wölten den Pündten zu hilf, sonder auch etlich funden wurden, die dem von Müss Bessers gunneten dann den Pündten und den Eidtgnossen Ihren gehilfen als man seit.

[206] Also wie die von Zürich Ihnen den kauf abschlugend geschach es auch von denen von Bern, Basel, Schaffhausen, St. Gallen, der Grafschaft Toggenburg, Gastel und Wesen und andern Enden, die in dem vergangenen Aufbruch wider die 5 Orth glegen. Dann Sie vermeinten Sie hielten den Landsfriden nit, so kein dem andern sein glauben schmächen sölt, als aber ungeschikte wort gebraucht worden. Meine Herren

[205] Unwill wachst täglich in der Eidtgnosschaft. [206] Zürich und andere schlahen proviant den 5 Orthen ab.

urden auch angefordert Ihnen den Kauf abzuschlahn — ward ehalten ein Rath auf unsers Hergotts tag 8 Brachmonat. Erschinend da Boten von den 5 Orthen erklagend sich solches bschlahens. Entschlossend sich Meine Herren, sie wöltend ngeschikte wort Bei Ihnen abstellen und nochmahl Fleiss anehren, damit der unwill aufgnon wurde.

[207] Also ward von desswegen ein tag angesetzt gen Bremarten. Understuhnden nun die schidleüth aus Glarus, Freyurg, Sollothurn, Appenzell und die drey Pündt Sie zu vereinehren, da warend Sie zu beeden seiten unbeweglich. Es het ach gern des Königs von Frankreich Botschaft sein Fleiss nkehrt. Dann nach Beider theilen Verhörung setzten Sie etlich rtickel die sie dann vermeinten zu diser Zeit füglich sein zu ihw einer Eydtgnoschaft. Die fürnemsten warend, dass die orth ihren eignen Predicanten nit wehren sölten die Wahrheit verkünden, sonder was einer mit götlicher gschrift Bewähren öcht, solt Er darum nit geäächt werden. Es soll auch Jedem ei sein von Gotswort und seinem Seelenheil zu reden, so weit ie wahrheit ertruge. Es sollend auch alle schmächungen tod nd ab sein. Welches nun die 5 orth nit zugeben wolten, dann ie keiner underrichtung nit losen wolten, sonder Blibend Bey hrem alten Herkommen: Dargegen die andern Orth wolten kein meinschaft mit Ihnen han, wo die wahrheit Bey Ihnen nit ey wär, zerging also der tag unaussgemacht dero sach. Doch ard von schidleüthen ein anderer angesetzt nach eingehndem euwet zu Bremgarten, ob nochmals ein end erfunden wurd isem gspann.

[208] Der Weyl trug sich auch zu, alsdann die von Rapperschwyl ishär der alten Ordnung angehanget, dann diewyl das Regiment m Rath stuhnd, Bedörft sich niemands empören: dann sie kein uken wussten, und den zu suchen niemands sich bedorft undertahn, dann die da fürauss argwohnig warend, wurden gstraft, nd auss dem Rath gestossen, auch von der Stat vertriben. Die atend auch ein scharpfen Pfarrer der Ihre nachpauren von ürich nit allwege verschonete, dardurch Er wenig gunsts, die

[207] Vergleichung wirt gesucht. [208] Rapperschwyler sind unrühig.

von Rapperschwyl nit vil freündschafts erlangten, so Sie auch vil haten, die eben scharpfer und unbehutsammer reden waren. Also auf eine Zeit, als Es dann am Mitwochen Märkt ist, ward einem puren auss Zürichbiet ein Brief in die Halftern oder in den Sattel gebunden voll Schmächwort über die von Zürich, und anhänger des Gotsworts, der nun sölchs seinen Herren anzeigt, das Sie übel verdross. Aus solchen ursachen schlugend Sie denen von Rapperschwyl den Markt ab. Darob nun der gmein Mann anhub unwillig zu werden. Also schikten sie Bot gen Zürich und meinen Herren sich zu entschuldigen, dero gschrift, dass Ihnen solches leid wäre: wo Sie auch erfahren möchten wer solches gethan, wolten sie Ihn auch scharf strafen. Demnach diewyl ihr pfarrer vil ungunsts gemachet hat, gaben Sie ihm urlaub, noch stuhnd es des markts halber also wie vor.

Indem hat Es ein solchs ansehen in der Eidtgnoschaft dass man täglich besorgt, man würd über ein anderen Zeüchen, emtbotend Sich die drey orth Urj, Schwytz und Underwalden, so sammt meinen Herren Schirmherren da waren, Ihnen ein Zusatz zu schiken, dass nun abgschlagen ward, doch practicierten Ihren etlich heimlich, dass Sie dahin kon sölten. Also auf Freytag den 2 tag Heümonat*) fiehlend ihro Hofleüth in die Stat. In der Stat warend auch etlich unwillig, das gab nun ein wild Rumor, so auf der andren seiten auch vil entsetzt warend, doch was es gestillet durch Biderb leüth, denen lieber Ruhe dann unruh was. Der Schuldhess Grunauwer ward entsetzt und müsst auss dem Schloss dahin Er nun gesetzet war vorbin. Es kamend dahin Boten von den 4 orthen sie zu Bethädigen, wurdend geordnet 12 man von der Gmeind zu strafen, die so gefählet haten von Räthen und anderen; Als auch Beschach. war also angesetzt Biss auf Sonntag vor St. Johannes tag**), auf welchem Sie gewohn waren von altem ein Schuldhess zu setzen: da ward gesetzt Jacob Stapfer zu eim Schuldhess, der auch dem Gotswort gunnet, dann Er ein geborner Züricher was: ward auch zu mehr ein Predicanten anzustellen der Ihnen das Gotswort verkündete, so weit die wahrheit ertragen möcht

*) Lies: Brachmonath. **) Den 18 Brachmonath.

ach vermög der götlichen schrift. Auf solches war Ihnen der Markt aufgethan von denen von Zürich.

[309] Auf Sontag den anderen tag Heümonat ward ein gmeind gehalten zu Schwanden von unseren landleüthen von wegen der zweytracht der Eidtgnossen, auch anderer händlen halb, so an der vorndrigen gmeind hinder sich geschlagen auf die zukunfft dero, so im krieg lägend. Als nun denen von Wesen und aus dem Gastell vil getreüt war von denen von Schwytz, darum dass Sie den 5 Orthen feilen Kauf abgeschlagen heten; erschynend da Boten von Zürich, zeigten meinen Herren an solche tröungen, wie sie soltend ein anschlag han die zu schädigen durch unser land. Begerthen da einen endtlichen entschluss, ob wir doch denen von Wesen und Gastel zutreten wurdind wenn man Sie überfallen wölte: dann Sie sölchs auss Ihrem Zuschreiben gethan heten von wegen des gebrochenen Landtsfridens, darinn sie auch Beschlossen waren. Begerthen auch eins Wüssens, was Sie sich zu uns zu versehen heten, so es zu krieg käm. Es warend auch da Boten von Uri in Namen dero vier Orthen: Lucern, Urj, Underwalden und Zug: ermahneten meine Herren der grossen gfahrlichkeit der kriegen und batend Sie dass die von Wesen und auss dem Gastell abstellten von Ihrem fürnemmen, dann wo Sie es nit thäten, Besorgtend Sie, es würde sein ein Aufstühruug zum Krieg; dann das nit geliten wurd. Es kam auch dahin ein Brief von denen von Schwytz, die sich nun treflich Beklagten ob denen von Wesen und auss dem Gastell, zeigtend auch an wo Sie nit von Ihrem fürnemmen stuhndind, würdind Sie understahn den Weg aufzuthun. Es kamen auch Boten von Wesen und aus dem Gastell zeigtend an sölche treüung; auch dass Sie solches abschlahens gut fug und recht heten, dass Sie sich entbothen, Ihnen eins rechten zu sein, und wessen Sie sich zu uns als Ihren Herren versehen sollind, ob man Sie über solches rechtbot beleidigen wolt. Darüber man nun rathschlaget fründtlich, als man nit lett vermeint, dann die gmeind tugenlicher war, dann in menen Jahren keine. Also ward zuletzt unsers Ammanns Rath zu

[309] Landsgmeind.

mehr, sölches inhalts: dieweil wir Bishär schidleüth gewesen, und (man) noch ein tag gen Bremgarten angesetzt het, wöltend wir uns bis dahin noch nit partyisch machen, sondern nochmals allen fleiss ankehren, ob einem die sach zur einigkeit gebracht wurd, auch unseren Boten empfählen mit anderen schidleüthen weg zu suchen, anständ zu machen, nachdem Sie es am nützlichsten Bedunkt. Man sölt auch Boten schicken gen Schwytz, Sie zu biten, dass Sie nüth unfründtlichs den Wesnern und Gastelern zufügten Biss zu ausstrag des nächst künftigen tags. Ob Sie nun solches nit gütlich thun wölten, sölt man Sie mahnen lauth der geschwornen pündten, dieweil sich diese rechts anbuten, so den rechtsbegehrenden hilf zusagend wider den abschlagenden. Man sölt auch die von Zürich biten, dass sie sich jetzmahl des Beschlusses sölten Benügen lahn. Dann wie man Ihnen hilf zusagt wider alle die so sie von Gotswort, pündten und Ihren grechtigkeiten zu tringen understuhnden, wolte man getreülich halten. Es was auch auf disen tag Besiglet ein Kauf-Brief denen von St. Gallen, so Sie etwas güteren, Hüseren, und gerechtigkeiten vom Gotshauss kauft heten, auch den Conventherren Ihr ausstürung Brief. Es was auch gehandlet von kilchen güteren. Dann diewyl die Kilchenordnung abgethan, wolten vil Ihre gaben und Ihrer forderen wider han. Da ward zu mehr, dass alle gaben der Kilchen Gotsgaben Bleiben sölten, auss denen sölt nun eim Predikanten von meinen Herren ein Besöldung gestellt werden; das ander sölt den Armen ghören nach ausstheilung einer Jeden Kilchhöri. An disem tag war auch Jos Dietrich und Hans Osswald von Oberurnen so von eines todschlags wegen, wie angezeigt, unser Land meiden mussten, das wider aufgethan auss Bit Ihrer fründtschaft, dann Sie auch mit meiner herren zeichen auf Ihren Kosten in das feld zogen waren. Als nun unser Bot gen Schwytz kam, und Sie mahnt still zu stahn mit denen aus dem Gastel und Wesen, ward Ihm geantwortet, so weit sie den kauf widerum aufthäten, wöltend Sie nit anderst dann mit recht mit Ihnen handlen, wo dass nit, wurdend Sie die Strass mit gwalt aufthun. wöltend das Zihl nit ansetzen, und den tag zu erbeiten

zusagen, ward ein Rath Besamlet, und ob nochmahl der unwill desto ringer zu stillen wär, sandtend Sie für der Gasteren und Wesneren Gmeind, dass Sie solch Verbot aufhubend Biss zu angesetztem tag, damit Sie nit ursach dem krieg gäbind. Antwortend Sie, dass Sie denen von Zürich in Vorgehndem auflauf so Vil zugesagt, dass Sie es nit thun köndten: Batend meine herren Sie beym rechten zu Beschirmen, wo Sie aber an denen von Zürich sölchs gehan möchten, wölten Sie es gern thun.

Also auf Sonntag, 8 tag nach der vorndrigen Gmeind, ward ein andere Gmeind angesetzt gen Schwanden; was da ein Botschaft von Zürich, bath meine Herren, dass Sie die Im Gastel Beschützen wöltend zum rechten, dann sie sölchs nach vermög des Landsfriedens wol vermöchten, Solchs batend auch die auss dem Gastell und die von Weesen. Warend zwen fürnemm räth an der gmeind: der Ein: man solt sie heissen das Bot aufthun, und wo man Sie über sölchs von Ihrem glauben wölte tringen, und ohne recht etwas zusetzen, wölte man leib und gut zu Ihnen setzen. Der ander: dieweil Sie sich rechts erbutend, dass Sie sölches zuthun wol fug heten, sölte man die von Schwytz nochmahl mahnen, sie sich des rechtens zu vernüegen, und ohne recht nüt unfründtlichs anfahen. Dann wo Sie über sollichs rechtbot hin fürfahren wurdind, gwaltigklich mit Ihnen zu handlen, solte man denen von Wesen und auss dem Gastel Leib und gut zusetzen, damit Sie zu den rechten Beschirmet wurdind. Diser nachgehnder Rath war zu mehr ungefahrlich um 30 händ, mit grossem unwillen des anderen theils, so sich des kriegs nit gern Beladen wolten.

[210] Derwil entsprang auch ein Zweytracht zwüschend denen von Basel und Sollothurn; dann So sie etwas stössig warend von wegen der Landmarchen, und etlicher Hochen grichten wegen so die von Sollothurn ein gute Zeit einghabt, und aber die von Basel vermeinten sölche Ihnen zugehören nach laut eines Briefs darum aufgericht, so die von Basel anzeigten zu han, nach dem Sie lang ein anderen um recht angezogen haten, und sich das immerdar verhinderet, fuhrend die von Basel

[210] Span zwüschend Basel und Sollothurn.

zu mit etlichen knechten, und wurfend denen von Sollothurn ein Hochgricht um, so stund in solchen Zihlen auf dem undermarch, da Sie nun Ihr ansprach haten. Also zugend die von Sollothurn aus mit Ihrem panner solch gericht wider aufzurichten, und zu erwarten wer Ihnen sölchs wehren wölt: da Ritend die von Zürich, Bern, Luzern und Freyburg darzwüschend, und verthädigetens zum rechten, ward also der aufbruch gestillet.

Als nun das vorgehnd mehr an der gmeind dermassen ergangen, warend die von Schwytz dessen nit wol zufriden: Noch dennocht schikten meine Herren Sie nochmals zu Bitten Brief und Rathsboten, dass Sie über sölchs rechtbot nüt unfründtlichs anfiengend, dieweil doch auf dem tag zu Bremgarten ernstlich soll gehandlet werden, dass solcher Zweytracht allenthalben in der Eydtgnosschaft aufgehebt wurde. So nun die von Schwytz auf ihrem fürnemmen Bliebend, und wo solche Strass nit aufgethan Sie gewaltigklich darzu zu handhaben treüeten, ward darum ein zweyfacher Rath gehalten. Und dieweil der ander theil in unserm land der Zusagung unwillig warend, und redtend, Sie wöltend sölche nit halten, ward in solchem Rath zu mehr und das auss Rath deren die solchem theil anhangeten, man sölt noch ein gmeind han, und was dann an derselben zu mehr wurde, sölte man halten. ward also ein Gmeind Bruft gen Schwanden am Sontag den 23sten Juli: ward solche Zusagung wider zu mehr wie vor. Und sitmahls gefahrlich läuf vorhanden warend, und der Pannermeister Hans Stucki von Krankheit und schwere zu kriegsläufen nit mehr vermöglich war, ward erwehlt zu eim Pannermeister Fridli Zäy von Schwanden. Dise Gmeind was unrühig, dann angezogen was von etwas practicen so gemacht sölltind sein heimlich von etlichen. Doch war das verantwortet, dass allein bett angleit worden wärend dem land zugutem. Dann durch den es geschechen, so Ers mit dem Eid Befestnet, ward Ihm glaubt, dann man nie kein args und unwahrhafts von Ihm ghört hatt. Doch weil Je einer den anderen schuldiget, und ungschikt Händel anzeüchen-wölt, gab es vil Zanks.

[211] Der tag zu Bremgarten zergieng unaussgmachet. Dann

[211] Tag zu Bremmgarten zergath ohne frucht.

wie Artickel von den schidleüthen gsetzt, warend sie alles eins, ohn allein wie einer lautet, sie solten in Ihren landen das Gotswort freylassen darvon zu lesen und zu reden, und niemands drum pfändten noch strafen, was Er mit der Wahrheit erhalten möcht, wölten sie wol lesen lassen und darvon reden, doch die Straf Ihnen selbst Behalten; wann es Sie bedunkte. Auf solches war aber ein anderer tag angesetzt gen Bremmgarten, auf St. Lorentzentag.

[212] Dieweil hetend die drü orth abermahl gern ein Zusatz gen Rapperschwyl glegt. Also an eim mitwochen so Ihr markt war, schleichtend sich etlich auss den Höfen und Einsidlen mit harnesch under Ihren Röcken in die Stat, als wöltend Sie dahin zu märkt, Biss gar nach Ihren by den vierzgen wurden. Also hat es geachtet ein Rapperschwiler, dann Er ein panzer an eim ersehen, darnach auch grifen, und sölchs Ihren Hofleüthen, darnach auch den Burgeren kundt gethan, die nun zusammen lufend und Sie wider auss der Stat hiessend gahn, wo Biderbe leüth nit abgeschalten heten, wärend Sie unlieblich hinauss trieben worden. Doch woltend Sie das feür nit anzünden, wiewol der gmein mann unleidig was, wegen der heimlichen praktiken. Sie fiengend etlich Rapperschwyler, von Ihnen zu erkundigen, ob Ihnen von etlichen anleitung worden wäre, doch funden Sie nüth. Darnach kamend dar Boten von den 3 Orthen, auch von meinen herren, erklagten sich etlicher Sachen, und zeigten an, wie Sie kein Zusatz dahin habind legen wöllen, sonder ein Predicanten fahen, der Ihnen widrig was, darob Sie wol so wenig gfallen hatten, als ab dem Zusatz. doch gaben sie Ihro antwort, sie wöltend Brief und Sigel an Ihnen halten, so allweg auf die vier Orth stuhnden, wo die nit einhellig, bedorften Sie sich keinestheils Beladen, als Jetz auch geschach, dann die dry Orth und meine Herren sachend nütt zusammen; darum Sie den Brief desto ringer halten möchten.

Wie lang man tag hielt half es alles nüth. Die Hertzen warend so gar verhetzt denn die 5 orth wöltend schlechts des Gotsworts kein andere underrichtung, dann wie es von Ihren vorde-

[212] 3 Orth wollen heimlich in Rapperschwil ein Zusatz legen.

ren auf Sie kommen. Dargegen die anderen wolten Ihnen kein proviant zukommen lassen, sie straftend dann nach Ihrem Verdienen, die so ungeschikte Wort Braucht. Nun kauftend etlich unser landleüthen salz zu Wesen, und liessend es den 5 orthen zugahn. darab die von Zürich ein Missfallen haten. Also auf Sonntag den 3. September hielt man ein gmeind; warend da Boten von beeden Partheyen, erklagten sich Jewedere ab der andern, und Begerthen Ihnen Bhulfen zu sein und zuzustahn. ward geantwortet, man wölt denen von Zürich halten, was man Ihnen zugesagt hat, auch den anderen treülich die pündt. Diewyl dann vormahl kein salzkauf in unserem land gewesen, solt niemand witer kaufen, dann so man Im land brauchte. Was uns aber wüochs, wölt man Ihnen nit abschlahen.

Dieweil nun kein tagen helfen wölt, entschlossend sich meine Herren einmahl zu ruhwen, und kein tag mehr zu Besuchen.

[213] Doch hetend die anderen schidorth noch immerdar gern Ihren fliss angekehrt. Setzten einen tag gen Lutzern mit den 5 Orthen zu handlen. Half alles nüth. Nach solchem Beschrybend Sie ein tag gen Sollothurn ungefahrlich um St. Michelstag, und batend meine Herren solchen zu besuchen, damit sie doch lugten wie der sach ze thun. So nun die vorgehnd anschleg nüth Beschossen, nammend Sie für die hand ein Anstand zu machen biss zu Ostern; dass derwyl die proviant den 5 Orthen offen sein söll, derwyl etwas mittels zu finden, damit Sie mit einanderen Vertragen würden. Die anderen Stet ohn allein Zürich bewilligten in solchen anstand, versprachend darbei so viel hey denen von Zürich zu vermögen, dass Sie es auch thun würdend. Die 5 orth woltend solchen nit annehn, dann Sie Besorgten, es wurd nachhin stahn wie vor. [214] Also wie der tag zergieng auf Zinstag den 10 tag October, brachend die fünf orth gmeinklich auf mit Ihren Panneren; die 4 Zochend gen Baar zu, Lutzern sammt etlichen von 4 Orthen in die Freyen-

[213] Letzter fürschlag wirt von den 5 orthen nit angenohmen. [214] Ziehend auss.

nter gen Hitzkilch zu, und schiktend Ilends Ihre absag gen ürich und zu Ihren mithaften.

[215] Als nun denen von Zürich solches zukam, schiktend Sie ends mahnungen an die End, so Sie zu mahnen haten. Am ittwochen ward bie Rath gehalten, und dieweil etwas wel-:hen Volks über das Gebürg zoch, und meinen Herren ge-eüet war, Sie zu überfallen, wolt Sie nit füglich dunken, das and überzegahn, so wir so gefahrlich an drei orthen am anstoss gind. Solches ward denen von Zürich zugeschrieben; dann iewol Beid theil lauth der Bündten mahneten, erfordereten die ›n Zürich meine Herren, von wegen Ihres geheisses, so Sie Ihnen :than von des Gotsworts wegen. So nun ein mahnung über ie ander kam, ward ein Landsgmeind angesetzt gen Schwan-en, auf den Freitag nächstkünftig.

Derwyl so nun die von Zürich Besorgeten der Ihren, so e enthalb dem Albis haten, zochend Sie Ilentz am Mitwochen :n Cappel zu mit Ihrem panner, Ehe Ihnen von keim anderen rth Hilf zugeschickt wurde. Also wie sie dahin kamend, ehe ie alle ding geordnen möchten, und von wegen geruhwen, nd Ihr Volk Besamblen, wurdend Sie von den 4 orthen über-.llen, so ein gut theil welscher Büchsenschützen under Ihnen aten auss dem Eschenthal und da umher, so entwer in Ihr rdnung schossend. ward ein gut wyl ein hart gefecht und da-ferer stand. Doch so die von Zürich kein nachhuot haten, wur-end Sie in die flucht geschlagen: verlohrend Ihre Geschütz, die anner warend von eim Jüngling von Zürich erret: dann Ihr inner Meister ward erschlagen, und vil Ehrlicher tapferer üthen mit Ihm. Die 5 orth gabends auss wol für tausend ann. Es warend auch erschlagen M. Ulrich Zwingli Ihr pre-icant, do gar fürnemm, den die feyend nach seinem tod ver-randten; das die so sich dem päpstlichen Joch entzogen gar tref-nlich entsetzt. Es ward auch erschlagen M. Conrad Schmid ommenthur zu Küssnacht, ein fürnemmer gelehrter mann, und ıder vil fürnemm leüth.

[216] Nach sömlichem schaden Besamleten sich die von Zürich

[215] Züricher mahnen Ihre helfer [216] Samblen sich wider.

widrum zu Horgen, und an den Enden disshalb dem Albiss, rüstend sich wider mit geschütz und starkten sich vast. Es kamend zu Ihnen die von St. Gallen, die Gotshaussleüth, das Thurgäuw, Ihr Haubtman was Philipp Brunner, dazumahl Ihr landvogt von unserm Land, und die auss der Grafschaft Toggenburg mit vil Volks. Es kamend auch zusammen an ein Haufen: Bern, Basel, Sollothurn, Schaffhausen, Biel und Müllhausen. Am anderen theil waren Luzern, Uri, Schwytz, Unterwalden, Zug, Wallis und vil welsches Volk.

Die grawen Pündtner zuchend auch denen von Zürich und Ihren mithaften zu mit tausend mannen. Im Gastell lagend die auss dem Gastell und von Wesen, auss der Grafschaft und den Gotshaussleüthen wol tausend man, vnd ein Fähndli von Grünigen. In der March lagend die auss der March, Höf, Einsidlen und etlich von Schwytz. Nach dem gefecht zu Cappel zogend die 5 orth durch das neüamt auf Bremgarten zu, So Sich nun die von Zürich gemehrt mit obgemelter Hilf und auf sie zochend, und enhalb auch zuher zoch der ander hauf, wichend Sie wider hinder sich gen Bahr in Boden; und der ander Züg Ihnen nach im namen mit Ihnen zu schlagen so erst es füglich wär. Derwil wie man am Freytag ein Gmeind halten sollt, kamend am Donstag die mähr wie es zu Cappel ergangen wär. [217] In solchem So das feür allenthalben in der Eydtgnoschaft angezündt, und niemands wüsst wo Er freünd oder feyend hat, luff man als in eim sturm mit gwehr und harnesch zusammen gen Glarus am Freytag zu offner Panner, und ward ein gmeind ghalten am Sand under der Linden, und da verlesen alle mahnungen, und wie wol man trang denen von Zürich zu halten Ihr gheiss, wolt es doch Uns nit bedunken Jetzmahl füglich sein, von wegen der grossen Zweiungen in unserem land, so gar nach der halbtheil das nit thun wölten, sonder lieber den 5 Orthen zuzogen wärend, und der Zang so vil in den partheyen was, dass zu Besorgen wir schlügend einanderen. Darzu fertiget Vogt Cluser von Urj ein welsches Volk über das gebirg, het man Uns ins Land fallen mögen wo wir solchs

[217] Der Unseren Verhalten in solchem handel.

›rlassen hetten. auch der Züg in der Markh lag Uns nach an der
and, der Uns einer nacht het mögen Unser land schedigen,
ıe der ander in dem Gastell solches het mögen gewahr wer-
ən. Also ward einmahl zu mehr, wir solten zu unsern landen
›hn, darauss einmahl nit weichen, sonder einanderen verggehn
ıd zusammensetzen lyb und gut, und weder theil oben gelägen,
›lte man keinen lassen venden (werben?) und ausszeüchen, drum
ıss Er Ihnen widrig wäre, sonder einanderen enthalten so weit
ıs Leib und guts langete. Solches ward Befestnet durch Eidtes-
licht. Darnach wurden geordnet zu der panner 400 mann,
ıss Sie sorg heten, damit wir nit überfallen wurden.

Uf der Nacht kam ein ungesandter Bot auss dem Gastell,
ıiget an wie die auss der March überhingfallen wärend, und
hlügend mit denen von Grünigen zu Utznach, so denen aus
›m Gastell zuzogen, und wäre ein grosser Jammer da unden,
'um liess man ein sturm gahn, und zoch man am morgen mit
›m panner nidtsich, was aber als erlogen. Man gmeindet auf der
iderurner-Allmeind: wurdend dem Pannermeister zugeben zum
ihndrich Fridli Küng von Glarus und Heyni Schlitler von Nie-
›rurnen. Man legt sich gen Nävels und Beed Urnen und Bil-
n: und wurdend Boten geschikt in das Gastell und die March
'üschent Ihnen ein anstand zu machen; diewyl sie doch Nach-
.ren wärind, und der Hauptkrieg da kein end möcht nemmen.
ılf aber alles nüth. die auss dem Gastel wölten des nit thun. Also
chend meine Herren auf den Donstag darnach widerum heim.

[218] Nachdem meine herren widrum heimzochend, und ein
ıhnung über die ander kam warend von Uns vil unruhwig,
d wölten denen von Zürich zuziehn; ward also ein gmeind
gsetzt uff Zinstag den 24sten October gen Glarus. Indem
am Montag etlich Boten vss der March gen Glarus für
ıine Herren wolten, und auf der Strass gewahr wurden,
e am Zinstag ein Landsgmeind gesetzt, woltend Sie wi-
r heimkehren. das wurdend die auss dem Gastell gewahr,
d fuhrend etlich überhin, und fingend die zu Bilten auf un-
'em Erdtrich, darauss nun under Uns ein grosser Unwillen

[218] Boten auss der March werden von Gasteren zu Bilten gfangen.

entsprang. doch könnt man Ihm nüth thun: dann es Bey Uns und anderstwo ein ellend gestalt hat. dass man sölchs nüt achten kondt. Die Boten warend Vogt Mertz von Schwytz, Amman Hägner auss der March, und Vogt Eichholzer von Rychenburg und etlich Ihro Knecht. [219] An der gmeind so ghalten war in unserer kirchen warend mahnungen durch Brief auss dem läger, auch durch Boten von Pündten, auss der Grafschaft Toggenburg und auss dem Gastell die all bey einanderen im Gastell lagend. war zu mehr doch mit grossem Unwillen, um gar wenig, man solt Ihnen zweyhundert schicken: doch niemands nöten dann die darum das mehr gemacht. Und ward verordnet zu eim Haubtman Hans Wichser, Seckelmeister, zum Fähndrich Heinj Schlittler; doch solte man niemands überziehen, sonder helfen und rathen wie gfridet möchte werden; doch wo das nit, söltend sie thun wie Biderben leüthen zustuhnd. Wie nun solches an der Gmeind gehandlet war, kam indem ein Brief auss der March für gmeind: zeigt an wie abermahls ein schlacht geschechen wär, da die 5 orth gesiget haten, dann nachdem wie vorgmeldt die Beide Heer gen Baar zu und da umher zogen haten, schikten die von den Steten ein Züg am Montag gen Mentzigen am Zugerberg, in meinung Ihren feyend hinden und vornen zu überfallen. In dem Hufen warend Fähndli ab denen orthen: Ein frei Fähndli von Zürich, von Basel, Mühlhausen, Schaffhausen, St. Gallen, Toggenburg, Gotshaussleüth von St. Gallen, und die auss dem Turgy, wie Sie nun da umher Ihro feyend schedigeten, wurdend Sie Ihren innen, und ordneten einen von Zug zu einem Haubtmann, Sie zu überziehen, in der nacht zu überfallen, mit Ihm die von Zu gab dem Berg die es am mensten betraf und mit Ihnen von anderen orthen, so gutwillig sich wagen wollten, dero wurdend ob sechs hundert redlicher Knechten, als man darnach sagt. [220] Es wurdend Ihnen auch zuverordnet zweitausend mann zu einer Hut, Sie zu entschüten. Also auf den 24 tag octobris etlich stund vor tag, fielen die obangezeigten Knecht vorhin, angleit mit weissen Hembderen, oben Ihnher in den Zeüg, so des vorndri-

[219] Landsgmeind zu Glarus in der Kilchen. [220] Schaden zu Menzigen empfangen.

;en tags gen Mentzigen kon was, so unversehenlich, dass Sie
in Ihnen warend, Ehe Sie die Spiess niderlohn möchten, dann
hnen die underrennt wurden. da geschach nun ein hart gefächt
ınd ein treffenlicher stand: doch so die nacht den unversehen-
ich überfallnen Schrecken bracht, die vermeinten der ganz
'eüg wäre an Ihnen, und die anderen ungestuhm in sie truk-
en, der meinung zu sterben, oder Ihre heüsser zu reten, ge-
runnend Sie disen die flucht an, und Ihr geschütz mit vier
'ähndlinen, das von Zürich, zwey auss dem Thurgy, und eins
'on Mühlhaussen, die nun ein grossen schaden empfiengend
'on unrüwy der nacht, und unkundsamme der wegen, dann
ich in denen wälderen vil verluffend, kamen erst in etlich ta-
;en wider fürher, daraus vil gefangen wurden, dann sie nienen
ıin kommen köndten, sie schätzten Sie heten erschlagen wol
'ier tausend, doch wölten Sie über tausend nit gichtig sein.
Es was ein böser schad. Diss verluhrend auch gar nach Hun-
lert mann, und wurden vil wundt Beeder theilen. Nach disem
chiktend Sie denen auss der March tausend Man zu hilf, dann
io tusend aus dem Pundt, sich zu den anderen so vom ersten
la gelegen gefügt heten. Besorgtend Sie möchten da etwan
ıberfallen werden. Von solches wegen so ein solcher Züg uns
ın der wand lag, war es hindersich gestellt, dass man nit hin-
veg zoch. dann der ander theil unrüwig was und Beschachend
reuungen, man wölte zu den anderen Zeüchen.

[221] Da schikten meine Herren Boten an Beide End in die
March und in das Gastell zwüschend Ihnen ein Anstand zu ma-
hen. dann man ab vil enden ernstlich Botschaften anhub dar-
wüschend schicken, ob man Friden machen möchte. Also
vard ein anstand nach grossem Fleiss gemacht zwüschend den
orgenammten Beiden Zügen, dass Sie ein anderen nit schedi-
;en sölten Biss zu ausstrag des Haubthandels, so man Jetz
wüschend den Eydtgenossen handlen sölt 6 tag. Darnach die
fangnen fertiget man gen Glarus, so abgewechslet sölten wer-
en durch ander so von Ihnen gefangen waren. Sonst möcht
b Jetwederem Orth zeüchen zu seinem Hauffen wer da wölte.

[221] Anstand zwüschend dem Zeüg in March und Gaster.

[222] Derwil nachdem nun die von Zürich zum anderen mahl schaden erliten, ward Ihr Hertz und Muth wie es gmeinklich gschicht, vast darab gebrochen. Also wie Sie ab dero von Zug Erdrich wider auf Ihr land zogen, fuhr ein Haufen von den 5 orthen gen Horgen zu. Darauss nun dise erschrakend, vermeintend, Ihr der gantz Zeüg were da, eilten also untrestlich der Stat zu, dess Ihre haubtleüth wenig lobs, sonder vil Ungunsts erbolltend, so auch daheimen zu bleiben darnach geheissen wurden. die anderen vermeinten, es wäre ein Betrug darinn, wolten Ihnen nit nacheilen. Etliche kamen Biss gen Horgen, nammend nüt dann essige speisen, und wurden von den Ihren wider zu den anderen gemahnet. Dieweil hatend sich nun ab vil Enden Botschaften gesamblet zu scheiden. Erstmahls von meinen Herren wurden gesändt Vogt Tolder, Vogt Vogel, Vogt Stüssi und Jakob Meyer. Es hatend auch Ihre Boten da Freyburg und Appenzell. Auch treffenliche Botschaft vom König von Frankreich, vom Herzog von Meyland, Hertzog von Saffoy, Markgrafen von Rötelen, und ab anderen Enden, die erwarbend nun zum ersten ein anstand darzwüschend zu reden. Indem wie nun artikel gestellt wurden, so die 5 orth von den anderen Begehrten, als die von Zürich, und die Bey Ihnen ligend, sich mit denen von Bern und anderen so zu Bremgarten waren, underreden wölten, und sich die sach verzoch, war das gmein Volk dero von Zürich unwillig, wölten ein friden han, und ordneten auch leüth zu handlen, nammend also ein friden an für sich selbst, ohn den anderen hauffen, so zu Bremgarten war, dess fürnembsten artickel innhielten: [223] Es solte Jedes Orth das ander Bey seinem Glauben Bleiben lassen und schmechungen abstellen. In den gmeinen Herrchaften solte es Bym mehr Bleiben, wie es Jede Kilchhöri annemme: doch ob etwar Bey der alten ordnung stahn wölte in solchen gmeinden, möchten Sie auch Ihre priester han, auss der Kilchen güter ungehindert der anderen. Es söllten auch alle neüe Bürgerrecht tod und ab sein, der vorgehnd landsfriden dessgleichen; und sölte man sich der Pündten Benügen

[222] Flucht ohne streit. [223] Friden.

ıssen. Es sölten auch die von Zürich den 5 Orthen Ihr Gelt 'idergehn, so Sie von Ihnen gnon im vorgehnden Landsfriden. s solte auch denen von Zug Ihr kilchen ehrlich widerum Ziehrt 'erden, so Ihnen in dem krieg geschleizt. Es wurdend vorbealten Rapperschwyl, Toggenburg, Gastell und Wesen, dann ie von Zürich keinen theil daran haten, die wöllind Sie straэn und selbst mit Ihnen handlen, doch in Gnaden. Der übrien Zusprüchen halb, solt Jeder dem anderen recht halten nach ıut der pündten; solchen friden nammend Sie an, ungeachtet er armen leüthen so sie kümmerlich darzu gebracht mit Boten nd tröungen der abschlahung des Freyen kaufs, die liessend ie jetz dann in der noth stecken.

Nach Beschluss diss Fridens zochend die von Zürich, und ıie Bei Ihnen lagend, ab. Und dieweil die von Bern den 'riden noch nit angnommen, dann Er Sie unzimlich Beducht, nd vermeinten zu eim besseren Friden zu kommen, wo Sie 'emeinklich hinder sich gehalten heten. Also ruktend die 5 orth nit Ihrer macht gen Bremgarten zu, die sich immerdahr meheten von welschem Volk. In solchem thäten die Schidleüth o vil zur sach, dass Sie auch ein frieden machten. Dann der nehrertheil vorhin ohn Sie gefridet und abgezogen. Ueber die orgenammten artikul mussten die von Bern denen von Underralden Ihre Brief widerum ausshin gehn, so Sie vorhin von regen Ihres Zugs über den Brünig zu den von Hassli über sich ;eben müssten; sie solten auch die vertribnen von Hassle rieder heim lassen kommen, sie müssten auch geben dreyausend Cronen darum dass Sie Bliggenstorf verbrannt haten, in Dorf im Zugerbiet gelegen. [224] Bremgarten ward gestraft um in sum gelts, und Ihr Schuldhess entsetzt, und um tausend uldj gstraft, und der gwalt war Ihnen gnon ein Schuldhessen u setzen; [225] Mellingen ward gstraft, dass Sie ihre wehrinnen nd Ringmauren abbrechen mussten; und nach solchem Zoch ıan daselbst zu beiden Theilen ab.

[226] Als nun die von Rapperschwyl sammt anderen wie voremeldt aussgeschlossen, hubend Sie sich an wie vorgemeldt

[224] Bremgarten gstraft. [225] Idem Mellingen. [226] Rapperschwyl.

in der Stat zu empören, dann die so vormahls durch das Mehr geschweigt, fiengen an ihre Müler aufzuthun und über die anderen schreyen als dass Sie von Ihnen in Angst und Noth gestekt worden. Darauf Sie nun anhubend zu Beeden seiten mit gwehren zusammen lauffen und zusammen trukken; Laufend auch vil frommer Bürger darzwüschend, hieltend Sie von einanderen so vil Ihnen möglich was. Dieweil nun die auf der neüen ordnung kein rucken nienert wüssten, und erkandten der drü Orthen, denen Sie verwandt warend, unwillen, zochend sie zu dem thor auss. Indem nahmend die anderen ein Zusatz ein auss den Höfen, der Mark, und da umbin; kamend auch dahin Boten von den drü orthen, wurdend auch von meinen Herren dahin geschickt zween Boten, in der sach das Best zu thun. Also ergabend Sich All in die Straf ohn der Schuldhess, und Ihro wenig mit Ihm, die sich hinweg zogend. Der predicant war auch abgewichen, die wurdend nun an gelt gestraft, etlich gethürnet, und von Ihren Aemteren verstossen; die priester so von der Mess gestanden hinweg geschikt. Ein schlosser, so ein anderen erschossen hat, da man Ihn fahen wolt, must auch den Kopf darum gehn. Er hat sich im Hauss gewehrt, Biss man mit grossen Büchsen darfür zog, und Ihn darauss trib. Dann niemands zu Ihm dörft, so schoss Er, dann Er vil gerüster Büchsen Bey Ihm hat.

[227] Auf den Tag zu Rapperschwil erschienend auch die auss der Grafschaft Toggenburg mit Ihrer treffenlichen Botschaft sich auch mit den 5 orthen zu vertragen, dann Sie auch im friden aussbeschlossen warend, dann Sie gleich nach dem Schad zu Mentzingen empfangen mit Ihrem Fähndli abgezogen. Solcher frid war auch Beschlossen, dass es beym alten Landrecht Bliben sölt, so sie mit meinen Herren, und denen von Schwytz hatten, sie söltend auch ob Jemands Bei Ihnen Bey der alten ordnung Bleiben wolt, Ihnen nit darvor sein, sonder priester enthalten auss der kilchengüter. [228] Und wie Sie vorhin auss Bewilligung deren von Zürich und Meiner Herren vom Gotshauss St. Gallen

[227] Toggenburg mit den 5 orthen befriedet. [228] kaufen sich aus von der Eigenschaft.

dessen eigen leüth Sie warend, sich erkauft, ward diser Kauf auch Bestäth, durch die von Lutzern und Schwyz, denen das Gotshauss auch zu versprechen stuhnd. Auch so die Kilchenzierden in dem Krieg zu Utznach zerschlagen, sollend Sie es abtragen, so vil es Sich erfunden, dass es von Ihnen geschehen.

Derwil warend wir in unserem land auch treffenlich unruhwig. Dann der theil so den 5 Orthen anhiengend, so Sie vorhin mit dem Mehr hindersich gestellt, dass Sie die alt ordnung müsstend fahren lassen, jetz dann so die 5 orth den Sig Behalten, wölten Sie solch ordnung wider han, wie sie die darvor gebraucht, welches nun viel gehäders aufstört. [229] In solchem Begehrten die 5 orth, dass man Ihnen ein Landsgmeind stelte, dann Sie etwas für Sie zu bringen heten, die ward nun angesetzt gen Schwanden, zu Thäniberg am Freitag den 8ten tag December.

[230] Begerthen an die Landleüth, dass Sie den Vogt im Thurgäu Philipp Brunner, auch den auss dem Gastell, Heinrich Stüssi entsatzten, so der ein mit den Thurgauern wider Sie gezogen, und Ihr Hauhtmann gewesen wäre, und Er aber Ihnen als wol geschworen hete als denen von Zürich, und der ander auch wider Sie gehandlet hete. Begerthen auch, dass man auch in unserem Land die alt Ordnung widerum aufrichte, dann wo solches nit geschäche, woltend Sie etwann handlen, und Sie wenig darum Rathsfragen. [231] Also nach langem ungrimbtem ghäder was zu Mehr: der Vögten halb sölt man Sie beten, dass Sie sich des rechten Benügen liessend, dess Sie sich emboten: möchten Sie sich nit mit recht verantworten, wöltend Sie der straff erwarten. Sonst solle man die Mess widerum aufrichten, zu Glarus, Nävels, Schwanden und Linthal, dann an anderen orthen warend wenig leüth die deren Begehrten, es solten auch die predicanten die nit unbillich antasten Bey schwärer Straf. Es sölten auch die frömbden predikanten in Monatsfrist Jeder Zeügnus bringen auss seinem Heimen, seines abscheidens. Solches Mehr ward Bewilliget von unserer Land-

[229] Den 5 orthen wird ein gmeind gstellt. [230] Ihr zumuthen. [231] Der Unsern Antwort.

leüthen wegen, so die alt Ordnung han wölten, damit grösserer unrath vermiten blib.

Der empfangen schaden Bewegt auch treffenlich die Züricherpauren wider Ihre Herren, wöltend des gewaltigen Handels nit mehr, dardurch Sie in solchen Schaden gefallen. Schikten also Ihre Botschaften in die stat, mit etwas anmuthungen, so Sie woltend gehorsam leüth an Ihnen han; die Ihnen der mehrertheil Bewilliget warend. Under den Artiklen waren, Sie solten kein Krieg anfahen und keine Burgerrecht aufrichten ohne Ihren Wüssen und Willen: Sie sölten auch keine predikanten dulden, die frefenlich das Volk aufstörtind, die merkt frey lassen, und kein Schwaben in Ihren Rath nemmen. Dessgleichen die predikanten darin nit Berufen oder setzen, es Beträfe dann Geistlich händel, und ander artikul mehr.

Nach solchem fuhr der Vogt auss dem Rhynthal von Underwalden, so in dem Jahr von den Rhynthalern vertriben, wider auf sein Vogtey, und als, die mit Ihm riten, gen St. Gallen fuhrend, und von etlichen etwas trotz getriben war mit worten und tannest zu tragen, ward der Landschreiber von Underwalden von etlichen St. Galleren übel verwundt, darauss gross unwillen entstuhnd wider die von St. Gallen, doch entschuldiget sich der Rath treffenlich, dass ihm solches leid wäre, und Sie wölten die darum strafen, so solches gethan haten. [232] Als auch der Abt von St. Gallen mit etlichen Conventherren vorhin abgewichen über den Bodensee, nach absterben Abt Kilians hatend Sie ein andern erwehlt. Jetz dann nach solchem Fahl kam Er wider zu land, und war von seinen leüthen aufgnon. Die von St. Gallen wöltend Ihne nit einlahn, dann Sie vermeinten bei Ihrem Kauf zu bleiben, so Sie vorhin nach Vertreibung des Abts mit Verwilligung Zürichs und Meinen Herren gethan, under dem das Kloster, aussgenan etliche Behaussung, auch vergriffen was. Als es nun wahrlich geredt wirt dass solche grosse Widerwertigkeit mit etwas Zeichen vorbedeütet wirt, war diss Jahrs etlich Wochen im Augsten ein Comet ersehen darab nun

[232] Abt von St. Gallen kommt wider ins land. [233] Wunderzeichen Comet.

vil leüth erschracken, und nit unbillich. Dann eine solche Widerwertigkeit darnach volget, als niemands kürtzlich darvor het mögen fürchten, dass die so als Brüder Bisher sich gegen einanderen erzeigt, solche widerwertigkeit einanderen zufügen solten.

[231] Diewyl hat auch der krieg wider den von Müss ein selzamen handel. Denn nachdem der Hertzog von Meyland mit den Eidtgnossen in den krieg stuhnd, und der mehrtheil abzogen war ohn die zweytausend wie obengemeldt, gestuhnd die nötigung des Schlosses Müss, dann man mit zweyen Carthanen ein grosses loch geschossen hat: Und so man vermeint, der Hertzog solte mit seinem Geschütz eilen, damit dem Anfang ein end würde gehn, lägeret er sich für Monguzz, ein starke Veste, gelegen in Montprienz, so der von Müss auch inhielt: Verzog sich lang, ob Er alle Ding zurüst zu eroberung des Schlosses. Indem fuhr der von Müss gwaltigklich auf dem See, fiehl in die Dörfer hin und här, so von den andern eingehalten waren: eroberet das schiff auch wider, so man Ihm zuvor angwunnen hat; und wie man ein wacht hielt auf dem Berg Bey den zweyen Carthanen, überfiehl Er die Bey nacht, schlug etlich zu tod, die anderen in die flucht, und liesse die Büchsen den Berg ab dem Schloss zu, dass Sie Ihm in sein gwalt wurden. Von unserem Land kamend da um Hans Wek, und Hans Schillig, und ward eim ein Hand abghauen mit namen Hans Schini-büöl. Darnach etlich Zeit, alsdann die Eidtgnossen, so vom Herzog Besoldet waren, zu Menas lagend in eim Dorf am See under dem Schloss abhin, wölt Er Sie auch nachts überfallen, dann auch etlich Landsknecht, so Beyn Eidtgnossen gelegen, Jetz Bey Ihm waren, so Ihm könten anzeigen wie Sie lägind, und Ihre wachtend hetind; doch wurdend Sie gewahrnet von einem Bauren, der mit Ihnen im Schiff gefahren, und dieweil Sie sich rüstend fürgloffen war, dass Sie sich rüsten möchten. Also wurden Sie angloffen mit eim grossen gschrey, doch half Ihnen Got, dass Sie in die flucht von Ihnen getriben wurden nit mit kleinem Verlust als etlich gfangne darnach redten. Dann wie

[231] Versetzung des Müsserkriegs.

Er in das Dorf stürmet, was im erschlagen ward, liess Er zu den schiffen fertigen, und so Er nüt schaffen köndt, wych Er wider den schiffen zu, ohn gross nachylen, dann es vor tag was, und müsst man Besorgen, ob nit etwan Huten bstelt wärind. Darnach so der Hertzog Mongutz gewaltigklich Beschoss, so nun die im Schloss kein Hoffnung mehr haten, entrannen sie nachts mit listen all auss dem Schloss. Nach solchem tryb Er Ihn gewaltigklich ab dem See und Belägeret Ihn zu Legg, schoss Ihm ein Bruggen ab, da Er noch sein auss- und zugang hate, und thät Ihn inn, dass nüth zu Ihm noch von Ihm möcht. Als es aber gmeinklich Beschicht, dass glückfarth sorg hinnimbt, und die von noth gemehret wird, Begab sich zu end des Jahrs, dass so die vor der Stat ohne sorg lagend, Brachend auss der Stat bey 130, fielend in das läger, fallend dem Obristen in das Hauss ongewahrt, fiengend Ihn, zerstreüten das zeüg so siben Fändlj stark da lag, schlugend vil zu tod, und eroberten geschütz und was da war. Der Eydtgnossen knecht lagend zu Mandell in em Dorf am See ein guten weg von der Stat, eb die Ihrs aussbruchs innen wurden und zuhin luffind, was es alles vergangen. Doch erretteten Sie etlich Büchsen, die Sie von Schwere nit einherbringen möchten. In den weg ward der krieg diss Jahrs geführt.

Annus 1532.

Nach dem krieg der Eidtgnossen volgt ein wunderbahre veränderung aller Dingen. Denn wie die von Zürich mit Ihrem anhang vorhin den Bracht Bhielten, in allen Handlungen musten sich die 5 orth schmucken. Jetz dann fuhrend die fürwert mit Ihrem pracht und die anderen mussten sich niederlahn. Dann Sie einanderen in der Bricht dermassen übergeben hatend dass Sie einmahl kein Trost an einanderen wüssten. Und wie vor die von Zürich Ihren fleiss ankehrten zu ausrütung der alten Ordnung, harwider Jetzdann die spareten sich nüth, die wider aufzurichten, und die Clösterdienst widerum dahin zu bringen, wie es vor gsyn was. Der Abt von St. Gallen, so vormahls über Rhyn gewichen, kam wider überhin und nam die Gotshaussleüth wider in Eid. Stat von St. Gallen wolt Ihn

noch nit einlassen, vermeint Bey dem Kauf zu Bleiben, so Sie vorhin gethan. Dann Zürich und Meine Herren hatend Ihnen das Kloster, ohn etliche Behausung, zu kaufen geben, sammt etlichen gerechtigkeiten so der Abt vorhin in der Stat gehabt.

[235] Als auch die von Wesen und auss dem Gastell im friden aussbeschlossen, nachdem die Zeüg abzogen warend, Zogend die von Schwytz mit Ihrem panner gen Pfäffikon in nammen über Sie zu ziehen. Also schickten Sie Ihre Botschaft zu Ihnen und ergabend sich an Ihre gnad und ungnad, auch hatend meine Herren ein ernsthaftige Botschaft da für Sie zu Biten. Wurdend also aufgnohn. Nach solchem warbend Sie immerdar um sicherung Ihres lebens durch Boten und Fürbit ah vil Enden, doch ward Ihnen kein Antwort noch Zusagung. Schikten Ihnen ein scharpfen Brief, was Sie von Ihnen haben wölten. Erst dann woltind Sie kon und mit Ihnen handlen: under denen Artiklen warend, Sie solten die alt Ordnung wider aufrichten, und die Kirchen Bezieren nach Ihrem Vermögen, auch so Bey Ihnen etwar etwas Beschuldet, dass Sie Ihn führen mögen gen Schwytz oder gen Glarus nach ihrem Belieben. Sie sollend kein gricht noch Rath mehr han ohn ihrer Herren erlaubnuss; auch 20 Haggenbüchsen, so Sie hatend kauft, mussten Sie Beden orthen übergehn, und ander Artikel mehr: ward von Ihnen angnohn. Nach solchem zu end des Monats Jänner schikten Sie dahin von Schwytz 12 Boten, auch meine Herren Ihr Botschaft das Best in der Sach zu handlen: wurden all Begnadet ohn allein fünf mann, so vester verschreit waren. Die fürnemsten wurden gstraft einer nit wie der ander. Der gmein Mann Jeder um 1 fl., über solchs etlich gethürnet, und etlich ans Halsseisen gestellt.

[236] Auch so Vogt Brunner so von Meinen Herren im Thurgäü Vogt was, im namen der 7 orthen, der Thurgäueren Haubtman gsyn was wider die 5 orth, woltend Sie Ihne da nit mehr zu eim Vogt bleiben lassen, wie vor anzeigt ist. Dann wiewol Er rechts Begerth, dann Er vermeint, diewyl im landsfriden allen vergehn was, und Er nit aussBeschlossen, solt Er darum auch

[235] Wesen und Gastell gestraft. [236] Vogt Brunner muss Thurgäu quittiren.

nit weiter erfordert und entsetzt werden; woltend sie sich abër daran nit kehren, Vermeinten dieweil Er Ihr knecht wäre, so Er Ihnen nit gefiehl, möchten Sie ihm urlaub geben, wann Sie wölten, und ob Meine Herren nit ein anderen ausshin schicken wurden, wolten Sie ein andern dargeben. Also nach langem Verzug übergab Ers Meinen Herren: Doch dass Er sonst im Landsfriden Beschlossen wurd, welches auch Ihm verheissen ward, dass man Ihn nit weiter ersuchen wurd des Zugs halb. Und ward von eim zweyfachen Rath an sein Stat gähn: Bernhart Schiesser, der vormahls auch Ihr Vogt gewesen, der rit nun auf, ingehnder Fasten.

[237] Nach solchem ward ein trag gehalten zu Wihl angehnder fasten, den Abt und die Stat St. Gallen mit einanderen zu Betragen. Dann der Abt wie vorgemeldt, wolt Ihnen den Kauf keineswegs nachlassen; Begerth auch dass Ihm aller schaden, so seym Gotshauss an Gebeüw und Kirchenzierden Beschechen, abgetragen wurd, darum Er nun wol sechszigtausend Gulden forderte, dann es mit noch grösserem Gelt nit möcht widergmacht werden als es gsyn was. Also wurdend Sie vereint, dass die von St. Gallen dem Abt widerum überantworten sölten sein Herrlichkeit, so Er vorhin gehabt, und für den Schaden müssten Sie Ihm geben zehentausend gulden. Daran haten Sie empfangen Bei zweytausend und etlich hundert, so Sie aus Kleinoden und Zierden gelösst haten: Dann Sie den halben theil namend, und der Hauptmann in des Gotshauss nammen den andern halben theil. Dreytausend guldi haten Sie an den kauf geben, mussten Sie auch lahn fahren; wurdend also Verricht aller spähnen, ohn allein etlicher Kilchen halb vor der Stat. Da Jetwederer theil vermeint recht darzu zu han: ward zu dem Bracht, wo Sie nit gütlich möchten eins werden, söltend Sie das recht darum brauchen.

[238] Dieweil war auch ein tag gehalten zu Baden von wegen dess Costens nach laut des fridens. Forderten also die 5 orth eine summ. Nach langem was von den Schidorthen ein Anzahl

[237] Abt und Stat St. Gallen Vertragen. [238] Tag wegen des kriegs kosten.

gestellt, was Sie doch solten den fünf orthen an Ihren Costen gehn. Die von Zürich nammend die Thäding an, darbey zu bleiben, traf Ihnen dritthalb tausend Guldj. Die anderen woltends noch nit thun, nammends einmahl widerum heimzubringen. Liessends darnach auch darbey Bleiben.

[239] In solchem kam der Müssisch krieg auch zu end. Dann nachdem Sie zu Beiden seiten einanderen vil schaden gethan, ward ein frid gemacht, dann der von Müss sölchs seinem Bruder übergeben hat, dann Er zu Legg nüth mehr zu ässen hat. Und so es Ihm indem grieth, dass Er gwaltigklich aussbrach und dem Hertzog etlich Läger und Zusatz schlug und etlich plätz widerum eroberet, het Er lieber den frid nit angnommen. Doch dieweil es des Kaisers meinung was, und kein entschüttung nienert wüsste, auch sein eigner Bruder dem Hertzog sich drum übergeben hat mit Ihm zu handlen, wie Er wölt, wo Er den frid nit halten wurd, nahm Er Ihn auch an: Doch ward Er auch vorhin von den Eidtgenossen zu Baden auf dem tag zugseit, die nun dess froh warend; dann die länge des Kriegs hat Sie verdrüssig gmacht und lag des von Müss ein anderer Bruder zu Baden in dem gleit, het gern sich mit den Eidtgenossen vertragen, damit Sie abgezogen wärind: vermeint darnach mit dem Herzogen und Pündten sonst wol eins zu werden. In disem friden müsst der von Müss übergeben alle plätz, so Er vom Hertzogthum Meiland innhate, und dieweil Er Legg von Spaniern erkauft, gab Ihm der Hertzog fünf und dreissig tausend Cronen, und Jährlich tausend Cronen, und liess Ihn abziehen mit aller hab, ohn allein kriegerische Munition: Doch etlich Büchsen, so Er selbst gemacht, möcht Er auch mitnemmen. Sölchs geschach m Mertzen, da kamend der Eydtgenossen knecht heim: Die 'ündtner Blibend noch da, damit das Schloss Müss geschleitzt rurde, wie vom ersten aufbedingt was mit dem Hertzogen, als uch Beschach. Dann Es ward geschleitzt gar hinweg.

[240] Der Zeit ward auch ein treffenlicher Reichstag gehalten u Regenspurg von wegen der gegenwärtigen gefahrlichkeiten o ein solche Zertheilung des glaubens halben was in deütschen

[239] Müssisch krieg aussgemacht. [240] Reichstag zu Regenspurg.

landen, und so man auch Besorgt den überfahl des türkischen Keisers.

[241] Am Sonntag vor dem Meytag ward ein Landsgmeind ghalten zu Schwanden. Da erschienend erstmahls Sandtboten von Uri und Schwyz im Namen der 5 Orthen, Begerten ein antwort, ob wir doch die Pündt und den Landsfriden halten wölten und Begehrten, wir solten Uns Ihnen gleichmachen in Ihrem glauben, welches nun ein treffenlicher Zangg gab. Dann etlich rietend trazlich die alt ordnung wider anzunemmen in allen Kilchen. Ein anderer Rath was, Pündt und friden wölte man halten; und wie man vorhin in den 4 kirchen nachgelassen hat die alt ordnung zu Brauchen wer da wölte; darbey Solt es bleiben, und die Priester zu beeden Siten sölten die Wahrheit sagen, doch ohne unzimliche Schmützungen. Und wie man darum das mehr fellen söllt, wölt der ein theil nit mehren. Und so der letst Rath gescheiden ward, gab es ein gross mehr. Und als man die Boten Beschikt Ihnen die Antwort zu gehn, gab der ander theil auch ihre Antwort, worbey sie Bleiben wölten, und war indem die Gmeind getheilt mit unbillichem ghäder und ungeschickten worten. Da kamend die Boten darzwüschend, ermahneten Sie zu beiden Theilen freündtlich von solcher Zertheilung abzustahn, und nach langem Brachtend Sie es dahin, dass man über acht tag wider zusammen kehren solte, und mit einanderen mehren, und das land besetzen, und anders das Ihnen dann nothwendig wär. [242] Also wie man auf den obgenambten tag zusammen kam stellten sich die alten Christen aber auf ein orth, und gmeindet man an zweyen orthen. Da warend da Boten von den 5 orthen, die redtend so vil darzwüschend, dass man zusammen kam: Doch solt niemands dann die Landleüth darbey sein. [243] Erstmahls ward zu unseres Lands Amman erwehlt Dionysius Bussi, Sesshaft zu Glarus, darnach war vil gehäders, dann die Boten der Orthen zeigten an Ihr meinung; doch lautet ihr Zusagung, Sie wöllind die Beschirmen so Beym alten glauben Bleyben wolten, wo man

[241] Landsgmeind auf der 5 orthen Begehren. [242] Angstellt ein andere gmeind. [243] Landammann erwehlt.

Sie darvon tringen wolt, mit anderen erbeutungen mehr, doch was die die fürnemmst, Es muteten auch die altgläubigen etwas zu, ob Sie mit Ihnen mehren wölten: Des Ehegerichts wölten Sie nüth mehr: Beklagtend Sich auch etlicher reden, so unbeschiklich sölten ergangen sein und anders mehr. Also volgt darauf ein langer ungeschikter Kyb, und möchtend zu keiner einhelliger Antwort kommen: gabend aber Beid theil Ihre Antwort wie vormahls. Das Ehegericht ward abgestellt. [244] Es war auch unserem Landschreiber zugeben Peter Wichser von Glarus, dass Sie Beed schreiber sein sölten. Es war auch zu eim Vogt gehn gen Werdenberg Jacob Meyer von Hätzingen, und Uli Stucki von Oberurnen zu eim Vogt gen Utznach. [245] Es wurden auch die Neün Richter wider erwehlt, wie von alter her allenthalben vom land, welche Sie gut darzu Beduchten, und nit mehr von den kilchhörinnen.

Das Jahr erzeigt sich wol anfänglich. Dann da das korn reif war, nam es ein abschlag wol ums halb. währet nit lang. Es stieg bald widrum auf. [246] Dann an vil enden wie das korn Sich gar wohl erzeigt, so mans Jetz schneiden solt, ward es von Müssen und neiwas unzifers abgeessen.

Um St. Mathes (Othmars) tag erhub sich abermahls ein treffenlich unruhw, in unserm land. Dann So unrühwig leüth gross trotzungen erzeigten, [247] begab es sich, dass etlich gsellen von Näfels nachts gen Mullis giengend, überluffend den predicanten in seim hauss ungestümlich, der Ihnen kümmerlich entrann, zerlüffend das Hauss, zerschlugend mengerley. Darauss nun vil zusammengläufs erwuchs zbeiden theilen. Morndes Besammeten sich alle altgläubigen zu Näfels daselbst, in Ihrem Harnesch und Gewehr, die nun durch die Zukunft anderer abgestellt wurden: [248] Doch was Ihr endtliches Begehren an den anderen theil, Sie solten alle predicanten verschicken, und in allen Kirchen die alt ordnung widrum aufrichten, das wölten Sie han.

[249] Also mehrern unrath zu verhinderen, satzt unser Ammann

[244] Zween Landschreiber erwehlt. [245] 9 Richter wider angnon. [246] Mäüss und ander Unziefer schaden den früchten. [247] Näfelser stürmen des predicanten Haus zu Mullis. [248] Satis pro imperio. [249] geheilte gmeind.

eine getheilte gmeind an; dass die Altgläubigen gen Glarus, die Neügläubigen gen Schwanden zusammen kommen solten, sich der Sachen zu vereinbahren. Doch damit Sie desto nächer Bey ein anderen wärind, auss unsers Ammans Begehr rukten die Neügläubigen Bis under Mitlödi.

[250] Es kamend die zweytracht abzustellen Boten von den 5 orthen, Lucern, Uri, Schwytz, Underwalden, Zug, von zehn Pündten, und anderswo här. Man hat drei tag gmeind. Die altgläubigen, wiewol Sie der minder theil waren, Begerthen die obgeschriebne anmuthig. Diss embotend Sich zu Bleiben Bey Ihren Verkommnussen, und strafen helfen wer die gebrochen hat.

[251] Also nach Langem machten Sie ein Vertrag mit einanderen. Sie solten ein anderen Bleiben lohn, wie Sie vor überkommen wärind, setztend etlich artikul aller sachen halb: der Predicant von Schwanden war von Ruhwen wegen aus dem Land gewisen. Dann Er für ander ein aufsatz hat etlicher worten wegen, so Ihm gar hoch gefasset waren.

[252] Dess Jahrs war gehalten ein treffenlicher Reichstag zu Regenspurg von wegen des türkischen Ueberfahls. Dieweil nun in solcher Zertheilung des glaubens halb unruhw zu Besorgen was, und die so sich vom Babstum entzochen, argwohneten sölchen Reichstag Ihnen zu Nachtheil Beschechen, damit allergmüth zu gegenwärtiger Noth des türkischen Ueberfahls angezündt würden, gebote der keiser: Es solt niemand den anderen von des glaubens hab Beleidigen, mit aussgeschriebenen Mandaten; er wolt in Jahrsfrist ein Concilium ansetzen, Zur Vereinbahrung solches zweytrachts. Also Beschach ein gwaltiger Zug von allen Fürsten und Ständen des Richs in Ungerland, wider den Türken, der da lag mit gwaltigem Hertzeüg. Beschach nüth fürnemms. Der Türk empfieng etwas schadens und zoch ab. Von Eidtgnossen zoch niemands Besonders, dann etlich lauffend knecht.

Annus 1533.

[253] In vorgehndem Jahr was ein trefflicher Comet ersechen, als auch diss gegenwärtigen Jahrs im Sommer Beschach.

[250] Botschaften von 5 orthen, und Pündten. [251] Vertrag. [252] Reichstag zu Regensburg wegen des Türken. [253] Comet.

[254] Keisser Carolus fuhr nach abzug des Türkischen Kriegs in Italien. Nit lang darnach, wiewol Er thütscher Nation verheissen hat ein Concilium zu Ihr rühwigung anzusezzen, fuhr Er über mehr in Hispanien; liess die Teütschen hogken in Ihr zweytracht.

[255] An unser Landsgmeind zu Meyen Blibend die alten Amthleüth. Gilg Tschudi vormahls Vogt zu Sarganns, ward erwehlt zu eim Vogt gen Baden, Heini Schlittler von Niederurnen ward erwehlt zu eim Vogt über die Freyen Aemter: [256] Und wie der Rath vormahls Besetzt war, von Jedem tagwen vier Mann, ward die Zahl gestellt auf zween. Doch solten alle Richter und die Meiner Herren Aemter auf Vogteyen versehind, auch in Rath gahn, so Sie anheimbsch wären.

[257] Angähnds Brachet starb Jacob Meyer zu Werdenberg Vogt: An sein Stat ward von eim zweyfachen Rath erwehlt Paulus Schuler von Schwanden, damals Schreiber unsers Lands; Ihm wurden auch gsetzt drü Jahr, wie den anderen Vögten.

[258] Des Jahrs erhub sich ein Rot verruchter und verloffener Buben, legtend feür ein im Bernerbiet und Sollothurnergebiet: thätend an etlichen enden Schaden; vil Ihro wurdend gefangen und gricht. Doch von wem Sie aufgestöret wärind, könt man nit eigentlich wüssen und erkundigen.

[259] Diss Jahrs wurden unser Landleüth geladen von denen auss dem oberen Pundt mit Ihnen gsellschaft zu machen. Also zochend dahin am Sonntag nach St. Jakobs tag ob zweyhundert wol gerüster Mannen gen Ilands: da Sie nun über die Massen wol empfangen und kostfrey gehalten wurden, mit erzeigung grosser freündschaft.

[260] Diser Sommer war gar nass mit überschwenklichem regen, darauss aber kein Wohlfeile volget. Dann von Nesse das Korn vil schadens erlidt: darvon es gar schwach ward und in kein weiss nüth ergab.

[254] Carolus in Italien und Spanien. [255] Landsgmeind 3 Vögt. [256] Rath wird veränderet. [257] Vogt Meyer zu Werdenberg stirbt. An syn Stat Paulus Schuler. [258] Brenner. [259] Die unser in oberen Bund gladen. [260] Nasser summer schadt den früchten.

Am Herbst war ein treffenliche Zweitracht zu Sollothurn; denn die Neügläubigen meinten die versigleten Brief, so Sie vor in Ihrem spahn einanderen geben, wurden nit an Ihnen ghalten, dann Sie der minder theil waren; und wie Ihnen vor das Barfüsser Closter eingegeben war, wurden Sie jetz dann für die Stat in ein kilchly gwysen. Dieser Unwill war auch gemehret, dass Sie der Ehrenämter und Vogteyen mehrertheil entsetzt wurden, und zu der Stat gschäften gar wenig gebraucht. Darauss von etlichen ein anschlag Beschach, auf genampten tag und Bestimmte stund in Ihren wehren zusammen zu kommen, darzu auch etlich von Ihrer Landschaft gewilliget wurden. Solche Zeit Ihres aufwütschens ward dem Schuldhess angezeigt; der nun das Zeit ställt. Da Sie nun auf die Stund warteten, und die glogg nit schlahen möcht, lüffend Sie zusammen langsamklich, dann Sie nit wüssten woran Sie wären, so die Benambset stund nit kon wölt: derwil war dem anderen theil wihl gelassen sich auch zu rüsten, doch wurdend Sie vom Schuldhessen und anderen Biderben leüthen aufghebt, dass Sie nit an einanderen kamen. Die Neügläubigen, wie mans nempt, zochend über die Brugg in die Vorstadt, wurfend ein theil der Brugken ab, und schanzten gegen den Altgläubigen, so in der Stat lagend, darauss Sie zusammen schossend: ward doch allein ein Man erschossen. Also ritend Ilends darzwüschend erstmahls die von Bern, darnach die anderen Eidtgnossen, Sie der uneinigkeit halb zu Betragen. Von unserem Land warend Boten Vogt Schiesser und Conradt Schindler. Sie giengend lang darmit um; doch zochend anfänglich die so ennert der Brugg waren ab. Sie wurdend scharf anklagt von Ihrem gegentheil; als wenn Sie unversehenlich Sie hetind überfallen wöllen und ermörden. Dargegen antworteten die anderen, Ihr zusammenlaufen nit darum angesehen seyn, dass Sie Jemands habind wöllen gwaltigen, sonder allein damit Sie Bey den versigleten Briefen Bleiben mögen, so Sie darvor ein anderen gegeben hetind. doch wolt niemand ein gefallen daran han, dass Sie es den weg für die hand gnommen hetind, obschon das Ihr fürnemmen gewesen. Doch wie in allem die sach ward gestillt,

ie abgetretnen wurden mit aufgelegten schweren Strafen widerum ingelassen; ohn allein acht mann, die als Heübter solcher unıh Beschuldiget warend, wurden aussbeschlossen.

[261] In unserem land war es ein wihl ziemlich gut und rüwig, änken halb, dass man auch den friden abliess der etlich Jahr emeinklich geboten war, dass Jedermann gegen anderen im 'iden stuhnd. Nachwert hubend Sie widerum zu Schwanden ır alte weis an zu haderen und zu tratzen. Etlich mutwillig sellen trugen den predigstuhl auss der kilchen heimlich in ein laten ausshin, und so solches geklagt eim Rath, man solte e darum strafen und verschaffen, dass Sie den wider in die irchen antwortind, da man wol innen wurd wer sölches geıan, ward Er darnach weiter getragen und zerschlagen. So ard von etlichen nach ruhwen gstellt, dass nun vil Zänggen 'sach gab.

Dass Jahr zündt auch an vilen enden an mit Pestilentz. Es ·lend auch zu Zürich vil lüthen löcher in an Ihren leiberen so in ·r Badstuben gewesen und geschrepfet haten, gar böss zu 'tznen.

Laus Deo.

[261] Insolenz zu Schwanden.

Inhaltsanzeige.

Abhandlungen.

Denkwürdigkeiten.

Zur Schweizerischen Kirchen- und Kultusgeschichte.

Der Verleger erlaubt sich auch bei dieser Gelegenheit auf Werke aufmerksam zu machen, die gewiß verdienen in jeder theologischen und historischen, namentlich vaterländischen Bibliothek eingereiht zu werden. Es sind dieß:

Die

evangelische Gemeinde von Locarno,

ihre Auswanderung nach Zürich

und ihre weitern Schicksale.

Ein Beitrag

zur Geschichte der Schweiz im 16ten Jahrhundert nach bisher meist unbenutzten handschriftlichen Quellen

von F. Meyer.

2 Bde. 62 Bogen gr. 8° broch. Preis: Rthlr 4. 15 Ngr. oder fl. 7. 12 kr.

Sogleich nach Herausgabe fand das Werk auch die gerechte Anerkennung Unter vielen äußerst günstigen Recensionen spricht sich eine unter andern so aus: „Einsender dieser Worte hat den ersten Band obengenannter historischer Arbeit nicht nur selbst mit dem gespanntesten Interesse gelesen, sondern fühlt sich auch ohne irgendwelche äußere Aufforderung bewogen, Freunden der Geschichte überhaupt, namentlich Freunden der Kirchengeschichte vorliegendes Werk dringend anzuempfehlen. Der erste Grund zu dieser Empfehlung ist, abgesehen von der allgemeinen Würdigkeit dieser Arbeit, die gründliche Beleuchtung der reformatorischen Regungen in Italien. — Was hierüber der gelehrte Thomas M'Crie in seiner Geschichte der Fortschritte und Unterdrückung der Reformation in Italien rc. geschrieben, hat F. Meyer bereichernd vervollständigt und monographisch ausgeführt."

Joh. Jak. Heß,

Doctor der Theologie und Antistes der Zürcherischen Kirche.

Skizze

seines Lebens und seiner Ansichten

mit einem

Auszuge aus seiner ungedruckten Auslegung der Apokalypse

von

Dr. Heinr. Escher,

Professor in Zürich.

9 Bogen 8° broch. Preis: 18 Ngr. oder fl. 1.

S. Höhr in Zürich.

Archiv

für

eizerische Geschichte

herausgegeben

auf Veranstaltung

der

en geschichtforschenden Gesellschaft

der

Schweiz.

Zehnter Band.

Zürich.
S. Höhr.
1855.

Archiv

für

Schweizerische Geschic

herausgegeben

auf Veranstaltung

der

allgemeinen geschichtforschenden Gesell

der

Schweiz.

Zehnter Band.

Zürich,

S. Höhr.

1855.

Inhaltsanzeige.

Inhaltsanzeige.

Vorwort.

Indem den Tit. Mitgliedern der allgemeinen geschichtfor-
henden Gesellschaft der Schweiz der zehnte Band ihres Ar-
ives anmit vorgelegt wird, erlaubt sich die Redaktion, den-
lben mit einigen Worten zu begleiten.

Durch Gesellschaftsbeschluss vom 11. September 1851 (Ar-
iv Bd. IX. S. V.) ist die Redaktion ermächtigt worden, statt
hrlich, wie früher, gutfindenden Falles auch nur alle zwei
hre einen Band des Archives erscheinen zu lassen. Diesem
schlusse gemäss erschien Ende 1851 Band VIII, 1853 Band IX
d folgt nun für 1855 Band X. Dennoch ist es nicht absicht-
h geschehen, dass dergestalt je zwei Jahre zwischen dem Er-
heinen eines Bandes und dem des nachfolgenden liegen. Viel-
ehr hatte die Redaktion gehofft, von jener Befugniss nur aus-
hmsweise Gebrauch machen zu müssen und namentlich den
rliegenden zehnten Band im Jahre 1854 ausgeben zu können.
lein ungeachtet aller Bemühungen gelang es nicht, das Ma-
rial für denselben vor dem Spätherbste 1854 vollständig zu
mmeln, worauf denn der Druck bis in die letzten Monate des
rflossenen Jahres sich hinausgezogen und gegen Ende dessel-
n durch anderweitige Arbeiten der Druckerei allzulange Ver-
gerung erlitten hat.

Wer es übrigens weiss, dass das Archiv für sein Bestehen,
folge Gesellschaftsbeschlusses, lediglich auf die Gefälligkeit
rjenigen verehrten Mitglieder angewiesen ist, welche ihm ihre
beiten zu überlassen willig sind, und wer wahrgenommen
t, wie sehr die kantonalen Vereine und Vereinsschriften, die

theils mit, theils nach dem Archive in stets wachsender Zahl entstanden sind, die wissenschaftlichen Arbeitskräfte beinahe allerwärts immer vollständiger in Anspruch nehmen, der wird sich nicht darüber wundern, dass das Archiv mit Schwierigkeiten zu kämpfen hat. Ueberall wendet sich bei uns die Geschichtsforschung gegenwärtig vorzugsweise dem Lokalen und Einzelnen zu, beschäftigt, die Grundlagen zu untersuchen, auf denen das Gebäude unserer bisherigen Geschichtsdarstellung beruht, und zur Beleuchtung derselben immer mehr, kaum zu bewältigenden Stoff herbeitragend; allgemeinere Forschungen aber treten daneben fast nur zusehr zurück.

Inzwischen soll das Archiv fortfahren, auch seine Aufgabe zu erfüllen, und wird zu diesem Ende streben, den bisher innegehaltenen Weg bestmöglichst zu verfolgen. Auch der gegenwärtige Band ist Mittheilungen von allgemeinerm, als bloss kantonalem Interesse gewidmet. Zwei grössere Abhandlungen untersuchen wichtige Geschichtsquellen: das Zeitregister und die Chronik, die unter Tschachtlans Namen bekannt sind, und die savoyischen Chroniken, welche die Geschichte der romanischen Schweiz erzählen. Eine Mittheilung aus Tschudi wird zur Beurtheilung seines grossen Werkes nicht ohne Interesse sein. Seinen und andern Briefen des XVI. Jahrhunderts in früheren Bänden des Archives reihen sich hier einige höchst charakteristische, bisher ungedruckte Briefe Zwingli's aus dessen ersten Jahren in Zürich an; ebenso eine mit Akten begleitete Erzählung des Prozesses seines Gegners Murner mit Zürich und Bern: Beides — wie dem Archive ziemt — als blosses Material, dem Leser das Urtheil anheimstellend. Endlich werden auch einige Aktenstücke zur Geschichte der bedenklichsten Krise im Leben der alten Eidgenossenschaft, des sogenannten alten Zürichkriegs, dem Geschichtsforscher nicht unwillkommen sein.

Die Entstehungsweise des Bandes hat es unmöglich gemacht, in der Anordnung seines Inhaltes die übliche Eintheilung und Reihenfolge strenge festzuhalten. Der Uebelstand, der aus den eingetretenen kleinen Abweichungen entsteht, wird übrigens dadurch gehoben, dass am Schlusse des Bandes ein chronologisch

angelegtes Inhaltsverzeichniss aller zehn Bände des Archives, die bisher erschienen, beigegeben ist.

Aus jener nämlichen Ursache rührt es her, dass der gegenwärtige Band von zwei schmerzlichen Veränderungen keine Spur trägt, die sich während seines Entstehens im Schoosse der Gesellschaft ereignet haben. Schon waren die letzten Bogen unter der Presse und auch das beabsichtigte Vorwort bereits in den Händen des Setzers, als die ersten Tage dieses Monats der Redaktion die betrübende Kunde von dem Hinschiede der beiden ausgezeichneten Männer brachten, deren Verlust die Gesellschaft mit zahlreichen Eidgenossen in allen Gauen des Vaterlandes beklagt. Am 31. Januar dieses Jahres ist ihr ihr verehrungswürdiger Stifter, Herr Dr. J. C. Zellweger in Trogen, im 86sten Jahre seines thatenreichen Lebens, am 6ten dieses Monats ihr verdienter letztjähriger Vorstand, Herr alt Regierungsrath Dr. Fetscherin in Bern, unerwartet schnell durch den Tod entrissen worden. Noch zählt das (im Herbste gedruckte) Mitgliederverzeichniss, das diesem Bande beigegeben ist, die Namen beider verehrten Männer auf! Das Archiv selbst wird für Beide ein ehrendes Denkmal bleiben! Die Sammlung, deren reichen Inhalt die Uebersicht am Schlusse dieses Bandes uns neuerdings vorführt, verdankt ihr Entstehen vor Allem aus dem verdienstvollen Wirken des Stifters der Gesellschaft, der selbst das Archiv mit werthvollen Beiträgen bedacht hat. Und den vorliegenden Band eröffnet gerade eine der gründlichen und gewissenhaften Arbeiten des seligen Herrn Fetscherin, dem es wenigstens noch vergönnt gewesen ist, mit derselben (in besonderm Abdrucke) manche seiner Freunde zu erfreuen. Möchte er auch das Erscheinen des gegenwärtigen Bandes noch gesehen haben, den seine verdankenswerthe Untersuchung über Tschachtlan ziert!

Gerne würde die Redaktion hier auch noch einige Berichte der historischen Kantonalgesellschaften aufgenommen haben, deren regelmässige Mittheilung im Archive so erwünscht sein muss. Allein Zeit und Raum gestatten es für diessmal nicht, diese Absicht auszuführen; da Band IX über die

vertragsgemässe Bogenzahl angestiegen ist, so muss der gegenwärtige — zur Ausgleichung mit dem Herrn Verleger — etwas unter jener Grenze zurückbleiben. Jene Berichte werden im nächsten Bande Aufnahme finden, der auch die Fortsetzung der Litteratur und (nach einem neuerlichen Beschlusse der Gesellschaft, auch eigentliche Quellenwerke in das Archiv aufzunehmen) eine quellenmässige, aus der Urschrift geschöpfte Ausgabe von Vitoduran, ganz oder theilweise, enthalten soll.

Möge dem gegenwärtigen Bande bei den Tit. Mitgliedern der Gesellschaft und bei allen Freunden der vaterländischen Geschichte wohlwollende Aufnahme und dem Archive immer mehr ihre freundliche Mitwirkung zu Theil werden!

Zürich. Im Februar 1855.

Die Redaktion.

Protokoll

der

neunten Versammlung der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz.

Gehalten zu Solothurn den 27. und 28. September 1853.

Erste Sitzung
den 27. September im Gasthof zur Krone in Solothurn.

Herr alt Regierungsrath Dr. R. Fetscherin eröffnete als Präsident die Sitzung, hinweisend auf den letztjährigen Beschluss, wonach heute die Geschäfte, morgen die Vorträge vorzukommen hätten. Er entschuldigt sich der späten Einladungen wegen, da die historischen Arbeiten spät eingelangt seien und die Sitzungstage anderer Versammlungen wegen nur mit Mühe haben festgestellt werden können. Herr B. Hidber, Lehrer der Geschichte an der Industrieschule in Bern, versieht das Sekretariat.

2. Der neugebildete historische Verein in Solothurn wird auf seinen Wunsch als Sektion der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft anerkannt.

3. Als neue Mitglieder werden einstimmig aufgenommen: Die Herren Prof. Dr. V. Kaiser von Solothurn; J. U. Dr. J. Lerch, Privatdozent an der Hochschule in Bern; Arnold Münch, Gemeinderath in Rheinfelden und Prof. Xaver Nager von Luzern.

Es erklären ihren Beitritt zur allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz: Die Herren Dr. Ernst Gelpke, Professor der Theologie in Bern; Pfarrer Ischer in Bern; Altoberrichter Kernen in Bern und Pfarrer Walther in Wangen;

Mitglieder des historischen Vereins des Kantons Bern; — Fürsprech Vinzenz Fischer von Luzern, Mitglied des historischen Vereins der fünf Orte; — Bibliothekar Bovet von Neuenburg, Mitglied der Société d'histoire de la Suisse romande; — Jakob Amiet, eidgenössischer Staatsanwalt (in Bern); Pfarrer Robert Cartier in Oberbuchsiten; Pater Anshelm Dietler, Archivar im Kloster Mariastein; Oberrichter Franz Krutter von Solothurn; Prof. Georg Schlatter von Solothurn; Graf Joseph Sury von Bussy von Solothurn, Mitglieder des dortigen historischen Vereins; — Emil Schulthess-Schulthess von Zürich, Mitglied der dortigen antiquarischen Gesellschaft.

4. Herr Cart von Lausanne zeigt seinen Austritt aus der Gesellschaft an, wegen längerer Abwesenheit aus dem Vaterlande. Durch Tod hat dieselbe verloren: Die Herren Melchior Kirchhofer, Dr. der Theologie und Pfarrer in Stein; Altregierungsrath Reding in Baden und Altstaatsanwalt Rahn in Zürich.

5. Nach mehrfachen Erörterungen wird mit Bezugnahme auf Art. 7 der achten Versammlung der Gesellschaft auf den Antrag der Vorsteherschaft ein ständiger Versammlungsort erkennt und als solcher Solothurn gewählt.

6. Um Kollisionen mit andern Gesellschaften möglichst zu begegnen, wird auf den Antrag der Vorsteherschaft beschlossen, die nächstjährigen Versammlungstage schon jetzt festzusetzen, und zwar werden hiefür bestimmt: der 18. und 19. Herbstmonat 1854.

7. Der Herr Präsident theilt mit: es haben der hohe Regierungsrath von Solothurn 200 Fr. und der Stadtrath von Solothurn 140 Fr. der Gesellschaft geschenkt. Einstimmig wird erkennt, es sollen diese höchst anerkennenswerthen Gaben mit Schreiben und durch eine besondere Deputation an die beiden hohen Behörden verdankt werden.

8. Da die in der achten Jahresversammlung aufgestellte Kommission zur Berathung über die wissenschaftliche Thätigkeit der Gesellschaft wegen zu entfernter Wohnsitze ihrer Mitglieder nie zusammengekommen ist, so wird auf den Antrag der Vorsteherschaft beschlossen, hiefür eine Kommission aus Mit-

gliedern am gleichen Wohnorte aufzustellen. Die Wahl derselben wird der Vorsteherschaft überlassen.

Herr Professor Kopp wird ersucht, seine mündlich ausgesprochenen Abänderungsansichten über die wissenschaftliche Thätigkeit der Gesellschaft schriftlich zu Handen dieser Kommission einzugeben. Im Uebrigen wird der über das Regestenwerk von dessen Hauptredaktor der deutschen Schweiz Herrn Th. von Mohr abgestattete Bericht verdankt und das zum Druck bereit liegende achte Heft, wofür die Gesellschaftskasse noch finanzielle Mittel besitzt, herauszugeben beschlossen. Um die fernere Herausgabe möglich zu machen, wird erkannt, wie früher sämmtliche Kantonsregierungen und den hohen Bundesrath der Schweiz um Beiträge zu diesem allgemein vaterländischen Unternehmen anzugehen.

9. Bezüglich der Herausgabe des Archivs für Schweizergeschichte beantragt die Vorsteherschaft dasselbe auch ferner beizubehalten, zumal die Mitglieder durch dessen Ankauf ihren Jahresbetrag entrichten, und nur dadurch ihren Fortbestand als Mitglieder erklären. Nach besondern Aufschlüssen in finanzieller Hinsicht und einlässlichen Erörterungen wird gegenüber einem Abänderungsantrag der Beschluss gefasst, dasselbe auch fernerhin in bisheriger Weise beizubehalten, und den beiden Redaktoren den Dank der Gesellschaft auszusprechen.

10. Der Herr Präsident berichtet über die letztes Jahr beschlossene und nun in's Leben getretene historische Zeitung, deren Redaktion er provisorisch übernommen habe. Es wird ihm für seine uneigennützigen Bemühungen der Dank der Gesellschaft ausgesprochen, und nach dem Antrage der Vorsteherschaft einstimmig erkannt, dieselbe fortzusetzen, und dafür wieder 50 Fr. aus der Gesellschaftskasse zu verwenden. Herr Präsident Dr. Fetscherin wird ersucht, die Redaktion nun definitiv zu übernehmen.

Hierauf Schluss der heutigen Sitzung.

Zweite Sitzung,
den 28. September im Grossrathssaale des Kantons Solothurn.
(Anwesend 32 Mitglieder und etwa 50 Geschichtsfreunde.)

---

1. In Ausführung des letztjährigen Beschlusses: bei einer jeweiligen Versammlung einen zweiten Sitzungstag vorzüglich zum Vortrage von historischen Abhandlungen zu halten, eröffnet der Herr Präsident die Sitzung. Nach einigen einleitenden Worten über die freundliche Aufnahme der Gesellschaft und das Interesse für die Geschichtforschung in Solothurn gibt er Kunde von der Stellung und Thätigkeit der Gesellschaft während seines Präsidiums. Von den verschiedenen historischen Vereinen der Schweiz haben nebst Gesellschaftsschriften besondere Berichte über ihre Thätigkeit eingegeben: diejenigen von Basel, Zürich und Bern; andere haben durch Herausgabe von historischen Schriften ihre wissenschaftliche Thätigkeit beurkundet; so auch der kaum entstandene historische Verein in Solothurn. Es werden die erhaltenen Geschenke und Tauschschriften der auswärtigen Gesellschaften erwähnt, wovon ein Verzeichniss vorliegt. Der angefertigte Katalog der Gesellschaftsbibliothek werde in der historischen Zeitung abgedruckt werden. Die verschiedenen Sektionen der Gesellschaft werden erinnert, genaue Jahresberichte einzugeben, namentlich über den Personalbestand der zur allgemeinen Gesellschaft gehörigen Mitglieder zu berichten, damit vom Vorstande nicht Einladungen an Verstorbene gerichtet werden, wie auch der frühere Vorstand bezeugt, und es sich leider jüngsthin wieder getroffen habe.

Schliesslich wird den hohen Behörden für die wohlwollende Aufnahme der wärmste Dank ausgesprochen, wovon mehrerer Mitglieder derselben besonders anerkennend gedacht wird.

Mit dem herzlichsten Wunsche für dessen Wohlergehen meldet der Vorstand, es habe der hochwürdige Bischof von Basel in Solothurn seine Abwesenheit von dieser Versammlung durch Unwohlsein freundlichst entschuldigt.

2. Herr Dr. August Burckhardt berichtet als Kassier über den finanziellen Zustand der Gesellschaft, und legt die siebente

Jahresrechnung vor, nämlich vom 1. September 1851 bis 30. September 1853. Auf den Antrag der beiden Herren Rechnungsexaminatoren Dr. Scherer und Lehrer Schröter wird dem Herrn Kassier für seine ebenso uneigennützige als ausgezeichnete Geschäftsführung der volle Dank der Gesellschaft ausgesprochen und die Rechnung einstimmig gut geheissen.

3. Es werden nun die gestern hiefür bestimmten historischen Abhandlungen von ihren Verfassern vorgelesen, wie folgt:

1. Ueber die ältesten Kirchen des ehemaligen Bisthums Basel, von Herrn Quiquerez.
2. Historische Ausflüge, von Hrn. Pfarrer Cartier.
3. Ueber die Gruft der beiden Söhne des letzten Herzogs von Zähringen, Berchtolds V., in Solothurn von Hrn. Dr. Schärer.
4. Historische Notiz über einen neu aufgefundenen phönizischen Ring, von Hrn. J. J. Amiet.
5. Ueber Hans Roth von Rumisberg oder die Mordnacht von Solothurn, von Hrn. J. J. Amiet.
6. Biographie des Rathsherrn J. Lüthi in Solothurn, von Hrn. Pfarrer Fiala.

Sie werden sämmtlich auf das freundlichste verdankt.

4. Herr Prof. Kopp von Luzern stellt inzwischen schriftlich mehrere Anträge, die wissenschaftliche Thätigkeit der Gesellschaft betreffend. Sie werden der für die wissenschaftliche Thätigkeit der Gesellschaft aufgestellten Kommission zugewiesen; für diese wurden von der Vorsteherschaft laut Auftrag bezeichnet: die Herren Altoberrichter Kernen, Dr. J. Wyss, Grossrath Lauterburg und B. Hidber, sämmtlich in Bern.

5. Wegen vorgerückter Zeit will der Herr Präsident seine Abhandlung über den Eintritt Bern's in den Bund nach neuen Quellenforschungen nicht mehr verlesen, und schliesst sodann mit einem freundlichen Nachworte an die hohen Behörden, an die zahlreich anwesenden Geschichtsfreunde und an die Gesellschaftsmitglieder die neunte Versammlung der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz.

Statuten
der
allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz.
(Revidirt am 23. September 1852 zu Rapperswil.)

I.

§. 1. Die allgemeine geschichtforschende Gesellschaft der Schweiz hat die Bestimmung, die Geschichte der Schweiz einerseits als freundschaftlicher Kreis der Forscher und Freunde derselben und als Band der ihr sich widmenden Kantonalgesellschaften, anderseits auch durch Arbeiten zu fördern, zu deren Veröffentlichung es des Zusammenwirkens Schweizerischer Kräfte bedarf.

§. 2. Die Mitglieder derjenigen kantonalen geschichtforschenden und antiquarischen Gesellschaften, welche mit der allg. geschichtf. Gesellschaft der Schweiz in Verbindung treten, bedürfen, um in letztere aufgenommen zu werden, keiner Wahl, sondern werden von Rechtswegen Mitglieder derselben, sobald sie es wünschen. Andere Geschichtsfreunde werden nach vorläufiger Meldung bei dem Präsidenten durch geheimes absolutes Mehr in die Gesellschaft aufgenommen.

Auswärtige Gelehrte und Freunde der Geschichte können als Ehrenmitglieder aufgenommen werden. Vorschläge zur Ernennung von solchen sind jeweilen der Vorsteherschaft einzugeben, ehe sie in der Gesellschaft zur Behandlung kommen können. Die Abstimmung in letzterer geschieht durch geheimes absolutes Mehr.

§. 3. Die Gesellschaft versammelt sich alljährlich einmal in Solothurn.

§. 4. Die Vorsteherschaft der Gesellschaft besteht aus dem Präsidenten, Vicepräsidenten, Quästor und Secretär, aus den 2 Redaktoren des Archivs und den 2 Redaktoren des Regestenwerkes.

Der Präsident und Vicepräsident der Gesellschaft werden durch absolutes geheimes Stimmenmehr, jeweilen auf zwei Jahre gewählt, sind aber nach Ablauf ihrer Amtsdauer wieder wählbar. Der Präsident ernennt den Secretär der Gesellschaft für die Zeit seiner eigenen Amtsdauer.

§. 5. Der Präsident leitet die Zusammenkünfte der Gesellschaft, bestimmt die Zeit dazu und sorgt dafür, dass in denselben belehrende und belebende Vorträge gehalten werden. Er repräsentirt die Gesellschaft nach aussen und vermittelt ihre Verbindung mit den Kantonalgesellschaften und auswärtigen Vereinen. Er sorgt für den Vollzug der Aufträge der Gesellschaft. Er erstattet in ihrer Versammlung einen Bericht über die Führung ihrer Geschäfte sowie über die in ihrem Namen veröffentlichten Arbeiten.

§. 6. Die Jahresversammlung der Gesellschaft soll 2 Tage dauern, so dass die Sitzung des ersten Tages für Geschäfte, die Sitzung des zweiten Tages vorzugsweise für wissenschaftliche Vorträge und Discussion über dieselben verwendet werden kann.

§. 7. Die Gesellschaft wählt einen Archivar, dem die Besorgung ihrer Bibliothek und Akten obliegt. (S. §. 16.)

§. 8. Die Mitglieder der Gesellschaft bezahlen:

a. 5 Franken Eintrittsgebühr;

b. 5 Franken jährlichen Beitrag.

Dagegen erhalten sie durch den Quästor das durch die Gesellschaft herauszugebende Archiv unentgeltlich.

Mitglieder, welche beim Bezug eines Jahresbeitrages zwei frühere Beiträge nicht bezahlt haben, werden als aus der Gesellschaft ausgetreten betrachtet.

§. 9. Diejenigen Kantonalvereine, welche mit der Gesellschaft in Verbindung treten, bezeichnen dem jeweiligen Präsidium der letztern einen Korrespondenten, der die Aufträge des Präsidenten und Quästors der Gesellschaft sowie der Redaktoren

des Archives besorgt. Der Präsident ladet die Kantonalvereine ein, ihm jährlich zu Handen der Gesellschaft einen Bericht über ihre Wirksamkeit mitzutheilen und sich bei den Jahresversammlungen der Gesellschaft durch Abgeordnete vertreten zu lassen.

In denjenigen Kantonen, in denen kein Verein besteht, sucht der Präsident einen Korrespondenten für die Gesellschaft aus.

II.

§. 10. Die Gesellschaft veröffentlicht:

a. ein Archiv für Schweizerische Geschichte, von welchem jährlich ein Band erscheint;

b. ein Schweizerisches Regestenwerk.

§. 11. Das Archiv soll in vier Abtheilungen enthalten: a) Abhandlungen über Gegenstände Schweizerischer Geschichte; b) Mittheilungen zur Geschichte und Landeskunde der ältesten und mittleren Zeiten (Urkunden); c) ausführlichere Denkwürdigkeiten, Aktenstücke zur Geschichte der neuern Zeit; d) eine kurze Anzeige der neu erschienenen Literatur je zweier Jahre zur Schweizerischen Geschichte und Landeskunde.

§. 12. Die Herausgabe des Archives wird von zwei Redaktoren besorgt, welche von der Gesellschaft gewählt werden und über die in dasselbe aufzunehmenden Arbeiten entscheiden.

§. 13. Das Schweizerische Regestenwerk wird nach dem festgesetzten Arbeitsplane (Archiv. Bd. II. pag. XXXIII.) von den zwei Hauptredaktoren herausgegeben, welche die Gesellschaft ernennt. Ueber Einnahmen und Ausgaben für dasselbe wird von dem Quästor der Gesellschaft eine abgesonderte Rechnung geführt.

§. 14. Verträge der Redaktoren des Archives oder des Regestenwerkes mit Verlagshandlungen, Erneuerungen oder Abänderungen solcher Verträge unterliegen der Genehmigung des jeweiligen Präsidenten der Gesellschaft, welcher darüber das Gutachten der Vorsteherschaft einzuholen hat.

§. 15. Die Redaktoren des Archives und des Regestenwerkes erstatten jährlich dem Präsidenten zu Handen der Gesellschaft einen Bericht über ihre Arbeiten.

§. 16. Für erledigte Stellen in der Redaktion des Archives oder des Regestenwerkes hat die Vorsteherschaft der Gesellschaft einen einfachen jedoch nicht bindenden Vorschlag zu machen. Sind Gegenvorschläge, so entscheidet die Gesellschaft durch geheimes absolutes Mehr.

Auf gleiche Weise sind die Stellen eines Quästors und Archivars der Gesellschaft im Falle der Erledigung wieder zu besetzen.

Verzeichniss der Mitglieder

(Im September 1854.)

Mit * Bezeichnete sind stiftende Mitglieder der Gesellschaft.

Canton Zürich.

HHerrn

* Bluntschli, Joh. Caspar, Dr. Jur., Professor, in München.
Bürkli, J. G. Conrad, alt Stadtpräsident.
Denzler, Conrad, Bezirksgerichtsschreiber in Bülach.
von Escher von Berg, Georg.
Escher, Alfred, Dr. Jur., Regierungspräsident.
Escher, Conrad, Kaufmann.
Escher, Heinrich, Dr. Phil. und Professor.
Escher, Jakob, Dr. Jur., Oberrichter.
Grob, Heinrich, Oberlehrer.
Gutmann, Salomon, Pfarrer in Greifensee.
Hagenbuch, Johannes, Buchhändler.
Höhr, Salomon, Buchhändler.
Horner, J. J., Bibliothekar und Oberlehrer.
Hottinger, Joh. Heinrich, alt Staatschreiber.
* Hottinger, Joh. Jak., Dr. Phil. Professor.
* Keller, Dr. Ferdinand, Präsident der antiquarischen Gesellsch
* von Meyer von Knonau, Gerold, Staatsarchivar.
* Meyer, Heinrich, Dr. Phil.
Mousson, Joh. Heinrich Emanuel, alt Bürgermeister.
von Muralt, Conrad, alt Bürgermeister.
von Orelli, Hans Conrad, Oberrichter.
von Orelli, Heinrich, alt Oberrichter.
Ott, Friedrich, Stadtrath.
Pestalozzi, Conrad, alt Regierungsrath.
Schauberg, Joseph, Dr. Jur. Cantonsfürsprech.
Schulthess-Schulthess, Emil.
Schulthess, Robert, alt Stadtrichter.
Troll, Joh. Conrad, alt Rector in Winterthur.
* Vögeli, Heinrich, Dr. Phil. Professor.
Vögeli, Salomon, Professor.
Vogel, Friedrich, Secretair.
Waser, Hans Rudolf, Decan in Bärentsweil.
* von Wyss, Friedrich, Dr. Jur., Oberrichter.
* von Wyss, Georg, alt Staatsschreiber.

Canton Bern.

Amiet, Jakob, Eidg. Staatsanwalt in Bern.
Blösch, Eduard, Regierungspräsident.
von Bonstetten, Gustav, in Bern.

HHerrn

Dupasquier, L., in Pruntrut.
* von Effinger von Wildegg, Rudolf.
Fallet, August, Dr. Phil. in Petersburg.
Fetscherin, Rudolf, Dr. Phil. alt Regierungsrath.
Gelpke, Ernst, Dr. Prof. der Theologie in Bern.
Güder, Eduard, Pfarrer in Biel.
Hidber, B., Lehrer in Bern.
Jenner, Em. Fréderic (de Grandson) in Bern.
Jscher, Pfarrer in Bern.
Kohler, Xavier, Professor in Pruntrut.
Kernen gew. Oberrichter in Bern.
Lohner, Carl, alt Landammann.
Lauterburg, Gottlieb Ludwig, V. D. M. in Bern.
Lerch, Jakob, Dr. Jur. Privatdocent in Bern.
Lutz, Carl, Fürsprech in Bern.
* Mülinen, Friedrich, Graf von.
Quiquerez, August, alt Regierungsstatthalter in Délemont.
Sinner, von, Dr. G. R. L., in Bern.
Trechsel, Friedrich, Pfarrer in Vechingen.
Tscharner-Wurstemberger in Bern.
Walther, Pfarrer in Wangen.
* Wurstemberger-Steiger, Rudolf, in Bern. 25

Canton Luzern.

* Aebi, J. W. L., Prof. in Luzern.
Attenhofer, Heinrich, Amtsstatthalter in Sursee.
Bernet, Xaver, Bibliothekar in Luzern.
Bell, Friedr., zweiter Staatsarchivar.
Elmiger, Melchior, Pfarrer in Schüpfheim.
Fischer, Vinzenz, in Luzern.
Heller, Mauriz, Pfarrer in Wollhausen.
* Kopp, Eutych, Professor.
Krüttlin, Carl, Staatsarchivar.
von Liebenau, Herrmann, Dr.
Nager, Xaver, Professor in Luzern.
Scherer, Theodor, Dr., von Solothurn.
* Schneller, Joseph, Stadtarchivar.
Segesser, Philipp, Rathsschreiber.
Schwyzer, X. von Buonas, von Luzern.
Zülli, Michael, Hauptmann in Sursee. 16

Canton Uri.

Lusser, Franz, Med. Dr., in Altorf. 1

Canton Schwyz.

Morel, Gall, Conventual und Bibliothekar in Einsiedeln. 1

Canton Glarus.

Blumer, Johann Jakob, Civilgerichtspräsident.
Schindler, Dietrich, alt Landammann, in Zürich.
Tschudi, Christoph, Rathsherr. 3

Canton Zug.

HHerrn

Kaiser, C. C., Professor in Zug. 1

Canton Freiburg.

Daguet, Alexander, Professor.
Daguet, Victor, Obercommissar.
Diessbach, Heinrich, Graf von, in Freiburg.
Engelhard, Joh. Friedrich, Oberamtmann in Murten.
Engelhard, Advocat und Notar in Murten.
Huber, Adolph, Friedensrichter, in Montillier bei Murten.
Meyer, Meinrad, Pfarrer in Freiburg.
Perrier-Landerset à Fribourg.
Tornare, Xav. Ildephons, gew. Conventual in St. Urban, in Bulle.
Werro, Roman, Staatskanzler. 10

Canton Solothurn.

Amiet, J. J., in Solothurn.
Cartier, Robert, Pfarrer in Oberbuchsiten.
Dietler, Pr. Anshelm, Archivar im Kloster Mariastein.
Fiala, Friedr., Pfarrer zu Herbetswil.
Kaiser, V., Dr. Professor in Solothurn.
Krutter, Franz, Oberrichter in Solothurn.
Probst, Joseph, Pfarrer in Dornach.
Schlatter, Georg, Professor.
Sury, Joseph, Graf von.
Vock, Alois, Domdecan in Solothurn.
Winistörfer, P. Urban, gew. Conventual zu St. Urban.
Wallier, Rudolf, in Solothurn. 12

Canton Basel.

Stadttheil.

von Brunn, Johann Jakob, Pfarrer in Basel.
* Burckhardt, August, Dr. Jur. Criminalgerichtspräsident.
Burckhardt, Carl, Dr. Jur. Bürgermeister.
Burckhardt, J. Chr. a. o. Professor in Basel.
Burckhardt, Rudolf, Dr. Jur. Fiscal.
Fechter, Daniel, Dr. Phil. Lehrer am Gymnasium.
Hagenbach, C. Rudolf, Dr. Theol. Professor.
* Heussler, Andreas, Dr. Jur., alt Rathsherr.
La Roche, August, Dr. Jur. Appellationsrath.
La Roche, German, alt Deputat.
Lichtenhahn, Carl, Dr. Jur., alt Staatsschreiber.
Merian, Peter, Dr. Phil. Rathsherr.
Meyer, Remigius, Dr. Phil.
Müller, J. G., Dr. Theol. Professor.
Reber, Balthasar, Dr. Phil.
Sarasin, Felix, Bürgermeister.
Sarasin, Adolf, alt Pfarrer.
Schnell, Johann, Dr. Jur. Professor.
von Speyr, Carl, Dr. Jur.

HHerrn

Stockmeyer, Emanuel, Pfarrer in Basel.
Streuber, Dr. Phil.
* Vischer, Wilhelm, Dr. Phil. Professor.

Landschaft.

Bidermann, E., Pfarrer in Mönchenstein.
Cherbuin, Fr., Lehrer in Basel.
Linder, R., Pfarrer in Reigoldsweil.
Riggenbach, J., Pfarrer in Bennweil. 26

Canton Schaffhausen.

Gelzer, Heinrich, Dr. Phil. ordentl. Professor, in Berlin.
Schenkel, Daniel, Dr. Theol. Pfarrer in Schaffhausen. 2

Canton Appenzell.

Fässler, J. A., Med. Dr. Landammann in Appenzell.
Neff, Joh. Jakob, alt Landammann in Herisau.
Roth, Joh., Präsident des kl. Rathes vor der Sitter in Teufen.
* Zellweger, Joh. Caspar, Dr. Phil., in Trogen. 4

Canton St. Gallen.

Baumgartner, Jakob, alt Landammann.
Curti, Franz Alexander, Dr. in Rapperswil.
von Gonzenbach, Aug., Dr. Jur., gew. eidg. Staatsschreiber.
Greith, Carl, Decan in St. Gallen.
Hardegger, Jos., Professor in St. Gallen.
Näf, August, Verwaltungsrathsschreiber.
Oehler, J., Bischöflicher Kanzler in St. Gallen.
Rickenmann, Xaver, Präsident in Rappersweil.
von Tschudi, in St. Gallen.
Wegelin, Carl, Stiftsarchivar. 10

Canton Graubünden.

Bavier, Joh. Baptist, Bundespräsident, von Cur.
Brosi, Joh. Rudolf, Bundeslandammann, von Klosters.
Buol, Georg, Bundeslandammann, von Parpan.
von Carisch, Otto, Professor von Sarn.
von Castelmur, Johann, Baron, zu Coltura im Bregell.
Fetz, G. Fr., Pfarrprovisor zu Curwalden, von Ems.
von Flugi von Aspermont, Conrad, von St. Moritz.
von Flugi, Alphons, in Cur.
Gangel, Cyprian, Bundesstatthalter, von Curwalden.
Ganzoni, Phil. Ant., Bundespräsident, von Celerina.
Giuliani, Thomas, Bundespräsident, von Poschiavo.
von Jecklin, Constanz, von Cur.
Kaiser, Professor in Cur.
Kind, Pfarrer in Savien.
a Marca, Joseph, Landrichter, von Soazza.
von Mohr, Peter Conradin, von Cur und Süs.
von Mont von Löwenberg, Heinrich, Baron, Cantonsverhörrichter, von Schleuis.

HHerrn

von Mont, Christoph, Domcantor zu Cur.
Otto, Bernhard, Zunftmeister, von Cur.
von Planta-La Tour, Johann, Landschreiber, von Süs.
von Planta von Reichenau, Ulrich, Bundespräsident, gew. eidg. Oberst, von Samaden.
von Rascher, Jakob Martin, Med. Dr., von Cur.
Riesch, Jakob Franz, bischöflicher Hofkanzler in Cur.
von Salis-Marschlins, Ulysses, Hauptmann, von Marschlins.
von Salis-Soglio, Johann Ulrich, Oberst, von Cur.
von Sprecher von Bernegg, Johann Andreas, Landammann, von Cur und Küblis.
Wassali, F., Stadtrichter in Cur. 27

Canton Aargau.

Münch, Arnold, Gemeindrath in Rheinfelden.
Schröter, C., Bezirksschullehrer in Rheinfelden.
Strähl, Friedrich, Fürsprech in Zofingen. 3

Canton Thurgau.

Günther, J., Advokat in Weinfelden.
Kern, Conrad, Dr. Jur. Obergerichtspräsident.
von Kleiser, Stiftsdecan in Kreuzlingen.
Krapf, J., Archivar in Frauenfeld.
Meyerhans, Pfarrer.
Mörikofer, Joh. Caspar, Rector in Frauenfeld.
Pupikofer, J. Adam, Diacon in Bischofzell.
Stäheli, Regierungsrath. 8

Canton Tessin.

Franscini, Stephan, Bundesrath in Bern. 1

Canton Waadt.

de Charrière, L., Baron, à Lausanne.
Eynard, Carl, von Genf, in Rolle.
Favrod-Coune, licencié en théologie à Château-d'Oex.
Forel-Morin in Morsee.
Gaillet, Instituteur à Nyon.
Gaullieur, E. H., Profésseur d'histoire à Genève
von Gingins von La Sarraz, Friedrich, Baron.
Hisely, Joh. Jakob, alt Professor.
de Mieville, ancien conseiller d'état à Yverdun.
Troyon, Friedrich, Archäologe in Chéseaux.
* Vuillemin, Ludwig, Professor. 11

Canton Neuenburg.

Bovet, Bibliothekar in Neuenburg.
Coulon, S. V. A., ancien conseiller d'état in Neuenburg.
Cuche, Julius, gew. Mitglied des obersten Gerichtshofes.
Dubois-Bovet in Neuenburg.
Guyot, alt Professor.
de Mandrot-Pourtalès.

HHerrn

de Pury, Ed., von Neuenburg.
Wavre, Fr. A., gew. Mitglied u. Secretair d. conseilgénéral. 8

Canton Genf.

Blavignac, Daniel, Architect.
Cellerier, Professor und Rector der Academie.
Chaponière, J. J., Dr. en médecine.
Duby, Präsident der archäologischen Gesellschaft.
Favre-Bertrand.
Girod, August, Civilrichter.
Hurt-Binet, Oscar.
Lefort, Ch., Advocat.
Lefort-Naville.
Lullin-Dunant, Richter.
Mallet, Eduard, Civilrichter und Präsident der geschichtforschenden Gesellschaft in Genf.
Naville, Adrien, ancien conseiller d'état.
Rilliet de Constant, colonel fédéral.
Serre-Faissan.
Vaucher-Mestral. 15*)

Im Ganzen 218.

Ehrenmitglieder.

HHerrn	Jahr der Aufnahme.
kermann; John-Yonge, Secretär der kön. engl. Gesellschaft für Alterthumsforschung in London.	1850.
andelier, gew. Reg.Rath in Bern, in Higbland, verein. Staaten von Nordamerika.	1850.
ergmann, J. von, erster Custos des k. k. Münzkabinets und der k. k. Ambrasersammlung in Wien.	1849.
öhmer, Friedrich, Dr. Jur. Oberbibliothekar in Frankfurt a. M.	1843.
ordier, Henri, Mitglied der Redaction der bibliothéque de l'école des chartes in Paris.	1850.
hmel, Joseph, Vicedirector des k. k. geheimen Hausarchivs in Wien.	1849.
ibrario, Louis, Senator und Mitglied der kön. Sardin. Academie der Wissenschaften in Turin.	1850.
lerc, Eduard, Rath am königl. Hofe in Besançon.	1843.
ahlmann, F. C., Professor in Bonn.	1851.
uvernoy, Mitglied der Academie in Besançon.	1843.
flinger, A. Freiherr von, gew. eidg. Geschäftsträger in Wien.	1850.

*) Von den stiftenden Mitgliedern hat die Gesellschaft durch den od verloren:
HHerrn
irchhofer, Melchior, Dr. Theol. und Pfarrer in Stein. Anno 1853.
on Reding, Carl, alt Regierungsrath in Baden. Anno 1853.
Vyss, Dr. Rudolf, alt Lehenscommissär in Bern. Anno 1854.
on Mohr, Theodor, alt Bundesstatthalter in Cur. Anno 1854.

HHerrn	Ehrenmitglieder.	Jahr der Aufnahme.

Gaschard, archiviste d'état à Bruxelles. 1850.
Grimm, Jakob, Dr. Phil. und Hofrath in Berlin. 1843.
Guérard, membre de l'Institut à Paris. 1850.
Guyot, Professeur, à Cambridge, Massachussets aux Etats-Unis. 1850.
Hildebrand, Secretair der königl. Schwed. Academie der schönen Wissenschaften, Geschichte und Alterthümer in Stokholm. 1850.
Kortüm, Friedr. Dr. Prof. der Geschichte in Heidelberg. 1850.
von Lassberg, Freiherr auf Mörsburg. 1849.
Matile, gew. Professor in Neuenburg, in den Vereinigten Staaten von Nordamerika. 1850.
Ménabréa, chevalier, à Chambéry. 1850.
Pertz, Georg Heinrich, Dr. und Oberbibliothekar in Berlin. 1845.
Pfeiffer, Dr. Franz, Prof. u. Bibliothekar in Stuttgart. 1851.
Rafn, Secretair der k. Dänischen Gesellschaft für nord. Alterthümer in Kopenhagen. 1850.
Ranke, Leopold, Professor und Mitglied der k. Preuss. Academie der Wissenschaften in Berlin. 1850.
Schaffarik, Paul Joseph, in Prag. 1850.
Schreiber, Heinrich, Dr., Professor und geistlicher Rath in Freiburg i. B. 1843.
Stählin, Dr. Chr. Fr., Oberstudienrath und Bibliothekar in Stuttgart. 1850.
von Wessenberg, J. Heinrich, Freiherr, Generalvicar in Constanz. 1843.

Vorsteherschaft.

Präsident:

Fetscherin, Dr. Rudolf, alt Reg. Rath in Bern.

Vice-Präsident:

von Wyss, Georg, alt Staatsschreiber in Zürich.

Quästor:

Burckhardt, Aug., Dr. Jur. Criminalgerichtspräsident in Basel.

Secretair:

Hidber, B. Lehrer in Bern.

Archivar:

Vacat.

Redactoren des Archives.

von Meyer von Knonau, Gerold, Staatsarchivar in Zürich.
von Wyss, Georg, alt Staatsschreiber in Zürich.

Redactoren des Regestenwerkes.

Vacat.
Forel-Morin, Fr., à Morges.

Protokoll

der

zehnten Versammlung der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz.

Gehalten zu Solothurn den 18. und 19. September 1854.

Erste Sitzung.

Am 18. September im Gasthof zur Krone in Solothurn.

---

1. Herr alt Regierungsrath Dr. R. Fetscherin eröffnet als Präsident die Sitzung zur Behandlung der Geschäfte. Das Sekretariat versieht Hr. B. Hidber, Lehrer der Geschichte an der Industrieschule in Bern.

2. Herr Karl Morell von St. Gallen, in Bern, wird auf seinen schriftlich geäusserten Wunsch hin einstimmig zum Mitgliede der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz angenommen. Es erklären ferner ihren Beitritt zu derselben die Herren J. V. Ostertag, Bibliothekar der Bürgerbibliothek in Luzern, Mitglied des Vereins der fünf Orte; Professor Hänggi, Bibliothekar der Stadtbibliothek in Solothurn, Mitglied des dortigen historischen Vereins. Den Austritt aus der Gesellschaft zeigt dagegen an, wegen seiner Auswanderung nach Nordamerika, Herr P. Ildephons Tornare zu Bulle, gew. Conventual des Klosters St. Urban. Durch Tod hat dieselbe ferner verloren die Herren alt Landammann A. v. Tillier, Grossrath und alt Lehenkommissär Rud. Wyss, Dr. Jur., beide von Bern; ferner alt Bundesstatthalter Theodor von Mohr in Cur.

3. Auf den Vorschlag der Vorsteherschaft wird, um den Wünschen verschiedener Mitglieder, namentlich aus der französischen Schweiz, entgegenzukommen, beschlossen, die künftige

Jahresversammlung während des Monats August 1855 abzuhalten, die Bestimmung der Tage dagegen wird der künftigen Vorsteherschaft überlassen; dieselben sollen aber im Einladungsschreiben an die Mitglieder wenigstens einen Monat vorher angezeigt werden.

4. Das Präsidium bringt die Anträge der Vorsteherschaft vereinigt mit der Kommission über die fernere wissenschaftliche Thätigkeit der Gesellschaft vor. Nach lange andauernder, bis in die Nacht fortgesetzter Diskussion, besonders über den Antrag des Hrn. Dr. Theodor Scherer in Solothurn, schon jetzt einen codex diplomaticus, welcher die ganze Schweiz umfasse, bis zum Jahr 1300 herauszugeben, wird wegen vorgerückter Zeit die Berathung hierüber abgebrochen und am folgenden Tage früh um 7 Uhr fortzusetzen beschlossen.

Zweite Sitzung
am 19. September Morgens 7 Uhr im Versammlungssaale der Gesellschaft, dem von den Behörden von Solothurn gefälligst hiefür wieder eingeräumten Grossrathssaale des Kantons Solothurn.

---

1. Nach kurzer Erinnerung an die Mitglieder durch das Präsidium, dass die gestern Nachts abgebrochene Diskussion — wegen der heutigen auf 9 Uhr anberaumten und angekündigten ordentlichen Sitzung — jedenfalls um diese Zeit beendigt sein müsse, wird dieselbe nun fortgesetzt.

2. Nach mehrseitigen Erörterungen (wobei auch das von Herrn B. Hidber im Schoosse der Kommission beantragte Urkunden-Register in Berathung gezogen ward, welches allgemein als wünschenswerth erschien) wurden endlich folgende vom Herrn Vicepräsidenten J. Georg von Wyss von Zürich gestellten Anträge mit einigen Modifikationen angenommen:

a. Die Gesellschaft erklärt sich bereit, die Herausgabe eines schweizerischen codex diplomaticus zu übernehmen, falls sich dieselbe auf Grundlage eines vorzulegenden detaillirten Plans

als möglich und zweckmässig erzeigt. Zu diesem Ende wird der geschichtforschende Verein in Solothurn ersucht, der Vorsteherschaft zu Handen der Gesellschaft einen solchen Plan vorzulegen, in welchem namentlich bezeichnet seien:

1) der Umfang eines solchen Werkes der Zeit nach, welche die aufzunehmenden Urkunden umfassen sollen;
2) diejenigen Kategorien von Urkunden (staatlichen- Gemeinden- Stiftungen- Geschlechter betreffend), welche in dem codex Aufnahme finden sollen, sowie diejenigen, welche davon ausgeschlossen bleiben;
3) das Verhältniss dieses codex zu den bereits vorhandenen offiziellen und nicht-offiziellen schweizerischen Urkundenwerken in Beziehung auf Punkt 2;
4) ein Devis über die finanziellen Verhältnisse des Unternehmens;
5) Personalvorschläge, betreffend die Redaktion desselben.

Von dieser Einladung wird auch sämmtlichen übrigen Kantonalvereinen Kenntniss gegeben, damit dieselben allfällige Wünsche betreffend das Unternehmen dem solothurnischen Vereine zur Berücksichtigung bei Entwerfung des Planes mittheilen können.

b. Die Gesellschaft erklärt sich bereit, die Herausgabe eines Registers über die in den schweizerischen Kantonalarchiven vorhandenen Urkunden zu unternehmen, falls sich dieselbe gegründet auf einen diessfällig vorzulegenden detaillirten Plan, als möglich und zweckmässig erzeigt. Zu diesem Ende wird der solothurnische Verein ersucht, in Verbindung mit dem obgenannten Antragsteller einen detaillirten Plan hierüber der Vorsteherschaft zu Handen der Gesellschaft vorzulegen, in welchem namentlich bezeichnet seien:

1) der Umfang des Registers der Zeit nach, welche die aufzunehmenden Urkunden umfassen sollen; 2) diejenigen Kategorien von Urkunden, welche dabei berücksichtigt werden sollen; 3) die finanziellen Verhältnisse des Unternehmens; 4) Personalvorschläge, betreffend die Redaktion desselben.

Sollte ein solcher Plan der Vorsteherschaft vor Abhaltung

der nächsten Jahresversammlung so zeitig eingereicht werden, dass bereits an die Ausführung Hand angelegt werden könnte, und die Vorsteherschaft diese sofortige Ausführung als zweckmässig erachten, so wird sie hiezu eventuell ermächtigt.

c. Nach dem Antrag von Herrn Pfarrer Fiala soll zwar das Regestenwerk einstweilen nicht fortgesetzt werden; jedoch wird erkennt, einen ausführlichen Vortrag des Herrn Dr. H. von Liebenau hierüber der Vorsteherschaft zur Begutachtung zuzuweisen nnd von derselben hierauf Vorschläge über die allfällige Fortsetzung dieses Regestenwerks zu gewärtigen.

d. Betreffend Fortsetzung des Archivs und der historischen Zeitung war wegen der vorgerückten Zeit die einlässlichere spezielle Behandlung nicht mehr möglich. Da aber in den beiden allgemeinen Berathungen sich durchaus keine Stimme gegen die Fortsetzung des Archivs, wohl aber mehrere Mitglieder sich entschieden für dessen Fortsetzung aussprachen, überdiess desshalb auch Verträge bestehen, die noch fortdauern, so ist die so wünschenswerthe Fortdauer desselben als eine anerkannte Sache zu betrachten.

Hinsichtlich der Fortdauer der historischen Zeitung wird die neue Vorsteherschaft zu entscheiden haben, ob und in welcher Form sie vom künftigen Jahre an fortbestehen solle, indem der bisherige Redaktor nur bis zu Ende dieses Jahres zu deren Herausgabe in bisheriger Form verpflichtet ist.

3. Als Archivar wird einstimmig nach dem Antrag der Vorsteherschaft gewählt Herr B. Hidber in Bern.

In der hierauf abgehaltenen öffentlichen Sitzung der Gesellschaft

1. Liest der Herr Präsident den Bericht über den Gang der Gesellschaft vor. Nach Vorlage der sämmtlichen seit der letzten Jahresversammlung an die Gesellschaft eingelangten Sendungen und Geschenke gibt er der Versammlung genauere namentliche Kenntniss von allen historischen Vereinen, mit welchen wir in mehr oder minder lebhaftem litterarischen Verkehre stehen durch gegenseitigen Schriftentausch, worauf bei Erwäh-

nung der schweizerischen Vereine spezieller auf die verschiedenen mehr oder minder bedeutenden Lücken in den Zusendungen derselben aufmerksam gemacht wird nebst Hindeutungen auf das ziemlich lose Band der Vereine unter sich sowohl als mit unserm Hauptverein: und erwähnt ferner der Zahl der Mitglieder unserer allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz, die auf ungefähr 220 Mitglieder aus fast allen Kantonen der Eidgenossenschaft ansteigt. Nachdem er hierauf sein Bedauern ausgesprochen, dass ungeachtet seiner mehrfachen Aufforderung zu Biographien der verstorbenen Mitglieder nirgendher solche Beiträge eingelangt, so erwähnt der Referent selbst in kurzen Zügen des bereits vor einem Jahre hingeschiedenen ausgezeichneten Forschers auf dem Felde der schweizerischen Kirchengeschichte, Herrn Dr. M. Kirchhofer; sodann des herben Verlusts, welche unsere Gesellschaft in diesem Jahre erlitten: des Herrn alt Landammann A. v. Tillier von Bern, dessen zahlreiche historische Schriften in Jedermanns Händen sind; des Herrn Grossrath Dr. Jur. R. Wyss, ebenfalls von Bern, der sich namentlich als Archivar bleibende Verdienste um unsere Gesellschaft erworben; endlich des Herrn alt Bundesstatthalter Theodor von Mohr in Cur, des Hauptredaktors unseres Regestenwerks, welcher mit den Geschäften unsers Vereins am meisten vertraut war, indem derselbe einzig von allen Mitgliedern, ungeachtet der oft ziemlich mühsamen Wanderungen, sämmtlichen Jahresversammlungen unserer Gesellschaft seit deren Stiftung beigewohnt hat. Endlich schliesst der Referent, nachdem er noch kurz angeführt, dass zwar wegen verschiedener verhinderndér Geschäfte diesesmal kein spezieller finanzieller Rechnungsbericht von Seite unsers Kassiers, Herrn Dr. Jur. A. Burkhardt von Basel, vorliege, nach kürzlich erhaltener Zuschrift von demselben, dass aber — was die Hauptsache — die gegründetste Hoffnung vorhanden sei, unsere finanziellen Verhältnisse ferner unter dessen trefflicher Leitung zu sehen, mit einem eindringlichen Mahnworte an die verehrlichen Mitglieder unserer Gesellschaft zu vermehrter Thätigkeit.

2. Nach einer an das Präsidium zu Handen der Gesellschaft

eingelangten gefälligen Mittheilung werden zwei interessante Briefe von General Brüne an das französische Direktorium über das Treffen bei Neuenegg (5. März 1798) vorgelesen. Dem verehrten Einsender dieser Aktenstücke, Herrn Staatsschreiber und Staatsarchivar Moritz von Stürler in Bern, soll der Dank der Gesellschaft ausgesprochen werden.

3. Herr Professor Hugi theilt aus einer grössern sorgfältigen Arbeit mehrere Notizen mit über Römische Alterthümer in und um Solothurn, zumal die alte Römerstrasse über Altreu, mit Vorweisung verschiedener von ihm an Ort und Stelle gesammelten, seine Abhandlung erläuternder Fundstücke.

4. Herr alt Regierungsrath Dr. Fetscherin liest aus einer neu zu bearbeitenden Biographie Adrians von Bubenberg einige Bruchstücke, in welchen einzelne frühere Angaben kritisch beleuchtet und berichtigt, sowie andererseits aus den Quellen bisher unbekannte Züge aus dessen Leben angeführt werden.

5. Herr B. Hidber, Lehrer der Geschichte in Bern trägt vor: schweizerische Badefahrten im XVI. Jahrhundert, besonders des Stadtschreibers Rennward Cysat zu Luzern; ferner eine bernerische Schützenreise im XVI. Jahrhundert nach Strassburg.

6. Nachdem inzwischen Herr Grossrath L. Lauterburg von Bern eine Anzahl Exemplare seiner Biographien von Bernern und Bernerinnen (als Nachtrag zum Berner-Taschenbuch 1853 erschienen) als Geschenk für die Mitglieder der Gesellschaft zur Disposition gestellt, wird nach abgelaufener Amtsdauer zur Wahl des Präsidenten geschritten und für die folgenden zwei Jahre gewählt: Herr Georg von Wyss, alt Staatsschreiber von Zürich; hierauf zum Vize-Präsidenten Herr P. Urban Winistörfer von Solothurn.

7. Nachdem der abtretende Präsident den anwesenden Vertretern der solothurnischen Staats- und Stadtbehörden für ihre fortdauernde freundliche Theilnahme den verbindlichsten Dank ausgesprochen, schliesst er, mit der zuversichtlichen Hoffnung auf kräftiges Gedeihen unsers Vereins im Hinblick auf die ge-

troffenen neuen Wahlen, die zehnte Jahresversammlung der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz.

8. Schliesslich wird auf den Antrag des Herrn Archivar Schneller dem abtretenden Herrn Präsidenten für seine umsichtige und thätige Leitung der Dank der Gesellschaft einhellig ausgesprochen.

Am Schlusse wies Herr Hidber das ihm durch freundliche Güte zu Theil gewordene ausgezeichnete Werk vor: »Urkunden zur Geschichte der Stadt und Republik Bern, von Karl Zeerleder, Mitglied des Kleinen Rathes«; die ganze Versammlung stimmte mit ein in den vollen Dank gegen den edeln Verewigten und die ihn so schön ehrenden Hinterbliebenen.

Vorsteherschaft

für 1855 und 1856.

Präsident:

von Wyss, Georg, gew. Staatsschreiber in Zürich.

Vice-Präsident:

Winistörfer, P. Urban, gew. Conventual von St. Urban zu Solothurn.

Quästor:

Burckhardt, Aug. Dr. Jur. Criminalgerichtspräsident in Basel.

Sekretär:

Meyer, Konrad, in Stadelhofen in Zürich.

Archivar:

Hidber, B. Lehrer, in Bern.

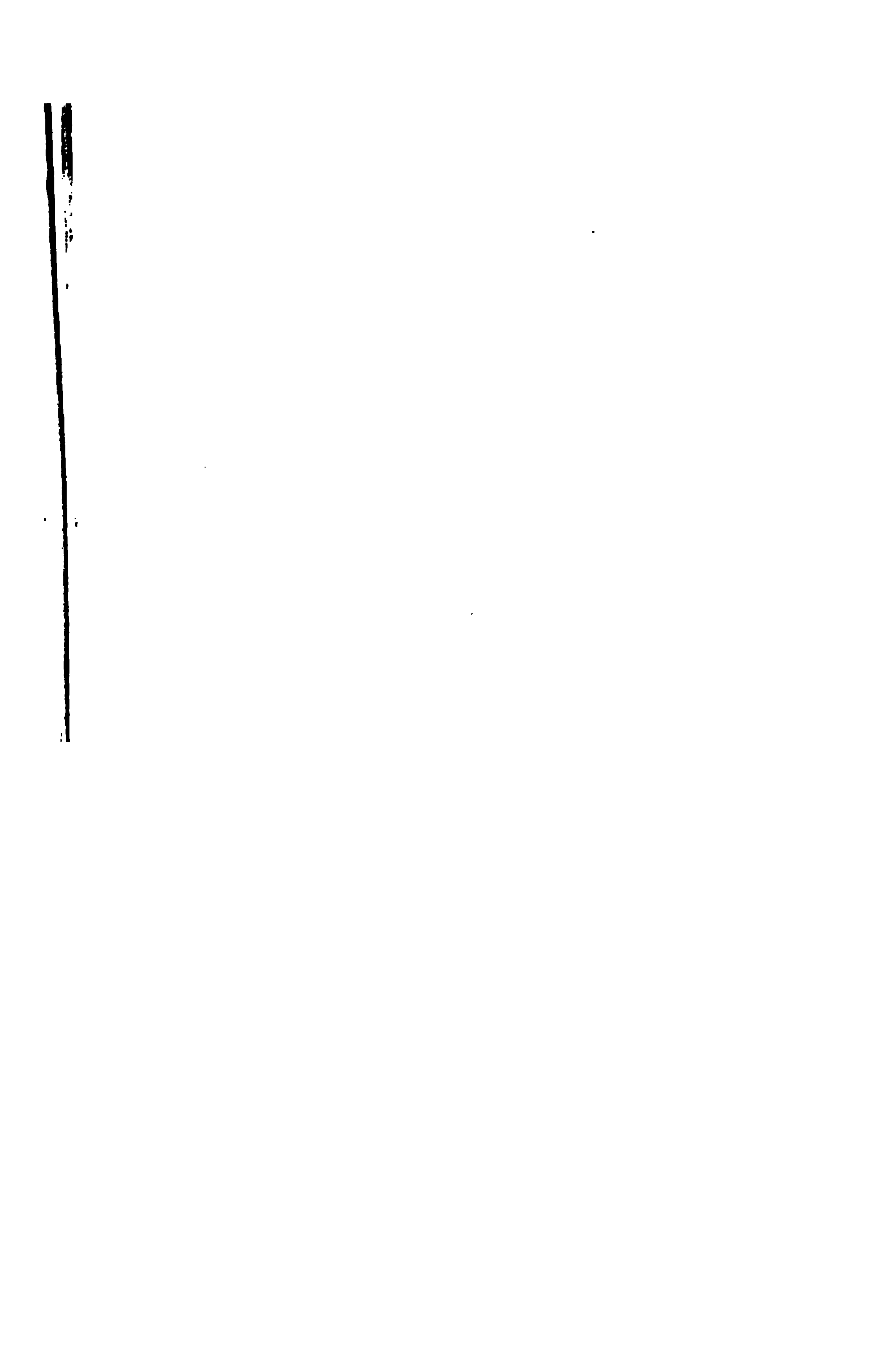
Redaktoren des Archives.

von Meyer von Knonau, Gerold, Staatsarchivar in Zürich.
von Wyss, Georg, gew. Staatsschreiber in Zürich.

Redaktoren des Regestenwerkes.

Vacat.
Forel-Morin, Fr. à Morges.

ABHANDLUNGEN.



I.

Das
sogenannte Zeitregister von Tschachtlan
gehört
dem XVII., nicht aber dem XV. Jahrhundert an.

Von
Dr R. FETSCHERIN,
alt RRath, Mitglied d. allg. geschichtf. Gesellschaft d. Schweiz.

Den Verfasser dieser Abhandlung hat die Erforschung der politischen Gemeindverhältnisse von Bern im Verlaufe der Zeit zu den Burgunderkriegen, dem Glanzpunkte der Eidgenossen hingeführt: eine neue, wie er glaubt, sorgfältigere und genauere Durchforschung bereits bekannter, verbunden mit derjenigen anderer erst in neuerer Zeit eröffneter Quellen dürfte, hofft er, manches zum Theil vielleicht nicht erwartete Resultat gewähren: aber eben diese Sichtung der Quellen lehrte auch grössere Vorsicht in deren Benutzung.

Seit einem Jahrhundert ungefähr finden wir von Bernischen Geschichtforschern bis auf die neusten Zeiten herab für die Geschichte der zweiten Hälfte des fünfzehnten Jahrhunderts eine Schrift als *gleichzeitige Quelle* angeführt, welche derselben Zeit nicht angehören kann.

Theils die Seltenheit von Abschriften dieses Geschichtwerkes, theils die unglückliche Gewohnheit, ohne eigene Forschung, selbst da wo sie möglich ist, berühmten Vorgängern fast blindlings nachzufolgen, mag die Veranlassung gewesen sein, dass noch der neuste bernische Geschichtschreiber jene Schrift unbedenklich als gleichzeitige Quelle für die Geschichte Berns in der zweiten Hälfte des fünfzehnten Jahrhunderts angeführt hat. Wir reden von dem s. g. *Zeitregister Tschachtlans.*

Anshelm [1]), dem genaue Kenntniss der Quellen der Geschichte Berns seiner Zeit und der jüngstvergangenen niemand absprechen wird, kennt für die Zeit des Burgundischen Kriegs nur *Schilling* als gleichzeitige Quelle, dem er nicht ohne Grund Vorliebe für Frankreich und Hass gegen Burgund zuschreibt [2]): eine Geschichte von Tschachtlan, einem so angesehenen Berner dieser Zeit, hätte ihm nicht wohl unbekannt bleiben mögen.

Warum *Stettler* ein Zeitregister von *Tschachtlan* nicht kennt, werden wir später zu erläutern suchen.

Lauffer im folgenden (achtzehnten) Jahrhundert führt gewöhnlich nicht Quellen an, hat aber diese Schrift wohl nicht benutzt, wie eine Vergleichung seiner helvetischen Geschichte in dieser Zeit von 1451 an zeigen mag [3]), sie entweder als seltene Handschrift *nicht* gekannt, oder vielleicht auch, als der Zeit näher stehend, besser gekannt als seine Nachfolger. Man weiss übrigens auch, dass ihn der Tod vor Vollendung seiner Arbeit übereilte, nach welcher er vermuthlich über die von ihm benutzten Quellen nähern Aufschluss gegeben haben dürfte.

Der erste unseres Wissens, welcher diese Schrift bestimmt als gleichzeitige Quelle des XV. Jahrhunderts anführt und durch seinen bestimmten Vorgang wohl manche Spätere ihm nachzufolgen verleitet haben mag, ist der bekannte Geschichtforscher *Alexander Ludwig von Wattenwyl* [4]), damals Landvogt zu Nydau. Seine Histoire de la confédération Helvétique erschien zu Bern 1754 in 2 Theilen [5]).

In der Vorrede zu seinem Werke giebt er die Quellen besonders der Geschichte von Bern an. Als älteste Quelle citirt er Justinger »der seine Geschichte«, wie er ganz richtig be-

---

[1]) Anshelm hat die *Rathsmanuale* wohl benutzt.

[2]) Anshelm I, 98 und 113.

[3]) Thl. V. S. 225 fgg.

[4]) Alex. Ludw. v. Wattenwyl geb. 1714 war 1745 unter die CC gewählt, von 1752—1758 Landvogt zu Nydau; er starb 1780.

[5]) Die Handschrift derselben nebst einer noch ungedruckten Fortsetzung bis 1663 befindet sich unter seinen historischen Sammlungen in acht Bänden auf der Stadtbibliothek in Bern.

merkt, »bis 1421 fortgeführt habe«. Etwas sonderbar führt er dagegen in seinem Werke selbst unter den Quellen in den Noten *Justinger* noch bis zu den Jahren 1436—1446 an[6]). — Justingers Chronik hiess nämlich auch die Stadt-Chronik, die verschiedentlich fortgesetzt immer noch den Namen des ersten Verfassers trug. — »*Ulrich Wagner* von Schwyz habe dann« (fährt von Wattenwyl fort) »diese Chronik bis 1466 fortgesetzt»: gerade so weit unser gedruckte Tschachtlan geht[7]). »*Benedict* »*Tschachtlan* (fährt von Wattenwyl weiter fort) des Raths, spä»ter Venner zu Bern, habe deren Geschichte bis zum Jahre 1471 »fortgesetzt.« Wie wir schon bemerkt haben, geht die s. g. gedruckte Berner-Chronik von *Benedict Tschachtlan* nur bis 1466 mit dem Brande von Frutigen in diesem Jahre endend und am Schlusse noch ausdrücklich[8]), auf die *neuen Chroniken der Stadt Bern von den Burgundischen Kriegen und andern Sachen*[9]) hinweisend.

Es giebt aber auch wirklich Forsetzungen von *Justinger*, die *bis zum Jahr* 1471 reichen. Auf der Stadtbibliothek von Bern finden sich handschriftlich zwei Bände Folio. *Justinger* Band I (bis 1421 gehend) und *Justinger* Band II (1421—1471 gehend) überschrieben, wo unmittelbar auf den Schluss (vom gedruckten Tschachtlan) den Brand von Frutigen 1466 folgt: 1466 *Bund von Bern und Solothurn mit Mülhausen* und unmittelbar hierauf wieder der *Anfang* des *Kriegs zwischen der Herrschaft von Oestreich und gemeinen Eidgenossen.* »Da man zelt von Gottes Geburt »1467 Jar erhubent sich die Stöss zwischen der Herrschaft von »Oestreich und gemeinen Eidgenossen« u. s. w. Dieser Theil endet mit dem Twingherrenstreit im Jahr 1470: auf der letzten Seite steht: »In dem Jar als man zelt von der Geburt Christi »1470 Jar ward diese Chronik geschrieben und gemalet durch »den fürnemmen Bendicht *Tschachtlan*, Venner und der Rats

---

[6]) De W. hist. de la conf. Helv. I, 228—259 in den Noten.

[7]) *Bendicht Tschachtlans* Berner-Chronik von 1421—1466: herausgegeben von *Stierlin* und Wyss. Bern 1820.

[8]) B. Tschachtlans Berner Chronik S. 335.

[9]) Offenbar auf *Diebold Schilling* hindeutend.

»ze Bern auch durch Heinrich *Tidlinger* Schriber diss Buchs »und ist gezogen diss Buch uss der rechten Chronik der Stadt »Bern«. Später folgt noch ein anderer kurzer Auszug von 1160 an, der mit dem Zuge nach Chalons 1480 (wie bei Schilling) endet. Von Wattenwyl fährt nun in jener Quellen-Aufzählung fort[10]: »Le même Tschachtlan est auteur des *Memoires du Tems*, »qui finissent en 1477. Theobald Schilling apres avoir copié »Tschachtlan, nous donne la guerre de Bourgogne, dans la»quelle il avait servi, il termine son histoire en 1480«[11]. Durch obige Stelle wie durch die Anführungen aus dieser sog. Schrift Tschachtlans in von Wattenwyls Werke glauben wir seien die nachfolgenden Schriftsteller irregeführt worden.

Dieser für seine Zeit sehr verdienstlichen Forschung von *Wattenwyls* ist kurz darauf *Tscharner*[13]) nachgefolgt in seiner *Historie der Eidgenossen*, deren *erster Theil* bald nachher (im Jahr 1756) erschienen ist[14]). Diese Geschichte der Eidgenossen

---

[10]) Vorrede S. 1. 2.

[11]) Offenbar meint von W., Schilling habe dieses Zeitregister, diese mémoires du Tems von Tsch. abgeschrieben.

[12]) Schon die Herausgeber der Chroniken von Justinger und Tschachtlan dachten (s. Vorrede zu Letzterm S. XIV.) an eine neue verbesserte Ausgabe von *Schilling*. Wenn man an die gräulichen Versetzungen (besonders auf den ersten 18 Seiten) die vielen Druckfehler und sonstigen mannigfachen Gebrechen der gedruckten ersten zu Bern erschienenen Ausgabe von 1743 denkt — immerhin für *jene* Zeit jedoch eine sehr verdienstliche Arbeit die mehr Aufmunterung verdient hätte — so wäre gewiss eine neue Ausgabe dieser Schrift mit Benutzung der zahlreichen guten Handschriften auf hiesiger Bibliothek, so wie der s. g. *Sternerschen* Chronik (im Besitze des Grafen Heinrich *von Diessbach* zu Freiburg) so wie mit Beiziehung der Rathsmanuale und anderer Quellen eine sehr verdienstliche Arbeit. Manches hiefür hat auch der Verfasser dieser Abhandlung gesammelt.

[13]) Bernhard *Tscharner* geb. 1728, gest. 1778, von Aubonne oder von Bellevue zubenannt, Mitglied des Grossen Raths, Bruder des durch Pestalozzi bekannten *Arner*.

[14]) Ohne Druckort wahrscheinlich zu Zürich: der II. Thl. von 1758; der dritte erst 1768. Eine neue Auflage erschien (nach des Verfassers Tode) 1789 zu Zürich.

ist im dritten Bande nur bis zum Jahr 1586 fortgeführt. Vom nemlichen Verfasser erschien auch in den Jahren 1765 und 1766 zu Bern in zwei Bänden eine *Historie der Stadt Bern*, welche bis zum Jahre 1630 fortgeführt ist. In der Vorrede zum ersten Bande dieses zweiten Werkes giebt *Tscharner* (nach von Wattenwyl) eine Uebersicht der Quellen der Bernischen Geschichte, nennt zuerst *Justinger*, den Wagner bis 1466 und *B. Tschachtlan* bis 1471 fortgesetzt: auf welchen *Schilling* gefolgt in dessen Beschreibung der Burgundischen Kriege, die bis 1480 gehe. Valerius Anshelm[15]) habe dann nachgeholt, was *Schilling* in seiner Historie und *Tschachtlan in einem besondern Werke* ausgelassen.

Die öftern Anführungen in seiner *Historie der Eidgenossen*: im zweiten Bande derselben von S. 318 zum Jahre 1468 an und folgende lassen keinen Zweifel über dieses *besondere Werk von Tschachtlan* übrig: hie und da ist es zwar als M. S. bezeichnet, gewöhnlich aber wird es ganz bestimmt als *Tschachtlans Zeitregister* oder auch *Tschachtlans Bernisches Zeitregister* angeführt[16]).

Wir müssen hier zum Theil etwas vorgreifend zugleich bemerken, dass die Seitenzahlen der von uns benutzten Handschrift von *Tschachtlans Zeitregister* weder mit den Seitenzahlen in den *zahlreichen* Citaten bei *von Wattenwyl* noch bei *Tscharner* übereinstimmen, was jedenfalls auf drei verschiedene Handschriften führt, wovon besonders die Handschrift, welche von Wattenwyl benutzte, durch mehr als doppelt stärkere Seitenzahlen abweicht von derjenigen, welche wir zu benutzen im Falle waren; der aber diejenige, die Tscharner gebraucht hat, den Seitenzahlen

---

[15]) Sonderbarerweise lassen beide Schriftsteller (v. W. u. Tsch.) Anshelm mit dem Jahre 1518 enden, kennen also weder dessen Fortsetzung bis zum Jahr 1526 noch die immer noch nur handschriftlich vorhandene Fortsetzung bis 1536.

[16]) Nicht selten werden Schilling und *Tschachtlan* zusammen als *beweisende* Citate angeführt z. B. aus vielen Belegen vergleiche man nur die Noten zu II, 322, 23, 25, 331, 340, 351 u. s. w., anderemal werden *Tschachtlans Zeitregister* und *Stettlers* Chronik zusammen als beweisende Citate angeführt, ibid. S. 345, 46, 47, 48.

noch weit näher steht. Es wird indess solches leicht begreiflich, wenn man bemerkt, dass er das *Bernische Zeitregister* (S. 19 für ein factum des Jahres 1404 anführt[17]), ferner *Tschachtlan* (offenbar das s. g. Zeitregister) und *Stettler* zu 1406[18]), und wieder von 1436—1446 an öfter, bald allein, bald mit andern Quellen Tschudi, Justinger, Stettler zusammen[19]). Diese etwas sonderbare Erscheinung dürfte später ihre befriedigende Erklärung finden, der wir für jetzt nicht weiter vorgreifen wollen.

Nach *von Wattenwyl* und *Tscharner* kommen wir auf *Johannes Müller*, der wenn er die Handschrift dieses s. g. *Zeitregisters von Tschachtlan* selbst zu sehen Gelegenheit gehabt hätte, — selbst der unermüdete Forscher *Haller*[20]) gesteht sie nie gesehen zu haben, sondern citirt sie nur aus von Wattenwyls obengeführtem Werke — gewiss nicht in den Irrthum seiner Vorgänger und Nachfolger gefallen wäre. Müller nennt zwar nirgends das *Zeitregister von Tschachtlan:* er führt nur Tschachtlan oder *Diebold Schilling* und *Benedict Tschachtlans* Chroniken an. Da sich aber diese Citate in der gewöhnlich nach Tschachtlan genannten (der jetzt gedruckten) Chronik von Tschachtlan nicht finden, wohl aber in *Tschachtlans s. g. Zeitregister*, das Müller aus den Auszügen seiner Vorgänger kannte, so kann nur das letztere Werk gemeint sein[21]). Einigemal führt er *Tschachtlan* und *Schilling* zusammen als Gewährsmänner an, einmal in Anführung einer Rede mit dem Beisatze, *welche Schriftsteller sich insofern bestätigen, dass doch jedem seine Eigenheit bleibt*[22]).

---

[17]) De Wattev. I, 204 n. a.

[18]) De W. I, 211 n. a.

[19]) De W. I. 228—260: in den Noten häufig.

[20]) Bibl. der Schw. Gesch. IV. 312. Er citirt es nur unter No. 615 als bei Herrn von Wattenwyl von Nydau sel. befindlich, welche einzige ihm hievon bekannte Handschrift er aber nie gesehen habe.

[21]) S. Müller, IV, 429 n. 71, 76; S. 596 n. 528; S. 598 n. 144: S. 599 n. 146; S. 612 n. 208; S. 613 n. 216; S. 614 n. 221 fgg.; S. 615 n. 226.

[22]) S. 613 n. 216.

Fast unerklärlich bleibt, wie der sonst so umsichtige Herausgeber von Tschachtlans Chronik[23]), welcher doch — siehe die citirten Stellen — der Wahrheit so nahe kam, dennoch sich wieder von derselben entfernte und befangen gegenüber Autoritäten zur Wahrheit nicht durchzudringen vermochte. *Wyss* benutzte dasjenige Exemplar, welches sich in der reichen Privatsammlung des Herrn *von Mülinen-Mutach* befindet, durch dessen Gefälligkeit auch dem Verfasser nachstehender Abhandlung die Einsicht desselben gestattet wurde, deren Resultate er hier vorlegt.

Etwas weniger auffallen wird es dagegen demjenigen, welcher durch eigenes Quellenstudium mit der nicht selten erscheinenden Flüchtigkeit dieses Schriftstellers vertraut geworden, wenn der »Geschichtschreiber des eidgenössischen Freistaates Bern« Tschachtlans Zeitregister mit dem Jahre 1453 *unzähligemale* als Gewährsmann aufruft und auch nicht den allerleisesten Zweifel daran hegt, dass er hier eine gleichzeitige Quelle vor sich habe[24]). (Freilich wer die betreffende Handschrift selbst gelesen hat und die Handschriften der Rathsmanuale und Missivenbücher aus jener Zeit ebenfalls aus eigener Prüfung kennt, dem wird des Räthsels Lösung nicht gar schwer werden).

Wie viel umsichtiger ist dagegen der gründliche Forscher *von Rodt* verfahren! In seiner Geschichte des Twingherrenstreits Bern 1837, erwähnt er *Tschachtlans* (nicht des ihm wohlbekannten gedruckten) nur an sehr wenigen Stellen[25]): nur an *einer* Stelle citirt er bestimmter *Tschachtlans* Chronik S. 489 auf der Stadtbibliothek. Da nun alle diese Citate das Jahr 1470 betreffen, welches in der einen Fortsetzung von Justinger als Chronik von *Tschachtlan* aufgeführt wird und das Jahr 1470 in sich schliesst[26]), da ferner jene Seitenzahl, von Rodt oben an-

---

23) Bern 1820 s. die Vorrede S. XI u. bes. S. XXI, XXII.

24) Von Tillier, Band II, S. 142, 146, 147, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157; 159, 160, 160, 162, 164, 167, 168, 185, 195, 196, 197 u. s. w. (in den Noten.)

25) S. 119, 276, 283, 285 uud 287.

26) Auch *Haller* — Bibl. der Schw. Gesch. Bd. IV, 310 s. No. 614 — erwähnt dieser Chronik von Tschachtlau.

gegeben, mit keiner der drei Handschriften von Tschachtlans s. g. Zeitregister übereinstimmt, so hat von Rodt mit diesem Werke wohl jene, Tschachtlan zugeschriebene Fortsetzung von Justingers Chronik im Auge gehabt, nicht das s. g. Zeitregister von Tschachtlan. Anders hingegen verhält es sich mit den Citaten in *von Rodts Geschichte der Kriege Karls des Kühnen*[27]). Allerdings citirt von Rodt in diesen sehr sparsamen Anführungen Einiges aus *Tschachtlan* — während er dagegen in seinen beiden Bänden Schilling unzähligemal als Gewährsmann nennt — ein einzigesmal bestimmter *Tschachtlans Zeitregister;* allein das erste Citat (zu 1469) ausgenommen, treffen alle übrigen in beiden Bänden in die Zeit von 1474—1477 in welche sich nach obigen Angaben die Chronik von Tschachtlan nicht mehr erstrekte: zudem ist von Rodt an zweien der genannten Stellen Herrn von Tillier gefolgt[28]). Hätte von Rodt die Handschrift des s. g. Zeitregisters von Tschachtlan in Händen gehabt und sie prüfend durchgehen können, wir zweifeln keinen Augenblick daran, sein geübter kritischer Blick hätte ihn die Wahrheit bald finden lassen.

Wir kommen nun zur nähern Untersuchung dieses s. g. *Zeitregisters von Tschachtlan.*

Schon die Einrichtung, dass vor *jedem* Jahr (er beginnt mit 1451 und endet mit 1477)[29]) die Aufzählung der geistlichen und weltlichen Häupter in Europa, so wie des Schultheissen von Bern vorausgeht (diese letzten überdiess theils unvollständig, theils zuverlässig unrichtig) hätte Verdacht gegen einen *gleichzeitigen* Bernischen Verfasser, der NB. seit längerer Zeit[30]) im *Rathe* sass, erregen sollen: ein solcher hätte höchst wahrscheinlich nicht

[27]) Zwei Bände, Schaffhausen 1843 und 1844. — Thl. I, S. 105, 241, 330, 373, 377. Thl. II, 326.

[28]) Nämlich Band I, 330 und Band II, 302.

[29]) Wyss hatte auch bemerkt, dass die Jahre 1474, bes. 1475 und 1476 unverhältnissmässig weitläufiger geschildert sind.

[30]) *Haller,* Bibl. d. Schw. Gesch. IV, 311. Tschachtlan sei seit 1452 des Grossen, seit 1458 des Kleinen Raths gewesen, zwar im gleichen Jahre Schultheiss nach Burgdorf geworden, aber im Jahre 1465 wieder in den Kleinen Rath getreten.

alle Päbste, Kaiser und Könige gekannt, dafür aber wäre er sicher über die heimischen Vorsteher besser unterrichtet gewesen. Es ist klar genug, dass der Verfasser hier *Anshelm* nachahmte, freilich also nicht Tschachtlan sein kann, der gestorben, ehe Anshelm nach Bern gekommen.

Wir werden nun zuerst aus *innern* Gründen zeigen, dass *Tschachtlan nicht* der Verfasser dieses s. g. Zeitregisters sein *kann*, sondern dass der Verfasser dieses Werkes später gelebt haben muss. Nur anmerken wollen wir beiläufig, wie der *gleichzeitige Schilling* die französischen Worte schreibt und machen aufmerksam, wie unser *Zeitregister* dagegen mit weit besserer Kenntniss der französischen Sprache diese Namen ganz richtig giebt. Wir führen Beispiele an: statt *Tschattegyon* setzt unser Zeitregister *Chasteauguyon;* statt *Tonung,* Thonon; statt *Monsanis*, Montsenis; für *Lila,* L'isle; für *Riffiera,* la Riviere; für die *Tube* setzt er richtig den Doubs; für *Ecle*, *Nanlarotscha* schreibt er Esclees, Nan la Roche wie Echallent für *Etscharles*, Notzeroy für *Notzaret.* So richtig hätte *Tschachtlan* zur Zeit der Burgundischen Kriege sicher nicht geschrieben: wenn er auch wie manche Andere des Raths zu Bern der französischen Sprache mächtig sein mochte. Allein wir geben zu weit Bedeutenderm über.

Unser angebliche *Tschachtlan,* der noch vor Ende des *fünfzehnten* Jahrhunderts mithin längere Zeit *vor der Reformation* starb, schreibt oft gar wunderliche Dinge, man möchte bisweilen fast sagen, er gleiche einem Reformirten des ersten Jahrhunderts nach der Reform auf ein Haar.

So spricht er gleich Anfangs seines Werks zum Jahr 1451 von dem Froloken zu Rom zwischen den beiden *vermeinten* Erzhirten Pabst Nikolaus und Felix von Savoi; bei der Erwähnung einer glücklich entdeckten Verschwörung gegen Pabst Nikolaus im folgenden Jahre heisst es: seine *heiliggenannte* Person kömmt aus grossen Sorgen: zum Jahre 1453 meldet er: grosser Gewalt von den *Römisch-Katholischen* dem Pabste zugemessen: ebenda spricht er gar vom *Babylonischen Pabstthum*[31]).

---

31) Z. R. S. 7.

Zum Jahr 1456 lässt er den Pabst das Kreuz predigen wider die Türken zu Anfang seines *titularischen* Hirtenamts. Im Jahr 1458 spricht er gar davon, *wie das Evangelische Licht in dieser mit den Missbrüchen des Bapstthumbs ganz verdunkelten Zeit sehr verdunkelt worden*[32]) ebenda spricht er auch von den *Bäpstlichen Irrtumben* (Irrthümern). Bei Erwähnung der Kanonisirung der heiligen Katharina von Siena fügt das Zeitregister des angeblichen Tschachtlan bei[33]): *in deren Biographie Bartholomäus Raymund von Capua Sachen inserirt, die mehr weltlichen Aberglauben, denn wahrhafter Schrift gemäss.* So konnte etwa ein reformirter Geistlicher des XVI. oder XVII. Jahrhunderts sprechen, aber gewiss nicht der gutkatholische Venner *Tschachtlan* der gutkatholischen Stadt Bern in der zweiten Hälfte des fünfzehnten Jahrhunderts, abgesehen davon, dass dieser wohl kaum diese Biographie kennen konnte, die zu seinen Lebzeiten wohl schwerlich im Drucke erschienen vielleicht nicht einmal geschrieben war[34]).

Zum Jahr 1463 bemerkt ferner das Zeitregister[35]), St. Vincenzen Haupt sei (von Cöln) nach Bern gebracht worden, das

[32]) Z. R. zwischen S. 24—29.

[33]) Z. R. S. 48.

[34]) Durch Gefälligkeit des thätigen Geschichtforschers, Herrn Pfarrer *Meyer* in Freiburg, sind wir in den Stand gesetzt obige Vermuthung näher zu begründen. Nach den *Bollandisten* T. III, 851 s. 30. April hat Raymundus de Vinea aus Capua der Erste das Leben der heiligen *Katharina von Siena* (gestorben Ende April 1380) geschrieben: er ihr Zeitgenosse und zehn Jahre nach dem Tode der Katharina zum Magister generalis seines Ordens ernannt. Gedruckt ist diese Lebensbeschreibung zuerst zu Cöln 1553: welche mithin der wahre *Tschachtlan* nicht gesehen haben könnte: dass er aber die gleichzeitige *Handschrift* von Raymund gesehen haben möchte, würde wohl niemand in Sinn kommen.

Wir merken ferner, wie beim Wiederaufbau der Capelle Unserer Lieben Frauen 1468 der Zeitgenosse Tschachtlans, *Schilling* S. 34 die „Himmelskönigin, die Magd Maria“ zu erwähnen nicht vergisst, der angebliche Tschachtlan hingegen gerade diese Worte, im Uebrigen mit Schilling übereinstimmend, auslässt.

[35]) Z. R. S. 54.

rmeinte *Heiltumb:* zum folgenden Jahre heisst es: Hans Belin ingt mehr Heiltumb nach Bern »*dergleichen Grempelwerk*« folgt ne Belohnung[36]). Zum Jahr 1467 finden wir wieder zu Rom :n *Babylonischen Stuhl* erwähnt[37]) und wir vernehmen daselbst rner wie acht Personen, die mit der *Römischen Lehr* nicht mehr ›ereingestimmt, als *Römischer Meinung nach Irrige* bestraft erden[38]).

Im Jahr 1468[39]) ist bei Erwähnung der Wallfahrt zu dem ld bei den Eichen zu Viterbo von der Kraft *des Abgotts* die ede. Noch stärker im folgenden Jahre 1469 bei Erwähnung :s Schreibens von Bern an den Bischof von Lausanne um Abss wird Crispinus, *aller Römisch-Katholischen Schuster Abgott* :nannt[40]).

Ebenso spricht er bei Anlass des bekannten Diebstahls der onstranz (1465), welcher den Bernern bekanntlich so nahe ieng, von ihrem *vermeinten* verlornen Glück. Gruner (D. U. B. 181) sagt daher: »1465 begegnete der lieben Stadt Bern ihr :rmeint gröstes Unglück.

Es wäre wohl überflüssig, noch mehr solcher Proben anıführen. So viel steht aber doch wohl fest, dass weder *Tschachtn* noch überhaupt *ein katholischer Berner des XV. Jahrınderts* Verfasser dieses Zeitregisters sein *kann;* alles führt ıtschieden auf einen *reformirten* Verfasser aus dem XVI. oder :m Anfang des XVII. Jahrhunderts.

Wir kommen nun auf andere *innere* Gründe zu weiterer Beätigung des eben ausgesprochenen Resultats.

Wenn z. B. Schilling[41]) des Zugs der Eidgenossen vor Grandın im Frühjahr 1475 erwähnt, führt er an, die von Basel hätn den Bernern 400 *wohlgerüstete Mannen zu Ross und zu Fuss* :sandt: so giebt unser *Zeitregister* dagegen genauer an[42]): »*die*

36) Z. R. S. 58. 37) Z. R. S. 83.
38) Z. R. S. 132.
39) Z. R. S. 89.
40) Z. R. S. 109.
41) Sch. S. 169.
42) Z. R. S. 220b.

Basler-Chronik hat 500 *zu Fuss und* 24 *Reisige«* was wir allerdings genau so in *Wurstisens* Basler-Chronik[43]) finden.

Ebenso beim Zuge vor Blamont im Sommer dieses Jahres fügt das Zeitregister[44]) zu Schillings Worten (S. 204) bei: die Basler seien 1200 *Mann* stark angekommen *Donstags vor Laurentii,* was wir wieder genau so bei *Wurstisen* (S. 445) *angemerkt finden.*

Ferner giebt unser *Zeitregister*[45]), Schilling (S. 284) ergänzend, an: die Eidgenossen seien auf 20,000 Mann stark gegen Herzog Carl von Burgund vor Grandson gezogen, *die Basler-Chronik* zäle nur 18,076 *Mann:* genau diese Zahl giebt *Wurstisens Basler-Chronik* an[46]).

Weiter beim Auszug der Eidgenossen gegen Murten erwähnt *Schilling*[47]) nur im Allgemeinen der Zuziehenden von Luzern, Uri, Schwyz, Zug und Glarus, desgleichen von *Basel, Freiburg, Solothurn* und *Biel.* Tschachtlans Zeitregister ergänzt[48]): die Basler seien 2000 Mann stark nebst 100 Reisigen unter ihrem Hauptmann Peter Rot, Ritters zugezogen. Genau das Nemliche giebt *Wurstisen* in seiner *Basler-Chronik* an[49]).

Bedenken wir nun, dass *Wurstisen* Lehrer der Mathematik an der hohen Schule zu Basel diese seine 1580 zu Basel bei Sebastian Heinricpetri gedruckte *Basler-Chronik*, die auch bis zum Anfang dieses Jahres geht, am 22. Februar 1580 dem Burgermeister und Rath von Basel zueignete, so kann ja der 100 Jahr ältere *Tschachtlan*, der *vor* Anfang des XVI. Jahrhunderts gestorben, unmöglich der Verfasser dieses s. g. *Zeitregisters* sein. Obige Citate, die wir leicht noch hätten vermehren können, führen uns vielmehr auf einen andern Schluss.

---

43) S. 443 der *Basler-Chronik von Christ. Wurstisen. Basel* 1580.

44) Z. R. 233b.

45) Z. R. S. 308.

46) Basler-Chronik, S. 448 unten.

47) Sch. S. 334 unten.

48) Z. R. S. 340.

49) S. 453.

Der Verfasser oder Bearbeiter des Zeitregisters muss also
othwendig nach 1580 gelebt und geschrieben haben: es muss
n Mann sein, der mit vaterländischer Geschichte vertraut ist
- öfter nennt er auch die bernischen Chroniken, ohne sie je-
och mit Namen anzuführen. Aber nicht bloss mit schweizeri-
chen Geschichtswerken ist derselbe vertraut, er kennt auch
nderer Nationen Geschichtschreiber. Bei seiner Schilderung
er Schlacht von Grandson führt er z. B. an »von den Burgun-
ern seien etwa 1000 gefallen, *darunter nur sieben Reisige*, wie
ommines[50]) sagt[51]).

Ferner zählt er die Gründe des Untergangs Carls des Küh-
en (nach seinem Tode vor Nancy) auf[52]): »*der berühmte histo-
ricus Philipp Commines*[53]) nennt als Ursache seines Untergangs
seinen Geiz und seine Grausamkeit, die Auslieferung des Conne-
stable von St. Paul[54]), des königlichen Stammes der Bourbon
u. s. w.« Dazu führt er aber bei dieser Niederlage vor Nancy
n: es seien gefallen *nach den helvetischen Chroniken* 7000, *nach
ndern* 3000 *Mann*[55])

Wir sehen daher, dass unser Verfasser auch mit ausländi-
chen Historikern bekannt ist und Commines könnte sein be-
nntes Werk noch im XV. Jahrhundert zwar niedergeschrieben
aben, das aber handschriftlich dem Berner Venner Tschacht-
n sicher nicht zu Gesicht gekommen: gesetzt auch, dass er
inlängliche Kenntniss der französischen Sprache gehabt haben
öchte. Commines Mémoires sind so viel wir wissen, erst 1523
ı Paris und zwar sehr unvollständig gedruckt worden, so dass
· wohl nur gegen Ende desselben oder Anfangs des folgenden

---

[50]) Mémoires de Phil. de *Commines* (edit Lenglet) 1747. S. 260 car
en ne se sauva que les personnes et furent perdues toutes les gran-
es bagues du dit Duc: *mais de gens pour cette fois, ne perdit que sept
mmes d'armes.*

[51]) Z. R. S. 312b.

[52]) Z. R. S. 373.

[53]) Phil. de Com. Mém. I, S. 279 und besond. 289.

[54]) St. Pol.

[55]) Z. R. 371, 72, (vgl. Stettler I, 269).

Jahrhunderts in der Schweiz bekannt geworden sein mag. (Commines ist 1445 geboren und 1509 gestorben).

Obigen Stellen reihen wir noch an seine Anmerkung aus Anlass der Beute von Grandson »*welche das Fundament des* »*ersten Reichthums der Eidgenossen gewesen nach Französi-* »*schen und Teutschen ausländischen historicis*«[56]).

So hat er über die Zahl der bei Ericourt gefallenen Feinde[57]) zu Schillings[58]) Angabe von *dritthalb tausend* angemerkt: *andere sagen 2000 oder nur 1800.* Ebenso giebt er kritisch *Schillings*[59]) Angabe von dem die Eidgenossen zu überfallen trachtenden Burgunder-Heere (bei Pontarlier) die Zahl desselben, welche Schilling auf 10,000 Mann angegeben, wohl richtiger auf 2000 Mann an[60]).

So hat Schilling das Schreiben von Bern an Cöln vig. Andr. 29. Nov. 1475 datirt, das nothwendig von diesem Tage im Jahr 1474 datirt sein muss[61]), wie auch schon von Rodt[62]) ganz richtig gesehen hat. Unser Zeitregister reiht nun obiges Schreiben zwar gleich Anfangs 1475 ein, aber mit der richtigen Jahrzahl von (vig. Andr.) 1474.

Obigem reihen wir zugleich auch die *Proben classischer Bildung* an. Wenn unser angebliche Tschachtlan z. B. anführt: am Schlusse der Erzählung vom s. g. Waldshuter-Zuge[63]). –

Die Eidgenossen nahmen bei ihrem Abzuge *brüderlichen Abschied* »*dass man ja wohl gespüren mochte, dass des weitberümpten Historischryber Sallustii Sententz und Meinung, da er spricht durch Einhälichkeit wachsint klein Ding, durch Zweytracht aber werdint die grössern vorzert*[64]) *sich allzit wahr sin befindet.*

---

56) Z. R. 315, vgl. Commines Mémoires I, 260. p. 61.

57) Z. R. 191.

58) Schilling 142.

59) Schilling S. 180.

60) Z. R. 213.

61) Z. R. 203—205 vgl. Schill. 157, 158.

62) v. R. I, 290 n. 12.

63) Z. R. 103.

64) Die bekannte Stelle: Sallust. Jug. 10. — concordia res parvæ crescunt, discordia maxumæ dilabuntur.

Ebenso erwähnt unser Verfasser, wie Pabst Nicolaus, ein
eund der Gelehrten, da die lateinische Sprache in Verfall
rathen, die alten Bücher *Quintilian*, *Polybius*, *Herodotus* wie-
r hervorgezogen habe: wir deuten ferner auf seine unten nä-
r anzuführende Randbemerkung: nota concordiam senatus.

Es braucht währlich keine tiefe Kenntniss der Bernischen
schichte, um auf den ersten Blick zu fühlen, dass wohl nicht
icht ein Bernischer Staatsmann des XV. Jahrhunderts solches
hreiben konnte.

Ein späterer Verfasser als Venner Tschachtlan verräth sich
ner entschieden in dem Zusatz über die weitern Schicksale
s bei Grandson erbeuteten grossen Diamants Carls des Küh-
n; unser Verfasser lässt ihn unter anderm 1492 zu Lucern
rkaufen, *endlich an Pabst Julius um 20,000 Ducaten gelangen*[65]).
n ist aber unser Venner Tschachtlan 1493 gestorben — der
iegerische Julius II. hat aber den päbstlichen Stuhl erst 1503
s 1513) bestiegen (vor ihm das Scheusal Alexander VI, nach
m der prachtliebende Mediäer, Leo X.) Unser Verfasser hat
er wahrscheinlich wieder aus Wurstisen[66]) geschöpft.

Ferner verräth sich der spätere Verfasser in der Erwähnung
s bekannten Twingherrenstreits, über welchen wir folgenden
hluss bei ihm finden[67]).

» Was aber von dieser Strytigkeit des Adels zwischen dem
chultheis Kistler und Hans Frenkli dem Sekelmeister und
ndren mit widerwärtigem opiniren und harten Verwysen der
artygischen Rathsverwandten wider einandern sich verloffen
at, findet man in einem sonderbaren, jedoch mines Bedun-
ens zu ser wider der Stadt Bern Fryheiten gestächleten trac-
at wytleufig verzeichnet, dessen Vollendung mir aber niema-
en zu sehen worden«[68]).

Abgesehen von der eine ziemlich spätere Zeit verrathenden

65) Z. R. 314.

66) Wurstisen Basler-Chronik S. 450, vgl. Müller V, 40, welcher
er die Kaufsumme auf 30,000 Ducaten erhöht.

67) Man vergleiche dazu Schilling S. 35 und folgende.

68) Z. R. S. 128.

Sprachmengerei darf nicht übersehen werden, dass Thüring Fricker den Venner Tschachtlan lange überlebte, er starb in hohem Alter zu Brugg im Jahr 1519[69]), während dieser den Schluss des XV. Jahrhunderts nicht erlebte. Wenn Fricker nun auch seine Schilderung des Twingherrenstreits noch bei Lebzeiten Tschachtlans verfasst oder doch angefangen haben mochte, so hatte doch Tschachtlan wohl keine nähere Kenntniss davon und jedenfalls hätte er am Ende seiner Bemerkung nie schreiben können, dass er den Schluss des (allerdings unvollendet gebliebenen) Werkes nie gesehen, was nur ein Forscher viel späterer Zeit sagen konnte[70]).

Doch unser angebliche Tschachtlan verräth sich noch sonderbarer. Nachdem er zum Jahr 1474 übereinstimmend mit Anshelm und den Rathsmanualen erwähnt, wie Bern, um Freiburg für den Bund mit Frankreich und die Pension von daher zu gewinnen, eine Gesandtschaft nach Freiburg sendet, diese aber — für jetzt noch sehr ehrenwerth — durch ihren Schultheiss (von Wippingen) und ihren Sekelmeister antworten, — fährt unser vermeintliche Tschachtlan in ächt vaterländischem Sinne fort (Z. R. S. 172): »Hierus nun beschynt, dass Fryburg nit so »gar wie die übrigen Eidgenossen sich in diese Vereinung ge- »lassen noch in alle derselbigen Artikel consentirt und bewilliget »habe. *Und ist hienebent gewiss, dass diese Einführung König- »licher und anderer Pensionen gemeiner Eidgenossenschaft nit »durchaus zum Besten erschossen noch irem Stand nutz gewesen, »denn es ist offenbar, dass dadurch vil Zwytracht, Vyendschaft, »gefarliche Pratyken und dergleichen landverderbliche Unruhen »entstanden sind.* Gott aber verhengt, sieht zu, *wer weiss wie »lang«.* Gewiss ein recht vaterländischer Herzenserguss von unserm angeblichen Tschachtlan! Nur Schade, dass der wahr-

69) Ansh. V, 461.

70) Diese Stelle ist auch schon *Tscharnern* (Band II. in beiden Ausgaben ebenso) aufgefallen. Auch der Tadel selbst scheint uns auf einen *spätern* Bernischen Verfasser zu deuten: man vergleiche auch, welche Stellen Frickers in der ersten Ausgabe Anfangs des XVIII. Jahrhunderts ausgelassen wurden.

hafte, der wirklich historische Tschachtlan zu den eifrigen Anhängern der *Diessbacke* gehörte, also zur französischen Partei zählte, mithin die Pension bezog und auch auf dem famosen Sündenrodel bei Commines gehörig bedacht ist[71]). Sollte *der so* über das Pensionsunwesen gesprochen haben? Credat Judaeus Apella!

Oder passt etwa folgende Beurtheilung Ludwigs XI[72]) in den Mund eines von eben diesem König nicht wenig begünstigten Pensionärs, die wir hier nur substanzlich mittheilen. »König »Ludwig der ärgste Feind Carls von Burgund, sah gerne die »Eidgenossen wider ihn streiten, hetzte mit Worten, Botschaf»ten und Gold, ohne im Geringsten je etwas gegen ihn zu thun, »stets auf der Lauer stehend, um wenn der Burgunder siege, sich »daraus zu ziehen, und am Ende doch das Besste von der Beute »gewinnend«? Man vergleiche mit dieser Stelle dagegen Anshelm Band I, 105!

Aber noch drolliger! Unser *angebliche* Tschachtlan berichtigt den *historischen* Tschachtlan und widerlegt dessen Geschichtwerk, wohlverstanden mit ganz triftigen historischen Gründen. Es erzählt nämlich der Berner-Chronist Tschachtlan zum Jahre 1454 wie die Berner auf des Herzogs von Savoi Mahnung ihm *wider den Delfin* in Frankreich zu Hülfe gezogen[73]). Bereits die gelehrten Herausgeber von (Justinger) Tschachtlan (und Anshelm) haben daselbst ganz richtig angemerkt, dass Tschachtlan mit den auswärtigen Verhältnissen weniger vertraut (was freilich, beiläufig gesagt, zu unserm Zeitregister gar übel passen würde) den Sohn (Ludwig) mit seinem Vater (Carl) verwechselt habe.

Wie erzählt nun solches unser angeblich vom nämlichen Tschachtlan herrührendes Zeitregister[74])? Nachdem er diese Hülfsleistung der Berner an den Herzog von Savoi kurz ange-

---

[71]) Benedikt Chastelian (Bendicht Tschachtlan) erhält mit Urban von Muhlern allein 50 Livres, die übrigen Räthe nur 40, 30 und 20 Livres. Commines Preuves III, S. 379.

[72]) Z. R. S. 333.

[73]) B. Tschachtlans Berner-Chronik S. 325 und daselbst die Note.

[74]) Z. R. S. 17.

führt, wie sie in obgemelter Chronik (S. 325, 326) enthalten ist, fügt er bei: »es ist solches, so aus *der Stadt Bern Chronik* ge»nommen worden, mines Bedünkens historischer wahrer Be»schrybung was die Ursachen des Kriegs wider Savoi betrift, »ganz ungemäss, denn es meldet bemelte Chronik, *es sy dieser »Zug wider den Delfin fürgenommen worden, so es doch heiter am »Tag liegt, dass der Delfin des Herzogen von Savoi vertruwtesten »Fründen einer und in des Königes Caroli sines Vaters Ungnade »gestanden ist«:* so dass also der Zug von Savoi wider den Vater (Carl VII.) keineswegs gegen den Sohn (den nachherigen Ludwig XI.) gerichtet gewesen, wie unser Verfasser weitläufiger zeigt.

So hat nun wohl noch nicht leicht ein Schriftsteller sich widerlegt! Wenn wir nun in dieser unserer Schrift hie und da auf einzelne kleine Züge achten, wie er z. B. bei der Schilderung der Schlacht bei Grandson Schilling ergänzt, der den Herrn von Chateauguyon durch einen Berner Hans von der Grub tödten lässt, indem er zu des letztern Namen beifügt: (Hans von der Grub) *auf dem Platz*, so möchte solches fast einen Zeitgenossen zu verrathen scheinen, jedenfalls führt es auf einen mit der Bernischen Geschichte und den Familien Berns wohlvertrauten Berner. Hinwieder deutet eine andere kurze Notiz bei der Erzählung der Murten-Schlacht offenbar auf einen spätern Erzähler. Schilling der Augenzeuge erzählt von dem hölzernen köstlich gezimmerten Hause Herzogs Carls in seinem Lager auf einem Rain (Bergabhang): unser Verfasser erwähnt dieses Hauses auf einem Hubel (Hügel) *wo jetzt das Hochgericht steht*, offenbar eine Hindeutung auf spätere Zeit[75]).

Wir müssten uns ferner höchlich verwundern, wie der Zeitgenosse *Tschachtlan* die Namen der Schultheissen Berns in den Jahren 1452, 1453, 1455, 1456 und 1457 gar nicht kennt: ebenso wie er in andern Jahren unrichtige Angaben derselben hat: so nennt unser Zeitregister als Schultheiss für 1462 *Thüring von Ringoldingen;* urkundlich ist aber *Heinrich von Bubenberg* am

75) Sch. S. 288.

24. März 1463, also von Ostern[76]) 1462—1463 oder von Apr. 18. 1462—Apr. 10. 1463 Schultheiss. Für das Jahr 1463 nennt unser Tschachtlan *Heinrich von Bubenberg* als Schultheiss; allein urkundlich erscheint am 28. Juli 1463 Caspar von Stein, Edelknecht als Schultheiss, hinwieder urkundlich am 14. Febr. und 14. März 1464 Niklaus von Scharnachthal Ritter: (die Jahrzeit von Steins finden wir als Schultheiss im August 1463[77]), wesshalb ihn in diesem Amtsjahre von Ostern 1463—1464 von Scharnachthal ersetzte. Auffallender ist aber noch der Irrthum unseres Zeitregisters im Jahr 1466, wo irrig *Thüring von Ringoldingen* als Schultheiss angegeben ist, statt *Niklaus von Scharnachthal*, wie unser *Rathsmanual* (welche Quelle sonst unser angebliche Tschachtlan recht gut kennt[78]) unzweifelhaft beweist.

---

76) Ostern fällt 1463 auf Apr. 10.

77) Jahrzeitbuch des Münsters auf der Stadtbibliothek.

78) Er beruft sich auf dieselben zur Bestätigung dieser oder einer andern Nachricht: z. B. (Z. R. S. 74) dass Niklaus von Diessbach Schultheiss von Bern in einem Lehenstreit im Aargau zum Richter ernannt worden *laut Rathsmanual*. Solches findet sich völlig richtig im Rm. I, 179. Ferner erwähnt er der Bestätigung der bekannten Kleiderordnung (wegen der Schwänze an den Kleidern) vom 17. Mai 1470 (Z. R. S. 120) *laut Rathsmanual*. Dasselbe findet sich genau so Rm. 6. S. 76, nebst einem Verzeichniss der damals anwesenden Räthe, wie sie auch im Rm. l. c. stehen. Weiter bei Anführung des Beschlusses wegen obiger Kleiderordnung (vom 15. December 1470) auf die Vorstellungen der Eidgenössischen Städte fügt er bei: (Z. R. S. 127) *aus dem täglichen Rathsmanual von Wort zu Wort hereingesetzt*. Wir finden diese Ordnung wörtlich so im Rm. 6, ebenso die nämlichen Räthe daselbst aufgezeichnet. Ferner erwähnt er der Ordnung wegen der Kirche von Oberwyl und der Kapelle zu Weissenburg (Z. R. 116) wie *weitläufig im Rathsmanual dieses Jahrs*. Allerdings finden wir diese Ordnung *weitläufig* in Rm. 6, S. 201—203 angeführt. Die Beispiele zu häufen wäre nicht schwer.

Dann nimmt unser Verfasser aber diesen Ausdruck (Rathsmanual) auch in weiterm Sinne, wenn er z. B. Z. R. 280—283 die Verzeichnisse der Auszüger für 1475 *laut Rathsmanual* giebt, so finden sich diese natürlich nicht in unsern Rathsmanualen — und zuverlässig kannte doch unser Verfasser die jetzigen Rathsmanuale — der Verfasser hat

Eine solche so oft wiederholte Gedächtnissschwäche können wir nun einem *gleichzeitigen* Geschichtsforscher unmöglich zuschreiben, während wir diese Unkenntniss einem Forscher des XVII. billig zu Gute halten müssten.

Ebenso führt auch die rhetorisirende Verwässerung der schlichten herzlichen Rede von Scharnachthals[79]) an das zum erstenmal in Bern wehende Lucerner-Panner, wo sehr ungeschickt des Beistands der Luzerner, *unter vielen wichtigen Exempeln in dem blutigen vor Laupen beschehenen Treffen erwähnt wird*, während der *wirkliche* Zeitgenosse *Schilling* doch ganz richtig unter den Beweggründen Berns an die Lucerner durch Bern zu ziehen anführt »den ir Paner von Lutzern war vor nie me zu

---

hier andere archivalische Quellen mit den Rathsmanualen verwechselt: denn der Verfasser kennt endlich auch noch, wie wir später anführen werden, das *Missivenbuch von Bern*.

Offenbar ist aber schon diese Citation der *Rathsmanuale* höchst verdächtig und von einem Zeitgenossen ganz unnatürlich. Der Zeitgenosse wusste recht gut, dass die ersten, die ältesten Manuale, ja noch in etwas späterer Zeit eben keine Rathsmanuale sind, sondern Aufzeichnungen des betreffenden Stadtschreibers zu seiner Notiz; das zeigt ihm ganze Form, das zeigen die häufigen Ausdrücke bei abrupten Notizen in den ältern Manualen — „Gedenk daran" — „wie du wohl weisst" ut scis, bei dem spätern Cyro namentlich auch seine oft sehr *freien* Aeusserungen über Rathsbeschlüsse und Personen. Später etwa (von einem Zeitgenossen gewiss nicht denkbar) würde uns etwa vom XVII. Jahrhundert eine Anführung dieser Bücher als Rathsmanuale weniger auffallen. — Wir müssen weiter aufmerksam machen, dass ein Zeitgenosse wohl etwa wichtige Missive aus den Archiven enthoben hätte, schwerlich aber wörtlich eine (allerdings nicht unwichtige) Kleider-Verordnung. Endlich aber hätte der *Zeitgenosse*, wenn er etwa bei einer *höchst wichtigen Verhandlung* ausnahmsweise die Namen der bei diesem Beschlusse anwesenden Mitglieder des Raths angeführt, wie sie im Rathsmanual stehen, dieselben mit dem blossen Familien-Namen, nicht aber mit dem Taufnamen und anderer näherer Bezeichnung z. B. Scultetus, Hetzel, Mulern, Tschachtlan, Kuttler u. s. w. welche unser Verfasser dann so giebt: Peter Kistler Schultheiss, Ludwig von Lindnach, Urban von Muhlern, Bendicht Tschachtlan, Hans Kuttler u. s. w. So *schrieb der Zeitgenosse gewiss nicht*.

79) S. Schill. 174 bis 176.

»Bern gewesen«: wo der *reformirte Bearbeiter* schon im Schlussvotum »Gott der Allmächtige welle uns andern samt und sunders sinen heiligen Segen und unerschöpfliche Gnad verlychen«, ohne mit einem Worte der von den Bernern jener Zeit so hoch verehrten Jungfrau Maria und der Heiligen zu erwähnen sich verräth. Da hätte unserm *Bernischen Geschichtschreiber* doch wahrhaftig nicht begegnen sollen, solches alles selbst mit den Knittelversen am Ende so ohne die allergeringste Kritik in guten Treuen als aus gleichzeitiger Quelle entflossen in sein Geschichtswerk aufzunehmen; ja noch mehr, *ausdrücklich* (S. 238 n. 1) zu bemerken, dass er in der Erzählung dieser Festlichkeit vorzüglich *Tschachtlans Zeitregister* gefolgt, welches ihm also vorzüglicher geschienen als der *gleichzeitige Schilling*[80]). Der vorsichtigere etwas gründlichere Forscher von Rodt[81]) hat dagegen sein Bedenken bei Erwähnung jener Reden auszusprechen nicht unterlassen.

Oder sollte etwa in *Tschachtlans* Zeit gehören können, wenn wir in unserm *Zeitregister*[82]) das bei Schilling (S. 22 fgg.) befindliche Lied über den Waldshuter-Zug von 1468 ebenfalls eingerückt, aber von folgender Bemerkung begleitet finden: »*Wie* »*wol nun dieses Lyd auf die gute alte Einfalt gestellt und keiner* »*natürlichen Poesy glychförmig, ist es jedoch von der Antiquitet* »*und merer Erlüterung wegen dessen, so hivor von diesem Mül-* »*huser-Kriege beschriben worden, alhar gesetzt*«.

Hat *je* ein Zeitgenosse also gesprochen?

Oder passt etwa in das XV. Jahrhundert, wenn Mittheilungen gemacht werden zur *Belustigung* des *günstigen Lesers*[83])?

Es dürfte vielleicht auffallen, dass wir so viele Beweise gehäuft haben, die wir gar leicht noch reichlich hätten vermehren

---

80) Tillier II, 237, 238.

81) v. Rodt, Kriege Karls des Kühnen I, 373 n. 42 durch einen gar sonderbaren Druckfehler steht aber diese leise Rüge von Rodts (*wegen der Erwähnung der Schlacht von Laupen in Scharnachthals Rede*) nach dem Citat aus Tillier mit Anführungszeichen, als wenn Tillier diese Zweifel gehegt, dem sie gar nicht zu Sinne gestiegen.

82) Z. R. S. 97 u. 98.

83) Z. R. 345b. (Mittheilung von dem Siege bei Murten an den König.)

können, um zu beweisen aus *innern* Gründen, dass diese Schrift *unmöglich* ein Werk des *Zeitgenossen* Tschachtlan sein könne: allein man möge bedenken, dass bis auf den heutigen Tag alle Bernischen Forscher und Geschichtschreiber diese Schrift unbedenklich für eine Arbeit Tschachtlans, des Zeitgenossen Schillings, gehalten und dass verjährte Irrthümer nicht so leicht auszurotten sind, wozu allerdings die Keckheit der Jugend unserer Tage, die alles bezweifelt, alles verwerfen möchte, was ihr nicht zusagt, auch beitragen mag. Es haben nun sehr achtbare Männer, es haben auch gewissenhafte Forscher diesen Irrthum getheilt, den wir jetzt aufgedeckt haben; sie freilich meist darum, weil ihnen diese seltene Schrift zu sehen und zu benutzen nicht vergönnt war, was hingegen dem Referenten durch die Liberalität des Besitzers möglich geworden.

Wir glauben also aus *innern* Gründen bewiesen zu haben, dass Tschachtlan *nicht* der Verfasser dieser Arbeit sein kann, dass sie vielmehr in ihrer jetzigen Gestalt aus einer *spätern* Zeit herrühren muss. Wir glauben festsetzen zu können: 1) Der Verfasser ist ein der *reformirten Lehre* Zugethaner gewesen, kann also unmöglich unser *Tschachtlan* gewesen sein. 2) Der Verfasser ist mit einheimischen und fremden historischen Schriftstellern wohl bekannt: er kennt nicht nur die Bernischen Chroniken, die er öfter anführt, sondern er kennt auch andere Schweizerische Chroniken, die er vergleicht, namentlich die *Basler-Chronik* von Wurstisen, welche der Verfasser mit dem Jahr 1580 endigt. Unser Verfasser muss also jedenfalls später geschrieben haben, worauf auch die Citate von Commines Mémoires führen, so wie die Werke des Piemontesen della Chiesa — s. u. — die einem Berner des XV. Jahrhunderts gewiss nicht bekannt waren. Uebrigens konnte Commines dessen Mémoires bis 1498 gehen, dem bereits verstorbenen Tschachtlan unmöglich bekannt sein. Schon diese Vergleichung der einheimischen mit fremden Geschichtsquellen setzt an sich einen spätern Schriftsteller als des XV. Jahrhunderts voraus.

3) Hierauf führt drittens auch seine Bekanntschaft mit den alten Classikern, die man unserm Venner Tschachtlan gewiss

cht zumuthen darf, sondern die jedenfalls *wenigstens* ins XVI. ıhrhundert führt, so wie die Anführung von Commines und ie genaue Rechtschreibung der vom gleichzeitigen Schilling :t sehr misshandelten französischen Namen ebenfalls einen erner des XVI. oder XVII. Jahrhunderts andeutet.

Wir kommen jetzt zu den *äussern* Gründen.

Dieses Exemplar des angeblich *von Tschachtlan* verfassten *eitregisters*, gegenwärtig in der Bibliothek des Herrn von Mü- nen, gehörte früher dem bekannten Schultheissen Isaak Stei- ɜr: vorn in dieser Handschrift steht: »Schweizer-Chronik 1579«, orauf diese Angabe sich gründet, ist nicht gesagt. Deutlicher ingegen ist eine andere Angabe: *von der Hand des Verfas- ɜrs* steht nämlich fast unmittelbar vor dem Register: *verfertigt instags den* 16. *November* 1624, was sonderbar genug den frü- ern Bernischen Historikern, welche das Werk selbst zu Ge- cht bekamen, entgangen zu sein scheint[84]). Wenn nun nicht ese *Handschrift* bekannt wäre, so gäben andere Handschriften ıf der hiesigen Stadtbibliothek genügenden Aufschluss. Wir ıden hier nämlich drei Bände, *von der gleichen Hand geschrie- n*, wie unsere *angeblich von Tschachtlan verfasste Handschrift*. er *erste* Theil I, 78 beginnt: *Erster Theil des Zyttregisters der tadt Bern von ihrer Erbauung bis* 1300.

Dann beginnt das Werk selbst mit dem Jahr 1191, nennt ıerst den Pabst, dann den Kaiser Heinrich VI, den König von rankreich Philipp August, König von England Richard, den rafen von Savoi Humbert, dann die Zäringer und Berns An- nge. Gerade wie wir oben bei unserer Handschrift den offen- ıren Vorgang von Anshelm angemerkt haben.

Ebenso beginnt der Verfasser auch hier wie in unserm Werke ıerst mit *geistlichen*, *kirchlichen* Sachen, worauf die *politischen* ıd *civilischen* folgen.

Dem oben geschilderten Charakter treu giebt der Verfasser

---

84) *Wyss* (in der Vorrede zu Tschachtlan S. XXI.) ausgenommen, r aber diesen nicht undeutlichen Wink weiter zu verfolgen unter- ssen hat.

zum Jahr 1194 gegen die Einführung des Priester-Cölibats[85]) ein lateinisches Gedicht:

> Prisciani Regula penitus cassatur
> Sacerdos per hic et hec olim declinatur
> Sed per *hic* solummodo nunc articulatur
> Cum per nostrum Præsulem *hec* amoveatur.

Wenn der Verfasser nun auch in der ältesten Zeit Berns mancherlei Irrthümer namentlich im Verzeichniss der Schultheissen sich zu Schulden kommen lässt, indem er einzelne auslässt, andere ohne bestimmte urkundliche Beweise in gewisse Jahre versetzt, so ist doch bei ihm ein Streben nach urkundlicher Begründung, nach kritischer Sichtung der Quellen wohl zu erkennen: er ist z. B. von Mülinen in seinem Bernischen Schultheissen-Verzeichnisse[86]) vorangegangen, dass er den noch heutzutage in ältern Verzeichnissen (zum Jahr 1244) spukenden Schultheiss Rudolf Hofmeister in diese Zeit des XV. Jahrhunderts verweist, indem ihn nur die falsche Lesart einer Jahrzahl zwei Jahrhundert zu früh eingereiht hat.

Der Verfasser folgt in diesem und dem folgenden Bande meist Justinger, den er aber überarbeitet und hie und da aus urkundlichen Quellen zu berichtigen oder zu ergänzen sucht. Wir werden unten bei Vergleichung dieser Handschrift mit einem andern Bernischen Geschichtschreiber auf jene erstere zurückkommend genauer über dieselbe eintreten.

Es kann hier nicht der Ort sein, die mancherlei kleinen Verstösse aufzudecken, welche der Verfasser sich hie und da hat zu Schulden kommen lassen: sein wenn auch hie und da nicht mit glücklichem Erfolge gekröntes Streben nach kritischer Sichtung der Quellen verdient immer gerechte Anerkennung.

Der zweite Theil dieses *Zeitregisters*, ebenfalls in klein Folio, ist von der nämlichen saubern Hand geschrieben: er geht von 1301—1400. Die Einrichtung ist die nämliche, wie im vorhergehenden Bande.

Auch hier folgt der Verfasser seinem frühern Führer Ju-

---

[85]) Freilich um ein Jahrhundert zu spät angesetzt.

[86]) Schw. Mus. 1795.

stinger, den er wieder zu ergänzen sucht. Wir hätten hier ebenfalls manche Ausstellung zu machen. Wenn z. B. Philipp von Kien zwischen die beiden *Münzer* in das Jahr 1304 als Schultheiss eingeschoben wird[87]) (statt im Jahr 1334), wenn 1349 Peter von Balm und 1350 Cuno von Holz als Schultheissen genannt werden wegen des selbst noch bis auf unsere Tage durch Justinger verbreiteten Irrthums des Sturzes der Bubenberge schon im Jahr 1348 statt 1350: überhaupt giebt er die Schultheissen von 1348—1365 so unrichtig dass *fast kein Name* in dieser Zeit mit den urkundlichen Personen übereinstimmt: er vergaloppirt sich sogar so weit, dass er 1348 (zwar dieser Name von späterer Hand) Rudolf von Ringoldingen als Schultheiss nennt, *gerade* 100 *Jahre zu früh* und nun gar 1355 (*mitten in der Verbannung*) Johann von Bubenberg als Schultheiss anführt. Wir begnügen uns, noch darauf aufmerksam zu machen, dass der Verfasser auch dieses s. g. Zeitregisters zum 1384 zwar des Schultheissen Otto von Bubenberg, aber mit keinem Wort der damaligen bedeutenden *innern* Bewegung erwähnt, was offenbar auf eine *spätere* solche unangenehme Dinge lieber gar nicht berührende Zeit führt, die wir im XV. Jahrhundert noch nicht finden, die auch im XVI. noch nicht so hervortritt, höchstens leise Spuren solchen Anfangs zeigt, die aber im XVII. deutlicher sich zeigt, — allerdings aber nicht etwa in Bern allein — und bis über die Mitte des XVIII. herab fast zu einer Art von Virtuosität getrieben wird.

Der Verfasser macht ferner (S. 116), wo er Justinger'n berichtigend eine Urkunde von 1255 (1256) anführt, die ganz rich-

[87]) Wir sind zufällig im Stande nachweisen zu können, dass der Verfasser durch einen Schreibfehler in einer *amtlichen* Quelle hier irregeführt werden. Im s. g. *Freiheitenbuche* 1430 verfasst (im Archiv von Bern) ist fol. 85 dieser Bund von Bern mit Murten eben unter dem Bernischen Schultheissen Philipp von Kien eingetragen, aber durch einen Schreibfehler nach millesimo trecentesimo das *tricesimo* vor quarto ausgelassen worden, so dass dieser Bund ins Jahr 1304 zurückversetzt wird, mithin auch der Schultheiss des Jahres 1334 (allerdings Philipp von Kien) in das Jahr 1304 zurückgeschoben wird.

tige Bemerkung zu dessen Entschuldigung, »dass zur Zeit Ju»stingers, des ersten Chronisten von Bern, die Urkunden der »Klöster noch nicht in Bern gewesen *und erst mit der Reforma»tion* gekommen« *nach* welcher also offenbar der Verfasser erst geschrieben haben kann.

Ebenso heisst es beim dritten Theile: »Der dritte Theil der »Stadt Bern Zyttregisters — erstreckt sich uf 50 Jahre als von »1401 bis 1450.« Auch hier die gleiche Einrichtung wie in den beiden vorigen Theilen.

Wenn nun unser Werk, *das sogenannte Zeitregister von Tschachtlan* gerade mit dem Jahre 1451 beginnt und (abgesehen von der gleichen Handschrift) *gerade so* beginnt wie die drei vorhergehenden Bände welche sich als *Zeitregister der Stadt Bern* erklären[88]), wenn wir in unserm Werke genau die gleiche Einrichtung finden, wie in den drei vorhergehenden Bänden, zuerst die Angabe der Jahreszahl der geistlichen und weltlichen Herrscher Europas nebst dem Schultheissen von Bern; hierauf beide Werke ebenso mit den kirchlichen Begebenheiten beginnen, welchen die politischen Begebenheiten nachfolgen, so werden wir doch wohl auf den gleichen Verfasser zu schliessen berechtigt sein? Und wer ist nun der? — Er giebt sich in den drei ersten Bänden des Zeitregisters Band I, 1191—1300; Bd. II, 1301—1400; Band III, 1401—1500 glücklicherweise selbst zu erkennen: *in allen diesen* 3 *Bänden* steht vorn M(ichael) *Stettlers* 1642.

Wenn wir nun in unserm s. g. Tschachtlans Zeitregister zwar jenen Namen nicht finden, so zeigt sich dagegen, wie wir schon angemerkt, auch in diesem hinten die von der nämlichen Hand *vor* dem Register (am Schlusse) beigefügte Notiz: *verfertigt Zinnstags* 16. *November* 1624.

Das sollte nun doch wohl deutlich genug sein!

---

[88]) Man vergesse nicht, dass, wie wir oben schon angeführt, von Wattenwyl welcher *der erste* des *Zeitregister von Tschachtlan* nennt, dasselbe schon mit dem Jahre 1401 beginnen lässt, also obigen dritten Theil (von 1401—1450) ebenfalls als *Zeitregister von Tschachtlan* annimmt.

Ausser dem vielen bereits Angeführten verräth aber unter Anderm auch noch Folgendes den spätern Verfasser. Beim Auszug der Berner im s. g. Mülhauser-Kriege 1468 erzählt unser Pseudo-Tschachtlan nach Schilling[89]), wie die Berner unter Adrian von Bubenberg und den andern Führern ausgezogen, dazu als Venner Ludwig Brüggler und sein Hauptmann und Rath Peter Kistler — vor dem Namen des Letzten fügt unser Pseudo-Tschachtlan bei: *nach damaligem geübtem Brauch:* so konnte doch der Zeitgenosse Tschachtlan unmöglich schreiben.

Es sprechen nun auch, wie wir schon oben hierauf gedeutet, alle Züge für *Stettler* als Verfasser. Er ist ein Reformirter und zwar ein eifriger Reformirter aus einer noch gegen die andere Confession gegenseitig verbitterten Zeit. Er ist eifriger Geschichtforscher, kennt nicht nur die Bernischen, sondern auch andere Chroniken der Schweiz, wie die Basler-Chronik von Wurstisen, er kann auch Commines kennen[90]). Stettler war der französischen Sprache sehr mächtig — er war von 1616 bis 1622 Landvogt zu Oron, er hatte wohl zu Genf oder Lausanne studirt, wie wir unter andern aus dem Album amicorum von Joh. Haller schliessen, worüber unserm Verein vor einigen Jahren von einem seiner Mitglieder[91]) eine Mittheilung gemacht worden ist.

So erklärt sich aus einer Ueberarbeitung der früheren Chroniken von Justinger und Schilling die so oft namentlich bei dem letzteren, fast wörtliche Uebereinstimmung mit unserm Pseudo-Tschachtlan: man erinnere sich dabei, wie wir schon oben angeführt, dass Anshelm, welcher gewiss die Bernische Geschichte gründlich zu erforschen suchte, an zwei Stellen zwar wohl *Schilling* nennt, welcher die Zeit der Burgundischen Kriege geschildert, kein Wort aber von unserm Tschachtlan sagt, den er doch gewiss hätte kennen müssen, wenn unsere Schrift wirk-

---

[89]) Z. R. S. 93b. vgl. Schill. S. 10.

[90]) Mich. Stettler schreibt diesem seinem ältern Verwandten, damals bereits Pfarrer zu Kirchdorf sein Blatt im Jahr 1607 mit seinem gewohnten Motto: Moderata durant.

[91]) Pfarrer Fetscherin zu Gsteig b. S.

lich von dem ächten, also den Begebenheiten so nahe stehenden Tschachtlan herrührte.

Wie konnte nun aber Stettler, fragen wir noch zuletzt, dazu kommen, in seine Geschichte oder Zeitregister den Schilling so zu bearbeiten, dass er ihn fast ganz aufnahm, nur hie und da Auslassungen sich erlaubt, Zusätze macht und Einzelnes berichtigt oder doch zu berichtigen versucht.

Es bleibt uns noch übrig, eine Vergleichung unseres Pseudo-Tschachtlan mit Stettler.

Nachdem wir kurz eine Vergleichung der frühern Bände *des Zeitregisters der Stadt Bern*, die sich auf der hiesigen Stadtbibliothek befinden, mit der 1626 zu Bern gedruckten Chronik von *Stettler* verglichen haben, werden wir etwas genauer auf denjenigen Band eingehen, der von 1451—1477 sich erstreckend hauptsächlich unter dem Namen von *Tschachtlans Zeitregister* angeführt wird. Wir beginnen mit dem ersten Bande dieses Zeitregisters von 1191—1300.

Stettler[92]) nennt Theto von Ravensburg als ersten bekannten Reichsvogt zum Jahr 1223 und 1228 Walther von Wädiswyl als den ersten bekannten Schultheiss von Bern. Dass solche Reichsvögte wirklich in Bern existirt, dafür beruft er sich auf ein lateinisches Instrument von Interlaken vom Jahre 1255, das folgende formalia habe: Ulricus de Wippingen advocatus, Burchardus de Aegerdon scultetus et communitas Bernæ: wo er advocatus vom Reichsvogt erklärt.

Das *Zeitregister der Stadt Bern*, welches wir der Kürze halber ebenfalls das s. g. Zeitregister von Tschachtlan nennen wollen, führt den obigen Reichsvogt und Schultheiss von Bern zu den beiden obengenannten Jahren[93]) an, beruft sich ferner zu

92) Stettler I, 8, 9.

93) Z. R. Bd. I. S. 102–116. Nun erscheint Ulrich von Wippingen allerdings als *advocatus* in Bern — damals wohl von *Savoi*, *nicht* vom *Reiche* gesetzt — in zwei Urkunden des Jahres 1255: allein obige Ausdrücke finden sich nur in der noch im St. A. vorhandenen Urkunde vom 14. Christmonat 1256; auch steht in der Urkunde selbst der Vogt, Schultheiss und die Räthe der Gemeinde von Bern, *consules communi-*

gleichem Zwecke auf obige Interlakener-Urkunde *ganz mit den nämlichen Worten*, wie wir sie oben angeführt haben, indem er auch hier den advocatus als Reichsvogt erklärt.

Den Mangel an Uebereinstimmung zwischen Justinger und den Urkunden entschuldigt der angebliche (wie oben schon bemerkt) *Tschachtlan* im Zeitregister[94]) damit, dass zur Zeit Justingers des ersten Chronisten von Bern die Urkunden der Klöster noch nicht in Bern gewesen, sondern erst mit der Reform dahin gekommen.

Stettler[95]) aber erklärt diesen Mangel an Uebereinstimmung, dass vor Erbauung der Stadt Canzley keine sondere Ordnung der alten Instrumenten, Zeitbücher und dergleichen Sachen gewesen.

Das *Zeitregister*[96]) zeigt hierauf sehr gut, dass Justinger gänz unrichtig den Schirm von Savoi vom Jahr 1230 (beim Anlass des Brückenbau's) datire, was weder unter Thomas (Humberts Sohn) noch unter Amedeus noch unter dessen Sohn Bonifacius möglich gewesen, wohl aber unter dessen Nachfolger Graf Peter von Savoi, den das Zeitregister den Oheim des Bonifacius nennt[97]), den kleinen Carolus Magnus, worin der Verfasser dem erfahrnen Ludovicus della Chiesa folge, nach welchem Graf Peter von Savoi 1266 von der Gemeinde der Stadt Bern zum Herrn angenommen, nach ihm Graf Philipp ebenfalls, aus welchem Abhängigkeitsverhältniss die Berner nach dem nämlichen della Chiesa erst im Jahr 1323 wegen ihrer an Savoi geleisteten tapfern Hülfe entlassen worden: nur meint der Verfasser müsse man den *Herrn* in einen *Schirmherrn* verwandeln.

---

tatis Bernæ, nicht communitas Bernæ. Stettler citirt etwas ungenau aus dem Gedächtnisse: aber die Uebereinstimmung in beiden Citaten muss auffallen.

94) Z. R. I, 116.

95) St. I, S. 9.

96) Z. R. I, 120, 121.

97) Vgl. hierüber des *Genauere* in dieser Nachfolge bei Kopp, IV, 213 folgd.

Man vergleiche damit den gedruckten *Stettler*[98]), bei welchem genau das Nämliche mit allen Berichtigungen und neuen Unrichtigkeiten zu lesen.

Ebenso stimmt das *Zeitregister* darin mit Stettler[99]) überein in dem bei Chillon von Graf Peter von Savoi bei seinem grossen Siege ebenfalls gefangenen, räthselhaften Herzog von Cophingen einen *Grafen von Kyburg* zu sehen.

Beide stimmen auch darin überein[100]), Ludovicum della Chiesa in seiner Behauptung zu widerlegen, dass Bern 1291 den Grafen Amadeus von Savoi gehuldigt habe.

Obigem fügen wir noch einige Beweise bei aus dem *zweiten Bande des Zeitregisters der Stadt Bern*, welcher das XIV. Jahrhundert umfasst:

Etwas auffallend stimmt dieses s. g. *Zeitregister* von *Tschachtlan* mit dem gedruckten *Stettler* auch darin überein, dass *beide* den Namen des tyrannischen Vogts von Uri *Gryssler* statt *Gessler* schreiben: von Wattenwyl schreibt den Namen nach Lauffers Vorgange bereits richtiger.

Eine noch auffallendere Uebereinstimmung finden wir aber, als diese letzte vielleicht etwa nur zufällige, in der Darstellung des Eintrittes von Bern in den Bund der Eidgenossen[101]). Beide erzählen unmittelbar nach dem Kaufe von *Müllenen*, *Reudlen*, *Wenge* wie sich die Landleute um den Brünig und am Brienzersee gegen den Freiherren von *Ringgenberg* und das Gotteshaus von Interlaken erhoben, des Erstern Schloss verbrannt und die schuldigen Gefälle zu bezahlen verweigert, wie darauf das mit beiden verburgrechtete Bern zu Hülfe gerufen mit dem Beistande Solothurns — nach einigen auch von *Biel* und *Murten* — die ungehorsamen Landleute zu Leistung ihrer Pflicht genöthigt. Wie sie sich aber wieder empört und mit denen von Unterwalden verbunden: worauf Bern von neuem mit Macht

98) Bd. I, S. 11.

99) Z. R. Bd. I, S. 211 und St. I, 14.

100) Z. R. I, S. 288b. und St. I, S. 24.

101) Zeitregister II, 193, 194 und Stettler I, 76.

hinaufgezogen, die Landleute bei Brienz geschlagen und sie wiederholt zum Gehorsam genöthigt. Die Unterwaldner hätten sich nun um Hülfe an ihre Eidgenossen gewendet wider Bern. Dieselben aber statt der Feindschaft neue Nahrung zu geben, hätten sich freundlich ins Mittel gelegt und erkannt:

s. g. Zeitregister von Tschachtlan.

»Es sollten die von Unterwalden sich des mit den Herr-»schaftsleuten von Ringgenberg und Interlaken gemachten Bunds »entziehen, die ungehorsamen Unterthanen ihren Herren Er-»setzung des Schadens thun und ihnen künftig schuldige Pflicht »und Gehorsam leisten. »»Und geriethe hiemit die vorige Ver-»»bitterung zu einer solchen wohlmeinenden Freundschaft, dass »»daraus ein Anlass und Vollstreckung eines lieblichen bestän-»»digen Bundes zwischen der Stadt Bern und den drey Wald-»»stätten Uri, Schwyz und Unterwalden erfolget, welcher auch »»folgends formlich von beiden Parteien verbrieffet worden.««

Stettler.

»Es sollten die von Unterwalden sich des mit den Herrschafts-»leuten von Ringgenberg und Interlachen gemachten Bunds ent-»ziehen, auch die abgefallenen Unterthanende ihren Herrn zuge-»fügten Schadens Ersetzung thun und derselbigen in das künftig »schuldige Pflicht ihrer Gebühr nach leisten. »»Und hiemit »»geriethe die vorige Verbitterung zu einer solchen wohlmeinen-»»den Freundschaft, dass daraus ein Anlass und Vollstreckung »»eines lieblichen beständigen Bunds zwischen der Stadt Bern »»und den drey Waldstätten Uri, Schwyz und Unterwalden er-»»folget, der ward auch bald hernach formlich von beiden ob-»»bemelten Parteien verbrieffet.««

Aus bereits angedeuteten Gründen dürfen wir wohl auch aufmerksam machen, wie auffallend die Uebereinstimmung sein muss, dass *beide* Schriftsteller, *Stettler* und der angebliche *Tschachtlan* bei der Erzählung der Begebenheiten des Jahres 1384 besonders (bei Anlass der Belagerung von Burgdorf) der innern Bewegung zu Bern *mit keinem Worte* erwähnen, was bei einem Schriftsteller des XVII. Jahrhunderts zwar nicht sehr befremden

wird, bei einem Schriftsteller des XV. Jahrhunderts dagegen allerdings auffallen müsste.

Wir kommen zum dritten Theil des *Zeitregisters der Stadt Bern*, ebenfalls auf der Stadtbibliothek von Bern befindlich, von 1401—1451 gehend. Bei diesem Bande können wir uns um so kürzer fassen, da *von Wattenwyl*, von dem, wie wir oben bemerkt haben, zuerst dieses Zeitregister dem ehmaligen Venner *Tschachtlan* — in der zweiten Hälfte des XV. Jahrhunderts — zugeschrieben wird, ausdrücklich beide Theile (von 1401—1450, so wie von 1451—1477) als *eine* Schrift und zwar als eine von obigem Venner Tschachtlan verfasste Schrift ansieht, so dass also was wir von der zweiten Abtheilung 1451—1477 (der nach späterem Sprachgebrauche eigentlich als »Tschachtlans Zeitregister« geltenden Schrift) nach genauerer Vergleichung erweisen werden, offenbar auch von deren ersterer Abtheilung und also klar genug auch von den beiden erstern Theilen gilt.

Im Zeitregister[102]) lesen wir »zum Jahre 1448 die Ver-»kommniss zwischen Herzog Philipp von Burgund und des Prin-»zen von Oranges Amtleuten und der Stadt Bern im Salzhof »zu Salins: Sie sollen Bern auf fünf Jahre mit Salz versehen, »als es nöthig hat, jedes Mäss oder Scheiben gekrönten Salzes in »Bern gewährt um drei Pfund — Bern soll aber alles Salz von »keinem andern Orte her beziehen und nur zu ihrem, der Stadt »und Landschaft, Gebrauche«.

Unmittelbar hierauf folgt die Theilung der bisher insgemein besessenen Herrschaften Wimmis und Diemtigen zwischen der Stadt Bern und den Edeln von Scharnachthal. Künftig sollen die von Bern Diemtigen, die von Scharnachthal Wimmis besitzen: »doch sollen Diemtigen, Erlenbach, Weissenburg, welche »seit alten Zeiten nur *eine* Landschaft unter dem Namen des »Nieder-Siebenthals gewesen »»in Landesbreüchen, Reisen, »»Schenkenen und einer Panner ungescheiden mit einander Lieb »»und Leid haben««.

---

[102]) Z. R. III, 356b. und 357.

Man sehe bei Stettler[103]) die genaue so viel als wörtliche Uebereinstimmung in der Erzählung beider Begebenheiten.

Wir gehen zum folgenden Theile über von 1451—1477.

Zum Jahr 1454 wird unter anderm gemeldet »wie Herzog »Philippus von Burgund von sonderbaren seinen Geschäften »wegen mit etlichen (vielen) seiner Fürsten, Ritter und Knechten »in die Stadt Bern kam, daselbst er gebührend empfangen und »ihm grosse Ehr erzeigt ward«[104]). Unmittelbar hierauf folgt[105]):

»Ebenso kam nach Bern Amedeus Prinz von Savoi, Herzog »Ludwigs (von Savoi) ältester Sohn: bat eine Stadt Bern sehr »ernstlich, ihm wider (seine und) seines Vaters Feinde mit einer »(ansehnlichen) stattlichen Hülfe beizustehen«. »»Weil aber »»der Herzog, als zum Theil hievor verzeichnet, vormals mit »»der Stadt Bern unter der Hand gespielt, seine Zusage (Ver- »»sprechen) Freiburg belangend nicht gehalten und (noch dar- »»über) die schuldigen 15000 Gulden nicht erlegt hatte, ward »»er straks der begehrten Hülf abgewiesen««. »Nach einiger »Zeit aus Savoi wieder nach Bern mit etwas (einer ziemlichen »Summe) Gelds zurückgekehrt, bewilligt man ihm 3000 Mann »unter der Stadt Panner: die kamen bis gen Genf und als in- »zwischen der Herzog von Savoi mit seinen Feinden zu einem »friedlichen (freundlichen) Vertrag gelanget und sie (das Kriegs- »volk) bei einem ganzen Monat in Freuden, Müssiggang und Wol- »lust daselbst verharret waren (einen ganzen Monat lang in »Müssigang und Kurzweil daselbst verharret) wurden sie mit »grossem Dank daselbst geurlaubet«.

Unmittelbar hierauf folgt die bedeutsame Stelle, welche wir oben bereits angeführt haben, wo der angebliche Tschachtlan, der Verfasser des Zeitregisters, den Chronisten Tschachtlan den Fortsetzer Justingers oder der Stadtchronik berichtigt. Wir geben zur Seite dann die Stelle nach dem gedruckten Stettler,

---

103) Theil I, 175.

104) Des angeblichen Tschachtlan Z. R. S. 16b. und bei Stettler I, S. 177.

105) Tsch. Z. R. I, 16b., 17, St. I. 177, 78.

wobei wir nur bemerken, dass wir gegen das Ende dieses Abschnittes das Zeitregister nur substanzlich nicht mehr wie im Anfang wörtlich genau geben. Erst im Verlaufe der Untersuchung, wo die seltene Handschrift uns nicht mehr zu Gebote stand, ist uns die Wichtigkeit dieser Stelle recht klar geworden.

Tschachtlans Zeitregister S. 17.

»Es ist aber diese Verzeichniss, so aus der Stadt Bern Chro-
»nik genommen worden, meines Bedünkens historischer wahrer
»Beschreibung, was die Ursachen des Kriegs wider Savoi be-
»trifft, ganz ungemäss, denn es meldet bemelte Chronik[106]), es
»sei dieser Krieg wider den Delfin vorgenommen worden, so
»es doch heiter am Tage liegt, dass der Delfin des Herzogen
»von Savoi vertrautesten Freunden einer und in des Königs
»Caroli seines Vaters Ungnaden gestanden ist. Dann derselbe
»war hievor in 1452 aus Frankreich in Burgund gewichen und
»hatte sich nach seiner ersten Ehegemahlin einer gewesenen
»Königin in Schotten Absterben mit Carlota des Herzogen Lud-
»wig von Savoi Tochter wider seines Vaters Willen verlobt,
»auch um diese Zeit das fürstlich Beilager in der Stadt Namur
»gehalten, was dieses Kriegs wahre Ursach gewesen zu sein
»scheint, denn als König Carl mit einem besammelten starken
»Volk etliche in der Picardie gelegene Städte Herzogs Philipp
»von Burgund erobert und etwas Vorstands zu haben vermeint,
»ihm aber Philipp mit Bewahrung und Befestigung derselben so
»vorsichtig begegnet, dass er wohl verspürte wenig zu erhalten,
»worauf er sein Vorhaben ändernd etliche Ansprachen an sei-
»nes Sohnes des Delfinen Schwäher den Herzog Ludwig her-
»vorsuchte, sein gesammeltes Volk an die Grenze von Savoi
»führte, wo es wohl zu Thätlichkeiten gekommen wäre, wenn
»nicht der vom Pabst Nicolaus zum Frieden zwischen Frank-
»reich und England abgesandte Cardinal von Touteville der
»eben zu Lyon anwesend beide Fürsten vereinbart und den
»Frieden vermittelt hätte.«

---

[106]) S. Bened. *Tschachtlans* Berner-Chronik S. 325 und daselbst die Note des Herausgebers.

Stettler I, 178.

»Es ist aber diese Verzeichniss, so aus der Stadt Bern Chronik genommen worden, um etwas dunkel, insonderheit weil darin vermeldet wird: Es seie dieser Zug wider den Delinen fürgenommen worden, so es doch heiter am Tage liegt, dass Ludovicus der Delfin, des Herzogen von Savoi vertrautesten Freunden einer, damalen in des Königs Caroli seines Vaters Ungnaden gestanden ist. Dann derselbige war hievor im 1452 Jahr aus Frankreich in Burgund gewichen und hatte sich nach Absterben seiner ersten Ehegemahlin, einer gebornen Königin von Schotten mit Carlota Herzog Ludovici in Savoi Tochter wider seines eignen Vaters Willen verlobt, auch in diesem Jahr das fürstliche Beilager in der Stadt Namur gehalten. Und scheinet eben solches des Krieges rechte Antreibung gewesen zu sein. Denn als der König Carolus mit einem starken Volk Herzog Philippo von Burgund etliche Stätt in Picardey einnehmen wollen, Philippus aber ihm dergestalten begegnet, dass er sein Begehren zu erlangen nicht verhoffen konnte, änderte er sein Vorhaben, suchte etliche sonderbare Ansprachen wider Herzog Ludovicum von Savoi, führte sein zusammengelesenes Volk an die Savoische Grenzen und wäre das Spiel ohne Zweifel zu thätlichem Ernst gerathen, wo nicht unversehenerweise der Cardinal von Touteville, welcher vom Pabst Nicolas den Frieden zwischen Frankreich und England zu tractiren abgesendet zu allem Glück zu Lyon gewesen wäre, des Königs Anliegen verhört, beide Fürsten vereinbaret und hiemit den Krieg fürsichtig abgeleinet hätte.«

Wir führen weitere Stellen zur Vergleichung an (s. Tsch. R. S. 55 u. 56 und bei Stettler I, 183.)

»Adrian von Bubenberg und seine Mithafte senden wegen ausstehenden Schulden (Besoldungen) an Herzog Ludwig von Baiern, Grafen zu Veldenz, den Bischof von Strassburg und die von Epsich Strassburger-Bisthums einen offenen auf den May-Tag datirten Absage-Brief« [107]). »Die Stadt Bern besorgt

[107]) Im Z. R. wie viele andere Urkunden in extenso aufgenommen, bei Stettler öfter nur erwähnt.

»wegen (auf erhaltenen Bericht) solch trotzigen Absagens schreibt »ernsthaft (befiehlt) dem von Bubenberg, er sollte sich wohl »vorsehen, dass von seinetwegen niemand gefangen werde und »den beiden Märkten Zurzach und Baden kein Abbruch begegne, »worauf sich von Bubenberg (persönlich) in Bern gestellet und »sein Geschäft in Ruh und Frieden (in Freundlichkeit) vertragen »(eintragen) liess: so dass er beides, Tapferkeit wider seine »Sächer und wahren Gehorsam gegen seine Obrigkeit erzeigt.«

Auch wohl nicht zufällig ist in beiden Werken die so häufig zu beobachtende völlige gleiche Reihenfolge der Begebenheiten[108]). Wir geben eine Probe hievon vom Jahre 1470. Da finden wir Peter von Hagenbachs und Anderer Plakereien gegen Bern und die Eidgenossen, Adrians von Bubenberg Sendung an den Herzog von Burgund, das Aufstecken Burgundischer Fähnchen auf Bernischem Gebiet, der Berner zwei Schreiben an den Herzog. Durch höhere Fügung nun Annäherung an Frankreich, Wilhelm von Diessbachs Sendung an König Ludwig, darauf dessen Gesandtschaft an die Eidgenossen. Des Grafen von Remont Söldnerwerbung vereitelt — Span zwischen Savoi und Neuenburg wegen einiger Dörfer im Wistenlach — das folgewichtige ernsthafte Kleider-Mandat und dessen Veranlassung, der Monstranz-Diebstahl im Jahr 1465: darauf auch das Verbot der Schwüre.

Es wäre nicht schwer, solche Beispiele zu häufen.

Als im Herbste 1474 es der französischen Partei in Bern unter Führung der Diessbache gelungen war, Bern mit Hülfe der Pensionen gänzlich in das französische Interesse hineinzuziehen, suchte man von da durch eine Gesandtschaft nach Freiburg auch diese Stadt »in diesen Pension-Karren zu spannen.« Freiburg sandte eine angesehene Gesandtschaft zurück, zuerst diese Pension ablehnend, leider bald auch vom »gilgechten Sonnenglanz« bestochen. Diese Ablehnung in sehr würdiger Sprache giebt Stettler genau wie das Zeitregister[109]) nach Anshelm[110]),

---

[108] Tsch. Z. R. 116—118, Stettler I, 198, 199.
[109]) Stettler I, 214; Z. R. 171b und 172. [110]) Bd. I, 128.

der sie dem Rathsmanual[111]) entnommen. Hierauf folgt nun sogleich im Zeitregister eine Stelle, die wir bereits oben angeführt haben, ein ächt vaterländischer Erguss des Verfassers über die Pensionen, der sich freilich im Munde des Pensionnärs *Tschachtlan* sonderbar ausnähme, als Privatmeinung *Stettlers* im XVII. Jahrhundert, wo man das Unwesen der Pensionen (über welche sich der Stettler'n bestens bekannte Anshelm bereits so kräftig ausgesprochen) gar wohl kannte, nicht mehr auffallen wird. Befremden möchte vielleicht im ersten Augenblick, dass dieser freiere Erguss später in so zahme Aeusserungen zusammengeschrumpft, wie wir sie im gedruckten Stettler lesen[112]): »Indess »stimmeten solchen Jahrgelds wegen nicht alle Eidgenossen über»ein, denn etliche wollten selbiges gut heissen, andere aber »sich dessen nicht beladen«: worauf die bereits erwähnte Ablehnung der Freiburger auf daherige Einladung von Bern folgt. Wenn Stettler aber in einem ausdrücklich für die Oeffentlichkeit bestimmten Werke seine Privatmeinung über die Pensionen zurückhält, welche er dagegen in einer zunächst nur für ihn angelegten historischen Sammlung[113]) freimüthig niederlegt, so wird solches jeder begreifen, welcher den Geist des XVII. Jahrhunderts näher zu kennen Gelegenheit gehabt hat.

Die Anrede Scharnachthals an die zum erstenmal Bern mit ihrem Panner betretenden Lucerner wie oben bereits angeführt, finden wir im s. g. Zeitregister Tschachtlans[114]), so auch bei *Stettler*[115]) fast buchstäblich, selbst mit dem Schlussvotum und den Reimen:

„Die beide Städt Bern und Lucern
„In Freundschaft sind der rechte Kern
„Und setzen (sehen) zu einandern gern.“

---

111) Rm. 15, 93. 112) Stettler 1, 214.

113) Aus vielem andern nur: bei Mittheilung des Schreibens von Bern an die Ihren im Feld (im Z. R. 285, 286, wie bei Stettler I, 239 wörtlich aufgenommen), vom 21. Hornung 1476 bemerkt der Verf. des Zeitregisters nach dem Schlusse des Schreibens in margine: *nota concordiam senatus.*

114) Z. R. 223.

115) Stettler I, 226, 227.

Hingegen ist der *gedruckte Stettler* so vorsichtig, *der Schlacht bei Laupen* nicht mehr namentlich zu erwähnen, sondern er begnügt sich dem Schultheissen von Scharnachthal über *die brüderliche Treue Lucerns an Bern in ihren harten wider mächtige deutsche und welsche Feinde geführten Kriegen* nur im Allgemeinen beizufügen, *dessen viel und wichtige Exempel vor Augen liegen.*

Das *Zeitregister*[116]) bemerkt nach Mittheilung des Schreibens von Bern vom 11. April zur Behauptung Murtens[117]): »Dies »ses sei desswegen, weil einige Orte Murten als zu fern und »ausser den Bünden gelegen mit grossen Kosten zu schirmen »sich weigerten, was aber auf einem Tage zu Luzern besonders »durch die von Luzern und Zürich zu Gunsten Berns vermittelt »wurde«. Gerade so spricht sich auch Stettler[118]) aus.

Noch wollen wir einer Verschlimmbesserung gedenken, welche das Zeitregister von Tschachtlan sich zu Schulden kommen lässt. Schilling[119]) meldet nämlich, dass während der Schlacht bei Nancy etliche Lothringer aus der belagerten Stadt in das Burgundische Lager eingefallen, allein von den eindringenden Eidgenossen, weil jene Welsche kein Deutsch verstanden und nicht mit dem Kreuze der Verbündeten bezeichnet, als Feinde niedergemacht werden. Das Zeitregister[120]) will nun verbessern und macht aus diesen Welschen von Nancy — Welsche der Stadt Bern gehörige Unterthanen und Stettler[121]) ist getreulich mit dieser Verschlimmerung einverstanden — eine Verwechslung mit dem Vorfall bei Dornach ohne Zweifel.

Der Kürze halber verweisen wir noch auf einige Stellen zur Vergleichung in dem s. g. Zeitregister von *Tschachtlan* und der gedruckten Chronik von *Stettler.*

Man vergleiche z. B. die Ausschreibung Berns an die Seinen

116) Z. R. 330.

117) Das Schreiben bei Schilling S. 318, 319.

118) Stettler I, 252.

119) S. 374.

120) Z. R. 374.

121) Theil I, 269.

vom Jahre 1473 sich gerüstet zu halten (Z. R. 155b und Stettler I, 211).

Ferner die Instruktion von Bern an den Tag zu Lucern wegen der Aufnahme von Mümpelgard in den Bund (s. Z. R. 180 und Stettler I, 217).

Ferner den Empfang der Zürcher in Bern und deren Auszug (nach Murten) (Z. R. 340b und Stettler I, 257).

Weiter wie vor der Schlacht bei Nancy zwei Eidgenossen bis dahin in Herzogs Carls von Burgund Diensten sich den anrückenden Eidgenossen als Wegweiser anbieten und ihnen als solche dienen [122]: (vrgl. Z. R. 372 und Stettler I, 268b).

Endlich wie wegen des Aufbruchs von 5000 Eidgenossen zu Gunsten der Burgunder Bern verdächtigt wird und Adrian von Bubenberg aus Frankreich flüchten muss: (vgl. Z. R. 383 mit Stettler I, 273).

Man brachte ferner noch die Uebereinstimmung der beiden oftgenannten Schriften in einzelnen kleinen Zügen.

Bei der Wahl Peter Kistlers zum Schultheissen von Bern im Jahr 1470 nennt ihn das Z. R. (S. 119b) einen *wohlberedten ansehnlichen Burger.* Stettler (I, 200) heisst ihn bei diesem Anlasse einen *beredten ansehnlichen Burger* [123]).

Bei Anlass der Einnahme von Illingen (Anfangs 1475) heisst der *Herr von Illingen* (im Z. R. 208) ein *anschlägiger geschwinder Mann:* genau so bezeichnet ihn *Stettler* (I, 223).

Den schändlichen verrätherischen Unterhändler bei Grandson nennt *Schilling* einen deutschen, Namens von Runtschen [124]). Das Zeitregister (S. 306) fügt zu dem Namen des deutschen Edelmanns *Runtschen* bei: »andere haben *Ramschwag* und etliche »wollen, dass es kein Deutscher, sondern ein der deutschen »Sprache fertiger Burgunder gewesen.« Genau so berichtet Stettler (I, 245) [125]).

---

[122]) Bei Schilling 370 fehlt dieser Zug.

[123]) Bei Schilling (S. 36) findet sich kein solcher Zusatz.

[124]) Schill. S. 281.

[125]) Wie ungewiss man über den Namen des schändlichen Verrä-

benda lässt Schilling (S. 281) die Besatzung von Grandson r obigem verrätherischen Unterhändler auch noch durch schnöde *Dirnen* bethören, welche das *Zeitregister* beschöd in *falsche Agenten* umwandelt, die dann im gedruckten r noch zahmer in *unterschiedenliche Personen* umgestaltet n.

an vergleiche hiezu, wie der nämliche Chronist züchtiger, historischer Treue gemäss, über einen gewissen Umstand Aufenthalt Königs Sigmund in Bern hinwegschlüpft[126]).

Wie wir schon oben angeführt bemerkte das *Zeitregister* 8), die Chronik von Schilling (S. 284) ergänzend, die nossen seien 20,000 Mann stark gegen Carl von Burgund randson gezogen, die *Basler-Chronik zäle nur* 18076 *Mann.* r (I, 245) giebt dagegen nur in runder Summe an: die Baronik setze nur 18,000.

an vergleiche ferner die Schilderung des Benehmens Lud- XI gegen die Eidgenossen (Z. R. S. 254 mit Stettler I,). Unmittelbar hierauf folgt in beiden Schriften »ein verer Bericht, den Bern über Herzog Carl und die Stärke s Heeres erhalten, der aus dem *Missiven-Buch* mitgetheilt

Wenn dieser Bericht an beiden Orten nicht nur summa- sondern meistentheils ganz wörtlich übereinstimmt, so man annehmen, der Bericht selbst habe diese Ausdrücke ten, daher diese so grosse Uebereinstimmung; also könnte der Ausdruck bei Angabe der Zahl des Burgundischen Heeres ausanne) zu 60,000 Mann *gut* oder *bös* dem Originale im ntnommen sein. Indess gehört doch eine kurze Erläuterung ar dem *Bearbeiter:* wo es heisst[128]) »der Herzog sei in ein Lager gerückt und liege jetzt in dem *Jurten*«, wo beide mliche Erläuterung beifügen: »»*ist ein Holz und Gebirg.*«« benso wird von beiden Schriften bei der Schilderung der

---

var, zeigt eine neue Angabe von *Sterner*, welcher einen rea *ch aus Schwabenland* als den Thäter bezeichnet.

) S. bei *Müller*, Bd. III, 24.

) Man vergleiche zu derselben Anshelm I, 105.

) S. den Bericht Z. R. S. 323, 334 und Stettler I, 254, 255.

Schlacht von Murten nach *Schilling*[129]) des hölzernen Hauses Herzog Carls auf einem Hügel erwähnt: beide dann geben den Zusatz: »*wo jetzt das Hochgericht steht*«[130]).

Ebenso erzählen beide (nach Schilling)[131]) wie ein Theil der Eidgenossen nach der Schlacht bei Murten in die Waadt gezogen, beide erzählen darauf: »wie sie ohne besondern Wi»derstand *Milden*, *Romont* und *Lobsigen* eingenommen«[132]). Romont wird aber von Schilling nicht erwähnt, hingegen geben alle drei ohne weitere Erläuterung *Lobsigen* an, was zu Stettlers Zeit wohl noch verständlicher gewesen sein möchte als in unsern Tagen: *Lobsigen* ist nämlich der deutsche Name von *Lucens* wie von Rodt[133]) ebenfalls zu erläutern für gut gefunden hat.

Im Staatsarchive finden sich noch zwei handschriftliche Sammlungen von *Michael Stettler*, welche beide den Gnädigen Herren von Bern dedicirt worden sind.

Die ältere Sammlung enthält drei sehr starke Bände Folio. Die Dedication und Vorrede, wie der ganze von 1527—1540 gehende *erste* Theil ist von Michael Stettler eigenhändig geschrieben (die nämliche Hand wie des angeblichen Tschachtlans Zeitregister) die Dedication ist vom 21. Juny 1614. Der erste Band hat den Titel: Verzeichnus oder *Zyth-Register* der Loplichen Stadt Bern Geschichten von 1527—1540. Vor jedem Jahre finden wir erwähnt den Pabst, den Römischen König, den König von Frankreich, England, den Herzog von Savoi, endlich den Schultheissen von Bern jeden mit Angabe der Zahl seiner Regierungsjahre.

Der zweite und dritte Band haben den *gleichen Titel* und die *gleiche Einrichtung* mit der Jahresangabe der regierenden Fürsten. Hingegen ist der zweite Theil, der Text, so wie die

---

129) Schilling S. 342 mit dem Berner-Ausdruck: auf einem *Rein*.

130) Z. R. 345; Stettler I, 260.

131) Schilling S. 345.

132) Z. R. S. 352 und Stettler I, 261.

133) *v. Rodt* die Kriege Karls des Kühnen II, 294, wo nur Copsigen für Lopsigen verdruckt ist, welcher Druckfehler (unter den sehr vielen) nicht angezeigt ist.

Vorrede von einem *Copisten* »der ein geborner Meissner sei«, geschrieben: nur die *Unterschrift* der *nicht datirten* Vorrede ist von Michael Stettlers eigner Hand: dieser zweite Band geht von 1541—1570.

Der dritte Band, welcher von 1571—1587 geht, hat wie bereits gesagt die gleiche Einrichtung wie die beiden frühern: der Text ist hier ebenfalls von einem Copisten (*nicht* dem frühern) geschrieben; die Vorrede aber mit der Unterschrift ist ganz von Michael Stettlers Hand.

Die andere weitläufigere Sammlung besteht aus eilf starken Bänden in Folio: diese Bände heissen: *Berner-Chronik.* Die Dedication vorn am ersten Band (A.) an die Gnädigen Herren von Bern ist von anderer Hand in Kanzleischrift, nur die Unterschrift (Euer Gnaden) *Untertheniger ghorsamer Diener — Michel Stettler* — ist von dessen eigener Hand sie ist datirt vom 14. April 1623: der erste Band geht von 1526—1530 und giebt ebenfalls die nämlichen Jahresangaben der regierenden Fürsten in Europa vor jedem Jahre, wie in der eben beschriebenen frühern Sammlung (und wie im s. g. Zeitregister von Tschachtlan) der Text ist natürlich ebenfalls wie die Vorrede von einem Copisten. Der zweite Band (B) von 1531—1535 gehend; der dritte (C) von 1536—1540, der siebente (G) von 1581—1587; der zehnte (K) bis 1610 gehend u. s. w. haben alle die nämliche Einrichtung. Der letzte, eilfte Band (L) enthält ein *General-Register* über alle Bände von A—L. Hinten in demselben befindet sich noch ein Anhang von einem Copisten unseres Jahrhunderts »aus dem Manuscript der Chronik von Stettler 1570—1616«. Es sind aber hier nur die Jahre 1611—1616 enthalten in gleicher Einrichtung wie die frühern.

Vergleichen wir endlich diese verschiedenen Sammlungen Stettlers, wie sie sich jetzt im Staatsarchiv, auf der Stadtbibliothek und im Privatbesitz befinden, so sehen wir, dass sie von Erbauung der Stadt bis 1477, hinwieder von 1526 bis 1616 auf seine Zeit herab gehen und ein geschlossenes Ganze bilden, wobei nur eine Lücke von 1477—1527 sich findet, welche gerade durch unsern *Anshelm* ausgefüllt wird, den Stettler nicht auf gleiche Weise zu bearbeiten für nöthig fand.

Wir wiederholen hier eine frühere Bemerkung, dass diese Beweise der Uebereinstimmung beider Schriften sehr leicht hätten vermehrt werden können: dem umgekehrten Vorwurfe zu grosser Weitläufigkeit begegnen wir ebenfalls damit, dass ein Irrthum, der über hundert Jahre sich auch bei sehr achtbaren Schriftstellern fortgepflanzt hat, gründlich und sorgfältig widerlegt werden muss, so dass künftig keine Zweifel mehr über diese angebliche Quelle des XV. Jahrhunderts walten können: ein Irrthum, welcher dem ersten Verbreiter bei seinen sonstigen bedeutenden Verdiensten in der geschichtlichen Kritik, die aber eben erst noch im Werden begriffen war, nicht so hoch anzurechnen ist, der aber nicht so lange Zeit ohne weitere Prüfung hätte fortgepflanzt werden sollen, namentlich von Solchen, denen eine solche durch eigene Kenntniss *beider* Schriften möglich war.

Zum Schlusse deuten wir nur an, wie Stettler gar wohl darauf kommen konnte, eine solche Ueberarbeitung früherer Geschichtswerke gleichsam als eigene Arbeit anzusehen: was übrigens früher ziemlich allgemeine Sitte war.

Wir haben bereits angegeben, wie Stettler — so dürfen wir den Verfasser unserer Schrift wohl nennen — mehrere Berichtigungen angebracht hat bei Schilling, wie er auch die Angaben anderer Schriftsteller vergleicht: so berichtigt er auch hie und da — nicht immer — die in unserm Schilling befolgte Anordnung der Begebenheiten. Man vergleiche z. B. den gedruckten Schilling S. 5, wo als Anfang dieses Mühlhauser-Waldshuter Krieges die Ueberschrift zu lesen ist: »*dass die von Schaffhausen von Herrn Bilgerin von Heudorf mit Mutwillen bekriegt wurden*«: worauf in fünf Linien eine kurze Erzählung folgt, die mit obiger Ueberschrift in gar keiner Beziehung steht und an einen ganz andern Ort (nämlich unten an p. 17) gehört: dagegen steht die obige Erzählung S. 12—14, wo sie aber unter der ganz falschen Aufschrift zu lesen ist (*das Zillissen das schön Schloss von denen von Bern und Sollotern ingenommen und verbrennt und gewüst ward*). Merkwürdigerweise hat aber der gedruckte Schilling diese entschieden verkehrte Anordnung der

Begebenheiten mit der noch vorhandenen Urschrift Schillings[134] gemein, während unser Pseudo-Tschachtlan den Missgriff des Abschreibers einsehend die gehörige Zeitfolge beachtet hat.

Es ist nun unserm *Schilling* schon frühe begegnet, dass er von Andern überarbeitet und solches als fremde Arbeit angesehen wurde. An der Versammlung der allgemeinen historischen Gesellschaft der Schweiz am 31. Juli 1851 in Murten hatte Herr Graf Heinrich von Diessbach von Freiburg eine saubere Handschrift einer Chronik über die Zeit des Burgunderkriegs vorlegen lassen, welche er später dem heutigen Referenten zur sicherer Durchsicht auf sein Ansuchen gefälligst zukommen liess. Laut Nachschrift am Schlusse ist diese Abschrift durch *Ludwig Sterner* zu Reconys am 25. Hornung 1501 beendigt worden. Ob das Original dieser Abschrift noch existirt in Freiburg, ist dem Referenten unbekannt. Sie beginnt wo unser Schilling mit dem Jahre 1468 und endigt wie er 1480: nur dass sie noch einen kleinen Zusatz (von einer Wassergrösse in Freiburg im Jahre 1481) macht. So wie nun Sterner auf der einen Seite Dinge, welche mehr den Berner berührten, auslässt[135]), so giebt er dagegen kleine Zusätze über die Theilnahme Freiburgs an den Burgundischen Zügen, wo er den Namen Freiburgs neben Bern und Solothurn einzuschieben nie unterlässt und gewöhnlich die Führer der Freiburger ganz genau namentlich angiebt bei der Erwähnung von Zügen. Ebenso verräth auch den Freiburger gar sehr, wie er zwar wohl die Eroberung von Stäffis (1475) erwähnt, aber daselbst als Beutemacher, welche Beute von Stäffis hinweggeführt, Schilling ergänzend *statt der Nachbarn von Neuenburg und andern* ausdrücklich »*die von Erlach und Landeron*« *nennt, die* »*doch nicht beim Sturm gewesen*«: dagegen lässt nun unser *Sterner* klüglich die Anschuldigung Schillings[136]) weg, *wie die Freiburger aus Eifersucht wegen des Tuchgewerbs von Stäffis vorzüglich mitgeholfen zur Plünderung.*

---

[134]) Auf der Stadtbibliothek von Bern.

[135]) z. B. die gestohlene Monstranz 1465, den Twingherrenstreit 1470.

[136]) Schill. 230.

Diese Eigenschaft eines guten Freiburgers machte nun auch, dass diese Chronik unter dem Namen *Freiburger-Chronik* bekannt wurde, aus welcher der bekannte Bernische Gelehrte der zweiten Hälfte des XVIII. Jahrhunderts, der bekannte *Sinner* von Balaigues, Auszüge[137]) machte zu einer vorhabenden Beschreibung der Burgundischen Kriege (die nicht erschienen ist) ohne im geringsten zu zu ahnen, dass er hier nur Schilling vor sich habe, den er auch gar wohl kannte und excerpirte.

Wie nun Abschriften von Schillings Chronik verbreitet worden, mag uns Anshelm [138]) belehren, der zum Jahr 1486 meldet: *Item die alte G'richtschryberin, auch die so damit umgangen, um verkaufte Chronik gestraft* und von ihr die Bücher und Brief einer Stadt Bern gehörig erfordert. (Die Wittwe Schillings, die gewesene oder alt Gerichtschreiberin lebte noch viele Jahre, sie starb erst 1531)[139]).

Wir hoffen nun nachgewiesen zu haben, dass das s. g. Zeitregister Tschachtlans nichts anders als eine Ueberarbeitung Schillings durch Michael Stettler, den bekannten Berner-Historiker, ist, welche im XVII. Jahrhundert gemacht wurde, wohin also unsere Schrift ohne allen Zweifel zu verweisen ist: offenbar dachte aber Stettler nicht von ferne daran, seine Arbeit als ein Werk von Tschachtlan auszugeben.

Nachtrag

Ueber die Chronik B. Tschachtlans (Bern 1820).

Durch sehr verdankenswerthe Mittheilungen des Herrn alt Staatsschreiber *J. Georg von Wyss* in Zürich veranlasst, hofft der Einsender über den Verfasser obiger Chronik Aufschlüsse geben zu können; vielleicht die Sache zum Abschlusse zu bringen.

---

137) Diese Excerpte waren in Händen des Herrn Oberst May von Büren: wo jetzt?

138) Ansh. I, 409.

139) J. Sp. B.

»Auf der Stadtbibliothek zu Zürich stehen zwei Manuscripte »mit dem Titel: »*Tschachtlans Chronik*« in den Katalogen bezeichnet. Das Eine — Manuscript A. 76 — von sehr regelmässiger hübscher Hand des XVII. oder XVIII. Jahrhunderts »giebt sich wie durch die Sprache, so durch den Zusatz am »Schlusse: »»so weit geht das Original«« (*Haller* Bibl. der »Schw. Gesch. Bd. IV. No. 614 kannte nur diese Abschrift) als »Copie eines Frühern zu erkennen. Die zweite Handschrift — »Mscr. A. 120 — ist eben jenes Original, ein im XV. Jahrhundert geschriebener schöner Codex in Quart, der sich durch »die darauf verwendete Sorgfalt auszeichnet.«

»Das vorderste beschriebene Blatt desselben gehört offenbar »der Hand des Textes nicht an, es ist bloss eingefügt und von »*anderer aber gleichzeitiger Hand wie diejenige des ganzen übrigen* »*Manuscripts;* es enthält eine Vorrede laut welcher die nachfolgende Chronik von Tschachtlan und Tittlinger geschrieben und »gemahlt sein soll. Diese Vorrede ist *wörtlich* in der von *Stierlin* »und *Wyss* besorgten Ausgabe von »Bendicht Tschachtlans Berner-Chronik« Bern 1820. S. VII—X *des Vorberichts* abgedruckt; »theilweise in *Haller* Bibl. d. Schw. Gesch. IV. No. 614.«

»Die Handschrift des ganzen übrigen Manuscripts ist durchweg dieselbe, nur gegen den Schluss hin etwas flüchtiger und »ungleichartiger. Die Ueberschriften der Abschnitte sind mit »Zinnober geschrieben, die Anfangsbuchstaben häufig mit Malereien verziert. Das Merkwürdigste aber besteht in einer »ungemein grossen Zahl von illuminirten Zeichnungen, welche »die Gegenstände, von denen der Text handelt, bildlich darstellen. Es sind Scenen der verschiedensten Art, friedliche »und kriegerische die hier (von gleichzeitiger Künstlerhand) in »bunten Farben gemahlt sind; die Umrisse sind natürlich unvollkommen, es mangelt alle Perspektive und die natürlichen »Proportionen, aber diese Bilder sind für Kostüm, Waffen, Belagerungswerkzeug, Bauwerke u. s. w. höchst interessant.«

»Nach der oben angeführten Vorrede folgt der erste Theil »der Chronik bestehend in einer Abschrift von *Justinger*, wie »solchen *Stierlin* und *Wyss* (Bern 1819) herausgegeben haben.«

»Auf diese folgt sodann eine Chronik, die man als *Tschacht-*
»*lans* bezeichnen kann und die in der Anordnung des Inhalts,
»in den Abtheilungen desselben, den Ueberschriften und der
»Aufeinanderfolge dieser Abtheilungen u. s. w. *grösstentheils*
»auch den Worten nach mit derjenigen Arbeit übereinstimmt,
»die Stierlin und Wyss unter dem Namen *Tschachtlans Chronik*
»herausgegeben haben.«

»Indessen sind doch auch manche bemerkenswerthe Ab-
»weichungen von diesem letztern Texte und zwar so, dass das
»Zürcher Manuscript offenbar als das *Ursprünglichere, Einläss-*
»*lichere,* der von *Stierlin* und *Wyss* gegebene Text als das
»*Ueberarbeitete, Kürzere, Zusammengezogene* erscheint, ja manch-
»mal *Fehler* zeigt, wo das Zürcher-Manuscript ganz *richtig* ist.
»Beispiele beider Wahrnehmungen sind folgende«:

1. »Statt der *kürzern* Einleitung auf S. 1 des Druckes hat
»das Zürcher-Manuscript die *längere* Einleitung, die *Stierlin*
»und *Wyss* im *Vorberichte* S. IX. geben.

2. »Auf S. 3 l. 2 des Druckes nach: »*Herbstmonats*« fügt das
» Z.-Msc. bei: *an einem Sonntage.*

3. »Auf S. 5 l. 1 des Druckes statt *achtenden* hat das Z.-Msc.
»wohl richtiger *achtzehenden.*

»Ueber dem ebenda folgenden Abschnitt fügt das Manuscript
»den rothen Titel ein: *der Anfang des Zürichkrieges.* Ebenso
»lautet die Einleitung zu diesem Abschnitte statt wie im Drucke
»folgendermassen«:

»»In Gottes Nahmen Amen. Als sich dann in vergangnen
»»Jahren als man zelt anno domini 1436 Jahr uf ingenden Meyen
»»wider grosse Untwil und krieg nach und nach uferstanden
»»warend zwüschen den Ersamen und Weyssen, dem Burger-
»»meister, den Retten und Zunftmeistern und allen Burgern ge-
»»meinlich der statt Zürich an einem und den frommen und
»»wyssen Landamman und Rath der ganzen Gemeind zu Schwiz
»»und auch denen von Glarus am andern Theyl und umb das
»»Wir allhin für uns selbs mit der Hilff des allmächtigen Got-
»»tes vor solchen schweren herten laüffen und untwillen, daruss
»»sölicher Krieg und schad und besunder inwendig unser Eidt-

»»gnossenschaft uferstahn, und das zum besten gewenden mö-
»»gend, so ist nutz und gut, das sölich sachen doch etwas zum
»»Theyl in Geschrift geleit werden. Denn es unbillich ist, das
»»dhein ort inwendig unsser wirdigen Eidtgnoschaft das ander
»»wider söliche geschworne recht, so in den Bundbriefen ge-
»»schrieben stand, das ander understatt zu bringen.««

»»Darinne doch die von Schwiz allwegen nach der ge-
»»schwornen bünden sag gehorsam waren. Das ouch inen
»»am letzten und in sollichen grossen kriegen in hauptsachen
»»mit hilf des allmechtigen Gottes so vil geholf, das sie ir Sa-
»»chen in allen Kriegen, richtungen und rechtspruchen mit
»»guten Ehren behuben und erobert band««.

»(Diese Einleitung mit der bei Stierlin und Wyss (Vorb.
»S. V. u. VI. verglichen, beweist wohl für einen *Schwyzer*
»(Ulrich Wagner?) als Verf. dieses Abschnitts von dem alten Zü-
»richkrieg; ebenso dass der Text wie er von Tschachtlan (in
»s. Chronik. Bern 1820) gegeben, wirklich *in Bern* (von Diebold
»Schilling nach Vorb. XIII. oben) überarbeitet ist«).

4. Der gedruckte Tschachtlan S. 6 giebt: »»dass ein Herr
»»war, hiess Graf Friedrich von Toggenburg, Herr zu Utznang
»»und in derselben Ort»». Das Zürcher Manuscript hat dage-
gen: »»ein Graf lebt, hiess Graf Friedrich von Toggenburg,
»»Herr zu Tafos, zu Utznang und in Brettengöüwe««.

5. »Zum gedruckten Tschachtlan S. 23 l. 14 fügt das Z. M.
»bei«: »»desselben 1427 Jar««.

6. »Im gedruckten Tschachtlan S. 24 l. 9 statt des irrigen«,
»»*fünfzechenjährigen* Friedens«« hat das Z. M. richtig: »»*fünf-*
»» *zigjährigen*««.

7. »Im gedruckten Tschachtlan S. 25 l. 2. Nach dieser
»Zeile folgt im Z. M. der im Drucke fehlende Satz« »» *Und nam-*
»» *lich Graf Heinrich von Sargans ihren Landmann und all die*
»» *sinen ganz ohn Schaden ziehen*««. »Erst hiedurch wird das
»*vorstehende Versprechen* l. 10 u. 11 verständlich«.

8. »Im gedruckten Tschachtlan S. 26 letzte Zeile: »das
»Z. M. hat richtig *Beckenried* (für »Bettelried«).

9. »Im gedruckten Tschachtlan S. 38, 39. Dieses Schreiben

»von Bern an Schwiz vom 4. Maji 1439 fehlt im Z. M.« (Schon die Herausgeber Tschachtlans hatten hier angemerkt: dieses Schreiben sei aus den Berner-Archiven später und am unrechten Orte eingerückt; in einigen Handschriften fehle es.)

10. »Der gedruckte Tschachtlan S. 51 l. 6 v. u. schliesst«: »»und ward das Feld von beiden Teilen gerumpt«« »wofür das »Z. Mscr.« »»Und also uf der heiligen Ufart tag, do rumpt »»man das feld und zog jederman wieder heim. In Gottes »»Namen««.

»»Des kriegs ein End««.

»»Nun hand ir die sachen als von dem ersten krieg der »»rürt von des Toggenburgs seligen land und lüthen und sind »»die Sachen alle uf das allekürzest begriffen. Denn sölt man »»all die sachen, geschrifften und beredungen, die sich da ver- »»luffen hand, harin begriffen haben, als villicht nottürftig gesin, »»so wäre es gar lang worden und möchti villicht etwer ein »»verdriessen daran gehebt haben und ist also bi dem nechsten »»und nottürfigisten beliben, ouch darumb das in dissem schrie- »»ben nieman den andern argwonig hab, das jeman sinen glimpff »»oder recht minder oder mer denne von Billichkeit wegen seyn »»solle. Wan wer die sach verstan wil, der mag darin finden »»und erkennen, ob er wyl, was glimpff oder recht jetwederer »»teil gehabt oder wer den andern habe fürgenomen ze tren- »»gen oder getrengt habe. Denn eins das ist wahr sich haben »»die sachen gemacht, wie sy wöllen, werend die von Zürich »»am ersten gegen denen von Schwiz zum rechten komen nach der »»geswornen bund sag, als sy in rächten schuldig warend, das »»die von Schwiz allwegen begerten und sy manten als vorstaht, »»so wer kein Krieg zwüschent denen von Schwiz und denen »»von Zürich ob Got wolt harumb me erwachsen und damit »»ein End von dem krieg anno domini 1439»».

»»Von dem End des andern Krieges«« u. s. w. »steht dann »wieder wie im gedruckten Tschachtlan S. 51«. (»Offenbar blickt »in obiger Stelle wieder der *Schwyzer* durch, dessen Bemerkung »*Diebold Schilling* wegliess«).

11. »Der gedruckte Tschachtlan S. 284 – 290. Statt der

»hier gegebenen Aktenstücke (die *Schilling* aufnahm) hat das
»Z. Mscr. bloss eine kurze Darstellung des Friedensschlusses
»überhaupt«.

12. »S. 299 des gedruckten Tschachtlans. Hier ist im
»Z. Mscr. vor dem Verzeichniss der Absagungen an Schwyz eine
»summarische Angabe der Lebensmittelpreise *in der innern*
»*Schweiz* während der Kriegszeit gegeben«.

13. »Der gedruckte Text S. 320—322 weicht hier ebenfalls
»vom Z. Mscr. etwas ab«.

14. »Am Schlusse des gedruckten Tschachtlans S. 334 hat
»das Z. Mscr. etwas abweichend: »»Das Frutigen das dorf ver-
»»bran. Da man zelt 1466 Jar en einem Mentag ze Nacht umb
»»die achte oder umb die IX ging für zu Frutingen und ver-
»»brann das dorf vil nach ganz und beschach in der wochen
»»vor der lichtmess««.

»Unmittelbar auf die letztangeführten Worte folgt in dem
»Z. Mscr. eine Darstellung des Krieges zwischen den Eidge-
»nossen und der Herrschaft Oestreich bis zum Waldshuterfrieden
»von Anno 1468. Sehr umständlich und mit vielen Zeichnungen
»ganz im Style alles Uebrigen. Der erste Abschnitt ist über-
»schrieben: »»das die von Bern und Soloturn ein Bündniss mit
»»den von Mülhausen machtend««; »der letzte«: »»Richtung
»»des Kriegs zwischen der Herrschaft und der Eidgenossen««.

»Dann folgen die Angaben (der *Sache* nach.)

»»Ao. 1468 . . . (wurde) »»Unser Lieben Frauen Kappel ge-
»»macht uf dem rein by der lütkilchen und die alti schul und
»»die alti kappel dennen zerbrochen««.

»»Ao, 1471 Freitag am 7. Tag ze usgendem Meyen brunst
»»zu Unterseen««.

»Auf die beiden Artikel folgt die Darstellung des *Twing-*
»*herrenstreits zu Bern*, die unter *Tschachtlans* Namen in der
»Helvetischen Bibliothek Thl. III. S. 177—209 abgedruckt ist.
»Dieser letzte Theil ist ohne Bilder und flüchtiger geschrieben.
»Hiemit endigt das Manuscript, eine Anzahl leerer Blätter folgen«.

»Einzelne Familien-Nachrichten auf dem *letzten* Blatte die-
»ses Manuscripts über die Familie *Stockar* von Schaffhausen

»(Data von 1412, 1503, 1521) *von einer Hand des XVI. Jahr-*
»*hunderts* geschrieben, beweisen, dass dasselbe um diese Zeit
»in den Händen der Familie *Stockar* war«.

»Zwei andere Data (auf dem *ersten* Blatte des Mscr.) *von*
» *Händen des XVII. und XVIII. Jahrhunderts* — von den Jahren
»1618 und 1702 März — beweisen, dass dieses Mscr. im XVII.
»Jahrhundert noch in Händen der Familie Stockar geblieben
»und erst Anfangs des XVIII. Jahrhunderts durch Heirath an
»die Familie *Ziegler* von Zürich gelangte, von welcher her es spä-
»ter an die Stadtbibliothek gelangt ist«.

»Von *Tschachtlans s. g. Zeitregister* ist hingegen auf der
»Stadtbibliothek von Zürich keine Spur».

So weit die gefälligen Mittheilungen.

Wir erlauben uns zuerst einige Bemerkungen zu Obigem beizufügen.

1) Die Chronik von Tschachtlan S. 2 u. 3 erwähnt den Besuch des Römischen Königs in Bern im Jahr 1422, sie nennt denselben König Friedrich, geboren von Oestreich. Die Herausgeber haben bereits bemerkt, dass 1422 nicht *Friedrich* aus dem Oestreichischen, sondern *Sigmund* aus dem Luxenburgischen Hause Römischer König gewesen sei. Allein im Jahr 1422 war König Sigmund (nach *Aschbach*)[140]) vom 28. Juli bis nach dem 15. September in Nürnberg, kam am 21. September in Regensburg an, am 5. October ist er in Straubing, am 17. October in Passau, hierauf in Wien und Presburg. König Sigmund kann also im Oktober 1422 unmöglich in Bern gewesen sein. Beiläufig gesagt (wegen des Zusatzes des Z. Mscr.) wäre wohl der 6. September ein *Sonntag* gewesen, nicht aber der 6. Tag des *andern Herbstmonats* oder Oktober, welcher auf einen Dienstag fällt.

Der Chronist hat aber hier offenbar einen Schreibfehler begangen und will von der Ankunft des Römischen Königs *Friedrich von Oestreich* im Oktober 1442 in Bern sprechen, welche er selbst

140) Dr. Jos. Aschbachs Geschichte Kaiser Sigmunds Thl. III, 156, 157, vrgl. Regg. S. 442—444.

(S. 115) weitläufiger erwähnt. Da König Friedrich von Bern nach Freiburg zog, wo er mit grossen Festlichkeiten empfangen wurde[141], so bestätigte er daselbst den Bernern ihre Freiheiten am 17. Oktober 1442[142]). Da er nun nach unserm Chronisten *etwas Zits* in Bern geblieben, auch diese Urkunde nicht eben am ersten Tag seiner Ankunft in Freiburg ertheilt sein muss, so kann er gar wohl am 6. Oktober 1442 in Bern angekommen sein: nur wäre der 6. Oktober 1442 kein Sonntag, sondern Freitag. (Nach Chmel Regg. König Friedrichs von 1440—1493, war König Friedrich am 6. Oktober 1442 in Basel, am 7. in Bern am 9. bis nach dem 17. in Freiburg i. U., am 20. in Lausanne).

2) Richtiger jedoch ist die andere Bemerkung des Zürcher-Manuscriptes.

Nach S. 5 der Chronik von Tschachtlan wäre der Herr von Savoi, der in Basel zum Pabst gewählt worden am 8. Brachmonat in Bern angelangt. Das Zürcher-Manuscript setzt berichtigend (mit einer andern Berner-Handschrift) den 18. Brachmonat. Letzteres ist auch der richtigere Tag, denn nach einer Urkunde[143]), wo der Rath zu Bern am 11. Brachmonat für die Ankunft des Pabstes Felix von Savoi bei dem Schultheissen Peter Schopfer zu Thun Fische bestellt, wird diese Ankunft auf den (kommenden) Tag *Samstag* gemeldet: dieser *Samstag* ist aber eben der 18. Brachmonat 1440.

3) Man vergleiche dazu die Vorrede *Schillings* (s. dessen *Eingang*), der gerade auch diese ewige Richtung zwischen der Herrschaft von Oestreich und den Eidgenossen als einen bedeutenden Zeitabschnitt ansieht, wie dann auch Bern *nach amtlichen Quellen* auf dieselbe grosses Gewicht legte.

4) Die schwere Feuersbrunst zu Unterseen giebt das Zürcher-Manuscript »Freitag am 7 Tag ze usgendem Meyen 1471«.

---

[141]) Vrgl. Tillier II, 82 — vrgl. über diesen Empfang Berchtold hist. de Fribourg T. I, 243, 244 bei dem wir aber eine nähere Angabe der Zeit dieses Aufenthalts König Friedrichs zu Freiburg vermissen.

[142]) Urkunde im St. A. von Bern: zu Freiburg in Oechtland Mitwoch nach Galli.

[143]) Im Schweizerischen Geschichtforscher T. II, 395, 396.

Das wäre — wenn nicht etwa ze ingendem M. stehen soll — am 23. May 1471. Der gedruckte *Schilling* (denn Tschachtlans gedruckte Chronik geht bekanntlich nur bis 1466) giebt dafür wohl richtiger: *Freitag nach* dem Maytag, also 4. May 1470[144]). Am 11. September 1470 erkennen auch *Räth und Burgere* von Bern, die Stadt Unterseen wieder aufzubauen und zwar (zu Verhütung künftigen so schweren Unglücks) »die Häuser zu Ring »um an den Mauern aufbauen zu lassen, in der Mitte aber mit »einem freien Platz zu einem Kaufhause: den zum Bauen »Unvermögenden will Bern dazu helfen: zu einem Bauherrn »wird geordnet Hans Wanner[145])«.

5) Wie diese *Berner-Chronik* oder das obgenannte Zürcher-Manuscript (A. 120) nach Schaffhausen gelangte, erklärt der Vorbericht zu Tschachtlans Chronik S. XV. nach einer Mittheilung des Schultheissen von Mülinen über die Familie Tschachtlan. Nach derselben heirathete die einzige Tochter des Venner Bendicht Tschachtlan des Mahlers, Mitbesitzers und (angeblichen) Verfassers dieser Chronik den *Alexander Stockar* von Schaffhausen, dessen Tochter Ursula die erste Gemahlin des berühmten Bernischen Schultheissen Hans Franz *Nägeli* wurde. Und eben über diesen *Alexander Stockhar* enthält das Manuscript auf dem letzten Blatte die Notiz, dass er »Anno 1503 für Bellentz und »Luggaris gezogen und nachwärts in etlichen Zügen Haupt-»mann ward«.

Es haben uns aber diese Mittheilungen noch zu einer weitern Untersuchung veranlasst über den eigentlichen Verfasser der *Berner-Chronik*, welche gewöhnlich wie das Zeitregister dem bekannten Bernischen Venner *Bendicht Tschachtlan* zugeschrieben wird. So wie wir durch die vorstehende Abhandlung bewiesen zu haben glauben, dass dieser *Tschachtlan* unmöglich das bekannte gewöhnlich nach ihm benannte *Zeitregister* ver-

---

144) Am Rande des gedruckten Schilling S. 35 steht freilich 1469 statt 1470, allein Schilling sagt: *darnach in dem andern Jahr* also im *zweiten* Jahr nach dem vorhergehenden Datum (von 1468).

145) R. M. 6, S. 203. Ebenso Schilling, S. 35.

fasst haben könne, so sind wir jetzt nach wiederholter Untersuchung und Prüfung zu der Ueberzeugung gelangt, dass er ebenso wenig der eigentliche *Verfasser* der nach ihm gewöhnlich benannten *Berner-Chronik* ist.

Wie bei dem Zeitregister, so gilt er auch für diese Chronik *bei den Zeitgenossen* durchaus nicht für den Verfasser derselben. Das durchaus glaubwürdige Zürcher-Manuscript sagt ausdrücklich, dasselbe (diese Familien-Chronik) sei vom Venner Bendicht *Tschachtlan gemalt* und durch Heinrich *Dittlinger* geschrieben worden[146]: so wie sie in deren Leben beider Freunde Eigenthum gewesen, so soll sie nach dem Tode des Einen Eigenthum des Ueberlebenden werden. Ferner steht ebenso ausdrücklich: *der Schreiber derselben* (Heinrich Dittlinger) sei nicht etwa der Verfasser, sondern *habe diese Chronik geschrieben und gezogen aus der rechten Chronik der Stadt Bern und darnach aus anderer glaubsamer Schrift zusammengelesen.* Also mit keinem Worte ist *Tschachtlan* als der *Verfasser* dieser Chronik genannt, die *Malereien* allein sind von ihm und *geschrieben* ist diese *Chronik* von *Heinrich Dittlinger,* der sie eben aus der *rechten Chronik der Stadt Bern gezogen.*

Die Vorrede vor dem s. g. Tschachtlan (in dem Z. Mscr.) sagt[147]: der Verfasser habe was seit dieser Jahrzahl 1421, womit die Stadt Chronik von Bern aufhöre, geschehen bis auf diese Zeit (1470) geschrieben, wie er es in glaubsamer Schrift zusammengelesen, auch zum Theil selber gelebt und etliches gesehen habe. Man vergleiche dazu Schillings Eingang zu seiner Geschichte der Burgundischen Kriege, von welcher er dann — freilich mit einiger Aenderung — der Wahrheit gemäss sagen kann, *dass er mehrentheils selber dabei gewesen.*

Welches ist nun diese *rechte Chronik der Stadt Bern? Haller* in seiner Bibliothek der Schweizergeschichte giebt aus einer auf der Bibliothek zu Zürich (sub No. 222) vorhandenen Hand-

---

146) Vorbericht zu Tschachtlans Berner-Chronik S. VII, VIII, IX.

147) S. Vorbericht zu Tschachtlan S. IX.

schrift Justingers die in derselben befindliche Mittheilung[148]), nach welcher »auf Stefans Tag zu Weihnacht 1484 Diebold »Schilling, damals[149]) Gerichtschreiber zu Bern der Stadt drei »Chroniken, drei grosse Bücher in Berment geschrieben Räthen »und gemeinen Burgern zu Bern und ihren Nachkommen zu »einem guten Jahr geschenkt, da er mit grossen Kosten und »Arbeit alle drei Chroniken mit eigener Hand zu Ehren deren »von Bern geschrieben und gemacht habe und die auch *vorher* »vor Räth und Burgern *verhört* und *corrigirt worden:* dieselben »Chroniken habe man in der Stadt Gewölb zu andern Briefen »und Schätzen zu legen befohlen[150]). Diese drei Chroniken — »zuerst der *Stadt alte Chronik* enthalte die Erbauung der Stadt, »ihre alte Kriege, den Streit von Laupen; der zweite Band ent- »hält den ganzen Zürich-Krieg; das dritte Buch aber ist von »dem Burgundischen Krieg«.

Man nannte sie also ohne Bezeichnung des Verfassers die *Stadt Chronik:* erst später wurden die Namen der (vermuthlichen) Verfasser beigefügt. In der *Schillingischen* Abschrift der drei Chroniken oder Bände, welche von Aussen als Diebold Schillings bezeichnet sind ist der Verfasser der s. g. *alten Stadt Chronik* (oder des ersten Bandes) gar nicht einmal (im Texte) genannt; es heisst bloss: »*ein frommer Mann derselben Stadt Bern*« [151]) und mit anderer späterer Hand ist am Rande hinzugeschrieben: »Stadtschreiber *Conrad Justinger*« [151b]): manche Handschriften finden sich sogar ohne diesen Namen[152]). Man wusste also nur gewiss, dass 1420 an St. Vincencien Abend Räthe und Bürger die Geschichten der Stadt Bern von ihrer Stiftung an bis auf jenen Tag aufzuzeichnen beschlossen. Als Verfasser dieser Chronik

---

148) Band IV — s. Vorbericht zu C. Justingers Berner-Chronik S. V und VI.

149) Diese Notiz ist also jedenfalls etwas später aufgezeichnet. Diebold Schilling starb jedoch nicht gar lange nachher.

150) Eben diese drei Bände befinden sich jetzt auf der Stadtbibliothek von Bern, wohin sie geschenkt worden.

151) S. Vorbericht zu Justinger S. V.

151 b) S. das Mscr auf der Stadtbibl. von Bern.

152) S. Vorbericht (C. Justingers) S. 3.

dachte man sich am natürlichsten den Stadtschreiber von Bern: wer nun zuerst hiefür Conrad *Justinger* genannt hat, möchte schwer auszumitteln sein. Jedenfalls ist aber in jenem Jahre *Conrad Justinger* nicht mehr Stadtschreiber: 1414 erhält *Heinrich Grubers* des Stadtschreibers und Burgers von Bern Wittwe die Freiheit zu testiren[153]): von 1416 an finden wir bis in die dreissiger Jahre *Heinrich von Speichingen* als Stadtschreiber in Bern[154]) — den gewesenen Schulmeister von Thun. Von eben diesem Heinrich von Speichingen rührt sicher auch die amtliche Sammlung der ältern wichtigen Urkunden Berns (in Abschrift) her, welche unter dem Namen *Freiheiten-Buch* im Staatsarchiv[155]) von Bern aufbewahrt wird.

Es dürfte also wohl genauer diese Chronik dem Heinrich von Speichingen als deren Verfasser zugeschrieben werden; denn Conrad Justinger, wenn auch dieser Name jedenfalls eine mehr als zweihundertjährige Autorität für sich hat — vielleicht von Michael Stettler her — ist zuverlässig in jener Zeit (1420) nicht mehr Stadtschreiber, schwerlich also der Verfasser[156]).

Doch wir kommen auf obige von Haller aus jener Zürcher-Handschrift oben gegebene Nachricht des von Diebold Schilling seinen Obern mit jenen drei Chronik-Bänden 1484 gemachten Geschenkes zurück. Es ist uns nicht gelungen, weder in den Raths-Manualen noch im »deutschen Spruch-Buche«, noch sonst im Archiv eine Spur von obiger Nachricht aufzufinden, was auch Herrn Staatsschreiber M. von Stürler (nach dessen gefälliger Mittheilung) nicht gelungen ist. Diese Nachricht trägt indess durchaus das Gepräge der Aechtheit und wird indirekt durch die bei Anshelm[157]) enthaltene Nachricht »dass die alte

---

153) Ihr Testament selbst von 1434 im Testam. Buch, Bd. I, 46.

154) T. Sp. B. A. — Freih. B. f. 57. Regg. von Frubr No. 93.

155) Ein starker Band in Folio auf Pergament sauber geschrieben und von spätern Stadtschreibern fortgesetzt.

156) Wir erkennen dankbar hierin von Herrn Staatsschreiber M. von Stürler erhaltene Winke.

157) Band I, S. 409.

Gerichtschreiberin« (Diebold Schillings Wittwe) »so wie diejenigen, welche damit umgangen, wegen verkaufter Chronik gestraft und von ihr die Bücher und Briefe als einer Stadt Bern gehörend abgefordert worden«. — bestätigt. Sonderbarerweise ist auch diese Nachricht Anshelms in den Rathsmanualen *nicht* enthalten: man weiss indess wie genau Anshelm nach den Quellen arbeitete, so dass an der Richtigkeit seiner Notiz und indirekt also auch der frühern Mittheilung nicht zu zweifeln ist.

Diese ältere Chronik Berns wurde nun in öftern Abschriften vervielfältigt und verschiedentlich mit Zusätzen vermehrt und weiter geführt: die meisten schliessen mit der Nachricht, dass 1430 und 1431 der Chor des Münsters zu Bern zu bauen angefangen wurde[158]. Eine Handschrift[159]) welche bis 1465 geht, bemerkt hinter diesem Berichte von der Erbauung des Chors: »bis hieher gehe der I tomus der Chronik in der Canzlei, welche von aussen die Inscription Diebold Schillings trage, inwendig aber S. 2 von Conrad Justinger — *die folgenden tomi aber erst von Schilling zu sein scheinen*«: wo mithin auch die s. g. Chronik von Tschachtlan vom Verfasser dieser Chroniken-Copie als eine Arbeit von *Schilling* angesehen wird.

Den *dritten* Theil, als dessen *Hauptinhalt* der *Burgundische Krieg* angegeben wird, hat nun unläugbar *Diebold Schilling*[160]) verfasst, ihn kennt auch Anshelm[161]) als Verfasser (offenbar des nämlichen Geschichtwerkes, welches wir noch jetzt unter seinem Namen besitzen). Nun beginnt aber dieser Theil mit den Anfängen des Burgundischen Kriegs, greift selbst weiter zurück und erzählt den Diebstahl der Monstranz vom Jahre 1465[162]) (der im gedruckten Tschachtlan fehlt, obschon dieser noch ein Faktum von Anfang des Jahres 1466 enthält) weil derselbe in Zu-

---

158) Vorrede zu Justinger S. V. und die Chronik Justinger selbst S. 387.

159) Ehmals im Archive des Kirchen-Convents.

160) Er erklärt sich ausdrücklich hiefür in der Vorrede.

161) Band I, 98 und 113.

162) Schilling S. 35.

sammenhang mit den Twingherrenzwistigkeiten von 1470 gebracht wird. Ist es nun nicht viel natürlicher anzunehmen, dass *Schilling* der Gerichtschreiber, welchem die Urkunden von Bern vorlagen und bekannt waren, auch die frühere Geschichte Berns erforschte und die frühere bereits vorhandene Chronik fortsetzte, wofür er in der Schwyzer-Handschrift über den Zürcherkrieg, der ja ausdrücklich auch als Hauptinhalt des zweiten Bandes der Chronik von Bern angegeben wird, bereits so passendes Material vorfand? Hiefür möchten wir besonders auf eine andere Stelle bei *Anshelm* (I, 88) aufmerksam machen. »Sintemal einer Stadt Bern *folgender Jahren Chronik*[163]) *zum mehren Theil aus Etlichen Geschichten*«[164]) von Schilling nit sonders fleissig oder gar nit beschrieben — so will nun *Anshelm* solches verbessern und das Unterlassene ergänzen.

Man nannte die Chronik eben die *Stadt-Chronik* oder etwa die alte und neue Chronik, nicht aber nach den Namen der sicher erst in viel späterer Zeit bezeichneten Verfasser: was Wunder, wenn dem bekannten angesehenen Venner *Tschachtlan*, dessen Familie, die es allenfalls hätte berichtigen können, schon so frühe erlosch, diese Ehre zu Theil ward, was schon durch Verwechslung, da wirklich die Malereien in dem Zürcher Manuscript von ihm herrühren, um so leichter geschehen konnte.

Wir haben aber von dem bekannten Bernischen Sammler und Geschichtsforscher des XVII. Jahrhunderts Emanuel *Hermann*[165]) in einer seiner auf der hiesigen Stadtbibliothek befindlichen Sammlungen eine Notiz aufgefunden, die wie es scheint bisher von den Bernischen Geschichtforschern unbeachtet geblieben ist.

---

[163]) Nach der *frühern* (gewöhnlich nach *Justinger* benannten, die Anshelm häufig als *der Stadt Bern Chronik* (I, 13, 53 u. s. w.) anführt.

[164]) Bezüglich auf den *Zürcherkrieg*, welcher den Hauptinhalt der s. g. Chronik Bendicht Tschachtlans ausmacht.

[165]) Hermann war nach Michael Stettler Commissär des Welschen Landes 1642; vorher 1640 Welscher Sekelschreiber; wurde 1658 Landvogt nach Saanen; er starb 1664.

Mit der *geschriebenen Berner-Chronik* sei es.... also behaffen«:

1. »Die alte und erste sei von Räth und Burgern beschlossen und am 21. Januar 1421 dem Stadtschreiber Conrad Justinger anbefohlen worden, der sie wirklich ins Werk gebracht«.

Wir lassen sogleich folgen 3), um 2) am Schlusse zu geben, ls hauptsächlich hieher gehörig: also wird ferner angemerkt, ass 3. »Ao. 1529 aus der Oberkeit Geheiss und Verköstigung Valerius Rüd genannt Anshelm von Rottwyl die alte Berner-Chronik revidirt und continuirt hat, welche hernach im 1542 Jahr sein Sohn Petrus Paulus auf Pergament geschrieben und in — Tomis mit untermischten Figuren und Gemähl-Tafelen, so noch in der Stadt Gewölb in Händen des Herrn Stadtschreibers liegen«.

Wir geben diese zwei Notizen, die aus gut unterrichteter uelle geflossen sind, voraus, um auf die folgende desto aufıerksamer zu machen. Hermann bemerkt also weiter über die uellen der Berner-Geschichte nach Justinger, dass

2. die Fortsetzung von Justingers Chronik 1474 Montag vor Frauen Tag zu der Lichtmess (Januar 31) vor Räth und Burger erkannt worden und anbefohlen (vermuthlich) *Theobald Schilling* ihrem Grichtschreiber, bürtig von Solothurn, da denn ein Volumen und Copeyen davon vorhanden, welches Volunen von *Heinrich Dittlinger* geschrieben und die darin befindichen Figuren von *Bendicht Tschachtlan*, dem damaligen Venıer gemahlet und unter ihnen beiden, wie auch ihren Kindern Mannstamms besessen worden, *daher man es des Tschachtans Chronik genamset, und etliche desswegen in den Irrhum gerathen, dass sie ihn für den autorem der Berner-Chronik gehalten.* Dasselbe Volumen begreift nicht allein die Fortsetzung von 1420—1474, sondern auch die erste, des Justingers Chronik».

Auch von diesen Beschlusse ist in den archivalischen Quel-n keine Spur aufzufinden gewesen, weder im Rathsmanual, relcher Band zufällig aber gerade in dieser Zeit defekt und ıfs heilloseste in Unordnung sich befindet) noch im deutschen

Spruchbuche, ebenso wenig im deutschen Missivenbuche. Dessungeacht trägt diese Notiz alle Zeichen der Aechtheit an sich, stimmt auch mit andern oben bereits angeführten Angaben wohl überein.

Wir sehen hieraus, dass um die Mitte des XVII. Jahrhunderts von Manchen *Tschachtlan* bereits für den Verfasser der später gewöhnlich nach ihm genannten Chronik gehalten wurde, wie aber sorgfältigere Forscher (so unser *Hermann*) solches für einen *Irrthum* anerkannten, dessen Entstehung sie auch nachwiesen. Ferner sehen wir, wie solche sorgfältigere Forscher bereits auf dem rechten Wege waren, in *Diebold Schilling* nicht nur den Verfasser des dritten Theils — der Schilderung des Burgunder-Krieges — sondern auch den Verfasser oder Anordner [166]) des zweiten Theils dieser Chronik anzuerkennen.

Vom achtzehnten Jahrhundert an, besonders seit Alexander Ludwig von Wattenwyl galt hingegen Tschachtlan unbedenklich für den Verfasser der daher auch nach ihm benannten *Chronik*, so wie des *Zeitregisters*. Hinsichtlich des Letztern bemerken wir noch beiläufig, dass Hermann, wenn er das s. g. Zeitregister als eine Arbeit Tschachtlans angesehen hätte, er dieselbe sicher auch als eine gleichzeitige Quelle angeführt haben würde.

Welcher von beiden Handschriften, dem Zürcher Manuscript oder der Handschrift auf der Bibliothek zu Bern, welche von Schilling eigenhändig geschrieben und (nach unserer Ansicht) vom zweiten Theile an von Schilling auch verfasst ist — welcher von beiden gebührt nun der Vorzug?

Offenbar scheinen die oben gefälligst uns mitgetheilten Gründe für die Priorität des Zürcher Manuscriptes zu sprechen, so dass solches also als das Original anzusehen wäre: denn offenbar zeigt die von Schilling geschriebene Chronik (auf der Bibliothek, einst im Schatzgewölbe von Bern) deutliche Spuren der Ueberarbeitung. Wie aber, wenn auch diese gewissermassen ebenfalls Original wäre? Wir möchten uns nämlich die

---

166) Denn der Hauptinhalt *dieser* Chronik — der Zürcherkrieg — rührt ja deutlich von einem andern Verfasser her.

Vermuthung erlauben, das Zürcher Manuscript sei entweder das *ursprüngliche* Original der Arbeit Schillings oder eine Copie derselben — die *Handschrift* müsste entscheiden, da die Berner-Handschrift *zuverlässig* von Schillings eigener Hand geschrieben ist, womit also das Zürcher Mscr. verglichen werden müsste — die Berner-Handschrift enthalte dagegen den überarbeiteten Text Schillings, wie er von *Räth und Burgern verhört und corrigirt worden*, woraus sich obige mildernde Auslassungen der allzuscharfen Stellen gegen Zürich gar wohl erklären liessen.

Gewissermassen hätten wir also zwei Originale.

Wir bemerken zum Schlusse noch, dass hie und da in den ältern Rathsmanualen der Ausdruck vorkömmt: etwas ins *Stadtbuch* zu schreiben: wir glauben, es möge solches zunächst von der alten *Stadtsatzung* zu verstehen sein, doch auch wohl von andern Büchern in den Archiven z. B. vom Testamenten-Buch[167]). Die (Stadt) *Chronik* dürfte amtlich zuerst in den Rathsmanualen genannt sein, am 1. July 1503[168]), »wo in die *Chronik* zu schreiben verordnet wird, wie die Klöster zerstört[169]) und hie an die Stift gelegt sind«.

---

167) RM. 13, S. 54.

168) RM. 118, S. 28.

169) d. h. aufgehoben und dem neuen Chorherren-Stift in Bern (1484) beigelegt.

II.

LES CHRONIQUES DE SAVOIE

DANS LEURS RAPPORTS AVEC L'HISTOIRE DE L'HELVÉTIE OCCIDENTALE,

DEPUIS LE RÈGNE DE PIERRE DE SAVOIE JUSQU'A CELUI D'AMÉ VIII. (1233—1450.)

PAR

Mr. E. H. GAULLIEUR.

PROFESSEUR D'HISTOIRE A L'ACADÉMIE DE GENÈVE, MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE SUISSE.

Mr. de Sismondi a dit quelque part que l'on trouvait chez les peuples des histoires et des chroniques en plus ou moins grand nombre, selon le degré de liberté dont ces peuples avaient joui. »Les peuples qui ne sont pas libres, ajoute-t-il, et qui n'ont aucune espérance de le devenir, n'ont jamais aucun goût pour l'histoire«, et il cite pour exemples les Turcs et les Autrichiens »qui ne gardent pas même le souvenir des choses passées« [1]).

Si cette théorie est vraie (et pour notre compte nous la trouvons un peu trop exclusive), il faut alors reconnaître que la Suisse a joui d'une grande somme de liberté, car les histoires et les chroniques ne lui manquent pas. Si l'on réfléchit que le nombre des histoires, des pièces d'histoire et des documents

---

[1]) *Revue Encyclopédique*, *Tome* 23, article sur les *Chroniques nationales françaises écrites en langue vulgaire, publiées par J. A. Buchon*. — L'illustre auteur de l'histoire des Républiques Italiennes nous paraît

nprimés seulement, s'élevait déjà à près de douze mille dans *Bibliothèque historique de la Suisse* d'Emmanuel Haller, en '87[2]); si l'on considère que ce bibliographe si conscieneieux a cependant pas tout connu et tout catalogué, et qu'il ne fait ıcune mention des sources manuscrites qui sont innombrables; l'on calcule enfin que depuis 1787 jusqu'à 1854 les ouvrages ıprimés sur notre histoire nationale se sont multipliés à l'infini, ı sera convaincu de l'abondance, si non de la richesse, de ›s matériaux historiques.

Tout n'est pas en effet d'égale valeur dans ce grand nombre histoires. Les compilations y abondent plus que les sources iginales. L'Helvétie antique n'a point eu d'historiens, et tout ı que nous savons d'elle nous vient de quelques fragments auteurs classiques, d'historiens Romains surtout, et quant à Suisse, elle est de formation trop moderne pour avoir pu ›us donner des chroniqueurs originaux pour la période du ıoyen âge. Notre littérature historique, pour cette époque ›ngue et importante, offre une grande quantite de diplômes et e pièces d'archives, mais elle n'est pas riche en Chroniques éritablement anciennes. Cela s'explique facilement par l'origine de la Confédération Suisse. Ceux qui la fondèrent, à la ñ du treizième siècle et au commençement du quatorzième, 'avaient guère la conscience de la portée de leur oeuvre et de ı future nationalité Suisse. En se coalisant contre l'ennemi

---

être laissé entraîner par un sentiment national légitime à ravaler la ttérature historique de l'Autriche. Les Autrichiens ont des chroniques t même d'excellentes dès longtemps connues et imprimées. Nous ne iterons que la chronique allemande d'Ottokar de Horneck (*Ottokari Iorneckii Chronicon austriacum rythmicum. Ratisbonae* 1745) et la hronique latine de Jean, abbé de Victring en Carinthie. (*Johannis 'ictoriensis Chronicon. Böhmer, Fontes rerum Germanicarum. Tom. I. tuttg.* 1843). — En cherchant bien dans la littérature des Turcs on rouverait peut être aussi des chroniques.

[2]) Le premier volume de la *bibliothèque suisse* de Haller contient 832 numeros, le second 2176, le troisième 1852, le quatrième 1052, › cinquième 2066, le sixième et dernier 2116. Mr. Louis de Sinner onne une continuation de cet ouvrage précieux.

La Suisse n'a donc pas pu avoir, comme ce
pays, la França par exemple, un Grégoire de To
ville, un Froissard. Elle n'a pas été en position
des annalistes officiels, de constituer des écri
pour écrire les faits et gestes de ses premiers enf
compte quelques chroniqueurs anciens, ce sont
comme l'anonyme de St. Gall, des gens d'église c
d'Avenches, qui, préoccupés avant tout de leur r
de leur diocèse, ne voient en général rien au delà
tent les faits généraux qu'autant qu'il ont un inté
pour leur couvent ou leur église. De pareilles sou
cessairement trés sèches et trés brèves.

Frédégaire, qui a écrit une Chronique plu
celles-là, fut, dit-on, originaire de la contrée d'Av
en la composant il ne songeait guère aux illustrati
de sa patrie; il retraçait les actions des princes
au point de vue Ostrasien, surtout dans l'intérêt d
opposé à l'intérêt Neustrien et Bourguignon.

Ce ne fut guère que vers les temps de la réform
auparavant que les gouvernements de quelques C
quelques villes Suisses, comme Berne, Zurich, Bâ
à confier à des secretaires d'etat, à des écrivains
aux gages de la république, le soin de recueillir le

ssent légèrement, soit par défaut de documents, soit par dé-
ut de science, sur les temps antérieurs à eux. S'il sont pré-
eux, c'est surtout pour l'époque contemporaine. C'est là ce
ui fera toujours le mérite d'un Justinger, d'un Valerius Ans-
elm, d'un Schilling, d'un Tschachtlan, d'un Bullinger, d'un
Wursteisen et de bien d'autres chroniqueurs Suisses du quinzième
du seizième siècle.

De même, dans la Suisse française, quel crédit peut-on
ccorder à un Bonivard, à un Savion, à un Favre, à un Roset
our les temps qui ont précédé ceux où ils écrivaient? Quel-
ue mérite qu'aient leurs Chroniques, on doit convenir que
oitié par ignorance et moitié par passion politique et religieuse,
s dénaturent les faits qu'ils racontent. Il n'y a qu'à lire, dans
s écrits de Bonivard, ce qu'il répète à satiété sur la compo-
tion de ses éternelles Chroniques de Genève pour lesquelles
demandait constamment des matériaux, des aides et des sub-
des. On sera convaincu de l'insuffisance de pareilles sources
u point de vue de la science et de l'impartialité.

La Chronique du Pays de Vaud n'est qu'un extrait déna-
uré et arrangé sous la domination Bernoise, des Chroniques
e Savoie. Neuchatel a quelques récits originaux très précieux,
ais seulement pour l'époque des guerres de Bourgogne. Tout
ela ne constitue pas des sources capitales.

Quand donc nous trouvons, dans les pays voisins, des Chro-
iques présentant un caractère d'originalité ou d'officialité, et
ui traitent incidemment de notre histoire, nous devons les
tudier avec grand soin dans la disette où nous sommes de
els documents nous appartenant en propre. Puisque les pre-
iers Suisses, ceux de l'époque héroïque, n'avaient ni le temps
i le savoir nécessaires pour écrire, mieux occupés qu'il étaient
fonder glorieusement notre indépendance dans d'immortelles
atailles, nous devons nous enquérir de ce que pensaient d'eux
urs voisins, plus lettrés et plus oisifs.

ui surgit entre les deux confessions rendit les Cantons attentifs à con-
gner la mémoire des evénements d'une manière plus complète, aussi
en chez les catholiques que chez les réformés.

Elle en a eu cependant quelques-uns. Nous ne
parler de la plus ancienne Chronique, celle de
qui ne renferme guère qu'une nomenclature sèche
de princes nationaux, el qui d'ailleurs a été écrite
les religieux de cette abbaye dans les dernières ann
zième siècle seulement. Les Chroniques que nos a
sont celles écrites en français dans le même siècl
servi à Symphórien Champier pour la rédaction de
Chroniques de Savoie publiées au commencement
(1516). Nous avons consacré ailleurs un travail cr
Chroniques considérées au point de vue littéraire,
teurs, à leur degré d'authenticité et à leur mérite
ainsi qu'à leur partie fabuleuse et semihéroique [a]).
voulons essayer ici, c'est d'en faire connaître le tex
dans les parties qui se lient plus particuliérement
toire, depuis Pierre de Savoie, le Petit Charle
poussa un moment la domination de sa maison
et assez avant dans la Suisse, jusqu'au premier Du
fut proclamé pape par le concile de Bâle sous le n
lix V. Cette période est très importante pour nc
fois qu'on s'est bien pénétré du point de vue et du
teur on des auteurs de la Chronique de Savoie, c
légitimer et de justifier toutes les entreprises et le

réelle de ces chroniques. Certes ce ne sont pas des histoires ou de l'histoire propromenl dites, mais elles peuvent contribuer à éclaicir et à expliquer celle-ci. Pour nous borner strictement à ce qui se lie plus particulièrement à nos annales, nous avons omis toute la premiere partie de la Chronique de Savoie qui traite des origines fabuleuses ou héroïques de la maison Souveraine de ce pays, de Theseus, de Berold le Saxon, d'Humbert aux Blanches Mains, d'Humbert II, d'Humbert III, le *Saint*, de Thomas I. Bien que trés curieuses et parfois intéressantes pour nos pays, les chroniques de ces premiers princes de la maison de Savoie n'ont avec eux qu'un rapport lointain, si ce n'est avec Genève et la maison des comtes de Genevois. Pour ceux-ci elle est très importante, non pas à cause de la valeur des faits, qui sont presque toujours dénaturés, mais en raison de la manière trés habile dont ils sont préparés et présentés pour amener de loin et justifier l'absorbtion de Genève et de

---

Il suffira de rappeler brièvement ici que la plus ancienne de ces Chroniques de Savoie se termine à la mort du *Comte Rouge*, Amé VII, en 1391. Elle a été écrite, d'après les savants auteurs des *Monumenta historiæ patriæ* de Turin, MM Cibrario et Promis, sous Amé VIII. L'auteur présumé est un certain *Cabaret* sur lequel on n'a émis que des conjectures.

La chronique qui vient ensuite, dans l'ordre des temps, est celle de Perrinet Dupin, Chroniqueur aux gages de la maison de Savoie. En 1476 ce français fut créé secretaire ducal par Yolande de France, duchesse régente en Savoie pour Amé IX, *le Bienheureux*. La partie de l'oeuvre de Perrinet que nous possédons est connue sous le nom de *Chronique du comte Rouge*. On en conserve un exemplaire sur parchemin aux archives de Turin. Quant aux manuscrits de la *Chronique de Cabaret* ils sont assez nombreux. C'est par elle que s'ouvre la série des historiens de Savoie dans les *Monumenta historiæ patriæ*. Champier n'a fait que l'abréger et la mettre en langue du temps de François I, dans ses *Grands Chroniques* de Savoie qu'il dédia à Louise de Savoie, mère de ce roi. Paradin les rendit encore moins reconnaissables en les faisant entrer dans la composition de ses Chroniques imprimées plusieurs fois à Lyon, et pour la troisième en 1602. Si l'on veut tirer une utilité réelle de l'étude de cette Chronique, il faut revenir autant que possible au style primitif de l'inconnu Cabaret.

ses comtes, d'abord les égaux et les émules des comtes de Maurienne et de Savoie, dans l'établissement Savoisien. Sous ce point de vue ces premièrs chroniques ont bien leur prix.

Nous commençons par la Chronique du comte Amé et de ses frères Pierre et Philippe, qui eurent sur l'Helvétie Romande une si grande influence et qui en préparérent la conquête définitive par leurs successeurs. C'est la huitième Chronique depuis celle de Berold qui est la première[5]). Nous donnons le texte des Chroniques, et dans les notes nous publions les observations historiques et les remarques critiques que ce texte original suggère.

VIIIe Chronique

ou Chronique du Comte Amé et de ses frères.

Le comte Thomas[6]) eut de la comtesse Beatrix, fille du comte de Genève, huit fils mâles[7]) et deux filles, dont le pre-

---

[5]) Nous conservons l'ordre et le numéro des Chroniques tels qu'ils sont dans l'original. Ainsi notre premier extrait, savoir la *Chronique du comte Amé et de ses frères*, est la huitième Chronique dans Cabaret et les *Monumenta historiæ patriæ*.

[6]) Thomas I, mourut en 1233. Il avait épousé Beatrice de Genève et ensuite Marguerite de Faucigny. La manière dont se fit le premier mariage et les moyens que Thomas employa pour enlever la fille du comte de Genevois, destinée au roi de France, sont rapportés très au long et d'une façon tout à fait romanesque dans la Chronique précédente, la septième, ou celle du Comte Thomas.

[7]) Le comte Thomas eut neuf fils et non pas huit seulement, de son union avec Beatrice de Genève: savoir 1. Amé IV, 2. Humbert, 3. Thomas II, comte de Flandres, seigneur en Piémont, 4. Aymon, seigneur du Chablais, 5. Guillaume, évèque de Valence, 6. Amédée, évèque de Maurienne, 7. Pierre comte de Romont et comte de Savoie, 8. Philippe, comte de Savoie après Pierre, 9. Boniface, archevêque de Canterbury. Le comte Thomas eut six filles et non pas deux. C'est à cette belle et nombreuse lignée qu'il faut remonter pour trouver l'origine des grandes alliances et de la prospérité croissante de la maison de Savoie. C'est ainsi qu'une seule des filles du comte Thomas I, Béatrice, épouse de Bérenger comte de Provence, fut mère de quatre filles

mier fils eut à nom *Amé*, le secondième *Humbert*, le troisième *Thomas*, le quatrième *Guillaume*, le cinquième *Amé*, le sixième *Pierre*, le septième *Boniface*, et le huitième *Philippe*, et les deux filles furent *Beatrix* et *Marguerite*. Et à cause que Dieu lui preserva sa lignée il fit rebatir la grande Chartrosse qui toute brûlée estoit.

Comme le comte Thomas, qui avait conquis moult terres en Piémont, voulut aller mettre le siège devant Turin, il fut pris à Moncallier d'une griefve maladie de laquelle il trespassa dévotement. Et fut sépulturé en l'abbaye de St. Michel près de Villane, au marquisat de Suze. Et délaissa Amé, premier de ses huit fils pour héritier.

Amé demeura donc Comte de Savoie en l'aage de vingt huict ans. Ses frères l'honorèrent comme leur seigneur et luy aidérent en ses affaires. Il espausa dabord la fille au comte d'Albonnais qui mourut sans enfants. L'an révolu, il prit à femme Cécille, fille de Messire Berold, seigneur de Marseille, laquelle conçut un fils nommé Boniface et une fille qui eut nom Constance. Sy laisserai un peu à parler du comte Amé, et par manière d'une pause parleray un peu de ses sept frères et de ses deux soeurs[8]).

Et d'abord Humbert de Savoie, frère du comte Amé, homme maigre et léger, bien apprins aux armes, se mit eu chemin pour aller en Pruce où il fit plusieurs guerres contre les Sarrazins mescréants. Il trespassa en une grande bataille, environ l'an mil deux cents trente cinq[9]).

---

qui portérent les premières couronnes de la chrétienté: 1. Léonore, femme de Henri III, roi d'Angleterre; 2. Marguerite de Provence, épouse de St. Louis, roi de France; 3. Béatrice, femme de Charles d'Anjou, roi de Naples; 4. Sanchie mariée à Richard de Cornouailles, empereur d'Allemagne. Ces quatre grandes princesses étaient petites filles d'un comte de Genève, ce qui prouve en faveur de l'illustration de la maison de Genevois.

[8]) Des six filles du comte Thomas, la Chronique ne cite que les deux qui sont célébres dans l'histoire.

[9]) La mort d'Humbert de Savoie dès un combat en Hongrie, en 1223 ou 1226, est certifiée par Guichenon.

Le tiers fils du comte Thomas, nommé Thomas ainsi que son père, alla en France servir le roi Très Chestien, Saint Louis, qui le donna pour mari à Leonore, fille héritière du comte de Flandres. Quand la dite comtesse fut trespassée sans enfants, le dit Thomas retourna en Savoie moult garni de biens, et fut fait capitaine de l'église de Romme par le pape Innocent IV, du lignage du Flech[10]), natif de Gennes, qui le maria à sa niéce. Et il deslaissa trois fils et une fille, Thomas, Amé, Loys et Alienor laquelle espousa monseigneur de Beaujeu[11]). Le quatrième fils du comte Thomas, nommé Guillaume, fut moult bien enseigné et plein de science. Il s'en alla en cour de Romme auprès du pape Innocent IV qui le fit Evèque de Valence et légat du patrimoine de l'Eglise. Mais par la trop grande confiance qu'il avoit en plusieurs personnes, fut secrettement empoisonné en la cité de Assise.

Aymé, cinquième fils du comte Thomas, fut seigneur paisible, de bonne et naturelle vie, et demeura avec le comte Amé, son frère ainé, au pays de Chablays. Il n'était point curieux à chercher le monde et n'eut ni femme ni enfans, et mourut solitaire comme se verra ci-après.

Le seigneur Pierre de Savoie, sixième fils du comte Tho-

---

[10]) Fiesque.

[11]) Thomas II, épousa en effet à Gand, Jeanne de Flandres, fille du comte Baudouin dont il hérita. Il céda son comté de Flandres à Marguerite, sa belle soeur, vint en Italie où il épousa Beatrice de Fiesque, nièce d'Innocent IV. Il alla aussi plusieurs fois en Angleterre auprès de Henri III, ainsi que son fils Thomas III. Son petit fils, Philippe de Savoie, épousa à Rome Isabelle de Villardhuin, princesse d'Achaie et de Morée, et devint ainsi la souche des princes d'Achaie et de Morée de la maison de Savoie, lesquels s'étant séparés de la branche restée dans les états héréditaires de Savoie au nord des Alpes, firent leur établissement à Pignerol et ensuite à Turin. Cette ligne des comtes de Savoie, princes d'Achaie et de Piémont, eut ses destinées à part jusque vers l'an 1418. Alors Amé VIII, chef de la branche de Savoie, demeuré seul agnat de toute la famille sur les deux versants des Alpes, hérita de tous les domaines des princes d'Achaie en Italie.

mas, étoit un homme moult prudent, de grand courage, preux et hardy.

Et brief fut si preux et vaillant en ses jeunes ans qu'il subjugua et mit en son obéissance plusieurs gens. Pourquoi il estoit dit et appelé le *Petit Charlemaigne*[12]). Adonc il fut marié

---

[12]) *Pierre de Savoie* est assurément le personnage capital des chroniques pour notre histoire Suisse dans ses rapports intimes avec celle de nos voisins. Ce fut lui qui rendit l'Helvétie occidentale savoisienne durant trois siècles (1260—1536). Son influence se fait également sentir dans le Vallais, à Genève, dans le Pays ee Vaud, à Fribourg, à Berne et même au delà. Il y eut un moment où l''on put croire que toute la Suisse Allemanique allait devenir Savoisienne, d'Habsbourgienne qu'elle était. Il importe dont d'étudier de près ce personnage, même avant qu'il porte le titre de comte et de chef de la maison de Savoie, car il fut déja, sous son frère Amé IV, l'âme et le bras de la politique de cette famille. Depuis peu les établissemens du comte Pierre ont donné lieu à des travaux historiques très remarquables, et même naissance à toute une école d'historiens.

Sur la foi de Quizard, châtelain de Mont, qui dressa pour l'usage des conquérants Bernois, en 1562, le Coutumier du Pays de Vaud tel qu'il devait exister sous la domination des ducs de Savoie, leurs prédécesseurs, on avait attribué à ce Pays une représentation nationale et des Etats généraux dès 1264. Ce fut surtout l'illustre Jean de Muller qui accrédita cette thèse, et comme dans une édition postérieure de son histoire Suisse il retira ce qu'il avait avancé à cet égard, sur la foi, disait-il, de documens insuffisans, on ne manqua pas d'attribuer cette retraite à l'intimidation ou à la crainte du gouvernement de Berne. Cela servit à envenimer encore la querelle. Comme c'était précisément alors (vers 1260) que la grande charte Anglaise avait été confirmée par Henri III, fils de *Jean sans Terre,* neveu du comte Pierre qui passa une partie de sa vie en Angleterre, on vit dans ces Etats de Vaud une importation anglaise et l'on fit de ce pays le premier état constitutionnel du continent Européen. Le colonel Frédéric César la Harpe et J. J. Cart, s'emparèrent de ce thème en 1797, pour battre en brèche le gouvernement Bernois et prouver qu'il avait confisqué et anéanti au profit d'un patriciat égoiste toutes les anciennes franchises et libertés du pays de Vaud. En effet, dès que les Bernois le possèdent, on n'y trouve plus traçe ni d'Etats ni de constitution. Tout se fait par Berne et pour Berne. L'avoyer de Mulinen répondit en Decembre 1797 aux livres de la Harpe,

avec une très belle damoiselle, fille de monseigneur de Faulcigny, nommée Eliénor] laquelle eut de lui une belle fille ap-

---

et de Cart. Il s'attacha à prouver, par l'examen de plusieurs milliers de titres et de chartes, que la Constitution du comte Pierre n'avait jamais existé, que les Trois Etats de Vaud n'avaient jamais pu être composés avec le personnel indiqué par Quizard, enfin que ces Etats étaient un mythe inventé par la philosophie libérale du dix-huitième siècle pour faire pièce au gouvernement de Berne. En 1817 M. le baron de Grenus, dans ses *documens relatifs à l'histoire du pays de Vaud*, prouva qu'on avait été trop loin de part et d'autre; qu'il y avait eu des assemblées des Etats dans le Pays de Vaud, mais qu'elles n'avaient eu ni le caractère constitutionnel, ni la périodicité régulière, ni les attributions des représentations nationales dans le sens moderne. Le fait est que les princes de Savoie les convoquaient essentiellement quand ils avaient besoin d'argent. En 1819 le baron d'Estavayer soutint à peu près la même thèse dans son Précis sur les anciennes assemblées du Pays de Vaud, et il montra comment Berne, qui n'en avait plus besoin puis qu'elle gouvernait presque despotiquement cette contrée, les supprima soigneusement, au grand regrèt surtout des Villes qu'on appeloit communément les *bonnes villes*.

La chose resta en litige jusqu'en 1839. Alors parurent dans les mémoires de la Société d'histoire de la Suisse Romande (Tome I) des règlements (*Statuta*) du comte Pierre, dont M. le landamman Secretan possédait une ancienne copie du XV. siècle, et qui étaient restés jusqu'alors inconnus. Presqu'en même temps (1841) M. Cibrario publia sa remarquable *histoire de la monarchie de Savoie* dans laquelle la vie et les actions du comte Pierre sont envisagées sous un jour tout nouveau, à l'aide de documents très importants trouvés aux archives de Turin. Dès ce moment la Chronique de Petit Charlemagne, regardée jusqu'alors comme un roman, commença à revêtir une couleur historique. On y démêla des faits très réels. Mr. le baron de Gingins La-Sarra, qui a rendu de si grands services à notre histoire, s'attacha à prouver que la constitution prétendue du comte Pierre n'était autre que ces statuts récemment publiés. Dans ce cas ce serait peu de chose, car tout ce qu'on peut y voir, c'est que déja au treizième siècle le pays de Vaud était infesté de la manie des procès. Ces statuts ne s'occupent qu'à abréger la procedure, à diminuer les émoluments des notaires et les épices des gens de justice, enfin à rendre les tribunaux accessibles aux pauvres, ce qui pouvait être un bien au moyen âge, mais ce qui plus tard n'a pas peu contribué à étendre la rage de plaider.

pelée Constance qui espousa le comte de Albonnois. Ce noble seigneur Pierre vesquit si longtemps eu ce monde que par suc-

---

Cette reprise de la discussion sur les anciens états de Vaud ranima les études historiques dans la Suisse occidentale. Une école s'éleva qui tendait à établir que la conquète Bernoise avait étouffé le développement intellectuel dans la partie de la Suisse soumise à la maison de Savoie, et que l'on y était plus libre et plus sûr, quant à sa personne et à ses biens, en 1400 qu'en 1600. Mr. le docteur Verdeil publia en 1849 son intéressante *histoire du Canton de Vaud* dans laquelle en général il se le montre trés impartial et juste envers le gouvernement savoisien. En 1851 Mr. Vulliemin publia un *Essai sur l'Etablissement monarchique de Pierre de Savoie dans l'Helvétie occidentale* où il conclut en faveur de Berne et du protestantisme contre l'administration et le culte religieux des princes de Savoie. Le procès est encore pendant. On annonce une prochaine histoire du Comte Pierre par M. Wurstemberger de Berne.

Le fait est (pour doit aussi notre avis dans la question, avis qui est partagé par des personnes de notre pays qui ont en même temps la connaisance de l'histoire et la pratique des affaires); le fait est, disons-nous, qu'on est allé un peu loin dans la réaction historique en faveur de la Savoie. Que l'on rectifiât et complétât ce que les historiens Bernois et Suisses, mal informés ou mal intentionnés, avaient écrit d'erroné et de partial, c'était la tâche de l'histoire telle que nous pouvons la traiter aujourdhui que les investigations sont plus faciles et les archives plus accessibles. Mais faire en définitive l'éloge de la féodalité, d'un régime de privilèges Seigneuriaux, Cléricaux et Bourgeois, c'était dépasser la limite. On peut se demander ce que seraient devenus Genève, le Pays de Vaud, le Vallais même s'ils fussent demeurés sous la domination de Savoie. On comprend parfaitement que dans la lutte à mort contre la domination Bernoise, des patriotes Vaudois aient exalté le bonheur dont leur pays jouissait sous le régime antérieur à la conquète Bernoise Mais quand on lit attentivement nos anciens documens, les coutumiers si différents qui régissaient la Suisse occidentale au moyen âge, et qu'on les compare aux lois, ordonnances et mandats souverains de Berne, on est obligé de reconnaître que la réformation et l'incorporation du Pays de Vaud à la Suisse ont été, sous les rapports les plus essentiels, un grand progrès, un premier affranchissement. Cette longue école de près de trois siècles (1536—1798) a préparé le Canton de Vaud à prendre dans la confédération Suisse la place respectable que lui asigne son impertance territoriale. Sans doute que

cession la comté de Savoie luy retourna comme cy après sera dit par ordre [13]).

Le septième des enfans du comte Thomas fut dit Boniface. Il était bien instruit ès sacrés volumes de théologie et le plus bel homme qui se put trouver en son temps. Tellement qu'il était appelé le bel *Absalon*. Le pape et le collège de l'église de Rome l'eslurent pour être archevêque de Canturbie et pour ce alla en Angleterre où il se gouverna trés révéremment. Quant il vint visiter le pays de Savoie il bastit un fort chastel à Roussillon et un autre à Ugène. Puis s'en retourna en son évesché où il mena bonne et sainte vie combien qu'il fut requis par

---

la noblesse, le clergé, l'aristocratie des villes et des villages ont perdu beaucoup sous l'administration de Berne, mais la campagne, le peuple, la masse ont gagné et se sont peu à peu émencipés. Le pays de Vaud a été sous le régime de Berne tout le temps qu'il devait y rester, et au moment où l'émancipation eut lieu, il était temps de secouer un joug qui avait été salutaire dans un moment donné, mais qui était devenu trop pesant. Au reste, il ne faut pas s'étonner de ces retours vers le passé qu'on veut affectuer à l'aide de l'histoire. Les écoles politiques reviennent naturellement à leur point de départ. Combien de conversions religieuses dont le grand mobile est au fond, quelquefois même sans que les néophytes s'en doutent, un principe ou un mobile politiques!

[13]) On sait que Pierre de Savoie, avant son mariage, appartint à l'ordre ecclésiastique et fut prévôt des chapitres d'Aoste et de Genève. De l'an 1229 à l'an 1231 il administra aussi l'Evêché de Lausanne après la mort de Guillaume d'Ecublens. Sa renonciation à l'état ecclésiastique et son mariage sont deux épisodes d'un même plan, qui fut conçu du moment où Pierre vit qu'il pourrait, en dépit de sa qualité de cadet de famille, arriver à une haute fortune à la place de ses ainés. Son mariage avec Agnès de Faucigny contracté en février 1234, le rendait héritier présomptif de ce pays. Le Faucigny, en effet, comme tous les fiefs de la Bourgogne Transjurane, était héréditaire par les femme à défaut de postérité masculine. Beatrice, soeur ainée d'Agnès, avait fait renonciation de ses droits.

Agnès, instituée par son père héritière universelle de Faucigny, légua à son époux, Pierre de Savoie, si heureux en fait d'héritages, les deux tiers de ses biens, et l'autre tiers seulement à sa fille unique, Beatrice, mariée à Guy, Dauphin du Viennois et d'Albonnais. Au reste ce testament, daté du 17 octobre 1262, fut modifié postérieurement.

folles amours d'aucunes dames du pays d'Angleterre. Il mourut d'une grande maladie de gravelle et ordonna par son testament qu'il fût enseveli à Haute-Combe où les malades qui venoient prier à sa sépulture près du grand autel s'en retournaient guaris en leurs maisons.

Le huitième fils du comte Thomas, nommé Philippe, aimoit les faits des armes et la guerre. Pour ce ne voulut-il prendre l'ordre de prestrise mais lui fut baillé à tenir en commande léveschè de Valence après son frère Guillaume et l'archeveschè de Lyon. Plus tard se maria avec la comtesse de Bourgogne et vesquit si longuement qu'il fut aussi comte de Savoie par succession.

Et noble comte Thomas eut aussi deux belles filles, la prémière Bietrix qui procréa du comte Raymond de Provence cinq belles filles dont le roy Saint Loys prit la première pour femme, appelée Marguerite; la seconde fille du comte Thomas fut mariée en Alemaigne au comte de Guybourg, un bien noble prince, dont elle n'eut aucun enfant.

Or voici comment deux des fils du comte Thomas, savoir le comte Amé et Pierre de Savoie conquestèrent les pays de Chabloys, de Vallais et d'Aoste par un despit. Le seigneur Aymé, qui signeur était de Chabloys et d'Auguste était lors fort malade et sans lignée comme a été dit. Et par droit retournait cette seigneurie à la majesté de l'Empire, et l'Empereur y envoya moult gouverneurs dont l'un fut un chévallier nommé Herberard de Nydoe, frère au comte de Nydone, lequel était fier et orgueilleux[14]). Il advint un jour que des ambassadeurs de Savoie, allant en Italie, passèrent en la val d'Augste par le mont Jovet où ils furent prins villainement. Le chef de l'ambassade,

[14]) C'est toujours le comte de Nidau qui revient en jeu lorsqu'il s'agit de personnifier la nationalité Helvéto-germanique pour l'opposer et la sacrifier à la fortune de la maison de Savoie, qui ici n'a pas intérêt à rappeler l'origine allemande de son fondateur. Les interêts ont changé et les rôles sont intervertis. C'est l'antagonisme de Pierre de Savoie et de Rodolphe de Habsbourg qui commençe à paraître, ce dernier ayant pour précurseur le prétendu comte Herbert de Nidau.

Guillaume de Rogemont mourust en prison. Quand le comte Amé et son frère sceurent tel oultraige, ils se mirent en deux parties, le comte Amé par Tarentaise et Pierre par Chablaix, et approcherènt en bonne ordonnance.

Quand Herberard de Nydone seut que deja monseigneur Pierre étoit sur les frontiérés, il s'en alla sur la montagne Jeu pour secourir le Chablaix. Et quand il fut au bourg de Martigny demanda à l'évèsque de Syons mille hommes armés. Mais l'évèque les refusa disant qu'il étoit homme d'église et à luy n'appartenoit de faire guerre. Alors Herberard fut mal content et il manda son baillif Hugue de Chyvron vers Peterman de la Rogne, qui par lors régissoit le pays de Vallais pour que il vint deffendre les terres de l'empire de Chablaix et d'Ouste assaillis par les Savoysiens. Quand les villains du pays sceurent ces novelles ils s'emeurent subitement à ung cry et se mirent eu armes environ trois mille hommes. Alors Herberard le gouverneur se tint pour bien asseuré et vint sur un pas de roche nommé le *pas de Genève* et nommé *Bret*. Là se tint si fort que Pierre de Savoye ne ses gens ne pouvoyent oultre passer et sy y firent de moult belles armes. Quand monseigneur Pierre vit ce, il envoya partie de ses gens par derryère les montagnes d'Abondance et passant oultre ils descendirent en Vallais, courrant quasi la val plannyère. Quand le gouverneur se sentit surprins, ne sut que faire et se print à retourner en Chablaix. Et monseigneur Pierre le suivit, l'atteignit sur les champs et luy escrya: »*A couart Chivallier, demeure.*« Le gouverneur, qui preux estoit, se voyant ainsi appelé, rallia ses gens au mieux qu'il put. Et monseigneur Pierre fut moult content quand il le vit retorner; sy dit au seigneur de Seyssel qui près deluy estoit: »*Or est à point et avant je vous requièrs l'ordre de chevallerye.*« Et le seigneur de Seyssel lui donna la collée et ly dit: »*Chevallier de par Saint Georges.*« Lors tous à un cri et à une bouffée assaillirent les ennemis. Là furent proesses oultre mesure, mais à la fin les Vallaysans se prindrent à desmarchier et là furent morts monseigneur Herberard, Jehan d'Arberg son niex, deux fils du sire de Venche, et quasi tous moururent sur le

plain de Pour valleys. Quand Monseigneur vit qu'il avoit obtenu la journée, il descendit de cheval, mist genouil à terre et loua Dieu. Puis sans séjourner il chevaucha contre mont le Rhosne, et mit à sa subjection tout le pays, le Chabloys, Syons la cité en Vallais et mist les portes par terre eu signe de subjection. Puis vint devant Louëche, laquelle il prit de force comme aussi Tourtemagne, Viège et le chastel du comte de Blancdrais et puis à puissance entra dans le serrail et vint à Brigue. Ceux de Chasteillon, de Monstier, de Conteys et d'Araguion et la ville de Nares se mirent eu point pour garder le pas. Mais à un matin les Savoyens montèrent le contre mont et à la fin gagnèrent le sommet et frappérent tellement que quazi tous les Allemands et Vallaysans là furent desconfits. Ainsi monseigneur Pierre de Savoye conquèta tout le pays et passa oultre jusqu'au bourg du Port Valloys au saut du fleuve du Rhosne. Et signora Monseigneur Pierre longtemps les Valloysans et les tint tant qu'il les remist au bon Eveque Garin comme subjects de l'Eglise[15]).

Quand monseigneur Pierre fut retourné des Marches du

---

[15]) L'abbé de St. Maurice en remettant, en 1250, l'anneau d'or de ce Saint à Pierre de Savoie, l'appela le conquérant du Chablais et du Vallais. „*Tu Petre comes victoriosus terrarum Chablasii et Vallesii.*“ Ce qui est plus certain que la Chronique, c'est que l'Evêque de Sion et le comte de Savoie avaient depuis très longtemps des droits réciproques et entremêlés des la vallée du Rhône et des le Haut Vallais. Ils se prêtaient mutuellement hommage pour ces fiefs respectifs. Pierre de Savoie et Henri de Rarogne, voulant régulariser leur position, firent un traité pour l'échange de leurs propriétés ou seigneuries enclavées les unes dans les autres. L'Evèque céda entr'autres à Pierre ce qu'il avait à Montreux (*Muetrus*) près de Chillon, et tous ses droits depuis la Morge, torrent qui sépare le Haut du Bas Vallais, jusqu'à Lausanne et Genève En revanche Pierre céda à l'Evèque ses droits sur les territoires s'étendant depuis la Morge jusqu'au fond du Haut Vallais. (Voyez *Permutationes transactæ inter Henricum (de Raronia), episcopum Sedunensem et Petrum de Sabaudia*, dans les documents qui accompagnent le Mémoire de Mr. de Gingins La-Sarra sur *le développement de l'indépendance du Haut Vallais.* Archives de l'histoire Suisse. Tom. II, pag. 204—208.)

Vallays, il vint uny jour en la Cité de Saint Maurice et là fut reçu moult honorablement plus par crainte que par amour. Et moult doubtants l'abbé et les esclesiastiques se congrégarèrent et le menèrent à la chapelle Saint Maurice. Et en visitant les saintes reliques monseigneur Pierre trouva l'anneau de Saint Maurice auquel print une grande dévotion et le demanda à l'abbé qui refusa disant qu'on tel joyau ne se devait jamais porter hors de leur église. Mais il leur sut dire tant douces parolles qu'ils lui octroyèrent iceluy annel à telle condition qu'il jura de ne jamais l'aliéner à aucun du monde fors aux comtes de Savoye qui des hoirs en hoirs devoient le porter eu grande dignité. Et pour l'amour de ce don Pierre fit bastir de grosses pierres de taille moult belles le chocher de celle Abbaye comme on peut voir encore. Et il donna à l'abbé une grande partie des places de la vallée de Bagnes et moult d'autres biens[16]).

Et après que le noble Chevalier de Savoie eut ainsi conquis le pays de Chablaix il y ediffia quatre belle et bonnes

[16]) D'après les historiens Ecclésiastiques du Vallais (Briguet, *Vallesia Sacra*) ce n'est pas en échange de l'anneau de St. Maurice, mais contre une table d'autel en or massif, pesant 65 marcs, qu'un comte de Savoie (Amé) aurait concédé à l'abbaye de St. Maurice les droits qu'il pouvait avoir sur la Vallée de Bagnes.

Le Vallais offrait au valeureux comte Pierre une belle occasion d'exerçer son besoin d'activité et de conquète. D'abord c'etait une excellente base d'opérations pour s'étendre de là sur les deux rives du Léman et dans le pays de Vaud. De plus il touchait par là à l'Italie et à Berne. Depuis la dissolution du royaume de Bourgogne Jurane, dont il avait constitué une partie importante, le Vallais était dans une position douteuse et qui prêtait à la conquète. L'Empire y avait peu de prise. Milan y exerçait une influence religieuse. Les Bernois le convoitaient. L'intervention du comte Pierre au milieu de ces divers éléments s'explique donc naturellement ainsi que ses succès. Toute cette partie de la chronique, à part les détails, est dans le vrai. Il est à croire que ce prince ne s'abusa pourtant pas sur la possibilité d'incorporer tout à fait ce pays à ses domaines. C'etait pour lui un moyen d'arriver ailleurs. Voilè pourquoi le Chroniqueur le lui fait remettre de si bonne grâce à un nouvel Evèque qui en devient Prince et Chef temporel et spirituel.

›rteresses, l'une appelée Esmeus, la deuxième Chillion, la 'oisième la Tour près de Viveys, et desrocha une autre forte-›sse appelée Martigny séant au Pas de Saint-Branchier et de hamois, et puis la fit refaire sur une roche devers le fleuve du hosne à l'entrée du Vallays[47]).

---

[47]) La guerre du Valais ne fut pas la première où Pierre de Saoie s'illustra. Ses adversaires en Helvétie étaient nombreux, mais ce ıt bien moins par les armes qu'avec l'argent de l'Angleterre qu'il parınt à les dominer. Cadet de famille, destiné à l'église, il montra de onne heure que telle n'était pas sa vocation, en se jetant dans tous les ébats, où son intervention pouvait augmenter la puissance de sa maison.

Les adversaires de Pierre furent tous ses voisins, les comtes de ıenève, les évêques de Lausanne et de Sion, les seigneurs de l'Helétie occidentale, les comtes de Kibourg et de Habsbourg dans l'Helétie allemanique. Il vint heureusement à bout de tous.

A Genève, il se fit remettre en gage le château de l'Ile, en interenant habilement dans les démêlés compliqués des Comtes, des Evêues et des bourgeois dont les prétentions s'entrechoquaient de manière paralyser toute défense nationale. Il jeta ainsi les fondemens des rétentions séculaires de la maison de Savoie sur cette cité.

Dans le Pays de Vaud il trouvait encore à combattre les comtes e Genève qui avaient hérité dans cette contrée d'une partie des grands omaines de la riche maison de Glane, et qui s'y sentaient tellement ıez eux qu'ils ajoutaient parfois à leur titre celui de Comte de Vaud. *Gebenensium et Valdensium Comes*). Selon Mr. le professeur Hisely y aurait même eu parfaite identité entre les comtes de Genève et s comtes de Vaud; les uns et les autres n'auraient constitué qu'un ême personnage. Le comte des Genevois était en même temps de 'oit héréditaire comte de Vaud ou des Vaudois, et les comtes de ruyère et d'autres feudataires Vaudois rendaient hommage aux coms de Genève. Mr. Hisely se fonde sur diverses chartes, pour apıyer ce système qui donne aux comtes de Genève et de Vaud une ›stinée commune jusqu'à l'an 1219 que le comte de Genève devint ıssal de l'Evêque de Genève. Ainsi l'empereur Henri V charge Aimon, ›mte de Genevois, d'exécuter, apparemment en qualité de comte de aud et d'avoué de Lausanne, un jugement contre Ebal de Grandson.

Le système sur lequel Mr. Hisely fonde la parité des deux comtes des deux comtés, est exposé dans un savant travail publié dans les *Iémoires de l'Institut de Genève* sous ce titre: „*Les comtes de*

Cependant que ces choses se faisaient en Vallays par le noble chevallier messire Pierre, le comte Amé de Savoye, son frère, passa à Columpne-Joux et s'en vint à la val Digne où ceux du pays firent ce qu'ils devoient faire et se mirent en armes. Le comte Amé vint à grand puissance sur eux et allèrent à l'encontre d'icelluy sur un pas de roche qui s'appelle *Pierre taillée*. Mais quand les gentilshommes de cette terre sceurent leur gouverneur dessouxs l'empire avoir été occis et desconfit, et aussi que l'empereur étoit mort, et vaquer le siège impérial, pourquoi un étrangier d'Allemagne pourroit se faire seigneur de nous, dont nous pourrions bien être pires, ils conclurent de traitter paix avec le noble comte. Et tous les nobles, seigneurs, barons, chevaliers de la cité d'Aoste lui firent foy et hommaige comme à leur naturel seigneur. Après quoy le comte Amé vint

---

Genevois et de Vaud dans leurs rapports avec la maison de Savoie jusqu'à la fin du XIIIe siècle.« (Tome II.) Il est certain que l'histoire des Evêchés de Genève et de Lausanne offre une analogie frappante dans une partie du moyen âge. Les mêmes causes devaient amener les mêmes effets. Les rapports et l'antagonisme des pouvoirs séculier et ecclésiastique étaient les mêmes. Mais cette ressemblance se retrouve aussi dans d'autres pays, et pour les mêmes raisons. Dans l'Evêché de Lausanne Pierre agissait pour son beau-père, le comte de Faucigny, qui réclamait l'avouerie de Lausanne en vertu d'une cession des Zæringen, recteurs dans la Bourgogne Transjurane. Dans le Pays de Vaud encore Pierre en voulait à peu près à tous les seigneurs, et il profitait, pour avoir bon marché d'eux, de la misère où était tombée la fière noblesse de cette contrée, qui constamment avait combattu pour l'indépendance du pays, *pro re Burgundâ,* contre les rois Francs, les empereurs de toutes les maisons souverains de Germanie, et qui se trouvait ruinée et épuisée par une lutte inégale et séculaire. A Fribourg Pierre intervenait comme protecteur naturel de sa soeur Marguerite, comtesse de Kibourg, qui avait eu cette ville en douaire d'Hartman de Kibourg, son époux. Mais il trouvait là Rodolphe comte de Habsbourg, autre héritier des Kibourg, non moins interessé, non moins brave et non moins entreprenant que lui, et qui s'exerçait, n'étant encore que simple seigneur en Helvétie, par de petites guerres contre ses voisins, au grand rôle que plus tard il devait jouer comme empereur. Enfin dans le Vallais ce n'était pas tant le pays lui-même que Pierre désirait

pays de Chablois où il comptait trouver son frère Pierre, is il était encore en Vallays. Et touttefois reçut les fidéli- des gentilshommes de Chablois et retourna en Savoye où :rouva son frère Aymé trés fort malade pourquoy il envoya erir médecins et cirurgiens, physiciens et mathématiques qui :n firent leur devoir. Mais si demeura toujours molt foible débile. Il dit au comte Amé et à Pierre, ses frères: »Je ıs prie, (dist-il) mes frères, qu'il vous plaise me donner quel- e lieu solitaire où je puisse user bonnement le reste de mes ırs, car trop me griève la noise des gens et sy veulx muer . »Je vous diray, beau frère, dit messire Pierre, j'ay fait re et édifier un moult beau chasteau appelé Chillon en Cha- ›ys sur le lac qui est en bon air, solitaire aussi comme vous mandez, et si est fort et seur pour tenir contre nos adver- res[13]). Pourquoy vous y pouvez franchement aller et gou-

---

ısséder, qu'aquérir une bonne base d'opération d'où il put s'élancer a conquête de tout le bassin du Léman. Voilà pourquoi la Chroni- ɜ débute par la guerre du Valais et du Chablais. Le motif qu'elle igne à cette guerre est bien le véritable. Les comtes de Savoie ısédaient le vieux Chablais *(Caput laci)* depuis qu'Amé II l'avait u de l'Empereur Henri IV pour prix des facilités qu'il lui avait ac- 'dées lors de son voyage d'Italie auprès de Grégoire VII. Les em- 'eurs des maisons qui avaient succédé à celle de Franconie voulaient :e retourner ces pays *»à la majesté de l'Empire«*. Il n'est pas du t certain que ce soit un comte de Nidau qui ait servi d'instrument a politique Impériale. Ce pouvait être un autre seigneur de l'Hel- ie allemanique; ce qu'il importe surtout de remarquer, c'est l'anta- ıisme déjà existant depuis longtemps entre l'élément romand et l'élé- nt germanique en Helvétie.

La *montagne Jou* ou le *mont Jovet* de la Chronique, où le général l'Empereur prit position, est le grand St. Bernard. *Colomne Joux,* où le comte Amé vint d'Italie pour faire sa jonction avec Pierre, le Petit St. Bernard. Les Impériaux, attaqués des deux côtés, fu- ıt battus à Port Vallais, le Vallais fut envahi et Sion emportée ssaut. L'Evêque Landry qui avait combattu avec héroïsme contre mée de Savoie périt dans la lutte et Pierre remit le pays à un nou- ıu prélat que la Chronique appelle l'Evêque Garin.

[13]) Voyez sur Chillon et sur le comte Pierre de Savoie le livre

verner tout icelluy pays, car je n'y puis semblablement entendre de présent pour aucunes nos autres affaires. Et ainsi on mena honorablement messire Aymé en ce dit lieu de Chillion là où il print moult le temps en gré, selon sa maladie, car le chastel estoit et est moult bel et avoit son desduit sur la rivière, et des belles chasses sur la terre, et s'y voit passer les pellerins lesquels passoient de France et d'autres lieux à Rome et aux marches d'Ytallie, et leur donnoit volontiers à boire et a mangier ainsi qu'argent et vesteure. Et pour ce qu'il n'avoit lieu convenable à les abergier la nuit hors de chastel, il fit faire une chappelle au devant de la porte de la ville-noeve en l'honneur de nostre Dame, et puis fit édifier un hospital auprès pour abergier, retraire et sustanter les poures et nécessiteux, tant pellerins comme autres. Et sy y donna un hospitallier et autres prestres séculiers, familiers à servir les poures, et y fit pourveoir de lits et de tous aornemens, et leur donna rentes moult grandement. Quand ce fut parfait, cognent Aymé monseigneur que sa maladie lui tournoit à l'empire[19]), et de là il partit et s'en alla en la vallée d'Illier, sur une roche entre Saint Mauris et Monthey auquel lieu avait une moult belle église. Et là y finia ses jours et fut enseveli en l'hopital de ville noeuve comme à ly appartenoit l'an MCC. XLVI.

Et quand le comte Amé et messire Pierre seurent la mort de leur frère, ils en menèrent telle douleur que de longtemps ne voulurent ni boyre ni mangier. Et conséquemment ne demeura pas longtemps après qu'au dessus dit Comte Amé de Savoie survint aussy une griève maladie dont trespassa dévotement.

---

intéressant et savant de Mr. L. Vulliemin. (Lausanne 1851). Cet historien a laissé peu à dire à ceux qui après lui traitent le même sujet. Il est prouvé que le comte Pierre fut le restaurateur et non pas le fondateur du château de Chillon. Il résulte des comptes publiés par Mr. Cibrario (della economia etc. p. 557) que Pierre de Savoie fit construire près du château primitif une tour de douze pieds de vide et de douze pieds d'épaisseur qui lui revint à CLXXXI. ou à environ 8000 fr. de notre monnaie.

[19]) *à lépre* (Chronique Cabaret).

Et puis fut ensépulturé en l'abbaye de Haute Combe l'an de gràce MCCLIV.

Il delaissa pour héritier au Comté de Savoye son fils Boniface lequel était deja assez gent et beau chevalier, et une sienne fille nommée Constance.

IX. Chronique

de Bonyface, comte de Savoie, comment fut desconfit, prins et mort[20]).

Bonyface étoit homme de grand couraige, dont les uns pour cette cause l'appeloient le *Comte Bonyface Roulland.* En ce

---

[20]) La chronique du comte Boniface est singulièrement mensongère. Elle fait d'un enfant un prince valeureux et chevaleresque, un second Roland, et elle le fait mourir en 1256, dans sa captivité à Turin après une bataille perdue, alors qu'il ne pouvait avoir que douze ans. La chronique le confond ici avec son oncle, le comte Thomas, qui gouverna l'état durant la minorité de Boniface. Thomas, auquel était dévolu le soin des affaires de la maison de Savoie en Italie, fut victime de la répugnance que les habitans de Turin et du Piémont ressentaient alors pour sa domination. Retenu en prison par ceux de Turin et d'Asti il n'obtint sa liberté qu'à grand peine, passa en Angleterre pour demander secours à la reine sa nièce, et revint mourir dans le val d'Aoste en 1259. Le comte Boniface le suivit bientôt dans la tombe (1263) sans avoir marqué son passage par aucune de ces actions d'éclat dont parle la chronique. Au fait il était à peine adolescent quand il mourut. Pierre de Savoie, qui déjà dirigeait les affaires durant la captivité de Thomas, devint comte par la mort de son neveu Boniface. Le premier acte dans lequel il prend ce titre est du 3 juillet 1263. Pierre, depuis assez longtemps déjà, était l'homme essentiel de sa dynastie. Il ne serait peut-être pas trop à son avantage d'approfondir comment il devint de droit ce qu'il était déjà de fait. La première partie de la vie du grand Charlemagne, alors qu'il est associé à son frère Carloman dans l'exercice du suprême pouvoir, est enveloppée d'une certaine obscurité. Les ennemis de sa gloire ne se sont pas fait faute de répandre sur lui de graves soupçons. De même, dans le commencement de la carrière du Petit Charlemagne, on trouve quelqu'embarras à exposer nettement quels furent ses rapports avec les membres de sa famille qui avaient le pas sur lui.

temps sourdit une guerre entre ses gens en Piedmont et ceux de la cité de Thurin.

Et ce fut à la promocion du marquis de Montferrat et de la Communauté de ceux de la comté d'Asti, car ils tendaient à conquéter les pays que le dit Comte avoit par de là.

Le comte Boniface vint mettre siège devant Thurin à la porte devers la rivière du Port. Le marquis et ceux d'Ast vinrent au double de la puissance du Comte affin délivrer la ville, et firent trois batailles et chargèrent sur les poures Savoyens que peine le purent soustenir. Après maints beaux faits d'armes le comte Boniface et le marquis de Saluces furent prins et menés prisonniers en la cité de Thurin où le comte mourut environ huit mois après sans estre marié et ne laissa que sa soeur Constance non encore mariée. Et ce fut en l'an de grâce MCCLVI[21]).

Sy elle ne succéda pas à la comté, car nulle fille ne succède à l'héritage de Savoie par constitutions. Et après fut damoiselle Constance mariée au comte de Chalons et demeura veufve sans enfans. Et après son veufage elle fut mariée à Don Manuel frère du roy d'Espaigne.

X. Chronique
de Pierre, Comte de Savoie, dit *le Petit Charlemagne.*

1. *Comment assiègea et prit Thurin.*

Après la mort de Boniface survint la succession à monseigneur Pierre de Savoie qui son oncle étoit et qui deslibéra sa mort vengier[22]). Donc partit du pays de Savoie avec grand nombre

---

21) Il est certain que Boniface mourut seulement en 1263 (le 7 juin). Le 9 Septembre 1262 Rodolphe, comte de Genève, reconnait tenir en fief de Boniface le péage de St. Maurice et plusieurs châteaux. Mr. Cibrario fait observer que dans cet acte on ne donne pas à Boniface le titre de Comte, peut-être à cause de son âge trop tendre. Rodolphe le nomme seulement *personnage illustre et très redouté seigneur.* (archives de cour. Duché de Savoie. liasse 1.)

22) La Chronique passe légèrement sur l'avénement du comte Pierre

de gens d'armes, passa le mont Cenis et amena son armée devant Thurin. Et mit le siège aux quatre portes et ceux de la cité n'ayant plus que manger se rendirent au comte Pierre qui fit mourir tous à l'épée ceux qui avaient fait mourir son neveu en leurs prisons. Après ce fait il voulut aller à l'encontre du marquis de Montferrat et de la cité d'Asti, mais il n'en fit rien, car on lui apporta la nouvelle que l'Empereur Friderich, nouvel esleu, avoit en courroux de ce qu'avoit été fait au gouverneur de Chablaix passé, et que pour regaigner la ditte terre le dit empereur y avoit mandé le Duc de Chophinguen [23]), un

---

et lui fait accomplir, des son début, des prouesses imaginaires en Italie. Le fait est que son neveu, le jeune comte Boniface, étant mort en Savoie le 7 juin 1263, son oncle Pierre prit la couronne de Savoie. D'après la loi de représentation à l'infini, à Boniface aurait dû succéder Thomas III, fils aîné de Thomas II, frère aîné de Pierre. Mais ce Thomas III était en bas âge et la situation des choses dans les états de Savoie et aux alentours exigeait nécessairement une main ferme et une vaste intelligence. D'ailleurs on peut dire que la loi de succession n'était pas encore bien fixée dans ces temps reculés où le fait avait tant d'avantages sur le droit. Pierre prit donc sans opposition et par la force des choses la direction des affaires et la couronne de Savoie. Il fit plus; prévoyant qu'il n'avait plus de longues années à vivre, puisque toutes les principales actions de sa vie étaient alors accomplies, il prit ses mesures pour que Philippe, son frère, alors archevêque de Lyon, lui succédât.

[23]) Pour toute cette chronique importante du comte Pierre il faut bien distinguer le texte de Champier, parfois un peu altéré et pas trop abrégé, du texte de la chronique originale de Savoie, que nous avons nommée *chronique de Cabaret* d'après le nom présumé de son rédacteur. C'est celle-ci que nous suivons *). Ainsi au lieu du *Duc de Cophinguen*, nom qu'il est facile de restituer, Champier introduit un *duc de Cheplungreen*, qui est un nom évidemment altéré par des copistes Italiens ou Français peu familiarisés avec les noms Allemands. Un grand débat s'est élevé pour savoir quel était ce personnage qui commandait les Impériaux. Nous ne pouvons avec Mr. Wagner convertir le *Cheplungreen* de la Chronique en *Kyburg der jüngere* (Hartman le jeune, comte de Kibourg) Le plus naturel n'est-il pas de voir dans le Duc de Copinghen

---

*) C'est au reste ce que nous avons fait dans tout le cours de cet extrait, toutes les fois que le sens et la vérité de l'histoire ont paru l'exiger.

prince d'allemaigne, lequel pour partie avoit seigneurie en Vaux pour regaigner les dits pays de Chabloys et d'Aoste. Et quand le comte Pierre entendit ces nouvelles, il mit garnison à Thurin et au pays, et puis se partit à minuit avec toute son armée,

---

un seigneur de Zoffinguen. A la vérité cette ville d'Argovie n'eut jamais de Duc, mais nous avons déjà eu l'occasion de faire remarquer combien les Chroniques écrites en français sont ignares quand il s'agit de noms de personnes et de lieux d'Allemagne et de langue allemande. Nydau, Zoffinguen, Arberg tout leur est égal. Quand elles se trompent à chaque instant sur les noms des empereurs, pourquoi connaitraient elles mieux ceux de ses Vassaux?

Zoffingue se donna selon Leu, (Schweizer-Lexicon) en 1258 au Comte Rodolphe de Habsbourg, en réservant ses franchises et priviléges. Cette ville aida Rodolphe dans toutes ses guerres. Avait-il déjà fait cette acquisition au moment où il porta la guerre dans l'Helvétie romande? c'est au moins douteux. Mr. G. d. W. dans une note qu'il a bien voulu nous communiquer, incline à voir dans le vaincu de Chillon un comte de Frohbourg, seigneur de Zoffinguen, ami et peut-être parent des Habsbourg, chef de leurs troupes, auquel la Chronique de Savoie donne par erreur le titre de *Duc*. Les Frohbourg étaient en effet alliés avec les Habsbourg. Ils avaient fondé et possédé Zoffinguen; ils tenaient encore cette ville lors de la bataille de Chillon, puisque ce fut seulement en 1285 ou 1286 que Louis, Comte de Frohbourg, conjointement avec Elisabeth et Marquart, de la même maison, durent céder cette ville aux ducs Albert et Rodolphe d'Autriche, fils du feu roi Rodolphe. (Kopp. Tome II. 2.) On lit dans les *Annales de Colmar*, anno 1274: „*Comes Ludovicus de Frohbourg dedit omnia castra sua regi Rudolpho, tali conditione ut pro eo restitueret universis*“. Et à l'année 1285: „*Cives de Zoffingen Rudolphum regem pro domino acceperunt.*“

Il résulte d'une généalogie des Frohbourg, dressée d'après l'ouvrage de Kopp, que le seul Frohbourg qui pourrait répondre aux conditions du problème serait le comte Hartman qui paraît dans les chartes depuis 1242 jusqu'en 1282, et qui était réellement seigneur de Zoffinguen (*Copinguen*). Mais il est bon de remarquer cependant qu'en 1263 nous trouvons ce même comte Hartman de Frohbourg dans le parti du roi Richard de Cornouailles qui, en investissant Pierre de Savoie des fiefs que feu Hartmann de Kybourg le jeune avait possédé, et en commençant ainsi à s'aliéner Rodolphe de Habsbourg,

t peu de gens savaient où il voullait aller. Et s'en vint par le al d'Aoste et passa le mont Joux et se fut en Chabloys. Il rouva que le duc de Copinghuen avait mis le siège devant son hastel de Chillion devers la partie de Vaulx. Et lors chevaucha

---

éserve 50 marcs des revenus de ces fiefs qui devront être appliqués u profit du comte Hartmann de Frobourg. (Kopp 2. 273.)

Quoiqu'il en soit, il demeure certain que les comtes de Frohbourg étaient des plus puissants dans la partie Germanique de l'Helvétie occidentale, soit sur les territoires de Bâle, de Soleure et d'Argovie. Ils marchèrent longtemps les égaux des Habsbourg, (*Leu*, verbo Frohbourg). L'un de ces seigneurs pouvait bien être avec Rodolphe et commander son expédition contre Pierre de Savoie. Le mot *Dux* que lui donne la Chronique peut aussi bien, et même mieux, signifier un chef de guerre qu'un *Duc* dans le sens propre de ce mot. Mr. d. W. fait très bien observer qu'on chercherait vainement en Helvétie, au treizième siècle et après 1218, un duc ayant un droit formel à ce titre, en d'autres termes un *Duc à Duché*. Rodolphe de Habsbourg et Pierre de Savoie eux-mêmes ne s'appelaient pas ainsi.

Il est bon d'observer aussi que Kopp (2. p. 278) doute absolument des victoires que Pierre de Savoie aurait remportées sur une armée des Habsbourg, comme le veulent des historiens qui ont peu de critique, comme Guichenon et Guilliman. Mr. Kopp croit qu'il n'y a jamais eu d'engagement important dans cette lutte, et que les différents de Rodolphe et de Pierre se sont arrangés après un état d'hostilité ou de guerre plus ou moins long, mais qui ne fut signalé par aucun brillant fait d'armes.

Enfin, pour tout dire sur ce sujet si controversé, nous donnerons l'hypothèse que Mr. le professeur Hisely vient d'emettre dans un mémoire sur les comtes de Genève et de Vaud avant leur annihilation par les comtes de Savoie. Ce savant ferait remonter la bataille de Chillon tout au commencement du XIII[e] siècle, dans la lutte entre Berchold V de Zæringen et Thomas de Savoie. „Le comte Thomas, dit Mr. Hisely, s'étant rendu à Bâle auprès de Philippe de Souabe, représentant le parti Gibelin, celui-ci l'investit du château de Moudon à titre de fief impérial (7 juin 1207), promettant de le maintenir envers et contre tous, c'est-à-dire contre Berthold V de Zæringen, que les Guelfes avaient voulu porter au trône, et contre les comtes de Genève et de Vaud, qui ne formaient qu'un seul personnage. Berthold V protesta, et on le voit agir contre Philippe et Thomas de Savoie. La guerre désola les rives du

omte Pierre toute la nuyct, si coyement qu'il ne fut aperçeu
es ennemis, car il y vint par l'austre costé, et fit tel signe
guêt du chastel, qu'il fut cogneu, et n'etait que ly trois, et
d il fut ens il se refrescha et beut et ceux du chastel furent
lt joyeux de la venue de leur Signeur. Et tost après le
te Pierre monta sur la tour et avisa et choisit ses ennemis,
it qu'ils avoient leur logis loing l'un de l'autre et qu'ils
noient car de nul ne se doubtoient. Et adhonc il descendit
ié du chateau sur le lac, et se mit sur une petite nef et
t tirer à force de gens jusqu'à Villeneuve où il avait laissé
gens et vint à eux moult allègrement. Et quand ils le vi-
si joyeux, ses gens luy demandèrent: *Et quelles nouvelles,
seigneur?* Et il leur dit: Ah mes amis, belles et bonnes car
yde de Dieu si nous voulons être bonnes gens tous nos en-
is sont nostres. Et tous à une voix respondirent: *Signeur,
y a que de commander.* Et lors subitement s'apprêterent,
hevauchant jusqu'à l'aube du jour passèrent le pas de Chil-
sans sonner trompettes ne clerons, et à ung cop frappèrent
les logis et tentes du Duc de Chopinguen et sy en eurent
marchié, car ils trouvèrent ses gens désarmés, moitié veil-
, moitié dormans. Et firent tellement que le Duc de Cho-
uen fut prins prisonnier et se rendit au comte Pierre. Et

---

n. Le comte Thomas détruisit la tour d'Ouchy et battit Berthold V
l'aide de Roger, évêque de Lausanne, et des seigneurs Romands.
est une place que l'on puisse assigner à la bataille de Chillon rap-
e par la grande Chronique de Savoie, c'est à coup sûr l'époque
tte guerre, ajoute Mr. Hisely. Le *duc* qui fut défait sous les murs
hillon, et que la chronique appelle „ung des princes d'Almaigne.
aine de l'empereur," à savoir le duc de Cheplungreen, *lequel était
eur en partie du Pays de Vaud,* ce personnage ne saurait être que
old V, duc de Zæringen. (*Mémoires de l'Institut de Genève,* Tom.
. 42.) Au reste, quant aux détails de cette campagne ils sont évi-
nent romanesques. Il faut toujours s'en tenir au fait essentiel,
lutte entre l'élément germanique représenté par Rodolphe, et l'é-
t roman par Pierre. Tantôt l'un avance au coeur du domaine de
dversaire, tantôt l'autre prend sa revanche. C'est un va et vient
'il a existé à toutes les époques de l'histoire Suisse.

aussi fut prins le comte de Nidoye, le comte de Gruyère, le comte d'Arberg, les barons de Montfaucon, de Grandson, de Cossonay, de Montagnye ensembles plusieurs autres chevaliers et nobles des dits Pays[24]). Et tous les fit mener au chastel de

[24]) La bataille de Chillon est évidemment arrangée par le Chroniqueur à la façon des batailles des anciens poëmes épiques et des livres de chevalerie. Il est difficile de croire à de telles surprises dans les guerres telles qu'on les faisait au moyen âge, où il y avait en général peu d'imprévu. Le fait d'un échec réel de la politique du parti allemand non loin des bords du Léman, précisément à cette époque, ne peut être révoqué en doute. Les témoignages les plus divers sont unanimes pour l'attester. Mais cet échec eut-il lieu par l'effet d'une vraie bataille? ne fut-il pas plutôt amené par une série de petits faits d'armes dans un temps donné? c'est ce qui reste à décider. On a parlé, pour expliquer les succès de Pierre de Savoie, des secours en hommes qu'il aurait reçus du roi d'Angleterre et qui ne montait pas à moins de 4000 combattans. Mais autant il est facile de croire à une efficace intervention diplomatique et financière de cette puissance en faveur de la maison de Savoie, autant il est difficile d'expliquer cette armée anglaise transportée ainsi des bords de la Manche aux bords du Léman. Les comptes des finances de Savoie, qui sont si bien tenus et si détaillés, auraient dû nous laisser à cet égard au moins quelques indices. Mr. le colonel Wurstemberger de Berne, dans une histoire manuscrite de Pierre de Savoie, assure qu'ayant eu l'occasion de compulser une quantité infinie de pièces et de dossiers concernant ce prince et son époque, il n'a trouvé rien absolument qui puisse se rapporter, de près ou de loin, à la bataille de Chillon et à l'expédition qui la précéda. Mr. W. dit qu'il ne saurait pas même où placer ce fait d'armes, si ce n'est peut-être dans la période qui précéda la paix d'Evian en 1244. Mr. L. de Charrière, dans ses *Recherches sur les sires de Cossonay,* dont l'un, Jaques de Cossonay, fit partie de la coalition des seigneurs Romands contre le petit Charlemagne, place cet événement en 1265 ou 1266. „Notre foi dans le fait d'armes de Chillon a faibli, dit-il, puisqu'il ne peut point se prouver diplomatiquement, et que les détails que les Chroniques Savoisiennes en donnent sont puisés dans Champier qui en est la première autorité*). D'un autre côté la non existence de ce fait ne se prouve pas non plus, de sorte que la question reste indécise.“

*) Ou plutôt dans la Chronique Cabaret que Champier n'a fait qu'extraire.

Chillion, et là les festia honorablement, non pas comme prisonniers, et moult fut grand le gain de leur despouille"[25].

2. *Comment le comte Pierre conquérist le Pays de Vaudz par son sens et prouesse.*

Quand le comte Pierre eut gagné la journée, il loua Dieu. Puis appela ses barons et son maréchal qui estoit le signeur de Chivron et leur exposa moult belles paroles: »Vous voyez »qu'il n'est demouré au Pays de Vaudz Signieur, baron ni homme »de prix ne de nom qui ne soyent en nos mains. Pourquoi »légière chose sera à nous de conquèter le dit pays.« Et tous furent de son accord. Et alors il manda derechief en son pays pour avoir fresches gens, et fit à mettre sus toute artillerie tant de *poudre* comme de traits, et quand tout fut asprettè il se mit en noble arroy à la conquête du Pays de Vaud. Et de fait sa première chevauchée fut à Moudon, et là y vint de front et de

[25]) La capture du chef de l'armée allemande est aussi un fait peu croyable, surtout si l'on avance que ce chef fut Rodolphe de Habsbourg en personne. Le traité de paix intervenu entre Pierre et Rodolphe (conclu au Lövenberg près Morat le 8 Septembre 1267) ne fait aucune mention de ce fait et d'une rançon, bien que les traités du moyen âge insistent volontiers sur ces détails, surtout quand il s'agit d'un chef éminent dont la capture aurait pu influer sur le sort de toute la guerre et sur toutes les conditions de la paix. On ne mettait guère alors les prisonniers de guerre en liberté de la manière généreuse et magnanime racontée par la Chronique. Pierre de Savoie n'était pas précisément un prince chevaleresque, et il règne dans toute sa manière d'agir, telle qu'elle ressort des actes, autant et plus de l'homme d'affaires que du paladin Ce que le chroniqueur veut avant tout, c'est de populariser et de légitimer par son récit les droits de la maison de Savoie sur le Pays de Vaud. Encore une fois le vulgaire comprend mieux une conquête résultant d'une action de guerre et d'une victoire, que celle qui s'est fondée à la longue et par maints contrats successifs, ayant autant de clauses différentes que de causes diverses. En un mot les actes du comte Pierre, toujours calculés, quelquefois très lents à déployer leur effet, sont plutôt des actes de chancellerie que des actions héroïques, ce qui ne veut pas dire qu'il ne fût pas au besoin capable de celles-ci.

belle entrée; il print de la ville le plain, et entra ens à force, et puis vint devant la grosse tour et la siègea. Mais quand ceux de dedans virent qu'ils n'attendoyent nul secours, et desja savoient estre leur noblesse prinse, ils se parlemantèrent et se randirent et eurent leurs bagues et vies sauves, et puis le comte Pierre fit un banquêt en la tour et fit à venir toutes les dames et firent grande chière et honorable. Et puis au matin le comte Pierre fit sonner ses trompettes et clairons, et fit mettre le pyé à l'etrief, et puis mit garnison en la ville et en la tour, et s'en tira tout droict devant la ville de Roumont qui étant ville forte tint aucuns jours. Ce véant le comte ordonna dresser son artillerye et ses engins, et sy leur fut force de parlamenter et se rendre, leurs vies et bagues sauves. Et le comte fit fonder un chastellet à l'ung des Cantons du bourg. Et après aucun jour il chevaucha vers Murat. Eux sachant qu'il était dejà seigneur d'une partye de Vaudz prinrent conseil et ly portarent les clefs et le prinrent à seigneur, et il fut moult contant d'eux. Et là fit faire un donzon et une forte tour à l'entrée de la porte. Et là près au milieu de la Broye une tour entre le lac de Murat et de Neuf-Chastel. Et estre ce fait, il s'en tira tout droit devant Yverdon et l'asiegea. Mais ceux d'Yverdon étoient forts et sy avoient grande artillerie et forte garnison, et firent comme vaillantes gents, et grevèrent moult ceux de l'ost et luy faisaient grand dommages. Et le comte leur faisoit quasi tous les jours donner l'assaut, et jour et nuyt faisoit tirer bombardes contre les murs. Mais ce qu'il abattoit le jour ils le refaisaient la nuict, et ainsy il ne les pouvait avoir, car bien se montrérent estre nobles, car jusqu'à force de famine jamais ils ne se voulurent rendre[26]), dont le conte était fort ires et jura que jamais

---

[26]) Le siège d'Yverdon par le comte Pierre a laissé dans la mémoire des anciens habitants de cette ville des traces et des impressions assez vivaces. On le voit représenté dans une peinture qui décore une des salles de l'hôtel de ville, et bien que ce tableau qui parait être de la fin du seizième siècle ou du commencement du dix-septième, n'ait pas grand mérite d'exécution, il peut fournir quelques indications topographiques curieuses.

dillec ne partiroit qu'il n'eut la ville à sa merci. De rechief il renforça son siège, et aplana tous les fossés, mais de rien n'y faisoit car la ville est forte à cause du lac et de la ryvière. Mais le conte les tint si longuement qu'il les affama. Et par ainsy ceux d'Yverdon se randirènt corps et bien sauves, et là fit construire un chateau qui encore y est sur la rivière Toylle[27]. Et cependant ceux du pays et des autres villettes vinrent vers luy, et fut quasi signeur du pays.

3. *Comment le comte Pierre manda à Chillion querre le duc de Chophinguen et les autres signieurs prisonniers, et les fit amener à Yverdon et là les mit à rançon.*

Pierre de Savoye estant à Yverdon pensa que par le moyen des bons prisonniers qu'il avoit, il pourroit bien avoir le Pays de Vaudz. Et les envoya querre tous à Chillion et à la ville neufve, et fit venir le duc de Copinghuen et les autres et leur print à dire moult sagement et doucement: »Vous etes venus en ma terre moy guerroyer, toutefois Dieu en est devers le droit car vous êtes tous mes prisonniers. Sachez que pour vostre venue j'ay perdu l'Astois[28]) et le marquisat de Montferrat, et sý ay beaucoup d'autres raisons de vous mettre à haute rançon. Et pour tant à vous Monseigneur de Copinghuen, se vous me voulez donner tous les droits, actions et portions que vous avez en tout le pays de Vaudz, je vous quitteray et laisseray aller franc et libre. Et se non je vous promets que sy aurai le pays de Vaudz veuillez on non. Le duc pensa un peu et ly fit mal de perdre un tel jocel comme Vaudz, et puis d'autre part il luy souvint de ses gentilshommes qui étoient prisonniers, et puis print party et dit: Or ça, monseigneur et mon maître, je suis d'accord par tel moyen que moi et les miens soyons libres tous, francs et quittes. Le comte Pierre ly répondit: En tant comme il touche à tous vos Allemans je le veux; mais en temps

---

[27]) La Thièle, continuation de la rivière d'Orbe, dès son entrée dans le lac d'Yverdon ou de Neuchatel.

[28]) Le pays d'Asti.

qu'il touche aux signeurs et barons du Pays de Vaudz, ils feront l'hommage à moi, et sy m'aideront à supporter une partie de mes charges comme Gruyère, Gransson, Cossonay, Montagny et les aultres. Toutes fois, après moult de langaiges ils furent tous deslivrés par la rémission de la terre et par les fidélités et hommages que tous les signeurs et barons du pays firent au comte Pierre de Savoie.

4. *Comment le comte Pierre s'en alla en Engleterre pour voir sa nièce la reine d'Engleterre qui l'avait mandé car moult l'aimoit*[39]).

Le comte Pierre desmora longuement au Pays de Vaudz, et moult ayma le pays et y séjourna volantiers, et y fit edyfier et fortifier sy grandement que ce fut merveilles, et tellement

---

[39]) La chronique de Savoie place le séjour du comte Pierre en Angleterre bien des années après sa vraie date. On sait au reste qu'il y fit plusieurs voyages et que c'est dans ce pays qu'il faut aller et que s'est à qu'il faut étudier son histoire pour expliquer la fortune et les conquètes du petit Charlemagne. Nous ne sachions pas que les archives d'Angleterre aient encore été explorées à fond au point de vue de l'histoire de Savoie et de la vie politique du comte Pierre en particulier. Il y aurait là peut-être matière à quelque curieuse découverte.

On voit par le langage de Mathieu Paris, bénédictin anglais mort en 1251, et dont la chronique (*historia major*) est absolument contemporaine, que ce séjour fit sensation dans la grande Bretagne. On lit entr'autres à l'année 1241:

„Circa eosdem dies Petrus de Sabaudia, avunculus reginæ, cui rex Henricus III Comitatum Richmundiæ contulerat, venit in Angliam quam sibi senserat *fructuosam*. Quem rex adventantem occurrens cum gaudio suscepit incomparabili, de suisque consiliis ejus exponendo et ipsius terras cum donativis plurimis ampliando."

„Idem rex prædictum Petrum de Sabaudia cum quindecim aliis præclaris juvenibus, ut festum pro eo superstitiosius ampliaret, in Ecclesiam Sancti Petri Westmonasterii militari cingulo decoravit. Et in magno palatio suo propter ipsum Petrum cum innumerà multitudine convivantium lautè nimis et festivè solemnitatem tyrocinii sui primitias conabatur epulando magnificare."

traita ceulx du pays des plus grands jusqu'aux moindres qu'ils l'aymoient, doubtoient et honoroient, et de fait l'adoroyent comme leur Dieu en terre car il les gardoyt sans leur faire grevesses, en maintenant bonne justice[30]) et leur observant leurs coustumes, libertés et franchises, et tellement les entretint que se tout le monde fust venu, ils n'eussent point pris d'autres.

Il ne sera pas inutile d'entrer dans quelques détails biographiques sur Mathieu Paris. Ils serviront à donner plus de poids à son témoignage. Mathieu Paris, moine Bénédictin, du monastére royal de Saint Albans, au diocèse de Lincoln, né au commencement du treizième siècle, mort en 1259, a écrit une chronique universelle, dont la 2e partie, la seule qui ait été publiée, renferme l'histoire des événements de la Grande Bretagne depuis l'an 1066 jusqu'en 1250.

La partie correspondante aux onzième et au douzième siècles n'est guère qu'une compilation de Chroniques précédentes, entr'autres de celle de Benoît de Péterburg et de Gervais de Cantorbery. Mais à partir de l'an 1200 la chronique de Mathieu Paris est une oeuvre originale et digne de toute l'autorité qu'on attache aux récits contemporains. L'auteur jouissait d'un grand crédit à la cour d'Angleterre et il a écrit d'après des sources authentiques. On lui reproche bien une extrême partialité pour tout ce qui n'est pas Anglais, et sa prévention contre les étrangers qui obstruaient les abords du palais d'Henri III, et dont la présence rendit ce régne si orageux. A ce titre Mathieu Paris n'est pas favorable au comte Pierre. Il fait entendre qu'il était venu en cadet de *famille* chercher fortune en Angleterre où il savait que de bonnes aubaines l'attendaient, (quam sibi senserat fructuosam). Mais pour l'histoire des rapports entre l'Angleterre et le Continent dans la première moitie du XIIIe siècle, entr'autres pour les régnes de Saint-Louis en France et de Henri III en Angleterre, aucun autre auteur ne peut remplacer celui-là. La meilleure édition de Mathieu Paris a été publiée à Londres en 1640 et réimprimée à Paris en 1644.

[30]) Pierre de Savoie, à mesure qu'il concentrait autour d'un point important les diverses propriétés qu'il réunissait de toutes parts et à des titres différents dans le Pays de Vaud, instituait dans chaque centre ou Châtellenie un représentant ou châtelain. C'était une nouvelle circonscription territoriale qu'il créait. Il mettait sa féodalité à lui à la place de l'ancienne. Ses chatellenies sont au nombre de cinq: celles de Moudon, des Clées, d'Yverdon, de Rue et de Romont. Il était avoué de Payerne depuis 1240.

Ce temps durant le comte de Cophinguen tint sa promesse envoya au comte Pierre la ratification de l'empereur, et en l'empereur un grand comte et l'ayma et par ainsi il eut paiblement la signeurie du pays. Et ainsy il alloit de ville en

---

Mr. Cibrario classe ainsi chronologiquement les acquisitions du mte Pierre dans l'Helvétie occidentale:

1234 hommage du Sire de Gex, Amédée, son cousin, par accord. vant 1240 Romont et Rue.

1240 l'avouerie de Payerne par accord.

1241 Châteaux d'Aubonne et de Vinzel.

1242 Id. d'Arlod.

1243 Biolley, Correvont, Opeyns.

1244 droits aux fiefs de l'église de Lausanne (Traité d'Evian.)

1245 La moitié du château d'Estavayer et Château de Gruyère.

1246 Terres en Vully entre les lacs de Morat, de Neuchatel et la Broie.

1248 hommage de Torny Pittet. Avant 1250 Château de Genève.

1250 Rue, la Tour de Vevey et Port Vallais. — Le reste du châau d'Estavayer, Corbière, Pont en Ogo, châteaux des Clées et de aleyson, fief de Langin.

1251 Belmont, Arconciel, Illens.

1254 Charosses.

1255 hommage du comte de Gruyère pour le Pas de la Tine et le Château 'Oex; Château d'Oex; Chateaux de Cronay, de Palésieux, terre de Morat.

1257 Avouerie de Vevey, maison forte de Commugny.

1258 Village de St. Livres, Servion, Contamines, maison forte sur Sarine.

1259 Droits sur le comté de Genevois (Testament d'Ebal de Genève). vant 1260, Yverdon.

1260 Martigny, Chateau du Crest, Chamosson; Estratillens; la llée de Frutigen dans l'Oberland.

1262 Sommersier, Riefrens, (des sires d'Ecuhlens); Longe combe.

1263 Corcelles, Wippens, Roche en Ogo etc.

Avant 1264. La ville de Genève, Cerlier.

1266 La ville de Berne, le chateau de Montagny.

„Il est à observer, dit Mr. L. Wurstemberger, que dans les nomeuses chartes de donations que le comte Pierre de Savoie se fit faire, *spontaneâ voluntate*, le *non dolo non vi coactus etc.* ne se trouvent mais plus explicitement énoncés et verbalisés que lorsque le contenu la charte même laisse percer le plus de violence et d'extorsions ur obtenir ces donations prétendues.“

ville, de chasteau en chasteau
un jour que sa nièce la roy
ly pleust de l'aller visiter. Le
par ses journées qu'il vint à L
royne sa mère qui le reçurer
conseil estroit du roy et prin
gleterre dont ils ne sont que tr
de Genève fit beaucoup d'oppr
moyen de deux chasteaux qu'il
et Roue, et tellement que le l
manda et escrivit à son signeu
envoya un héraut.

5. *Comment le comte Pierre*
à ung jeu: »Que portez-vo

Grand dueil et desplaisir e
queste qu'avait faite le comt
Vauldz, et bien jugeoit en son
quètes, et sy pensait jour et n
Vauldz; or tenoit-il aucunes p
comme les Clées et Roue, et l

---

[31]) La cause des démêlés de
Genève a donné lieu à diverses i
histoire de l'Empire et de la Con
fut suscitée par le refus que fit G
prêter hommage au comte de Sav
en fief de lui dans la province d'A
de tels griefs existèrent, ils ne fu
L'ensemble des événements mont
Savoie, aidés des sires de Faucign
abaisser la maison des comtes de
disposait du Faucigny *comme du*
mage pour vexer le comte de Ge
toute cette partie, ne tient aucun
rité et de l'ordre des faits. Elle
faisait du chroniqueur, moitié par
dance, l'instrument des vues de
laquelle cette chronique était écrit

Et quand il seut le comte Pierre estre allé en Engleterre, se trayst en Vauldz, et là moult s'essaya et mit peine à les ire rebeller. Mais les signeurs, les nobles et le commung mais ne le voulurent consentir, et outre ne voullurent fausser ur foy et promesse et se tindrent comme bons et loyaulx bjects et vassaux du moindre jusqu'au plus grand. Quand comte de Geneve vit que en nulle manière ne pouvait parnir à son intention, il cuyda enrragier et de fait comanda à ux de Roue et de les Clées que tous les griefs et dommaiges 'ils pourroient faire aux gens du Comte de Savoye ils leur ssent, et à ceux de Vauldz, et ainsi le firent. Et ils prirent ay ung homme et demain deux et plusieurs s'en trovarent de orts par les chemins et par les boys. C'est pourquoi le gourneur et baillif du Pays de Vaudz envoya un hérault à leur gneur en Engleterre pour conter tout au long le cas [32]). Et

[32]) Quelqu'ait été l'origine de la guerre entre le comte de Genève Pierre de Savoie, racontée avec complaisance par la Chronique, il t certain qu'elle demeure assez obscure, et que cette guerre fut tremêlée de trèves comme les hostilités de ce temps là. Pendant e de ces suspensions d'hostilité, Rodolphe, fils aîné du comte de nève, fondit à l'improviste sur Pierre et le fit prisonnier. Pierre, ant trouvé moyen d'obtenir sa liberté, alla demander justice à Amé, mte de Savoie, son aîné, qui avait une juridiction sur le comté de enève à raison de quelques fiefs contestés. Le comte Amé, suivant politique dès longtemps arrêtée pour abaisser la maison de Genève, ndamna dans une affaire où il était juge et partie le comte de Genève payer 20,000 marcs d'argent (plus d'un millon de notre mannaie selon . Ed. Mallet, *mémoires et documents pour l'histoire de Genève. T. VII.*) comte de Genève étant dans l'absolue impossibilité de payer une mme pareille, dut donner en hypothèque le château d'Arloi, situé s de la perte du Rhône, et sans doute encore d'autres gages. si commença la dépossession de la maison de Genève.

Ce fut pendant le séjour de Pierre de Savoie en Angleterre que comte de Genève reprit ce château. Cette tentative justifia la guerre Pierre fit à son rival avec l'aide de l'Angleterre. Cette guerre, reste, ne fut pas tant dirigée contre la maison de Genève que tre tous les seigneurs du Pays de Vaud, parmi lesquels les comtes Gruyère, selon M. Hisely. Ce fut alors, dit cet historien de la

d le hérault arriva, il entra dans la chambre de la royne
iore, qui fille étoit de la sueur du comte Pierre, la Com-
Biétrice de Provence, et là il trova son seigneur qui se
t avec les dames à un jeu que l'on dit: »*Que portez-vous*
dos?« Quand le comte vit son hérault il desira de savoir
les de son pays, et quand il eut leu les lettres il rougist
ns faire autre semblant il retorna à jouer avecque les
s lesquelles ly mirent un oreiller de drap d'or sur les

---

n de Gruyère, que Pierre força le comte de Gruyère à lui re-
e son manoir principal pour en investir un cadet de cette famille,
, ainsi que son père, le comte Rodolphe, voulant rester fidèles
nte de Genève, leur souverain légitime. Ce cadet des Gruyère
llait Guillaume et était chantre de la cathédrale de Lausanne.
urs autres seigneurs Vaudois subirent des conditions semblables,
rre devint ainsi dominant dans le comté de Vaud. Il ne fut pas
heureux contre Guillaume, comte de Genevois, qui faisait cause
une avec les seigneurs Vaudois. Il s'empara de son château.
pe de Savoie, alors archevêque de Lion, seconda puissamment
ère au moyen de l'ascendent que lui donnait sa haute position
l'église. Une sentence arbitrale du 28 juin 1250 réduisit à 10,000
d'argent la somme de 20,000 marcs que la sentence de 1237 avait
mné le comte de Genève à payer. Il dut donner de nouvelles
hèques, entr'autres Oron, Cossonay, Vufflens. Ainsi Pierre de-
de fait seigneur du comté de Vaud, car la maison de Genève,
uinée, n'avait aucun moyen de libérer les terres engagées. Il
e d'une charte du 29 juin 1250, publiée par M. L. de Charrière
s les archives de Turin (*Invent.* Waudi. Fasc. XIII, tit. *Cossonay*
que le comte Guillaume de Genève et son fils Rodolphe ordon-
t à messire Jacques de Cossonay de faire hommage à Pierre de
e pour les fiefs qu'il tenait d'eux, et cela à raison de l'hypothèque
e par le Comte à Pierre de Savoie, laquelle comprenait tous les
il appartenant entre l'Arve et la Dranse à l'orient du lac de Genève,
re la Cluse de Gex et le pont de Barges (*inter. flumina Arvam
nciam ex oriente lacus Geben. et inter Clusam de Gaix et pontem
ae.*) Pierre de Savoie força en 1264 ces mêmes sires de Cosso-
renoncer à des droits qu'ils avaient sur la terre de Commugny,
Coppet, que Pierre avait échangée à l'abbaye de St. Maurice
certains biens en Valais. L'Evêque de Genève ratifia cette
ction.

espaules, et puyls luy demandèrent: »*que portez-vous sur le dos?*« Et il dit: »*Je porte Roue et les Clées en Vaudz.*« Et la royne sa nièce luy respondit: »*Vous ne respondez pas bien mon honcle!*« Mais ne voulut répondre autrement jusqu'à la tierce fois. Lors la royne qui moult sage dame étoit s'aperçut que son oncle avoit nouvelles du pays, sy le tira à part et luy dict: »*Quelles nouvelles avez mon honcle, il me semble que vous êtes courroucé.*«

»Or ça, madame ma niepce, dit-il, il est vray que le comte de Genève et moi en notre enfance avons eu violente querelle aux echets. Et tellement advint que je luy donnai du poing dessus le visage, et aussy me frappa du tablier parmy la teste, pourquoy depuis nous n'avons guère aymé l'un l'autre, et aussi, il est vrai que ceux de Vauldz ne l'ont oncques voulu prendre ne recevoir à Signeur d'aucunes forteresses qu'il a en ces marches. Pourquoi il fait grans oppressions et dommages à mes bonnes gens lesquelles je porte moult mal patiemment sur le dos, comme j'ay respondu en jouant entre vous, mes dames. Je vous prie dire au roy qu'il me veuille ayder secrètement d'aucuns de ses gensdarmes afin que je puisse arriver par delà sans le sceu du comte de Genève, car se je fesois mon effort de gensdarmes en Savoye, mes ennemis garniroient les forteresses qui sont assises sur hautes roches. »Laissez faire à moy, bel oncle, dit la royne, car je y pourvoirai envers le roy mon mari.« [33])

---

[33]) Quand on lit attentivement l'histoire des règnes de Henri III et d'Edouard I, son fils, il se manifeste comme des lueurs qui viennent présenter sous un nouveau jour les événemens qui se passent en Angleterre et dans certains pays du continent dans la seconde moitié du treizième siècle. Par moments l'intervention du roi Henri III en faveur de son oncle Pierre de Savoie paraît se rattacher à des intérêts plus importants qu'à la simple parenté et à la bienveillance remplie d'estime que la Chroinque donne au monarque anglais à l'égard de son oncle l'alliance.

Les races Anglo-Saxonne et Normande n'avaient pu durant les croisades donner essor à leur besoin incessant d'activité et d'extension. Toujours les Anglais avaient été contrariés dans ces expéditions où ils n'avaient pu jouer qu'une rôle secondaire malgré l'héroïsme merveilleux

6. *Comment le Roy d'Engleterre donna ayde au comte Pierre et comment il gaigna les Clées et Roue en Vauldz.*

Le roy et la royne, quand vint au soir et qu'ils furent couchés, la royne commença à sospirer, et le roy qui moult l'aimoit, luy dit: Madame et ma mie, que avez-vous? Et elle luy dit: »Monseigneur, il est vray que le comte de Genève a conquis à mon honcle de Savoye un pays nommé Vaudz, et il en a nouvelles dont il est moult déplaisant; sy vous voudrois bien pryer qu'il vous plaisyt luy donner ayde, confort et conseil et souvenance. Le roy ne répondit rien sinon qu'il dit: »Dormons nous, et la nuyct porte conseil.«

---

de Richard coeur de Lion. D'un autre côte l'Angleterre n'avait au moyen âge aucun moyen de diriger cette nécessité d'agir et cette énergie de conquête du côté de la mer, des colonies et du commerce lointain. Elle était à cet égard l'opposé de ce qu'elle est aujourd'hui. C'était dans cette inaction et au milieu de cette surabondance de vie que l'Angleterre se trouvait quand arrivèrent en Europe quelques événemens qui semblèrent devoir stimuler sa politique d'initiation.

En France les guerres des Albigeois avaient amené la réunion forcée du nord et du midi, de la France proprement dite (le pays des Francs) et de la Provence (pays de Languedoc). A la suite de ces guerres désastreuses les mécontens du midi, les évèques dépossédés de leurs diocèses par les prélats du nord, les méridionaux froissés dans leur nationalité et dans leur indépendance avaient fui en grand nombre leur pays humilié. C'était une véritable émigration politique qui avait pris en grande partie le chemin de l'Angleterre. La cour d'Henri III était pleine de ces étrangers qui étaient là un peu comme chez eux, puisque la reine d'Angleterre, provençale elle-même, accueillait ses compatriotes avec une bienveillance qui était un incessant sujet de plainte, un motif capital de griefs chez les Anglais. On sait à quelles extrémités cette lutte des deux éléments national et étranger réduisit l'Angleterre sous ce règne orageux. Les nobles de Savoie, la famille comtale de ce pays en particulier, en raison de leurs alliances, de leur langue, de leurs intérêts, comme aussi à cause de la situation géographique de leur pays et de son commerce, faisaient cause commune avec les Provençaux. On peut dire que les deux nations n'en faisaient qu'une, également en garde contre l'envahissement français, également jalouse de trouver un contrepoids efficace à la prééminence des Francs. Les alliances ménagées entre les deux maisons des comtes

La nuict passée le roy fit demander le Comte Pierre et le prit à part et lui dit: »Mon bel oncle, pourquoy me faites vous parler de vos affaires par les femmes? Et aussy ne doit-on leur parler de guerres et de grandes affayres. Mais vous jeure que je vous aideray et serviray en toutes choses possibles. Le comte Pierre s'inclina et le remercia et luy dit: Or est ainsi que j'ai conquis terres et pays dont le comte de Genève mon cosin est mal content et ne cesse nuyct et jour de moy gréver. Il est puissant et quand je ferais mon armée publicque, je auroys assez affayre, mais s'il vous plaisoyt à moy donner ayde, je m'en iroys secrettement et je ne doubte point que je n'aye

de Provence et de Savoie avaient encore renforcé cette tendance. Prélats et laïques de la maison de Savoie étaient plus ou moins en Angleterre des Provençaux.

L'esprit fin et pénétrant des méridionaux avait bien vite fait comprendre à la cour d'Angleterre le parti qu'elle pouvait tirer, pour s'assurer une position continentale prépondérente, de la situation où se trouvaient les principales monarchies de l'Europe.

En Allemagne la dynastie des Hohenstauffen venait de prendre fin, et avec elle s'était éteinte la domination Germanique en Italie. La catastrophe de l'illustre maison de Souabe semblait avoir dégouté pour longtemps les Allemands de toute envie de dominer dans la Péninsule *). Le royaume de Naples et de Sicile avait passé de la maison de Souabe à la maison d'Anjou, et avec elle la domination Angevine et la prépondérence française tendaient à prévaloir dans toute l'Italie. On sait à quels titres divers Charles d'Anjou avait réussi à se faire reconnaître dans quelques pays d'Italie. Mais on sait aussi comment il était devenu odieux à tous les Italiens. Le parti Guelfe ou Papal, qui d'abord par haine des Allemands et des Gibelins, leurs partisans, avait montré quelque velléité de seconder la politique française, était alors surexcité contre les nouveaux Gibelins de France plus insupportables que ceux de Germanie.

Le pape Innocent IV et les prédécesseurs immédiats de Boniface VIII avaient fait à la cour d'Angleterre toutes sortes d'avances pour l'engager à s'allier intimement avec le saint-siège et à jouer dans l'Europe chrétienne le rôle prépondérent qu'avaient joué Charlemagne et

*) Richard de Cornouaille, frère de Henri III, avait été élu empereur d'Allemagne, et bien que son élection n'eut pas été universellement reconnue, il avait plus de chances que ses autres compétiteurs.

victoire et vengeance de luy. Et adhonc le roy lui promit et defaict le fist et ly bailla gens et argent, si secrètement que peu de gens le sceurent. Le comte Pierre se fit frère d'armes du roy, puis s'en partit n'en sachant nulluy ce qu'il voulait faire. Il erra par ses journées tant de jour que de nuyct qu'il vint devant jour devant le Chastel de les Clées en Vaudz, et mist ses gens en deux parties, et envoya l'une des parties à Rom et de l'autre mist le siège devant les Clées; et ce fit pour monstrer double puissance. Et incontinent manda partout le pays pour renforcer son armée et un chascun y alla de bon coeur.

---

quelques-uns de ses successeurs, ce rôle que les empereurs d'Allemagne n'avaient pas su garder, qu'ils venaient d'abdiquer, et que Rodolphe de Habsbourg évita toujours de rechercher. Saint Louis, en refusant à plusieurs reprises les avances des Papes et la couronne d'Italie, avait paru aussi très peu jaloux d'intervenir dans les affaires de cette contrée. Cependant la Papauté, dont la position était critique parceque le monde n'était plus dans la période de foi et dans le courant des idées d'un Grégoire VII et d'un Innocent III, sentait le besoin de s'appuyer sur une puissance laïque respectable. L'Angleterre semblait faite pour ce rôle nouveau. De là les offres de la royauté Sicilienne faite par la St. Siège à Henri III pour lui ou pour son fils. Ce monarque avait hésité; c'est du moins ce qui paraît résulter des négociations dont on a les traces. Mais le rôle souriait à son ambition et surtout à l'imagination de la reine Eléonore, dont il flattait les penchants et les instincts nationaux. C'est au milieu de ces circonstances que le comte Pierre de Savoie, l'oncle de cette princesse, paraît à la cour d'Angleterre. Serait-ce trop présumer ou porter un jugement téméraire que de penser que le rôle qu'on lui voit jouer n'avait pas pour but exclusif et restreint l'agrandissement de ses apanages au moyen de l'or britannique? Il avait l'esprit assez vaste pour seconder la politique hardie conseillée par les Provençaux à la couronne d'Angleterre. Il était même homme à prendre l'initiative et à diriger dans ce sens les conseils de son neveu. On sent de quelle importance il était pour ce monarque d'avoir au coeur de l'Europe, au sein des Alpes et à la source des grands fleuves, un camp retranché, une ceinture de forteresses inaccessibles d'où il aurait pu peser sur l'Italie, sur l'Allemagne, sur la France. Qu'on songe bien qu'à la fin de ce treizième siècle rien n'était assuré, réglé en Europe. On ne savait où on allait. L'Allemagne se consumait encore dans les angoisses du grand

Sy furent prises les Clées et Roue moult legièrement et eurent vies et bagues sauves.

Le comte de Genevoys cuyda secourre ses gens et places, mais ce fut pour néant. Le comte Pierre manda une partie de sa puissance à résister qu'il ne passât et ils ne furent pas sitôt à Rolle que le comte de Genève fut à Nyon. Et ayant eu nouvelles de l'ayde du roy d'Engleterre, le comte de Genève n'osa passer outre la ville de Nyon et Giex et là séjourna aucuns jours. Le comte Pierre se vit avoir osté de son dos les Clées en Vaudz et Roue, et les avoir soubmis à soy et ajointé à sa baronnie de Vaudz [34]). Il se refrescha et se mit en chemin

Interrègne. En France Saint Louis avait disparu et avec lui l'autorité que son caractère avait imprimé à la politique française, et Philippe le Bel n'avait pas encore régné. La Suisse n'était pas créée. La maison de Savoie pouvait aspirer, bien mieux qu'elle n'a fait depuis, à la couronne de la Haute Italie. Alliée alors à l'Angleterre rien n'aurait pu l'arrêter dans ses desseins. Cette alliance du Piémont et de l'Angleterre n'est pas chose si nouvelle qu'on paraît le croire dans l'histoire politique de l'Europe. Bien des fois il en fut question à des époques peu connues et dans des négociations qui ont laissé peu de traces. Dans les guerres des Albigeois on voit déjà l'influence Anglaise qui cherche à susciter des embarras à la couronne de France et à soutenir la nationalité Provençale. Sans doute que dans une simple note il est impossible de donner les preuves de ces allégués. L'investigation de cette question délicate demande du temps et de la constance dans les recherches. Qu'il nous suffise pour le moment d'avoir indiqué le point de vue qui, en résumé, consiste à représenter le comte Pierre de Savoie comme agissant, sans négliger ses propres intérêts et le bien de sa maison, sous l'impression d'une idée plus vaste Il est bien possible aussi qu'il menât de front les deux choses, et que la plus capitale échouant, il ait reporté toute sa tenacité, sa force et son intelligence à la poursuite de celle qui était plus réalisable et qui exigeait de moins vastes combinaisons.

Les secours que l'Angleterre prodigua au comte Pierre s'expliqueraient ainsi beaucoup mieux qu'en supposant chez le chef de cette nation une simple sympathie privée pour un parent de sa femme.

[34]) Pierre de Savoie acquit de Rodolphe de Rue, moyennant 20 livres Lausannoises assignées sur ses domaines de Moudon, le château et le mandement de Rue (*Leu, Schweitzer Lexicon* Tom XV). Il les

pour aller trouver le comte de Genève, car il le réputoit pour son ennemy mortel, et deslibéra ou qu'il mourrerait, ou qu'il le vaincroit et auroit. Mais les signeurs de Meuthon, de la Roche, et Compays et plusieurs autres du Genevoys se mirent entre deux pour la traityse de la paix. Et mandèrent aux signeurs de Cossenay, de Gransson, de la Tour, de Moss, de la Val d'Isère, de Granges et aux autres qui ja étoient ajoints avec le comte Pierre qu'ils ne souffrissent que tel inconvénient passait dont grand meurtre se pourroyt ensuivre. Et pourtant qu'il leur pleust à tenir une journée d'amiste pour concorder ces deux seigneurs. Il fut regardé par le conseil du comte

---

retrocéda à Rodolphe qui devint ainsi son vassal. Pierre se fit céder par la maison de Neuchatel, Arconciel et Illens. Les frères Guillaume et Jacques de Pont lui cédèrent leur château de ce nom sur la Sarine *(Pont en Ogo)*. Guillaume de Corbière lui remit son château. Les seigneurs d'Everdes, de Vuippens et d'autres encore firent de même, comme par exemple Aimon de Montagny pour son château de Belp, Ulrich de St. Martin pour celui de Cronay près Yverdon. La ville de Fribourg prit l'allarme en voyant un prince si hardi, si actif et si bien servi par l'or et la diplomatie de l'Angleterre, devenir son voisin immédiat. Elle voulut lui déclarer la guerre, mais Pierre était déjà maître de la position et lui opposa des vassaux du voisinage, entr'autres les Gruyère. Un arbitrage rendu à Payerne le 25 fév. 1255 termina le différend. Ce fut aussi vers ce temps là que Pierre de Savoie acquit Vevey ou plutôt l'avouerie de cette ville et du territoire qui s'étend de la Veveyse à la baie de Noville. Un peu plus tard il inféoda ces droits d'avouerie à Aimon de Blonay qui réserva son hommage au comte de Genève si jamais celui-ci parvenait à se libérer.

L'Evêque de Lausanne concéda à Pierre de Savoie, à la mort de son beau-père, Aimon de Faucigny, le fief dont celui-ci avait été investi et la moitié de la juridiction temporelle de l'église de Lausanne dans la cité, le bourg et la banlieue de cette ville. Par un acte du 10 août 1260, l'Evêque dit qu'il considère son illustre cousin, Pierre de Savoie, comme le seigneur le plus capable de protéger et d'enrichir l'église de Lausanne. Les progrès de la maison de Savoie, jusqu'au coeur de l'Evêché de Lausanne, sont ici bien évidents. L'Evêque lui concéda aussi son droit de marché à Yverdon, ville acquise à prix d'argent d'Amé de Montbéliard, sire de Montfaucon.

Pierre et par l'esgard des seigneurs dessus nommés, et de plusieurs autres tant nobles comme communes, que paix se trattât, et se fit par telle manière: »Que veu que le comte de Genève avoit tenu autres termes qu'il ne devoit au comte Pierre, que les places qu'il avoit gagné en Vaudz luy demeurassent franches et quittes, mais pour ce que les dites places valoient mieux que la dépense ne montoit, ils ordonnarent que le comte Pierre donnast au Comte de Genève une somme d'argent que furent finances assez convenables. Et par celle paix n'y eust bataille, et firent paix en male voulonté car jamais ne s'étoyent aimés ne amèrent, mais ce fut au comte de Genève un *faire le convient*[35]). Chacun s'en retira en ses parties et le comte Pierre se retirast à Morges, où il tint cour ouverte huit jours et puis

[35]) La Chronique a pour mission de préparer par ce récit l'entière sujétion et le démembrement des états des malheureux comtes de Genevois. Les divisions qui se mirent dans leur famille hâtèrent ce moment. Le Comte Guillaume II de Genevois, qui partageait l'autorité avec son frère Humbert en l'an 1219, s'était mis au lieu et place de ce frère décédé, au détriment des enfans qu'il laissait, Pierre et Ebal, ses neveux. Pierre étant mort en 1250, Ebal revendiqua sa part au Comté de Genevois. Il refusait à son cousin, fils de Guillaume II, la qualité de comte et l'appelait simplement *Rodolphe de Genevois*, comme un cadet de famille. Mais les moyens manquaient totalement à Ebal pour faire valoir des prétentions qui, justes en droit privé, n'avaient pas de chances de réussite entre parents ambitieux et à peu près également ruinés. Les relations de parenté cédaient devant les motifs d'intérêt. Ebal, qui se trouvait à Londres en 1259, on ne sait trop comment et pourquoi, à moins qu'il ne fut allé chercher la protection dangereuse de Pierre de Savoie, son cousin, lui céda cette même année tous les droits qu'il pouvait tenir de son père et de son frère au comté de Genevois pour les exercer contre Rodolphe et les siens. C'était un titre de plus entre les mains de Pierre et dont il pouvait au besoin corroborer d'autres titres. En 1260 Rodolphe, comte de Genève, dut payer à Pierre des sommes qui se convertirent comme d'ordinaire en gages ou hypothèques. Il garda entr'autres en otage ou en nantissement tout ce que la maison de Genève possédait entre le Rhône, dès Seyssel jusque vers Lausanne en passant par le chemin de la Cluse, et à Jollens, à Prilly, à Lausanne, à Grandvaux et à Grandchamp.

ordonna à son trésorier et à ses receveurs d'avoir finances, et quand il fut seur de son payement, un jour il demanda tous les chevalliers et autres qu'il avait amenés d'Engleterre et tous les guerdonna grandement d'argent, de draps de soye et de laine, d'harnois et de chivaulx et les renvoya contens. Et remercia par lettres et ambassadeurs le roy et la royne d'Engleterre et porta la Gerretyère toute sa vie. Après avoir prins la nécessité de son être, il fit édifier en ce village de Morges, où il print plaisyr, un chasteau assez bel, et fit amurer le village comme il est, qui paravant étoit pouvre chose et d'un village en fit une ville, et est nommée Morge à cause que une petite rivière qui s'appelle Morge court au plus près. Et ainsi il fonda quatre places en Vaudz c'est assavoir Voiron, la Coste, Saint Andréen d'Espérance et Saint Saphorin d'Ezon[36]).

7. *Comment le Comte Pierre alla vers l'Empereur vestu moytié de soye et l'autre moytié de maille de aubergeon et d'acier.*

En celle saison morut l'empereur Frédéric qui ennemy mortel étoit du comte Pierre de Savoye et fut eslu à empereur le duc Otton de Bavière de la maison de Hilldeberg et de par sa mère il étoit de Saxoigne. Et étoit palatin du Rhin[37]). Deux

---

[36]) Champier corrige ici la Chronique de Cabaret et fait observer que ces places ne sont pas au pays de Vaud: „Semblablement, dit il, fit construire quatre belles places en certains lieux du Viennois, c'est assavoir Voirons, la Coste Saint André, Saint George et Saint Saphorin dit Saint-Sanson.

[37]) Dans aucune autre partie de la Chronique il ne règne plus d'inexactitude que dans tout ce qui concerne les rélations de Pierre de Savoie avec l'empire. La forme et le fond, tout est romanesque. On sait en effet que l'empereur Othon de Brunswick, dit le *Superbe*, loin de succéder à l'empereur Frédéric II, lui abandonna la place et se retira dans ses domaines privés. L'empereur dont il est question ici serait plutôt, si la chronique était obligée de tenir compte de la chronologie, Guillaume de Hollande élu roi des Romains en 1247. L'histoire, rectifiant la Chronique, nous apprend que le Comte de Waldeck, lieutenant ou *Alter ego* de Guillaume de Hollande en Germanie, octroya à Pierre de Savoie, en 1260, le protectorat de toute la Bourgogne. Le neveu de Pierre, Richard de Cornouailles, élu roi des Romains après Guillaume

se mit à venir Contremont le Rhin pour recevoir les hommages de l'empire. Et vint jusqu'à Bâle. Quand le comte Pierre sceut que son consanguin étoit empereur, il se print à partir dont son pays fût malcontent, car ils doublèrent que l'empereur luy fit aucune vengeance tant de la mort du comte de Nidau comme de la prinse du duc de Copinghen. Sy arma toutes ses gens de cottes d'acier, et sy fit faire secrettement pour luy une robbe moitié d'or et de soie et moitié d'aubergion de mailles d'acier, et ce fut du lès destre et le drap d'or et de soie en le sénestre. Puis alla vers l'empereur lequel le reçut moult joyeusement et le redoubla touchant les faits d'armes qu'il avait faits. Et le Comte luy demanda la confirmation de ses seigneuries que ses antécesseurs Empereurs luy avoient autrefois donné. L'Empereur convia le comte Pierre à chère lye, car il le savoit de son sang et le reçut sur un échaffaut devant l'eglise de Nostre Dame de Basle. Quand il l'eut ouy, il lui demanda pourquoy il portait cette robe mi partie de paix et de guerre. Le comte Pierre respondit; »Sainte majesté, vous ne pouvez ignorer »que mes prédécesseurs et moy ne soyons partis de la Seigneu»rie de Saxogne, et mon grand prédécesseur monseigneur »Berold de Saxoigne conquist Savoye et autres pays, et de »ligne en ligne nous avons conquéru à l'ayde de Dieu et de »l'espée, et soubs votre service; sy porte le drap d'or pour »vous honorer et l'harnois et l'espée pour vous servir, et pour »moy deffendre encontre mes ennemis, et aussy pour conquester »de mieux en mieux.«

Quand l'empereur Otton eut ouy ses raisons, il le prisa plus que devant et de fait il l'investit de tous les pays et de toutes les terres qu'il tenoit et le fit vicaire de l'Empire en tous pays. Quand le comte Pierre se vist en la grâce de l'empereur

de Hollande, se garda bien de retirer cette faveur à son parent, dont il secondait la politique ou qui était plutôt un instrument de la politique de l'Angleterre. Nous voyons Pierre de Savoie ordonner, comme représentant de l'empire, à ses chatelains de Moudon et de Rue, de protéger le couvent de Hautcrêt et ses dépendances. (*Hisely*, cartulaire de Hautcrêt.)

i dit: »Monseigneur, vostre majesté me pardonnera si je
lis aucunes choses.« — Oy, dittes seurement. — »Messi-
ır, il est vrai que la grâce Dieu je me suis accru de pays
'ay point souffert à mes ennemis, que ils m'aient foullé, et
ıure et l'espée ont été ma conduitte. Pour ce suis ainsi
ı au devant de votre majesté. Et sy m'avoit-on donné à en-
re que ne m'investiriez point de Chabloys et d'Aouste, ne
Vaudz ne des autres pays que mes prédécesseurs ont con-
tant en Ytallie comme ailleurs. Or j'ay trouvé le contraire
; je vous remercie, sy soyez assuré que je vous serviray
corps et de biens. Et l'empereur le mercia et dist: »Mes
ı cosin, tenez vous près de nous et vous faisons notre con-
ier.« Sy commanda au chancellier qu'il lui fist ses lettres
on envestement. Et le chancellier demanda au Comte Pierre
luy montrât les vieilles lettres de son envestement por per-
faire les autres dessus, tant de Savoye, comme de Sus
e Piedmont et de tous les autres pays. Et adoncques le
te Pierre print sa grande espée et la sacqua hores de four-
ı toute nue et puis dist: »*Monseigneur, le chancellier, veyez
s lettres que j'ay de mes signeuries*«, et puis luy monstra le
ımeau de l'espée et ly dit: »*Veez cy le sceau aultre lettre*
s« [38]). Et le chancellier se print à rire et l'alla dire à l'Em-

[38]) La Chronique prend à tâche de justifier et d'expliquer le nom
Petit Charlemagne, que l'on donna à Pierre de Savoie presque dès
vivant. Ce n'est pas en effet dans les oeuvres de législation et
ministration que brilla le comte Pierre. Ce qui nous reste de lui
ce genre est peu de chose, et on ne peut en rien comparer cela
Capitulaires de Charlemagne. En quoi il s'approcha de ce grand
me, c'est en profitant habilement comme lui de l'état de délabrement
abandon où étaient tous les pays autour de son héritage, pour se
ıpproprier et de les assimiler. C'est bien moins dans le génie de
re de Savoie que dans les misères de l'Empire Germanique qu'il
chercher les causes de l'agrandissement de sa maison. Il sut
ement tirer parti de circonstances qui, désastreuses pour d'autres,
ırent favorables pour lui. Au reste ses armes furent bien plus
midation et l'appât de quelqu'argent offert à une noblesse Bour-
ıone ruinée et poussée à bout, que l'épée et la guerre. On voit

pereur qui n'eust grande joye et dict: »*Or luy* faites ses prumières car nous les luy donnons.« Après quoi l'empereur se mit à faire collacion de vins et d'espices et en s'esbattant il dit au comte: »Beau cosin, si je ne vous eusse voulu donner les investitures de Chablays, de Vaudz et d'Aoste, mais que je les eusse voulu avoir pour moi, que eussiez vous fait?« Le comte respondit: »Je vous eusse torné le côté armé et l'espée et me fusse deffendu jusqu'à la mort l'épée au poing. Et je eusse eu un avantage, car il n'y a homme en tous mes pays de qui je ne me tienne si seur qu'ils ne vivent et meurent avec moi. Et l'Empereur lui dit: »C'est bien et saige, car il n'est pas syre de son pays qui de ses hommes est hay.«

Le comte fut donc moult en la grâce de l'Empereur, mais une griève maladie lui vint, tant qu'il print congé et s'en vint à son pays tout droit à Chillion où il maladia longtemps et ne pouvait chevaucher ni sortir hors du chastel, sinon aucunes fois qu'il prenoit de l'air, se mettant sur le lac, en une nacelle. Et ainsi il cogneut sa mort et la finement de sa vie. Sy fit, ordonna son testament et son lex. Après que Monseigneur Philippe de Savoye eut laissé les bénéfices de l'Eglise qu'il tenoit[39]).

---

que le chroniqueur sait son Tite-Live, car la reponse qu'il met dans la bouche de Pierre est presque littéralement celle de Brennus aux ambassadeurs Romains. L'allusion au pommeau de l'épée est aussi empruntée à la légende de Charlemagne, „lequel scellait ses lettres et missives de la pomme de son épée et disait, montrant la lame: „*Voicy mon seing et voilà le fer qui le fera respecter.*“

On ne saurait trop faire attention, pour expliquer la naissance et l'accroissement de quelques pays à la fin du treizième siècle, comme la Suisse et les états de Savoie, à l'état précaire où se trouvaient toutes les grandes monarchies de l'Europe et avant tout l'Empire d'Allemagne. Rodolphe de Habsbourg qui releva cet empire, était parti de plus bas que Pierre de Savoie et il n'avait pas comme lui l'alliance du roi d'Angleterre, qui lui fut d'une incontestable utilité, bien qu'elle n'ait pas déployé ses effets d'une manière aussi ostensible, aussi spontanée et aussi désintéressée que le chronique du comte Pierre le donne à entendre.

39) Le testament public du comte Pierre est du 6 mai 1268. Dans cet acte il remet aux enfans du comte de Genevois, son débiteur, 2000

8. *Comment monseigneur Philippe de Savoye laissa les bénéfices et épousa la comtesse de Bourgogne à Salins*[40]).

Durant le temps que le comte Pierre étoit malade, Pape Innocent manda messire Philippe son neveu, luy disant: »Que trop étoit mal fait que ne se étoit fait prestre car il tenoit in-

marcs sur les 10,000 qu'ils lui devaient par l'acte de 1250. „Générosité illusoire, dit Mr. le professeur Hisely, aumône humiliante et sans utilité réelle. Sans nous permettre de juger les intentions d'un créancier qui, à l'article de la mort, allège la charge d'un débiteur qu'il a ruiné, nous demanderons si Pierre de Savoie, après avoir si longtemps sacrifié à l'ambition de fonder un état puissant, a pu sérieusement pensé à faciliter aux comtes de Genevois les moyens de s'acquitter et de recouvrer les châteaux, les fiefs et les domaines dont ils avaient été dépossédés.“ (Les *comtes de Genevois et de Vaud*. Tom. II des mémoires de l'Institut de Genève pag. 73.)

Quant à sa succession, Pierre en fit deux parts: 1. Béatrice, sa fille unique, mariée au Dauphin de Viennois, fut héritière des domaines dans le Pays de Vaud, c'est à dire de ses acquisitions faites en divers temps, le fruit de son propre labeur. 2. Philippe, frère de Pierre, eut le comté de Savoie proprement dit et les droits sur le château de Genève, qui étaient nécessaires à l'héritier de Savoie pour la poursuite des plans politiques de cette maison. C'était là un point important, un levier dont le nouveau comte avait besoin. Au fait Philippe finit par avoir toute la succession de son frère Pierre, même les domaines du Pays de Vaud dont Beatrice ne paraît pas avoir jamais joui. En un mot, on voit clairement, en dépit de ce partage d'héritage plus apparent que réel, un plan très fortement lié et habilement conçu pour concentrer dans la même main tous les domaines de la maison de Savoie et entr'autres pour souder et fusionner les terres Romandes de l'Helvétie occidentale avec le comté patrimonial de Savoie proprement dit. Ce plan se poursuivait en même temps que se préparait l'annexion du Faucigny et du Genevois.

[40]) Le règne du comte Philippe, successeur du comte Pierre, est à peine entrevu et ébauché dans la *Chronique de Savoie* et dans Champier. On dirait à les lire qu'il ne fut signalé par aucun événement. Ils abondèrent pourtant, mais ils furent presque tous malheureux et le chroniqueur a préféré taire ce que d'ailleurs il ne pouvait pas suffisamment comprendre et expliquer. Paradin a été plus vrai quand, en parlant de ce règne et de ses calamités, il ajoute: „Jamais homme qui

duement les bénéfices de sainte Eglise. Pourquoi il lui commandait que dedans un an il eut à recevoir iceux sacrés ordres selon les degrés. Et adhonc messire Philippe répondit hardiment: »Pere Saint, en ces jours que ceux qui vous étoient contraires tenoient le patrimoine de l'Eglise, vous me donnates à tenir en commande l'Archevesché de Lyon et celui de Valence pour soutenir mon estat ès guerre que je faisais pour vous et l'église. J'ai fait venir à votre obéyssance les rebelles de l'Eglise,

---

a porté l'habit d'église et a vescu du bien du crucifix longuement, ne prospère après avoir laissé le dit habit. Le comte Philippe n'eut grandement plaisir, après avoir été pourvu des dignités archiépiscopales, de s'être fait grand en temporalité.«

Rappelons brièvement que Philippe fut battu par Rodolphe de Habsbourg. L'avènement de ce seigneur à l'empire rendait la partie trop inégale. „Entre le Roy de Almaigne et le counte de Savese a grand guerre et ont la gent du Roy gasté grand partie de la terre du comte.« C'est ainsi que s'exprime le message par lequel en 1481 le roi Edouard d'Angleterre est instruit de la mort par accident d'Hartman, fils de Rodolphe de Habsbourg, jeune prince auquel sa fille était fiancée. Philippe fit avec lui en 1283 une paix par laquelle la maison de Savoie abandonnait toutes ses conquètes au coeur de l'Helvétie. A grand peine conservait elle le Pays de Vaud, et un avoué impérial protégeait l'Evêché de Lausanne contre les tentatives de Philippe. La main de Rodolphe s'étendait jusqu'aux portes de Genève puisque le puissant sire de Prangins, qui possédait Nyon, lui faisait hommage de ses fiefs.

Il est facile de comprende quelle énergie dut donner aux comtes de Genève et à d'autres petits princes annihilés ou amoindris par les comtes de Savoie, l'appui aussi inattendu qu'involontaire que vint leur donner Rodolphe de Habsbourg. Ce roi des Romains sut habilement tirer parti des griefs et des rancunes de ces seigneurs. Ainsi nous le voyons, dans une charte du 22 juin 1283, publiée par le professeur Kopp dans son *histoire de la confédération Suisse*, tom. 2, pag. 360, adresser un appel au comte Amédée de Genevois pour lui recommander les droits de l'empire contre le comte de Savoie. „Voulant ramener „à nous, dit-il dans ce document caractéristique, et faire rentrer à la „Couronne les droits et les biens de l'empire, que le comte de Savoie „a usurpés dès longtemps, et venger des injures faites à nos vassaux, „nous avons marché contre lui avec des troupes nombreusees. Nous „ne mettrons bas les armes qu'après l'avoir réduit et ramené au de-

et vous est advis que vous ne savez plus à quoi m'employer. Pourquoy vous me voulez maintenant oter mes bénéfices. Or prenez les et les donnez à qui il vous plaira, car le comte de Savoie mon frère a assez pour entretenir moi et mon état. Et se vestit alors messire Philippe en courte robbe en cour de Romme et s'en vint en Savoie avec messire Amé son neveu, le plus grand, bel et jeune chevalier qui se peut alors trouver, et pour ce l'appela ton *le grand Comte*.

„voir. Nous te requérons, par la fidélité que tu dois à l'Empire, de „nous aider à faire rentrer les biens qui lui appartiennent. De nôtre „côté nous ne t'abandonnerons pas dans la défense de tes droits et nous „t'enverrons jusqu'à cent cavaliers auxiliaires. Il n'y aura pas de paix „entre nous et le comte de Savoie sans que tu y sois compris. Donné „au camp de Payerne, le 10 juillet le dixième année de notre règne."

On voit par ce rescript que Rodolphe de Habsbourg, se mettant à la hauteur de sa nouvelle position, et en homme qui n'ignorait rien du passé, mettait à profit les griefs du comte de Genève contre le comte de Savoie. On sait que la ville de Payerne tint sept mois contre Rodolphe. On lit dans le *Codex Epistolaris Rodulphi I. Romanorum Regis:* „Rodulphus Rex obsedit Paterniacum et aedificavit circa munitiones et domos; .... deinde, circa nativitatem Domini (Decembre 1283) rex compositionem fecit." Mais en faisant la paix qui suivit la réduction de Payerne, Rodolphe paraît s'être peu souvenu de l'appui qu'il avait promis au comte de Genève dans un moment où il avait besoin de ranimer ses rancunes. Il se contenta de reprendre ce qui était à sa convenance dans les pays Romands qui avaient subi l'influence Savoisienne aux confins de l'Helvétie allémanique, Moudon, Morat, Gumine: il prit quelques sûretés et se réserva quelques points dans l'Helvétie Romande jusqu'aux portes de Genève, du côté de Nyon. Mais en thèse générale il abandonne le Pays de Vaud et le Genevois à l'influence savoisienne. C'était un partage, une coté mal taillée entre les deux ascendents rivaux des maisons de Habsbourg et de Savoie. Les intermédiaires furent sacrifiés comme il arrive dans ces cas-là. Le déclin de la maison comtale de Genève suivait sa pente fatale.

En Italie la maison de Savoie n'était guère plus heureuse contre Charles d'Anjou, qui travaillait à assujétir toute la péninsule. Philippe, vieux et malade, voyait encore ses neveux se disputer sa succession de son vivant, et il était obligé de consulter Edouard I, roi d'Angleterre et sa mère Eléonore, pour savoir qui il devait nommer comte de

Tant chevaucha messire Philippe qu'il arriva droit à Chillion, là où il trouva le comte Pierre malade et lui récita son affaire. Si envoya le comte Pierre à la comtesse Alice de Bourgogne pour lui dire que par dèspense obtenue du pape se pourroit contracter mariage entre messire Philippe de Savoie et elle, ce qui fut fait et accompli au château de Salins. Et dès lors fut messire Philippe appelé comte de Bourgogne à cause de sa femme Alice.

9. *Comment le comte Pierre de Savoie mourut et fut sépulturé dans l'abbaye de Haute combe[41]).*

Après que messire Philippe fut ainsi marié[42]), le comte Pierre son frère affoiblit tellement par la maladie qu'il connut

---

Savoie après lui. Il signifiait à ses neveux qu'ils eussent à s'abstenir de tout acte d'héritier avant d'avoir connu l'intention du roi d'Angleterre (Lunig, Codex Italiæ, diplom. I, 601—603.) Ceci pourrait bien confirmer notre hypothèse sur les relations politiques des deux cours.

[41]) Pierre de Savoie mourut-il à Chillon, comme le dit la chronique? Mr. Cibrario le fait mourir là dans son dernier ouvrage (1852). D'autres historiens le font mourir en Dauphiné au retour d'un dernier voyage en Italie. Son testament est du 6 mai 1268. Il laissa à sa fille unique une part plus grande en apparence que celle énoncée par la chronique, bien qu'effectivement, comme nous l'avons vu, il la sacrifiât à la grandeur future de la maison de Savoie pour laquelle il avait tant travaillé. Quoi qu'aucune loi n'interdit aux femmes de règner, et que rien de semblable à ce qu'on appelle la loi salique ne fut reconnu en Savoie; bien qu'au contraire ce pays fut plutôt régi par les principes du droit Bourguignon qui n'excluaient pas les femmes des fiefs nobles, Pierre par son testament posa les bases d'une loi féodale qu'il jugeait plus propre à augmenter la puissance de sa famille en concentrant dans une seule main masculine les domaines de Savoie dont il pouvait disposer.

[42]) Philippe de Savoie etait depuis plus de vingt ans dans l'église et portait le titre d'archevêque élu de Lyon, quand il rentra dans le monde et dans la vie laïque par l'effet de l'arrangement combiné entre lui et son frère Pierre qui, au reste, avait fait de même. Ce fut un an environ avant la mort du *Petit Charlemagne* qu'il épousa Alice, comtesse palatine de Bourgogne, veuve de Hugues de Chalons et mère de la seconde femme de Hartman le jeune, comte de Kybourg. Au reste bien qu'il fut extérieurement dans l'Eglise, Philippe n'avait pas reçu les ordres sacrés. „Selon l'abus de ces temps, dit Cibrario, les grands

que sa mort étoit bien prochaine. Pourquoi il ordonna par sa testament que sa fille, femme du comte d'Albonnoys, ne dût point hériter après lui la Comté de Savoie. Ains voulut que messire Philippe son frère héritât en hicelluy comté, et commanda luy bailler l'annel de St. Maurice, pour être porté par lui et ses successeurs en grande révérence. Et ordonna à sa fille Constance, femme du comte d'Albonnoys, une somme d'argent outre son mariage qui jà payé estoit. Etant ce fait il très passa en l'an de grâce M.C.C. LXVIII, et fust porté à Haute-Combe où il gist.

XI. Chronique
du comte Philippe, et comment il voulut que son second neveu Amé fut comte après luy[43]).

Quand il eut fait faire au lieu de Salins un grand et solennel obsèque, le comte Philippe chevaucha droit en Savoie dont

---

bénéfices ecclésiastiques servaient d'apanages aux cadets des maisons souveraines. Philippe était archevêque élu de Lyon uniquement pour jouir de la souveraineté temporelle de cette ville [et d'une partie du Lyonnais, ce qui lui valait puissance et richesse.“

[43]) Ce que va nous dire la chronique des dispositions dernières du comte Philippe est erronné en plusieurs points. D'abord il ne laissait pas trois neveux, mais seulement deux et un petit neveu, Philippe, fils de Thomas III, décédé avant le comte Philippe. Le débat pour la succession était donc entre ces deux neveux Amé et Louis. Il fallut, pour empêcher la guerre entre ces deux frères, l'intervention de Marguerite de France, leur parente, veuve de Saint-Louis (1283). Après la mort de Philippe, la lutte recommença plus vive. Louis de Savoie, l'un des plus intrépides chevaliers de la dernière croisade de Saint Louis en Afrique, se prétendait deshérité parceque son oncle ne lui avait laissé que le Pays de Vaud, érigé pour lui en baronie inféodée au comte Amé son frère. En suite d'un arbitrage celui-ci dut céder en 1287 à Louis toute la rive Savoisienne du lac Léman, Thonon, Evian, la Tour de Vevey, afin d'arrondir sa portion. Le domaine de Savoie était démembré déjà contre la volonté du comte Pierre, tant il est vrai que la force des événements et les passions des hommes sont

fut fait sans contradiction comte paisible, et maintint son ays en bonne paix et prospérité. Et en tout son temps ne 'ouva personne qui lui fit guerre. Advint qu'après quelques ns ce comte se maladia, en telle manière qu'il cogneut sa fin pprocher. Et attendu qu'il n'avoit nul enfant de la comtesse ılice, il voulut faire son testament. . Et ordonna messire Amé, on neveu, qu'il avoit nourri, lequel était second fils de son rère Thomas, pour être comte de Savoie, seigneur d'Oste et ussi marquis en Ytallie. Dont pour cette cause ordonna qu'il ût l'anneau de St. Maurice. Puis ordonna que son autre neveu 'homas (III), qui étoit premier né de son même frère Thonas (II), tiendrait toute la baronnie et terre que avoit conqueté n Piémont le grand conte Thomas (I) son ayeul, père d'icelıy comte Philippe. Et estoient les terres que le comte Pierre ıvoit autrefois tenues pour son partaoige. Et à son tiers neeu Loys, frère de messire Amé et de Thomas, lequel étoit ılus jeune, donna la baronie de Vaudz et plusieurs autres bons hasteaux en Beaugeys et Verrois.

ılus fortes que les dispositions dernières des fondateurs de monarchies. 'e qui rendit Amé accomodant, c'est qu'il avait besoin des services et le l'épée de son frère Louis contre la maison de Habsbourg d'un côté, t de l'autre contre le Dauphin de Viennois, comte d'Albonnais, gendre lu comte Pierre, qui réclamait contre le testament qui deshéritait sa emme et qui commençait dès lors ces terribles guerres qui absorbèrent n moment toutes les forces des princes de Savoie.

Le comte Amé ne se montra pas moins prudent en abandonnant à on neveu Philippe, fils aîné de son frère Thomas III, (le même auquel ı couronne de Savoie aurait du échoir, en dépit des testaments du omte Philippe, si le droit de représentation à l'infini avait déjà été dmis alors comme il le fut un peu plard); en lui abandonnant déinitivement le Piémont déjà concédé précédemmet à son aïeul Thoıas II Thomas III devait le tenir en fief sous l'hommage du comte .mé, son oncle. Ce même Philippe, en épousant en 1301 Isabelle de 'illehardouin, princesse d'Achaie, renforça les espérances de sa ıaison quant à la succession du trône de Constantinople. Isabelle desendait d'un des barons français qui accompagnèrent Baudouin, comte e Flandre, à cette quatrième croisade qui se termina si singulièrement ar la fondation d'un empire latin en Orient.

Moult desdaigné fut messire Thomas, premier neveu du comte Philippe, contre luy pour ce qu'il avoit institué comte de Savoie son frère Amé et non pas luy. Pourquoy le comte Philippe fit venir devant luy tous les trois frères et leur dit: »Je veux que incontinent vous trois teniez mon testament ainsi que j'ay ordonné, autrement celui qui ne le voudra ratifier je le prive de sa terre et la donne aux deux autres.« Messire Thomas voyant que tel étoit le bon plaisir de son oncle ne voulut plus aller à l'encontre. Après cela mourut le comte Philippe en grande contrition, l'an de grace M. C.C. LXXXV[44]).

XII. Chronique de Amé dit *le Grand*[45]).

Après la sépulture de leur oncle, les trois frères prinrent chacun de leur côte. Messire Thomas s'en alla droit en Piedmont où nous le laissons avec sa généalogie et son fils Philippe

---

[44]) Le comte Philippe mourut au milieu du mois d'août de l'an 1285, sans avoir déclaré positivement auquel de ses neveux il laissait l'hérédité des Etats de Savoie. Amé V prit les devants et se fit prêter serment de fidélité par les Genevois pour le château que les comtes de Genève possédaient dans cette ville. L'Evêque de Genève, Robert, et en même temps que lui l'évêque de Lausanne, Guillaume de Champvent, qui fit revivre d'anciens griefs contre la maison de Savoie, protestèrent contre les tendances envahissantes du nouveau prince qui débutait d'une manière si altière. Celui-ci voyant qu'il avait trop tôt dévoilé sa politique, jugea prudent de reculer pour le moment. Le traité de 1285 rétablit les choses comme elles étaient avant l'usurpation du nouveau comte de Savoie.

[45]) Le règne d'Amé V, le grand Comte, ne fut qu'une perpétuelle guerre avec les Dauphins du Viennois, et leurs alliés les comtes de Genève, les sires de Gex et de Faucigny. Tous ces adversaires s'unissaient contre la maison de Savoie parcequ'ils se prétendaient lésés par l'ordre de succession établi par les comtes Pierre et Philippe. Béatrice, dame de Faucigny et fille unique du comte Pierre, mariée au dauphin du Viennois, souffla durant toute sa vie, qui fut très longue, le feu de la discorde entre les Dauphins et les comtes de Savoie. Les comtes de

qui fut prince de la Morée; de même son frère Loys qui s'en alla en son Pays de Vaulx où il fit des vaillantises qui sont

---

Genève intervenaient naturellement contre la maison de Savoie parcequ'ils voyaient avec terreur leur puissance, déjà bien compromise par l'émancipation toujours croissante de la cité épiscopale de Genève, battue fortement en brèche par le comte de Savoie, qui occupait le château de l'Ile élevé dans le Rhône par les comtes de Genevois. Amé II, comte de Genève, qui avait succédé en 1280 à son frère Aimon, avait obtenu de Béatrice, fille du comte Pierre, la levée de l'hypothèque que la maison de Savoie avait sur ce château ainsi que sur ceux des Clées et de Rue depuis les succès du petit Charlemagne sur les comtes de Genève. Amé V de son côté contestait le droit de Béatrice à donner main levée de cette hypothèque. De là le débat dont la chronique retraçe avec assez d'exactitude les principaux incidents.

La position de la cité de Genève au milieu de ce conflit était bien difficile, surtout quand elle venait à avoir pour Evêque un prélat de la famille même des comtes de Genève, comme l'Evêque Robert, qui favorisait Amé II, son cousin, contre la maison de Savoie. Le comte Amé V se présentait comme défenseur des libertés de Genève contre les usurpations des Evêques et des comtes, et les bourgeois, qui aimaient mieux en ce moment un protecteur un peu lointain et passablement puissant, que deux maîtres immédiats dont les intérêts se trouvaient momentanément unis par un pacte de famille, ouvraient en quelque sorte à Amé V les portes de leur ville. C'est à l'aide de ces circonstances qu'il y entra en Sept. 1285, et qu'il jura de protéger les franchises de la cité. En vain l'Evêque, le comte de Genève et le Dauphin voulurent ils repousser cette intrusion faite sous couleur de délivrance. Amé V prévalut, et un chatelain Savoyard remplaça le chatelain de l'Evêque dans le château de l'Ile. Il y eut plusieurs trèves et pacifications successives ménagées par les voisins. Mais les causes d'inimitié étaient trop vives pour que de telles paix fussent durables Mr. Edouard Mallet, docteur en droit, dans son excellent mémoire sur le *Pouvoir que la maison de Savoie a exercé dans Genève* a montré comment Pierre de Savoie fut le premier fauteur du mouvement communal dans Genève dès 1263, et comment il fit avec les citadins un traité par lequel il s'engageait à les protéger et les défendre. Le comte Amé V, marchant d'un pas plus assuré dans la voie ouverte par le petit Charlemagne, constitua la vraie *commune Genevoise* qui fut une révolution politique des citoyens contre le pouvoir de leur Evêque, lequel avait perdu le caractère désintéressé, bénin et protecteur qu'il avait

récitées ès chronicques qui en sont faites[45]). Retourneray donc seulement à parler du Comte Amé et de ses faits. Il espousa dame Sibille de Beaugie, qui estait d'un très bon pays joignant au sien, et la noce fut faite à Chambéry avec honneur et liesse. Et eurent un fils appelé Edouard, de la nativité duquel les barons de Savoie firent grande feste. Et un an après eurent un autre fils nommé Amé, et après trois filles dont la tierce appelée Agnés fut espousée au comte Guillaume de Genève. C'est pour cette lignée, qui leur était survenue après longue stérilité, que le comte et la comtesse fondèrent à Clugny le sainct couvent des six enfans-Innocens.

Environ ce temps là le Dauphin de Viennois, qui était allié avec le comte de Genève, manda deffier le comte Amé de Savoie. Et quand il se vit ainsi deffié, il manda incontinent ses frères et d'abord Loys seigneur de la baronie de Vaud. Ung

---

aux premiers siècles de l'épiscopat. Les Genevois étaient maintenant entre deux tyrannies immédiates, celle plus brutale des comtes de Genève, qui n'avaient jamais pu prendre leur parti d'être sans pouvoir dans la cité dont ils tenaient les alentours, et celle plus astucieuse, plus diplomatique de l'Evêque qui se ressentait des maux scandaleux qui affligeaient encore l'église romaine en dépit des réformes de Gregoire VII et d'Innocent III.

[46]) Le comte Philippe donna le Pays de Vaud à son neveu Louis, par un acte du 17 Decembre 1284. Mais Louis ne paraît pas s'être accomodé de ce legs sans essayer de protester contre ce qu'il envisageait comme un passe-droit. Il s'allia avec Amédée, comte de Genève, qui avait les mêmes griefs que lui contre les allures souveraines d'Amé V. Probablement qu'avant cette alliance le comte de Genève avait fait ses conditions au comte Louis. Quoiqu'il en soit, après une décision arbitrale rendue à Lyon le 14 janvier 1286, la paix fut rétablie entre les deux frères. Le comte Amé V fit remise de ses ressentiments à ceux qui avaient adhéré au parti de son frère Louis, mais en exceptant nominalement le comte de Genève. L'arbitrage établit clairement la dépendance dans laquelle la baronie de Vaud devait se trouver dès lors à l'égard de la maison de Savoie. Ainsi fut érigée la baronie de Vaud en 1286. Les annexes de l'ancien comté de Vaud, ainsi transformé, comme par exemple Cossonay, le comté de Gruyère, restèrent fiefs immédiats de la couronne de Savoie.

peu de temps après vinrent certaines nouvelles que le comte de Genève, parti du Dauphiné, étoit entré au Pays de Vauldz où il faisait aspre guerre comme aussi ès marches du Chablois[47]). Adonc le comte Amé V, fit publier son mandement pour assembler ses gens darmes, et fit tellement qu'il entra jusqu'au Pays de Genève à très grand puissance et gasta tout le plain pays près de Genève. Puis s'en alla devant le pas de la Cluse de Geys[48]), laquel, ainsi que le chastel de l'Isle, il print et mit dessoubs luy. Et là il se tint en ce château de l'Yle, sur le pont du Rhosne affin qu'il peut avoir son aller et retourner, et son passage en Vuaudz vers Monseigneur Loys son frère. Et après quelques jours s'en alla tout droict à Nyon par cuyder trover en Vuauldz le comte de Genève, mais ce comte qui avoit ses espies vint par le haut de Vuaudz et alla passer le pont de Chancy pour se retraire en son pays.

Quand le comte Amé sceut qu'il le fuyoit, il gasta tout le pays et se saisit tellement des plaçes depuis la Cluse de Geys, qu'il pouvait aller et marcher sans le dangier de ses adversaires. Et puis retorna à Genève et de là à Thonon, Evians et aux Allinges où il establit deux forteresses. Et ce fut guerre longue et mortelle, mais le comte Amé en avoit le meilleur.

La renommée de cette forte et dure guerre fut espanchée aux diverses parties du monde, tellement que le pape, le roy d'Angleterre et le duc de Bourgogne se proposèrent de traitter

---

[47]) Les guerres qu'Amé V eut à soutenir dès le commencement de son règne, contre le comte et l'évêque de Genève et le dauphin Humbert, peuvent expliquer pourquoi il s'accomoda si vite avec son frère Louis et les raisons pour lesquels il lui fit même d'assez grands avantagés par l'accord de 1286. Amé V ne voulait pas encore avoir à combattre son frère et à soutenir une guerre intestine, quand il avait déjà tant de voisins sur les bras.

[48]) Les sires de Gex faisaient volontiers alliance avec les comtes de Genevois contre la Savoie. L'intérêt était le même. C'était celui de deux vassaux relativement faibles, qui s'unissaient contre un seigneur plus puissant dont ils voyaient la grandeur croissante qui devait finir par les absorber tous deux.

de la paix. Et cette paix fut criée après que les ambassadeurs furent retournés vers leurs seigneurs.

En celluy temps l'empereur Henri de Luxembourg, nouvellement esleu, eut grand envie de prendre sa couronne à Romme, mais il ne scavait comment il pourrait aller seurement, car il n'osoit se fier de passer par le pays du duc d'Aultriche pour aucunes divisions qu'ils avoient ensemble[49]). Lors le comte

---

[49]) Les évènemens qui entourent le berceau miraculeux de la liberté et de l'indépendance de la Suisse se lient ici avec les chroniques de Savoie, et ces chroniques servent à les expliquer pour certains points. On sait qu'Albert de Habsbourg, fils de l'empereur Rodolphe, après avoir disputé le trône à Adolphe de Nassau, s'etait fait violemment élire Empereur. En guerre ouverte avec le pape Boniface VIII, il avait voulu aller en Italie pour le punir de ses procédés, et pour cela il avait foulé certains priviléges concédés aux *Waldstætten ou cantons forestiers* d'Uri, Schwytz et Unterwald par les empereurs précédents et entr'autres par Frédéric II. Albert avait besoin des passages des Alpes occupés par les Waldstætten, pour conduire ses armées en Italie. Cela explique le régime militaire, les châteaux fortifiés, les vexations des baillifs d'Albert d'Autriche dans les cantons primitifs. Albert fut assassiné par son neveu Jean de Habsbourg dont il retenait les domaines, et cet évènement arrivé en 1308 favorisa plus que toute autre chose l'émancipation de la Suisse. Les princes d'Allemagne, las de la suprématie si rapidement établie de la maison de Habsbourg, écartèrent les fils d'Albert et élurent à l'empire Henri de Luxembourg. Le nouvel élu avait donc toutes sortes de raison pour redouter *de passer par le pays du duc d'Autriche* c'est-à-dire par l'Helvétie orientale ou allemanique où les Habsbourg avaient leurs domaines héréditaires, et par le Saint Gothard. On comprend pourquoi Amé V, qui avait les mêmes raisons que Henri de détester la maison de Habsbourg-Autriche, et qui continuait les efforts de ses prédécesseurs pour leur reprendre Payerne, Morat, Berne et l'influence dans l'Helvétie centrale, faisait cause commune avec le nouvel empereur et lui offrait le passage en Italie par ses états. Il fit plus, il alla a sa rencontre jusqu'à Soleure, le conduisit à Berne dont les bourgeois venaient de le reconnaître pour seigneur protecteur, et de là à Lausanne, Genève, Chambéry, Suze et Turin où ils arrivèrent le 30 Octobre 1310. Ils avaient évité Fribourg, ville Habsbourgienne.

Une erreur singulière de la *Chronique de Cabaret*, erreur corrigée

Amé proposa à l'Empereur que si c'étoit son bon plaisyr de aller à Romme par son pays, qu'il le conduirait seurement jusqu'au fleuve du Pô, et plus loin.

L'empereur Henry s'esjouit moult à ces nouvelles, et ainsy le comte Amé vint à Berne où il rencontra l'empereur à moult noble compaignie qui ja l'avoit mené de Basle à Berne. Après fit le comte Amé partir l'empereur et le mena de Berne à Morat et ne vint point par Fribourg pource qu'il le vouloit mener tant qu'il porrait par sur sa terre et aussy parce que la ville étoit du duc d'Austriche qui n'estoyent pas trop bons amys[50]). De Morat l'emmena à Moudon et de Moudon à Lausanne, et puis à Genève et après à Chambérye, et de là par la Morianne et le mont Senyix. Et en passant ce mont, quand il fust sur le tertre de Ferrière auprès de Suze, l'Empereur regarda en bas et en hault, et vist le pays d'Ytallie et là il se mit à genouils et regarda envers le ciel, ly dist en latin: »*Criste obsecro te* »*ut me deffendas et eruas a sufficacione parcium uius patrye Yta-* »*lie gencium.*« »Seigneur Dieu, je te requiers que tu me veuil- »les garder de la sophistication et des partialités perverses des »pays d'Italie que je voys.« Lors le comte Amé le reconforta disant: Sire, si vous faictes comment mes antécesseurs ont fait, les quels ne prirent garde ni soustenance de Guelfe et de Jobellin, Dieu vous gardera de leurs déceptions. Comte, dit l'Empereur, je cognois votre bon parler et jà ne sera dit que l'empereur tienne partie en Ytalie ne ailleurs[51]).

---

par Champier, c'est de confondre dans ce voyage Henri de Luxembourg avec l'empereur Rodolphe de Habsbourg qui n'alla pas en Italie. Cette erreur provenait probablement de l'impression populaire qu'avait fait, quelques années auparavant (1275), l'entrevue de Rodolphe et de Grégoire X à Lausanne lors de la consécration de la Cathédrale de cette ville. Les solennités extraordinaires de cette entrevue avaient frappé les imaginations et durant assez longtemps tout empereur s'appela Rodolphe pour les habitans de l'Helvétie et des Alpes.

[50]) On sait l'attachement des Fribourgeois pour les princes Habsbourgiens et ce qu'il fallut de travail pour les séparer de leur fortune.

[51]) Le langage peu flatteur que tenait Henri VII en parlant des

Le Comte Amé acompagna l'empereur jusqu'où avait été dict et mêmement jusqu'à Rome, avec messire Guillaume de Flandres et messire Ode de Granczon[52]), et esleurent le pape et l'empereur à être moyen si aucune différence sourdoit entre

---

Italiens avait été, il faut le dire, provoqué par celui encore plus insultant dont on usait en Italie en parlant des Empereurs. On était dans la péninsule sous l'impression des anathèmes des papes qui avaient excommunié les rois de Germanie qui osaient se dire rois des Romains. Les Florentins, avisés par Henri de Luxembourg de sa prochaine arrivée en Italie, à la tête d'une armée recrutée pour partie en Helvétie et en Savoie, répondirent: „Il nous est impossible de sympathiser avec „un Empereur qui conduit en Italie une armée de Barbares, quand „son principal devoir serait d'arracher cette contrée aux mains des „barbares.“ — „On appelait alors Barbare, dit M. Cibrario, tout ce „qui n'était pas Italien, par conséquent l'Empereur et ses prédécesseurs. „Appeler Barbare tout ce qui est né au nord des Alpes et de la Méditerranée n'a jamais été un signe de grande civilisation. Les plus „admirables antécédens de cette contrée d'Italie si admirablement douée „ne pouvaient autoriser ce langage, surtout quand des guerres civiles „monstrueuses la dévoraient. La liberté, fuyant alors l'Italie, cherchait un réfuge dans les Alpes Helvétiques, au pied du Selisberg et „du Righi, à l'Axenberg et au Titlis. Elle commençait à nourrir de „son lait bienfaisant ces âpres vallées habitées par une population de „pasteurs pauvres mais forts, vertueux et courageux.“

[52]) Ode ou Othon de Granson était un des ancètres de celui qui succomba en 1397 dans le fameux duel avec Gérard d'Estavayer.

L'insistance que met la Chronique originale de Savoie, dans cette occasion et dans plusieurs passages que l'on rencontrera bientôt, à désigner les Granson d'une manière spéciale, pourrait faire croire que cette illustre famille n'était pas étrangère à la rédaction de ces récits, ou du moins que le Chroniqueur avait pour elle des égards particuliers.

On remarquera que la Chronique Originale finit avec la mort d'Amé VII, le Comte Rouge, et avec la catastrophe qui enveloppa Othon de Granson dans cette mystérieuse et tragique histoire. La force et l'haleine semble manquer au Chroniqueur quand il vient à prononcer le nom de cette famille et qu'il se trouve en face de ce lugubre récit.

Notre supposition servirait à expliquer ce que dit notre Ruchat, historien ordinairement si exact, d'une *Chronique du Pays de Vaud*

eux. Et cependant la comtesse Sebille manda lettres à son mari, puis fit grand amas de gens d'armes pour aller contre le Dauphin qui faisoit une forte guerre aux subjets de Savoie et avait mis le siège devant une forteresse du comte qui avoit nom Quérieu. Lors le comte print humblement congié du Pape et de l'Empereur, puis chevaucha tant qu'il arriva en Savoie, et ayant rassemblé ses gens s'en alla devant Belle combe, où de plain saut print le bourg et la ville et la mict en son dernier meectz, et ne combattit pas le château car impregnable il estoit. Et de là à toute puissance il entra à la terre de Gresvoudan où il fit l'assaut à Goncelin qui moult fort étoit et au château de la Terrace. Considérant le comte qu'il ne pouvait le prendre, s'en alla devant la forteresse de Barreau qui fut prinse en sursaut. Tandis que le comte de Savoie gâtait ainsi le pays de Gresivoudan, le dauphin alla se mectre en embûches au bois de Silvete et là se tinrent coyement qu'ils ne furent aperçeus. Au matin se partit le comte Amé de Barraux que brûlé il avoit, et ses gens alloient en désarroy chantant et gallant. Le Dauphin issyt et frappa sus tellement que le seigneur de la Tour fut prisonnier et aucuns autres nobles comme Aubert de Collombier, le bastard de la Sarra et aultres. Et on fut content de rendre prisonniers pour prisonniers et ainsy revint en Savoye.

Comme le comte Amé rentra à Chambérye, il oyt un grand cris et l'on ly dit: *Helas, madame est morte.* La douleur qu'il mena ne chaut demander. Sy se conforta en ses deux fils et en ses trois filles.

Cependant le roi de Secille, étant en Provence, ménagea la paix entre le Comte Amé de Savoie, le Dauphin et le comte

---

qui se conservait autre fois dans le Château de Prangins, et dont un exemplaire manuscrit portait la date de 1280. Cette Chronique Vaudoise de Prangins, dont on a souvent regretté la perte, a tout l'air d'être une copie, une variante ou peut-être même le texte original de la Chronique de Savoie, écrit sous l'inspiration des Granson, qui étaient, comme on sait, sires ou seigneurs de Prangins. De là le soin du Chroniqueur à rappeler l'illustration de cette famille et à citer ses membres d'une manière toute spéciale chaque fois que l'occasion s'en présente.

Amé de Genève. Et un peu après la paix faicte venoit messire Pierre de Granczon[53]) d'Angleterre, où le roi lui avoit donné l'ordre de la Giarritière, dont ne sont que treize, à la place du comte de Warwich qui estoit mort, et passa par le pays de Brabant où le duc luy montra une très belle fille qu'il avoit nommée Marie et parlèrent de la marier. Porquoy le dit messire Pierre vint en Savoie, et sy accorda le comte Amé pour ce mariage et eut le comte Amé quatre belles filles dont une espousa le duc d'Austriche[54]), et l'autre espousa l'empereur de Constantinople. Après que le comte Amé eut été par un certain temps de l'autre part des Alpes, où il acquit la cité d'Yvrée, s'en revint à Chambéry auprès de sa femme où il trouva que le comte de Genève lui avoit recommencé la guerre à la postulacion du Dauphin de Viennois. Et quand il vit son point il chevaucha en armes jusqu'à Genève et fit faire une plaçe appelée Marval es marches de Gex et la fournit de bons routiers lesquels faisaient moult maux aux pays du comte de Genève. Pareillement édifia le comte de Genève une forteresse qu'il appela Gaillard[55]) pour gréver les pays du comte de Sa-

53) Pierre était le bis-aïeul d'Othon de Grandson, tué le 7 août 1397 dans le fameux champ-clos de Bourg en Bresse.

54) Le second mariage d'Amé avait eu lieu avant le moment indiqué par la Chronique et cette union avec Marie de Brabant avait contribué à reserrer les liens entre l'empereur Henri de Luxembourg et le comte Amé V. Henri, en effet, était l'époux de Marguerite de Brabant, soeur de Marie. De plus, les comtes de Luxembourg devaient l'hommage aux ducs de Brabant, leurs suzerains dans la hiérarchie féodale. La mort prématurée de Henri en Italie fit évanouir de grandes espérances. De Marie de Brabant Amé V eut trois filles: 1) Marie, mariée à Hugues, sire de Faucigny. 2) Catherine, qui épousa en 1315 Léopold d'Autriche (le vaincu de Morgarten) après un rapprochement entre les maisons de Habsbourg et de Savoie; et 3) Jeanne, qui fut mariée sous le nom de la princesse Anne à Andronic Paléologue, empereur de Constantinople (Voyez plus haut).

55) La construction du château de Gaillard sur l'Arve est fixée à l'an 1305. Bâti par Amé II de Genève, il fut fortifié en 1314 par son fils Guillaume III. On sait quelles étaient les attributions du châtelain de Gaillard en sa qualité d'officier du comte de Genevois. Il était

voie. Et pour lors s'engregérent les uns contre les autres si aspremeut que à peine se pourroient nombrer les exécrables peines qu'ils prenoient à courir les parties d'icelles frontières.

Messire Guillaume de Foncigny fut mal content de la place de Marval, parcequ'était Seigneur de Geyx, et qu'icelle place était tout près de luy. Si manda au comte de Genève qu'il lui transmit ce qu'il avoit de gens d'armes et tant firent par subtilité qu'ils prinrent le dit château de Marval. Et quand ils l'eurent prins, eurent grand débat pour savoir s'ils garderoient la place ou s'ils la dérocheroient [56]). Mais messire Guillaume, seigneur de Geyx, voulut qu'elle fut abattue [57]). Mais sur ces entrefaites arriva sur eux le comte de Savoie à moult grand puissance parquoy il se frappa dedans eux par telle froideur que

---

chargé de faire exécuter les sentences de mort prononcées par les syndics de Genève. Cette construction, comme le dit la Chronique, était une réprésaille contre Amé V de Savoie à cause de celle du château de Marval. Presque toute l'histoire des guerres privées entre ces seigneurs se concentre autour de ces forts, élevés dans une intention de menace permanente et d'envahissement. Ainsi, comme on le verra, le château de Marval fut ruiné par le sire de Gex auquel il portait grand ombrage, et celui de Gaillard eut beaucoup à souffrir des officiers du comte de Savoie en Chablais.

56) Un gentilhomme de Vauldz, qui dedans la place étoit, nommé Anthoine d'Avanche, s'eschappa et vint trouver le comte de Savoie lequel ja venoit à toute une belle compaignie, car ja avoit sentu que le comte de Genève avoit mis gens sus. Lors ly dit Anthoine d'Avanche: „Monseigneur, hatez-vous, car votre chastel de Marval est prins, et encore y sont ils et les troverez au fourrage.“

(*Chronique de Cabaret.*)

57) Le château de Marval avait été construit en 1302 aux confins de la seigneurie de Gex près de Dardagny, par Amé V, ainsi que celui des Marches (*Castrum marchiarum*), durant une de ces trèves pendant lesquelles les comtes de Savoie et de Genève se préparait à de nouvelles hostilités. Amé II de Genève avait répondu en élevant de son côté le château de Gaillard. „Le chateau de Marval fut détruit définitivement par Edouard de Savoie et Louis baron de Vaudz en 1306.“ (*Fasciculus temporum*, c'est-à-dire *Choses arrivées à Genève*, chronique du XIVe siècle conservée aux archives de Thonon.)

des Genevois ne échappèrent nuls sans être morts ou prins. Et à grand peine se sauva le Seigneur de Geyx.

Ainsi comme le comte Amé faisoit guerre à son ennemy mortel le comte de Genève [58]), Messire Jean Dauphin, frère du dauphin Humbert, traita avec Robert de Monbel, seigneur d'Entremons qui du fief de Savoie étoit, lequel par argent et promesses prins le chastel du fief et hommage du dauphin. Quand le comte Amé eust ces lettres, il dit aux citoyens de Genève qui moult le fêtèrent et ly eux, car il estoit au chateau en l'Ile sur le Rosne: »Mes amis, argent fait moult. Voyez comme »Monseigneur Robert de Monbel par argent m'a délaissé. Or »je vous promets, mes amis, que je ne cesserai que je ne soye »dans Entremont ou que je mourray.« Et puis monta et s'en alla de Genève à Entremont, mais avant il abatist le chateau de Fleye qui estoit au seigneur de Geyx. Monseigneur Robert de Monbel voyant la pauvreté de ses gens se print à devestir jusqu'à sa chemise et partit tout seul par la fausse poterne et vint tout droit au pavillion du comte demander mercy. Et lors le comte Amé meu de pitié prit une robe longue de nuit et l'en couvrist et puis ly dist: »Monseigneur Robert, ne vous fiez pas que je vous face comme Dieu fist à St. Pierre qui le renya trois fois. Car je vous promets que je ne vous pardonnerai pas la deuxième, mais ceste je vous pardonne.«

Le comte Amé estant entré en Entremont [59]), Robert le mena

---

[58]) Sy tint les champs et tout le pays sinon Giayx, et tint moult court les sires de Geinville (Joinville) et de Geyx, et se retrayt en l'Ise sur le Rosne où les cytoyens le festoyoient et ly eux. (*Chronique de Cabaret.*)

[59]) On lit dans le *Fasciculus temporum* (Fardelet des temps) de Thonon: „Le chasteau d'Entremont a été rendu par Robert, seigneur du dit Chateau, à illustre personne de Jehan Dauphin le dimanche d'après la St. Michel 1306. Le mercredi suivant Amed, comte de Savoie, a assiégé le dit chateau avec grand exercite par cinq semaines, puis la prins le dit chateau, et là devers le pas de Charterosse a été fait grand meurtre de gens du Dauphin.«

En général la chronique de Savoie est d'accord sur tous les faits principaux de cette interminable guerre sans cesse interrompue et

en une crotte moult secrette avec le comte de Gruyère et puis luy monstra X mil francs d'or vieil tant à cheval comme à pié, et tira hors la promesse des deux seigneurs et luy dit. »Si les pregniez car ils sont vostres, et non pas miens.«

Quand le comte vit tel bon vouloir il répondit: »Sy ne veuil autre chose que votre hobéissance, et veuil que ce thrésor soit pour marier vos filles tout tellement que vous promettiez de non en point marier ni au Dauphiné ni en Genevoys. Et il ly jura et fiança.

Cuydant pendant ce temps le comte de Genève[60]) que le comte Amé fust encore devant Entremons, ly et le sire de Faucegnye[61]) firent leur amas secrètement et eurent traittye

---

renaissante entre le comte de Savoie et le Dauphin et le comte de Genève ligués contre lui. On voit que le Chroniqueur est aidé par de meilleurs et de plus nombreux documents à mesure que l'histoire avance. Cependant les incidens merveilleux ou chevaleresques, comme la générosité d'Amé V envers son châtelain félon, ne font jamais défaut. La chronique ne serait plus la chronique si elle s'abstenait de ces détails romanesques qui finissaient par faire corps avec les annales mêmes du pays.

L'excellente *histoire de la monarchie de Savoie* de M. Louis Cibrario est aussi pour partie d'accord avec les chroniques sur les faits essentiels. Seulement les dates sont souvent interverties, et quant aux causes des événemens, que la chronique rapporte souvent d'une manière puérile ou incomplète, M. Cibrario les expose nettement à l'aide de documens authentiques tirés des archives de Turin ou d'autres dépôts. Il est intéressant de voir avec quel art il sait profiter d'une date, d'un mot inséré dans un parchemin demeuré muet et regardé comme insignifiant durant des siècles pour refaire toute l'histoire de la Savoie et de Genève à cette époque reculée. Avant lui les récits de Spon et d'autres historiens des dix-septième et dix-huitième siècle, étaient tellement obscurs, embarrassés et dénués de critique, que tous les faits ne paraissaient au lecteur que comme un amas confus et insipide.

60) Nous donnons ce chapitre d'après le texte original de la chronique de Savoie, et non d'après Champier. Il a pour titre: *Comment monseigneur Jehan de Filliens vidonne de Genève getta hors de Genève le conte de Genève et le seigneur de Fauceygny.*

61) Les Barons de Faucigny, qui faisaient ici cause commune avec

avec aulcuns gentilz de la cittė et à l'aide de ceux-ci il se pensa faire seigneur de Genève, et desjà il avait promis à aucun d'eulx de le faire vidonne de Genève en son nom et soubs luy. Et de fait vinrent le comte de Genève et le seigneur de Faucignye et entrèrent par la fausse poterne dedans le chastel et se mirent à la fournir, car s'ils fussent entrés de pleine veue ils heussent peu faire grand dommage à la cité. Monseigneur Jehan de Filles vidonne, qui desmeuroit au chastel de l'Ile sur le pont du Rosne, étant avisé, envoya vers son seigneur le comte de Savoye et toute nuyct manda aux frontières à tous les cappitaines de son seigneur que vinssent, lesquels firent de bon vouloir. Et aussi manda une partie de bons, nobles et loyaux bourgeois de la cité, et se mirent à fortiffier l'église et les deux tours de Saint-Pierre. Et quand le vidonne se vit estre fort, il vint criant avant la ville: *Qui vive, qui vive?* Et toute la cité le suivit senon les traittres. Et alors cuydèrent le comte et le sire de Faucignye être trahis et perdus, sy s'en retrayèrent au Chastel Gaillard tristes et dollans[62]). Le comte Amé ayant

---

les comtes de Genève, leurs supérieurs dans la hiérarchie féodale, avaient une importance très grande en raison de la situation du territoire dont ils s'intitulaient *domini* (Seigneurs). Ce territoire, adossé au Mont Blanc, était pour eux comme une retraite inaccessible et d'où ils pouvaient inquiéter leurs ennemis, les Evêques de Lausanne et de Genève, les comtes de Savoie, les Dauphins du Viennois. En 1241 le Faucigny passa à ces derniers par le mariage de Béatrix de Faucigny avec le Dauphin Guigues VII.

[62]) Les Comtes de Genève n'avaient pas cessé, dès le commencement du XIIe siècle, de faire des tentatives désespérées pour sortir de l'infériorité dans laquelle ils se trouvaient, par l'effet des événements qui avaient brisé leur puissance et fait pâlir leur étoile. Les Evêques, qui s'étaient en partie substitués à ces seigneurs dans la ville, étaient leurs adversaires nés, et les bourgeois étaient en garde aussi bien contre le comte que contre le prélat. Les Comtes, en tacticiens habiles, regardant Genève comme une place où il faillait rentrer de force, avaient investi cette ville de châteaux qui la cernaient comme des forts détachés. Le château dit de Genève (*Castrum Gebennae*) à l'entrée du Bourg de fours, était comme un ouvrage avancé d'où les

reçu les lettres de son vidonne chevaucha tellement qu'il vint en neuf heures de Chambéry à Genève. Sy étant arrivé, ceux de la cité furent fort joyeux et reconfortés. Lors le comte Amé fit crier que qui laymeroit le suyvist, et print à faire le tour de la cité et là furent assaquamandés, les maisons desrochées et aulcuns morts de ceux qui coupables étoient de la trahyson. Quand le comte Amé eut fait ceste exécution, il dit: »*Or ça, il est temps de boyre; sy dist que j'aye à mangier au chastel du comte de Genève et verray qui me contredira.*« Et puis il y entra car nul n'y estoit. Tous les nobles citoyens et bourgeoys vinrent vers luy et les reçeut moult doucement et leur dit: »Mes »amys! je ne suis pas pour vous grever, ains suis pour vous »soustenir et ayder, pourquoi je voudrois que vous fissiez évo- »quer vostre peuple en cloistre et que je parle à eulx.« Les

---

comtes inquiétaient incessamment les citadins. Le célèbre évêque Arductus de Faucigny s'élevait déjà en 1155, contre l'insolence de cet ennemi de l'église de Genève qui, bravant les sentences d'excommunication, construisait des forts en terre franche et sacrée.

Un autre prélat, Pierre de Cossons, opposant château à château, fit construire ou plutôt réédifier au milieu du Rhône celui qui est devenu si célèbre dans l'histoire sous le nom de Château de l'Ile (*Castrum Insulae*).

Le comte de Savoie, Amé V, dont la pénétration égalait le courage, avait compris à merveille tout le parti qu'il pouvait tirer de cette position si tendue pour prendre pied et s'affermir dans Genève. Les bourgeois avaient horreur du pouvoir des Comtes de Genevois qui rappelait toute la brutalité des siècles de fer, et d'un autre côté le protectorat épiscopal, qui dégénérait souvent en domination, leur était à bon droit suspect. Amé V se ménagea donc des intelligences et des partisans dans la Cite, en faisant envisager aux bourgeois combien un protectorat tel que le sien, secondé d'une force réelle, serait plus avantageux à la ville que la protection de l'Evêqué, impuissante à défendre le prélat lui même.

Telle était la position réciproque des partis en présence, au moment que le Chroniqueur entreprend de nous retracer. A part sa partialité bien naturelle pour le comte de Savoie, on trouve dans son récit une certaine franchise et une animation qui sont comme des témoins de son envie de bien dire.

saindiques et le vidonne firent incontenant crier le conseil général et là fust l'assemblée de la ville et le comte y vint avec tout son conseil. Et là il print à dire: »Mes amis, je ne suis »pas pour vous subjuguer ni pour vous prendre pour miens »car vous estes à l'église, et à Dieu je ne veux oster, mais ce »vous avez évêque maligne et pervers, et qui vous veuille de»struire et gaster, et dont mes pays puissent moins valoir, je »ne suis par pour le soffrir; par quoy dites en tout votre »opinion.«

Et lors fut un bourgeois qui print à parler et dist: »*Ellas nous n'avonʒ trop soffert.*« Et là il exposa les griefz, dommages, efforçemens de femmes et autres pillieries qu'avoient été faites par les comtes de Genève. Quand le comte Amé eust l'entencion de la cité, il vint à Saint Pierre en l'eglyse et là il fist son orayson, et avoir faite la dévocion il vint devant le Chastel et le trova vide, et là du consentement des citoyens il ordonna à l'abattre et desrochier, et pareillement à tous les coupables de la cité, lesquels sont encore aujourdhui escripts au papier noir de la ville. Et de celle heure fust le comte de Savoye *quazi* comme Seigneur de Genève, après leur évesque, et tout dis se tindrent en sa protection. Et quand leur Evêque leur voulloit faire quelque grief, le comte de Savoie les deffandoit. Le comte Amé cuyda que le comte de Genève et le sire de Faucegny fussent allés plus loin, sy mit ung secret embusche aus bois de Chesnes, et puis à peu de gens il vint corre devant le chastel de Gaillard. Ceux qui dedans étoient, aucuns joynes, yssirent dehors et leur donnoyent la chasse, et eux se prinrent à atrayre jusques au boys. Là fust prins Peterman de Monthou, Guillaume de Fassye, Mermet de Cholays, Guillaume de Villette et plusieurs autres qui furent menés prisonniers à Genève.

Estant retorné le comte Amé à Genève, il fit un grand mangier aux Dames de la ville et les festoya. Et après tous les mets le comte les servit de ses prisonniers qu'il avoit prins devant Gaillart et leur dit: »*Mes dames, voyez si des gentilz du beau cosin de Genève qui vous sont venus festoyer.*«

Et une dame qui parente étoit de ceux de Villette se leva

et puis: »*mon très redoubté seigneur je au nom de toutes les autres et de moy vous remercions de ce mets dont nous avez servys, et l'acceptons s'il plaist à notre grâce à le nous laisser.*« Le comte musa un peu et puis dit: *Je vous les octroye et donne et vous les livre francs et quittes.* Et les prisonniers vinrent et baisèrent les dames et puis dansèrent. Puis le comte leur donna franchement congié et quand ils furent retournés à Gaillard le comte esbahi leur demanda: »*quelle ransson et quel sayrement avez faict.*« Peterman de Monthou, qui moult sage étoit, répondit: »Ne nous n'avons payé rançon, ne nous n'avons été requis de »fayre promesse, et le comte Amé vivrait volontiers en paix, »mais tout nous a dit que la première guerre que vous ly me- »nerez, il vous monstrera qu'il ly desplaira.« Le comte l'ayant oui, plein de male tallant dit: »*Sy ne desmorra pas ainssi.*«

Estant le comte Amé à Genève il tint conseil et mit grosse garnison en l'Ile, et s'en partit de la cité. Tout aussitôt que le conte de Genève et le sire de Faucigny seurent qu'il fut party, ils vinrent de nuict devant la cité cuydant ens entrer à toute puissance. Mais le vidonne et ceux de la ville étoient sur leurs gardes et les reboultérent. Le comte de Genève de despit print à fayre le gast à l'entour de Genesve et coupa vignes, arbres et fruits de la terre. Et pour ce que l'Evesque de Genève Monseigneur ..... favorisoit les ennemys du Comte de Savoye, monseigneur Jaques de Quart, baillif de Chabloys se mit sus et vint devant le chastel de Ravoree qui estoit de l'Evesque et le print par force et desrocha. Durant le temps que le comte de Genève faisoit le guêt devant la dite ville, messire Anterme seigneur de Myolans mena les gens darmes du comte de Savoye devant le chasteau de Boges lequel il print de nuict[63]).

Ces vieilles inimitiés et antiques malveillances entre Savoye, le Genevoys et le Dauphinois à la fin furent pour moment apaisées par le roy Philippe de France qui vouloit prendre à ses

---

63) Boëge, bourg de l'arrondissement de Bonneville, avait jadis un château fortifié qui fut pris et repris durant ces petites guerres des comtes de Savoie et de Genève.

gages, ayant guerre avec les Flamans, les gens darmes de ces pays[64]). Et être fait la concordance Edoart fils du comte Amé de Savoye alla servir le roy Philippe en Flandres. En ce temps

[64]) Un premier traité de paix entre le comte de Savoie et le Dauphin avait été conclu à Annemasse le 18 Septembre 1287, sous la médiation de l'archevêque de Vienne, Guillaume de Valence, et de Perceval de Lavagna, vicaire général de Toscane, oncle maternel du comte de Savoie. Un traité spécial intervint 2 jours après (20 Septembre) entre Amé de Savoie et Amé de Genève. En voici les conditions:

1) „Le comte de Genevois rendait foi et hommage au comte de Savoie pour lui et ses successeurs à raison du château de Charrosse et de ses dépendances."

2) „Il reconnaissait tenir en fief de la Savoie d'autres Châteaux, Graisieux, Saissans, La Bâtie de Grandmont, Arby."

3) „Le comte de Genevois tiendrait en fief du comte de Savoie le château de Genève si toutefois il lui appartenait en propre; si au contraire c'était un fief de l'eglise, le comte de Genevois n'en faisoit hommage au comte de Savoie que de l'aveu de l'Evêque et du chapitre."

Il était, comme on voit, dans les destinées de ce château d'être sans cesse disputé, de devenir constamment un sujet de discussion. Il n'y a pas dans l'histoire de cette partie de l'Helvétie Romande de point plus difficile et plus controversé. Au reste la difficulté vient plutôt des prétentions rivales, qui avaient choisi ce champ de bataille, que du fait même de la mouvance du château. D'après M. Edouard Mallet (*mémoires et documents pour l'histoire de Genève*) le château était positivement un fief de l'eglise de Genève. Le comte de Savoie, vainqueur dans la guerre qui venait de finir, s'arrangeait pour que dans tous les cas l'hommage du château qu'il venait de prendre lui restât.

En 1288, le comte de Genève fut remis momentanément en possession de son Château, quand çelui de l'Ile, bien plus important parcequ'il commandait le cours du Rhône, fut tombé en la possession du Comte de Savoie.

La paix entre le comte de Savoie et l'Evêque de Genève fut définitivement conclue à Asti en 1290. Après une reprise d'hostilités entre les comtes de Savoie, de Genève et le Dauphin, la paix fut encore une fois rétablie le 10 Decembre 1293. Elle maintint le traité d'Annemasse avec des dispositions plus explicites quant à la vassalité du comte de Genève. Il promettait „d'être à jamais fidèle au comte de Savoie comme à son Seigneur, qu'il l'aiderait de tout son pouvoir, et de toutes ses terres, excepté celles qu'il tenait d'autres Seigneurs; qu'il ne pour-

là furent les templiers bruslés et destruycts par tout le monde. Item fut Lyon prins parcequ'ils ne croyoient pas que le saint Esperit procèdât du père et du fils[65]).

Retournant messire Edoart de la bataille de Flandres et du service du roy, il prit en mariage la fille au duc de Bourgogne nommée Dame Blanche et en eut une fille, Marie, qui fut mariée au duc de Bourgogne.

En ce temps mourut le dauphin Humbert, plein de jours, vieux et cassé, et en cette année trespassa aussi le comte Amé de Genève qui laissa comte monseigneur Guillaume son fils. Et se les deux pères s'entramèrent, encore plus le comte Guillaume et le dauphin Jean, tous deux jeunes et desirant de faire parler d'eux et se pourpensèrent de renouveler guerre au duc de Savoie, mais ils ne l'osoient publiquement car ils le doubtoient. Et aussi le comte Guillaume de Genève et le seigneur de Faucigny étoient mariés aux filles du comte Amé de Savoie et avoient juré, disoient ils, tenir la paix avec luy en faisant les traittés des mariages. Nonobstant cette reprise le Dauphin entreprit seul la guerre. Mais le comte de Savoie lui prit son chasteau de Saint Germain et la ville d'Ambérieu dont le dauphin Jean eut si grande mélancolie qu'il en mourut laissant Guygne son fils Dauphin après lui. Lors cessa la guerre et le comte Amé véquit en paix aimé de ses sujets et mourut en Avignon où il étoit allé par devers le pape pour aucunes causes

---

rait faire avec les citoyens de Genève aucune alliance nuisible au comte de Savoie dont il devait défendre les droits dans la ville. „Ainsi fut rivée la sujetion des comtes de Genève. Ainsi cette maison souveraine tomba sous les coups de la puissance toujours grandissante de la maison de Savoie. En 1297 fut stipulé le contrat de mariage de Guillaume, fils du comte Amé de Genève avec Agnès, fille du comte de Savoie. Le comte de Genève dut assurer sa succession au fils aîné qui naîtrait de ce mariage. C'était là une alliance forcée, moins faite pour cimenter la paix que pour assurer plus fortement la fusion du comté de Genève dans les Etats de Savoie. En 1401, en effet, ce comté tout entier n'était plus qu'une province de la maison de Savoie.

[65]) Guerre des Albigeois.

l'an mil trois cents XXIII et laissa so
Savoie.

XIII. Chroni
de Edouard le li

1. *Comment le conte Edouard print le*

Cestuy Edouard était un homme g
gracieux et plaisant. Et estait joyeux
si non au jour la journée. Et adveno
rier ne pouvoit fournir à ses affaires
Il tenoit grand état à dame Blanch
joyeusement.

La paix avoit duré un temps e
Faucignerains, et le pays s'enrichiss
par espécial le pays de Faucigny ca
moult ménagier, et faisoit manoirs et
Entr'autres il fit édifier en la marche
de la montagne un chastel fort qu'il a
il pouvoit voir son pays et les pays
Vuauldz et de Chablois[67]). Or il adv

---

[66]) La guerre que continue de faire le
du Viennois est racontée dans la Chroniq
plupart sont romanesques. Elle se termin
la suite de laquelle Edouard se retira en
mée Française, non pour demander secou
bataille de Moncassel contre les Flamand
en 1329 et fut transporté à Hautecombe.
postérité, le comté de Savoie échut à son
de Violante de Montferrat Amédée surnon

[67]) Le château de Montforcheys avai
Faucigny, frère du Dauphin Jean II, dans
fait élever tant d'autres constructions de c
d'un empiètement sur la seigneurie voisi
ment que l'on mettait à attaquer et à dé
naient toutes les positions fortes dans les
construits au moyen des prestations corpo

ain de Thonon dit au conte Edouard: »Je m'esmerveille comment vous avez laissé élever ce chastel sur les limites de votre terre et devostre juridiction appartenant sur mon office, ce qui par le temps à venir vous pourroit dommager.

Quand le Comte l'eut entendu il envoya vers le signeur de Faucigny, son beau-frère, et ly demanda que incontinent le chastel de Montforchier fut abattu senon il iroit l'abattre. Le signeur de Faucigny répondit qu'il ne l'abattroit point, car il l'avoit fait construire sur sa terre et non pas sur autruy. Alors sans nul autre ajournement fit le conte Edouard le siège devant Monforchier et le prit le douzième jour.

2. *Comment le conte Edouard déconffit le dauphin devant les Allinges.*

Cependant le Signeur de Faucigny avoit requis le Dauphin Guigue son neveu qu'il le voulsit aider à toute sa puissance. Alors s'appresta le dauphin pour ayder à son vassal et trouvant que déjà le comte Edouard avoit prins Monforchier, par vengeance assiégea le château de l'Allinge qui tenoit pour Savoie; avec messire Hugues de Genève et le sire de Faucigny. Mais voyant que le comte de Savoie estoit bien apprêté, ils descendirnet en la plaine et se rengirent à l'encontre de la bataille du conte de Savoie. Mais le champ demoura au conte Edouard non sans grand perte et occision de ses gens d'armes. Le conte fit ensevelir les morts en terre prophane et envoya tous les navrés à Genève pour les faire saner et panser. Puis après manda les communes de Vaulx pour soi renforcer. Et puis assiegea le chastel vieil des Alinges qui tenoit pour le dauphin, et quand il l'eut prins, il le fit ruer par terre. Et puis ordonna que des pierres et du merrain on fit refaire son chastel d'Allinge qui assis étoit de les l'autre et de là s'en vint avec ses gens à

---

corvées etc. Cela explique pourquoi ils étaient si odieux aux mainmortables qui à la première occasion se ruaient dessus et épargnaient à l'ennemi la peine de les démolir. L'étymologie de Montforcheys est facile à comprendre, *Mons-forciæ*, Montfort, à cause de sa position militaire comme noyau de conquêtes.

Genève où il contenta un chascun et
chacun en leur pays. Mais le conte
guerre, sy ne rompit point toute son
munes et outre vagans, et tint tout
mille hommes fouragés et habillés en
(chaque jour) faisoit son retour en la
moult aimé, et là il se festoyoit o le
ville, à l'ung jour cheux l'un et à l'a

Le signeur de Faucigny ne pouv
oltrages, et fit un assemblement secr
mes. Et de fait il fit tant qu'il entra
Boges. Au quatrième jour vint le
sceu et frappa sur le logis des Fau
qu'il sembloit que la terre fondist.
sistèrent si fortement qu'ils repoussèr
au dessoubs de la ville. Quand mes
rompus, il se tourna criant: »*Savoy*
si me suyve.» Et puis dit a Vulliau
estandart portoit: »*A cuer fally plutôt*
à honte.« Et là refist Wuilliarme de
ce fut merveilles et alla poindre la
A cettuy cri ses gens frappèrent de
hardiement que tous se mirent en f
qui là. Après cela le conte Edouar
garnit le chasteau de gens d'armes.

Après que le conte de Genève eut
cigny et ses gens fugitifs en sa terre,
de sa femme lui en seut si mauvais g
pourquoi il fit mouvoir son pays cont
gion de rechief le conte de Genève a
le signeur de Faucigny vinrent par
pays de Savoye et marchèrent sur le
rent le siège devant le chastel de Vel
vant de Vyrieur pour ce que étoient fav
Et de là chevauchant les contrées
gastérent tout ce qui étoit hores de fort

Armance et là ils se mirent sur le lac et nagérent oultre forçe de batteaux, et coururent tant de sa comme de là tant ı Pays de Vauldz comme en Chabloys où ils firent moult dommaiges. Le conte Edouard ne dormoit pas, ains fit son mandeent et alla devant le chastel et la ville d'Evyans à toute puisınce qu'il assaillit par deux jours et au troisième les conqueta, les brûla et destruisit et mit la ville en ruine et y moururent oult des habitans, et y eut moult de prisonniers.

5. *Comment le conte Edouard eut la Cluse de Gex.*

Guillaume conte de Genève quand se vit ainsi deffié du ›nte Edouard, requit messire Jehan de Chalon son cousin, qui nt par Saint Glaude férir à Gex, et de Gex il s'alla joindre ʼec le dauphin et le conte de Genève et le sire de Faucignye. s firent deux parties de leurs gens dont messire Jehan de halon et le signeur de Faucigny menèrent leur siège devant Cluse de Gex et là demourèrent tant qu'ils l'eurent forcée. t le conte de Genève et le dauphin et messire Hugue de enève chevauchèrent contre Vaudz où ils firent moult maux, llement que les barons et la gentillesse et les signeurs du pays, ıssi les communes, s'assemblèrent à résister à l'encontre d'eulx. t furent en bataille devant et dessoubs Cressye et là se tinrent ›us coys. Quand le conte de Genève et le Dauphin les virent nsi être amoncelés, ils ne cuydèrent pas qu'ils fussent tant e nombre comme ils étoient, sy dirent: »*frappons sur cette llanaille.*« Et là eut dure meslée, mais à la fin le conte de enève et son frère perdirent la place et aussi le dauphin et retrayrent jusqu'à Gex. Et là fut prins Guillaume de Vulliauıres et plusieurs bourguignons. A Gex les fuyans trovèrent ɜhan de Chalon et monseigneur de Faucigny qui venoient de ı prinse de la Cluse et ils furent mal contens, et torna chaun en son pays.

Le conte Edouard sentit la départie de ses ennemys, et 'autre part fut moult joyeux de la rotte que ceux du Pays de 'uauldz avoient faite. Sy s'apresta sans bruit et se tint à Geève jusque près la Noël et fit crier un beordis et une joustes

aux Kalendes de novembre, et chevaucha devant la Cluse de Gex qu'avoit prinse messire Jean de Châlon pour le sire de Faucigny, et là il demora neuf jours sur la neige et gellée. Et finablement voyant le chatellain qu'il n'attendait secours, il print argent et rendit la place. Et puis s'en alla le chastellain vers Monseigneur Guillaume, seigneur de Gex, lequel le fit pendre pour ce qu'il avoit fait faute.

4. *Comment le conte Edouard habattit la Bastie de Compeys.*

Messire Girard de Ternyé fit bastir au nom du comte de Genève une *bastie* sur ung grand Mollart appelé du Millier sur le Rosne d'un côté et sur l'Arve de l'autre et à front de Genève. Et la cloys premier de pallins de boys, et puis la mura de murs et la fit pour guerroyer ceux de Genève pour ce qu'ils étoient adhérissans au conte de Savoie. Et messire Humbert de Cholays, mestre d'hotel du conte Guillaume de Genève en fit batir une autre sur le Mollart de Compeys où il mit brigans et arballestiers. Quand le conte Edouard seut ces deux baties fortiffiées, il vint tout droit devant celle de Compeys et la print par force et la fit arraser par terre. Et puis fit à celle de Ternye comme à celle de Compeys. Et lors fut ordonné qu'ils deussent chevaucher jusqu'au pont d'Arve pour parvenir devant la bastie de Millyer devant Saint Jean le Rosne entre deux. Mais monseigneur Girard de Ternyé sut leur venue et fit abattre le pont d'Arve tellement que le conte ne put passer. Sy fit essayer le gué, mais l'Arve étoit si grande que plusieurs s'y noyèrent. Et le conte Edouard, voyant cela, se retraist à Genève où il fut le bien venu. Et messire Girard de Ternyé mit ainsi en seureté sa bastie du Millier qui puis fit maintte guerre à Genève.

5. *Comment le comte Edouard eut le Chastel de Vessens*[68]) *appartenant au Conte Guillaume de Genève.*

Tout l'hiver se tint le conte Edouard à Genève, et quand se vint le printems chevaucha vers la Cluse et vint devant le

---

68) *Fessens* (Chronique de Champier.)

chastel de Vessens lequel étoit au conte de Genève. Et là ordonna quatre assauts. Ceux de la garnison se deffendirent vaillamment et affolarent moult de ceux du conte Edouard. Mais tant ne se surent deffendre que d'assaut ne furent prins. Et le conte les print à mercy pour ce que si vaillamment s'étoient deffendus.

6. *Comment l'on apporta nouvelles que le Conte de Genève étoit mort.*

Comme le conte Edouard eut prins Vessens, l'on ly apporta novelles que le conte Guillaume de Genève étoit mort. Et nonobstant qu'il ne l'aimoit guères, sy en fit le deuil, car parens estoyent, et mari de sa soeur estoit et son fils étoit son nepveu qui fut appelé le Conte Amé de Genève. Mais ce nonobstant le conte Edouard ne rempit point son armée, et s'en alla devant Ballon lequel chastel étoit au conte de Genève, et tellement le combattit qu'il l'eust et contraignit tous les nobles du mandement et tous les hommes de ly faire fidélité. Puis alla mettre le siège devant Armance, et entretems qu'il fut au siège fit un si horrible temps de tempêtes, de gresles et de ruynes de pierres que maintes gens périrent, et les pierres tuèrent les oiseaux en l'air vollant, et les poissons et les canars au lac, et furent les vignes, les blés tous gastés. Et fut si horrible tempeste qu'il fallut que le conte de Savoye levât le siège de Hermence. Ains s'en revint retrayre à Genève où il se reposa et mena joyeuse vie lui et ses gens. Et là vint monseigneur Galloys de la Baume lequel il recust moult gracieusement, car moult bien s'étoit comporté luy et ses gens.

7. *Comment le conte Edouard desconfit le conte Amé de Genève sur le mont de Mortier.*

Amé jeune, conte de Genève, demoura en l'age de quinze ans et voulut faire de l'homme. Ainsi un jour il se trouva avec ses jeunes gentilshommes et en parlant qui d'un que d'autre, il voua et jura qu'il se penneroit de ravoir ses forteresses perdues ou qu'il mourroit. Et délibéra d'aller combattre le conte Edouard où qu'il fust. Et fit son mandement de tout le pays

de Genevoys et aussi manda messire Hugue son oncle, le si-gneur de Faucigny et le signeur de Gex lesquels s'assemblèrent dans la ville d'Annessye d'où ils chevauchèrent jusqu'à Rumilyer et firent deux parts de leurs gens, l'une pour courre vers Ballon et l'autré vers Gaillard et autres places perdues.

Le comte Edouard sceut cette armée, manda toutes ses garnisons et dist à messire Galloys de la Baume: »Il nous faut aller à l'encontre de mon nepveu et sy me griève, mais à cette fois je suis deslibéré de montrer à messire Hugue de Genève sa folie et son petit gouvernement. Or ça il ne faut plus séjourner.« Sy partirent à la minuit de Genève et furent au point du jour à Salanove. Le Conte Amé sachant que le conte Edouard le venait combattre gagna le sommet du mont du Mortier. Et à ce cop le conte Edouard étoit deja au bas de ce mont. Chacun des deux côtés fit de ses gens deux batailles. Le comte Edouard fut longuement attendant que les Genevois descendissent, mais ils se tenoient sans desrangier. Quand le comte Edouard vit ce, il fit signe à cent hommes de cheval qui tous les lances sur la cuisse férirent en la première bataille du comte Amé de Genève. Là commença escarmouche moult aspre des Genevois et des Savoisiens, et en tant qu'elle duroit, le conte Edouard monta par ung à pied le mont du Mortier avec les gens de sa bataille. Les Genevois moult vaillamment reboultèrent les Savoisiens et les fisrent dévaller. Mais le conte Edouard ralliait ses gens et la meslée fut dure des deux côtés. Les deux parties avoient leurs bannières ruées par terre, si qu'il n'y avait plus de cognoissance d'enseignes. Lors un chivallier d'Allemaigne nommé monseigneur Frich des comtes de Letz se mit à redresser la bannière du conte de Genève; mais monseigneur Guillaume de Mons, vaillant et notable chivallier du Pays de Vaudz le vint heurter si fièrement que le rua à revers sur la terre et fut fort blessé. Et puis monseigneur Guillaume de Mons le brant d'acier en main frappant à destre et à sénestre fit tant qu'il releva la bannière de Savoie. Et quand se virent les seigneurs de Savoie, ils se rallièrent tous et mirent les ennemis en fuite. Et se retirèrent en gran

tristesse à Annessye le comte Amé, son oncle et les seigneurs de Faucignye et de Geix. Et quand Dame Agnès de Savoie les vit, elle dit: »*Vous n'avez voullu croyre; or çà il n'y a plus que de quérir à luy et à son pays les remèdes honorables et prouffitables.*«

8. *Comment le Comte Edouard alla assiéger le chateau de Varey appartenant à messire Hugue de Genéve.*

Le comte Edouard fut moult joyeux de la victoire du mont de Mortier. Il envoya lettres partout pour pousser la guerre plus loin et manda à tous ses signeurs, parens et alliés qu'ils soyent à un jour nommé à Bourg en Bresse. Son nepveu le comte d'Auxerre, son cousin Robert fils du comte de Bourgogne, le comte de Beaujeu et le comte de Quibourg[69]), le signeur

[69]) Cette participation de Seigneurs de l'Helvétie allemanique dans les guerres des comtes de Savoie et des comtes de Genève n'est pas justifiée par l'histoire. Le Chroniqueur est fidèle à son plan qui consiste à donner à la maison de Savoie le plus grand nombre possible de tenans et de vassaux. Ces guerres, du reste, pour les détails, ont été assez fidèlement racontées par Spon, par ses successeurs, et par les historiens du Pays de Gex et des contrées voisines. Mais ces récits, qui tous ont la Chronique pour base, avaient fini par s'en éloigner tellement qu'il importait de revenir à la source originale, au texte pur de la Chronique que Champier et Paradin après lui avaient déjà rendu méconnaissable dans leurs Chroniques imprimées. Pour les détails topographiques qui concernent les divers faits de guerre narrés par le Chroniqueur, on n'a qu'à comparer notre texte avec les récits des historiens de Savoie et de Genève. Ces événemens ont acquis dans l'histoire locale une sorte de popularité qui dispense de plus amples éclaircissemens.

Quand on sait comment la féodalité avait disposé irrégulièrement dans nos contrées alpestres et Jurassiennes, si accidentées, les domaines de chaque seigneur, quand on se figure leurs possessions enchevêtrées les unes dans les autres, on a aussitôt la clé de toutes ces petites guerres privées qu'ils se faisaient incessamment. Ainsi les comtes de Genève, ceux de Savoie avaient des terres dans le Dauphiné, et de leur côté les Dauphins, par le mariage de Guigues VII avec Béatrix, héritière de Faucigny, étaient venus à posséder dans nos contrées de châteaux et des territoires disséminés. De tous ces

d'Arberg et le comte de Neufchastel et plusieurs autres
trées lointaines vinrent volontiers là servir pour la vaill
largesse. Il manda aussi le comte de Gruyère, le sigı
la Tour, le signeur d'Avanche et finalement tous les ch
du pays de Vaudz. L'ordonnance faite, ils vinrent
Varey où ils mirent le siège.

Le signeur de Tournon, qui cappitaine de Var
durant les trèves, manda à messire Hugue de Genève
ne venoit le secourre dedans quinze jours, il fallait
rendit. Messire Hugue était déja tout prêt et son ı
conte de Genève avec luy. Il avait à son aide le daupl
de Chalon et un capitaine de compagnie, qui s'appeloit
Chanoine, et d'autres seigneurs du pays un grand tas, t
qu'il se sentit puissant. Et aussi s'assemblèrent les (
et Dauphinois sur la plaine et sur le port d'Aloettes ju
mire d'Ambrunays. Le conte Edouard et ses signeurs s
à aller à l'encontre. A celle pugnée les gens du co
de Genève repoulsèrent les Savoysiens jusqu'au pavillon
Edouard. Or avoit en la compagnie du comte Edoı
homme appelé le *Brabançon* lequel estoit monté sur un
legier, lequel rompit par trois fois l'echelle de l'avant
Dauphin. Or dit un capitaine du Dauphin, qui étoi
gneur de Vaux du Royaume, au grand Chanoine qu
une grande barre de fer: »Je suis marry de celuy ho

---

points de contact, de toutes ces juridictions bigarrées résult
cessantes occasions de guerre.

Remarquons encore que les actes législatifs de Saint L
avait usé de l'autorité de son nom vénéré pour interdire le
particulières entre les seigneurs, n'avaient point eu de prise
pays reculés qui servaient de théâtre à ces querelles armées
tes de Savoie, de Genève et des Dauphins. C'était en vain
narques et pontifes cherchaient à intervenir pour arrêter cett
belligérante. Le mal était inhérent au sol et il était plus fort
les palliatifs. Cela dura jusqu'au règne du comte Amé V qui
lement tirer parti de ces luttes intestines qui étaient devenues ı
pour affaiblir et ruiner ses adversaires l'un par l'autre et po
en une seule ces petites suzerainetés ennemies au sein de nos m

»tant de maux nous fait. Il seroit bon pour toy et pour moy »qu'il fut occis.« Adhonc vint le Brabançon passer par devers eux, et alors le grand chanoyne le voyant haulça la barre de ferre et frappa si durement sur la teste du destrier que rien n'y valut le chanfrein d'acier que mort ne cheust à terre. Adhonc le seigneur de Vaux descendit hativement de son cheval et alla tuer le brabançon sous son destrier dont après s'il fut fort blâmé parcequ'il ne le print pas prisonnier.

9. *De la prinse du Conte de Savoie et de la bataille obtenue par le Dauphin.*

Durant cette bataille un homme d'armes nommé Haulberlon de Maillier pressa si fort le comte Edouard qu'il le print prisonnier et le mena hors de l'estour de la bataille. Mais le seigneur d'Entremont et messire Hugues de Bozesel tant surent faire qu'ils remontèrent leur seigneur à cheval et lui firent passer le pont d'Ains, et retournèrent à la bataille, après avoir leur seigneur sauvé, mais furent prins avec plusieurs autres, car la bataille fut moult cruelle et y demeurèrent plus des Savoisiens que des autres. Après ce fut fait le buttin et le chastel de Varey fut renforcé et là demora monseigneur Hugue de Genève, et le daupbin en son pays, et le comte Amé de Genève vint à Anessye où il conta sa venture à sa mère qui ne s'en esjoyt ni dollut.

10. *Comment le comte Edouard alla pour avoir secours en Bourgogne, en Bretagne et en France et mourut à Paris*[70]).

Le conte Edouard étant vaincu devant Varey fit voeu à Dieu qu'il se mettroit en peine et travail pour soy venger. Pour laquelle occasion alla vers le roy de Françe. Mais quand il fut arrivé à Paris il ne peust parler à luy à cause de la destresse angoysseuse qu'il portoit en son coeur, tellement qu'il en mourut. Ses gens l'embausmèrent et confirent en espices et le firent porter en une tombe de plomb à Hautecombe. Et pour ce qu'il

---

70) Charles IV, le *Bel*, était mort en 1328. Philippe VI de Valois était roi de France en 1329.

mourut sans enfans mâles fut baillé l'anneau de St. l
aux seigneurs et barons du pays lesquels l'eurent en
jusqu'au renouvellement de l'autre conte qui fut son f
conte Aimon.

Le dit conte Edouard mourut l'an mil CCCXXIX so
de Bavière eleu empereur et soubs Charles roy de Fra

XIV. Chronique de Aimon [71]).

1. *Comme le duc de Bretaigne voulut avoir la comté de*

Or il avint que estant mort le conte de Savoie l
sans mâles héritiers, Dame Marguerite sa fille, femme
de Bretaigne, transmit en Savoie ses ambassadeurs pour
possession de la Conté. Les ambassadeurs chevauch
Chambéry où se tenoient alors les trois Etats lesquels
avis et conseil et répondirent par l'archevêque de Tha
que la coutume du Conté de Savoye n'a pas usance de
en quenouille tant qu'on puisse trouver aucun hoir mâl
qu'il soit. »Et là, Dieu merci, dit l'archevesque, nou
Messire Aimon, frère du feu conte Edouard, et après l
sire Philippe, prince de la Morée, et encore messire L
Savoie, seigneur de Vauldz. A cette reponse retournè
ambassadeurs en Bretaigne dont le duc et sa femme ne
mye bien contens.

Les trois états envoyèrent ensuite querre messire Ai
Avignon où ils le trouvèrent menant grand deuil et ve
noir, et le menèrent à Chambéry où par le commun
fut deslibéré qu'il auroit l'anneau de St. Maurice. Et

---

[71]) La Chronique ne raconte guère d'Aimon que ses prises d'
contre le Dauphin Guy VIII, tué sous le château de la Perrie
la paix ménagée par le roi de France entre lui et le successeur
Dauphin. Les autres faits du règne de ce prince, sa combourg
avec Berne en 1330, sa médiation entre cette ville et celle de Fri
et d'autres faits importans sont omis par le Chroniqueur. Aim
mourut pas en 1342, mais en 1349, durant la vacance de l'empi

ıoyennant certaines finances qu'il reçut, le duc Jehan de Breıgne fit quitter à madame Marguerite les droits qu'elle prétenoit avoir.

Après que le comte Amé eut accordé avec sa nièce de retaigne, il espousa Yollande, fille de Messire Théodore, seond fils de l'Empereur Manuel de Constantinople, lequel avoit té receu marquis de Montferrat. Cette Yolande, qui venoit du ›gitime lignage de l'Empire de Grèce, fut moult aymée de ses ıjets, car elle leur donnait moult volontiers leurs nécessités omme de boire, de manger, et vestir et chausser et plusieurs utres douceurs. Advint une fois que la bonne dame enfanta n dernier fils duquel elle mourut et le fils aussi après son aptême.

2. *Comment le comte Aimon fit alliance avecques le comte de Genève.*

Cependant Gygne, dauphin du Viennois, se glorifioit beauoup pour la victoire devant Varray, et malmenoit fort les ;ens des frontières de Savoye qui étoient misérables et n'étoient 'estus les plus riches que de drap de bureau et de gros poil le chèvre. Et le comte leur dit qu'avant peu il les vengerait. Lors manda messire Philippe de Savoie, prince de la Morée, messire Loys, seigneur de Vaulx, et tant fit le comte Amé qu'il eut devers lui le comte de Genève son neveu lequel lui fit hommage de la dite conté. Quand il eut fait ainsi son amas de gendarmes, il alla mettre le siège devant le chastel de Monthouz, et avait avec lui beaucoup d'Allemands et de Bourguignons [72]).

[72]) Par *Allemands* il faut entendre essentiellement des Bernois. es princes de Savoie, depuis qu'ils avaient établi dans le Pays de 'aud une branche cadette de leur famille, celle des Barons de Vaud, ui étaient pour eux comme une sentinelle avancée du côté de la Suisse, vaient changé leurs rapports avec les villes de l'Helvétie. Indirectenent et par crainte des Habsbourg-Autriche ils poussaient à l'émancipation des villes. Edouard se fit recevoir Bourgeois de Fribourg; ımon reçut la bourgeoisie de Berne en 1330 (*Anshelms Bern-Chronik* 1.) „afin que l'affection que ses ancêtres portaient à cette ville et ses bourgeois ne périt pas." Ainsi les rapports avaient changé et

Ce chasteau était échu au Dauphin av
par la mort du seigneur de Faucigny
enfans, et le dauphin l'avoit donné à
de Viennois. Ce dit chastel grevoit f
Genève. L'assault fut moult âpre,
virent qu'ils n'étoient pas les plus foi
conte qui de là retourna à Genève.

Le dauphin Guygne fut moult c
chasteau de Monthouz, et le fit repı
messire Hugue de Genève. Le comt
la ville de Seyssel où lui vint la no
chastel. Puis manda messire Amé
grande multitude de gens d'armes d
Savoie fut moult content et mit ses
pour batailler. Messire Hugues de G
regardait le conte mettre en ordre
gens sur le Molart de Monthoux. (
ce, il dist: »Or ça, il faut essay
»à nos ennemis sur cette motte.« Et
à entrer sur eux valleureusement, mai
ennemis, qui l'avantage avoit du ha
le trait d'un arc et là fut prins m

---

les comtes de Savoie commençaient à t
avaient été les seigneurs. Ce mouvement
heure, car il sert plus tard à introduire
Savoie. En attendant, les Bernois comme
guerriers héroiques dans les armées de
on les trouve mêlés à toutes les entrep
Guichenon dit en parlant d'Edouard: „C
la véritable politique des Souverains en
des Bernois dans la guerre contre le Dau
la liberté et de seigneur qu'il étoit à cet
l'allié.«

Plus tard les Bernois servirent encore
les successeurs du comte Edouard surtou
et pour les entreprises sur Milan. (Voy
à Louis de Savoie publiées par nous d'ap

plusieurs autres. Ce véant les comtes de Savoie et de Genève, ils délibérèrent ou de morir ou de les secorir. Et recommença la mêlée si dure que les Dauphineus furent déconfits et resta le champ aux Savoisiens. Messire Hugue de Genève prit le parti de soy retraire avec un page et s'enfuit à Saint Iore.

Ne demeura guère après la déconfiture de Monthoux que le dauphin se vanta qu'il viendroit mettre le feu aux bourgs de Chambéry, pourquoi le comte Aimon considérant qu'il ne saurait venir à Chambéry que par deux côtés, c'est assavoir entre Montmélian et Aspremont, il ordonna être édifiés deux forts chasteaux, l'un les Marches et l'autre les Mottes. Quand le dauphin sceut ces forteresses il n'osa plus venir à Chambéry accomplir ce qu'il s'étoit vanté.

3. *Comment messire Hugue de Genère prit Ville-grand.*

Messire Hugue de Genève, moult despité de la honte qu'il avoit eue à Monthouz, se partit de Faucigny et s'en vint devant le chastel de Ville-grand qu'il prit à force, puis le brûsla et se partit avec ses gens si que les contes de Savoie et de Genève ne le purent avoir pour lors. Mais firent reffaire la ville et le chasteau.

4. *De la venue du Dauphin à la Pierrière.*

D'autre côté ceulx du Dauphiné en grand despit des forteresses que le conte de Savoie avoit fait bâtir, vinrent pour prendre une forteresse nommée la Perryère et dressèrent leurs engins car le Dauphin y vint à toute sa puissance. Et subitement ayant mis un ermet en tête, il alloit avisant la forteresse et devisant comme il la pourroit avoir. Mais partit du chastel par une fenestre un trait d'arballete lequel férit le dauphin au milieu du front et tomba mort à terre. Et ainsi mourut le dauphin Guygne. Là dedans la forteresse étoit capitaine Jean de Verbon avec le chatelain Aymo de la Motta, Perceval de Villars, les deux bastard de Seyssel et d'Aigremont et jusqu'à cent et trente gens de bien et nobles hommes qui mirent un des leurs dehors la nuit pour avoir secours du conte de Savoie,

mais las il fut prins des ennemys. La presse des Daupl fut si grande, après la mort du Dauphin, que ceux du ch durent se retraire au donjon et sur le plus haut étage tour. Quand ils furent retraits les Dauphinois bouttèrent aux trois étages dessoubs, mais au quatrième ne purent Au troisième jour les gens de siège ordonnèrent miner l pour la faire sauter tout en un tas, et ceux du chastel qu'ils n'avaient nul secours parlementèrent et se rendoien vies sauves. Mais quand ils furent tous avallés (descend la basse cour, et étoient devant le seigneur d'Albannoy s'esmeurent les communes et comme chiens enragiés les tuer et copper par pièces, tellement que un seul n'en éc voulsissent ou non la gentilesse. Et puis de là se parti allèrent querre en Faucigny le signeur Humbert, frère d phin Guygne et le menèrent au Dauphiné où fut fait Da

Devant ce temps règnoit encore pape Benoit XII en Av lequel fit savoir au roy de France Philippe les grands ma étoient à tous ces pays à cause de la division du comte et du Dauphin. Le roy pourpensa d'y mettre paix et et les fit venir à Lyon en un jour donné, ordonnant qu cun eut deux arbitres et après plusieurs allégations, dem répliques, dupliques et repliques, la paix fut apointée e noncée et fut la feste grande. Dès lors le comte Aimon à mener en son pays bonne et sainte vie, restaurant égl chasteaux. Or après ces choses il ly print une griève m dont mourut laissant son héritier Amé monseigneur son fit ses tuteurs Loys de Savoie, seigneur de Vauldz, son germain et le comte Amé de Genève son nepveu, en l grâce mil C.C.C. XLII.

XV. Chronique
du Comte Amé (VI) dit le Comte Verd[73]).

Peu après print une griève maladie à monseigneur L Vauldz dont mourut, et le conte de Genève voulut avoi

---

[73]) Amé VI, dont le règne est l'un des plus importants d

la tutele tout à part soy. Mais les barons et les nobles et les trois états se mirent contre, considérant les anciennes inimitiés d'entre les signeuries de Savoye et de Genevaix. Et ainsi fut avisé que monseigneur Guillaume de la Baume fut principal gouverneur, de quoi le conte de Genève fut mal content.

Quand le nouvel conte de Savoie eut vingt ans, il fut un beau prince, haut et droit, bien formé de membres. Cestui jeune conte avoit une seur nommée Blanche laquelle fut mariée à messire Galeache, viconte et seigneur de Millan et de Pavie[74]). Et en ces entrefaites messire Guillaume de la Baume se pensa aussi de marier le conte avec noble dame Marguerite, fille au duc Philippe de Bourgogne qui à cause de sa femme étoit conte

---

histoire, naquit en 1334, devint comte en 1343 et mourut en 1383, après avoir vécu 50 ans et règné 40 ans. Le Chroniqueur commence son récit par la manière dont le comte de Genève fut éloigné de la tutèle d'Amé VI, et les conflits qui résultérent de ce fait, qui est révoqué en doute par Guichenon. Cet historien donne des preuves du maintien du comte de Genève à cette tutèle; mais il fut quelquefois en désaccord avec le conseil de régence.

Les dissensions du Vallais, qui donnèrent lieu à l'intervention armée d'Amé VI dans cette contrée, eurent lieu en 1350. Le chroniqueur confond cette campagne avec celle de 1376 pour le rétablissement d'Edouard, évêque de Sion. En 1350 le *comte Verd* se plaignait de ce que les Vallaisans avaient maltraité quelques uns de ses sujets et entravé les relations commerciales entre la Savoie et l'Italie par le Simplon. Mais le vrai motif était l'ambition.

Les autres faits de cette chronique, l'acquisition de Gex, la guerre avec le Dauphin et Hugue de Genève, les faits d'armes de 1354, la vente du Dauphiné faite par Humbert II à la France en 1343 et les tentatives que fit Amé VI pour l'empêcher, sont en général d'accord avec l'histoire, de même que la célèbre expédition de Grèce en 1366. Nous avons passé rapidement sur cette dernière partie de la Chronique d'Amé VI qui n'entre pas dans notre plan, ainsi que sur l'aide qu'il donna à Naples à Louis d'Anjou qui avait été investi de ce royaume par Urbain VI. On sait qu'il y mourut de la peste en 1383 au milieu de ses succès.

[74]) C'est ce mariage qui ouvrit la porte aux prétentions des comtes de Savoie à la souveraineté de Milan.

de Boulogne et d'Auvergne. Mais pour ce que la dame étoit encore trop jeune, le mariage ne fut point consummé et la renvoya messire Guillaume à son père en moult belle compagnie[75]).

1. *Comment le conte Amé fut fait chevalier devant la cité de Syon.*

Le comte Amé, devenu grand, entendit dire que le peuple du pays de Vallays et les communes avaient deschassé leur évêque et en eut pitié. Sur son pensement survint le comte de Genève, qui étoit son parrain, auquel il dit: »Ne soyez pas eshabi de mon pensement, car selon Dieu j'ai entrepris de faire vengeance de cette villagnage de Vallesans qui ont si vitupé-

[75]) La *Chronique de Cabaret* est plus explicite: „Mais las, elle ne se trova femme utile ne habile à avoir enfans, tellement qu'elle même desira destre en beguynage et fut dame de religion a Poissy."

La dissolution de ce mariage donna lieu à un célèbre procès de félonie, celui du chancelier Solero. Louis de Savoie, baron de Vaud, et Amédée, comte de Genève, avaient en effet fiancé le jeune comte Amé VI et Blanche de Bourgogne qui, étant encore enfant, avait été envoyée en Savoie selon l'usage du temps. Quand Amé fut grand et que la princesse fut nubile, la convenance du mariage projeté s'effaça devant de nouveaux intérêts, car la position des deux cours n'était plus la même. Il en résulta une sorte de rupture entre le duc de Bourgogne, frère de la fiancée, soutenu par la France, d'un côté, et Amé VI de l'autre. Le pape offrit sa médiation et un accord eu lieu en 1351 à Avignon, d'après lequel la dissolution du mariage était prononcée moyennant le paiement de soixante mille florins fait par la France à la Savoie. Quand ce traité fut soumis par le comte de Genève au conseil de Savoie rassemblé au château du Bourget, il parut satisfaisant et fut ratifié. Mais plus tard George de Solero, chancelier d'Amé VI, qui l'avait rédigé, fut accusé de s'être laissé gagner pour y insérer des clauses qui sacrifiaient la Savoie à la France. Le chancelier fut emprisonné. Le comte de Genève prit fait et cause pour lui, prétendant son honneur engagé dans cette question puisqu'il avait proposé le traité. Le pape intervint aussi en sa faveur. On voit par cette procédure combien tout ce qui venait des comtes de Genève était en suspicion dans le conseil de Savoie.

'eusement tollu la cité de Syon à l'Evêque, car je veux ayder ı l'église et chastier ces villains[76]).

Quand ce seigneur vit ce noble courage il dit qu'il faisoit ›ien. Sy furent mandés messire Philippe et Jean de Vienne, les ;ontes de Neuchatel, de Nydau, d'Arberg, de Gruyère, les sires 1e Granson, de Cossonay, de Challant et beaucoup d'autres les pays de Bresse et de Piedmont. Tous s'assemblèrent à

---

[76]) Le prétexte dont usaient constamment les comtes de Savoie, pour intervenir en Vallais', savoir le zèle religieux, couvrait des vues d'ambition. Pas plus que les ducs de Zæringen les comtes de Savoie ne purent s'accomoder au moyen âge de l'indépendance du Vallais. Ils cherchèrent constamment, dès le temps du comte Pierre, à s'en emparer. Ils réussirent de bonne heure à s'emparer du Bas-Vallais et du Vieux Chablais *(Caput laci)*. Pour le Haut ce fut plus difficile, et même ils succombèrent à la, tâche. Les comtes de Savoie, suivant la politique de leur maison, cherchèrent à mettre à Sion un évêque de leur famille. Ils réussirent une fois. Mais les Vallaisans protestèrent contre cette intrusion. Trois fois le *Comte Verd* et le *Comte Rouge* pénétrèrent en vainqueurs jusqu'au fond de la grande vallée du Rhône. Ils étaient suivis d'une brillante élite de chevaliers de Savoie, de Piémont, de Bourgogne et du Dauphiné. Ils avaient à leur solde leurs combourgeois de Berne, et les communes du Pays de Vaud avaient répondu, par l'envoi d'une nombreuse milice, à la voix du prince. Cette infanterie de Berne et de Vaud monta intrépidement à la brèche au siège de Sion qui se défendit héroïquement, mais qui à la fin succomba. Peu de villes, dans les impitoyables guerres du moyen âge furent plus maltraitées que la capitale du Vallais. Le comte de Gruyère, autre vassal de la maison de Savoie, envahissait en même temps le Vallais par le défilé du Sanetsch. Tout semblait plier en Vallais. Le pays subissait son sort, et les vainqueurs s'installaient à Viège, au dernier recoin du pays. Mais tout à coup le peuple un moment écrasé et affaissé se relève. Les Savoyards sont surpris, refoulés et obligés d'évacuer précipitamment le Vallais avec leurs alliés (1376—1388). Trois fois les mêmes scènes se renouvelèrent. La chronique confond pour les détails ces trois expéditions (Voir ci après la Chronique du *comte Rouge*). Mais les motifs d'intervention, bien que différens en apparence, étaient les mêmes en réalité. Au reste l'uniformité des récits et des descriptions est un des caractères des histoires du moyen âge. Les moyens étaient limités et les facultés de l'historien aussi.

Saint Maurice et de là s'en allèrent devant Syon; mais il
vèrent les communes sur un Mollart. Lors fut ordonn
noblesse mettre pied à terre, et les arballestiers et les c
nes furent mis à l'avant-garde et les conduisit le seign
Grandson lequel mit villains contre villains, et en eu
battant, print ce qu'il avoit de gens d'armes à cheval
tellement tout à un coup qu'il les desassemblèrent. E
ment furent desconfits les Vallesans que sur la place s
vèrent morts quatre mille ou environ, et ce qui eschapp
fuit en l'haut des montagnes. Et un nommé Chryttien d
chent étoit leur cappitaine lequel fuyt, mais après il lu
pèrent la teste. Et ne mourut pas un homme de nom
noblesse de ceux du conte de Savoie. Après cette rotte l
Amé alla tout droit mettre le siège devant Syon et l'en
tellement que nul n'y pouvait entrer excepté par le
chastel de Turbillion. Le conte ordonna trois assauts a
parts de la ville dont au principal furent le conte Am
conte de Genève, et ceux de la val d'Oste et de Chabl
rent le second, et le tiers eurent les Bourguignons le
mands et les communes de Vauldz. Et avant l'assaut
messire Guillaume de la Baume pria son seigneur qu'il
recevoir l'ordre de chivallerie et requit messire Guillau
Grandson qui lui donna la collée en disant: »*Chival*
par St. Georges.« Et à cet moment furent faits plus d
cents chivalliers. Ceux de la citté se mirent à deffendre
reusement et dura le combattement dès devant le jour
basse none. Et là se porta trop oultragement le conte
ne se purent deffendre ceux de la cité qu'ils ne fussent v
Et quand ils furent sur les murs le conte dit qu'il n'en
jà ne par sur mur ne par dedans porte, et fit à desrocl
grand quartier de mur et par là entra sans baisser sa ba
La ville prinse fut mise à sacqueman et quand le cha
la Mayere vit la ville prise le chastellain sy rendit sa vi
ses compagnons sauve. Et après les chanoynes qui
dans la forte église de Valleyre se rendirent au conte q
devant le chastel de Turbillion qui encore tenoit, et là fi

er une bastille, mais le chastellain rendit aussi Turbillion à vie auve. Et quand les Valleysans virent leurs gens morts et déonfits, il *échappa qui peust*. Et quand ceux de Montorge et 'Ayaux le surent, ils rendirent leurs deux chasteaux au conte. ;t leur ordonna à faire l'hommage à leur signeur l'Evêque de yon et le mit en son siège dans l'eglise catédrale de Valleyres t là lui mit en sa sujection la cité de Syon et toutes ses fortesses. Après cela le conte Amé retorna en son pays et fit rande chère.

2. *Comment le Conte Amé fit crier joutes générailes.*

Après ce retour du Vallays il fit prier grandes joûtes lesuelles durèrent trois jours. Du nombre des chivalliers luttant vec le conte étoient le contes de Villars, de Gruyère, de Iydau, de Vallentinoys, le marquis de Rottelyn, les sires l'Entremont, d'Aix, de Vuarambon, de Cossonay, de la Tour, le Salins, de Blunay, de Granges, et autres seigneurs sans iombre. Et étoient les chevalliers tous vêtus de habillenens verts et aussy les dames, les beaux plumets sur les heaunes verts, et les bardes et couvertures des chevaux vertes à rosses campanes d'argent verdy. — Le premier jour messire inthoine de Gramont comme le mieux ayant fait fut régalé par es dames d'une verge d'or. Le second jour ce fut messire 'eter d'Arberg. Le troisième, où se portèrent grandement les Bourguignons, fut vainqueur messire Chiebaut conte de Neufhastel emprès du lac *d'Yverdon*[77]).

Le conte Amé et ceux de sa court continuèrent à porter 'estemens verts après les joutes dont lors il fut appelé le *conte Verd*[78]).

---

[77]) „Et gaigna le prix messire Thiébaud de Neuchatel en Bourogne lequel fut baisé des demoyselles et receut le prix.“ (*Chronique le Champier.*)

Champier parait avoir raison, car l'histoire de Neuchatel en Suisse ne fait nulle mention du comte Thiébaut.

[78]) Le tournoi solennel du Comte Verd à Chambéry en 1348 est egardé par Guichenon comme authentique. Les noms, armes et devises

·5. *Comment messire Hugue de Genève eut la Baronie* (

Vivant encore le conte Amé de Genève, messire
seigneur de Geix, par un dépit que le Dauphin Guign
se partit de sa fidélité, et fit hommage de sa terre
Verd. Sy avint un jour qu'en une griefve maladie, F
Geyx se repantist de ce qu'il avoit fait et envoya
Faucigny messire Hugue de Genève qui y gouvernoi
Daulphin, et le fit son héritier lui donnant Geyx e
baronie. Puis bientôt rendit l'esprit. Messire Hugue
print possession du tout et garnit les forteresses.
alla vers le daulphin Humbert et se fit investir et en
la dite baronie de Geyx. Quand le *Conte Verd* sceut
il envoya vers Hugue de Genève et le somma qu'il ly
hommage. Messire Hugue répondit qu'il n'avoit que
le conte de Savoie, ne voulloit estre son homme en
que tant qu'il touchait la baronie de Geyx, qu'il la
Dauphin Gigne.

Le *conte Verd* tint son conseil à Genève sans f
semblant sinon en manière de joyeuseté. Et toute fo
loing tous ses amis. Quand il se vit avoir noble con
dit en la salle des Cordeliers de Genève: Monseigneu
requiers que me veuillez accompaigner bien près d'i
cun cria: »Commandez, commandez.«

Au point du jour furent devant le chasteau de
lequel ils prinrent d'assaut. Puis le conte mit si for
devant Geyx, atorna engins, bricoles, colliars, ch
canons, bombardes et engins et artifices de guerre,
que ceux du chastel moult étoient grevés. Mais ysso
et sonnant, car en la ville et au chasteau avoit de vail
chivalliers et écuyers. Le Capitaine fut Hugue de S
et avec luy Guillaume de la Croix et Humbert du C
Sallenche et autres nobles du Faucigny; et du Dauphi

---

des tenans étaient peintes jadis dans l'église des fran
Chambéry dans l'ordre où ils joûtèrent. Mais en faisant bl
glise on a effacé ce souvenir de la chevalerie Savoisienne.

Eynard de Beaumont et autres Dauphiniens. *Le conte Verd* les prisoit moult par leur vaillance, mais ce nonobstant les mit à telle extrémité, que le quinzième jour print la ville de Geyx d'assaut et entre les autres les signeurs de Mont et de Vaudz se portèrent moult vaillamment. La ville prinse, le conte mit le siège royal au pied du mur du chasteau, et leur donna tant à fayre que moult furent grévés ceux du chastel. Touttefois se tinrent par cette fois. Le lendemain fut avisé par ceux du chastel, vu qu'ils n'attendoient nul secours, et que plus n'avoient vivres, qu'ils se missent à parlementer. Estre l'accord entre eux fait, ceux du chastel firent un son de cornet et puis Hugue Saint Jore print à crier: »*Playse à Monseigneur le conte* »*de moy donner seureté et que je puisse descendre en bas à ly* »*parler.*« Quand le conte l'entendit il respondit: »*Capitaine,* »*venez seurement avec ceux que vous plaira, et soupperez avec les* »*Compagnons.*« Lors descendirent bien jusqu'à dix. Et là fut accordé qu'ils rendroient le chastel, leurs vies et bagues sauves. Et le traité fait ils menèrent le conte dedans le chastel où il dormit ceste nuyt et fit moult d'honneur à ceux de la garnison. Le matin le *Conte Verd* fournit la ville et le chastel de gens, et vint devant le chastel de Fleye où Aymar d'Anyères et Ayme de Rossellion voulurent faire du bon vallet et refusèrent à rendre le chasteau jusqu'à la tierce fois. Et firent comme gens de bien et se tinrent jusqu'à muraille desrochée, et là furent prins et menés devant le conte Verd qui leur dit: »*Voyrement vous êtes bons pour garder forteresse et pour ce vous irez garder le chastel de Geyx.*« Et les envoya tous prisonniers à Geyx, puis tira outre jusqu'à la Cluse où il donna promission aux nobles de la Garnison de Geyx qui allèrent conter au Dauphin et à messire Hugue de Genève la vaillantise du conte Verd.

Courroucé fut messire Hugue de Genève qui, quand il sent etre perdue la baronie de Geyx, demanda secours au dauphin et avec son ayde prit le fort chastel de Mordres, Masières et Bonnevaux. Comme le *conte Verd* s'en allait pour faire lever le siège de Bonnevaux, il rencontra à Dolomieu grand nombre de Dauphinois qui étoient avec messire Hugue et emmenoient

une merveilleuse proie. Lors que le conte les aperçut il dit à ses gendarmes que si nul l'aymoit ils le suivissent, et d'un si merveilleux courage se fourrèrent parmi les Daulphinois qu'il n'y eut cellui qui ne print la fuite. Les Savoysiens portèrent merveilleux honneur à leur seigneur de le voir si preux. Le conte ne donna pas pour ce congé à ses gens darmes, ains les mena devant la bastie de belles Marches que le dauphin Hubert avoit fait faire, et print la Bastie d'assaut; après quoi s'en alla devant la ville de Chapareillant, et là étant logié, il manda *Savoie*, son héraut, au Dauphin Humbert et luy fist dire: »Que le conte de Savoye le attendoit par trois jours.« Le conte attendit sur le champ cinq jours, et quand il vit que nul ne venoit il retorna aux basties de Mortes et de Bellemarches, les abattit et aplana. Et sur l'hiver s'en retorna à Chambérye pour rafraichir luy et ses gens, et menèrent joyeuse vie jusque sur la Pasqueur.

4. *Comment le Dauphin Hubert vendit sa conté par desplaisance au roy de France*[79]).

La sayson étant venue que les oysillions commencoient à verdoyer, le comte Amé fit un plus grand amas de gendarmes

---

[79]) *Sur la cession du Dauphiné à la France.*

La cession que le Dauphin Humbert II fit de ses Etats à Philippe le bel, roi de France, le 23 avril 1343, est un des faits capitaux du quatorzième siècle. Cette cession changea totalement les rapports des comtes de Genève vis-à-vis des comtes de Savoie. Une fois la souveraineté des Dauphins de Viennois annihilée, la prépondérance française se fit plus directement sentir sur la Savoie, et par contre-coup les comtes de Genève se trouvèrent exposés sans diversion, sans alliés et sans aide efficaces, aux tentatives ambitieuses des comtes de Savoie qui finirent par les absorber. On peut dire que cette cession fut l'arrêt de mort des comtes de Genève comme Souverains. Il peut donc être utile d'examiner dans quel moment et à quelles conditions elle fut faite.

A l'époque de l'avénement d'Humbert II, le Dauphiné était en proie aux maux de la guerre extérieure et de la guerre civile. Le comte de Savoie l'attaquait avec un extrême acharnement et ce n'était que par son alliance avec le comte de Genevois que le Dauphin pouvait conjurer sa ruine. Au dedans, les puissantes familles des Allemand

et mena avec lui le seigneur de Beaujeu, les contes de Quibourg, de Neufchastel, et de Nydie. Puis s'en allèrent assieger la Tour du Pin, où fut le siège moult longuement sans rien faire. Quand le conte Dauphin seut ces novelles, se trouva moult pensif et commença à dire à son conseil: »Je suis deslibéré de bailler le Dauphiné au roy de France qui mieux le deffendra que nul autre. Le conseil s'y accorda et tout le peuple. Quand le roy de France qui lors étoit à Paris entendit ces nou-

---

et des Eynard formaient deux partis qui entretenaient la division dans la noblesse et parmi le peuple.

Voulant remédier à ces maux le Dauphin Humbert II traita de la paix avec le comte de Savoie, ou plutôt avec le conseil de régence qui gouvernait pendant la minorité d'Amé VI dit le *Comte Verd*. Le traité est du 7 mai 1334. Il força ensuite les deux familles rivales à recourir aux voies de droit, qui commençaient à prévaloir, pour terminer leurs différents. Il institua un conseil Delphinal investi de pouvoirs très étendus. C'était à la fois un conseil d'Etat et une cour suprême de justice siègeant à Grenoble.

Mais l'archevêque de Vienne, qui avait exercé jusqu'alors une grande prépondérance dans l'état, jaloux de voir l'administration centrale du pays prendre pied à Grenoble, suscita mille embarras au gouvernement civil du Dauphin. Ce prélat, profitant de l'ascendent qu'exercait encore à cette époque la puissance ecclésiastique, lança contre Humbert les foudres de l'excommunication sous prétexte qu'il avait usurpé sur l'autorité de l'église. Le Dauphin fut obligé d'assièger Vienne et il la prit par capitulation (le 14 fevrier 1342). Les articles de la capitulation furent rédigés par Amblard de Beaumont, protocolaire du Dauphin*). Cette guerre embarrassa encore les finances du Dauphiné qui étaient déjà dans l'état le plus déplorable.

Cependant l'archevêque de Vienne ne se tint pas pour battu. Il recourut au pape qui résidait alors à Avignon. Clément VI releva le Dauphin des censures ecclésiastiques, à la condition d'expier ses fautes par des fondations pieuses qui obérèrent encore plus ses finances. Ce fut pour obéir à cette injonction qu'il fonda à son château de Montfleurys une congrégation de filles nobles.

Tous ces embarras, aggravés par la mort du fils unique qu'Humbert II avait eu de la Dauphine, Marie de Baux, firent naître dans

---

*) *Histoire générale de la maison de Beaumont I*, pag. 427.

velles, il fit moult bel accueil aux ambassadeurs et fit ac
avec eux qu'il auroit le Dauphiné moyennant certaines gra
quantités de pécunes. Et si fut traité que le dauphin en
rait sa vie durant, le roy de France promettant de le deff
contre le conte de Savoye et autres quelsqu'il fussent

Quand le conte de Savoye sceut ces nouvelles il fut
triste et marry et envoya messire de la Baume vers le ro
France faire remonstrances: »Mais il n'y avoit remède ca

---

l'esprit du Dauphin l'idée de se débarrasser du fardeau d'une pui
devenue insupportable. Il proposa d'abord à Robert, roi de Sici
lui céder ses états*). Mais la puissance de ce prince était elle
fort compromise. On était à la fin de l'âge féodal et les états
daires n'avaient plus de chances de se consolider par des acqui
de ce genre. Il fallut donc s'adresser ailleurs. Il existait plu
alliances entre les rois de France et les Dauphins de Viennois**)
1339 Humbert se rendit à Paris et entra en négociation avec Ph
de Valois qu'il trouva fort désireux de consolider, par l'acquisiti
Dauphiné, la puissance que ses prédécesseurs depuis Saint Louis a
fondée dans le midi de la France, si longtemps rebelle à leur
nation. Les pourparlers durèrent jusqu'en 1343. Dans l'hiver de
année Humbert eut une entrevue à Avignon avec le fils aîné de
lippe, Jean, duc de Normandie, qui fut ensuite roi de France e
sonnier des Anglais. L'acte de cession, rédigé par Jacques' Br
chancelier du Dauphin, fut enfin signé au bois de Vincennes le 2
1343. Par cet acte Humbert reconnaissait, en cas de mort sans e
pour héritier de tous ses états Philippe, Duc d'Orléans, seco
de Philippe de Valois, et pour prix de cette cession le roi de l
promettait de lui payer 120,000 florins en trois ans.

Voici en quels termes le Dauphin explique sa résolution: „S
„faisons que comme à la divine grâce n'ait plu pourvoir à nous
„phin de lignée descendant de notre corps, par laquelle l'un
„tranquillité de nos terres et subjects se puissent conserver et g
„désirant à tout notre pouvoir obvier aux grands dommages
„pourroient advenir, confiant que à l'aide de Dieu, sous la prot
„et faveur de notre très chier cousin et seigneur le roy de F
„nos dits subjects et terres pourront être soutenus et gardés, avon

---

*) *Propositiones habitæ inter Humbertum Delphinum et Robertum regem Siciliæ d
ferendo Delphinatu sub certis conditionibus* (Mémoires pour l'histoire du Dauphiné pr. act.

**) Entr'autres, Guigues, frère du Dauphin, avait épousé Isabelle, fille de Philippe l

:cords étoient jurés.« Parquoy dit le roy à messire Guillaume, ous voulons que tu nous aydes à conseiller comment ferons nsemble en ce cas. » Sire, je vous dirai, respondit messire uillaume, le duc de Bourbon a une soeur laquelle est appelée onne, si seroit bon que vous la donnassiez à femme au conte mé affin de l'attraire vers vous. Mais je vous conseille que ar le moyen de ce mariage que les Villes et chasteaux du daubine qui sont bien séants à votre prouffit et qui sont au conte

---

ə roi Philippe de son côté s'engagea „de garder et maintenir à tou-urs mais perpétuellement toutes les libertés, franchises, privilèges, ›ns us et coutumes de Dauphiné.« Ainsi Humbert II avait sauvegardé itant que possible l'indépendance et jusqu'à un certain point la ıtionalité de ses états. Par ce traité ils n'étaient point, comme le t Mézeray, réunis à la couronne de France. Il est à peu près certain ıe la perspective d'avoir incessamment de nouveaux démêlés avec les ›mtes de Savoie et la certitude que l'appui des comtes de Genève :ur ferait désormais défaut, furent pour beaucoup dans cette décision ktrême. Mais un premier pas fait par un souverain qui est sur la ente de l'abdication, est fatalement suivi d'autres pas. L'année d'après, a 1344, Jean, fils aîné du roi Philippe, ayant représenté à son père ›mbien il était dangereux de créer ainsi dans un pays qui était le ef des Alpes, un grand fief en faveur d'un prince du sang, Humbert, ìdant aux représentations du roi de France, signa à Avignon, le 7 juin, a présence du pape Clément VI, l'acte qui transférait l'héritage du auphiné sur la tête du fils aîné du Roi de France.

Après s'être ainsi déchargé des soucis de la souveraineté Humbert ; lança dans une carrière d'aventures ruineuses et romanesques. En 345, après avoir rêvé la conquête des Iles Fortunées, il partit pour ne croisade contre les Turcs, de concert avec les Vénitiens. Il eut ›ntre ces infidèles une affaire assez chaude près de Smyrne, mais argent ayant manqué aux Croisés il revit sans avoir rien fait. Ce ıt pendant cette expédition qu'eut lieu la bataille de Crécy. Par ne bulle donnée à Avignon le 14 des Calendes de Septembre 1346, le pape ilicite Humbert d'avoir par son absence échappé au sort probable qui eut atteint s'il se fut trouvé dans les rangs de la noblesse française ans cette funeste journée.

Cependant le parti national du Dauphiné, conduit par le chancelier runier, fit des tentatives pour remarier Humbert II, dans l'espérance e faire révoquer le traité de cession par survenance d'enfants. On

de Savoie vous demeurent, et les autres qui sont sur
ches du conte de Savoie lui demourassent. Le roy l
ce qu'il avoit demandé. Et fut appointé que échange
limitations d'aucunes villes et chasteaux, c'est assavoir
ce qui outre la rivière du Genyer seroit, qui au con
voye appartiendroient, que celles demorassent au Daup
à dire au premier né des roys de France, et toutes vi
teaux et terres qui par deça la rivière seroient, de
au conte de Savoie avec ce qu'il tenoit en la Verboin
outre au conte resta la baronie de Faucigny et de Be
les hommages du conte de Genève, du seigneur de

était même sur le point de réussir et le duc de Bourbon a
sa fille aînée, Jeanne, quand la politique de Philippe de Valois
par le parti français des Dauphinois dont l'âme était Amblar
mont, vint à bout de faire échouer cette tentative patri
parti national Dauphinois se tourna aussi, mais sans plus de
côté de la Savoie *).

Le malheureux Dauphin, las de cette lutte inégale,
entièrement le sacrifice en cédant à Charles, fils aîné du d
mandie (celui qui fut plus tard le roi Charles V dit le sage)
dès son vivant **) Le dauphin Charles reçut l'investiture à
mains mêmes d'Humbert qui, ayant épousé Jeanne de Bo
trouva à la fois maître et des états et de la fiancée d'Humbert
fut malchanceux jusqu'au bout, car après cet abandon total, a
embrasser la vie religieuse, et après avoir obtenu du pap
de Patriarche d'Alexandrie, il mourut en 1355 au moment
prendre possession de l'Evêché de Paris dont il avait ob
ministration.

Telle fut la fin de cette race des Dauphins du Vienno
destinée politique se trouve si intimément liée pendant tout
âge avec les deux familles comtales de Savoie et de Gen
bizarrement enlacé où l'on trouve deux membres alternative
ou désunis selon l'attitude qu'il leur convient de garder vi
troisième. Une fois les Dauphins anéantis, la chûte des
Genevois n'était plus qu'une affaire de temps.

---

*) *Tractatio habita de matrimonio ineundo inter Humbertum Delphinum et Bla
Amedaei comitis Sabaudiae* (mém. pour l'histoire du Dauphiné pr act 247.)

**) L'acte est du pénultième jour de may 1349.

autres fiefs nobles. Et par ainsi tant par mariage que par eschange fut la paix faite des deux seigneuries qui puis dura longuement.

5. *Comment le comte de Savoie acheta la baronie de Vauldz du Conte de Namur.*

En ce temps là tenoit le conte de Namur la baronie de Vauldz à cause de sa femme Catelline qui fille fut à messire Loys de Savoie lequel mourut sans avoir nuls enfans mâles. Et la seigneurie de Vauldz etoit loin des pays du conte; il ne la tenoit guère chère, ains la présenta à vendre au duc d'Austriche. Le conte Amé le sentit et envoya vers le conte de Namur et ly manda que s'il voulait vendre Vauldx, veu que cette terre étoit partie de sa seigneurie, qu'il la lui voulust plustôt bailler qu'à nul autre, et aussi de droit la devoit avoir plustôt qu'un autre, car elle étoit de son hommage et fut de son partage à cause du conte Philippe. Le conte de Namur répondit: »Il est vrai qu'à cause d'aucunes de mes affaires je veux vendre Vauldz, et ce cas étoit que mon cousin de Savoie la voulust avoir, il l'aura par moins qu'elle ne vaut, plus volontiers que personne qui vive.« L'accord fut fait du prix ainsi qu'il appert en la lettre de la vendition. Le comte vendit et dame Cateline rattifia. Et fut payé le prix tout contant à Namur, car Monseigneur Guillaume de la Baume, qui avait négocié avec le conte de Namur, avait porté les finances avec ly et plus largement, car le conte de Namur ne savoit que la terre valoit à cause des officiers qui tout mangeoient, et pour ce il en fit bon marché. Ainsy retourna la baronie de Vauldz à la seigneurie de Savoye.

6. *Comment le conte Amé mena l'empereur à Saint-Maurice en Chablays.*

Le *Conte Verd* eût ensuite longues guerres en Italie, à Constantinople[80]) et en Grèce où moult fit de proesses et délivra

[80]) La Chronique de Savoie rapporte entr'autres détails sur ces voyages du comte Amé VI en pays lointain, qui occupèrent une partie de sa carrière, l'anecdote suivante:

l'empereur Alexis détenu prisonnier en Bulgarie et ce fut par le moyen de messire Guillaume de Grandzon lequel avoit été au service du roy d'Angleterre, et qui moult saige étoit et preux chevallier[81]). Et fut chargé le bon *conte Verd* de faire venir à la subjection du pape Gregoire XI et de l'Empereur Charles de Boeme, les Viscomtes de Millan qui faisoient guerre en Piemont aux subjects de la reine Jehanne de Naples. Le parlement estant ainsi accompli en Avignon, l'empereur prit congié du pape et pria le conte de Savoie de le reconduire seurement en Allemaigne. Le *conte Verd* mena l'Empereur à Chambéry à grand triomphe et fut chanté: »*Te Deum laudamus*.«

Le lendemain le comte Amé fit hommage de ses armes et bannières à l'Empereur, et s'agenouilla devant sa majesté qui l'investit de tous ses titres et dignités. Adhonc les gens de

---

„Séjournant le comte Amé à Constantinople se accointa l'un de ses jeunes chevaliers de la fille de son hôte. Le comte ouït la complainte du père et de la mère et demanda à ceux de la ville quelle pugnition lui appartenoit pour tel cas. Iceux répondirent que on avoit coutume de lui couper la barbe devant tout le monde. Alors le conte l'ordonna, mais par trop grande jeunesse se trouva le coupable dépourvu de barbe. Adonc fut nécessité de déclarer que si barbe eût eu, icelle auroit été coupée. Puis ainsi déclara le conte au jouvencel: „Bel ami, heureux estes en ce que la loi de ceans vous est favorable, apparement parceque l'on croit ici que si jeune homme ne peut faire si grande folie. Mais tenez vous en garde, car seriez puni non à la Grecque où la barbe paie pour tout, mais à la Savoyarde où pour faute semblable se coupe barbe et tête avec.«

[81]) Guillaume de Grandson, de l'illustre famille de ce nom, à laquelle il ne manqua que la fortune des comtes de Savoie pour arriver comme eux à porter une couronne, est lié à tous les événemens du règne du *Comte Verd*. Il l'accompagna en Grèce, assista au siège de Gallipoli, et négocia la paix entre Amé et le roi de Bulgarie. Ce fut surtout à son intervention que fut due la délivrance de l'Empereur Paléologue détenu prisonnier par les Bulgares. En 1371 et les années suivantes, Guillaume de Grandson se distingua dans les guerres que fit le comte Amé contre les Visconti de Milan pour secourir les enfans du marquis de Montferrat. Il fut avec Louis de Cossonay, exécuteur testamentaire du *comte Verd*.

l'Empereur prirent les bannières et les jectèrent à terre comme est leur usance. Et quand ce vint qu'ils voulurent jeter celle de Gueules à la croix d'argent, le conte dit à l'Empereur: »Sire des autres bannières faites à votre voulloir, mais cette ci à la croix blanche ne fut oncques bouttée à terre, ne jamais sera si Dieu plait.« Donc commanda l'empereur qu'elle demoreroit droite et aussi celle de Saint Maurice[82]).

Ces choses faites, l'empereur print son chemin vers l'Allemaigne et le conte avec lui. Quand l'empereur fut à Genève il dit au conte: »Où est une abbaye qu'on appelle Saint Morice en Chablays?« — Pourquoy, Sire, demandez vous? — Pour ce, dit l'Empereur, que là gist un de mes ancestres qui se nommoit Sigismond, jadis roy de Bourgogne, et avec lui deux de ses enfans, lequel fut moult saint et bon chevallier; sy irois volontiers et se cestoit de votre plaisyr je auurois des réliques et les ferois porter en Boeme en ma cité de Prague.« Respondit le conte: »Sire vous pouvez ordonner.« Sy se mirent à la voye et allèrent à l'abbaye de Saint Maurice en Chabloys et

---

[82]) Ce voyage de l'Empereur Charles IV en Savoie est considéré comme un fait authentique par les meilleurs historiens. Il allait à Avignon vers le pape Urbain V. „C'était, dit Cibrario, pour un empereur d'Allemagne une excellente occasion de battre monnaie en vendant fiefs, libertés et privilèges. C'était aussi pour les vassaux pécunieux une occasion d'accroitre leur autorité, et pour les communes aisées de s'affranchir.«

L'idéal de la liberté était alors effectivement de ne dépendre que de l'empereur et de se débarrasser de toute domination intermédiaire. La position d'*homme libre* d'empire était la plus désirable, la plus recherchée.

Charles IV se montra très favorable aux comtes de Savoie. Outre l'investiture de ses Etats, qu'il confirma au *comte Verd* avec le cérémonial rapporté par la Chronique, il lui octroya le Vicariat impérial sur les Evêchés de Sion, Lausanne, Genève, Aoste, Turin, Belley, Lyon, Mâcon, Grenoble. Mais des Evêques qui étaient eux-même princes de l'Empire, comme ceux de Lausanne et de Genève, tenaient peu de compte de ces concessions contraires à leurs droits, et travaillaient incessamment à les faire révoquer.

demandèrent à l'Abbé et aux Chanoynes où était la s
de Saint Sigismond? Signeurs, dit l'Abbé, l'Eglise sav
bien, mais la sépulture ignorons où elle soit. Adhonc l
l'abbé en une petite église hors de l'Eglise de l'abbay
l'Empereur mit avant une chronique ancienne laquelle
la vie de Saint Sigismond, et ainsi comme il avait été
et muré en un mur et une chapelle dessoubs terre. I
Chroniques, l'empereur fit revestir l'abbé et les cha
à grand nombre de torches s'en entra bas en la chapel
dit aux réligieux: »*Perciez le mur cy endroit.*« — *I*
Sire, dirent-ils. Sy n'eurent guère à picquer qu'ils
une cave à manière d'une armoire, et là gisoit Saint Si
roi de Bourgogne, et ses deux enfans auprès de l
prinrent à chanter moult louanges. Quand ils eurent
corps saint, sy en print l'empereur le chief pour empo
luy et le corps fut mis en une fiertre (chasse) moult
le grand haultel de cette église de Saint Maurice.

Le lendemain visita l'empereur le corps de Saint M
de ses compaignons et demanda des relicques au Con
voulut pas soffrir que le corps Saint fut desmembré
donna sa hache. Après leur oblation retournèrent e
de Lausanne et de là conduisit le conte l'Empereu
Berne, et puis print congié pour aller combattre les
et les Viscontes sy comme étoit ordonné par le pape
reur et la reine de Naples [83]). Après maintes grand
de guerre le Conte Verd s'en retourna une fois d'I
son pays de Savoie, et si manda venir devers luy son
lequel étoit un moult beau prince; ce que voyant le
voulut le pourvoir de terres et seigneuries affin de vo
il se gouverneroit à par luy. Si luy donna le comte l
de Bugey et la seigneurie de Bresse parce que ces pay

---

[83]) Cette visite de l'Empereur coûta à Amé VI, selon M
trois cents cinquante florins d'or, petit poids. Mais il rentra
somme au moyen d'un subside que les sujets lui accord
l'usage.

ers les frontières de France près des parens du dit Amé lonsieur. Avant retourner à Rome où il avoit promis au pape lemens et au duc d'Anjou de les aider contre Berthelemy soit isant Pape Urbain sixième et messire Charles de Duras qui rétendoit au royaume de Cicille, le conte Amé maria son fils vec Bonne, fille du duc de Berry, qui l'envoya moult richement ccoustrée et noblement accompaignée. Après que la fête it faite, le conte de Savoie fit faire son mandement à ses gens our s'en aller avec lui à Romme et en Pouille. Et chascun ›ur se firent là nouveaux faits d'armes tellement que les barons e Pouille obéirent à messire d'Anjou comme à leur souverain rince et roi. Mais dans cette guerre se mit si forte pestilence ntre les gens d'armes que le conte Amé fut prins de griève ıaladie dont il dut garder le lit jusqu'à la mort. Ains fit son ›stament et commanda que sa femme Bonne de Bourbon fût ouverneresse de son fils Amé qu'il fit son béritier universel.

XVI. Chronique
de Amé (VII), dit le *Conte Rouge*[84]).

Le Conte Amé en l'age de XXIII ans print l'anneau de Saint laurice, et la possession de la conté de Savoie, ains toute sa ie se gouverna par les conseils de ses barons et principallement de sa mère à qui en avoit été baillée la garde. Et avoit rant envie d'esprouver sa personne à aller en guerre. Ne tarda uere que le roy de France qui étoit jeune manda au conte

---

[84]) Les principaux événemens de ce règne ont presque tous lieu en ays étrangers. Déjà alors les princes de Savoie étaient engagés à la uite des rois de France dans toutes les entreprises de ces monarques. ls avaient été forcés de renoncer à l'alliance Anglaise et la politique ·ançaise les dominait. A peine sur le trône, Amé VII conduisit sept ents lances en Flandres au camp du roi de France Charles VI en uerre avec les Anglais. Il y fit plusieurs actions d'éclat. Ayant apris que les Vallaisans avaient chassé leur Evêque, Edouard de Savoie, ımé VII revint dans son pays et remit ce prélat sur son siège épiscoıal. Amé VII mourut en 1391 laissant pour lui succéder son fils Amé VIII,

Amé qu'il venist par devers luy en a
les Anglois lesquels étoient en Fland
mans. Pour ce le conte Amé mand
et chivalliers à Bourg en Bresse, et
France et alla avec luy devant Bour
contre les Anglois. Estant le conte
lui fut apportée nouvelle que la conte
de Berry avoit enfanté un biau fils
Lausanne et les autres prélats de son
nom Amé pour amour de son grand
quelle nativeté le conte et sa cheva
et ne voullut plus soffrir le duc de B
ses gens fussent vestus de noir; ains
vestirent tous de rouge. Des adhonc
très grand amour le *bon conte rouge*,
sins germains, fils de deux soeurs, a
abile de sa personne.

1. *Comme le Conte Amé prist congé*
guerre en Vall

Au conte Amé qui étoit en Fran
nouvelles que les communes du pays
bellées contre leur Seigneur l'evesqu
Edouard de Savoye, fils du prince J
quoy le conte fut très mal content
lui voulloit bailler mille hommes pou
loys, et lui donna le maréchal d'Aux

---

qui fut premier Duc de Savoie. La Ch
norité de ce prince.

On peut remarquer que l'auteur de
peu renseigné et souvent très inexact pou
plus précis et s'accorde mieux avec l'his
vers des temps plus rapprochés de ceux
qu'il se soit arrêté brusquement, pour d
entrevoir et qui sont des raisons de pru
ce Duc Pontife sur lequel il aurait pu nou
intéressantes puis qu'il était son contempor

Arrivé le conte de Savoye en son conté, transmit Jehan de Verney, le seigneur de la Tour et cent hommes d'armes qui se logèrent moitié au pont de Riddes et l'autre au Conteis, en guerroyant ceux d'Ardon et de Chamoson qui se tenoient pour les Vallaysans. Avint que le seigneur de la Tour ordonna, sachant les contrées, François de Pontverre et aucuns autres gentilshommes du Chablays avec cinq cents hommes de pié qui montèrent contremont la rivière du Bay et allèrent par les montagnes derrière Saint Monoix per derrière Saillon, arrivèrent sur le col des fortes roches d'Ardon, et quand le seigneur de la Tour vit les gens de pie de François de Pontverre avoit gagné la montagne, se mit à monter et assaillir les fortez d'Ardon, et les autres d'amon s'enbattirent en eux par manière que nuls d'Ardon ne demoura qui ne fut mort ou prins. Veant ce la ceux de Chamosson eurent si grand peur qu'ils se rendirent, si que dès lors en avant on alla seurement de Saillon à Conteys.

Le conte de Savoie qui sut la prise d'Ardon et de Chamosson, fit son assemblée au pays de Chabloys où vinrent le prince Amé de la Morée, Loys de Savoie son frère, les communautes de Piémont et de Val d'Oste, Henri de Montbelliard, seigneur d'Orbe, de Vaudz le conte de Gruyère, Raoul son fils, Messire Guillaume de Granson, le seigneur de Granson, messires Inco de Blonay, Guillaume d'Estavayer, Artaud de Mons, de la Serra et plusieurs autres du Dauphiné, de Bresse et de Savoie. Aussy à l'aide du conte vinrent mille hommes d'armes couverts de fer envoyés par la communité de Berne, et par Fribourg furent mandés cinq cents. Sy vint aussi messire Humbert de Collombier baillif de Vuaud amenant les communités de celluy pays.

Cependant le conte Amé entendoit toujours le marschal d'Auxerre que lui mandoit en ayde le roi de France. Mais fut considéré par les barons et conseillers du conte que l'on n'attendit plus, mais que l'on chevauchât en Vallais. Lors à banière desployée allèrent devant la citté de Syon où ils mirent le siège tout autour. Le conte de Savoie envoya ses mareschaux et anciens chevalliers pour voir si elle se pouvoit prendre

d'assaut, lesquels respondirent que non encore, car el
forte et avoit assez de gens pour la deffendre; mais
laient qu'on la battit d'engins et de bonbardes en a
l'aide de France. Le rapport fait, dit Conte Amé: Il n'
pas ainsi, mais nous essayerons à la prendre par ass
ordonna assailler la cité de Syon en trois parties: la p
devers le Rhosne eut le Conte Amé, Loys et le prince A
frère et les mareschaux; la seconde partie eut le fils d
de Montbelliart et les cappitains de Bourgogne; la tie
tie devers le mont eurent les barons et gentilshommes e
messire Humbert de Collombier, baillif de Vuaud a
Communautés et en leur compagnie ceux des comm
Berne et de Fribourg. L'ordonnance faite, commenc
applanir les fossez pour aller au mur. Le second jour
soleil levant au milieu des champs fit dire le Conte
messe, et après beurent ses gens légièrement, puis so
les trompettes à l'assaut. Lors s'armèrent gens d'armes
prestèrent arbalestiers, et sur ce apprester vint messi
laume de Granson, un ancien chivallier, qui dist au c
Savoie: *Sire, il vous convient devenir chivallier de pa
George. Je suis content,* dit le conte, sy messire de
lui bailla la collée et à son tour le conte fit chevalliers l
Amé de la Morée et après luy Loys de Savoie, le con
de Montbelliard et plus de cent et quarante autres[85]).

---

[85]) „*Chivallier de par Saint George*" était l'apostrophe o
mule consacrée pour faire des chevaliers au moment décisif d'u
Le fond de la cérémonie, selon Ducange, ne consistait qu
coups de plat d'épée appliqués sur les épaules. Tout cheva
le droit d'en créer d'autres immédiatement. La bravoure des
tants était renforcée par cette cérémonie d'une simplicité e
comme le testament militaire des Romains. Mais plus tard c
plicité même facilita les moyens de créer des chevaliers dans
moments qu'à l'instant solennel où commençait l'action ou le
Par flatterie on decerna l'ordre de chevalerie aux princes encor
C'est ainsi qu'Amé VIII (Felix V) fut en son enfance fait et c
vallier (*Perrinet Dupin* Chronique p. 494). Eustache Descham
vait contre cet abus:

2. ***Comment par le parler de messire Henri de Collombier baillif de Vuaud la citté de Syon fust prise.***

Les Bourguignons allèrent au pied du mur sans attendre es autres. Mais ceux de dedans la cité qui étoient forts leur ectèrent pierres de faix, cailloux et billons de boys. Sy furent attus si démésurément ces Bourguignons qu'il les convint reayre. Quand ce vint entre none et vespres l'assaut commença oult fort à laschier. Mais messire Henri de Collombier le ros baillif de Vuaud cria que on l'attendist un petit; sy monta ur sa mule et chevaucha vers les gentilshommes et communes e Vuaud et les sergens de Berne et de Fribourg et leur comnença à crier: »Avant, ribadaillez, à moy; les Bourguignons qui sont à l'autre lès sont jà entrés dedans, et sy nous n'y entrons tôt, il fourrageront la ville que nous n'y aurons part.« ;y férit des esperons sa mule et entra dedans les fossés. A ant tindrent qu'il leur dit vérité et entrèrent après luy et monèrent aux échelles. Ceux qui étoient sur les murs de la cité uydèrent que les Bourguignons fussent entrés par l'autre costé omme disoit le gros Baillif, pour ce desamparèrent le mur et e retrayèrent vers le chastel de la Mallorie, et ceux de Vaud, le Berne et de Fribourg montèrent sur le mur. De présent int un héraut à l'assaut du conte criant que ceux de Vaudz taient entrés dedans la cité.

Prinse la cité de Syon, se tinrent encore les chasteaux de a Mallorie et de Tourbillion, sy print le seigneur d'Espagny es bombardes et les fit tirer tellement que se rendirent; à 'église cathédrale de Syon nommée Valleyres ne aux chanoines ledans habitans ne souffrit le conte Amé faire aucun mal, car ls vinrent à l'obéissance de l'Evesque. Les chateaux pris et a ville de Syon mise à sacquement, fit le conte bouter le feu ux quatre coins de la citté, laquelle fut si facilement enflammée

---

Et encore plus me confont
Ce que Chivalliers se font
Plusieurs trop petitement
Qui dix ou que huict ans n'ont.

qu'il n'y demorait toit ni maison, que tout ne fut ars et
Ains fit desrochier les murs et à l'Evesque Edouard
ses forteresses et aussi luy remirent les communes les ch
de See et de Montorge, et le chastel d'Ayent fut rué p

Ne fut pas encore parti du siège le conte de Savoi
rivèrent les marsechaux de Auxerre et l'ayde qui venoit de
et virent la cité de Syon à force d'assaut prinse. Se c
cèrent de ce qu'on ne les avoit attendus, mais le c
amollia par bonnes paroles et retournèrent tous bien c

Après cette guerre le conte Amé retourna en Fra
avant partir fit faire chevallier le jovene Amé son fils p
sire Guillaume de Grandson, parcequ'à icellui fils étoit
une griève maladie de la quelle sa grant mère et sa mè
tesses eurent très grand paour.

3. *Du mariage du jeune Amé de Savoie et de la petite de*
de Bourgogne.

Philippe, duc de Bourgogne étant en Flandres,
transmit le conte de Savoie messire Yblet de Challant, s
de Mont Jovet, pour accorder aucuns débats qui étoie
entre ceux de Vaudz et ceux de la conté de Bourgo
trova que la duchesse sa femme étoit accouchée d'un
fille laquelle avoit nom Marguerite; dont le duc dit à l'a
deur de Savoie: »Il me faut amasser finances pour ma
» belle fille qui maintenant m'est nasquie.« — Monseign
l'ambassadeur, nous lui avons trouvé mary. — Qui est
le duc. — Sire, dit l'ambassadeur, notre seigneur a un je
et considérez que votre pays de Bourgogne et celui de
se joignent ensemble, et il n'y a difficulté forsqu'ils so
ches parens, mais le pape dispensera volontiers. — Le
Bourgogne repartit: Je suis content si votre seigneur est
Adonc se partit de Flandre messire Ybelet de Challant
à Paris où lors étoit le conte Amé et fut promis le dit m

4. *Comment le Conte Amé mit le pays de Vallays*
subjection de l'Evesque de Syon, nommé Humbert de Vill

Messire Edouard de Savoie fut transféré par pape (
de l'Eveschié de Syon en l'Archeveschié de Tharentai

Syon fut ordonné messire Humbert de Villens, nepveu du conte de Gruyère auquel les communes de Vallais ne voulurent obéir, mais allèrent vers l'intrus de Romme pour qu'il donnât l'Eveschié au fils d'un gentilhomme de Valloys appelé Pierre de la Rogne par qui le pays se gouvernoit. Le conte de Gruyère qui tenoit les chasteaux pour son neveu voyant que de Syon et Amont les paysans n'obéissaient à l'Evêque Humbert, requit le conte de Savoie comme protecteur de l'Eglise de Syon.

Le conte Amé lui octroya luy aider en propre personne, et s'alla logier à Sarqueve où il fit faire un pont pour passer la rivière d'Alle et aller prendre Luche à la miséricorde du conte de Savoye. Ce fait passa le Rhosne et vint à l'entrée du Val de Miniers où il prit le chastel mettant cette vallée à sacquement. Et y furent prins deux enfans de Pierre de la Rogne qui puis après eurent coppées les testes. Et avant que le conte de Savoie se partit de celles marches il mit en la subjection de l'Evesque Humbert le pays de Valloys et le pas de Trotemaigne; sy s'en retorna le conte à Ripaille où ceux de Nice en Provence luy envoyèrent ambassade pour le prendre à Seigneur. Le conte Amé chevaucha à Nice où il print la signeurie.

5. *Comment le conte Amé en chassant se fit une plaie et morut.*

Subvint un jour que le conte chassoit un grand sangler en la forêt de l'Orme dessus Thonon, et le veant yssir du bois, fut actif à poindre son cheval pour être le premier à le férir. Et ainsi comme d'aventure se dressa le cheval sur quoy il étoit monté, et tomba par dessus luy, fut blécié d'une étroitte et profonde plaie en la cuisse sur le nerf. Lors le relevèrent ses gens, et chevaucha en son hotel à Ripaille et tint en nonchalloir sa playe, et avant qu'il fut quinze jours lui vint une griève maladie. Un peu devant étoit arrivé en son hotel un physicien étrangier venu d'Africque avec le duc de Bourbon, et pour ce que le conte eut les cheveux plus épais luy avoit fait raser la teste et hacier d'une lancete si que le sang en sailloit par moult de parts. Et luy mit plusieurs emplastres dont quand la pamoison étoit passée, le conte disoit: »*Cestuy mauvais physicien*

m'a fait venir cette maladie.« Parmi les serviteurs les
noient que la pamoyson venoit de la playe en la cuiss
nerf, et les autres affirmoient que cela procédoit pour
ses faites par icelluy physicien qui avoit nom Jehan.
put on faire que le conte ne morut de cette maladi
qu'il fut, fut prins maistre Jehan et mené en la pré
l'Evesque de Moriane, du seigneur de Cossonay, des s
de Saint Morice, Jehan de Conflans et Othon de Gran
leur seut si bien parler qu'ils le licencièrent. Et le fit
pagner messire Othe de Gransson par messire Pierre
Tour jusque hors du Pays de Vaudz, et le mist en
de Bourgogne; dont ceux qui avoient ouy parler le con
maladie et plusieurs du peuple donnèrent grand blâme
sire Othe de Gransson et disoient qu'il étoit consentan
physicien eût fait mourir le Conte[86]). Le lendemain d

[86]) La puissante famille des Grandson, qui passait pour
ter le parti Bourguignon dans l'Helvétie Romande, n'était p
des princes de Savoie malgré les services éminens que le
rendus quelques uns de ses membres. On se servait de son
en le redoutant. Un Grandson fut même accusé en 1389 d'av
à l'aide de titres douteux ou faux, d'établir que les Ducs de I
étaient les suzerains des Comtes de Savoie pour une partie
sessions de ceux-ci, entr'autres pour la Bresse et le Bugey.
gneur de Grandson, du prénom de Hugue, aurait même é
sonné pour ce fait au château de Nyon. Jean de Muller dit
son *histoire Suisse* que Othon de Grandson pouvait avoir qu
tif secrèt de hair le Comte Rouge. Cela expliquerait les sou
planèrent sur Othon, le procès d'empoisonnement dans leq
impliqué avec le médecin Jean de Grandville, qui avait soigné
Rouge dans sa maladie, et enfin la persécution sourde d
fut la victime dès cette catastrophe jusqu'à celle du duel fa
termina sa carrière. Ce duel prend, quand on en lit atte
les circonstances, toute l'importance d'une affaire politique,
à mort que les partisans de la maison de Savoie, représenté
rard d'Estavayer, avaient engagé contre les sires de Grandso
d'attachement à la cause Bourguignonne (*rem Burgundam.*) Mais
vieille cause de Bourgogne n'était plus au quatorzième siècle q
venir historique dans le pays de Vaud, car les Communes tenaie

saints fut chargié le corps du *conte Rouge* et porté à Haute Combe à grands plains et pleurs. Sy laissa son fils messire Amé héritier universel et une fille nommée Bonne laquelle fut grand temps après femme de Loys de Savoie prince de Morée. Et le mois de juillet en suivant la mort du conte Amé, sa femme la contesse Bonne de Berry enfanta une fille qui fut appelée Jehanne et depuis mariée au fils du marquis de Monferra. Sy demora le jeune conte et ses soeurs en l'administration de dame Bonne de Bourbon et de dame Bonne de Berry, Comtesses de Savoye. Et en l'âge de huit ans seulement étoit ce jeune conte Amé et les deux contesses n'etoient d'accord et vouloient avoir chacune le gouvernement, comme aussi le Prince Amé de la Morée, messire Loys son frère, le conte Guy de Genève et aucuns autres barons du pays qui disoient que à eux appartenoit le régime et la tutelle des enfans et du conte de Savoie mieux que aux mères ne que à nul autre vivant, pour quoi en celluy temps commencèrent les envies, haines, rencors, malveuillances, débas, parcialités et divisions.

XVII. Chronique

de Amé (VIII), premier appelé Duc de Savoie, qui depuis fut Pape Felix.

Ce Conte fut le premier qui fut appelé Duc, et fut un très dévot homme, tenant bonne justice en son pays. Ce duc Amé quand il fut en âge d'être marié espousa une très haute Dame de quoy il en eut un fils nommé Loys qui fut un prince moult vertueux et prudent. Et quand son père cogneut qu'il fut saige et savant, il lui bailla le gouvernement du pays de Savoie. Le vaillant Duc Amé après la mort de sa femme fut emeu de dévotion, laissa le monde, se rendit hermite et laissa à son fils Loys le Duchié de Savoie. Le dit Amé print six de ses chevalliers, et les mena avec luy et fit construire et édiffier au

---

toutes pour Estavayer. Grandson n'avait pour lui que les restes de cette haute noblesse qui allait jadis l'égale des Rois Rodolphiens de Bourgogne.

plus près du lac de Genèsve un moult beau monastère
Ripaille. Et à chacun des susdits Chevalliers fit faire ι
au plus près de la dite église pour eux loger et estre
reté, qui est un très beau lieu à merveilles et moult bie
pour ceux qui veulent renonçer le monde et faire leur sa
et laisser la vie active pour prendre la vie contemplati

Durant le temps que cestuy Duc Amé avoit des
monde, le consile pour lors se tenoit dedans Basle.
que le Pape Eugène ne vouloit obtempérer aux comman
et statuts faits de par le saint Consile, messeigneurs di
elleurent et voulurent que le bon Duc de Savoie hei
pape de Rome, pour ce que ils cognoissoient bien q
un très dévôt et saint homme et moult bon clerc po

---

[87]) Le duc Amé, sans s'être descouvert de son intention
ses deux féaux amis, Claude du Saix et messire Henri de C
une nuict se partit de la ville de Thonon séant sur le lac de
et se retira en un beau et somptueux manoir nommé *Rip*
avoit fait lui même richement bâtir, en sa grande jeunesse, à ι
lieue de Thonon sur le lac, en une assiette fort dilectable au
déjà longtemps auparavant y avoit une abbaye de l'ordre
Maurice. Là print l'habit d'hermite selon l'ordre du dit Sain
auquel les contes de Savoie ont toujours eu singulière dévoti
habit étoit une robbe de couleur grise, laquelle étoit ceinte d'
ceinture dorée et par dessus cette robbe un Manteau de mêm
Dessus etoit une croix d'or. En la teste portoit un chapperon
une cornette d'un pié environ. Et en sa tête portoit un bonne
comme font les cardinaux, et en sa main un baston noueux
tillé.

Du partement du Duc furent fortement esbahis les seigne
maison. Par quoi lui envoyèrent remontrer que la manière ι
fort convenable, et que les trois états de son pays le pourroi
pour désagréable. Aux quels il fit response qu'il n'étoit point
de sens ni de puissance.

Et puis manda les trois Etats de son pays, ensemble ses
des quels il fit l'aisné Prince de Piedmont, qui avoit nom l
au puisné donna le conté de Genevois que Louis avoit aupara
retenant le titre de Duc et la connaissance des plus hautes ma
affaires. (*Paradin*, Chronique de Savoie.)

et gouverner l'Eglise. Cestuy Duc tint le saint siège apostolique par plusieurs années, fit et ordonna de nouveaux cardinaux, et si le appeloit-on le *pape Felix*.

Quand le bon pape Felix sceut que le pape Eugène étoit allé de vie à trépas, l'église de Rome voulut faire une élection au saint siège apostolique, et fut eslu pape Nicolas. Et le bon pape Félix, meu de pitié et de compassion et aussi par deschisme en la sainte Eglise Catholique[88]), révoqua le concile de Bâle et le transféra à Lausanne auquel lieu tous ses cardinaux s'étant trouvés, et là publiquement, purement, librement et simplement céda, quitta et résigna au pape Nicolas V tout droit et action en la dignité papale. Ce qu'il fit en très grande humilité et objection de soy-mesme, n'ayant égard sinon à la tranquillité de la sainte Chrestienté. A quoy ayant égard le concille de Lausanne nomma le duc Amé Eveque de Sabine, Cardinal de Sainte Eglise romaine, légat et vicaire perpétuel du saint siège apostolique par toutes terres et jurisdictions du duc de Savoie,prince de Piémont, marquis de Montferrat, semblablement en la province de Lyon deça la Saone, et par les Diocèse d'Aouste, Lausanne, Bâle, Strasbourg, Constance, Coyre et Syon. Les quelles choses eurent lieu à Lausanne aux septiemes calandes de may l'an mille quatre cents quarante neuf[89]).

---

[88]) La sainte Eglise étoit divisée entre deux chefs: les François au commencement favorisoient *Pape Felix*, et autant en faisaient les Suysses, le duc de Milan et les pays de Savoie et Piedmont, comme aussi le roi d'Espagne. D'autre part la plupart d'Italie étoient favorables au pape Eugène, comme les Vénitiens, les Florentins, quasi toute Toscane. Aussi le duc Philippe de Bourgogne, encore qu'il fût neveu du pape Felix, favorisoit Eugène, car il étoit survenu entr'eux quelque grabuge qui enfin porta grand dommage au pape Felix. L'Empereur d'Allemagne Frederic III favorisoit Felix au commencement, mais à la fin se départit de lui. Les villes et pays d'Allemagne se nommoient neutres (*Paradin.*)

[89]) Au nombre des six chevaliers qui accompagnèrent Amédée dans sa retraite de Ripaille était Henri de Colombier, son conseil et son ami. Il fut l'un des plus illustres parmi les seigneurs du château de Vufflens. De bonne heure il s'était attaché aux princes de Savoie. En

Ici finissent les *Chroniques de Savoie*. Celle de maître Cabaret s'arrête même brusquement à la minorité d'Amédée VIII, et le chapitre qui concerne ce Duc pontife est entièrement de la composition de Simphorien Champier qui, écrivant un peu plus tard, a osé dire quelque chose de cette biographie difficile à traiter. Si extraordinaire, en effet, que soient les gestes des premiers comtes de Savoie, ceux d'Amédée VIII, le premier Duc, leur successeur, le sont encore plus, et il faut pour les croire qu'ils soient attestés par les documens les plus authentiques et les actes même de deux conciles. Ce que dit Champier de ce fameux personnage, qui abdiqua le pouvoir, se retira à Ripaille pour vivre en solitaire, fut ensuite pape sous le nom de Félix V, puis Cardinal légat et administrateur de plusieurs Evêchés importans, sans pour cela jamais cesser de diriger les affaires de Savoie sous le faible gouvernement de son fils le duc Louis; rien de cela n'est romanesque. Ces détails singuliers n'ont rien que de parfaitement vrai.

Perrinet du Pin, auteur de la Chronique du Comte Rouge,

1397 il figure au nombre des grands feudataires du Pays de Vaud qui soutinrent le malheureux Othon de Grandson contre les accusations de Gérard d'Estavayer. En 1407 devenu conseiller du Comte Amé VIII il est chargé de négociations importantes et il exerce en 1417 les fonctions de capitaine de Piémont. Il fut en 1426 l'un des négociateurs de la paix entre Milan et Venise. Quand Amédée, fatigué du bruit du monde, éprouva le besoin de jouir du calme que donnent la retraite et la religion, c'est à Henri de Colombier et a Claude de Saix, seigneur de Rivoire, qu'il confie son projet de fonder un ordre de chevalerie séculière qui allierait la solitude avec les affaires. A la tête de ces premiers chevaliers de Saint Maurice nous retrouvons Henri de Colombier. Tous devaient être gentilshommes, sans reproche, et faire voeu de continence. Les logemens de leurs hermitages étaient séparés. Chaque chevalier avait le sien dans une tour, celle du Prince plus élevée que les autres.

Amédée visita souvent Henri, son ami et son conseiller, dans son château de Colombier sur Morges ou l'on voit encore son portrait en habit pontifical peint sur la muraille d'une chambre. Du moins c'est l'explication que l'on donne de cette image coiffée de la thiare.

qui complète et amplifie celle de Cabaret, pour le règne de ce prince, avait entrepris, comme nous l'avons vu au commencement de ce travail, une Histoire complète d'Amédée VIII pour aquelle il avait sollicité des matériaux de la duchesse Yolande le Chypre, femme du duc Louis, qui pouvait mieux que personne les lui faire obtenir puisqu'elle était absolument Dame et maîtresse sous le règne de son époux. Cet ouvrage ne nous est pas parvenu et il y a lieu de croire que s'il a été entrepris, il n'a pas été achevé ou qu'il a été détruit pour quelque motif important. L'imprimerie, qui venait d'être découverte en ce moment, multipliait déjà les productions des auteurs au point qu'un Chroniqueur de cour, dont le travail était censé devoir rester secrêt entre l'écrivain et le prince qui le commandait, devait craindre d'exercer sa plume sur une histoire scabreuse. Quelque solennelle et digne qu'ait été l'abdication de Felix V, les années de son pontificat seront toujours pour l'histoire de l'Eglise et pour celle de l'Europe à la fin du moyen âge une période difficile, un pas périlleux à franchir. Le temps des Chroniques est déjà passé et l'on entre alors dans une autre voie que les grandes inventions du quinzième siècle, la découverte d'un nouveau monde, la chûte définitive de l'empire de Byzance, ouvrent aux historiens. Mais ce n'est pas sans un certain regrêt qu'on se sépare de ces récits naïfs, si amusans dans leurs invraisemblances et dont le style facile, négligé et sans prétention, ne sera pas remplacé par celui d'auteurs plus savans, plus curieux des noms et des dates et plus châtiés dans leurs expressions. Les Chroniques de Savoie, au milieu de leurs redites, de leurs périodes uniformes, avec leurs constructions monotones et sans phrases incidentes, ont parfois des éclairs d'une véritable éloquence, d'un émouvant intérêt. Parfois leur style n'est pas inférieur à celui de Froissard ou de Commines. On sent que la vie est là dessous, que l'histoire est au fond de cet amas d'invraisemblances, d'exagérations et de redites. Il y a là un élément de la conscience du peuple qu'il faut savoir dégager. Les histoires de Tite-Live sont-elles autre chose que d'admirables Chroniques?

La chronique est à l'histoire documentaire ce que le droit coutumier est au droit écrit. Les coutumes se forment on ne sait trop comment. Nul ne sait quand elles prennent naissance; personne ne veut avoir été le premier à les formuler. C'est un ramas des anciens usages, des plus équitables, de ceux que l'assentiment le plus général a consacré. On les suit par instinct, bien qu'elles n'aient pour elles le patronage d'aucun grand nom de législateur, parce qu'elles se sont introduites avec le seul guide de la raison naturelle, ou par la puissance de leur analogie avec d'autres lois semblables que la nature humaine s'est donnée le mot pour adopter en même temps presque partout.

Il en est de meme de la Chronique. Personne ne veut avoir été le premier à l'écrire; on se défend d'avoir contribué à la mettre en crédit, on la traite de menteuse, de vagabonde et d'éhontée; mais cependant on l'écoute, on la lit, on la commente et on la repète. Il y a dans ces légendes un fond humain, quelque chose de naïf et de vrai qui contraste avec d'autres histoires plus prétentieuses. Quand la chronique perd de son charme et de sa valeur, c'est seulement quand elle commence à être remaniée, épluchée et couchée par écrit par des écrivains aux gages d'un prince ou d'un gouvernement qui cherchent à profiter de sa popularité pour accréditer certaines idées de gouvernement, certaines traditions favorables à des intérêts de cour ou de dynastie. Alors il faut s'en défier et se mettre doublement en garde contre elle. Cette dernière tendance, on a pu maintes fois l'apercevoir dans les Chroniques de Savoie. Chez elles tous les princes sont invariablement parfaits et *moult dévots*. Leur rédacteur definitif obéit à un plan fixe et bien arrêté, celui de légitimer, de rendre en quelque sorte inviolables, grâce à une exposition de faits d'autant plus artificieuse qu'elle paraît plus naturelle, des conquêtes faites au nord, au sud, à l'orient, à l'occident, à l'aide des évènemens favorables que la froide politique des princes savait exploiter. Les anciens comtes de Savoie avaient dans leur ligne de conduite une netteté de vues, un parti pris de se baser selon l'occasion bien plus sur des faits changeants et variables

que sur des principes, qui font parfois pousser un cri d'étonnement. Il y a dans leur gouvernement quelque chose de cet instinct d'industrie, de gain, d'ordre et de conservation qui distingue presque tous les enfans de ces âpres montagnes. Les enfants de la Savoie vont là ou ils savent qu'il y a quelque chose à faire, un pécule à amasser, aujourd'hui à Milan, demain à Paris ou à Londres. De même les princes de Savoie changent d'alliances avec une merveilleuse facilité. Un temps ils sont avec l'Empereur; un peu après avec le roi d'Angleterre contre le roi de France; plus tard avec le roi de France contre les Anglais.

Il arrive un jour où cela se paie, où le terrain commence à céder sous les pas du politique à bascule. Mais en attendant on a vécu des siècles, on s'est agrandi, on a été constamment en montant. D'aventurier on s'est fait comte, de comte duc et de duc Roi. — Mais l'échelle hiérarchique des princes de la terre n'a qu'un nombre bien limité d'échelons. Aussi n'est-il pas tout à fait inutile de savoir parfois s'arrêter à temps dans cette ascension périlleuse[90]). Au reste, hâtons nous de le re-

90) La politique actuelle du gouvernement Piémontais paraît aussi loyale que genéreuse et droite. Ce que nous disons n'a donc qu'une portée tout à fait rétrospective. Loin de nous la moindre allusion fâcheuse contre un cabinet avec lequel la Suisse a les raisons les plus majeures, les plus impérieuses de marcher d'accord. Mais on ne pourra en vouloir à celui qui s'occupe d'histoire de montrer, les documens à la main, d'où pourrait surgir un danger, le cas échéant. En 1845 voici le langage que tenait, dans un rapport officiel au roi Charles Albert, le comte Solar de la Marguerite, ministre des affaires étrangères à Turin:

„Et moi aussi, Sire, je souhaite pour mon souverain cet agrandissement de pouvoir et de domaines que les ancètres de Votre Majesté ont su si glorieusement obtenir en saisissant les circonstances que la Providence leur a offertes. Je ne nourris point ce désir comme une chose qui ne doive se réaliser que dans les siècles futurs. Je vois des chances non éloignées qui peuvent ajouter de nouveaux fleurons à votre couronne, Sire. Je vois la Suisse déchirée par des dissensions intestines, le Vallais, les conservateurs du Canton de Vaud, les habitans des Communes Genevoises détachés de la Savoie tournant leurs regards vers Votre Majesté, et lorsqu'ils verraient croûler l'édifice de

connaître, les défauts des princes de l
ceux de leur temps encore plus que
mêmes actes violens qu'on peut leur r
également partout, et même souvent a
cruelles que, par exemple, celles des
d'Amé VII, le *Comte Verd* et le *Com*
siècles du moyen âge étaient des sié
il fallait absolument être enclume ou
rait prendre sur lui de nous assurer
auraient été plus débonnaires, moins
voie, s'ils n'avaient pas fini par succo
raient-ils pas probablement, s'ils fus
de leurs adversaires dans l'ordre féod
queuse, l'humeur inquiète et agressiv
l'histoire, contre les citadins de Gen
raient-ils pu résister aussi efficacéme
des comtes de Savoie? Leurs vertus
bourgeois auraient-ils trouvé vis à v
immédiatement à leurs portes et intro
cité, les mêmes ressources, les mê
qu'employèrent les Genevois dans leu
dangereux et puissants voisins? Ce s
tions qui aujourdhui n'ont heureus
historique, mais qu'il importe cepen
de vue, parceque si, comme on dit, le
il est certain aussi que les intérêts e
et des peuples se meuvent dans ur
n'existe pas une situation absolument
de l'humanité. Au moment même où
ment tourner le dos au passé, ce pa
et nous écrase de tout son poids.

---

la liberté Helvétique ne renouvelleront-il
tout leur coeur d'être ralliés sous votre s
(*Memorandum* de M. de la Marguer
avril 1852.)

Tableau I.

LIANCES.

s Guichenon
s *Monumenta Historiae patriae.*

Ancilia.
Adile.
Adelaide de Suze.
Agnès de Poitiers.
Jeanne de Genève.
Gisèle de Bourgogne.
Mathilde d'Albon.
Faidive de Toulouse.
Germaine de Zehringen.
Beatrice de Vienne.
Gertrude de Flandres.
Beatrice de Genève.
Marguerite de Faucigny.
Cecile de Balze.

. . . .

Agnès de Faucigny.
Alice de Bourgogne.
Sibille de Bugey.
Marie de Brabant.
Blanche de Bourgogne.
Violante de Montferrat.
Bonne de Bourbon.
Bonne de Berry.
Marie de Bourgogne.

Tableau II.

ES DE GENÈVE.

Comtes de Genève.

5. Renaud.
6. Aimon I.
9. Robert I.
0. Gerold ou Géraud.
5. Robert II.
0. Gerold II.
0. Aimon II.

0. Amédée I.
8. Guillaume I.

7. Humbert I et Guillaume II (les deux frères gouvernent ensemble.)
8. Guillaume II seul.
8. Rodolphe.
3. Aimon III.
). Amédée II.

3. Guillaume III.
). Amédée III.
7. Aimon IV.
3. Amédée IV.
). Jean.
Pierre.
4. Robert III.
Humbert II.

). Odon. (auquel succède le comte de Savoie, Amédée VIII, comme comte de Genève.

DENKWÜRDIGKEITEN.



I.

Achtzehn ungedruckte Briefe

von

Ulrich Zwingli und Albertus Burerius an B. Rhenanus.

Mitgetheilt

von

Dr. D. A. FECHTER
in Basel.

Vorbericht.

Die folgenden 18 Briefe, 17 von Zwingli, 1 von Albertus Bu-
erius, aus den Jahren 1519 bis 1522, habe ich unter des Beatus
henanus Nachlasse, welcher in Schlettstadt aufbewahrt wird, im
ıhr 1841 angetroffen und habe von den damaligen Bibliotheka-
en die sehr verdankenswerthe Erlaubniss erhalten, dieselben ab-
hreiben zu dürfen. Da die Vergleichung mit den Briefen Zwingli's
der Sammlung von Schulthess und Schuler zeigte, dass dieselben
och nicht gedruckt waren, so sandte ich meine Kopie, weil ein Sup-
lementband zu der Ausgabe von Zwingli's Werken in Aussicht gestellt
ar, damals Herrn Pfarrer Schuler zu. Bis zur Stunde hat dieser
upplementband auf sich warten lassen und wird allem Anschein nach
cht so bald erscheinen. Da nun meines Wissens diese Briefe unter-
ssen durch den Druck noch nicht zugänglich gemacht worden sind,
hielt ich es am passendsten dieselben in das Archiv für schwei-
rische Geschichte niederzulegen. Dass ihr Inhalt die Veröffentlichung
chtfertigt, darin wird der Leser wohl mit mir übereinstimmen; denn
e enthalten nicht nur manche litterarische Notiz, namentlich manche
as Buchdruckerwesen betreffende, sondern auch manche treffliche
üge zu dem Bilde des Reformators, zu dem Benehmen seiner Gegner,
ler offenen und geheimen, zu dem Streben seiner Freunde und Gei-
stesverwandten. Namentlich müssen die Briefe der Jahre 1521 und 1522

bei der verhältnissmässig kleinen Zahl der Zwingli'schen
dieser Zeit nicht unwillkommen sein. — Die Briefe, wie si
stadt aufbewahrt werden, sind von Zwingli's eigener Hand g
Zwingli's Siegel ist an ihnen noch wohl erhalten. Die hie
Abschrift ist diplomatisch genau und behält selbst Unrichti
wie deren namentlich in den griechischen Partieen hie
kommen.

Neben diesen Briefen Zwingli's werden zu Schlettstadt
von andern gelehrten und der Reformation zugethanen Männ
Zeit aufbewahrt. Ich habe aus zwei Briefen des Myconius,
ebendaselbst befinden, Stellen beigegeben, welche auf den
li's (No. 1.) Licht werfen; ferner eine längere Stelle aus e
des Albertus Burerius, welcher eine werthvolle Schilderung
keit Zwingli's und des wissenschaftlichen Lebens in seine
enthält. Dieser Albertus Burerius war Amanuensis des Be
nus, besuchte im Frühjahr 1520 seine Aeltern in Brugg un
dieser Gelegenheit in Gesellschaft von Simon Stumpf, Pfarr
bei Zwingli einen Besuch. Es ist das jener Burerius, w
Rhenanus bei der Herausgabe des Vellejus behülflich war u
editio princeps angehängte Collation das Codex Murbacen
Er ging 1521 nach Wittenberg und war ein Zuhörer M
1527 treffen wir ihn als Schulmeister in Nieder-Siebenth
bus Septemvallibus) an.

1.

1519. 22. Februar.

Der folgende Brief ist die Antwort auf den Brief Rh
13. Februar 1519 in Zuinglii opp. Tom. VII. ep. 6. p. 67. —
li's Brief steht hinwiederum derjenige Rhenans vom 8. M
Verbindung. Zuinglii opp. VII. ep. 8. p. 69.

Beato Rhenano *Ζήγγλιος* s. d.

Quod ad nos tam sedulus de *M. Lutherio* scrip
tiam habemus, sed et commodum his diebus *Abbas*
annis literas cujusdam Wittenburgii studii moderat
quibus hic illi gratulatur, quod Lutherii scripta legat
vere Christi imaginem referentis; addit item, mox ub
a Cardinali S. Sixti solverit, recta Wittenburgam re
nunc cum maxima omnium admiratione Christum con

εὐαγγελίζῃ, ἕτοιμος καὶ δι' αὐτοῦ σαυροϑῆναι. (sic!) Accepimus item *a Frobenio* munuscula, quae nobis suopte genio cum placeant, non nihil tamen gratiae illis addit, Frobenii donum esse, cui nos peculiariter scripsissemus, nisi perpetuus scribendi nobis torpor esset insitus negociaque nunquam finienda circumstreperent. Mittimus hanc pecuniam, aureos nummos videlicet quinque, argenteam aliquantam, ex libris contractam; superest pars aliqua librorum, quae ubi in aes liquabitur, item ad eum defluet citra tamen omnem rationem; nam capitulum hoc nostrum familiarium etiam rerum rationem non fert. *Michael Sanderius*[1]) hoc cupit, ut primus vel secundus peculiariter seorsimve complicentur asseribus, quantum fas est tenuioribus; tertius et quartus unis operimentis vestiantur, similiter quintus, qui haud dividi potest; sextus item et septimus uno tecto habitare contenti erunt, quod nec octavus et nonus, quorum uterque justum praestabit librum. *Chrysostomi* opera eo modo, quo nobis sunt concinnati, in duas scilicet partes ligentur, caetera *Erasmica* in cartaceos asseres (hültzi Schuriseli). Sed et *Enchiridion* item aliud intra cartas *Matthias*[2]) arceat pro *D. Henrico Utingero*, viro humanissimo, Tygurino Canonico. Precium omnium, quum libros mittit, scribat; mittat autem cum carrucario *R^mi^ Cardinalis*, qui jam his diebus ad Alsatiam vina vecturus descendit. *Petrus* autem *Gebvilerus* adventum ejus observabit. Fac, mi Rhenane, ferveat interim opera, ne mora his, quos tantopere permovimus, fastidium generet; pecuniae etiam nulla erit mora, quae vel nunc esset missa, si modus sciretur. Sunt mecum pueri Claronenses, qui *Fontejum* audierunt, qui opus habent *Salustio;* eum si *Frobenius* habet, mittat exemplaria 3. *Myconius* et *Paraclesin* et *Compendium Erasmi* leget Quadragesimali jejunio[3]); opus igitur exemplaribus plurimis;

---

1) Zuinglii opp. VII. 7. not. 3. p. 68.

2) Der Name eines Buchfierers und Buchbinders in Basel. S. Br. 2.

3) Licht verbreiten über diesen Gegenstand folgende Stellen aus zwei ebenfalls zu Schlettstadt aufbewahrten Briefen:

Myconius Beato Rhenano XI. Kal. Apr. 1519 „Strenue laboramus in *Paraclesi*, magis strenui laboraturi in *Compendio*, si vivi-

mittantur. Caeterum *Luther* Doctis omnibus Tyguri pr(
Erasmi compendium; hoc vero mihi ita, ut non me
tam parvo libello tantam alicubi frugem invenisse. D(
mus maximus faxit, ut hoc nobile pectus diu spiret, (
bis tam dulcia in Christi mensa mellaria promat. *Font*(
mone, ut peste remittente, ut praediximus, pro pueri
lat, et saluta cum omnibus literarum Christique cultori
Tyguro Anno MCCCCCXVIIII. 8^ve^ Kl'as Martias. (22. I

Adresse: Beato Rhenano Viro vere christiano.
Gen Basel zum Saessel[4]).

9.

1519. 9. März.

**Man vergleiche zu diesem Briefe den Brief Rhenans in Zu
T. VII. ep. 9. p. 70.**

Beato Rhenano Ζήγγλιος S.

Attulit retroactis quidam diebus scedulam, cariss. I
a Matthia, librorum complicatore, percunctante, suillis
linis tergoribus libri *Sanderi* essent praemuniendi. Pa

„mus. Nihil invenimus quod, non dico, non placeat, ver
„non afficiat mirum in modum. Pueri mei nullam omnino
„lubentius frequentant, nihil audiunt majore voluptate, quam s
„de Christo. Quod equidem argumentum puto evidentissimu
„Christiani animi. Spero ego optime de illis; opto ex pecto
„spes me olim fallat".

In Beziehung auf das Compendium an ebendenselben (Tig
Kal. Jul. 1519): „Res cum compendio feliciter succedit. Quant
„nihil a me mei audiunt diligentius."

[4]) Das Haus „*zum Sessel*" in Basel an der Todtengasse
jetzt die Töchterschule ist, war die Officin Frobens. Andre s
zwar anderswo; handschriftliche Briefe und deren Adressen,
gende, setzen die Sache ausser allen Zweifel: „M. Hans
Druckerherrn zum Sessel am Fischmarkt" „Meister Johanse
„truckerherrn zu Basel in der truckery zu dem sessel." I
Officin waren eben die Gelehrten den Tag über anzutreffen.
wohnte nicht im Sessel, sondern in dem Hause „zum Rosen
Klein-Basel, scheint aber an Frobens Tische gespeist zu haben.
gegenwärtiger Briefe.

referebat, nisi forte hanc morae quaestionem praetexuit. Quod si libri aduc nudi sint, suillis vestiat tergoribus; nam Sanderum interea pertedet proximeque rogavit, num protelatio istaec argenti penuria fieret, decem florenos offerens, quos ego recipere nolui, testatus, incommoditatem aliquam intervenisse, non diffidentiam. Itaque homo desiderio debiscit. Te igitur precor, calcar pigriculis indas. Sat habes nunc.

Dedit idem *Sanderus* hisce diebus orationem nobis hominis cujusdam *ἀνωνύμου*, docti tamen adprobe et festivi, verum descriptoris ignorantia improbe scriptam, quam aliunde quoque missam et per quendam illatinum, omnino non modo ignarum scriptam cum Myconio restituere nitimur vel cuidam integritati. Quod ubi factum fuerit, ad te mittetur; placebit supra modum, adeo est referta scommatis *κατὰ τοῦ ἱερέος* (sic!) *καὶ τῶν καρδιναλἵων ἀργυροφιλτάτων, ὁ δὲ καρδινάλιος σεδουνήων εἶπε* (sic) *πρὸς ἐμὲ ἄγχι σχὼν κεφαλήν*: cura, ut prematur per Frobenium. Haec igitur, ubi aliquantisper repurgabitur, tibi mittetur; inde tuo facies omnia arbitratu. Quidam dixit Sandero, esse Hutteni[5]); si videro Sanderum non egre laturum, mittam clanculum omnem rem vel cum pulvisculo. Hactenus enim noluit alicui homini, quam nobis, credi, immo Myconium ignorat nobis communicare, quod scilicet Magister caeremoniarum fuit in Curia Leonis, *μὴ λέοντος*. Vale. Salvi sint *Frobenii*, *Amorbachii*, *Fontejus*, omnes nostri, dum tamen *Fontejus* curae pro nobis nihil remittit. Ex Tyguro VII Idus Martii et anni MCCCCCXVIIII.

Adresse: Eruditissimo viro Beato Rhenano suo Amico.

3.

1519. 21. März.

Vergleiche Zuinglii opp. T. VII. ep. X. p. 70.

Rhenano suo Zinglius S.

Vix, mi Rhenane, ad finem tuam legi epistolam, cum Sanderi famulus appellat, si quid velim Basileam scribere, festinem;

---

[5]) cfr. Zuinglii opp. VII. ep. 8. Not. 3. p. 69.

nam adesse bajuli occasionem, sed
animo, licet avide tua Lutheriique le
Remoram precabar, donec lectis or
esset, rescirem. Accepi utramque e
que tristissime, quod rescirem, quae
rabam, at non aeque credebam, quo
ρεσκον, aut, si mavis, *κόκκυγα* in re
tari, quod Francus in Germaniam.
titudinem plebi suae. Neque salvab
in quadrigis aut equis, sed in sua mis
tacebo vel prodam. Christus faxit,
hujus purpuratae meretricis turpitud
videat, lucem, qui in mundum venit
utque possim tuae in me benignitati
sule omnia optimi; nam haec tonant
urgente ita scribimus, ut, an scrips
mittatur arbitrio. Ex Tyguro ipso
Anno MCCCCCXVIIII.

Adresse: Eruditissimo Viro
Gen Basel zum S

4.

1519. 25. Mä

Beato Rhenano Z

Soleo (quod etiam me tacente i
nostris literis, quae maxime usus es
xime delectarent, in alias atque alias
sed id mihi aeque molestum atque
dixerim anilia) quadragesimalia et
professio ita distrahunt, ut nullibi
aut integer. At quaedam scito. Pri
in votis habere, quam Francum im
votis habere simulare; nam malorun

---

[6]) cfr. Erasmi adagia Chil. II. Cent.

haud aliter, quam Panthera maculis, unde haud temere agnoscas, qui ex pectore aut qui ex animo loquatur. Bonorum tamen pars adhuc longe justior. Wirtenbergio milites adempti sunt, omni hora redeunt, unde jubeo te melius sperare, quam rerum facies jubeat. Reverendissimo *Cardinali* literas tuas[7]) me accumbente *Sanderus* ad tabulam legit; maximi te facit, gratiam habet, amat. *Lutherii* descriptam epistolam non legit, sed quaedam a nobis audiit, quale est hoc, quod utriusque dicta, Eccii dico et Luterii, in scripta per notarios redigentur, orbis quoque judicio christiani submittentur etc. Item hoc, quod *Ecceus (Eccius)* sua importunitate veluti fato incitatus, quae nondum erant adplicata ad demoliendas negligentiarum (indulgentiarum) praestigias, futurus sit elicere, quae tamen omnia illi ad gustum mire faciebant. Misit hac hora *Urbanus Rhegius*[8]), homo non ineloquens, ad nos libellum quendam a se editum de dignitate sacerdotali. Hui quam eruditum, quam christianum, etiam magnis nominibus refertum! *Eccii*, *Haverii*, *Pauli Lybrock*, *Niclaus Pfriemd*, *Hans Ambos*, *Scoti*, *Brulifer*, *Durandi*, *Capreoli*, *Fran. Mayronis*, sed et *Erasmi*, ut eum vel tandem digner adponere, tui *Capitonis*, *Capnionis*, caeterorum, ut olores cum anseribus ostentet. Mirati sumus plurimum, quod Frobenius ubique vigilans hic dormitarit, quominus suo praelo sit liber excusus. Liber est, ut tandem ad me redeam a risu, a *Fabro* factus, non fabre factus. Verum quid illis cum veritatis claritudine, quorum animos assiduus aulae usus labefactat. *Sanderus* quam primum introspexit: Fabri est, inquit. Legendum poposcit, ut rideat. Ego vero: lege, ride, modo ne me oporteat bonas horas male locare. Fontejum saluta et omnes nostros. 8 Kal. Apr. MCCCCCXVIIII.

Adresse: Beato Rhenano viro eruditissimo;
gen Basel zum Saessel.

---

[7]) Zuinglii opp. T. VII. 1. p. 70. ep. X.
[8]) cfr. Zuinglii opp. T. VII. ep. 7. not. 6. p. 68.

5.

1519. 24. April.

Beato Rhenano Ζήγγλιος S.

Non acepi abs te literas, beatissime Beate, post eas, quibus, quid *Comes a Nova Aquila* a Moguntinis tulerit, indicasti, quas et *R. Domino Cardinali*, ut jusseras, commonstravimus[9]. Prorupit ilico homo in laudem atque admirationem tui, jussitque nos tibi de se polliceri, quicquid usui tibi futurum efficere possit. Laborat homo strenue, ne *Φράγκισκος τῷ Καρόλῳ διαφέρηται.* Similiter *Sanderus*, cujus librorum vecturam tantum non vereor aliquid signi portendere, quod nos hic tot vectoribus conventis, vos illic toties captatis, optata non accipimus. Verum enitamur omnes sedulo, donec occasionem istam ludibundam crinita fronte corripiamus et ferri sinere compellamus. *Matthias* nihil sit anxius, ego me illi vadem et praedem statuo. Putavit *Sanderus*, eum operam suam nimis aestimare, sed tamen temperationi nostrae se submisit. Ego *Matthiae* partes certissime agam nec eum patiar alicubi fraudari praemio, quo dignus est, quamquam ille interea saepe dixerit: O si tantum libros haberem, ego pecuniam lubens mitterem. Cepit et novum testamentum atque id complicatum; ego pariter. *Phalarismus* nondum pervenit ad nos, *Febriculae* autem tantum unum exemplar; si potestis aliquo modo, plura exemplaria mittatis; *Paraphrases* item et *Zasii Apologias* contra *Eccium (Ekkium)* et si quid est, quod nos amoenare queat. Pecuniam nos *Frobenio* intra mensis, ut spero, 'spacium mittemus aliquantam. *Etimologicon* perpetuo desyderamus, *Plinium*, *Lucianum*, *Cyprianum*, alios, quod tamen *Fontejo* dices, salutato prius eo. *Frobenio* plus quam debeo ob benignitatem in nos locatam, utinam illi quandoque referre liceat. Vale, mi charissime Maecenas; salvi sint *Frob.*, *Amorb.*, *Fabritius Capito*, alii. Ex *Tyguro* 8 Kl'as Maji MCCCCCXVIIII.

Adresse: Beato Rhenano viro amico incomparabili. gen Basel zum Saessel.

---

[9]) cfr. Zuinglii opp. T. VII. ep. 13. p. 93.

6.

1519. 2. Mai.

Beato Rhenano Zinglius S.

Jam diu est, cariss. Rhenane, quod abs te literarum nihil accepimus, ni forte amor in te meus impatiens est. Verum nihil succenseo, contentus, si tu idem facias. Nam cum libris *Sanderi*, communis amici, nescio quomodo tandem agendum sit, tot promittentibus, nullis tamen, qui vexerint, hactenus existentibus. *Simon* tamen ille noster sua quoque non deerit opera, quo tandem vehantur, si, dum *Thomas* interim vobiscum est, non vehantur. Novarum rerum nihil apud nos est, quod te scire precium operae arbitrer, quam quod nos multa spe frustrati sumus bibliorum graecorum, quae nos ferme cum dolore desyderavimus, nunciante *Fontejo*, nihil ad vos graecorum librorum allatum esse. Deest etiam nobis in *Hieronymi* operibus tota pagina; nempe in sexto tomo f. 37, ut dudum *Fontejo* indicaveram, nisi forte interciderunt literae; nam nemo est, qui ad ea quicquam responderit. Commendat se tibi *Michael Sanderus*, atque ita commendat, ut tu illi prius sis commendatissimus. Vale et, quae me voles facere, impera. Coelum clemens est apud nos; pestis, nisi animorum, aduc nulla, quare si non displiceat, divertito ad nos, sunt aedes nobis, quibus vel spartanus habitator possit contentus esse casu sic jubente. Ecce habes rem totam, non eam solum autem, sed et nos totum. Ex *Tyguro* 2 die Maii. Anno MCCCCCXVIIII.

Salvi sint *Fonteji*, *Amorbachii*, *Capito*, *Fontejus*, quibus Hypocratem aliquem precor, qui ab eis pestem arceat ad sophistas et ψευδοχριστιάνους. Rursum vale; nam saepicule id tibi nunc optandum est.

Adresse: Beato Rhenano viro doctissimo Amico incomparabili.

7.

1519. 21. Mai.

Vergleiche Zuinglii opp. T. VII. ep. 14. p. 74.

Beato Rhenano Zinlius S.

Cum proxime ad me scripsisses, cariss. Rhenane, et, si epistolam legere audissem tuam, non ipse legissem, a qua profecta esset, ἀνώνυμον etiam agnovissem; ita enim dictioni tuae jam assueti sumus et pectoris tui arcanis, ut alium quidem eadem dicentem te tamen mentiri suspicaremur; tam est tibi curae Christus ille germanus, ut non ἀτόπως nos confirmaris in olim instituto praedicandi munere, immo animaris, tametsi supra modum quaedam τραγικῶς elevas nostra. Verum sic facto opus est apud eum, quem non pauci diversis clamoribus terrent, ut, si forte se aliquando abjecturus fuisset, redanimetur locumque suum non deserat. Tua igitur tam fausta, tam fida, tam denique anhela acclamatione id agam, Christo tamen favente, quod olim Horatius ille unicus germanorum et quidem caesorum superstes; quosdam fugiens vincam, quosdam pedem referens. Res tamen non adeo male procedit; in faciem pauci calumniantur praeter unum fratrem, qui me publice prophetam adpellat et Messiam, hocque illi unice dolet, quod nunquam volumus ejus meminisse apud populum vel maledicendo. Hoc nebulones illi a mulieribus jam habent translatitium, succensere scilicet, si tu non succenseas; in absentem alii gladios tantumnon stringunt. Ego vero semper ad hoc Pauli spectare: Si aduc hominibus placerem, Christi servus non essem, atque, ut semel finiam, maxima pars auditorum optima quoque est: qui aemulantur, aut publicitus mali sunt, aut, si externe dealbati, intus ita foetore squalent, ut mediocriter nasutus longe absentes facile tamen olfaciat. Vale et sermoni ignosce; ubi enim semel loqui coram te coepero, fiducia, ut Abraham, incalesco, aegre modum ponens verbis. Salvi sint *Frobenii*, *Amerbachii*, *Capito*, *Simon* quoque, non ille, a quo Domina Simonia nomen accepit; nam eum Romae et in Episcoporum curiis oportet proxenetam beneficiorum contractibus interesse. Hunc

igitur valere, illum salvere jube. *Sanderus* commendat se tibi, et, ne obliviscaris Novi testamenti, admonet. Ex *Tyguro* XII. Kl'as Junii MCCCCCXVIIII.

Adresse: Beato Rhenano amico charissimo.

8.

1519. 7. Juni.

Vergleiche Zuinglii opp. T. VII. ep. 18. p. 77.

Beato Rhenano Zinlius S.

Multa debeo *Frobenio* non unis nominibus, multa praeterea tibi, quod nostrorum (mei dico oviumque mearum) tantam curam alis, ut si quid orbis novi pariat, ut habeamus, sedulo provideas. *Orationis dominicae enarrationem Lutheri* haud vereor nobis displicituram, sed nec vulgarem *Theologiam*, quas in diem absolvi vulgarique promittis; coememus magnum modum, praecipue si de adorandis divis oratione dominica non nihil tractet; nam nos id vetuimus, perque juventutem nostram; plebs haud immerito solidius firmaretur altero etiam teste; invocationem sanctorum permisimus magis illis, quam ad vivum resecuerimus. Porro de libris hoc scias, *Joacimum Vadianum* nos commentariis suis donasse, cum jam olim e Pannonia domum remigraret; alium velim per *Fontejum* nobis comparari, quisquis is tandem est, quem tu modo commendas. Coepit (sic) consilium Praepositus noster promovendi in graecis literis cum juventa Tygurina, quam Myconius noster hactenus prima rudimenta docuit, quae quidem nauseam citius generant, si authoris alicujus accessione non condiantur. Velis igitur (nam apud literarum patronum quid non audeas petere?) vel aliquem Luciani dialogum per Erasmum versum, nec tamen interpretatione e regione posita (nam ista pueros ad desidiam detrahit) prelo subdere, si Frobenio non sit incommodaturum, vel primum Aristotelis de animalibus librum, quem graece candidatis praelegeremus. Commodum autem vidi *Icaromenippum* aliaque Lovanii, ut reor, pressa, quae si nobis contingere possent, nimium quam nobis satisfacerent; pueri jam animos succinxe-

runt, quos te precor ne frustreris. *Christophorus C*
Medicus, a Frobenio petit opera *Copi* suo nomine c
Operam item ejus exuscita; nam ego cum mearum qu
rum impendio studiis illorum consulo. Caetera Fontej
mus hac cedula, ne te oneremus. Res nostrae bene
quum *ἀντικειμένους ἔχομεν πολλοῦς* (sic), *καίπερ ὡς τῷ*
ἡ θύρα ἀνέῳγε. Φράγκος δ' ἀνθ' ἡμῶν λογομάχετε (si
λος ἀκούσεις ποτέ. Vale et, ut soles, me measque ae
que consulas. 7 Junii[11]). Salvi sint *Frobenius*, omnes.
cito intellexi; scribam quandoque.

Adresse: Beato Rhenano vere christiano viro a
comparabili. Gen Basel zum Saes

9.

1519. 25. Juni.

Beato Rhenano *Ζήγγλιος* Salutem.

Accepi proximis a te diebus scedulam, quam liter
mine vix dignaremur, nisi tua fuisset; adeo brevis era
rum, quas soles scribere, rerum inanis, ut coegerit
aequi boni consulere, quod nimiis forte fortuna neg
plicitus non potueris amplius. Dolet nobis ab officina
te abesse, si modo abes; nam mihi quidem, dum mult
cogitavi, nunquam persuadere potui, ei te posse re
operae, quae tantum gloriae non tibi, non universa
Germaniae, sed christiano orbi vindicat. Nam, ut r
nihil audias, *Gulielmus*[12]), *Antonii Puccii* a sacris imm
bus, a nobis rogatus, quomodo libri, quos *Puccius* ap
vetios comparasset, in Italiam vecti fuissent, respond
mode. Tum ego: ecquid Italis hominibus placerent. A

---

[11]) Die Jahrzahl ist nicht beigefügt; wenn wir aber den I
oben angegebenen Briefes von Beatus Rhenanus vom 24. Mai
unserm Briefe vergleichen, so müssen wir diesen letztern dem J
zuweisen.

[12])*Gulielmus a Falconibus*, cfr. Zuinglii opp. T. VII. p. 10

illis supra modum delectari, laudibus non posse satis vehere: decernere, ut Frobenio solum hoc munus mandetur, ut eruditorum operas in eum modum ornet. Scivi, mi cariss. Rhenane, dudum rusticius me tuis rebus interstrepere; at nihil nisi desidiam et negocia excuso, per quae oportuit quandoque aliis non scribere, tibi vero oportuit. Tenes rem; consulas igitur optimi. En iterum audemus; quid enim apud te audeam? *Joannes Jacobus Ammanus*, adulescens Tygurinus bono loco natus, *Joannis*, qui apud Basilienses litium scripta facit, ex sorore nepos, olim *Glareani* discipulus, nihil Glareanicum referens, quam eruditionem, homo me hercules summae spei atque adeo commodus et gratiosus, ut vultum dignissimum suavitas morum obfuscet, is, inquam, dum Christianorum imperium operitur, quorsum volvatur, ne temere in Italiam veniens aut alio rursum migrare cogatur, apud Basileae doctos merere statuit. Nec aliud abs te cogitare audet flagitandum, quam, dum *Simonem* nostrum aut fors tuos exerces, eum quoque auscultare permittas; facies, mihi crede, rem Christo teque dignam, ne aliquid tam probae indolis pereat. *Capitonem* dixit *Liechtenbergius* habere *Luciani* exemplar et *Aristophanis*, quem velim, cum domum redierit, convenires, ut nobis vendat. Lutheriana dum absoluta fuerint, quam primum nuncium mittas aut baiulum, qui centurias aliquot ferat, pecuniam illico recepturus; nos tamen statuimus peculiarem nuncium cum equo mittere. Tu, quod tibi magis arrideat, facito. Vale et rem omnem boni consule. Anno MCCCCCXIX. VII Kl'as. Julii.

Adresse: Beato Rhenano vere christiano viro amico incomparabili.

10.

1519. 2. Juli.

Rhenano suo Zinlius S.

Antevertimus nostro tuum, cariss. Rhenane, consilium in instruendo bibliopola, recte an secus, nec laudi, nec vituperationi dandum, quod ejus hominis nunquam nobis in mentem

venerit, *Myconio* dico et nobis, ignavioris videlicet atque bibacioris, quam cui quid dexterum tuto committi possit, alia tamen vice periclitabimur. Gratiam habeo, quod *Aristophanem* apud Gratandrum prodidisti; *Fontejo* pecunia nobis missa est; is rem curabit. *Baldung*, homo, dubites humanior, an doctior, a sacro senatu Caesaris apud nos nunc est Tyguri, tui toties memor, quoties eum adeundi datur occasio (datur tamen rarius, quod Franchelvetiis calumniari incipientibus: »Ecce hominem partibus adversis deditum, tyrannice nobis imperitantem, apud alios idem factitantem, quod nobis vitio vertit; nam familiariter illiscum loquitur, ludit, coenitat« vitando maledicendi ansam amputari oportuit) is, inquam, miratur nihil ex officina Frob. ad eum mitti, id quod olim longe secus factum sit. Enchiridion praeterea tantum non imperat Frobenaldinis vulgari, quod omnes nunc prae cunctis Erasmicis anhelent. Satis ista. *Gulielmus*, de quo nuper scripseramus inter convivandum hoc dixit, cum mentio Lutheri fuisset habita: *Dominus praepositus apud S. Petrum Basileae*[13]) scripta Lutheri, quam primum fuissent absoluta, Rhomam misit. Haec nolui te ignorare, quae alias omnino volo. Salvi sint *Simon*, cui nulla fuit scribendi copia (nam haec quoque scribimus, dum de Christo quid dicturi essemus, cogitatum oporteret) *Joannes Jacobus Ammanus*, *Capito*, alii. Scribet proximis diebus *Baldung*. Vide, ne tibi nova simultas cum Glareano confiat, dum Nervios putabit abs te Tornacenses annotatos, quos ipse ad me scribens pro Lovaniensibus posuit. Hactenus lusum tecum sit. Commentariolos tuos mihi dedicatos esse[14]), quo debeo, ne dubites, accipio animo, haud ignorans, cui accepto ferendum sit. Vale cum *Amorbachiis*. Ex *Tyguro* VI. Nonas Julii MCCCCCXVIIII.

Adresse: Rhenano suo vere Beato.

---

[13]) *Ludovicus Berus (Ursus)* (cfr. Ath. Rauricae.)
[14]) cfr. Zuinglii opp. Tom. VII. ep. 18. p. 77.

11.

1519. Im Frühjahr.

Unmittelbare Veranlassung zu dem folgenden Briefe Zwinglis mag der Besuch des Albertus Burerius in Begleitung von Simon Stumpf bei Zwingli gewesen sein. Ueber die Verhältnisse des Burerius ist im Vorworte gesprochen. Sein Besuch in Zürich fällt in das Frühjahr 1519; Burerius legt die Erlebnisse während desselben in folgendem Briefe an Rhenanus nieder, den wir zwischen die Briefe Zwingli's einschalten.

Albertus Burerius Beato Rhenano etc.

.... In itinere Hoenchiam diverti, ubi Simonem Stumphum, veterem amicum nostrum, conveni ac salutavi. Postridie una Turregium commeavimus. Introduxit me primum, ut Zuinglium literas graecas istic profitentem audirem, quem semel atque iterum profitentem, sed semel duntaxat concionantem audire contigit. Postquam profiteri desivit, hominem adii et salutavi, atque interim eum negligentiae admonui, quod jam pridem ad te nihil scripsisset. Cum audiret homo placidus idemque humanissimus, me unum e Beati ministris esse, respondit benignissime, se unica epistola expleturum, quicquid hactenus per negotia ecclesiastica intermisisset. Habet frequens auditorium non modo cum literas docet verumetiam cum Evangelium Dei e suggestu proclamat. Graecissat pars una, altera graecatur. Graecissantium autem praecipuus est amicus ille noster, cujus paulo superius meminimus; deinde *Nicolaus Bavarus*, veteranus ille Christi miles, *Georgius Victor* (sic), alias *Binder*, ludi literarii Tigurini moderator egregius, *Henricus Nuischeller*, summi ibidem templi canonicus, et *Henricus Buchter*, monachus, qui tamen praeter morem caeterorum ejusdem ordinis monachorum (est autem ejus ordinis monachus, quorum vestitus picae plumas refert) sic literis illis et earundem professoribus favet, ut summo illos et honore prosequatur et amore sibi devinciat. Hic sodalitium literarium Tigurense semel omne me quoque convivio excepit epulis omnigenis apparato. Sunt alii multi, quos ad unum omnes enumerare longum fuerit, quorum tamen nemo non est, qui literas

istas non cupiat avidissime discere; sed, ut sunt varii ingeniorum captus, pars proficit, pars altera nihil.

12.

1520. 17. Juni.

B. Rhenano Zuinglius S.

Potuisses jure stomachari, Beate amiciss., quod tanto jam tempore nihil literarum a nobis acceperis, ni te vetaret, qua praeditus es, summa animi moderatio, non quod nostrae aliquid secum gratiae essent allaturae, quo te frustrari graviter ferres, sed quod homo longe nobilioris notae ultro nobiscum amiciciam inieris, quam ne per somnium quidem appetere ausi fuissemus, ac eam subinde literis creberrimis, colloquio suavissimo firmaveris et ornaveris, nos tamen pertinaci silentio possimus eam fastidire videri potius, quam negligere. Longe tamen secus vides habere rem, quam malefida suspicio suggerere audeat, quam te nunquam audiisse multis signis persuasum habeo. Nihilo tamen minus diuturnum hoc silentium apud te purgare pergam, non certe ut te placatum reddam, qui, si quisquam mortalium, omnia boni consulis, sed ut verecundiam mihi scribendo ipse excutiam, ne immodice tacendo scribere tandem desperem. Primum igitur tabellarios si excusavero, mox insurges, immo ridebis communem hanc satisfactionem: at ne rideas, jubet vafricies Aesopica; nam plane te etiam teste nullus hactenus est nobis tabellarius inventus, qui tibi a nobis literas attulerit. Num igitur recte tabellarios excuso? Jam vero si strepitum negociorum excusem, urbanitate referies ista, prae ocio non quivisse scribere. Sed haec justa erit excusatio, si ocium fuit tantum, quod prae illo non scripsimus, quod forsan tantum fuit, ut ejus fama ad te quoque pervenerit. Has communes causas nunc puto nobis satis superque adesse, quibus taciturnitatem nostram vindicemus. At ne nimis nugemur vel nauseam altiorem, atque velimus, moveamus, statuimus autem tam longam ad te scribere epistolam, ut non una, sed altera quoque vice ad nauseam usque (si modo velis legere) legere

cogaris indeque gratiam summam nobis habeas, si perpetuo a calamo temperemus; atque id quidem merito, qui nobis ocium obprobrasti. En tibi ocium nostrum! Videtur hoc tibi ocium, quo rem tibi tam molestam futuram tractamus? Sed rursum coepimus *μωρολογεῖν*. — Ego, carissime Beate, ita sum molestissimis negotiis undecunque circumseptus, ut vix etiam maxime necessariis sufficiam, frequentius alioquin nimirum ac feci ad te scripturus, quocum ut libentissime, ita tutissime nugor. Atque, ut aliqua in re tibi respondeam, non quidem par pari reddens, scribam de communi amico nostro *Conrado Fabro*. Tu tamen de *Sapido* mira et gratissima quaedam narrasti, ad quae postea. Is Conradus cum nuper anxie mecum nugaretur, post multa, quae de te ultro citroque fabulati sumus, veluti coronidem addidit, nihil se magis in te mirari, quam invictam modestiam, qua eum ad sophistas semper respectantem tam comiter tuleris, alto nimirum consilio, nempe tum quidem presentiscens futurum, ut quandoque in universum illis laqueum remissurus esset. Gratulabatur subinde sibi, quod totum se ab his crabronibus vindicasset; recte nimirum ille ac sancte; nam, ut plane scias, homo nil quam sacras literas tractat et super his Origenes, Cyprianos, Chrysostomos, Hieronymos, Ambrosios, caeteros, crebro ingemens (convenimus autem saepe): O infelices horas, quas fatorum, credo, iniquitate in his sentibus detrivi! Pauli epistolam ad Romanos suis enarravit cum mira et gravitate et gratia. In fortunam autem amplam successit, nec tantillo factus est insolentior, tam vero liberalis in bonos, ut tantumnon molestus fiat invitando. Hunc talem tibi debemus et ego maxime illius gratia plurimum tibi debeo. Nam quoties auditores mei illum inaudiunt, incipiunt minus mihi indignari, quod alium quoque testem Evangelii audiunt, quod ita exoleverat, ut nemo faciem illius agnosceret, haud secus ac septem illorum, qui tot secula dormisse, plus quam Eumenidis[15]) somnum Christianis dicuntur, ne scilicet pigriculis illis deessent sua numina. Sed Deo gratia, per quem servis ejus datur fidu-

---

[15]) Sollte wohl heissen: Epimenidis.

cia in *παῤῥησίᾳ* predicandi evangelium, ut sperandum
rum quandoque innocentiam renatum iri, quemadm
eruditionem videmus. Quae de *Sapido* scripsisti gratiss
runt; gratiae enim, quam ille in carmine habet, olim
facientes, saepe sumus homini bene precati; commend
mum, quod intra amicitiae terminos tam acriter pro
Evangelioque pugnat; ac ut ipse hominem alteri, scis c
parasti, ita ego eum puto multis illum parasangis ant
ex cujus jam, cum apud nos esset, ore jucundum pror
audivimus, quam seditiosa quaedam has partes nunc
illas vero dejicientia, et e diverso aquilas Romanas n
tures facit, mox cornices, immo vix cum graculis volit
mittit, et dum vehementius incalescit non modo e reru
tollit, sed etiam pingi vetat. Quas autem de Sapido
tationes narras, foelicissime nimirum sunt. Admone
homo, ne alio contentionum se trahi patiatur, ut, dum
aduc calet et est ad vincendum vehementior, in tam f
se potius exerceat, quam illiusmodi inanibus digladia
Quid enim de Sapido aliud speres, quam quod olim
futurus Episcopus, tenax ejus, quae est fidelis doctri
ditio, qua possit in sana doctrina et persuadere et ad
convincere. Nec Episcopum hic nobis dictum putes,
solet; nam Sapidus cui sorti se aptet, haud scio; se
admodum alicubi Origenes eos dicit Episcopos, etia
uxoribus constricti, qui tanquam in specula multitudin
provideant et gladium imminentem prospiciant, bona p
apud omnes; ita futurum puto et hunc nostrum Episco
autoritatem non ex titulis aut olivae unguine metiatur,
sit Christus domini, non diaboli, quales heu multos h
nere licet, quibus promptissimum in ore est: nolite
Christos meos, quos potius diceres abdomene (sic!) τ
δαίμονος oblinitos, quam spiritus sancti gratia. An ho
quam tam hebes est, qui episcopos dicat, quibus ne
dem dotium Paulinarum adsit? E diverso quis non e
episcopos, quos Origenes pinxit, quibus vulgi salus cu
quales forsan sunt *Capnion*, *Zasius*, *Bilibald. Byrkeimer*,

s, *Vadianus*, alii Germaniae, immo Christiani orbis flores et
rdi odorem domini spirantes. Quod autem de *Sapido* magna
:aedam mihi polliceor, facit munus, quo nunc fungitur, in
o tam diligenter et strenue versari dicitur, ut merito illum
m iis numeres, qui gratiam linguarum et interpretationem
no acceperunt a domino. Genus hominum summe necessa-
ım hoc plane est, nec unquam pro dignitate in honore habitum.
ım unde proventuros vere prophetas et Episcopos facilius et faeli-
ıs speres, quam ubi diuturno labore literatus homo plurimos
incunabulis recte docuerit et educaverit, nimirum coactus,
luti propheta, virtutum specimen prae se ferre, quod verbis
ies pingit, ac linguam disertam reddere quottidiana recte lo-
endi meditatione. Hos ego nostro tempore multis etiam pro-
etis praefero, quamquam nimirum, si aequa undique portione
ınia disposueris, vere propheta vere interprete aut linguis
ıuente potior sit. Huic, inquam, generi non satis scio an
quam benefactis respondeamus, quales sunt *Melanchthon*, *Gla-
ınus*, *Pet. Mosellanus*, *Myconius* noster et hic *Sapidus* aliique
ıumeri, qui nobis optimae spei adulescentium examina in
ım producunt, cum interim sacerdotum etiam vulgus eos vel
ernat vel negligat, tanquam nihil ad eorum sortem pertineant,
m hi soli sint, qui feroces animos cicurent, cicuratos egre-
ı instituant, virtutum surculis inserentes. Hac in re diu te-
m nugatus sum, sed in ea nimirum, quam putem omnibus,
in eum modum expendant, mire profuturam. Caetera libel-
ı dono missos accepi et reddidi item alios, quibus debui,
atiam subinde habens magnam, maximam tamen pro hac ul-
ma satisfactione Luteri, qua vix vidi aliud ex ejus operibus
l vehementius vel pressius. *Bilibaldus Birckeimer* istis diebus
aras ad nos dedit, quibus veretur, ne tibi libellus cum epi-
ıla traditus sit anno jam superiore, quod nihil ad eum hacte-
s scripseris. Quare, si non potes alia ad eum mittere literas
ı, ad nos mittito; nam bis in anno quidam mercatores ad
m vadunt. Transtulit Luciani Rhetorem et fugitivos, quos
am ad nos dono transmisit. Sed jam video te connivere,
are canam receptui, ne sopito excidat epistola illa, illa docta

scilicet, quamquam hujus nauseae tu *αἴτιος εἶ*, qui indignatiunculam prae te tulisti, quod diu non scripserim. En tibi epistolam! querere, si placet, postac iterum de taciturnitate nostra! At omnia boni consule et vale. Ex *Tyguro* decimaseptima die Junii MCCCCCXX.

Adresse: Beato Rhenano Selestadiensi viro doctissimo et integerrimo. Amicorum summo. — Selestad.

13.

1520. 12. Oktober.

Rhenano suo S.

Cum his diebus, cariss. Rhenane, abs te profectam epistolam hilarissime exciperem cum munusculis et ad me et ad alios missis, hoc paulisper indoluit, quod haud plus tribus horis antea ad te literas amandassem per quendam humanarum literarum candidatum deferendas, qui sub Sapido meret. Vereor enim tardius ad te venturas, quippe quod is adulescens ignoret, te Basileae degere, quod et ego hactenus ignoravi. Nunc autem, quandoquidem illic es, cupio te diu illic manere; facilius enim hoc pacto dabitur occasio ad nos quandoque ascendendi, qui te Eremum D. virginis comitabimur ad *D. Geroldseggium* tui videndi cupidissimum, quique non satis potest sibi gratulari, quod epistola Erasmi se donaveris. Venit ad te Jacobus *Κήπωρος*, adulescens trilinguis, quatenusque nos possumus judicare, omnigene doctus, tui videndi avidissimus. Nam vitam et mores tuos tamquam e numerato ita recensuit, ut mihi opus esset interrogare, numnam tecum aliquando fuisset versatus. Respondit: minime; at ita tuum sibi candorem, tuam eruditionem perspecta esse ab iis, qui vera consuessent de bonis praedicare, ut non possit non dolere, si ei negetur tecum congrediendi copia. Eum inter tuos accipias precor; referet plurima de Capnione, de aliis audi tu non injucunda. Praeterea *Hieronymus Frobenius* commodo dederat nobis Euripidem graecum, quem nunc, ut par est, reposcit; spem tamen facit, apud Curionem coemi posse. Mitto itaque flor. 3, ut ipse apud illum

coemat atque liget in ejus locum, quem nos habemus. Quod si id non placet, renunciet et benevole hunc suum remittemus et pecuniam ipse patri pendat pro bibliis graecis, quae nobis decem florenis dare indicavit. Hui magni! Sed tu, precor, illum admone, ne mecum agere velit tanquam cum circumforaneo et rudi licitatore; aequum lucrum a nobis recipiat, id quod ipsi ultro semper obtulimus; nam accipio, 6 aut ad summum 7 hunc codicem rudem coemptum quandoque. Utcunque tamen habeat, non remittam, etiamsi 10 pendere oporteat; at hoc tibi dico. Salutat te *Myconius*, *Administrator Eremi*, *Jo. Faber* Vicarius Constantiensis, qui omnes hoc tempore apud nos sunt. Vale meum decus. Ex Tiguro 4 Idus Octob. XX[16]).

Adresse: Beato Rhenano amico carrissimo.
Gen Basel zum Saessel.

14.

1521. 8. März.

Rhenano suo S.

Τὰ περὶ τοῦ ἀδελφοῦ γράμματα τοῦ ἐκ τῆς τάξεως καλουμένης τῶν μικροτέρων πρὸς τὸν Σίμωνα πεμφθέντα παρά σου (sic) *ἀνέγνωκα καὶ ἐν τούτῳ συμβουλεύω αὐτὸν πρὸς ἡμᾶς πορεύεσθαι. μεταξὺ δὲ γνωρίζω τῷ τοῦ ἐρήμου οἰκονόμῳ ὡς αὐτὸν προσλαμβάνειν ἀξιῷ* (sic), *εἰ δὲ μὴ, δεήσομαι τοῦ οἰκονόμου ἐν Κυσνάχῳ, ἵνα καιρῷ τινι θρέψῃ αὐτὸν, ἕως ἂν ἡ τύχη δεξιωτέρως αὐτῷ προσμειδιάσῃ.* Caetera *Leo* noster *querelam pacis* in linguam germanicam traduxit, quae per *Abbatem Monasterii Capellensis* ad vos transmissa est, ut typis excudatur. Quum vero *Christophorum*[17]) hunc nostrum in premenda *principis institutione* diligentem ac vigilantem operam navasse videat,

---

[16]) Im Autographon steht zwar der Name Zwingli's als Unterschrift nicht, für die Beisetzung desselben war kein Raum mehr vorhanden. Die Handschrift jedoch und das Siegel, mit welchem der Brief geschlossen war, geben keinem Zweifel an Zwingli's Autorschaft Raum.

[17]) Froschouer.

poenitentia ducitur, quod non id etiam, quicquid est ope crediderit. Si qua igitur poteris efficere, ut e sinu *Do Halvilensis*, cui commissum erat negotium, emungatur ac diximus *Christophoro* ad premendum tribuatur, rem Leoni turus es gratissimam, id quod ipse illis ipsis diebus, apud nos esset, optabat. Mitto *Frobenio* flor. 6, quatuor Te nes pro floreno, alios nummos non habui; eos adscribat, cum ad vos descendero, reliquum addam. Descensurus sum, postquam *Erasmus* aderit, immo si ipse (quod dii d que omnes avertant) non venerit, tu vero Basileae maneas, cendam. Alios item 4[or] flor. mitto *Matthiae*, quos illi pro o bus Augustini aduc reliquos debeo. Perceperam, te ad venturum, quod futurum sit necne, haud scio; velim ta proposito non excideres ac post Dominicam Quasimodo, quos dies Caesar Helvetiis conventum ad nostram hanc in urbem, ad nos properares cum *Marco* nostro *Theodorino*[18]) mique nostrae diverteres et quum liceret Eremum quoque bis cum multis Tigurinis ac Commendatore nec non Sim caeteris comitibus inviseres. Ἅττα ἂν πρὸς ἡμᾶς ἢ γρά ἢ πέμψῃς κρυπτώτατα ἔσονται. χαλεπὸς δὲ τοῦ διὸς ὁ κα νός, διότι εὐλαβεῖσθαι δεῖ. Vale. Ex Tiguro 8. Martii XXI.

ὁ Ζήγγλιος.

Adresse: Rhenano suo, gen Basel.

15.

1521. April.

Rhenano suo S.

Diu nihil literarum abs te accepimus, aliis nimirum iis gravioribus districto negociis. Secretarius[19]) tamen urbis nos retulit, non nihil tibi animi esse ad nos cum *Marco* nostro, transcendendi; cave, aliud capias consilium. Scripsit ad hisce diebus frater *Aeberlinus Minorita*, cui cum respond

---

[18]) Marcus Bersius, Pfarrer zu St. Leonhard in Basel.

[19]) Er hiess *Myconius*. cfr Zuinglii opp. T. VII. ep. 17. p. 76.

vellemus, febris obstabat; ei itaque refer, literas salvas ad nos esse perlatas. De febre vero scias, nos dei medicique ope levatum. Est praeterea apud vos adulescens quidam, monachus *Göldly*, quem aiunt in *Frobenii* commesse (sic) tabula, tecum nimirum, cujus mores atque studium genitrix ejus per te scire cupit et, ut ad nos perscribas omnem rem, summopere flagitat. Rogo et nobis, et illi morem geras, adulescentem interea recte moneas, si a recto deflexerit. Salvi sint *Frobenii*, *Nepos*, *Ambrosius*, omnes. Haberem totas naves tecum conferre, sed nunc non est locus. Vale ex *Tiguro* die Veneris Pascae XXI.

Zuinglius tuus.

Nihil est, quod vereare ad nos scribere; apud nos sunt omnia tuta, postquam Glycerium istud Romanum abiit; imo ipso praesente nihil non tutum erat.

Adresse: Beato Rhenano Amico cariss.
Gen Basel zum Saessel.

16.

1521. 8. September.

Beato Rhenano S.

Dono misit mihi superioribus diebus *Jo. Frobenius Hutteni* querimoniam, hominem apostolicam (homo enim bulla est), Eccium dedolatum et cujusdam lascivientis vituli (Itali) in Lutherum non tam scripta, quam maledicta et vanas quasdam naenias; quem supra modum miror, quisnam sit hominumve deorumve, nisi quantum ex oratione colligo, Juppiter est, qui reliquos deos omneis domi desidere cogit, ultra inferos abjecturus, qui mutire ausint. Ipse interim solus in throno majestatis caput quatiens et *κύδεϊ γαίων* fulgurat, tonat, omnia miscet. Tantopere visus est mihi *κομποφακελορήμων* (sic) iste insolescere, quantopere vix aliquis. Nam haud satis illi est Luterum conviciis aspergere, nisi et Germanis sese offerat *ὁδιγόν* (sic) per *Luterum* seductis, scilicet pollicens, ad *λεοφόρον* reducturum, modo sibi illi obtemperent. Quid plura? ita putat Lutherum per ignorantiam authorum, quos ipse colit, hallucinatum, ut

nullam rem illi magis objiciat, quum tamen in hac arena non modo non cederet, sed facessere cogeret. At cedendum est aliquantisper Italico supercilio et fastui, qui nunquam non in sinu sibi canunt τόσσον ἐγὼ περὶ τ'εἰμὶ Θεῶν, πέρι τ'εἰμ' (sic, ἀνθρώπων; dolet illis, Germaniam se doctiorem fieri. Quamquam et Germanum quendam te celare non possum (eum, cui *Sanderus* amicus noster invidebat librum quendam Erasmicum a *Frobenio* dedicatum, cui per me respondisti autoritati primum non nihil datum, deinde factum, ut hac potissimum via ad nostras, hoc est ad Christi partes traheretur, quamquam σιδηροφόρος noluerit unquam vel digitum latum a Scoticis σχόλιοι recedere; tenes, scio, rem); qui cum nuper Tiguri nobiscum esset, gratulabundus recensebat, Italum quendam tersissime et doctissime Luterana omnia aut evertisse aut infirmasse. Sed nihil neque fidei neque frontis cum nos videret habere sibi, desiit tandem vulgi mancipium et futilis aurae strepere. Ac dum hunc libellum in manus capio, primo intutu (sic) video, quid res est, eum esse, quem ille canebat. Narra itaque, si quid habes, numnam Luterus sit se ab eo vindicaturus (nam hoc facile fuerit, quandoquidem leviter iste sua firmat) anne doctorum aliquis coetus illum picturus sit, ut λαῖον istum dedolaverunt. Vale et omnia boni consule. Tig. die Nativitatis XXI. Ann. Quingentes.

Adresse: Doctissimo Viro Beato Rhenano vere Christiano fratri carissimo: Gen Basel.

17.

1522. 25. März.

S. Scribis ad me parcius atque ego vellem, humanissime Rhenane, neque, ut arbitror, epistolarum parsimonia rem facis. Nam quae jactura fuerit, schedam huius nostrae parem absumere! praesertim quum videas, nos, cui res est angustior, nec chartis nec tibi, quem invitum cogimus haec nostra legere, parcere. tametsi haud parvi referre putamus, si minus ad te scriberemus: non quod hac in re, quam mox audies, ipsi aliquid possimus,

ι vel sententiam dicere vel χειροτονεῖν, sed quod summa
›e negocia ab humilibus pependere plus quam summates
crederent, et a pastore saepe didicit imperator, qua parte
ıet exercitum citra periculum in locum tutum subducere.
itaque ea res, quam tantopere celo, ista. Accepimus pau-
ante diebus, duellum inter Erasmum atque Lutherum futu-
; propendent enim omnia ad dissidium; stimulari hunc a
tenbergensibus, ut adulatorem aliquando prodat, illum a
manensibus, ut hereticorum sibi damnosissimum exstinguat:
e res quantum mali datura sit Christianis, conjectura non
s habet, sed ob oculos tibi scio jam versatur, ut, cum facta
ıt (quod deus avertat), clarius cerni non possit. Scis enim,
ntae ab utriusque parte stent copiae, quantaque sit utrius-
vel pugnandi vis, vel eludendi solertia. Non contingent
ut reor, moderati isti *Budaei* ac *Stapulenses*, huic vero
infantes *Latomi* ac vani *Eccii*. Est apud utrumque, quod
is prodesse poterit plurimum, quod obesse minimum. Ju-
t uterque gnaviter et graviter; est tamen utrique quiddam
ıliare (quod citra invidiam tamen dictum volo), quod si al-
adfuerit, jam is illi comparari, nedum aequiparari non
ıt. Quin ista nobis per partes cur non servat uterque? itan'
et eis salvis non esse nobis? At quam tandem Helenen
ıum reducent? Amabo, prudentissime Rhenane, clam cum
cano nostro et aliis doctis apud Luterum, clam apud Eras-
n rem componite; apud hunc praesenti ore, illum literis.
nus, utrumque cedendi nescium; scimus Ulyssem consiliis
:e fuisse semper superiorem; at secuta est hunc non minor
ia, ac nescio an illius non sit quibusdam suspectior. Ca-
me, satis scio. Offenduntur apud nos quidam epistolis qui-
lam Erasmi, quod non candide de Lutero sentiat. Ego
ı an recte sentiant, nec ne, nec legere possum nec judicare.
.us tamen utrumque velle puto rei Christianae, quam, quod
to sudore, infinitis vigiliis jam longo tempore pepererunt,
ndo pereat et altercando maturiores foetus impediantur.
erunt ad me hisce diebus haece ad *Erasmum* literae atque
ɜ ad sacrificulum quendam S. Petri, quas precor differri

cures; faceres nobis rem omnium gratissimam, si jam anno sese mutante ad nos cum Erasmo concederes. Quod si minus ipse induci potest, tute venias, priusquam te litium Argentoratensium voragines absorbeant. Opto te in Christo valere. Salvos vero opto *Frobenios*, *Amorbachios*, *Zuickios*, omnes tamen post *Buschium*, quem precor animes, ut paulo liberius cum Erasmo contendat; hactenus enim visus est esse verecundulus. Haec joco; nam scheda in universum foedanda erat. Pelicano, posteaquam salutaveris, refer, orsum nos esse Hebraicas literas. Dii boni quam illepidum ac triste studium, ne tamen desistam donec ad aliquam frugem penetrem. Iterum vale. Ex Tiguro. M. DXXII. XXV die Martii

Huldr. Zuinglius tuus.

Adresse: Beato Rhenano amico carissimo,
gen Basel zum Saessel.

18.

1522. 30. Juli.

S.

Convenit nos, doctissime Rhenane, *Schurerius* ille vester, imo noster, sub ipsum crepusculum, quo illucescente rursum abiturus erat. Nolim igitur committere, ut sine conditionis nostrae tessera veniret ad te; ita enim de te persuasi sumus, ut nunquam non gratum facturi simus tibi, quoties indicamus, quid apud nos agatur. Primum itaque omnium scias, Franciscanum quendam e Gallia, Franciscum nomine, retroactis non adeo multis diebus apud nos Tiguri fuisse ac de adoratione divorum, eorum denique pro nobis intercessione in scripturis mecum multa contulisse, nusquam tamen opitulante scriptura convincere potuisse, ut divi pro nobis orent, id quod multo fastu facturum jactaverat. Tandem Basileam concessit, ubi longe aliter totam rem narrat, imo mentitur, atque acta est. Quamobrem tibi ista placuit significare, ne Cumanum Leonem ignorares, si forte fortuna aliquando ad te diverterit. Subsecutum est intra sex dies aliud cum nostris fratribus certamen;

hi sunt praedicatores Augustinenses Minores. Postremo indixit illis Consul et senatores tres, quibus id munus mandatum erat, ut relictis Thomabus, Scotis reliquisque id farinae doctoribus, unis sacris literis nitantur, quae scilicet intra biblia contineantur. Hoc beluas istas tam male habet, ut unus frater, pater lector ordinis praedicatorum, a nobis solverit, nobis non secus flentibus, ac si morosa ac dives noverca vita excesserit. Non desunt interea tamen, qui nihil non minentur, sed advertet Dominus mala inimicis suis. Putamus, te *supplicationem* vidisse, quam aliquot nostrum ad Episcopum Constantiensem dedimus[20]). Bozhemius supra quam mihi de eo polliceri ausus essem, rem pro Christo strenue gerit, ex omni parte integer. Sed redeundum est ad *Schurerium* in superius triclinium, ubi cum aliquot potat, miscendumque jocos. Tu interea fac rescribas, ut finita confabulatione verius quam *συμποσίῳ* epistolam tuam legam, ut gratia gratiam excipiat. Salvi sint *ὁ Φρύγιος*, *Sapidus*, *Gloterus*, alii. Christus Te nobis incolumem diu servet. Ex Tyguro. 3 Kal. Aug. MDXXII.

Huldr. Zwinglius tuus.

Adresse: Beato Rhenano viro piissimo et doctissimo Sledstat.

---

20) Suplicatio quorundam apud Helvetios Evangelistarum ad R. D. Hugonem Episcopum Constantiensem, ne se induci patiatur, ut quicquam in praejudicium Evangelii promulget neve scortationis scandalum ultra ferat, sed presbyteris uxores permittat aut saltem ad eorum nuptias conniveat.

II.

Einige Bruchstücke
aus der
ungedruckten Fortsetzung von Tsch
Schweizerchronik.

Mitgetheilt
von
J. J. VOGEL, Cand phil.
in Zürich.

Vorbericht.

Schon seit mehreren Jahren trägt sich der Unterzeichnete
Gedanken, Tschudi's Schweizerchronik sammt der noch ung
Fortsetzung derselben neu herauszugeben. Gewiss sind die
vaterländischer Geschichte damit einverstanden, dass eine
besserte Ausgabe des berühmten Geschichtswerkes nothwen
dürfniss ist, zumal wenn sie sich mit nachstehender Auseinand
bekannt gemacht haben. Nur daran dürfte der Eine oder d
Anstoss nehmen, wenn ein junger Mann, der erst an die Wi
herangetreten ist, sich an eine Arbeit wagt, die ohne Erfolg,
nern unternommen wurde, denen mehr Hülfsmittel und günsti
hältnisse zu Gebote standen, als diess bei Unterzeichneten
ist. Derselbe möchte desshalb durch die Mittheilung einig
stücke aus der Fortsetzung von Tschudi's Geschichtswerke i
der Schweizerischen Geschichtsforschenden Gesellschaft neue
Aufmerksamkeit der Forscher auf Tschudi hinlenken. Viel
lingt es so, die begonnene Arbeit ihrem endlichen Ziele en
führen.

Schon im Jahr 1772 wollte Joh. Conr. Fäsi in Zürich die F
der Tschudischen Chronik mit historischen Erläuterungen her
Joh. Müller suchte dessen Vorhaben zu fördern durch einen be

Aufruf[1]), den er an alle Freunde helvetischer Geschichte erliess. Allein Fäsi konnte aus verschiedenen Gründen seinen Plan nicht ausführen, was jedoch nicht zu bedauern ist, weil derselbe entgegen dem Wunsche Müllers die Chronik nicht rein und unzerstückelt, sondern umgearbeitet veröffentlichen wollte. Diese Arbeit Fäsi's umfasst mehrere Quartbände, und befindet sich auf der Stadtbibliothek in Zürich. Es war Joh. Müller nicht vergönnt seinen Lieblingsgedanken verwirklicht zu sehen; hätte er den Abend seines Lebens im Vaterland zugebracht, sehr wahrscheinlich würde er selbst Hand ans Werk gelegt haben.

Im Jahr 1828 erschien endlich im 4. Bande von Balthasars Helvetia die Fortsetzung der Tschudischen Chronik, den Zeitraum von 1472—1516 umfassend. So war also dem Wunsche unseres grossen Geschichtschreibers scheinbar ein Genüge geschehen.

Es ist nun sehr auffallend, dass diese Fortsetzung bis zur Stunde allgemein für Tschudi's Arbeit gegolten hat, während sie doch ganz sicher nicht von Tschudi herrührt. Das Ganze umfasst etwa 160 Druckseiten, und davon ist bloss der Anfang (pag. 464—483) wirklich von Tschudi, alles Uebrige ist nicht Tschudi's Werk. Dass dem so ist, darauf hätte schon das von Haller in seiner Bibliothek der Schweizergeschichte mitgetheilte Bruchstück führen sollen, welches den Verrath an Ludovico Sforza erzählt. Man vergleiche einmal jene Erzählung mit derjenigen bei Balthasar, und es ist sofort klar, dass beide von einander verschieden sind und nicht demselben Verfasser angehören. Den schlagendsten Beweis hiefür liefert aber die Wahrnehmung, dass jene sogenannte Fortsetzung nichts anderes ist als eine Kopie aus den Chroniken von Brennwald und Silbereisen. Auf der Stadtbibliothek in Zürich befindet sich nämlich ein Manuscript (A. 88; 109), welches fast ganz aus Brennwald ausgeschrieben von Anfang bis zu Ende wörtlich mit der sogenannten Fortsetzung des Tschudi übereinstimmt. Daraus geht hervor, dass ein gleichlautendes Manuscript, welches Tschudi's Namen trug, von Balthasar für die Fortsetzung der Chronik gehalten und als solche veröffentlicht wurde.

Durch das freundliche Fürwort des hiesigen Erziehungsrathes gelang es dem Unterzeichneten die ächte Fortsetzung aus der Aargauer Kantonsbibliothek für einige Zeit zu erhalten. Diess Manuscript, früher in Zurlaubens Bibliothek, ist allen Nachforschungen zu Folge das Einzige, welches die Fortsetzung enthält, wesshalb der Schreiber dieser Zeilen die Mühe nicht scheute, eine genaue Abschrift davon anzufertigen. Die Notiz bei Haller (Bd. 4, pr.402), dass sich die Fortsetzung in

1) Sämmtl. Werke Bd. 4, 319—324.

Zürich befinde, ist nämlich unrichtig. Die sogenannte Sammlung Tschudischer Documente im hiesigen Staatsarchiv enthält fast nichts als Urkunden und Abscheide, das Manuscript von Zurlauben dagegen ausserdem noch sehr viel zusammenhängende Erzählung. Doch bestätigte sich im Ganzen die Angabe Hallers und die Vermuthung von Glutz-Blotzheim, dass Tschudi die Fortsetzung, d. h. den Zeitraum von 1472—1564 nicht mehr überarbeitet habe. Dessenungeachtet ist dieselbe, wenn auch bloss ein erster Entwurf, von grösster Wichtigkeit. Am ausführlichsten sind die Burgunderkriege, die Geschichte Waldmanns und die italiänischen Feldzüge behandelt. Auch zwei Lieder auf den Sieg bei Grandson aus Diebold Schilling hat Tschudi in sein Werk aufgenommen. Die Sprache derselben ist ursprünglicher, die Fehler weniger zahlreich, als in der gedruckten Ausgabe von Schilling.

So viel über die Fortsetzung. Nun noch einige Bemerkungen über das bereits im Druck Erschienene, über die Ausgabe, welche Iselin besorgt hat. Der erste Band dieses Werkes erschien im Jahr 1734. Iselin legte demselben das Manuscript zu Grunde, welches sich im Kloster Muri befand und eine genaue Abschrift des Originalmanuscriptes sein sollte, welches Letztere dem Herausgeber von den Nachkommen Tschudis — offenbar aus kleinlicher Fifersucht — nicht mitgetheilt wurde. Nach dem Erscheinen des Werkes wurde von dem Besitzer der Urschrift, Tschudi von Greplang, behauptet, dass das Gedruckte von der Urschrift vielfältig abweiche, ja sogar, dass die Ausgabe Iselins des Tschudi gar nicht würdig sei. Wenn auch diess Urtheil, wie wir bereits angédeutet, aus kleinlicher Eifersucht entsprungen sein mag, so ist doch etwas Wahres daran. Um darüber Gewissheit zu erhalten, bedürfte es bloss einer Vergleichung des betreffenden Manuscriptes. Leider aber gelang es bisher nicht, dasselbe ausfindig zu machen und zwar aus dem Grund, weil die Handschrift gleich wie die Kopie, die Iselin benutzt hat, sehr wahrscheinlich gar nicht mehr vorhanden ist. Einigen — freilich nur sehr geringen — Ersatz gewährte das Autographon, d. h. der von Tschudi eigenhändig niedergeschriebene erste Entwurf der Chronik, welcher sich in 4 Bänden (A. 57—60: 662—665) auf der Zürcherischen Stadtbibliothek befindet Diese Urschrift ist überaus wichtig und bildet nebst der Edition Iselin's die Grundlage zu einer allfälligen neuen kritischen Ausgabe der Chronik. Ueber das Verhältniss dieses Autographon zu dem bereits Gedruckten ist im 4. Band des Archivs eine kleine Abhandlung erschienen, und es kann im Allgemeinen darauf verwiesen werden; doch sei es erlaubt darüber noch einige Bemerkungen nachzubringen. Es ist z. B. sehr charakteristisch, mit welcher Energie und Derbheit Tschudi in seinem Autographon von

den Päbsten und der Geistlichkeit spricht, deren Verdorbenheit und Anmassung entschieden gerügt werden. In den späteren Manuscripten und daher auch in dem Gedruckten sind diese Stellen alle sehr verkürzt und im Ausdruck gemildert, gewiss eine Folge der Reformation, welcher Tschudi bekanntlich abgeneigt war. Die Sprache des Autographon ist sehr verschieden von der in Iselins Ausgabe, dort ist sie ursprünglicher, kräftiger, bei diesem modernisirt. In der Urschrift finden sich etwa 50 Urkunden, die im Gedruckten fehlen und welche bis jetzt meist unbekannt geblieben sind. Dagegen hat die Edition von Iselin manche Angaben, die gar nicht von Tschudi herrühren. So nehmen z. B. in dem Gedruckten die Zürcher an dem Zuge gegen Ottokar Theil. Das Autographon meldet davon Nichts, und Tschudi schreibt in einem Briefe an Simmler kurz vor seinem Tode gründlich und einleuchtend dagegen. Also kann er unmöglich in der Ueberarbeitung des Autographon jenes Faktum behauptet haben. Durch diese Erörterungen ist wohl genügend nachgewiesen, dass eine neue kritische Ausgabe des berühmten Geschichtswerkes sehr am Platze wäre, indem die von Iselin besorgte den Anforderungen der Gegenwart nicht mehr entspricht und bereits ziemlich selten geworden ist.

Ueberdiess würde eine solche neue korrektere Ausgabe wohl dazu beitragen, zu einem schliesslichen richtigen Urtheile über Tschudi zu führen. Bis auf die neueste Zeit war über seine Vortrefflichkeit nur Eine Stimme. Die Forscher in der vaterländischen Geschichte betrachteten seine Chronik als ein Fundamentalwerk und den Verfasser als den Vater der Helvetischen Geschichte. Göthe und Schiller schätzten denselben sehr hoch; mit Begeisterung spricht von ihm Johannes Müller. Als es sich um die Herausgabe der Fortsetzung handelte und diess Vorhaben wegen Theilnahmlosigkeit des Publikums unterbleiben musste, rief Müller aus: „Ist es möglich, dass ein seine Väter ehrendes Volk gegen die beste Quelle ihrer Geschichte so gleichgültig bleibt!“ Unsere Zeit vernimmt ein ganz anderes Urtheil. Die Herren Kopp[1]) und Mommsen[2]), indem sie unrichtige Angaben Tschudi's widerlegt haben, halten dafür, dass er nicht allein geirrt, sondern sogar wissentlich Erfundenes und Unrichtiges in seine Geschichtswerke aufgenommen habe. Allein letzterer Vorwurf scheint dem Unterzeichneten nicht gegründet. Wie Herodot und Livius enthält Tschudi Manches, was die historische Kritik in das Reich der Sage verweisen wird; selbst offenbare Irrthümer lassen sich in seinem Werke nachweisen; niemals aber hat er wohl absichtliche Täuschung sich zu Schulden kommen lassen. Viel-

1) *Kopp*. Urkunden zur Geschichte der Eidgen Bünde. 1835.

2) *Mommsen*. Epigraphische Analekten aus den Berichten der philologisch-historischen Klasse der Königl. Sächsischen Gesellschaft der Wissenschaften. 1853.

mehr wird auch jetzt noch wer sich in ihn hineingelesen hat un
Quellen nachgeht, die Tschudi benutzte, den unermüdlichen Fo
in ihm ehren und bewundern. Doch es ist hier nicht der Ort d
näher einzutreten, vielleicht findet sich anderwärts dazu Geleg
Wann Tschudi's Werke in zuverlässiger und vollständiger Gesta
liegen werden, wird erst ein richtiges und von Allen anzuerken
Urtheil über ihn möglich sein.

Von den zwei Fragmenten, welche hier aus der Fortsetzu
Tschudischen Chronik mitgetheilt werden, enthält das Erstere di
schichte von der Entzweiung der Eidgenossen und deren Versö
durch Niklaus von der Flüe. Auch Tschudi hält sich an di
Ueberlieferung, welche den Friedensstifter nicht persönlich a
Tag zu Stanz erscheinen lässt. Das zweite Fragment schilde
Streit bei Novarra, den der Bruder unseres Geschichtschreibers
macht hat. Man vergleiche diese schöne ausführliche Schilderu
der Erzählung bei Balthasar[4]), und man wird sofort bestätigt
was oben ausgesprochen worden ist. J. J. Vogel, Cand.

1.

Fryburg und Solothurn wurbent mit allen orten Püntnuss ze machen.

Nach allen Burgundischen Kriegen wurbent beid Stet
burg vnd Solothurn treffenlich an alle ort der Eidgnosse
eine gemeine Püntnuss, vnd schicktend Ire botten von
ort, vnd batend als hoch si kontend, das man ansече
Ir trüwe hilff vnd darstreckung Irs libs guets vnd bluets,
in vergangnen Burgundischen kriegen zugesetzt, vnd s
die von Solothurn je welten mit der Eidgnosschafft lie
leid gelitten, das solt man si lassen geniessen, vnd in ein
gemeine Püntnuss annemen. Dan dero zit die selben zw
allein mit denen von Bern ein ewig burgrecht hatend, vn
rend zu den anderen orten nützit verbunden. Also hiel
der sach halb ein gemeinen Tag ze Lucern, ob man Ir bi
vnd si annemen welt oder nit, dan si ernstlich vmb ein
liche willfärige antwurt wurbend. Do betrachteten die v

4) Helvetia Bd. 4. pag. 612.

rich, Bern vnd Lucern die trüw, so beid Stett den Eidgnossen in verruckten noten bewisen, bedachtend ouch den mercklichen nachteil, so Inen volgte, wo si sich an ander lüt hinneigen vnd verbinden söltind, vnd woltend Ire bitt willfaren, vnd si für ewig Eidgnossen annemen vnd sagtend zu. Aber die lender weltind keinswegs willfaren, man tagete wie vil man welt, schlugents entlich ab, vnd weltend ouch die von Vre, Schwitz vnd Vnderwalden denen von Lucern nit zulassen, einiche Püntnuss mit den zweyen Stetten vffzerichten. Do nun an den lenderen nützit möcht funden werden, do machtend die von Zürich, Bern vnd Lucern ein verschribene burgrecht mit den Stetten Fryburg vnd Solothurn, vnd schribend ouch für bass ein anderen burgere in den Missiven. Vnd wie das den lenderen fürkam, do hettend si des gross verdriessen vnd missfallen an die von Zürich, Bern vnd Lucern. Das burgrecht gestuend nit lang, die 3 lender Vri, Schwytz vnd Vnderwalden fiengend an der sach halb ze samen ze tagen, vnd woltend es nit guet sin lassen, beruffend ouch die von Zug vnd Glarus zu Inen. Aber die selben von Zug vnd Glarus stuendend in der sach still, woltend sich dewederer party beladen, anders dan das si früntlich mitler vnderstuendend ze sinde. Wie nun die genanten 3 länder geratschlagt hatend, kamen si gen Lucern vnd begertend an die von Lucern früntlich, das si von dem burgrecht abstuendind, dan der pundt halte, das si sich on Irn willen nit verbinden mögend. Nun sig es allda nit Ir will, als si bishar ze allen Tagsatzungen wol gespürt habind, vnd wo si von Ir bitt wegen nit abston weltind, so habend si in bevelch si davon ze manen, vnd habind ouch darumb die manbrieff bi handen, die si ouch darlegtend. Si schicktend ouch Ir bottschafft gen Zürich vnd gen Bern, vnd batends glicher gestalt, dis nüw burgrecht vffzesagen, doch mantends die selben nit so scharff, wan dero von Lucern vnd der dryen lenderen pundt des verbindens halb etwas scherpfer vnd mereren inhaltes ist. Also ward Inen allenthalb in Stetten glichlich geantwurt, si weltind sich verdenken vnd zesamen tuen, vnd mit einanderen antwurt geben.

Wie nun die Stett zesamen tagt vnd einer antwurt vereinbartend, satztend si den lenderen ein tag an vnd gabend antwurt, das si die gross trüw vnd lieb, so die von Fryburg vnd Solothurn gemeiner Eidgnosschafft bewisen, zu solchen burgrecht verursacht, hofftend, si hettind hieran nützit gehandlet, dan das sich den eren zimble vnd gemeiner Eidgnosschafft wolfart weri, vnd getruwtind nit, das solichs der 4 Waldstetten punt nach den andern Iren pündten zewider were, dan kein ort habe dem andern nie gewert burger ald landlüt an zenemmen, vnd sig solches one intrag gebrucht sid anfang der pündten, des halb si von disem burgrecht keineswegs abston werdind, es werd Inen dan mit recht aberkent. Des wellind si erwarten, vnd Inen des rechtens nach der geschwornen pündten sag harumb geständig sin.

Die lender warend diser antwurt vast übel zefriden, trüwtend insunders denen von Lucern vast, vnd begundend ein andern beidersits vil spizer worten geben, also das ein grossen kyb vnd stoss darus ward. Das man lang treib, vnd vil Tagsatzungen mit grossem kosten darvmb geleist ward vnd menclich besorgt mercklichen vnrat vnd tötlichen krieg, so daruss volgen wurd.

In solchem zeppel bevestnetend die von Lucern Ir statt, machtend ein schutz gatter vff dem wickhus, ouch etliche schütz löcher in türnen vnd rinckmuren gegen see vnd anderen orten, welches die lender erst übel verdross. Doch schlugend beid partyen ein andern das recht für, vnd ward das recht gen Stans nit dem Wald gesetzt. Alda tat jeder teil sin sach in das recht, vnd warend spät vil vndertädinger von Zug, Glarus, St. Gallen, Appenzell da, ouch hat jedweder statt Fryburg vnd Solothurn vier trefflicher ratsbotten da. Die batend die trüwe als hoch si iemer kontend, si söltind vmb Iren willen nit stössig sin, wan si weltind Irs teils gern vom burgrecht ston, damit nit vss Iren wegen vnrat entstande, wan si begerind einer Eidgnosschafft wolfart vnd nit Ir schaden. Die 3 Stett woltend bi dem burgrecht entlich bliben, das recht sprech es dan ab; vnd warend die dry lender so hert, das si durch niemants bitt er-

weicht möchtind werden, si woltend das burgrecht dannen haben.

Vnd zerschlueg vff zweyen rechts tägen gentzlich, vnd schied man vnfrüntlich von ein andern. Also ward durch die von Zug vnd Glarus so vil gearbeitet, das aber ein anderer tag angesetzt ward wider gen Stantz acht tag vor Wienacht des 1481 jars, dan nun beid partyen zusagtend vnd ouch leistetend. Wie man nun aber vff den tag zu Stantz kam, vnd die von Zug vnd Glarus als schidlüt vil mühe vnd arbeit hatend, wolt sich die sach zu keiner fründschafft schicken, ward je lenger je böser, vnd verzoch sich also bis an St. Johannes abent.

Nun was dero ziten ein fromer priester Pfarrherr zu Stantz, hiess Herr Herman Am grund, bürtig von Luzern. Der was bruder Klausen im Ranfft vast angenäm. Der merckt nun, das die Eidgnossen aller täding zerschlagen vnd ein böser handel was, darus tötlicher krieg volgen wurd. Der selb Priester was die nacht bievor zu bruder Klausen gelauffen, hat In bericht der sorgklichen gefarlichkeit. Der kam nun nach mitten tag harwider gelauffen, das er schwitzt, als man eben den Imbis geessen hat vnd mengklich abscheiden wolt. Also luff er ilentz in alle wirthshüser, bat die zugesatzten mit weinenten augen durch Gottes vnd bruder Klausen willen, der Im etwas bevolchen hette, ze verharren vnd wider zesamen ze verfüegen, vnd bruder Klausen rat vnd meinung ze vernämen. Das beschach vnd hat Inen bruder Klaus geraten, das man das gemachte burgrecht sölt vffheben vnd abtuen, vnd söltind die 8 ort gemeinlich mit einandern die biderben lüt von Fryburg vnd Solothurn, die Inen vergangens kriegs trülich zugesetzt, zu ewigen Puntsgnossen annemmen, damit man bewisner guettat danckbarkeit erzeigti, vnd soltind ouch die 8 ort die püntnuss, damit si lang vmbgangen vnd durch dise gegenwirtige zweyung vffzerichten ersessen, vnd die vil vnrat vnd emböruug ze fürkommen nutzbar sin wurden, vffgericht werden.

Vnd vmb den span, das die dry lender vermeintend das ietlich land zwen, das were sechs, vnd die von Lucern ouch zwen dagegen in rechten setzen soltind, wo si vier Waldstett

mit einandern spenn gewunend, da riet bruder Klaus, das billichere were, das allwegen die partyen, so gegen einandern spenn hetind, jede glichen zusatz im rechten haben solte.

Also vff soliches bruder Klausen rat gab Gott gnad, wie bös joch die sach vormitag gsin was, das es best ward, vnd in Einer stund alles gentzlich verricht vnd versünt, wan sinem rat in allen stucken gevolgt ward.

Hiemit kamend die von Fryburg vnd Solothurn in ewige pündtnuss, das nüw burgrecht ward abgetan, der 8 orten sunderbare püntnuss, so die verkomnus ze Stantz genampt ward, vffgericht, ouch die bericht oder fürkomnus der zusätzen im rechten der 4 Waldstetten angenomen, vnd vmb jedes brief vnd sigel durch Johansen Schilling schriber von Lucern vffgericht.

2.

Schlacht zu Novarra.

Des selben 1513 jars warb Künig Ludwig von Frankrich vmb ein friden an die Eidgnossen, vnd hete gern Meyland wider dardurch überkomen. Aber es was vmsunst, vnd do er das sach, rust er sich mit grosser macht in Meyland ze ziechen. Des halb Hertzog Maximilian den Eidgnossen vmb hilf schreib. Also schickt man Im angentz 4000 Knecht. Die zugent am 4. tag Mey hinweg, vnd als der Künig vff Ast zu zug, legtend sich die 4000 Eidgnossen Im in weg gen Ast in die statt, vnd schreib der Hertzog in die Eidgnoschafft vmb mee hilff die ward Im zugeseit, vnd schribend Im die Eidgnossen, das er vnd die 4000 Ire knecht hinder sich ziechen söltind, bis Inen Ir hilff zukomen möcht. Das tet der Hertzog vnd zoch mit den 4000 Eidgnossen gen Novarra in die statt.

Miller wil zugent die Eidgnossen aber vs mit 8000 Knechten dem Hertzog vnd den Iren ze hilff. Die von Bern, Lucern, Vri, Schwitz, Vnderwalden, Zug, Friburg vnd Solothurn zugent über den Gotthart, die von Zürich, Glarus, Schaffhusen, Appenzell, St. Galler, Turgöwer, Toggenburg, der Herr von Sax vnd Rapperschweil zugent über den Vogel.

In dem legt sich des Künigs hörzug 45 tusent starck für die statt Novarra vnd belegertend den Hertzogen, der gar nieman bi Im hat dan allein die 4000 Eidgnossen vnd villicht bi 100 reysigen pferden sins adels, die nit für die statt hinus dorfftend. Also schussend die Frantzosen zwen tag vnd nacht on vnderlass in die statt, vnd schossen an etlichen orten der statt muren vff dem boden hinweg. Aber die Eidgnossen tatend die kein thor an der statt zu, hieltends stät offen, vnd warttend in Ir schlachtordnung der vienden, ob si zu Inen in die statt wöltind, aber si wolten nit hinin. Als aber der Kunig vernam, das die 8000 Eidgnossen dahar zugind dem Hertzog vnd den Iren ze hilff, wolt er vffgebrochen sin am abend vnd Inen entgegen ziechen vnd si vnderstan ze schlachen, vnd in solichen des selben abends kamend der teil von den 8000, die über den Gotthart zogen warend, die an einem sunderbaren huffen zugent, in die statt hinin zu den Iren gen Novarra. Die anderen Eidgnossen, die über den vogel gezogen, wurdind gesumbt durch den Bischoff von Chum, der des Hertzogen nechster vetter was, das si eins tags ze spat kamend, dan er gab Inen für, si wurdint vff Maren ze denen, so über den Gotthart zogen, komen, vnd mit einandern gen Novarra ziechen. Do nun die Frantzosen innen wurdend, das ein teil der 8000 Eidgnossen in die statt Novarra kamen, blibend si in Irem läger. Si hatend bi Inen 15000 landsknecht, ouch vil Gascunier vnd Aventurier vnd 4000 reysiger rütteren vnd ein mercklich geschütz. Do nun die Eidgnossen, so über den Gotthart zogen, in die statt zu den Iren kommen warend, wurdend si angentz ze rat, das si die viend morndes am tag weltind angriffen. Also am morgen früy am 6. tag Junij furend die Eidgnossen zur statt Novarren vs, vnd griffend zerstrewt on alle ordnung die viend an, die in gueter ordnung stuendend; also wurdend der Eidgnossen vil am anlaufen erschossen, aber si schlugend so manlich drin, das nach langem die viend die flucht gabend. Der strit weret bi 5 stunden vnd wurdent vff des Künigs siten 15000 erschlagen vnd der Eidgnossen kamend vmb 1400. Dero warend 75 von statt vnd landschafft Zürich, aber der sig verheilet

den Eidgnossen alle schmertzen. Vnd wie nun die Eidgnossen, so über den berg vogel als obstat gezogen, durch den Bischof vonChum vnd ouch an wasser des überfars gesumpt wurdend, das si nit zu der tat kamend; als si ietz über das wasser kemend vnd ouch gen Novarren nachziechen woltend des selben tags, als die tat geschach, vnd nützit von der geschicht wüstend, so bekumbt Inen einer Jörg Körnli genampt flüchtig, vnd zeigt an, das ein schlacht geschechen, vnd hetind die Eidgnossen verloren, vnd werind alle zu grund gangen, vnd riet Inen wider hinder sich an Ir gewarsami ze ziechen, dan der Frantzosen macht was gar gross, vnd wurdend si nützit mögen schaffen dan iro wer ze wenig vnd ze schwach. Die Eidgnossen versumeten ein andern sich zu beratschlagen, vnd erschrackend übel der bösen mär. In solchem kam Iro noch einer fliechende, der bestätet des Körnlis red. Nun was der Körnli ein achtbarer Man, der vormalen vil in kriegen gsin, das man vff sin red hielt. Vnd als man nun gemeinlich bi ein anderen versamlet was, fragt Felix Schmid Burgermeister vnd Houptman von Zürich den Houptman von Glarus Vogt Ludwig Schudi den Eltern (der im schwaben Krieg im schwaderloch in der sandgrub vssert der statt Konstantz mit einem landtknecht ein kampf getan vnd gesiget hat) rates an, wie dcr sach ze tuen. Der selbi Schudi[5]) hat sinen sun Ludwig den Jüngeren ouch ze Novarn. Der riet, das si nit söltind hinder sich ziechen, dan obschon die Iren erschlagen werind, wie die zwen flüchtigen sagtind, so hoffe er doch, si habind sich ritterlich gewert vnd den viend dermassen hinwider geschediget, das er ouch dardurch geschwächt sig; söltind si nun ietz hinder sich ziechen, das wurd Inen gross übel bringen, vnd erlicher sig Inen, si werdind ouch erschlagen, oder vnderstandind mit gottes hilff den schaden ze rächen. Darvmb sin rat, Gott ze vertruwen vnd die Iren todt oder lebend ze suchen. Es mocht villicht mit so ouch gangen

---

[5]) Dieser Ludwig Schudi ist der Vater des Geschichtschreibers, und wir dürfen annehmen, dass wir hier die mündliche Erzählung des alten Tschudi vor uns haben.

sin, wie die flüchtigen gesagt, oder ob villicht die Iren schon siglos worden, so mochtend doch Iro vil villicht wider in die statt Novarren oder ein anderen flecken komen sin, da man si noch entschütten möcht, die wil doch vff hütigen tag die tat grad geschechen, die sunst zu grund giengind, wan si hinder sich zugind. Haben nun die viend gesiget, so werdind si meinen ietz sicher ze sin, vnd zerstrewt harvmb ligen vnd nit bi ein anderen sin, des besser si ouch ze überfallen anzegriffen vnd ze schedigen sin werdind.

Nach disem fragt der Burgermeister den Houptman an von Schaffhusen. Der riet man sölt späch vsschicken, vnd sich nit verschiessen, man erfare dan zuvor durlich, wie die sach stand, vnd so man eigentlichen bericht erkunen, dan sol man witer rathschlagen. Der Houptman von Appenzell volget dem Houptman Schudi von Glarus. Der Herr von Sax vnd Houptman Widler von Rapperschwil, die beid fürneme alte kriegslüt warend, volgtend dem Houptman von Schaffhusen, vnd meintend man solt sich nit vnmüglicher dingen vnderwinden vnd one not den vorteil übergehen, vnd sich in gfar stecken, dan si gabend des Körnlis red vil glaubens, di wil er vorhar allweg vil ansechens gehebt.

Vnd als nun der Burgermeister alle Houptlüt vmbgefragt hat, da sprach zu Im Houptman Schudi von Glarus: Herr Burgermeister ratend üwer meinung ouch. Do antwurt er: Herr Houptman von Glarus, ich will üch volgen vnd mich mit üch verantwurten. Houptman Schudi gab Im antwurt: Herr Burgermeister Ir dürffend üch nit mir verantwurten, gefalt üch min rat nit, so ratend selbs; das ich geraten hab, daran will ich min lib vnd leben setzen.

Als gschid der Burgermeister die rät an offner gmeind, do ward Houptman Schudis rat wit ze mer. Als zugents ilentz fürwert in gueter ordnung, vnd was Inen not die Iren zu suchen.

In solchem begegnet Inen ein priester von Vnderwalden, der trueg noch das heilig Sacrament bi Im. Den fragtend si ouch, wie es stund. Der sprach: So wahr als ich Gott min Heiland bi mir trag, kan ich nit wüssen, ob die vnseren ge-

siget old verloren habend, dan als wir on ordnung an die viend geluffen, ist ein frantzösischer reysiger zůg an einem ort durch vns gerent, vnd hat vnser vil nach bi 100 Knecht von den anderen getrent, das wir nit mer zu vnseren huffen mögen komen, vnd habend über die gräben müssen wichen. Ist einer hier vs, der ander dårt vs gefaren, das wir vs den Reysigen vns retten möchtind.

Vnd wie der priester sagt, also was es gangen, wie man darnach erfure, wan der Körnli was ouch also vom huffen komen. Er fält aber übel, das er fürgab, die Eidgnossen werind all ze grund gangen, davon er nützit wust. Des müst er si leben lang geschwächt sin.

Also kamind si vff den abent des selben tags ouch nach gen Novarren, vnd stund die sach wol von gnaden gottes. Die Frantzosen fliechend für Ast hinvs den nechsten über den Montanis in Frankrich, liessend vil kostlicher kriegsrüstungen hinder Inen, vnzalbar vil büchsen, 20 schwere Houptstuck, Marrenbrechern, 110 stuck halbschlangen, falkuneten, 1000 gantz vnd halb hagken vnd alle bereitschafft darzu, vnd andere ding was zu einer wagenburg gehört.

Darnach behielt der Hertzog ein zusatz von Eidgnossen bi Im, den übrigen zug vrlaubet er vnd bezalts erlich, vnd vmb St. Margreten kamend si wider heim.

III.

Sammlung
merkwürdiger noch ungedruckter Aktenstücke
zur
Geschichte des alten Zürichkriegs.

Dem Zürcherischen Staatsarchiv und der Römerschen Sammlung auf der Stadtbibliothek Zürich enthoben.

Vorbemerkung.

Zu den bedeutsamsten Epochen der Schweizergeschichte gehört unbestreitbar diejenige des sogenannten „alten Zürichkriegs". Die älteren Darstellungen desselben lassen sich in zwei Klassen theilen. Die eine umfasst die Erzählungen der meisten Schweizerischen Chroniken, welche alle im Wesentlichen auf einer Grundlage beruhen, auf der Beschreibung des Krieges von Johannes Fründ, Landschreiber zu Schwyz, einem Zeitgenossen. Ihm folgen Schilling, Schodeler, Tschudi u. A. Die andere Klasse begreift die Zürcherischen Darstellungen, hauptsächlich auf Gerold Edlibach's und Bullinger's Chroniken beruhend. Aktenstücke zur Geschichte des Krieges finden sich in Tschudi und Edlibach (Mittheil. der zürch. Gesellschaft für vaterl. Alterth. Bd. IV.) abgedruckt; doch sind deren nicht viele. Um so willkommner dürfte den Geschichtsfreunden die Mittheilung der nachstehenden Stücke sein, auf welche die Redaktion des Archives durch gefällige Mittheilung von Herrn Professor J. J. Hottinger aufmerksam gemacht worden ist.

1.

Graf Friedrich von Toggenburg errichtet ein Burgrecht mit Zürich auf achtzehn Jahre.

20. Herbstmonat 1400.

Wir Graf Fridrich von Toggenburg Her ze Utznach, ze Meyenfeld in Brettengöw und uff Thafas etc. Bekennen und Tuon

kunt offenlich mit disem Brief, das wir mit guoter
tung ze fürkomen gebresten und schaden, und
fromen Unser, Unser Stetten, Slossen Vestinen
Lüten Ein Burgrecht ufgenomen und empfangen hab
fromen wisen dem Burgermeister, dien Räten u
gemeinlich der Statt Zürich. Dasselbe Burgrecht z
und Inen getrüwlich war und stät beliben sol, b
dem nechsten Sant Göryen tag so nu kunt, un
achtzechen gantze Jar so dann schierest nach enan
an all geverd, nach dien puncten und mit dien
hienach geschriben stad.

Des ersten so haben Wir mit guoten trüwen
offenlich ze den Heilgen gesworn von ditz Burgre
mit allen unsern Stetten Slossen Vestinen Tälr
Lüten so Wir jetz haben oder fürbas gewinnen,
guot, der obgenanten Statt und Burger Zürich zu
nöten und zuo allen Iren sachen ze helffen und ze
es Inen Notdurft und fuogklich ist, in sölicher M
jeklich sach Uns selber angiengi und sülent Inen ou
Stett Sloss Vestinen Tälr Land und Lüt offenn
tig sin zuo allen Iren sachen, und als dik sy de
sint, als Uns selber, an all widerred. Und wenn sy
ald mit Iren Helffern zuo Uns setzen oder ziechen
Iren sachen das süllent sy in Irem kosten tuon und
Wir und die Unsern Inen kouff umb Ir pfenning ge
sy unser und der Unsern darinn schonen und e
wonlich Wüstung darinn tuon sülent ungefarlich.

Die vorgenanten von Zürich hant ouch uns her
gelopt und verheissen, wer dz Jeman wer der w
die unsren ald unser Hindersässen widerrecht jeme
bekümberte oder angriff, wider die und wider d
uns und den unsern getrüwlich mit allem Ernst Be
Beraten sin in allen sachen, als andern Iren lieben
nen burgern, als verr sy mugen an all geverd. W
dehein unser Statt Sloss Vestinen Tälr Land od
unser Hindersässen sich wider Uns setzen abwer

deheein wise uns ungehorsam sin wölten wider den und wider die sülent uns die obgenanten von Zürich ouch früntlich und getrüwlich Behulffen und Beraten sin als verr und sy mugen und als andern Iren Burgern dz sy uns gehorsam werdent, als sy unsern Vordern und uns gehorsam sint gewesen und gedienet hant, an geverd. Darzuo ist berett wer dz unser Lüten oder Hindersässen uns abtrünnig oder in deheiner Statt oder Land Burger oder Lantlüt wölten werden, das sülent die von Zürich mit guoten trüwen uns helffen wenden und werren als verr sy mugen und ensülent ouch dieselben von Zürich hinnanhin enkeinen der Unsern noch unser Hindersässen nicht ze Burgern empfahen dann mit unserm Willen die wile ditz unser Burgrecht weret, und sülent ouch die obgenanten von Zürich uns nicht sumen noch irren wie wir unser Lüt und Hindersäss mit schatzung oder mit andern sachen handlen an geverd.

Wer ouch das uns oder die von Zürich an dewederm teil von Jeman sölich sachen angiengin davon krieg uff stünd wz dann Stetten Vestinen Sloss Landen oder Lüten von uns beiden teilen gewunnen erobert und behoupted wurden da der von Zürich Paner by wer, dasselb alles dz also gewunnen wurd sol dien von Zürich gentzlich werden und beliben. Wer aber dz wir ald die unsern Jeman in den selben kriegen viengen die sülent ouch uns volgen und beliben von dien von Zürich uubekümbert, doch also dz wir und die unsern die selben gefangnen mit urfecht nach der von Zürich Rat von uns sülent lassen und nicht anders.

Erobertin und gewunnen wir ald die unsern in sölichen kriegen kein Statt Sloss Vestinen Land oder Lüt do der Statt Zürich paner nicht by wer, dasselb alles sol uns ouch volgen und beliben, doch also dz wir dien von Zürich damit warten und behulffen sin sülent als mit andren unsern Vestinen Stetten Slossen Landen Lüten und Gütern an widerred. Wir mugen ouch Herren unsern fründen und gesellen wol dienen und behulffen sin, doch also dz wir noch die unsern mit deheinen Sachen wider die von Zürich noch wider Ir Eidgnossen nicht sin noch tuon sülent, die wile dis unser Burgrecht weret. Wer aber dz die von Zürich unser

zuo Iren Eren nutz und Notdurft bedörften und sy un
mit Irem Brief mantin in dien Ziten so wir Herren
oder gesellen dientin, so sullen wir ane fürzug zuo
men, und Inen zuo Iren Sachen helffen und raten in de
vor ist bescheiden, an all widerred. Und umb wz s
deheinem Herren unsren fründen oder unsern ges
hulffen weren, stund uns oder dien unsren davon deh
oder gebrest uff das sol die von Zürich nicht an gan
sülent ouch da von enkein gebresten noch schaden
tuon es dann gern. Und was sachen von der hilff so w
fründen oder gesellen tätin uflöffent, die den frid
so unser Herrschaft von Oesterrich und die von Züric
enander hant, oder noch fürbas mit enander machtin
süllen wir dien von Zürich nach der fridbriefen sag
sers Burgrechtes wegen gehorsam sin an widerred.

Wir mugen uns ouch hinnanhin wol gen Herren
ten und gen andern Lüten verbinden, als uns dann
ist, doch disem Burgrecht unschedlich, won dis
vor allen andern Burgrechten und Bünden stät be
vorgan soll ane geverde.

Es ist ouch in disen sachen berett, dz enkein le
dern uff dewederm teil umb dehein weltlich sach u
frömd gericht geistliches noch weltliches laden noc
sol, won dz jederman von dem andern ein Recht
und nemen sol an den Stetten und in dien gerichten
ansprächig sitzet oder hin gehört, und sol man ouch da
ger unverzogenlich und bescheidenlich richten. Bes
nicht, und dz kuntlich wurd, so mag der klager s
wol fürbz suochen, als Im fuogklich ist, aber Jeder
umb sin Zins mit allen sachen werben, als untz her g
gewesen ist. Es nsol ouch von dewederm teil nieman de
verheften noch verbieten, won den rechten schulde
Bürgen, der Im verheissen oder gelopt hat. Wir hab
uns selber vorbehept, dz wir nicht gebunden süllen
man dehein Recht Zürich in der Statt ze halten von w
wegen dz sy. Wer aber dz wir uns in derselben Stat

mit todslegen oder mit andern frefinen verschulten, darumb söllen wir die Buoss liden als ander Ir ingesessen Burger Zürich tuond, ungefarlich; wir ensüllen ouch mit der von Zürich geltschuld und stüren nicht ze schaffen haben, wir tuon es dann gern, an all geverd.

Wenn ouch die vorgenanten 18 Jar ditz Burgrechtes usgand, so sol doch dz selb Burgrecht dannanhin von uns beiden teilen mit allen stuken puncten und artikeln als an disem brief geschrieben stat war und stät beliben, all die wile, so wir dz selb Burgrecht dien von Zürich nicht wissenlich uf geben haben, und wenn ouch wir dz selb Burgrecht nach dem vorgenanten Zil also ufgeben haben, dz man ouch von uns uffnemen sol, so sülent wir unser Stett Sloss Vestinen Tälr Land und lüt, so wir jetz haben oder noch fürbas gewinnen, von dien von Zürich und ouch sy von uns ledig und los sin und darumb gentzlich umbekümbert von enander beliben an geverd.

Wir und die vorgenanten von Zürich haben ouch in disen sachen vorbehept und ussgelassen den aller durlüchtigisten fürsten unsern Gnedigen Herren den Römschen Küng und dz heilig Römsch Rych. So haben dann wir der vorgenant Graff Fridrich uns selben sunderlich vorbehept den Bund so wir vor disem Burgrecht getan haben zuo dem Erwirdigen Herren Hern Hartman Bischof ze Cur, all die wile und derselb Bund weret an all geverd. Her über ze einem offennen und vesten urkünd, dz dis vorgeschriben alles war und stät belib, so haben wir unser Insigel offenlich gehenket an disen brief, der Geben ist an dem zwenzigisten tag des ersten Herpstmanodes, Do man zalt von Cristus Geburt in dem vierzechen hundertesten Jar.

(Das Siegel des Grafen hängt).

2.

Erneuerung des Burgrechts z
von Toggenburg und Zürich
mit etwelchen Z

1. Brachmonat

Wir Graf Fridrich von Togke
Meyenfeld in Brettengöw und uff T
Tuon kunt offenlich mit disem brief,
trachtung ze fürkomen gebresten un
fromen Unser, unser Stetten Slos
Lüten Ein Burgrecht für uns un
und empfangen haben mit dien fro
ster dien Räten und Burgern gen
dasselb Burgrecht zwüschent uns u
stät beliben sol hinnenhin ze dem
ze Süngichten so nu kunt und dan
so dann schierest nach enander ko
dien puncten und mit dien artikeln a

Des Ersten so haben wir mit guo
lich ze den heilgen gesworn von d
allen unsern Stetten Slossen Vesti
ten, so wir jetz haben oder fürb
guot der obgenanten Statt und Burg
ten und zuo allen Iren Sachen ze he
Innen notdurft und fuogklich ist, in
liche sach uns selber an giengi. Und
Stett Sloss Vestinen Tälr Land
wertig sin zuo allen Iren sachen u
sind, als uns selber an all widerre
ald mit Iren helffern zu uns setzen
sachen, das sullent si in Irem kost
und unser erben ob wir nit werin
umb Ir pfennig geben, und dz si u

schonen und enkein ungewonlich Wüstung dar inn tuon süllent ungefarlich. Die vorgenanten von Zürich hand öch uns und unsern erben herwider gelopt und verheissen, wer das Jeman wer der were, uns oder die unsern ald unser hindersässen wider Recht jemer schadgete bekümberte oder angriff, wider die und wider den süllent si uns und den unsern getrüwlich mit allem Ernst behulffen und beraten sin in allen sachen als andern Iren lieben Ingesessnen Burgern als ver si mugen an all geverd.

Wer öch dz dehein unser Statt Sloss Vestinen Tälr Land oder Lüt ald unser hindersässen sich wider uns ald unser erben ob wir enwerin setzen abwerffen ald in dehein wise uns ungehorsam sin wolten, wider den und wider die süllent uns die obgenanten von Zürich öch früntlich und getrüwlich behulffen und beraten sin als ver und si mugen und als andern Iren Burgern, das si uns gehorsam werdent, als si unsern vordern und uns gehorsam sint gewesen und gedienet hand ane geverd. Darzuo ist berett, were das unser Lüt oder hindersässen uns abtrünig, oder in deheiner Statt oder land Burger oder lantlüt wölten werden, das süllent die von Zürich mit guoten trüwen uns helffen wenden und werren, als ver si mugen und ensüllent öch die selben von Zürich hinnenhin enkeinen der unsern noch unser hindersässen nicht ze Burgern empfahen dann mit unserm willen diewile ditz unser Burgrecht weret, und süllent öch die obgenanten von Zürich uns nicht sumen noch irren, wie wir unser lüt und hindersässen mit schatzung oder mit andern sachen handlen ane geverd. Wer öch das uns unser erben, oder die von Zürich an dewederm teil von Jeman sölich sachen angiengen, da von krieg ufstuond, was dann Stetten Vestinen Slossen landen oder lüten von uns beiden teilen gewunnen erobert und behöpted wurden, da der von Zürich Paner bi wer, dasselb alles dz also gewunnen word sol dien von Zürich gentzlich werden und beliben; wer aber dz wir ald die unsern jeman in dien selben kriegen viengen, die süllent öch uns volgen und beliben von dien von Zürich unbekümbert, doch also dz wir und die unsern

die selben gefangnen mit urfecht nach der von Zürich Rat von uns sullent lassen und nicht anders.

Erobertin und gewunnen wir, unser Erben ald die unsern in sölichen kriegen kein Statt Sloss Vestinen land oder lüt, do der von Zürich Paner nicht bi wer, dasselb alles sol uns öch volgen und beliben, doch also dz wir dien von Zürich damit warten und behulffen sin süllent als mit andern unsern Vestinen Stetten Slossen landen lüten und güetern ane widerred.

Wir und unser erben mugen öch Herren unsern fründen und gesellen wol dienen und behulffen sin, doch also das wir noch die unsern mit deheinen sachen wider die von Zürich noch wider Ir Eidgnossen nicht sin noch tuon sullent, die wile dis unser Burgrecht weret; wer aber dz die von Zürich unser oder unser erben zu Iren Eren, nutz und notdurften bedörften und si uns darumb mit Irem brief mantin, in dien ziten so wir Herren fründen oder gesellen dientin, so süllen wir ane für zug zuo Inen komen und Inen zuo Iren sachen helffen und raten in der masse als vor ist bescheiden an all widerred. Und umb was sachen wir deheinem Herren unsern fründen oder unsern gesellen behulffen weren, stuond uns oder dien unsern davon dehein schad oder gebrest uf, das sol die von Zürich nicht an gan, und ensüllent öch davon enkein gebresten noch schaden haben, si tuon es dann gern. Und was sachen von der hilff so wir Herren fründen oder gesellen tätin uflöffent, die den frid anruorten, so unser Herrschafft von Oesterrich und die von Zürich jetz mit enander hand oder noch fürbas mit enander machtin, darumb süllen wir dien von Zürich nach den fridbriefen sag von unsers Burgrechtes wegen gehorsam sin ane widerred. Wir und unser erben mugen uns öch hinnenhin wol gen Herren gen Stetten und gen andern lüten verbinden als uns dann fuogklich ist, doch disem Burgrecht unschedlich won dis Burgrecht vor allen andern Burgrechten und Bünden stät beliben und vor gan sol ane geverd.

Es ist öch in disen sachen berett, das enkein ley den andern uff dewederm teil umb dehein weltlich sach uff deh-

frömd gericht geistlichs noch weltlichs laden noch triben sol, won dz Jederman von dem andern ein Recht suochen und nemen sol an den stetten und in dien gerichten do der ansprächig sitzet oder hin gehört, und sol man öch da dem klager unverzogenlich und bescheidenlich richten; beschäche dz nicht und das kuntlich wurd, so mag der kleger sin Recht wol fürbas suochen als Im fuogklich ist. Aber Jederman mag umb sin zins mit allen sachen werben, als untzher gewonlich gewesen ist. Es ensol öch von dewederm teil nieman den andern verheften noch verbieten won den rechten schuldern oder Bürgen der Im verheissen oder gelopt hat. Wir haben öch uns selber und unsern erben vorbehept, das wir nicht gebunden süllen sin Jeman dehein Recht Zürich in der Statt ze halten, von was sach wegen dz sy. Wer aber dz wir ald unser erben uns in der selben Statt Zürich mit Todslegen oder mit andern freffinen verschulten, darumb süllen wir die Buossen liden, als ander Ir Ingesessen Burger Zürich tuond ungefarlich.

Wir ensüllen öch mit der von Zürich geltschuld und stüren nicht zeschaffen haben, wir tuon es dann gern an all geverd. Wer aber dz wir in dem zil ditz Burgrechtes von Todes wegen abgiengen, do vor Gott sy, wolten dann unser Erben bi disem Burgrecht beliben, so sol jetweder teil den andern darumb mit gelüpten und briefen besorgen, als öch ditz Burgrecht jetz von beiden teilen besorget ist; wer aber dz unser erben bi dem vorgeseiten Burgrecht nach unserm tod nicht wölten noch meinden ze beliben, als si mit uns in disem brief begriffen sint, so süllent doch unser Stett Sloss Vestinen Tälr land und lüt, die wir nidwendig dem Walase jetzuo haben oder noch fürbas gewinnen, und jetz namlich die WildBurg, Starkenstein, Togkenburg, das Turtal, Liechtensteig, Lütispurg, Batzenheid, Utznach, Grinöw, die March die man nempt die Ober-March, und darzuo Griffense, ob dz von uns oder unsern Erben in dem vorgeseiten unserm Burgrecht von dien von Zürich erlöset wurd, dien selben von Zürich und Iren nachkomen die vorgeseiten achtzechen Jar us, und nicht fürer an unser erben willen, zuo allen Iren Nöten und sachen Ir offenn hüser und mit allen

diensten darzuo si Ir begerent und bedurffent gewertig und Inen mit lib und mit guot behulffen und beraten sin in aller der wise und masse als wir uns gen dien obgenanten von Zürich mit disem Burgrecht mit allen unsren Stetten Slossen Vestinen Tälren landen und lüten verpflichted haben und als vorgeschriben stad ungefarlich.

Wenn öch die vorgenanten achtzehen Jar ditz Burgrechtes usgänd, so sol doch dz selb Burgrecht dannenhin von uns beiden teilen mit allen stuken puncten und artikeln, als an disem brief geschriben stad war und stät beliben, all die wile so wir dz selb Burgrecht dien von Zürich nicht wissentlich ufgeben haben, das man öch von uns uf nemen sol. So süllen wir unser Stett Sloss Vestinen Tälr land und lüt so wir jetz haben oder noch fürbas gewinnen von dien von Zürich und öch si von uns ledig und los sin und darumb gentzlich unbekümbert von enander beliben ane geverd.

Wir und die egenanten von Zürich haben öch in disen sachen vorbehept und ussgelassen den Allerdurlüchtigisten fürsten unsern gnedigen Herren den Römschen Küng und das helig Römsch Rych. So haben dann wir der vorgenant Graf Fridrich uns selber sunderlich vorbehept den Bund so wir vor disem Burgrecht getan haben zuo dem Erwirdigen Herren Hern Hartman Bischoff ze Cur, all die wile und derselb Bund weret, an all geverd.

Her über ze einem offenen und vesten urkünd, das dis vorgeschriben alles war und stät belib, so haben wir unser Insigel offenlich gehenket an diesen brief, der geben ist an dem Ersten tag Brachodes, do man zalt von Cristus geburt vierzehen hundert Jar, dar nach in dem fünften Jar.

(Das Siegel des Grafen hängt).

3.

Abermalige Erneuerung des Burgrechts zwischen Graf Friedrich von Toggenburg und Zürich, auf Dauer der Lebenszeit des Grafen und fünf Jahre nach seinem Tode.

26. März 1416.

Wir Graf Fridrich von Toggenburg, Herr ze Utznach ze Meyenfeld, Im Brätengöw und uff Thafaus etc. Bekennen und Tuon kunt offenlich mit disem brief: Als wir bis her mit Den fromen wisen dem Burgermeister dien Räten und Burgern gemeinlich der Statt Zürich Etwe vil Jaren Ein Burgrecht gehept haben, das wir da mit guoter vorbetrachtung, ze verkomen schaden und gebresten und ze nutz und frommen unser, unser Stetten Slossen, Vestinen Landen und Lüten, dasselb Burgrecht ernüwert, und ein Burgrecht für uns die wile und wir lebent, ufgenomen und empfangen haben mit dien selben von Zürich. Dasselb Burgrecht zwüschent uns und Inen unser Graf Fridrichs Lebtagen getrüwlich war und stät beliben sol, nach dien puncten und mit dien artikeln als hie nach geschriben stand.

Des Ersten so haben wir mit guoten trüwen gelopt und offenlich ze den Heilgen gesworn von dis Burgrechtz wegen mit allen unsern Stetten Slossen Vestinen Tälren Landen und Lüten so wir jetz haben, oder fürbas gewinnen, mit Lip und guot der obgenanten Statt und Burgern Zürich zuo allen Iren nöten und zuo allen Iren sachen ze helffen und ze warten wie es Inen notdurft und fuogklichen ist, in sölicher mass als ob jeklich sach uns selber angienge, und süllent Inen ouch alle unser Stett Sloss Vestinen Tälr Land und Lüt, so wir jetz haben oder fürbasser jemer gewinnen offenn und gewertig sin zuo allen Iren sachen und als dik si des notdürftig sint, als uns selber an widerred. Und wenn si mit Ir Volk ald mit Ir helffern zuo uns setzen oder züchen wölten in Iren sachen, das süllent si in Irem costen tuon und süllen ouch wir und die unsern Inen kouf umb Iren pfenning geben, und das si uns

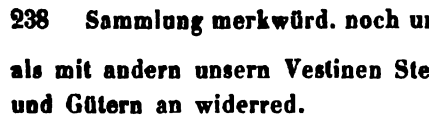
und der unsern dar inn schonen und enkein ungewonlich Wes-
stung noch schaden dar inn tuon sullen ungefarlich. Die vorge
nanten von Zürich hand uns ouch her wider umb gelopt und ver
heissen: Were das jeman, wer der were, uns an unsern Stet
ten Slossen Vestinen Telren Landen Lüten mit namen ouc
an unsern Lechnen und Pfandschaften und hindersessen, s
wir ouch jetz haben oder fürbasser gewinnen Jeman schad
gete bekümberte oder angriffe, wider die und wider den sül
lent si uns und den unsern getrülichen mit allem Ernst be
hulffen und beraten sin, uns halten und handhaben als ander
Iren Lieben Ingesessen Burgern als ver si mugen an all ge
verd. Aber da bi ist beredt worden ob das bescheche, das di
Herren von dien oder den wir Lechen oder Pfand hetten ve
derselben Lechen und Pfanden wegen mit uns stössig wurde
wie sich das fügent wurde, und die selben Herren der selben l
stössen gen Uns zuo dem Rechten komen wölten uff die ol
genanten den Burgermeister und Rat Zürich, dasselb Rec
süllen noch wellen wir nicht von handen slachen und da vo
Inen dem Rechten gehorsam sin. Und wie wir dann mit de
Rechten werden usgericht, nach Red und widerred des sol u
wol benügen än widerred an geverd.

Were ouch das dehein unser Statt Sloss Vestinen Tä
Land und Lüt, ald unser hindersessen die syen unser eige
ald wir haben die inne, in pfandes wise, sich wider uns setzen
abwerffen ald in dehein wise uns ungehorsam sin wölten, wi
der den und wider die süllent uns die obgenanten von Zü-
rich ouch früntlich und getrüwlich behulffen und beraten si
als ver und si mugen als andern Iren Burgern, das si un
gehorsam werdent, als si unsern Vordern und uns gehorsa
sint gewesen und gedienet hand ane geverd. Dar zuo ist beredt
worden, were dz unser Lüt oder hindersessen Jeman, we
oder wele die weren, si syen unser eigen ald unser pfand,
uns abtrünnig ald in deheiner Statt oder Land Burger oder
Lantlüt wölten werden, das süllent die von Zürich mit guoten
trüwen Uns helffen wenden und werren als verr si mugen, und
ensüllent ouch die selben von Zürich binnenbin enkeinen de

unsern noch unser hindersessen nicht ze Burgern enpfachen dann mit unserm willen. Und süllent ouch die obgenanten von Zürich uns nicht sumen noch irren wie wir unser Lüt und hindersessen mit Schatzung oder mit andern sachen handlen an geverd.

In disem stuk ist aber luter vor us gelassen, were das der Lüten debeiner von Windegg von Walenstatt und usser dem Gastal, die wir in pfandes wise inn hand, sich von uns hinder die vorgenanten von Zürich in Ir Statt Zürich mit sinem lip und guot züchen und daselbs Zürich hushablichen sin wölt, dien oder den selben so das tuond süllent wir des wol gunnen, Inen des nicht vor sin, und mugent ouch si die von Zürich wol zu Burgern also nemen und enpfachen mit dien worten, das der selben Jeklicher die si also ze Burgern enpfiengen Zürich in Ir Statt zechen Jar hushablich sin sol, zuge aber dann Ir debeiner nach dien zechen Jaren wider von Zürich hinder uns in unser Statt Land gericht oder gebiet, die und der so ouch das tuond, süllent uns dann aber mit allen sachen gehorsam sin als ander Ir nachgeburen, das si Ir Burgrecht dann da vor nicht schirmen sol, ungefarlich und an widerred.

Were ouch das uns oder die von Zürich an dewederm teil von Jeman sölich sachen angiengen, da von krieg ufstünden, was dann Stetten Slossen Vestinen Landen oder Lüten von uns beiden teilen gewunnen, erobert und behouptet wurden, da der von Zürich Paner bi were, dasselb alles das also gewunnen wurde, sol dien von Zürich gentzlich werden und beliben; were aber dz wir ald die unsern jeman in dien selben kriegen viengen die süllent uns volgen und beliben von dien von Zürich unbekümbert, doch also dz wir und die unsern die selben gefangnen mit urfecht nach der von Zürich Rat von uns süllent lassen und nicht anders. Eroberten oder gewunnen aber wir ald die unsern in sölichen kriegen dehein Statt, Sloss Vestinen Land oder Lüt, do der Statt Paner Zürich nicht bi were, dasselb alles sol uns ouch volgen und beliben, doch also dz wir dien von Zürich damit warten und behulffen sin süllent,



als mit andern unsern Vestinen Ste
und Gütern an widerred.

Wir obgenanter Graf Fridric
Burgrecht eigenlichen vor, ob das
die herschaft von Oesterrich und
deheinest kriegen wurden, dz dan
Sangans von Walenstatt, von Nid
sen uss dem Gastal und ab Anm
wir von der selben herschaft in pf
selben kriegen süllen und mugen s

Wir mugen auch Herren unse
dienen und behulffen sin, doch a
mit deheinen sachen wider die vo
gnossen nicht sin noch tuon süllen
rich uns zuo Iren Eren nutz und
uns darumb mit Irem brief mantin
ren fründen oder gesellen dieneti
zu Inen komen und Inen zuo Ire
in der mass als vor ist bescheiden
was sach wir deheinem Herren
gesellen behulffen weren, stünde
dehein schad oder gebrest uf, da
angan, und ensüllent ouch da von e
den haben, si tügen es dann gern.
lich beredt, wie die Herschaft von
rich nu oder hie nach mit enande
ufnement oder machent, in den se
tungen süllen ouch wir dien von Z
halten als ander Ir Ingesessen Bur

Werr ouch dz wir vorgenante
selbes wegen hinnenhin mit jeman
der oder die selben uns Recht but
germeister und Rat Zürich und da
selben Rechten sol und wil uns
widerred. Wir mugen uns ouch
gen Stetten und gen andern Lüte

fuogklichen ist, doch disem Burgrecht unschedlich, won dis Burgrecht vor allen andern Burgrechten und Bünden stät beliben und vor gan sol an geverd.

Es ist ouch in disen sachen beredt, das enkein Ley den andern uf dewederm teil um dehein weltlich sach uf dehein frömd gericht geistlichs noch weltlichs laden noch triben sol, won das Jederman von dem andern ein Recht suochen und nemen sol an den Stetten und in den gerichten do der ansprechig sitzet oder hin gehört, und sol man ouch da dem klager unverzogenlich und bescheidenlich richten. Beschehe des nicht und dz kuntlich wurde, so mag der klager sin Recht wol fürbas suchen als Im fugklich ist. Aber Jederman mag umb sin zins mit allen sachen werben als untz her gewonlich gewesen ist.

Die vorgenanten von Zürich süllent ouch uns allerley kouff geben und lassen zuogan so vil und wir ungefarlich in unsern Vestinen und Hüsern bruchen und bedurffen an widerred.

Es ensol ouch von dewederm teil nieman den andern verhafften noch verbieten won den rechten Schuldner oder Bürgen der Im verheissen oder gelopt hat.

Wir haben ouch uns selber vorbehept, das wir ouch nicht gebunden süllen sin jeman dehein Recht Zürich in der Statt ze halten von was sach wegen dz sye, dann allein umb die stuk als hie vor von der Lechen und Pfand wegen und ouch von dero wegen mit dien wir kriegen wölten und die aber uns uff die von Zürich Recht butten, geschriben stat. Doch so hand die obgenanten von Zürich her inn ouch vorbehept, wer dz wir deheinem Irer Burgern ütz schuldig weren und dien oder dem darumb Zürich nicht Recht halten wölten, das dann der und die denen wir also schuldig weren uns mit dem Rechten, es wer mit geistlichen oder mit weltlichen gerichten, umb Ir schuld anlangen mugen. Doch das man uns Graf Fridrichen mit namen, in Ir Statt und in Iren gerichten nicht verbieten noch verheften sol ungefarlich. Were ouch das wir uns in der selben Statt Zürich mit Todslegen oder mit andern fräfninen verschulten, darumb süllen wir die buossen liden als ander Ir Ingesessen Burger Zürich tuond ungefarlich.

Wir süllen ouch mit der von Zürich geltschuld nicht ze schaffen haben, wir tügen es dann gern an all geverd. Wenn ouch das beschicht, das wir obgenanter Graf Fridrich von Toggenburg abersterben und von diser welt gescheiden syen, das Got lang wende, und dann unser erben bi disem Burgrecht ouch beliben und dz mit dien von Zürich nach vorgeschriben worten ufnemen wölten, so sol dann jetweder teil den anden dar umb mit gelüpten und briefen besorgen, als ouch ditz Burgrecht jetz von uns beiden teilen besorget ist. Were aber dz unser erben bi dem vorgenanten Burgrecht nicht wölten noch meinden ze beliben, als aber wir dz unsern Lebtagen haben ufgenomen, ald dz si dar umb etwe vil Jarén mit dien von Zürich nicht überkämen, so sullent doch dann nach unserm tod all unser vorgenannt Stett Sloss Vestinen Telr Land und Lüt die wir jetz hand oder noch gewinnen, nützit usgenomen, dien selben von Zürich und Iren nachkomen die nechsten fünf Jar so nach unserm tod dann schierest nach enander koment, und dann nicht fürer an unser erben willen, zuo allen Iren nöten und sachen Iro offenne hüser und mit allen diensten, darzuo si Iro begerent und bedurffent, gewertig und mit Lip und mit guot Inen behulffen und beraten sin in allen wise und mass als wir uns gen den obgenanten von Zürich mit disem Burgrecht mit allen unsern Stetten Slossen Vestinen Telren Landen und Lüten verpflichted haben und als vorgeschriben stat ungefarlich.

Wir und die vorgenanten von Zürich haben ouch in disen sachen vorbehept und ussgelassen den aller Durlüchtigesten fürsten unsern gnedigen Herren den Römschen Küng und das heilig Römsch Rich. Her über ze einem offennen und vesten urkünd, das dis vorgeschriben alles war und stät belibe, so haben wir unser Insigel offenlich gehenkt an disen brief, der geben ist an dem Donstag nechst nach unser Lieben frowen tag in dem Mertzen. Do man zalt von Cristus geburt vierzechen hundert Jar dar nach in dem Sechtzechenden Jare.

(Das Siegel des Grafen hängt.)

4.

Verschreibung Graf Friedrichs von Toggenburg gegen Zürich wegen einiger geliehenen Büchsen.

13. Mai 1417.

Wir Graff Fridrich von Toggenburg Herr in Bretengöw und uff Thaffas etc. Tuon kunt Allen den die disen brieff sehent oder hörent lesen, und verjehen offenlich. Als wir uff diss zit jetzu vor der Vesty Veltkilch in kriegs wise mit etwe vil unserm volk ligen, und die selben Vesty mit Gottes hilff getruwen ze erobern. Das da die fürsichtigen wisen der Burgermeister der Rat und die Burger Zürich, unser lieben und guoten fründ, uns von unser notdurfft und flissiger ernsthafften bette wegen, gelihen hand, Ir grosse Büchsen, fünfftzig Büchsenstein, so in die Büchsen ze schiessen gehörent und gemacht sind, und zehen zentner bereitz gemachetz Büchsenbulfers darzuo. Darumb so loben und versprechen wir mit unsern trüwen und eren, den egenannten von Zürich und Ir gemeiner Statt, die egenant Ir Büchsen guot, gerecht, gantz und gebe, und aller ding unbresthafft und in den Eren als Sie jetz ist, darzuo fünfftzig guot gerecht Büchsenstein, die ouch in die Büchsen gehörent, und die zehen zentner Büchsenbulfers ouch guot gerecht und wol usbereit und gemachet in der masse als dz Ir ist gewesen, in Iren gewalt gen Zürich in Ir Statt ane allen Iren kosten und schaden, und ane alle sumsely ze antwurten und wider ze geben hinnan zuo dem nechsten sant Johans tag ze Süngichten, so schierest kunt, ane alle widerred ane geverd. Were aber dz die Büchse breche ald suss bresthafft oder unnütz wurde, wie und in welen weg sich dz fügen wurde, davor Gott sye, so süllent und wellent wir Inen dann in dem egenanten zit oder darnach in den nechsten dryn wuchen ein ander guot Büchsen, als Ir egenant Büchs jetzo ist, oder besser, in der grösse mit so vil zugs und swerre und in der form, als die selb Ir Büchs ist, schaffen in unserm kosten gemachet und wol beschossen werden damit Sy dann benüget, und dann dieselben Büchsen Inen auch ze stund

und unverzogenlich in Iren Gewalt als da vor mit fün
Büchsensteinen ze antwurten, und Inen da mit Ir vollun
tuond nach Ir benügen, ane widerred ane geverd. Ouch o
beschehe, dz die Büchse breche bresthafft ald suss u
wurde an deheinen dingen, und wir Inen dann in dem eg
ten zit nit ein ander guote gerechte Büchsen schuoffen, gem
und geantwurt werden, als vor ist bescheiden, dann d
vorgenanten von Zürich düchte, daz wir sy daran und ou
disem egenanten züg den Büchsensteinen und dem Bü
pulfer sumen wölten, so mugent sy dann uff unsern k
Inen lassen und heissen ein ander guote gerechte Büchs
der grösse swerre und in der form, als die egenante I
ist, die sy Uns gelihen hand, machen, und darzuo die fü
Büchsenstein und die zehen zentner Büchsenpulfers.
wenne dann Inen die Büchs ist gemachet worden, so süllen
mugent sy sy Inen heissen mit beschiessung nach Irem v
notdurfft und wolgevallen besuochen, und alz vill untz
Inen ze nemen ist und Inen Ir vollung mit einer ander
chen Büchsen ist beschehen. Und waz dann dieselb Büchs
Büchsenstein und das Büchsenpulffer an zug an Werc
besuochung ze schiessen den Büchsenmeister der sy m
wurde ze beschiken mit lon und mit allen costen so da
gand, wurde costen wirdet, wie sich daz höischen wurde
loben wir Inen ouch by unsern guoten trüwen unverzoge
gütlich, was sich dz an einer Sum geltz gebüret, ze geben
in Iren gewalt ze antwurten ane alle widerred ane geverd.
aber dz wir daz ouch nit täten, so mugent dann die vo
rich ald Ir Statt Sekler oder Amptlüt von Ir wegen s
geltz als sich diser vorgeschriben cost an einer Summ gebüre
Uns an gewonlichem schaden uffnemen ald sy standen vor da
an schaden Cristan Juden, Köiffen oder Wechseln. Do s
wir sy dann verstan und gentzlich ledig und los machen
dz houptguot und umb allen schaden so dann daruff
wurde an widerred ane geverd. Und umb merer siche
willen, diser vorgeschribner sach, so haben wir egenanter
Fridrich von Toggenburg jetzo mit guoten trüwen gelobt

nen gelerten eid offenlich ze den heiligen gesworn. Also ob
s were das den egenanten von Zürich von Ir gemeinen Statt
egen die egenant Ir Büchse die Büchsenstein und dz Büch-
enbulffer nit wider geben wurde gantz und gerecht hie zwü-
chent und dem vorgenanten sant Johans tag ze Süngichten,
ld Inen darumb nicht Ir voll und genüg beschicht, als hie vor
t bescheiden, an debeinem stuk sunder oder sament, und wir
es dann von einem Burgermeister und Rat Zürich ermant
erdent mit botten oder mit briefen ald von Mund ze hus
hof oder under ougen, so süllent wir Uns dann mit unss
elbes lip und mit Sechs Erbern mannen mit siben pferiden ant-
urten nach der manung in den nechsten Acht tagen gen
ürich in die Statt in eines offenn wirtes huse, süllent daselbs
isten recht unverdinget giselschafft nach der selben Statt sitten,
vil und als lang untz Inen umb Ir Büchsen die Büchsen-
ein und dz Büchsenbulffer als vor stad und umb allen
osten und schaden, den sy hievon enpfahen wurden oder
npfangen hetten, gentzlich Ir vollung ist beschehen und sy
arynn unklaghafft gemachet werdent ane widerred ane geverd.
arzuo geben ouch wir den vorgenanten von Zürich mit un-
erm fryen willen vollen gewalt, daz sy uns unser erben un-
er lüte und guot, ligendz und varendes, wie das genant und
o es gelegen ist, nützit usgenomen, mugent herumb nö-
n bekümbern und uftriben mit geistlichen ald mit welt-
chen gerichten oder ane gericht, wie und wo sy wellent
nd wie Inen dz füget, ouch als verre untz sy nach Irem wil-
n und notdurfft umb dis vorgeschriben sachen abgetragen
erden und Inen darumb genuog ist beschehen ouch ane wi-
erred ane geverd, Ir Statt Sekler oder Amptlüt Ir eines
orten süllent wir gelouben umb allen costen und schaden und
nb alle ander sachen in diser sach ane bewysung. Es en-
ll uns unser erben unser Nachkomen unser lüt noch kein
ser guot hie vor nicht deken noch schirmen keinerley sach
richt fund geverd noch uszug noch kein ding, so Je-
an hie wider erdenken möcht in dehein wyse. Und des alles
einem offenn, waren und vesten urkünde so haben wir un-

ser Insigel an disen brieff offenlich lassen henken, ‹
ist an dem dryzehenden tag des manodes Meyen, do
von Cristi Geburt, vierzehenhundert Jar, darnach in d‹
zehenden Jare.

(Des Grafen Siegel hängt.)

5.

Bewilligungsbrief von König Sigmund für die Sta‹ die von dem Haus Oesterreich dem Grafen F‹ von Toggenburg versetzten Herrschaften und zu Windegg, Wesen und Gaster an sich zu

Ofen, 9. Februar 1424.

Wir Sigmund von Gotes gnaden Romischer kuni
zeiten Merer des Reichs und zu Ungern zu Behe‹
cien Croacien etc. kunig. Bekennen und tun kunt off‹
disem brief allen den, die In sehen oder hören lese‹
das sey das wir von angeborner mildikeit allew‹
sein, unsere und des heiligen Reichs undersessen
sern gnaden gütlichen und gnediclichen zu versehe
so traget uns unser gemüte liblichen dozu, das w
lich bewegniss und begirde haben zu den, an den
an für andern luten stete trew und unverdrossene
alders her gentzlich erkant und erfunden haben. Un
haben wir angesehen sulche dinste und trew als uns
heiligen Riche, der Burgermeister Rate und Burg‹
lich der Stat zu Czürich, unser und des heiligen Rei‹
Getrüen, oft und dicke getan haben, teglichen tun,
bass tun sollen und mögen in künftigen zeiten, u‹
In und Iren nachkomen mit wol bedachtem mut‹
rate und rechter wissen, dise nachgeschriben gnad
und tun In die in kraft diss briefs von Romischer k‹
mechte, das sie wenn In das eben sein, oder gut‹
wirdet, von dem Edeln Fridrich von Tockenburg od‹
Erben die güter Windek, Wesel und Castel, mit ‹

yglichen lüten Czinsen gulden welden wisen Eckern wassern fischereyen gerichten Twingen bannen und allen andern Iren zugehörungen, nichts usgenomen, als Er die von der herrschaft von Osterrich in pfandisweis ynnhat, in unserm und des heiligen Reichs namen und von unsern wegen lozen sollen und mögen, noch seinem tode oder bey seinem lebedigen leybe, als In das am allerbesten gefallen wirdet, noch laute der brieff, die derselb Ffridrich von Tockenburg dorüber innhat. Also dass die herlichkeit, hohgericht eigenschafft und pfandung der egenanten güter Windek Wesen und Castel, mit dem Bann und allen Iren Rechten und zugehörungen, bey denselben Burgern und Stat zu Czurich ewiclichen bleiben sollen, von allermemclich ungehindert, und das sol noch mag nymand lozen dann allein wir, und unser nachkomen an dem Reiche Romisch keiser oder kunig, bey uns und dem heiligen Reich zu behalden und nymand fürbass zu vergeben zu verkaufen oder zu versetzen, in dheineweis. Mit urkund diss briefs versigelt mit unser kuniglichen Majestat Insigel. Geben zu Ofen nach Crists geburt viertzehenhundert Jar und dornach in dem vierundzweintzigisten Jare, am nechsten Mittwochen nach sant dorotheen tag, unserr Riche des Ungrischen etc. in dem XXXVII. des Romischen in dem XIIII. und des Behemischen in dem vierden Jaren.

(Ad mandatum domini Regis Johannes Zagrab
Episcopus Cancellarius).

(Das grosse königliche Siegel hängt.)

6.

Befehl von König Sigmund an Graf Friedrich von Toggenburg, die Herrschaften Windegg, Wesen und Gaster von der Stadt Zürich lösen zu lassen.

Ofen, 9. Februar 1424.

Wir Sigmund von Gotes gnaden Romischer kunig zu allen zeiten Merer des Reichs und zu Ungern zu Behem Dalmacien

Croacien etc. kunig, Embieten dem Edeln Fridrich von 1
kenburg und seinen Erben die Er ytzunt hat oder hinach n
seinem tode lesset, unsern und des Reichs lieben getrewen,
ser gnad und alles gut. Lieben getrewen! Wir haben dem l
germeister Rate und Burgern der Stat zu Czurich unsern
des heiligen Reichs lieben getrewen gonnet und erlawbet
vollemacht gegeben, das Sy die güter Windek Wesel
Castel mit landen lüten gülten gerichten bannen Twi
und allen anderen zugehorungen, nichts ausgenomen, al
die in pfandisweis ynnhabt in unserm namen und von u
und des heiligen Reichs wegen an sich bringen und l
sollen und mögen, wann In das gefellet und gute du
sein wirdet als das unser Majestat brieff In doruber gegeben
lich ynnheldet. Davon so gebiten wir euch ernstlich un
sticlich bey unseren und des Reichs hulden, das du Fri
oder dein erhen wänn die egenanten von Czuürich sulche
sung von euch begern und vordern, das Ir In zust
der losung derselben güter gestattet und lozen gebet,
also vil als euch dieselben güter sten und nicht hoher, v
sie das an euch begern, und tut hiran nicht anders,
libe euch sey unser und des heiligen Reichs swer ungna
vermeyden. Geben zu Ofen versigelt mit unserm kunigli
aufgedruckten Insigel nach Crists Geburt XIIII hundert
und darnach in dem XXIIII. Jare, an dem nechsten Mitwo
nach sant Dorotheen tag, unser Riche, des Ungrischen et
in dem XXXVII. des Romischen in dem XIIII und des
hemischen im vierden Jare.

(Ad mandatum domini Regis Johannes Zagrab
Episcopus Cancellarius.)

(Das kleine königliche Siegel ist aufgedrückt.)

7.

Fernere Bewilligung von König Sigmund für die Stadt Zürich, auch alles Uebrige was von der Herrschaft Windegg versetzt worden an sich zu lösen.

Ofen, 9. Februar 1424.

Wir Sigmund von Gotes gnaden Romischer kunig zu allen zeiten Merer des Reichs und zu Ungern zu Behem Dalmacien Croacien etc. kunig, Bekennen und tun kunt offembar mit disem brieff allen den die In sehend oder hörend lesen: Als wir den Ersamen Burgermeister Raten und Burgern gemeinlich der Stat ze Czurich unsern und des Reichs lieben getrewen gonnet und erlawbet haben, Windek Wesel und Castel mit lüten gütern Twingen bennen gerichten Rechten und allen zugehörungen von dem Edeln Fridrichen Graven zu Tockenburg unserm und des Reichs Lieben Getrewen, und sinen Erben an sich zu lozen und zu bringen, als das unser Mayestat brief darüber geben eigenlich uswiset. Also mit wol bedachtem mut gutem Rat und rechter wissend von Romischer kuniglicher Macht haben wir In dise besunder gnad getan und tund In die in crafft dis briefs, were es sach, das von den egenanten gütern ichts andern lüten, in welchem Adel oder wesen die syen, geistlich oder weltlichn, versatzt, verköfft oder verpfendt, wellicherlei das were, nichts usgenomen, das Sy das gemeinlich und sunderlich an sich lozen koffen und besitzen und geniessen sullen und mögen, in allen Rechten, als die egenante gütere Windek Wesel und Castel In verschriben sind, als lang bis das wir oder unser nachkomen an dem Reich, Romische keyser oder küng soliche gelozte güter wider von In lozen umb also vil als Sy die an sich gebracht und gelozt haben. Mit urkund dis briefs versigelt mit unsrem kuniglichen Mayestat Insigel. Geben zu Ofen nach Cristus Geburt vierzehenhundert Jare und darnach in dem Vier und zweintzigisten Jare am nechsten Mitwochen nach sant Thorotheen tag, unser Riche des Ungrischen in dem siben und drissigisten, des

Romischen in dem vierzehenden, un
vierden Jare.

(Das Original ist nicht me

8.

Erklärung der Stadt Zürich, w
von Graf Friedrich von Togg
sollen gehalten sein, die in
bestimmten Artikel

31. December

Wir der Burgermeister die Rät
Statt Zürich Tund kunt allermenglic
dem und wir mit dem Edeln Wol
lieben Herren Grauff Fridrichen v
Utznach ze Meygenfeld im Bretteng
langer zit har, ein Burgrecht gehep
zuo beider sit gegen einander mit v
schriben versigelt, und mit gelüpten
der brief so wir einander darumb
Burgrecht besunder ein artikel begri
lut: wenn der vorgenant unser gn
zuo Toggenburg etc. von todes weg
denn sin erben by dem Burgrecht n
sinen gnaden uffgenomen habend,
tod alle sin Stett, schloss vestinen
hat oder gewint uns den obgenan
sten fünff Jar so nach sinem tod sc
mend, und denn nit fürer an siner
sern nöten und sachen unseri offny
sten darzuo wir Iro begerend und no
mit lib und guot uns behulffen und
der wise und mässe als sich des de
Her von Toggenburg gen uns mit
schriben, und mit allem sinem land

zwüschend dem vorgeseiten Grauff Fridrichen von Toggenburg etc. unserem gnedigen Herren und uns den vorgenanten von Zürich zuo Rapreswil ein täding und berednusse beschehen ist das derselb unser Her von Toggenburg in einem zit einen oder me erben nach dem und Im das fügt ordnen und machen sol die uns gelobind und versprechind dem Burgrechtbrief den wir von sinen gnaden versigelt Innhabend genuog zu tuond etc. Darumb mit guoter zitlicher vorbetrachtung und rechter wissend, so hat der vorgenant Grauff Fridrich von Toggenburg die Edeln wolgebornen unser gnädige, lieb frowen frow Elssbethen Gräffin zuo Toggenburg geboren von Mätsch sin lieb Elich gemachel, zuo einem rechten erben über alles sin guot gesetzt geordnet und gemacht, mit sölichen stuken puncten artikeln und gedingen als hienach gar eigenlich gelütert stat. Item des ersten so ist sin gantz meinung ob es sich gefuogt das die obgenant frow Elssbecht geborn von Mätsch sin lieb gemachel den vorgenanten Grauff Fridrichen von Toggenburg unsren gnedigen Herren überlepti, so hat er sy mit wolbedachtem muot guotem Rat und rechter wissen, zuo einer rechten Burgerin gemacht in unser Statt Zürich, fünff Jar die nechsten nach sinem tod, mit allen sinem land, es sigind Stett Sloss Vestinen tälr land und lüt nützit ussgenomen so er jetz hat oder hernach gewint. Also das sy uns damit gehorsam gewertig bystendig und hilfflich sin sol die fünff Jar uss nach sinem tod und nit lenger an Iren guoten willen zu allen unsern nöten zu gelicher wise und in aller der form und mäss als der Burgrechtbrief, den wir von dem vorgenanten unserm gnedigen Herren Grauff Fridrichen von Toggenburg versigelt Innhabend, mit allen und Jeglichen stuken puncten und artikeln von Im usswiset und seit. Der selb brief ouch also von der vorgenanten unser gnedigen frowen frow Elssbethen geborn von Mätsch sinem gemachel gentzlich und gar ordenlich und redlich gehalten werden sol an alle fürwort. Das ist sin gantzer will und meinung, dawider söllent wir die vorgenanten von Zürich die egeseiten frow Elssbethan unsers gnedigen Herren Grauff Fridrichen von Toggenburg lieb gemachel, alles sin land unt lüt das zit uss die fünff Jar nach sinem

tod getrüwlich schützen schirmen hanthaben und Ira behelfe
und beraten sin in allen sachen zu gelicher wise als wir u
dess gegen Im mit unserm brief ouch verschriben und by de
eiden so wir unser Statt gesworn habend alles ungevarlich
nach dem und wir des die obgenant frow Elssbethan unser gn
dig frowen sin gemachel ouch mit briefen jetz versorget han
Der vorgenant unser gnediger lieber Her Fridrich Graaff zu
Toggenburg etc. hat aber Im selber harinn luter vor und us
behept, ob sin gnad deheinest bedüchti Im nothdurftig od
komlich ze sind, dis ordnung ze endrend, ander erben ze m
chend, von was sach wegen das were, das er dann nach alle
sinem willen wol ander erben setzen ordnen oder machen ma
einen oder mere, sin land unt lüt damit versichern versorg
und bewaren, wenn wie dik wie vil er wil, also das Ina d
verschriben daran nit sumen hindern noch in keinen weg irr
sol. Doch allezit mit ussbedingenten worten, das der oder d
erben so er also setzen wurd geloben versprechen und sich d
verscbriben söllent, dem Burgrechtbrief so wir von sinen gn
den gnaden versigelt innhabend mit allen stuken puncten u
meinungen genug ze tuond nach sinem tod die fünff Jar u
ob wir nit lenger mit Inen überkomend. Der obgenant unse
gnediger Her Graff Fridrich von Toggenburg mag ouch mit si
nem land lüt und guot sin Selgerät schaffen ordnen und setze
durch Gott durch siner Seil[1]) Heil willen und umb früntschaft
oder umb dienst verschaffen und geben darinn wandlen werb
tuon und lassen, dis ordnung als er unseri gnädigi frowen si
lieben gemachel frow Elssbeth geborn von Mätsch zu sinen er
ben gemacht hat mindern meren endern gantz mit einander oder
zem teil. Darin In nieman hindern sumen noch irren, denn d
dis gantz zuo sinem willen stan sol, die wil und er in leben
ist. Doch wie sin gnad sölichs ordnet setzet und schaffet, da
sol dem Burgrechtbrief, den wir von Im habend allezit gen
lich unschedlich sin, denn sin erben wer oder welich die den
je sind söllend geloben und versprechen denselben brief und

[1]) Sic!

sinem tod die fünff Jar uss und nit lenger an Iren willen getrüwlich war und stät ze haltend alle geverd hierinn ussgeschlossen. Der obgeseit unser gnediger Her Fridrich Graf zuo Toggenburg etc. sol und wil ouch mit allen sinen amptlüten versichern versorgen und bestellen, das sy der obgenanten frow Elssbethen sinem lieben gemachel zuo sölichem Burgrecht gehorsam und gewertig sigind mit allen sinen Slossen Stetten Vestinen tälern landen und lüten nach aller notdurfft, umb das sy dem Burgrechtbrief den uns der vorgeseit Graf Fridrich von Toggenburg geben hat genug getuon mug an geverd. Wer ouch das die selb obgenant sin gemachel, vor Graf Fridrichen von Toggenburg unsrem gnedigen Herren von todes wegen abgieng, so sol er uns aber einen oder me erben geben, die uns denn gelobind und versprechind dem Burgrechtbrief die fünff Jar nach sinem tod mit allen stuken und meinungen genuog ze tuond, ob sy mit uns lenger nit überkemind, in aller der wis und mäss als sin gnad sich dess verschriben hat an geverd. Gefuogti es sich aber das der obgenant unser gnediger Her Graf Fridrich von Toggenburg von todes wegen abgienge vor sinem gemachel, und daz er die sach nit enderti mit erben, sunder das die megenant unser gnedige frow Elssbeth geborn von Mätsch also sin erb belib, so sol sy sich gen uns mit Burgrecht die fünff Jar uss halten nach sag sins Burgrechtbriefs in der mass als vorgeschriben stat. Gieng sy aber von todes wegen ab E die fünff Jar uss kämind, wer denn dornach sin land und lüt erben will, der sol sich allweg gen uns den obgenanten von Zürich verschriben, uns die fünff Jar uss mit sinem land und lüten und nit fürer an Ir willen gehorsam und gewertig ze sind, als der vorgenant unser Her von Toggenburg sich des gen uns verschriben und verbrieft hat. Alle die wil und er aber in Lib und Leben ist, so bestat es by dem brief gelüpten und eiden als wir zuo beidersitt uns gen einander verschriben hand. Denn es ist sin gantzer will und sundery meinung, daz der Burgrechtbrief by sinem leben und nach sinem tod mit allen sinen stuken puncten, artikeln begriffungen und meinungen gentzlich gehalten werd, als das ouch billich ist. Besunder so hat der obgenant

unser gnediger Her Fridrich Graf zuo Toggenburg etc. ha
Im selber unser gnedigen frowen sinem lieben gemachel
erben gar luter merklich und eigenlich vorbehept, als er
den gnaden des allmechtigen Gotz vil lantz und lüten hat
sin gnad ettwie vil in pfandtz wise ankomen ist, das er si
machel und alle Ir erben sölichi pfantschafft zuo lösen g
mugent nach dem und er sich verschriben und sin brief
Insigel wisent, die er darumb geben hat, das Im sinem g
chel und erben gentzlich an disem verschriben unschedlich
sol. Es sol ouch dis Burgrecht grauf fridrichen von toggen
sins gemachels frow Elssbethen die fünff Jar nach sinem
ouch siner erben, ob er ander erben einen oder me satzte
ordnite oder wer sin erb sin wirt nach sinem tod vor allen
dern bünden vereinungen und Burgrechten gan. Darinn nie
ussgesetzt sol sin dann allein das Heilig Römisch Rich, Röm
keyser oder küng, als das ouch sin Burgrechtbrief den wir
sinen gnaden darumb innhabend gar Redlich und Clarlich
wiset alles ungevarlich. Und zuo warem stätem urkund
vor und nachgeschribner ding und geding, das die orden
und Redlich gehalten werdent, wan wir des einhellenklich
einander überkomen sind, so haben wir unser Statt ge
Insigel offenlich lassen henken an disen brief. Der gebe
uff unser lieben frowen abend als sy geborn ward. Do
zalt von Cristi geburt viertzechen hundert drissig und drü J

(Der Stadt Siegel hängt.)

9.

Versicherung der Stadt Zürich gegen die Gräfin vo Toggenburg als Erbin Graf Friedrichs, die Pflichten des Burgrechts gegen sie beobachten zu wollen.

Zürich, 31. December 1433.

Wir der Burgermeister der Rat die Burger und geme
Gemeinlich der Statt Zürich Tuond kunt Menglichem und
jehend offenlich mit disem brief: Als der Edel wolgeborn u

gnädiger lieber Herr Graff Fridrich von toggenburg ein Burgrecht mit uns lang zit har gehept und noch hat, dar inn under anderm begriffen ist das sin land und lütt uns nach sinem tod hilfflich sin söllend fünff Jar nach dem als das in einem artikel in dem burgrechtbrief, den wir von Im hand gar merklich clar und luter geschriben statt, umb das nun dem selben burgrecht brief gnuog beschehe, so hat der obgenant unser gnädiger Herr von Toggenburg, einen erben geordnet und gemacht mit namen die Edlen wolgebornen frow Elssbethen Gräffin von toggenburg geborn von Mätsch sin elich gemaheln unser gnädig lieb frowen etc. hat sy ouch also ze burgerinen gemacht in unser Statt Zürich fünf Jar die nechsten nach sinem tod, were das sy Inn überlebti, also das sy uns mit allen sinen stetten vestinen schlossen tälren landen und lütten so er hinder Im verlassen wurd, gehorsam gewertig bistendig und hilfflich sin sol zuo allen unsern nötten, nach lut und sag des burgrechtbrifs so wir von Im Inn habend und als er sich des gegen uns verbunden und verschriben hat, dar uff er und sy uns aber mit Ir versigelten brieffen und wir sy hin wider umb versorgt habend etc. Wan nun die obgenant unser gnädigi frow von Toggenburg sich mit burgrecht also zuo uns verpflicht und versprochen, nach Sag des burgrechtbriefs den uns unser gnädiger Herr von toggenburg versigelt geben hat, dar umb so haben wir wider umb mitt guotter zittlicher vorbetrachtung guottem Rat und rechter wissen der obgenanten unser gnädigen frowen von Toggenburg gelobt und versprochen by unsern eiden die wir unser Statt geschworn hand Sy und alles Ir land lüt früntlich und gütlich ze schützend ze schirmend und ze hanthabend, und sy mit allen stuken punkten artikeln begriffungen und meinungen als die In dem brief geschriben stand den unser gnädiger Herr von Toggenburg von uns versigelt Inn hat ze haltend. Und was wir uns gegen im versprochen verschriben und verschriben und versigelt hand, das wellent und söllend wir gentzlich gen der egenanten unser gnedigen frowen von toggenburg halten und getrüwlich vol füren und gen Ir land und lütten mit guoten trüwen die fünff Jar uss, ob das also ze vall käm in der

mass als vor statt. Und welichs stuks oder sach unser gn
ger Herr von Toggenburg sich gen uns verbrieft hat oder
uns hinwider umb gegen Im da by söllend und wellent wi
hin für gentzlich bliben lassen und sy dar Inn gütlich und fr
lich halten als unser gnädig frowen, als das billich ist.
Inn wir nieman ussgesetzt habend denn das Heilig Röm
Risch, Römisch keiser und küng also das doch dem burgre
brief, den wir von dem vorgenanten unserm gnädigen He
von toggenburg habend mit allen sinen Stuken puncten und
tikeln alle Zitt gnuog beschehe In der 'mass als uns das
luter versprochen ist und als vor geschriben stat alles ung
lich. Und als Inen selber die obgenanten unser gnädiger
und unser gnädigi frow von Toggenburg vor und uss be
habend von der pfandschaften wegen ob die Jeman lösen w
da by lassen wir es bliben wie er sich dar umb verbrieft
was sin brief wisend die er dar umb versigelt geben hat,
sy dem nach gan mugend an unser und menglichs Irrung.
Und des alles zuo warem stetem urkünd so hab(en) wir u
Statt gemein Insigel offenlich lassen henken an disen brief
geben ist uff unser lieben frowen abend als sy geborn w
des Jars als man zalt von der geburt Cristi Tusent vierhu
drissig und drü Jar.

(Der Stadt Siegel hängt.)

10.

Einladung der Stadt Zürich an die Gräfin Elisabeth Toggenburg, sich wegen der Pfandschaft Windegg wegen Utznach und Grinau zu erklären.

Zürich, 29. September 1436.

Der Edlen wolgebornen Frow Elssbethen greffin von togge
burg geborn von Mätsch unser genädigen lieben frouwen

Unser willig früntlich dienst allzitt vor genädigi frow.
wir unser erber trefflich botschaft nechst by üweren gen

gehept hand zuo Veltkilch, namlich Her Ruodolff Stüss Ritter unsern lieben alt burgermeister, Hansen Brunner den elteren und unsren stattschriber, den wir ernstlich und ze mal getruwgenlich enpholn hatten, an üch ze bringen von des pfandz wegen Windegg mit siner zuogehörd und dz zu ervordrend denn wir mainend je dem an verziechen nach ze gänd alz sich dz gebürt hett. Also habend uns nu die selben botten erzelt, wz gewaltz sy sich angenomen habend und wie ein ander teding getroffen sy besunder um Utznach, dz Ir uns dz versprochen habend ze gebend mit all siner zuogehörd, und um Grinow, alz denn da von ouch gerett ist, darumb wir üch denn och hilff und schirm ansagen und versprechen söllend, und sind also unser botten üch dar inn zuo willen gestanden durch sich selb an unser erlouben, dz üwer genad billichz von Inen zuo guotem dank uff nimpt. Wie wol wir nu sölichen kosten uff dz selb pfand geleit hand, dz des zuo mal vil ist, und söllten wir den verlorn haben und in ander weg nit ergetzet werden, dz mainen wir Je umb kein sach zuo tuond. Wie aber unser vorgenante botten die sach mit üwer genad verlassen hand, dem selben wellen wir nach gan, und je e dz gescheche, je lieber uns were. So verzücht sich aber die sach und ist dz pfand also in ander hend komen, und wir syend aber um sölich sachen alz denn Ir mit unsern botten und sy mit üweren gnaden verlassen hand gar nütz versorget und möch(t) ergers dar In vallen, dz üwern gnaden und ouch uns zuo unstatten komen möcht. In dem so hätt uns ouch der vorgenant Herr Rudolff Stüss gesagt, wie er üwern gnaden geschriben hab, alz von Im selb umb die obgeschribne sach, der ustrag ze gebend und üwer antwort uns dar uff lassen hören, wan Inn dz sunder nottürffdig bedunkt, daran wir nit eigenlich verstand, ob Ir dar inn sölichem nach gan wellend, alz dz verlassen ist. Und uns kommen aber teglich andri mere für; söltend die fürgang nemen, das were üwern gnaden und ouch uns nit eben. Um dz so begeren wir von üwern gnaden eygenlich zuo wissend, ob Ir söliche von Utznach mit siner zuogehörd und Grinow wegen alz denn von unsren botten davon gerett ist nach gan und ge-

nuog tuon wellind. Denn wir hoffend und getrüwend nach dem und sich die sachen nu gemachet habind, Ir stossind nützit in die teding denn wie dz verlassen sig dem gangind Ir gestraks nach, des gelich wir ouch tuon wellend. Dz ist uns ouch sunder nottdurftig ze wissend nach gestalt der sach und nach den löuffen, so jetz im land sind. Darumb so begeren wir dz Ir uns In geschrift üwer meinung wissen lassend unverzogenlich bi disem unserm botten, das wir uns nach wissend ze richten. Geben uff sampstag vor sant fiden tag. Anno dom. etc. XXXVI.

Burgermeister und Ratt der Statt Zürich.

11.

Die verwittwete Gräfin Elisabeth von Toggenburg, geborne von Mätsch, erneuert das zwischen Graf Friedrich selig und Zürich errichtete Burgrecht auf Zeit ihres Lebens.

Meienfeld, 31. Oktober 1436.

Wir Elizabeth Gräffin zuo Toggenburg geborn von Mätsch wittwe Tuond kunt aller menglichem und verjehent offenlich mit disem Brieff: Als der Edel wolgeborn Fridrich Graff zu Toggenburg unser lieber herr und gemahel säliger und loblicher gedächtnisse, dem Gott durch sin erbermd gnädig sig, ein burgrecht lang zitt gehept hat mit den fürsichtigen wisen den burgermeister und rat der statt Zürich unsern sundern lieben und guoten fründen, das Im und uns wol erschossen ist. Also hat der selb unser lieber herr und gemahel sälig, durch sin tugend, gütti, liebi und früntschaft, so er je und je zuo uns gehept hat, by sinem gesunden lebedigem lib mit guoter zittlieber und redlicher vorbetrachtung, uns zuo einem erben genomen und gemacht über alles sin guot ligentz varentz gendz ständs eigen lehen pfand, nützit ussgenomen, was er hinder Im nach tod verlassen werd, dar an wir sin gross trüw und liebi gemerkt une verstanden hand, um das wir billich Gott für sin sele getrüwlich zuo bittend habend, das wir ouch mit allem ernst meinend ze tuond, die wil wir in lib und leben sind.

Und umb das wir und unser land und lüt, so er uns also nach tod verlassen hat, es sigend stett, sloss, dörffer tälr nützit ussgelassen, hilff, schirm trost und bistand gehaben möchtind, geschützt und geschirmpt wrdint, nach unser notdurft in allen unsern nöten und sachen, so hat er uns zuo Burgerin gemacht fünff Jar die nechsten nach sinem tod in der obgenannten statt Zürich mit allen den stuken puncten, artikeln begriffungen und meinungen als er sich des in sinem burgrechtbrief gegen den egenanten von Zürich verschriben hatt. Und sidmals nu sölich erbschaft an uns gevallen, und der vorgenannt unser lieber herr und gemahel, dem Gott gnädig sig, leider von todz wegen abgangen ist, so sind uns sölich schwer trefflich sachen zuogevallen und angestossen, das wir guter hilff schirms bistand und ratz zuomal notdurftig sind, und wan wir für menglichen ein sunder hoffung und gut getrüwen habend zuo den obgenanten burgermeistern Rätten und Burgern zuo Zürich, nach dem und sy dem vorgenanten unserm lieben herren und gemahel säligen, ouch uns vil guter früntlicher dienst getan und erzöigt hand, fürbas in künftigen zitten wol getuon mugend und söllent, so habend wir mit guoter zittlicher vorbetrachtung und mit sundrem rat unser selbs und des Edlen Friedrichs von Hewen unsers lieben öhems und rechten vogtz hand in diser sach und andrer unser fründen und rätten, uns zuo einer burgerin gemacht unser leptag zuo Zürich mit allen unsern stetten, slossen dörffern, tällern, landen und lüten, so wir jetz habend oder fürbas hin jemer mer gewinnent, nützit ussgenommen noch hindan gesetzt. Also und mit sölichen gedingen, das wir obgenante Elizabeth Gräffin zuo Toggenburg untz zuo end unser wile und leptagen den obgenanten von Zürich hilfflich rättlich und bistendig sin sollent zuo allen Iren nötten als verr wir mugend mit lib und guot, wie dik und vil wir dess von Inen ermant werdent, und wir söllent ouch das burgrecht halten in aller der wis und mässe, als der burgrechtbrief wiset, den Graff Fridrich unser lieber herr und gemahel sälig den von Zürich mit sinem Insigel versigelt geben hat, der selb brief uns mit allen stuken puncten artikeln gedingen und dingen binden sol

zuo glicher wis und in aller der mass als er unseren lieben herren und gemahel selig gebunden hat, des wir uns offenlich bekennent und verschribent mit disem brieff. Item es söllent ouch alle unsri schloss stett vestinen tälr land und lüt so wir jetz habend oder har nachmals jemer mer gewinnent, der von Zürich offin hüser sin zuo allen Iren nötten wie dik und vil sy des begerent oder notdurftig sind. Doch ob sy keinest ir volk dar inn leggen weltind, das söllent sy tuon an unser und der unsern merklichen schaden. Da wider so söllent die vorgenanten von Zürich uns alle die unseren, es sigend stett schloss dörffer tälr land und lüt schützen schirmen hanthaben uns getrüwlich beholffen und beratten sin, in aller der wis und mass als sy sich des gen unserm lieben herren und gemahel seligen mit Irem brieff, mit Ir statt insigel versigelt, verschriben habend, und besunder nach lut und sag des briefs den sy uns jetz also umb dis burgrecht versigelt geben hand, alle geverd har inn gentzlich ussgesezt. Item werdent wir auch deheinest der obgenanten von Zürich botten notdurftig in unseren sachen und wir begertind uns die ze lihent, die söllent sy uns nit versagen wie dik und vil wir des begerent; doch das wir sölich botten in unserm Costen habind die wile sy in unsern sachen uss sind, alles ungevarlich. Item wöltind ouch die unsern gemeinlich oder Jeman sunderlich deheinest ein burgrecht oder buntnüsse ewenklich oder ein Jarzal mit den vorgenanten von Zürich an sich nemen, dar an söllen wir sy weder sumen noch irren, sunder unsern gunst und willen dar zuo geben, doch mit geding, das sölich burgrecht oder buntnüss uns und unsern erben gentzlich unvergriffenlich und unschedlich sin sol an allen unsren gerichten zwingen bännen nutzen stüren zinsen vällen und gelässen und sunder an disem burgrecht, was das unserhalb vor allen sölichen burgrechten oder buntnüssen gan sol, und die vorgenanten von Zürich söllent öch die unsern wider uns und unser erben weder schützen schirmen, noch hanthaben in keinen weg alles ungevarlich. Wir die vorgenant Elizabeth gräffin zuo Toggenburg geborn von Mätsch wittwe habend ouch uns selber har inn eygenlich vor und uss behept,

das heilig Römisch rich Römisch keiser oder künig. Aber suss so sol dis burgrecht vor allen andren burgrechten lantrechten und bundnüssen gan, alles ungevarlich. Wir die vorgenant Elizabeth Gräffin zuo Toggenburg geborn von Mätsch wittwe habend also den brieff so unser lieber herr und gemahel selig geben und versigelt hat, mit allen stuken, punkten und artikeln, wie die dar inn begriffen sind, wan es uns zuo glicher wis binden sol untz zuo end unser wile und leptagen und ouch wan dis burgrecht dar uff eygenlich gesetzt und verschriben ist, onch disen brieff als der von wort zu wort vor und hie nach lutet und seit, by unsern trüwen an eines eids statt gelopt und verheissen war und stät ze haltend getrüwlich zuo leistend und zu vollfürent alles das dar inn begriffen ist, da wider niemer ze redent noch ze tuond mit worten noch werchen schaffen noch verhengen heimlich noch offenlich in keinen weg. Und des zu warem stätem und vestem urkünd aller vorgeschribner ding, so haben wir unser eygen Insigel an disen brieff offenlich lassen henken. Ich Fridrich ein fryer Herr von Hewen Tuon kunt menglichem und vergich offenlich mit disem brieff, das die vorgenant frow Elizabeth Gräffin zu Toggenburg min liebi frow und muom dis burgrecht mit den obgenanten von Zürich an sich genomen hat mit minem guoten willen und wissen, und das Ich öch das also geholfen und geratten hab, da by und mit gewesen bin in der mass als das da vor eygenlich geschriben stat. Und umb das es nu und harnach da by blibe, war stät und vest gehalten werde, so hab ich min eygen Insigel zuo der vorgenanten miner frowen und muomen von Toggenburg Insigel offenlich an disen brieff in vogtz wise gehenkt, der geben ist zu Meigenfeld uff aller heilgen abent do man zalt von Cristy geburt tusent vierhundert drissig und sechs Jar.

(Das Siegel der Gräfin, mit den Wappen von Toggenburg und von Mätsch, und das Siegel des Freyen von Hewen hängen).

12.

Die verwittwete Gräfin Elisabe
macht an Zürich auf den Fa
Schmerikon und den

31. Oktober

Wir Elssbeth Gräffin zuo Togg
wittwe Tuond kunt allermengliche
mit disem brief: Als der Edel wolg
gemachel Fridrich Graff zuo Togge
gedächtnusse, dem Gott der allmec
dig und erbarmhertzig sig, uns zu
genomen hat, über alles sin guot e
fer, tälr, land, lüt, eigen, lehen,
nützit ussgenumen, so er hinder
darumb uns sin sele billich nach
pfoln ist und sin sol, Und als er u
lüten mit burgrecht verpflicht hat
sinem tod zuo den Fürsichtigen wi
ten fründen Burgermeistern und Rät
nu sölich guot als sin rechter erb
wir uns mit guotem Rat, unser lep
zuo den vorgenanten von Zürich na
darüber geben, die uns ouch güt
schirm genomen hand, uns gelopt,
dig ze sind, als dann ouch Ir brie
luter wist. Darumb habent wir a
trachtet sölich getrüw dienst, hilff
nuss, so die selben von Zürich u
machel getän hand, dadurch er zu
men, und untz uff sin end daby re
wir ein wittwe sind, die vil mer
dann unser lieber herr und gemahel
noch getrüwen bessern schirm hilff
an den vorgenanten unsern sunder

darumb das sy dann sölicher guoter diensten so sy unserm lieben herren und gemachel seligen getan, ouch kostens und schadens, den sy dadurch gehept und enpfangen hand, in etlicher masse ergetzt werdint, und besunder das sy uns dester gerner schützind schirmind und hanthabind zuo gelichen billichen rechten, so haben wir Inen mit guotem Rat rechter wissend und zitlicher vorbetrachtung, ouch mit sunderm Rat wissen und willen des Edeln Fridrichs von Hewen unsers lieben öhems, den wir umb dis sach zuo unserm rechten wissenthafften vogt genomen hand, dise nachgeschribnen früntschaft getan, Tuond Inen die auch wissenklich mit krafft dis briffs, für uns, alle unser erben und nachkomen, die wir vestenklich herzuo verbindent. Also das wir Inen Utznang die vesti und Statt, Schmerikon das dorf, den Utznangerberg mit lüten und gütern gerichten hohen und nidern Twingen Bännen mit dem wildpann, mit fliehenden fliegenden und fliessenden, mit holtz mit veld, mit wunne mit weid, mit wasser wasserrunsen mit vischentzen mit Sewen, und sunder mit allem dem, so dar zuo gehört, mit aller herlichkeit, und als das unser lieber herr und gemachel selig und sin vordern nutz her an uns inngehept herbracht und genossen hand, ledeklich für Ir eigen guot geben hand. Also das die selben von Zürich und Ir nachkomen sölich guot nach unserm tod, wenn wir von diser zit gescheiden sind, innhaben nutzen, bruchen niessen besetzen und entsetzen söllent und mögent, als Ir eygentlich guot, von uns unsern erben und nachkomen und menglichem unbekümbert. Und umb das sy dess dester sicherer und bashabender sigend, nach unserem tod, so haben wir uns des jetz willenklich begeben, das die lüt von Utznang, von Schmerikon vom Utznangerberg und alle die so darzuo gehörend, den dikgenanten von Zürich hiezwüschent untz zuo sant Hilarien tag schierost künfftig an alles verziehen sweren sollent für die Iren, Inen und nieman anders gehorsam getrüw dienstlich und gewertig zuo sind in allen sachen nach unserm tod, als sy den herren von Toggenburg seliger und loblicher gedächtnüsse gewesen sind, das wir Inen gunnen, erloben, sy das heissen und dar zuo halten und wisen söllent und

wöllent, als verr wir mugend mit lib und guot alles ungevarlich. Wir die obgenant Elssbeth Gräffin zuo Toggenburg haben Uns selber herinn eygenlich vor und uss behept, das wir die vorgenanten vesti und statt Utznang, das dorff Schmerikon, den Utznangerberg mit aller zuogehörd untz zuo end unser wil und leptagen innhaben nutzen bruchen niessen besetzen und entsetzen söllent und mögend, wie uns das eben und notdurftig ist. Daran uns die von Zürich weder sumen noch irren söllent, sunder uns daby getrüwlich schützen schirmen und hanthaben, das wir das besitzen mugend untz zuo end unser wil und leptagen nach notdurfft. Wenn wir aber von tods wegen abgangen sind, so sol es dann zuo stund den von Zürich an alle fürwort werden gevolgen und zuo gehören in der mass als vorstat, an menglichs sunen irren und widerred. Es ist ouch herinn eigenlich bereth, das die von Zürich nach dem und sölich herschafft mit lüt und guot an sy kumpt, die armen lüt so darzuo gehörent es sigend frowen oder man, nieman usagelassen, gnädiklich gütlich und früntlich halten und sy beliben lassen söllent by allen rechten frigheiten gnaden briefen privilegien so sy hand von unserm lieben herren und gemahel, sinen vorfarn oder uns, und sunder von des dritten pfennigs der erbschafft und des kilchensatzes wegen, den wir Inen durch unsers gemachels seligen seel willen geben hand, und wie sy suss von alter herkomen sind, daby söllent sy beliben, sy sollent ouch von Inen nit geschätzt noch kein schatzung uff sy geleit werden, alles an geverd. Und als sich dann unser lieber herr und gemachel Fridrich Graf zuo Toggenburg seliger gedächtnüsse by sinem leben ettwas gen den von Switz verschriben hat, von des thurns wegen ze Grinow, dar inn habent wir uns selber vorbehept, das wir dem selben brief nachgan und genuog tuon mugend wir der wist; daran uns die von Zürich weder sumen noch irren söllent alles ungevarlich. Und des zuo warem stätem und vestem urkund aller vorgeschribner ding, und umb das dis alles redlich gehalten und vollfürt werd, so haben wir unser eigen Insigel, für uns, alle unser erben und nachkomen die wir vestenklich herzuo verbindent, an disen brief offenlich lassen hen-

ken. Ich Fridrich von Hewen ein fryer Herr vergich das dis geben und verschaffen der obgenanten herrschafft mit minem sunderm willen, wissen und Rat von der obgenanten frow Elssbethen Gräfin zuo Toggenburg beschehen und vollfürt ist, wan ich daby und mit gewesen bin, das in sölicher masse als ein vogt hab geholffen bereden und betädigen. Und des zu noch mererm und besserm urkünd, so hab ich min eigen Insigel in vogtz wise zuo der vorgenanten frow Elssbethen Gräfin zuo Toggenburg Insigel für sy an disen brief lassen henken, der geben ist uff aller Heiligen abend, do man zalt von Cristi geburt Viertzechen hundert drissig und sechs Jare.

(Keine Siegel da; nur die Einschnitte zeigt das Pergament.)

13.

Herzog Friedrich von Oesterreich begehrt von Zürich zu wissen, warum es den Seinigen den freyen Kauf abgeschlagen.

Insbruck, 13. November 1436.

Fridreich der Elter von Gots Gnaden Hertzog ze Oesterreich etc. Erbern weisen. Wir haben vernomen, wie Ir den Unsern, die wir von der von Tokchemburg gelöset haben, den Markcht abgeslagen, und In kain kosst zugeen lassen. Wundert uns daz Ir den unsren veilen kauf und des Reichs Strazzen verbietet, und habet doch nye ichts an uns bracht, ob Ir dhainerlay entsitzen von In hietet. Davon begern wir, daz Ir Si an solhem kauf und Strassen ungeirret lasset. Und lasset uns darumb ewr verschriben Antwurt wissen bey dem Boten mit ewrm offenn brief, daz wir und die unsern uns darnach wissen ze richtten. Geben ze Insprugg an pfintztag nach sand Marteins tag. Anno etc. tricesimo sexto.

d. d. p. scrpm.

(Mit rothem Siegel beschlossen.)

14.

Schutzgesuch der verwittweten Gräfin Elisabeth von Toggenburg an Kaiser Sigmund wider Diejenigen, welche ihr das Erbe ihres Gemahls streitig machen.

Meyenfeld, 16. November 1436.

Dem aller grossmechtigosten Hochgebohrnosten durrlüchtigosten fürsten und Herren Herren Sigmunden Römischen keiser zuo Ungern zuo Bechem etc. küng, Minem allergnedigesten Herren.

Aller grossmechtigoster Hochgebornester Durlüchtigoste fürst, gnedigoster Keisser und Herr. Min undertänig willig ge borsam und getrüw dienst und wz ich Eren und guotz vermag syen üwern keiserlichen gnaden alle zit von mir bereit als bi lich ist. Nachdem als üwer keiserlich gnad mir geschriben hat von sölichs verlassenn erbs und guotz wegen, es syen grafschaf ten herschaften pfandschaften und anders, so min lieber He und gemachel graf Fridrich von Toggenburg seliger gedechtnüss hinder Im gelassen hat, üwer keiserlich gnad eigenlich ze wi sen lassen wie es darumb stand, als dann sölich schrift dz un anders mit mer worten kurtz begrift, ich den selben brief nac minem vermugen demüteklich enpfangen und verstanden hal und tuon üwern keiserlichen gnaden ze wissen, nach dem u der vorgeseit min lieber Herr und gemachel seliger gedech nusse leider von todes wegen abgegangen ist, der mich ouc by gesundem lebendigem lip zuo einem erben gemacht und g nomen hat über alles sin guot so er hinder Im nach tod ve liess, als üwer kaiserlich gnad Im dz gegunnet und erlö hat zuo den ziten da Ir In künglichem stat warent, und dz da nach bestätet, da Ir zuo keiserlicher wirdikeit kament, na der besten form. Dar umb ich nu langest billich zu üwern ke serlichen gnaden gesant, dz ervorderet und dar zuo getan, a sich dann gebürt hette, des ich mich bekenn. So hab ich s lich gross kumber und betrübnüsse gehept von dem tode m nes lieben Herrn gemachels seligen. Dar zuo sint mich sölic

sachen ankomen von denen die da meinnent zuo sinem verlassnen guot recht ze haben, ouch anderley ansprach do so vil ist dz ich sölichs kumbers betrübnussen vordrung und ansprachen halb zu üwern gnaden nit gesant hab noch gesenden kond, beger das üwer keiserlich gnad angeborn güte und miltikeit dz von mir In argem nit ufnemen welle. Nu hab ich jetz tag geleist mit denen so da meinent recht ze haben zuo dem vorgenanten guot und stat die sach noch also unusgetragen. Dar umb ich üwern keiserlichen Gnaden nach üwer begerung und vordrung nit völlenklich geantwurten kan als ich aber gern und billich täte. So bald aber die sach ze end bracht wirt, es sye mit recht oder mit früntlicher täding, so wil ich min erber treffenlich bottschaft ze stund und an alles verziechn zu üwern keiserlichen gnaden senden, die sache eigenlich erzellen und dar inn tuon alles dz, so ich gen üwern keiserlichen gnaden tuon sol, schuldig und pflichtig bin, sunder mich in allen sachen gehorsamklich erzöigen nach allem minem vermugen als gegen minen aller gnedigesten Herren. Und ob Jemant sachen vor üwern keiserlichen gnaden fürgenomen hette oder fürnemen wölt, die mir schaden bringen möchten, so beger ich demüteklichest so ich jemer vermag, Ir wellent da vor sin, und mich als eine arme wittwen dar Inn gnedeklich versechen nach miner notdurft, und lass mich üwer keiserlich gnad geniessen, ob min lieber Herr und gemachel selig üwer gnaden und dem heilgen Rich Je gedienet hab, ouch dz ich ein wittwe bin, die hilff schirms und Ratz notdurftig ist. Da mit bevilch ich mich in üwer keiserlich gnad angeborn güte und miltekeit, die mir zu allen ziten ze gebieten hat in Jeglichen sachen als üwer getrüwer gehorsamen. Geben ze Meyenfeld uff fritag nach Martini Anno etc. XXXVI^{to}.

üwer keiserlichen gnad willige gehorsami Elssbeth Gräfin zuo Toggenburg geborn von Mätsch wittwe.

(Nach einer gleichzeitigen amtlichen Kopie.)

15.

Schreiben der Stadt Zürich an Kaiser Sigmund zu Empfehlung der Gräfin Elisabeth von Toggenburg, geborne von Mätsch, Erbin Graf Friedrichs sel. von Toggenburg und Burgerinn in Zürich.

(» Coppia alz wir unserm Herren dem keiser geschriben hand von unsser frowen wegen von Toggenburg «).

Zürich, 21. November 1436.

Als uns üwer keiserlich gnad jetz geschriben hatt von de verlassnen guotz wegen Graff Fridrich seligen von Toggenburg und besunder üwer keiserlich gnad eygenlich ze underwisend wie dz selb guott verschaffet syg und sölich schriben hab(en wir wol verstand(en) und ist wol war, dz der genant Graf Fried rich selig von Toggenburg die wolgeborne frow Elssbethen ge borne von Mätsch sin elich wittwe by gesundem lebenden li zuo einem erben genomen über alles sin guott so er nach tod verlassen hatt, alz Im dz von üwern keiserlichen gnaden ge günen und erlobt ist, und die selb frow Elssbeth ist also unser mittburgerin worden zu end Ir lebtagen mit allem dem so sy hatt, nützit ussgenomen. Die selb frow Elssbeth hatt ouch sölich leid betrüebtnussen und kumber von dem tod Irs gemahels und och von ettlichen Herren die da meinend erben des verlassen guottz zuo sind und von den Iren die Ir noch ungehorsam sind dz sy zu üwern keiserlichen gnaden kumbers und unmuoss hal nit geschikt hat noch mocht, begeren wir, daz üwer keiserlich gnad dz in bestem von Ir uffnemen und ist jetz zuo Meygenfeld ein güttlich tag geleist zwüschend der obgenanten von Toggen burg und den fründen, wie wol die sach lutter nit gericht moh werden. Wir hoffend aber dz die zuo kurtzem usstrag komen dz Jederman weiss wo by er bliben sol, so bald dz beschiht so sol und wil die vorgeschriben frow Elssbeth von Mätsch I bottschafft zuo üwern keiserlichen (gnaden) schiken und sich darinn gen üwern keiserlichen gnaden so demüttklich erzögen und tuon wz sy schuldig und pflichtig ist, dz wir hoffend üwe

keiserlich gnad söll ein guott benügen daran haben. Darum so begeren wir an üwer keiserlich gnad angeborne gütti und miltikeit die sach gnedenklich gegen der obgeschriebenen unsser mittburgerinen fürzenemend, wann sy ein zuo mal verkümberti frow ist, der sölich sachen sider Irs gemahels tod begegnet sind, die einem Herren zu swer werind, und ob Jeman einicherley sach wider sy fürgenomen hett oder noch nemen welt, dz üwer keiserlich gütti sy dar inn gnedenklich verseh, und lass sy üwer keiserlich gnad geniessen dz sy ein wittwe ist die hilff Rattes und schirms wol bedarff und sunder ob Ir gemahel selig üwern keiserlichen gnaden und dem heillgen rich Je gedient hab, und das sy unsser mittburgerin ist, wan dz sich die sach verzogen hatt, ist nit In argem sunder Im besten gelassen und um sach als vor statt. Dar inn so welle sich üwer keiserlich milteheit als gnedenklich bewisen alz wir des ein gantz unzwinclich hoffnung zu üwern keiserlichen gnaden habend alz zu unserm allergnedigesten liebsten natürlichen Herren, der uns in allen sachen alz sinen gehorsamen willigen zu gebiettend hatt. Da mitt enphelhen wir uns und unsser mittburgerin In den schirm üwers keiserlichen gewalts den Gott durch sin gütti lang zitt behalte mitt gelüklichem statt. Geben uff mittwochen vor sant Kathrinen tag der heiligen Jungfrowen. Anno etc. XXXVI^to^.

üwer keiserlichen gnad willig getrüw diener
Burgermeister und Rat üwer statt Zürich.
(Nach einer gleichzeitigen amtlichen Abschrift.)

16.

Antwort der Stadt Zürich an Herzog Friedrich von Oesterreich auf sein Schreiben vom 13. November 1436.

Zürich, 8. December 1436.

Dem durluchten hochgebornen Fürsten und Herren Hertzog Fridrichen dem Eltern Hertzog zuo Oesterrich etc. unserm gnedigen Herren.

Hochgeborner durluchter Fürs
üwern Fürstlichen gnaden alle Zi
Herr. Nachdem uns üwer Fürstlic
schriben hatt, wie wir den üwern
Toggenburg den markt und kouf
Strass verbotten habind als denn
mit kurtzen worten hefftenklich beg
den, und antwurten daruff also. I
In Sanganser land ob und under de
lich bottschafft ettwas früntschafft
sern Ratt ernstlich geworben habe
frowen von Toggenburg handen k
wir unser mechtig bottschafft nach
widerumb santend mit einem nottel
gen, dar inn wir Inen gar merklic
tern worten die rechtung, der sy üw
dig und verbunden warent, und wa
angesechen, das wir wol meinend
den handel gantz gewisset, Ir hett
vallen gehept, denn was wir in de
nomen hand, hoffen wir mit Eren g
guotem glimpff zuo verantwurtend
habend sich die sachen zwüschend
sy uns in der selben sach so gar
mit worten und werken, und ander
nach dem wir und unser vordern g
ten von gnaden Gotz an dem heili
und wol harkomen sind. Dar umb
dels und gewerbs mit Inen ze hab
von Inen begegnet sig. Und uff d
ouch in unser statt und da wir ze
uns bedunkt, das es unser gantzen
durfftig sig, als wir sölichs das un
machen mugend wie dik und vil w
ungesumpt nach unserm gar alten h
umb wir unbillich jeman ze antwu

sachen setzend ordnend und macheud, denn das wir üwern fürstlichen gnaden den handel mit den kurtzsten worten ettwas schribend umb das Ir verstandent, das es nit an sach noch wider üwer fürstlich gnad beschechen sig. So ist Inen och unser statt und land untz har offenn gewesen, dass sy zuo uns und den unsern wandlen mochtend als sy noch hütt by tag tuond und wir habend Inen essen und trinken geben umb Iren pfenning und tuond och das noch die wile sy by uns sind und werend Inen des richs noch unser strassen nit ze wandlend, es wuord sich denn noch anders machen. Aber in wellicher mass wir den kouff bestelt hand, da by meinen wir zuo diser zitt ze blibend und das nit zuo endrend. Denn uns bedunkt das es uns nu ze mal also fuogklich sig. Hoffend also üwer fürstlich gnad märk das im besten und ersuoch uns dar umb fürbass nit. So denn hat üwer fürstlich gnad wol vernomen, als wir meinend sölich Recht so wir habend zuo Windegg, Wesen, dem Gestal *(sic!)* mit aller zuogehörd nach dem und wir das dik und vil redlich ervordert habend als uns das verschriben ist von unserm aller gnedigesten Herren dem Römischen keiser die wile er kunig was, des vollen gewalt und macht hatt nach gelegenheit der sachen und als es do stuond und das sidhar gar redlich bestet und confirmiert als er zuo der keiserlichen kron komen ist, dar umb wir habend des wir notdurfftig sind uff die besten form, das wir sölich pfandschafft lösen mugend zuo unsern handen in namen und an statt des heiligen richs. So ist uns och unser recht gar völklich nach notdurfft vorbehalten in allen rechtungen die beschechen sind zwüschend dem obgenanten unserm aller gnedigesten Herren dem keiser und üwern fürstlichen gnaden, das üch och wol zuo wissend sin mag, dar umb wir urkünd habend. Sölicher losung meinen wir och zuo zitten so sich das gebürt nach ze gond, und wir getrüwend üwern fürstlichen gnaden, Ir irrind uns an den selben unserm rechten nit, das uns also von dem rich so gar redlich geben ist, sunder lassind uns daby gnedenklichen bliben, das wellen wir mit willen umb üwer fürstlich gnad in jeglichen sachen verdienen, und

wir begerend [dar umb üwer gnedigen verschribnen
Datum die conceptionis gloriossime virginis Marie Anno
tricesimo sexto.

Burgermeister gross und klein Ra
der Statt Zürich.

17.

Bericht der Gemeinden ob dem Wallensee an di Zürich, dass noch nicht Alle das Bnrgrecht mit beschworen haben.

Mels, 23. December 1436.

Unser willig früntlich dienst und was wir eren u
vermügend dz si üch von uns gentzlich und willenklic
Besunder lieben und gnedigen Herren. Wir lassent üc
als von der wegen die nit dz burgerrecht geschworen
derselben ist nit fil ze Meils ze Flums und ze Walen
ze Gurtschlins in den fier kilchsperen *(sic!)* sind villicht b
XII manen die nit geschworen habend, aber ze Raga
fil die sich vast widrend und nit schweren wend, si w
Rat han irs Herren des abtz von Pfefers, was der den
dz wend si tuon. Also lieben und gnedigen Herren la
üch wissen, dz der gross Rat in unserm land by ein
gewesen und den selben die nit geschworen hand, h
ein ander buoss uffgeleit als mangen tag si übersitzend
nig V pfund ist Ir jeklicher verffallen dem land. Als
genedigen Herren land wir üch wissen dz wir die st
lassen an stan untz dz ir uns lassend wissen wie oder
darzuo sullent tuon, wan wir doch nüt tuon wend a
rat. Lieben und genedigen Herren als Ir uns den ge
habend als von graf Heinrichs von Sangans wägen wie
um stand, lassend wir üch wissen, dz min Her graf
von Sangans mit den amtlüten von Schwitz und ouch v
mit einander überkomen sind, doch so wil der aman von
und der aman von Glaris dz bringen wider für ir geme

as den ir gemeind damit schaffen tuot, dabi sol es den be-
an. Lieben und genedigen Herren als ir uns geschriben ha-
end von eins wortzeichens wägen, da biten wir üch, dz ir als
ol tuon wellent, und selb ein worzeichen machint von blig was
wellent, dz schikkent uns her uf uf unsern kostung, was dz
ostet dz wellent wir gern bezalen. Also lieben und genedigen
erren biten wir üch dz ir gedenkend zuo denen sachen ze
on dz wir eins werdent im land und dz wir sölicher worzei-
en über werdent, ir und wir. Geben ze Meils am nechsten
nen tag vor dem nüwen Jar im XXXVI. Jar.

Houbtman und Ratt ob dem Walensew.

Den fürsichtigen wisen Burgermeister und Rat der statt Zürich unser genedigen Herren und besundern lieben und guoten fründen etc. (Besiegelt.)

IV.

Doktor Thomas Murner's *) Streithandel mit den Eidgenossen von Bern und Zürich, mit Urkunden.

Ein Beitrag zur Geschichte der schweizerischen Glaubensstreitigkeiten im XVI. Jahrhundert,

von

B. HIDBER in Bern,
Archivar der allgemeinen geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz.

Thomas Murner, der heiligen Schrift und beider Rechte Doktor, war geboren (den 24. Dec. 1475) und Bürger zu Strassburg, wo sein Vater, Mathäus, früher Schuhflicker[1]) zu Oberehenheim, Sachwalter war.

Seine Bildung erhielt er besonders durch den berühmten Jakob Locher, im dortigen Franziskanerkloster, in welchem er

---

*) Ueber ihn siehe nebst vielen andern den gründlichen J. M. Lappenberg: Dr. Th. Murner's Ulenspiegel. Leipzig. 1854. Einzig richtig möchten Murner beurtheilt haben: Lessing, Balthasar und Prof. Dr. Kurz in seiner Ausgabe von Murner's Lutherischen Narren.

Von Murner's noch vorhandenen Schriften sind bei Lappenberg nicht angeführt:

a) Appelation der Doktoren J. Ecken, J. Fabri und Th. Murner wider die Disputation zu Bern. 4. Luzern. 1528.
b) Th. Murners Brieff den gesandten botten der 12 Oertter einer löbl. eidgnoschaft. Luzern. 1526.
c) Institata Helvetiorum doctore Th. Murnero figurante et memorante. Lucernae. 1526.

Murner's Hand findet sich auch in den Decretis Ord. F. F. Min. Conv. in der Bürgerbibliothek in Luzern.

[1]) Leonhard Tremp, Schwager Zwingli's und Rathsherr zu Bern, war Schneider und der letzte Abt zu Trub wurde Seilermeister. Die Arbeit galt nicht für erniedrigend.

Ordensbruder[2]) und schon in seinem 19. Jahre Priester wurde. Sein erstes Werk richtete er gegen die Sterndeuterei, die noch lange, selbst bei angesehenen Personen, in Ansehen stund, so dass der grosse Keppler, um seine Kalender anzubringen, die er aus Noth schrieb, darauf Bezügliches hineinsetzen musste. Bald sah sich Murner in der Welt um, wozu ihm die Einrichtungen seines Ordens mit dem steten Personenwechsel in den verschiedenen Klöstern sehr wohl zu Statten kam. Daher kam er seinem Bildungstriebe folgend an viele, selbst entfernte Hochschulen, wie nach Paris, wo er Magister artium und nach Krakau, wo er Baccalaureus wurde und das Recht durch Spielkarten erläuterte. Von seinem Kloster, dessen Schule er unlängst gegen seinen Lehrer Wimpheling vertheidigt hatte, zum Vorsteher gewählt, zog er sich seiner Verwaltung wegen heftige Vorwürfe zu. Die Untersuchung führte zu keinem bestimmten Endergebniss. Der Verdacht blieb und wurde noch später ausgesprochen, obwohl er sich durch umständliche Beweise (so noch 1515 und im Briefe No. 7 aus Luzern an Herparth Hetter) zu reinigen gesucht hatte. Dann begab er sich nach Frankfurt, in dessen Barfüsser-Kloster, (auch zur oberrheinischen Klosterprovinz gehörig mit Basel, Luzern, Zürich, Burgdorf, Solothurn, Bern und Freiburg), das er wegen Streitigkeiten verlassen musste. Von Kaiser Maximilian, für den er im Schwabenkriege Partei genommen hatte, zum Dichter gekrönt, tritt er eine Reise nach Bologna, Rom und Venedig an, wo ihn Aussagen von Strassburger Kaufleuten hinderten Patriarch zu werden. Als Lesemeister im Franziskanerkloster zu Bern nimmt er 1509 im Jetzerhandel eifrig Partei gegen die dortigen Dominikaner.

Bei wechselndem Aufenthalte liess er nun eine Reihe von Spottschriften gegen Thorheiten und Laster der Menschen erscheinen, wie die Narrenbeschwörung 1512, die Schelmenzunft u. a. m. Besonders heftig griff er die Geistlichkeit an: so in der geistlichen Badenfahrt, mit der er die geistlichen Uebungen verglich.

---

2) Murner will immer nur ein Bruder des heil. Franciscus, nicht der Mönch heissen.

In Basel trägt er (1519) das Recht vor und erläutert es durc Spielkarten. Er übersetzt Rechtbücher und findet, dies sei ei besseres Werk als Beten und Fasten.

In den nun (1520) um ihn herum überall beginnenden Glau bensstreitigkeiten kam er in eine widersprechende Stellung. B jetzt gehörte er zu denjenigen, welche mit aller Geisteskraft d Gebrechen der Kirche, besonders aber der Geistlichkeit auf d Heftigste angriffen[3]) und nun gesellt er sich zu den Gegnern d Neugläubigen, jedoch möchte er diesen noch immer zugestehe dass menschliche Missbräuche abzuschaffen seien und die Geis lichkeit verbessert werden müsse. (S. Einleitung zum »Grosse lutherischen Narren.«) Dagegen seie das Messopfer im Evange lium begründet und dessen göttliche Verehrung keine Abgötte rei; dann sei es frevelhaft ohne Richterspruch geistliche Stiftu gen anzutasten; so was sei Diebstahl. (Beide Sätze stellt er i der Disputation zu Baden zur Verfechtung auf.)

In seiner ersten Streitschrift gegen Luther hielt sich Murne mässig und wünschte nur, dass er die Messe nicht aberkenne aber auf Entgegnungen wurde er immer heftiger, bis er, a eine scharfe Weise von Luther hergenommen, alle Schranke der Mässigung und des Anstandes überschritt; dazu hatten mit lerweile auch seine äussern Lebensverhältnisse mitgewirkt. Durc seinen Bischof in Strassburg an den Reichstag in Nürnberg ge schickt um Hilfe gegen die übergetretenen Geistlichen zu e langen, brachte er den Rath zu Strassburg durch seine Anklag so gegen sich auf, dass er sich von Strassburg in aller Eile a dem Kloster flüchten musste nach Oberehenheim zu seinen Verwandten. Die leidenschaftlichen Anhänger der neuen Lehr drangen hierauf in seine Klosterzelle, nahmen, was ihnen ge fiel und zerschlugen Anderes. Besonders wehe that Murnen der Verlust seiner Schrift wegen des Königs von England. Auc zu Oberehenheim von den wüthenden Bauern verfolgt, indem man ihm besonders Abtrünnigkeit von der neuen Lehre vorwarf, floh er in jämmerlichem Aufzuge, krank und elend zu seinen

[3]) Vergl. Th. Murners Schelmenzunft, XLV. „Der teufel ist Abt“

tlichen Brüdern ins Franziskanerkloster nach Luzern. Dort
nte den volksthümlichen Kanzelredner und gewandten Streit-
iftenmacher die damalige Regierung sehr wohl gebrauchen
Kampfe gegen die ihr auch aus materiellen Gründen ver-
te neue Lehre; denn schon 1523 schrieb sie an Bern, des-
»Kätzer und Kätzerei« sei schuld, dass dem Stifte Münster
e und Zehnten verweigert werden[4]). (Bern Staatsarchiv,
18. 219. 227.)

Murner war zuerst Lesemeister oder Prof. theol. im Kloster,
ı aber auch Pfarrer oder Caplan, wie er sich selbst nannte,
er Kleinstadt, als welcher er den untüchtigen ersten Pfar-
Bodler, von Comthur Schmid zu Küssnacht Bodenleer ge-
sen[5]), meist ersetzte. Der Zudrang zu seinen Predigten
so gross, dass er auf dem Fischmarkte predigen musste,
gewöhnlich auch die Fastnacht- und Osterspiele aufgeführt
den. Um auch schriftlich für den alten Glauben zu wirken
für die Luzerner Regierung, deren Häupter die Schultheis-
Hug und Damm (vergl. Ansbelm VI. 356 über Damm) sich
ınders eifrig für den alten Glauben zeigten, errichtete er
Druckerei[6]), deren Einrichtung er kannte, weil sein Bru-
Beat, Buchdrucker in Frankfurt war. Jedoch entschuldigt
ich in der Ausgabe der Disputation zu Baden der vie-
Druckfehler halb, »vss vnerfarenheit min den ich kein
ker bin.«

Da wurde er nun häufig und heftig angegriffen, weil er in
ern eigentlich allein von geistlicher Seite den alten Glauben

[4]) Ueber damalige Zehntweigerung wurde auf dem Tag zu Baden
andelt 1524: „Vnd alls sich dan ettlich aber lassen mercken den
nden nit zu geben wie von allter har, ist ein mandat in das Thur-
geschriben, dass sie den Zehenden wie von allter har geben, dan
her das nit dätten vnd solichs vff Inn kuntlich würde man an si-
lib und gutt straffen.“ Vgl. Cysat Collect. M. 113. P. 81 b. Bür-
ibliothek in Luzern.

[5]) Vgl. Beiträge der hist. Gesellschaft in Basel. V. 2 92.

[6]) Es war die erste in Luzern. Vgl. Konrad Scheuber von Göld-
I. 261 zu Beromünster die erste in der Schweiz. II. 187.

in Wort und Schrift öffentlich vertheidigte. Nach seinem Streit mit Luther ergoss sich eine Fluth von Schmähschriften gegen ihn, die ihn voll beissender Schmähungen auch bildlich auf die roheste Weise verspotteten. Selbst seine Kindheit wurde nicht geschont (vgl. Murnarus Leviathan). Kein Wunder, wenn er daher die Schaale seines Zorns und auch der gemeinsten Rohheit über seine Gegner ausgoss und Nichts schuldig bleiben wollte, wie er selbst sagt:

»Werden sie mein nit vergessen
So wil ich inen besser messen.«

Die rohe Ausdrucksweise war freilich ein Merkmal seiner Zeit. Besonders ärgerte es ihn stetsfort, dass man ihn zum unbedingten Vertheidiger der alten Lehre oder wie er sich ausdrückt zum »babstgeiger« mache, da er die Missbräuche der alten Kirche und ihrer Diener gar wohl einsehe, und selbst heftig, wie etwa in der Narrenbeschwörung und geistlichen Badenfahrt angegriffen habe. Er billige hierin Luther, aber in Andern nicht; daher müsse man eine anständige Für- und Gegenred halten und dann den Abspruch einem allgemeinen christlichen Concilium überlassen. (Siehe seine Vorrede zum grossen lutherischen Narren etc. 1522).

Diese Mässigkeit hielt er aber selbst nicht lange fest, namentlich zeigte er sich nun bei seinem Aufenthalte in der Schweiz überaus heftig, freilich nicht ungereizt. Zwei Punkte suchte er vor Allem festzuhalten. Erstlich: Das Messopfer sei eine evangelische Einrichtung und wolle man das Gegentheil behaupten so spreche man gegen das Evangelium. Jedenfalls sei die Messe keine Abgötterei. Zweitens: Eine rechtmässige kirchliche Stiftung aufzuheben sei nicht nur ungerecht, sondern ein Diebstahl. Letzteres machte er in eigener Angelegenheit beim Strassburger Rath durch die Regierung von Luzern geltend, worauf er endlich für seine Ansprüche an den Klosterunterhalt, seine ihm entrissenen Habseligkeiten und Guthaben (49 fl.)[7] (Scheible 14te Zelle. p. 586) einen Jahresgehalt von 52 fl. erhielt. (Scheib-

[7]) Baukosten im Kloster.

le's Kloster 14te Zelle, p. 588. 593 ff.) Jenen ersten Satz suchte er festzustellen in einem sonst ganz mässig gehaltenen lateinischen Schreiben an die Zürcher Regierung, welches sich von ihm selbst geschrieben zu Luzern findet. Beide Sätze wollte er dann an der Disputation zu Baden[8]) vertheidigen, wo er sie an der Thüre der Hauptkirche und sonst öffentlich anschlagen lies. Er erwartete den ihm tödtlich verhassten Zwingli[9]) als Gegenredner, allein vergebens. Die Erinnerung an Hussen's Schicksal mochte Zwingli fernhalten; die Leidenschaft war beidseitig gross. Doch erschienen Oekolampad u. a. Ein ruhiges, sicheres Endergebniss durfte kaum erwartet werden, wie man aus Murner's Schmähen auf den abwesenden Zwingli ersieht. (Vgl. die Disputation zu Baden Rr. iij.) Murner hat an deren Schluss v Ulrich Zwingli da offenlich, mit siner leren vierzigmal Erlos vssgerüfft etc.

Noch vor deren Druck, der sich verzögerte[10]), weil er an schweren Krankheiten litt und mit Geschäften überladen war[11]), erschienen zwei heftige Streitschriften gegen ihn. In seiner Antwort hebt Murner besonders hervor, dass man ihn fälschlich für einen Gegner des Rathes zu Zürich ausgebe; er schreibe nur gegen Zwingli. In einem Schreiben an den Rath zu Strassburg 1526, (Scheible 14te Kloster Zelle p. 595.) gibt er als einen argen Verdreher der Disputation zu Baden einen Wolff Köpfflin[12]) an und auch Capito. Weil er nun beide hart angriff und ihre Schriften Schelmenbüchlein nannte, musste er sich beim Rathe zu Strassburg vertheidigen. Er suchte zu zeigen, wie sie, namentlich Köpfflin, nicht nur die Wahrheit verdreht, sondern auch die Eidgenossen vielfach geschmäht: die Wahrheit werde durch die Herausgabe der Badener Disputation an den Tag kommen. Aus derselben, die er getreu herausgegeben hat, wie

8) Ueber deren Anordnung und Theilnahme vgl. Anshelm VI. p. 360.
9) Siehe Beiträge der hist. Gesellschaft in Basel. VI. 292.
10) Vgl. Kirchhofer, B. Haller p. 77.
11) Vgl. Disput. zu Baden Rr. 11j.
12) Buchdrucker in Strassburg.

sich aus dem 1720 aufgefundenen Original ergibt, geht h
dass Köpfflin sich nicht streng an der Wahrheit hielt.

Inzwischen erschienen eine Menge Streit- und Schmäh
ten[13]) gegen die alte Lehre und deren Anhänger; z. I
»Ablassbrief und Spottkalender« auf die Stände Luzern
Schwyz, Unterwalden, Zug, Freiburg, Solothurn und V
worin diese als Abgötterer und der Hölle Verfallene dar
wurden. Da Murner den öffentlich genannten Verfasser,
gewissen Doktor Kop, nicht, sondern Zwingli für den
lichen Urheber ansah, so kannte seine Wuth gegen diese
seine Anhänger keine Grenzen mehr, wiewohl er den »el
men, wysen Ratt der lob. Statt Zürich unangetastet haben
mit samt allen frummen alten Zürichheren.« So machte
auch einen Kalender der Ketzer und Kirchendiebe, wie
sonders die nannte, welche die Wegnahme der Messgerät
ten und die Aufhebung der frommen Stiftungen veranlasst
In den beigedruckten Abbildungen erschien Zwingli am G
Eine Anzahl Zeichen tadeln auf das Heftigste den Gebrau
Kirchensilbers zum Geldschlagen[14]). Von Zwingli heisst e
20. Jänner: »Ulrich Zwingly ein Kirchendieb, und ein
Feigenfresser in der heiligen Schrift, ein Geiger des h
Evangeliums, und ein lautenschlaher des A. und N. Test
und Magister artium in Theologia.« Schicklichkeit und A
nach den Begriffen unserer Zeit sind darin auf das G
verletzt[15]).

Inzwischen entschied sich der Rath zu Bern nach l

[13]) Scheible hat sechs Schriften gegen Murner abgedruckt, w
unter Anderm auch als scheusslicher Drache abgebildet ist, meis
Namen der Verfasser, was Murner ärgerte, da er sich in seinen
ten nannte. Auch verdross es ihn, dass man ihm seinen Namen
in Murnarr mit einem Katzenkopf verdrehte und ihn überhaupt
seines Körpers und sogar mit Brüchen darstellte.

[14]) Er heisst die es thun evangelische Diebe und Schelmen.

[15]) Scheible hat ihn mitunter fehlerhaft abgedruckt. Ein s
Manuscript findet sich in der Stadtbibliothek in Bern mit eine
Spottgedicht auf Murner von Huldr. Grob.

Schwanken für die neue Lehre[16]) und beschloss um sie zu allgemeiner Geltung zu bringen eine Disputation innerhalb der Mauern seiner Residenz abzuhalten. Die Anhänger der alten Lehre waren noch zahlreich besonders unter den regierenden Familien, wie von Diesbach, Caspar von Mülinen, Anton von Erlach u. a. m. Berchthold Haller war früher sogar, als schon einmal die freie Lehre gestattet war, nicht sicher auf der Strasse, also dass ihn die »Steinhütteng'sellen« warnten und mit ihren »Bicklen und Degen« zu schützen sich erboten (Anshelm VI, 249). Jetzt sollte eine sichere Bahn betreten werden, zumal die Neugläubigen, an ihrer Spitze Probst Niklaus von Wattenwil und der thatkräftige und geistreiche Niklaus Manuel, die Mehrheit im Rathe errungen hatten[17]). Man wünschte ein allgemeines Gespräch, wobei beide Glaubensparteien in ihren Häuptern vertreten wären. Th. Murner, den Niklaus Manuel den Evangelist der altgläubigen Priester p. 347) nannte, (vgl. Grüneisen, N. Manuel) sollte dann auch seinen Ketzerkalender vertheidigen, wie Haller an Zwingli schrieb. Auf Berns freundliches Schreiben, Luzern wolle den hochgelehrten Pfarrer Dr. Murner an die Disputation senden (Bern Staatsarchiv Missiv. Q. 330.) entgegnet Luzern, es sei zu verwundern, dass man ihren biderben Kilchherrn Murner, den man doch wegen des Drucks der Disputation zu Baden angreife, nun in Bern zu einer solchen haben wolle; übrigens könne Luzern nicht ohne die acht Orte handeln und weil ihm auch, wie diesen, die Disputation zu Baden genüge, so habe es seinen Pfarrer heissen zu Hause bleiben. (l. l.)

Murner selbst vertheidigt sein Nichterscheinen in der Schrift: »Vrsach vnd verantwurtung, worum Doctor Th. Murner kilchherr zu Lutzern nit ist vff der Disputation zu Bern gehalten erschinen.« Er sagt darin, er sei eigentlich nicht berufen worden auf die Disputation nach Bern. Nur Schultheiss Hug[18]) habe

---

16) Vgl. über Berns damalige Lage Kirchhofer, Bertold Haller oder die Reformation in Bern. Zürich. 1828. p. 98.

17) Vgl. B. Haller von Kirchhofer. p. 99.

18) Ein gewaltiger Reisläufer und Pensionenreicher genannt. Vgl.

ihm erst, nachdem die Disputation schon begonnen, gesagt, »wie sie min begerten.« Er habe dennoch gehen wollen, wiewohl es betrüglich sei nach angefangener Disputation, allein auf Capitos und Bucers Brief gegen ihn sei er nicht gegangen und habe sich schriftlich verantwortet. Auch wolle er mit der hl. Schrift beweisen, dass die Disputation zu Bern 400 Lügen wider den christlichen Glauben inne habe. Darauf erschienen von Murner mehrere äusserst heftige Schriften gegen Bern, da nun die Hoffnungen, welche die Altgläubigen aus der Rede des Schultheissen Damm (bei Anshelm) schöpfen konnten, ganz vernichtet und der neuen Lehre vollständige Herrschaft in der Schweiz zu geben schien [19]). In der Schrift: »dz vnchristlich frevel einer lobl. Herrschaft von Bern ein Disputation zu halten in ihrer stadt« (4. Lucern. 1528) bemerkt er, man könne weder auf Bern Eid noch Siegel trauen; denn es habe geschworen, bis auf Vierzehnjährige herunter beim alten Glauben zu bleiben, jetzt sei es doch abgefallen. Dann finden sich in seinen Streitschriften dieser Zeit die schärfsten Ausdrücke, wie »evangelische Buben und Bösewichte, Schelmen, die man an die Bäume hängen soll« u. dgl. Noch hat er zwei sehr heftige Schriften gegen Bern geschrieben, welche dieses auf das Aeusserste reizten, besonders da sie auf sein Gebiet unmittelbar aufrührerisch einwirkten. Im Oberlande brach mit Hilfe der Unterwaldner und selbst der Urner gegen die neue Lehre ein Aufstand aus, der den freilich erst später ganz klar erkannten Gedanken einer kirchlich politisch geeinigten, unbedingten Herrschaft, unter der Bern er gross werden sollte, zu vernichten drohte. Auch im übrigen Landesgebiete stiess die Einführung der neuen Lehre auf Hindernisse. Einige Landvögte waren für die alte Lehre. Räder

---

Beiträge der hist. Gesellschaft in Basel. V. 292. Dazu Bullinger und Hottinger.

[19]) Seine Heftigkeit gegen Bern, um dessen Erhaltung beim alten Glauben sich Luzern so sehr bemüht hatte, kannte keine Grenzen mehr. (Vgl. Kirchhofer, p. 112.)

wyl und das an Luzern angrenzende Langnau, welche durch kirchliche Stiftungen und Anderes in kirchlichen Beziehungen mit dem Entlibuch stunden, wollten den Messpriester geschützt durch den Landvogt behalten und entliessen ihn erst nach scharfen Androhungen im Oktober 1528. Da hielt es schwer durchzudringen, und nur einer schneidenden Thatkraft konnte es gelingen, die neue Lehre in unbedingter Herrschaft einzuführen. Kein Widerspruch durfte geduldet, keine Schmähung ungeahndet bleiben nach dem gewiss richtigen Grundsatze, dass in gefahrvollen Zeiten eine Regierung stark zu sein scheinen müsse. Alle Halbheit straft sich; nur unbedingtes Regieren hält sich. So trat dann Bern scharf auf gegen Murner, ihn um jeden Preis für seine geschehenen Angriffe zu strafen und künftigen ein Ziel zu setzen, sollte es auch der Gerechtigkeit durch thatsächliches Eingreifen zuvorkommen müssen. Zunächst schrieb es bitter klagend an Luzern (den 16. Juli 1528) und verlangt mit Berufung auf Tagsatzungsbeschlüsse, dass Murner bestraft werde für seine argen Schmähungen, die es aller Ehre bloss geben und aufrührerisch auf sein Gebiet wirken. Luzern antwortete einstweilen nicht. Daraus mochte Bern schliessen, dass man dort Murnern Vorschub leiste und ihn entwischen lasse. Daher befahl es den 31. Juli seinem Vogte Bendicht Schütz in Lenzburg, mit Hilfe der andern Amtleute im Aargau, auf Murner, wenn er über die Grenze komme, im Geheimen zu fahnden. (Staatsarchiv Bern Missiv. Q. 445. u. 471.) Nochmals schrieb Bern höchst ärgerlich an Luzern, es solle den »eerlosen Münch, den Schelmen Murner« nicht bei sich dulden, der wieder zwei neue Schmachlaster-Büchli wider Bern vssgan lassen.« Ebenso suchte auch Zürich voll bitterer Klage Luzern zum Einschreiten gegen Murner zu bewegen. An beide schrieb endlich Luzern mit höchlicher Verwunderung, wie man einen so gelehrten und wackeren Mann, wie ihr Pfarrer sei, so anklagen könne. Er habe zwar einige Büchlein geschrieben, allein die neuen Lehrer hätten noch weit mehr sie und andere Orte der Eidgenossenschaft, ja selbst Zürichs und Berns Vorfahren freventlich geschmäht. Nichtsdestoweniger wolle es gegen Murner einen

Rechtstag auf Montag den 22. F
anzubringen, ordneten Bern und
aber nutzlos. Murner wurde mit B
senen vom Luzerner Rath für schu
Stadtschreiber von Zürich wurde
Berner Rathsboten, Niclaus von
zeigten sich mässiger, schrieben
Luzern kein Recht gegen Murne
nach Zürichs Meinung mit dem I
zu gelangen, also an eine gem
was später wirklich geschah. Inz
diese Rathsverhandlung und Ande
Hetter in Strassburg ein vertraulic
jedoch dem Briefträger bei Brugg
schaffner in Zofingen, Conrad Tü
entwendet und der Regierung v
meldet, nachdem er seinem Vette
zu Frankfurt gedruckten lateinisc
und wegen seiner Weinreben erth
Verlauf seines Streithandels. Im
entschuldigenden Schreiben des R
dings, dass Zürich und Bern nic
auftreten; denn er habe durch s
mitsendet, ihren Zorn wohl verd
Abwehr geschrieben. Es müsse
Alles sei voll Eifer gegen die
Schelmen, die Weiber noch meh
man treffliche Bundsgenossen an
Bund, Wallis, den beiden Regime
u. a. m. Der, wie man sieht (s. B
brach aus, wurde aber durch L
zum Frieden gewendet, in desse
Bern gestattet wurde, den Murne
Orten und sonst gerichtlich zu ver
von Luzern, dass es Murner von
tige. (Bern. Staatsarchiv.) Statt

Pfarrer Murner über die Grenze nach Freiburg im Breisgau entwischen. (l. l.) Unverweilt erheben Bern und Zürich Klage bei der Jahrrechnung zu Baden, und zwar zunächst gegen Luzern, weil es Murner entgegen dem 12. Art.[20]) des Friedens von 1529 habe entwischen lassen. Das Schiedsgericht aber, worin nebst Glarus, Freiburg, Solothurn, Schaffhausen, Appenzell und Graubünden auch die Landschaft Sargans durch Hans Capetuller und Hans Walther vertreten war, erkannte, Luzern habe wegen Murner den Landfrieden nicht gebrochen, da es zur Zeit von Murners Flucht die Originalurkunde des Friedens noch nicht gehabt habe, dagegen seien Zürich und Bern berechtigt, Murner für seine Schandbücher und lästerlichen Worte als einen »Landrümigen« an Leib und Gut, wo und wie sie können und mögen zu strafen. (Rechtspruch vor den 13. Orten zu Baden Donnerstag nach St. Verena. 1529. Staatsarchiv Bern.) Zunächst legte Bern zu Strassburg[21]) Verhaft auf Murners Pension, von 52 fl., die ihm für seine Klosteransprüche laut Vertrag zukam, und verlangt mit Zürich in Strassburg einen Rechtstag. Eine bernerische Gesandtschaft ging dorthin, aber Murner stellte sich nicht vor Gericht. Endlich richtet Murner »als armes Burgerkind«, das seine Vaterstadt doch nicht ins Elend stürzen wolle, einen Vertheidigungs- und Bittbrief um seine Pension an den Rath zu Strassburg, auf dessen Fürbitte endlich Bern nachgibt und der Streithandel ein Ende hat. Fortan mochte Murner seine Pension ruhig geniessen, zumal er gegen die Eidgenossenschaft Nichts mehr, wohl aber gegen M. Luther das Bocksspiel schrieb. Wann und wo er gestorben, ist ungewiss.

---

[20]) Vgl. Schweizergeschichte von Meyer v. Knonau. I. 385.

[21]) Bern verburgrechtete sich mit Strassburg zuerst 1303 (Anshelm I., 71). Dann 1479 (Anshelm II., 245) und endlich schloss es 1529 auf Quasimodo gemeinschaftlich mit den evangelischen Städten das sog. christliche Burgrecht mit Strassburg, welcher Bundesbrief, nach dem zweiten Cappelerkrieg zerschnitten, im Staatsarchiv zu Luzern liegt.

Beilagen.*)

1.

Schreiben von Luzern an Bern, laut welchem Murner nicht zur Disputation nach Bern kommen soll.

6. Januar 1527.
(Stadtbibliothek Bern. VI. pg. 176.)

»Den frommen fürsichtigen wysen Schultheiss vndt Rhatt der Stat Bernn, vnsern besonders gutten fründen, vnd getrüwen lieben Edtg.

Vnser fründtlich willig dienst auch was wir eeren liebss vnndt guttes vermögen zuvor fromm, fürsichtig wyss Insonders gutt fründt vndt getrüwen lieben Eidtgnossen eüwer schryben vnnss vff hinnfür zuo kommen, berüerendt den wirdigen hochgeleerten herren Thomass Murner Doktor, der hl. schrifft vndt beider Rechten, jetzund vnsern Kilchherren, vff eüwer disputatz ze schicken haben wir alless InnHaltss verstanden vndt darob etwass verwundern empfangen. Angsehen dass schryben So ir kurtzlich hieuor vnnss Inn antwortss wyss zugeschickt, darzuo sonderlich gemelt, dass der so die Disputatz gedruckt, nit der Eeren wort gaben biss zu siner Zyt, Sonder vnnsern Kilchherren für einen biderman vndt einen christlichen Doctor achten vnndt hallten, vnndt wir wol vnnser Kilchherr Doctor Murner geneigt, vnndt guttwillig eüwerem begären stat zuo thun, So aber nit allein wir, sonder noch acht ort der Eidtgnoschaff dass willenss sindt vnndt angsechen habendt Niemandt vff die Disputatz ze schicken, Angsechen die Disputation zuo Badenn, damit vnss wol benügt vnndt ander vrsachen Darumb So habent wir vnssren KilchHerren gheissen daheim bliben vndt lassent es gentzlich

*) Bei Abdruck dieser Beilagen, deren mehrere aus dem Staatsarchive Bern herrühren, habe ich Herrn Berthold von Mülinen-Gurowski, Archivar in Bern, für seine stets freundliche, gefällige Güte meinen wärmsten Dank zu sagen. H.

bi dem Schribenn. So euch von den acht orten zuo geschickt bliben, dann vnss nit wil gebüren ohn wüssen der acht orten von dem gmeinen einhälig ansehen vndt vorabscheiden zesann vndt darwider ze handlenn Dass wellendt also In bestem Vermercken. Datum vff Trium Regum. Anno XXVII.

2.

Beschwerde von Bern bei Luzern über Murner's Schrift: »Des alten christlichen Bären Testament.«

Bern, 16. Juli 1528.
(Staatsarchiv Bern. Missiven. G. 445.)

Vnnser früntlich willig Dienst sampt was wir Eeren liebs vnd guts vermögen zuuor Fromm, Fürsichtig, Wyss. Insonders gütten Frund vnnd getrüwen lieben Eydgnossen, Vnns ist diser Tagen ein getructs büchlin so Doctor murner üwer pfarrer vnns vnd den vnnsern zü schmach erdichtet hatt Fürkommen, wellches er nennt des allten christlichen Bären testament. Wie schantlich vnd mit vnwarheitt wir darinne angetastet, mag ein jeder Biderman der das liset oder höret woll erkennen. So nun bemelldter vwer pfarrer sich nitt benügt hat vnns vnd die Vnnsern jetz vnd vormals ouch, mitt schmachbüchlin vnd kalender ze verletzen, sonders auch die vnnsern zü vffrur ze reitzen will vnnser Hoche notturfft eruordern söllichs vnversprochen nitt lassen anzestan Dwyl vnd wir offtmale zü tagenn verabscheidet worden was man sollich schmach vnd schandbüchlin abstellen söllt, Harumb ann vch vnnser früntlich pitt langott, ermanen vch ouch jn krafft geschworner pünden das ir gedachten vwern pfarrer vmb söllich vnerbar, erdicht vnd vffrürig gedicht rechtvertigend, vnnd In dermassen straffend, das wir gespüren mogen das vch der Handell In trüwen nitt minder dann vnnss missgeuellig vnd leid vnd an vwer wüssen vnd willen beschechen sye, darzu denselben trucks hinderhalltind vnd damitt wir vnnser Eeren hewaren, vnd söllich vnwarhafftig vnredlich sachen ver-

sprechen mogen begären wir hierüber vwer verschriben ant
by disen Harumb allein gesandten botten, Hiemitt bewar
der allmechtig,

Datum 16 Juli Anno 28.

Schulth. kl. vnd gr. Räth d. St. Be

3.

Auftrag von Bern an seinen Vogt zu Lenzburg, auf Murner zu fahnden.

Bern, 31. Juli 1528.
(Staatsarchiv Bern. Missiven G. 471.)

Schultheis vnnd Ratt zu Bernn vnnsern gruss zuuor
vogt Dir ist vnnvergessenn was wir dir des dockters halb
Bremgarten beuolchen habenn, Namlich vff in acht ze
vnnd wo Du in In vnsern landen betreten magst vencklic
zenemen, Nun hatt docktor murner pfarrer zu Lutzern vyl s
licher mitt der vnwarheitt wider vns geredt vnd in truck l
vssgan, Darumb wir in gern wollten berechtigen wo vn
bürlich Recht gelangen möcht, nun will es vns zu Lutzer
gemeint sin, Darumb wir ander mittel suchen müssent
paschken, Darumb Du vff In sollt ouch acht vnd gutt
haben, vnd wo Du In vff vnserm ertrich ergriffen, ma
vencklich annemmen Du sollt ouch zu Zoffingen, Arouw, E
Schenckenberg, vnd da vmher vnnsern Amptlüten in v
namen beuelchen glicher gestallt vff In ze gan, vnd ze ha
Doch in geheimd Das Er nitt gewarnett werde, Das sollt
lich als wir dir woll vertruwen erstatten. Datum vltim
Anno d. XXVIII.

4.

Schreiben von Luzern an Bern Murner betreffen

Luzern. Sonntag vor Lichtmess (31. Januar) 1529.

Vnser früntlich gruss etc. Üwer schriben vnnsern kilchh
Doctor Murner berüerend, vnnd wes willenns vnd Fürnemm

gegen Im sind, habenn wir alles Inhallts verstanden, vnd warlich ettwas verwundren vnd befrömbden darab empfangen, dann wir von vnserm pfarrer nütt anderst wissend, dann das er alls ein Christenlicher doctor vnd glichförmig der allten gmeinen christenlichen kirchen, das heillig gotzwort by vnns geprediget vnnd sich erberlich vnnd woll gehallten, darumb wir Inn nitt für vnuerschampt, noch für ein sollichen man Alls Ir Inn üwerm schriben, Inn schelltend, bisshar erkennt, So Ir aber, ab ettwas gedruckten büchlin, so er (doch gantz wenig mitt vnserm Rat vnnd heissenn) vss gan lassen, beschwärd tragend, vnnd vor üch hannd Inne vor vnns darumb zerecht vertigenn vnnd vns vmb ein rechtstag angerüfft, Vnnd wie woll wir In betrachtung was schmach vnnd schand, üwere nüwen lerer vnnd predicanten Jetz ettlich Jar vnnd Zyt mitt Irn schantlosen fräfflen, vnwarhafftigen schrifften, bücher vnd mitt Irem predigen, nitt allein vnns, sonder andre ortt der Eydgnosshafft, vnnd noch merers die gmeinen Christenheit. (Dar Inne üwer fromen vordern ouch vergriffenn.) zu(ge)zellt vnd angetastet, üch mitt andre anntwurt zu begegnen Vrsach gnug hatt, Nüdt destminder damit Ir spürind, das wir geneigt vnd des willens syend, aller zimlicheitt vnnd billicheit ouch üwern vnnd vnnsern pünden, glichförmig vns gegen üch ze vlissen vnd ze halltenn, Vnnd dwyl Ir rechts gegenn dem Doctor begerend, könnd wir darwider nitt sin, noch kein missfallen daran tragenn, fügenn wir üch daruff ze vernemmen das wir vnnsern pfarrer üch zum rechten vor vnns ze stan vermogen vnnd hallten setzend vnd bestimend üch einen rechttag gegen Im Namlich vff mentag den ersten Tag mertzen nechstkünfftig vor vnns zu früer Ratzyt ze erschinnen vnnd das recht ergan zu lassen, Wir haben ouch üwer fürnemmen vnnd sölliche rechttag vnnserm pfarrer zu wüssen than vnnd verkündt, der ist darab vnerschrocken, Sonder ganntz guttwillig vnnd bereitt, Ir dörffen ouch der sorgenn mit das er rechtwichig wärde, das habenn wir üch guotter meynung üch darnach wüssen ze richtenn nitt wellenn verhalltenn, Datum Sonntag vor liechtmess Anno xxix. Schultheis, Rat

vnnd die hundert So man nempt den grossen Rat der Stat Lucern.

Den Frommen, Fürsichtigenn, wysen, Schultheis vnd Rat der Statt Bern, vnnsern besonders guttenn Fründen vnd getrüwen lieben Eydgnossen.

(Ein gleichlautendes Schreiben ging von Luzern nach Zürich.)

5.

Schreiben der Bernerischen Rathsboten in Luzern an ihre Obrigkeit.

Luzern. Montag nach Reminiscere (22. Februar) 1529.

Frommen Vesten Fürgeachten Eersamen wysen sunders gnädigen Lieben Herren vnnd Obern, Vch sygent vnnser gar fründtlich willig Dienst mit erbyettung aller eeren zubeuor, Als wir gesterigen Sunntags zu abent gan Lutzern kammen, vnd allda vnnser Lieben Eydtgnon vnnd Cristenlichen Mittburgern von Zürich botten Namlich Iren mittrath Meister Hansen wegmann vnd Iren Stattschryber zu Murners rechtfertigung verordnet vnnd by Inen funden, wie es ouch by vnns selbs gewesen das Inen Inn diser schwären rechtfertigung vor söllichen partyischen argwilligen, vnnd verdachten Richtern wie sy sich dann Inn Irem eygenen schryben vnnd vertagen vch vnnsern, vnd Iren Herren vnnd Obern zugeschickt emplössend vnnd nit bergent vnnsern vermeynten widersächer Doctor Murnern als ein frommen cristenlichen Doctor der sich eerlich vnnd wol gehalten vor Ingang Rechtens vnnd ee das wir In beclagt, gantz verdächtlicher vngemeyner wys zu beschönen, Zudem die herren so zu vnns vnnd Inen Zunachtessen verordnet Ir gemütt nit bergen könnend, sunder so offennlich heruss fallend vnnd verdachtlich argwillig gemütt entdeckent. Daruss gar lychtlich by eym yeden verständigen abzunemmen, was gutten gemütts sy gegen vnns sygent, vnnd was gelychen billichen rechtens sy vnnd wir, frylich vnnd on zwyfel nützit dann wyther schmützung schmach vnnd schand vertieffung vnnd verlümbdung vnd

ierer eeren vnnd gutten glympfs da erlangen möcht fürzefaren
'nnd Inn allda zu berechtigen gantz endtlegen, zuo schwär, vnnd
'ngemeyn sin well, dann sy wol ermässen möchten das dise
ät nüt annders begirig. dann wo sy Inen vnnd vnns eyn örnig
jeben mocht. Das sy dess zum gantz Hitzigisten gewygt, vnnd
vo sy erst mit eyd vrteyl vnnd rechtlichen erkannthniss söllich
rerzelt verlumbdet lüt, vnnd Murner von Irer anclag ledig er-
cent werden solt, als gantz vnzwyfenlich souil sy sich nun vor
'nns selbs lassen mergken zuo uermutten vnnd nit annders zu-
;edencken. Das dann Inen sollichs erst gantz zuschwär dann
ir sollicher syg, erst Inn alls welt vssschryben vnnd sins rü-
nens vnnd lesterns vrsach haben wurd, desshalb sy wol lyden
nöchten das sollich berechtigung vnderlassen, vnnd nundalav-
nen (?) fug vnnd mitlen nach zu trachten syg wie wir von disen
erdachten Richtern abtretten möchtend. Vnnd so wir nun vnns
e allen teylen hierüber beradtschlaget Ist vnns eyn mittel zu
;efallen vnnsers bedenckens zu diser ab......

Inn sinem schryben für die zwölff ordt der Eidgnosschafft
echts erbotten, das man by denen von Lutzern mit anzeigung
res vngemeynen gemüts gearbeyt das sy vnns dahyn wysen vnnd
Murnern vnns daselbs eyns rechten zesin vermögen vnnd antzhald-
en wöltind, Thättind sy das were gutt, wo nit so hette man
in aber fug vnnd glimpf sollichs für ein beschwärd anzenem-
nind, von dannen zuryttend vnnd nachuolgends zu gelegener
Zyt vnnser vnschuld vnnd beschwärd Inn eym offenen truck
'ss gan zu lassen, Vnnd diewyl vnns dann yo sollichs an die
iand zunemmen für gutt glimpfich vnnd eerlich ansehen wellen.
Zudem wir ouch eyn schuchen darab empfangen. Das sy von
ren gemeynden ab dem land nemlich von yeder gemeynd zwen
nan zu diser sach zugeschossen, vnnsers bedunckens Iren ge-
meynen man dest bas wider vnns zu stercken, Vnnd wir aber
rber vnnser instruction on üwer vorwissen nit wol vff vorge-
iördte meynung handlen dörffendt. Haben wir üch sollichs
;antz gutter getrüwer meynung by disem botten zu schryben
'nnd üch was wir by vnnserer lieben Eydtgnon von Zürich
unden verständigen wellen Mit gantz geflyssener bitt Ir als die

wysen die schwäre dess handel
daruss volgen möcht zum truw
vorangezogne meynung gefallen
ther hier Inn schicken sollenn
ten vund zuschryben so wellent
scheyd verharren vnnd Inn allw
vnns dermass beflyssenn als wi
herren vnnd Obern schuldig sin
gefelligkeit beuelchende Vss Lu
vmb die Nünde stund Vormittag

u. w. gantz willige Ni
Im Hag[23]) jetz zu Lut
verordnete botten.

Den Fromen Vesten Fürgeac
und Rath der Stadt Bern, uns
Herrn und Obern.

6

Schreiben Thomas Murner's
Hetter in S

Luzern. Samstag nach Rem
(Staatsarc

Minen frindtlichen gruss vn
Ich hab vch mit Casp. dem tru
her[24]) wellent von Im zu francl

---

[22]) Ebenso schrieben die Boten
[23]) Rathsherr und eifrig für die
[24]) Johannes Wœrnher, Baro d
und Rector der Hochschule zu Fre
das beim Hause Habsburg in hohen
kon s. v.) Einer seiner Vorfahren
merer bei Kaiser Friedrich. Cf.
Geschichtsquellen. Zehnter Band. p
drei Höfe. Von Wœrnher findet si
Schweiz. p. 260.) ein Distichon übe

:her disputation von Baden von minent wegen vnd die In my-
em kosten hinder vch behalten vnd gon Strassburg lassen fieren
as ich sy hinder vch hab, das bit vch noch vff das frindt-
chst das ich nit don kan, (thun kann) sonst bin ich mit
em trucker gantz vnd gar vertragen, vnd ist bezalt lut siner
andtquitantzen so ich hinder mir hab Ich hab vch ouch gebet-
n glaser diebolts bruder Wirthen x gl. von minet wegen zu zu-
nden das er dasselbig gelt an min stück reben an lege vnd
ew vff das best als ich Im vertruw vnangesehen dz es fillicht
it ein gut stuck ist kurtz ab es muss gebuwen syen got geb
ot· griess, ich wils nit lassen wider zu schanden gon. Wi-
rs wissent lieber Vetter das beide stett Zürich vnd Bern
och gegen mir erbittert ein rechts tag wider mich begeret handt,
er ist Inen ersetzt gewesen vff montag noch reminiscere, des
h gar nüt erschrocken bin gsin sonder mit frölichem hertzen
erstanden hab vnd ist der tag also beschehen. Mine gnedigen
erren von Lutzern sint vff den selbigen montag zu recht ge-
essen die redt vnd hundert der stat Lutzern, mit sampt allen
en ämpteren derzu berieffl, als beider stett anwalt vnd bot-
chafften montag erschinen, habent sy sich mit filen worten
ber mich ze klagen entschuldiget Wie Inen entgegne ettwas
as sy nit vermeint hetten woltet aber heimschriben gon Zürich
nd Bern vnd was Inen beuolhen wiedr handlen also sint mi-
er herrren ämpter all zu Lutzern In grossem kosten do bliben
iss vff donderstag noch reminiscere sint wir alle wider erschin-
en vor radt vnd honderten vnd allen ämpteren vff dem land
iner herren, hat der Statschriber von Zurich ein rede gethon
in vergessen ein wissents wellen haben worum doch ämpter
iner Herren do sitzen, ob sy ouch richten sollen oder allein
u hören, es sey vor nie erhört worden Vnd ist beiden stetten
ie gross einigkeit miner herren vnd irer ämpter ein grosser dorn
n ougen gsin, Vnd sint vff den selbigen tag am morgen bei-
er stett botschafften vnd ich zum IX mal vss gangen biss sy
uletst ein andre tag satzüng wider mich begeret haben, die
it Inen nit zu gelassen worden vnd weiss ouch nit ob mans
nen wyters zu lassen werd, den als ich abgangen hett der

statschriber ettwas für gewandt dadurch er min herren s
zürnt hett vnd sint die von Zürich on abscheidt abgeritte
vnwillen, die von Bern sint bliben biss vff den andren tag
sich vor minen herren entschuldiget was der statschribe
Zürich geredt hab, das hab er on ir wissen vnd beuelhe g
etc. vnd sint also mit einer grobben süw hinweg heim zo
ich by got glaub sy sint von hertzen fro das sy ein v
handt fünden mich nit zu berechten, es ist luter lur
vnd lumpenwerck wamit sy vmb gond Das ir aber wissen
um sy uber mich erzurnt sint send ich vch hie fier bi
wen ir dieselbigen lesen, so werdent ir wol sehen das ic
Zorn wol verdient hab, ich frag nüt nach iren vngunst, li
sy mine gnedigen herren vnd ire frommen biderben ampt l
vnderthonen mit lieb vnd vnsere frommen biderben christ
lender, so liess ich sy ouch mit lieb. Wir sint ietz hand
den vnser leptag nie Vnsere lender sint zu Velklich vff de
gsin vnd kennen den hertzogen von Saffoy woll. Wir g
nit ein pfifferling vmb die Zürcher Berner die evangeli
Sackpfiffer s got werdt vnss nit verlassen, es ist kein erschi
ner man vnder vnns dz blut Im lib wallet Inen wide
vngleubige schelmery. Ich besorg me dan ichs begere
werdent bald louffen, den die Schwitzer handt vns sch
mant vnd gebeten ein truw vffsehens vff sy zu haben. Di
gastall von Wesen rel. handt Inen entbotten sy wellent d
hur von einsidlen bald vss der kirchen geheyen, Vnder
sy das so ist dem friden der boden vss so wellent wir sy
ire gründe gehyen das Inen das bild der würdigen muter
wol vergessen wurdt, wissent lieber vetter das der bassle
fal vnd vffrur sy gantz vnd gar erzürnt hett. Vnser herren l
genug zu weren also ergrimpt ist jederman über die ke
sy sagent sy wellent die stett wol wider gleubig machen
dem almechtigen die wiber sint zorniger den die man, g
gelobt wir sint manlich vnd stadt wol vmb vns dörffent
Zürich vsslendisch stet als Costentz wider den pundt anne
so dörffent wir beide regiment den schwebischen pundt, S
Wallis etc. das vberig verstand ir selb wol die glock ist ge

ir werdent sy bald lüten das der thon wyt erschallen soll Saf-
y hendt Nürenberg Augspurg ouch den vnseren gireter under
elegt von genff aber den vnseren sint die iren wider worden es
t ein missgriff geschehen es stadt wol Wir wellen den glauben
ald mit einander deylen mit langen spiessen vnd guten hellen-
arthen wellent sy nit anders, wyr hieltendt gern friden, aber
er nüw glauben hett die art dz er Im selber kein ruw lasst
nd ander lüten ouch nit riewig lasst. Ich hab wol verstanden
z dünden by vch ettlich kündtschafft wider mich syn gebettet
orden. Wir wellent demselbigen recht thun ich förcht mir nit
n crütz, sy wellent mir den Zanck für ziehen myner rech-
ung mit min kloster dess ich fro bin, den ich weiss sy zu
ntpfahen. Wen mir die evangelischen sackpfiffer rechnung
eben wie sy mit der klöster gut hant huss gehalten Wil ich
in rechnung ob got will wol verantworten als ein biderman.
h hab uch die biechly doppel gesandt das ir hansen ouch
er mit sixten sün zu senden vnd mir In seer griessend. Es
dt mir sunst gar wol got sye gelobt etc. Datum Luzern 1529.
mbstag noch reminiscere. Tho. Murner Vwer Vetter.

An Herrn Herparth Hetter,
minen lieben Vetter, zu Strassburg.

7.

hreiben von Konrad Tüby[25]) und Dr. Sebastian Meyer[26]) an Bern betreffend Murner.

Zofingen, 2. März 1529.
(Staatsarchiv Bern. Murner Miss.)

Wir gehorsam willig dienst allzit bereit zuvor Frommen Ve-
en fürsichtigen vnd wisen gnedigen lieben Herren. Wüssend
z mir vnd doctor Bastian üwer gnaden diener vnd prädikant

---

25) Conrad Tüby, Stiftsschaffner zu Zofingen. Vgl. Leu Lexicon.

26) Dr. Sebastian Meyer. Die neue Lehre schon frühe predigend
rde er von Bern vertrieben, wo ihn die Altgläubigen „Ketzerunge-
uer und Vater aller Ketzereien" genannt hatten. Vgl. Anshelm VI. 248.

ettwas selzemer sachen zu Hande
hatt dieb murner an heimlichi b
person gan Strassburg wellen ferg
vnd ist nitt minder Wir hand ein
sen, vnd im vil gutter wortten g
welli. Das er so gutter dingen v
so er gehebt hatt zu lesen worde
nethin wider in den sack gstosser
ten vnd fartt er gan Strassburg v
heigi die Brief by imm, dann es
wir üwer gnaden wol wöttind be
dass nun nitt not ist, die wil wi
die brieff innhand So üch minen
lichen mittburgeren von Zürich v
fügend wir üch den Handel zu w
men Berneren zu statt wie wol i
sönd, das wir üzitt mitt gwalt
bind, dass ist nitt. dann es ist m
kennt [vns nitt vnd weiss ouch
brief imm sack. Witter gnedig
Brief. der mitt faden zämen gnä
werdind dess murnarss eigini H
stian der bekennt sy, zum andr
vier büochli so er ingeleit hatt hi
Herren vnd vnseren lieben Criste
deren von Zürich vergangnen re
dorum gnedigen mine Herren bi
lend das imm allerbesten verstan
Botten gehandlett hand. Wir ver
digen Herren, wol gedienet habe
Herren die Artickel vermerckend.
ir vernemmen. ir heimlichen ansc
thüend wider gott vnd sin heilig
gott vnd sinen wortt anhangend.
ren bittend wir üwer gnaden sen
ten. so witt es muglich ist. da m

mind dann wir sust nienen sicher werind in iren land vnd bietten. aber der briefen halb. so er geschickt hett litt nütt an wenz die nottnrfft erhöuscht. das man imm die an der nasen könn legen. damitt er sechen mög das es die warheitt sy. wiewol er den brief nitt bsiglett hatt litt nütt an. das ist die Vrsach. wo man imm darüber kem dass man nitt meinen sött dass ettwas schedlichs darinn stüende. dann der bott ist ouch ein gutter tschöli. er ist ouch nitt der rechten strass nach gangen den er hatt den nechsten wellen von surse gan Arow. Von Arow gan Rinfelden. vnd von rinfelden gan Strasburg. Witter gnedigen lieben Herren bin ich bericht in gheimd. das der Murner den Strich ouch vorhanden hab. vber ettwas zitt so nitt nott zmelden ist. willen hab sich gan Strassburg zu füogen. denn der bass zu Brugg wil imm nümen schmecken vnd dorum gnedigen min Herren bitt ich üwer gnaden ir wellends in dem besten verstan vnd vffnämen. dann wo ich üwer gnaden wüssti vor zukünfftigen schaden zu sin. daran wött ich sezen lib vnd gutt so witt es langen möcht. Darum gnedigen mini herren, wend ir mir ettwas befelen. bitt ich üwer gnad ir wellend mich by disem botten berichten. Dann wass ich üweren gnaden kan dienen wil ich gern thun bitt ouch vwer gnaden. ir wellend mich üch allweg lassen empfolen sin. Nitt mer denn der frid gottes sy mitt üch, Geben vff Zinstag des andren tags merzen. Imm xxviiij iar,

Von mir Cunratt Tüby vnd Doctor Bastian allzitt üwer willige Diener.

Witter gnedige min Herren werdend ir finden ein ingelegenen Zedel. antreffend ein Handel So ein Herr imm Hag mitt mir gerett Hatt do ich zum nechsten for üweren gnaden erschinnen bin. betreffend den Schulthess Huber bitt ich üwer gnaden ir wellends üch selbs behalten. vnd aber der sach nütt dest minder nachfragen. denn es ist nutalami Zitt das man imm sag. das er krutt gumpist lasse sin.

Den Edlen Strengen Vesten Frommen, Fürsichtigen, wysen Schulthess und Ratt der Lobl. Statt Bern, unsern gnedigen lieben Herren, in yll.

8.

Rechtsspruch Eidgenössischer
Zürich und Bern g

Baden. (Donnerstag nach Vere

Rächdtspruch zwüschen den E
men, Fürsichtigen Weisen Herrer
senn vnd Rätten beder Loplichen
ann Einem, Denne Thoma Murner
schender zuo Lucern am Anderenn
Im Aergeuw. Anno 1529. Donnsta

Wir von Stett vnnd Landen
Einer Lobl. Eidgnossscchaft vnd S
Hans Aebli Landtammann Cunrad
burg Hanns Lanther Jacob Fryburg
Petter Hebolt altschulthes, Vrs S
Ratts, von Schaffhusen Hans Jacob
grütt der Rätten, von Appenzell
Zidler alt Lanndtschriber, von de
pundts Amman Maritz alt Lanndtr
Hochen Trüntz, vss dem Obern p
germeister zu khur, Gaudentz von
vss dem Gottshus, Vlrich Wolff vn
gerichten, vnd von Salganns Ha
vnnd Hanns Walther, diser Zitt vs
aller Herren vnd Obern zu Baden
vnd tun kund allermennigklichem
dato dis Brieffs, vor vnns Erschin
vesten Frommen Fürsichtigen fürne
Schulthessen vnd Rätten der bei
volmechtig anwält vnd Rattsbotten
fürsichtigen fürnemmen vnd wysen
sen, Hans Rudolf Laffatar der I
Wernher Bygel Stattschriber von
Seckelmeister, Niclaus Manuell V
hardt Tremp Spilalmeister, Bened

vnd beid des grossen Ratts, vnnd offnetend vor vnns, Diewyl Thomas Murner Doctor von Strassburg, Ire Herren von den beiden Stetten Zürich vnd Bernn Alls frome Ehrliche Regement, dafür Sie noch bisshar by Menngklichem geachtet vnd gehalten, Dess widerspils nie gezigen oder besetzt worden, Mit Hochen vnd träffenlichen schanndtlichen vnerhördten laster schannd schmütz vnd Scheltwortten vnnd Schanntbüchlinen angetastet, vnd von Inen vssgossen, der Mass das die vor züchtigen Erbarn Oren nit zü Erzelen, Ouch sich In denselben Erbotten Inen des Rechten, vor Ettlichen Ordten In der Eydgnoschafft darumb ze sinde das vss denselben Sinen vssgangnen Schandbüchlinen vnd Lasterschrift wol erfunden werden mogent, vnnd Si damit an Iren Ehren vnd gutten Lümbden hoch treffenlich vnd Schwerlich anzogen vnnd verletzt, vnnd diewyl vnser Eydgnossen von Lutzern noch vermog des nüw gemachten Lanndtfrides, denselben Murner gemelten Iren Herren den beiden Stetten von wegen Söllicher Schmächlichen Schanndtlichen lestrungen für vnns die Schidlütt zum Rechten ze stellen vnd zu handthaben schuldig, vnd aber derselb Murner ane genannter vnser Eydgnossen von Lutzern gunst wüssen vnd willen Heimlich Hinderrucks, durch Ettlich verborgen Sorglich vnd vnbrüchlich berg Entdussert Enndtwichen vnd Rechtflüchtig worden, So verhoffent Si wir die Schidlüt Söllent Inen sin lib vnnd gut Erkennen, wo Si das betretten, das Si das mit Recht anfallen vnd niderlegen mogen vnnd Satzten das zü vnnser Rechtlichen Erkanndtnuss, Allso vff der bemelten vnnser lieben Eydtgnossen, der beider Stetten Zürich vnd Bern klag vnd nach Vermog des zwölfften Artickels In dem Lanndtfriden begriffen, So habent wir vnns Erkenndt diewyl obgenanter Thomas Murner vor vnnd Ee angesetztem Rechtstag Lanndtrümig worden, vnnd aber sich vormalen In sinen vssgangnen Büchlinen Erbotten, Inen des Rechten vor Ettlichen Ordten vnser Eydgnoschafft ze sinde das Er die obgenanten vnser Eydnossen von den beiden Stetten Zürich vnd Bern, vnbillicher wyss mit Söllichen Schanndtbüchern vnd Lasterlichen Wortten antastet habe, vnnd wo dann die vilgemelten vnnser Eydgnossen von den beiden Stetten

Zürich vnd Bern, den genanten Thomas Murner sin lib vn
ankommen, vnd wo Si die betretten, mit Recht anfallen
legen, vnd mit den selben handlen söllent vnd mogent, al
von Ordnung Rechtes wider ein söllichen Lanndtrümiger
lib vnd gutt zu handlen gepürtt, Diser vnser Rechtliche
kanndtnuss begertten der beider Stetten Z. vnd Bern Ra
ten Eins Brieffs, den wir Inen zu geben Erkendt haben,
das alles zu Einem waren Städten vesten vrkund, So l
wir obgenanten Schid vnd spruchlütt Hanns Aebly Amm
Glarus Jacob Fryburger Venner vnd des Ratts zu Frybur
ter Hebolt alt Schulthes zu Solotornn, vnnd Hans Jacob
pach Zunfftmeister vnd des Ratts zu Schaffhusen, alle vi
sern Eygne Innsigell, Innamen vnd für vns Ouch die ob
ten vnnser Mittgsellen die schid vnd spruchlütt, von Irs
rens vnnd pitte wegen Offenlichen lassen hencken an
Brieff, der geben ist vff Donnstag nach Sannt Verena tag,
Cristus vnnsers behalters gepurt gezelt Tusennd fünffh
zwenntzig vnnd nün Jare[27].

(Vier Siegel hängen.)

9.

Murner erbietet sich gegen den Rath zu Strassbu daselbst gegen Bern ins Recht zu stehen.

Oberenheim. Samstag vor Ostern (16. April) 1530.
(Staatsarchiv Bern.)

Strengen Erenuesten fürsichtigen Ersamen wissen I
Hern euwer gnaden schriben mir gethan das Ir mir für
min pension nit verhalten sonder mir von dennen von
euweren christlichen mitburgeren In Arrest vnd verbot vff

---

[27]) Im Recht gegen Luzern wird erkannt, dass es wegen l
den Landfrieden nicht gebrochen, da es zur Zeit von Murners
die Originalfriedensurkunde noch nicht gehabt habe, es seie al
Murner nicht haftbar.

gelegt sye hab Ich alles woll verstanden vnd von gantzem hertzen frölich angenommen das mir die von Bern das recht fürgeschlagen Erpiet mich solchs Ir begerts recht vor euch mynen gndy hern ze sein das sy mir min pension wider recht vnverschuld vnd wider alle billicheit verbotten haben Beger das mir euwer Ersame wissheit mit Innen ein rechtstag ansetze mir den bi Zitten verkünden mich zü wissen darin zü halten nit allein für mich sonder ouch für die so in diser sach mit mir verwicklet sondt, den ich kein frölich stund vff erden welt erleben den rechtlich vor euweren gnaden zu antwurten, denen so mich vch rechtwichig inpilden vnd das ich mins closters gut solt verschwendet haben vnd vnnutzlichen verthon. Solchs erpieten dennen von Bern vor euweren gnaden des rechten wie abgeredt zu sein Versprech Ich euch mynem gnedigen hern bi priesterlichen eren vnd würden vnd begere damit entschlagung des Arrests myner pension von dennen von Bern gethon. Wo aber mir euwer gnad vberem vber solch min recht erpieten mir wither min pension vffenthielt Bit ich das mir euwer Ersame wissheit des vss gnaden vrsach anzeig wil ich mich In alle weg halten, das ir müsst spüren vnd sehen ob ich schon Im glouben nit mit euch zu stim wil ich darumb euwer gnaden widerwertiger nit sein, geben Zu Obrenthenheim[28]) vff sampstag vor dem heiligen Ostertag Anno xxx. Thomas Murner Doctor.

Den Erenuesten frommen Fürsichtigen Ersamen wysen hern Meister vnd Ratt der loblichen stat Strasspurg mynen gnedigen lieben hern.

---

[28]) Heute: Oberenheim, wo Murner wahrscheinlich geboren war.

10.

Strassburg setzt Bern einen Rechtstag in seiner Klage gegen Murner an.

Strassburg. Samstag nach Quasimodo (30. April) 1530.
(Staatsarchiv Bern.)

Den Ersamen wysen vnnsern besondern vertruwten lieben freunden vnd christlichen mitburgern dem Schultheissen vnd dem Rathe zu Bern, Entpieten wir Hanns begk Ritter der Meister vnnd der Rathe zu Strassburg vnser freuntlich willig dienst Besonder vertruwt lieb freund vnd christlichen Mitburger. Nachdem Ir verschiner Zeit durch die vwern by vnns die Pension so doctor Thoman Murner von vnserm barfuesser closter lerlichs gereicht worden, vff recht In Arrest gelegt wie och bescheen, do hat vnns nachgands ernanter Murner vmb verfolgung derselbigen pension ersucht dem wir dann mit antwort begegnet wie söliche von vch vff Recht In verbott gelegt worden, daruff er vnns dann vermoge Ingelegter geschrifft wider geschriben vnnd vor vnns Inns Recht sich begeben als Ir dass ab Ingelegter uottel zuuernemen haben, Wu nun Ir vweren gebott anhangen vnnd das Rechtlich vertretten wolt vnnd dann der gegentheil Rechts sich vor vnns erbietet vnnd wir dem begerenden ergon zulossen schuldig vnnd geneigt So ernennen wir vch einen Rechtlichen tag, Nemlichen vff Mittwuchen des fünffzehenden Junii nebst khomen früer Rathszeit durch vwer vollmechtige Anweld vor vnns zuerschienen, vnnd des widertheils beger das sölich verbott entslagen werden, zu horen, oder aber worumb das nit bescheen soll, fürtzewenden vnnd ferrer vnnsers bescheids, zu erwarten, vnnd also nit vsspliben, dann dem gegentheil solicher tagglicher wyss verkhundt ist Ob vch aber dem Rechten nachzukhommen oder das verbott zu vertretten vnbequem, das wolt vnns by pringen diss berichten, ferner demnach haben zu halten, das alles wir vch, als vnnsern geliepten christlichen mitburgern, die Gott der herr in synem weg fueren geleyten vnnd bewaren woll, nit wolten bergen.

Datum Sambstag nach Quasimodo geniten Anno d. xxxo.

11.

chreiben des Unter-Stadtschreibers von Zürich an Bern betreffend Murner.

Zürich. Sonntag nach Pancrazius (15. Mai) 1530.

Nachdem vnser gut fründ, vnd getrüw lieb Cristenlich mit-urger der Statt Strassburg: vnsern lieben eydtgnossen vnd ristenlichen mitburgeren von Bern von wegen der vnerberen eschuldigung so Doctor Murner Inen zugefügt vff beschechnen rrest einen rechtstag für sy namlich vff den 15 tag Juny nechst-omend zu früyger ratzit vor Inen zu erschynenn angesetzt: nd aber der selb Murner mynen Herren glich als wol vnd nit ynder dann die egenanten von Bern Irer eren vnd guten lümb-ens beschulten, Darvmb dann sy verzukter zit durch Ire rats-ünd genanten Hafft beschechen lassen vnd Im das zuuerkün-en begert: Vnd ist darvff von derselben vnser eydtgnossen ge-undten vnd myner Herren verordneten abgerett: Das jede Statt f söllichen rechttag einen Botten, mitt einer glaublichen Cre-entz: Dessglich einem vollkommen versigleten gwaltsbrieff der-f sy vnd ob sich villicht die sach theunenn welt vff einenn rocurator die vss zufürenn gestelt: abfertigenn, vnnd ein Jede att dar zwüschend wie vnd welicher gestalt die sach an die and zu nämmen sig, ein ratschlag thun, vnd den der andern att zuschicken vnd sich also desshalb mit einandern vereyn-n: Damit beid Stett Zürich vnd Bern gemeyner anklag vnd eynung syhenn:

Actum Sontag nach pangracy. Anno 1530.

Vnderstattscbriber
Zürich.

12.

Aufschub des von Strassburg festgesetzten Rechts in Sachen gegen Murner.

Strassburg, 6. Juni 1530.
(Staatsarchiv Bern. Pergament.)

Den Ersamen, vesten vnsern besonders vertruwten freunden vnd christlichen Mitburgeren dem Schulteissen vn Rathe zu Bern Entpieten wir hanns begk Ritter der Meist der Rathe zu Strassburg vnser früntlich willig dienst, Bes vertruwt lieb freund vnnd Christliche mitburger, Nachd euch gegen Doctor Thomas Murner ein Rechtstag vff de zehenden tag dess monats angesetzt vnd aber vns von g tem Murner, noch kein satt antwort zu khemen, So verkh wir euch denselbigen tag ab das Ir den nit besuchen, anheimsch vnnsers vorkery besthents erwarten wolten wi als vnnsern geliepten, zuuerhietungcostens freuntlicher meynung nit verhalten, Die gott der Allmechtig In syn vnnd schirm bewaren well. Datum Mentag den sechste Anno d. xxxo. (1530.)

13.

Schreiben von Strassburg an Bern betreffend Mur

Strassburg, 10. Juni 1530.
(Staatsarchiv Bern.)

Den Ersamen, wysen vnsern besonderen vertrouwten freunden vnd christlichen Mitburgeren dem Schultheisse dem Rathe zu Bern Entpieten wir Hanns begk Ritter de ster vnd der Rathe zu Strasburg vnser freuntlich willig Besonders vertrawt lieb freund vnd christlichen mitburger, dem wir vch neherer tag den angesetzten Rechtstag gege tor Thomas Murner abgeschriben mit dem begeren anhei zu pleiben vnd ferner vnsers berichts zu erwarten daruf wir euch freuntlicher meynung zu uernemen, Wiewol er Doctor Thomas anfengklich das Recht vor vns zunemen schriben, wir vff solichs bewilligen, ein Rechtstag allent ernennt Ime ouch doby vnser frey sicher trostung vnnd

vbersandt, Ist er doch dauon gefallen vnd vns mit weytschweif-fender antwort begegnet, darinn er anzücht, wie er vormals gegen euch vnd ewern ouch vnsern christlichen mitburgern von Zurich Inn eim angefengkten Recht zu Lutzern hang, das ouch Ir vnnd wir gegen einander mit christlichem Burgkrechten vnd In eim glauben vereinigt weren, dergstalt als ob er vns parthysch achtet, zudem das Im syn pension, so von vnns zugesagt, vnnd er anstadt siner vetterlichen vnnd mueterlichem erpfals, vnnd als sin einige narung angenomen, versperet wurde, do Ime dan armut halber solichem Rechten nachtzekhommen nit möglich, mit angehengkter pitt, Ime syn zugesagte pension lassen verfolgen vnd an Inn als vnserm burgers kynd, vnser zusag nit schmelern vnd Inn syn alten tagen an den bettelstab zurichten, dann wu das nit solt bescheen, werd er vss tringender nodt verursacht, sich vff jetzigem Rechtstag eins solichen by keyserlicher mst zu becklagen vnnd vff syns closters gueter sich lossen verwysen, mit vilmehr andern Inreden, Vnd wiewol wir angehorten sinen vsszugen nit gesettigt, sonder von Ime begert, vnns luter zuuerstendigen, ob er den Rechtstag verston oder nit welte, Ist er vns Jungst mit antwort begegnet, das er In solicher armut sey, das er den tag zu besuchen nit vermoge, noch vnder zweyen Richtern sich bethedigen lossen darzu das er nit soll noch mag vnrestituiert vnd mit leren henden vnnd gepfendt mit jemands rechtigen, So hang er ouch zu Lutzern Im Rechten, das Ir vnd gedachte vwer vnnd vnsere christlichen Mitburger von Zürich gegen Ime begert vnnd verspsochen hand, So were euch ouch wol wissen, das Ir Ine mit zweyen Richtern weder mit verbott oder anderm solten anfallen, diwil vnnd Ir vor vwern begerten Richtern nichts vber Inn erlangt hetten, so were er ouch das selbig Recht nit gewichen, sonder gewalt, Achtet ouch nit ze thun, das Ir beruefft vnnd er zu gegen soliche Allegation, furtzewenden, dan es brecht vch kosten vnd entzündt vch ye mehr wider Ine, Wu ir aber nit rüwig, Will er vch des Rechten sin, wu sich das gepürt vnd vnns abermals vmb verfolgung der pension angeruffen mit vergender betrewung, wu das nit, das er sich vff syns closters guetter an stadt sins vet-

terlichen erbfals, verwysen wolt lossen, und Wiewol nun
geliepten christlichen mitburger, wie des angezeigten Re
stands, so zwischen vch syn soll, kein gründtlich wissen
gen, So haben wir vch doch, Inn der suma syn fürhaben
darby ouch euch guter meynung vnnser bedengkens nit w
bergen, dwil gedachter Murner ein streitiger weytschweiff
Mensch, vnd dem nit zuuil, wie vch wissen ist, vnnd der
sion halb nit ruwig syn wert, solt er dann ein Regress,
Zugang vff des closters guetter, wie wir achten, er lichtlic
khommen mag, dann die selbigen der myndertheit, In
obergkheit, vnnd zertheilt Im Reich, ouch In etlichen der
fürsten, Fürsten, Grauen vnnd herren landen gelegen erl
das solichs den closterpersonen, so daruf verwysen vnnd
burger syndt ein mergkliche beschwerde vnnd vnns ein
theil geberen, das wir nach gelegenheit dieser Zeit, s
Inn andern weg nit wol wussten abtzuschaffen, dann d
es mit der thadt vnderstunden zu furkhommen das nun
ouch andren vnsern christl. mitburgern ouch vnns zu me
cher verug, vrsach gebe wurde, zudem das ouch jetzt ein R
tag vor ougen, do syn nichtig furgeben, bey syns glichen
dann wir angesehen vnd zu verhietung sins vnuerscha
Vssschreyens, das vnns scherlich vberlegen vnd Inn ande
ligenden vns zu nachtheil reichen möcht, ouch als wir a
vch kleins an der pension gelegen, welche alles wir vch
ter getrewer meynung zu erwegen, beuohlen haben w
Vnnd ist daruf an euch vnnser freuntlich bitt vnd beger I
syn des Murners vnnütz geschwetz, ouch daruss volgenden
den zuuerhieten guetlichen vnns zu gefallen, bewilligen
zu geben, das Ime die pension verfolgt werde vnnd dem
del also nachdengken vnd vns Irs gemuets, by pringe
schrifftliche berichten, das wollen wir bereyts willens verd
vnnd beschulden.

Datum frytag den x. Junij Anno d. Tricesimo.

Inhaltsverzeichniss

der

Bände I—X. des Archives für schweizerische Geschichte,

herausgegeben auf Veranstaltung der allgemeinen geschichtforchenden Gesellschaft der Schweiz. Zürich 1843—1855.

(NB. Das Inhaltsverzeichniss ist nach den Abtheilungen des Archives, in den einzelnen Abtheilungen aber nach chronologischer Folge des Inhaltes geordnet).

Berichte der Kantonalgesellschaften.

I.

Abhandlungen.

*

II.
Urkunden und Regesten.

III.

Denkwürdigkeiten.

IV.

Litteratur.

Errata.

S. 27 l. 16 v. o. lies: zum Jahr 1384 für zum 1884.
» 30 l. 13 v. o. vorgenommen für verglichen.
» » » 3 v. u. im für m.
» 33 l. 16 v. u. Unterthanen des für Unterthanende.
» » l. 15 v. u. denselbigen für derselbigen.

